HAL
open science

Science du passé et politique du présent en Pologne. L'histoire du temps présent (1939-1989), de la genèse à l'Institut de la Mémoire Nationale

Valentin Behr

To cite this version:

Valentin Behr. Science du passé et politique du présent en Pologne. L'histoire du temps présent (1939-1989), de la genèse à l'Institut de la Mémoire Nationale. Science politique. Université de Strasbourg, 2017. Français. NNT : . tel-01695432

HAL Id: tel-01695432

https://shs.hal.science/tel-01695432

Submitted on 29 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

ÉCOLE DOCTORALE Sciences humaines et sociales. Perspective européenne (ED 519)

Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe (SAGE, UMR 7363)

THÈSE présentée par :

Valentin BEHR

soutenue le : **18 octobre 2017**

pour obtenir le grade de : **Docteur de l'université de Strasbourg**

Discipline/ Spécialité : Science politique

Science du passé et politique du présent en Pologne.

L'histoire du temps présent (1939-1989), de la genèse à l'Institut de la Mémoire Nationale

THÈSE dirigée par :

[M. DUBOIS Vincent]	Professeur, Université de Strasbourg
[M. DELOYE Yves]	Professeur, Institut d'études politiques de Bordeaux

RAPPORTEURS :

[Mme DAKOWSKA Dorota]	Professeure, Université Lumière Lyon-2
[Mme MATONTI Frédérique]	Professeure, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne

---

AUTRES MEMBRES DU JURY :

[Mme LAVABRE Marie-Claire]	Directrice de recherche, Institut des sciences sociales du politique
[M. ZARYCKI Tomasz]	Professeur, Université de Varsovie

A mes parents

Remerciements

Il est fréquent de lire ou d'entendre qu'une thèse est l'aboutissement d'un travail collectif. Je n’aurais pas pu mener la mienne à bien sans l’aide précieuse que m’ont apporté les personnes suivantes.

Mes remerciements s'adressent tout d'abord à Yves Déloye et à Vincent Dubois, qui ont accepté de diriger la présente recherche et se sont montré très disponibles. Leurs conseils avisés ont enrichi ce travail à toutes les étapes de son développement et leurs encouragements répétés m'ont incité à aller au bout.

Merci encore à Yves Déloye et à Dorota Dakowska, qui ont codirigé ma précédente recherche en master et ont conforté mon choix de poursuivre en thèse.

Tout au long de mon parcours doctoral, j'ai eu la chance de pouvoir soumettre différentes parties de mon travail à la discussion de chercheurs qui ont grandement contribué à son avancement. Je pense en particulier à Georges Mink, Laure Neumayer, Frédéric Zalewski, Paul Gradvohl et Nadège Ragaru, que je remercie chaleureusement. Merci également à Marcin Kula, pour ses conseils bienveillants.

J’ai partagé avec Cédric Pellen et Audrey Kichelewski des discussions toujours très enrichissantes sur la Pologne, son histoire et sa vie politique, qui ont souvent permis de corriger ou de conforter certaines analyses et intuitions.

Parallèlement à ce travail de thèse, les recherches menées avec Sébastien Michon ont grandement contribué à ma formation de chercheur en science sociales, et pas seulement sur le plan des méthodes quantitatives.

Etienne Ollion a bien voulu me faire bénéficier de ses talents de magicien du web pour récupérer des milliers de notices bibliographiques, rendant ainsi possible un traitement quantitatif de ces références.

Merci également aux collègues et amis du GSPE, puis du laboratoire SAGE, qui contribuent à faire de Strasbourg un endroit chaleureux et intellectuellement stimulant.

Un grand merci également à tous ceux qui ont facilité mon travail de terrain en m’accueillant à Varsovie (Hubert et Eliza, Kuba, Isabelle et Darek, Przemek et Gosia) et à Paris (Maryse et Eric).

Famille et amis ont grandement contribué à ce que les années de thèse, parfois difficiles et douloureuses, se passent pour le mieux. Je veux dire ici toute ma gratitude à ceux qui m'ont entouré (et parfois, il faut bien le dire, supporté) ces dernières années.

Merci à mes frères, Jean-Baptiste et Louis, pour les bons moments passés avec eux.

Merci aux amis, qui m'ont toujours aidé à oublier les vicissitudes du travail de thèse : Faustine, Thomas, Sophie, Pierre, Jérémy, Romain, Maryse, Eric … les copains du foot et du rugby, et surtout tous les copains du labo : Mélanie, Léa, Luc, Emilien, Julien, Constantin, Melaine, Ugo, Julien, Nico, Antoine, Simon, Grégory, … Avec une mention toute particulière pour Julien, avec qui j'ai partagé bien plus qu'un appartement.

Merci à Maryse, sans qui cette thèse n’aurait pas été la même.

Merci à ceux qui m’ont donné le coup de main décisif dans la dernière ligne droite, sans quoi j’y serais encore : Eric, Jean-Yves, Julien et surtout surtout Mélanie.

Merci à Julie, qui m’aura supporté presque jusqu’au bout de cette thèse, soutenu dans les coups durs et pardonné mes sautes d'humeur.

Merci à Philippe, qui m’a accueilli avec chaleur et générosité, avec qui j’ai passé de nombreux bons moments.

Merci enfin à mes parents, qui m'ont soutenu moralement et financièrement tout au long de mes études, m’ont toujours encouragé dans mes choix et offert de me mettre au vert ces derniers mois.

Sommaire

Introduction générale 3

Première partie Être historien en Pologne populaire. Entre contrainte idéologique et rénovation historiographique 51

CHAPITRE 1. Une politique scientifique impulsée par le Parti-État. L'avènement d'une « nouvelle histoire » 59

CHAPITRE 2. La progressive remise en cause de l'idéologisation de la science historique : le « tournant » de 1956 143

CHAPITRE 3. 1956 et ses conséquences : la relative autonomisation de l'histoire du temps présent 231

Conclusion de la première partie 311

Deuxième partie Le changement de régime politique et ses effets sur l'espace de production historiographique 315

CHAPITRE 4. Faire de l'histoire en contexte de changement de régime : la contestation de l'historiographie officielle 321

CHAPITRE 5. L'héritage de la Pologne populaire et les reconfigurations de l'histoire du temps présent 449

CHAPITRE 6. État et histoire dans les années IPN 547

Conclusion générale 641

Annexes 651

Bibliographie 659

Liste des tableaux 699

Liste des figures 701

Liste des encadrés 703

Table des matières 705

Introduction générale

Le 10 décembre 2016, à l'initiative de l'Association historique polonaise (*Polskie Towarzystwo Historyczne*) et du Comité des sciences historiques de l'Académie des sciences, était organisé à Varsovie un « Forum des chercheurs en histoire contemporaine » (*Forum Badaczy Dziejów Najnowszych*). A travers cet événement, deux des principales instances professionnelles de la discipline historique invitaient les chercheurs à échanger sur les rapports entre histoire et politique. Le texte des organisateurs indiquait notamment :

« Au sein du milieu des chercheurs en histoire contemporaine se font entendre récemment des différences de vues quant à la fonction de l'histoire dans la sphère publique. […] Nous sommes convaincus qu'un débat de cette nature permettra de mieux comprendre les opinions en présence et offrira la possibilité d'élaborer une position commune quant aux règles de communication entre la sphère des sciences historiques et le monde politique.[1] *»*

Cette préoccupation à propos de l'articulation des rapports entre histoire savante et politique intervenait dans un contexte bien précis. Depuis le retour au pouvoir du parti *Droit et justice* (PiS) à l'issue des élections présidentielle et législative de 2015, le gouvernement polonais a manifesté une volonté de promouvoir, au moyen des ressources offertes par l'administration étatique, une certaine lecture du passé. En témoigne la longue liste des faits plus ou moins vigoureusement relayés par les médias polonais et parfois étrangers : propos ambigus de la ministre de l'Éducation au sujet du massacre de Jedwabne, émettant des doutes sur les circonstances du massacre de la population juive locale par des civils polonais à l'été 1941, pourtant établies au début des années 2000 par une enquête officielle, tant judiciaire qu'historique, de l'Institut de la mémoire nationale[2] ; proposition de retirer l'Ordre national du mérite à l'historien polono-américain Jan T. Gross, auteur d'un livre retentissant sur Jedwabne et de quelques autres ouvrages sur des pogroms commis en Pologne, suite à ses propos controversés selon lesquels les Polonais auraient tué au cours de la Seconde Guerre mondiale davantage de juifs que d'Allemands[3] ; dénonciation de l'exposition permanente du musée de la Seconde Guerre mondiale à Gdańsk, promue par le gouvernement précédent et

[1] Voir l'annonce de l'événement sur le site de l'Association historique polonaise : http://pth.net.pl/aktualnosci/193.

[2] Voir « Polish education minister blasted for Jewish massacre remarks », *The Star*, 10 juillet 2016 : https://www.thestar.com/news/world/2016/07/14/polish-education-minister-blasted-for-jewish-massacre-remarks.html.

jugée non conforme au « point de vue polonais », et révocation de la direction du musée[4] ; nouvelles accusations de collaboration avec les services de sécurité de la République populaire de Pologne (PRL) à l'encontre de Lech Walesa, après la saisie au domicile de la veuve du général Kiszczak, ancien ministre de l'Intérieur de la PRL, de dizaines de cartons d'archives des services de sécurité[5]. Cette liste pourrait encore s'allonger, comme le laissent suggérer les demandes récentes de réparations de guerre adressées par le gouvernement polonais à son homologue allemand[6]. Il ne s'agit pas de faire ici la chronique des manifestations récurrentes d'usages politiques du passé en Pologne, mais de se demander comment ces usages affectent la pratique des historiens qui se consacrent à l'étude de la période 1939-1989, qui fait l'objet d'âpres débats politiques et médiatiques ces dernières années.

La question préoccupe les historiens polonais, plusieurs d'entre eux jouant un rôle actif dans les usages politiques du passé précédemment évoqués. L'organisation du forum de Varsovie semblait d'ailleurs entériner l'existence de clivages politiques au sein de la discipline. A la tribune, à côté de Tomasz Schramm, président du Comité des sciences historiques de l'Académie des sciences, et de Krzysztof Mikulski, président de l'Association historique polonaise, le débat était animé par Andrzej Nowak et Marcin Zaremba. Le premier, professeur à l'université Jagellon de Cracovie, a longtemps été rédacteur en chef de la revue *Arcana*, considérée comme l'un des creusets intellectuels de la droite conservatrice polonaise. Après s'être opposé à une réforme des programmes scolaires en 2012, au cours de laquelle il a défendu avec succès l'introduction d'un bloc thématique intitulé « Panthéon national et luttes nationales », il a été nommé par Andrzej Duda, président de la République (PiS) élu en 2015, à la tête de la section « Culture, identité nationale et politique historique » du Conseil national du développement (*Narodowa Rada Rozwoju*), un organe d'expertise rattaché à la présidence de la République. Le second, chercheur à l'Institut d'études politiques de l'Académie des sciences et enseignant à l'université de Varsovie, s'est opposé de manière récurrente à la

---

[3] Voir « La Pologne veut déchoir de l'ordre du Mérite un historien de la Shoah », *Le Monde*, 16 février 2016 : http://www.lemonde.fr/international/article/2016/02/16/la-pologne-envisage-de-dechoir-de-l-ordre-du-merite-un-historien-de-la-shoah_4866185_3210.html.

[4] Voir « Le Musée de la Seconde Guerre mondiale à Gdańsk, une zone de front », *Huffington Post*, 7 février 2017 : http://www.huffingtonpost.fr/elie-barnavi/musee-de-la-seconde-guerre-mondiale-a-Gdańsk-histoire_a_21708847/.

[5] Voir « La collaboration de Lech Walesa avec la police communiste ne fait "plus aucun doute", affirment des experts judiciaires », *Le Monde*, 31 janvier 2017 : http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/01/31/la-collaboration-de-lech-walesa-avec-la-police-communiste-ne-fait-plus-aucun-doute-affirment-des-experts-judiciaires_5072253_3214.html.

[6] Voir « Berlin estime ne pas avoir à verser de réparations de guerre à la Pologne », *Le Figaro*, 8 septembre 2017 : http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/09/08/97001-20170908FILWWW00148-berlin-estime-ne-pas-avoir-a-verser-de-reparations-de-guerre-a-la-pologne.php.

politique historique du PiS. Il a notamment publié de nombreux articles dans les journaux *Gazeta Wyborcza* et *Polityka*, dont la ligne éditoriale est résolument critique de cette politique. De même, les six chercheurs invités à présenter des exposés au cours de ce forum (Andrzej Friszke, Henryk Głębocki, Paweł Machcewicz, Jan Pomorski, Wojciech Roszkowski et Włodzimierz Suleja) présentent des opinions très contrastées sur la question, qui se donnent à voir tant dans leur pratique de l'histoire que dans leurs prises de position publiques dans les médias, ce que l'on nomme en Pologne *publicystyka*[7]. Le microcosme des chercheurs en histoire du temps présent apparaît profondément clivé en Pologne, même si la déclaration finale du forum, adoptée dans la précipitation, après un vote à main levée sans réelle discussion de son contenu, cherche à sauver les apparences :

« Nous nous déclarons en faveur de l'autonomie de l'historiographie, du monde académique et des institutions culturelles, pour leur indépendance vis-à-vis du pouvoir, quelle que soit son orientation politique. Nous sommes contre l'instrumentalisation de l'histoire au service d'objectifs politiques ou de quelques intérêts particuliers.[8] *»*

Cette déclaration masque des débats parfois houleux, mais aussi un faible consensus sur la définition du métier d'historien, et en particulier d'historien du temps présent. Ainsi, la proposition, formulée au cours des débats, d'adopter une charte déontologique sur le modèle de celle de l'*American Historical Association*, était rejetée par Andrzej Nowak aux yeux duquel « le décalogue suffit »[9].

Le Forum des historiens contemporanéistes du 10 décembre 2016 n'est qu'un épisode, parmi les plus récents, dans une série de débats récurrents sur l'histoire de la Pologne au 20e siècle, et, en particulier, au cours de la Seconde Guerre mondiale et de la République populaire de Pologne. Ces controverses portent tant sur la gestion du passé communiste du pays que sur les relations polono-juives et l'éventuelle coresponsabilité polonaise dans l'Holocauste, ou encore sur la reconnaissance, par les voisins européens de la Pologne, du passé « douloureux » issu de la guerre et de ses conséquences[10].

Nous nous intéresserons dans cette recherche à ce que ces débats récurrents révèlent du point de vue des rapports entre science et politique, auxquels Rose-Marie Lagrave invitait à s'intéresser dans l'introduction d'un livre évoquant son expérience en tant qu'organisatrice d'ateliers de formation aux sciences sociales, mis en place par l'EHESS dans les États d'Europe centrale et orientale au cours des années 1990 :

---

[7] Le terme « *publicystyka* », dérivé de la notion de publiciste, désigne les interventions dans la presse de chroniqueurs ou éditorialistes qui ne sont pas journalistes de métier. Il s'agit souvent d'intellectuels.

[8] Voir le texte de la déclaration à cette adresse : http://pth.net.pl/aktualnosci/198.

[9] L'ensemble des débats a été filmé et peut être revu à cette adresse : https://www.youtube.com/watch?v=b0bJ3Glwo8c.

[10] Georges Mink et Laure Neumayer, *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007.

« Car la question qui court dans ce livre, sous la métaphore de l'odeur de lignite, est bien celle des liens entre science et politique. L'effondrement des régimes communistes et la rupture politique qui s'est ensuivie se traduisent-ils par une rupture dans le champ des sciences sociales ? Avec et contre quoi les sciences sociales seraient-elles censées rompre ? Pour répondre à ces questions, il faudrait une analyse de grande ampleur, hors de propos de ce livre.[11] *»*

Et l'auteure d'inviter à « refaire l'Homo Academicus de l'Est et une histoire des élites. Disserter sur la coïncidence entre champ universitaire et champ politique. » Partageant ce constat, nous souhaiterions que la présente recherche apporte une contribution à ce travail, à partir d'un cas d'étude, l'histoire du temps présent en Pologne.

I. Entre sciences et politique : le métier d'historien en Pologne, perspective historique :

En Pologne, les débats les plus contemporains sur le passé se réfèrent souvent à l'époque de la Pologne populaire. L'histoire serait une science à part, car outre qu'elle a fait l'objet, comme bien d'autres sciences sociales, de nombreuses falsifications entre 1944 et 1989, elle aurait permis la préservation du ciment national au cours de cette période. Transmise via la famille, l'Église et, à partir de la fin des années 1970, des publications clandestines (*samizdat*), elle aurait été un élément essentiel de la lutte pour l'indépendance nationale, contre un pouvoir communiste imposé par Moscou au sortir du second conflit mondial.

A bien des égards, ces débats semblent donc prolonger, sous des formes actualisées, des luttes politiques entamées avant 1989, à l'image d'une scène politique qui oppose non plus les anciens communistes aux anciens dissidents, comme ce fut le cas dans les années qui suivirent 1989, mais, depuis 2005, les partisans et les opposants des « Accords de la Table ronde » et d'une transition politique alors organisée avec l'assentiment du pouvoir en place[12]. Il nous semble donc nécessaire de recourir à une mise en perspective historique, afin d'étudier l'autonomie de l'histoire du temps présent, de sa genèse, au début de la Pologne populaire, à la période récente. Ceci nous paraît d'autant plus nécessaire qu'il n'existe pratiquement pas de

[11] Rose-Marie Lagrave, *Voyage aux pays d'une utopie déchue : plaidoyer pour l'Europe centrale*, Paris, PUF, 1998.

[12] Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen, « La Table ronde : un meuble politiquement encombrant » dans *1989 à l'Est de l'Europe : une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2009, p. 23−56.

travaux consacrés aux usages politiques du passé en Pologne, qui proposent une mise en regard des périodes communiste et post-communiste[13].

La notion d'histoire du temps présent renvoie à l'essor, en Europe après 1945, d'un type d'histoire contemporaine spécialisé sur le 20e siècle, et plus particulièrement encore sur la Seconde Guerre mondiale et la période post-1945. Le terme, introduit en France à la fin des années 1970, dérive de l'allemand *Zeitgeschichte* (histoire de son temps), forgé dès les années 1930 en Allemagne. L'histoire du temps présent caractérise « une nouvelle école historiographique qui voulait se différencier de l'histoire contemporaine, principalement investie dans l'étude du 19e siècle.[14] » Elle se matérialise, en France, par la fondation en 1978 de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) au sein du CNRS[15]. En Pologne, l'histoire du temps présent renvoie plutôt à la notion d'*historia najnowsza* (littéralement, « histoire la plus récente »), synonyme d'histoire contemporaine. Cette dernière se définit comme la période suivant l'histoire moderne. Dans le cadre de l'histoire nationale, sa chronologie n'est pas clairement définie. Pour certains, l'histoire contemporaine commence à partir de 1918, soit au moment où la Pologne retrouve son indépendance, perdue en 1795. D'autres la font commencer plus tôt, en 1864, après la défaite de l'insurrection de janvier, dont les conséquences (réformes tsaristes conduisant à l'affaiblissement de la noblesse) auraient favorisé le développement de la paysannerie et l'apparition d'une classe ouvrière, en lien avec l'industrialisation du pays[16]. Pour Andrzej Friszke, l'un des spécialistes de l'histoire du 20e siècle en Pologne, l'histoire contemporaine se définit comme le temps dont les vivants ont conservé une mémoire propre, ou bien transmise par leurs parents[17]. Une telle définition, dont l'auteur admet qu'elle est « hautement imprécise », souligne néanmoins l'une des spécificités de l'histoire du temps présent, dont les bornes chronologiques, en perpétuel mouvement, sont

[13] A cet égard, le livre de Rafał Stobiecki consacré à la science historique en Pologne populaire, qui s'achève sur deux textes évoquant les débats contemporains, fait figure d'exception : Rafał Stobiecki, *Historiografia PRL: ani dobra, ani mądra, ani piękna... ale skomplikowana*, [L'historiographie de la PRL], Varsovie, TRIO, 2007. Tout comme les textes de Marcin Kula dans Marcin Kula, *Komunizm i po komunizmie*, [Le communisme et l'après-communisme] Varsovie, Trio, 2006. Il n'y a pas, en revanche, d'étude systématique sur la question.

[14] Pieter Lagrou, « L'histoire du temps présent en Europe depuis 1945, ou comment se constitue et se développe un nouveau champ disciplinaire », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 2003, n° 9, p. 4−15. Dans un texte postérieur, P. Lagrou donne de ce courant historiographique une lecture plus politique. Il définit l'histoire du temps présent « dans le sens très particulier d'une posture critique de réécriture de l'histoire récente, visant à renverser les récits hégémoniques légitimant une génération au pouvoir. » Cf. Pieter Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », *Vingtième Siècle*, 2013, n° 118, p. 101−119. Ce n'est pas cette définition que nous retiendrons ici, préférant nous tenir à une acception chronologique de l'histoire du temps présent comme histoire du second conflit mondial et de la période postérieure.

[15] Institut d'histoire du temps présent, *Écrire l'histoire du temps présent : en hommage à François Bédarida*, Paris, CNRS éditions, 1993.

[16] Andrzej Friszke, « Historia najnowsza i historycy » [L'histoire contemporaine et les historiens], *Zeszyty Historyczne*, 1981, n° 56, p. 93−114.

[17] *Ibid.*

bien moins précises que celles qui définissent, par exemple, l'antiquité ou l'époque médiévale. Du point de vue institutionnel, le découpage actuel des facultés d'histoire polonaises fait plutôt correspondre l'*historia najnowsza* au 20e siècle, plus précisément à la période allant de 1918 à nos jours. En 1945, cependant, l'*historia najnowsza* est pour l'essentiel une histoire de la période 1864-1939 et s'étend rarement au-delà.

Pourtant, du point de vue de l'histoire savante, des velléités de développer une histoire de la Seconde Guerre mondiale, puis de la Pologne populaire, se font jour dès la sortie du conflit, comme nous le verrons dans les chapitres de la première partie de la thèse. Nous faisons le choix de qualifier cette recherche historique, qui couvre la période post-1939 et dont la borne de fin est aujourd'hui fixée à 1989, d'histoire du temps présent. Ce choix vise à distinguer cette production historiographique, qui fait l'objet de notre étude, de la notion plus générale d'histoire contemporaine. Il nous paraît également préférable aux labellisations plus politiques qui, en Pologne, qualifient la période 1939-1989 d'époque des « deux occupations » (allemande puis soviétique) ou des deux « totalitarismes ». Parler d'histoire du temps présent permet enfin de souligner les parallèles entre le cas polonais et les évolutions historiographiques que connaissent, après-guerre, d'autres pays de l'Europe continentale, de part et d'autre du Rideau de fer[18]. Néanmoins, lorsque nous rapporterons les propos des acteurs, nous traduirons « *historia najnowsza* » par histoire contemporaine, formule plus générique qui permettra de distinguer ces propos de la notion d'histoire du temps présent telle que nous l'avons définie ici.

L'histoire du temps présent, comprise ici comme l'histoire de la période 1939-1989, naît en Pologne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans des circonstances qui sont celles d'un contrôle politique étroit des productions scientifiques et culturelles, en lien avec l'avènement d'un pouvoir de type soviétique. Pour autant, cette genèse n'intervient pas dans un espace historiquement vierge. Il convient par conséquent d'évoquer brièvement la naissance de l'histoire savante en Pologne, cette histoire déterminant en partie les définitions futures de la discipline et de ses rapports au politique.

Si la contribution de l'histoire aux processus de construction nationale a été soulignée dans de nombreux pays et pas seulement en Europe[19], la Pologne présente des traits singuliers

[18] P. Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », art cit.
[19] Eric John Hobsbawm et Terence Osborn Ranger (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 2012 ; Stefan Berger et Chris Lorenz (dir.), *Nationalizing the past: historians as nation builders in modern Europe*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2010.

qu'il convient de souligner d'emblée. Du point de vue de l'histoire savante, deux caractéristiques sont à relever.

Premièrement, l'histoire savante naît en Pologne à la fin du 19e siècle, en lien avec le processus de construction nationale, à une époque et dans un contexte où il n'existe pas d'État polonais indépendant. Ce qui constitue une différence majeure avec la France, où la professionnalisation de l'histoire savante doit beaucoup à la relation d'échange qui s'établit, essentiellement sous la Troisième République, entre les historiens et l'État[20]. De fait, l'indépendance nationale de la Pologne a été plusieurs fois contrariée au cours de son histoire, avec la disparition du pays suite à sa partition entre 1795 et 1918, une nouvelle perte d'indépendance de 1939 à 1944, suivie par un régime politique formellement indépendant, mais à la souveraineté limitée par son appartenance au bloc soviétique, jusqu'en 1989. Cette histoire conditionne en partie le développement d'une histoire nationale savante, souvent perçue comme un moyen d'appuyer les revendications polonaises à un État indépendant, et de maintenir une cohésion nationale en l'absence de représentation politique unifiée. Ce qui permet de comprendre pourquoi « le statut de l'historien jouit […] en Pologne d'une dignité rare ailleurs.[21] »

Deuxièmement et en lien avec ce premier élément, se donne à voir, dans la littérature consacrée à l'histoire et à son rôle politique et social en Pologne, une sorte de sens commun sur le rôle spécifique, exacerbé, que jouerait l'histoire dans la vie politique de ce pays. Ce sens commun se retrouve dans des textes très éloignés dans le temps. C'est par exemple le cas dans un texte intitulé « Idéologie et histoire » publié en 1985 dans une revue éditée à Paris par des émigrés polonais opposés au régime de la Pologne populaire, dont la première partie est intitulée « Le pouvoir de l'histoire sur les Polonais » et dont la première phrase dit : « L'histoire a fait que l'histoire occupe en Pologne une place particulière. Depuis près de deux cents ans, les controverses sur l'histoire sont des controverses sur la politique.[22] » En 1922, dans sa leçon inaugurale à la chaire d'histoire de l'Europe centrale de l'université de Londres, Robert William Seton-Watson évoquait l'historien en tant que « force politique » en Europe centrale[23]. L'auteur s'y interrogeait particulièrement sur les relations entre histoire, surtout contemporaine, et politique, considérant que le lien entre science du passé et politique

[20] Gérard Noiriel, « Naissance du métier d'historien », *Genèses*, 1990, vol. 1, n° 1, p. 58−85 ; Thomas Ribémont, *L'expertise historienne dans la France contemporaine : la fonction politique de l'histoire en question*, Thèse de doctorat, Université Paris-Dauphine, France, 2006, 529 p.
[21] Daniel Beauvois, « Être historien en Pologne : les mythes, l'amnésie et la "vérité" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1991, vol. 38, n° 3, p. 353.
[22] Wojciech Karpiński, « Ideologia i historia », *Zeszyty Historyczne*, 1985, n° 72, p. 3.

au présent, s'il était observable dans la plupart des pays d'Europe, prenait en Europe centrale des formes exacerbées, notamment chez les nations privées d'État du temps des empires centraux (Autriche-Hongrie et Prusse).

Ce sens commun mériterait sans doute d'être relativisé, tant la propension à considérer chaque cas national comme exceptionnel semble répandue dès lors qu'il s'agit d'évoquer le passé d'une nation. La France connaît elle aussi des débats réguliers sur l'écriture ou l'enseignement de l'histoire, qui sont l'occasion de pointer des spécificités nationales plus ou moins bien établies[24]. Pour ne citer que cet exemple, il apparaît contestable que les lois mémorielles, régulièrement dénoncées par Pierre Nora, soient un « sport législatif purement français », comme l'affirme cet auteur[25]. Il est néanmoins raisonnable de penser que l'idée, régulièrement réaffirmée, d'un rapport étroit entre histoire et politique en Pologne, pèse sur la façon dont se définissent à la fois le rôle des pouvoirs publics en matière de mise en récit du passé, et la définition du métier d'historien lui-même.

Le 19e siècle a été celui de la construction d'une « nation sans État » sur le territoire ayant correspondu jusqu'en 1795 à la *Rzeczpospolita*, la Première République polonaise. Si ce travail de construction nationale s'est appuyé sur la mise en récit d'un passé mythifié, les historiens professionnels, au demeurant fort peu nombreux comme en France à la même époque, n'y ont joué qu'un rôle marginal. Ce sont surtout les poètes romantiques polonais qui ont donné naissance au mythe d'une Pologne « Christ des nations », selon la formule d'Adam Mickiewicz, et rempart de l'Occident chrétien contre les dangers venus d'Orient, qu'il s'agisse des invasions turques, mongoles ou russes[26]. L'histoire est alors « l'axe essentiel d'une stratégie de survie.[27] » Ainsi Joachim Lelewel, l'un des premiers historiens professionnels polonais, considéré comme « le Michelet polonais[28] », s'il contribue à ébaucher les principes d'une méthode historique savante, à travers l'analyse critique des documents, est aussi un militant actif de la cause de l'indépendance. Après avoir participé à l'insurrection antirusse de 1830-1831, il s'exile à Paris puis à Bruxelles, où il rédige des textes fortement imprégnés du romantisme polonais, interprétant l'histoire polonaise au prisme de la lutte pour la liberté. A

---

[23] Robert William Seton-Watson, *The historian as a political force in Central Europe: an inaugural lecture*, 2 Novembre 1922, Londres, School of Slavonic Studies in the University of London, King's College, 1922, 52 p.
[24] Laurence de Cock et Emmanuelle Picard (dir.), *La fabrique scolaire de l'histoire : illusions et désillusions du roman national*, Marseille, Agone, 2009.
[25] Pierre Nora, « Pour en finir avec ce sport législatif purement français », *Le Monde*, 27 décembre 2011.
[26] Robert William Seton-Watson, *The historian as a political force in Central Europe: an inaugural lecture*, art. cit.
[27] D. Beauvois, « Être historien en Pologne », art cit, p. 353.
[28] *Ibid.*, p. 356.

l'origine, l'histoire savante polonaise est donc moins une histoire qu'une « para-histoire », selon Daniel Beauvois :

« Il pourra paraître que ces approches définissent en réalité un non-besoin d'histoire. Disons plutôt qu'il s'agit d'un besoin de para-histoire. Peu de peuples se nourrissent ainsi de leurs mythes et parviennent à une telle conscience de leur propre caractère exceptionnel, rare, irréductible, original et précieux. Le 20e siècle ne pourra jamais se défaire tout à fait de cette attitude.[29] *»*

La nostalgie pour la « Grande Pologne », c'est-à-dire pour l'Union de Lublin réunissant le royaume de Pologne et le Grand-duché de Lituanie qui s'étendait, au 16e siècle, de la Baltique à la Mer noire, s'accompagne de querelles historiographiques sur les causes de la disparition de la Pologne en tant qu'État. A partir de l'échec d'une nouvelle insurrection antirusse, celle de janvier 1863, la vie intellectuelle et politique polonaise est marquée par « un débat sur le bien-fondé des insurrections pour libérer la patrie du joug étranger.[30] » Ce débat contribue à la professionnalisation de la science historique polonaise, notamment via l'école historique de Cracovie (*Krakowska szkoła historyczna*), qui pour la première fois présente l'histoire de Pologne de manière critique, tranchant avec les romantiques[31]. Pour ces historiens, en effet, les facteurs internes, en particulier les trop grands privilèges de la noblesse, opposée au principe d'un pouvoir royal disposant de prérogatives fortes, auraient joué un rôle prépondérant dans la partition du pays à la fin du 18e siècle. Les historiens de l'école historique de Varsovie (*Warszawska szkoła historyczna*) s'opposent à cette interprétation en mettant l'accent sur les facteurs externes, c'est-à-dire l'action des puissances copartageantes (Russie, Prusse, Autriche). Le travail de critique des insurrections mené par l'école de Cracovie, s'il contribue à rompre avec la vision mythifiée proposée par les poètes romantiques comme Mickiewicz, n'est pas dénué d'arrière-pensées politiques. Les historiens se réclamant de cette école sont en effet étroitement liés aux milieux politiques conservateurs de Galicie, qui cherchent à obtenir l'indépendance politique par d'autres moyens, via une politique de conciliation avec les puissances occupantes[32]. Si elle contribue à doter l'histoire polonaise de principes scientifiques équivalents à ceux des historiens méthodiques français[33], l'école de Cracovie traduit donc également les liens étroits entre développement de l'histoire savante et enjeux politiques, même en l'absence d'un État polonais intéressé au développement d'une histoire nationale.

---

[29] *Ibid.*, p. 357.
[30] Witold Griot, « L'École historique de Cracovie : Une relecture de l'histoire de la Pologne par les conservateurs positivistes, 1867-1904 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2012, vol. 35, n° 1, p. 91.
[31] *Ibid.*, p. 92.
[32] *Ibid.* Voir également à ce sujet Andrzej Wierzbicki, « L' anomalie du développement de la Pologne dans la pensée historique polonaise du XIXe siècle », *Acta Poloniae Historica*, 1985, n° 51, p. 51−81.
[33] W. Griot, « L'École historique de Cracovie », art cit, p. 101.

Les historiens demeurent toutefois des acteurs secondaires de la mise en récit du passé au 19e siècle, concurrencés par les écrivains, dont les livres connaissent un succès sans commune mesure. Au sujet de l'école de Cracovie, Daniel Beauvois note ainsi :

« Mais de quel poids furent ces travaux de cabinet peu diffusés, auprès de l'extraordinaire soif de néoromantisme qui saisit la population lorsque Henryk Sienkiewicz commença à publier (1884-1887) sa Trilogie de romans historiques sur les guerres polonaises du 17e siècle avec la Suède, Moscou, les Cosaques, les Turcs, etc., très influencée par Alexandre Dumas, mais qui fut lue, selon la volonté de leur auteur, "pour réconforter les cœurs" et dont l'idéologie, insidieusement xénophobe et antisémite, allait faire des ravages non seulement chez les contemporains, mais dans les générations d'enfants qui, jusqu'à nos jours, trouvent là une grande quantité de stéréotypes nationalistes, populaires et indéracinables, souvent confondus avec l'histoire réelle ?[34] *»*

Gérard Noiriel dresse toutefois un constat similaire dans le cas de la France, relevant que « jusque dans les années 1880, l'histoire est une discipline sans réelle autonomie, dominée par la littérature et la philosophie, subordonnée aux enjeux de la lutte politique.[35] » L'institutionnalisation d'une histoire savante en Pologne se traduit par la création, en 1887, de la première revue scientifique de la discipline, *Kwartalnik Historyczny* (Trimestriel historique), un an après la création à Lwów de l'Association historique (*Towarzystwo Historyczne*), qui deviendra à partir de 1924 l'Association historique polonaise, jusqu'à aujourd'hui la principale association professionnelle. Fondée par des historiens fortement influencés par l'école historique prussienne et Leopold van Ranke, cette revue entend favoriser le développement d'une histoire qui se veut scientifique. Le métier d'historien se définit alors comme l'étude critique des sources et sa tâche comme l'écriture de l'histoire, « comme elle s'est réellement passée » (*wie es eigentlich gewesen ist*), selon la formule attribuée à Ranke[36].

Après 1918, le retour à l'indépendance nationale permet l'essor de l'histoire savante dans un cadre institutionnel renouvelé. Les universités accueillent des chaires d'histoire polonaise et les sociétés savantes jouent un rôle majeur d'animation de la vie scientifique. Fondée à l'époque des partages en 1872, à Cracovie, l'Académie polonaise des arts et sciences (*Polska Akademia Umiejętności*) est alors le principal éditeur scientifique du pays et publie notamment le Dictionnaire biographique polonais (*Polski Słownik Biograficzny*). L'histoire continue cependant à jouer un rôle politique majeur. C'est notamment le cas de l'histoire immédiate. En effet, les deux principaux camps politiques qui s'opposent au cours

[34] D. Beauvois, « Être historien en Pologne », art cit, p. 538.
[35] G. Noiriel, « Naissance du métier d'historien », art cit, p. 59.
[36] Pour une mise en perspective de l'histoire de cette revue, voir Wojciech Kriegseisen, « Kwartalnik Historyczny – An Outline of its History » : http://www.semper.pl/kwartalnik_historyczny/index.php?option=com_content&view=article&id=56:kwartalnik-historyczny-an-outline-of-its-history-&catid=2:niezmienialne.

des années 1920, le parti socialiste polonais (PPS) de Józef Piłsudski et la démocratie nationale (*endecja*) de Roman Dmowski, se disputent la paternité de l'indépendance polonaise : Piłsudski en tant que commandant des « légions polonaises », principale force militaire ayant permis la libération de portions du territoire polonais au sortir de la Première Guerre mondiale, et Dmowski en tant que membre de la délégation polonaise à la conférence de Paris et négociateur du traité de Versailles, qui acte la renaissance d'un État polonais indépendant. Les historiens sont alors enrôlés dans la compétition politique, l'histoire du retour à l'indépendance se confondant avec la querelle sur les mérites supposés de l'un ou l'autre camp. Une histoire vantant les mérites de Piłsudski, chef de l'État polonais de 1918 à 1922, puis dirigeant de fait du pays de 1926 à 1935, alors qu'il n'est formellement que ministre des Forces armées, s'écrit à l'Institut de recherche sur l'histoire contemporaine de la Pologne, fondé en 1924, rebaptisé Institut Piłsudski en 1937, après la mort de ce dernier. Cette production est critiquée par les historiens proches de l'*endecja*[37]. Au cours de ces années, la production savante demeure donc en tension, « la volonté des historiens de rompre avec le public profane [étant] contrebalancée par des aspirations contraires », similairement à ce que constate Gérard Noiriel dans le cas de la France[38]. C'est sans doute une caractéristique saillante de l'histoire, qui peut escompter un lectorat potentiel supérieur à celui d'autres sciences sociales, du fait qu'elle est enseignée à tous les niveaux de l'enseignement scolaire et qu'elle joue un rôle central dans le processus de construction nationale. Par conséquent, la tentation est grande de ne pas écrire uniquement pour ses pairs, ce qui limite la professionnalisation de la science historique, attendu que l'une des caractéristiques du champ scientifique tel que défini par Pierre Bourdieu est précisément que « les producteurs tendent à n'avoir d'autres clients possibles que leurs concurrents directs qui sont de ce fait les moins enclins à accorder sans discussion ni examen une valeur scientifique aux produits offerts.[39] » Dans ce contexte, faire de l'histoire c'est aussi, pour les historiens, une manière de faire de la politique par d'autres moyens. Certains d'entre eux franchiront le pas, à l'image de Władysław Konopczyński, l'un des historiens le plus prolifiques de l'entre-deux guerres, député de l'*endecja* dans les années 1920.

[37] Voir notamment Georges Mink, *La Pologne au coeur de l'Europe : de 1914 à nos jours*, Paris, Buchet-Chastel, 2015, p. 82−89 ; A. Friszke, « Historia najnowsza i historycy », art cit.
[38] G. Noiriel, « Naissance du métier d'historien », art cit, p. 82.
[39] Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976, vol. 2, n° 2, p. 88−104.

Ces éléments concernant la genèse de l'histoire savante en Pologne, rapidement esquissés, permettent de comprendre quelle est l'histoire de la discipline qui se recompose au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire au moment où commence notre étude. Si l'avènement d'un régime de type soviétique en Pologne après 1945 s'accompagne d'une remise en cause de l'autonomie des sciences humaines et sociales, les engagements intellectuels qu'elle suscite chez les historiens, par attraction ou par répulsion, ne constituent pas une spécificité propre à ce type de régime. En revanche, la volonté d'imposer une « méthodologie scientifique unique », le marxisme-léninisme, dans le cadre d'une politique scientifique centralisée, est une nouveauté dans un pays où tant les universités que les sociétés savantes jouissaient d'une assez large autonomie entre les deux guerres.

Nous interrogerons l'autonomie de l'espace de production historiographique (voir *infra* pour la définition de cette notion) en étudiant la structuration et la dynamique de cet espace, tant à l'époque de la Pologne populaire qu'au cours de la période contemporaine. En restituant, du point de vue des historiens, la séquence historique ayant favorisé l'instrumentalisation de l'histoire dans les luttes politiques, l'intervention de l'État dans la production de l'histoire savante, mais aussi l'engagement des historiens dans l'espace public, nous entendons montrer que la situation actuelle doit peut-être moins aux effets produits par la rupture de 1989, qu'à un prolongement, sous des formes actualisées, des luttes et oppositions héritées de l'époque de la Pologne populaire.

II. Deux hypothèses de recherche :

Nous interrogerons l'autonomie de l'histoire du temps présent en Pologne et les modalités historiquement différenciées de contrainte politique qui s'exercent sur cette histoire à deux niveaux : au niveau de la politique historique menée par les pouvoirs publics et au niveau de la recherche historique elle-même. Le premier niveau renvoie à une contrainte politique externe à l'histoire du temps présent, avec le contrôle exercé par l'État, et à la façon dont les historiens s'y adaptent. Le second à une contrainte politique interne, qui se donne à voir à travers les engagements intellectuels des historiens, qui renvoient également aux concurrences propres au champ académique. En adoptant cette distinction entre contrainte externe et contrainte interne, il ne s'agit pas pour nous de rigidifier une distinction qui est faite ici avant tout pour la clarté du propos, mais d'exprimer le fait que deux types de tensions

s'agencent pour restreindre l'autonomie de l'histoire savante. Nous chercherons précisément à montrer comment les logiques de concurrence internes à l'espace de production historiographique consistent précisément à se positionner vis-à-vis des contraintes externes, qui peuvent tout aussi bien, lorsqu'elles sont réfractées dans cet espace[40], constituer des ressources pour les acteurs qui se les approprient. Notre propos consiste donc à montrer comment ces deux types de contraintes s'articulent de façon variable, pour produire ce qui apparaît comme une forme de continuité entre la République populaire de Pologne et la Troisième République de l'après 1989.

II.1. L'histoire comme catégorie d'intervention publique :

Une première hypothèse structurante de notre recherche consiste à montrer comment l'histoire constitue une catégorie d'intervention publique, c'est-à-dire que ce domaine est constitué comme objet d'intervention publique, avec des instances, des politiques publiques, des financements, des dispositifs, de manière variable dans différentes configurations historiques[41]. Nous qualifierons cette intervention publique dans le domaine de l'histoire de manière générique en tant que politique historique. Nous entendons par là la façon dont l'État organise et promeut la recherche historique, via l'allocation de financements publics ou la création de centres de recherche, mais aussi la façon dont il encourage ou restreint le pluralisme des interprétations historiques. La notion de politique historique nous paraît plus adaptée à notre objet d'étude que celles de politique mémorielle ou politique publique de la mémoire[42]. Elle traduit mieux le fait que les politiques que nous regroupons sous ce label s'appliquent essentiellement à la production de l'histoire savante. La notion de politique historique (*polityka historyczna*) telle qu'elle émerge dans le débat public polonais au milieu des années 2000, que nous étudierons plus spécifiquement dans le chapitre 6, s'est imposée depuis en Pologne au point d'être aujourd'hui appliquée de manière extensive à d'autres contextes, à commencer par celui de la République populaire de Pologne. Il nous semble que cette notion pourrait être adéquate pour décrire l'action des pouvoirs publics en matière

[40] Sur la notion de réfraction, voir Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992, p. 360−361.
[41] Voir Vincent Dubois, *La politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, 2012.
[42] Sarah Gensburger, *Les Justes de France : politiques publiques de la mémoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

d'histoire dans d'autres contextes nationaux, notamment dans les États de l'Europe postcommuniste[43].

Si les usages de l'histoire constituent, dans de nombreux contextes, une importante source de légitimation politique, la mise en place de politiques historiques semble être un phénomène particulièrement saillant en Pologne au moins depuis l'après Seconde Guerre mondiale. Sans prétendre qu'il n'y aurait aucune différence dans la manière dont l'histoire est considérée par les pouvoirs publics entre la République populaire de Pologne (PRL) et la Troisième République, il est possible de constater une certaine continuité dans la volonté d'encourager la production et la diffusion d'une histoire savante conforme aux attentes du pouvoir, via la mise en place d'institutions spécifiquement dédiées à la production d'un récit plus ou moins officiel. Bien sûr, les conditions de production de l'histoire savante évoluent sensiblement entre ces deux configurations historiques. Les modalités du contrôle politique exercé du temps de la PRL, via la censure, les interdits divers ou les sanctions disciplinaires à l'encontre des auteurs, constituent une forme extrême de réduction de l'autonomie de la recherche. Néanmoins, il nous semble que la volonté politique de confier une partie significative de la production historiographique sur le temps présent à des instituts de recherche para-académiques, plus dépendants de la commande étatique et par conséquent moins autonomes dans l'élaboration de leurs programmes de recherche, constitue un élément majeur de continuité entre la PRL et la Troisième République. Bien que les différences au regard des modalités du contrôle politique sur la production historiographique confèrent à ce récit une signification différente, le Département d'histoire du Parti (1944-1970) et l'Institut de la mémoire nationale (créé en 1998) ont en commun de produire une histoire officielle, une histoire d'État[44].

Le contenu de cette histoire officielle peut varier d'une configuration historique et politique à l'autre, de même que le degré de contrôle exercé par l'État sur la production des historiens. Au-delà de l'évidence du recours à l'histoire à des fins de légitimation, nous chercherons à restituer les conditions particulières qui favorisent l'activation de ces politiques. Concrètement, il s'agit d'étudier l'évolution de l'autonomie de l'histoire du temps présent au

[43] Voir par exemple le cas des instituts de la mémoire nationale, un dispositif d'action publique qui s'est imposé dans de nombreux États d'Europe centrale et orientale : Georges Mink, « Les usages des instituts de la mémoire nationale (I.M.N.) dans les recompositions partisanes (1989-2008) » dans Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2011, p. 171−184.

[44] Là encore, des analogies pourraient être établies avec d'autres pays de la région. Voir par exemple Sonia Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte, 2009. Mais aussi, dans un tout autre contexte, avec des formes de recherche en sciences sociales fortement dépendantes de la commande étatique. Voir Franck Poupeau, *Une sociologie d'État : l'école et ses experts en France*, Paris, Raisons d'agir, 2003.

cours du temps, à travers différentes configurations. La notion de configuration, développée par Norbert Elias, renvoie à un réseau d'interdépendance et à des jeux de type concurrentiel[45]. Afin d'historiciser ces politiques historiques, nous montrerons comme elles sont rendues possibles par le concours de certains chercheurs, dont nous nous attacherons à restituer les positions, les trajectoires et les prises de position, tant académiques que politiques.

L'articulation entre les notions de champ et de configuration vise ici à rendre compte des positions, relations et interactions qui s'établissent à l'intersection entre des champs, académique, bureaucratique et politique notamment, qui apparaissent davantage constitués qu'un hypothétique champ de production des politiques historiques, analogue au champ de production de la politique du logement identifié par Bourdieu et Christin[46]. Parler de configuration permettra de désigner les réseaux de relations relativement stabilisés qui existent entre acteurs à l'intersection de ces champs[47].

La continuité dans le rôle politique assigné à l'histoire est fondée socialement dans celle de la structuration de l'espace de production historiographique, durablement marqué par l'importance d'un ou plusieurs pôles de production hétéronome, associés à ces usages politiques. La genèse de l'histoire du temps présent s'inscrit dans la période correspondant à la Pologne populaire, au cours de laquelle ont été élaborées des définitions du métier d'historien, des méthodologies, des institutions, qui constituent un précédent dans l'histoire de la discipline. Celle-ci s'est durablement structurée autour de la tension entre autonomie et hétéronomie, qui contribue à définir le type de crédit scientifique associé à cet espace. L'histoire du temps présent s'est construite durablement dans cette configuration des relations entre champ académique et champ politique qui détermine en partie le développement de ces relations après 1989.

L'hétéronomie résulte d'une contrainte externe qui n'est pas seulement politique mais aussi, nous le verrons, économique. Elle procède aussi des historiens eux-mêmes, lorsque ceux-ci associent leur travail à des formes d'engagement politique. Cette hétéronomisation interne renvoie alors en partie aux concurrences propres au champ académique, au sein duquel elle peut constituer une ressource. Ceci se traduit dans les trajectoires professionnelles et les prises de position des individus : défense d'une conception utilitariste de l'histoire, carrière d'historien officiel, ou au contraire revendication d'une science historique autonome

[45] Voir Norbert Elias, *Qu'est-ce que la sociologie ?*, La Tour-d'Aigues, Editions de l'Aube, 1991, p. 154−161.
[46] Pierre Bourdieu et Rosine Christin, « La construction du marché. Le champ administratif et la production de la "politique du logement" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, vol. 81, n° 81‑ 82, p. 65−85.
[47] Voir, par analogie : Maria Bigday, *L'engagement intellectuel sous régime autoritaire : les « think tankers » biélorusses entre expertise et dissidence*, Paris, Dalloz, 2017.

forment autant de modalités de l'engagement intellectuel[48]. Ainsi, la continuité d'une contrainte politique sur l'histoire du temps présent correspond non pas à une stabilité immuable de l'espace de production historiographique, mais à la reproduction, sous des formes changeantes, de pôles hétéronomes qui favorisent de manières variables cette contrainte. Il est donc impératif d'étudier les relations et interdépendances éventuelles qui se nouent entre les historiens du temps présent et le champ politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces relations peuvent prendre plusieurs formes. Elles concernent d'abord l'organisation de la science historique, à travers les institutions académiques ou politiques chargées de l'écriture du récit historique. Mais elles comprennent également l'engagement politique des historiens, la contrainte, la commande, le contrôle ou la censure de leurs activités.

Si l'analogie entre la Pologne populaire et la Troisième République du point de vue de la politique historique peut paraître provocatrice, notons qu'elle a été formulée par certains protagonistes des débats sur l'histoire du temps présent en Pologne, tant par les détracteurs que par les promoteurs de la politique historique menée par le parti PiS. Pour les premiers, il s'agit de dénoncer ce qui apparaît comme une résurgence du contrôle étatique sur l'histoire. Pour les seconds, il s'agit de justifier la promotion d'une histoire officielle, censée réparer les torts causés par plusieurs décennies de falsifications de l'histoire en Pologne populaire.

Insister sur les éléments de continuité doit donc permettre de nuancer la surdétermination politique fréquemment associée aux travaux sur les usages politiques du passé, notamment dans les pays de l'ancien bloc soviétique, en relativisant la pertinence de la césure politique de 1989, tant au niveau des conceptions du métier d'historien que des contenus de la production historiographique.

Précisons enfin la terminologie employée ici pour désigner le régime politique de la Pologne populaire. L'application à ce régime du concept de « totalitarisme », très présent dans l'historiographie polonaise, nous semble problématique. Le recours à ce concept apparaît souvent motivé par des considérations d'ordre idéologique, plus que fondé sur une comparaison scientifique appuyée sur des observations empiriques. Ses promoteurs entendent généralement établir un parallèle entre les régimes de type fasciste (et plus spécifiquement l'Allemagne nazie) et les régimes de type soviétique se revendiquant de l'idéologie

[48] Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, vol. 1, n° 176‑177, p. 8‑31.

communiste, semblablement aux thèses développées par Stéphane Courtois[49]. Nous préférons pour notre part parler de régime autoritaire, une dénomination qui nous paraît moins normative, et suffit à qualifier un régime politique de type non-démocratique[50]. Dans le cas de la Pologne populaire, ce régime autoritaire présente des similitudes avec celui de l'Union soviétique. Il se caractérise par la prédominance du Parti-État, c'est-à-dire que l'organisation des institutions politiques se traduit par la superposition des structures partisanes aux structures étatiques[51]. Ainsi, par exemple, un Département du Parti, le Département de la science et de l'éducation, se superpose aux ministères compétents pour la recherche, l'enseignement scolaire et universitaire. Dans ce type de régime, le lieu d'impulsion politique au niveau central est le Comité central du Parti et son bureau politique, davantage que le conseil des ministres[52]. Il faut toutefois souligner que la Pologne populaire se distingue des autres États du bloc soviétique, à commencer par l'URSS, par l'absence de parti unique. Le Parti communiste, qui se nomme ici Parti ouvrier unifié polonais (*Polska Zjednoczona Partia Robotnicza*, PZPR), occupe une position hégémonique. Mais une forme de pluralisme politique est tolérée à travers deux partis satellites du PZPR, le Parti paysan unifié (*Zjednoczone Stronnictwo Ludowe*, ZSL) et le Parti démocratique (*Stronnictwo Demokratyczne*, SD). Par ailleurs, deux organisations politiques d'inspiration catholique, les mouvements « *Pax* » et « *Znak* », sont également reconnues comme légales et feront élire des députés. Pour autant, ce pluralisme encadré est toléré précisément dans la mesure où il ne prône pas d'alternative aux formes institutionnelles de type soviétique mises en place au sortir de la guerre.

Parler de régime de type soviétique permet également d'évacuer la question normative de savoir ce que les régimes du bloc de l'Est avaient de véritablement socialiste ou communiste. Tout au long de la période dite communiste, l'idéologie officielle a été l'objet de luttes permanentes, permettant des appropriations diverses, aussi bien dans le cadre des luttes intra-partisanes qu'en matière de sciences sociales. A travers notre étude de l'histoire du temps présent, nous verrons que le régime de la Pologne populaire fut loin d'être monolithique. Selon la période et la configuration du pouvoir, certains secteurs de la société

[49] Voir l'introduction du *Livre noir* : Stéphane Courtois (dir.), *Le livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1998.

[50] Sur le soviétisme, voir Bernard Pudal, « Le soviétisme » dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 162−172.

[51] Voir à ce sujet la préface de Barbara Falk in Barbara J. Falk, *The dilemmas of dissidence in East-Central Europe: citizen intellectuals and philosopher kings*, Budapest, Central European University Press, 2003.

[52] Pour un aperçu récent des travaux sur le Parti ouvrier unifié de Pologne, cf. Dariusz Stola et Krzysztof Persak (dir.), *PZPR jako machina władzy*, [Le PZPR en tant que machine de pouvoir], Varsovie, IPN et ISP PAN, 2012.

purent préserver une relative autonomie dans leur fonctionnement. Plusieurs travaux ont par ailleurs montré de longue date qu'une certaine organisation polyarchique du pouvoir n'était pas incompatible avec des régimes non-démocratiques[53].

II.2. Les historiens comme acteurs politiques :

Nous avons souligné que les différents types de politique historique étaient rendus possibles par le concours de certains historiens. Une seconde hypothèse de notre recherche consiste à appréhender les historiens en tant qu'acteurs des politiques historiques. Cette hypothèse renvoie à ce qu'Olivier Dumoulin qualifie de « rôle social » de l'historien :

« Pour comprendre les transformations de l'écriture de l'histoire aujourd'hui, je pars donc de l'hypothèse qu'elle entretient un rapport obscur, mais avéré, avec ce que les historiens évoquent rarement au terme de leur activité scientifique : la raison d'être sociale de leur activité. Sous les appellations "tâche de l'historien", "rôle social de l'historien", "responsabilité de l'historien" réside l'idée que celui-ci remplit une fonction précieuse, spécifique et incomparable, qui ne distingue ni le chercheur ni le professeur.[54] »

Ce faisant, nous souhaitons prendre le contre-pied de travaux qui, souvent produits par des historiens, tendent à présenter ces derniers comme dépossédés d'un monopole de l'expertise sur le passé, concurrencés par des acteurs profanes depuis ce que Pierre Nora a qualifié de « moment-mémoire »[55]. L'idée d'une « dépossession » des historiens du monopole de l'interprétation du passé, au profit d'acteurs non-savants ou profanes (journalistes, témoins, victimes, politiciens), « comme si des étrangers étaient arrivés à l'improviste dans une corporation en changeant sans crier gare ses règles de fonctionnement », a été par exemple clairement exprimée par François Hartog et Jacques Revel :

« Des questions qui avaient été jusque-là l'objet de débats internes à la profession se trouvent aujourd'hui déférées devant l'opinion, transformant du même coup le statut de l'historien : soit qu'il devienne à son tour un enjeu, soit qu'on lui demande une expertise, soit qu'il prenne l'initiative d'intervenir dans le débat public, de le nourrir ou de l'initier.[56] »

Régine Robin constate également que « les historiens, dans la société d'aujourd'hui, n'ont pas le monopole du discours sur le passé, même pas forcément du discours savant.[57] » D'où la formation, en France, de collectifs revendiquant un « espace autonome pour

[53] Martin Broszat, *L'État hitlérien : l'origine et l'évolution des structures du IIIe Reich*, Paris, Fayard et Pluriel, 2012 ; Moshe Lewin, *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard, 2003.
[54] Olivier Dumoulin, *Le rôle social de l'historien : de la chaire au prétoire*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 17−18.
[55] Marie-Claire Lavabre, « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, 1994, vol. 44, n° 3, p. 480−493.
[56] François Hartog et Jacques Revel (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.
[57] Régine Robin, « Entre histoire et mémoire » dans Bertrand Müller (dir.), *L'histoire entre mémoire et épistémologie*, Lausanne, éditions Payot, 2005, p. 41.

l'histoire » et dénonçant l'instrumentalisation du passé[58]. En Pologne également, les historiens de métier ont souvent tendance à attribuer les usages politiques du passé à des profanes[59]. Les mêmes sont pourtant des contributeurs d'autant plus incontournables aux débats sur ces usages, où leur autorité de savants leur confère une certaine légitimité pour intervenir. Ces débats se déroulant essentiellement dans la presse, les principaux historiens du temps présent sont également des publicistes actifs, au point qu'il leur arrive de rassembler leurs contributions sous forme de recueils[60].

Certes, les historiens sont concurrencés par d'autres acteurs, qui contribuent eux aussi à produire des représentations du passé, parfois en se revendiquant de la science historique, contribuant ainsi à l'espace de production historiographique. Mais il s'agit aussi de s'interroger sur la façon dont les usages du passé par ces acteurs profanes affectent la pratique des chercheurs en histoire et se traduisent par des formes d'hybridation de leurs discours, entre les registres scientifique, politique voire judiciaire. Se pose ici également la question de l'articulation entre histoire et mémoire. Marie-Claire Lavabre et Sarah Gensburger relèvent ainsi que la notion de mémoire, telle qu'elle est définie par Pierre Nora à la fin des années 1970, englobe « toutes les formes de la présence du passé, hors l'histoire en tant qu'elle vise, en son principe, connaissance et intelligibilité du passé […].[61] » Dit autrement, « la notion de mémoire, doublement connotée par le national et le politique, renvoie ainsi à toutes les formes de la présence du passé, hors une histoire qui se veut "critique"[62]. » La distinction entre histoire et mémoire est cependant plus floue qu'il n'y paraît. Ainsi que le fait remarquer Régine Robin, l'historien peut lui-même être créateur de mémoire[63]. Il paraît donc difficile d'opposer des producteurs légitimes d'histoire, que seraient les historiens ou les savants, à des producteurs moins légitimes, profanes, dont le registre serait celui de la mémoire. Tout

[58] Jocelyne George, « Sur les usages publics de l'histoire : polémiques, commémorations, enjeux de mémoire, transmission et enseignement », Compte rendu de la première journée publique de discussion du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH), *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, n° 98, 2006, p. 2-7.

[59] Voir par exemple Andrzej Friszke, « Spór o PRL w III Rzeczypospolitej (1989-2001) » [Le conflit au sujet de PRL après 1989], *Pamiec i Sprawiedliwosc*, 2002, n° 1, p. 9−28 ; Paweł Skibiński, Tomasz Wiścicki et Michał Wysocki (dir.), *Historycy i politycy: polityka pamięci w III RP*, [Les historiens et les politiciens : la politique de la mémoire après 1989] Warszawa, Wydawnictwo DiG, 2011.

[60] Voir, entre autres : Paweł Machcewicz, *Spory o historię 2000-2011*, Kraków, Wydawnictwo Znak, 2012 ; Marcin Kula, *Naród, historia i... dużo kłopotów*, Cracovie, Universitas, 2011 ; Piotr Gontarczyk, *Najnowsze kłopoty z historią: publicystyka z lat 2008 - 2012*, Poznań, Zysk Wydawnictwo, 2013 ; Jan Żaryn, *Polska pamięć. O historii i polityce historycznej*, Gdańsk, Patria Media, 2017 ; Andrzej Nowak, *Strachy i Lachy: przemiany polskiej pamięci 1982-2012*, Cracovie, Biały Kruk, 2012.

[61] Sarah Gensburger et Marie-Claire Lavabre, « D'une "mémoire" européenne à l'européanisation de la "mémoire" », *Politique européenne*, 2012, vol. 2, n° 37, p. 12.

[62] Marie-Claire Lavabre, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, 2000, vol. 7, n° 1, p. 49.

[63] R. Robin, « Entre histoire et mémoire », art cit.

discours émis par des savants, tout discours des historiens sur l'histoire, est-il nécessairement et uniquement scientifique ?

La finalité du discours savant, connaissance du passé ou satisfaction d'autres intérêts, ne peut se déduire uniquement des modalités d'expression de ce discours, selon qu'il est destiné à une diffusion restreinte aux pairs (comme dans le cas d'un article académique) ou bien à une diffusion large (comme une intervention dans la presse). Tant Marie-Claire Lavabre que Jean-Clément Martin proposent de distinguer en fonction des « postures » adoptées par les historiens, entre pourvoyeur de mémoire et producteur de savoir : « C'est donc moins la participation à un genre particulier d'activités ("scientifiques" ou "liturgiques" pour reprendre la terminologie de P. Ory), que la posture adoptée à un moment donné qui classe du côté de l'Histoire ou de la Mémoire.[64] »

La définition de ces postures, ou de ces manières d'exercer le métier d'historien, nous semble toutefois constituer un objet de luttes internes à la discipline historique, comme en atteste le forum des historiens contemporanéistes polonais évoqué précédemment. Comment rendre compte de productions historiographiques au statut hybride, particulièrement répandues en histoire du temps présent ? Nombre de publications se présentant comme savantes et produites par des historiens professionnels se voient affublées, parfois par leurs auteurs eux-mêmes, d'une dimension politique ou normative. C'est particulièrement le cas lorsqu'il s'agit d'écrire sur les violences de masse du 20e siècle, ou bien sur les régimes dits totalitaires. Les productions savantes s'accompagnent souvent d'un paratexte (préface de l'auteur, interviews, présentation par l'éditeur) traduisant une prise de position politique non seulement sur le passé, mais aussi et peut-être surtout sur le présent. Nous aurons l'occasion d'en donner plusieurs exemples dans le cas polonais, mais la question nous semble devoir être posée ailleurs également. Ainsi Ian Kershaw, invité à présenter sa synthèse *L'Europe en enfer : 1914-1949*, se livre-t-il à un commentaire sur l'union budgétaire et la nécessaire réforme politique de l'Union européenne[65]. De même, Timothy Snyder sous-titre son livre *Terre noire*, « l'Holocauste, et pourquoi il peut se répéter », souhaitant ainsi attirer l'attention sur la montée des nationalismes en Europe[66].

---

[64] Jean-Clément Martin, « Histoire, mémoire et oubli pour un autre régime d'historicité », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2000, vol. 4, n° 47, p. 794. Voir aussi M.-C. Lavabre, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », art cit.

[65] Voir *France culture*, « La Grande table (2e partie) », émission du 14 octobre 2016. Et Ian Kershaw, *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Paris, Éditions du Seuil, 2016.

[66] Timothy Snyder, *Terre noire : l'Holocauste, et pourquoi il peut se répéter*, Paris, Gallimard, 2016.

Ce faisant, les historiens peuvent contribuer à la formation de ce que Sarah Gensburger et Marie-Claire Lavabre nomment la « mémoire historique[67] », définie comme « une norme mémorielle officielle, visant l'homogénéisation des représentations » et opposée à la « mémoire vive », comprise comme les « souvenirs d'un passé vécu ou transmis portés par les individus ». De l'adéquation entre « mémoire historique » et « mémoire vive » dépendrait l'impact des politiques de la mémoire. Les relectures du passé ne seraient efficaces que dans la mesure où elles rencontreraient un écho dans la mémoire vive d'une société. Dans la mesure où « c'est moins l'histoire que le récit qui en est fait qui constitue notre identité[68] », il nous paraît essentiel d'interroger la définition du métier d'historien du temps présent, ainsi que les luttes que cette définition suscite au sein de la discipline.

Or, il nous semble que les travaux sur la mémoire et ses usages ont tendance à porter leur attention sur les acteurs profanes, tels que les pouvoirs publics (rôle de l'État dans l'organisation de commémorations, la production de discours officiels, l'enseignement) ou les groupes mobilisés autour de causes mémorielles, aussi appelés « entrepreneurs de mémoire » (associations de victimes, partis politiques, groupes de pression)[69]. Nous souhaiterions pour notre part porter l'analyse sur la contribution des historiens eux-mêmes à un détournement de la science historique d'un simple objectif de connaissance du passé, pour la constituer en ressource politique, invoquée pour légitimer ou délégitimer une prise de position politique, ou bien pour délimiter le champ du pensable politiquement. Ce rôle politique des historiens ne se limite pas à leur contribution aux politiques historiques[70]. Qu'il s'agisse de contribuer à l'élaboration d'une histoire officielle ou bien d'y opposer une histoire critique, tout travail historien est un travail de sélection des éléments saillants d'un récit, lequel est construit en fonction d'un système de valeurs, d'un point de vue sur la société, d'une idéologie. En cela, le travail historien revêt donc bien une dimension politique, celle d'une contribution à la production d'idées ou de représentations politiques, en ce sens que « tout travail historique véhicule aussi, implicitement, un jugement sur le passé.[71] » De plus, les usages politiques du passé peuvent également constituer des ressources pour les professionnels de l'histoire, en

[67] Marie-Claire Lavabre et Sarah Gensburger, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : la sociologie de la mémoire comme tierce position » dans Bertrand Müller (dir.), *L'histoire entre mémoire et épistémologie*, Lausanne, Payot, 2005, p. 91−92.
[68] M.-C. Lavabre, « Usages du passé, usages de la mémoire », art cit, p. 483.
[69] Voir par exemple Johann Michel, *Gouverner les mémoires : les politiques mémorielles en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2010 ; Romain Bertrand, *Mémoires d'empire: la controverse autour du « fait colonial »*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.
[70] De la même façon que Damamme et Lavabre, en parlant d'expertise autonome, proposent de ne pas réduire l'expertise à sa commande : Marie-Claire Lavabre et Dominique Damamme, « Les historiens dans l'espace public », *Sociétés contemporaines*, 2000, vol. 39, n° 1, p. 5−21.
[71] Enzo Traverso, *Le passé, modes d'emploi : histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005.

contribuant à légitimer leur rôle politique et social, en orientant des crédits en direction de la recherche historique, ou encore en leur procurant des profits de notoriété, lorsqu'ils sont érigés en experts sollicités par les médias, les partis ou les pouvoirs publics.

Une telle observation plaide selon nous pour une étude approfondie de la structuration de l'espace de production historiographique, afin de comprendre quelles sont les oppositions et les luttes qui le structurent. Or, jusqu'ici, relativement peu de travaux se sont intéressés au rôle social et politique de l'historien[72]. Nous interrogerons donc le métier d'historien, son éthique, sa méthodologie de recherche, et donc, l'autonomie relative de cet espace de production intellectuelle. Nous montrerons ainsi que si l'histoire du temps présent connaît un processus de professionnalisation au cours de la période étudiée, les historiens jouent eux-mêmes un rôle dans l'agencement des contraintes hétéronomes dont elle fait l'objet de manière récurrente[73].

Dans une perspective socio-historique, il s'agit ici de mettre en évidence des formes assez spécifiques à la Pologne et, sans doute, à d'autres pays de l'espace postsoviétique, d'articulation des rapports entre science et politique d'une part, et d'engagements intellectuels, d'autre part. A travers l'hypothèse de continuité, nous entendons montrer que les processus étudiés ne s'inscrivent pas dans une chronologie qui se résumerait à un avant et un après « 1989 », mais d'insister au contraire sur le côté fondateur de l'expérience communiste sur le plan des manières d'envisager l'autonomie de la science et les engagements intellectuels. Les engagements intellectuels en particulier, dans le giron du Parti communiste d'abord, dans la dissidence ensuite, contribuent à ériger l'intellectuel en figure mythifiée du débat public, qui rejaillit sur les conceptions du rôle politique des savants en général, et du métier d'historien en particulier. De par ses publics et son lectorat, qui lui assurent un accès à un marché de large diffusion, l'histoire est, peut-être plus que les autres sciences humaines et sociales, amenée à fournir des figures qui réinvestissent le rôle de l'intellectuel engagé, en référence à des modèles tutélaires tels que Geremek ou Modzelewski. Si cette genèse et ces éléments de continuité nous paraissent particulièrement saillants dans le cas polonais, nous ne considérons pas pour autant ces processus comme réductibles à une spécificité nationale. Au contraire, les quelques exemples précédemment cités afin de déspécifier le cas polonais nous

[72] Voir notamment : M.-C. Lavabre et D. Damamme, « Les historiens dans l'espace public », art cit ; O. Dumoulin, *Le rôle social de l'historien*, *op. cit.* ; Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, 1996. T. Ribémont, *L'expertise historienne dans la France contemporaine*, *op. cit.* ; Morgane Le Boulay, « Investir l'arène européenne de la recherche. Le "Groupe de Liaison" des historiens auprès de la Commission européenne », *Politix*, 2010, vol. 89, n° 1, p. 103−124.

semblent inviter à poser la question des héritages et continuités dans l'articulation des rapports entre science et politique ainsi que dans les engagements intellectuels, dans d'autres contextes nationaux et à d'autres niveaux.

III. Un cadre conceptuel à trois dimensions :

Au cours de notre démonstration, nous nous appuierons sur un ensemble de travaux que nous avons choisi de regrouper, pour les besoins de la présentation, en trois catégories qui toutes ont contribué, quoiqu'à des degrés inégaux, à forger le cadre conceptuel que nous mettrons à l'épreuve de notre terrain polonais : la sociologie des engagements intellectuels et professionnels ; les études consacrées à la production historiographique, avec une ouverture sur l'histoire sociale des idées politiques ; la sociologie des politiques historiques en contexte communiste et postcommuniste.

III.1. Une sociologie des engagements intellectuels et professionnels :

Afin de saisir le rôle social et politique des historiens, nous nous appuierons tout d'abord sur un ensemble de travaux consacrés à la sociologie des engagements intellectuels, en nous attachant à relever leurs différentes modalités. Ces dernières sont, selon Gisèle Sapiro, dépendantes de trois facteurs : le capital symbolique, l'autonomie par rapport à la demande politique extérieure et le degré de spécialisation de l'activité intellectuelle en question[74]. Nous verrons que dans le cas des historiens, ces engagements intellectuels sont aussi des engagements professionnels, au sens où il existe « un rapport privilégié entre certaines professions savantes et l'engagement.[75] »

L'abondante littérature sur le sujet a souligné l'ambiguïté de la notion d' « intellectuel », qui désigne tantôt « l'ensemble des producteurs culturels » tantôt « ceux

[73] Le caractère idéologiquement orienté du discours historique dans les régimes de type soviétique n'est donc pas uniquement lié à la nature de ces régimes, comme le suggère Marc Ferro : Marc Ferro, *L'Histoire sous surveillance : science et conscience de l'histoire*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.
[74] G. Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », art cit.
[75] Florent Champy et Liora Israël, « Professions et engagement public », *Sociétés contemporaines*, 2009, vol. 73, n° 1, p. 7−20.

d'entre eux qui interviennent dans l'espace public en tant que tels »[76]. C'est bien cette seconde définition qui nous intéresse ici lorsque nous parlons d'engagement intellectuel, figure apparue en France au moment de l'affaire Dreyfus[77]. La question de l'applicabilité au cas polonais de ce cadre d'analyse essentiellement franco-centré se pose. La littérature polonaise, pléthorique sur ce sujet, évoque la notion d' « intelligentsia » plutôt que celle d' « intellectuel ». La définition qu'en donne l'historien Jerzy Jedlicki est cependant très proche des termes de la littérature française sur les intellectuels. Jedlicki distingue lui aussi entre une définition large, l' « intelligentsia professionnelle », qui se distingue par son niveau d'instruction et le fait de vivre « du revenu d'un travail appelé intellectuel », et une définition plus restreinte qui désigne, « indépendamment de leur métier, les personnes actives dans la vie publique, qu'elle soit officielle ou clandestine, créant ou diffusant des idées, opinions et modèles de conduite et ayant conscience de leur mission sociale.[78] » Autrement dit, c'est bien là aussi une démarche active, l'engagement dans le débat public, qui distingue l'intellectuel (engagé) de ceux qui exercent des métiers intellectuels. Christophe Charle constate d'ailleurs que l'émergence de la nouvelle conception de l'intellectuel en France est liée à l'influence du modèle de l'intelligentsia russe, historiquement antérieur[79].

Dans la littérature consacrée à l'intelligentsia polonaise, prédomine l'idée que celle-ci se forme comme un groupe social, voire une classe autonome, consciente de sa propre existence et de son rôle politique. Elle naît au 19e siècle, à une époque où l'État polonais n'existe pas et où les territoires ayant correspondu au royaume de Pologne ont été partagés à la fin du 18e siècle entre l'Autriche, la Prusse et la Russie. L'existence de ce groupe social et ses activités de préservation et de promotion de la culture polonaise sont dès lors liées à la lutte de libération nationale. Ivan Szelenyi a montré comment, dans les pays du bloc soviétique, l'intelligentsia forme une classe à part entière, distincte de la bureaucratie d'État[80]. Son hypothèse est celle d'un développement différencié des groupes intellectuels entre l'Est et l'Ouest. Tandis qu'à l'Ouest, ce développement aurait été marqué, à partir du 19e siècle, par la professionnalisation des intellectuels (désignés en anglais par le terme *professionals*) dans

[76] G. Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », art cit, p. 9. Au sujet de l'expertise historienne, voir M.-C. Lavabre et D. Damamme, « Les historiens dans l'espace public », art cit.
[77] Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » : 1880-1900*, Paris, les Éditions de Minuit, 1990. Plus particulièrement sur l'affaire Dreyfus, voir aussi Vincent Duclert, « L'engagement scientifique et l'intellectuel démocratique. Le sens de l'affaire Dreyfus », *Politix*, 1999, vol. 12, n° 48, p. 71−94.
[78] Jerzy Jedlicki, « Pologne : l'intelligentsia au tournant de l'histoire », *Le Débat*, 2011, n° 76, p. 9.
[79] Gérard Mauger et Louis Pinto, « De la littérature à l'histoire, un parcours singulier. Entretien avec Christophe Charle », *Savoir/Agir*, 2015, vol. 2, n° 32, p. 73−86.
[80] Ivan Szelenyi, « La position de l'intelligentsia dans la structure de classe des sociétés socialistes d'État », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1978, vol. 22, n° 1, p. 61−74.

des tâches d'exécution, en lien avec la formation du champ bureaucratique, cette évolution aurait été de bien moindre ampleur à l'Est, y compris dans le contexte de la formation des bureaucraties d'État avec la soviétisation, l'intelligentsia à l'Est se définissant comme un ensemble d'individus qui se distinguent non seulement par la possession de compétences d'exécution, mais aussi par des engagements moraux et une vision historique[81]. Ce faisant, Szelenyi fournit des éléments de réponse à la question lancinante dans le débat historiographique sur les pays du « socialisme réel », de savoir ce qui a pu séduire les intellectuels dans l'idéologie communiste. Pour Szelenyi, l'intelligentsia ainsi définie « était prête à entendre l'appel bolchévique pour former une avant-garde historique, conduire la transformation révolutionnaire de la société et créer un nouvel ordre rationnel sur les principes du socialisme scientifique.[82] » Dans le cas polonais, l'hypothèse de la faiblesse des *professionals* vis-à-vis des « purs » intellectuels semble confirmée par l'idée, développée par Piotr Hübner, d'un monde universitaire jaloux de son autonomie, construite contre l'État, notamment via des sociétés savantes autonomes créées au 19e siècle, qui constituent les lieux de rencontre privilégiés des savants polonais jusqu'à la soviétisation de l'enseignement supérieur[83]. Des constats similaires sont dressés dans la littérature récente sur le sujet, notamment par le sociologue Tomasz Zarycki et ses collègues, qui analysent la formation de l'intelligentsia polonaise en croisant le cadre théorique de la sociologie des champs et celui des études coloniales, la Pologne se caractérisant à leurs yeux par sa situation « périphérique » au sein de l'espace européen[84].

Outre sa plus grande autonomie vis-à-vis du champ bureaucratique, l'intelligentsia polonaise se caractériserait par sa forte cohésion sociale, héritée de l'ascendance nobiliaire d'un grand nombre de ses membres[85].

---

[81] I. Szelenyi, « La position de l'intelligentsia dans la structure de classe des sociétés socialistes d'État », art cit, p. 68 et suivantes.

[82] *Ibid.*

[83] Piotr Hübner, « The Last Flight of Pegasus: The Story of the Polish Academy of Science and Letters and of the Warsaw Scientific Society, 1945-1952 », *East European Politics and Societies*, 1999, vol. 13, n° 1, p. 71−116.

[84] Tomasz Zarycki, Rafał Smoczyński et Tomasz Warczok, « The Roots of Polish Culture-Centered Politics: Toward a Non–Purely Cultural Model of Cultural Domination in Central and Eastern Europe », *East European Politics and Societies*, 2017, vol. 31, n° 2, p. 3: « One could note that in a typical Western context, it is the state that introduces and legitimizes most of the elements of the doxa, especially through the bureaucratic field, which assumes the key role of regulating struggles within the field of power. In the context of a colonial periphery, however, this might not be so obvious, as the elites of a dominated nation or region may be able to enforce their autonomous national doxa through mechanisms and institutions not necessarily controlled directly by the bureaucratic field, in particular through national literature, other forms of culture, independent educational institutions, and/or churches. ».

[85] Dans le royaume de Pologne d'avant l'époque des partages, la noblesse est estimée à environ 10% de la population. Bien que considérées comme nobles, de nombreuses familles sont cependant désargentées.

« There are several key differences between intellectuals and the intelligentsia that are important in this context. To be sure, in countries with a strong intelligentsia, practically all intellectuals are part of that intelligentsia. However, "intelligentsia" is a much broader category and may be seen not just as a social group, but rather, an independent class or stratum. Its coherence is based on the possession of a large amount of elite cultural capital. At the same time, it shares a specific post-gentry ethos that may not be restricted to the valuation of formal education. The Polish intelligentsia, in particular maintains a strong family continuity with the nobility, most notably among the petty gentry. However, with time and gradual impoverishment, most aristocratic families also joined the ranks of the intelligentsia, the latest just after 1945. The intelligentsia was at the same time relatively inclusive, accepting new members of Jewish, working class, or peasant origin, but on a rather limited scale.[86] *»*

Cette forte cohésion sociale serait renforcée par les formes de sociabilités, formelles et informelles, nouées entre les membres de l'intelligentsia dans le cadre de leur *środowisko* (littéralement « milieu », traduit par « *social circle* » par les auteurs).

Sans partager nécessairement l'ensemble des conclusions des auteurs précités, qui ne sont pas toujours accompagnées d'éléments empiriques permettant d'apprécier la validité de leur thèse, nous retiendrons ici que la notion d'intelligentsia permet de référer, en Pologne, à un groupe social ayant conscience de son existence et animé par la croyance dans la légitimité de son rôle politique, jugé essentiel aux destinées de la nation. Ce qui nous importe ici c'est moins la démonstration empirique de l'existence de ce groupe que la croyance de ses membres en son existence et en son rôle politique[87].

Afin d'étudier ce « milieu », ou *środowisko*, des historiens polonais, nous nous appuierons sur les outils méthodologiques et conceptuels issus de la sociologie des champs, qui permettent de mettre en relation les positions occupées par les acteurs dans l'espace social (politique, académique) avec leurs prises de position[88]. Cette approche est particulièrement adaptée dans le cas d'une population qui dépasse le cadre trop restrictif des historiens professionnels, c'est-à-dire ceux qu'il est possible d'identifier comme historiens du fait de leur appartenance aux institutions académiques (universités, académie des sciences, écoles supérieures, centres et instituts de recherche). Elle permet d'éviter d'avoir à délimiter arbitrairement les contours de la population étudiée et de mieux appréhender les limites de l'espace et ses liens avec d'autres espaces ou champs, politique notamment[89]. Il est ainsi possible de chercher à identifier les multiples ressources des participants à cet espace, mais

[86] T. Zarycki, R. Smoczyński et T. Warczok, « The Roots of Polish Culture-Centered Politics », art cit, p. 8.
[87] Ce constat n'est pas non plus propre aux intellectuels polonais : Christophe Charle relève que l'idéal d'intervention politique s'accompagne également, chez les intellectuels, d'un certain élitisme, cf. Christophe Charle, « Intellectuels, Bildungsburgertum et professions au XIXème siècle [Essai de bilan historiographique comparé (France Allemagne)] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1995, vol. 106, n° 1, p. 91−92.
[88] Voir en particulier P. Bourdieu, *Les règles de l'art*, *op. cit.* ; Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Les éditions de Minuit, 1984.
[89] C. Charle, « Intellectuels, Bildungsburgertum et professions au XIXème siècle », art cit, p. 85.

aussi de comprendre comment les contraintes externes, notamment politiques, sont réfractées au sein de l'espace savant[90].

Cette approche nous semble donc appropriée à une réflexion sur l'autonomie de l'espace de production historiographique. Nous désignerons ainsi l'espace relationnel où se déroulent les luttes ayant pour objet la définition de l'histoire savante, mais aussi la définition du métier d'historien et de son rôle social et politique. Nous chercherons à identifier les ressources (académiques, politiques, bureaucratiques, médiatiques) sur lesquelles s'appuient les acteurs intervenant dans ces luttes. Parmi ces acteurs se trouvent des historiens professionnels, plus ou moins fortement dotés en ressources académiques, mais aussi des acteurs profanes (intellectuels, journalistes, politiciens) porteurs d'autres ressources et revendiquant d'autres types de légitimité pour contribuer à la construction de représentations du passé. Nous nous inspirerons ici des travaux de Tomasz Zarycki, qui s'est intéressé à la transposition de l'approche en termes de champ à l'étude des pays d'Europe centrale et orientale, notamment du point de vue des champs académique et intellectuel. Il observe des relations inverses entre les États-Unis et l'Europe occidentale, où ces champs bénéficient d'une certaine autonomie, mais occupent une place subordonnée dans le champ du pouvoir, et les pays d'Europe centrale et orientale, où l'autonomie de ces champs est plus faible, mais se traduit par une plus grande proximité avec le champ politique[91]. Nous caractériserons donc l'espace de production historiographique en tant qu'espace hybride, entre science et politique[92]. Nous verrons comment l'autonomie de cet espace varie selon les configurations historiques étudiées.

Si nous ne partons pas *a priori* de l'hypothèse que cet espace ait les propriétés d'un champ au sens de Pierre Bourdieu, ni ne cherchons à le démontrer, nous postulons en revanche que cet espace de production symbolique peut être analysé au moyen de la sociologie des champs, c'est-à-dire comme un espace relationnel, traversé par des luttes entre acteurs disposant de ressources différenciées. Nous nous appuyons pour cela sur un ensemble de travaux ayant mis en évidence le maintien d'une autonomie relative d'espaces de production culturelle et symbolique, dans des contextes autoritaires tels que la France de

[90] Sur la notion de réfraction, voir P. Bourdieu, *Les règles de l'art*, *op. cit.*, p. 360−361.

[91] Tomasz Zarycki, *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe*, London, Routledge, 2014, p. 89−90.

[92] Voir, par analogie, M. Bigday, *L'engagement intellectuel sous régime autoritaire*, *op. cit.* Des recherches portant sur des objets plus éloignés ont également constitué une source d'inspiration féconde, en particulier celles portant sur les économistes : Frédéric Lebaron, *La croyance économique : les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, 2000 ; François Denord, *Le néo-libéralisme à la française : histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016.

Vichy[93] ou l'ancien espace soviétique[94]. Il nous semble par ailleurs que le processus historique de formation des champs universitaires et intellectuels en Europe présente des caractéristiques similaires d'un pays à l'autre, ce qui justifie d'étudier le cas polonais à l'aune d'outils analytiques forgés à partir du cas français[95]. Nous ne postulons pas pour autant des lois universelles qui seraient valables partout et de tout temps. Nous nous attacherons précisément à souligner les spécificités des configurations que nous analyserons, mais aussi à signaler les similitudes avec d'autres contextes nationaux.

III.2. Une étude de la production historiographique :

L'étude des prises de position, c'est-à-dire dans notre cas essentiellement de la production historiographique, nécessite de s'appuyer sur d'autres types de travaux. Ceux-ci sont à rechercher d'abord du côté des historiens, qui se sont penchés de longue date sur la contribution de leur discipline à la construction des identités nationales[96], ou ont pris pour objet les controverses historiographiques elles-mêmes[97]. Assez rapidement après 1989, les restructurations de l'histoire savante en Europe centrale et orientale ont fait l'objet de l'attention des historiens spécialistes de cette aire géographique[98]. Plus récemment, des travaux essentiellement collectifs ont été consacrés à l'étude des historiographies de ces pays, parfois dans une perspective historique plus longue, en s'intéressant particulièrement à leur institutionnalisation et à leur autonomisation du politique[99]. En s'intéressant également au

[93] Gisèle Sapiro, « La raison littéraire. Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996, vol. 111, n° 1, p. 3−35.

[94] Justyne Balasinski, « La Pologne : un "cas clinique" ? Autonomie culturelle et régime de type soviétique », *Transitions*, vol. 43, n° 2, p. 23−40. Ioana Popa, *Traduire sous contraintes : littérature et communisme, 1947-1989*, Paris, CNRS éditions, 2010.

[95] Sur la formation des champs intellectuels et universitaires en Europe, voir : Christophe Charle, *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle : essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, 1996 ; Gisèle Sapiro (dir.), *L'espace intellectuel en Europe : de la formation des États-nations à la mondialisation : XIXe-XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2009. Sur la question de l'applicabilité de sa sociologie aux pays du bloc soviétique, voir ce qu'en dit Bourdieu in « La variante "soviétique" et le capital politique » : Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 31−35. Pour une tentative d'application du cadre conceptuel de la sociologie des champs à l'étude de l'intelligentsia polonaise, voir T. Zarycki, R. Smoczyński et T. Warczok, « The Roots of Polish Culture-Centered Politics », art cit.

[96] Voir notamment : Benedict Anderson, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002 ; Eric John Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780: programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1997 ; Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales : Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2001 ; Stefan Berger et Chris Lorenz (dir.), *Nationalizing the past*, *op. cit.*

[97] Voir en particulier : Eric John Hobsbawm, *Aux armes, historiens : deux siècles d'histoire de la Révolution française*, Paris, Pluriel, 2014.

[98] Antoine Marès, *Histoire et pouvoir en Europe médiane*, Paris, L'Harmattan, 1996.

[99] Marie-Élizabeth Ducreux et Antoine Marès (dir.), *Enjeux de l'histoire en Europe centrale:*, Paris, L'Harmattan, 2001 ; Michal Kopeček (dir.), *Past in the making: historical revisionism in Central Europe after*

choix des objets traités, aux définitions de l'histoire savante et à la circulation des résultats de la recherche, ces travaux ont en partie répondu au besoin identifié par Peter Apor :

« To understand the current state of the post-communist politics of commemoration, it is necessary to raise questions about the historically and socio-politically generated conditions and criteria of conceiving historical facts, of factuality, realism, credibility or acceptability in historical representation.[100] *»*

S'ils offrent un riche aperçu des productions historiographiques en Europe centrale et orientale, ces travaux sont en revanche souvent muets sur la sociologie des acteurs, rarement interrogée par les auteurs. Lorsque c'est le cas, ceux-ci ne se donnent pas les moyens de démontrer empiriquement la validité de leurs hypothèses, ce que nous entendons faire au moyen de l'approche prosopographique[101]. Néanmoins, cette vaste littérature nous a permis d'affiner et de justifier nos choix d'études, comme le fait de traiter de telle institution ou controverse, d'inclure ou d'exclure telle ou telle revue académique de l'analyse, ou bien d'accorder la primauté à tel auteur ou ouvrage à la signification majeure.

Au-delà de l'historiographie proprement dite, il s'agit également pour nous de montrer comment l'histoire savante contribue à la construction des imaginaires politiques. Les remarques de Pieter Lagrou au sujet de l'évolution de l'histoire du temps présent vers une « histoire des autres » nous paraissent à cet égard stimulantes :

« Une nouvelle instrumentalisation de l'histoire est à l'œuvre. Plus les horreurs du passé seront passées en revue, plus nos contemporains adhèreront, par effroi, au modèle actuel de société. Pour dire les choses autrement : le recours à l'histoire est comme une liturgie célébrant la supériorité du présent sur le passé. D'un côté figurent démocratie et droits de l'Homme, de l'autre, autoritarisme, fascisme, crimes de masse, génocide, Holocauste, racisme, esclavage, croisades et chasses aux sorcières. […] Cette histoire-là est devenue la science des autres, de ces morts qui sont en tout point la négation de notre être confortable et politiquement correct, qui n'avaient pas la chance de s'abreuver de démocratie et de droits de l'Homme, et qui connaissaient trop bien, pour l'endurer, ce que nos sociétés contemporaines prétendent avoir maîtrisé : la violence. L'histoire est trop souvent pour aujourd'hui ce qu'était l'anthropologie à l'époque coloniale : la science des êtres étrangers, obscurs et inférieurs, et par là une célébration indirecte de notre supériorité occidentale.[102] *»*

Des observations concordantes ont été formulées au sujet de la contribution de l'historiographie récente du communisme aux courants de pensée anticommunistes,

---

1989, Budapest, CEU Press, 2008 ; Sorin Antohi, Balázs Trencsényi et Péter Apor (dir.), *Narratives unbound: historical studies in post-communist Eastern Europe*, Budapest, CEU Press, 2007 ; Paul Gradvohl, « Europe centrale, Europe de l'Est, "terres de sang" et autres "éclats d'empires" au XXe siècle », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2014, vol. 45, n° 2, p. 175−214.

[100] Péter Apor, « Eurocommunism Commemorating Communism in Contemporary Eastern Europe », *Eurhistxx. The European Network for Contemporary History*, 2007 : http://www.eurhistxx.de/spip.php%3Farticle41&lang=en.html.

[101] Voir notamment Frédéric Lebaron, *Les économistes français entre science et politique : contribution à une sociologie de la culture économique*, Thèse de doctorat, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1996 ; Claire Lemercier et Claire Zalc, *Méthodes quantitatives pour l'historien*, Paris, La Découverte, 2007.

[102] P. Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », art cit, p. 116.

notamment par Enzo Traverso[103]. Dans une veine plus radicale, Kristen Ghodsee va jusqu'à comparer les méthodes de la *Platform for Memory and Conscience in Europe*, qui regroupe plusieurs institutions centre-est européennes telles que l'Institut de la mémoire nationale polonais[104], à celles des régimes communistes que cette plateforme entend précisément discréditer. Elle résume sa thèse ainsi :

« 1) any move towards and away from completely free market is seen as communist; 2) anything communist inevitaby leads to class murder; and 3) class murder is the moral equivalent of the Holocaust.[105] »

Nous aurons l'occasion de voir que certaines prises de position dans le débat historiographique polonais de l'après-1989 sont parfois proches de ces formulations. Ce qui invite à réfléchir, de manière secondaire, aux propositions politiques que sous-tendent certaines lectures de l'histoire de la Pologne entre 1939 et 1989, notamment lorsqu'il s'agit de criminaliser, sur le plan symbolique, l'ancien régime de la Pologne populaire. Pour ce faire, les travaux récents consacrés à l'histoire sociale des idées politiques formulent des propositions intéressantes, parfois combinées à une approche en termes de champ[106], notamment concernant la façon de lier la sociologie des producteurs intellectuels à l'étude de leurs productions[107]. Ces travaux ont inspiré notre réflexion au moment d'étudier les contenus de la production historiographique. Néanmoins, à la différence de ces travaux, il ne s'agit pas pour nous de nous livrer à l'étude d'une idée ou d'un courant de pensée politique (le communisme, l'anticommunisme ou le nationalisme, par exemple), mais plutôt de montrer en quoi la production historiographique peut, indirectement, contribuer à forger ces idées et courants de pensée.

Interroger l'autonomie de la production historiographique nous a également amené à interroger les spécificités de l'histoire du temps présent à l'égard d'autres disciplines des sciences humaines et sociales. L'histoire est *a priori* moins susceptible de prolongements directement appliqués, contrairement au droit, à l'économie, à la démographie, à la sociologie ou à la science politique : autant de disciplines généralement étudiées dans la littérature

---

[103] E. Traverso, *Le passé, modes d'emploi : histoire, mémoire, politique*, *op. cit.* ; Enzo Traverso, *L'histoire comme champ de bataille : interpréter les violences du XXe siècle*, Paris, La Découverte, 2010.
[104] Voir : https://www.memoryandconscience.eu/.
[105] Kristen Ghodsee, « A Tale of "Two Totalitarianisms": The Crisis of Capitalism and the Historical Memory of Communism », *History of the Present*, 2014, vol. 4, n° 2, p. 115−142.
[106] En s'appuyant notamment sur Pierre Bourdieu, *L'ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, Editions de Minuit, 1988.
[107] Voir en particulier Frédérique Matonti, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013, vol. 5, n° 59, p. 85−104. Pour une mise en perspective plus générale

consacrée aux sciences de gouvernement, dont l'histoire est le plus souvent absente[108]. Néanmoins, nous verrons que ceci n'empêche pas, tant en Pologne populaire que sous la Troisième République, l'essor d'un pôle de production hétéronome, plus ou moins étroitement lié à l'État. Les rapports entre histoire et pouvoir sont sans doute plus étroits dans le cas de l'histoire du temps présent que dans celui d'autres périodes *a priori* plus refroidies, comme la défiance des historiens universitaires vis-à-vis de cette histoire semble en attester[109]. Afin de penser ces rapports, nous nous sommes donc appuyés, par analogie, sur des travaux consacrés à d'autres disciplines des sciences sociales et à la façon dont s'agencent leurs rapports avec l'État et avec le champ académique[110]. A cet égard, les travaux menés sur la sociologie de l'éducation[111] ou la sociologie urbaine[112] se sont avérés particulièrement stimulants pour penser les oppositions entre un pôle savant et un pôle semi-savant, ou temporel, ce dernier pôle étant plus susceptible de se référer à des principes hétéronomes, importés des champs dominants (champ politique ou champ du pouvoir). Si nous sommes parfois enclins à évoquer l'histoire du temps présent comme une science auxiliaire du gouvernement, c'est donc moins parce qu'elle offre, à l'instar d'autres disciplines des sciences humaines sociales, des outils de contrôle des populations, comme la statistique ou la cartographie, que parce qu'une partie de sa production, directement destinée à façonner des imaginaires politiques, est parfois assurée dans des centres de recherche plus dépendants de la commande étatique.

III.3. Une sociologie des politiques historiques en contextes communiste et postcommuniste :

Si cette étude s'inscrit moins dans le champ des études mémorielles que dans celui des engagements intellectuels, pour les raisons évoquées précédemment, nous nous sommes cependant appuyés sur les travaux ayant cherché à appliquer des outils conceptuels et méthodologiques issus de l'analyse de l'action publique à l'étude des politiques publiques de

---

voir : Arnault Skornicki et Jérôme Tournadre, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015.

[108] Olivier Ihl, Martine Kaluszynski et Gilles Pollet (dir.), *Les sciences de gouvernement*, Paris, Economica, 2003 ; Olivier Ihl, Yves Déloye et Alfredo Joignant (dir.), *Gouverner par la science : perspectives comparées*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2013.

[109] P. Lagrou, « L'histoire du temps présent en Europe depuis 1945 », art cit.

[110] Michael Pollak, « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976, vol. 2, n° 2, p. 105−121.

[111] F. Poupeau, *Une sociologie d'État*, *op. cit.*

la mémoire. La thèse de Sarah Gensburger sur les Justes de France est à notre connaissance la première tentative de ce type[113], et a fait l'objet d'une déclinaison sur le terrain polonais[114]. Nous nous inspirerons de ces approches au moment d'évoquer la politique historique polonaise dans sa version promue par le parti Droit et justice (PiS) à partir de 2005, tant cette politique nous semble emblématique de l'érection de l'histoire en catégorie d'intervention publique. A la différence de la notion assez générique de politique mémorielle, qui renvoie le plus souvent à des actes symboliques tels que les commémorations ou le vote d'une résolution parlementaire, certains usages politiques du passé font l'objet de politiques publiques qui ne se résument pas à des mesures symboliques ou ponctuelles. Ainsi, la politique historique, telle qu'elle est définie en Pologne depuis 2005, consiste à décliner une vision de l'histoire cohérente dans différents secteurs de l'action publique : recherche historique mais aussi politique culturelle (via la muséographie et, récemment, la filmographie), politique éducative et même, politique étrangère. Là aussi, nous chercherons à identifier les acteurs concourant à de telles politiques, ainsi que les ressources sur lesquelles ils s'appuient pour ce faire[115]. Ces approches en termes de sociologie de l'action publique sont utilement complétées, dans le cas de notre objet, par les ouvrages codirigés par Georges Mink et consacrés aux usages politiques du passé en Europe centrale et orientale, étudiés dans une perspective de sociologie politique nourrie par une réflexion conceptuelle originale[116]. A partir d'une relecture des *Lieux de mémoire*[117], G. Mink propose la notion de « gisement mémoriel », défini comme « un stock de ressources recyclables dans les enjeux politiques présents.[118] » Un telle approche a le mérite de mettre l'accent sur le rôle des acteurs dans l'exploitation de ces « gisements », qui font l'objet d'usages variables selon les intérêts de ceux qui s'en saisissent.

---

[112] Michel Amiot, *Contre l'État, les sociologues : éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France, 1900-1980*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1986 ; Pierre Lassave, *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1997.

[113] S. Gensburger, *Les Justes de France : politiques publiques de la mémoire*, *op. cit.* Voir aussi Renaud Hourcade, *Les ports négriers face à leur histoire : politiques de la mémoire à Nantes, Bordeaux et Liverpool*, Paris, Dalloz, 2014.

[114] Sarah Gensburger et Agnieszka Niewiedzial, « Figure du Juste et politique publique de la mémoire en Pologne (1945-2005) », *Critique internationale*, 2007, vol. 1, n° 34, p. 127−148.

[115] Vincent Dubois, « L'action de l'État, produit et enjeu des rapports entre espaces sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014, vol. 1, n° 201−202, p. 11−25 ; P. Bourdieu et R. Christin, « La construction du marché », art cit.

[116] G. Mink et L. Neumayer, *L'Europe et ses passés douloureux*, *op. cit.* ; Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent: gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, Paris, Michel Houdiard, 2010 ; Georges Mink et Laure Neumayer (dir.), *History, memory and politics in Central and Eastern Europe: memory games*, Basingstoke, Palgrave Mac Millan, 2013.

[117] Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984-1992, 7 volumes.

[118] Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent : gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, *op. cit.*

De manière plus indirecte, une telle approche sociologique amène également à prendre en compte ceux qui, dans le champ politique, produisent et appliquent ces politiques. Les liens parfois étroits entre la production historiographique, les engagements intellectuels des historiens et leur instrumentalisation dans une compétition politique devenu pluraliste après 1989 nous amèneront à évoquer les recompositions de la scène politique polonaise. A cet égard, les quelques travaux de sociologie politique consacrés à la Pologne, surtout après 1989, offrent de précieux éléments de compréhension des recompositions à l'œuvre dans un espace politique peu stabilisé[119]. C'est notamment le cas des études menées sur les partis politiques polonais, soit sous l'angle de la codification juridique de la compétition partisane[120], soit sous l'angle de la monographie d'une organisation[121]. D'autres travaux ont été consacrés à l'européanisation de ces espaces politiques et invitent à tenir compte des dynamiques transnationales à l'œuvre[122]. Ces travaux permettront d'éclairer le contexte politique dans lequel prennent place les processus étudiés dans cette recherche. Nous espérons en retour que notre travail apportera un complément d'information utile, notamment pour comprendre les enjeux des évolutions politiques les plus récentes[123]. Plus généralement, il nous semble possible de considérer l'espace de production historiographique comme contribuant à ce que Michel Offerlé appelle les « champs adventices », où évoluent « les professionnels n'intervenant pas directement dans les affaires du champ politique et pourtant indispensables à son fonctionnement.[124] » A cet égard, nous espérons que cette thèse pourra également contribuer, modestement, à une sociologie du champ du pouvoir en Pologne, à laquelle ont commencé à s'atteler d'autres chercheurs[125].

---

[119] Frédéric Zalewski, « Crise et changement chez Pierre Bourdieu : une mise à l'épreuve à partir du passage à la démocratie en Pologne », *Transitions*, 2004, vol. 43, n° 2, p. 11−22.

[120] Jérôme Heurtaux, *Une partisanisation controversée : Codification de la compétition politique et construction de la démocratie en Pologne (1989-2001)*, Thèse de doctorat, Université du droit et de la santé, Lille, France, 2005, 721 p. Le livre vient de paraître : Jérôme Heurtaux, *La démocratie par le droit. Pologne 1989-2016*, Paris, Presses de Science Po, 2017.

[121] Frédéric Zalewski, *Paysannerie et politique en Pologne : trajectoire du parti paysan polonais du communisme à l'après communisme, 1945-2005*, Paris, Michel Houdiard, 2006 ; Cédric Pellen, *Sociologie d'un groupement politique illégitime : le mouvement Samoobrona (Autodéfense) en Pologne (1991-2010)*, Thèse de doctorat, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Bordeaux, 2010.

[122] Laure Neumayer, *L'enjeu européen dans les transformations postcommunistes : Hongrie, Pologne, République tchèque, 1989-2004*, Paris, Belin, 2006 ; Dorota Dakowska, *Le pouvoir des fondations : des acteurs de la politique étrangère allemande*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

[123] Frédéric Zalewski, « L'émergence d'une démocratie antilibérale en Pologne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2016, vol. 47, n° 4, p. 57−86.

[124] Michel Offerlé, *Sociologie de la vie politique française*, Paris, La Découverte, 2004.

[125] T. Zarycki, R. Smoczyński et T. Warczok, « The Roots of Polish Culture-Centered Politics », art cit.

IV. Matériaux d'enquête :

Le cadre conceptuel ainsi défini a été confronté aux données d'enquête collectées sur le terrain polonais. Celles-ci sont de quatre ordres : des données prosopographiques, des sources archivistiques, des corpus de publications savantes et des entretiens.

IV.1. Des bases de données prosopographiques :

Nous avons déjà mentionné les difficultés posées par la définition *a priori* des contours de la population étudiée. Une entrée institutionnelle, qui aurait consisté à enquêter sur le personnel des centres de recherche et des facultés, aurait été difficilement tenable sur l'ensemble de la période étudiée, compte tenu des difficultés à obtenir la liste des personnels pour les périodes les plus éloignées dans le temps. De plus, une telle entrée serait revenue à exclure par construction les individus extérieurs au monde académique ou extérieurs à l'espace de production institutionnellement défini, alors même qu'ils peuvent jouer un rôle dans la définition de l'histoire savante, de par leurs publications et prises de position. Une entrée par les productions, c'est-à-dire par les publications, aurait impliqué de procéder à un tirage au sort à partir de bibliographies constituées, comme la *Bibliografia Historii Polskiej* (Bibliographie de l'histoire de Pologne), qui recense les titres polonais et étrangers parus chaque année. Un tel tirage au sort, à partir d'une bibliographie qui rassemble des dizaines de milliers de références, aurait conduit à constater la faible présence d'historiens professionnels au sein de cette production et n'aurait pas permis de travailler sur les acteurs qui nous intéressent ici.

Ces difficultés, ajoutées à celles liées à la nécessité d'enquêter sur une période longue de plusieurs dizaines d'années, de 1945 aux années 2010, nous ont convaincu de procéder autrement. Pour chacune des configurations historiques étudiées, nous avons cherché à identifier, à partir d'une connaissance du terrain informée par nos lectures et observations, les lieux et les moments particulièrement signifiants du point de vue des luttes autour de l'autonomie de l'histoire savante. Nous avons cherché, aussi souvent que possible, à rassembler des informations biographiques sur les protagonistes de ces configurations, définis tantôt comme les membres d'un conseil scientifique ou d'une institution académique, tantôt comme des auteurs ou comme les participants à un débat particulièrement marquant. Une telle approche a permis de produire de façon homogène des données sociographiques sur les acteurs des processus étudiés, pour toutes les configurations historiques évoquées. Elle a

également pour avantage de ne pas exclure *a priori* certains types d'acteurs ou d'arènes de l'analyse, mais au contraire de déplacer à chaque fois le regard sur les lieux et les enjeux qui paraissent saillants du point de vue de notre questionnement de départ.

In fine, nous avons donc constitué treize bases de données biographiques, de tailles inégales (tableau 1), souvent réduites à quelques dizaines de personnes. La plus étendue en comprend 323. Les populations enquêtées se recoupent parfois partiellement d'une base à l'autre. Au total, ce sont les biographies de 1211 individus uniques qui ont été compilées. Ce chiffre global masque de fortes disparités : dans certains cas, il n'a pas été possible de trouver d'informations autres que l'âge ou la profession. La composition précise de chacune de ces bases de données, ainsi que les modalités de collecte des informations biographiques présentées, sont exposées à chaque fois qu'il en est fait usage à l'appui de notre démonstration. Nous nous contenterons donc ici de quelques remarques d'ordre général quant aux données rassemblées.

Tableau 1. Liste des bases de données prosopographiques constituées pour les besoins de l'enquête

Population enquêtée	Effectif de la population	Chapitre concerné
Les principaux protagonistes de la politique d'idéologisation de la science historique (fin des années 1940-début des années 1950)	47	Chapitre 1
Les principaux protagonistes des débats sur la déstalinisation de l'histoire (autour de 1956)	28	Chapitre 2
Les membres du conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (1953-1957)	53	Chapitre 2
Les auteurs d'au moins un article consacré à la Seconde guerre mondiale ou à la Pologne populaire, parus dans quatre revues académiques entre 1957 et 1979	104	Chapitre 3
Les membres et sympathisants de	90	Chapitre 4

l'Association des cours scientifiques (1976-1980)		
Les signataires de quatre pétitions d'intellectuels dissidents	151	Chapitre 4
Les protagonistes des discussions sur la réforme des programmes scolaires proposée par *Solidarność* en 1980-1981	65	Chapitre 4
Les auteurs ayant publié sur la période 1939-1989 dans la revue *Zeszyty Historyczne* (1962-1996)	228	Chapitre 4
Les chercheurs cités comme « autorités scientifiques » dans une enquête menée par la revue *Polska Ludowa 1944/45-1989* en 2006-2008	71	Chapitre 5
Les auteurs de trois ouvrages et plus consacrés à la période 1939-1989, parus entre 1990 et 2001, identifiés à partir de la *Bibliografia Historii Polskiej*	216	Chapitre 5
Les contemporanéistes en poste dans les universités et instituts de recherche en histoire du temps présent (en 2012)	323	Chapitre 5
Les protagonistes du débat sur la politique historique au milieu des années 2000	32	Chapitre 6
Les auteurs d'ouvrages consacrés à l'histoire de la Pologne populaire, parus aux éditions de l'IPN ou aux éditions Trio	161	Chapitre 6

La collecte des données biographiques a nécessité de croiser plusieurs types de sources. En l'absence d'un dictionnaire biographique de référence et compte tenu, encore une fois, de l'ampleur de la période étudiée, nous avons consulté des notices biographiques issues de l'encyclopédie des Éditions scientifiques d'État (PWN), disponible en ligne[126], de l'Encyclopédie *Solidarność*, également en ligne[127] et du dictionnaire biographique polonais en ligne[128]. La version polonaise de l'encyclopédie en ligne *Wikipédia* consacre en outre de nombreuses notices à des historiens polonais, à partir desquelles il a été possible d'accéder à d'autres types de sources (nécrologies, notices biographiques parues dans des ouvrages, etc.) Si ces ressources sont facilement accessibles, il a été nécessaire, pour de nombreux individus, d'avoir recours à d'autres types de sources, parmi lesquelles des dictionnaires biographiques spécialisés[129], mais aussi les ouvrages dédiés à l'histoire d'une université ou d'un institut d'histoire[130]. Surtout, nous avons eu recours aux nécrologies parues dans les revues académiques, notamment *Kwartalnik Historyczny* (voir infra), ou bien dans la presse et dans les bulletins d'informations des universités et écoles supérieures, parfois consultables à distance. Pour la période récente, le portail *Nauka Polska* (Science polonaise), qui recense le parcours académique de l'ensemble des universitaires polonais en poste à partir du début des années 1990, constitue une ressource précieuse, bien que les notices soient inégalement renseignées[131]. Enfin, des données biographiques souvent inaccessibles par d'autres moyens ont été collectées à partir des ouvrages d'histoire de l'historiographie utilisés à l'appui de la première partie de la thèse, notamment celui de Tadeusz Rutkowski, dont l'index s'est révélé fort utile[132].

A partie de ces données, il a été possible de renseigner pour un grand nombre d'individus des variables essentielles correspondant à la carrière professionnelle (obtention des diplômes et autres titres académiques ; thèmes de recherche ; responsabilités académiques

[126] https://encyklopedia.pwn.pl/.
[127] http://www.encysol.pl/wiki/Strona_g%C5%82%C3%B3wna.
[128] http://www.ipsb.nina.gov.pl/Home/.
[129] Jan Skórzyński, Paweł Sowiński et Małgorzata Strasz, *Opozycja w PRL: słownik biograficzny 1956-89*, [L'opposition en Pologne populaire, dictionnaire biographique], Varsovie, Karta, 2000, 3 volumes ; Zespół Rektorski ds. Wydawnictw Jubileuszowych, *Portrety uczonych profesorowie Uniwesytetu Warszawskiego po 1945*, [Portraits de professeurs de l'université de Varsovie après 1945], Warszawa, Wydawnictwo UW, 2016 ; Szymon Brzeziński et Krzysztof Fudalej, *Pracownicy naukowo-dydaktyczni Instytutut Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego 1930-2010. Słownik biograficzny*, [Les enseignants de l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie, dictionnaire biographique], Varsovie, Neriton, 2012.
[130] Notamment : Juliusz Łukasiewicz, Maciej Mycielski et Jan Tyszkiweciz (dir.), *Tradycje i Współczesność. Księga pamiątkowa Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego 1930-2005*, [L'Institut d'histoire de l'université de Varsovie], Varsovie, Wydawnictwo DiG, 2005 ; Stefan Kuczyński, *Instytut Historii Polskiej Akademii Nauk 1953-2003*, [L'Institut d'histoire de l'Académie polonaise des sciences], Varsovie, IH PAN, 2003.
[131] Voir : http://nauka-polska.pl/#/home/search?_k=95dliv.

et éditoriales ; etc.) et aux prises de position politiques (militantisme ; *publicystyka* ; etc.). Ces données font l'objet de diverses analyses au cours de notre démonstration, notamment tris à plat, tris croisés et analyses de correspondances. Les recherches doctorales de Frédéric Lebaron et François Denord ont ici constitué une source d'inspiration majeure[133].

IV.2. Des corpus de publications :

Nous nous sommes ensuite appuyés sur un ensemble de documents permettant d'objectiver des prises de position en matière historiographique.

Des analyses quantitatives ont été menées à partir de corpus de publications. Sur les articles (435) parus entre 1958 et 1979 dans quatre revues académiques consacrées à l'histoire du 20e siècle (chapitre 3) ; sur les ouvrages (161) publiés entre 2000 et 2012 par deux maisons d'éditions, l'Institut de la mémoire nationale et Trio, consacrés à l'histoire de la République populaire de Pologne ; et de manière plus générale à partir des ouvrages et articles recensés par la *Bibliografia Historii Polskiej* et parus entre 1980 et 2011[134]. Grâce à Étienne Ollion, qui a bien voulu nous faire bénéficier de son savoir-faire dans l'exploitation des *big data* et données du web, il a été possible « d'aspirer » plus de 46 000 notices bibliographiques correspondant à des publications consacrées à l'histoire de la période 1939-1989. Cette base de données a été mobilisée à plusieurs reprises, afin de fournir des données de cadrage quant au nombre de publications consacrées à l'histoire du temps présent, aux maisons d'édition présentes sur ce marché et aux profils des auteurs. Ces données quantitatives permettent de systématiser nos analyses et d'offrir un éclairage plus complet que la seule analyse qualitative des prises de position.

Notre étude de l'historiographie s'est également appuyée sur un ensemble de productions savantes ou semi-savantes, soumises à une analyse quantitative ou qualitative. Plusieurs dizaines d'ouvrages, synthèses, monographies ou recueils de *publicystyka*, essentiellement publiés à partir des années 1980, ont été mobilisés afin de nous familiariser avec la production des auteurs étudiés. Tous ne font pas l'objet d'une étude approfondie, mais ils nous ont permis d'acquérir une connaissance fine des prises de position des auteurs et du type d'histoire pratiqué, au-delà des opinions exprimées dans les débats médiatiques. Ces

---

[132] Voir notamment : Tadeusz Paweł Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970: zagadnienia polityczne i organizacyjne*, Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2007.

[133] F. Lebaron, *Les économistes français entre science et politique*, *op. cit.* ; François Denord, *Genèse et institutionnalisation du néo-libéralisme en France (années 1930- années 1950)*, Thèse de doctorat, Centre de sociologie européenne, Paris, 2003.

[134] Bibliographie accessible en ligne : http://www.bibliografia.ipn.gov.pl/.

ouvrages sont cités à la rubrique sources de la bibliographie. Notre connaissance de la production historiographique polonaise en histoire du temps présent s'enrichit également de la lecture des ouvrages mobilisés cette fois en tant que références bibliographiques, dans les parties historiques de nos développements. Ces ouvrages, essentiellement consacrés à l'histoire de l'historiographie, complètent notre aperçu de cette production historiographique.

IV.3. Des sources archivistiques :

Les archives, y compris la presse, permettent quant à elles d'informer sur le contexte des phénomènes étudiés.

Les passages consacrés à l'engagement des historiens dans la dissidence, de la fin des années 1970 à 1989 (chapitre 4), s'appuient entre autres sur des recherches effectuées dans les archives du Parti ouvrier unifié de Pologne (PZPR) et dans les archives de l'opposition dite démocratique au régime de la Pologne populaire. Dans notre étude des négociations sur les programmes d'enseignement de l'histoire entre la branche enseignante du syndicat *Solidarność* et le Parti en 1980-1981, nous avons mis à profit les archives du Département de la science et de l'éducation du PZPR, très peu utilisées jusque-là. Ces documents sont conservés aux archives d'État (*Archiwum Akt Nowych*) depuis l'autodissolution du PZPR en 1990. L'accès à ces documents ne présente pas de difficultés particulières, mais leur classement s'est fait *a posteriori*, au moment du transfert aux archives nationales, ce qui rend la recherche à partir des inventaires assez hasardeuse, notamment car les informations sur le contenu des cartons d'archives sont parfois parcellaires. Nous avons également mené des recherches dans les archives de l'opposition hébergées par le centre *Karta* de Varsovie, une fondation privée créée en 1982, qui rassemble un grand nombre de documents et de publications issues de la dissidence. Nous y avons consulté les documents concernant l'Association des cours scientifiques (*Towarzystwo Kursów Naukowych*) ou « université volante », qui dispensait clandestinement des cours d'histoire entre la fin des années 1970 et 1980. Dans les deux cas, les documents consultés sont répertoriés dans la bibliographie, à la rubrique sources

Dans l'écriture des développements plus historiques, nous nous sommes appuyés sur un nombre conséquent d'ouvrages et de travaux en histoire de l'historiographie, qui ont permis de restituer la trame de fond des processus étudiés. Ces ouvrages sont cités en bibliographie. Ces lectures ont été complétées par un dépouillement systématique de la revue *Kwartalnik Historyczny* pour la période 1946-1990. Cette revue, qui fait office de revue

officielle de la discipline historique en Pologne populaire, constitue une source de choix pour l'étude de la vie de la discipline. Elle consacre notamment des rubriques conséquentes aux débats historiographiques, aux manifestations scientifiques, aux compte-rendus de réunions du conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, et aux recensions. Un travail similaire a été effectué pour la revue *Wiadomości Historyczne*, destinée aux enseignants d'histoire, pour la période 1958-1998. Cette revue, qui publie les programmes et projets de réforme des programmes scolaires, mais aussi de nombreuses recensions de manuels scolaires ou de publications susceptibles d'être utilisées par les enseignants, a alimenté nos développements consacrés à l'histoire scolaire. Les textes parus dans ces revues cités à l'appui de notre démonstration, qui permettent également d'objectiver des prises de position historiographiques à l'instar de documents cités au point précédent, sont répertoriés dans la bibliographie, à la rubrique sources.

Les débats historiographiques de l'après-1989 ayant la particularité de se tenir davantage dans la presse que dans les revues académiques, nous nous sommes beaucoup appuyés sur ce matériau dans les deux derniers chapitres. Nous avons notamment procédé à deux revues de presse systématiques sur des thèmes précis, via le portail *Factiva*, qui permet d'accéder aux deux principaux quotidiens polonais, *Gazeta Wyborcza* et *Rzeczpospolita*. Ces deux tires présentent l'avantage d'offrir des points de vue assez radicalement opposés sur les questions qui nous intéressent ici. La première de ces revues est consacrée au débat sur la politique historique qui émerge au milieu des années 2000, et rassemble 60 articles parus entre 2004 et 2012. La seconde rassemble 95 articles parus entre 2006 et 2017, consacrés à Sławomir Cenckiewicz et Piotr Gontarczyk, les deux auteurs d'un ouvrage retentissant accusant Lech Walesa d'avoir collaboré avec les services de sécurité de la Pologne populaire. Ces deux revues sont mobilisées dans le chapitre 6. D'une manière moins systématique mais régulière, nous avons également collecté près de 300 articles de presse et de revues se rapportant aux rapports entre histoire et politique. Tous les articles cités à l'appui de la démonstration sont, là encore, répertoriés dans la bibliographie, à la rubrique sources.

IV.4. Des entretiens :

Les entretiens occupent une place plus modeste dans notre matériau empirique, notamment car l'approche prosopographique nous a paru plus propice à l'établissement de comparaisons dans le temps. En outre, le fait de travailler sur des intellectuels, et plus encore de concentrer notre attention sur les débats, nous a conduit à travailler essentiellement sur des acteurs dont les prises de position publiques ne manquent pas. Dans certains cas, recourir à des entretiens est apparu superflu, l'entretien étant pauvre en informations qui n'avaient pas déjà pu être collectées par d'autres moyens.

Néanmoins, le recours aux entretiens s'est avéré précieux au moment d'enquêter sur l'Institut de la mémoire nationale (IPN), au sein duquel les conditions d'exercice du métier d'historien dérogent à la recherche académique classique. Les entretiens ont permis de comprendre les effets concrets de cette modalité spécifique d'organisation de la recherche sur le travail des chercheurs.

Au total, ce sont vingt entretiens qui ont été réalisés dans le cadre de ce travail, auprès de dix-huit enquêtés, essentiellement employés ou anciens employés de l'IPN. Tous, sauf deux, ont été réalisés en polonais. La liste complète des entretiens figure en annexe. Cette enquête par entretiens, essentiellement réalisée en 2010, a également permis de nouer des liens d'amitié avec certains enquêtés, que nous avons revus par la suite et avec lesquels nous avons entretenu une correspondance. De manière plus informelle, nous avons ainsi pu continuer à nous renseigner sur les activités de l'IPN et obtenir des informations de première main, très utiles pour compléter notre suivi de la presse polonaise. Si nous ne ferons que rarement explicitement référence aux informations ainsi collectées, elles contribuent indéniablement à la formulation de nos conclusions.

Notre choix d'anonymiser les entretiens mérite une explication. Nous avons pleinement conscience du fait que pour un lecteur familier du milieu enquêté, la simple mention des fonctions exercées par l'enquêté et de la période à laquelle il les a assurées, rapportées à ses prises de position, suffit à l'identifier assez aisément. Si les historiens enquêtés, qui sont souvent des figures médiatiques bien connues du grand public du fait de leurs interventions régulières dans le débat public, ont généralement été les moins réticents à se prêter au jeu de l'entretien, certains ont néanmoins parfois demandé que leurs propos soient anonymisés. Par souci de cohérence et afin d'éviter que le fait de citer nommément une partie seulement des enquêtés facilite, par élimination, l'identification des autres, nous avons choisi d'anonymiser la totalité des entretiens. Garantir l'anonymat aux enquêtés a été par ailleurs le plus sûr moyen d'obtenir des entretiens avec les jeunes chercheurs, doctorants et docteurs

employés à l'IPN, bien moins présents dans le débat public, mais avec lesquels nous avons réalisé les entretiens les plus riches quant aux contraintes spécifiques de la recherche à l'IPN. Sans garantie de l'anonymat, la plupart nous auraient parlé moins spontanément et certains auraient purement et simplement refusé l'entretien. Ce qui renseigne, au passage, sur la contrainte que peut constituer le fait d'être employé au sein d'un institut de recherche aussi hiérarchisé et sur les craintes que cette soumission à la hiérarchie inspire à certains enquêtés, qui se sont parfois inquiété des éventuelles représailles auxquelles la publication des entretiens aurait pu les exposer. C'est aussi la raison pour laquelle nous limiterons, dans la démonstration, les indications quant aux positions et fonctions occupées par les enquêtés.

Ces craintes de représailles exprimées par certains enquêtés nous ont parfois semblées exagérées. Récemment, le renvoi de Krzysztof Persak, après le dernier renouvellement de la direction de l'IPN en 2016, vraisemblablement du fait de sa contribution à l'enquête menée par l'Institut sur le massacre de Jedwabne au début des années 2000, montre toutefois que des prises de position qui ne susciteraient pas d'autre sanction que la critique des pairs au sein du monde académique revêtent une importance différente dans un cadre bureaucratique tel que celui de l'IPN. Le départ de l'IPN de Natalia Jarska, une chercheuse œuvrant au développement des études de genre, a été moins retentissant mais tout aussi significatif : l'une de ses publications, sur le rôle des épouses des ouvriers grévistes de Gdańsk en 1980, a été attaquée par la droite anticommuniste et en particulier par l'historien Sławomir Cenckiewicz, qui y voyait une dérive de l'IPN vers le « genderisme » (*genderyzm*), un néologisme qui se voulait péjoratif. Peu de temps après que Cenckiewicz ait intégré la direction de l'IPN, le périodique en ligne édité par l'institut, *Pamięć.pl* (« Mémoire.pl »), qui avait publié le texte de Jarska, était supprimé.

V. Cheminement de la démonstration :

V.1. Un plan chronologique :

Notre démonstration est divisée en deux parties de trois chapitres chacune, suivant un développement chronologique. Cette manière d'exposer notre raisonnement pourra parfois paraître descriptive, mais elle nous a semblé la mieux adaptée à une approche socio-historique. Elle permet notamment de faire ressortir les continuités évoquées précédemment, mais également les évolutions, non linéaires, dans la façon dont s'agencent les rapports entre histoire du temps présent et politique depuis l'après-guerre. Nous montrerons ainsi en quoi les interactions entre science et politique aujourd'hui observées en Pologne au niveau de l'histoire du temps présent prolongent, sous des modalités renouvelées, des luttes et des tensions héritées de la genèse de cette sous-discipline, en Pologne populaire.

La première partie est consacrée à la genèse de l'histoire du temps présent, dans le contexte de la République populaire de Pologne, de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la fin des années 1970. Au cours de cette période, l'histoire savante fait l'objet d'une forte contrainte politique externe, à travers le contrôle étatique et la censure. L'histoire du temps présent y occupe une place résiduelle, avec peu de chercheurs et peu de publications, mais aussi peu attractive du fait de la contrainte politique qui y est plus intense que dans d'autres sous-disciplines. Il n'en demeure pas moins que les historiens parviennent à préserver des marges d'autonomie et que les conditions de production de l'histoire savante évoluent au cours de cette période.

Dans le premier chapitre, nous verrons comment l'histoire savante se recompose au sortir de la guerre. La politique d'idéologisation des sciences sociales menée par le Parti constitue une contrainte, mais aussi une ressource pour les acteurs qui, au sein de l'histoire savante, entendent mener une rénovation historiographique d'inspiration marxiste. Si, au cours de ce processus, l'histoire savante est investie par des acteurs profanes incarnés par des militants du Parti reconvertis en historiens, ces profils plus hétéronomes sont loin d'être majoritaires parmi les détenteurs des positions de pouvoir sur la discipline.

Dans le second chapitre, nous étudierons plus spécifiquement les conséquences de la « déstalinisation » de 1956 sur l'histoire savante. Le changement de configuration politique se traduit par un relatif relâchement de la contrainte politique externe, dont l'une des conséquences est l'éviction des individus aux profils les plus hétéronomes des positions de

pouvoir sur la discipline. Au cours de la période étudiée dans ces deux premiers chapitres, l'histoire du temps présent est largement abandonnée par les historiens universitaires à des instituts de recherche spécialisés et para-académiques (Commission de recherche sur les crimes nazis en Pologne, Institut d'histoire militaire, Département d'histoire du Parti). Cette recherche se caractérise par la forte contrainte politique qui pèse sur son développement et détermine le contenu des travaux. Dans ces deux premiers chapitres, nous nous concentrons donc volontairement sur les débats qui agitent l'ensemble de la discipline historique, et pas seulement sur l'histoire du temps présent. Ceci permet de montrer comment l'histoire savante se définit par rapport au marxisme-léninisme et dans son rapport aux sources, mais aussi comment l'histoire du temps présent fait l'objet de fortes défiances au sein d'une discipline alors dominée par les médiévistes. L'étude de ces débats nous paraît un préalable indispensable, puisque c'est précisément la disqualification d'une histoire sur commande du Parti et l'affirmation d'une méthodologie de recherche s'appuyant sur l'étude des sources qui conditionne le processus de professionnalisation de l'histoire du temps présent qui se donne à voir après 1956.

Ce processus est étudié dans le troisième et dernier chapitre de la première partie. Entre la fin des années 1950 et la fin des années 1970, l'histoire du temps présent connaît un important développement dans le cadre de l'Académie des sciences, qui édite plusieurs revues spécialisées et se dote de centres de recherche dédiés à la Seconde Guerre mondiale et à la Pologne populaire. Si des chercheurs de l'Académie commencent à publier sur ces périodes, les historiens professionnels sont toutefois concurrencés, dans l'écriture de l'histoire du temps présent, par des auteurs profanes tels que les militants ou les anciens combattants.

La seconde partie de la thèse étudie les configurations qui suivent la fin des années 1970. A cette époque, l'essor de la dissidence, notamment intellectuelle, contribue à modifier considérablement les conditions de production de l'histoire savante. Enrôlée au service de l'opposition au régime politique de la Pologne populaire, l'histoire du temps présent fait désormais face à un autre type de contrainte politique, interne cette fois, celle de l'engagement politique de certains historiens au côté de la dissidence. La période de profond renouvellement de l'histoire du temps présent et de regain d'intérêt pour cette sous-discipline, ouverte avec la dissidence, va donc de pair avec des injonctions fortes quant au rôle social et politique de l'historien.

Dans le chapitre 4, nous verrons comment la constitution d'un vaste réseau de publications clandestines éditant livres et revues et échappant à la censure contribue au

renouvellement de l'histoire du temps présent. Plusieurs auteurs, historiens professionnels ou amateurs, publient alors dans la clandestinité de nombreux travaux, qui posent les jalons du renouveau historiographique de l'après-1989. Cet héritage dissident est aussi celui d'une conception du métier d'historien en tant qu'intellectuel engagé, qui détermine les développements ultérieurs de l'histoire du temps présent.

Après 1989, les injonctions politiques et sociales à la production d'une « histoire vraie » et à la justice transitionnelle, contribuent à l'hybridation des discours historiens, étudiée au chapitre 5. En conséquence, l'historiographie post-1989 emprunte parfois aux discours politique et judiciaire. Parallèlement, l'autonomie de l'histoire du temps présent est contrainte par la porosité entre le débat historiographique, qui se déroule essentiellement dans la presse, et le débat public, mais aussi par la libéralisation du système universitaire polonais, qui se traduit par un tarissement du financement public de la recherche et la raréfaction des emplois académiques. Ce processus débouche sur l'apparition d'une nouvelle contrainte externe, économique cette fois.

Enfin, le chapitre 6 est consacré aux développements de l'histoire du temps présent au cours des années 2000, caractérisés par la création de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne en 2004 et la promotion d'une politique historique revendiquée comme telle et impulsée aux sommets de l'État. Cette nouvelle configuration favorise le développement de l'histoire du temps présent, qui se traduit par la croissance du nombre de chercheurs et de publications, mais aussi par une forme de contrainte politique externe renouvelée, qui favorise en retour l'engagement politique des historiens. L'IPN, qui abrite désormais le plus important centre polonais de recherches en histoire du temps présent, occupe une position dominante dans la production historiographique consacrée à la période 1939-1989. Mais il incarne également les dérives reprochées à cette-sous discipline, à travers une histoire inquisitrice s'appuyant sur les archives des services de sécurité de la Pologne populaire. Une illustration en est fournie par les controverses autour de la biographie de Lech Walesa. La distorsion provoquée par l'existence d'une recherche historique fortement subventionnée par l'État, mais moins autonome dans l'élaboration de ses questions de recherche, se traduit également par la marginalisation d'une historiographie plus critique, mais mieux en phase avec les développements de l'historiographie au niveau international.

V.2. Quelle borne de fin ?

Au moment d'entamer cette recherche, nous avions envisagé d'achever notre étude sur la configuration politique des années 2005-2007, qui correspond au premier gouvernement dirigé par le parti PiS, dont le rôle dans l'avènement de la politique historique a déjà été souligné. Au fur et à mesure de l'avancement de notre enquête, cette borne de fin nous est apparue peu adéquate. Comme nous le verrons au fil de cette thèse, si notre propos est bien de souligner la dimension politique de l'écriture de l'histoire du temps présent, notre démonstration nous amène à relativiser la pertinence des césures consacrées par la chronologie politique, qui ont rarement une influence immédiate sur le type de récit produit par l'histoire savante. De plus, achever cette thèse sur une configuration correspondant à un moment de fort investissement du pouvoir politique dans la mise en récit de l'histoire risquait de suggérer que cette politique historique était aujourd'hui le fait privilégié, sinon exclusif, d'une droite nationaliste, conservatrice et catholique, souvent décrite comme archaïque. En Pologne comme en France et ailleurs en Europe, la vulgate médiatique a largement qualifié le PiS de parti « eurosceptique » ou « populiste », tandis que son principal rival sur la scène politique polonaise, la Plateforme civique de Donald Tusk, était perçue comme un parti « libéral » et « pro-européen », regardant vers le futur plutôt que vers le passé, vis-à-vis duquel elle entretiendrait un rapport bien moins hystérisé[135]. Une telle perception aurait encore été renforcée par le retour au pouvoir du PiS en 2015, caractérisé par un investissement intense dans la politique historique.

Nous aurons l'occasion de montrer, en particulier dans le chapitre 6, qu'une telle perception mérite d'être considérablement nuancée, les huit années de gouvernement de la Plateforme civique (2007-2015) ayant confirmé la fermeté de l'ancrage de la politique historique comme une constante de la politique de l'État polonais depuis 2005, bien que les usages et l'intensité de cette politique varient d'un camp politique à l'autre.

Par conséquent, nous avons choisi de clore notre enquête entre 2011 et 2015, selon les matériaux d'enquête présentés dans les deux derniers chapitres. Il s'agit pour nous de relativiser la chronologie politique consacrée en montrant comment la politique historique et l'engagement politique des historiens sont des phénomènes partiellement autonomes de la compétition électorale. Nous ne consacrerons pas de développements spécifiques à la nouvelle configuration politique ouverte à partir des succès électoraux du PiS (victoire aux élections présidentielle puis législative) à la fin de l'année 2015. Bien que l'investissement

[135] Pour une discussion des différents labels accolés au PiS, voir Dorota Dakowska, « L'Europe centrale à l'heure du repli souverainiste », *Études*, 2017, n° 5, p. 19−30.

intense dont fait l'objet la politique historique depuis le retour du PiS au pouvoir confirme à bien des égards l'importance prise par ce thème dans la compétition politique polonaise des dernières années, l'analyse de ces évènements en cours risquerait de tourner à la chronique inachevée de l'action du gouvernement actuel. Elle n'apporterait pas ailleurs pas grand-chose à notre démonstration, tant les décisions prises jusqu'à présent illustrent, de manière caricaturale ou idéal-typique, certaines prises de position sur l'histoire du temps présent dont il sera largement fait état dans les chapitres de la seconde partie. Nous mentionnerons néanmoins les éléments factuels qui complètent nos développements pour les périodes précédentes, notamment en évoquant le devenir de certains des protagonistes, lorsque cela permet de fournir des éléments objectifs supplémentaires permettant d'attester des prises de position de ces protagonistes dans les débats récurrents sur l'histoire du temps présent.

Première partie
Être historien en Pologne populaire. Entre contrainte idéologique et rénovation historiographique.

Dans cette première partie, nous cherchons à comprendre les effets de l'avènement d'un pouvoir politique de type soviétique sur l'autonomie de la discipline historique, dans la Pologne de l'après Seconde Guerre mondiale. Par discipline, nous désignons une « forme organisée de savoir », c'est-à-dire les institutions et réseaux qui caractérisent l'activité scientifique et constituent un « stock de ressources communes que procure l'appartenance à une discipline définie »[136]. L'histoire constitue un important enjeu de légitimation pour les dirigeants communistes polonais pour deux raisons au moins. Premièrement, elle occupe une place essentielle dans la théorie marxiste, les processus historiques étant analysés comme le résultat de la lutte des classes, conçue en tant que moteur de l'histoire. La révision de l'histoire de la Pologne au prisme du matérialisme historique apparaît donc comme une condition essentielle de la légitimation du pouvoir communiste, l'avènement de la République populaire de Pologne devant s'inscrire dans la suite logique de l'histoire des luttes de « libération sociale » et de « libération nationale », selon la terminologie consacrée par la littérature partisane. Deuxièmement, les dirigeants communistes polonais sont conscients, dès la fin de la guerre, de leur faible ancrage au sein de la société polonaise : en février 1948, 4,3 % de la population polonaise est membre du Parti[137], soit quelques centaines de milliers de personnes, quand dans le même temps 9,2 % des Allemands de l'Est et 25,3 % des Tchécoslovaques adhèrent au parti communiste local[138]. A la différence de nombreux autres pays d'Europe, le mouvement communiste a toujours été historiquement faible en Pologne. Créé en 1918, le Parti communiste de Pologne (*Komunistyczna Partia Polski*, KPP) ne compte que quelques milliers d'adhérents. Son opposition à l'existence d'un État polonais indépendant lui vaut d'être déclaré illégal à partir de 1919. En 1938, une décision du Komintern décide de sa liquidation et ses principaux dirigeants sont exécutés lors des Grandes Purges staliniennes. Il faut donc lire la faible implantation du Parti communiste en Pologne après 1945 à la lumière de sa marginalité politique au cours de la période précédente. Plusieurs facteurs permettent d'expliquer cette faiblesse du mouvement communiste en Pologne, parmi lesquels la faible industrialisation du pays, dont la population demeure majoritairement rurale et paysanne après la Seconde Guerre mondiale, mais aussi la menace que fait peser sur l'indépendance de la Pologne la perspective de la propagation de la

[136] Jean-Louis Fabiani, « A quoi sert la notion de discipline ? » dans Jean Boutier, Jean-Claude Passeron et Jacques Revel (dir.), *Qu'est-ce qu'une discipline ?*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2006, p. 11−34.

[137] Par commodité, nous désignons par « Parti » aussi bien le Parti Ouvrier Polonais (*Polska Partia Robotnicza*, PPR), formé à l'initiative du Komintern à Varsovie en 1942, que le Parti Ouvrier Unifié de Pologne (*Polska Zjednoczona Partia Robotnicza*, PZPR), créé en 1948 après la fusion du PPR avec le Parti Socialiste Polonais (*Polska Partia Socjalistyczna*, PPS).

révolution bolchévique au reste de l'Europe (guerre polono-soviétique de 1920). Au cours de la Seconde Guerre mondiale, la résistance polonaise à l'occupation allemande n'a été que marginalement le fait des communistes du PPR (créé en 1942) et s'est majoritairement revendiquée du gouvernement polonais en exil à Londres. Au lendemain de la guerre, le parti agrarien PSL (*Polskie Stronnictwo Ludowe*, Parti Populaire Polonais) de Stanisław Mikołajczyk, revenu de Londres, bénéficie d'un large soutien au sein de la population. Dans ces conditions, l'histoire apparaît comme un important enjeu de légitimation pour les communistes polonais, dont la prise du pouvoir est due au soutien de l'Union soviétique, dans un pays où la Russie représente, dans la mémoire collective, une puissance agressive et hostile à l'existence d'un État polonais indépendant. Il s'agit donc de produire un récit historique qui prenne à rebours les représentations communément partagées de l'histoire récente. Ou bien, dit autrement, d'élaborer une mémoire historique, « norme mémorielle officielle, visant l'homogénéisation des représentations », susceptible d'influer sur la mémoire vive, c'est-à-dire les « souvenirs d'un passé vécu ou transmis portés par les individus »[139]. La mobilisation de l'histoire et des historiens est nécessaire à la réalisation d'un tel processus. Il s'agit de s'interroger dans cette première partie sur les conditions du (re)développement de la science historique polonaise après 1945, mais également de restituer la genèse d'une histoire du temps présent, spécialisée dans l'étude de la Seconde Guerre mondiale et de l'implantation du régime communiste en Pologne.

Les chapitres de cette première partie traitent des conditions de production de l'histoire savante[140] en Pologne populaire, entre 1945 et 1976. Au cours de cette période, ces conditions se caractérisent par une forte contrainte dont l'origine est extérieure à la discipline historique, celle de l'idéologisation de l'histoire (voir infra). Dans le contexte d'un régime politique de type non-démocratique se revendiquant de l'idéologie marxiste-léniniste, l'histoire est alors conçue comme une science auxiliaire du politique, une science de gouvernement destinée à produire des récits légitimant le pouvoir en place. En effet, la

---

[138] John Connelly, *Captive university: the Sovietization of East German, Czech and Polish higher education, 1945-1956*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000, p. 36−40.

[139] Marie-Claire Lavabre et Sarah Gensburger, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : la sociologie de la mémoire comme tierce position » dans Bertrand Müller (dir.), *L'histoire entre mémoire et épistémologie*, Lausanne, Payot, 2005, p. 75−96.

[140] Nous parlerons d'histoire savante, c'est-à-dire produite par des chercheurs professionnels ou des intellectuels se revendiquant de la « science historique », par opposition à l'histoire profane, qui est le fait d'auteurs amateurs (témoins, journalistes, écrivains) revendiquant moins le fait d'étudier le passé que de « raconter une histoire ». Les catégories d'histoire savante et d'histoire profane sont en elles-mêmes des enjeux de lutte et l'un des buts de notre travail est justement de souligner les différents usages dont la catégorie de « science historique » est susceptible de faire l'objet.

politique historique[141] du Parti-État se traduit par la création d'institutions qui, comme le Département d'histoire du Parti, sont des lieux d'élaboration d'une histoire appliquée, dont l'objectif politique explicite est la diffusion d'une « norme mémorielle officielle ». Dès lors, les discours savants sur l'histoire procèdent d'un double principe de légitimation ; « l'autorité scientifique et l'autorité reposant sur un principe politico-administratif[142] », deux pôles dont les coupures ne sont pas nettes. Le renforcement du pôle politico-administratif de production de l'histoire savante, notamment dans le cas de l'histoire du temps présent, se traduit pour un certain nombre de professionnels de l'histoire par l'occupation de positions de « savants d'État », « qui ont un pied dans la science et l'autre au ministère[143] », ou plutôt au Parti dans notre cas. C'est en ce sens qu'il nous paraît pertinent de parler de l'histoire en tant que science de gouvernement, la volonté politique de produire et diffuser des représentations officielles du passé se traduisant par une politique (*policy*) de soutien actif à une recherche historique tournée vers cet objectif. L'intensité de cette politique historique est variable selon les configurations historiques. Elle est indéniablement prégnante au cours de la première décennie de la Pologne populaire.

Bien que cette configuration spécifique de la politique historique soit généralement qualifié de « stalinisation » par les auteurs polonais, nous lui préfèrerons le terme d'idéologisation. S'il est indéniable que la période dite « stalinienne » de la Pologne populaire correspond à la configuration dans laquelle la contrainte exercée par le pouvoir politique sur le monde scientifique fut la plus forte, évoquer une « stalinisation » risquerait de réduire ce processus à la simple imitation d'un modèle soviétique imposé d'en haut par les dirigeants communistes. Or, les travaux de ces mêmes historiens polonais suggèrent que non seulement des éléments d'autonomie de la discipline historique ont existé en Pologne populaire, mais aussi que cette politique d'idéologisation s'est faite avec le concours de certains historiens, et n'a donc pas été simplement imposée par les dirigeants du Parti ou les fonctionnaires du ministère[144]. Le terme d'idéologisation, que nous définirons ici comme le fait de faire

[141] Nous employons ici cette expression comme désignant, de façon générique, la politique (au sens de *policies*, c'est-à-dire en tant que catégorie d'intervention publique) du Parti en matière de recherche historique. Le recours à cette notion (*polityka historyczna*) dans le débat public polonais est postérieur et peut être daté du début des années 2000 (cf. chap. 6).

[142] Franck Poupeau, *Une sociologie d'État : l'école et ses experts en France*, Paris, Raisons d'agir, 2003, p. 51.

[143] *Ibid.*, p. 52.

[144] Voir notamment : Piotr Hübner, *Polityka naukowa w Polsce w latach 1944-1953: geneza systemu*, [La politique scientifique en Pologne dans les années 1944-1953], s.l., Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1992 ; Zbigniew Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, [Censure et science historique en Pologne 1944-1970], Varsovie, Wydawnictwo Neriton, 2010 ; Tadeusz Paweł Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970: zagadnienia polityczne i organizacyjne*, [Les sciences historiques en Pologne 1944-1970], Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2007 ; Rafał Stobiecki, *Historiografia PRL: ani dobra, ani mądra, ani piękna... ale skomplikowana*, [L'historiographie de la PRL], Varsovie, TRIO, 2007. Ainsi que la série *Klio*

coïncider le récit historique avec une doctrine politique, nous paraît plus approprié. Gisèle Sapiro propose pour sa part de réserver le terme d'idéologie « aux discours des spécialistes de la production idéologique » et d'employer « les concepts de vision du monde et de schèmes de perception et d'évaluation à propos des œuvres qui ne relèvent pas directement du champ de production idéologique, mais d'une activité spécifique autonomisée. Cette distinction part du postulat que les producteurs culturels n'ont pas nécessairement un discours idéologique cohérent et construit, et surtout que la vision du monde et les valeurs que véhicule l'œuvre sont à la fois plus larges et plus floues, moins cohérentes, qu'un discours idéologique.[145] » Tout en partageant ce postulat, nous considérons que la configuration politique que connaît la Pologne entre la fin des années 1940 et le début des années 1950 a justement pour particularité que le Parti prétend alors remettre en cause la séparation de la sphère culturelle et de la sphère idéologique, et cherche à réduire l'autonomie des producteurs culturels. Dans une telle configuration, il n'est en principe plus possible de pratiquer, au sein du monde académique, dont la régulation est bien plus dépendante de l'État que celle d'autres espaces de production culturelle, comme le champ littéraire étudié par G. Sapiro, une histoire qui ne se réfère pas explicitement à la seule idéologie en vigueur, le « marxisme-léninisme ». Pour autant, le processus d'idéologisation n'est ni univoque, ni réductible à un pur effet de contrainte extérieure. Il implique une participation, active ou tacite, des détenteurs des positions de pouvoir institutionnel au sein de la discipline historique, qui sont en capacité de traduire cette idéologisation en mesures concrètes au sein de la discipline : définition des projets de recherche, attribution de financements, formation et recrutement des chercheurs, politique éditoriale et contrôle des publications.

Dans le premier chapitre, nous cherchons précisément à comprendre comment la discipline historique, confrontée à la contrainte de l'idéologisation des productions culturelles, parvient à maintenir une autonomie relative, au prix d'un ralliement officiel de la discipline à cette politique. L'idéologisation de la recherche historique est rendue possible par l'entremise d'un groupe restreint d'historiens, favorables à une entreprise de rénovation historiographique, partiellement compatible avec les attentes du nouveau pouvoir politique. La concordance des intérêts de ce groupe d'historiens, disposés à revendiquer la pratique d'une histoire marxiste, et la politique historique promue par le Parti-État, est facilitée par la

---

polska. Studia i materiały z dziejów historiografii polskiej [Etudes et matériaux sur l'histoire de l'historiographie polonaise], publiée sous la direction d'Andrzej Wierzbicki aux éditions Neriton – IH PAN (8 tomes publiés à ce jour).

[145] Gisèle Sapiro, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », *COnTEXTES. Revue de sociologie de la littérature*, 15 février 2007, n° 2.

labilité de la notion de « marxisme-léninisme », qui devient la méthodologie officielle de la discipline. Ce groupe d'historiens, dont nous tenterons de cerner les propriétés saillantes, monopolise les positions de pouvoir institutionnel au sein de la discipline historique au lendemain de la guerre. Le maintien de cette autonomie relative de la discipline a notamment pour conséquence que l'histoire du temps présent se développe alors essentiellement en-dehors ou à la périphérie du monde académique. « Académique » désigne ici « les activités d'enseignement et de recherche et leurs statuts associés[146] », c'est-à-dire un ensemble d'institutions plus large que les seules universités, puisque s'y ajoutent, dans le cas polonais, l'Académie des sciences et, dans le cas particulier de l'histoire, des instituts de recherche spécialisés que nous qualifierons parfois de para-académiques, dans la mesure où leurs activités les situent à la frontière de la recherche académique et de l'expertise commanditée par des institutions non académiques, comme les partis ou les ministères

Nous verrons, dans le second chapitre, que la configuration politique de déstalinisation, qui correspond en Pologne au milieu des années 1950 (le changement d'orientation à la tête du Parti se produit en 1956), se traduit par un examen critique de la politique d'idéologisation et de ses conséquences sur la production historiographique. L'autonomie de la discipline en sort renforcée, les individus détenteurs des ressources les plus hétéronomes étant marginalisés. Ces effets sont cependant moins perceptibles dans le cas de l'histoire du temps présent, qui recouvre des enjeux politiques plus prégnants pour le régime de la Pologne populaire. Néanmoins, les années 1960 et 1970 voient le développement d'une histoire académique du temps présent, notamment dans le cadre de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences.

Cette production historiographique et ses producteurs sont étudiés dans le troisième chapitre. Outre les débats académiques qu'elle suscite, l'histoire savante du temps présent est alors caractérisée par une faible autonomie. En effet, l'espace de production historiographique en histoire du temps présent, défini à partir des revues académiques, est alors caractérisé par la forte hétérogénéité de ses producteurs, les savants côtoyant ici les profanes (anciens combattants, témoins et historiens amateurs).

La logique chronologique de notre plan reprend donc en partie le découpage proposé par Rafał Stobiecki, qui paraît pertinent s'agissant des rapports entre science historique et pouvoir politique en Pologne populaire. Dans une première configuration, qui correspond aux premières années de l'après-guerre, la politique scientifique du Parti demeure relativement

[146] Pierre Lassave, *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1997, p. 27.

indéfinie et marquée par la recherche du compromis avec les milieux scientifiques. Après 1947 et la prise du pouvoir définitive par le Parti, s'ouvre la période dite stalinienne, qui constitue une seconde configuration, dans laquelle la domination du Parti se traduit par l'imposition de standards imités du modèle soviétique (ces deux configurations correspondent à notre premier chapitre). Le changement de direction au sommet du Parti ouvre une troisième configuration en 1956, dans laquelle une contestation de la politique scientifique du Parti peut émerger (chapitres 2 et 3). Enfin, le tournant des années 1970-1980 voit la naissance d'une quatrième configuration, marquée par une opposition croissante au Parti (dissidence puis Solidarność), qui permet le développement d'une histoire affranchie du contrôle idéologique et de la censure (cf. 2e partie, chapitre 4).

CHAPITRE 1

Une politique scientifique impulsée par le Parti-État. L'avènement d'une « nouvelle histoire »

« Peut-être ne le ressentons-nous pas tous aussi clairement en ce moment, mais tous nous sentons plus ou moins comment, du fait que nous avons survécu à la guerre, du fait de ce que nous avons vu et entendu au cours de ces longues années d'effroi, quelque chose en nous a changé ; nous sentons que nous sommes d'une certaine manière différents, alors que nous retrouvons nos ateliers de travail avec de nouvelles manières de voir, […] opposées à nos conceptions anciennes, au sujet d'une quantité d'affaires publiques et politiques.[147] *»*

« Nous nous rencontrons dans le cercle élargi des historiens pour la première fois, non seulement après une longue pause, non seulement après la guerre, qui a arraché de nos rangs de nombreux historiens remarquables, détruit nos ateliers de travail et pour beaucoup le travail de presque toute une vie, suspendu la possibilité du travail scientifique au cours de près de six années ; mais nous nous rencontrons aussi et avant tout après le grand bouleversement social, économique et politique qui a changé jusque dans ses fondations la physionomie de l'État et, au cours des trois années écoulées depuis la fin de la guerre, créé le soubassement durable et solide de la nouvelle Pologne, la Pologne populaire. Ces faits […] ont une signification profonde pour nos recherches historiques à venir.[148] *»*

L'expérience de la Seconde Guerre mondiale et de l'Holocauste est centrale dans les biographies des historiens étudiés dans ce chapitre[149]. La nouvelle situation politique et géopolitique de la Pologne en 1945, marquée par la prédominance des communistes au pouvoir et la translation des frontières du pays vers l'Ouest, est une conséquence directe du conflit (cf. Encadré 1). L'expérience de la guerre contribue également à déterminer les attitudes des acteurs vis-à-vis des changements, induits par l'avènement d'un pouvoir de type soviétique, au sein de la discipline historique. C'est au regard de la guerre, mais aussi de la scène politique polonaise de l'entre-deux guerres, dominée par des formations conservatrices, catholiques ou nationalistes, que le projet soviétique apparaît alors à bien des intellectuels polonais comme un « grand projet modernisateur », dans le cadre duquel pourraient être

[147] Roman Grodecki et Kazimierz Lepszy, « Słowo od redakcji » [Editorial], *Kwartalnik Historyczny*, Zeszyt 3-4 (premier numéro paru après-guerre), Cracovie, 1946.

[148] Stanisław Arnold, cité d'après T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 51−52.

[149] Au sujet des effets de l'expérience de la guerre sur l'horizon d'attente des acteurs au sortir de la guerre, voir Marcin Zaremba, *Wielka trwoga: Polska 1944-1947: ludowa reakcja na kryzys*, [La grande angoisse. La réaction populaire à la crise en Pologne, 1944-1947], Kraków, Znak, 2012. Pour un bilan de la guerre et des expériences de violences et d'occupations, à l'échelle européenne, voir Tony Judt, « The Past Is Another Country: Myth and Memory in Postwar Europe », *Daedalus*, 1992, vol. 121, n° 4, p. 83−118.

satisfaites des aspirations réformatrices[150]. Pour autant, les intellectuels polonais qui rejoignent le Parti au sortir de la guerre, ou ceux qui, sans le rejoindre, apportent leur concours à sa politique d'idéologisation des productions culturelles, ne serait-ce que par leur permissivité, n'adhèrent pas nécessairement à l'idéologie communiste. Certains y cherchent des « niches », entendent exercer leurs activités dans le cadre des nouvelles règles du jeu[151]. Bien que la littérature sur le sujet ait abondamment commenté l'attrait qu'a constitué le communisme pour les intellectuels après-guerre, le comportement le plus répandu, parmi les intellectuels polonais, demeure la passivité, plutôt que l'adhésion à la politique du Parti. Comme le souligne à juste titre Andrzej Friszke, c'est d'ailleurs moins le communisme que le marxisme, en tant que vision du monde, qui apparaît alors attractif aux intellectuels polonais[152]. A cela s'ajoute la situation géopolitique de la Pologne, qui alimente une forme de résignation : dans la Pologne d'après-guerre, il n'est pas de projet politique alternatif au projet soviétique qui semble envisageable. Au regard de l'expérience de l'occupation nazie, le rattachement au camp soviétique apparaît comme un moindre mal, et l'avènement de la Pologne populaire, une situation préférable à l'incorporation de la Pologne dans l'URSS, sous la forme d'une « 17e République » soviétique.

Pour la science historique comme pour l'ensemble de la société polonaise, l'après-guerre est d'abord une période de reconstruction et de transformation. Dans l'éditorial cité plus haut, les historiens cracoviens Roman Grodecki et Kazimierz Lepszy, qui n'étaient pourtant pas membres du Parti, en appellent dès 1945 à une « révision des idées » au sein de la corporation des historiens. Prenant acte de la « situation politique présente », ils considèrent que les historiens sont dans l'obligation de s'approprier de nouvelles questions, de nouveaux points de vue, afin de porter un regard neuf sur l'histoire nationale :

« Autrement, nous resterions des érudits de bureau, pratiquant une "science pour la science" en tant qu' "art pour l'art", alors que la science comme l'art, pour ne pas demeurer des créations mortes, doivent constituer un service public pour le bien de la société.[153] *»*

[150] Voir à ce sujet l'entretien croisé entre deux historiens spécialistes de la Pologne populaire, Andrzej Friszke et Andrzej Paczkowski, in *Znak*, n° 2 (525), 1999.
[151] *Ibid.*
[152] *Ibid.*
[153] Roman Grodecki et Kazimierz Lepszy, « Słowo od redakcji » *art. cit.*

Encadré 1. La prise du pouvoir par les communistes en Pologne après la Seconde Guerre mondiale[154]

Le 1er septembre 1939, l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie déclenche l'entrée en guerre de la France et de la Grande-Bretagne, alliées de la Pologne. Le 17 septembre 1939, l'Union soviétique envahit à son tour la Pologne, conformément au protocole secret du pacte Ribbentrop-Molotov. Elle occupe une partie des territoires orientaux de l'État polonais, annexés aux républiques soviétiques de Lituanie, Biélorussie et Ukraine (cf. annexe 1). Le reste du territoire est placé sous administration allemande (Gouvernement Général), ou bien annexé au 3e Reich. L'État polonais recréé à l'issue de la Première Guerre mondiale disparaît donc une nouvelle fois de la carte de l'Europe. Une partie des dirigeants politiques et militaires polonais établit un gouvernement en exil, en France puis à Londres, avec l'objectif de poursuivre le combat au côté des alliés et de restaurer l'État polonais dans ses frontières de 1939.

En juin 1941, l'URSS est envahie par l'Allemagne nazie. La recomposition des alliances amène l'Union soviétique et le gouvernement polonais en exil à reprendre des relations diplomatiques et à s'allier contre l'Allemagne nazie. Début 1942 est fondé, à l'initiative du Komintern, le Parti ouvrier polonais (PPR) dont les dirigeants sont envoyés à Varsovie depuis l'URSS. Ils organisent une résistance armée procommuniste contre l'occupant allemand, qui reste très inférieure en nombre à l'Armée de l'intérieur (AK), fidèle au gouvernement de Londres. Les relations diplomatiques entre le gouvernement de Londres et Moscou sont rompues, à l'initiative des soviétiques, en 1943, lorsque les troupes allemandes découvrent le charnier de Katyń, où le NKVD a exécuté au printemps 1940 plusieurs milliers d'officiers polonais faits prisonniers en 1939.

En juillet 1944, le PPR prend la tête du Comité polonais de libération nationale (PKWN), gouvernement provisoire établi à Lublin et dominé par les communistes, visant à administrer les territoires polonais libérés par l'offensive soviétique. Deux gouvernements, celui de Lublin et celui de Londres, revendiquent donc l'administration des territoires polonais libérés de l'occupation allemande. Le 1er août 1944, l'AK déclenche l'opération « Tempête », qui implique notamment l'insurrection de Varsovie, dont l'objectif est de libérer la ville des troupes allemandes, avant l'arrivée des soviétiques qui ont atteint les faubourgs de la ville. L'insurrection est un échec, faute de soutien extérieur, et se solde par la destruction de la ville. Au fur et à mesure de leur avancée, les troupes soviétiques désarment les combattants de l'AK et emprisonnement (voire exécutent) ceux qui refusent d'intégrer l'Armée populaire polonaise, créée en URSS et composée de soldats polonais faits prisonniers en 1939.

A la fin de la guerre, les accords de Yalta et Potsdam entérinent le rattachement de la Pologne à la sphère d'influence soviétique. Le gouvernement de Londres n'est plus reconnu comme gouvernement légitime de la Pologne par ses anciens alliés. La perte définitive de la majeure partie des territoires occupés par l'URSS à l'issue de la campagne de septembre 1939 est entérinée par les alliés et compensée par la fixation de la frontière occidentale de l'État polonais sur la ligne Oder-Neisse (cf. annexe 2). Avec l'appui de l'armée et du NKVD, le PPR entreprend la mise en place d'un régime de type soviétique en Pologne. La concurrence politique, dont la plus importante est celle du parti paysan PSL, dirigé par un ancien premier ministre du gouvernement en exil, Stanisław Mikołajczyk, est éliminée par la répression policière et l'organisation de scrutins truqués par le ministère de l'Intérieur. Le référendum du 30 juin 1946, qui prend les allures d'un plébiscite entre Mikołajczyk et le PPR, se solde par une large victoire des communistes, alors que les électeurs ont massivement voté pour le PSL. Il en va de même pour les élections législatives de janvier 1947, à l'issue desquelles le « bloc démocratique » mené par le PPR remporte la quasi-totalité des sièges, alors que là encore les électeurs ont plébiscité le PSL. Craignant d'être arrêté, Mikołajczyk fuit la Pologne et se réfugie aux États-Unis.

L'illusion du pluralisme est entretenue par l'alliance du PPR avec le Parti socialiste (PPS) et la création de deux partis satellites du PZPR, le Parti paysan unifié (ZSL) et le Parti démocratique (SD). Le PPR et le PPS fusionnent en 1948 pour former le Parti ouvrier unifié de Pologne (PZPR), parti hégémonique en Pologne populaire. Bolesław Bierut, principal dirigeant du PPR, est élu président de la République en 1947, puis premier secrétaire du PZPR en 1948. La République populaire de Pologne (PRL) est officiellement créée en 1952. Le poste de premier secrétaire du PZPR devient la plus haute fonction étatique.

[154] Pour plus de details, cf. Andrzej Paczkowski, *The spring will be ours: Poland and the Poles from occupation to freedom*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2003 ; Georges Mink, *La Pologne au coeur de l'Europe : de 1914 à nos jours*, Paris, Buchet-Chastel, 2015.

Une telle conception de l'histoire comme devant être utile à la société permet d'opérer une jonction entre l'idéologisation de la science, promue par le Parti, et les secteurs de la discipline historique susceptibles de se saisir de cette injonction pour la retraduire en entreprise de rénovation historiographique. A l'instar des intérêts communs entre une historiographie prenant le peuple (*Volk*) pour acteur de l'histoire et l'idéologie nazie, dans l'Allemagne des années 1920 et 1930[155]. Pour les nouveaux entrants sur le « marché des biens savants », une manière de se faire une place consiste en effet à « adopter des stratégies de renversement des théories existants, en proposant un "nouveau produit" en termes de théories, méthodes ou domaines de recherche.[156] » Nous chercherons ici à montrer comment la contrainte extérieure d'idéologisation a pu constituer une ressource pour les acteurs de la discipline historique favorables à une rénovation historiographique, en même temps qu'elle a constitué pour ces acteurs une forme d'engagement en faveur des transformations économiques, politiques, culturelles et sociales suscitées par le nouveau régime. Nous cherchons donc à étudier les effets produits par cette contrainte extérieure au sein de l'espace de la discipline historique, afin de déterminer dans quelle mesure celui-ci parvient à maintenir une certaine autonomie, en retraduisant (ou en réfractant) cette contrainte selon les enjeux propres à cet espace[157].

Cette rénovation est cependant contrainte par le nouveau cadre du pensable et du dicible imposé par la nouvelle situation politique. Ainsi, les auteurs de l'éditorial précité évoquent-ils, parmi les sujets nécessitant une révision historiographique urgente, la « politique orientale » : dans le nouveau cadre d'allégeance à Moscou, il n'est pas question de revendiquer le rattachement de Vilnius ou de Lwów à la Pologne, et il est urgent de réinterpréter les conflits polono-russes à la lumière de l'appartenance de la Pologne au camp soviétique.

Le système universitaire et éducatif polonais connaît donc, entre la fin des années 1940 et le début des années 1950, des changements significatifs, en lien avec le besoin de cadres compétents et fiables idéologiquement. L'enseignement supérieur connaît alors une première massification[158], qui concerne surtout les sciences et techniques (écoles d'ingénieurs), en lien avec l'industrialisation rapide du pays, encore essentiellement rural en 1945. Les sciences sociales voient quant à elles leur autonomie contestée, les enseignements

[155] Christian Ingrao, « Les historiens et le nazisme. Pratiques historiographiques, légitimation et engagement », *Sociétés contemporaines*, 2000, vol. 39, n° 1, p. 79−83.
[156] F. Poupeau, *Une sociologie d'État*, *op. cit.*, p. 43.
[157] Sur la notion de réfraction, voir P. Bourdieu, *Les règles de l'art*, *op. cit.*, p. 360−361.

en histoire, sociologie, philosophie ou encore littérature devant servir à la formation idéologique de la jeunesse.

La première section de ce chapitre est consacrée aux transformations institutionnelles touchant l'histoire savante. L'idéologisation de la discipline historique, facilitée par le contexte de reconstruction qui est celui de l'après-guerre, passe par une série de réformes du système universitaire aboutissant à la centralisation des orientations de recherche. La seconde section évoque les conséquences de cette réorganisation sur les conceptions de l'histoire, désormais marquées par l'imposition du marxisme en tant que méthodologie officielle et unique. Elle dresse également une cartographie des lieux de production de l'histoire du temps présent, alors confinée aux marges du monde académique, dans des instituts *ad hoc* placés sous le contrôle des ministères ou du Parti.

Les éléments présentés dans ce chapitre sont principalement issus de sources secondaires, qui documentent le thème et la période étudiés, à partir de recherches approfondies menées sur des fonds d'archives désormais ouverts (en particulier les archives du Parti et celles des services de sécurité de la Pologne populaire). Notre apport ici se situe en termes de collecte et de systématisation de l'information biographique, parcellaire dans les travaux existants, et rarement mobilisée en tant que facteur explicatif, ce qui permet d'asseoir empiriquement notre raisonnement sur l'autonomie de la discipline historique.

[158] Le nombre d'étudiants est multiplié par 3, de 40 000 à 120 000, entre 1937/38 et 1957/58, cf. Zofia Skubała-Tokarska et Zbigniew Tokarski, *Les universités polonaises*, Varsovie, Editions Polonia, 1959.

Section 1. Les ressorts multiples d'un relais des cadres au sein de la discipline historique

Au sortir de la guerre, les communistes polonais entreprennent de réformer le système universitaire afin d'en réduire l'autonomie de fonctionnement. Cette politique est facilitée par la nécessité de renouveler les cadres universitaires (I.1). Le soutien ou l'hostilité des historiens à l'idéologisation de la discipline est étroitement corrélé aux positions qu'ils occupent au sein de la discipline, ainsi qu'à leurs trajectoires sociales et politiques. Le soutien à une rénovation historiographique dont les orientations sont compatibles avec l'idéologisation de la discipline favorise le relais des cadres en histoire (I.2). Les nouveaux entrants au sein de la discipline bénéficient en outre d'un pouvoir institutionnel accru, la copie d'un modèle soviétique de centralisation et de planification de la recherche académique se traduisant par la création de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, qui devient le principal centre d'impulsion de la recherche historique (I.3).

I.1. Vers un nouveau modèle universitaire :

L'entreprise de rénovation historiographique est indéniablement facilitée par le contexte de l'après-guerre. Un système d'enseignement supérieur et de recherche national est à reconstruire au sortir du conflit. Du fait de la guerre et de l'occupation, les principales villes universitaires ont connu d'importantes pertes matérielles : bâtiments, archives et bibliothèques ont été en grande partie détruits. A Varsovie, presque entièrement détruite suite à l'insurrection de 1944, la reconstruction de l'université ne sera achevée qu'au cours des années 1950. Autre conséquence du conflit, le nouveau tracé des frontières prive la Pologne de deux importants centres universitaires d'avant-guerre, Vilnius et Lwów, ancien siège de l'Association historique polonaise (PTH). Le pays ne retrouve donc que quatre de ses universités d'avant-guerre (université de Varsovie, université Jagellon de Cracovie, université de Poznań et université catholique de Lublin), mais en compte huit au total en 1945. Trois sont créées à l'initiative des autorités communistes : université Marie-Curie Skłodowska à Lublin, université de Łódź et université Nicolas Copernic de Toruń. Enfin, l'université de Wrocław, anciennement allemande, devient polonaise à la faveur de la modification du tracé des frontières en 1945 (cf. annexe 2 pour situer ces villes).

Outre les infrastructures universitaires, la guerre a également causé de nombreuses pertes humaines parmi les universitaires. Du fait des arrestations, des déportations, des exécutions ou plus banalement de la dureté de l'occupation (maladies, malnutrition), le monde universitaire a subi de lourdes pertes, tant et si bien qu'au lendemain de la guerre, le corps enseignant est largement à reconstituer[159]. Concernant plus spécifiquement l'histoire, c'est près d'un enseignant sur cinq (19 %), parmi ceux employés au sein d'un établissement d'enseignement supérieur, qui a perdu la vie au cours de la Seconde Guerre mondiale[160]. Selon les centres universitaires (Varsovie fut la plus touchée), les pertes vont jusqu'à 53 % parmi les historiens[161].

Plus généralement, l'ensemble du système éducatif polonais sort grandement affaibli de la guerre. Outre les mesures ayant pour cible les enseignants et les universitaires polonais, les manuels scolaires et les bibliothèques ont été systématiquement détruits par l'occupant, en application d'une politique dont il faut rappeler qu'elle prônait l'éradication, dans le cadre de l'extension du *Lebensraum* allemand, d'une large partie des populations slaves et de leurs cultures, jugées inférieures dans la hiérarchie des races établie par la doctrine nazie[162]. C. Parker relève que du fait de la guerre et de l'occupation, 30 % des établissements scolaires ont été détruits, tout comme 90 % du matériel éducatif (notamment les manuels scolaires) et des bibliothèques. Il manque par ailleurs plus de 30 000 enseignants en Pologne après-guerre. Le contexte est donc d'abord celui d'un État à reconstruire, qui plus est sur un territoire qui ne correspond plus aux frontières d'avant-guerre. Ce contexte chaotique facilite l'emprise du Parti à tous les niveaux de l'État, aidé en cela par la présence des troupes soviétiques et du NKVD.

La nécessité de renouveler des corps enseignants et universitaires décimés par la guerre a pour conséquence de libérer des places, au sein du monde académique, pour de nouveaux entrants. Ce contexte favorise la promotion de nouveaux cadres universitaires, surtout lorsqu'ils apparaissent compatibles avec la politique d'idéologisation de la science prônée par le Parti. Pour autant, il y a peu d'intellectuels marxistes ou identifiés comme tels en Pologne au lendemain de la guerre. Les historiens universitaires membres du Parti sont alors peu nombreux. En revanche, plus nombreux sont ceux qui, nouveaux entrants dans le

[159] A titre d'exemple de répression contre les milieux intellectuels et universitaires, la *Sonderaktion Krakau*, menée par l'occupant allemand contre les professeurs de l'Université de Cracovie, se traduit par 183 déportations vers les camps de Sachsenhausen et Dachau à la fin de l'année 1939.
[160] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970, op. cit.*, p. 23.
[161] Z. Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970, op. cit.*

monde académique ou prétendants aux postes à responsabilités au sein de la discipline historique, sont disposés à adopter une approche marxiste ou matérialiste. Il s'agit le plus souvent de chercheurs aspirant à développer une histoire économique, sociale ou culturelle balbutiante en Pologne avant 1939. Inspirés par le succès de l'école des Annales en France et en Europe, ils sont les mieux disposés à tirer bénéfice d'une entreprise de rénovation historiographique qui, en portant son attention sur le rôle des « masses » et des classes sociales dans le processus historique, entend rompre avec la tradition historiographique précédente, où primait l'histoire politique (histoire-bataille ou histoire des grands hommes). Par conséquent, les individus qui, en siégeant dans différents comités (comité des sciences historiques de l'Académie des sciences, conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie, cellules des historiens du Parti, Association des historiens marxistes, entre autres), concourent à la politique historique du Parti, ne se réduisent pas à la catégorie des historiens dits « *partyjni* », c'est-à-dire « partisans » ou « de parti ». Les universitaires qui rendent possible le processus d'idéologisation de la discipline sont rarement membres du Parti ou communistes revendiqués (cf. I.2). Surtout, la politique d'idéologisation ne se réalise pas dans un espace historiquement vierge[163] mais, dans le cas du monde universitaire, dans un espace disposant déjà, en 1945, d'institutions régulant son fonctionnement de manière relativement autonome.

L'historien américain John Connelly a étudié le processus de « soviétisation » de l'enseignement supérieur en Europe centrale après la Seconde Guerre mondiale, auquel il a consacré une riche étude comparative portant sur la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est, entre 1945 et 1956[164]. La thèse avancée par Connelly a le mérite de ne pas résumer ce processus à la simple transposition forcée du modèle en vigueur en URSS. Il s'attache au contraire à montrer que ce modèle a fait l'objet de traductions nationales (« auto-soviétisation ») en fonction de la capacité des autorités communistes locales à trouver des alliés sur lesquels s'appuyer au sein du monde universitaire. En Pologne, la faiblesse du Parti communiste parmi les universitaires expliquerait le maintien en fonctions de professeurs identifiés comme « bourgeois », c'est-à-dire non marxistes et hostiles à la politique scientifique du Parti. L'intérêt du travail de Connelly est également de rechercher, dans l'histoire longue des espaces académiques nationaux, des traditions et habitus universitaires,

---

[162] A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, environ six millions de citoyens polonais ont perdu la vie, dont une moitié de juifs. Ce chiffre représente 18% de la population totale d'avant-guerre, soit l'un des taux les plus forts avec l'Union soviétique. Cf. G. Mink, *La Pologne au coeur de l'Europe*, *op. cit.*, p. 218−221.

[163] Pour paraphraser Yves Déloye, à propos d'un autre sujet : Yves Déloye, « Introduction : éléments pour une approche socio-historique de la construction européenne », *Politique européenne*, 2006, vol. 1, n° 18, p. 5−15.

et de leur rapport à l'État, les éléments qui expliquent le maintien d'une certaine autonomie de ces espaces, malgré l'idéologisation qu'ils connaissent au sortir de la guerre. En effet, dans les démocraties populaires d'Europe centrale, l'adoption du modèle soviétique d'enseignement supérieur entre en contradiction avec la tradition universitaire préexistante. Les universités allemandes, polonaises et tchécoslovaques étaient, avant 1939, des institutions publiques disposant d'une certaine autonomie et d'importants pouvoirs d'auto-organisation : *« faculty councils elected deans, made professorial appointments, and decided what would be taught.*[165] » En Pologne, les universitaires s'étaient montrés hostiles à la remise en cause de leur autonomie par le régime de *sanacja*[166] au cours de l'entre-deux guerres[167]. Surtout, l'organisation et l'autonomisation de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans la Pologne de l'entre-deux guerres, n'est pas étroitement liée au processus de formation de l'État, comme c'est le cas en France, par exemple[168]. En Pologne, les sciences et les lettres sont faiblement institutionnalisées jusqu'au retour à l'indépendance, en 1918. Tout au long du 19e siècle, au cours duquel le territoire polonais est partagé entre l'Autriche-Hongrie, la Prusse et la Russie, le développement de la culture nationale ne peut s'appuyer sur une politique étatique volontariste. Selon les configurations et les époques, l'enseignement en langue polonaise est prohibé ou fortement restreint. Il se développe par conséquent dans la clandestinité, comme avec « l'université volante » fondée à la fin du 19e siècle, dont les enseignements sont dispensés en secret chez des particuliers. De cette genèse spécifique découle la place centrale occupée, entre les deux guerres, par les associations scientifiques, autonomes de l'État. A l'image de l'Académie polonaise des arts et sciences (*Polska Akademia Umiejętności*), créée à Cracovie sous forme associative en 1872, ou de l'Université polonaise libre (*Wolna Wszechnica Polska*), fondée en 1918 à Varsovie afin de poursuivre l'œuvre des universités clandestines. Ouverte à tous ceux qui, âgés d'au moins 17 ans, réussissent un examen d'entrée, elle dispense essentiellement des cours du soir et se distingue des autres établissements d'enseignement supérieur en accueillant une forte proportion de femmes et de juifs, très peu nombreux dans les autres universités. Accordant une large place à

---

[164] J. Connelly, *Captive university, op. cit.*

[165] *Ibid.*, p. 19.

[166] Le régime de *sanacja* (« assainissement ») fut mis en place suite au coup d'État du maréchal Piłsudski en 1926 et dura jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Ce régime autoritaire était caractérisé par un exécutif fort au détriment du Parlement.

[167] Piotr Hübner, « The Last Flight of Pegasus: The Story of the Polish Academy of Science and Letters and of the Warsaw Scientific Society, 1945-1952 », *East European Politics and Societies*, 1999, vol. 13, n° 1, p. 71–116.

[168] Au sujet de l'histoire, voir la thèse de Thomas Ribémont, en particulier le premier chapitre : Thomas Ribémont, *L'expertise historienne dans la France contemporaine : la fonction politique de l'histoire en question*, Thèse de doctorat, Université Paris-Dauphine, France, 2006, 529 p.

ces formes associatives, le système d'enseignement supérieur et de recherche, dans la Pologne de l'entre-deux guerres, accorde donc une large place à l'auto-organisation des acteurs.

A l'inverse, les universités en Union soviétique étaient des extensions de l'appareil d'État et leurs activités toutes entières tournées vers la production de techniciens et de cadres destinés avant tout à l'industrie et à la réalisation du Plan : *« the ministerial and Party bureaucracy selected deans, controlled professorial appointments, and dictated the content of textbooks and lectures.*[169] » Selon Connelly, c'est cette tradition d'autonomie académique plus ancienne en Europe centrale qui expliquerait que les résistances à la soviétisation des universités y aient été plus importantes. Les professeurs ayant connu le système universitaire d'avant-guerre étaient disposés à s'opposer à l'introduction de principes de fonctionnement hétéronomes, visant à assujettir les cursus et les personnels universitaires aux décisions du Parti. De fait, ces résistances ont été fortes en Pologne, principalement du fait du conservatisme du corps professoral d'avant-guerre et de la faiblesse du Parti communiste dans ses rangs. De plus, suite à l'expérience de la guerre et de l'occupation soviétique des territoires orientaux de la Seconde République polonaise (1939-1941), le système soviétique était souvent perçu comme une menace pour la survie de la culture nationale en Pologne.

Outre la remise en cause de l'autonomie des universités, le modèle soviétique de contrôle idéologique de l'enseignement supérieur et de la production scientifique que souhaitent importer les communistes polonais repose sur une conception utilitariste de l'enseignement et de la recherche. En Union soviétique, l'enseignement supérieur était majoritairement tourné vers l'enseignement des sciences et techniques, la recherche s'effectuant principalement dans une institution distincte des universités, l'Académie des sciences. En Europe centrale en revanche, du fait de l'adoption du modèle humboldtien, les universités étaient conçues comme des lieux d'enseignement et de recherche, au sein desquels prédominaient les humanités (les facultés de philosophie étaient prédominantes au 19e siècle). Dans la Pologne de l'entre-deux guerres, un pays agraire et peu industrialisé, l'enseignement supérieur était ainsi réservé à une élite, recrutée parmi les descendants de la noblesse et la bourgeoisie[170]. Il convient donc de garder à l'esprit que cette configuration antérieure des rapports entre science et pouvoir, si elle peut apparaître comme idéalisée par certains auteurs (notamment Hübner, précédemment cité), avait aussi pour conséquence de restreindre l'accès à la carrière académique à certains prétendants, notamment les plus jeunes, les femmes et les

[169] J. Connelly, *Captive university*, *op. cit.*, p. 14.
[170] T. Zarycki, R. Smoczyński et T. Warczok, « The Roots of Polish Culture-Centered Politics », art cit.

juifs, que nous retrouverons bien représentés parmi les acteurs favorables à la nouvelle configuration telle qu'elle se met en place au sortir de la guerre.

Si les réformes de l'enseignement supérieur inspirées du modèle soviétique constituent donc, à bien des égards, une transformation profonde du système universitaire en vigueur avant-guerre, elles se déroulent d'une manière largement improvisée, Moscou laissant une assez grande autonomie aux communistes locaux en la matière. Sur ce point au moins, les thèses totalitaires, qui tendent à traiter les Partis-États du bloc soviétique comme un pouvoir omnipotent, sont à relativiser[171]. Le transfert du modèle soviétique aux démocraties populaires implique en effet que les communistes locaux puissent assimiler et traduire ce modèle. Or, J. Connelly observe que peu de directives soviétiques ont été émises en matière d'enseignement supérieur. Plutôt qu'un plan rigide et détaillé, les orientations en matière de soviétisation de l'enseignement supérieur se résumaient à un amalgame de décrets et de déclarations des dirigeants soviétiques. Le ministère de l'Enseignement supérieur soviétique, submergé à partir de 1949 par les requêtes émanant des autorités politiques des démocraties populaires, demandant des informations détaillées sur les institutions à mettre en place, laissait à l'initiative des dirigeants locaux la question du rythme des réformes[172]. Ainsi, les modèles ont été formés localement et le rôle direct des soviétiques dans le processus d'idéologisation de la science est resté limité, malgré les demandes des communistes locaux[173]. Ce qui n'empêche pas les historiens soviétiques de jouer un rôle (discret) dans le processus de rénovation historiographique en Pologne (cf. infra).

De fait, au regard de l'ampleur des reconstructions à entreprendre au sortir de la guerre, la politique scientifique n'est pas une priorité pour le Parti. Le fait qu'elle soit jugée relativement secondaire, au regard d'autres enjeux comme la politique industrielle ou la collectivisation de l'agriculture, a sans doute favorisé le maintien d'une relative autonomie de certains secteurs du champ académique : ainsi, l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences n'est créé qu'en 1953, soit au moment où s'amorce la contestation du processus d'idéologisation de la discipline (cf. chap. 2). Bien que désireux de copier le modèle soviétique d'enseignement supérieur et de recherche, les communistes polonais manquent de

[171] Sans toujours se référer explicitement aux ouvrages de théorie politique consacrés à la notion de totalitarisme (Arendt, Brzezinski), bon nombre de travaux d'historiens polonais qualifient ainsi le régime de la Pologne populaire et adoptent une perspective dans laquelle le pouvoir (souvent décrit comme monolithique) s'oppose à la société. Sur les enjeux d'une histoire sociale du pouvoir dans l'ancien espace soviétique, voir Sandrine Kott, « Pour une histoire sociale du pouvoir en Europe communiste », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2002, vol. 49, n° 2, p. 5−23.

[172] J. Connelly, *Captive university*, *op. cit.* Des conclusions similaires sont établies par P. Hübner, *Polityka naukowa w Polsce w latach 1944-1953*, *op. cit.*

[173] J. Connelly, *Captive university*, *op. cit.*

moyens et de soutiens, au sein du monde académique, pour atteindre leurs objectifs. L'historien de la littérature Stefan Żółkiewski, l'un des principaux responsables du Parti en charge des questions universitaires et scientifiques, décrit ainsi la situation dans l'hebdomadaire littéraire marxiste qu'il dirige, en 1945 :

« Nous ne sommes pas encore prêts pour mener à bien une réforme significative du système et des institutions d'enseignement supérieur. Ni matériellement, ni organisationnellement. Pour le moment, nous devons nous contenter de reconstruire ce secteur de l'éducation sous sa forme antérieure, tout en rationnalisant son organisation à chaque fois que nous en avons les moyens : matériels, humains et organisationnels.[174] *»*

La politique du Parti en matière d'enseignement supérieur et de recherche consiste à réduire l'autonomie des universités en calquant leur organisation sur le modèle soviétique. Ceci implique une plus forte centralisation des pouvoirs universitaires. Dès 1946, la conférence des recteurs d'universités, qui a manifesté son hostilité à l'égard des changements voulus par le nouveau régime, est reprise en main. Le principe de l'élection des recteurs par leurs pairs, c'est-à-dire par le personnel enseignant des universités, est supprimé au profit de la nomination directe par le ministère. L'administration des universités devient donc une prérogative du centre politique[175]. Le ministre de l'enseignement supérieur et de la science (poste créé en 1950, l'enseignement supérieur n'étant pas dissocié de l'éducation auparavant), n'est responsable que devant le Comité central du Parti. Par un décret du 28 octobre 1947, l'élection des titulaires de fonctions universitaires est supprimée et remplacée par la nomination directe par le ministère. Celui-ci nomme les recteurs et les vice-recteurs, les doyens et les vice-doyens, ainsi que les directeurs administratifs des universités. Tous ces postes entrent dans la *Nomenklatura* du Parti et doivent être approuvés par le Comité central. Le ministre et son administration ont également autorité sur les programmes et les cursus d'études, peuvent créer ou supprimer des facultés ou des chaires (*katedry*), muter ou renvoyer les enseignants[176]. L'adoption du décret de 1947 permet la mise en retraite forcée des professeurs les plus hostiles à la politique du Parti, comme l'historien Władysław Konopczyński*[177], professeur à l'université Jagellon.

Les fonctions de recteur tiennent dorénavant davantage de celles d'administrateur d'une politique d'État que de celles de *primus inter pares*. La chaire (*katedra*) devient l'unité de base du système universitaire, tout comme en Union soviétique. Elle ne désigne plus une

[174] Żółkiewski, Stefan, « Niedoceniane i przemilczane » [Sous-estimé et dissimulé], *Kuźnica*, n° 7, 1945. Cité d'après P. Hübner, « The Last Flight of Pegasus », art cit, p. 81.
[175] Johnston Connelly et Michael Grüttner (dir.), *Universities under dictatorship*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2005.
[176] J. Connelly, *Captive university*, *op. cit.*, p. 58−60.
[177] Les individus marqués du symbole « * » font l'objet d'une notice biographique en encadré au point I.2.

simple chaire individuelle, mais un collectif de « travailleurs scientifiques » rassemblés, dans le cas de l'histoire, autour d'une thématique ou d'une période précise. Le but est de contrer l'influence des conseils élus des facultés, mais aussi de former des collectifs de recherche tournés vers un même objectif dans le cadre du Plan. Ce qui se traduit par la réalisation de programmes pluriannuels de recherche aboutissant, le plus souvent, à la production d'une synthèse collective. L'idéologisation de la science touche également le déroulement des carrières académiques. Est créée, au sein du Ministère de l'enseignement supérieur, une Commission centrale de qualification, organe désigné par le premier ministre, en charge de l'attribution des titres scientifiques. La création d'une telle commission centrale permet de contrôler le déroulement des carrières académiques, désormais placées sous l'autorité de fonctionnaires et non plus de pairs universitaires. Ce qui permet d'éloigner de l'université les individus idéologiquement suspects, ou de freiner l'avancement de leurs carrières. Les changements organisationnels se traduisent enfin par un nouveau système de carrières scientifiques, inspiré du modèle soviétique (cf. Encadré 2).

Encadré 2. Le déroulement des carrières scientifiques en Pologne populaire

En vertu de la loi sur l'enseignement supérieur du 15 décembre 1951, les diplômes scientifiques sont modifiés[178]. Conformément à la terminologie en vigueur en URSS, le doctorat (*doktorat*) est remplacé par le titre de « candidat en sciences » (*kandydat nauk*), les études doctorales étant rebaptisées *aspirantura*. L'habilitation (*habilitacja*) est remplacée par le titre de « docteur en sciences » (*doktor nauk*). Cette terminologie soviétique est abandonnée après 1956, pour revenir à la terminologie polonaise : doctorat et habilitation.
Le modèle de la carrière scientifique était donc le suivant : après avoir obtenu son doctorat (*kandydat nauk* dans les années 1950), au cours duquel il avait généralement été « assistant » (*asystent*), le docteur pouvait obtenir un poste d'*adiunkt* (équivalent du maître de conférences français), afin de préparer son *habilitacja* (permettant notamment de diriger des thèses). Il pouvait ensuite accéder à un poste de *docent*, accessible aux titulaires de l'habilitation. Il était enfin possible d'être nommé professeur, « extraordinaire » (*nadzwyczajny*) ou « ordinaire » (*zwyczajny*), le second titre étant plus prestigieux et venant couronner une carrière scientifique de premier plan.

L'offre de formations est en outre repensée. Les études en philosophie, psychologie ou pédagogie, qu'il était possible de suivre avant-guerre au sein de la plupart des universités polonaises, ne sont plus dispensées qu'à Varsovie, de même que les études juridiques avancées (niveau *magister*, diplôme de second cycle universitaire). Quant aux cursus d'histoire, s'ils sont toujours disponibles au sein de chaque université, la plupart d'entre eux n'offrent que des cycles courts de trois ans, ouvrant l'accès aux postes subalternes de la fonction publique et aux fonctions d'enseignant (l'essentiel des enseignants est cependant formé au sein des « Ecoles pédagogiques supérieures », qui concurrencent sur ce créneau le premier cycle universitaire). Les cursus plus longs, ouvrant la voie à une carrière

[178] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 144.

universitaire, ne sont disponibles qu'au sein des plus grands établissements universitaires, comme l'université de Varsovie, l'université Jagellon de Cracovie puis, plus tard, l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences, qui ne dispense pas d'enseignements, mais forme des doctorants (lesquels sont souvent assistants à l'université). Conformément au modèle soviétique, la recherche se fait principalement à l'Académie des sciences plutôt qu'au sein des universités, ce qui facilite la centralisation de la politique scientifique et la planification des travaux.

Outre ces réformes organisationnelles, le contenu des enseignements universitaires est modifié afin d'y intégrer des cours et séminaires à la dimension idéologique assumée. Ainsi, l'année universitaire 1950/1951 voit les enseignements de « marxisme-léninisme » remplacer ceux de « connaissance de la Pologne contemporaine »[179]. Ces enseignements deviennent obligatoires dans les cursus de sciences humaines et sociales. Le programme des trois premières années d'études universitaires en histoire, tel que défini en 1950, repose sur un enseignement de « matérialisme dialectique et historique », qui en constitue l'élément de base[180]. La nouvelle donne géopolitique se donne à voir à travers des intitulés tels que « préhistoire des territoires slaves », « histoire des nations de l'URSS », ou encore « problèmes politiques de la Pologne contemporaine ». L'histoire du 20e siècle n'est pas au programme de ce premier cycle universitaire.

Selon l'exposé présenté au nom de la section historique lors du 1er Congrès de la science polonaise[181], la Pologne comptait, en 1950, 54 chaires d'histoire, réparties dans les sept villes universitaires. Les historiens universitaires (des assistants aux professeurs) étaient un peu plus de 150, dont 52 professeurs. 24 d'entre eux (soit la moitié) avait été nommés après 1945. Si ces effectifs peuvent paraître relativement importants compte tenu du faible nombre d'étudiants inscrits dans les facultés d'histoire[182], plusieurs spécialités (histoire antique, histoire générale du Moyen-Âge, histoire générale du 20e siècle et histoire de l'URSS) requéraient la création de nouvelles chaires. Parmi ces 54 professeurs en 1950, sept seulement étaient membres du Parti. De fait, les universitaires polonais sont moins nombreux à adhérer au Parti, comparativement à leurs collègues des pays voisins. En RDA, en 1947, un quart des étudiants et entre 20 et 30 % du corps enseignant, selon les universités, sont

[179] *Ibid.*, p. 140.
[180] *Ibid.*, p. 142−143.
[181] Kormanowa, Żanna, « Referat podsekcji historii sekcji nauk społecznych i humanistycznych na I Kongresu Nauki Polskiej » [Exposé de la sous-section histoire de la section des sciences sociales et humaines au 1er Congrès de la science polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1950/51.

membres du SED, le Parti socialiste unifié d'Allemagne. A la même époque, en mai 1948, 4 % des étudiants polonais et seulement 82 professeurs (sur un total de 2188, soit 3,7 %) et 109 professeurs-assistants (sur 3762, soit 2,9 %) adhèrent au PPR[183]. Ces chiffres constituent un bon indicateur de la relative autonomie du monde académique polonais[184], bien moins inféodé au Parti que dans d'autres pays du bloc soviétique, bien que les situations diffèrent d'une université et d'une discipline à l'autre. Au début des années 1960, le PZPR est toutefois mieux implanté au sein de la discipline historique : si, selon les estimations, de 5 à 13,5 % des médiévistes sont membres du Parti, ils sont entre 40 et 50 % parmi les historiens du 20e siècle et du mouvement ouvrier[185].

Au-delà de ces chiffres, l'adhésion au Parti ne semble pas être le critère le plus pertinent pour évaluer les attitudes des historiens à l'égard de l'idéologisation de la discipline, comme le suggère l'étude des trajectoires sociales et politiques des protagonistes de la politique d'idéologisation.

I.2. Les profils contrastés des acteurs d'une rénovation historiographique d'inspiration marxiste :

La prosopographie des acteurs de ce processus met en évidence la diversité de leurs profils et trajectoires. La population enquêtée a été construite à partir de six types de positions, qui attestent du rôle joué par ces acteurs dans le processus d'idéologisation de la discipline historique :

- Membre du comité de rédaction de la revue *Kwartalnik Historyczny*, la principale revue de la discipline, d'abord éditée par l'Association historique polonaise (PTH), puis par l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (n = 23, entre 1945 et 1956) ;

[182] Si nous ne connaissons pas les chiffres pour 1950, ils étaient 1500 en 1957/1958 (plus de 2000 en incluant les étudiants en histoire de la culture matérielle et histoire des beaux-arts). Cf. Z. Skubała-Tokarska et Z. Tokarski, *Les universités polonaises*, *op. cit.*, p. 146−149.

[183] J. Connelly, *Captive university*, *op. cit.*, p. 36−40.

[184] Et reflètent les différences d'implantation des partis communistes au sein des sociétés d'Europe centrale prises dans leur ensemble : en février 1948, 4,3% de la population polonaise adhère au Parti, soit quelques centaines de milliers d'individus. A la même époque, ce taux est de 9,2% en Allemagne de l'Est et de 25,3 % en Tchécoslovaquie cf. J. Connelly, *Captive university*, *op. cit.*

[185] Tadeusz Paweł Rutkowski, « Władze PRL i historycy. Okres gomułkowski (1956-1970) », *Biuletyn IPN*, 2008, n° 86, p. 97-103.

- Membre du conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN), qui devient à sa création (le 1er janvier 1953) le centre d'impulsion de la recherche historique (n = 30, entre 1953 et 1956) ;
- Membre de l'Association des historiens marxistes (MZH), dont les effectifs sont faibles et les activités irrégulières, mais qui constitue, au cours de la période qui nous occupe ici, un organe fréquemment consulté par les instances partisanes (n = 16) ;
- Membre de la direction de l'Association historique polonaise (PTH), principale association professionnelle de la discipline, dont le rôle est progressivement réduit au profit de l'IH PAN, bien qu'elle continue à organiser les congrès pluriannuels (n = 9, présidents et secrétaires de l'association de 1945 à 1956) ;
- Membre de l'équipe ayant rédigé l'exposé de la section historique au premier congrès de la science polonaise (1951), dans lequel apparaît la notion d' « esprit de Parti » (*partyjność*) appliquée à la science historique (n = 7) ;
- Membre de la délégation polonaise au congrès international des sciences historiques de Rome (1955), le premier congrès international auquel participent les historiens du bloc soviétique, après le boycott du congrès de Paris en 1950 (n = 11).

Ces différentes positions sont de statuts et effectifs inégaux. Elles permettent d'objectiver la présence des individus renseignés parmi ceux qui, au sein de la discipline historique, ont occupé des positions les mettant en situation de jouer un rôle dans la politique d'idéologisation. A cet égard, ce sont bien des protagonistes essentiels du processus décrit dans ce chapitre. Les six critères retenus permettent d'inclure, dans la population étudiée, des acteurs ayant occupé des positions de pouvoir au sein de la discipline au lendemain de la guerre, avant d'être évincés de ces positions. C'est notamment le cas de ceux qui, dirigeants de l'Association historique polonaise (PTH) ou membres de la rédaction de *Kwartalnik Historyczny* entre 1945 et 1950, sont contraints de céder leurs places après cette date à des individus mieux perçus par le Parti. A l'inverse, d'autres positions renseignées, comme le fait d'être membre de l'Association des historiens marxistes (MZH), d'être associé à la rédaction de l'exposé de la section historique au premier congrès de la science polonaise, ou bien d'être autorisé à participer au congrès international des sciences historiques de Rome, impliquent nécessairement d'être perçu comme favorable, sinon pas trop hostile, à la politique d'idéologisation de la discipline. Ainsi défini, l'espace de la politique d'idéologisation menée

dans les années d'après-guerre met aux prises des individus aux propriétés sensiblement différentes, ce qui permet d'objectiver le relais des cadres[186] au sein de la discipline historique à cette période.

Une telle construction de l'espace, centrée sur les acteurs de l'histoire savante, laisse volontairement de côté d'autres acteurs de cette politique d'idéologisation. Notamment, n'ont pas été pris en compte les administrateurs du Département de la science et de l'éducation (*Wydział Nauki i Oświaty*, WNiO) du Parti et leurs homologues du ministère de l'Education, qui jouent un rôle d'impulsion de cette politique, mais ne la mettent pas concrètement en œuvre. Or, nous avons privilégié l'étude des individus qui, au sein de l'espace de la discipline historique, se sont trouvés en position de réguler cet espace dans une configuration spécifique marquée par la politique d'idéologisation. Nous cherchons à comprendre qui sont les acteurs de la rénovation historiographique induite par la contrainte d'idéologisation de la science historique, mais aussi quelles sont leurs propriétés et trajectoires sociales, et en quoi celles-ci diffèrent de celles des individus qui sont dans le même temps évincés des positions de pouvoir sur la discipline. En occupant les positions de pouvoir au sein de la discipline, ces acteurs de la rénovation historiographique de l'après-guerre vont être en mesure de définir les règles du jeu internes à cet espace, c'est-à-dire le cadre (institutionnel, méthodologique, épistémologique) dans lequel naît, au lendemain de la guerre, l'histoire du temps présent.

L'espace ainsi défini par l'occupation des six types de positions mentionnés plus haut, nous avons pu identifier, via la littérature secondaire[187], le dépouillement de la revue *Kwartalnik Historyczny*[188] et la consultation de multiples notices biographiques[189], un total de 47 individus. La moitié d'entre eux (25) compose ce que nous appelons le noyau de la

[186] Par relais des cadres, nous faisons référence au « relais d'élites » identifié par Delphine Dulong au moment du passage à la 5e République en 1958. Cf. Delphine Dulong, « Le Président de la République : configuration et position prééminente » dans Alain Garrigou et Bernard Lacroix (dir.), *Norbert Elias, la politique et l'histoire*, Paris, La Découverte, 1997, p. 266−289.

[187] Les deux ouvrages les plus utiles en la matière sont ceux de Rutkowski et Stobiecki, qui comportent de nombreuses informations biographiques, ainsi que les nombreux articles consacrés par ces deux auteurs à l'histoire de la science historique en Pologne : T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.* ; R. Stobiecki, *Historiografia PRL*, *op. cit.* ; Rafał Stobiecki, « Between Continuity and Discontinuity: A Few Comments on the Post-war Development of Polish Historical Research », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung*, 2001, vol. 50, no 2, p. 214−229.

[188] Dont la rubrique « vie scientifique » évoque les changements en cours tels que les nominations aux différentes fonctions. En outre, cette revue (et d'autres) consacre(nt) de précieuses notices nécrologiques aux historiens défunts.

[189] Des notices biographiques détaillées des acteurs varsoviens de notre étude sont disponibles in Zespół Rektorski ds. Wydawnictw Jubileuszowych, *Portrety uczonych profesorowie Uniwersytetu Warszawskiego po 1945*, [Portraits de professeurs de l'université de Varsovie], Warszawa, Wydawnictwo UW, 2016. Des informations de valeur inégale sont également consultables en ligne, notamment pout l'Encyclopédie *Państwowe Wydawnictwo Naukowe* (Éditions scientifiques d'État), le *Polski Słownik Biograficzny* (Dictionnaire biographique polonais) et l'encyclopédie *Wikipedia*, dont la version polonaise consacre des articles à de nombreux historiens.

politique d'idéologisation. Ce noyau est défini en retenant les individus ayant occupé au moins deux positions sur six, signe de leur présence récurrente dans cet espace, au sein duquel ils exercent a priori plus de pouvoir du fait de leur multipositionnalité. Bien que s'y retrouvent les acteurs les plus favorables à la politique d'idéologisation, la présence au sein du noyau n'implique pas nécessairement que tous les acteurs soient ici favorables à cette politique, comme nous le verrons ci-après.

Les propriétés sociales de la population étudiée dessinent un groupe d'âge moyen (une quarantaine d'années en moyenne au sortir de la guerre), essentiellement masculin, dont la grande majorité des membres a obtenu un doctorat avant 1939 et est entré dans la carrière universitaire après-guerre (pour les deux tiers d'entre eux, cf. Tableau 2). Ces propriétés diffèrent peu entre la population globale et celle qui forme le noyau de la politique d'idéologisation, les variations de quelques points de pourcentage étant peu significatives compte tenu de la faiblesse des effectifs. Les dynamiques de carrières (15 ans en moyenne entre l'obtention du doctorat et la nomination comme professeur) ne semblent pas fortement corrélées à l'attitude vis-à-vis de la politique d'idéologisation : parmi les carrières les plus courtes (cinq ans ou moins entre le doctorat et le professorat) se trouvent certes des militants historiens issus du Parti (voir infra), mais aussi des universitaires ayant entamé leur carrière avant-guerre. Après-guerre, les positions de pouvoir au sein de la discipline sont donc occupées par de nouveaux entrants dans la carrière académique, formés pour la plupart dans la Pologne d'avant-guerre. Un renouvellement générationnel favorisé par les années de guerre, qui ont libéré des places et retardé l'entrée dans la carrière de ceux qui auraient pu y prétendre entre 1939 et 1945.

Tableau 2. Propriétés des principaux protagonistes de la politique d'idéologisation de la science historique (fin des années 1940-début des années 1950)

	Principaux protagonistes de la politique d'idéologisation de la science historique (n = 47)	**Dont Noyau de la politique d'idéologisation (n = 25)**
Moyenne d'âge en 1945 (médiane entre parenthèses)	43 ans (42 ans)[190]	41 ans (41 ans)
Durée moyenne de la carrière académique (du doctorat au professorat, médiane entre parenthèses)	15 ans (15 ans)[191]	15 ans (13 ans)[192]
Sexe		
Homme	39	20
Femme	8	5
Titulaire du doctorat	41	23
Part de professeurs (avant 1956)	42	23
Dont devenus professeurs après 1945	33	18
Titulaires de l'habilitation (avant 1956)	36	21
Moment doctorat		
Doctorat entre-deux guerres	35	20
Doctorat PRL	5	3
Pas de doctorat	6	2
Non réponse	1	0
Acquisition d'une position d'universitaire après-guerre		
Devient universitaire après-guerre	29	15
Non (déjà universitaire avant-guerre)	15	8
Non (pas universitaire)	3	2
Lieu de travail après-guerre		
Parti et armée	4	3
Université de Varsovie	18	13
Université de Cracovie	9	5
Autre université	15	4
Non réponse	1	0
Affiliés à l'IH PAN	20	17
Membres du PZPR	19	13
TOTAL	**47**	**25**

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Note de lecture : La population des principaux protagonistes de la politique d'idéologisation de la science historique compte 39 hommes.

La population formant le noyau de la politique d'idéologisation se distingue en revanche assez nettement par sa présence plus forte dans la capitale, à l'université de Varsovie et à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN), cette dernière position étant cumulée avec un emploi à l'université. Ce constat reflète le glissement du centre d'impulsion

[190] Calculées pour 46 individus, car une non-réponse.
[191] Calculées pour 37 individus (42 professeurs, dont cinq pour lesquels l'année d'obtention du doctorat est inconnue).

de la recherche historique après-guerre, qui accompagne le relais des cadres au sein de la discipline. Ce glissement n'avait rien d'évident, puisque les universités Jan Kazimierz de Lwów et Jagellon de Cracovie concurrençaient celle de Varsovie avant-guerre. C'est d'ailleurs à Lwów que se trouvait le siège de la PTH jusqu'en 1939, et à Cracovie que l'association et la revue *Kwartalnik Historyczny* furent réactivées en 1945 (Lwów étant désormais située en république soviétique d'Ukraine). Or, les rivalités entre les universités de Lwów, Cracovie et Varsovie traduisent des concurrences entre écoles de pensée et orientations de recherche. Les historiens varsoviens, qui dominent progressivement la discipline après-guerre, sont nettement plus portés sur l'histoire économique ou sociale, ceux de Lwów et Cracovie, sur l'histoire politique. La centralité de ces trois universités en tant que lieux de formation des historiens polonais avant-guerre se traduit par le fait que 36 de nos 47 enquêtés ont étudié dans l'une de ces universités. Dix à Cracovie, dont sept spécialistes d'histoire politique. Douze à Lwów, dont sept spécialistes d'histoire politique. Quatorze à Varsovie, dont huit spécialistes d'histoire économique ou sociale. Or, les historiens issus de ces universités sont inégalement représentés au sein du noyau : sept ont étudié à Cracovie, deux à Lwów et dix à Varsovie. Il est en outre significatif que tous les anciens diplômés de l'université Jan Kazimierz de Lwów présents dans notre échantillon aient intégré après 1945 des universités de province, principalement à Cracovie, Toruń (université créée après-guerre) et Wrocław (université devenue polonaise). A l'exception de Natalia Gąsiorowska, qui enseignait déjà à l'Université libre de Varsovie avant-guerre.

Le noyau de la politique d'idéologisation se distingue donc moins par les ressources académiques (titres universitaires) ou la dynamique de carrière, que par la centralité de Varsovie et le type d'histoire pratiqué. Si, au sein de la population enquêtée, les spécialistes d'histoire politique, juridique et militaire sont majoritaires, ce sont les spécialistes d'histoire économique, sociale et culturelle qui sont les plus présents au sein du noyau (cf. Tableau 3). Ces catégories peuvent paraître exagérément larges et elles conduisent à simplifier des parcours de recherche parfois plus subtils, mais elles correspondent néanmoins à des clivages disciplinaires structurants au sein de la discipline. Entre, d'une part, une histoire des partages de la Pologne, des rois, des grands commis de l'État, des familles nobles ou encore des institutions parlementaires et, d'autre part, une histoire du développement économique, de la formation et des transformations des groupes sociaux. Witold Kula*, un universitaire formé

[192] Calculées pour 22 individus (23 professeurs, dont un pour lequel l'année d'obtention du doctorat est inconnue).

avant-guerre devenu, après 1945, l'un des plus célèbres représentants de l'école polonaise d'histoire économique, explique ainsi son attrait pour cette spécialisation :

« Le fait est que de très bonne heure, encore avant le baccalauréat, j'avais choisi l'histoire économique comme matière principale de mes études. C'est pourquoi, depuis le début, je conjuguais les études d'histoire à l'Université de Varsovie et celles d'économie à la Wolna Wszechnica Polska. Je suis sûr que ce choix avait été fait "contre" : en opposition à l'interprétation scolaire de l'histoire, affadie, sentimentale, solidariste, nationaliste. J'étais à la recherche de l'histoire des paysans et des ouvriers, de l'agriculture et de l'industrie, des gens simples et obscurs dont le travail, les sacrifices et les souffrances avaient créé le pays tel qu'il était.[193] »

Ce qu'il cherchait, Witold Kula* dit plus loin l'avoir trouvé dans le séminaire de Stanisław Arnold* à l'université de Varsovie et dans celui de Natalia Gąsiorowska* à l'Université libre, deux rares exemples d'historiens membres du Parti dont la carrière universitaire est antérieure à la Seconde Guerre mondiale. Kula, tout comme Arnold et Gąsiorowska, fait partie du noyau de la politique d'idéologisation de la science historique après 1945. Au-delà d'une distinction stricte entre histoire politique d'un côté, histoire économique et sociale de l'autre, les historiens varsoviens semblent prôner une histoire qui tienne compte des transformations profondes de la société. Ainsi, les travaux de Tadeusz Manteuffel*, souvent présenté comme le chef de file de ces historiens universitaires qui, sans être *partyjni*, acceptent au moins tacitement l'idéologisation de la discipline, s'inscrivent dans la chronologie consacrée par l'histoire politique, tout en accordant une large place aux aspects d'histoire économique, sociale et culturelle[194]. De même, les biographies de ces historiens varsoviens donnent à voir un intérêt certain pour des problématiques qui s'éloignent de la seule histoire de la Pologne. Iza Bieżunska-Małowist, spécialiste de l'Antiquité, consacre ses premiers travaux à l'histoire de l'esclavage en Grèce et en Egypte. Son époux, Marian Małowist, est un spécialiste de l'histoire économique de l'aire baltique et sera, à partir de la fin des années 1950, l'un des tous premiers historiens polonais à s'intéresser à l'histoire de l'Afrique. La thèse d'habilitation de Nina Assorodobraj-Kula (épouse de Witold) porte sur la conscience de classe de la bourgeoisie française au début du 19e siècle, un travail pour lequel elle a séjourné à Paris de 1937 à 1939. Natalia Gąsiorowska, après des études complémentaires à Paris en 1904-1905 (elle y suit notamment les cours de Seignobos), revient à Varsovie avec un travail sur la Révolution française : son premier livre, *Zarys historii Wielkiej Rewolucji Francuskiej* [Précis d'histoire de la grande révolution française], paraît en 1907. Après sa thèse de doctorat, Manteuffel séjourne en France, Angleterre et Italie (de 1924 à 1926) pour

[193] Witold Kula, « Mon "éducation sentimentale" », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1989, vol. 44, n° 1, p. 136.
[194] Zespół Rektorski ds. Wydawnictw Jubileuszowych, *Portrety uczonych profesorowie Uniwesytetu Warszawskiego po 1945*, *op. cit.*, p. 208.

s'intéresser aux développements du féodalisme. Avec Aleksander Gieysztor*, dont le séjour à l'École des Chartes et à l'École Pratique des Hautes Etudes, en 1938-1939, est interrompu par le déclenchement de la guerre[195], ils sont donc au moins quatre à avoir séjourné en France pour y suivre des enseignements universitaires et mener des recherches sur archives. La formation intellectuelle et les liens personnels tissés en ces occasions ont sans doute facilité, après-guerre, le rapprochement opéré par les médiévistes polonais avec l'école des Annales, et la politique d'échanges universitaires entre l'IH PAN et l'École Pratique des Hautes Etudes, après 1956[196]. A l'exception de Władysław Konopczyński, qui s'est intéressé entre autres à la Suède et aux relations polono-suédoises, les spécialistes d'histoire politique et les historiens en poste dans les universités de province se sont en revanche concentrés sur l'histoire de Pologne.

Tableau 3. Type d'histoire pratiqué par les principaux protagonistes de la politique d'idéologisation de la science historique (fin des années 1940-début des années 1950)

	Principaux protagonistes de la politique d'idéologisation de la science historique (n = 47)	**Noyau de la politique d'idéologisation (n = 25)**
Type d'histoire pratiqué (thème)		
Histoire politique, juridique et militaire	26	11
Histoire économique, culturelle et sociale	17	13
Archéologie	1	0
Non réponse	3	1
Type d'histoire pratiqué (période)		
Antiquité	2	0
Histoire médiévale	18	11
Histoire moderne	16	8
Histoire contemporaine (20e siècle)	8	5
Non réponse	3	1
TOTAL	**47**	**25**

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Note de lecture : La population des principaux protagonistes de la politique d'idéologisation de la science historique compte 26 spécialistes d'histoire politique, juridique et militaire.

Afin de préciser l'analyse, nous avons cherché à produire une classification de la population enquêtée qui reflète les différences en termes de positions au sein de la discipline, mais aussi les oppositions quant au type d'histoire pratiqué (cf. Tableau 4).

[195] Jacques Le Goff, « In memoriam. Aleksander Gieysztor (1916-1999) », *Cahiers de civilisation médiévale*, 2002, vol. 45, n° 180, p. 419−424.
[196] Voir, entre autres : Patryk Pleskot, *Intelektualni sąsiedzi: kontakty historyków polskich ze środowiskiem « Annales » 1945-1989*, [Les contacts des historiens polonais avec le milieu des Annales] Varsovie, IPN, 2010 ; Marcin Kula, *Mimo wszystko bliżej Paryża niż Moskwy: książka o Francji, PRL i o nas, historykach*, [Malgré tout, plus près de Paris que de Moscou], Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2010.

Tableau 4. Propriétés saillantes des quatre groupes d'historiens identifiés

Universitaires varsoviens (n = 16)	**Militants historiens (n = 8)**	**Néo-universitaires provinciaux (n = 10)**	**Universitaires provinciaux en poste avant-guerre (n = 13)**
Deviennent historiens après-guerre (n = 14)	Deviennent historiens après-guerre, souvent sans qualification (n= 7)	Deviennent historiens après-guerre (n = 10)	Déjà historiens avant-guerre (n = 13)
Rattachés à l'IH PAN (n = 11)	Rattachés à l'IH PAN (n = 3)	Rattachés à l'IH PAN (n= 3)	Rattachés à l'IH PAN (n= 5)
Histoire politique et économique à part égales (n = 8)	Histoire politique (du mouvement ouvrier) (n = 5)	Histoire politique, juridique et militaire (n= 7)	Histoire politique et économique à part égales (n = 5 et 6)
Groupe le plus féminisé (5 femmes)	2 femmes	Aucune femme	Aucune femme
Âge moyen en 1945 = 39 ans	Âge moyen en 1945 = 40 ans	Âge moyen en 1945 = 44 ans	Âge moyen en 1945 = 50 ans
Noyau idéologisation majoritaire (n = 10)	Noyau idéologisation fort (n = 5)	Noyau idéologisation faible (n = 2)	Noyau idéologisation minoritaire (n = 6)
PZPR fort (n= 7)	PZPR très fort (n = 7)	PZPR faible (n = 3)	PZPR faible (n = 2)

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Note de lecture : Parmi les universitaires, 14 individus (sur 16) deviennent historiens professionnels après la Seconde Guerre mondiale. IH PAN = Institut d'histoire de l'Académie des sciences ; PZPR = Parti ouvrier unifié de Pologne.

Les militants historiens ont d'abord été isolés dans une catégorie à part. Nous reprenons ainsi, en la détournant, l'expression de Georges Mink, qui qualifie d' « historiens militants » certains chercheurs de l'Institut de la mémoire nationale, créé à la fin des années 1990, dont il sera question plus loin[197]. Si ceux qui sont ainsi qualifiés par G. Mink disposent des titres universitaires leur conférant le statut d'historiens professionnels, tel n'est pas le cas des militants historiens des années 1950 et 1960, qui intègrent le monde académique après 1945, sans toujours avoir les titres et qualifications requis (cf. Tableau 5). A l'image de Tadeusz Daniszewski, qui connaît une carrière d'historien sans qualification universitaire. Ce

[197] Georges Mink, « Les usages des instituts de la mémoire nationale (I.M.N.) dans les recompositions partisanes (1989-2008) » dans Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2011, p. 171−184.

militant de longue date est nommé directeur de l'école du Parti en 1944, puis directeur du Département d'histoire du Parti (de 1948 à 1968). Il dirige en outre la chaire d'histoire du mouvement ouvrier à l'Institut de formation des cadres scientifiques, censé former les cadres universitaires marxistes. Nommé professeur en 1956 alors qu'il n'a pas de doctorat, il sera nommé ensuite à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, au sein de l'atelier de recherches sur les relations polono-soviétiques, autre thème à forte charge idéologique. Ces militants historiens dirigés sur le « front scientifique » maîtrisent, de par leur expérience au service du Parti, la vulgate marxiste qui fournit les concepts de la recherche historique après 1945. Pour ces intellectuels de parti[198] qui doivent tout ce qu'ils sont à leur engagement militant, investir une carrière académique est également une opportunité de promotion sociale. Il s'agit donc par-là d'isoler les militants, venus à l'histoire à la faveur de la politique d'idéologisation, des universitaires ordinaires, c'est-à-dire de ceux qui disposent des titres et qualifications qui ouvrent en principe l'accès à la profession.

Encadré 3. Quelques trajectoires de militants historiens

Juliusz Bardach (1914-2010) : militant du parti socialiste (PPS) avant-guerre, il achève ses études de droit en 1938. Durant la guerre, il est officier politique au sein de l'armée polonaise en URSS à partir de 1943 (auparavant au sein de l'armée soviétique depuis 1941). Après-guerre, il devient attaché militaire à l'ambassade de Pologne à Moscou (1945-1947), puis obtient un doctorat en histoire à l'université Jagellon de Cracovie en 1948. Exclu de l'armée en 1950 au motif de son engagement socialiste avant-guerre, il est nommé professeur à l'université de Varsovie.

Celina Bobińska (1913-1997) : fille de militants communistes, la famille s'établit en Union soviétique en 1918 (son père est fusillé en 1937 au cours des purges staliniennes). Elle effectue ses études à Moscou, où elle travaille ensuite comme enseignante (1937-1940). En 1945, elle obtient un doctorat en histoire, puis revient en Pologne. Elle travaille d'abord comme journaliste pour le compte de la presse partisane (PPR) et enseigne à l'École centrale du Parti, avant de prendre la direction de la chaire d'histoire de Pologne à l'université Jagellon de Cracovie (nommée professeur en 1954).

Leon Grosfeld (1911-1987) : membre du parti communiste polonais (KPP) à partir de 1929, il effectue des études de droit à l'université Jagellon de Cracovie, puis à l'université Jan Kazimierz de Lwów, qu'il achève en 1934. Plusieurs fois arrêté, il est condamné à quatre ans de prison en 1938. En Union soviétique à partir de 1939, il est mobilisé en 1943 pour servir au sein de l'armée polonaise et devient officier politique. De retour en Pologne après-guerre, il est officier du renseignement militaire (1946-1950) et adhère au PPR, puis au PZPR. « Dirigé sur le front scientifique » en 1950, il dirige la chaire d'histoire de Pologne à l'Institut de formation des cadres scientifiques du Parti (IKKN/INS), avant de prendre en 1952 la direction de cet institut. Il obtient un doctorat en 1951 à la faculté de droit de l'université de Varsovie, puis est nommé professeur en 1954. De 1953 à 1981, il est chercheur à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, dont il assure la direction adjointe de 1953 à 1957 et de 1961 à 1968.

[198] Ou intellectuels d'institution ou encore intellectuels organiques, selon la classification proposée par Gisèle Sapiro : Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, vol. 1, n° 176−177, p. 14.

Tableau 5. Les militants historiens[199]

Nom	Carrière d'historien	Responsabilités académiques[200]	Responsabilités éditoriales[201]	Positionnement politique
1/ Juliusz Bardach (1914-2010)	UW (1950)	CS IH PAN	CR KH (1950-59)	PPS (avant et après-guerre) puis PZPR
2/ Celina Bobińska (1913-1997)	UJ (1950) ; IH PAN	CS IH PAN	CR PH (1949-50)	PPR puis PZPR
3/ Tadeusz Daniszewski (1904-1969)	WHP ; IKKN/INS	CS IH PAN ; Directeur WHP (1948-68)	Aucune	PPR puis PZPR (Comité central, 1948-68)
4/ Franciszek Fiedler (1880-1956)	UW (1953) ; IH PAN	CS IH PAN	Aucune	KPP, PPR, PZPR (Comité central à chaque fois) ; député (1952-56)
5/ Leon Grosfeld (1911-1947)	IKKN/INS ; IH PAN	Directeur adjoint IKKN/INS ; Directeur adjoint IH PAN (1953-57)	CR KH (1953-55)	KPP, PPR, PZPR
6/ Stanisław Okęcki (1908-1991)	WIH (1946)	CS IH PAN ; Directeur WIH (1950)	Aucune	KPP, PPS, PZPR
7/ Roman Werfel (1906-2003)	Aucune (rédacteur en chef de journaux du Parti)	CS IH PAN	Aucune	PZPR ;
8/ Janina Żurawicka	Non réponse	Non réponse	Non réponse	Probablement PZPR

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Lecture : UJ = Université Jagellon (Cracovie) ; UW = Université de Varsovie ; IH PAN = Institut d'histoire de l'Académie des sciences ; CS IH PAN = Conseil scientifique de l'IH PAN (nommé en 1953) ; IKKN/INS = Institut de formation des cadres scientifiques ; WHP = Département d'histoire du Parti ; WIH = Institut d'histoire militaire ; CR = comité de rédaction ; KH = *Kwartalnik Historyczny* ; PH = *Przegląd Historyczny* ; KPP = Parti communiste polonais (1918-1938) ; PPR = Parti ouvrier polonais ; PPS = Parti socialiste polonais ; PZPR = Parti ouvrier unifié de Pologne.
Afin de faciliter la lisibilité du tableau, seules les positions antérieures à 1956 sont renseignées.

Les profils plus académiques ont été distingués en trois groupes, en fonction d'un double critère : l'opposition Varsovie/province (centre/périphérie) et le moment d'obtention d'un poste permanent dans l'enseignement supérieur, avant ou après la Seconde Guerre mondiale. Ces critères permettent des regroupements entre individus partageant des propriétés communes en termes de type d'histoire pratiqué, d'appartenance ou non au Parti (PZPR), mais aussi de position au sein ou en-dehors du noyau de la politique d'idéologisation (cf. Tableau 4).

[199] Pour ce tableau et les suivants : les carrières et fonctions après 1956 ne sont pas renseignées.
[200] Pour ce tableau et les suivants : hors directions de chaires.
[201] Pour ce tableau et les suivants : uniquement pour les deux principales revues généralistes de la discipline à l'époque : *Kwartalnik Historyczny* (éditée par l'Association historique polonaise, puis par l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences à partir de 1953) et *Przegląd Historyczny* (éditée par l'Association des amateurs d'histoire de Varsovie et l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie). Des revues plus spécialisées, consacrées notamment à l'histoire contemporaine, sont créées à partir de la fin des années 1950.

Encadré 4. Quelques trajectoires d'historiens varsoviens

Stanisław Arnold (1895-1973) : après des études à l'université de Varsovie, obtient un doctorat en histoire en 1920. Il est par la suite assistant à l'université de Varsovie et enseigne en lycée. Après une habilitation obtenue en 1925, il est promu *docent* à l'université de Varsovie, puis professeur en 1929. A partir de 1937, il milite au Club démocratique (*Klub Demokratyczny*), qui rassemble des intellectuels de gauche opposés au gouvernement de *sanacja*. Il enseigne clandestinement sous l'occupation allemande et adhère au PPR en 1945. De 1945 à 1947, il est directeur du département de la science et de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation. Il enseigne ensuite à l'université de Varsovie, à l'École centrale du Parti et à l'Institut de formation des cadres scientifiques du Parti (IKKN/INS). Nommé secrétaire du Département I (sciences sociales) de l'Académie des sciences (1956-1959), il préside également le Conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie (1964-1969).

Aleksander Gieysztor (1916-2000) : achève ses études d'histoire à l'université de Varsovie peu de temps avant la guerre (1937). Mobilisé en septembre 1939, il rejoint l'Armée de l'intérieur (AK) durant l'occupation allemande (Bureau de l'information et de la propagande). C'est à l'université de Varsovie clandestine qu'il obtient son doctorat, en 1942. Il prend part à l'insurrection de Varsovie, puis est emprisonné en Allemagne. Après-guerre, il enseigne à l'université de Varsovie à partir de 1945, où il est nommé professeur en 1949. Parallèlement, il rejoint l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences en 1954. Au cours de sa carrière, il est directeur de l'Institut d'histoire de l'Université de Varsovie (1955-1975), vice-recteur de cette université (1956-1959) et deux fois président de l'Académie des sciences (1981-1984 et 1990-1992).

Henryk Jabłoński (1909-2003) : effectue des études d'histoire à l'université de Varsovie, où il obtient un doctorat en 1934. On sait peu de ses choses de ses activités avant-guerre, si ce n'est qu'il milite au parti socialiste (PPS) et collabore au Dictionnaire biographique polonais (*Polski Słownik Biograficzny*). Mobilisé en septembre 1939, il prend part à la campagne de septembre, puis est évacué en France. Après avoir participé à la bataille de Narvik (1940), il s'établit en France où il est actif au sein de la résistance. De retour en Pologne en 1945, il est membre du Comité central du PPS, puis du PZPR (il siège notamment au Comité central de 1948 à 1981). A l'université de Varsovie, il passe une habilitation en 1948 et est nommé professeur en 1950. Il occupe parallèlement de nombreuses fonctions académiques : secrétaire du Département I (sciences sociales) de l'Académie des sciences (1953-1955) ; secrétaire scientifique de l'Académie (1955 à 1965). Et politiques : sous-secrétaire d'État au ministère de l'Education de 1947 à 1953 ; ministre de l'enseignement supérieur puis de l'éducation (1965-1972) ; président du Conseil d'État (fonction essentiellement honorifique équivalent au rang de chef de l'État) (1972-1985).

Żanna Kormanowa (1900-1988) : après des études d'histoire à l'université de Varsovie et un doctorat obtenu en 1927, elle travaille comme enseignante. Elle milite dès l'âge de 17 ans au sein du SDKPiL (Social-démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie), puis du Parti communiste polonais (KPP). En 1939, elle rejoint la zone d'occupation soviétique, puis l'URSS en 1941. En Union soviétique, elle participe aux activités de l'Union des patriote polonais (ZPP) et travaille à l'Académie des sciences de l'URSS à partir de 1943. De retour en Pologne en 1944, elle dirige le Département de la réforme de l'école du gouvernement provisoire de Lublin, puis le Département de la réforme de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation, jusqu'en 1948. La même année, elle est nommée professeur à l'université de Varsovie, après une habilitation obtenue en 1947. Elle enseigne également à l'Institut de formation des cadres scientifiques du Parti (IKKN/INS) entre 1950 et 1957, et rejoint l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, à sa création en 1953.

Witold Kula (1916-1988) : étudie l'histoire à l'université de Varsovie et l'économie à l'université libre de Varsovie. Il obtient en 1939 un doctorat en histoire. Sous l'occupation allemande, il est actif au sein de l'armée de l'Intérieur ((Bureau de l'information et de la propagande) et enseigne également à l'université de Varsovie clandestine. Après avoir participé à l'insurrection de Varsovie, il est interné en Allemagne. De retour en Pologne en 1945, il enseigne à l'université de Łódź, obtient une habilitation en 1947 et est nommé professeur à l'université de Varsovie en 1950. Il y dirige la chaire d'histoire de l'économie et rejoint l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences en 1953. A l'Institut d'histoire, il dirige le Département d'histoire de Pologne (1764-1864) et assure les fonctions de secrétaire scientifique. Il prend également part aux activités de l'Association des historiens marxistes.

Dans le cas du groupe des universitaires varsoviens, la distinction des individus en fonction du critère du moment d'obtention d'un poste permanent dans l'enseignement supérieur apparaît superflue, la totalité du groupe, à l'exception de Stanisław Arnold et Natalia Gąsiorowska, ayant intégré le monde académique de façon définitive après 1945. Ce groupe se caractérise par la forte présence de membres du PZPR (sept individus) et d'individus appartenant au noyau de la politique d'idéologisation (dix). Il n'apparaît pas nettement clivé en termes d'histoire pratiquée, notamment car il comprend deux individus (Żanna Kormanowa* et Henryk Jabłoński*) dont les propriétés les rapprochent du groupe des militants historiens, si ce n'est qu'ils ont obtenu un doctorat en histoire avant-guerre (cf. Tableau 6). Il s'agit du groupe le plus féminisé (cinq femmes, soit un tiers) et le plus jeune (près de dix années d'écart en moyenne avec le groupe des universitaires en poste avant-guerre), deux facteurs qui, avec l'origine juive de certains d'entre eux, ont contribué à les tenir à l'écart d'une carrière académique (cf. infra). Les membres de ce groupe sont nombreux à occuper les positions de pouvoir sur la discipline à partir du début des années 1950 : au conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, au sein du comité de rédaction de *Kwartalnik Historyczny* et à l'Association historique polonaise, notamment.

Tableau 6. Les universitaires varsoviens

Nom	Carrière universitaire	Responsabilités académiques	Responsabilités éditoriales	Positionnement politique
1/ Stanisław Arnold (1895-1973)	UW (1925) ; IKKN/INS ; IH PAN	Haut fonctionnaire au ministère de l'Éducation (1945-47) ; CS IH PAN	CR KH (1950-53) et PH (1949-70)	Club démocratique (1937) ; PPR puis PZPR
2/ Nina Assorodobraj (1908-1999)	UL (1945) ; UW (1949)	Aucune	Aucune	KZMP, PPR, PZPR
3/ Iza Bieżunska (1917-1996)	UW (1945)	Aucune	CR KH (1953-56) et PH (1949-55)	Pas d'adhésion connue
4/ Kazimierz Budzyk (1911-1964)	UW	CS IH PAN	Aucune	Pas d'adhésion connue
5/ Natalia Gąsiorowska (1881-1964-	WWP (1926) ; UL (1945) ; UW (1952) ; IH PAN	Rectrice (1946-48) ; Présidente PTH (1953-56) ; CS IH PAN	Aucune	PPS (avant-guerre) ; PZPR
6/ Rafał Gerber (1909-1981)	UW (1952)	Directeur des archives d'État (1949) ; Vice-recteur (1954)	Aucune	KZMP, PPR, PZPR

7/ Aleksander Gieysztor (1916-2000)	UW (1945) ; IH PAN	Secrétaire PTH (1947-53) ; Vice-recteur UW (1956-59) ; CS IH PAN	CR KH (1950-99) et PH (1949-70)	Pas d'adhésion connue
8/ Stanisław Herbst (1907-1973)	UW (1948) ; IH PAN	Secrétaire PTH (1953-55) ; CS IH PAN	Aucune	Pas d'adhésion connue
9/ Henryk Jabłoński (1909-2003)	UW (1950) ; IH PAN	CS IH PAN ; Secrétaire scientifique PAN (1955-65) ;	CR KH (1953-56) et PH (1949-70)	PPS (avant et après-guerre) ; PZPR (comité central, 1948-81) ; Sous-secrétaire d'État au ministère de l'Éducation (1947-53)
10/ Stefan Kieniewicz (1907-1992)	UW (1946) ; IH PAN	CS IH PAN	CR PH (1949-92)	Pas d'adhésion connue
11/ Żanna Kormanowa (1900-1988)	UW (1948) ; IKKN/INS ; IH PAN	Chargée de la réforme de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation (1945-48) ; CS IH PAN	CR KH (1950-53) et PH (1949-51)	KPP, PPR, PZPR
12/ Witold Kula (1916-1988)	UL (1945) ; UW (1950) ; IH PAN	CS IH PAN ; Secrétaire scientifique IH PAN (1953-56)	CR KH (1950-83)	Pas d'adhésion connue[202]
13/ Bogusław Leśnodorski (1914-85)	UJ (1945) ; UW (1950) ; IH PAN	CS IH PAN ; Directeur adjoint IH PAN (1953-56)	CR KH (1949-74) et PH (1953-57)	PPS puis PZPR
14/ Marian Małowist (1909-1988)	UW (1947) ; IH PAN	CS IH PAN ;	CR KH (1950-83)	Pas d'adhésion connue
15/ Tadeusz Manteuffel (1902-1970)	UW (1945) ; IH PAN	Vice-recteur UW (1951-53) ; Président PTH (1950-53) ; Directeur IH PAN (1953-70)	CR KH (1949-53) et PH (1949-70)	Pas d'adhésion connue
16/ Wanda Moszczeńska (1896-1974)	UW (1946)	Doyenne (1955-56)	CR KH (1950-51)	Pas d'adhésion connue

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Lecture : UJ = Université Jagellon (Cracovie) ; UL = Université de Łódź ; UW = Université de Varsovie ; IH PAN = Institut d'histoire de l'Académie des sciences ; CS IH PAN = Conseil scientifique de l'IH PAN (nommé en 1953) ; IKKN/INS = Institut de formation des cadres scientifiques ; WWP = Université libre polonaise ; PTH = Association historique polonaise ; CR = comité de rédaction ; KH = *Kwartalnik Historyczny* ; PH = *Przegląd Historyczny* ; KPP = Parti communiste polonais (1918-1938) ; KZMP = Union communiste de la jeunesse polonaise ; PPR = Parti ouvrier polonais ; PPS = Parti socialiste polonais ; PZPR = Parti ouvrier unifié de Pologne.
Afin de faciliter la lisibilité du tableau, seules les positions antérieures à 1956 sont renseignées.

[202] T. Rutkowski indique toutefois que Witold Kula a participé aux activités de clubs intellectuels organisés par le PPR sous l'occupation allemande. Cf. T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 65.

Au sein du groupe des néo-universitaires provinciaux, l'histoire politique prédomine nettement. Ce groupe se caractérise également par la faiblesse en son sein des membres du PZPR, et de ceux qui appartiennent au noyau de la politique d'idéologisation. Il s'agit donc d'un groupe devenu périphérique à l'issue du processus d'idéologisation, puisque c'est aussi dans ce groupe que les chercheurs affiliés à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) sont les moins nombreux (cf. Tableau 7). Ils sont également peu nombreux à siéger au conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences et, comme les universitaires en poste avant-guerre, sont évincés de la rédaction de *Kwartalnik Historyczny* au profit des universitaires varsoviens à la fin des années 1940.

Encadré 5. Quelques trajectoires de néo-universitaires provinciaux

Józef Garbacik (1907-1976) : il étudie l'histoire à l'université de Poznań, où il obtient un doctorat en 1932. Par la suite et jusqu'à 1939, il enseigne dans des lycées de Cracovie et Kielce. Mobilisé en 1939, il travaille comme fonctionnaire municipal durant l'occupation allemande. Après-guerre, il est *adiunkt* à l'université Jagellon de Cracovie, obtient une habilitation en 1947, avant d'être nommé professeur en 1954. Il assure les fonctions de doyen de la faculté d'histoire de l'université Jagellon (1951) et de doyen de la faculté de sciences de l'université Marie Curie-Skłodowska de Lublin (1952-1955), qu'il contribue à créer. Réputé proche du parti socialiste (PPS), il adhère au PZPR.

Wojciech Hejnosz (1895-1976) : vétéran de la Première Guerre mondiale (à laquelle il participe sous uniforme autrichien) et de la guerre polono-bolchévique de 1920. Il étude le droit et l'histoire à l'université Jan Kazimierz de Lwów, où il obtient un doctorat en 1924. De 1921 à 1939, il est employé aux archives foncières de Lwów, avec une interruption de 1925 à 1929, lors de laquelle il travaille comme juge. Il obtient également en 1936 une habilitation en histoire. Au cours de la guerre, il demeure employé aux archives et contribue à l'enseignement clandestin à Lwów. En 1945, il est nommé professeur à l'université Nicolas Copernic de Toruń, où il est rattaché d'abord à la faculté de sciences humaines, puis à la faculté de droit, dont il est doyen de 1957 à 1960.

Marian Henryk Serejski (1897-1975) : étudie l'histoire à l'université de Varsovie, où il obtient un doctorat en 1925. Il travaille ensuite comme enseignant et obtient l'habilitation en 1938. Il participe à l'enseignement clandestin sous l'occupation allemande et est interné au camp de concentration d'Auschwitz de 1940 à 1942. A l'issue de la guerre, il intègre l'université de Łódź, où il est nommé professeur en 1946. A partir de 1953, il dirige également l'Atelier d'histoire de l'historiographie à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences.

Tableau 7. Les néo-universitaires provinciaux

Nom	Carrière universitaire	Responsabilités académiques	Responsabilités éditoriales	Positionnement politique
1/ Stanisław Bodniak (1897-1952)	UP (1948)	Aucune	CR KH (1949)	Pas d'adhésion connue
2/ Władysław Czapliński (1905-1981)	UWr (1946)	Aucune	CR KH (1949)	Pas d'adhésion connue
3/ Jan Dobrzański (1901-1997)	KUL (1944)	Vice-recteur (1951-54) ;	CR KH (1949)	Pas d'adhésion connue
4/ Józef Garbacik (1907-1976)	UJ (1945)	Doyen (1952-55)	CR KH (1946-49)	PZPR
5/ Wojciech Hejnosz (1895-1976)	UMK (1945)	Secrétaire PTH (1937-47) ;	Aucune	Pas d'adhésion connue
6/Gerard Labuda (1916-2010)	UP (1945) ; IH PAN	CS IH PAN	Aucune	Pas d'adhésion connue
7/ Ewa Maleczyńska (1900-1972)	UWr (1950) ; IH PAN	Directrice de l'Atelier d'histoire de la Silésie (IH PAN, 1953) ; CS IH PAN	Aucune	PPS puis PZPR
8/ Marian Henryk Serejski (1897-1975)	UL (1945) ; IH PAN	Doyen (1948-50) : Directeur de l'Atelier d'histoire de l'historiographie (IH PAN, 1953) ; CS IH PAN	Aucune	Pas d'adhésion connue
9/ Józef Sieradzki (1900-1960)	UJ (1948) ; UW (1953)	Aucune	Aucune	PPR puis PZPR
10/ Bronisław Włodarski (1895-1974)	UMK (1945)	Vice-doyen puis doyen (1948-52)	CR KH (1949)	Pas d'adhésion connue

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Lecture : KUL = Université catholique de Lublin ; UJ = Université Jagellon (Cracovie) ; UL = Université de Łódź ; UMK = Université Nicolas Copernic (Toruń) ; UP (Université de Poznań) ; UW = Université de Varsovie ; UWr = Université de Wrocław ; IH PAN = Institut d'histoire de l'Académie des sciences ; CS IH PAN = Conseil scientifique de l'IH PAN (nommé en 1953) ; PTH = Association historique polonaise ; CR = comité de rédaction ; KH = *Kwartalnik Historyczny* ; PPR = Parti ouvrier polonais ; PPS = Parti socialiste polonais ; PZPR = Parti ouvrier unifié de Pologne.
Afin de faciliter la lisibilité du tableau, seules les positions antérieures à 1956 sont renseignées.

Le dernier groupe correspond à des universitaires dont la carrière a été entamée avant-guerre, qui pour certains sont en passe d'atteindre l'âge de la retraite en 1945 (cf. Tableau 8). En poste dans les universités de province, ils ne se distinguent guère quant au type d'histoire pratiqué. C'est au sein de ce groupe que le PZPR est le plus faible (seulement deux individus en sont membres). En revanche, le noyau de la politique d'idéologisation y est assez bien représenté (six individus), mais moins fortement que dans les deux premiers groupes. Ce sont eux qui occupent les positions dominantes au sein de la discipline au sortir de la guerre,

notamment à l'Association historique polonaise, à l'Académie des sciences et lettres, et au comité de rédaction de *Kwartalnik Historyczny*. Ils sont toutefois évincés de ces positions au cours du processus d'idéologisation, même si la présence de plusieurs d'entre eux au conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences invite à nuancer l'ampleur de ce processus (cf. infra). S'y côtoient aussi bien des tenants de la « veille » histoire politique vouée à disparaître, ou à être fortement marginalisée du fait de la politique d'idéologisation (Kolankowski, Konopczyński, Wojciechowski*) et des individus qui, bien qu'issus d'une université Jagellon perçue comme un foyer de la « réaction », se voient confier des responsabilités par le nouveau pouvoir politique (Lepszy*, Piwarski*).

Encadré 6. Quelques trajectoires d'universitaires en poste avant-guerre

Roman Grodecki (1889-1964) : après des études d'histoire à l'université Jagellon de Cracovie, il travaille aux archives anciennes de Cracovie à partir de 1909. En 1918, il obtient son doctorat et devient assistant à l'université Jagellon. Il y est nommé professeur en 1922, après une habilitation obtenue en 1920. Il est actif au sein de l'Académie polonaise des sciences et lettres avant et après la guerre : il en préside notamment la Commission historique de 1949 à 1952. Il est également rédacteur en chef de *Kwartalnik Historyczny* de 1945 à 1947 et président d'honneur de la section cracovienne de l'Association historique polonaise.

Władysław Konopczyński (1880-1952) : obtient son doctorat à l'université de Lwów en 1906 et l'habilitation à l'université Jagellon en 1911. Il devient *docent* à cette dernière université en 1913, puis professeur en 1917. De 1922 à 1927, il est député issu du camp nationaliste (*endecja*, Démocratie nationale). Interné au camp de concentration de Sachsenhausen en 1939, il contribue ensuite à l'enseignement clandestin. A partir de 1945, il dirige la chaire d'histoire moderne et contemporaine de l'université Jagellon, est élu président de l'Association historique polonaise en 1947, puis mis à la retraite forcée en 1948.

Kazimierz Lepszy (1904-1964) : étudie l'histoire à l'université Jagellon, où il obtient un doctorat en 1928. Il travaille ensuite comme bibliothécaire, avant d'accéder au poste de *docent* à l'université Jagellon en 1939 (après l'obtention de l'habilitation. Arrêté et interné en camp de concentration (Sachsenhausen puis Dachau) de 1939 à 1941, il participe ensuite à l'enseignement universitaire clandestin à Cracovie. Il est à nouveau *docent* à l'université Jagellon en 1945, puis professeur en 1954. Il est doyen de la faculté d'histoire de 1952 à 1953, puis vice-recteur de l'université Jagellon à deux reprises (1953-1956 et 1960-1962).

Kazimierz Piwarski (1903-1968) : prend part à la guerre polono-bolchévique de 1920, puis étudie l'histoire à l'université Jagellon (doctorat en 1926). Assistant au sein de la même université, il obtient l'habilitation en 1931 et devient *adiunkt* en 1937. Arrêté et interné en camp de concentration de 1939 à 1941, il participe ensuite à l'enseignement universitaire clandestin à Cracovie. Il est alors lié au parti du travail (*Stronnictwo Pracy*), d'inspiration démocrate-chrétienne. En 1945, il devient professeur à l'université Jagellon et adhère au PPS, puis au PZPR. Il est nommé à l'université de Poznań en 1950, avant de revenir à l'université Jagellon en 1956.

Kazimierz Tymieniecki (1887-1968) : étudie l'histoire à l'université Jagellon, où il obtient un doctorat en 1912. Il est ensuite employé aux archives anciennes à Varsovie (1913-1919), puis obtient un poste de professeur à l'université de Poznań (1919). Sous l'occupation il enseigne dans le cadre de l'université clandestine des territoires occidentaux. Il reste à l'université de Poznań après-guerre et intègre également l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences.

Tableau 8. Les universitaires provinciaux en poste avant-guerre

Nom	**Carrière universitaire**	**Responsabilités académiques**	**Responsabilités éditoriales**	**Positionnement politique**
1/ Józef Chałasiński (1904-1979)	UP (1927) ; UW (1935) ; UL (1945)	Recteur (1949-52) ; Secrétaire scientifique adjoint PAN (1952-58) ; CS IH PAN	Aucune	Pas d'adhésion connue
2/ Jan Dąbrowski (1890-1965)	USB (1919) ; UJ (1920)	Doyen (1945-47) ; Vice-recteur (1948-52) ; Secrétaire général PAU (1948-52) ; Président PTH (1947-50) ; CS IH PAN	CR KH (1946-49)	Membre du « Bloc catholique » à Cracovie avant-guerre
3/ Roman Grodecki (1889-1964)	UJ (1922)	Président commission historique PAU (1949-52) ; CS IH PAN	CR KH (1946-47)	Pas d'adhésion connue
4/ Stefan Inglot (1902-1994)	UJK (1939) ; UJ (1945 ; UWr (1946)	Secrétaire PTH (1947) ; Doyen (1954-58)	Aucune	PSL (sympathisant)
5/ Ludwik Kolankowski (1882-1956)	UJ (1913) ; USB (1931) ; UL (1945) ; UMK (1946)	Président PTH (1937-47) ; Vice-recteur (1945) ; Recteur (1946-48)		Sénateur OZN (1938-39)
6/ Władysław Konopczyński (1880-1952)	UJ (1913)	Président PTH (1947)	Aucune	Député ZLN (1922-27) ; Démocratie nationale (sympathisant)
7/Kazimierz Lepszy (1904-1964)	UJ (1939) ; IH PAN	Secrétaire commission historique PAU (1948-52) ; Doyen (1952-53) : Vice-recteur (1953-56) ; CS IH PAN	CR KH (1946-47)	Démocratie nationale (sympathisant)
8/ Henryk Łowmiański (1898-1984)	USB (1934) ; UP (1945) ; IH PAN	CS IH PAN	Aucune	Pas d'adhésion connue
9/ Kazimierz Majewski (1903-1981)	UJK (1928 ; UWr (1945) ; UW (1951)	CS IH PAN ; Directeur IHKM PAN (1954)	Aucune	KPP (sympathisant) ; PPS puis PZPR
10/ Henryk Mościski (1881-1952)	USB (1921) ; UW (1936) ; UJ (1945)	Aucune	CR KH (1948)	Pas d'adhésion connue
11/ Kazimierz Piwarski (1903-1968)	UJ (1937) ; UP (1950) ; IH PAN	Aucune	CR KH (1946-49)	PPS puis PZPR
12/ Kazimierz Tymieniecki (1887-1968)	UP (1919) ; IH PAN	CS IH PAN	Aucune	Pas d'adhésion connue

13/ Zygmunt Wojciechowski (1900-1955)	UP (1925) ; IH PAN	Directeur Institut Occidental (1945-55) ; CS IH PAN	Aucune	Démocratie nationale puis Union des jeunes nationalistes

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Lecture : UJ = Université Jagellon (Cracovie) ; UJK = Université Jan Kazimierz (Lwów) ; UL = Université de Łódź ; UMK = Université Nicolas Copernic (Toruń) ; UP (Université de Poznań) ; USB = Université Stefan Batory (Vilnius) ; UW = Université de Varsovie ; UWr = Université de Wrocław ; IH PAN = Institut d'histoire de l'Académie des sciences ; IHKM PAN = Institut d'histoire de la culture matérielle de l'Académie des sciences ; PAU= Académie polonaise des sciences et lettres ; CS IH PAN = Conseil scientifique de l'IH PAN (nommé en 1953) ; PTH = Association historique polonaise ; CR = comité de rédaction ; KH = *Kwartalnik Historyczny* ; KPP = Parti communiste polonais (1918-1938) ; OZN = Camp de l'Union nationale ; PPR = Parti ouvrier polonais ; PPS = Parti socialiste polonais ; PSL = Parti paysan polonais ; PZPR = Parti ouvrier unifié de Pologne ; ZLN = Union nationale populaire.
Afin de faciliter la lisibilité du tableau, seules les positions antérieures à 1956 sont renseignées.

Ainsi présenté, le relais des cadres de la discipline historique prend donc la forme d'une domination de Varsovie sur la province, recoupant en partie (mais imparfaitement) des clivages en termes de type d'histoire pratiqué. L'examen approfondi des biographies permet d'affiner l'analyse en mettant l'accent sur deux autres facteurs explicatifs de l'adhésion (explicite ou tacite) à (ou du rejet de) la politique d'idéologisation menée à partir de la fin des années 1940 : la position des acteurs dans l'espace social de la Pologne d'avant-guerre et leur socialisation politique.

Dans la Pologne d'avant-guerre, la population juive ou d'origine juive fait l'objet de discriminations, qui contraignent notamment son accès à l'enseignement supérieur. C'est notamment le cas d'Iza Bieżunska-Małowist qui, après l'obtention de son doctorat en 1938, enseigne à l'Université libre de Varsovie (*Wolna Wszechnica Polska*). A la même époque, elle enseigne également, mais de manière informelle, à l'université de Varsovie, où elle ne peut pas être embauchée du fait de ses origines juives. Pour cette spécialiste d'histoire antique, survivante du ghetto de Varsovie et qui a perdu la quasi-totalité de sa famille au cours de la Shoah, la fin de la guerre marque non seulement la fin de l'occupation allemande, mais aussi une rapide ascension sociale : dès le mois de mai 1945, elle est embauchée au Département de la science et de l'enseignement supérieur du ministère de l'Education, où elle travaille jusqu'en 1947. A la rentrée de 1945, elle intègre en tant qu'assistante expérimentée (*starszy asystent*) l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie : elle est donc l'une des premières enseignantes embauchées par cette université, dont les portes lui étaient fermées avant-guerre. Rapidement, elle occupe *de facto* les fonctions de directrice de la chaire d'histoire antique, en l'absence d'un titulaire. Après avoir soutenu sa thèse d'habilitation en 1947, elle devient formellement directrice de cette chaire en 1951. Ici se donne à voir l'exemple d'une universitaire qui, sans être membre du Parti et sans s'être particulièrement distinguée par son

zèle à l'égard de la politique d'idéologisation de la discipline historique, connaît une ascension professionnelle favorisée par la redéfinition des modalités d'entrée dans la carrière académique au sortir de la guerre.

Parmi les militants communistes, la population d'origine juive est surreprésentée[203]. Au sein de notre échantillon, Juliusz Bardach*, Tadeusz Daniszewski, Franciszek Fiedler, Leon Grosfeld* et Roman Werfel sont dans ce cas. S'y ajoutent, parmi les universitaires varsoviens, Żanna Kormanowa, Iza Bieżunska et son époux, Marian Małowist (dont la première épouse est décédée dans le ghetto de Varsovie). Ce dernier enseigne en lycée public avant-guerre puis, du fait de la virulence de l'antisémitisme, dans des écoles juives à partir de 1938. A notre connaissance, aucun des historiens des deux autres groupes n'est d'origine juive. Cette dernière ne correspond pas à une pratique religieuse, la plupart d'entre eux se revendiquant athées. Il n'empêche qu'elle constitue, dans la Pologne de l'entre-deux guerres, un stigmate entraînant différentes formes de discrimination. Du point de vue de cette population, l'avènement d'un régime se revendiquant du communisme en Pologne laisse espérer l'abandon de ces discriminations.

Par ailleurs, nombreux sont ceux, parmi les historiens ayant obtenu un poste permanent à l'université après-guerre, qui sont demeurés au seuil du monde académique avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. C'est notamment le cas de ceux qui, à Varsovie, occupent après 1945 les positions de pouvoir au sein de la discipline. Ainsi Natalia Gąsiorowska, malgré un doctorat obtenu en 1910, n'intègre l'Université libre de Varsovie qu'en 1926. Auparavant et durant de longues années, elle vit en dispensant des cours du soir et enseigne dans des écoles juives de Varsovie. Malgré une production scientifique considérable et l'obtention d'une thèse d'habilitation en 1933, ce n'est qu'en 1945, à l'âge de 64 ans, qu'elle est nommée professeur et intègre l'université publique : d'abord à Łódź, université nouvellement créée où elle dirige l'Institut d'histoire, puis à Varsovie à partir de 1952 et à l'IH PAN à partir de 1953. Elle préside en outre l'Association historique polonaise de 1953 à 1956. C'est donc une consécration tardive pour cette historienne, militante communiste de longue date, qui passe de la périphérie au centre de la discipline à la faveur du processus d'idéologisation de l'après-guerre. S'il ne partage pas les engagements militants de Gąsiorowska, Tadeusz Manteuffel connaît lui aussi une ascension professionnelle rapide après 1945. Avant-guerre, il ne parvient pas non plus à intégrer l'université de Varsovie, où son

[203] Sur l'engagement communiste des Juifs polonais et le mythe du « judéo-communisme » en Pologne cf. Audrey Kichelewski, *Les survivants. Être juif en Pologne de 1945 à nos jours*, Paris, Vendémiaire, à paraître (chapitre 3) ; Aleksander Smolar, « Jews as a Polish Problem », *Daedalus*, 1987, vol. 116, n° 2, p. 31−73.

mentor, Marceli Handelsman, échoue à lui faire ouvrir une nouvelle chaire, après l'obtention de son habilitation en 1931. A partir de 1926 et jusqu'à 1939, Manteuffel travaille aux archives d'État, où il a la charge d'un fonds consacré à l'administration scolaire. Parallèlement, il dispense quelques cours à l'université de Varsovie en tant que *docent prywatny*, un statut inférieur à celui d'enseignant permanent, qui ne lui permet pas de participer à l'administration de l'Institut d'histoire. Lui aussi change de statut au lendemain de la guerre, en prenant la direction de l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie en 1945, après avoir été responsable de la section historique de l'université clandestine mise en place à Varsovie sous l'occupation allemande. A l'instar de Manteuffel et Gąsiorowska, de nombreux historiens qui, jusqu'à 1939, exerçaient les métiers d'archiviste ou d'enseignant subalterne à l'université, changent de statut après la Seconde Guerre mondiale, accédant à une existence non seulement plus valorisante, mais qui offre aussi des conditions de travail idéales à ces individus qui n'ont jamais cessé d'écrire et d'enseigner, avant et pendant le conflit.

Est-ce à dire que ceux qui ont apporté leur concours à l'idéologisation de la discipline après-guerre ont agi par opportunisme ? Sans doute en partie, mais pas seulement. Comme le suggèrent les observations formulées précédemment, la politique d'idéologisation n'offre pas seulement des opportunités de carrière, mais aussi des opportunités intellectuelles, comme celle de se livrer à une rénovation historiographique que beaucoup, notamment parmi les historiens varsoviens, jugent nécessaire. Il s'agit d'ailleurs d'un petit milieu d'interconnaissance, comme le laisse deviner la lecture des biographies. Des liens interpersonnels forts unissent plusieurs de ces protagonistes. De nombreux auteurs s'étant penchés sur le sujet soulignent le fait que Manteuffel, au moment de reconstruire l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie, a choisi de s'appuyer sur ses proches, qui comme lui avaient fréquenté le séminaire de Marceli Handelsman, un professeur de renom ayant consacré plusieurs ouvrages aux principes méthodologiques de la recherche en histoire médiévale. Ils sont neuf, dans notre échantillon, à avoir suivi les enseignement d'Handelsman à l'université de Varsovie avant-guerre, dont cinq ont également rédigé leur thèse sous sa direction (Arnold, Kieniewicz, Małowist, Manteuffel, Serejski*[204]). Tous, sont membres du noyau de la politique d'idéologisation et tous, à l'exception de Serejski, sont en poste à l'université de Varsovie après-guerre. En outre, Manteuffel s'appuie sur ceux qui, comme lui, ont pris part à la résistance sous l'occupation allemande, dans le cadre de l'université clandestine, mais aussi au Bureau d'information et de propagande de l'Armée de l'intérieur

[204] Les quatre autres sont Assorodobraj, Gieysztor, Jabłoński et Kula.

(AK), au sein duquel ont évolué plusieurs historiens varsoviens : Marceli Handelsman, Aleksander Gieysztor*, Stefan Kieniewicz, et Witold Kula.

Parmi les autres éléments attestant de forts liens d'interconnaissance entre les universitaires varsoviens qui occupent les principaux postes à responsabilité dans la discipline historique après-guerre, notons encore la présence, au sein de notre échantillon, de deux couples (Bieżunska-Małowist et Assorodobraj-Kula), ce qui n'est pas anodin compte tenu de la taille restreinte de la population étudiée. Tout comme le fait que Kula et Gieysztor aient rendu visite à Iza Bieżunska dans le ghetto de Varsovie au début de la guerre, Kula ayant été désigné administrateur des biens de la famille durant l'occupation[205]. Kula et Gieysztor justement, après avoir été compagnons d'armes dans la résistance, sont tous deux faits prisonniers à l'issue de l'insurrection de Varsovie, fin 1944, et séjournent sept mois en captivité à l'Oflag de Gross-Born, dont trois mois passés à traverser la Pologne et l'Allemagne à pied (900 km aller-retour). Une « excursion » qui, selon Kula, fut mise à profit par les deux intellectuels pour mettre à l'épreuve du terrain leur culture livresque :

« En Poméranie, Aleksander Gieysztor et moi nous décelions les éléments slaves de la toponymie sur les poteaux indicateurs. En analysant le passage au-delà de l'Oder, nous vérifiions l'exactitude d'un livre à la mode sur la colonisation du Mecklembourg.[206] *»*

La proximité sociale et les différences de positions dans l'espace social d'avant-guerre sont également au principe de prises de position politiques qui, dans le cas des individus formant le noyau de la politique d'idéologisation, favorisent la participation à une entreprise de rénovation historiographique inspirée par le marxisme.

D'un côté, le fait pour certains d'être identifiés à la droite ou à l'extrême-droite de l'entre-deux guerre les disqualifie aux yeux des autorités communistes après-guerre. Un cas emblématique à cet égard est celui de Władysław Konopczyński, l'une des principales figures de la discipline dans les années 1920 et 1930, élu en 1947 à la présidence de la PTH, puis promptement remplacé après que le ministère de l'Education ait posé sa révocation comme préalable à toute discussion sur le budget de l'association et de sa revue, *Kwartalnik Historyczny*. En tant que député à la Diète (*Sejm*) issu des rangs de l'*endecja*, la Démocratie nationale (parti d'extrême-droite de l'entre-deux guerres), Konopczyński s'était prononcé en faveur de l'introduction d'un *numerus clausus* dans les universités, à l'encontre des juifs et

[205] Zespół Rektorski ds. Wydawnictw Jubileuszowych, *Portrety uczonych profesorowie Uniwesytetu Warszawskiego po 1945*, *op. cit.*, p. 120.
[206] W. Kula, « Mon "éducation sentimentale" », art cit, p. 140.

des « nationalités non-polonaises »[207]. Ainsi, à partir de 1950, la direction de *Kwartalnik Historyczny* est confiée à un comité éditorial composé d'historiens plus en phase avec les évolutions politiques en cours : Arnold, Bardach, Gieysztor, Kormanowa, Kula, Małowist, et Manteuffel, notamment. La principale revue de la discipline passe ainsi sous le contrôle d'universitaires membres de l'Association des historiens marxistes. Le profil politique de Ludwik Kolankowski est similaire à celui de Konopczyński : âgé de 63 ans en 1945, Kolankowski fut brièvement sénateur de 1938 à 1939 et président de la section de Lwów du Obóz Zjednoczenia Narodowego (Camp de l'Union Nationale), un parti qui soutient le gouvernement militaire et autoritaire. Ce qui ne l'empêche pas d'être nommé premier recteur de l'Université Nicolas Copernic de Toruń par le Conseil national d'État (*Krajowa Rada Narodowa*) établi par le PPR au sortir de la guerre. Il démissionne toutefois de cette fonction en 1948, prétextant vouloir se consacrer à son travail de recherche[208]. Il est ensuite relégué à une fonction moins prestigieuse, celle de directeur de la bibliothèque universitaire.

De l'autre, les militants de la gauche communiste et socialiste, bien que numériquement faibles, sont tous aux avant-postes de la discipline après-guerre. Plusieurs d'entre eux ne sont pas de simples adhérents du Parti et ont occupé d'importantes responsabilités politiques : Ewa Maleczyńska est membre du comité du PZPR pour la voïvodie de Wrocław de 1949 à 1952 ; Leon Grosfeld est à la tête de la direction de l'éducation politique de l'Armée polonaise de 1946 à 1950 ; Juliusz Bardach est attaché militaire à l'ambassade de Moscou de 1945 à 1948 ; Henryk Jabłoński est membre du Comité central du PZPR de 1948 à 1981, après avoir occupé des fonctions similaires au sein du parti socialiste (PPS). Il est par ailleurs sous-secrétaire d'État au ministère de l'Éducation de 1947 à 1953. Si la présence de ce type de profil illustre la porosité entre la discipline historique et le monde politique, elle ne se traduit pourtant pas nécessairement par une influence accrue des profils les plus militants sur la discipline. Ainsi Jabłoński, en dépit de l'importance de ses fonctions politiques, n'a jamais joué un rôle aussi central dans la discipline qu'un Manteuffel, directeur de l'Institut d'histoire de l'Académie. Il n'est sans pas doute exagéré de dire qu'au contraire, les individus présentant les profils les plus militants ont joué un rôle mineur dans la définition des principales orientations de la discipline historique en Pologne populaire, soit

[207] Voir Wojciech Kriegseisen, « *Kwartalnik Historyczny* – An Outline of its History » : http://www.semper.pl/kwartalnik_historyczny/index.php?option=com_content&view=article&id=56:kwartalnik-historyczny-an-outline-of-its-history-&catid=2:niezmienialne.

[208] « Prof. Ludwik Kolankowski, pierwszy rektor UMK. Na trudne czasy », [Le professeur Ludwik Kolankowski, premier recteur de l'université Nicolas Copernic à une époque difficile] *Gazeta Wyborcza*, 25 avril 2015 :

que leurs fonctions politiques leur laissent trop peu de temps pour s'investir intensivement dans leur métier d'historien (Jabłoński tenait par exemple ses séminaires le samedi), soit que l'absence de titre universitaires les disqualifie aux yeux des profils plus académiques (cf. chap. 2).

Le positionnement politique des universitaires varsoviens est moins affirmé, mais penche nettement plus à gauche que celui de leurs homologues des universités de province. Witold Kula, dont le père, militant socialiste, prit part à la révolution de 1905[209], ne cache pas un certain enthousiasme au moment d'évoquer la Pologne populaire, dans un discours pourtant prononcé en 1976, à un moment où il a déjà pris ses distances vis-à-vis du régime :

« Elle [La Pologne populaire] m'a apporté des expériences très instructives. Urbanisation accélérée, industrialisation accélérée, rupture des liens sociaux traditionnels, promotion sociale des masses, mobilité sociale centuplée – tout ce que j'avais appris en étudiant la révolution industrielle en Angleterre, tout cela différent – et exactement pareil.[210] *»*

Małowist adhère dans sa jeunesse à l'Union communiste de la jeunesse polonaise (*Komunistyczny Związek Młodzieży Polskiej*) et continue à se revendiquer de la gauche, même s'il s'éloigne par la suite du mouvement communiste. Mais plus qu'un tropisme pour la gauche, c'est une aversion prononcée pour le nationalisme polonais des années 1930, renforcée par l'expérience de la guerre, qui semble les caractériser. Dans le même discours, Kula mentionne son ami Ludwik Widerszal, historien de l'université de Varsovie engagé comme lui au sein du Bureau d'information et de propagande de l'AK, assassiné dans des circonstances troubles par des résistants nationalistes en 1944 : « Ludwik Widerszal, ce n'était pas la Gestapo qui l'avait tué.[211] » Le maître à penser de bon nombre des médiévistes varsoviens, Marceli Handelsman, a en outre trouvé la mort après avoir été dénoncé à la Gestapo par des nationalistes polonais[212]. A bien des égards, la fin du régime de *sanacja* de l'entre-deux guerres fut aussi, à leurs yeux, celle d'un régime de plus en plus autoritaire, dominé par les militaires, caractérisé par l'antisémitisme et un tropisme fasciste. Ce qui s'était traduit, dans les universités, par la création de « bancs ghetto » (*getto ławkowe*) réservés aux juifs, avec l'assentiment de la plupart des recteurs[213]. Cette nouvelle génération d'historiens

---

http://Toruń.wyborcza.pl/Toruń/1,35576,17808415,Prof__Ludwik_Kolankowski__pierwszy_rektor_UMK__Na.html.

[209] W. Kula, « Mon "éducation sentimentale" », art cit, p. 135.

[210] *Ibid.*, p. 141.

[211] *Ibid.*, p. 140.

[212] Adam Leszczyński, « Opowieść o Aleksandrze Gieysztorze » [L'histoire d'Aleksander Gieysztor], *Gazeta Wyborcza*, 14 mars 2001.

[213] De telles mesures sont fréquentes dans l'Europe centrale de l'entre-deux guerres, cf. Gisèle Sapiro, « L'internationalisation des champs intellectuels dans l'entre-deux-guerres : facteurs professionnels et politiques » dans Gisèle Sapiro (dir.), *L'espace intellectuel en Europe*, Paris, La Découverte, 2008, p. 111−146.

dont la carrière prend son essor après-guerre est donc clairement éloignée des positions nationalistes et nostalgiques de la Seconde République de certains de ses aînés[214].

En conséquence, la discipline historique se recompose après-guerre sur la base d'un certain dualisme. Se côtoient des universitaires qualifiés et compétents, hostiles à la subordination de la science historique à des impératifs idéologiques (cf. infra), mais disposés à mener une entreprise de rénovation historiographique dont les principes ne sont pas incompatibles avec la politique d'idéologisation prônée par le Parti. Et des nouveaux entrants dans la discipline historique, à la légitimité académique faible voire nulle, qui doivent leur accès au statut d'historien à leur engagement militant et entendent réorganiser la science historique sur le modèle soviétique. La faiblesse de ce second groupe rend indispensable une coalition avec le premier groupe, lequel dispose des ressources académiques indispensables à la conduite de cette rénovation historiographique. La faiblesse du groupe des historiens militants se donne à voir à travers plusieurs indices. Après la reprise en main de la revue *Kwartalnik Historyczny* en 1950, la rédaction en chef est confiée en 1953 à Bogusław Leśnodorski, qui a certes adhéré au PZPR après-guerre, mais fut à l'université de Cracovie un proche collaborateur de Władysław Konopczyński. Les mesures de nomination des cadres universitaires ne se traduisent pas par la promotion massive de militants communistes : le premier doyen nommé du département de sciences humaines de l'université de Varsovie est Tadeusz Manteuffel, en 1947. Or, si Manteuffel a accepté, par pragmatisme, de contribuer à la politique historique du Parti, il a toujours été décrit par les historiens *partyjni* comme un « réactionnaire », en tant qu'historien formé sous la Seconde République et vétéran de la guerre polono-bolchévique de 1920. De même, sa nomination à la direction de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences tranche avec ce qui s'observe à la même époque dans les autres pays du bloc soviétique (cf. I.3). De fait, les historiens universitaires non communistes et favorables à une entreprise de rénovation historiographique occupent alors une position charnière au sein de la discipline, comme le résume Marian Małowist, en 1986 :

« Je n'ai pas adhéré au Parti, mais j'étais marxiste et en tant que tel, je devais me battre sur deux fronts. D'un côté, contre les historiens réactionnaires du type ancien. De l'autre, contre les staliniens.[215] *»*

[214] Krystyna Kersten dresse un constat similaire : Krystyna Kersten, « Bezdomny intelektualista w poszukiwaniu ratunku » [L'intellectuel sans toit à la recherche du salut] dans Dariusz Libionka et Tomasz Szarota (dir.), *Pisma rozproszone*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2006.

[215] Tomasz Siewierski, « Małowist, historyk z Ligi Mistrzów », [Małowist, historien de la ligue des champions], *Gazeta Wyborcza*, 21 décembre 2009.

La politique d'idéologisation de l'histoire n'est dont rendue possible que grâce au concours d'historiens *niepartyjni* (non membres du Parti communiste) réputés favorables à la politique historique du Parti du fait de leurs opinions « progressistes » et/ou de leur attrait intellectuel pour le marxisme. Ces historiens ralliés, s'ils ne partagent pas nécessairement les orientations du Parti, contribuent à la réalisation de ses objectifs en entreprenant une rénovation historiographique d'ampleur (cf. section II). La réalisation de cette rénovation historiographique renforce à la fois leurs orientations de recherche et leurs positions, au sein de la discipline alors en cours de recomposition.

I.3. Centralisation et planification de la recherche en histoire :

La création d'une institution d'État en charge de la planification de la recherche scientifique est envisagée par le Parti comme un élément essentiel de l'idéologisation de la science, sur le modèle de l'Académie soviétique des sciences, mais aussi comme un moyen de pallier sa faible présence au sein du monde universitaire. Une institution unique, confiée aux universitaires du Parti ou fidèles à ce dernier, centralisant la prise de décision afin de rationaliser la politique de recherche et de contrôler plus étroitement la production scientifique. C'est ainsi qu'est envisagée, à partir de la fin des années 1940, la création de l'Académie polonaise des sciences (*Polska Akademia Nauk*, PAN), qui doit se substituer aux sociétés savantes dans l'organisation de la vie scientifique[216]. Ces sociétés sont considérées par les autorités communistes comme des freins à l'idéologisation de la science.

Entre les deux guerres mondiales, l'État polonais n'avait défini sa propre politique scientifique que dans les années 1930, dans le cadre de sa politique générale d'éducation publique (l'enseignement supérieur n'était pas dissocié de l'instruction publique et dépendait du ministère de l'Éducation)[217]. Ainsi, les sociétés savantes constituaient des clubs dont les membres entendaient défendre l'autonomie des universités et les libertés académiques[218]. En 1945, la Pologne comptait deux sociétés savantes d'envergure nationale et généraliste : l'Académie polonaise des arts et sciences (*Polska Akademia Umiejętności*, PAU), fondée en 1872 suite à une refondation de la Société scientifique de Cracovie, et la Société scientifique de Varsovie (*Towarzystwo Naukowe Warszawskie*), fondée en 1907 à la suite d'une

[216] Piotr Hübner, « Polityka partyjno-rządowa wobec towarzystw naukowych w Polsce po II wojnie światowej », [La politique du parti-gouvernement vis-à-vis des associations scientifiques en Pologne après la Seconde Guerre mondiale], *Prace Komisji Historii Nauki Polskiej Akademii Umiejętności*, 1999, n° 1, p. 51−71.
[217] P. Hübner, « The Last Flight of Pegasus », art cit, p. 73.

organisation plus ancienne. Ces sociétés, qui incarnaient une forme d'organisation autonome de la science, indépendante de l'État, continuaient à affirmer après-guerre leur attachement aux libertés académiques et leur refus d'une politique scientifique centralisée au niveau de l'État. Toutes deux sont progressivement marginalisées au cours de la seconde moitié des années 1940.

Le projet de dissocier enseignement supérieur et recherche est avancé dès l'automne 1945 par Ludwik Sawicki, un archéologue missionné par Jakub Berman – l'un des principaux dirigeants du PPR – pour produire un rapport sur la réorganisation de la PAU et des autres sociétés scientifiques[219]. Sawicki recommande la création d'instituts de recherche au sein d'une PAU réformée, avant que des instituts de recherche spécialisés puissent être établis en-dehors des universités. Cependant, la PAU, « refuge pour les éléments les plus réactionnaires et conservateurs » du monde académique[220], demeure hostile à un tel scénario et organise le 26 janvier 1946, conjointement avec l'université Jagellon, une conférence destinée à lancer un débat public sur ces questions. Une telle prise de position traduit une attitude de défiance vis-à-vis des projets de réorganisation des structures scientifiques. Les conclusions de la conférence, publiées peu après, revendiquent la liberté d'expression des scientifiques, leur liberté à échanger avec leurs pairs étrangers, et la liberté des établissements d'enseignement supérieur et des sociétés scientifiques à s'auto-organiser[221]. Ces conclusions énumèrent donc l'ensemble des aspects de la vie scientifique que le Parti entend remettre en cause.

En réponse, les autorités communistes organisent une conférence concurrente, à Varsovie, moins de trois semaines plus tard, le 13 février 1946, à l'initiative de Jakub Berman. Il s'agit de réaffirmer que la reconstruction de la science ne peut se faire sur la base de ses fondations anciennes. Par la suite, le Parti a recours à un procédé dont il est coutumier vis-à-vis de ses adversaires politiques d'alors : une campagne de presse est organisée, qui accuse les membres de la PAU d'avoir collaboré avec les forces d'occupation allemandes. Plusieurs solutions sont examinées par les autorités communistes, de la nationalisation pure et simple de la PAU à la création d'un centre scientifique national sur le modèle du CNRS français. Finalement, c'est le modèle soviétique d'une académie des sciences d'État qui est retenu. L'Académie devient l'institution centrale de la politique scientifique en Pologne populaire, une sorte de ministère en charge de la planification de la recherche, contrôlé par le gouvernement. Son siège est établi à Varsovie, où le milieu universitaire est plus en phase

[218] *Ibid.*, p. 76−77.
[219] *Ibid.*, p. 83−84.
[220] *Ibid.*, p. 100−101.

avec les autorités communistes qu'à Cracovie. La PAU et la Société scientifique de Varsovie sont démantelées au profit de la PAN, qui se voit octroyer les moyens et les locaux auparavant alloués à ces associations, dont le financement public est coupé.

La création de la PAN résulte officiellement du 1er Congrès de la science polonaise, qui se déroule du 29 juin au 2 juillet 1951, et sanctionnée par une loi du 31 octobre de la même année. Lors du Congrès, le biologiste Jan Dembowski, désigné pour devenir le premier président de la PAN, résume ainsi la nouvelle politique scientifique en vigueur :

« Le génie est un phénomène rare et accidentel qui ne peut être planifié… Aujourd'hui nous pouvons mobiliser un groupe de gens moyennement doués qui, ayant clairement défini les problèmes, peuvent organiser et mener scientifiquement la recherche et réaliser davantage qu'un seul individu génial. [222] »

Fin 1951, la réforme institutionnelle dont l'enjeu est le passage d'un modèle d'organisation de la science basé sur l'initiative individuelle et l'autonomie des chercheurs, à un système centralisé de planification de la recherche et de réalisation collective des travaux, est donc achevé. En marginalisant les sociétés scientifiques autonomes, le Parti-État prive les universitaires opposés à sa politique scientifique des moyens d'y résister.

La création de l'Institut d'histoire de l'Académie (IH PAN) est l'œuvre d'une commission programmatique présidée par Tadeusz Manteuffel. Elle est largement dominée par les communistes, puisque quatre seulement de ses treize membres ne sont pas membres du Parti (Manteuffel, Kula, Łowmiański et Dąbrowski). Les historiens *partyjni* les plus doctrinaires sont quant à eux bien représentés (Daniszewski, Grosfeld, Kormanowa, Werfel). L'IH PAN est officiellement créé le 1er janvier 1953, au sein du Département des sciences sociales de l'Académie. Conformément à ses statuts, il constitue l'institution centrale de la discipline, en charge de la définition des principales orientations de la recherche historique, en lien avec les services compétents de l'État et du Parti, de l'organisation du plan de recherche, et enfin de la réalisation de ces recherches[223]. Tadeusz Manteuffel devient le premier directeur de l'Institut, poste qu'il occupe jusqu'à sa mort, en 1970. Sa désignation à la tête de l'Institut est souvent pointée comme une preuve de l'autonomie relative du champ historien. Comment expliquer qu'une fonction devenue aussi centrale dans la vie de la discipline soit confiée à un historien dont les *partyjni* estiment que ses vues sont éloignées non seulement du Parti, mais aussi d'une approche marxiste de l'histoire ? Pourquoi ne pas avoir plutôt désigné une historienne du Parti comme Żanna Kormanowa, en charge de la réflexion sur la réécriture de l'histoire nationale polonaise au prisme du marxisme-léninisme, dès 1944 pour le compte du

[221] *Ibid.*, p. 75−76.
[222] *Ibid.*, p. 115.

gouvernement provisoire de Lublin ? C'est bien ce scénario qui était privilégié par la direction du PZPR et désiré par les historiens *partyjni*. Il semble que la « Première conférence méthodologique des historiens polonais », qui eut lieu à Otwock du 28 décembre 1951 au 12 janvier 1952, ait joué ici un rôle décisif. Au cours de cette conférence, les historiens adoptent officiellement la méthodologie marxiste-léniniste en tant qu' « unique méthodologie scientifique ». Le ralliement d'universitaires tels que Manteuffel, Kula, Gieysztor ou Małowist, à l'importation de « l'esprit de parti » dans la vie scientifique, ainsi que leur acceptation des réformes institutionnelles et de la réorganisation de la politique de recherche impliquée par la création de l'IH PAN, leur aurait permis de jouer un rôle prépondérant au sein de la discipline ainsi réformée[224]. En d'autres termes, l'acceptation des principes de l'idéologisation de la science permet à des historiens fortement dotés en ressources académiques d'occuper les postes à responsabilité au sein de la discipline, au détriment des militants historiens dont les ressources sont plus politiques qu'académiques. Les historiens soviétiques présents à Otwock ont ici joué un rôle considérable, en appuyant la nomination de Manteuffel plutôt que celle d'historiens *partyjni*, préférant s'appuyer sur des interlocuteurs moins proches du Parti, mais possédant qualifications et autorité scientifiques[225]. Ici, les loyautés professionnelles priment donc sur les loyautés politiques.

Ce constat vaut également aux autres niveaux de la direction de l'IH PAN. Les deux vice-directeurs de l'institut, Leon Grosfeld et Bogusław Leśnodorski, sont certes membres du PZPR, mais présentent deux profils distincts : un militant historien et un universitaire en poste à Cracovie avant-guerre, également rédacteur en chef de *Kwartalnik Historyczny*. Natalia Gąsiorowska préside un conseil scientifique de 30 personnes, au sein duquel siègent de nombreux historiens *partyjni* (Arnold, Bardach, Bobińska, Daniszewski, Fiedler, Grosfeld, Jabłoński, Kormanowa, Okęcki, Werfel). Mais ils sont minoritaires au sein d'un conseil qui compte avant tout des universitaires, varsoviens comme provinciaux. Surtout, certaines nominations étonnent, comme celles de Zygmunt Wojciechowski et Gerard Labuda, employés à l'Institut occidental, rattaché à l'université de Poznań. Ce centre de recherches créé après-guerre pour mener des recherches sur l'Allemagne et l'occupation nazie, était étroitement surveillé par la police politique car bon nombre de ses membres, à l'instar de Wojciechowski

[223] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970, op. cit.*, p. 327.
[224] Voir notamment le chapitre que consacre Stobiecki à la conférence d'Otwock in R. Stobiecki, *Historiografia PRL, op. cit.*, p. 96−116.
[225] Voir Maciej Górny, « From the Splendid Past into the Unknown Future: Historical Studies in Poland after 1989 » dans Sorin Antohi, Balázs Trencsényi et Péter Apor (dir.), *Narratives Unbound. Historical Studies in Post-Communist Eastern Europe*, Budapest and New York, CEU Press, 2007, p. 101−172.

étaient issus d'une organisation nationaliste de résistance, « *Ojczyzna* » (Patrie) [226]. Bien qu'elle accorde une large place aux historiens *partyjni*, la direction de l'IH PAN constitue donc une exception dans le bloc soviétique. Ainsi que le remarque Stobiecki, dans aucun autre pays du bloc, la direction de la science historique ne fut confiée à un groupe d'historiens professionnels formés par la « science bourgeoise »[227]. Cette exception est rendue possible par l'adoption officielle, par la discipline historique, du principe d'une science partisane lors de la conférence d'Otwock (cf. infra).

Le rôle du conseil scientifique, qui se réunit au moins une fois tous les quatre mois, consiste dès lors à contrôler les programmes de recherche de l'IH PAN, le recrutement des cadres scientifiques ainsi que l'attribution des titres scientifiques[228]. L'Institut est subdivisé en onze sous-départements (*działy*) thématiques.

I – Histoire de la Pologne jusqu'à la moitié du 18e siècle (dir. H. Lowmiański).

II – Histoire de la Pologne, de la moitié du 18e siècle à 1864 (dir. W. Kula).

III – Histoire de la Pologne 1864-1917/18 (dir. H. Jabłoński).

IV – Histoire de la Pologne 1917/1918-1944.

V – Histoire de la Pologne populaire.

VI – Histoire des nations de l'URSS.

VII – Histoire des démocraties populaires.

VIII – Histoire universelle (dir. Z. Kormanowa).

IX – Histoire des religions.

X – Histoire de l'art.

XI – Archivistique.

Parmi ces onze départements, ceux qui nous intéressent plus particulièrement ici sont les départements IV et V, consacrés à l'histoire du temps présent. Il s'agit également des départements dont la mise en place a été la plus tardive. Il est en effet impossible de créer immédiatement ces départements en raison du peu d'historiens travaillant sur la période postérieure à 1864. Le scepticisme des historiens universitaires à l'égard du temps présent (l'idée dominante au sein de la discipline est alors qu'il est impossible de faire de l'histoire sur une période distante de moins de cinquante ans) est ici redoublé par la sensibilité politique des sujets touchant à l'histoire la plus récente de la Pologne, et en particulier à la guerre polono-bolchévique, à la Seconde Guerre mondiale et à ses conséquences politiques.

[226] Pietrowicz, Aleksandra, « "Neutralizowanie" prof. Zygmunta Wojciechowskiego » [La « neutralisation » du professeur Zygmunt Wojciechowski], *Biuletyn IPN*, n° 5-6, 2011, p. 147-156.
[227] R. Stobiecki, *Historiografia PRL*, *op. cit.*, p. 128.
[228] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 327.

L'histoire contemporaine fait l'objet d'une attention particulière de la part de la censure et de la propagande du Parti, tant et si bien que peu de chercheurs, à l'exception des communistes orthodoxes, sont prêts à s'y investir. A cet égard, la « fuite » vers l'histoire médiévale de Bronisław Geremek, alors qu'il était étudiant à l'Université de Varsovie après-guerre, n'est pas un cas isolé :

« Mon idée première était de choisir l'histoire la plus contemporaine, celle du 20e siècle, mais dès le premier semestre de cours certains incidents m'ont fait perdre l'illusion que l'on pouvait faire de l'histoire contemporaine de façon honnête, sans compromissions doctrinales. J'ai notamment assisté à plusieurs séminaires sur la Première Internationale et c'est à la suite d'un échange de vues avec une certaine dame[229]*, qui se trouvait être l'une des personnes qui décidaient de la ligne du Parti dans le domaine de l'histoire, que j'ai définitivement compris que je ne pourrais jamais m'habituer à une telle atmosphère intellectuelle. J'ai donc trouvé mon salut dans la fuite. Cette fuite m'a conduit vers le Moyen-Âge.*[230] *»*

A l'inverse Krystyna Kersten, l'une des premières historiennes à mener des recherches sur la Pologne de l'après-guerre à l'Académie des sciences, à partir du milieu des années 1950, rappelle qu'un telle spécialisation était alors loin d'être valorisante au sein de la discipline. Tadeusz Manteuffel lui avait d'ailleurs recommandé de se consacrer plutôt à l'entre-deux guerres.

« I mentioned "choice", but the words "I chose" do not accurately represent the facts. I should rather say, "I was chosen" by my masters and teachers. Moreover, this choice was not meant to be an honour or distinction. On the contrary, prof. Małowist and prof. Manteuffel did not waste better students than I to work on the most recent history. […][231] *»*

Toutefois, une telle défiance à l'égard de l'histoire du temps présent n'est propre ni au contexte polonais, ni aux États du bloc soviétique. Au lendemain de la guerre, l'histoire contemporaine est souvent considérée comme impossible à faire et rejetée par de nombreux universitaires de part et d'autre du Rideau de fer[232]. Elle se développe d'abord en-dehors des universités, dans des institutions spécialisées, avant de gagner plus tard, à partir des années 1970, « ses titres de noblesse académique »[233].

Pour autant, il est clair qu'il existe, de la part des historiens *partyjni*, une volonté de faire advenir une histoire du temps présent, comme en attestent les deux départements correspondants de l'Institut d'histoire de l'Académie. Le programme d'enseignement de l'histoire élaboré en 1944 par Żanna Kormanowa, lorsqu'elle travaillait pour le compte du

[229] Il s'agit vraisemblablement de Żanna Kormanowa.
[230] Juan Carlos Vidal, *L'historien et le politique. Entretiens avec Bronisław Geremek*, Montricher, Les éditions Noir sur Blanc, 1999, p. 24.
[231] Krystyna Kersten, « My Adventure with Contemporary History » : http://kerstens.org/foundation/Krystyna/research/KK_Adventure.shtml.
[232] P. Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », art cit.
[233] P. Lagrou, « L'histoire du temps présent en Europe depuis 1945 », art cit.

gouvernement provisoire de Lublin, s'achevait d'ailleurs en 1943, afin d'inscrire la conquête du pouvoir politique par le Parti dans l'histoire longue de la Pologne[234].

Les départements IV et V de l'IH PAN sont finalement créés en 1954 et 1955. Czesław Madajczyk, l'un des premiers historiens de la Pologne populaire à s'intéresser à la Seconde Guerre mondiale, en assume la direction. Membre du PPS puis du PZPR, il a auparavant enseigné à l'École supérieure des sciences sociales du Comité central du Parti, puis à l'Académie politico-militaire, deux écoles destinées à former les cadres du Parti-État. Ces départements ne comptent alors que très peu de chercheurs et leur activité est réduite au minimum. Les historiens les plus proches du Parti, Kormanowa et Arnold, se plaindront d'ailleurs régulièrement de cette situation lors des sessions du conseil scientifique de l'IH PAN. Lors de l'une d'entre elles, le 26 janvier 1954, ils proposent de promouvoir davantage la formation de jeunes historiens spécialisés sur la période contemporaine, ainsi que la production de mémoires et de thèses dédiées à cette période[235]. Si les effectifs de l'IH PAN se sont progressivement étoffés au point de compter, au début de l'année 1956, quatre professeurs « ordinaires » (T. Manteuffel, H. Lowmiański, K. Piwarsi et S. Arnold), 18 professeurs « extraordinaires », 15 *docent*, 16 vice-professeurs, 27 *adiunkt*, 37 assistants expérimentés et 17 assistants, soit un total de 130 travailleurs scientifiques[236], l'histoire contemporaine en demeure le parent pauvre, avec moins d'une dizaine de chercheurs. Les premiers chantiers de recherche d'envergure nationale menés dans le cadre de l'Institut portent davantage sur les périodes plus anciennes de l'histoire de la Pologne. Un vaste programme porte sur les origines de l'État polonais, sous la direction d'A. Gieysztor. Le principal projet d'envergure entrepris à l'IH PAN dès sa création est une synthèse monumentale de l'histoire de la Pologne, qui devait constituer une somme conforme aux canons idéologiques du Parti. Le premier tome est publié en 1957, mais la faiblesse des effectifs des départements en charge de l'histoire contemporaine et les réticences exprimées par la direction de l'Institut, à commencer par Manteuffel, font que le dernier tome, consacré à l'histoire la plus récente et notamment à l'implantation du régime communiste en Pologne, n'est publié qu'au milieu des années 1970.

[234] R. Stobiecki, *Historiografia PRL*, *op. cit.*, p. 258.
[235] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 330.
[236] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*

En 1953, la réforme institutionnelle de la discipline historique est achevée et les historiens *partyjni* occupent une place de choix au niveau des positions de pouvoir sur la discipline. Pour autant, ils sont loin d'en avoir le contrôle exclusif : les universitaires non membres du Parti occupent alors une position dominante, une situation qui tranche avec ce qui s'observe alors dans d'autres démocraties populaires. Si l'autonomie de l'enseignement et de la recherche est remise en cause par une logique de centralisation et de planification, autour de l'Institut d'histoire de l'Académie, la direction des principales orientations de recherche n'est pas placée sous le contrôle exclusif de serviteurs zélés du Parti. L'idéologisation de la discipline historique est donc passée par la médiation d'historiens professionnels. Au-delà de la conquête des positions de pouvoir institutionnel, elle se traduit également par l'adoption d'une méthodologie unique et la définition de nouveaux cadres d'interprétation du passé.

Section 2. La rénovation historiographique au concret :

L'idéologisation de la science historique ne passe pas seulement par les réformes institutionnelles, mais aussi par l'adoption du marxisme-léninisme en tant qu' « unique méthodologie scientifique » et la production d'une histoire partisane (I.1). La définition de ce nouveau canon méthodologique est cependant floue, ce qui rend possibles des appropriations multiples. La discipline historique, même marxiste-léniniste, reste donc un espace de discussion. Le nouveau canon méthodologique entraîne des inflexions historiographiques majeures, notamment pour l'histoire du temps présent, qui est essentiellement produite dans un cadre partisan (I.2).

II.1. L'imposition d'un nouveau canon méthodologique aux contours imprécis : le « marxisme-léninisme » :

La « nouvelle histoire » fondée sur la doctrine marxiste-léniniste est définie lors des congrès de l'après-guerre, à l'issue desquels la discipline se dote officiellement d'une « méthodologie unique ». Trois congrès successifs donnent à voir les essais de définition de cette méthodologie nouvelle, mais aussi les appropriations et les interprétations différentes dont elle fait l'objet. Il s'agit du 7e Congrès des historiens polonais (19-22 septembre 1948), organisé à Wrocław par l'Association historique polonaise (PTH), du 1er Congrès de la science polonaise (29 juin-2 juillet 1951), organisé à Varsovie et enfin de la 1ère Conférence méthodologique des historiens polonais (28 décembre 1951 – 12 janvier 1952), qui s'est tenue à Otwock, près de Varsovie. A travers les congrès, « institutions majeures de la mise en scène publique du savoir moderne », il s'agit d'étudier les retraductions de la contrainte idéologique dans l'espace du débat historiographique[237]. Les congrès constituent en effet un baromètre de la science historique en Pologne populaire[238] : c'est à l'issue des congrès que sont actées la création de l'Association des historiens marxistes (à Wrocław, en 1948) et celle de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (à Varsovie, en 1951) ; c'est là également que sont adoptées des déclarations d'adoption de la méthodologie marxiste au nom de la discipline ; et c'est aussi à l'occasion d'un congrès, le second organisé par la PTH après-guerre, que Tadeusz Manteuffel critiquera la politique historique stalinienne (cf. chap. 2). Pour le Parti-État, dont les représentants (ministres et responsables du Parti) participent à ces congrès,

[237] Pour une analogie, cf. P. Lassave, *Les sociologues et la recherche urbaine*, *op. cit.*, p. 42.

ceux-ci sont le lieu où passer des messages à la profession, comme en atteste l'attention portée à leur préparation, au niveau du ministère de l'Éducation, du Département de la science et de l'éducation du Parti, ou des services de sécurité du ministère de l'Intérieur[239]. C'est au cours de ces congrès que les participants sont instruits des lectures et des usages autorisés du marxisme, alors inconnu de la grande majorité des historiens polonais. Bien qu'il soit considéré comme l'unique méthodologie scientifique en Pologne populaire, le marxisme fait l'objet de mises en forme et d'interprétation différentes, selon les locuteurs qui les expriment, et les positions que ces derniers occupent dans l'espace de la discipline.

L'ampleur de la rénovation historiographique impliquée par l'unification de la science historique polonaise sous la bannière du marxisme est d'autant plus importante, que les échanges avec des historiens susceptibles d'incarner, à l'extérieur de la Pologne, des orientations alternatives, sont alors quasiment inexistants. Les collègues étrangers présents lors des congrès Polonais sont tous issus d'Union soviétiques ou des « pays frères » du camp du « socialisme réel ». Les historiens du bloc soviétique, Polonais compris, ne participent pas au premier congrès international des sciences historiques de l'après-guerre, organisé à Paris en 1950. Certains d'entre eux seront autorisés à se rendre au congrès suivant, à Rome en 1955, non sans que la participation à ce type de rencontre internationale ne soit strictement encadrée[240]. De même, les contacts avec les historiens polonais émigrés ou exilés à l'Ouest sont rendus impossibles par le strict contrôle des visas, mais aussi par la censure, qui empêche la publication de ces auteurs[241]. Compte tenu de leur séparation et de la faiblesse de leurs échanges, le décalage entre la pratique des historiens polonais restés au pays et celle de leurs collègues établis à l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale, donne une idée de l'ampleur de la rénovation historiographique à l'œuvre en Pologne à partir de la fin des années 1940.

Aux États-Unis, à Londres, Paris et Rome, les émigrés polonais fondent des instituts culturels et scientifiques au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Le *Polish Institute of Arts and Sciences of America* (PIASA) est créé en 1942 sur le modèle de l'Académie polonaise des arts et sciences (PAU), fermée sous l'occupation allemande. L'association historique

---

[238] R. Stobiecki, *Historiografia PRL*, *op. cit.*

[239] Voir notamment, concernant les congrès pluri-annuels organisés par la PTH, les documents d'archives publiés par Tadeusz Rutkowski : Tadeusz Paweł Rutkowski, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich w Polsce Ludowej: dokumenty i materiały*, [Les congrès des historiens polonais en Pologne populaire], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2014.

[240] Sur la vérification préalable des exposés des participants (au congrès de Paris, avant que son boycott ne soit officiellement acté) par l'Association des historiens marxistes cf. T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 149.

[241] Sur la politique d'attribution des passeports en Pologne populaire, cf. Dariusz Stola, *Kraj bez wyjścia? Migracje z Polski 1949-1989*, [Un pays sans sortie ? L'émigration de Pologne, 1949-1989], Warszawa, IPN et ISP PAN, 2010.

polonaise de Londres, fondée en 1946, accueille les membres exilés de l'association équivalente fondée à Lwów à la fin du 19e siècle. Des bibliothèques polonaises étaient déjà établies à Paris (dans les années 1830) et Rome (en 1926). L'ensemble des associations et instituts historiques polonais à l'Ouest se regroupent dans le cadre d'une organisation commune, la *Polish Historical Association Abroad*, établie à Londres en 1953[242]. Cependant, les historiens polonais en exil pèsent peu au niveau international après 1945. Ils souffrent d'un double isolement. Ils peinent d'abord à être reconnus dans les congrès internationaux, auxquels ils participent en tant que membres des délégations de leurs pays de résidence, la Pologne étant officiellement représentée par l'Association historique polonaise. De plus, ils sont rarement affiliés à un centre de recherches ou à une université, ce qui rend leur participation aux congrès internationaux coûteuse, faute de soutien institutionnel[243]. Cet isolement institutionnel est redoublé par l'isolement intellectuel des historiens polonais en exil. Les écrits d'Oskar Halecki, ancien professeur à l'université de Varsovie, ou Marian Kukiel, ancien directeur du Bureau historique de l'armée polonaise, deux des principales figurent de l'historiographie polonaise en exil, reflètent leur formation d'historiens acquise dans la Pologne du début du 20e siècle, marquée par une approche individualiste fortement teintée de catholicisme[244]. Une telle vision du monde les rend hostiles tant au matérialisme historique qu'à l'école des Annales, qui connaît un écho international important au lendemain de la guerre. Les Annales sont en effet assimilées par ces historiens exilés à un simple prolongement du marxisme, du fait de l'intérêt porté aux structures économiques et sociales. Suite au congrès international des sciences historique de Paris, Halecki écrit ainsi :

« De temps en temps se sont fait entendre des voix en défense du matérialisme historique, entendu de l'une ou l'autre manière. Mais en général c'est une interprétation totalement différente, spirituelle, qui a prévalu. Ceci témoigne du fait qu'en dépit de l'intérêt porté aux nouveaux courants […], la majorité des historiens libres demeure fidèle à tout ce qui a assuré à la science historique un développement aussi brillant entre les deux guerres. Il est également très caractéristique que pour la première fois dans un congrès de ce genre, une messe ait été organisée grâce aux efforts des historiens français catholiques, dans la chapelle de la Sorbonne. Les historiens polonais y ont pris part collectivement.[245] »

[242] Maria Zadencka, « Polish Exile Historians at the International Historical Congresses » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 156−189.

[243] Rafał Stobiecki, « Historycy polscy na uchodźstwie na Międzynarodowych Kongresach Nauk Historycznych », [Les historiens polonais en exil aux congrès internationaux des sciences historiques] *Dzieje Najnowsze*, 2002, vol. 34, n° 3, p. 75−93. Voir aussi son ouvrage : Rafał Stobiecki, *Klio na wygnaniu: z dziejów polskiej historiografii na uchodźstwie w Wielkiej Brytanii po 1945 r*, [Histoire de l'historiographie polonaise en exil en Grande-Bretagne après 1945] Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2005.

[244] R. Stobiecki, « Historycy polscy na uchodźstwie na Międzynarodowych Kongresach Nauk Historycznych », art cit, p. 79.

[245] Osark Halecki, « Kongres Historyczny w Paryzu » [Le congrès historique de Paris], *Teki Historyczne*, vol. 4, 1950, cité in *Ibid.*, p. 78.

Kukiel tire pour sa part un bilan bien plus inquiet du congrès de Paris, voyant dans « l'offensive » des Annales « le début de la crise de l'historiographie occidentale »[246].

« The stress on the material dimension of life (climate, agriculture, trade routes, demography – problems that were the staple diet of the Annales historians) seemed to deflect attention from the spiritual sphere of reality which in the eyes of most émigré authors appeared to by much more important. Perhaps it is worth mentioning here that Oskar Halecki argued that Poland owed its prosperity in fifteenth and sixteenth centuries to Queen Jadwiga because she had the courage to usher principles of Christian religion into politics.[247] *»*

Les visions du monde et la pratique de l'histoire de ces historiens polonais en exil les place donc en porte à faux vis-à-vis de leurs collègues restés au pays, mais aussi vis-à-vis des évolutions de la science historique au niveau international. Ainsi le catholicisme affirmé d'Halecki, l'un des rares à connaître une carrière universitaire dans son pays d'accueil, lui vaut d'occuper une position périphérique dans le champ académique états-uniens : c'est dans une université jésuite, la Fordham University de New York, qu'il obtient une *tenure*. Le fait d'avoir présidé l'*American Catholic Association* lui aurait fermé de nombreuses portes, dans un pays majoritairement protestant[248]. En Pologne populaire, les publications de ces historiens exilés sont presque introuvables, même pour celles datant d'avant 1939.

En conséquence, les discussions et échanges avec les historiens demeurés en Pologne populaire sont impossibles. Une résolution adoptée par l'Association historique polonaise de Londres, en avril 1947, déclare d'ailleurs que ses membres refusent de publier leurs travaux dans des maisons d'édition contrôlées par le régime communiste[249]. Lors du congrès international de Rome, l'exposé de Bogusław Leśnodorski, intitulé « La science historique dans la première décennie de la Pologne populaire », suscite la réprobation des historiens exilés, Halecki en tête. Leśnodorski y fustige, entre autres, « l'occidentalisme cosmopolite », la « méthodologie idéaliste » et le « cléricalisme » des travaux publiés avant 1948, et ne fait pas la moindre allusion à ceux des exilés[250]. La production des historiens polonais en exil n'a donc que peu d'influence sur les développements de l'historiographie en Pologne populaire. Les travaux publiés hors de Pologne n'accordent par ailleurs que peu d'importance à l'histoire

[246] Artur Mękarski, « In Whose Name is the Story Told? The Emigré Critique of Method in the Historiography of the Polish People's Republic » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 355.
[247] A. Mękarski, « In Whose Name is the Story Told? », art cit.
[248] Mirosław Filipowicz, « Polish Historiography in Exile: On Selected Works and Ideas of Oskar Halecki, Henryk Paszkiewicz and Marian Kukiel » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 249−262.
[249] Rafał Stobiecki, « To Be a Polish Historian in Exile: Semantic and Methodological Remarks » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 196.
[250] R. Stobiecki, « Historycy polscy na uchodźstwie na Międzynarodowych Kongresach Nauk Historycznych », art cit, p. 85.

du temps présent, à l'exception de la revue *Zeszyty Historyczne* (Cahiers historiques), fondée à Paris en 1962, dont il sera question au chapitre 4[251].

L'adoption du marxisme par la discipline historique en Pologne constitue donc une rupture forte avec l'historiographie d'avant-guerre et ses prolongements en exil. Cette rupture est autant historiographique que politique. Le fait de tenir le premier congrès de l'Association historique polonaise (PTH) de l'après-guerre à Wrocław n'est pas anodin. La ville symbolise en effet le rattachement de la Silésie à la Pologne et une exposition consacrées aux « territoires recouvrés » est présentée en marge du congrès[252]. Au cours de cet événement autant scientifique que politique, selon les mots prononcés dans son discours inaugural par le ministre de l'Éducation, Stanisław Skrzezewski[253], il s'agit pour les historiens *partyjni* de promouvoir leur conception marxiste de la science historique. L'organisation du congrès est largement imposée par le ministère de l'Éducation à la PTH et focalisée sur des thèmes chers au Parti[254]. Aucune discussion académique n'est prévue en-dehors de ce cadre[255]. Les débats sont ainsi rendus impossibles par avance, ce qui conduit plusieurs historiens éminents qui, comme Władysław Konopczyński, sont en voie de marginalisation au sein de la discipline, à boycotter l'évènement[256].

Pour autant, en 1948, la politique historique du Parti est encore contrebalancée par l'influence des sociétés savantes. Le comité d'organisation du congrès est bicéphale et traduit la faible assise du Parti au sein de la discipline. La présidence du congrès est assurée par Jan Dąbrowski, professeur à l'université Jagellon de Cracovie, l'un des universitaires en poste avant-guerre évoqués au point I.2. Il est également secrétaire général de l'Académie polonaise des arts et sciences (PAU) et a succédé à Władysław Konopczyński à la présidence de la PTH. Lui sont adjoints deux vice-présidents, Natalia Gąsiorowska et Kazimierz Tymieniecki, deux historiens qui incarnent des positions antagonistes au sein de la discipline. La première, membre du Parti, est alors professeur à l'université de Lódź et incarne ces universitaires

[251] Rafał Stobiecki, « Polish Exile Periodicals as a Dialogue Forum: Teki Historyczne, Polish Review, Zeszyty Historyczne » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 282−296.
[252] T.P. Rutkowski, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich*, *op. cit.*, p. 11.
[253] Discours reproduit in *Ibid.*, p. 47.
[254] Les sections thématiques étaient consacrées aux territoires « recouvrés » (c'est-à-dire gagnés au profit de l'Allemagne après-guerre), à l'histoire des Slaves, à la révolution de 1848 (à l'occasion du centenaire du « printemps des peuples ») et à la genèse de l'État moderne en Pologne. Autant de sujets renvoyant à la nouvelle situation géopolitique de la Pologne après-guerre. Une dernière section fut consacrée à la question de l'organisation de la science historique polonaise après la Seconde Guerre mondiale.
[255] Z. Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 110.
[256] *Ibid.*, p. 111.

varsoviens favorables à une rénovation historiographique susceptible de s'appuyer sur le soutien du Parti. Le second présente un profil similaire à celui Dąbrowski : déjà en poste avant-guerre, membre de la PAU et issu du milieu cracovien. Surtout, le comité d'organisation du congrès est scindé entre un « Présidium » où dominent les historiens du milieu cracovien[257], et un secrétariat collégial dominé par le milieu varsovien[258]. A l'instar de notre démonstration du point I.2, les membres des deux groupes occupent des positions différentes au sein de la discipline. Cinq des sept membres du Présidium sont membres de la PAU, quatre enseignent à l'université Jagellon. Au contraire, les huit membres du secrétariat (dont on peut exclure Franciszek Persowski, directeur de lycée, le seul à ne pas occuper une position universitaire) sont majoritairement issus de l'université de Varsovie (six en comptant Kula, alors à Lódź, qui rejoint Varsovie en 1950). Surtout, il s'agit d'historiens favorables à l'application d'approches marxistes en histoire, et donc plutôt favorables à la politique historique du Parti, bien que deux d'entre eux seulement (Bazylow et Leśnodorski) en soient membres. Ils occupent à partir du début des années 1950 les positions de pouvoir au sein de la discipline (six à l'IH PAN, six membres du comité de rédaction de *Kwartalnik Historyczny*), positions dont sont exclus les membres du premier groupe à cette date. A cette différence de positions s'ajoute une différence générationnelle. Au moment du congrès, la moyenne d'âge des membres du Présidium est de 52,5 ans (mais quatre n'ont pas encore 50 ans). Le plus jeune a 43 ans, deux ont plus de 60 ans. En revanche, la moyenne d'âge des membres du secrétariat est de 35 ans (37,2 en comptant Persowski, le seul à être né avant 1900). Il s'agit surtout de jeunes trentenaires, les plus vieux ayant 41 ans au moment du congrès. Les deux groupes reflètent donc la configuration de la discipline à la fin des années 1940, avec une opposition entre un groupe d'historiens relativement âgés et déjà consacrés avant-guerre, entendant reconstruire la discipline sur le modèle qui prévalait avant 1939, centré sur les sociétés savantes, et un groupe d'historiens plus jeunes, nouveaux entrants dans la discipline, en poste à Varsovie et plus proches des lieux de décision politique, qui connaissent une ascension académique rapide du fait du renouvellement des cadres scientifiques après-guerre et de leurs dispositions à entreprendre une rénovation historiographique. En somme, les promoteurs de la « nouvelle histoire » s'opposent aux défenseurs de la « vieille histoire », selon une logique d'opposition entre « les détenteurs du titre de savant et les nouveaux

[257] Władysław Czapliński (1905-1981), Wojciech Hejnosz (1895-1976), Teofil Emil Modelski (1881-1967), Jan Rutkowski (1886-1949), Władysław Tomkiewicz (1899-1982), Adam Vetulani (1901-1976), Mieczysław Zywczyński (1901-1978).

entrants[259] », mise en évidence par Bourdieu au sujet de la sciences des œuvres : « le vieillissement des auteurs, des écoles et des œuvres est le résultat de la lutte entre ceux qui ont *fait date* (en faisant exister une nouvelle position dans le champ) et qui luttent pour durer (devenir "classiques") et ceux qui ne peuvent à leur tour faire date sans renvoyer au passé ceux qui ont intérêt à *éterniser* l'état présent et à arrêter l'histoire.[260] » Dans le cas de la discipline historique en Pologne populaire, le clivage générationnel et la confrontation entre « le groupe de Varsovie, avec Tadeusz Manteuffel à sa tête », bénéficiant de soutiens au sein du Parti, et le « milieu cracovien », perçu au contraire comme « réactionnaire » par les dirigeants communistes, est sans doute renforcée par le fait que l'université de Varsovie est celle qui a connu les pertes humaines les plus lourdes à l'issue de la guerre, tandis que le milieu cracovien a été relativement épargné[261]. La relève générationnelle a donc été plus rapide et plus importante à Varsovie qu'à Cracovie.

Conséquence de ce clivage au sein de la discipline, le militant historien Roman Werfel déplore, dans un texte paru quelques jours après le congrès de Wrocław, que les historiens polonais se soient moins intéressés jusqu'à présent au marxisme que leurs homologues français, anglais ou allemands :

« Le congrès de Wrocław a démontré que la majorité de nos historiens est encore loin de comprendre cette méthode. Le congrès de Wrocław a démontré que la grande majorité de nos historiens est encore prisonnière des chaînes de la méthode de recherche "traditionnelle".[262] *»*

Les historiens soviétiques présents en délégation au congrès de Wrocław dressent un constat similaire, au moment de juger les exposés présentés par leurs homologues polonais. Zbigniew Romek, qui a eu accès aux archives soviétiques, cite ainsi l'un des participants à cette délégation :

« En tant que délégation soviétique, nous nous sentions un peu embarrassés à ce congrès. Nous sentions que nous nous trouvions dans une situation assez difficile, car nous ne pouvions pas, en tant qu'invités, les premiers historiens soviétiques venus en Pologne, protester contre presque chaque exposé. Nous ne pouvions pas nous comporter ainsi. Il nous était difficile de protester contre un exposant[263] *qui consacrait son intervention au premier roi de Pologne, affrontant les Allemands, et qui défendait des positions non seulement nationalistes, mais aussi ouvertement catholiques. Nous ne savions pas comment nous comporter. Nous ne pouvions pas*

---

[258] Ludwik Bazylow (1915-1985), Aleksander Gieysztor (1916-1999), Stanisław Herbst (1907-1973), Stefan Kieniewicz (1907-1992), Witold Kula (1916-1988), Gerard Labuda (1916-2010), Bogusław Leśnodorski (1914-1985), Franciszek Persowski (1895-1980).

[259] F. Poupeau, *Une sociologie d'État*, *op. cit.*, p. 24.

[260] « Pour une science des œuvres » in P. Bourdieu, *Raisons pratiques*, *op. cit.*, p. 76.

[261] T.P. Rutkowski, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich*, *op. cit.*, p. 10.

[262] Cité d'après *Ibid.*, p. 72.

[263] Il s'agit de Zygmunt Wojciechowski, fondateur et premier directeur de l'Institut occidental de Poznań, surveillé par les services de police politique en tant qu'historien « nationaliste ». Voir Aleksandra Pietrowicz, « "Neutralizowanie" prof. Zygmunta Wojciechowskiego », [La « neutralisation » du professeur Zygmunt Wojciechowski], *Biuletyn IPN*, 2011, n° 5‑6, p. 147−156.

monter à la tribune pour nous écrier : camarades, Dieu n'existe pas ! Mais en réalité, nous faisions face à ce type de problème[264]*. »*

Pourtant, les participants au congrès de Wrocław adoptent deux résolutions qui vont dans le sens de l'idéologisation de la discipline. Dans la première, ils se déclarent prêts à associer la science historique polonaise à « la lutte pour une paix juste et durable dans le monde, pour la sécurité, la prospérité et l'essor de la nouvelle Pologne », dans le contexte de « la lutte menée par les forces du progrès et de la paix, sous la conduite de l'Union soviétique, contre les forces de l'impérialisme anglo-saxon » ; dans la seconde, ils affirment l'importance d'une organisation du travail scientifique planifiée et collective, dans le cadre d'institutions d'État[265]. Après le congrès de Wrocław, la politique historique du Parti connaît une accélération. Lors du Plénum du Comité central du PZPR des 20 et 21 avril 1949, il est décidé de lancer une « offensive idéologique sur le front scientifique[266] ». Il ne s'agit plus alors de proposer mais bien d'imposer aux historiens la nouvelle méthodologie en matière de recherche historique. La rédaction de *Kwartalnik Historyczny* se fait le relais zélé de la politique du Parti, soulignant qu'après Wrocław, « il est fini le temps où la science pouvait être considérée comme l'affaire privée d'un seul homme[267] ».

Pour autant, la définition concrète d'une science historique marxiste ne va pas de soi et ses promoteurs en proposent différentes interprétations, des plus politiques aux plus scientifiques. Le ministre de l'Éducation Skrzezewski, dans son discours inaugural à Wrocław, définit le marxisme comme « la méthode scientifique la plus synthétique et la plus rationnelle », mais aussi « l'idéologie de la classe ouvrière, qui ne représente pas uniquement ses intérêts étroits, mais les plus larges intérêts des masses et de la nation dans son ensemble, et vise à la création d'une société sans classes.[268] » Pour l'historienne du Parti Celina Bobińska, le marxisme en histoire s'entend d'abord comme le rejet de l'état antérieur de la discipline, caractérisé par « l'éclectisme scientifique », « l'empirisme », le « conservatisme » et « l'archaïsme de la méthode historique »[269]. La discipline connaîtrait une « crise de méthode » dont témoigneraient les références persistantes de certains tenants de la « veille histoire » à l'autorité scientifique de l'Eglise catholique. L'aversion des historiens universitaires polonais pour le marxisme puiserait sa source dans leur ignorance des écrits de

[264] Cité in Z. Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970, op. cit.*, p. 118.
[265] Résolutions citées d'après T.P. Rutkowski, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich, op. cit.*, p. 13−14.
[266] Z. Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970, op. cit.*, p. 133−136.
[267] Moszczeńska, Wanda, « Informacja naukowa – Z zagadnien organizacji nauki historycznej » [Information scientifique – au sujet des problèmes d'organisation de la science historique], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1949, p. 1-11.
[268] Cité d'après T.P. Rutkowski, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich, op. cit.*, p. 49−50.

Marx et Lénine. Plus concrètement, l'historienne déplore l'existence d'un « mur » entre l'histoire économique et l'histoire politique, mais ne juge pas pour autant que la première soit nécessairement marxiste :

« Souvent l'historien de l'économie, non seulement dans les travaux spécialisés, mais aussi dans les synthèses, […] ne va pas au-delà des faits économiques arides. Il n'est jamais fait mention de l'influence secondaire des phénomènes politiques sur le développement économique. Surtout, ces travaux manquent de lutte sociale, de lutte de classes, sans lesquelles l'histoire cesse d'être l'histoire des gens et devient l'histoire des choses.[270] »

L'opposition entre histoire politique et histoire économique identifiée plus haut, si elle correspond à un véritable clivage au sein de la discipline, ne résume donc pas à elle seule les enjeux de l'adoption du marxisme par la discipline historique en Pologne populaire. Si l'histoire de l'humanité est celle de la lutte des classes, alors une histoire marxiste est forcément politique, même lorsqu'elle prend pour objet les classes sociales ou les transformations économiques. Ce que traduit bien la formule « histoire du mouvement ouvrier », dans laquelle la naissance de la classe ouvrière et le développement du mouvement communiste sont confondus. D'où la disqualification des Annales, également caractérisées par leur rejet de l'histoire politique, en tant qu'école de pensée « bourgeoise », dans la Pologne de la fin des années 1940.

A Wrocław, Stanisław Arnold propose du matérialisme historique une interprétation moins politiquement connotée. Si pour lui, comme pour Bobińska, le matérialisme historique se fonde sur les écrits de Marx et Engels et les développements apportées après la révolution d'octobre 1917 par Lénine et Staline, l'application concrète de cette méthodologie à la recherche historique ne se réfère pas explicitement à la politique courante. Arnold reproche ainsi aux historiens représentatifs de la « vieille histoire » (Konopczyński et Wereszycki) de vouloir faire de l'histoire en partant du présent, c'est-à-dire d'envisager le développement des recherches historiques sur les sujets qui semblent importants au regard de la nouvelle situation politique de la Pologne : sur les « territoires recouvrés », sur la formation des classes ouvrière et paysanne ou encore sur les relations polono-russes. Des thèmes en accord avec la politique historique du Parti, mais qui d'après Arnold « n'ont rien à voir avec une approche matérialiste de notre histoire, ni avec l'application de la méthode du matérialisme historique aux recherches historiques.[271] » L'historien mobilise les débats historiographiques soviétiques d'avant-guerre à l'appui de sa démonstration. Il ne s'agit pas de lire l'histoire de la Russie à la seule lumière de la révolution d'octobre. Au contraire, le matérialisme historique postule que

---

[269] Cité d'après *Ibid.*, p. 33−34.
[270] Cité d'après *Ibid.*, p. 36.
[271] Cité d'après *Ibid.*, p. 59.

« L'historien doit étudier les formations économiques et sociales particulières du point de vue des rapports de forces mutuels et des rapports de production, du point de vue de la lutte des classes, et donner une image concrète d'une formation donnée à une époque donnée, en la considérant comme un chaînon authentiquement progressiste dans la chaîne du développement des sociétés humaines. L'évaluation des faits, des phénomènes et des individus d'une formation donnée ne peut être soumise à l'influence du jour présent, mais doit être liée aux conditions de l'époque donnée.[272] »

Une interprétation de ce type apparaît contradictoire avec les interprétations défendues par la suite au nom du marxisme ou du matérialisme historique, comme nous le verrons plus bas au sujet de l'histoire du 20e siècle. Elle atteste cependant de l'existence de conceptions divergentes de ce que devrait être une histoire marxiste. En l'occurrence, cette interprétation défendue par Arnold lui permet aussi de disqualifier ses rivaux dans la discipline, qu'il cite nommément, en leur reprochant des appropriations déviantes de la nouvelle méthodologie dominante[273]. Or, dans le contexte de l'idéologisation de l'ensemble des productions culturelles, de telles controverses ne se règlent plus uniquement au sein des espaces scientifiques et intellectuels, mais via la médiation des pouvoirs publics. En effet, « La situation de crise confère une résonance nouvelle à ces formes courantes de règlements de compte littéraires que sont la médisance, le dénigrement, la calomnie, et leur donne des moyens autres que le seul pouvoir de la plume. Dans la conjoncture, cette pratique régulatrice se transforme, lorsqu'elle est adoptée par les agents les plus hétéronomes, en procédé de délation et de désignation aux pouvoirs. Pratique illicite, selon le principe de l'autonomie, parce qu'elle repose sur un recours aux pouvoirs extérieurs pour renverser les rapports de force internes.[274] » Par conséquent, « la domination politique extrême se traduit pour les univers artistiques ou intellectuels par la disparition des régulations internes (le contrôle et le goût des pairs) au profit d'une régulation externe (censure, autodafés, interdits professionnels, voire arrestations et déportations). Les controverses intellectuelles ou les querelles littéraires cessent alors d'être des modes de régulation de ces univers professionnels pour devenir des modes d'élimination.[275] » Arnold, qui est un historien *partyjni* (il n'était toutefois pas militant communiste avant-guerre), mais aussi un universitaire en poste à Varsovie depuis le début des années 1920, mobilise ici un argument (la contextualisation historique) qu'il puise dans l'histoire ancienne de la discipline. Ainsi définie, l'approche marxiste en histoire ne se réduit

[272] Cité d'après *Ibid.*, p. 61.
[273] Citant Witold Kula qui, dans un texte revenant sur la conférence d'Otwock publié dans *Myśl Filozoficzna* (« La Pensée philosophique », revue éditée en Pologne populaire au cours des années du stalinisme), évoque les « travaux manifestement réactionnaires » camouflés sous la terminologie marxiste, qu'il conviendrait de « démasquer », Rafał Stobiecki se demande « si l'auteur de ces mots réalisait quelles conséquences pouvaient entraîner, dans la réalité de la Pologne stalinienne, ce type de déclaration. » cf. R. Stobiecki, *Historiografia PRL*, *op. cit.*, p. 238.
[274] G. Sapiro, « La raison littéraire. Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », art cit, p. 11.

pas à la vulgate idéologique du Parti, et est susceptible d'emporter l'adhésion de professionnels de l'histoire, bien au-delà de ceux qui partagent les orientations intellectuelles de l'auteur. Les conceptions du marxisme, c'est-à-dire de l'idéologie dominante, peuvent donc diverger, selon la position qu'occupent ceux qui les émettent au sein de la discipline. Le contenu concret de la « méthodologie unique » est par conséquent susceptible d'évoluer, en fonction des évolutions du rapport de forces interne à la discipline.

Les contours d'une histoire marxiste se précisent à l'occasion du 1er Congrès de la science polonaise, qui voit aussi s'affirmer l'influence des historiens *partyjni* sur la discipline. Cet événement, qui se tient à Varsovie à l'été 1951, doit manifester l'aboutissement des réformes institutionnelles de la science polonaise sur le modèle soviétique, après que l'Association scientifique de Varsovie et l'Académie polonaise des arts et sciences aient été réduites à portion congrue, et alors qu'est annoncée la création de l'Académie des sciences. L'exposé de la « sous-section historique de la section des sciences sociales et humaines » est présenté par Żanna Kormanowa, qui incarne alors la politique historique du Parti au sein de la discipline. Le texte a toutefois été rédigé par un collectif d'historiens, parmi lesquels Stanisław Arnold, Nina Assorodobraj, Rafał Gerber, Stefan Kieniewicz, Aleksander Gieysztor et Tadeusz Manteuffel. Tous favorables à l'avènement d'une « nouvelle histoire » d'inspiration marxiste, même si tous ne lui donnent pas le même contenu. La discipline historique parle ici d'une seule voix, contrairement au congrès de Wrocław dont l'organisation consacrait le clivage entre établis et nouveaux entrants. Mais si c'est une historienne du Parti qui prend la parole, le texte a été préparé en concertation avec des historiens *niepartyjni* (Kieniewicz, Gieysztor et Manteuffel). L'exposé constitue ainsi une déclaration de loyauté vis-à-vis de la politique historique du Parti, exprimée au nom de la discipline : « Une histoire qui ne se base pas sur la méthodologie marxiste, construite sur les hypothèses du matérialisme historique, est scientifiquement stérile. Elle ne peut être scientifique au plein sens de ce mot.[276] » La méthodologie de la recherche historique occupe une place essentielle dans cet exposé. Loin de se livrer à une table rase, celui-ci propose un inventaire de l'historiographie polonaise d'avant-guerre entre le « progressiste » et le « réactionnaire », entre les travaux et auteurs autorisés dans le nouveau cadre indissociablement idéologique et scientifique, et ceux à proscrire. L'exposé reconnaît ainsi

[275] Frédérique Matonti, « Kołakowski le Polonais, au miroir français. Dialogue avec Krzysztof Pomian », *Archives de sciences sociales des religions*, 2014, vol. 166, n° 166, p. 21.
[276] Kormanowa, Żanna, « Referat podsekcji historii sekcji nauk społecznych i humanistycznych na I Kongresu Nauki Polskiej » [Exposé de la sous-section histoire de la section des sciences sociales et humaines au 1er Congrès de la science polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1950/51, p. 253 et suivantes.

l'apport de travaux anciens à la connaissance des faits historiques, appréciant le caractère positiviste de l'historiographie bourgeoise, incarnée par des auteurs comme Joachim Lelewel. Ce dernier, issu d'une famille de la noblesse prussienne, enseigna l'histoire à l'université de Vilnius et fut élu député à la Diète du royaume de Pologne (entité jouissant d'une certaine autonomie au sein de l'empire russe) en 1830, avant de participer à l'insurrection antirusse de 1830-1831 et de s'exiler à Paris puis à Bruxelles. Il publia en exil ses principales œuvres historiques, consacrées à l'histoire polonaise analysée au prisme de la lutte pour la libération nationale, thème récurrent du romantisme polonais au 19e siècle. Sa méthode d'analyse critique des documents lui vaut d'être considéré comme le premier historien professionnel polonais. Bien que les travaux d'un Lelewel soient jugés insuffisamment « révolutionnaires », il s'agit d'un auteur de renom, considéré comme l'un des fondateurs de la science historique polonaise. Sa récupération permet aux historiens *partyjni* d'inscrire l'approche marxiste dans la tradition historiographique polonaise et l'histoire ancienne de la discipline, tout en fustigeant l'historiographie réactionnaire de l'entre-deux guerres[277]. Cette dernière est rejetée pour son antisoviétisme et sa complaisance à l'égard de l'ordre bourgeois. Les jugements politiques sont intimement liés aux jugements scientifiques, la Seconde République étant décrite comme un État impérialiste, capitaliste, pro-occidental et nationaliste. La science historique de l'entre-deux guerres est donc renvoyée par Kormanowa à un « mythe pseudo-scientifique », intoxiquant les masses grâce au nationalisme et au cléricalisme. Dans cette critique en forme de bilan de l'historiographie antérieure, l'apport de certains travaux non marxistes est cependant souligné. S'il n'est plus question d'ignorer la nouvelle méthodologie marxiste au risque d'être marginalisé au sein de la discipline ou de s'exposer à des sanctions (interdiction de publication ou renvoi), le périmètre des travaux « progressistes » est élargi à des auteurs polonais bien antérieurs à la Pologne populaire et même à l'édition originale du *Capital*. Pour autant, les fondements de cette méthodologie restent peu explicites. Il ressort surtout de l'exposé au 1er Congrès de la science polonaise qu'une histoire marxiste de la Pologne doit s'écrire du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses, ce qui signifie concrètement se référer aux écrits de Lénine et Staline, et plus généralement aux déclarations des dirigeants du Parti : le texte comprend d'ailleurs de nombreuses citations du Premier secrétaire, Bolesław Bierut.

[277] Sur la récupération de Lelewel par les historiens marxistes, cf. Maciej Górny, « Od Lelewela do Smolenskiego. Spory historiograficzne lat piecdziesiatych », [De Lelewel à Smolenski, les débats historiographiques des années 1950] dans Andrzej Wierzbicki (dir.), *Klio polska. Studia i materialy z dziejow historiografii polskiej po II wojnie swiatowej*, Varsovie, Neriton, 2006, vol.2, p. 149−177.

C'est la 1ère Conférence méthodologique des historiens polonais, qui se tient à Otwock à l'hiver 1951/1952, qui constitue le point d'orgue de l'idéologisation de la discipline historique. Cette rencontre est unanimement décrite par les historiens de l'historiographie comme « l'une des pages les plus sombres de l'histoire des humanités polonaises après-guerre, un exemple manifeste de la progressive privation de liberté de l'historiographie polonaise[278]. » A Otwock, contrairement au congrès de la PTH à Wrocław, la plupart des tenants de la « vieille histoire » ((Wojciechowski et Konopczyński, notamment) ne sont pas invités à prendre part aux discussions. Cette « conférence méthodologique » précise l'application de la méthodologie marxiste, via des exposés et discussions revisitant l'ensemble de l'histoire nationale, du Moyen-Âge à la Seconde Guerre mondiale, en présence d'historiens soviétiques[279]. Fait important, c'est Tadeusz Manteuffel (alors président de la PTH) qui parle au nom de la discipline et conclut les débats à Otwock, et non pas un historien *partyjni* comme Kormanowa. L'implication personnelle de Manteuffel à Otwock marque l'engagement de la discipline – et plus seulement celui des historiens du Parti – du côté du pouvoir. Le discours inaugural de Manteuffel affirme en effet la nécessité pour les historiens de lier leurs recherches aux « besoins et à la vie de la nation », ce qui dans la terminologie de l'époque signifie le concours des historiens à la réalisation des objectifs politiques du Parti[280]. Son discours conclusif reprend quant à lui la rhétorique partisane du « tournant » lié à l'adoption de la méthodologie marxiste par les historiens : « Nous pouvons tous dire que le marxisme n'est plus considéré uniquement de manière déclarative, mais qu'il est devenu dans la réalité, pour la majorité des participants, une méthode scientifique employée au quotidien.[281] »

La méthodologie marxiste telle que définie à Otwock est d'abord affaire de vocabulaire. La lutte des classes devient l'élément fondamental dans l'analyse du processus historique, le moteur de l'histoire et donc du progrès. Ce sont les classes ouvrière et paysanne, le « peuple laborieux des villes et des campagnes », selon l'expression consacrée par la constitution de 1952, qui constituent désormais les acteurs principaux du récit historique. L'histoire évènementielle est rejetée au profit de l'analyse de l'évolution des structures économiques et sociales sur la longue durée. Les « grands hommes » sont relégués au second

[278] R. Stobiecki, *Historiografia PRL*, *op. cit.*, p. 97.
[279] Les actes de la conférence d'Otwock ont été publiés : Stanisław Herbst, Witold Kula et Tadeusz Manteuffel (dir.), *Pierwsza Konferencja Metodologiczna Historyków Polskich*, [La première conférence méthodologique des historiens polonais], Warszawa, Polskie Wydawnictwo Naukowe, 1953.
[280] Z. Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 151.

plan et disqualifiés en tant qu'incarnation des classes possédantes et bourgeoises. Outre l'adoption de cette rhétorique bien connue des spécialistes de l'URSS[282], les historiens polonais se voient imposer des thématiques de recherche conformes à la politique de légitimation du Parti : l'histoire du « mouvement ouvrier », qui se confond avec celle du Parti lui-même, devient une spécialité en vogue, tandis que se développent les travaux d'histoire économique et sociale consacrés à la naissance de l'industrie. Les historiens sont également invités à légitimer la nouvelle situation géopolitique de la Pologne, en cessant de travailler sur les confins orientaux désormais rattachés à l'URSS, et en recherchant les origines de l'État polonais plus à l'Ouest. L'histoire devient ainsi science de gouvernement.

Pour autant, les historiens *partyjni* s'efforcent au cours de la conférence de convaincre leurs collègues que la méthodologie marxiste n'implique pas une vision partiale de l'histoire. Au contraire, selon Roman Werfel,

« Pour un marxiste, l'esprit de parti ne peut pas être contradictoire avec la vérité objective. […] L'esprit de parti en histoire est un concept […] de lutte pour la vérité objective, un concept de lutte contre la falsification de cette vérité par la bourgeoisie possédante. [283] »

La « vérité » prend ici un sens particulier : il s'agit moins de dire comment les choses se sont passées en réalité (« *wie es eigentlich gewesen* », selon la formule attribuée à Leopold Von Ranke), que de mettre en accord les résultats des recherches historiques avec la théorie marxiste[284]. Dès lors, vérité et marxisme deviennent synonymes, la neutralité scientifique étant considérée comme un outil de légitimation des classes bourgeoises. Il n'existe donc plus d'autre orientation scientifique que le marxisme pour qui veut exercer le métier d'historien en Pologne populaire. Ainsi entendue, l'application du marxisme à la recherche historique est nettement plus proche des positions défendues par les militants historiens (Daniszewski, Werfel) et les historiens *partyjni* (Bobińska, Kormanowa), qu'elle ne l'est de celles des historiens universitaires favorables à une rénovation historiographique (Gieysztor, Kula, Manteuffel), mais désireux de maintenir une certaine autonomie vis-à-vis du pouvoir politique. Elle est cependant formellement acceptée par ces derniers, ce qui leur permet d'occuper les positions dominantes au sein de la discipline. Les historiens de l'historiographie (Rafał Stobiecki, Zbigniew Romek) s'accordent en effet pour conclure que la conférence d'Otwock, si elle marque indéniablement l'assujettissement de la science historique au Parti à

---

[281] Tadeusz Manteuffel, « Zamknięcie konferencji » [Conclusion de la conférence], in Stanisław Herbst, Witold Kula et Tadeusz Manteuffel (dir.), *Pierwsza Konferencja Metodologiczna Historyków Polskich*, *op. cit.*, p. 561−564.
[282] Marc Ferro, *L'Histoire sous surveillance : science et conscience de l'histoire*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.
[283] Cité in Zbigniew Romek, *Cenzura w PRL: relacje historyków*, Varsovie, Neriton, 2000, p. 13−15.
[284] *Ibid.*, p. 15.

l'époque « stalinienne », se solde par un compromis passé entre le pouvoir politique et les historiens professionnels, entre les historiens *partyjni* et les historiens attachés à l'autonomie de leur discipline. Pour Stobiecki, Otwock marque la défaite des historiens communistes les plus dogmatiques (Daniszewski, Grosfeld, Kormanowa, Werfel) qui ne sont pas parvenus à faire adopter le modèle soviétique en Pologne, à l'issue de la lutte pour le pouvoir au sein de la discipline entamée à la fin des années 1940[285]. Ce groupe, qualifié par Stobiecki de faible et isolé dans le milieu (nous dirions pour notre part que ses membres ne disposent pas des ressources académiques leur permettant d'agir avec efficacité au sein de cet espace scientifique), ne sont pas en mesure de contester le leadership des universitaires varsoviens sur la discipline, lesquels sont mieux dotés en ressources académiques et acceptent de renoncer à une large partie des acquis de l'historiographie d'avant-guerre (mais nous avons montré qu'ils étaient bien mieux disposés à le faire que la génération de leurs aînés), en échange du maintien de leur position dominante acquise au sortir de la guerre. Leur position est renforcée à Otwock par le soutien qu'ils reçoivent de la part des historiens soviétiques. Dit autrement,

« Les principales autorités du milieu historien étaient prêtes à défendre leur identité et ainsi, à passer un compromis avec le pouvoir. Le prix à payer pour ce compromis fut l'acceptation générale par le milieu de la méthodologie marxiste-léniniste, à quelques rares exceptions près. Dans le cas de certains participants, cette acceptation fut uniquement déclarative, comme la suite devait le prouver.[286] *»*

En effet, dans les publications des historiens de la Pologne populaire, le recours à la méthodologie marxiste apparaît souvent cosmétique : il se traduit par une grille interprétative incontournable, autour des notions de progrès et de lutte des classes, la focalisation sur les phénomènes économiques et sociaux, et quelques citations de rigueur des auteurs jugés incontournables (Marx, Engels, Lénine et Staline)[287]. Un éditorial de Kwartalnik Historyczny déplore ainsi en 1953 qu'en dépit de la conférence d'Otwock, certains historiens continuent de tout ignorer de la méthodologie marxiste et « camouflent » leurs analyses non marxistes derrière une phraséologie marxisante (ce qui indique qu'ils avaient bien compris les nouvelles règles du jeu)[288]. Significativement, les textes abordant les buts et les méthodes de la recherche historique parus dans Kwartalnik Historyczny entre la fin des années 1940 et le milieu des années 1950, se contentent d'évoquer les « principes du marxisme-léninisme » et les enseignements des « auteurs classiques du marxisme-léninisme », sans jamais prendre la

[285] R. Stobiecki, *Historiografia PRL*, *op. cit.*, p. 114−115.
[286] *Ibid.*, p. 127.
[287] Z. Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*
[288] *Kwartalnik Historyczny*, « O Powiązanie Polskiej nauki historycznej z nowym życiem narodu » [Sur l'imbrication de la science historique polonaise avec la nouvelle vie de la nation], n° 1, 1953, p. 9-32.

peine de définir clairement ces principes. Or, une telle ambiguïté a deux fonctions. A l'extérieur de la discipline, elle permet de s'adapter aux changements d'orientation du Parti (en fonction des changements de premiers secrétaires), puisque c'est le Parti, en tant qu'émanation de la classe ouvrière, qui « fait » l'histoire. Au sein de la discipline, elle confère aux détenteurs des positions de pouvoir la capacité d'énoncer ce qui est conforme au marxisme-léninisme et ce qui ne l'est pas. Ce qui leur permet ainsi d'affirmer leur autorité sur la discipline, puisqu'ils contrôlent les principaux moyens de la reconnaissance scientifique (définition des grands projets de recherche, organisation des manifestations scientifiques, publications, etc.). En effet, « le flou qui entoure la définition de la discipline a des chances de favoriser ceux d'entre les chercheurs qui ont les moyens, principalement institutionnels, d'en imposer une définition conforme à leurs intérêts, à leurs pratiques scientifiques.[289] » Par conséquent, le groupe d'universitaires qui, à la suite de Manteuffel, accède à la direction de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) en 1953, s'il a été contraint d'accepter la « méthodologie scientifique unique », est placé en position d'influer sur la définition des contours de cette méthodologie. Ainsi, l'étude des sources demeure l'élément fondamental qui définit le métier d'historien[290]. Par ailleurs, la censure des travaux des historiens s'exerce d'abord et avant tout au sein de la discipline : le contrôle de la conformité idéologique des recherches est assuré par la direction de l'IH PAN, les comités de rédaction des revues et les directeurs de collections éditoriales[291]. La délégation du travail de censure aux historiens eux-mêmes, c'est-à-dire aux pairs, conduit à minimiser le rôle de l'Office de censure et atteste de la préservation d'une certaine autonomie de la discipline, placée en situation de s'autoréguler. Elle a en outre pour avantage de permettre aux auteurs dont les travaux sont jugés non conformes de se défendre aux cours d'une discussion entre pairs, plutôt que face aux fonctionnaires de l'office de censure. Cette situation apparaît d'autant plus exceptionnelle rapportée à la situation d'autres disciplines comme la sociologie, qui disparaît des cursus universitaires entre la fin des années 1940 et le milieu des années 1950, et la philosophie, plus soumise aux impératifs de la production idéologique, mais aussi au regard

[289] F. Poupeau, *Une sociologie d'État*, *op. cit.*, p. 24.
[290] Zbigniew Romek, « Zinstytucjonalizowana autocenzura historyków polskich w czasach stalinowskich » [L'autocensure institutionnalisée des historiens polonais à l'époque stalinienne] dans Andrzej Wierzbicki (dir.), *Klio Polska. Studia i materiały z dziejów historiografii polskiej po II wojnie światowej*, Warszawa, Neriton, 2008, p. 105−142.
[291] Z. Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*

du sort des sciences historiques dans d'autres pays du bloc soviétique (à commencer par l'URSS)[292].

Bien que la conférence d'Otwock soit une réussite du point de vue du Parti, avec l'adoption par la discipline historique d'une méthodologie unique dont les fondements sont clairement idéologiques, la contrainte d'idéologisation, qui prend sa source à l'extérieur de la discipline, a également pu constituer, par réfraction, c'est-à-dire retraduction, une ressource pour les tenants d'une rénovation historiographique[293]. Le nouveau contexte idéologique en Pologne populaire a permis aux tenants d'un marxisme scientifique de renforcer leur position au sein de la discipline, en renversant les hiérarchies établies et en légitimant leur intérêt scientifique pour les classes « oubliées » de l'histoire (ouvriers et paysans). Pour ces historiens désireux d'explorer de nouvelles questions de recherche après-guerre, notamment en histoire économique et sociale du Moyen-Âge, la disqualification de l'histoire évènementielle et l'érection d'une « histoire des masses » en nouveau canon méthodologique, ouvre des opportunités de soutien institutionnel à ces nouvelles recherches. Dans la configuration politique changeante à partir du milieu des années 1950, ces aspirations à l'innovation scientifique trouvent un moyen de s'affranchir de l'orthodoxie marxiste en se référant à l'école des Annales. Celle-ci, après avoir été disqualifiée au cours de la configuration antérieure[294], apparaît compatible avec la méthodologie marxiste après la déstalinisation. Aussi bien en URSS qu'en Pologne, paraissent alors dans les revues historiques des articles consacrés aux travaux de Marc Bloch ou Lucien Febvre. En Pologne, Marian Henryk Serejski et Witold Kula sont les premiers à souligner les similitudes entre l'approche marxiste et l'école des Annales. Celle-ci agit comme un pont entre les historiographies de part et d'autre du Rideau de fer. Elle permet en effet aux historiens polonais de se légitimer aux yeux du pouvoir communiste, mais aussi aux yeux des historiens

[292] Sur les développements de la sociologie au sein du monde académique en Pologne populaire, cf. Joanna Bielecka-Prus, « The Social Roles of Polish Sociologists after 1945 », *Comparative Sociology*, 2011, vol. 10, n° 5, p. 735−765.

[293] Pour Pierre Bourdieu, « Le degré d'autonomie du champ peut se mesurer à l'importance de l'effet de retraduction ou de *réfraction* que sa logique spécifique impose aux influences ou aux commandes externes et à la transformation, voire à la transfiguration, qu'il fait subir aux représentations religieuses ou politiques et aux contraintes des pouvoirs temporels […]. Il peut se mesurer aussi à la rigueur des sanctions négatives (discrédit, excommunication, etc.) qui sont infligées aux pratiques hétéronomes telles que la soumission directe à des directives politiques ou même à des demandes esthétiques ou éthiques, et surtout à la vigueur des incitations positives à la résistance, voire à la lutte ouverte contre les pouvoirs (la même volonté d'autonomie pouvant conduire à des prises de position opposées selon la nature des pouvoirs auxquels elle s'oppose). » Cf. P. Bourdieu, *Les règles de l'art*, *op. cit.*, p. 360−361.

[294] *Kwartalnik Historyczny* publie notamment la traduction d'un article de Jacques Blot (pseudonyme de François Furet) paru dans le numéro 30 de *La Nouvelle Critique* en 1951 : « Rewizjonizm historyczny albo szkoła Annales » [Le révisionnisme historique ou l'école des Annales], *Kwartalnik Historyczny*, 1952, p. 92-103.

occidentaux[295]. La conjoncture de déstalinisation permet d'institutionnaliser ces liens, la 6e section de l'Ecole Pratique des Hautes Études (EPHE), dirigée par Fernand Braudel après la mort de Lucien Febvre, devient le lieu de pérégrinations des historiens polonais lors de leurs voyages à l'Ouest. Braudel lui-même effectue deux visites en Pologne, en 1957 et 1960. L'adoption formelle de la « méthodologie scientifique unique » par les historiens polonais n'empêche donc pas certains d'entre eux de tenter de s'en émanciper via des chemins de traverse. Ainsi que le remarque J. Connelly, *« Ironically, it was those who took Marx most seriously, like historians Witold Kula, Marian Małowist, or Stefan Kieniewicz, who proved most resistant to treating Marxism as an orthodoxy.*[296] *»*

Le constat est toutefois différent dans le cas de l'histoire contemporaine. A Otwock, Tadeusz Daniszewski, le directeur du Département d'histoire du Parti, se livre à une charge contre Henryk Wereszycki, alors professeur à l'université de Wrocław, auteur d'une histoire politique de la Pologne publiée en 1948[297]. Cette passe d'armes entre un militant professionnel devant tout au Parti et un universitaire reconnu avant-guerre illustre la nouvelle donne au sein de la discipline au début des années 1950. A travers sa critique du livre de Wereszycki, Daniszewski propose une relecture de l'histoire politique de la Seconde République polonaise qui, en guise d'interprétation marxiste du processus historique, reprend en fait le discours du Parti. Wereszycki se livre de lui-même à une autocritique, considérant que son ouvrage ne correspond que modérément au nouveau canon méthodologique et relève de la « vieille historiographie bourgeoise ». Pour Daniszewski, « tout le livre, du début à la fin, constitue un amas d'assertions erronées et dans ces conditions, on ne sait pas par où commencer la critique »[298]. A travers l'ouvrage, c'est l'héritage politique de la Seconde République qu'il cherche à disqualifier, et notamment les deux principaux courant politiques de l'époque, le parti socialiste (PPS) de Piłsudski et la Démocratie nationale de Roman Dmowski. Au PPS, Daniszewki conteste le titre de « socialiste », considérant que ce parti était celui des classes possédantes. A la démocratie nationale, c'est le qualificatif « patriotique » qui est dénié. Les deux partis se voient renvoyés dos à dos en tant que partis « bourgeois », incapables de défendre les intérêts de la nation. De fait, la disqualification de ces deux partis

[295] P. Pleskot, *Intelektualni sąsiedzi*, *op. cit.*
[296] J. Connelly, *Captive university*, *op. cit.*, p. 177.
[297] Henryk Wereszycki, *Historia polityczna Polski 1864-1918*, [Histoire politique de la Pologne], Cracovie, Spółdzielnia wydawnicza, 1947.
[298] Daniszewski, Tadeusz, « Podsumowanie dyskusji nad referatami : « Miejsce i rola polskiego ruchu robotniczego » i « Prawidłowośći specyfika polskiego imperializmu » » [Résumé de la discussion sur les exposés : « La place du mouvement ouvrier polonais » et « Régularité et spécificité de l'impérialisme polonais], in Stanisław Herbst, Witold Kula et Tadeusz Manteuffel (dir.), *Pierwsza Konferencja Metodologiczna Historyków Polskich*, *op. cit.*, p. 543−555.

d'ancien-régime constitue un enjeu de positionnement pour le PZPR, qui se veut à la fois social et national. Ce qui est bien traduit par les expressions « lutte de libération sociale » et « lutte de libération nationale », généralement associées dans la littérature partisane de l'époque. Daniszewski cherche également à réhabiliter le rôle de l'Union soviétique dans l'histoire de la Pologne, en accusant Wereszycki de minimiser les conséquences de la révolution d'octobre 1917, qui fut la cause directe, selon lui, du retour de la Pologne à l'indépendance en 1918 : « Il est aujourd'hui plus évident que jamais que sans la révolution d'octobre, la Pologne serait devenue une colonie ou une sous-colonie de l'impérialisme victorieux ». Surtout, Wereszycki se voit reprocher son manque de rigueur marxiste (il s'agit ici simplement d'interpréter l'histoire dans le sens du Parti) : « il n'est pas nécessaire de connaître Le Capital de Marx ou bien Matérialisme et empiriocriticisme de Lénine, pour adopter une posture progressiste et patriotique vis-à-vis de la nouvelle réalité polonaise ». De fait, l'application du marxisme à l'historiographie polonaise du 20e siècle apparaît plus étroitement corrélée à la « ligne du Parti[299] » que dans le cas de périodes plus refroidies comme l'histoire médiévale.

II.2. Aux marges du monde académique, l'histoire du temps présent :

II.2.A. Une recherche para-académique et très spécialisée :

L'histoire du temps présent, en particulier celle du nazisme et du communisme, ne fait l'objet que de rares travaux immédiatement après 1945. Les recherches consacrées à la Seconde Guerre mondiale et à l'implantation du régime communiste en Pologne sont alors l'apanage de quelques instituts spécialisés, dont la naissance après-guerre est liée à la volonté de documenter les dommages causés par l'occupation allemande et de légitimer le rattachement à la Pologne des territoires occidentaux auparavant allemands. Sont ainsi créées des institutions *ad hoc* telles que l'Institut historique juif, l'Institut Occidental, la Commission d'enquête sur les crimes Allemands (puis nazis), qui perdurent jusqu'à aujourd'hui, et un

[299] Nous mettons cette expression, omniprésente dans la littérature de l'époque, entre guillemets car la définition d'une telle « ligne » était en soi un enjeu constant de luttes entre les différentes fractions d'un Parti loin d'être homogène. L'expression renvoie donc à des orientations politiques susceptibles de changer dans le temps. Est jugé contraire à la « ligne du parti », par les autorités, tout ce qui s'apparente à une remise en question du rôle directeur du PZPR dans la vie politique.

Institut de la mémoire nationale à l'existence éphémère. Le Parti lui-même devient un nouveau « foyer » d'histoire[300], avec la création en son sein d'un Département d'histoire (cf. Tableau 9).

L'histoire du 20e siècle est la grande absente des universités, où elle n'est pas enseignée dans le cadre du premier cycle d'études, et de l'Institut d'histoire de l'Académie jusqu'au milieu des années 1950. Cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait pas de volonté d'écrire une histoire de la guerre et de ses conséquences en Pologne après 1945. Celle-ci s'écrit cependant en-dehors des institutions académiques, comme c'est d'ailleurs le cas dans de nombreux pays d'Europe occidentale[301]. L'éclatement des lieux de production de l'histoire contemporaine entre plusieurs instituts très spécialisés, échangeant peu les uns avec les autres et dont les moyens (budgétaires et humains) sont réduits, ne favorise pas l'émergence de travaux de recherche conséquents. Les quelques chercheurs actifs au sein de ces instituts publient essentiellement des articles spécialisés et éditent des compilations de documents d'archives. Il est cependant nécessaire d'évoquer brièvement la création de ces instituts au lendemain de la guerre, car ils jouent un rôle plus important dans la recherche en histoire du temps présent dans les années suivantes. Certains d'entre eux, comme la Commission d'enquête sur les crimes Allemands, constituent par ailleurs des réponses institutionnelles à la gestion de passés « douloureux »[302], qui serviront de modèle aux institutions chargées après 1989 de la gestion du passé communiste de la Pologne.

Tableau 9. Lieux de production de l'histoire du temps présent en Pologne après 1945

Type d'institution	Nom et durée de vie des institutions
Institutions académiques :	- Huit universités (dont quatre créées après-guerre) - Institut d'histoire de l'Académie des sciences à Varsovie (1953 à nos jours)
Institutions para-académiques :	- Institut historique militaire (1959 à nos jours, créé sous un autre nom dans les années 1920) - Institut historique juif (1947 à nos jours) - Institut occidental (1944 à nos jours)
Institutions judiciaires :	- Commission centrale de recherche sur les crimes hitlériens en Pologne (1945-1999), intégrée depuis 1999 à l'Institut de la mémoire nationale.
Institutions partisanes :	- Département d'histoire du Parti (1946-1971) - Institut de la mémoire nationale (1944-1950)

[300] M. Ferro, *L'Histoire sous surveillance*, *op. cit.*
[301] P. Lagrou, « L'histoire du temps présent en Europe depuis 1945 », art cit.
[302] Georges Mink et Laure Neumayer, *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007.

L'Institut historique juif (*Żydowski Instytut Historyczny*, ZIH) est créé à Varsovie en octobre 1947, en tant que prolongement de la commission historique rattachée au comité central des Juifs en Pologne. Dès la fin 1944 apparaissent en Pologne des commissions historiques juives, avec des branches dans les principales villes du pays, destinées à recueillir des témoignages sur la politique d'extermination menée par l'Allemagne nazie. La première historiographie de la Shoah est ainsi élaborée à partir de matériaux destinés aux procès des criminels de guerre, et reste aux marges du monde académique. 2000 témoignages sont recueillis entre 1944 et 1946[303]. Le ZIH fonctionne grâce à un petit nombre d'historiens juifs restés en Pologne après-guerre (plusieurs autres ont fui le régime communiste). Il s'agit souvent de militants communistes ayant passé la guerre en URSS. C'est le cas de Bernard Mark, directeur du ZIH de 1949 à1966, qui avait organisé en URSS un comité juif antifasciste et commencé à organiser le rapatriement des Juifs polonais réfugiés en URSS. Mark, qui n'était pas historien de formation, avait connu le « parcours typique du militant juif communiste » durant l'entre-deux guerres[304] : très tôt investi dans le militantisme communiste, il avait gravi les différents échelons du Parti, avant d'être arrêté et emprisonné. Journaliste, docteur en sociologie, il se réfugie en URSS durant la guerre et y recueille des témoignages sur la politique d'extermination nazie auprès de Juifs fugitifs, ce qui l'amène à écrire les premiers textes consacrés à l'insurrection du ghetto de Varsovie.

Les publications du ZIH se concentrent essentiellement sur l'histoire des ghettos, des camps et de la résistance juive, auxquels sont consacrés plusieurs dizaines de livres et de brochures, en yiddish et en polonais. Il s'agit pendant longtemps de l'unique centre de recherches s'intéressant au sort des Juifs polonais durant la guerre, l'Institut occidental de Poznań concentrant ses travaux sur la population polonaise (rappelons que dans la Seconde République polonaise, les juifs sont considérés comme des citoyens polonais de nationalité juive). Les historiens du ZIH ne travaillent cependant pas uniquement sur le génocide et l'histoire de l'occupation allemande. Si ces thèmes constituent leur principal chantier de recherche, l'Institut cherche également à documenter la présence juive en Pologne sur le long terme, depuis le 10e siècle[305]. Bien qu'il ait formellement le statut d'une association, le ZIH n'échappe pas à l'idéologisation de l'histoire. Il est mobilisé au service du régime au même

[303] Jean-Charles Szurek, « Etre témoin sous le stalinisme. Les premières années de l'Institut Historique Juif de Varsovie » dans Delphine Bechtel et al. (dir.), *Ecriture de l'histoire et identité juive. L'Europe ashkénaze 19e-20e siècle*, Paris, Les Belles Lettres, 2003, p. 51−82.

[304] Audrey Kichelewski, « Etre un historien juif en Pologne communiste : Bernard Mark (1908-1966), directeur de l'Institut d'histoire juive de Varsovie » dans Hélène Harter et al. (dir.), *Terres promises : Mélanges offerts à André Kaspi*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2009, p. 527−537.

[305] « Żydowski Instytut Historyczny », *Kwartalnik Historyczny*, 1952, p. 165 et suivantes.

titre que les autres institutions scientifiques et devient dépendant de l'État pour son budget. Il est même rattaché administrativement à l'Académie des sciences suite à la création de cette dernière, mais conserve son statut associatif et la liberté de recruter ses membres[306]. Les références au marxisme, à Lénine et à Staline sont par ailleurs omniprésentes dans les premières publications du ZIH, notamment pour celles concernant la résistance juive, thème privilégié dans les publications des années 1950. L'histoire des détachements de résistants juifs à l'Est de la Pologne, souvent associés aux partisans soviétiques, est ainsi inscrite dans le grand récit du combat antifasciste promu par le Parti. Ceci permet de ramener l'Holocauste à un évènement analysable en termes de lutte des classes (la résistance fut le fait des ouvriers, la passivité existait là où dominait la bourgeoisie), et d'occulter l'épineuse question des relations polono-juives au cours du conflit[307]. Dans les premières années de la Pologne populaire, l'extermination des juifs n'est donc pas étudiée comme un phénomène singulier ayant sa dynamique propre, mais comme un élément de la lutte entre fascistes et antifascistes[308].

L'Institut occidental (*Instytut Zachodni*), rattaché à l'Université de Poznań, à l'Ouest de la Pologne, devient après-guerre le principal centre de recherches sur la Seconde Guerre mondiale. Les activités de cet institut, fondé à l'initiative d'un groupe d'universitaires de Poznań, échappent largement au contrôle du Parti. Ses origines remontent à la guerre, puisque ses fondateurs sont issus d'une organisation de résistance active dans la région de Poznań, « *Ojczyzna* » (Patrie), qui regroupe une élite locale (prêtres, universitaires, etc.) aux conceptions nationalistes. Parmi eux se trouvent des historiens dont le plus influent est Zygmunt Wojciechowski, qui devient le premier directeur de l'Institut (1945-1955). Ce dernier est un lieu de recherches pluridisciplinaires en histoire, sociologie, droit et économie. Ses travaux portent sur l'Allemagne, les territoires « recouvrés » par la Pologne au Nord et à l'Ouest après 1945, et les relations germano-polonaises. Les motivations de la fondation de l'Institut occidental sont doubles. D'une part, la translation de la Pologne vers l'Ouest et l'annexion de nouveaux territoires suscite un besoin en recherche et en expertise sur cette nouvelle région. D'autre part, les motivations sont également politiques, « *Ojczyzna* » ayant revendiqué le retour de la frontière occidentale de la Pologne sur la ligne Oder-Neisse. Ici, les intérêts intellectuels de ces historiens nationalistes rejoignent ceux du Parti, dans un paradoxe

[306] A. Kichelewski, « Etre un historien juif en Pologne communiste », art cit, p. 531.
[307] J.-C. Szurek, « Etre témoin sous le stalinisme », art cit.
[308] Sur les évolutions du récit de la Shoah en Pologne populaire, étudiées à partir du cas de l'insurrection du ghetto de Varsovie, cf. Renata Kobylarz, *Walka o pamięć. Polityczne aspekty obchodów rocznicy powstania w getcie warszawskim 1944 - 1989*, [Le combat pour la mémoire. Aspects politiques des commémorations de l'insurrection du ghetto de Varsovie], Warszawa, IPN, 2009.

qui n'est qu'apparent, compte tenu du recours fréquent des communistes polonais à la rhétorique nationaliste[309].

Avant-guerre, Poznań était déjà le principal centre universitaire polonais travaillant sur l'aire géographique allemande. L'Institut occidental apparaît clairement comme une continuité par rapport à cette situation d'avant-guerre et à « *Ojczyzna* », dont les membres avaient mené les premières recherches sur l'occupation allemande, surtout dans les territoires incorporés au 3e Reich, dont la région de Poznań faisait partie. Il en va ainsi des travaux de Karol Marian Pospieszalski sur le statut juridique de la population polonaise sur ces territoires. Pospieszalski, qui était juge à Poznań avant-guerre, avait rassemblé au cours du conflit des documents sur ce sujet pour le compte d' « *Ojczyzna* », qui lui avaient permis de soutenir une thèse de doctorat en droit à l'université de Poznań dès le mois de juin 1945 et d'être embauché à l'Institut occidental, puis à l'université[310].

Les premiers travaux historiques de l'Institut portent sur l'occupation allemande et les territoires recouvrés, deux thématiques jugées prioritaires par le Parti. Dès 1945, l'Institut édite une revue spécifiquement consacrée à l'occupation, *Documenta Ocupationis Teutonicae*. Le premier éditorial de cette revue consiste en une déclaration d'intention des auteurs (dont les principaux sont Wojciechowski et Pospieszalski), qui mettent l'accent sur la nécessité de documenter la mémoire de l'occupation allemande et les crimes des nazis. Si ces objectifs apparaissent en accord avec l'idéologie antifasciste portée par le Parti communiste, les chercheurs de l'Institut occidental sont rapidement placés sous surveillance par la police politique du fait de leurs penchants nationalistes. Qualifiés dans les rapports des services de sécurité de « catholiques réactionnaires » et de « nationalistes bourgeois », Wojciechowski et ses « fidèles » sont placés sous surveillance. Juliusz Bardach, ancien officier politique de l'armée polonaise en URSS reconverti en historien après-guerre, écrit ainsi dans une note au comité central en mars 1952 :

« Politiquement, l'Institut est entièrement maîtrisé par un groupe de catholiques que le professeur Wojciechowski a rassemblé autour de lui. […] Le Parti n'a aucune influence réelle sur les travaux de l'Institut, et en particulier sur les thèmes et les méthodes de ces travaux[311]*. »*

---

[309] Marcin Zaremba, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm: nacjonalistyczna legitymizacja władzy komunistycznej w Polsce*, [La légitimation nationaliste du pouvoir communiste en Pologne] Varsovie, TRIO, 2001 ; Walter A. Kemp, *Nationalism and communism in Eastern Europe and the Soviet Union: a basic contradiction*, New York, St. Martin's Press, 1999.

[310] Zbigniew Mazur, « Karol Marian Pospieszalski. Badania nad okupacją niemiecką w Instytucie Zachodnim », [Les recherches sur l'occupation allemande à l'Institut occidental], *Przegląd Zachodni*, 2009, n° 2, p. 125−140.

[311] Cité in A. Pietrowicz, « "Neutralizowanie" prof. Zygmunta Wojciechowskiego », art cit.

L'Institut occidental, qui constitue un cas isolé dans le paysage des centres de recherche historique en Pologne populaire, n'est pas démantelé mais voit son influence réduite du fait de sa dépendance financière. Drastiquement réduit, son budget ne lui permet plus d'embaucher que 19 personnes en 1955, contre 60 en 1949. Il est surtout progressivement marginalisé lorsque l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences commence, à partir de 1957, à se doter d'équipes de recherches sur l'occupation allemande, dont les travaux sont davantage soutenus financièrement et institutionnellement.

A ces instituts de recherche para-académique s'ajoute encore l'Institut historique militaire (*Wojskowy Instytut Historyczny*, WIH), dont la création remonte à l'entre-deux guerres. Comptant moins d'une centaine d'employés (civils et militaires), il est le lieu de production d'une histoire très surveillée (à la fois par la hiérarchie militaire et par le Parti), qui fait l'éloge des combattants polonais sur tous les fronts. Ses chercheurs sont le plus souvent des militaires reconvertis en historiens, qui n'ont pas toujours soutenu une thèse de doctorat et n'ont que peu de contacts avec le monde académique : aucun d'entre eux, à de rares exceptions près, n'enseigne à l'université. Les liens sont en revanche plus étroits avec l'Académie politique et militaire « Félix Dzerjinski », qui forme les officiers politiques à partir de 1951. Le ministère de la Défense nationale est ainsi le principal éditeur de publications historiques consacrées à la Seconde Guerre mondiale, en Pologne populaire.

A côté des centres de recherches para-académiques, c'est le Parti qui est, au lendemain de la guerre, le principal lieu de production de l'histoire contemporaine. Le Département d'histoire du Parti (*Wydział Historii Partii*, WHP) est créé en 1946 auprès du comité central. Ses activités ne sont que très marginalement scientifiques. Il s'agit avant tout de produire des documents historiques sous forme d'éditions de source ou de travaux de vulgarisation, dans le but de populariser l'histoire du Parti et d'inscrire ce dernier dans l'histoire nationale. Le Parti devient ainsi l'un des principaux « foyers de l'histoire », puisque c'est de l'histoire qu'il est supposé tirer sa légitimité, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière[312]. La légitimation historique du Parti passe par la production d'un récit principalement tourné vers l'histoire du « mouvement ouvrier » sur la longue durée, qui tend à résumer à elle seule la dynamique de l'histoire nationale. L'histoire du Parti se confond alors avec l'histoire de la nation. La création d'un département d'histoire du Parti permet également à ce dernier d'être l'auteur de sa propre histoire, l'accès à ses archives étant réservé aux seuls historiens réputés fiables

[312] Marc Ferro, *L'Histoire sous surveillance : science et conscience de l'histoire*, Paris, 1987, p. 29−30.

idéologiquement. Bien que la notion d' « histoire du Parti » puisse sembler réductrice, il s'agit bien dans le cadre du WHP de réinterpréter les grandes lignes de l'histoire de Pologne, en accordant un intérêt particulier à l'histoire des luttes sociales et des organisations politiques de la gauche socialiste et communiste, quitte bien sûr à en exagérer l'importance et la signification dans l'histoire du pays. Il s'agit également de réinterpréter certains évènements du passé dans un sens plus favorable au nouveau régime, en réfutant les interprétations hostiles à la Russie et à l'URSS. Le personnel du WHP est composé exclusivement de militants communistes qui, pour la plupart d'entre eux, n'ont pas fait d'études supérieures. Leur formation est avant tout idéologique et a été acquise au sein des écoles du Parti, en URSS ou en Pologne. Ils sont essentiellement issus des services de propagande du Parti, la fiabilité idéologique étant bien plus indispensable à leur travail qu'une formation d'historien, et travaillent en totale autonomie vis-à-vis du monde universitaire (très peu d'entre eux enseignent à l'université). La trajectoire du directeur du WHP, Tadeusz Daniszewski, évoquée précédemment, est donc emblématique de celle des autres employés de ce Département.

Parmi les travaux du WHP, les publications consacrées à la Seconde Guerre mondiale soulignent essentiellement le rôle des communistes polonais au sein du mouvement de résistance nationale, et celui de l'URSS dans la victoire finale sur le nazisme. Ces publications construisent un récit de la guerre au sein duquel seul les communistes incarnent un authentique combat antifasciste et sont favorables à l'indépendance de la Pologne. Le reste des publications consiste en des tomes de documents d'archives retraçant l'histoire des partis communistes polonais et des biographies des principaux dirigeants révolutionnaires polonais, de Rosa Luxemburg à Bolesław Bierut. Les auteurs sont parfois d'anciens officiers de l'armée ou des services de police, dont les mémoires et témoignages sont édités par le WHP.

La tâche du WHP, qui doit élaborer une histoire grand public du mouvement communiste polonais au sens large, depuis le 19e siècle, ne va pas sans poser problème. Comment raconter, par exemple, l'histoire du Parti communiste polonais de l'entre-deux guerres (KPP), liquidé sur décision du Komintern en 1938, au motif qu'il est devenu un repaire d'espions et d'agents provocateurs trotskistes ? Il y a une ambiguïté inhérente à la création du WHP, à qui il est demandé à la fois de mener un « travail analytique » sur les documents historiques concernant l'histoire du mouvement communiste, mais aussi une activité de publication afin de « populariser l'histoire du Parti », qui s'apparente à de la propagande. Cette tension entre science et politique se donne à voir dans la correspondance qu'entretient Tadeusz Daniszewski avec le Premier secrétaire du PZPR, Bolesław Bierut, dont

l'avis est régulièrement sollicité en amont des publications pour savoir comment qualifier les faits ou les individus, en accord avec la ligne du Parti[313].

L'éphémère Institut de la mémoire nationale (*Instytut Pamięci Narodowej*, IPN), dont le nom est en tous points semblable à celui qui est créé à la fin des années 1990 (cf. chap. 5), peut lui aussi être considéré comme une institution de recherche partisane. Créé dès 1944 par le Comité de libération nationale établi à Lublin, il devait être le premier centre de recherches sur l'occupation allemande en Pologne. Ses activités revêtent là encore avant tout un caractère de propagande : poser les jalons du récit d'un combat antifasciste et de libération nationale, passer sous silence les épisodes gênants de l'histoire nationale, écrire les biographies des membres du gouvernement provisoire et des responsables communistes, enfin préparer des publications historiques à destination de la presse et de la radio[314]. Ses effectifs sont cependant très faibles (neuf « travailleurs scientifiques » en 1947, douze en 1950). Parmi eux se trouvent essentiellement des individus proches du parti socialiste (PPS), mais également d'anciens combattants de l'Armée de l'intérieur, mouvement de résistance non communiste[315]. Les quelques publications de l'IPN, parues avant son démantèlement en 1950, portent sur les camps de concentration nazis, le Gouvernement-général (administration allemande en Pologne occupée, cf. annexe 1), la résistance polonaise et l'insurrection de Varsovie[316]. Après son démantèlement, son personnel et ses missions sont confiées au WHP.

La sortie de guerre et la question de la justice post-conflit amènent enfin à la création d'une institution judiciaire, la Commission de recherche sur les crimes allemands en Pologne (*Główna Komisja Badania Zbrodni Niemieckich w Polsce*). Créée dès 1945, elle est opportunément rebaptisée « Commission de recherche sur les crimes hitlériens en Pologne » en 1949, suite à la création de la RDA (une « bonne » Allemagne faisant désormais partie du camp socialiste). A l'origine, la tâche principale de cette commission consiste à réunir des documents et témoignages concernant les crimes commis par l'occupant allemand en Pologne, afin d'alimenter d'éventuels procès de criminels nazis et de leurs complices, ou des demandes de réparations. Les activités de cette commission et de ses branches locales sont donc proches de celles des commissions historiques juives, à ceci près que la Commission de

[313] Tadeusz Paweł Rutkowski, « Rola Wydziału Historii Partii KC PPR/PZPR w kształtowaniu polityki historycznej w Polsce (1946-1956) » [Le rôle du Département d'histoire du Parti dans la définition de la politique historique en Pologne] dans Sławomir M. Nowinowski, Jan Pomorski et Rafał Stobiecki (dir.), *Pamięć i polityka historyczna*, Łódź, IPN, 2008, p. 357−371.
[314] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 64−69.
[315] *Ibid.*
[316] *Ibid.*

recherche sur les crimes allemands est une émanation du ministère de la Justice polonais. Si son travail d'enquête sur les crimes commis sous l'occupation allemande l'amène à publier des documents qui contribuent à la première historiographie polonaise du second conflit mondial, elle emploie essentiellement des archivistes, juristes et procureurs, plutôt que des historiens. Elle a également la charge de la coopération internationale avec les institutions chargées de tâches similaires dans d'autres pays, à commencer par l'Allemagne. Dans le contexte de la Pologne populaire, la Commission de recherche sur les crimes allemands puis nazis est également un outil politique mis à profit par le Parti pour éliminer, via des procès d'épuration, ses opposants politiques. C'est notamment le cas d'anciens officiers de l'Armée de l'intérieur, accusés de coopération avec l'occupant allemand[317]. Avec la création de la RDA, les activités de la Commission sont pratiquement suspendues et ses antennes locales fermées. Elle est réactivée au début des années 1960, pour des raisons qui ont peu à voir avec la recherche historique. Il s'agit d'abord de coopérer avec les autorités judiciaires ouest-allemandes, qui créent à cette époque un bureau d'enquête sur les crimes nazis au sein du ministère de la Justice. Il s'agit aussi de mettre en avant les répressions de Polonais ayant secouru des juifs en Pologne occupée, après que le gouvernement polonais ait été accusé par Israël de mener une campagne antisémite en 1968 (cf. chap. 4)[318]. Après 1989, les prérogatives de cette Commission sont élargies aux crimes communistes. Elle est aujourd'hui rattachée de l'Institut de la mémoire nationale (cf. chap. 5).

II.2.B. La relecture de l'histoire du 20e siècle au prisme de la nouvelle situation politique :

Si l'histoire contemporaine est délaissée par les universitaires et fait davantage l'objet de l'attention des autorités communistes, c'est précisément parce qu'elle constitue un enjeu et un instrument de luttes, « dans le champ des luttes sociales et dans le champ de production culturelle »[319]. Supposé tirer sa légitimité à gouverner de l'histoire, le Parti cherche à réécrire et réinterpréter l'histoire de la Pologne depuis ses origines, afin de bâtir un nouveau récit national dans lequel l'accent est mis sur les aspects de solidarité panslave. Les conflits russo-

[317] Łukasz Jasiński, « Wybrane aspekty działalności Głównej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce (1963-1989) » [Aspects choisis du fonctionnement de la Commission principale de recherche sur les crimes hitlériens en Pologne], dans Patryk Pleskot (dir.), *Wina i kara. Społeczeństwa wobec rozliczeń zbrodni popełnionych przez reżimy totalitarne w latach 1939-1956*, Warszawa, IPN, 2015, p. 158−172.
[318] *Ibid.*

polonais sont minimisés et expliqués tour à tour par les velléités expansionnistes de la monarchie polonaise à l'époque des roi Jagellon, le caractère autoritaire de l'empire tsariste ou encore la nature « fasciste » du régime de Piłsudski. Mais c'est surtout le contrôle du récit des évènements les plus immédiatement contemporains qui revêt une importance capitale pour le Parti. L'invasion de la Pologne par l'armée soviétique le 17 septembre 1939, le massacre de Katyn et les conditions de l'implantation du régime en Pologne à la fin de la guerre, deviennent des « taches blanches » du récit historique, l'expression renvoyant aux traces laissées par l'intervention de la censure sur les publications.

Le nationalisme constitue également un élément central de la légitimation des autorités communistes. Il devient pour les communistes polonais « leur unique formule pour affirmer leur prétention à gouverner.[320] » Le recours à la rhétorique nationaliste ne doit cependant pas tromper. Ainsi que le fait remarquer Marcin Zaremba, le terme « nation » devient, dans le discours des dirigeants communistes, notamment après le référendum de 1947, synonyme de « société » et de « peuple ». En ce sens, est nationaliste ou patriote celui qui œuvre à la construction du socialisme dans son pays. L'orientation nationaliste du récit historique se traduit enfin par l'accent mis sur la martyrologie nationale, l'exceptionnalité des souffrances endurées par la nation au cours de son histoire et l'héroïsme de ses combattants.

Dans le récit de la Seconde Guerre mondiale élaboré par les historiens *partyjni* au début des années 1950, il n'est fait aucune mention de l'invasion soviétique de la Pologne par l'Union soviétique, le 17 septembre 1939. Le massacre des officiers polonais à Katyn, par le NKVD en 1940, est imputé aux nazis, lorsqu'il est évoqué. Le rôle de l'Armée de l'intérieur (AK) dans la résistance à l'occupation allemande est fortement minimisé au profit de celui des partisans communistes, pourtant beaucoup moins nombreux. Surtout, l'AK est décrite comme une alliée objective de l'Allemagne nazie, car elle aurait « gardé l'arme au pied » jusqu'à la fin de la guerre, et dirigé ses actions armées contre l'Union soviétique. Ainsi, l'insurrection de Varsovie est décrite comme une tentative, de la part du gouvernement « réactionnaire » de Londres, de restaurer un État bourgeois en prenant le pouvoir contre les soviétiques, venus libérer le pays. La politique étrangère de la Seconde République au cours de l'entre-deux guerres est par ailleurs rendue co-responsable du déclenchement du conflit.

C'est lors de la conférence d'Otwock que les principaux cadres d'interprétation de l'histoire de l'entre-deux guerres – qui évolueront très peu par la suite – sont énoncés par les

---

[319] Pierre Bourdieu, « Le mort saisit le vif », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, vol. 32, n° 1, p. 3–14.
[320] M. Zaremba, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm*, *op. cit.*, p. 134.

historiens *partyjni*, notamment Kazimierz Piwarski, Tadeusz Daniszewski et Józef Kowalski (directeur-adjoint du département d'histoire du Parti). Dans leurs exposés respectifs, Kowalski[321] et Piwarski[322] entreprennent un procès en règle du régime de Piłsudski. Ce dernier est d'abord accusé d'avoir mené une « politique antisoviétique criminelle » en 1920, ce qui est une façon de parler de la guerre polono-soviétique. Ce faisant, l'État polonais de l'entre-deux guerres se voit reprocher sa contribution au « cordon sanitaire » érigé à l'initiative des États capitalistes afin d'isoler l'URSS du reste du monde. Surtout, la politique étrangère de la Seconde République est considérée comme ayant conduit au déclenchement de la guerre : la Pologne aurait agi en alliée objective de l'Allemagne nazie contre l'URSS en 1934 (signature du pacte de non-agression entre la Pologne et l'Allemagne) et 1938 (la Pologne annexe une partie du territoire tchécoslovaque à l'occasion de la crise des Sudètes). Le pacte germano-soviétique d'août 1939, dont le protocole secret prévoit l'annexion conjointe de la Pologne, n'est évidemment mentionné par aucun des deux auteurs, pas plus que l'invasion de la Pologne par l'URSS, en septembre 1939. Ces exposés n'ont pas seulement pour objet la définition de la nouvelle vérité historique en vigueur en Pologne populaire. Ils sont intimement liés à la légitimation de la politique du Parti, le passé servant à éclairer le présent[323]. Ainsi Kowalski souligne-t-il que Władysław Gomułka, dirigeant du PPR partisan d'une « voie polonaise vers le socialisme », évincé au profit de Bierut en 1948, fut dans les années 1920 membre du parti socialiste de Piłsudski. Ce rappel a pour but de justifier sa mise à l'écart, au motif de ses tendances nationalistes. A travers la vérification des biographies des protagonistes du passé le plus récent, l'histoire est ici mise au service de la compétition politique[324].

Significativement, l'unique exposé consacré à la Seconde Guerre mondiale à Otwock, qui est aussi l'un des rares textes sur ce sujet énoncé dans un cadre académique[325], a pour sous-titre « Le PPR en tant que chef de file du front national contre l'occupant ». Il est prononcé par Maria Turlejska, dont la biographie est caractéristique de celle des militants

[321] Kowalski, Józef, « Reakcyjna historiografia PPS » [L'historiographie réactionnaire du PPS],

[322] « Imperializm polski jako jeden z elementów imperializmu światowego przed wybuchem drugiej wojny światowej » [L'impérialisme polonais en tant qu'élément de l'impérialisme mondial avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale], in Stanisław Herbst, Witold Kula et Tadeusz Manteuffel (dir.), *Pierwsza Konferencja Metodologiczna Historyków Polskich*, *op. cit.*

[323] Marie-Claire Lavabre, « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, 1994, vol. 44, n° 3, p. 480−493.

[324] Sur la vérification biographique des militants communistes en France, cf. Claude Pennetier et Bernard Pudal, « La "vérification" (l'encadrement biographique communiste dans l'entre-deux-guerres) », *Genèses*, 1996, vol. 23, n° 1, p. 145−163.

[325] Au congrès de la PTH de Wrocław, aucun exposé de la section thématique consacrée au développement de l'historiographie polonaise après 1945 ne porte sur la Seconde Guerre mondiale.

historiens de l'après-guerre. Née en 1918, diplômée de sociologie à l'université de Varsovie en 1939, elle milite avant-guerre au sein de l'Union indépendante de la jeunesse socialiste (*Związek Niezaleznej Młodzieży Socjalistycznej*), avant d'épouser un ancien militant du Parti communiste polonais (KPP), Jan Turlejski. Tous deux s'établissent en 1939 à l'Est de la Pologne, dans la zone d'occupation soviétique, puis rejoignent l'Union soviétique après le déclenchement de l'offensive allemande, en 1941. Jan Turlejski fait partie d'un groupe de militants communistes polonais qui cherchent à créer en Pologne le Parti ouvrier polonais (PPR). Il décède dans un accident d'avion en juin 1941, alors qu'il tente de rejoindre la Pologne. Maria Turlejska parvient pour sa part à rentrer au pays à l'été 1941. Elle y milite activement au sein du PPR et des groupes de partisans communistes à Varsovie (Armée populaire), participant à l'insurrection de la ville. Après-guerre, elle travaille d'abord au sein du Département de la propagande du Parti, avant de rejoindre le Département d'histoire, qu'elle dirige de 1947 à 1948, précédant Tadeusz Daniszewski dans ces fonctions. Elle rejoint ensuite la chaire d'histoire de l'Institut de formation des cadres scientifiques (*Instytut Kształcenia Kadr Naukowych*), rattaché au Comité central du Parti et destiné à former les futurs universitaires marxistes. Elle y obtient un doctorat en 1954, sous la direction de Stanisław Arnold. Turlejska travaille par la suite aux éditions scientifiques d'État, puis enseigne à l'Académie politique et militaire avant d'être nommée *docent* (en 1960) puis professeur (1967) à l'université de Varsovie. Au moment de la conférence d'Otwock, c'est donc une militante du Parti sans formation en histoire autre que celle dispensée par le Parti qui s'exprime. Le texte de l'exposé, tel qu'il figure dans les actes de la conférence, est emblématique de la lecture du conflit telle qu'elle est promue par le Parti[326].

Selon l'exposé de Maria Turlejska, l'histoire de la Seconde Guerre mondiale doit être analysée en lien avec le contexte général du conflit, qui est celui de l'affrontement entre « deux camps – le camp de la réaction et le camp du progrès » (p. 534) :
« *Le sort de la nation polonaise au cours de la Seconde Guerre mondiale était étroitement dépendant du résultat de la guerre, de qui en sortirait vainqueur. Il est évident que le triomphe de l'hitlérisme*[327] *aurait signifié la complète élimination physique et culturelle de la nation polonaise. L'intervention en Pologne des armées anglo-américaines aurait signifié la transformation du pays en colonie du capital financier des États-Unis, la soumission complète de notre pays au monopole du groupe impérialiste le plus réactionnaire, et peut-être le triomphe d'une réaction fasciste de type grec. La libération de la Pologne par l'Union soviétique a apporté une véritable indépendance et rendu possible le développement de la Pologne en direction du socialisme, la victoire des forces du progrès et de la démocratie.* »

[326] Maria Turlejska, « Niektóre zagadnienia historii Polski w okresie II wojny światowej. Rola PPR jako czołowej siły frontu narodowego w walce z okupantem » [Quelques aspects de l'histoire de la Pologne au cours de la Seconde Guerre mondiale : le rôle du PPR en tant que force majeure du front national contre l'occupant], in Stanisław Herbst, Witold Kula et Tadeusz Manteuffel (dir.), *Pierwsza Konferencja Metodologiczna Historyków Polskich*, *op. cit.*, p. 534−542.
[327] Dans la littérature polonaise, le mot « nazi » ou « nazisme » apparaît rarement. C'est le terme d' « hitlérisme » (ou « hitlérien ») qui lui est préféré.

Dresser le bilan politique de la guerre implique également de fournir une interprétation de la Seconde République de l'entre-deux guerres. Ici, Turlejska commence par disqualifier « l'historiographie de l'entre-deux guerres », réduite à des orientations politiques : l'orientation de la Démocratie-nationale, qui présente le retour à l'indépendance en 1918 comme la résultante des négociations du traité de Versailles (au cours desquelles son principe dirigeant, Roman Dmowski, mène la délégation polonaise) ; et l'orientation « pilsudskienne », qui met l'accent sur le rôle de Piłsudski et de ses « légions » dans la lutte pour l'indépendance au sortir de la Première Guerre mondiale. Ici encore, Turlejska présente le sort de la cause polonaise comme étroitement lié à l'Union soviétique (p. 534-535) :
« La Pologne bourgeoise, née en 1918, fut le résultat de la victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, qui a liquidé la Russie bourgeoise et la menace de restauration du tsarisme, adversaires acharnés de la libération nationale de la Pologne. »
L'application du marxisme à l'étude du temps présent, « l'approche scientifique » de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, est présentée comme impérative au regard de la « falsification de l'histoire » entreprise par « l'historiographie bourgeoise occidentale », dont le but idéologique est de préparer « une nouvelle guerre contre l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire » (p. 535). Dès lors, une approche marxiste du temps présent revient à ériger les communistes du PPR et l'Union soviétique en défenseurs des intérêts nationaux polonais (p. 536) :
« La tâche des historiens de la Pologne au cours de la période contemporaine est de préparer des travaux décrivant le rapport de force entre les classes sociales sous l'occupation, […] de démontrer que la politique hitlérienne fut typique de l'impérialisme prédateur en général, et pas seulement de l'impérialisme allemand, de démontrer la traîtrise de la bourgeoisie polonaise et de ses représentants politiques, de montrer le rôle moteur du Parti ouvrier polonais dans l'œuvre de libération nationale et sociale. »
Tout le programme des recherches à venir est ici défini, avant même d'avoir commencé : présenter les États-Unis et le camp occidental comme héritiers de l'Allemagne nazie, via le recours à la notion d'impérialisme, et les communistes polonais comme les seuls acteurs de la résistance nationale (p. 540) :
« La création du PPR fut un tournant pour l'ensemble de la nation polonaise, qui se précipita dans la lutte. Le PPR, le parti de la classe ouvrière, s'appuyant sur le marxisme-léninisme, rassembla dans ses rangs les solides combattants de la classe ouvrière – les communistes polonais. Le PPR fut le premier à proclamer le mot d'ordre de la lutte armée contre l'occupant, attendu par la nation entière, arrachant les masses laborieuses du marasme. […] Le PPR fut ainsi cohérent avec les grandes traditions de la nation, qui n'a jamais renoncé à la lutte pour la liberté. »
L'ensemble des acteurs concurrents, à commencer par l'Armée de l'intérieur et le gouvernement de Londres, mais aussi les autres courants politiques associés dans le cadre de l'État clandestin établi en Pologne occupée, des socialistes aux nationaux-catholiques en passant par les agrariens, sont présentés comme des adeptes de la doctrine de « l'arme au pied », préférant laisser les mains libres à l'occupant allemand afin de pouvoir affronter l'Union soviétique, le moment venu.
L'interprétation générale ainsi élaborée résume le conflit à une guerre de classes : d'un côté, le mouvement communiste, aspirant à la libération nationale ; de l'autre, la bourgeoisie contre-révolutionnaire, qui collabore avec l'occupant. Le Parti incarne dès lors le camp des vainqueurs, sa domination sur la scène politique de l'après-guerre est justifiée par sa légitimité historique, puisque les communistes ont vaincu l'Allemagne nazie et libéré la Pologne. Outre qu'il permet de délégitimer l'opposition politique, au motif qu'elle aurait collaboré avec l'occupant, un tel écrit offre également une grille de lecture simpliste des comportements ambivalents de la population polonaise sous l'occupation allemande : dans cette lecture de classes, la collaboration est le fait des bourgeois, des réactionnaires et des fascistes, des « bandits » de la résistance fidèle au gouvernement de Londres. Il n'y a donc pas lieu d'aller chercher ailleurs les responsabilités d'éventuels pogroms commis pendant ou juste après la guerre. Ce récit, qui a donc également pour fonction de préserver la cohésion du « peuple laborieux des villes et des campagnes », n'est pas sans présenter des similitudes avec celui-qui se met en place en France après 1945[328].

Dans le cas de l'histoire du temps présent, le cadre interprétatif général est donc posé *a priori* et ne laisse que peu de place à la discussion historiographique. Surtout, le ton employé, même dans une arène académique comme la première conférence méthodologique des historiens, est bien plus proche de la propagande politique que de la discussion entre chercheurs. A aucun

[328] Au sujet de la mémoire du passé vichyste en France, cf. Éric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Pluriel, 2013.

moment, l'exposé de Turlejska ne fait part d'interrogations ou d'hypothèses de travail qu'il conviendrait de vérifier. L'espace du débat historiographique apparaît ici considérablement plus réduit que dans le cas des périodes antérieures, dont les enjeux idéologiques sont moins étroitement liés au discours d'autolégitimation du Parti.

Dans de telles conditions, il n'est pas étonnant que l'histoire contemporaine ait été dans un premier temps désertée par les universitaires. Le cas de Geremek et de sa « fuite » vers l'histoire médiévale est de ce point de vue généralisable, à condition de ne pas perdre de vue que l'histoire du temps présent est alors perçue avec réticence dans la plupart des pays d'Europe. Le lent développement d'une histoire académique du temps présent est assez tôt identifié par les historiens *partyjni*, comme un problème. Ils n'auront de cesse de pousser la direction de l'Institut d'histoire de l'Académie à soutenir le développement de recherches sur la Seconde Guerre mondiale et la genèse de la Pologne populaire. Dans son exposé au 1er Congrès de la science polonaise, Żanna Kormanowa souligne l'utilité de l'histoire contemporaine à la formation de la culture politique de la société et notamment à la formation d'une nouvelle intelligentsia socialiste, pour mieux déplorer le manque de spécialistes universitaires en la matière :

« Actuellement, nous ne possédons aucune chaire d'histoire contemporaine de la Pologne, et aucune d'histoire de la Pologne populaire, d'histoire de la Pologne depuis 1939, et surtout depuis 1944, année de l'effondrement de l'État capitaliste polonais. […] Ce sont la Commission de recherche sur les crimes hitlériens et l'Institut d'histoire juive qui s'occupent chez nous de l'histoire des années d'occupation. Il est évident que notre science historique universitaire devrait s'associer à ces travaux[329]*. »*

Aussi les historiens du Parti ne sont-ils nullement satisfaits de la séparation de fait entre deux sciences historiques, l'une universitaire, produite dans les centres académiques, l'autre partisane, essentiellement produite en-dehors du monde académique. S'ils sont conscients des enjeux politiques associés à l'écriture de l'histoire du temps présent, ils ne souhaitent pas la voir reléguée en dehors du monde académique, qui certifie la qualité scientifique des travaux. A l'inverse, les universitaires attachés à l'autonomie de leur science, et notamment Manteuffel et Kula, considèrent qu'il est impossible, du fait de la politique du Parti, d'écrire une histoire scientifique de l'époque contemporaine et souhaitent en conséquence en abandonner la réalisation aux institutions partisanes[330]. Une autre façon de résister aux injonctions à traiter de l'histoire du temps présent consistera, pour la direction de l'IH PAN, à accorder la priorité aux éditions de sources plutôt qu'aux monographies. Les sources

[329] Kormanowa, Żanna, « Referat podsekcji historii sekcji nauk społecznych i humanistycznych na I Kongresu Nauki Polskiej » [Exposé de la sous-section histoire de la section des sciences sociales et humaines au 1er Congrès de la science polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1950/51, p. 314.
[330] Z. Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 305−306.

nécessaires à une histoire du temps étant difficilement accessibles compte tenu de la réticence des administrations publiques à accorder l'accès à leurs archives, *a fortiori* dans un régime de type autoritaire, cette solution permet de justifier que les historiens, dont le métier continue à être défini par l'étude des sources, délaissent les problématiques les plus contemporaines.

Conclusion du chapitre 1

La principale conséquence du processus d'idéologisation de la science historique au cours de la première décennie de la Pologne populaire est la disqualification des interprétations historiographiques jugées non-conformes à la nouvelle idéologie dominante. En ce sens, il se produit bien une rénovation historiographique, à la faveur de la contrainte idéologique émanant du pouvoir politique. Cette contrainte extérieure à la discipline historique est propice à un relais des cadres au sein de la discipline. Une nouvelle génération d'historiens, essentiellement varsoviens, accède non seulement à la profession d'historien universitaire, mais aussi aux postes de pouvoir au sein de la discipline. Ce mécanisme, qui va de pair avec la mise à l'écart ou la marginalisation des historiens déjà en poste avant-guerre, doit moins à une action concertée entre les historiens *partyjni* et des universitaires carriéristes ou opportunistes, qu'à des mécanismes liés à l'autonomie de la discipline historique : par réfraction, l'injonction à l'élaboration d'une science historique de gouvernement, au service du Parti, se traduit par la revendication d'une rénovation historiographique d'inspiration marxiste au sein de la discipline. Ici et contrairement à ce qui est observé par Gisèle Sapiro au sujet des écrivains français sous l'occupation, le vieillissement social ne favorise pas le ralliement à l'État, vichyste en l'occurrence[331]. Au contraire, c'est la génération des nouveaux entrants dans la discipline qui se conforme aux injonctions du pouvoir et bénéficie du soutien du Parti-État pour mener à bien sa rénovation historiographique[332]. Celle-ci implique cependant l'acceptation de l'idéologisation de la discipline historique, qui se traduit par un contrôle de la conformité des travaux via la censure. Cette acceptation permet toutefois aux historiens universitaires de maintenir leur position dominante au sein de la discipline, notamment au niveau de la direction de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. Ce dernier devient le principal centre d'impulsion de la recherche historique, à l'issue d'une politique de centralisation et de planification de la recherche scientifique. Si le contrôle idéologique sur la production du récit historique s'en trouve accru, il est dévolu à la direction de l'Institut, qui ne se réduit pas aux militants historiens venus du Parti et dépourvus de ressources académiques. L'autonomie de la discipline historique s'en trouve limitée, mais pas

[331] G. Sapiro, « La raison littéraire. Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », art cit.
[332] Pour une analogie, sur les effets paradoxaux de « l'échange » qui se noue entre les historiens et l'État et contribue au renforcement de l'autonomie de la discipline, en France sous la IIIe République, cf. T. Ribémont, *L'expertise historienne dans la France contemporaine*, *op. cit.*

supprimée. La discipline est en outre traversée par des oppositions, entre générations, entre universitaires et militants, entre un pôle savant et un pôle partisan (ou politico-administratif), qui sont au principe de conceptions antagonistes du rôle de l'histoire et des interprétations légitimes du passé. Ces conceptions antagonistes constituent le fondement des luttes qui se déroulent au sein de la discipline, dans la seconde moitié des années 1950 (cf. chap. 2).

CHAPITRE 2

La progressive remise en cause de l'idéologisation de la science historique : le « tournant » de 1956

Nous avons montré, dans le premier chapitre, que le processus d'idéologisation de la science historique, encouragé par le PZPR au sortir de la guerre, n'a pas débouché sur une remise en cause totale de l'autonomie de l'espace de production historiographique, principalement du fait de la faiblesse du Parti au sein du monde universitaire. Ce processus, encouragé par la promotion, dans un contexte de reconstruction des institutions universitaires et scientifiques, d'un groupe d'historiens intellectuellement proches du marxisme, mais attachés à l'autonomie de la recherche, a néanmoins conduit à l'adoption du marxisme en tant que méthodologie officielle de la discipline.

Nous cherchons à comprendre, dans ce second chapitre, comment une configuration politique renouvelée à partir du milieu des années 1950, caractérisée par une moindre contrainte sur le travail des universitaires[333], suscite une série d'interrogations et de discussions au sein de la profession, qui remettent progressivement en question l'idéologie officielle et ses effets sur la production historiographique. Les évènements de juin et octobre 1956 (cf. encadré 1) marquent en effet le processus de déstalinisation en Pologne. Celui-ci constitue une conjoncture propice à un accroissement de l'autonomie de la discipline, dont nous étudions ici les ressorts. Il ne s'agit pas pour autant de lire les évolutions de la discipline comme le produit d'un transfert mécanique de la sphère politique au monde académique. Les décisions ou évènements politiques ne produisent pas d'effet direct ou univoque dans un espace de production scientifique relativement autonome[334]. Les prises de position plus ou moins critiques exprimées par des historiens autour de 1956 ne s'expliquent pas uniquement

[333] Sur la relative libéralisation de la vie intellectuelle en Pologne autour de 1956, cf. Marta Fik, *Autorytecie wróć? Szkice o postawach polskich intelektualistów po październiku 1956*, [Croquis des attitudes des intellectuels polonais après octobre 1956], Varsovie, Errata, 1997. Pour un éclairage sur la situation en philosophie cf. Frédérique Matonti, « Kołakowski le Polonais, au miroir français. Dialogue avec Krzysztof Pomian », *Archives de sciences sociales des religions*, 2014, vol. 166, n° 166, p. 17−34. Sur la sociologie, qui redevient une discipline académique en 1957, cf. Joanna Bielecka-Prus, « The Social Roles of Polish Sociologists after 1945 », *Comparative Sociology*, 2011, vol. 10, n° 5, p. 735−765. Ainsi que Jerzy Szacki, « Polish Sociology 1940-1989: In Service of Society or in Service of the Regime? », *Polish Sociological Review*, 1998, n° 122, p. 115−131.

[334] Rafał Stobiecki, « Between Continuity and Discontinuity: A Few Comments on the Post-war Development of

par les transformations politiques que connaît alors la Pologne populaire. Pour paraphraser Gisèle Sapiro, « les luttes politiques sont retraduites selon des principes de division qui n'ont pas seulement la politique pour raison », c'est-à-dire qu'elles sont réfractées dans la discipline en fonction d'enjeux spécifiques à cet espace de luttes dont l'objet n'est pas la direction des affaires du pays, mais la définition de l'histoire savante[335]. Outre le contexte politique, d'autres facteurs peuvent expliquer le développement de discussions intenses au sein de la discipline historique au milieu des années 1950. Cette discipline fonctionne alors dans un contexte institutionnel stabilisé, après une phase de reconstruction post-guerre. Le processus de rénovation historiographique peut être considéré comme achevé après la conférence d'Otwock (début 1951). La création de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) en 1953 a eu pour effet la centralisation des principales orientations en matière de recherche historique. Le fonctionnement plus routinier de la discipline, une fois passés les premiers congrès scientifiques de l'après-guerre, offre un contexte favorable au développement de discussions internes à la profession savante. Ces discussions portent sur les premiers travaux produits par les historiens de la Pologne populaire et visent, en 1955/1956, à tirer le bilan d'une décennie de politique scientifique. Elles révèlent la division de la discipline, au sein de laquelle deux définitions concurrentes de la science savante s'opposent depuis la fin des années 1940. Autour de 1956, la conception de la science partisane, portée par les historiens *partyjni*, est progressivement reléguée au profit d'une conception qui se veut plus autonome. Cette dernière, portée par les universitaires qui avaient concouru à la rénovation historiographique de la période stalinienne, ne peut cependant faire l'économie de son inscription dans le cadre de la science marxiste, dont les contours demeurent un enjeu de luttes.

Sans ériger la chronologie des « tournants politiques » en *turning points* qui feraient nécessairement sens dans d'autres espaces, il s'agit de revenir sur le moment 1956 pour mesurer les effets de la déstalinisation sur les conditions de production de l'histoire savante. A la faveur d'une conjoncture de changement politique, se joue également une lutte interne à la discipline qui a pour objet tant l'occupation des positions de pouvoir académique, que la détermination des critères de scientificité de l'histoire, et pour enjeu l'autonomie de la discipline vis-à-vis de la direction du PZPR, pour qui la mise en récit du passé représente toujours un enjeu majeur de légitimation politique.

Polish Historical Research », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung*, 2001, vol. 50, n° 2, p. 214−229.

[335] Gisèle Sapiro, « La raison littéraire. Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996, vol. 111, n° 1, p. 9.

Nous cherchons donc à voir ici en quoi la conjoncture de fin du stalinisme a produit des effets sur les conditions de production de l'histoire savante, mais aussi à identifier en quoi ces conditions sont également déterminées par des enjeux spécifiques à l'espace savant. Ce faisant, nous nous inscrivons dans la proposition de l'historien de l'historiographie Rafał Stobiecki :

« As far as the post-war development of Polish historiography is concerned, it is, in my opinion, useful to take into account not only the influence of the "environment" in which it had to evolve, but also its internal transformations (needless to say, these were not always the result of changes in the social and political sphere).[336] *»*

L'examen critique de la première décennie de la science historique en Pologne populaire a lieu essentiellement au sein de la discipline. Les principales discussions se déroulent entre universitaires, sont publiées dans *Kwartalnik Historyczny* et ne reçoivent qu'un faible écho en-dehors du monde académique. Elles ne font qu'exceptionnellement l'objet, par exemple, de reprises dans la presse officielle ou dissidente[337]. Il s'agit donc avant tout de discussions entre pairs, débordant rarement le terrain de la science historique, de son organisation et de ses méthodes. Très peu d'allusions sont faites au contexte politique, même si le processus de déstalinisation entamé par le 20e congrès du PCUS favorise l'expression publique de critiques à l'égard de la décennie écoulée. Au sein de la discipline, les discussions portent principalement sur le cadre institutionnel rénové de l'après-guerre, le processus de publication des travaux de recherche (évaluation scientifique et censure) et les usages de la méthodologie marxiste. Les critiques sont formulées de sorte à exprimer des prises de position plus scientifiques que politiques, toujours au nom d'une réflexion sur la bonne manière d'écrire et d'enseigner l'histoire. La discussion se déroulant avant tout entre universitaires, les questions liées à l'enseignement scolaire de l'histoire apparaissent alors relativement secondaires par rapport à l'organisation de la recherche et des études.

A la lecture des compte-rendus parus dans *Kwartalnik Historyczny*, les historiens polonais n'apparaissent pas comme les plus virulents opposants à la politique du PZPR, alors

[336] R. Stobiecki, « Between Continuity and Discontinuity », art cit, p. 215.

[337] Jusqu'à la fin des années 1970 et l'avènement d'un « second circuit » de diffusion de la presse clandestine (*drugi obieg wydawniczy*), ce sont surtout les milieux catholiques et leurs publications qui constituent l'essentiel de l'opposition critique au PZPR. Il s'agit avant tout de l'hebdomadaire *Tygodnik Powszechny*, du Club de l'Intelligentsia catholique (cf. encadré n° 7) et de l'association « Pax », qui rassemble après-guerre des catholiques prêts à coopérer avec les autorités communistes. Ces clubs, qui se réclament du personnalisme d'Emmanuel Mounier, éditent le mensuel *Więź* à partir de 1958. La presse catholique offre un point de vue critique sur la politique du PZPR et accorde une attention particulière aux thèmes philosophiques et historiques. Cf. Piotr H. Kosicki, « L'avènement des intellectuels catholiques : Le mensuel Więź et les conséquences polonaises du personnalisme mounierien », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009, vol. 102, n° 2, p. 31−48. Sur les activités du groupe parlementaire « Znak », rassemblant des députés catholiques réformateurs (dont Tadeusz Mazowiecki, premier ministre issu de *Solidarność* en 1989) cf. Andrzej Friszke, *Koło posłów « Znak » w Sejmie PRL: 1957-1976*, Varsovie, Wydawnictwo Sejmowe, 2002.

qu'à la faveur des évènements de 1956 se font entendre des critiques « révisionnistes[338] » émanant d'intellectuels membres du Parti. Comme l'écrit Daniel Beauvois, « l'impulsion du révisionnisme vint surtout des philosophes (Kołakowski, Pomian), des littéraires (Ważyk, Brandys, Baczko), des journalistes (Woroszylski, Lasota).[339] » Sans prendre directement part à la dénonciation du stalinisme qui agite alors le bloc soviétique et sera à l'origine d'un premier divorce entre une partie de l'intelligentsia et les partis communistes, les historiens polonais se livrent au milieu des années cinquante à un examen critique de la politique scientifique, qui les amène à redéfinir les principes de fonctionnement de leur discipline vers davantage d'autonomie (section I). Si le « tournant » politique de 1956 produit des effets au sein de la discipline, ceux-ci prennent moins la forme d'un engagement intellectuel au sujet des orientations générales du Parti, que d'une réflexion sur l'état de la discipline, qui reste largement l'affaire de ses membres et se traduit concrètement dans la redistribution des positions de pouvoir, au détriment du pôle de production le plus hétéronome, c'est-à-dire le plus inféodé au Parti (section II). La disqualification de ce groupe renforce l'autonomie de la discipline, mais inégalement selon les sous-disciplines. La réticence des universitaires du pôle autonome à s'occuper d'histoire du temps présent conduit à laisser aux historiens *partyjni* un rôle prépondérant en ce domaine. Il s'agit donc de voir en quoi la modification de la configuration politique est réfractée pour être retraduite dans les termes et les enjeux qui sont spécifiques à l'espace de production historiographique[340].

[338] Nous plaçons cette expression entre guillemets, de même que celle de « dogmatiques », car il s'agit d'une catégorie indigène, dont l'usage revient à rapporter la lutte entre les tenants de l'idéologisation de l'histoire savante (« dogmatiques ») et ceux qui contestent cette politique (« révisionnistes ») à la lutte de pouvoir qui se déroule au même moment au sein du Parti. Nous conserverons ces catégories, qui correspondent à un principe de division alors central au sein de l'espace de production historiographique, mais pour en contester une lecture strictement politique en montrant que cette division renvoie également à des enjeux propres à cet espace.

[339] Daniel Beauvois, « Être historien en Pologne : les mythes, l'amnésie et la "vérité" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1991, vol. 38, n° 3, p. 371.

[340] Sur la réfraction des influences ou commandes externes en tant qu'indicateur de l'autonomie d'un champ, cf. Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992, p. 260−261. « Le degré d'autonomie du champ peut se mesurer à l'importance de l'effet de retraduction ou de *réfraction* que sa logique spécifique impose aux influences ou aux commandes externes et à la transformation, voire à la transfiguration, qu'il fait subir aux représentations religieuses ou politiques et aux contraintes des pouvoirs temporels (la métaphore mécanique de la réfraction, évidemment très imparfaite, ne vaut ici que négativement, pour chasser des esprits le modèle, plus impropre encore, du reflet). Il peut se mesurer aussi à la rigueur des sanctions négatives (discrédit, excommunication, etc.) qui sont infligées aux pratiques hétéronomes telles que la soumission directe à des directives politiques ou même à des demandes esthétiques ou éthiques, et surtout à la vigueur des incitations positives à la résistance, voire à la lutte ouverte contre les pouvoirs (la même volonté d'autonomie pouvant conduire à des prises de position opposées selon la nature des pouvoirs auxquels elle s'oppose). »

Encadré 7. : L'année 1956 en Pologne et ses conséquences[341]

Le décès de Staline, le 5 mars 1953, ouvre au sein du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) une lutte de succession qui a des répercussions dans les autres États du bloc. En Pologne populaire, le déclin de l'appareil de répression stalinien se traduit notamment par la dissolution du ministère de la Sécurité publique (remplacé par un ministère de l'Intérieur) fin 1954 et le limogeage de certains responsables. Au sein du Parti ouvrier unifié de Pologne (PZPR), les velléités de réforme du régime politique donnent lieu à la naissance de deux fractions rivales, nommées selon les lieux où elles se réunissent : les « *Puławianie* » (rue Puławska à Varsovie), d'orientation plus libérale, sont favorables à une certaine démocratisation du régime (liquidation de l'appareil de répression, renvoi des conseillers soviétiques, assouplissement du plan économique) ; le groupe dit de Natolin (quartier Sud de Varsovie) est quant à lui fidèle à l'orthodoxie stalinienne et entend maintenir un régime de type soviétique. Ces luttes internes au Parti ont des répercussions dans la société civile : les intellectuels cherchant à échapper à l'emprise du Parti créent le club de discussion *Krzywe Koło* (le Cercle tordu) en 1955 (il est animé par Jan Józef Lipski, qui se revendique de la tradition socialiste du PPS). La même année, l'hebdomadaire des jeunesses communistes, *Po Prostu*, est transformé en « hebdomadaire des étudiants et de la jeune intelligentsia », favorable aux réformes et moins directement soumis à la censure. Ces deux institutions deviennent les fers de lance du mouvement « révisionniste », au sein duquel se retrouvent de jeunes intellectuels en rupture de ban avec le PZPR, tels que le philosophe Leszek Koławski[342]. Georges Mink rappelle toutefois que le révisionnisme s'adresse au Parti et pas à la société : *Po Prostu* et *Krzywe Koło* sont davantage des laboratoires d'idées que des lieux de conspiration.

Du 14 au 25 février 1956 se tient à Moscou le 20e congrès du PCUS, au cours duquel le rapport de Nikita Khrouchtchev (qui a succédé à Staline au poste de Premier secrétaire) dénonce, entre autres, le culte de la personnalité et la répression stalinienne. A ce moment, de larges pans des sociétés du bloc de l'Est découvrent l'ampleur des crimes staliniens[343]. Le congrès accepte l'idée de voies multiples vers le socialisme. Fait inattendu : Bolesław Bierut, le Premier secrétaire du PZPR, décède à Moscou où il était venu assister au 20e Congrès, le 12 mars. Edward Ochab lui succède, avec l'assentiment de Khrouchtchev et des deux fractions rivales du PZPR.

Au mois de juin, des émeutes ouvrières éclatent à Poznań, pour revendiquer des hausses de salaires. Ces premières grandes révoltes ouvrières contre un pouvoir se proclamant porte-parole de la classe ouvrière suscitent une violente répression, la milice étant appuyée par l'armée. Le bilan est de 70 morts et de plusieurs centaines de blessés. Le 7e Plénum du Comité central du PZPR, qui se tient du 18 au 20 juillet, est donc marqué par la question de la réforme du système politique. Le Plénum annule la décision prise en 1949 d'écarter Władysław Gomułka du pouvoir. Ce dernier avait auparavant été libéré de détention fin 1954. Gomulka, ancien secrétaire général du PPR (1943-1948), opposé à la politique stalinienne, victime de la répression de la fin des années 1940, apparaît alors comme l'homme providentiel, susceptible de réformer le système. A l'occasion du 8e Plénum (19-21 octobre), il est élu au poste de Premier secrétaire. Dans le même temps, des détachements militaires soviétiques s'approchent de la capitale. Khrouchtchev se rend en personne à Varsovie afin d'y obtenir des garanties. Le Plénum s'achève sur la condamnation du culte de la personnalité et appelle à abandonner la collectivisation forcée des campagnes. Gomułka est élu malgré l'opposition de la fraction de Natolin. Au même moment, le processus révolutionnaire hongrois est réprimé par l'intervention de l'armée soviétique.

Rapidement après 1956, le PZPR obtient le renvoi de tous les conseillers militaires soviétiques et la réduction de la présence de l'armée soviétique sur le sol polonais. Si les espoirs des « révisionnistes » seront rapidement déçus (*Po Prostu* est par exemple interdit dès 1957), le régime connaît une relative libéralisation politique. Les autorités donnent ainsi leur accord à la création du Club de l'intelligentsia catholique (KIK), animé par la doctrine personnaliste[344], et autorisent la reparution de l'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny*, interdit de parution après avoir refusé de publier la nécrologie de Staline.

[341] Nous nous appuyons ici essentiellement sur le chapitre 7 de l'ouvrage de Georges Mink, *La Pologne au coeur de l'Europe : de 1914 à nos jours*, Paris, Buchet-Chastel, 2015, p. 247−286.

[342] Sur la trajectoire de Kołakowski et plus particulièrement sur le révisionnisme polonais, cf. F. Matonti, « Kołakowski le Polonais, au miroir français. Dialogue avec Krzysztof Pomian », art cit.

[343] Sur la réception du 20e Congrès du PCUS par les historiens polonais, cf. Tadeusz Paweł Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970: zagadnienia polityczne i organizacyjne*, [Les sciences historiques en Pologne, 1944-1970], Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2007, p. 278.

[344] P.H. Kosicki, « L'avènement des intellectuels catholiques », art cit.

Section 1. « dogmatiques » vs « révisionnistes » ? Les historiens face au changement politique :

La littérature spécialisée qualifie généralement de déstalinisation le processus à l'œuvre dans les mondes de la science et de la culture en Pologne populaire entre le milieu et la fin des années 1950, en particulier dans le domaine de l'histoire[345]. Ce faisant, elle reprend dans l'analyse des conditions de production de l'histoire savante des catégories issues de l'analyse des changements politiques à l'œuvre autour de 1956 : à la faveur de la lutte pour la succession de Staline (en URSS) et de Bierut (en Pologne), la compétition pour la direction du Parti oppose, en Pologne comme en Hongrie ou en URSS, les « dogmatiques » (tenants de la ligne stalinienne) aux « révisionnistes », qui souhaitent relâcher le contrôle des populations et remettre en cause le centralisme démocratique. Cette transposition de la lutte politique dans le monde académique conduit les auteurs à identifier et à répartir les protagonistes de la critique du stalinisme en histoire entre « dogmatiques » et « révisionnistes », présupposant ainsi que confrontation politique et confrontation savante procèdent, dans ce contexte particulier, de logiques similaires. Au risque de négliger l'autonomie, même relative, d'espaces de production savante, au sein desquels les logiques d'affrontement procèdent toujours pour partie de logiques politiques, certes, mais aussi dans une certaine mesure de logiques spécifiques à ces espaces professionnels[346]. Dès lors, il s'agit d'appréhender les attitudes des historiens non pas seulement en termes d'adhésion à l'une ou l'autre logique politique, mais aussi en fonction des enjeux spécifiques au champ académique, enjeux qui sont divers : concurrence entre orientations intellectuelles ou écoles de pensée ; concurrence pour l'occupation des positions de pouvoir sur la discipline ; logiques de progression dans la carrière ; etc. A rebours d'approches qui verraient dans les controverses scientifiques un

[345] L'historien Andrzej Czyżewski y a consacré une monographie tirée d'un mémoire de master : Andrzej Czyżewski, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku*, [Le processus de déstalinisation de la science historique polonaise au cours de la seconde moitié des années 1950], Varsovie, Polskie Wydawnictwo Naukowe, 2007. Andrzej Rutkowski et Rafał Stobiecki (entre autres) qualifient également le processus d'amoindrissement de la contrainte politique sur le travail des historiens (et, plus généralement, le travail intellectuel et culturel) de « déstalinisation » : T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.* Et Rafał Stobiecki, *Historiografia PRL: ani dobra, ani mądra, ani piękna... ale skomplikowana*, [L'historiographie de la PRL], Varsovie, TRIO, 2007. Dans une perspective comparative, sur la déstalinisation, cf. Muriel Blaive, *Une déstalinisation manquée : Tchécoslovaquie 1956*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2005. Et Thomas M. Bohn, Rayk Einax et Michel Abesser (dir.), *De-Stalinisation reconsidered: persistence and change in the Soviet Union*, Francfort sur le Main, Campus Verlag, 2014.

[346] Gisèle Sapiro, *La guerre des écrivains : 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999 ; Gisèle Sapiro, « De l'usage des catégories de « droite » et de « gauche » dans le champ littéraire », *Sociétés & Représentations*, 2001, n° 11, p. 19−53.

simple prolongement des luttes politiques, nous voudrions montrer comment les luttes politiques à l'œuvre dans le contexte de 1956, si elles ne sont pas sans effet sur l'histoire savante, sont en fait retraduites selon les enjeux spécifiques à cet espace. Par réfraction, c'est avant tout par rapport à la question de l'autonomie de leur discipline que se positionnent alors les historiens polonais, c'est-à-dire en fonction d'enjeux qui leur sont propres, tels que la définition du métier d'historien (1.1.A), l'idéologisation de la science historique et les usages du marxisme en histoire (1.1.B).

L'hypothèse de réfraction est également formulée sous forme d'intuition dans la lecture proposée par certains historiens tels que Andrzej Czyżewski et Maciej Górny, qui soulignent que parmi les historiens de l'époque, l'opposition entre « dogmatiques » et « révisionnistes » renvoie à des enjeux spécifiques à la discipline. Górny voit à travers la lutte au sujet de l'interprétation du marxisme (voir infra) une lutte pour la capacité à imposer la « bonne » définition de la méthodologie, dans un contexte spécifique où il ne peut exister qu'une seule et unique interprétation légitime[347]. Czyżewski évoque lui aussi une « lutte d'influence » interne et se réfère à Bourdieu en qualifiant les débats qui agitent alors les historiens de « lutte pour la position dans le champ[348] ». Sans toutefois se donner les moyens d'étayer empiriquement l'usage de cette terminologie, en démontrant en quoi les individus participant à cette lutte occupent des positions différenciées au sein du champ, ce que nous proposons de faire à présent.

I.1. Une lutte pour la définition du métier d'historien :

Parmi les historiens polonais, les prises de position critiques vis-à-vis de la politique scientifique du PZPR au cours de la première décennie de la Pologne populaire et de ses effets sur la production historiographique apparaissent avant 1956. Ces critiques s'expriment à de

[347] Maciej Górny, « Od Lelewela do Smolenskiego. Spory historiograficzne lat piecdziesiatych » [Les débats historiographiques des années 1950] dans Andrzej Wierzbicki (dir.), *Klio polska. Studia i materialy z dziejow historiografii polskiej po II wojnie swiatowej*, Varsovie, Neriton, 2006, vol.2, p. 149-177.

[348] Andrzej Czyżewski, « Historycy polscy wobec destalinizacji - proba analizy postaw » [Les historiens polonais face à la déstalinisation] dans Andrzej Wierzbicki (dir.), *Klio polska. Studia i materialy z dziejow historiografii polskiej po II wojnie swiatowej*, Varsovie, Neriton, 2008, vol.3, p. 187-211. La requalification des débats historiographiques en « lutte pour la position dans le champ » est également proposée par Stobiecki au sujet du positionnement de Jerzy Topolski vis-à-vis d'Adam Schaff au début des années 1970, dans un contexte de concurrence entre les historiens *partyjni* faisant écho aux luttes de pouvoir internes au PZPR. Stobiecki montre alors comment le positionnement d'un historien *partyjni* dépend de sa capacité à trouver des soutiens à la fois du côté de l'appareil partisan, mais aussi au sein du monde académique. Cf. Rafał Stobiecki, « Między dogmatem ideologa a modernizacją. Marksizm Jerzego Topolskiego » [Le marxisme de Jerzy Topolski] dans Wojciech Wrzosek (dir.), *Oblicza przeszłości*, Bydgoszcz, Oficyna Wydawnicza Epigram, 2011, p. 53-68.

nombreuses reprises au sein de la revue *Kwartalnik Historyczny*[349]. Principale revue de la discipline, elle en constitue en quelque sorte l'organe officiel interne, dès la création de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) en 1953, l'Institut jouant un rôle directeur en matière de recherche historique. Durant les années d'existence de la Pologne populaire, cette revue joue donc un rôle majeur dans la diffusion de l'information au sein de la discipline. Les articles présentant les résultats de recherches originales n'y occupent qu'une part réduite (mais variable selon les périodes) au profit des rubriques « Discussions et polémiques », « Recensions » et « Vie scientifique » (nationale et étrangère). La revue a donc avant tout une fonction d'information et de communication à destination des milieux universitaires polonais et étrangers, qui constituent le circuit de diffusion restreinte du savoir académique. L'usage de cette revue en tant que source ne va toutefois pas sans poser quelques difficultés : à l'époque communiste, il s'agit d'une revue officielle, qui reflète davantage le point de vue autorisé au sein de la discipline que la réalité des échanges (lorsqu'ils existent). Il est par conséquent indispensable de croiser la chronique des évènements relatés dans la revue avec celle qu'ont pu reconstituer les historiens à partir des archives[350]. La lecture de la revue permet néanmoins de saisir ce qui est dicible et pensable au sein de la discipline, d'identifier les prises de position divergentes qui s'y expriment, et ainsi d'en reconstituer les logiques : qui prend position dans la critique de la politique historique du Parti et pour en dire quoi ?

Si les prises de position critiques vis-à-vis du PZPR apparaissent souvent plus aisées dans le cas polonais que dans d'autres États du bloc soviétique, c'est d'abord en raison des limites rencontrées par la politique d'idéologisation menée entre la fin des années 1940 et le début des années 1950, évoquées dans le précédent chapitre[351]. Ces limites se traduisent principalement par la faible pénétration du PZPR au sein du monde universitaire. Dans le cas de l'histoire, les membres du Parti sont contraints de partager les postes de responsabilité avec des non membres du Parti, formés avant-guerre et disposant, contrairement à beaucoup d'historiens *partyjni* arrivés dans le monde universitaire sans réelle qualification, des ressources spécifiques au champ académique : diplôme de doctorat, habilitation à diriger des

[349] Nous avons procédé à un dépouillement intégral des sommaires de la revue, de sa renaissance après-guerre en 1946, à 1990.

[350] Pour ce chapitre, il s'agit principalement de : A. Czyżewski, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku*, *op. cit.* Zbigniew Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, Varsovie, Wydawnictwo Neriton, 2010. T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.* R. Stobiecki, *Historiografia PRL*, *op. cit.* Et des six tomes parus à ce jours chez Neriton, dans la collection d'études collectives dirigées par Andrzej Wierzbicki et consacrées à l'historiographie polonaise du 20e siècle : *Klio polska*. *Studia i materialy z dziejow historiografii polskiej XIX-XX wieku*.

[351] Voir aussi John Connelly, *Captive university: the Sovietization of East German, Czech and Polish higher*

recherches, titre de professeur, publications dans des supports reconnus par la discipline comme scientifiques, etc. L'assouplissement de la contrainte politique, dans un contexte propice aux évaluations des réalisations du Parti dix ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, favorise l'expression publique d'opinions qu'il aurait été plus risqué d'assumer auparavant. Il permet donc une confrontation plus directe, dans l'espace de production historiographique, entre les différents groupes identifiés dans le premier chapitre, en concurrence pour la définition de l'histoire et du métier d'historien. Le processus de déstalinisation révèle ainsi une confrontation entre agents détenteurs de ressources différenciées, s'opposant au sujet de la définition des capitaux pertinents ou dominants au sein de cet espace.

I.1.A. « dogmatiques » vs « révisionnistes » ou savants vs militants ?

Etayer empiriquement notre hypothèse requiert d'abord d'identifier des prises de position antagonistes exprimées au sein de l'espace de production historiographique. Les historiens de l'historiographie polonaise considèrent en général que l'exposé délivré par Witold Kula le 25 juin 1956, au cours d'une session du conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, constitue le moment majeur d'expression d'une critique adressée par la discipline à la politique scientifique du PZPR. Intitulé « Au sujet de notre politique scientifique », l'exposé de W. Kula propose en effet une critique argumentée de la production historiographique polonaise de l'après-guerre, sans remettre pour autant en cause la pertinence du marxisme (voir infra). Notre propos n'étant pas de rechercher un moment fondateur annonciateur de la déstalinisation à venir, mais plutôt de comprendre quelles sont les lignes de clivages qui traversent alors la discipline, nous avons identifié, à partir de la littérature et du dépouillement de la revue *Kwartalnik Historyczny*, les protagonistes (N = 28[352]) d'une série de discussions au cours desquelles la science historique post Seconde Guerre mondiale (ou du moins certains de ses aspects) ont été discutés et remis en cause, au cours des années qui ont immédiatement précédé et suivi 1956. Partant des prises de position de ces protagonistes, nous avons cherché à restituer la structure de leurs propriétés sociales (et notamment leur position dans le champ académique, ainsi que leur proximité au Parti). Un tel travail permet de porter un regard renouvelé sur ce qui se joue au sein de la

education, 1945-1956, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000, p. 36−40.

[352] Andrzej Czyżewski en retient pour sa part 20, qu'il distingue entre « participants actifs » et « observateurs »,

discipline autour du moment 1956. Les discussions retenues dans l'analyse, au nombre de 7 (cf. tableau 10), comprennent des manifestations scientifiques (conférences, congrès), des articles de critique ou de bilan historiographique, ainsi que la réunion du conseil scientifique de l'IH PAN du 25 juin 1956. Avec des modalités et des intensités diverses, elles ont toutes donné lieu à des prises de position favorables ou défavorables à la politique scientifique du PZPR.

Tableau 10. Liste des débats utilisés pour l'identification des protagonistes des débats sur la déstalinisation de l'histoire

Intitulé du débat	**Nature du débat**
Conseil scientifique de l'IH PAN (25 juin 1956)	Exposé de W. Kula « Au sujet de notre politique scientifique », suivi d'un débat au conseil scientifique.
Résolution de la cellule du PZPR à l'IH PAN (4 juin 1956)	Résolution concomitante de l'exposé de Kula, qui en partage les principales conclusions.
Article de Boguslaw Leśnodorski dans *Kwartalnik Historyczny* (1955)	En tant que rédacteur en chef de la revue, B. Leśnodorski propose un bilan de la première décennie d'historiographie en Pologne populaire, qui constitue un *satisfecit* adressé à la politique du PZPR. Il s'agit d'un article collectif à la rédaction duquel ont contribué S. Arnold, A. Gieysztor, S. Kieniewicz, Z. Kormanowa, F. Ryszka et M. H. Serejski.
Conférence à Zakopane sur les notions de libéralisme et de progressisme (Février 1953)	Conférence au cours de laquelle M. H. Serejski s'oppose à plusieurs historiens *partyjni* autour de l'inclusion dans le canon marxiste d'auteurs « bourgeois » du 19e siècle. En filigrane la question posée est celle de la délimitation du périmètre entre « progrès » et « réaction » en histoire.
Exposé de Czesław Madajczyk consacré à l'histoire contemporaine lors du congrès du jubilée de la PTH (18-21 octobre 1956)	Critique spécifiquement consacrée à l'histoire contemporaine, qui reprend et développe la plupart des arguments fournis par Kula en mars.
8e congrès de la PTH (1958)	Considéré comme un tournant dans la littérature, avec un exposé très critique de T. Manteuffel dans le sillage de celui de Kula en 1956, et le remplacement de N. Gąsiorowska par S. Herbst à la présidence de l'association.
Article « Le pessimisme des thèses erronées » d'Henryk Wereszycki publié dans *Kwartalnik Historyczny* (1957)	Article qui suit une discussion qui s'était déroulée à Varsovie au sujet de l'évaluation du second tome de la synthèse d'histoire de la Pologne préparé à l'IH PAN. Wereszycki critique la domination du marxisme dans l'historiographie polonaise et considère que le problème ne se limite pas à l'histoire contemporaine mais est plus large (va donc plus loin que le diagnostic posé par Kula).

Lecture : IH PAN = Institut d'histoire de l'Académie des sciences ; PTH = Association historique polonaise.

Les individus ayant contribué à ces discussions peuvent donc être distingués selon leur positionnement vis-à-vis de la politique du Parti, entre ceux qui revendiquent davantage d'autonomie pour la discipline (« révisionnistes ») et ceux qui prennent des positions hétéronomes, (« dogmatiques »). Cette opposition recoupe en fait, bien souvent, une

cf. A. Czyżewski, « Historycy polscy wobec destalinizacji », art cit.

distinction entre universitaires et non-universitaires ou militants, c'est-à-dire entre savants et profanes (cf. tableau 11). La liste détaillée des protagonistes est fournie dans le tableau 12.

Tableau 11. Propriétés sociales et politiques des principaux protagonistes des débats sur la déstalinisation de l'histoire

Caractéristiques des protagonistes/positionnement	Révisionnistes (universitaires ; savants) **PÔLE AUTONOME**	Dogmatiques (non-universitaires/militants ; profanes) **PÔLE HETERONOME**
EFFECTIFS	14	14
Membres du PZPR	3	14
Militant communiste avant-guerre avéré	0	8
En URSS pendant la guerre	0	8
Militantisme avant-guerre avéré (communiste et autre)	1	11
Résistance non-communiste (AK)	6	0
Doctorat	13	11
Habilitation	9	7
Professorat	11	8
IH PAN	10	8
Université	13	10
Dont Université de Varsovie	6	6
Position partisane (responsabilité dans un département quelconque, position politique, ambassade, …) ; passée ou actuelle en 1956	0	9
Moyenne d'âge en 1956 (médiane entre parenthèses)	45 (47)	50 (48)
Doctorat obtenu avant PRL	11	7
Universitaire avant PRL	3	5
IKKN/INS (passé par, en tant qu'étudiant ou enseignant)	1	9
Jamais occupé de position académique (« travailleur scientifique » d'une université ou de l'Académie des sciences)	0	4

Source : Élaboration personnelle à partir de notices biographiques issues de sources diverses : T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.* ; Magdalena Bajer, *Rody uczone : kreski do szkicu*, Varsovie, Fundacja na Rzecz Nauki Polskiej, 2013 ; Encyclopédie des éditions scientifiques d'État (PWN), en ligne ; Enclyclopédie *Wikipedia*, en ligne.
Champ : Les protagonistes des débats sur l'autonomie de la science historique autour de 1956 (liste détaillée cf. tableau 3).
Lecture : PZPR = Parti ouvrier unifié de Pologne ; AK = Armée de l'intérieur ; IH PAN = Institut d'histoire de l'Académie des sciences ; PRL = République populaire de Pologne ; IKKN/INS = dénominations successives de l'école des cadres scientifiques du Parti.

L'identification des principaux moments de débats autour de la politique scientifique du PZPR permet tout d'abord d'appréhender ces discussions dans un cadre temporel qui ne se réduit pas à la seule année 1956, bien qu'elle apparaisse charnière. Des positions critiques sont exprimées avant, notamment entre 1953 et 1955 ; mais aussi après, à l'occasion du 8e Congrès de l'Association historique polonaise (PTH). Elles sont le fait de protagonistes déjà

identifiés dans le premier chapitre, une élite essentiellement varsovienne, qui occupe les postes de responsabilité au sein de la discipline. Il faut ici rappeler que la population des universitaires rattachés à des chaires d'histoire dans l'enseignement supérieur est alors modeste et compte seulement une grosse centaine d'individus (si l'on exclut les écoles pratiques telles que les écoles supérieures de pédagogie, qui peuvent employer des historiens). Parmi les 28 individus qui composent l'échantillon étudié se trouvent les détenteurs des principales positions de pouvoir au sein de la discipline, c'est-à-dire des directeurs de chaires, des membres du conseil scientifique de l'IH PAN et des membres du comité de rédaction de *Kwartalnik Historyczny*. Cette élite est cependant composée d'individus ne disposant pas des mêmes ressources, ainsi que nous l'avons déjà partiellement montré dans le premier chapitre. Or, ces ressources différenciées apparaissent déterminantes dans la propension des individus à contester ou bien à défendre la politique scientifique du PZPR.

En tenant compte des positions occupées et des propriétés détenues en 1956 ou avant, « dogmatiques » et « révisionnistes » apparaissent comme deux groupes assez nettement distincts du point de vue de leurs trajectoires socio-professionnelles (tableau 11). La totalité des « dogmatiques » a adhéré au PZPR, contre seulement trois « révisionnistes » (Jedlicki, Madajczyk et Piwarski). Ils ne se sont pas contentés d'une simple adhésion, puisque neuf d'entre eux se sont également vus confier des responsabilités politiques : Ewa Maleczyńska, membre du comité du PZPR pour la voïvodie de Wroclaw de 1949 à 1952[353] ; Leon Grosfeld, chef de la direction de l'éducation politique de l'Armée polonaise de 1946 à 1950 ; Juliusz Bardach, attaché militaire à l'ambassade de Moscou de 1945 à 1948 ; Henryk Jabłoński, membre du Comité central du PZPR de 1948 à 1981). A ces données indiquant une plus forte proximité des « dogmatiques » au centre politique, ce qui suggère qu'ils incarnent une histoire moins autonome du politique, s'ajoutent des différences notables quant aux positions occupées dans l'espace académique. Environ un tiers des « dogmatiques » n'ont jamais occupé de position académique : Daniszewski, Kowalski, Najdus et Kancewicz, auxquels il est possible d'ajouter Grosfeld, dont le profil est similaire, mais qui a été nommé vice-directeur de l'IH PAN en 1953. Ainsi Józef Kowalski a-t-il d'abord fait après-guerre une carrière de propagandiste (au sein de l'agence polonaise de presse puis du Département idoine du Parti), avant d'être nommé directeur adjoint du Département d'histoire du Parti, fonction qu'il occupe de 1951 à 1968. Bien qu'il n'ait jamais obtenu de doctorat, il sera nommé *docent* puis professeur en 1958, sans jamais toutefois intégrer une université ou l'Institut d'histoire de

[353] Elle le redevient entre 1960 et 1967, et sera même membre suppléante du Comité central du PZPR de 1959 à 1964.

l'académie des sciences. Sa carrière d'historien se fera exclusivement au sein des institutions scientifiques partisanes : outre le Département d'histoire du Parti, il dirige la chaire d'histoire du Parti à l'Institut de formation des cadres scientifiques. Tadeusz Daniszewski connaît une carrière similaire d'historien sans qualification universitaire. Ce militant de longue date est nommé directeur de l'école du Parti dès 1944, puis directeur du Département d'histoire du Parti (de 1948 à 1968). A l'Institut de formation des cadres scientifiques, il dirige la chaire d'histoire du mouvement ouvrier. Promu professeur en 1956 alors qu'il n'a pas de doctorat, il sera nommé ensuite à l'Institut d'histoire de l'académie (IH PAN), au sein de l'équipe de recherches sur les relations polono-soviétiques, autre thème à forte charge idéologique. Il s'agit là de deux militants historiens[354] dont les profils constituent des idéaux-types. Si ces militants sont souvent dirigés sur ce que le PZPR nomme à la fin des années 1940 le « front scientifique » (*front nauki*), l'écriture de l'histoire constituant un enjeu politique de premier ordre, ils investissent la discipline d'autant plus volontiers qu'elle jouit d'un grand prestige et que le coût d'entrée y est relativement faible : elle est de longue date pratiquée par des auteurs profanes (journalistes, essayistes, écrivains). Le contexte de l'après-guerre est très favorable à ces nouveaux-venus dans la discipline, qui de par leur expérience au service du Parti sont les plus à mêmes de maîtriser la vulgate marxiste qui fournit les concepts de la recherche historique. Pour ces intellectuels de parti qui doivent tout ce qu'ils sont à leur engagement militant, investir une carrière académique est également une opportunité de promotion sociale.

Plus proches du centre du pouvoir politique que constitue le PZPR, les « dogmatiques » sont moins présents au sein des institutions académiques : ils sont moins souvent membres de l'IH PAN (8/14, contre 10/14) ou des universités (10/14, contre 13/14). Ce qui reflète la faiblesse de leurs ressources spécifiquement académiques : ils sont moins souvent docteurs (11/14, contre 13/14), habilités (7/14, contre 9/14) ou professeurs (8/14, contre 11/14). Ces résultats traduisent le fait que les « dogmatiques » sont relativement moins avancés dans la carrière universitaire que les « révisionnistes » : la moitié d'entre eux a obtenu son doctorat en Pologne populaire, alors que la grande majorité des « révisionnistes »

[354] Nous utilisons cette expression en référence à celle d' « historiens militants », employée par Georges Mink au sujet de certains chercheurs de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), créé à la fin des années 1990. Si ceux qui sont ainsi qualifiés par G. Mink disposent des titres universitaires leur conférant le statut d'historiens professionnels, tel n'est pas le cas des militants historiens des années 1950 et 1960. Ces derniers sont des profanes disposant rarement d'une formation universitaire, arrivés sur le tard dans le monde scientifique, après avoir connu des carrières de militants professionnels au sein du Parti (où ils ont le plus souvent été en charge des activités intellectuelles, telles que la propagande ou la formation des militants). Cf. Georges Mink, « Les usages des instituts de la mémoire nationale (I.M.N.) dans les recompositions partisanes (1989-2008) » dans Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2011, p. 171−184.

(11/14) l'a obtenu avant 1945. Il ne s'agit pas tant d'une différence générationnelle (les « révisionnistes » sont en réalité un peu plus jeunes en moyenne) que d'un clivage entre universitaires de carrière et nouveaux entrants issus du Parti. Ces derniers ont bénéficié de la configuration politique ouverte par l'accession du PZPR au pouvoir après-guerre pour reconvertir dans le champ académique leurs engagements militants. Ils doivent leur carrière académique à leur engagement partisan. Majoritairement extérieurs au monde académique avant-guerre (au moment où la plupart des révisionnistes achevaient leurs études d'histoire), ils y sont entrés à la faveur d'une configuration qui a valorisé la fidélité au Parti (c'est-à-dire des ressources hétéronomes) au détriment des compétences académiques, leur permettant ainsi d'occuper rapidement des positions de pouvoir sur la discipline (nominations à des postes de professeur, à la direction de chaires, au sein des conseils scientifiques et comités de rédaction). En 1956, ce sont précisément ces ressources hétéronomes qui sont remises en question au sein de la discipline.

Tableau 12. Liste des protagonistes des débats sur l'histoire autour du moment 1956 et principales affiliations

Révisionnistes (universitaires ; savants)	**Dogmatiques** (non-universitaires/militants ; profanes)
Aleksander Gieysztor (professeur, université de Varsovie et IH PAN)	Stanisław Arnold (professeur, université de Varsovie et IH PAN)
Józef Gierowski (docteur, université de Wroclaw et IH PAN)	Nina Assorodobraj (professeur, université de Varsovie)
Stanisław Herbst (professeur, université de Varsovie et IH PAN)	Juliusz Bardach (professeur, université de Varsovie)
Jerzy Jedlicki (doctorant, IH PAN)	Celina Bobińska (professeur, université de Cracovie et IH PAN)
Stefan Kieniewicz (professeur, université de Varsovie et IH PAN)	Tadeusz Daniszewski (professeur, Département d'histoire du Parti)
Witold Kula (professeur, université de Varsovie et IH PAN)	Natalia Gąsiorowska (professeur, université de Łódź et IH PAN)
Gerard Labuda (professeur, université de Poznań et IH PAN)	Leon Grosfeld (professeur, IH PAN et IKKN/INS)
Kazimierz Lepszy (professeur, université de Cracovie)	Henyk Jabłoński (professeur, université de Varsovie et IH PAN)
Czesław Madajczyk (docteur, IH PAN et IKKN/INS)	Jan Kancewicz (IKKN/INS)
Marian Małowist (professeur, université de Varsovie et IH PAN)	Żanna Kormanowa (professeur, université de Varsovie et IH PAN)
Tadeusz Manteuffel (professeur, université de Varsovie et IH PAN)	Józef Kowalski (Département d'histoire du Parti)
Kazimierz Piwarski (professeur, université de Cracovie et IH PAN)	Bogusław Leśnodorski (professeur, université de Varsovie et IH PAN)
Marian Henryk Serejski (professeur, université de Łódź et IH PAN)	Ewa Maleczyńska (professeur, université de Wroclaw et IH PAN)
Henryk Wereszycki (professeur, université de Cracovie)	Walentyna Najdus (docteur, IKKN/INS)

Lecture : Les affiliations indiquées sont celles des protagonistes en 1956.

I.1.B. La remise en cause d'une histoire au service du Parti :

L'exposé prononcé par Witold Kula devant le conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) au mois de juin 1956 constitue un réquisitoire contre une partie de l'historiographie d'après-guerre, jugée trop idéologique. Cependant, Kula se garde bien de citer nommément des responsables, pour rejeter la faute sur un défaut de formation des historiens. Un moyen euphémisé de dénoncer les « intrus »[355] entrés dans la discipline à la faveur de la configuration stalinienne, sans justifier d'une formation d'historien, mais aussi d'exonérer les historiens occupant les positions dominantes (dont Kula fait lui-même partie) d'une trop forte responsabilité dans les « errements » de la science historique de la période stalinienne. La rhétorique employée (« erreurs », « errements ») est semblable à celle qui sert alors d'une manière générale à qualifier la période stalinienne qui s'achève en Pologne et dans l'ensemble du bloc soviétique. Revenant dans son exposé sur le 1er Congrès de la science polonaise (1951), Kula s'en prend avec virulence à l'exposé prononcé à cette occasion par Żanna Kormanowa au nom de la discipline[356]. Un exposé dont Kula considère qu'il n'a pas fait l'objet d'une consultation au sein de la discipline, oubliant au passage qu'il fut écrit avec le concours de plusieurs historiens, à commencer par sa propre épouse, Nina Assorodobraj (cf. chap. 1). Il s'agit vraisemblablement de rejeter la faute sur les historiens du Parti les plus « dogmatiques », qui incarnent le pôle hétéronome de la discipline, tout en exonérant les historiens marxistes pouvant se prévaloir d'une légitimité académique. Il est en effet essentiel, à ce moment-là, de dénoncer l'idéologisation de la science historique sans pour autant condamner l'usage du marxisme (cf. infra).

[355] François Hartog et Jacques Revel qualifient d' « intrus » les acteurs profanes ayant fait irruption dans le champ de l'histoire à la faveur de la « vague mémorielle » des années 1970. Nous reprenons ce terme pour désigner les acteurs profanes perçus comme tels par les universitaires. Cf. François Hartog et Jacques Revel (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.

[356] Kormanowa, Żanna, « Referat podsekcji historii sekcji nauk społecznych i humanistycznych na I Kongresu Nauki Polskiej » [Exposé de la sous-section histoire de la section des sciences sociales et humaines au 1er Congrès de la science polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1950/51. Rappelons que Kormanowa, en dépit d'un doctorat en histoire obtenu entre les deux guerres, n'obtient un poste à l'université de Varsovie qu'en 1947 (année de son habilitation), après avoir occupé diverses fonctions au sein du Parti. Elle est l'une des principales figures de l'idéologisation de la discipline à l'époque stalinienne.

Encadré 8. La fronde des historiens en juin 1956

Le dernier numéro de *Kwartalnik Historyczny* de l'année 1956 publie une version autorisée de la discussion au conseil scientifique de l'IH PAN du 25 juin 1956, détaillant les principaux points discutés (tant dans l'exposé de Witold Kula qu'au cours de la discussion qui a suivi), dont nous reproduisons ci-dessous un extrait[357] :

« Les interventions ont porté principalement sur les problèmes suivants :
/1/ L'évaluation polémique de la période passée de notre vie scientifique, basée sur la discussion critique de ses erreurs et aspects négatifs, mais aussi de ses moments positifs, rendant ainsi justice aux proposition optimistes sur les possibilités d'assainir la situation et de développer sensiblement les recherches.
*/2/ La question de la responsabilité des travailleurs scientifiques, de l'éthique du chercheur et de la relation honnête aux recherches, ainsi que les postulats de la lutte contre le « présentisme » et la « politisation » mal comprise de la science, souvent entendue comme l'adaptation a priori des arguments scientifiques aux besoins de chaque situation politique. La question de l'usage approprié de l'esprit de parti (*partyjność*) dans l'historiographie a suscité une attention particulière, de même que la lutte contre les distorsions dans nos relations avec la science soviétique.*
/3/ La question de la rupture avec le dogmatisme et la « fétichisation » de certaines thèses et hypothèses méthodologiques mal comprises, par un retour simultané et plus profond à la méthodologie marxiste.
/4/ La situation particulière de domaines de recherches négligés ou altérés – la problématique de l'histoire contemporaine de la Pologne, de l'histoire générale et de l'histoire de l'historiographie.
/5/ La nécessité d'une amélioration rapide et radicale de la méthodologie de la recherche en histoire – les postulats de la réorganisation et d'une mise à disposition complète des archives, la recréation et le développement des sciences auxiliaires de l'histoire, et en particulier de l'étude des sources.
/6/ Les tâches et les difficultés des revues historiques, et en particulier des organes centraux – Kwartalnik Historyczny *et* Przegląd Historyczny.
/7/ Le rôle de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, ses relations avec d'autres centres scientifiques, la mise en place ultérieure d'équipes particulières en son sein et l'élargissement de la portée de leurs travaux.
/8/ La question de la revitalisation des institutions de recherche de nos universités, l'évaluation critique du travail du Département d'histoire du Parti et de l'Institut des sciences sociales du parti, le problème de la création d'un centre coordonnant la recherche en histoire contemporaine.
/9/ Le problème de la sélection et du système de formation des jeunes historiens ainsi que le réajustement de la situation des cadres scientifiques « intermédiaires ».
/10/ La nécessité d'une restauration rapide des contacts multilatéraux avec la science mondiale.
/11/ La préparation du 8e congrès de l'Association historique polonaise. »

Le compte-rendu paru dans *Kwartalnik Historyczny* se borne à relever les différents points de discussion en les hiérarchisant, du général au particulier, en s'abstenant de prendre position. Il restitue ensuite les prises de paroles à l'occasion de la réunion. La lecture du compte-rendu des discussions permet de constater que l'identification des problèmes est partagée par la majorité des présents à la réunion du 25 juin 1956, y compris par une partie des historiens *partyjni*. La réunion est exceptionnelle, puisqu'elle rassemble au-delà des seuls membres du conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie (IH PAN) : soixante personnes y prennent part, pour la plupart travailleurs scientifiques de l'IH PAN, mais aussi représentants d'autres centres d'enseignement et de recherche en histoire, y compris provinciaux. Elle constitue en quelque sorte une réponse de l'Institut d'histoire aux critiques

[357] *Kwartalnik Historyczny*, « Dyskusja nad obecnym stanem i możliwościami rozwojymi naszej nauki historycznej » [Discussion sur l'état actuel et les possibilités de développement de notre science historique], n° 6, 1956, p. 72-87. Si la restitution de l'exposé et de la discussion par la revue n'est, d'après Rutkowski, pas entièrement fidèle au compte-rendu disponible dans les archives de l'IH PAN, elle donne une idée de l'ordre du dicible et de l'indicible au sein de la discipline, dans un contexte de relâchement de la contrainte politique.

de plus en plus nombreuses sur son rôle en tant qu'institution centrale et planificatrice pour la discipline, et donne à voir un soutien collectif au diagnostic établi par W. Kula, alors secrétaire scientifique de l'Institut[358]. Bien que sa rédaction soit parfois allusive, le compte-rendu paru dans *Kwartalinik Historyczny* restitue fidèlement les principaux points de discussion, qui sont autant de critiques adressées à la politique scientifique du PZPR dix ans après la fin de la guerre. Il permet de comprendre que les historiens rassemblés à l'occasion du conseil scientifique de l'IH PAN ont de nombreux griefs, qui couvrent un large champ d'activités, de l'enseignement à la recherche en passant par les questions institutionnelles et organisationnelles. A travers les critiques de la « politisation » de l'histoire et des « erreurs » d'interprétation du marxisme, c'est toute la politique de la première décennie de la Pologne populaire en matière de production de l'histoire qui se voit remise en cause. Les institutions partisanes sont ouvertement critiquées et se donne à lire en creux une volonté de réaffirmer le rôle des institutions académiques (inclusion de l'histoire contemporaine au sein de l'IH PAN et renforcement de la recherche universitaire). Une plus grande ouverture vis-à-vis de l'étranger, bloc de l'Ouest inclus, est revendiquée. L'ingérence de considérations politiques et partisanes dans le travail de recherche est subtilement dénoncée au nom même du marxisme, la revendication d'un « retour plus profond à la méthodologie marxiste » devant se lire comme une volonté de rompre avec le « dogmatisme » (cf. infra).

Les propos rapportés de la discussion ayant suivi l'exposé de Kula attestent qu'à travers les critiques portant sur la formation des historiens et le respect des méthodes, c'est la définition du métier d'historien qui est ici en jeu. D'après le compte-rendu paru dans *Kwartalnik Historyczny* en 1956 et les archives de l'IH PAN[359], les opinions de Kula sont largement partagées, non seulement par les universitaires tenants de l'autonomie de la discipline, mais aussi dans une moindre mesure par certains historiens *partyjni*. Parmi les premiers, Marian Małowist réclame ainsi que les « personnes responsables des erreurs de la politique scientifique de la période précédente dans notre science » indiquent « si et dans quelle mesure elles ont changé d'avis », afin de mettre un terme à la « peur inutile » qui saisit plusieurs collègues face aux conséquences qu'ils pourraient subir s'ils faisaient ouvertement état de leurs opinions. Le même Małowist considère qu'au cours de la période précédente, trop peu d'historiens ont cherché la « vérité objective » dans leurs recherches. Reprochant l' « apologie de la science soviétique » qui transparaît dans certains travaux, il insiste sur la

[358] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970, op. cit.*, p. 284. A. Czyżewski, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku, op. cit.*, p. 43−44.
[359] Citées in T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970, op. cit.*, p. 287 et suivantes.

nécessité de lutter contre le plagiat et l' « opportunisme », visant implicitement le Département d'histoire du PZPR. Ces critiques d'ordre méthodologique sont partagées par Aleksander Gieysztor, qui évoque des « résultats parfois scandaleux » publiés en histoire contemporaine notamment, mentionnant des éditions de sources « falsifiées »[360], faisant là encore allusion au Département d'histoire du Parti.

Si le problème du rapport à l'empirie et aux sources dans la recherche historique revient avec insistance, d'autres critiques concernent l'accès aux archives, rendu compliqué tant par la réticence politique à permettre l'accès aux documents les plus récents que par les faibles moyens affectés à leur conservation, ainsi que par le manque de personnel qualifié affecté aux archives d'État. Participant à la discussion, le directeur des archives d'État, Henryk Altman, indique en effet que les archives ne sont pas en mesure de fournir un catalogue complet de leurs collections, celles-ci étant toujours en cours d'inventaire : seulement 54 % des collections sont ordonnées et inventoriées. Il attribue ces difficultés à un manque de personnel, les archives d'État ne comptant à l'époque que quelques dizaines d'employés. La censure est également critiquée en creux puisque certains suggèrent d'accélérer le processus de publication des ouvrages historiques via une évaluation unique et anonyme au niveau de l'éditeur, manière d'éviter les ingérences répétées d'historiens *partyjni* dans les productions de leurs collègues. Ces différentes revendications donnent donc à voir une profession exprimant des positions favorables à davantage d'autonomie vis-à-vis d'une contrainte politique dont il apparaît au milieu des années 1950 qu'elle est en train de s'estomper. Elles traduisent également les conditions matérielles précaires dans lesquelles fonctionne le monde universitaire à l'époque : manque de moyens pour financer des déplacements à l'étranger ; faibles contacts avec les historiens étrangers, notamment à l'Ouest ; accès restreint à la littérature, notamment étrangère et surtout occidentale, en particulier en-dehors de Varsovie ; manque de papier pour assurer un volume et un tirage suffisant aux revues.

Du côté des historiens *partyjni*, il est difficile de contredire des faits avérés. La falsification de certaines sources, en particulier au Département d'histoire du Parti (WHP), afin de mieux les faire « coller » à la ligne du Parti[361], est avérée et entre en contradiction flagrante avec la prétention scientifique de la discipline. Ceux d'entre eux qui siègent au conseil scientifique de l'IH PAN et prennent la parole le 25 juin 1956 (Kormanowa,

[360] *Ibid.*, p. 287.
[361] Tadeusz Paweł Rutkowski, « Rola Wydziału Historii Partii KC PPR/PZPR w kształtowaniu polityki historycznej w Polsce (1946-1956) » dans Sławomir M. Nowinowski, Jan Pomorski et Rafał Stobiecki (dir.), *Pamięć i polityka historyczna*, Łódź, IPN, 2008, p. 357−371.

Bobińska, Grosfeld en particulier) approuvent les critiques exprimées, non sans chercher à défendre l'orientation idéologique de la science historique et le bilan du WHP. Les arguments mobilisés cherchent à minimiser le discrédit des travaux jugés trop partisans en évoquant des « erreurs » d'interprétation ou de compréhension. Ainsi pour Leon Grosfeld, la notion de « science historique partisane », aurait été mal interprétée, ce qui aurait conduit à la production d'une histoire parfois trop univoque. Ce type de déclaration masque les clivages qui traversent la discipline au sujet des usages du marxisme et du rôle des institutions partisanes dans la production de l'histoire savante (voir infra). Mais la dénonciation des falsifications du Département d'histoire du Parti, qui nourrit en creux la critique de l'idéologisation de l'histoire, apparaît difficilement contestable sur le terrain de la science. Tout ceci se déroule dans une atmosphère qui laisse à penser que le conseil scientifique du 25 juin 1956 constitue aussi un moment d'auto-absolution de la part de ceux qui ont, les premiers, occupé des fonctions de direction au sein de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. Les propos de Stefan Kieniewicz, pour qui il est difficile d'identifier des responsabilités dans les erreurs dénoncées du fait qu' « aucun des présents n'a pas péché au cours de la période précédente[362] », traduisent bien cette idée. Il n'est pas non plus question, à ce moment, d'entrer en conflit ouvert avec le Parti et ses représentants au sein de la discipline. Il s'agit plutôt d'un rééquilibrage du rapport de forces, rendu possible par la modification de la configuration politique et la révélation sur le mode du scandale de pratiques jugées non-scientifiques.

Se donne ainsi à voir une confrontation latente dès la restructuration de la discipline après-guerre (cf. chap. 1). Żanna Kormanowa elle-même ne s'y était pas trompée, puisqu'elle avait identifié, dans une lettre datée du début de l'année 1951[363], quatre groupes d'historiens distingués selon leur attitude vis-à-vis de la nouvelle idéologie en vigueur :

« 1/ A côté d'une petite poignée de professeurs du Parti /Arnold, Bobińska, Jabłoński, Maleczyńska, Gąsiorowska, Majewski, Assorodobraj, Kormanowa/, dont la formation marxiste et la maturité idéologique sont très variées, 2/ on peut mentionner un groupe se déclarant marxiste, mais qui avance certaine réserves ou fait preuve dans ses travaux soit de divergences, soit de vulgarisations méthodologiques / Małowist, Kula, Bieżunska, Sreniowski, Herbst, Piwarski, Serejski, Dutkiewicz, Maleczyński/. Ce groupe est en croissance numérique et avec le premier, il peut déjà constituer le socle déterminant de la science historique universitaire. 3/ Un groupe principalement constitué de vieux professeurs, présentant souvent une grande érudition, de vieilles routines méthodologiques, des orientations politiques et des visions du monde variées, dont on ne peut pas espérer une adhésion [idéologique] rapide, mais qu'il convient d'entourer d'une surveillance vigilante et bienveillante, afin de les isoler des réactionnaires et d'intensifier le rayonnement des facteurs progressistes et des centres scientifiques /Manteuffel, Kieniewicz, Grodecki, Łowmiański, Inglot, Barycz ; Tomkiewicz, Kipa, dans une moindre mesure Dąbrowski, Tymieniecki/. Enfin 4/ un groupe de professeurs dont l'adhésion paraît peu probable, caractérisé par son ignorance et souvent par son hostilité méthodologique, qui a démontré au

[362] Cité in T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970, op. cit.*, p. 288.
[363] Lettre de Żanna Kormanowa au Bureau du 1er Congrès de la science polonaise, datée du 22 février 1951. Citée in *Ibid.*, p. 169.

cours des années 1945-1950 une relativement plus faible évolution idéologique, persévérant sur des positions nationalistes et « occidentales » /Piotrowicz, Kolankowski, Górski/. »

Où l'on retrouve une bonne partie des protagonistes de 1956, distingués par Kormanowa selon des critères idéologiques (l'adhésion au nouveau canon méthodologique « marxiste-léniniste »), c'est-à-dire selon des logiques hétéronomes. La confrontation entre « dogmatiques » et « révisionnistes » en 1956 révèle ainsi une distinction visible dès la reconstruction du monde académique après-guerre, entre des historiens partyni, nouveaux venus dans cet univers et des universitaires formés avant-guerre (cf. chap. 1). Les historiens du second groupe identifié par Kormanowa sont ceux qui ont fait office d'alliés objectifs des historiens partyjni dans la rénovation historiographique entamée à la fin des années 1940, pour des raisons qui tiennent à la fois à la configuration politique du moment et à des logiques internes à la discipline examinées dans le chapitre 1, « logiques internes, qui sont notamment la défense des valeurs d'indépendance et d'autonomie de la création[364] ». Le changement de configuration politique du milieu des années 1950 favorise des recompositions d'alliances au sein de l'espace de production historiographique. C'est ainsi que les universitaires marxistes mais non partyjni, à l'image de Witold Kula, peuvent rejoindre des historiens mis au ban de la profession au début des années 1950, comme Henryk Wereszycki[365], avec qui ils partagent une définition commune du métier d'historien, basée sur l'étude des sources et une formation universitaire rigoureuse, héritée d'une socialisation au métier antérieure à la Seconde Guerre mondiale.

I.1.C. Aux sources de l'antagonisme « dogmatiques » vs « révisionnistes », des trajectoires biographiques contrastées :

Tant les différences de propriétés sociales entre « dogmatiques » et « révisionnistes » que leurs prises de position antagonistes renvoient à des trajectoires biographiques différenciées (cf. tableau 11). Celles-ci ne concernent pas seulement la période de l'après-guerre. Les « dogmatiques » étaient déjà plus politisés avant-guerre : leurs biographies font état d'un engagement militant au cours de l'entre-deux guerres (11/14), majoritairement communiste (8/14). Les trois individus restants ont milité au sein d'autres organisations

[364] Justyne Balasinski, « La Pologne : un "cas clinique" ? Autonomie culturelle et régime de type soviétique », *Transitions*, vol. 43, n° 2, p. 33.
[365] Dont l'un des ouvrages avait fait l'objet d'une critique publique et d'un procès en déviance par rapport à la ligne « marxiste » par T. Daniszewski à l'occasion de la conférence d'Otwock (cf. chapitre 1).

politiques de gauche : Parti socialiste polonais[366] (PPS) pour deux d'entre eux (Bardach et Jabłoński), Club démocratique[367] pour S. Arnold. Outre ces indicateurs de militantisme, les expériences de la Seconde Guerre mondiale nous renseignent également sur les trajectoires politiques et intellectuelles des individus. De ce point de vue, la cassure entre les deux groupes est très nette, puisque la majorité des « dogmatiques » a passé tout ou partie de la guerre en URSS (8/14), au contraire des « révisionnistes » qui sont restés en Pologne. Près de la moitié d'entre eux (6/14) s'est engagée dans l'Armée de l'Intérieur (AK), mouvement de résistance non-communiste sous l'occupation allemande[368]. Ceci n'est pas anodin et doit être lu en lien avec l'information sur le militantisme communiste des « dogmatiques » avant-guerre. Leur engagement communiste et, souvent, leur origine juive[369], explique qu'ils aient préféré fuir l'occupation allemande. Parmi la population enquêtée, Leon Grosfeld, Józef Kowalski (dont le nom d'origine est Salomon Natonson), Tadeusz Daniszewski (Dawid Kirszbraun), Walentyna Najdus sont d'origine juive. Le militantisme communiste, l'origine juive ou encore le genre (près d'un « dogmatique » sur deux est une femme (6), alors qu'il n'y en a aucune parmi les « révisionnistes »), sont autant d'indicateurs du caractère dominé des « dogmatiques » dans la société polonaise d'avant-guerre, qui se voient offrir avec l'avènement de la Pologne populaire des possibilités de promotion sociale et de carrière. Ces résultats font écho à nos observations du chapitre précédent. La prosopographie des premiers diplômés de l'Institut de formation des cadres scientifiques du Parti donne à voir des résultats similaires, avec une forte présence de militants communistes d'avant-guerre, de femmes et d'individus d'origine juive[370].

C'est donc en Union soviétique que beaucoup de ces militants communistes ou de gauche, qui pour la plupart avaient connu des parcours scolaires et estudiantins interrompus du fait de leurs activités militantes, on put achever leur formation politique et intellectuelle. Après-guerre, ils se mettent au service d'un régime qui est de leur point de vue plus bénéfique

[366] Après avoir soutenu le coup d'État du maréchal Pilsudski (lui-même issu de ce parti) en 1926, le PPS devient à partir de 1927 la principale force d'opposition au régime de *sanacja* (« assainissement »).

[367] Organisation fondée par des membres de l'intelligentsia se réclamant de l'antifascisme et s'opposant au régime de *sanacja* entre 1937 et 1939.

[368] Et parmi eux, cinq ont été rattachés au Bureau d'information et de propagande l'AK, où leurs compétences d'historiens pouvaient être mises à profit. Il s'agit de Gieysztor, Herbst, Kieniewicz, Kula et Manteuffel, également actifs au sein de l'université de Varsovie clandestine pendant la guerre.

[369] Sur l'engagement communiste des Juifs polonais et le mythe du « judéo-communisme » en Pologne, cf. Audrey Kichelewski, *Les survivants. Être juif en Pologne de 1945 à nos jours*, Paris, Vendémiaire, à paraître, chap. 3. Pour une mise en perspective plus large, cf. Aleksander Smolar, « Jews as a Polish Problem », *Daedalus*, 1987, vol. 116, n° 2, p. 31−73.

[370] Beata Bińko, « Skąd przychodzili, dokąd zmierzali... aspiranci pierwszego rocznika Instytutu Kształcenia Kadr Naukowych przy KC PZPR » [Les aspirants de la première promotion de l'Institut de formation des cadres scientifiques du Comité central du PZPR] dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*,

que celui de la Seconde République polonaise, qui les confinait aux marges de la société en tant que communistes et/ou juifs. Citons à titre d'exemple le cas de J. Kowalski, qui dans les années 1920 se voit refuser l'admission aux universités de Cracovie et Lwów, au motif de ses origines juives, avant de suivre des études de médecine à Prague et à Vilnius, université dont il est exclu en raison cette fois de son engagement communiste[371]. Compte-tenu de leur fiabilité idéologique et de leurs compétences intellectuelles (la plupart ont une formation supérieure), ils sont orientés, parfois à leur demande, vers le « front scientifique » à la fin des années 1940. Rares sont ceux d'entre eux qui ont eu l'occasion d'étudier l'histoire à l'université. Certains obtiennent, sur le tard et rapidement (en un ou deux ans) un doctorat qui vise moins à sanctionner un véritable travail de recherche qu'à compenser leur déficit en ressources académiques.

A l'inverse, les « révisionnistes » ont majoritairement été formés avant-guerre, et leurs biographies suggèrent des opinions plutôt favorables au régime de *sanacja* de l'entre-deux guerres : Wereszycki, qui a milité au PPS, est un vétéran des « légions polonaises[372] » et a fait carrière comme artilleur dans les années 1920, avant d'intégrer l'université ; Serejski est historien au Bureau historique de l'armée à la fin des années 1930. Ces différences biographiques ont également des effets sur le moment où les uns et les autres sont formés en tant qu'universitaires : avant-guerre pour les uns, en URSS ou après-guerre pour les autres, ce qui se traduit dans le degré d'avancement dans la carrière académique et implique des rapports à l'autonomie et au politique différents, qui s'observent dans leurs prises de position sur l'histoire.

Le militantisme ou l'adhésion au PZPR est toutefois un indicateur pertinent mais insuffisant pour comprendre les recompositions de la discipline en 1956. Comment expliquer sinon que la contestation de la politique scientifique stalinienne au milieu des années 1950 ait trouvé un écho auprès de certains historiens membres du Parti ? Rutkowski indique en effet que dans la lignée du 3e Plénum du Comité central du PZPR (janvier 1955), qui entame le processus de libéralisation politique, les historiens de l'Institut des sciences sociales du Parti (INS) expriment leur mécontentement vis-à-vis de la politique historique. Ces historiens du Parti sont à la fois les plus soumis à la contrainte idéologique, mais aussi les moins surveillés

---

Varsovie, Neriton, 2001, p. 174−191.

[371] Tomasz Siewierski, « Komuniści i historycy. Polski ruch robotniczy w badaniach ucoznych w PRL - wybrane aspekty » [Communistes et historiens. Le mouvement ouvrier polonais dans les recherches des savants en Pologne populaire] dans Dariusz Magier (dir.), *Partia Komunistyczna w Polsce. Struktury. Ludzie. Dokumentacja.*, Lublin, Radzyń Podlaski, 2012, p. 465.

[372] Corps militaire polonais formé en août 1914 en Galicie, en tant que corps autonome au sein de l'armée austro-hongroise, sous le commandement de Piłsudski. Ce dernier s'appuie sur cette force pour revendiquer

par la censure, n'étant pas considérés comme « éléments ennemis »[373]. Dans une note datée d'avril 1955 qui revient sur la réception du 3e Plénum à l'INS, il est ainsi fait mention de critiques adressées aux travaux du Département d'histoire du Parti (WHP), au sujet de la falsification volontaire de sources et documents d'archive afin de coller aux besoins de la propagande du Parti[374]. Jerzy Jedlicki, alors doctorant à l'Institut d'histoire de l'Académie (IH PAN) et membre du Parti, joue un rôle particulier dans le dévoilement des mauvaises pratiques du WHP. Au mois de mars 1955, il tente de faire publier dans *Trybuna Ludu*, organe de presse officiel du Parti, un article livrant des preuves de la falsification de documents d'archives dans une publications du WHP[375]. L'article ne paraît finalement pas, car il est alors difficilement concevable pour la presse partisane de révéler de pareilles manipulations. Il provoque néanmoins une réaction du WHP, qui organise une conférence pour se défendre face aux critiques qui se font plus pressantes. Surtout, Jedlicki est le co-auteur du compte-rendu d'une réunion de la section du PZPR à l'IH PAN, qui se tient en amont de la session du conseil scientifique du 25 juin 1956. Ce compte-rendu, exceptionnellement publié dans *Kwartalnik Historyczny*[376], est consacré à l' « organisation du Parti à l'IH PAN », mais comprend principalement des considérations et propositions plus générales sur le développement de la discipline, qui ne sont pas sans lien avec les discussions qui l'agitent alors. Il ne s'agit donc pas d'un banal compte-rendu d'une réunion de section, mais d'une prise de position explicite qui atteste que les tendances « révisionnistes » sont fortes au sein de la discipline en 1956, et que les critiques de la politique historique sont partagées par une partie des historiens membres du Parti.

Ceci nécessite de cartographier plus finement la pénétration du Parti au sein du monde académique. Comme le profil de Jedlicki le suggère, la critique émanant de l'intérieur du Parti n'est pas portée par ses membres de premier plan, mais plutôt par des prétendants à un avancement dans la carrière (académique ou politique). Les sections du PZPR aux instituts d'histoire de l'Académie et de l'université de Varsovie ont en effet ceci de particulier qu'elles sont majoritairement composées de jeunes en début de carrière[377]. La section de l'IH PAN compte 18 membres en juin 1956, dont seulement deux ont le statut de « travailleurs

---

l'indépendance de la Pologne auprès des empires centraux.

[373] L'IKKN/INS, pensé pour former des cadres compétents et fidèles au PZPR, a d'ailleurs produit davantage de futurs dissidents. Sur cet échec du Parti à produire ses propres cadres, cf. John Connelly, « Internal bolshevisation? Elite social science training in stalinist Poland », *Minerva*, 1996, vol. 34, nº 4, p. 323−346.

[374] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 272.

[375] *Ibid.*, p. 274.

[376] Jerzy Jedlicki et Krystyna Zienkowska, « Z prac organizacji partyjnej w IH PAN » [Sur les travaux de la cellule du Parti à l'IH PAN], *Kwartalnik Historyczny*, 1956, n° 4-5, p. 530-534.

[377] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 282.

indépendants » (c’est-à-dire personnels titulaires à l'Institut). Les autres sont étudiants ou doctorants. A l'inverse, la quasi-totalité des « travailleurs indépendants » de l'Institut adhérant au PZPR sont membres des sections des institutions partisanes (INS et WHP). En outre, les membres de la section de l'IH PAN sont principalement spécialistes d'histoire économique ou contemporaine, c’est-à-dire les spécialités les plus patronnées par le pouvoir. Ils font vraisemblablement l'expérience concrète des restrictions apportées à l'enseignement et à la recherche en histoire, ce qui, compte-tenu de leur statut de candidats à une carrière académique, favorise sans doute la prise de parole critique : ils n'ont pas grand-chose à perdre et tout à gagner, c’est-à-dire plus de liberté de parole et éventuellement des places au sein du monde académique.

Car le texte publié par la section du PZPR à l'IH PAN dans *Kwartalnik Historyczny* adopte un ton résolument critique. D'après Rutkowski, le propos a d'ailleurs été volontairement durci au moment de la publication. Là encore, il s'agit vraisemblablement d'une façon d'absoudre le milieu historien et de préserver un semblant de légitimité au Parti, en rejetant les « erreurs » du stalinisme sur le Département d’histoire du Parti, c'est-à-dire l’institut de recherche le moins autonome, et en conspuant les chercheurs les moins dotés en ressources académiques. Entre autres choses, la résolution pointe la faiblesse des liens avec les sciences étrangères et la forte idéologisation de l'histoire contemporaine. Elle se présente ainsi comme une proposition programmatique concernant la création de conditions favorables au développement « sans contraintes » de la science : « Nous considérons que la création de telles conditions constitue la principale tâche et obligation du Parti dans la vie scientifique. ». Sont ainsi évoquées des « exigences » qui requièrent des « gestes plus radicaux et énergiques » de la part du Parti. Outre le problème des « cadres » en histoire contemporaine, la résolution plaide pour une « rupture avec la politique actuelle de diminution des exigences scientifiques au sujet des travaux dans ce domaine », ainsi qu'une « sérieuse révision de la pratique de nomination aux postes de direction d’individus ne possédant pas de qualification scientifique ou possédant une qualification dans un domaine complètement différent. ». Le texte dénonce les falsifications et plagiats identifiés dans les publications du Département d’histoire du Parti (WHP) et propose son remplacement par un institut scientifique. Parmi les recommandations figurent également une formation intensive des jeunes historiens en histoire contemporaine, surtout dans un cadre universitaire, c'est-à-dire en-dehors des instituts partisans, ainsi que la création d'une revue spécialisée en histoire contemporaine. Sont aussi revendiqués un élargissement des contacts avec les sciences étrangères, via l'importation massive de livres et de revues, la création de bourses d'études, et l'amélioration de

l'information sur la vie scientifique à l'étranger dans les revues polonaises. La section du Parti à l'IH PAN conclut sur le besoin d'une consultation large des historiens sur les questions organisationnelles de la discipline et interpelle le Département de la Science du Parti, invité à organiser ce type de débat.

La résolution de la section du PZPR à l'IH PAN constitue donc une dénonciation assez radicale de la politique scientifique du Parti. La publication d'une telle résolution, exprimée par des historiens membres du Parti, atteste de la dévaluation des ressources partisanes au profit des ressources propres au champ académique que sont le diplôme et la reconnaissance par les pairs. Pour les acteurs évoluant au sein de ce champ et aspirant à y faire carrière, revendiquer leur autonomie, au nom de la science et contre l'idéologie, est devenu une nouvelle exigence compte tenu de la restructuration de l'espace de production historiographique autour de son pôle plus autonome. En d'autres termes, les loyautés professionnelles semblent ici plus fortes que les loyautés militantes, chez ces historiens membres du Parti qui justifient leurs prises de positions au nom d'un marxisme scientifique authentique. Ce faisant, les critiques et revendications exprimées par les membres de la section du PZPR à l'IH PAN rejoignent celles exprimées par les historiens non membres du Parti, notamment à l'occasion de la réunion du 25 juin 1956. S'observe ainsi une convergence rendue possible par un intérêt partagé pour une définition du métier d'historien basée sur les compétences universitaires et le respect de règles élémentaires de méthode. Ce faisant, les tenants de l'autonomie peuvent espérer évincer de la discipline (ou du moins des postes à responsabilité) les individus les moins dotés en ressources académiques. Ainsi, la redéfinition du métier d'historien en 1956 aboutit à dévaluer le capital politique dans l'espace de production historiographique. Tout ceci se déroule dans une temporalité plus longue que nous n'avons fait ici qu'esquisser, qui s'étend en gros du décès de Staline à 1958, moment où les cartes sont redistribuées au niveau des postes à responsabilité au sein de la discipline (cf. 1.2).

Dans la mesure où la propension à prendre position d'un côté ou de l'autre du débat dépend moins des convictions idéologiques prêtées aux acteurs que des positions différenciées qu'ils occupent au sein de la discipline, l'opposition entre « dogmatiques » et « révisionnistes » renvoie pour une large part à un conflit entre les tenants de l'autonomie de la discipline et ceux qui incarnent au contraire le pôle hétéronome. La marginalisation de ces derniers ne s'accompagne cependant pas d'une remise en cause de la rénovation historiographique d'inspiration marxiste menée après-guerre : non seulement le marxisme demeure la méthodologie revendiquée par les historiens, mais c'est au nom d'un marxisme réellement scientifique que les « révisionnistes » développent leur critique de l'idéologisation

de l'histoire. Il est par conséquent nécessaire d'évoquer les luttes internes à la discipline, dont l'objet est la définition des usages légitimes de la méthodologique marxiste en histoire.

I.2. Quels usages du marxisme en histoire ?

La question des usages du marxisme en histoire est un enjeu central des discussions qui agitent la discipline autour de 1956. La méthodologie marxiste, adoptée officiellement par la discipline à l'occasion de la conférence d'Otwock au début de l'année 1951 (cf. chap. 1), n'est pas remise en cause en tant que telle : à la fin de son exposé devant le conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) du 25 juin 1956, Witold Kula déclare en effet que « L'Institut d'histoire, sur la route vers le socialisme, sera un institut marxiste, car telle est notre opinion non contrainte et notre volonté[378] ». Si le marxisme est et demeure l'unique paradigme d'interprétation du passé, son application concrète en histoire fait débat, et ce dès avant 1956.

I.2.A. La difficile définition du « progressisme » :

La controverse sur la notion de « progressisme » est emblématique des tensions qui traversent la discipline au milieu des années 1950. A partir de 1953, les publications de Marian Henryk Serejski, médiéviste et spécialiste d'histoire de l'historiographie[379], suscitent une discussion à propos de la pertinence des auteurs du 19e siècle pour l'historiographie contemporaine. Il s'agit de l'un des rares débats historiographiques de l'époque à faire l'objet d'une série d'articles dans *Kwartalnik Historyczny*. Loin de se résumer à une discussion sur l'héritage des premiers auteurs polonais se réclamant d'une science historique, l'enjeu est bien plus important puisqu'il s'agit de déterminer ce qui, dans l'étude des faits passés, peut être

[378] Witold Kula, « W sprawie naszej polityki naukowej » [Au sujet de notre politique scientifique], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1956, p. 151-166.

[379] Il est alors professeur (depuis 1946) à l'Institut d'histoire de l'université de Łódź, institut qu'il a contribué à créer après-guerre, au sein duquel il dirige la chaire d'histoire sociale de l'Antiquité et du Moyen-Âge. A partir de 1953, il dirige le laboratoire d'histoire de l'historiographie à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. Il publie cette année-là deux ouvrages consacrés à ce sujet : *Joachim Lelewel. Z dziejow postepowej mysli historycznej w Polsce*, [Joachim Lelewel. Histoire de la pensée historique progressiste], Varsovie, Panstwowe Wydawnictwo Naukowe ; et *Studia nad historiogragrafia Polski. K. B. Hoffman*, [Etudes sur l'historiographie de la Pologne. Karol Boromeusz Hoffman], Łódź, Towarzystwo Naukowe ; suivis de son *Zarys historii historiografii polskiej*, [Précis d'histoire de l'historiographie polonaise], dont deux tomes sont publiés à Łódź, Panstwowe Wydawnictwo Naukowe, en 1954 et 1956.

qualifié de « progressiste » ou de « réactionnaire », selon la dichotomie qui tient alors lieu de paradigme explicatif général des processus historiques[380]. A travers son travail sur la « pensée historique progressiste », Serejski cherche à réintégrer le « positivisme varsovien » (*pozytywizm warszawski*) et le libéralisme dans le cadre du progressisme, alors qu'ils avaient été disqualifiés comme « bourgeois » à l'époque stalinienne. Son travail relève donc d'une tentative de réhabilitation d'idées politiques en vogue au sein d'une partie de l'intelligentsia polonaise des années 1860-1880. Les écrits de cette époque ont joué un rôle non négligeable dans la réflexion autour du positivisme et du libéralisme, ainsi que dans la construction de l'imaginaire national. En effet, au 19e siècle, les historiens polonais s'intéressent avant toute chose à déterminer les origines des partages de la Pologne, qui ont entraîné sa disparition de la carte de l'Europe[381]. Il en résulte une opposition canonique et aujourd'hui désuète entre l' « école historique de Cracovie » et l' « école historique de Varsovie ». La première, souvent qualifiée de « pessimiste », met l'accent sur les facteurs internes de la chute de la Première République polonaise (*Rzeczpospolita*)[382], en particulier le caractère défectueux du système politique et les erreurs de la noblesse, qui concentrait l'essentiel du pouvoir. La seconde souligne au contraire les réussites de ce régime, comme la constitution du 3 Mai 1791, dont la modernisation aurait été interrompue par les puissances copartageantes. Ces interprétations divergentes recoupent des oppositions politiques. Les historiens cracoviens sont alors proches des conservateurs galiciens, favorables à une politique de conciliation avec les puissances copartageantes suite à l'échec des insurrections successives (1830 et 1863-1864). Le travail de réflexion sur la nation et les origines de la chute de la *Rzeczpospolita* a donc partie liée avec le travail de préparation de l'indépendance politique, sur fond de critique du romantisme qui avait inspiré les insurrections[383]. A contrario, le positivisme revendiqué de l'école historique de Varsovie rassemble des auteurs moins conservateurs, souvent critiques à l'égard du rôle

[380] A. Czyżewski, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku*, *op. cit.*, p. 36−38.

[381] Ce rôle des historiens dans le processus de construction nationale n'est évidemment pas spécifique à la Pologne. Pour des exemples français dans deux contextes différents, voir les pages que consacre Johann Michel à Guizot sous la monarchie de Juillet : Johann Michel, *Gouverner les mémoires : les politiques mémorielles en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, p. 35−37. Et celles que consacre Pierre Nora à Lavisse sous la 3e République : Pierre Nora, « Lavisse, instituteur national. Le "Petit Lavisse", évangile de la République » dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire. Tome 1*, Paris, Gallimard, 1997, p. 239−275.

[382] La *Rzeczpospolita Polska* correspond à la république aristocratique qui existe entre 1569 et 1795. Egalement appelée « Républiques des deux nations » (*Rzeczpospolita Obojga Narodów*), elle s'étendait sur un territoire correspondant aujourd'hui à la Pologne, à la Lituanie, à la Biélorussie, à une grande partie de l'Ukraine et de la Lettonie, ainsi qu'à une partie de la Russie occidentale (oblast de Smolensk).

[383] A ce sujet et pour un aperçu de l'apport de l'école historique de Cracovie, cf. Witold Griot, « L'École historique de Cracovie : Une relecture de l'histoire de la Pologne par les conservateurs positivistes, 1867-1904 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2012, vol. 35, n° 1, p. 89−101.

politique de l'Église et plus proches des milieux libéraux. Il s'agit là cependant d'une opposition idéal-typique, qui ne rend pas justice au caractère hétérogène de ces deux écoles[384].

En recherchant des figures tutélaires ou des auteurs de référence antérieurs à 1945, les historiens polonais sont contraints d'adopter une logique de tri entre auteurs « progressistes » et « réactionnaires ». L'influence anecdotique du marxisme dans les sciences et la politique polonaises jusqu'à 1945 les conduit à redéfinir le socle théorique et méthodologique de leur discipline entre la fin des années 1940 et le début des années 1950 (cf. chap. 1). En sont exclus nombre d'auteurs dont les orientations sont jugées « bourgeoises » *a posteriori*. Cependant, la volonté de donner à l'historiographie marxiste un ancrage dans la tradition historiographique polonaise forgée au cours du 19e siècle, conduit les historiens *partyjni* à se réclamer d'auteurs « bourgeois » ayant acquis une certaine notoriété et dont les prises de position n'apparaissent pas trop incompatibles avec une lecture marxiste de l'histoire nationale. Joachim Lelewel (1786-1861), le « Michelet polonais[385] » est de ce point de vue l'exemple le plus emblématique. Son nom revient avec insistance dans les écrits consacrés à la conceptualisation d'une histoire polonaise marxiste[386]. Lelewel, issu d'une famille de la noblesse prussienne, enseigne l'histoire à l'université de Vilnius avant d'être élu député à la Diète du royaume de Pologne (entité jouissant d'une certaine autonomie au sein de l'empire russe) en 1830. Il participe à l'insurrection antirusse de 1830-1831 avant de s'exiler à Paris puis à Bruxelles. En exil, il poursuit ses activités politiques en contribuant à la création du mouvement « Jeune Pologne », républicain. Mais il rédige surtout ses principales œuvres historiques, consacrées à l'histoire polonaise analysée au prisme de la lutte pour la liberté, thème récurrent du romantisme polonais au 19e siècle. Sa méthode d'analyse critique des documents lui vaut d'être considéré comme le premier historien professionnel polonais.

C'est ce périmètre des idées et auteurs autorisés qui est rediscuté à la faveur de la publication des travaux de Marian Henryk Serejski consacrés à l'histoire de l'historiographie. Dès 1953, *Kwartalnik Historyczny* publie une série d'articles à la suite d'une conférence organisée par l'Académie des sciences à Zakopane, en février de la même année[387]. Consacrée à l'évaluation du libéralisme en tant qu'idée politique et aux critères du « progressisme » en histoire, elle suscite de vifs échanges entre les participants. La discussion porte sur le

[384] Outre l'article précité de Witold Griot, cf. Andrzej Wierzbicki, « L' anomalie du développement de la Pologne dans la pensée historique polonaise du XIXe siècle », *Acta Poloniae Historica*, 1985, n° 51, p. 51−81.
[385] D. Beauvois, « Être historien en Pologne », art cit.
[386] Żanna Kormanowa lui consacre un ouvrage dès 1946 et ses textes font l'objet de nombreuses rééditions dans les années 1950. Cf. Maciej Górny, « "Dialectical Negation": East Central European Marxist Historiography and the Problem of the Nation », *East Central Europe*, 2009, n° 36, p. 225−253.
[387] *Kwartalnik Historyczny* n° 4, 1953.

traitement qu'une histoire marxiste du 19e siècle polonais devrait accorder au libéralisme. D'un côté, les historiens *partyjni* présents (Assorodobraj, Bobińska, Kormanowa) considèrent le libéralisme comme une idéologie « réactionnaire », au motif qu'il ne s'inscrit pas dans une perspective de lutte des classes, la bourgeoisie ayant refusé la révolution agraire et s'étant révélée incapable de tenir ensemble lutte de libération nationale (à travers les insurrections) et émancipation sociale. De l'autre, Serejski, en partie rejoint par Kula, prétend identifier des éléments « progressistes », c'est-à-dire compatibles avec le marxisme-léninisme, dans le libéralisme bourgeois[388].

La polémique se prolonge et se durcit dans *Kwartalnik Historyczny* entre 1953 et 1955[389]. Nina Assorodobraj y publie d'abord une recension très hostile de l'ouvrage de Serejski consacré à Karol Boromeusz Hoffman (1798-1875), paru la même année[390]. Hoffman, historien et haut-fonctionnaire (il a notamment dirigé la Banque de Pologne), présente une trajectoire similaire à celle de Lelewel. Lui aussi participe à l'insurrection de 1830-1831 avant de s'exiler à Paris. En exil, il est toutefois actif dans le camp opposé à celui de Lelewel, soutenant les monarchistes. Dans sa recension, Assorodobraj conteste l'interprétation de Serejski, qui prête à Hoffman un rôle important dans la professionnalisation de la science historique polonaise, mais aussi des opinions « libérales », du moins au cours de la première partie de sa vie. Elle refuse l'inclusion de Hoffman dans le camp du progrès, au motif de son absence de prise de position en faveur de la réforme agraire, qui constitue pour les historiens *partyjni* le principal critère d'identification des « progressistes » dans la Pologne du 19e siècle. Assorodobraj rejette également l'idée d'une filiation entre Hoffman et Lelewel, ce dernier demeurant un modèle d'historien « progressiste », bien que certaines de ses prises de positions politiques soient contestées[391] :

« Du point de vue marxiste, l'histoire de l'historiographie ne peut pas être analysée comme une succession chronologique et progressive. L'historiographie de Hoffman et celle de l'école de Lelewel forment deux courants antagonistes d'une même époque de l'historiographie polonaise. Chacun de ces courants a connu des

[388] A. Czyżewski, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku, op. cit.*, p. 35.

[389] Cet épisode central pour l'historiographie marxiste a déjà fait l'objet d'analyses pertinentes, en particulier par Maciej Górny : M. Górny, « Od Lelewela do Smolenskiego. Spory historiograficzne lat piecdziesiatych », art cit. Et M. Górny, « "Dialectical Negation" », art cit.« « Dialectical Negation » », *op. cit.*

[390] Nina Assorodobraj, « W sprawie kryterium postępowości w historii historiografii » [Au sujet du critère du progrès dans l'histoire de l'historiographie], *Kwartalnik Historyczny*, n° 60, 1953, p. 150-186. L'ouvrage en question est *Studia nad historiografią Polski. K. B. Hoffman*, [Études sur l'historiographie de la Pologne. Karol Boromeusz Hoffman], Łódź, Towarzystwo Naukowe.

[391] S'il était apprécié par les marxistes pour sa sympathie envers la condition paysanne et son internationalisme, Lelewel était toutefois jugé insuffisamment radical, puisqu'il considérait la démocratie nobiliaire comme un progrès, tandis que ses opinions critiques vis-à-vis de la Russie étaient difficilement compatibles avec l'ordre géopolitique hérité de la Guerre Froide. Cf. M. Górny, « "Dialectical Negation" », art cit, p. 233.

continuations distinctes, antagonistes, définies par le nouveau conflit fondamental de la nouvelle époque, le conflit entre le prolétariat et la bourgeoisie.[392] »

Il incombe donc à une histoire de l'historiographie authentiquement marxiste non pas de décrire une suite de travaux ayant conduit à la professionnalisation de la science historique (autour du positivisme et de l'étude critique des documents, en particulier), mais de déterminer au moyen de critères « objectifs » l'attitude « progressiste » ou non de chaque auteur selon le contexte de l'époque :

« Nous ne pouvons comprendre aucun fait de l'histoire de l'idéologie, et donc de l'histoire de l'historiographie[393]*, si nous l'analysons comme une suite progressive, monolithique et autonome. C'est seulement l'état de la lutte des classes à chaque moment de l'histoire qui nous permettra d'établir le bon critère du progrès. »*

Et Assorodobraj de conclure sans ambigüité : « La Pologne populaire se réfère aux traditions progressistes de la nation polonaise. Hoffman n'en fait pas partie. » Ici, les oppositions indissociablement historiographiques et politiques des historiens polonais du 19e siècle sont réactualisées, de façon tout à fait anachronique, au prisme du marxisme. Au moment d'inscrire l'historiographie marxiste dans la tradition historiographique nationale, ces luttes passées sont retraduites en fonction du critère du « progrès », ce qui explique que les historiens *partyjni* cherchent à mettre en avant le républicain Lelewel comme précurseur d'une historiographie progressiste, et disqualifient le monarchiste Hoffman, dont le parcours politique apparaît au contraire réactionnaire ou bourgeois[394].

Peu de temps après, une autre historienne du Parti, Celina Bobińska, se joint aux critiques de Nina Assorodobraj dans une nouvel article consacré au « positivisme »[395]. Elle y considère que le sens donné à la notion de « progrès » par Serejski n'est pas « marxiste »[396]. C'est la façon de faire de l'histoire de l'historiographie qui se joue en creux : depuis le discours de Żanna Kormanowa au 1er congrès de la science polonaise, les historiens *partyjni*, entendent juger le caractère « progressiste » des historiens passés non pas à l'aune de leur production écrite, mais à celle de leur appartenance de classe « objective » et de leurs prises de positions politiques. La production historiographique antérieure à 1945 est donc étudiée comme un

[392] Nina Assorodobraj, « W sprawie kryterium postępowości », art. cit.
[393] Souligné par nous, la confusion entre idéologie et historiographie étant omniprésente dans les écrits des historiens *partyjni* des années 1950, et plus généralement parmi les penseurs du bloc soviétique. Sur la confusion entre historiographie et idéologie dans la pensée politique du bloc soviétique cf. R. Stobiecki, « Between Continuity and Discontinuity », art cit.
[394] Sur les controverses historiographiques polonaises du 19e siècle, cf. A. Wierzbicki, « L' anomalie du développement de la Pologne dans la pensée historique polonaise du XIXe siècle », art cit.
[395] Celina Bobińska, « Spór o ujęcie pozytywizmu i historyków pozytywistów » [La controverse sur l'usage du positivisme et des historiens positivistes], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1954, p. 178-204.
[396] M. Górny, « Od Lelewela do Smolenskiego. Spory historiograficzne lat piecdziesiatych », art cit, p. 171.

simple reflet de la lutte des classes[397]. La suite de la polémique porte précisément sur ce point. Se référant à la discussion opposant Serejski à Assorodobraj et Bobińska, Stefan Kieniewicz propose de distinguer l'évaluation de la production historiographique de celle des orientations politiques des auteurs[398]. Une telle proposition apparaît hérétique et lui vaut une réponse critique de la part de Wanda Moszczeńska, qui la qualifie de « retour à la conception bourgeoise de l'histoire de l'historiographie[399] ». Refusant de distinguer « l'étude critique de la méthode de travail d'un savant » de l'analyse de ses textes, elle considère que l'activité des historiens et la signification de leurs travaux sont à apprécier en fonction du contexte historique, qui doit permettre de déterminer le « caractère progressiste ou réactionnaire d'un ouvrage, d'un savant, d'une théorie ou d'une tendance »[400]. Ce faisant, Moszczeńska ne tranche cependant pas définitivement la question des critères permettant de mesurer le degré de progressisme d'un auteur, puisqu'elle laisse le soin à chaque historien marxiste de déterminer quels sont les historiens bourgeois qui peuvent être ainsi qualifiés[401].

Le dernier article consacré à cette polémique, consacré par Serejski à l'école de Varsovie, ne clôt pas d'avantage la discussion puisqu'il reprend les arguments déjà avancés dans ses ouvrages consacrés à Lelewel et Hoffman[402]. L'auteur persiste dans l'idée que les années qui ont suivi l'insurrection de 1863 ont vu la bourgeoisie polonaise défendre « une idéologie relativement progressiste mais placée en dehors du camp révolutionnaire-démocrate ». Groupe social alors en ascension, la bourgeoisie serait entrée en conflit avec une partie de la noblesse et des grands propriétaires fonciers. Dans ce contexte, l'activité culturelle et intellectuelle (et, en son sein, le positivisme en particulier) aurait joué un rôle important dans la lutte contre « l'obscurantisme et le cléricalisme ». Serejski considère qu'au cours de cette période, l'école positiviste de Varsovie a contribué de manière décisive au développement de la science historique polonaise, les historiens étant jusqu'ici assimilés à des « collectionneurs d'antiquités ». En somme, sans dissocier le travail de l'historien de ses prises de positions politiques, Serejski range Hoffman dans le camp des « progressistes » ayant

[397] *Ibid.*
[398] Stefan Kienewicz, « Jeszcze na temat zadań historiografii » [Sur les tâches de l'historiographie, encore une fois], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1954, p. 197-200.
[399] Wanda Moszczeńska, « Czy historia jest wąską specjalnością » [L'histoire est-elle une spécialité étroite], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1955, p. 150-171.
[400] Cette polémique n'est pas sans rappeler des débats récurrents en histoire des idées politiques, autour de la façon d'étudier les textes et leurs contextes de production, notamment. Pour un aperçu, cf. Arnault Skornicki et Jérôme Tournadre, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015.
[401] M. Górny, « Od Lelewela do Smolenskiego. Spory historiograficzne lat piecdziesiatych », art cit, p. 174.
[402] Marian Henryk Serejski, « Miejsce pozytywistycznej szkoły warszawskiej w historiografii polskiej » [La place de l'école de Varsovie positiviste dans l'historiographie polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1955, p. 66-98.

contribué tant aux luttes politiques émancipatrices de l'époque des partages, qu'à l'émergence d'une science historique professionnelle dans la Pologne du 19e siècle.

Ces divergences de points de vues quant à l'héritage historiographique du 19e siècle et ses réemplois par les historiens marxistes des années 1950, où production historiographique et engagement politique des historiens se confondent en permanence, reflètent un problème majeur qui se pose à la discipline après 1945 : l'absence d'ouvrage d'inspiration marxiste en histoire de l'historiographie polonaise, dans lequel puiser un corpus théorique et méthodologique compatible avec le marxisme-léninisme[403]. Ceci explique que la plupart des historiens *partyjni*[404] se soient penchés sur la question, puisque c'est l'ensemble des auteurs antérieurs qu'il s'agit de relire au prisme des enjeux présents, afin de faire le tri et de délimiter les contours d'une historiographie marxiste. De cette polémique, jamais définitivement close, deux choses sont à retenir.

Premièrement, les notions (« progressisme », « positivisme », « libéralisme », « réaction ») apparaissent floues et leurs usages relâchés. Le débat entre les différents protagonistes peut avoir lieu précisément du fait de l'absence de définitions clairement établies, mais aussi de l'absence de consensus sur les critères permettant de trancher. En dépit de l'adoption officielle (et souvent uniquement déclarative) d'une méthodologie marxiste unique, cette relative labilité des catégories permet l'existence de débats et de discussions, au moins entre historiens marxistes ou se revendiquant comme tels, ce qui est le cas de tous les protagonistes précédemment mentionnés. Il suffit en fait d'adopter un vocabulaire spécifique et une grille d'analyse stéréotypée (éloge du « progressisme » ; dénonciation de la « réaction » et du « cléricalisme ») pour se couler dans une « méthodologie marxiste » jamais vraiment définie. L'enjeu de la lutte est ici avant tout interne à la discipline, puisqu'il s'agit de savoir qui, parmi les protagonistes, est en mesure d'imposer son interprétation (de ce qui est « marxiste », « progressiste », etc.) aux autres[405], c'est-à-dire en définitive qui est en mesure de prétendre au monopole de l'autorité scientifique, entendue comme la « capacité de parler et d'agir légitimement (c'est-à-dire de manière autorisée et avec autorité) en matière de science[406] ». Ceci complique la représentation de la discipline à l'époque, puisque des désaccords apparaissent entre historiens marxistes ou supposés tels : là encore, la ligne de clivage oppose d'un côté des historiens *partyjni* (Assorodobraj, Bobińska, Kormanowa)

[403] M. Górny, « Od Lelewela do Smolenskiego. Spory historiograficzne lat piecdziesiatych », art cit, p. 150.
[404] Il faut ajouter aux noms précités celui du philosophe Adam Schaff, qui s'est employé à développer une théorie marxiste de l'histoire.
[405] M. Górny, « Od Lelewela do Smolenskiego. Spory historiograficzne lat piecdziesiatych », art cit, p. 176.
[406] Pierre Bourdieu, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976, vol. 2, n° 2,

représentant un pôle hétéronome de production de l'histoire, à des universitaires distants des institutions scientifiques partisanes, qui prennent position en faveur de l'autonomie de leur discipline en 1956 (Kieniewicz, Serejski).

Deuxièmement, l'espace de discussion apparaît considérablement restreint puisque le discours critique d'un Serejski ne peut faire l'économie de son inscription dans le marxisme, qu'il est hors de question de remettre en cause. Il apparaît toutefois, à la lecture des textes des différents protagonistes, que pratiquement toutes les propositions peuvent être qualifiées de « marxistes »[407]. La domination du marxisme en histoire n'est donc pas explicitement contestée : ce n'est pas le principe de division du monde en deux ensembles irréconciliables (« progrès » et « réaction ») qui fait l'objet de la discussion, mais plutôt les périmètres respectifs de ces deux camps. Le caractère obligatoire du cadre marxiste reste cependant affirmé, et même réaffirmé par Nina Assorodobraj : « le caractère idéologique et partisan de l'histoire en tant que science est une évidence.[408] » Les conditions de la confrontation d'opinions divergentes au sein de l'espace de production historiographique restent donc fortement surdéterminées politiquement avant 1956. Les prises de position des historiens *partyjni* dans cette controverse montrent que remettre en cause le cadre d'interprétation marxiste, comme le fait Serejski en consacrant un ouvrage à l'historiographie positiviste du 19e siècle, revient à courir le risque de se voir immédiatement renvoyé vers l' « idéologie ennemie », c'est-à-dire non marxiste.

I.2.B. La question du marxisme en 1956 :

Il faut attendre 1956 pour que la question du marxisme et de ses usages en histoire soit explicitement posée comme problématique. Auparavant, la domination du paradigme marxiste relève pratiquement de l'évidence, comme en atteste le bilan de la première décennie de la science historique en Pologne populaire présenté par le rédacteur en chef de *Kwartalnik Historyczny*, Bogusław Leśnodorski, au Congrès international des sciences historiques à Rome en 1955[409]. Ce bilan est rédigé sur le registre de l'autosatisfaction, bien loin de la fronde qui aura lieu en 1956. Leśnodorski présente en effet l'historiographie marxiste comme une

---

p. 89.

[407] M. Górny, « Od Lelewela do Smolenskiego. Spory historiograficzne lat piecdziesiatych », art cit, p. 177.

[408] Nina Assorodobraj, « W sprawie kryterium postępowości w historii historiografii », art. cit.

[409] Bogusław Leśnodorski, « Nauka historii w pierwszym dziesięcioleciu Polski Ludowej. Główne kierunki badań » [La science historique dans la première décennie de la Pologne populaire], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1955, p. 17-58.

chance et un grand progrès dans la connaissance du passé. Son texte peut d'ailleurs être lu comme une analyse de cette première décennie conforme aux usages du marxisme en histoire. Au lendemain de la guerre, écrit-il,

« Les historiens réactionnaires tenaient entre leurs mains les positions clés au sein des universités et des associations scientifiques. Formés au cours de la période précédente, principalement entre 1918 et 1939, ils défendaient des conceptions idéalistes de la méthodologie de la recherche, ainsi que des positions politiques prononcées, endeckie[410], piłsudczykowskie[411], ou encore socialistes de droite (prawicowo-socjalistyczne), ils s'efforçaient de poursuivre, contre la science progressiste, les mauvaises traditions de l'entre-deux guerres. Les travaux de la majorité des historiens de cette phase initiale étaient caractérisés par l'objectivisme bourgeois, l'éclectisme méthodologique fortement pénétré de subjectivisme et d'héroïsme, qui laisse dissimulés dans l'ombre les véritables créateurs de l'histoire – les masses populaires, ainsi qu'une factographie stérile, indiquant leur refus de la synthèse au profit de l'accumulation de faits passivement observés et construits de manière chaotique. L'occidentalisme, lié à une ribambelle de fausses légendes, continuait à dominer du début de l'État polonais jusqu'à la période contemporaine.[412] »

L'historiographie de la Pologne populaire est ainsi présentée comme une table rase rendue possible par l'apport théorique décisif de la science soviétique et du marxisme. De ce point de vue, c'est la conférence d'Otwock qui marque l'avènement d'une science nouvelle, basée sur la « méthodologie marxiste » portée par de nouveaux cadres scientifiques, des « historiens-marxistes formés en Pologne populaire »[413].

Lors de son exposé au conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) du 25 juin 1956, Witold Kula formule explicitement une critique de l'application de la « méthodologie marxiste » à la recherche historique. Davantage que le texte de Leśnodorski, il entre dans les détails de la voie polonaise vers la science marxiste, soulignant que cette méthode scientifique est « l'unique voie du développement pour le milieu des historiens ». Là encore, il ne s'agit pas de remettre en cause l'apport du paradigme marxiste à l'historiographie. Cependant, les pratiques jugées non-scientifiques et justifiées au nom du caractère partisan de la science sont clairement dénoncées, ce qui est une nouveauté. Evoquant les premiers travaux d'historiens publiés en Pologne populaire, il note avec ironie :

« Plusieurs articles marxistes programmatiques viraient au slogan (la forme de raisonnement la plus fréquente : "il faut étudier les archives, et alors on verra que..." - à quoi bon dans ce cas faire des recherches, si l'on sait par avance ce que l'on va trouver ?)[414] ».

Mais l'exposé de Kula, secrétaire scientifique de l'IH PAN, défend le bilan de l'Institut, dont il dit qu'il a « représenté au cours de cette période une ligne politique généralement judicieuse[415] » :

---

[410] *Endecja* : terme formé à partir de la contraction des initiales « ND » pour *Narodowa Demokracja* (démocratie nationale), mouvement politique fondé par Roman Dmowski entre les deux guerres et rival de celui de Piłsudski, dont il se distingue par des positions plus nationalistes.
[411] Adjectif formé à partir du nom de Piłsudski, servant à désigner ses partisans.
[412] Bogusław Leśnodorski, « Nauka historii w pierwszym dziesięcioleciu Polski Ludowej. Główne kierunki badań », art. cit., p. 18.
[413] *Ibid*., p. 23.

« La justesse de cette ligne politique peut être confirmée par la comparaison avec ce qui se passait au même moment dans d'autres sciences humaines, ainsi qu'avec ce qui s'était passé précédemment dans la science historique. (…) En dépit des immenses difficultés au sein de la science historique polonaise, dans le domaine des recherches sur l'histoire de la Pologne jusqu'au 19e siècle inclus – "cela n'allait pas si mal".[416] *»*

Concrètement, tout l'exposé de Kula peut se lire comme une manière d'énoncer de sévères critiques à l'égard de l'idéologisation de la science historique, notamment dans les domaines les plus concernés que sont l'histoire contemporaine, l'histoire de l'historiographie et l'histoire du monde ouvrier. Bien qu'ils ne soient jamais nommément désignés, les responsables sont selon lui les historiens *partyjni* ne disposant pas des compétences suffisantes pour produire une histoire marxiste respectueuse des conventions scientifiques. Une histoire marxiste dont Kula lui-même se présente comme un fervent partisan et qui apparaît, dans son texte, synonyme d'histoire scientifique, une histoire marquant un progrès radical par comparaison avec l'historiographie polonaise d'avant-guerre. En d'autres termes, c'est bien le clivage entre autonomie et hétéronomie qui transparaît dans le texte de Kula, qui rend les historiens les plus partisans responsables des dérives idéologiques de l'historiographie et vante les accomplissements réalisés en histoire médiévale et moderne, spécialités moins contraintes par l'idéologie.

« L'exposé au congrès de la science[417] *nous a imposé de voir l'assistance du Parti dans chaque recension anecdotique d'un petit livre anecdotique, proclamée dans "Nowe Drogi*[418]*" par un quelconque aspirant*[419]*. La véritable assistance du Parti, cependant, c'est l'aide au changement de ligne de la politique scientifique, l'assistance pour ouvrir la voie à un travail intensif, planifié, mobilisant toutes les forces existantes. Il faut dire clairement que dans le domaine où le Parti avait la main la plus libre*[420]*, c'est-à-dire pas en philosophie, ni en économie, ni en histoire du 20e siècle, mais en matière d'histoire jusqu'au 19e siècle inclus – là il (le Parti) nous a façonné de telles possibilités il y a à peu près quatre ans.*[421] *»*

Où l'auteur parvient en quelques phrases à moquer les historiens *partyjni*, tout en soulignant l'apport du Parti au développement de la science historique. C'est-à-dire à disqualifier les protagonistes les moins autonomes au sein de la discipline, tout en louant la contribution apportée par le Parti à la rénovation historiographique de la fin des années 1940. Il conclut d'ailleurs ce bilan en insistant sur le fait que les problèmes au sein de la discipline proviennent d' « interprétations erronées » du marxisme, qui doit cependant demeurer selon lui la méthodologie privilégiée des historiens :

---

[414] Witold Kula, « W sprawie naszej polityki naukowej », *art. cit.*, p. 151.
[415] *Ibid*., p. 155.
[416] *Ibid*.
[417] Il s'agit de l'exposé de Żanna Kormanowa au 1er Congrès de la science polonaise (1951), qui déclarait le caractère partisan de la science historique.
[418] Mensuel théorique du PZPR (1947-1989).
[419] Doctorant, dans la nomenclature soviétique des grades scientifiques, en vigueur en Pologne de 1951 à 1958.
[420] Comprendre : là où le PZPR s'est le moins ingéré dans le contenu des travaux des historiens.
[421] Witold Kula, « W sprawie naszej polityki naukowej », *art. cit.*, p. 154.

« L'auteur de ces lignes est persuadé de la pertinence de ce diagnostic. Il suffit d'aller chercher dans nos étagères les papiers d'il y a dix ans. Les programmes que nous écrivions alors, nos discussions, articles, polémiques. Nous avons parcouru un long chemin. Les débuts de l'État polonais, l'époque de la Renaissance, le siècle des Lumières en Pologne, la pensée révolutionnaire de la première moitié du 19e siècle, la question paysanne dans les insurrections nationales – ce sont sans doute les plus importants domaines dans lesquels notre connaissance, tant matérielle qu'interprétative, a accompli un bond immense. Avec tout le sens de la responsabilité, on peut formuler la thèse qu'il est difficile de trouver dans l'histoire de la science une décennie qui aurait accompli un tel progrès scientifique.[422] *»*

A la lecture de ce texte, ressortent les représentations des protagonistes du conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences ce 25 juin 1956. Pour un historien comme Kula, et avec lui sans doute beaucoup d'autres, la fin du stalinisme ouvre des perspectives d'affranchissement de la contrainte politique issue du Parti, ainsi que l'opportunité de disqualifier les historiens les plus partisans. Dans le même temps, il est difficilement concevable, pour ces acteurs de la rénovation historiographique opérée sous le stalinisme, qui ont occupé et continuent à occuper la direction de l'IH PAN, de condamner toute la production historiographique de la décennie stalinienne. Et ce d'autant plus que nombre d'entre eux, convaincus par l'intérêt de mener des recherches sur les structures économiques et sociales sur la longue durée, très influencés par les Annales[423], voient dans une bonne partie de la production historiographique de l'après-guerre un progrès considérable et des gains de scientificité par rapport à l'historiographie d'avant-guerre[424]. Ce qui permet de comprendre que dans l'argumentaire de Kula, le remède aux « interprétations erronées » du marxisme consiste à renforcer l'orientation marxiste de l'historiographie, en lui donnant un cadre plus scientifique, qui s'apparente pour lui à une mise à distance du Parti :

« La lutte pour l'historiographie marxiste en Pologne n'est pas du tout terminée, comme certains semblent le penser. Au contraire. A présent justement les conditions de son élévation à un niveau sensiblement supérieur ont été façonnées. Afin de rendre cette lutte efficace, nous devons débarrasser le champ de tout ce que la science marxiste a jusqu'ici freiné, altéré, maintes fois compromis.[425] *»*

La revendication d'autonomie vis-à-vis du Parti se fait plus claire ailleurs dans le texte, notamment lorsque Kula considère que l'amélioration du niveau de la science historique passe par « le renforcement de la critique et de la discussion scientifique, uniquement sous une forme pleinement démocratique »[426]. Après avoir cité de nombreux exemples de textes n'apportant rien, selon lui, à la connaissance du passé[427], Kula conclut son exposé sur les

[422] *Ibid*., p. 155.
[423] Dans son exposé, Kula mentionne explicitement l'influence des Annales dans l'adoption en Pologne du postulat du « traitement intégral du processus historique », *Ibid*. p. 151.
[424] Citons à titre d'exemple le programme de recherches sur les origines de l'État polonais, dirigé par le médiéviste Aleksander Gieysztor, premier projet collectif d'envergure mené dans le cadre de l'IH PAN.
[425] Witold Kula, « W sprawie naszej polityki naukowej », *art. cit.*, p. 157.
[426] *Ibid*.
[427] Exemples vraisemblablement tirés de publications du WHP, où Kula dénonce les formules visant à classer les protagonistes selon des catégories directement issues de la propagande du Parti : « patriotes authentiques »,

enjeux qu'il y a pour les historiens à produire des écrits plus rigoureux, au risque de perdre une crédibilité déjà bien entamée au cours d'une décennie de stalinisme :

« Admettre une situation dans laquelle le lecteur est plus intelligent que celui qui écrit (ou du moins que les phrases qu'il a jugé pertinent d'écrire), signifie le suicide de l'historien, la casse de la protection idéologique puissante que la science historique constitue dans chaque société.[428] *»*
« J'ai vu ces derniers jours plusieurs textes, prêts pour impression dans les rédactions des revues et les maisons d'éditions, des textes fraîchement corrigés par leurs auteurs. J'ai vu comment on pouvait comprendre le 20e Congrès. La recette est très simple. Il convient de remplacer les citations de Staline par des citations de Lénine. (...) La jalousie vous gagne : comme la vie d'un tel chercheur doit être facile ! Il n'y a rien de plus dangereux pour la science marxiste qu'une situation où elle ne doit pas défendre ses vues véritablement et sérieusement. Mais qu'il y ait une véritable confrontation des vues ! Qu'il y ait une polémique substantielle, concrète ! Que dans son déroulement se dessine nettement la limite entre le marxisme et le non-marxisme.[429] *»*

Il convient donc de réduire l'ingérence du Parti dans les affaires de la discipline afin de permettre à l'histoire marxiste de progresser et de devenir pleinement scientifique. C'est cette mise à distance du Parti qui constitue, selon Kula, la condition nécessaire à la reconquête de la confiance des lecteurs, mise à mal par le schématisme et les erreurs qui ont caractérisé la première décade de la Pologne populaire. Loin de constituer un point de vue isolé, la critique exprimée par Kula énonce une proposition centrale, au fondement de la remise en cause du rôle des historiens les moins autonomes par leurs collègues à partir de 1956, et qui jalonne la discussion du conseil scientifique de l'IH PAN : ce n'est pas le marxisme en tant que tel qui est en cause mais les « erreurs » commises en son nom. Les historiens marxistes, par raison ou conviction, ne se considèrent pas désavoués, se revendiquant d'un marxisme scientifique, contre une forme trop idéologique reprochée aux historiens *partyjni*. Les « interprétations erronées » de ces derniers sont attribuées à leur incompétence (Kula souligne que la plupart d'entre eux n'ont pas de production scientifique significative), ce qui valide les revendications en termes de renforcement de la formation des historiens, et conduit à récuser le statut d'historien aux militants ne pouvant se prévaloir des bons diplômes. Ainsi, les tenants de l'autonomie de la discipline peuvent critiquer dans des termes souvent directs (Kula parle de « croupissement » de la science historique polonaise dans les années 1949-1952) la production historiographique de la période stalinienne, sans pour autant formuler un rejet explicite de la méthodologie marxiste-léniniste officielle, dont ils continuent à se revendiquer. Ils peuvent donc toujours apparaître comme fidèles à la ligne d'une science « au service du socialisme ». Il s'agit là d'un renversement total et inédit, qui voit les historiens *partyjni* attaqués au motif de leur mauvaise application de la méthodologie marxiste (méthodologie qu'ils s'étaient efforcés d'imposer à leurs collègues). En 1956, les historiens polonais tranchent

« réactionnaires », etc.
[428] Witold Kula, « W sprawie naszej polityki naukowej », art. cit., p. 159.
[429] *Ibid*., p. 165.

la question de la frontière entre science historique marxiste et idéologie à travers le rapport à l'empirie et la critique des sources, pratiques qui permettent de revendiquer que l'histoire soit laissée aux historiens.

L'impuissance des historiens *partyjni* à contester un tel diagnostic se mesure à la réaction de Leon Grosfeld, rapportée dans le compte-rendu de la réunion. Emboîtant le pas au propos de Kula, il dénonce la « fétichisation » des thèses marxistes. A titre d'exemple, il critique la subordination systématique, dans les travaux marxistes, de la question nationale à la question sociale. Il dénonce plus explicitement la falsification volontaire des sources et l'analyse univoque des processus historiques. Il s'agit là d'une remise en question forte, de la part d'un membre du PZPR plus militant qu'historien, ayant personnellement contribué aux dérives qu'il dénonce a posteriori. Grosfeld est d'ailleurs contraint de démissionner de ses fonctions de directeur adjoint de l'IH PAN en 1957, après une accusation de plagiat.

Cet épisode essentiel dans l'histoire de l'historiographie polonaise et de son autonomie politique comprend également des dimensions plus subjectives. En creux se donnent à lire des rivalités illustrées par la froideur des échanges, qui se déroulent dans une atmosphère de suspicion. La discussion qui suit l'exposé de Kula est ainsi l'occasion pour Marian Serejski de revenir sur le débat qui l'avait opposé à certains historiens *partyjni* au sujet de la notion de « progressisme ». Sans les nommer, il dénonce leur influence négative en indiquant qu'au cours de la période précédente, « l'atmosphère n'était pas à l'introduction d'une discussion scientifique libre, car c'est toujours le même petit groupe d'historiens possédant la "connaissance révélée" qui avait raison ». Serejski considère ainsi que la revue *Kwartalnik Historyczny* s'est livrée à une « campagne » contre lui au moment de la controverse dont il a été fait état plus haut. Autre illustration, Witold Kula, dans son exposé, s'en prend aux « historiens *partyjni* » à qui il reproche d'avoir systématiquement tenté de « torpiller » les initiatives des « historiens se rapprochant du marxisme », citant par exemple le boycott initial de l'Association des historiens marxistes par les *partyjni*[430]. Pour autant, le ton de la discussion demeure très policé et évite les mises en cause personnelles : le compte-rendu mentionne ainsi que Serejski « n'a jamais remis en cause la volonté de dialoguer » de Celina Bobińska, tandis que Kula se réjouit que son exposé n'ait pas conduit à l'expression d'un clivage entre historiens du Parti et historiens non membres du Parti, ou entre médiévistes et contemporanéistes. Ce qui confirme qu'en 1956, l'ambiance dans le milieu historien polonais est davantage à l'auto-absolution qu'à la confrontation directe. Sans doute faut-il y voir aussi la volonté de ne pas couper les ponts avec tous les historiens universitaires membres du

PZPR. Comme en atteste la résolution de la cellule du Parti à l'IH PAN précédemment évoquée, il se trouve aussi des historiens membres du Parti pour contribuer à la dénonciation de l'idéologisation de l'histoire et revendiquer davantage d'autonomie. La référence omniprésente au marxisme permet d'éviter de donner l'impression d'une fronde dirigée contre le Parti et ses membres, et donc de maintenir la cohésion du groupe universitaire, en marginalisant les profanes et les plus partisans sur la base de la valorisation des ressources académiques, tout en évitant que les universitaires ayant joué un rôle moteur dans l'organisation de la discipline sous le stalinisme soient remis en cause.

I.2.C. Le « pessimisme des thèses erronées » :

La discussion sur le marxisme n'est pas close après 1956. L'année suivante, un autre historien, Henryk Wereszycki, publie un texte significatif du tournant de 1956. Intitulé « Le pessimisme des thèses erronées[431] » et publié dans *Kwartalnik Historyczny*, ce texte revêt une importance symbolique particulière du fait de la trajectoire de son auteur. Wereszycki, né en 1898, a en effet obtenu son doctorat à Lwów avant-guerre et fait partie des historiens qui ont été contraints de se mettre en retrait de la vie scientifique sous le stalinisme[432]. Nous avons déjà rapporté dans le premier chapitre comment son *Histoire politique de la Pologne*[433] avait fait l'objet d'une critique systématique de la part du directeur du Département d'histoire du Parti, Tadeusz Daniszewski, à l'occasion de la conférence d'Otwock. L'ouvrage avait ensuite été retiré des étagères des bibliothèques et la majorité du tirage détruite. Après avoir enseigné à l'université de Wrocław, Wereszycki vient alors d'être nommé professeur à l'université de Cracovie, en 1955. Le fait qu'un historien mis au ban de la profession au début des années 1950 publie en 1957 un article dans la revue officielle de la discipline est déjà en soi un indice de changement après 1956. L'article, publié dans un numéro presque intégralement consacré aux discussions sur le second tome de la synthèse *Histoire de la Pologne* (1764-1864), l'un des projets majeurs de l'Institut d'histoire de l'Académie[434], est nettement mis en valeur dans

---

[430] Witold Kula, « W sprawie naszej polityki naukowej », art. cit., p. 159.

[431] Henryk Wereszycki, « Pesymizm błędnych tez » [Le pessimisme des thèses erronées], *Kwartalnik Historyczny*, n° 4-5, 1957, p. 12-30.

[432] A. Czyżewski, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku*, *op. cit.*, p. 3.

[433] Henryk Wereszycki, *Historia polityczna Polski 1864-1918*, [Histoire politique de la Pologne 1864-1918], Cracovie, Spółdzielnia wydawnicza, 1947.

[434] Souvent également appelée « manuel », cette synthèse avait pour objectif de fournir une somme de l'histoire de la Pologne des origines à nos jours, dans une perspective marxiste, c'est-à-dire accordant une place significative aux aspects économiques et sociaux et offrant une relecture de l'histoire politique soulignant le rôle

la revue. Il est le premier des 46 textes publiés, mais aussi le plus substantiel puisqu'il est long de 17 pages, tandis que les autres contributions font le plus souvent entre 2 et 5 pages, et ne dépassent jamais la dizaine. Sur le fond, l'article de Wereszycki se place à un niveau de généralité qui tranche avec les autres contributions. Il s'agit d'une critique de la domination du marxisme dans l'historiographie polonaise, là où les autres textes évaluent la maquette dans les détails à partir de thématiques données : la place de l'industrie, des arts, etc. dans le projet de synthèse.

La publication de ce numéro spécial de la revue fait suite à une conférence organisée à Sulejówek, près de Varsovie, du 14 au 17 avril 1957. Réunissant 150 historiens polonais et des invités de RDA, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et URSS, elle a pour objectif de soumettre à la « discussion publique », dans les milieux universitaires et l'Association historique polonaise, la maquette du second tome de l'*Histoire de la Pologne*. Ceci afin de permettre aux rédacteurs de cet imposant volume (1431 pages), rassemblant onze auteurs sous la direction de Stefan Kieniewicz et de Witold Kula, d'apporter les corrections nécessaires à l'édition finale[435]. Bien que *Kwartalnik Historyczny* se soit fait régulièrement l'écho des travaux sur les différents tomes de cette synthèse, un tel dispositif de concertation d'un large panel de représentants de la discipline est inédit, ce qui traduit là encore le changement d'ambiance post-1956. Dans le compte-rendu paru dans *Kwartalnik Historyczny* apparaissent des critiques connues, dont Wereszycki est l'un des principaux auteurs, et qui ne sont pas sans rappeler la querelle qui avait opposé en 1953-1955 Marian H. Serejski à plusieurs historiens *partyni*.

« Certaines personnes se sont élevées contre l'appréciation schématique et injuste de l'historiographie ancienne, ainsi que des ouvrages historiques du point de vue de l'activité politique de leurs auteurs. »
« Plusieurs auteurs se sont élevés contre le terme de "nation bourgeoise". »
« La discussion s'est surtout développée autour du problème de l'appréciation du passé national polonais à l'époque des luttes pour l'indépendance. (...) La question de la liaison entre la lutte antiféodale de la paysannerie et la lutte de libération nationale a soulevé des controverses acharnées. Certains participants se sont élevés contre la thèse de H. Wereszycki, selon laquelle les paysans n'ont acquis la conscience nationale qu'à la fin du 19e siècle. (...) J. Leszkiewiczowa a attaqué la conception du manuel, subordonnant l'ensemble de l'histoire de la période examinée à la lutte antiféodale de la paysannerie.[436] *»*

Ces citations permettent d'apprécier concrètement les évolutions en termes d'interprétation du passé. Elles apparaissent en fait mineures. L'interprétation dominante du processus historique demeure largement inspirée par le prisme marxiste, insistant sur le rôle de la paysannerie dans la « lutte pour l'indépendance nationale » à l'époque des partages, tandis que l'attitude des

---

des « masses » populaires et paysanne et dénigrant la bourgeoisie. La synthèse devait avant tout constituer une ressource pour les étudiants et enseignants.

[435] Voir le résumé (en français) de la conférence de Sulejówek paru dans *Kwartalnik Historyczny*, n° 4/5, 1957, p 283-285.

« classes possédantes » est systématiquement jugée conciliante vis-à-vis des puissantes copartageantes et donc réprouvée en bloc. Certes, la rédaction du volume avait été entamée bien avant 1956. Le compte-rendu et les contributions à la discussion publiées dans *Kwartalnik Historyczny* en 1957 montrent cependant que les auteurs n'en défendent pas moins la lecture marxiste :

« Le projet essaie de conduire jusqu'au bout "l'examen de conscience nationale", montrant, là où il le faut, l'activité antinationale et la trahison des classes possédantes. On ne peut sûrement pas dire que les auteurs nient toute l'activité de la noblesse qui, bien souvent, a donné des révolutionnaires et des militants de l'indépendance, auxquels le tome II de "l'Histoire de Pologne" fait la place nécessaire. L'image véritable des héroïques luttes insurrectionnelles, du chemin épineux des révolutionnaires vers l'indépendance et vers un nouvel État, ainsi que celle du patriotisme croissant et de la participation paysanne dans les luttes de l'indépendance, ne peuvent être taxées de pessimistes[437]*. »*

Conformément à l'esprit de l'exposé de Kula du 25 juin 1956, il n'est donc pas question d'abandonner la grille d'analyse marxiste pour la majorité des historiens polonais. C'est précisément cela que cherche à contester Wereszycki qui, contrairement à Kula, considère que le problème de l'application du paradigme marxiste à l'histoire polonaise ne se limite pas à la période contemporaine, mais est bien plus général. Ce faisant, c'est le marxisme lui-même et non pas seulement la lecture stalinienne qui pose problème, selon Wereszycki[438]. Derrière le « pessimisme », c'est la domination du marxisme sur l'historiographie qui est visée : « Le pessimisme (…) se manifeste dans le recours fréquent aux citations de Marx et Engels, lesquelles remplacent les conclusions propres de l'auteur ainsi que le savoir acquis de l'historiographie actuelle ». Récusant les thèses qualifiant automatiquement les mouvements antiféodaux de « mouvements de libération nationale » et associant les « classes possédantes » à la défense des « intérêts antinationaux », Wereszycki complexifie l'image. Il discute le rapport entre révoltes paysannes et libération nationale, toutes les jacqueries n'ayant pas nécessairement des buts politiques. De plus, les « classes possédantes » (grands seigneurs et noblesse) pouvaient à la fois défendre leur position sociale et œuvrer au développement de la culture nationale, en vue du retour à l'indépendance. Ces classes possédantes ont été elles aussi victimes de l'occupation étrangère, du fait de la répression de la culture nationale polonaise. A travers le « pessimisme » c'est donc « la tendance à tout vouloir juger du présent point de vue » qui est dénoncée, Wereszycki plaidant pour une analyse rendant justice au contexte historique[439].

---

[436] Toutes citations extraites du résumé de la conférence de Sulejówek, *Ibid*.
[437] *Ibid*.
[438] A. Czyżewski, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku, op. cit.*, p. 113−114.
[439] Henryk Wereszycki, « Pesymizm błędnych tez », *art. cit.*

Avec la critique exprimée par Wereszycki se donne à voir une remise en cause des fondamentaux de l'analyse marxiste de l'histoire, rompant en cela avec le consensus exprimé le 25 juin 1956, qui faisait du marxisme le paradigme indépassable. Il s'agit cependant d'une prise de position isolée, avec laquelle tant des « dogmatiques » (Bobińska) que des « révisionnistes » (Kula, Kieniewicz) expriment leur désaccord. Ce qui illustre la robustesse du consensus autour du paradigme marxiste après 1956. Le changement se donne donc à voir davantage dans les formes du débat scientifique (bien que minoritaire, la critique de Wereszycki peut néanmoins figurer en bonne place dans la revue officielle de la discipline) que dans les contenus de la production historiographique. Ce qui marque une rupture avec la période stalinienne.

I.2.D. La remise en question d'une histoire au service du Parti :

La redéfinition du métier d'historien à partir de son rapport aux sources a pour principale conséquence de disqualifier le Département d'histoire du Parti (WHP) en tant qu'institution savante. Le WHP incarne en effet tant la subordination de la science historique à des impératifs idéologiques, que la transgression des règles élémentaires de la méthode scientifique. Si la production d'une histoire sur commande au service du Parti n'est pas la plus facile à dénoncer au sein d'une discipline qui a officiellement adopté le marxisme en tant que méthodologie unique, les accusations de plagiat et de falsification des documents d'archives sont bien plus disqualifiantes. Elles pointent des contradictions majeures entre la prétention scientifique du WHP et toute la tradition positiviste héritée du 19e siècle, qui fonde l'identité professionnelle de la discipline. A travers ces accusations, les militants historiens du WHP sont donc symboliquement exclus de la communauté savante. Non pas au motif de leur idéologie, mais du fait de leur incompétence. Ces individus sont en effet les moins ajustés socialement à l'exercice de la profession de savant. Les « travailleurs scientifiques » du WHP se recrutent parmi les militants du PZPR et n'ont pas, à de rares exceptions près, de qualifications académiques, à l'image des dirigeants du Département. Nous avons déjà évoqué le cas de Tadeusz Daniszewski, directeur du WHP de 1948 à 1957 (puis de l'institution qui lui succède, le ZHP, jusqu'en 1968), qui n'a jamais passé de doctorat. Ses adjoints successifs présentent des profils similaires de militants communistes de la première heure, arrivés sur le tard dans le monde de la recherche en histoire : outre Józef Kowalski, un ancien propagandiste du PPR dont nous avons déjà évoqué le parcours, ont occupé cette

fonction Helena Kamińska et Henryka Cichocka. La première, née en 1905, milite dans le mouvement communiste dès 1922 et est emprisonnée à plusieurs reprises. Après un séjour de six années en URSS (1930-1936), elle rentre en Pologne pour travailler successivement comme ouvrière puis comme enseignante. Evacuée de Białystok pour l'URSS en 1941, elle revient à nouveau en Pologne en 1945 pour prendre la direction de l'école du Parti à Gdańsk, avant de diriger le Département de la propagande au niveau de la Voïvodie (région). Elle rejoint le WHP en 1949, qu'elle ne quittera qu'à sa retraite en 1968. La seconde, née en 1910, est également enseignante avant-guerre et rejoint le Parti communiste polonais (KPP) en 1937. Restée en Pologne sous occupation allemande, elle prend part à la résistance communiste organisée par le PPR (Parti ouvrier polonais). Après-guerre, elle se voit elle aussi confier des responsabilités au sein d'une école du Parti (à Łódź) avant de rejoindre le WHP en 1949, elle aussi jusqu'en 1968.

Ce sont donc les individus les plus étrangers au monde académique (leur formation supérieure se réduit le plus souvent à celle dispensée par le Parti) et les moins disposés à endosser le rôle de savants axiologiquement neutres qui sont mis au ban de la profession en 1956. Les accusations ne concernent pas que le WHP, mais aussi l'Institut des sciences sociales du PZPR (INS), dont le vice-recteur, Leon Grosfeld, par ailleurs également directeur-adjoint de l'IH PAN, est convaincu de plagiat. Cette accusation, portée à l'encontre d'un individu qui occupe alors des positions de pouvoir importantes au sein de la discipline, avait affleuré à l'occasion d'un conseil scientifique de l'IH PAN en novembre 1956 (sans que Grosfeld ne soit cité nommément), avant d'être précisée en décembre avec la publication dans la presse d'au moins deux articles relatant l'affaire[440]. L'un d'eux est publié sous pseudonyme dans le journal de l'Association des étudiants polonais (*Zrzeszenie Studentów Polskich*). Son auteur pourrait être, d'après T. Rutkowski, Andrzej Garlicki, qui vient alors d'achever ses études à l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie et entame un doctorat au sein du même Institut, sous la direction d'Henryk Jabłoński. Garlicki se trouve donc dans une situation assez similaire à celle, évoquée plus haut, de Jerzy Jedlicki lorsqu'il cherche à rendre publiques les falsifications qui émaillent les publications du WHP : tous deux sont alors de jeunes aspirants à une carrière d'historien professionnel et dénoncent les pratiques qui apparaissent les moins légitimes du point de vue d'un idéal d'autonomie de la science. Tous deux sont également membres du Parti. L'article attribué à Garlicki propose une dénonciation en règle et très informée des procédures de recrutement qui ont favorisé l'accès d' « intrus » tels que Grosfeld à des positions de pouvoir au sein de la discipline.

« Les carrières scientifiques fulgurantes peuvent avoir deux causes. Elles sont le résultat, soit de capacités ou de connaissances exceptionnelles, soit des faveurs et de la conjoncture. Afin de favoriser cette seconde éventualité, il existe un portillon spécial, la Commission centrale de qualification (CKK) […]. Dans le statut de la CKK il existe un paragraphe spécial sur la base duquel il est possible d'attribuer un titre scientifique pour services organisationnels. […]. Prenons le cas de l'un de ces "professeurs promus", le professeur d'histoire de l'université de Varsovie Leon Grosfeld. […] Jusqu'en 1950 il travaille pour le compte de l'armée […]. Il quitte l'armée, obtient un doctorat en droit et voilà que commence une carrière instantanée. En l'espace de deux ans il devient vice-directeur de l'Institut des sciences sociales [du PZPR] et vice-directeur de l'IH PAN (encore une fois par "promotion professorale"), c'est-à-dire un individu décidant pour une large part des travaux de deux institutions scientifiques d'importance. […] Si quelqu'un voulait trouver les sources des travaux du professeur Grosfeld, nous lui conseillerions de lire "Nowy Przegląd", l'organe théorique du KPP [Parti communiste polonais d'avant-guerre]. Car le professeur Grosfeld ne met habituellement pas de guillemets ni ne cite ses références, probablement par distraction du fait de son intense travail scientifique. »[441]

Sont ici énoncés l'ensemble des attributs qui contribuent à faire de Grosfeld un « intrus » au sein de la discipline : son doctorat en droit, ses positions de pouvoir dans la discipline acquises pour « services rendus » au Parti plutôt qu'en raison de son travail de chercheur, des travaux de recherche qui n'en sont pas puisqu'ils dérogent aux règles les plus élémentaires de la méthode scientifique. S'il n'est ni accusé de plagiat, ni contraint à la démission, T. Daniszewski doit endosser, en tant que directeur du WHP, la responsabilité des « falsifications » de sources dont son Département est accusé en 1956. Au cours d'un conseil de la chaire d'histoire de Pologne à l'Institut des sciences sociales (INS) du PZPR, il affirme son « accord complet » avec les critiques de la production du WHP émises par des historiens universitaires (Madajczyk et Kula), considérant qu'il existe « une réelle possibilité de trouver une langue commune »[442]. C'est la référence permanente au marxisme qui constitue cette « langue commune » et permet de remettre en cause la contrainte idéologique avec des arguments scientifiques et donc *a priori* non politiques. « Marxisme » ne s'entend cependant pas de la même manière selon que le terme est employé par un universitaire, qui le traduit en outil méthodologique, ou par un militant devant tout au Parti, qui y puise une ligne de conduite idéologique. Ainsi le directeur du WHP, défendant le bilan de l'institution qu'il incarne, considère-t-il que :

« Nous avons travaillé au nom du Parti, […] et cela se reflète dans notre travail éditorial, y compris dans la préparation des textes[443]*. […] Il y avait des preuves objectives, que personne ne peut contester. […] Je dois dire que ce que je fais, je le fais au nom du bien de la révolution, au nom du bien du Parti. […] [on] dit qu'à la tête du WHP se trouvent des gens sans formation d'historien – moi, je ne suis pas historien de formation – je n'ai pas honte d'avoir été exclu du collège en classe de 8*[e444]*, puis de l'université. J'ai un penchant pour l'histoire, je m'y intéressais déjà en 8*[e]*, dans un exposé sur la Commune de Paris, puis je l'ai enseignée à l'école du Parti à l'époque où celui-ci était illégal. »*[445]

---

[440] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 299−300.
[441] Cité d'après *Ibid.*, p. 300.
[442] Cité d'après *Ibid.*, p. 304.
[443] « Préparation » renvoie ici à la manipulation des documents d'archives.
[444] Équivalent de la classe de terminale en Pologne durant l'entre-deux guerre. Le collège forme alors les jeunes de 10 à 18 ans, avant qu'une réforme de 1932 ne crée le lycée pour les deux dernières classes.
[445] Cité d'après T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 304.

Se donne à lire ici le discours d'un oblat chez qui l'activité d'historien n'est pas dissociable d'un engagement militant remontant aux années de jeunesse et à l'entre-deux guerres. C'est là la spécificité, assumée, de l'histoire du mouvement ouvrier en Pologne populaire : elle est écrite par des militants, chez qui la profession et la croyance se superposent au point d'être confondues. Siewierski fait à ce sujet un parallèle intéressant avec l'histoire de l'Église (enseignée à l'époque à l'université catholique de Lublin), qui est le domaine réservé des prêtres[446]. Dans le cas du PZPR comme dans celui de l'Église, l'institution cherche à contrôler le récit de sa propre histoire en confiant sa production à des fidèles, plutôt qu'à des individus ou à des institutions autonomes.

La défense de ces militants historiens face aux accusations de falsification du récit historique, consistant à justifier les erreurs commises par la nécessité de vulgariser l'histoire du mouvement communiste, ne fait que renforcer leur disqualification au regard des critères de rigueur scientifique défendus par les universitaires. Plus que les individus, dans le cas du Département d'histoire du Parti (WHP) c'est le statut d'une institution spécifiquement en charge de produire une histoire sur commande politique qui est remis en cause. Les activités scientifiques du WHP, qui compte 139 employés en 1956, ont été systématiquement contraintes par des impératifs de propagande. La tâche d'écriture d'une histoire du communisme polonais à l'épreuve des faits s'est en effet révélée particulièrement difficile, les historiens au service du Parti ayant paradoxalement été parmi les plus censurés[447]. Le caractère hagiographique de la production du WHP se traduit d'ailleurs par l'abandon de la publication de travaux originaux à partir de 1953, au profit d'éditions de documents d'archives et de recueils de correspondance d'anciens militants révolutionnaires[448].

Le WHP est donc au cœur des tensions entre science et politique au sein de la discipline, tensions qui s'illustrent dans les prises de position d'historiens universitaires qui, dès le début des années 1950, proposent de remplacer le WHP par un Institut d'histoire du mouvement ouvrier, autonome du PZPR[449]. Au lieu de cela, le WHP demeure isolé du monde académique. Ses tâches consistent autant à diffuser un certain savoir qu'à user de son monopole sur la conservation des archives du mouvement communiste afin de restreindre l'accès aux documents prohibés, difficilement consultables par les chercheurs extérieurs au Département. Il exerce toutefois une influence certaine sur la production de l'histoire savante,

[446] T. Siewierski, « Partia Komunistyczna w Polsce », art cit.
[447] *Ibid.* Et T.P. Rutkowski, « Rola Wydziału Historii Partii KC PPR/PZPR w kształtowaniu polityki historycznej w Polsce (1946-1956) », art cit.
[448] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 333.
[449] Prises de positions publiées dans *Kwartalnik Historyczny* et évoquées in T.P. Rutkowski, « Rola Wydziału

puisque c'est à lui que revient la charge d'évaluer les publications concernant l'histoire du mouvement ouvrier et l'histoire contemporaine, mais aussi de conseiller les rédactions de revues, les maisons d'éditions et les chercheurs. Le WHP exerce donc un rôle de contrôle de la conformité idéologique de la production savante concernant l'histoire du mouvement communiste. De plus, il publie des travaux à prétention scientifique, dont la piètre qualité menace de discréditer l'ensemble de la discipline. La restauration de la « confiance des lecteurs » est le principal argument mobilisé par les critiques du WHP, y compris des universitaires membres du PZPR tels que C. Madajczyk. Czyżewski en conclut que le processus de déstalinisation a pris la forme, en histoire, d'une « mobilisation interne du milieu historien, dans le but de convaincre la société qu'en Pologne populaire, pouvaient être produits des travaux historiques libres de tout mensonge ou d'odieuse propagande.[450] »

Le WHP est dissout en janvier 1957 et immédiatement remplacé par un Atelier d'histoire du Parti (*Zakład Historii Partii*, ZHP). L'usage du mot « atelier », préféré au terme « département », vise à dissocier symboliquement le ZHP du PZPR, « *zakład* » étant un terme également utilisé pour désigner les unités de recherche des universités et de l'Académie des sciences. La volonté d'académiser le ZHP s'illustre également à travers la création d'un conseil scientifique de 21 membres, au sein duquel siègent, au côté des historiens *partyjni* habituels (Gąsiorowska, Daniszewski, Grosfeld, Jabłoński, Kormanowa, Kowalski) quelques universitaires (Madajczyk et Manteuffel)[451]. Le statut du ZHP indique par ailleurs qu'il s'agit d'une « institution scientifique dédiée à l'histoire du Parti et du mouvement ouvrier, en lien étroit avec l'histoire de la nation[452] ». Ces changements formels s'accompagnent d'un remaniement des effectifs, afin de « renforcer les cadres scientifiques » : une trentaine d'employés du WHP ne sont pas reconduits au ZHP, qui revendique 42 « employés diplômés du supérieur[453] » fin 1957. En fait, les vétérans du militantisme communiste sont remplacés par de jeunes diplômés des universités ou des écoles du Parti[454]. Des changements similaires s'observent au niveau de l'Institut des sciences sociales du Parti (ex-Institut de formation des cadres scientifiques), qui devient en 1957 l'École supérieure des sciences sociales (WSNS), toujours rattachée au PZPR. Là encore, le changement de dénomination s'accompagne du

---

Historii Partii KC PPR/PZPR w kształtowaniu polityki historycznej w Polsce (1946-1956) », art cit, p. 363−364.

[450] A. Czyżewski, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku*, *op. cit.*, p. 113.

[451] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 570.

[452] Władysław Góra, « Zakład Historii Partii przy KC PZPR » [L'atelier d'histoire du Parti du Comité central du PZPR], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1958, p. 33-37.

[453] *Ibid*.

[454] Pawel Korzec, « Etudes de l'historiographie de la Pologne populaire », *Revue de l'Est*, 1973, vol. 4, n° 3, p. 134−135.

limogeage d'une partie des employés. Ces derniers, comme ceux qui sont évincés du ZHP, se recyclent dans l'appareil du Parti ou dans l'administration des musées, plus rarement dans les universités. L'une des conséquences de ce processus de réorganisation des institutions scientifiques partisanes est ainsi d'exclure des emplois scientifiques ceux qui ne possédaient aucune qualification pour ce faire. Même si l'objectif affiché, à la création du ZHP, est de rapprocher cette institution de la recherche académique, elle reste durablement stigmatisée en tant qu'incarnation de la science partisane, et sa contribution à l'historiographie demeure marginale. Ceci est peut-être également dû au fait que les évolutions que connaît la discipline historique en Pologne ne sont pas également partagées dans l'ensemble des autres pays du bloc soviétique, notamment en URSS. Or, le ZHP entretien des liens étroits avec les instituts d'histoire des autres pays du bloc, notamment l'Institut Marx-Lénine et l'Institut de slavologie de Moscou[455]. Après 1956, le ZHP perd aussi son monopole sur l'écriture de l'histoire contemporaine, y compris pour l'histoire du mouvement ouvrier. Suite aux purges antisémites au sein du PZPR, qui conduisent au limogeage de sa direction (Daniszewski, Kowalski et Cichocka), le ZHP cesse de fait ses activités en 1968, avant d'être définitivement dissout en 1971. La partie scientifique de ses activités est alors rattachées à la WSNS, les archives aux Archives centrales du PZPR.

La focalisation de la critique sur le Département d'histoire du Parti et les historiens *partyjni* permet de réaffirmer la spécificité du travail scientifique : fidélité aux sources, traitement équilibré des données, neutralité de l'écriture, reconnaissance par les pairs. Ce qui revient à affirmer, en creux, la primauté du capital symbolique spécifique au champ académique sur le capital politique. L'identité de la discipline est ainsi réaffirmée autour du rapport aux sources et à l'empirie, qui doivent primer sur toute théorie posée a priori par le chercheur.

[455] *Ibid.*, p. 135.

I.2.E. Un marxisme au contenu imprécis pour un élargissement de l'espace du dicible :

Les discussions sur le marxisme qui agitent l'histoire au milieu des années 1950 ne proposent pas de définition concrète de ce qu'il faut entendre par « marxisme » ou « méthodologie marxiste » dans cette discipline. Il en ressort toutefois que divers éléments apparaissent comme relevant d'une orientation marxiste : la préférence pour la longue durée ; l'approche en termes d'histoire économique ou sociale, plutôt que d'histoire politique ou évènementielle ; la focalisation sur le rôle de la lutte des classes dans les processus historiques, avec un parti pris en faveur des « masses populaires » (ouvriers et surtout paysans) contre la bourgeoisie et la noblesse. La référence au marxisme constitue une sorte de passage obligé de tout discours « révisionniste » : la critique d'un Witold Kula se fait au nom du marxisme ; les auteurs (Serejski, Wereszycki) plaidant pour une forme de réhabilitation du rôle de la bourgeoisie polonaise dans les luttes d'indépendance du 19e siècle le font au nom de la contextualisation historique, présentée comme caractéristique du marxisme. Ainsi, « marxisme » devient en quelque sorte synonyme de « scientifique » ou de bonne méthodologie. Les références constantes au marxisme peuvent s'expliquer par la contrainte politique qui continue à s'exercer sur le travail des historiens, mais elles ne se réduisent pas à la simple expression de celle-ci. Il faut prendre au sérieux les déclarations d'historiens qui, comme Kula, voient dans la première décennie de la Pologne populaire une période de développement considérable de la recherche en histoire, dont le caractère scientifique est supposé avoir été renforcé par le paradigme marxiste. Ceci à une époque où le marxisme, et plus généralement les raisonnements de type structuraliste, connaissent un développement important dans les sciences sociales mondiales : outre le cas souvent cité des Annales, regardées comme un modèle par les médiévistes polonais, la rubrique consacrée à la vie scientifique étrangère de *Kwartalnik Historyczny* se fait l'écho, dans les années 1950 et 1960, des travaux « progressistes » des historiens allemands et britanniques.

Par ailleurs, compte tenu de la pluralité des usages du terme, qui fait l'objet d'appropriations différenciées, les discussions sur le marxisme portent pour l'essentiel sur le caractère erroné et dogmatique de son application en histoire au cours de la période stalinienne, sans jamais aborder les questions concrètes de méthode : comment mener des recherches sur la base du matérialisme historique ? Les prises de positions critiques se bornent à dénoncer l'idéologisation de la science, mais n'entrent jamais dans des considérations épistémologiques et méthodologiques. Intentionnellement ou non, l'évitement de ces

questions fait l'économie de la définition d'un cadre trop contraignant pour la recherche en histoire (comme ce fut le cas à Otwock), offrant ainsi la possibilité à des controverses d'émerger, tout en mettant à distance le contrôle politique sur la production historiographique, celle-ci se définissant très majoritairement comme marxiste. Pour autant, toutes les interprétations n'ont pas une force équivalente : en dernier ressort, c'est toujours l'élite de la discipline, au niveau de la direction de l'IH PAN et de la revue *Kwartalnik Historyczny*, qui est en capacité de parler en son nom et de consacrer certaines prises de positions. Ce qui atteste de l'autonomie relative de la discipline, au sein de laquelle la définition de la bonne histoire marxiste est un enjeu de lutte interne.

Parallèlement, l'érection de l'empirie en critère de scientificité permet de disqualifier les activités les plus hétéronomes, comme celles du Département d'histoire du Parti, qui consistent à mettre la science historique au service de la propagande du PZPR. Les tenants de l'autonomie, tout en revendiquant leur orientation marxiste, entendent soumettre le cadre théorique hégémonique à l'épreuve des sources. Ils plaident en quelque sorte pour un usage raisonné et scientifique du marxisme. L'autonomie passe également par des revendications de nature organisationnelle, à même de réduire l'ingérence du politique dans le fonctionnement de la discipline (décentralisation relative, affaiblissement des institutions scientifiques partisanes au profit des universités, réactivation des sociétés savantes). Rafał Stobiecki considère ainsi que 1956 s'apparente à un « pacte de non-agression » entre le PZPR et les milieux scientifiques[456]. Ce faisant, il n'y a pas de remise en cause directe de la contrainte politique externe, mais plutôt retraduction (réfraction) dans la logique propre à cet espace de production savante : une histoire marxiste, certes, mais faite par des historiens (disposant d'une formation scientifique) et selon des méthodes réputées garantir la validité scientifique des travaux.

Ce n’est donc pas l’application ou le refus d’application du marxisme à la recherche historique qui fait débat en 1956, mais plutôt ses usages scientifiques, ainsi que la qualité et le style du débat scientifique. Définir l'histoire comme une science basée sur l’empirie est aussi un moyen de la rendre moins sensible aux pressions politiques : à partir du moment où les sources archivistiques sont érigées en point de départ de la recherche et que la profession se refuse à les manipuler ou à les travestir afin de les faire entrer en concordance avec une théorie ou une idéologie posées *a priori*, tout travail empirique peut faire l’objet d’interprétations divergentes, qui peuvent dépendre des différents systèmes de valeurs ou conceptions du monde des auteurs, et de discussions, mais pas être rejeté du côté de la non-

science. S'ouvre ainsi un nouveau champ des possibles : un travail basé sur des sources ne peut pas être « erroné » en soit et est justiciable d'interprétations divergentes.

La clé de lecture adoptée, en termes d'autonomie et d'hétéronomie, permet de décaler le regard sur les transformations de la discipline autour de 1956, en sortant d'une lecture purement politique des évènements pour montrer comment les considérations politiques entrent en résonance avec les enjeux spécifiques à une discipline académique. La nouvelle configuration politique ouverte en Pologne en 1956 profite à l'ensemble des sciences humaines et sociales, notamment à la philosophie[457] et à la sociologie, qui renaît officiellement (l'Association polonaise de sociologie est créée en 1957)[458]. Cependant, de nombreux aspects de l'histoire contemporaine restent tabous (les « taches blanches ») et une forme d'autocensure persiste après 1956, ainsi que l'écrit Daniel Beauvois dans un article de synthèse :

« Certes, l'ère de la terreur et de l'amnésie était terminée, on respirait plus librement, les revues historiques étrangères reparaissaient dans les bibliothèques, la participation à des colloques à l'étranger redevenait possible pour quelques privilégiés, les revues – françaises ou autres – découvraient des articles écrits par des Polonais, des historiens étrangers étaient invités en petit nombre. Des travaux inimaginables précédemment furent publiés après 1956, mais jamais la hardiesse n'atteignit celle du roman, du journalisme, de la poésie. De toute évidence les historiens pratiquaient l'autocensure, sachant qu'aucune des structures mises en place en 1953 n'était supprimée, même si les hommes leur donnaient une hypothétique souplesse. Aucun historien franc-tireur n'était encore concevable. Toute recherche devait être définie et acceptée dans des instances professionnelles où les mentors restaient tout puissants, depuis le très haut "Comité des Sciences Historiques", la "Cellule Didactique du Ministère de l'Éducation Nationale", la "Cellule des Historiens du Parti", le "Conseil Scientifique de l'Institut d'Histoire de l'Académie", les rédactions de revues, jusqu'aux conseils de direction des archives qui, tous, jouaient un rôle de filtre et exerçaient une sévère dissuasion. Tant et si bien que les besoins restaient largement refoulés.[459] »

Toutefois, si les effets du « tournant » de 1956 sont relatifs du point de vue du contenu de la production historiographique et des interprétations en vigueur, ils apparaissent bien plus concrets au niveau de l'occupation des positions de pouvoir au sein de la discipline.

---

[456] R. Stobiecki, *Historiografia PRL*, *op. cit.*, p. 140.
[457] F. Matonti, « Kołakowski le Polonais, au miroir français. Dialogue avec Krzysztof Pomian », art cit.
[458] Georges Mink a montré que dans le cas de la sociologie également, la mise à l'épreuve du dogme marxiste sur le terrain empirique a permis l'affirmation d'une relative autonomie scientifique. Cf. Georges Mink, « Approches de la structure sociale en Pologne : du dogme unique au pluralisme d'écoles », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1982, vol. 13, n° 4, p. 129−155. Sur les développements de la sociologie au sein du monde académique en Pologne populaire, cf. J. Bielecka-Prus, « The Social Roles of Polish Sociologists after 1945 », art cit.
[459] D. Beauvois, « Être historien en Pologne », art cit, p. 372.

Section 2. La redistribution des postes et des places au sein de la discipline :

Les conséquences du « tournant » de 1956 se donnent à voir dans l'éviction des historiens *partyjni* des positions de pouvoir au sein de la discipline. Mesurée au niveau de l'Académie des sciences et des universités, cette éviction traduit la dévaluation des ressources hétéronomes. Même si des historiens *partyjni* sont toujours présents au sein des principaux conseils et comités, leur influence est considérablement réduite après 1956, par comparaison avec la configuration stalinienne du début des années 1950, où ils jouaient un rôle central dans l'animation de la discipline. Trois points permettront de mettre en évidence cette perte d'influence : la marginalisation des historiens *partyjni* au niveau de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) (II.1) ; la reprise en main de l'Association polonaise d'histoire (PTH) par des universitaires non membres du PZPR et le renforcement de son rôle dans la vie de la discipline (II.2) ; la réorganisation des universités et le repli des historiens *partyjni* sur les chaires d'histoire contemporaine (II.3).

II.1. L'éviction des historiens *partyjni* de la direction de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences :

Après 1956, les places sont redistribuées au sein de la discipline. L'autonomie accrue de l'histoire savante se traduit par la marginalisation des historiens *partyjni*, tant au niveau de la direction de l'Institut d'histoire de l'Académie que du comité de rédaction de *Kwartalnik Historyczny*.

II.1.A. Un conseil scientifique moins partisan :

En février 1956, le secrétariat scientifique du Présidium de l'Académie des sciences nomme le nouveau conseil scientifique de l'Institut d'histoire (IH PAN), après que les membres du précédent conseil, nommés en 1953, soient arrivés au terme de leur mandat de trois ans. Ce processus de désignation centralisé permet au Département de la science (*Wydział Nauki i Oświaty*, WNiO) du PZPR de contrôler les nominations. En conséquence, la composition de ce nouveau conseil diffère très peu du précédent[460]. Les quelques nouveaux

[460] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 559.

entrants (Stanisław Kalabiński, Bronisław Krauze, Czesław Madajczyk) sont tous membres du PZPR de la première heure, ce qui leur a valu des carrières académiques rapides : Kalabiński et Madajczyk, respectivement spécialistes d'histoire du mouvement ouvrier et d'histoire contemporaine, sont nommés à l'IH PAN immédiatement après leur doctorat. Krauze est un militant du Parti communiste polonais des années 1920 (KPP) : formé en partie en URSS, il est passé par toutes les institutions scientifiques rattachées au PZPR. Madajczyk appartient à la nouvelle génération d'historiens formés en Pologne populaire au sein de l'Institut des sciences sociales du PZPR, école des cadres scientifiques marxistes, où il a obtenu en 1954 son doctorat sous la direction de Leon Grosfeld.

Le changement de configuration politique à la fin de l'année 1956 modifie considérablement la donne. Mis sous pression après la fronde au sein de la discipline, le secrétariat scientifique de l'Académie donne son accord à une modification de la procédure de désignation des membres du conseil scientifique de l'Institut d'histoire[461]. Les candidats à cette fonction doivent désormais être élus par les « travailleurs scientifiques autonomes[462] » de l'Institut, et non plus nommés par le Présidium de l'Académie et les ministères compétents (Éducation, Enseignement supérieur, Culture, Défense), sous les auspices du Département de la science du Parti, particulièrement attentif à ces nominations. Cette modification du processus de désignation du conseil scientifique de l'IH PAN apparaît donc comme une victoire des tenants de l'autonomie de la discipline, puisqu'elle contribue à réduire l'influence du Parti sur ce processus[463]. Le conseil ainsi élu le 27 février 1957 est révélateur du nouveau rapport de forces qui s'instaure au sein de la discipline.

[461] *Ibid.*
[462] C'est-à-dire titulaires de l'habilitation et/ou professeurs.
[463] La loi sur l'enseignement supérieur du 5 novembre 1958 consacre le retour aux élections libres pour les conseils de facultés et les sénats des universités.

Tableau 13. Comparaison des deux premiers conseils scientifiques de l'IH PAN

Epoque études	RN IH PAN 1953-1956[464]	RN IH PAN 1957
Études entre-deux guerres	28	21
Pas d'études	2	0
Études PRL	0	2
Titulaires du doctorat	25	21
Moment doctorat		
Doctorat entre-deux guerres	21	14
Doctorat PRL	4	7
Pas de doctorat	5	2
Acquisition d'une position d'universitaire après-guerre		
devient historien après-guerre	13	13
non (déjà acquis avant)	15	9
non (non universitaire)	2	1
Position avant-guerre		
Historien universitaire	15	9
Historien non-universitaire	7	4
Militant	6	3
Autre	2	7
Lieu de travail en 1956		
Parti	3	2
Université	12	12
Université de Varsovie	14	6
Autre	1	3
IH PAN en 1956	21	16
Membre du PZPR	14	12
Responsabilités politiques ou partisanes (PZPR)	9	4
Militantisme entre-deux guerres		
Communiste	10	5
Nationaliste	1	0
Socialiste	2	1
Aucun	17	17
En URSS pendant la guerre	10	5
TOTAL	**30**	**23**

Source : Élaboration personnelle à partir de notices biographiques issues de sources diverses : T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.* ; Magdalena Bajer, *Rody uczone : kreski do szkicu*, Varsovie, Fundacja na Rzecz Nauki Polskiej, 2013 ; Encyclopédie des éditions scientifiques d'État (PWN), en ligne ; Enclyclopédie *Wikipedia*, en ligne.
Lecture : RN IH PAN = Conseil scientifique de l'IH PAN ; IH PAN = Institut d'histoire de l'Académie des sciences ; PZPR = Parti ouvrier unifié de Pologne.

Bien que les différences entre les deux conseils scientifiques ne sautent pas aux yeux quantitativement (cf. tableau 13), la principale observation est l'éviction des historiens partyjni dont les noms sont étroitement associés à l'idéologisation de la discipline à l'époque stalinienne (Żanna Kormanowa, Tadeusz Daniszewski, Stanisław Arnold, Leon Grosfeld,

[464] Les membres du conseil nommés en février 1956 ne sont pas pris en compte.

Henryk Jabłoński), ainsi que celle des individus ne possédant pas de qualifications universitaires (outre Daniszewski déjà cité, Franciszek Fiedler et Roman Werfel). Restent en place, du côté des historiens membres du PZPR, ceux qui possèdent les ressources académiques adéquates (tous les membres du conseil scientifique élu en 1957 sont professeurs) et ne faisaient pas partie des plus « dogmatiques » (Ewa Maleczyńska, Bogusław Leśnodorski, Juliusz Bardach, Natalia Gąsiorowska)[465]. Seule Celina Bobińska, présente dans les deux conseils, fait exception. Mais elle est alors relativement isolée à l'université Jagellon de Cracovie. En somme, les plus militants ont été évincés : les profils d'outsiders au monde académique, militants communistes de longue date passés par l'URSS et dirigés sur le « front scientifique » après-guerre alors qu'ils ne pouvaient se prévaloir d'une formation universitaire en histoire, à l'image de Grosfeld ou Daniszewski, ont quasiment disparu[466].

Si la composition des deux premiers conseils scientifiques de l'IH PAN n'apparaît pas radicalement clivée, le tableau permet néanmoins d'identifier des tendances, comme l'éviction des profils les moins académiques (seulement deux membres du conseil élu en 1957 ne sont pas titulaires du doctorat). Si la part de membres du PZPR demeure stable (environ la moitié), le nombre de ceux qui ont exercé des responsabilités partisanes (indicateur de l'intensité de l'engagement militant et de carrières moins exclusivement académiques) est divisé par deux. Tout comme le nombre de militants communistes de la Seconde République. Se donne aussi à voir un rééquilibrage capitale/province au profit de la province, avec une majorité du conseil scientifique de 1957 issue d'universités autres que celle de Varsovie. Ce rééquilibrage traduit la prise en compte des critiques émises en 1956 sur la trop forte centralisation de la recherche en histoire et la volonté d'y associer plus étroitement les universités[467]. Enfin, il faut noter la progression des individus formés en Pologne populaire, nouveaux venus dans la discipline. Le conseil scientifique élu en 1957 est ainsi majoritairement composé d'individus devenus historiens après la Seconde Guerre mondiale, même si leur nombre reste inchangé par rapport au précédent conseil.

En termes d'intérêts de recherche, le nouveau conseil élu en 1957 est, comme le précédent, dominé par des spécialistes d'histoire économique, sociale ou culturelle, qui comptent pour la moitié des membres. L'histoire politique et militaire apparaît en recul : si en 1953, treize membres du conseil sont spécialisés sur ces thématiques, ils ne sont plus que neuf

[465] Notons cependant qu'eux aussi ont perdu du crédit après 1956, puisque Leśnodorski démissionne un peu plus tard de ses fonctions de rédacteur en chef de *Kwartalnik Historyczny* et Gąsiorowska perd la présidence de l'Association historique polonaise lors du congrès d'octobre 1956 (voir infra).
[466] La seule exception est celle de Stanisław Okęcki, qui est militaire et rattaché au Bureau historique de l'armée.
[467] L'idée d'intégrer davantage de représentants des universités au conseil scientifique avait été évoquée à

en 1957. L'évolution est plus nette au niveau des périodes étudiées, avec un net recul des médiévistes. Ces derniers passent de treize à sept, soit de la moitié du conseil nommé en 1953 au tiers de celui élu en 1957. Ce recul profite aux modernistes, mais pas aux spécialistes d'histoire du 20e siècle. L'élection au conseil scientifique de l'Institut d'histoire de Mieczysław Żywczyński, membre du clergé catholique et directeur de la chaire d'histoire de l'Église à l'Université catholique de Lublin, est un autre signe d'affranchissement vis-à-vis de la contrainte politique.

La modification de la composition du conseil scientifique de l'IH PAN en 1957 peut également être appréciée au prisme de la grille de lecture opposant les « dogmatiques » aux « révisionnistes », dans la mesure où nombre des protagonistes des débats de 1956 ont siégé au conseil scientifique. De ce point de vue, l'affaiblissement des « dogmatiques » apparaît clairement : alors qu'ils comptaient pour environ un tiers du conseil entre 1953 et 1956 (à peu près autant que les « révisionnistes »), ils ne pèsent plus qu'un petit cinquième du conseil élu en 1957, contre plus du double pour les « révisionnistes ». Le renouvellement du conseil scientifique de l'IH PAN au début de l'année 1957 illustre donc concrètement les conséquences du « tournant d'octobre » dans la discipline, avec l'éviction, incomplète mais significative, des profils les plus partisans au bénéfice des profils plus académiques. Et ce en dépit du fait que la part de membres du PZPR reste élevée au sein de cette instance, sans commune mesure avec l'implantation réelle du Parti au sein de la profession. En fait, le PZPR est bien mieux implanté au sein de l'IH PAN que dans le reste de la discipline : il compte, en 1960, 40 membres sur les 149 travailleurs scientifiques de l'Institut, soit 27 % (principalement des assistants et des *adiunkt*, très peu de professeurs). Un taux semblable à celui estimé au sein des universités (25 % en 1961[468]). Cependant, la différence se fait au niveau de l'occupation des postes de responsabilité : si les membres du PZPR restent en bonne place dans l'organigramme de l'IH PAN, il n'en est pas de même ailleurs. Henryk Jabłoński déplore ainsi au début de l'année 1960 que : « sur 82 institutions scientifiques, nous [le PZPR] avons 11 directeurs scientifiques et 14 membres de direction. C'est peu.[469] » La répartition par sous-discipline des historiens encartés donne à voir des disparités fortes : en 1963, le PZPR estime que 4,9 % des médiévistes sont membres du Parti, contre 50,5 % des historiens du 20e siècle et du mouvement ouvrier[470].

---

l'occasion du conseil scientifique du 15 décembre 1956, cf. *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1957, p. 211-215.

[468] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 385.

[469] Cité in *Ibid.*, p. 382.

[470] Tadeusz Paweł Rutkowski, « Władze PRL i historycy. Okres gomułkowski (1956-1970) », *Biuletyn IPN*, 2008, no 86, p. 98.

II.1.B. La mainmise de la direction de l'Institut d'histoire sur *Kwartalnik Historyczny* :

Au sein de l'Institut d'histoire, les changements ne s'observent pas seulement au niveau de la direction, mais concernent aussi la rédaction *Kwartalnik Historyczny*, ce qui ne doit pas étonner compte tenu du rôle d'organe officiel de la discipline conféré à la revue dès son rattachement à l'Institut en 1953. Le comité de rédaction de la revue, alors composé de cinq membres (outre Leśnodorski, Aleksander Gieysztor, Leon Grosfeld, Witold Kula, Janna Żurawicka), annonce sa démission dans une courte note du premier numéro de l'année 1957. Cette décision est présentée comme une conséquence des changements opérés au sein de l'Institut depuis le conseil scientifique de juin 1956[471]. Au cours de celui-ci, il avait notamment été question d'intégrer Stanisław Herbst, le nouveau président de l'Association historique polonaise, élu en 1956 (cf. 1.2.B), au comité de rédaction. B. Leśnodorski présente la démission du comité de rédaction devant le conseil scientifique de l'IH PAN à l'occasion du conseil de décembre 1956. Il se livre à cette occasion à une autocritique du fonctionnement de la revue au cours de la période stalinienne[472]. La démission du comité de rédaction « est liée au besoin de changement qui devrait avoir lieu au sein de *Kwartalnik Historyczny* en tant qu'organe principal des historiens polonais, ainsi qu'au besoin pour la rédaction de s'en remettre à l'avis de l'opinion publique la plus large ». Elle est présentée comme une conséquence directe du désaveu dont fait l'objet la politique d'idéologisation de la discipline, à laquelle la revue a largement contribué. Leśnodorski admet d'ailleurs que certains sujets sont restés tabous ou ont fait l'objet d'un traitement discutable sur le plan scientifique, dans les pages de la revue. Il souligne aussi que les faiblesses de la revue sautent aux yeux « dans les conditions d'une liberté grandissante aujourd'hui », traduisant bien la perception du changement qu'ont alors les acteurs centraux de la discipline. Pour ceux d'entre eux qui, de par leurs responsabilités institutionnelles, sont acteurs des transformations en cours dans une conjoncture incertaine, il s'agit aussi vraisemblablement de jouer des « coups » qui leur permettent à la fois de mettre en avant leurs conceptions de la science (en faveur d'une plus grande autonomie) et d'apparaître en phase avec les résultats anticipés de ces transformations, afin de préserver leurs positions de pouvoir au sein de la discipline[473].

---

[471] *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1957, p. 183-184.

[472] Cette autocritique et la discussion qui s'en est suivie lors du conseil scientifique du 15 décembre 1956 a fait l'objet d'un compte-rendu dans *Kwartalnik Historyczny*, cf. « O dalszy rozwój Kwartalnika Historycznego » [Sur le développement futur de *Kwartalnik Historyczny*], n° 2, 1957, p. 215-218.

[473] Cf. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009. En particulier « Mobilisations et coups », p. 11-20.

La prise de conscience de ce changement de configuration se donne à voir de manière éclatante en comparant les propos tenus par le rédacteur en chef de *Kwartalnik Historyczny* en 1957 à ceux qu'il tenait deux ans plus tôt, lorsqu'il vantait le bilan de dix années d'historiographie marxiste[474] (cf. 1.1.C). En 1957, Leśnodorski reprend l'essentiel du discours critique exprimé par Witold Kula : la revue a accueilli dans ses pages des textes qui ont été considérés à tort comme « la ligne du marxisme, la ligne du Parti » (où marxisme et PZPR ne font plus qu'un), présentant à ses lecteurs, dans ses articles introductifs, des « déclarations pathétiques », souvent « simplifiées et confuses » ; certaines interventions sont par ailleurs jugées d'une « faible valeur scientifique », notamment du point de vue de l'usage des sources. S'il reconnaît que la faute en incombe avant tout à la rédaction de la revue, Leśnodorski mentionne également d'autres facteurs, qui donnent une idée plus précise des conditions concrètes de fonctionnement de la discipline au début des années 1950, comme la difficulté à trouver des collègues prêts à contribuer à la rubrique « discussions et polémiques », ou la réticence de certains à rendre publiques leurs éventuelles critiques à travers les recensions. Un exemple d'une telle autocensure, mentionné par Leśnodorski mais également dans la discussion du conseil scientifique de l'IH PAN de juin 1956, est l'absence de recension de l'ouvrage d'Adam Schaff consacré à la méthodologie marxiste en histoire[475]. Cet ouvrage, dont l'objectif était de proposer une unification idéologique des sciences sociales, rédigé par un philosophe alors considéré comme l'idéologue principal du PZPR, est soigneusement ignoré par les historiens qui craignent de s'en prendre à une figure aussi influente[476]. Leśnodorski insiste également sur les dysfonctionnements du comité de rédaction (réunions à un rythme irrégulier, faible activité de certains membres), ce qui permet de rappeler que depuis sa recréation après-guerre et son rattachement à l'IH PAN en 1953, le fonctionnement de la revue a été erratique, tant sur la forme, dans le choix des rubriques, que sur le fond, le contenu d'une histoire marxiste n'étant jamais clairement défini. Le positionnement de la revue vis-à-vis du PZPR au cours de la première décennie de la Pologne populaire apparaît quant à lui ambigu et changeant, alternant la publication d'articles hagiographiques sur l'apport de Staline à l'historiographie, avec celle de textes s'émancipant de la fonction

[474] Bogusław Leśnodorski, « Nauka historii w pierwszym dziesięcioleciu Polski Ludowej. Główne kierunki badań », art. cit.

[475] Adam Schaff, *Obiektywny charakter historii. Z zagadnień marksistowskiej metodologii historiografii*, [Le caractère objectif de l'histoire. La méthodologie marxiste en histoire], Varsovie, Panstwowe Wydawnictwo Naukowe, 1955.

[476] Voir à ce sujet T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 249‑ 250. L'ouvrage de Schaff a obtenu un très faible écho, une seule recension paraissant dans la revue philosophique *Myśl Filozoficzna* (n° 4, 1956). Le fait que sa publication ait coïncidé avec la déstalinisation a sans doute contribué à cette réception timide de l'ouvrage.

idéologique dévolue à la revue. Nul doute que de ce fait, le comité de rédaction de la revue ait été le lieu de polémiques feutrées[477].

La discussion ayant suivi cet exposé du rédacteur en chef de *Kwartalnik Historyczny* devant le conseil scientifique de l'Institut d'histoire donne à voir comment s'envisage alors la traduction concrète, au niveau de la revue, des revendications autonomistes exprimées en juin. Concernant le contenu de la revue, Stanisław Herbst, qui fait partie des universitaires « révisionnistes » dont l'influence apparaît renforcée à partir de 1956, souhaite élargir la chronique scientifique de la revue aux activités des universités et des autres revues historiques. Il critique particulièrement la rubrique recensions, jugée trop incomplète. Stanisław Arnold se prononce en faveur d'une rationalisation de la taille des articles publiés, certains ayant allègrement dépassé les quarante pages (en particulier les articles-manifestes consacrés à l'histoire du mouvement ouvrier au 19e siècle, rédigés par Celina Bobińska et Żanna Kormanowa). Les questions plus institutionnelles sont abordées par Juliusz Bardach, qui formule plusieurs propositions qui seront appliquées au nouveau comité de rédaction dès 1957 : incompatibilité entre les fonctions de rédacteur en chef de la revue et de membre de la direction exécutive de l'Institut d'histoire (mesure qui cible très précisément B. Leśnodorski, qui cumule les deux fonctions depuis 1953) ; concordance entre le mandat de membre du conseil scientifique de l'Institut d'histoire et celui de membre du comité de rédaction de la revue (ce qui peut sembler contradictoire avec la revendication de décentralisation d'une discipline dont l'élite est alors jugée trop varsovienne) ; liquidation du « conseil de rédaction » de la revue, qui se superposait alors au comité de rédaction et était chargé de la supervision de son orientation scientifique[478]. A l'issue du conseil scientifique de l'IH PAN de décembre 1956, six mois après l'exposé critique de Witold Kula prononcé dans la même arène, la décision de remanier l'organisation de la revue (dans un sens qui ne peut qu'être défavorable à l'influence des historiens *partyjni* sur cette dernière, même si le problème n'est jamais posé dans ces termes) est prise. Il faut toutefois signaler que dans toutes ces discussions, il n'est question que des affaires internes à la discipline (organisation de la revue, procédures de nomination aux postes clés, définition des critères de scientificité). Le lien entre la situation de l'histoire et celle d'autres disciplines partageant des contraintes similaires (en particulier la philosophie) est rarement établi. Il n'est pas (encore) question non plus d'étendre la critique de

[477] Cf. Wojciech KRIEGSEISEN, « "Kwartalnik Historyczny" – An outline of its history » : http://www.semper.pl/kwartalnik_historyczny/index.php?option=com_content&view=article&id=56:kwartalnik-historyczny-an-outline-of-its-history-&catid=2:niezmienialne.

[478] En 1956, ce conseil de rédaction était composé de Stanisław Arnold, Juliusz Bardach, Bronisław Biliński, Iza Bieżunska-Małowist, Rafał Gerber, Konstanty Grzybowski, Henryk Jabłoński, Gerard Labuda, Kazimierz

la politique du PZPR à d'autres sphères de la société que le monde scientifique. Si elle est favorable à une relative autonomisation de la discipline, la conjoncture de 1956 ne constitue pas un moment d'engagement politique de certains historiens contre le pouvoir politique en place.

Le nouveau comité de rédaction de la revue se met en place au cours de l'année 1957. Leśnodorski en demeure le rédacteur en chef (il le restera jusqu'en 1974), mais démissionne de son poste de vice-président de l'Institut d'histoire, en accord avec les critiques qui avaient été émises au sujet de la trop forte centralisation de la discipline. Conformément au souhait de J. Bardach, le conseil de rédaction est supprimé. Sur les dix membres qu'il comptait en 1956, seuls trois intègrent le comité de rédaction renouvelé. Il s'agit de Bardach, Labuda et Lepszy, trois universitaires. S'y ajoutent Herbst (coopté dès le conseil scientifique de l'IH PAN de décembre 1956), Gieysztor, Kula et Leśnodorski (qui en étaient déjà membres auparavant) et sept nouveaux membres[479]. L'effectif passe donc de cinq à quatorze membres. A l'exception de Altman (directeur des archives d'État), Gierowski (en poste à l'université de Wrocław) et Wilder (à l'Institut d'histoire de l'Académie), tous sont professeurs (Gierowski le deviendra en 1958). Tous sont également membres du conseil scientifique de l'IH PAN, à l'exception de Gierowski et Łepkowski, qui sont cependant rattachés à l'Institut d'histoire en tant que chercheurs, le second dirigeant d'ailleurs la cellule du Parti à l'Institut.

Par rapport à la situation antérieure, ont quitté le comité ou le conseil de rédaction les individus les plus proches du PZPR : Grosfeld, Żurawicka (qui avait notamment participé, avec Kormanowa, à l'élaboration pour le compte du ministère de l'Éducation d'enseignements idéologiques à destination des « historiens progressistes »[480]), Arnold, Gerber (ancien vice-recteur de l'université de Varsovie), Grzybowski (à la tête de la chaire de droit politique à l'université de Cracovie) et surtout Jabłoński, membre du Comité central du Parti. Du côté des arrivées, les profils sont bien plus académiques, si l'on excepte celui du directeur des archives d'État, Henryk Altman, par ailleurs membre du Parti. Entrent surtout des universitaires aux prises de positions « révisionnistes » (Herbst, Labuda, Lepszy, Małowist, Piwarski, Serejski). Bien qu'un tiers environ de ses membres soient membres du PZPR (Bardach, Piwarski, Łepkowski, Leśnodorski, Altman), les profils les moins universitaires ont bel et bien disparu

---

Lepszy, Henryk Zieliński.

[479] Henryk Altman, Józef Gierowski Marian Małowist, Kazimierz Piwarski, Marian H. Serejski, Jan Antoni Wilder, Tadeusz Łepkowski.

[480] Piotr Hübner, « Przebudowa nauk historycznych w Polsce, 1947-1953 », *Przegląd Historyczny*, 1987, n° 78, p. 452.

du comité de rédaction de la revue, contribuant à la marginalisation des historiens *partyjni* au niveau des positions de pouvoir académique.

Sa direction sensiblement remaniée, *Kwartalnik Historyczny* demeure avant tout la revue de l'Institut d'histoire après 1956. La quasi-totalité des membres de son comité de rédaction est employée par l'Institut. Seuls quatre membres du comité enseignent également en-dehors de Varsovie : à Cracovie (Lepszy et Piwarski), Poznań (Labuda) et Wrocław (Gierowski). Par conséquent, il serait exagéré de dire que 1956 marque la fin de la centralisation de la discipline, le rôle directeur de l'IH PAN n'étant pas fondamentalement remis en cause, comme en atteste la poursuite du grand projet d'une synthèse de l'histoire de Pologne en plusieurs tomes, qui demeure l'entreprise majeure de l'Institut tout au long de l'existence de la Pologne populaire. Une telle concentration des ressources (notamment financières) relève aussi de logiques internes à l'espace académique : pour l'élite universitaire varsovienne, renoncer complètement à cette concentration des ressources signifie également renoncer aux profits symboliques qui y sont associés : détention du monopole de l'autorité scientifique, pouvoir sur les orientations de la recherche et les publications.

Le principal changement concerne donc, au niveau de la direction de l'Institut, l'éviction des historiens *partyjni* et des profils les plus hétéronomes au bénéfice des profils plus exclusivement académiques. Les universitaires « révisionnistes » apparaissent ainsi renforcés au niveau d'un Institut d'histoire de l'Académie des sciences qui continue à jouer un rôle directeur dans l'orientation des recherches historiques. Il emploie alors une centaine d'historiens, en dehors des doctorants, pratiquement tous employés simultanément dans les universités et écoles supérieures. Si les autres revues historiques ne sont pas mentionnées ici, c'est qu'elles ne jouent pas le même rôle dans la vie de la discipline que *Kwartalnik Historyczny*, qui constitue le véritable organe de référence et dont les activités ne se limitent pas à la diffusion des résultats de la recherche, mais comprennent l'animation du débat académique sur l'ensemble des questions touchant à la recherche et à l'enseignement de l'histoire. Des changements similaires s'observent cependant dans d'autres comités de rédaction, par exemple pour la revue *Przegląd Historyczny*, seconde revue généraliste éditée conjointement par l'Association des amateurs d'histoire de Varsovie (*Towarzystwo Miłośników Historii w Warszawie*) et l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie, avec le soutien de l'Association historique polonaise (PTH). En 1957, Stanisław Herbst et Stefan Kieniewicz intègrent son comité de rédaction, tandis que Bogusław Leśnodorski le quitte. Le fait que ce dernier cumulait jusqu'alors des responsabilités éditoriales au sein des deux revues généralistes de la discipline avec la fonction de vice-directeur de l'IH PAN est d'ailleurs

révélateur de la concentration des responsabilités académiques entre les mains de quelques-uns à l'époque stalinienne.

II.2. L'affirmation de l'autonomie de la discipline : les congrès de l'Association historique polonaise

Parallèlement à leur éviction de la direction de l'IH PAN, les historiens *partyjni* perdent également de l'influence au sein de l'Association historique polonaise (PTH). Celle-ci organise pour ses 70 ans un « congrès du jubilée » à Varsovie, au mois d'octobre 1956. Le congrès a donc lieu en pleine déstalinisation et est concomitant du 8e plénum du Comité central du PZPR, à l'issue duquel Władysław Gomułka est élu 1er secrétaire du PZPR. Ce congrès est l'occasion de renouveler la direction de l'association, là encore au profit des individus apparaissant les plus autonomes du Parti. Dans un contexte de dénonciation de la trop forte centralisation de la politique scientifique et de réactivation des sociétés savantes, marginalisées au cours de la période stalinienne, la PTH cesse d'être un satellite du Parti et renforce ses activités. Il s'agit pour l'association de contribuer à la revitalisation de la discipline en province, au rapprochement entre universitaires et enseignants, ainsi qu'au développement de l'histoire régionale et locale. Peu de temps après, à l'occasion du congrès ordinaire de l'association à Cracovie en 1958 (le second organisé en Pologne populaire après celui de Wroclaw en 1948), Tadeusz Manteuffel se livre dans son discours inaugural à une critique ouverte des historiens *partyjni* et de leur rôle dans l'idéologisation de la discipline au cours de la période stalinienne, tranchant en cela avec les critiques exprimées jusqu'alors, qui avaient évité les mises en cause personnelles. Surtout, cette disqualification des historiens *partyjni* s'exprime à cette occasion face à une audience qui dépasse le cercle restreint du monde académique et de son microcosme varsovien.

Au niveau de la PTH, le tournant de 1956 apparaît d'autant plus éclatant que les activités de l'association, depuis le début des années 1950, avait essentiellement consisté à s'associer à la politique historique du Parti, notamment via l'organisation de conférences. T. Rutkowski considère à ce sujet que Manteuffel, président de l'association de 1950 à 1953, avant de prendre la direction de l'Institut d'histoire de l'Académie (IH PAN) a volontairement orienté l'association dans la voie d'une coopération étroite avec le pouvoir, afin que celui-ci lui accorde en retour une plus grande marge de manœuvre dans le recrutement des cadres et

l'organisation de la discipline, au moment de la création de l'IH PAN[481]. Cette hypothèse, quoique difficilement vérifiable, va dans le sens de notre démonstration du premier chapitre au sujet des attitudes des historiens vis-à-vis de l'idéologisation de la discipline : la contribution à ce processus n'implique pas mécaniquement adhésion au projet politique porté par le PZPR, mais peut procéder pour partie de logiques internes à la discipline, contribuant ainsi paradoxalement à sa relative autonomie[482]. En conséquence, la PTH contribue, au cours de la première moitié des années 1950, à l'organisation de conférences sur des thématiques proches de celles qui intéressent le nouveau pouvoir politique : la périodisation de l'histoire de Pologne (Toruń, 1950) ; Hugo Kołłątaj[483] (1951) ; la question paysanne (Kielce, 1952) ; l'industrialisation et la classe ouvrière (Katowice, 1953) ; l'histoire de la Warmie et de la Mazurie[484] (Olsztyn, 1954) ; la révolution de 1905 (Lódź, 1955) ; et bien sûr, la conférence méthodologique d'Otwock (fin 1951, début 1952)[485]. Suite à la création de l'IH PAN, en 1953, ses activités se résument essentiellement à la vulgarisation de l'histoire, la responsabilité de l'animation de la recherche scientifique ayant été transférée à l'Institut d'histoire. Manteuffel est alors remplacé à la tête de l'association par Natalia Gąsiorowska, proche du PZPR.

Le congrès du jubilé de 1956 est donc l'occasion d'ouvrir une discussion sur l'avenir de la PTH, dans le contexte de « liberté de discussion » qui s'entrouvre. De ce point de vue, le congrès constitue une arène bien moins confinée que le conseil scientifique de l'IH PAN, puisqu'au congrès de 1956 ce sont 500 personnes qui se rassemblent trois jours durant[486]. Surtout, la population rassemblée ne se limite pas aux universitaires : d'après les archives, l'association compte 2039 membres au 30 juin 1956, parmi lesquels les « travailleurs scientifiques » (tous statuts confondus) ne comptent que pour un petit quart (23 %). Le reste est essentiellement composé d'enseignants (31 %, auxquels s'ajoutent 23 % de « travailleurs

[481] Tadeusz Paweł Rutkowski, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich w Polsce Ludowej: dokumenty i materiały*, [Les congrès des historiens polonais en Pologne populaire], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2014, p. 79.

[482] C'est ce que montre Gisèle Sapiro au sujet des écrivains français sous l'Occupation : « le processus de perte d'autonomie du champ s'opère, de l'intérieur, selon des mécanismes spécifiques et […] les luttes politiques sont retraduites selon des principes de division qui n'ont pas seulement la politique pour raison. » Cf. G. Sapiro, « La raison littéraire. Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », art cit, p. 9.

[483] Hugo Kołłątaj (1750-1812) : considéré comme l'un des principaux représentants des Lumières en Pologne, a joué un rôle important dans la vie politique polonaise de la fin du 18e siècle, contribuant notamment à la création de la Commission d'éducation nationale (*Komisja Edukacji Narodowej*), ancêtre du ministère de l'Instruction publique, et à la rédaction de la constitution du 3 mai 1791, ainsi qu'à l'insurrection de 1794 dirigée contre la Prusse et la Russie. Il fait donc partie à ce titre des figures « progressistes » valorisées par la propagande communiste.

[484] La voïvodie de Warmie-Mazurie correspond à une partie de l'ancienne Prusse orientale, rattachée après 1945 à la Pologne (l'autre partie de ce territoire devenant l'enclave de Kaliningrad), dont la population allemande est expulsée après-guerre.

[485] T.P. Rutkowski, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich*, *op. cit.*, p. 79.Tadeusz Paweł RUTKOWSKI, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich*, *op. cit.*, p. 79.

éducatifs »[487]) et d'archivistes (13 %)[488]. De ce point de vue, le congrès présente un potentiel d'expression critique supérieur ou du moins plus difficilement contrôlable qu'une salle de réunion feutrée de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN).

Le compte-rendu de près de 30 pages consacré au congrès paru dans *Kwartalnik Historyczny* détaille le déroulement des différentes sections thématiques[489]. Si ce dernier nous intéresse moins ici que les pages consacrées au fonctionnement de l'association, l'espace dédié à ce compte-rendu témoigne de l'importance accordée à l'évènement. A cette occasion s'expriment en effet des revendications très proches de celles déjà mentionnées supra, avec la dénonciation du « schématisme et du dogmatisme » en histoire[490]. Le compte-rendu officiel des discussions paru dans *Kwartalnik Historyczny* s'ouvre ainsi sur le réexamen du rôle de la PTH, qui ne devrait plus se réduire à l'organisation de conférences, mais se référer « aux traditions des congrès de la PTH d'autrefois (comprendre : d'avant le stalinisme), qui étaient des *sejm*[491] démocratiques d'historiens et offraient les conditions d'une discussion vaste et libre sur l'ensemble de la vie scientifique, nationale et internationale.[492] » Les solutions envisagées afin de « démocratiser » le travail de l'association font écho à celles formulées au conseil scientifique de l'IH PAN concernant le décloisonnement de la discipline : davantage d'échanges avec les autres sociétés savantes (y compris étrangères) ainsi qu'avec les associations d'enseignants[493]. Plus concrètement, l'association entend désormais contribuer directement au développement de la science historique, et refuse de jouer le rôle de courroie de transmission au service des intérêts du Parti : « La PTH n'est pas seulement l'exécutant des programmes de recherche centraux mais aussi leur co-créateur ; c'est principalement elle qui les réalise dans le domaine des recherches régionales[494] ». Ceci passe par une réorganisation de l'association, ainsi formulée dans les « lignes directrices programmatrices » présentées dans le compte-rendu : « La direction centrale réorganisera son fonctionnement afin que ce soient les membres actifs de l'association qui décident de son travail, et non plus seulement les autorités[495] ». De plus, « du fait de la décentralisation progressive de la vie scientifique (…),

---

[486] *Ibid.*
[487] Le terme « travailleurs éducatifs » se traduit mal et il est difficile de savoir quelle(s) réalité(s) il recouvre concrètement en l'absence de plus amples précisions.
[488] « Z obrad Julieuszowego Zjazdu Polskiego Towarzystwa Historycznego » [Au sujet du congrès du Jubilée de l'Association historique polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1957, p.158.
[489] *Ibid*., p. 162-163.
[490] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970, op. cit.*, p. 79.
[491] Le *Sejm* est le nom de la Diète polonaise.
[492] « Z obrad Julieuszowego Zjazdu Polskiego Towarzystwa Historycznego », *art.cit.*, p.156.
[493] *Ibid*., p. 157.
[494] *Ibid*., p. 161.
[495] *Ibid.*

la section locale[496] constitue l'unité organisationnelle de base de la PTH ; elle demeure en contact permanent avec le centre universitaire le plus proche[497] ».

Si le congrès du jubilée de la PTH marque indéniablement un tournant dans l'histoire de l'association, la chose est loin d'être jouée d'avance au moment du congrès lui-même, ainsi qu'en témoigne l'élection de la nouvelle direction de l'association. Malgré le contexte propice aux bilans et les critiques adressées au fonctionnement de l'association, une seule candidature est déclarée au moment d'élire le nouveau président de la PTH : celle de Natalia Gąsiorowska, présidente sortante dont le nom est associé par beaucoup à l'idéologisation de la discipline. Alors âgée de 75 ans, elle peut d'autant moins prétendre incarner une forme de renouvellement que le discours qu'elle prononce au congrès n'est pas un discours de rupture. En dépit du contexte de déstalinisation, elle fait référence à la Guerre froide en mentionnant l'existence de « deux mondes antagonistes », se sentant obligée de préciser : « nous appartenons au monde du socialisme.[498] » Ce faisant, elle s'inscrit d'autant moins dans les pas de ceux qui ont entamé l'examen critique de la période stalinienne, qu'elle ne fait aucune référence au problème majeur évoqué de manière récurrente dans les discussions qui agitent alors la discipline, c'est-à-dire la falsification des sources historiques dans les publications du Département d'histoire du Parti. Au premier tour de l'élection, Gąsiorowska n'obtient pas la majorité des voix exigée statutairement (45 sur 108 exprimées). Au second tour, une nouvelle candidature est enregistrée, celle du vice-président de la PTH, Stanisław Herbst, avocat déclaré d'une reconstruction des recherches régionales et critique des tendances centralisatrices[499]. Herbst est élu à une très large majorité (85 voix sur 95 exprimées)[500]. Sont également élus cinq vice-présidents (au lieu de deux précédemment), dont aucun n'est membre du PZPR : Stanisław Hoszowski, professeur à l'Université Nicolas Copernic de Toruń ; Kazimierz Tymieniecki, professeur à l'université de Poznań ; Marian Henryk Serejski, professeur à l'université de Łódź ; Karol Maleczyński, professeur à l'université de Wrocław ; Jan Dobrzański, professeur à l'université Marie Curie-Skłodowska de Lublin et

[496] La PTH compte alors 33 sections locales dont une à Varsovie, les autres étant réparties dans différentes villes de province. Leurs effectifs sont très inégaux puisque la moitié environ des 2000 membres de l'association adhèrent aux sections des grandes villes : Varsovie (la plus importante, avec plus de 300 adhérents), Łódź, Cracovie, Poznań et Wrocław, par ordre d'importance. L'autre moitié se répartit au sein des sections des villes plus modestes, qui ne comprennent souvent que quelques dizaines de membres, la plupart (jusqu'à 80%) enseignants.

[497] « Z obrad Julieuszowego Zjazdu Polskiego Towarzystwa Historycznego », *art.cit.*, p.165.

[498] Natalia Gąsiorowska, « Nauka a historia w obliczu zadań chwili dziesiejszej » [La science historique face aux tâches du moment présent], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1957, p. 60.

[499] A. Czyżewski, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku*, *op. cit.*, p. 55.

[500] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 296.

Kazimierz Lepszy, professeur à l'université Jagellon de Cracovie. Il s'agit d'universitaires expérimentés, formés avant-guerre et tous issus des universités de province. C'est donc la revanche d'universitaires dont les biographies montrent qu'ils sont restés à la marge de la vie scientifique des années d'après-guerre : déjà en postes à l'université avant-guerre, ils n'ont pas rejoint l'URSS pour fuir l'occupation allemande et ont réintégré le monde académique une fois celle-ci terminée, tout en restant éloignés de Varsovie, donc de l'Institut d'histoire et du comité de rédaction de *Kwartalnik Historyczny*. Certaines trajectoires laissent deviner des difficultés à se faire une place au sein du monde universitaire de la Pologne populaire, à l'image de Jan Dobrzański, qui rejoint l'université catholique de Lublin (la seule à échapper au contrôle de l'État communiste) avant de réintégrer une université publique en 1956, précisément. Ou de Kazimierz Tymieniecki, pour lequel il n'a pas été possible, malgré le croisement de plusieurs sources biographiques, d'établir son activité professionnelle entre 1945 et 1952, date à laquelle il rejoint l'IH PAN. Ce qui signifie que cet ancien professeur de l'université de Poznań, âgé de 58 ans en 1945, a vraisemblablement été mis en retraite anticipée après-guerre, malgré la pénurie de personnel compétent.

L'épilogue du congrès est écrit par Stanisław Herbst dans un court texte intitulé « Tâches et perspectives du travail à venir de la PTH », paru dans *Kwartalnik Historyczny* à la suite d'extraits du discours prononcé par Natalia Gąsiorowska[501]. Le constat est sans ambiguïté :

« Au cours des années passées, on a demandé à l'Association d'être une courroie de transmission des propositions définies centralement. Ces propositions auraient dû être discutées, au moyen d'une discussion entendue non pas comme critique, mais comme commentaire, recherche de formulations utiles. [...] Les membres de l'Association craignaient qu'elle ne devienne un nouveau foyer de l'appareil de propagande, au lieu d'un foyer de pensée critique. […]. Après octobre 1956, il faut s'entendre sur la manière de réaliser concrètement la démocratisation et la décentralisation des recherches historiques. […] L'association ne peut pas décréter l'exactitude de la méthodologie appliquée par les chercheurs, mais elle devrait leur faciliter un travail autonome, calculé sur plusieurs années, désintéressé, nécessaire et profitable dans un futur parfois lointain.[502] »

Une telle citation donne une idée assez précise de l'élargissement du champ du dicible autour du moment 1956. Elle est prononcée par un universitaire alors en pleine ascension. Sa nomination dans la foulée au conseil scientifique de l'IH PAN traduit la revalorisation de l'association au sein de la discipline, ainsi que la revalorisation des ressources proprement académiques : il remplace Leon Grosfeld, démissionnaire pour cause de plagiat, au poste de vice-directeur de l'IH PAN.

[501] Stanisław Herbst, « Zadania i perspektywy dalszej pracy PTH » [Les tâches et les perspectives de la PTH], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1957, p. 64-66.
[502] Stanisław Herbst, « Zadania i perspektywy dalszej pracy PTH », *art. cit.*, p. 64.

Du point de vue de la disqualification des historiens *partyjni*, le congrès de la PTH organisé à Cracovie en septembre 1958 marque une étape supplémentaire. Le simple découpage des sections thématiques du congrès traduit un changement, puisqu'elles reprennent les principaux points critiqués en 1956 et constituent en quelque sorte un catalogue des « erreurs » de la période stalinienne : histoire universelle ; histoire contemporaine de la Pologne ; recherches régionales ; archives et sciences auxiliaires de l'histoire ; recrutement des jeunes historiens. Le lieu du congrès constitue un autre indice d'évolution : après la Seconde Guerre mondiale, c'est en effet le milieu universitaire cracovien qui aspirait à devenir le centre de la science historique. C'est d'ailleurs à Cracovie qu'avaient été déménagés le siège de la PTH et la rédaction de *Kwartalnik Historyczny*, auparavant situés à Lviv. Or, l'université Jagellon a été en grande partie marginalisée à l'époque stalinienne. Le choix de cette université fondée au 14e siècle, la plus ancienne du pays, revêt donc une signification symbolique d'importance, une référence aux « traditions anciennes » de la science polonaise[503]. Enfin, le congrès est singulier de par son audience : il rassemble 1300 participants (plus du double qu'à Varsovie deux ans plus tôt), parmi lesquels 400 « travailleurs scientifiques » et 800 à 900 enseignants. Une affluence qui complique d'ailleurs l'organisation du congrès pour des raisons financières[504].

Le discours inaugural, prononcé par T. Manteuffel, retient l'attention de la presse généraliste et spécialisée. Un tel intérêt porté aux propos du directeur de l'IH PAN, relativement discret en 1956 (il était à l'étranger au moment du conseil de juin 1956 et avait donc manqué l'exposé de W. Kula) avait sans doute été anticipé, puisque les organisateurs n'avaient pas prévu de discussion avec l'assistance, redoutant que celle-ci ne soit propice à une évaluation « spontanée » de la décennie écoulée[505]. Ce qui confirme que le congrès de la PTH constitue une arène bien plus surveillée que les échanges internes au monde académique, plus confidentiels. Le grand nombre de participants ne facilite cependant pas le contrôle politique des échanges, d'autant qu'il attire également la presse, qui publie plusieurs compte-rendus du congrès (y compris l'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny*, principal titre de presse non-affilié au PZPR).

Plus qu'à une évaluation de la politique scientifique de la décennie écoulée, dont il mentionne qu'elle a déjà été faite par Kula, Manteuffel entend proposer dans son discours

[503] T.P. Rutkowski, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich*, *op. cit.*, p. 80.
[504] *Ibid.*, p. 81.
[505] *Ibid.*

quelques réflexions sur « les conditions dans lesquelles les historiens ont travaillé au cours de ces dix années entre les deux congrès.[506] » Il s'agit avant tout pour lui de disqualifier les historiens *partyjni*, qu'il prend bien soin de distinguer du Parti lui-même. Se retrouve ainsi dans ce discours la thèse, confortable pour les universitaires qui, à l'instar de Manteuffel, ont contribué, parfois avec réticence, à l'idéologisation de la discipline, selon laquelle les « erreurs » de la période stalinienne sont dues avant tout au « dogmatisme » des plus zélés serviteurs du Parti. Partant de ce postulat, Manteuffel peut reprocher à des historiens *partyjni* dont il vient d'être démontré que leur influence avait alors considérablement diminué, d'avoir confondu science historique et « propagande politique », un terme qui revient de manière récurrente dans son exposé. Il peut même se permettre de nommer les coupables, citant au début de son exposé des extraits de plusieurs textes de Celina Bobińska et Żanna Kormanowa, qualifiées d' « exécutants les plus zélés[507] ». Manteuffel reprend également à son compte la critique d'une histoire contemporaine devenue « le domaine d'intérêt exclusif des historiens liés à l'appareil partisan », dont « la production scientifique (…) ne se différenciait en rien de la propagande politique ordinaire »[508]. Le directeur de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences se livre aussi à un premier bilan du « tournant d'octobre » 1956, se réjouissant de la critique du « dogmatisme » alors exprimée. De même, il se félicite de l'accroissement des échanges avec l'étranger et notamment des séjours à l'Ouest, rendus possibles par la collaboration de l'Institut et du ministère de l'Enseignement supérieur. Il cite alors le chiffre d'une centaine d'historiens ayant voyagé à l'étranger depuis 1956, dont la moitié dans les « pays capitalistes ». Son intervention s'achève cependant sur une note moins positive lorsqu'il évoque en conclusion « la question de la confiance de la société vis-à-vis de la science historique », au moyen d'une anecdote, rapportant les propos d'un « amateur d'histoire » qui ne parvient pas à distinguer dans les livres d'histoire « les choses fausses ou tendancieuses », et se demande s'il est possible que les auteurs évitent « d'induire en erreur le lecteur » : « Ceci démontre malheureusement qu'au cours des dix années écoulées, nous avons perdu la confiance du lecteur. Qu'il nous soit permis de la retrouver au plus tôt ![509] »

Ainsi donc, de par cet exposé du directeur de l'IH PAN, le congrès de la PTH de 1958 rend publique la fronde du milieu historien en 1956 et les changements occasionnés. En

[506] Soit entre le congrès de Wroclaw de 1948 et celui de Cracovie. Cf. Tadeusz Manteuffel, « Warunki rozwoju nauki historycznej w dziesięcioleciu 1948-1958 » [Les conditions du développement de la science historique au cours de la décennie 1948-1958] dans Juliusz Łukasiewicz, Maciej Mycielski et Jan Tyszkiweciz (dir.), *Tradycje i Współczesność. Księga pamiątkowa Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego 1930-2005*, Varsovie, Wydawnictwo DiG, 2005, p. 360−372.
[507] *Ibid.*, p. 361.
[508] *Ibid.*, p. 362.

conséquence, le texte de l'exposé de Manteuffel sera interdit de publication et ne paraîtra pour la première fois que vingt ans plus tard, en 1976, non sans que certains passages en aient été censurés[510]. Malgré cela, ce discours inaugural reçoit un écho dans la presse, plusieurs journaux publiant des compte-rendus du congrès, avec des appréciations variables selon la proximité au pouvoir : si *Tygodnik Powszechny* salue le courage de Manteuffel, la presse partisane (en particulier *Nowe Drogi* et *Polityka*) tente de défendre les aspects positifs de la période stalinienne. Signe de la permanence de volontés de contrôle des sciences sociales de la part du PZPR, le limogeage de Manteuffel est alors envisagé, en raison notamment des réactions négatives des historiens soviétiques présents au congrès[511], mais aussi de ses critiques répétées à l'endroit de la censure[512]. Toutefois, la stratégie adoptée par les universitaires polonais critiques de l'idéologisation de leur discipline leur assure une relative protection, dans la mesure où elle ne remet à aucun moment en cause le rôle du Parti et la philosophie de l'histoire marxiste. Par ailleurs, l'affaiblissement des historiens *partyjni* au sein de la discipline rend improbable la nomination à la tête de l'IH PAN d'un individu dont les compétences académiques sont mises en doute, à l'image de Tadeusz Daniszewski, le successeur envisagé. Il est à noter que la question de nommer des historiens *partyjni* à la direction de l'Institut d'histoire reviendra dans d'autres configurations. D'après T. Rutkowski, c'est ce qui aurait conduit Manteuffel à rappeler Leon Grosfeld au poste de directeur adjoint en 1961 (il le restera jusqu'en 1968), anticipant ainsi un éventuel remaniement de la direction imposé par le ministère[513].

Comme nous l'avons déjà suggéré, pour critique qu'il soit, l'exposé de Manteuffel a aussi pour fonction d'exonérer le milieu historien d'une trop grande responsabilité dans la mise à mal de la crédibilité de la science historique au cours de la première décennie de la Pologne populaire. Ainsi que l'écrit D. Beauvois,

« Le congrès des historiens polonais qui eut lieu les 14-17 septembre 1958 porte la marque de la même ambiguïté. Ceux qui, aujourd'hui, se le rappellent, en parlent comme d'une assemblée libérée où résonna un texte "inoubliable" de Tadeusz Manteuffel sur les lumières et les ombres de la science historique, où l'on se réjouit du retour à l'idée d'une histoire pluraliste et ouverte. Il s'agit sans doute d'enjolivements a posteriori. Cette joie était peut-être aussi celle d'une auto-absolution qu'on se délivrait mutuellement, dans le plaisir du retour à un travail "normal". (...) Mais, dans l'ensemble, aucune dénonciation véhémente de l'aventure dans laquelle l'histoire avait été entraînée ne se fit entendre et – chose plus grave – le 20e siècle restait abandonné

---

[509] T. Manteuffel, « Warunki rozwoju nauki historycznej w dziesięcioleciu 1948-1958 », art cit.
[510] In *Historyk wobec historii* [L'historien face à l'histoire] (Varsovie, 1976, p. 365-392) ; le texte sera également publié (intégralement) in *Przegląd Historyczny* (n° 3/4, 1995, p. 269-282).
[511] Z. Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*
[512] Il donne ainsi une interview très critique à la revue *Mówią Wieki*, revue de vulgarisation historique fondée en 1958, à l'occasion de la sortie du premier numéro.
[513] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 564.

aux Kormanowa (ouvriers), Kowalski (histoire du Parti), Piwarski (paysans). L'AK n'était encore évoquée à aucun moment.[514] »

Il est d'autant plus aisé de souscrire à un tel constat qu'après 1956, les historiens *partyjni*, bien qu'ils aient perdu en influence au niveau central, se replient sur les universités, où ils continuent à contrôler la production historiographique consacrée à leurs thèmes de prédilection, signe des apparences de scientificité (et donc, d'autonomie) qu'entend désormais se donner toute production à prétention savante.

II.3. Le repli des historiens *partyjni* sur l'université et la question de la formation des futurs historiens :

Autres conséquences du « tournant » de 1956 sur cette discipline, l'organisation et l'enseignement de l'histoire sont repensés à la fin des années 1950, dans le sens d'une plus grande autonomie. Les historiens *partyjni* restent toutefois très présents au sein des facultés d'histoire, où ils exercent un quasi-monopole sur l'enseignement de l'histoire la plus récente. L'université devient ainsi le terrain d'une lutte plus discrète dont l'enjeu est la formation et le recrutement des futurs historiens, soit la reproduction de la discipline elle-même.

II.3.A. La place de l'histoire dans l'enseignement supérieur : entre autonomie accrue et maintien des historiens *partyjni*

L'enseignement de l'histoire en Pologne populaire est divisé en deux sections : histoire de Pologne (*Historia Polski*) et histoire universelle ou générale (*Historia powszechna*). En outre, le cursus universitaire comprend des enseignements en « sciences auxiliaires de l'histoire », terme qui regroupe des disciplines variées : archéologie, économie politique, histoire de l'art, géographie, philosophie, pédagogie, méthodologie. Les études s'achèvent avec l'obtention de la licence, sanctionnant un cursus réduit à trois ans à partir de l'année universitaire 1949/1950, avant que ne soit décidé un retour au cursus originel en quatre ans en 1952. Le principal débouché des études d'histoire est alors l'enseignement secondaire, plus rarement primaire. Outre les huit universités que compte alors le pays, trois écoles pédagogiques supérieures (à Gdańsk, Cracovie et Opole), l'Académie militaire et deux écoles théologiques (à Varsovie) délivrent également des licences d'histoire[515]. Ceux qui poursuivent

[514] D. Beauvois, « Être historien en Pologne », art cit, p. 373−374.
[515] Comité des sciences historiques de l'Académie des sciences, *La Pologne au XIIIe Congrès international des sciences historiques à Moscou*, Varsovie, Polskie Wydawnictwo Naukowe, 1970, p. 79.

en doctorat ont la possibilité de soutenir un thèse deux ans après l'obtention de la licence. Ce doctorat ès lettres est accordé après deux examens : l'un au choix du candidat, en philosophie ou économie politique, l'autre dans une matière correspondant au sujet de la thèse. La thèse est soutenue après accord du promoteur, désigné par le conseil de faculté, et l'opinion d'au moins deux spécialistes qualifiés, dont l'un ne peut appartenir à l'université du candidat[516].

A la faveur de la politique de modernisation du pays et de promotion sociale d'une « nouvelle intelligentsia » issue du prolétariat[517], la Pologne compte, en 1957/1958, 76 établissements d'enseignement supérieur (contre 27 en 1937-1938) et 16 000 « travailleurs scientifiques » (contre 3000)[518]. Corrélativement, le nombre d'étudiants s'est accru, atteignant 21 500 individus pour l'année universitaire 1957/1958. Ce chiffre ne comprend toutefois que les étudiants inscrits dans les universités : le nombre total d'étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur s'élève à la même époque à environ 117 500[519]. Si cet accroissement a d'abord profité aux disciplines plus appliquées, comme les sciences et techniques[520], l'histoire n'est pas en reste : elle compte alors 1535[521] étudiants inscrits dans les huit universités, sur une population totale d'environ 21 500 individus[522], soit 7 %. La part des étudiants en histoire est ainsi comparable aux taux observés en sciences : 9,5 % en biologie, 8 % en chimie, 7 % en physique, 6 % en mathématiques ; mais elle reste loin derrière les taux affichés par la philologie (11 %), autre discipline pourvoyeuse d'enseignants, et surtout le droit (17 %), qui demeure la principale « science de l'État ». Cependant, l'histoire apparaît bien mieux dotée que les disciplines des sciences humaines et sociales au sein desquelles l'influence du Parti est la plus grande, telles que la philosophie (3 %) et surtout la sociologie, qui ne compte alors que 80 étudiants dans tout le pays (0,4 %)[523]. Ces faibles effectifs ne

[516] *Ibid.*, p. 82.
[517] Hanna Palska, *Nowa inteligencja w Polsce Ludowej: świat przedstawień i elementy rzeczywistości*, [La nouvelle intelligentsia en Pologne populaire], Varsovie, Wydawnictwo IFiS PAN, 1994.
[518] Zofia Skubała-Tokarska et Zbigniew Tokarski, *Les universités polonaises*, Varsovie, Editions Polonia, 1959.
[519] *Ibid.* A partir d'autres sources, Christophe Charle et Jacques Verger avancent le chiffre de 166 000 étudiants en Pologne en 1960, ce qui situe ce pays derrière les principaux pays d'Europe de l'Ouest (France, RFA, Italie comptent entre 240 000 et 270 000 étudiants à la même époque), mais devant le Royaume-Uni (123 500), dont la population est pourtant plus importante. Cf. Christophe Charle et Jacques Verger, *Histoire des universités : XIIe-XXIe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 147.
[520] J. Connelly, *Captive university*, *op. cit.*
[521] Hors étudiants en histoire de la « Civilisation matérielle » (207) et histoire des Beaux-Arts (343).
[522] Les effets des réformes d'inspiration soviétique de l'après-guerre se donnent ici à voir, puisque si par rapport à la situation d'avant-guerre, le nombre total d'étudiants a été multiplié par trois, passant de 38 000 à 117 500, le nombre d'étudiants inscrits à l'université a lui légèrement diminué dans le même temps (de 26 000 à 21 500), alors même que la Pologne compte deux universités de plus qu'en 1939. La démocratisation de l'enseignement supérieur en Pologne populaire a donc surtout concerné les cursus courts et appliqués (écoles pédagogiques, écoles d'ingénieurs), l'université restant pour sa part plus élitiste.
[523] Tous les chiffres ont été calculés à partir des données présentées dans Z. Skubała-Tokarska et Z. Tokarski, *Les universités polonaises*, *op. cit.*, p. 146−149.

s'expliquent cependant pas nécessairement par le contrôle politique : à la fin des années 1950, la sociologie est une discipline faiblement institutionnalisée[524]. A cette époque, l'histoire occupe donc une position dominante parmi les autres disciplines des sciences humaines et sociales : plus ancienne que des disciplines récentes telles que la psychologie ou la sociologie, elle jouit d'un certain prestige qui s'explique par l'existence d'une école historique polonaise bien antérieure à la Seconde Guerre mondiale et internationalement reconnue, mais aussi par le rôle qu'elle joue de longue date dans l'identification nationale[525]. Si ses débouchés professionnels peuvent apparaître plus restreints que ceux offerts aux juristes ou aux ingénieurs issus des écoles polytechniques, elle forme de nombreux enseignants. Il est vraisemblable qu'une partie de l'élite administrative et politique soit également issue des facultés d'histoire, mais l'absence de travaux sociographiques sur le personnel politico-administratif de la PRL ne permet pas de quantifier cette présence d'historiens au sein de l'élite bureaucratique[526].

Les effectifs estudiantins en histoire apparaissent inégalement répartis entre les huit universités polonaises. Le tableau 14 en présente une image biaisée, puisqu'il recense les effectifs des facultés, lesquelles ne sont pas, à l'exception de celle de Varsovie, exclusivement dédiées à l'histoire. Il s'agit généralement de facultés de philosophie ou de sciences humaines. En province, ces facultés accueillent également des étudiants en histoire de la « Civilisation matérielle[527] » (peu nombreux), en philosophie et en lettres. A partir des données issues du tableau et des sources consultées, il est cependant possible d'estimer qu'environ un tiers des étudiants en histoire étaient inscrits à l'université de Varsovie, ce qui reflète les disparités également observées au niveau des effectifs enseignants (voir infra).

---

[524] Voir par exemple Johan Heilbron, « Pionniers par défaut ? Les débuts de la recherche au Centre d'études sociologiques (1946-1960) », *Revue française de sociologie*, 1991, vol. 32, n° 3, p. 365−379.

[525] Robert William Seton-Watson, *The historian as a political force in Central Europe: an inaugural lecture delivered on 22 november 1922*, Londres, School of Slavonic studies in the University of London, King's College : Eyre and Spottiswoode, 1922.

[526] Les (rares) travaux disponibles montrent cependant qu'après 1956, le niveau de diplôme devient un critère majeur du recrutement de l'élite bureaucratique en Pologne populaire, cf. Jacek Wasilewski, « The Patterns of Bureaucratic Elite Recruitment in Poland in the 1970s and 1980s », *Soviet Studies*, 1990, vol. 42, n° 4, p. 743‑757. Andrzej Friszke mentionne également l'élévation progressive du niveau de diplôme des dirigeants du PZPR, sans toutefois donner d'indication sur le type de cursus suivi. Cf. Andrzej Friszke, « Próba portretu zbiorowego aparatu partyjnego » [Tentative de portrait collectif de l'appareil du Parti] dans Dariusz Stola et Krzysztof Persak (dir.), *PZPR jako machina władzy*, Varsovie, IPN et ISP PAN, 2012, p. 55−74.

[527] Spécialisation en vogue en Pologne populaire (un institut de l'Académie des sciences et une revue y étaient dédiés), consacrée à l'étude des usages des objets du quotidien, en lien avec d'autres disciplines : archéologie, ethnographie, et plus généralement histoire économique et sociale.

Tableau 14. Répartition des étudiants en histoire dans les huit universités polonaises (1957/1958)

NOM ÉTABLISSEMENT	ÉTUDIANTS EN HISTOIRE (effectif et % du total des étudiants pour chaque université)	NOMBRE TOTAL D'ÉTUDIANTS (à l'échelle de l'université)
Département d'histoire de l'université de Varsovie	415 (6 %)	6847
Département de Philosophie et d'histoire de l'université Jagellon (Cracovie)	273 (9 %)	3158
Département de Philosophie et d'histoire de l'université Bolesław Bierut (Wrocław)	243 (9 %)	2662
Département de Philosophie et d'histoire de l'université Adam Mickiewicz (Poznań)	324 (14 %)	2400
Département de Philosophie et d'histoire de l'université de Łódź	124 (7 %)	1886
Département des Humanités de l'Université Marie Curie- Skłodowska (Lublin)	287 (18 %)	1555
Département des Humanités de l'Université catholique de Lublin	NR	1509
Département des Humanités de l'Université Nicolas Copernic (Toruń)	175 (12 %)	1492
TOTAL	**1535[528] (7 %)**	**21509**

Source : Zofia Skubała-Tokarska et Zbigniew Tokarski, *Les universités polonaises*, Varsovie, Editions Polonia, 1959.
Lecture : Pour l'année universitaire 1957/1958, le Département d'histoire de l'université de Varsovie compte 415 étudiants, soit 6 % du total des étudiants inscrits au sein de cette université (6847).

Le tableau général brièvement présenté ici permet de contextualiser les observations suivantes. A la rentrée 1957, le ministère de l'enseignement supérieur prend plusieurs mesures de « réorganisation des chaires et instituts historiques », qui permettent d'apprécier l'étendue des changements induits par le « tournant » de 1956. Ceux-ci apparaissent limités. Il s'agit de repenser la structure organisationnelle des facultés d'histoire, afin notamment d'homogénéiser et de préciser la nomenclature des chaires, qui constituent alors l'unité de base des facultés. Surtout, cette réorganisation pose pour principe « l'établissement de certaines règles en matière de direction des chaires et ateliers ». Concrètement, le ministère recommande que les directeurs de chaires soient dans la mesure du possible professeurs, et les directeurs d'ateliers (*zakład*[529]) au moins *docent*, c'est-à-dire titulaires de l'habilitation[530]. Ces mesures visent à garantir les compétences des cadres universitaires et font directement écho aux critiques

[528] Ce total correspond au nombre d'étudiants inscrits dans les facultés d'histoire des huit universités pour l'année universitaire 1957/1958, hors étudiants inscrits en histoire de la « Civilisation matérielle » et histoire des Beaux-Arts. Les chiffres donnés pour chaque université sont ceux de l'ensemble des étudiants inscrits dans la faculté correspondante, y compris donc des étudiants en philosophie, lettres ou histoire de la civilisation matérielle.
[529] Les ateliers (*zaklady*) sont des unités de taille inférieure à une chaire, qui peut regrouper plusieurs ateliers.
[530] « Reorganizacja katedr i instytutów historycznych na uniwersytetach. Nowa struktura organizacyjna » [La

exprimées en 1956. La nouvelle structure organisationnelle entrée en vigueur en 1957/1958 a pour effet d'homogénéiser la présentation des chaires, distinguées selon un double principe chronologique (antiquité, Moyen-Âge, période moderne et contemporaine) et spatial (histoire universelle/histoire de Pologne). Ce découpage varie très peu d'une université à l'autre (cf. tableau 6), même s'il se résume parfois dans sa version la plus simple à deux chaires d'histoire universelle dans les plus petites universités (chaire d'histoire antique et médiévale ; chaire d'histoire moderne et contemporaine). En revanche, l'histoire de l'URSS est partout constituée en chaire autonome, souvent confiée à un historien membre du PZPR, et fait office de chaire d'histoire contemporaine universelle, dont est exclue le monde « capitaliste ». Pour ce qui concerne l'histoire de Pologne, le découpage chronologique distingue deux ou trois périodes : jusqu'au 15e siècle ; 16e – 18e siècles ; 19e – 20e siècles. Les deux premières périodes sont parfois confondues. Si ce découpage peut donner l'impression de suivre les grandes césures de l'histoire polonaise[531], l'histoire politique est la grande absente de cette nomenclature, puisque ce terme n'apparaît jamais. Conformément à la vulgate marxiste de l'époque, l'histoire s'enseigne donc à travers ses dimensions économique, sociale et culturelle, sur la longue durée. En revanche, les intitulés des ateliers peuvent être plus précis et renseignent sur les orientations privilégiées. Ainsi par exemple de l'atelier d' « histoire de l'Europe centrale et des Slaves au 19e siècle », à Cracovie, ou du très explicite atelier d' « histoire des mouvements sociaux en tenant spécialement compte du mouvement ouvrier polonais », à Varsovie. D'autres marqueurs du contexte idéologique de la guerre froide sont notables, comme l'absence d'histoire unifiée de l'Europe dans les chaires d'histoire universelle, qui sont souvent scindées en deux ateliers distincts, l'un consacré à l'histoire de l'Europe occidentale, l'autre à l'histoire de l'Europe orientale. Aucune des trois universités (Wrocław, Poznań, Toruń) sises sur les territoires « recouvrés » aux dépends de l'Allemagne en 1945 n'échappe par ailleurs à son atelier consacré à l'histoire des « Slaves occidentaux » : il s'agit ici de revendiquer l'antériorité de la présence slave dans ces régions.

---

réorganisation des chaires et instituts d'histoire des universités], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1958, p. 261.

[531] Le 16e siècle correspond à la fin du règne des Jagellon, seconde dynastie des rois de Pologne, et marque le début de de la « République des deux nations » (Pologne et Lituanie) ; la fin du 18e siècle correspond à l'époque des partages et à la perte de l'indépendance.

Tableau 15. Structures des facultés d'histoire au 1er septembre 1957

CHAIRES NOM UNIVERSITÉ	HISTOIRE UNIVERSELLE	HISTOIRE DE POLOGNE	AUTRES
Département d'histoire de l'université de Varsovie	Chaire d'histoire antique Chaire histoire universelle médiévale Atelier d'histoire culturelle Atelier d'histoire sociale et économique Chaire d'histoire universelle moderne et contemporaine Chaire d'histoire de l'URSS	Chaire d'histoire de Pologne jusqu'au 18e s. Atelier d'histoire sociale et économique Atelier d'histoire de la culture Atelier de sciences auxiliaires de l'histoire médiévale Chaire d'histoire de Pologne 19e-20e s. Atelier d'histoire moderne Atelier d'istoire contemporaine Atelier d'histoire des mouvements sociaux en tenant spécialement compte du mouvement ouvrier polonais Atelier d'histoire sociale et économique Atelier d'histoire de l'historiographie et méthodes d'enseignement	Chaire d'histoire économique (Département d'économie politique) Chaire d'histoire de la pensée sociale (Département de philosophie)
Département de Philosophie et d'histoire de l'université Jagellon (Cracovie)	Chaire d'histoire antique Chaire d'histoire universelle médiévale Chaire d'histoire universelle moderne et contemporaine Atelier d'histoire universelle moderne Atelier d'histoire de l'Europe occidentale au 19e s. Atelier d'histoire de l'Europe orientale et des Slaves au 19e s. Chaire d'histoire de l'URSS	Chaire d'histoire de Pologne jusqu'au 15e s. Chaire d'istoire de Pologne 16e-18e s. Chaire d'Histoire de Pologne 18e-20e s.	Chaire d'archivistique et sciences auxiliaires 3 chaires d'histoire de l'art, 2 d'archéologie, 2 d'ethnographie, 1 de sociologie et démographie, 1 d'histoire de la philosophie et 1 d'histoire des sciences et de l'éducation
Département de Philosophie et d'histoire de l'université Bolesław Bierut (Wrocław)	Chaire d'histoire antique Chaire d'histoire économique et sociales Chaire d'histoire de l'URSS	Chaire d'histoire de Pologne et universelle jusqu'au 15e s. Atelier d'histoire de Pologne et universelle Atelier d'histoire de la Silésie et des Slaves occidentaux Chaire d'histoire de Pologne et universelle 16e-18e s. Chaire d'histoire de Pologne et universelle 19e-20e s.	2 chaires d'histoire de l'art, 1 d'ethnographie, 2 d'archéologie, 1 de sociologie
Département de Philosophie et d'histoire de l'université Adam Mickiewicz (Poznań)	Chaire d'histoire universelle antique et médiévale Chaire d'histoire universelle moderne et contemporaine Chaire d'histoire de l'URSS	Chaire d'histoire de Pologne jusqu'au 18e s. Chaire d'histoire de Pologne 19e-20e s. Chaire d'histoire économique Atelier d'histoire économique universelle Atelier d'histoire économique de la Pologne	2 chaires d'archéologie, 1 d'ethnographie, 1 d'histoire de l'art, 1 d'histoire de la philosophie, 1 d'histoire de la pensée sociale
Département de Philosophie et d'histoire de l'université de Łódź	Chaire d'histoire universelle antique et médiévale	Chaire d'histoire de Pologne jusqu'au 15e s. et sciences auxiliaires	1 chaire d'ethnographie, 2 d'archéologie, 1 d'histoire de l'art, 1 de sociologie, 1 de

	Chaire d'histoire universelle moderne et contemporaine Atelier d'histoire moderne Atelier d'histoire du mouvement ouvrier Chaire d'histoire médiévale de l'Europe orientale Chaire d'histoire de l'URSS	Chaire d'histoire de Pologne 16e-18e s. Chaire d'histoire de Pologne 19e-20e s.	philosophie, 1 d'histoire de l'éducation
Département des Humanités de l'Université Marie Curie-Skłodowska (Lublin)	Chaire d'histoire universelle antique et médiévale Chaire d'histoire universelle moderne et contemporaine Chaire d'histoire de l'URSS	Chaire d'histoire de Pologne jusqu'au 18e s. Chaire d'histoire de Pologne 19e-20e s.	1 chaire d'histoire de la littérature, 1 d'histoire de l'éducation, 1 d'archéologie, 1 d'ethnographie
Département des Humanités de l'Université catholique de Lublin	Chaire d'histoire antique Chaire d'histoire médiévale universelle et polonaise Chaire d'histoire moderne universelle et polonaise	Chaire d'histoire de la culture polonaise	2 chaires d'histoire de l'Église (Département de théologie)
Département des Humanités de l'Université Nicolas Copernic (Toruń)	Chaire d'histoire universelle antique et médiévale Chaire d'histoire de l'URSS	Chaire d'histoire de Pologne jusqu'au 15e s. et sciences auxiliaires Atelier d'histoire de Pologne jusqu'au 15e s. Atelier d'histoire des Slaves Occidentaux Atelier de sciences auxiliaires Chaire d'histoire de Pologne et universelle 16e-18e s. Atelier d'histoire de Pologne Atelier d'histoire universelle Atelier d'histoire sociale et économique Chaire d'histoire de Pologne et universelle 19e-20e s. Chaire d'histoire de l'État et du droit polonais	1 chaire d'archivistique et sciences auxiliaires 2 chaires d'archéologie, 1 d'ethnographie et 1 d'histoire de la philosophie

Source : « Reorganizacja katedr i instytutów historycznych na uniwersytetach. Nowa struktura organizacyjna » [La réorganisation des chaires et des instituts d'histoire dans les universités. La nouvelle structure organisationnelle], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1958.
Lecture : Pour faciliter la lecture du tableau, seuls les intitulés des ateliers différant de ceux des chaires ont été signalés.

Les chaires et ateliers ainsi présentés correspondent à un effectif théorique de 95 postes de « travailleurs scientifiques autonomes », à raison d'un travailleur par chaire et par atelier (sachant que certaines chaires pouvaient accueillir plusieurs travailleurs autonomes, en plus des assistants). Toutefois, le document paru dans *Kwartalnik Historyczny* mentionne de nombreux postes vacants (nous en avons dénombré quinze). Il est difficile d'extrapoler à partir de là le nombre d'historiens employés en Pologne à la fin des années 1950. Outre l'inconnue

sur le nombre exact de membres titulaires de chaque chaire, il faut tenir compte des doublons éventuels avec l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN), puisque jusqu'à 1968 et l'adoption de la règle de l'emploi unique, il est possible d'être à la fois employé par l'Institut d'histoire et par une école supérieure. Ce cas de figure est même très courant, rares étant les chercheurs de l'IH PAN ne bénéficiant pas également d'un poste d'enseignant à l'université. Par ailleurs, certains historiens peuvent être formellement rattachés à d'autres facultés que les facultés d'histoire, comme par exemple Witold Kula (à la faculté d'économie de l'université de Varsovie). Une note du Département de la science et de l'éducation du PZPR, datée de 1961, recense 80 « travailleurs scientifiques autonomes » en histoire au sein des huit universités du pays[532]. Par ailleurs, l'IH PAN emploie au 1er janvier 1958 140 travailleurs scientifiques, dont 51 « autonomes »[533]. S'y ajoutent quelques individus répartis dans des institutions para-académiques, telles que l'Institut d'histoire militaire (WIH) et l'Institut d'histoire juive (ZIH), ou encore les institutions partisanes (Département d'histoire du Parti, Institut des sciences sociales). En tenant compte de ces chiffres et des réserves formulées précédemment, il est donc possible d'estimer le nombre d'historiens en Pologne entre la fin des années 1950 et le début des années 1960 à environ 150 « travailleurs scientifiques autonomes », employés au sein des universités et de l'IH PAN. S'y s'ajoutent les autres travailleurs scientifiques, c'est-à-dire les doctorants et docteurs non-titulaires de l'habilitation, dont le chiffre est encore plus compliqué à estimer, mais qui représentent tout de même près des deux tiers des chercheurs de l'IH PAN. Eux aussi peuvent se voir confier des charges de cours au sein des universités, notamment pour les *ćwiczenia* (exercices) équivalents des travaux dirigés.

Le nombre total d'historiens occupant des emplois en lien avec la recherche est bien supérieur si l'on tient compte, comme le fait le comité des sciences historiques de l'Académie des sciences en 1970, des historiens employés au sein des écoles supérieures d'application (écoles supérieures d'économie et de pédagogie principalement), des ministères (de la Défense et de l'Éducation) et des institutions scientifiques partisanes. En adoptant une définition aussi extensive (qui englobe, outre les doctorants, de nombreux individus ne jouant qu'un rôle marginal dans la production historiographique et les débats qu'elle suscite), le Comité des sciences historiques dénombre 1000 historiens occupant des emplois « de recherche » en 1970 (et un total de 6000 historiens en ajoutant les enseignants)[534].

[532] Note citée in T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 384.
[533] *Ibid.*, p. 560.
[534] Tous ces chiffres sont tirés de Henryk Samsonowicz, « Stan i potrzeby kadry w uniwersyteckich naukach historycznych », [L'État et les besoins en cadres pour les sciences historiques à l'université], *Kwartalnik*

De très fortes disparités sont à signaler au niveau des universités : si le chiffre de 80 « travailleurs scientifiques autonomes » correspond à une moyenne théorique de 10 enseignants par faculté, les effectifs réels varient de 17 (presque un quart du total) à Varsovie à 5 (trois fois moins) à l'université Marie Curie- Skłodowska[535]. Ces inégalités s'expliquent partiellement par les différences constatées du point de vue du nombre d'étudiants, mais elles sont aussi la source de déséquilibres en termes d'offre d'enseignements. Ainsi, sur les 36 enseignants spécialisés en histoire moderne et contemporaine, 11 (soit un tiers) exercent à l'université de Varsovie, les universités de province comptant entre un et sept modernistes et contemporanéistes, les autres enseignant l'histoire antique et médiévale. Ces disparités compliquent la mise en place d'une offre homogène d'enseignements sur tout le territoire, ainsi que nous le verrons plus loin.

Les noms des directeurs de chaires et ateliers dans la nouvelle nomenclature mise en place à la rentrée 1957 donnent à voir un quasi-monopole des historiens *partyjni* sur l'histoire contemporaine, bien que les profils les moins académiques (Daniszewski, Kowalski, Grosfeld) restent cantonnés aux institutions partisanes et donc en-dehors du système universitaire proprement dit. Ainsi, à Varsovie, l'histoire contemporaine universelle est confiée à Rafał Gerber, l'histoire moderne de la Pologne à Natalia Gąsiorowska, l'histoire contemporaine à Henryk Jabłoński (toujours membre du comité central du Parti), l'histoire des mouvements sociaux à Żanna Kormanowa. Il en va de même à Łódź, où l'histoire du 19e et du 20e siècles est enseignée par Gąsiorowska et Gryzelda Missalowa, dont la trajectoire est similaire à celle de Kormanowa (militante communiste, docteur en 1927, elle intègre l'université en 1947), avec qui elle a écrit le premier manuel d'histoire stalinien au début des années 1950. C'est un élève de N. Gąsiorowska, Henryk Katz, qui dirige la chaire d'histoire du mouvement ouvrier à Łódź. A Cracovie, l'histoire de l'URSS est confiée à Antoni Podraza, membre du parti agrarien satellite du PZPR, le ZSL. La chaire d'histoire du 18e au 20e siècles est confiée à Celina Bobińska. S'ils peuvent tous se prévaloir des titres universitaires requis, les historiens *partyjni* n'en constituent pas moins un groupe à part dans la discipline. Bien que leur influence soit réputée considérablement affaiblie après 1956, ils continuent à jouer un rôle essentiel dans les domaines de spécialisation chers au Parti. Un chiffre donne une idée plus concrète de l'emprise de ces historiens sur l'histoire moderne et contemporaine : dans une note, le Département de la science et de l'éducation dénombre 25 % de membre du PZPR

Historyczny, n° 3, 1971, p. 636-640.

[535] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 384.

parmi les 80 « travailleurs autonomes » des facultés d'histoire ; 75 % d'entre eux enseignent l'histoire moderne et contemporaine, soit 40 % des modernistes et contemporanéistes et seulement 13,5 % des antiquisants et médiévistes[536]. De ce point de vue, l'histoire la plus récente apparaît bien comme la sous-discipline la moins autonome, même si l'appartenance au PZPR n'empêche pas les prises de position en faveur de l'autonomie de la recherche historique, comme nous l'avons déjà mentionné précédemment et comme nous aurons l'occasion de le redire par la suite.

L'autonomie des universités est par ailleurs renforcée par le retour des élections libres aux conseils de facultés et aux sénats des universités (sur le modèle de l'Institut d'histoire de l'Académie), consacré par la loi sur l'enseignement supérieur du 5 novembre 1958. Cette loi limite également l'ingérence du pouvoir politique dans la détermination des carrières académiques, avec le retour à l'ancien système des degrés scientifiques (docteur, *docent*, habilitation), supposé limiter les carrières purement politiques, via l'évaluation des thèses (de doctorat et d'habilitation) par les pairs. Elle n'empêche cependant pas l'autoreproduction des historiens *partyjni*[537], d'autant plus aisée en histoire contemporaine que les spécialistes de sujets tels que l'histoire du Parti et des groupements politiques sont presque tous membres du PZPR.

II.3.B. La formation des historiens comme enjeu de lutte :

Au sein des universités, où les historiens *partyjni* maintiennent une certaine influence et détiennent le quasi-monopole sur l'enseignement de l'histoire contemporaine, deux enjeux spécifiques font l'objet de discussions récurrentes à partir de la fin des années 1950 : la définition du contenu des cursus universitaires et la formation du personnel enseignant. Se posent ici les questions des savoirs à transmettre aux étudiants et des compétences de ceux qui les transmettent. Deux questions qui sont au cœur de l'autonomie de la discipline, puisqu'il s'agit d'établir les critères définissant les compétences requises, tant de l'étudiant que de l'enseignant. Or, sur ce sujet comme en matière de recherche, se donne à voir une confrontation, mais cette fois-ci bien plus latente, entre tenants d'une historie autonome et partisans d'une histoire au service du Parti.

[536] *Ibid.*, p. 385.
[537] Dont T. Rutkowski donne plusieurs exemples à divers endroits de son livre, avec des promotions au grade de *docent* ou de professeur obtenues sur la base d'opinions positives exprimées exclusivement par des historiens *partyjni*, cf. T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*

Au lendemain de la guerre, la focalisation du système d'enseignement de l'histoire sur la formation des enseignants avait à voir avec la nécessité de reconstituer un corps enseignant en partie décimé, ainsi qu'avec la politique de massification de l'instruction publique encouragée par le pouvoir communiste, afin de favoriser l'ascension sociale des individus issus des classes ouvrière et paysanne. Une telle orientation avait eu pour effet de produire rapidement des diplômés en histoire souvent jugés moins bien formés pour le travail de recherche, d'où des critiques récurrentes sur le trop faible niveau des aspirants à un doctorat, exprimées par la génération de ceux qui avaient été formés avant-guerre. Ces critiques dénonçant la réduction des facultés d'histoire à la seule fonction pédagogique s'accentuent autour de 1956, et figurent en bonne place dans le discours prononcé par T. Manteuffel au congrès de l'Association historique polonaise de 1958 :

« Le programme d'études universitaires en trois ans n'a pas permis de réaliser les espoirs placés en lui. Les étudiants faisaient preuve d'un grand manque de préparation et, qui plus est, rencontraient des difficultés à trouver des emplois correspondant à leurs qualifications. Les diplômés des écoles pédagogiques d'État, excessivement favorisées au détriment des universités, représentaient une forte concurrence.[538] *»*
« [Après le retour au cursus en quatre ans] On a resserré de manière inopportune la formation professionnelle des diplômés en histoire, en les limitant à la spécialisation pédagogique (…). Les facultés d'histoire des universités devaient donc former à la fois les futurs chercheurs et les enseignants des lycées. L'absence de régulation de la relation entre les universités et les écoles pédagogiques a cependant eu pour effet qu'à maintes reprises, le ministère de l'Éducation a dirigé les jeunes diplômés en histoire vers les écoles primaires, leur enjoignant ainsi d'enseigner des matières n'ayant qu'un lointain rapport avec l'histoire.[539] *»*

Ces remarques conduisent également à critiquer le recrutement des futurs chercheurs : une fois diplômés, les étudiants pouvaient obtenir une bourse de deux ou trois ans, sur le modèle de l'*aspirantura* soviétique, devant donner lieu à un doctorat. Après quoi le jeune docteur était considéré apte à rejoindre une école supérieure. Toutefois, l'absence de stricts critères de sélection aux différentes étapes, ainsi que le fait que nombre de candidats ne parvenaient pas à rédiger une thèse, ou alors en-dehors des délais prévus, étaient perçus comme des conséquences de l'inadéquation du programme d'études avec les besoins de la recherche. A quoi s'ajoutaient de sérieuses réserves quant aux compétences d'une partie des enseignants du supérieur, en lien avec le contenu idéologique de certains enseignements :

« Dans le même temps, on a reconstruit le programme d'enseignement en l'enrichissant de quelques matières, devant jouer le rôle de soubassement idéologique. Cette dernière décision, ne tenant compte ni de la surcharge excessive pour les auditeurs, ni de l'état effectif des cadres enseignants et de leur incompétence au regard des nouvelles matières introduites, a eu des effets déplorables. Le niveau de l'enseignement a connu un effroyable abaissement, et l'enseignement des principes de la méthodologie marxiste, souvent effectué par des enseignants jeunes et ignorants, a conduit à une incroyable vulgarisation du marxisme.[540] *»*

[538] T. Manteuffel, « Warunki rozwoju nauki historycznej w dziesięcioleciu 1948-1958 », art cit, p. 362.
[539] *Ibid.*, p. 366−367.
[540] *Ibid.*, p. 362.

Ces critiques, quoique récurrentes, n'entraînent pas de réforme majeure de l'enseignement universitaire de l'histoire, mais conduisent à affirmer des exigences de compétence dans le recrutement des enseignants du supérieur. En creux, ce sont les nominations les plus politiques qui sont dénoncées, les enseignements en « marxisme-léninisme » ayant par exemple fréquemment été confiés à des fidèles du Parti, sans que ceux-ci aient nécessairement suivi une formation autre que partisane. Les questions de la formation des futurs « travailleurs scientifiques » et du contenu des programmes reviennent régulièrement dans *Kwartalnik Historyczny* au début des années 1960. Il ne s'agit pas ici de les résumer toutes, mais de voir ce qu'elles disent de l'autonomie de la discipline. La formation des étudiants à la critique des sources est souvent pointée comme une condition indispensable à la mise en adéquation des enseignements avec les exigences du métier de chercheur. Se pose ainsi la question de la définition des compétences requises pour un travail universitaire de qualité, qui amène les historiens à s'interroger sur l'étendue des changements post-1956. A travers les interrogations exprimées quant à l'usage des sources et des manuels, il s'agit toujours de savoir dans quelle mesure la formation des étudiants au doute et à la critique entre en contradiction avec l'idéologie du Parti[541]. Par conséquent, se donne à voir une tension permanente entre l'autonomie relative de la recherche, qui semble faire l'objet d'un consensus après 1956, puisqu'elle est supposée garantir la qualité du savoir historien, et la définition concrète du contenu des enseignements dans le cadre des facultés d'histoire, dans la mesure où la dimension idéologique de ces enseignements n'est pas fondamentalement remise en cause (en témoigne le maintien de la « méthodologie marxiste » en tant que méthodologie unique), ce qui peut entrer en contradiction avec la volonté d'encourager l'esprit critique des étudiants.

Mais c'est surtout la discussion ayant pour objet l'intégration d'enseignements en histoire contemporaine dans les facultés d'histoire qui nous paraît la plus emblématique des oppositions qui traversent alors la discipline au sujet de son propre fonctionnement. Elle est emblématique à double titre : d'abord, car elle traduit la domination du milieu universitaire varsovien sur l'ensemble de la discipline, puisqu'encore une fois ce sont peu ou prou les mêmes protagonistes qui se saisissent des questions liées à l'organisation de la discipline (Arnold, Bardach, Gieysztor, Herbst, Kormanowa, Kula, Leśnodorski, Manteuffel, etc.) ;

[541] A ce sujet, voir l'échange entre Gerard Labuda et Jozef Dutkiewicz dans *Kwartalnik Historyczny* : Gerard Labuda, « O metodyce kształcenia młodej kadry » [Sur la formation des jeunes cadres], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1960, p. 724-727. Et Józef Dutkiewicz, « Uwagi na marginesie artykułu Gerarda Labudy » [Remarques à la marge de l'article de Gerard Labuda], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1961, p. 176-178.

ensuite, parce que ces différents protagonistes s'opposent sur la question de l'enseignement autour du même principe de division qui les opposait en 1956, c'est-à-dire selon la position qu'ils occupent dans cet espace vis-à-vis du pouvoir politique. Retranscrite dans le dernier numéro de *Kwartalnik Historyczny* de l'année 1961, cette discussion concerne un projet de réforme des études d'histoire issu de l'École supérieure des sciences sociales (WSNS) du PZPR, soit de ce qu'il est possible de qualifier de pôle hétéronome des sciences sociales en Pologne populaire[542]. C'est d'ailleurs l'un des historiens *partyjni* désavoués en 1956, S. Arnold, qui en fait la présentation. La discussion, qui se déroule au mois de juin 1961, est organisée par la revue « en accord avec le Département des études universitaires du ministère de l'enseignement supérieur » et en présence de son directeur.

Ce projet de réforme, élaboré par une école du Parti et le ministère, ne diffère pas dans sa philosophie des orientations dénoncées en 1956 et illustrées par les citations de T. Manteuffel présentées plus haut. Le texte de présentation paru dans *Kwartalnik Historyczny* précise en effet que les changements proposés visent à « rehausser les valeurs idéologiques » associées aux études d'histoire, ainsi qu'à « améliorer la préparation des étudiants au métier d'enseignant.[543] » Trois objectifs sont plus précisément détaillés, dont le premier consiste à introduire de nouveaux enseignements en histoire contemporaine, notamment un cours consacré au « régime de la Pologne populaire dans une perspective comparée » en première année, des cours ou séminaires d'histoire contemporaine de la Pologne et du monde à partir de la deuxième année, mais aussi des enseignements méthodologiques obligatoires, spécifiquement consacrés à l'histoire contemporaine, comprenant des « éléments de statistique et de démographie ». Il s'agit donc de renforcer sensiblement l'enseignement de l'histoire du temps présent (postérieure à 1939) au niveau universitaire. Les deux objectifs suivants visent pour leur part à renforcer la professionnalisation des étudiants, en introduisant des stages pratiques dans les écoles, dans le cadre des enseignements pédagogiques (objectif 2), et en rendant obligatoire la « pratique du terrain » et le rendu d'un travail écrit dans le cadre d'un séminaire au choix après la deuxième année (objectif 3). En introduisant de nouveaux enseignements, le projet de réforme conduit à augmenter le nombre global d'heures de cours. Le programme, validé par le ministère, doit alors être expérimenté pour une année à la faculté d'histoire de l'université de Varsovie, avant d'être éventuellement étendu aux autres universités en fonction des résultats.

---

[542] « Nowy program uniwersyteckich studiów historycznych », *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1961, p. 1013-1028.
[543] *Ibid*., p. 1013.

Dans le compte-rendu de la discussion, S. Arnold justifie ces suggestions par le fait que les périodes moderne et contemporaine sont jusqu'alors les moins enseignées au niveau universitaire. En remédiant à ce défaut, il s'agit de rapprocher les étudiants des « besoins de la vie contemporaine ». Les autres interventions dans la discussion, émanant d'universitaires se situant plutôt sur le versant « révisionniste » du clivage rendu visible en 1956, apparaissent bien plus réservées. Plusieurs prises de positions, comme celles d'Iza Bieżunska-Małowist (directrice de l'atelier d'histoire antique à l'université de Varsovie), Aleksander Gieysztor, Tadeusz Manteuffel, Marian Małowist, convergent pour juger irréaliste la mise en œuvre d'un tel programme, au motif que les universités, surtout provinciales, ne disposent pas de suffisamment de spécialistes des thèmes nouvellement introduits. Gieysztor conclut ainsi son intervention :

« Ce plan, je le crains, est taillé pour le milieu varsovien (...). Que feront les autres milieux, qui sont moins dotés en travailleurs scientifiques autonomes ? On peut aussi s'interroger sur certaines nouvelles matières proposées. Peut-on vraiment les introduire, puisqu'on n'a pas défini qui les enseignera et avec quelles qualifications ? Il faut y être très attentif, ayant vécu par le passé plusieurs expériences négatives ».

Dans une allusion explicite aux errements de la période stalinienne dénoncés en 1956, et plus particulièrement aux enseignements présentant un contenu idéologique marqué, confiés à des enseignants incompétents, se trouve ici mobilisé l'argument du niveau de qualification des enseignants universitaires. En pointant le manque de personnel compétent et en faisant appel à des souvenirs encore bien présents parmi les membres de la discipline, il s'agit de s'opposer à l'introduction de l'histoire la plus contemporaine dans les cursus étudiants. Des arguments très similaires sont exprimés par d'autres :

« Je veux prendre un exemple concret, sûrement bien connu, qui risque à présent de se répéter d'une façon que j'ignore, je veux parler de certains problèmes de la philosophie marxiste et de la théorie du développement social. Vous vous en souvenez, et nous sommes tous d'accord sur ce point, la manière de réaliser ces enseignements au cours de la période précédente a suscité à maintes reprises de sérieux incidents et a conduit à une vulgarisation préjudiciable. Nous souhaiterions savoir, puisque ce programme comprend une série de nouvelles matières (...), quel personnel dispensera ces enseignements. Parce que si nous ne disposons pas d'un tel personnel, alors je suis d'accord avec le professeur Gieysztor pour dire que ce sera une réforme plutôt mauvaise. Nous sommes ainsi dans une situation paradoxale, où si l'on exige des enseignants de l'école primaire une certaine préparation, et si l'on exige d'eux un apprentissage, au cours des seize dernières années des enseignements universitaires difficiles ont été confiés soit à de jeunes diplômés, soit, comme cela s'est parfois produit avec les travaux dirigés de philosophie marxiste, à des étudiants de troisième année.[544] *»*

« Il y a trop de cours et trop d'entre eux sont confiés à des assistants. C'est une situation désastreuse, à laquelle il faut absolument mettre un terme. Un assistant, qui découvre le travail didactique, ne sait pas encore travailler concrètement. Il faut exiger que tous les cours magistraux et le maximum de travaux dirigés et séminaires soit dispensés par des professeurs, tandis que les travaux annexes tels que le contrôle du travail individuel – sous l'autorité d'un professeur – soient confiés aux assistants.[545] *»*

[544] Tadeusz Manteuffel.

[545] Marian Małowist. Toutes les citations sont issues du compte-rendu paru dans *Kwartalnik Historyczny*, cf. « Nowy program uniwersyteckich studiów historycznych », *art. cit.*

S'il n'y a pas, en apparence, d'opposition de principe à l'enseignement de l'histoire récente, les réticences exprimées à ce sujet rejoignent celles formulées en matière de recherche : en l'absence d'archives et du fait des « taches blanches », qui renvoient en fait à des sujets tabous, la profession ne s'estime pas en mesure d'intégrer l'histoire la plus récente à son champ d'études[546]. En érigeant la compétence des futurs enseignants en critère d'acceptabilité du nouveau programme, il s'agit bien de rendre impossible dans les faits l'introduction d'enseignements consacrés à la période qui apparaît la plus impropre à un travail historien non biaisé, en particulier pour l'après-1939. Ce faisant, c'est le principe d'autonomie qui se trouve réaffirmé : n'enseigne pas qui veut à l'université, la profession s'estimant seule à même d'évaluer les compétences de ses membres. En pratique, de telles prises de position de la part des principaux historiens universitaires contraignent très fortement le renforcement des enseignements en histoire contemporaine : comment former des cadres universitaires compétents en histoire contemporaine, si cette dernière n'est pas enseignée dans les universités ?

A l'inverse, ce sont les historiens *partyjni* qui apparaissent les plus favorables au renforcement de ces enseignements. Ce qui ne doit pas surprendre puisqu'ils sont en fait les seuls à pratiquer cette histoire contemporaine, en particulier à l'Ecole supérieure des sciences sociales du Parti. Cette histoire, dans leurs propos, se confond en fait avec celle du « mouvement ouvrier » :

« L'introduction recommandée d'un cours magistral ou d'un séminaire d'histoire contemporaine de la Pologne ou du monde en deuxième année ne me paraît pas être contre-indiquée, puisque j'organise moi-même, avec de jeunes collègues, un tel séminaire. Nous avons choisi le thème compliqué de la place et du rôle du mouvement ouvrier polonais sur la scène internationale. Nous pensons déplacer ce séminaire chronologiquement chaque année. Nous commencerons à partir de la première Internationale, et nous évoluerons chronologiquement jusqu'en 1939, afin d'élaborer plus tard sur la base de ce matériau une conférence sur l'histoire du mouvement ouvrier polonais (...). Je ne vois aucun argument particulier contre une telle résolution.[547] *»*

Pour sa part, Marian Żychowski[548], docent à l'Ecole supérieure des sciences sociales du Parti, s'appuie sur son expérience au sein de cette école, où une partie des enseignements programmés existe déjà, pour argumenter en faveur du projet de réforme. S'il partage le constat d'un manque d'historiens contemporanéistes, il en tire des conclusions opposées à

[546] A l'occasion de cette discussion, Manteuffel, toujours directeur de l'IH PAN rappelle d'ailleurs qu'une synthèse de l'histoire récente n'est toujours pas envisageable.
[547] Żanna Kormanowa.
[548] Marian Żychowski (1922-1972) : ouvrier sous l'occupation ; membre du PPR/PZPR à partir de 1947 ; études d'ethnologie et de sociologie à l'UJ (1949) ; employé à l'office de censure de la voïvodie de Cracovie (1947-1948) ; puis enseigne à l'UJ (intègre la chaire d'histoire des mouvements sociaux en 1950) ; doctorant à l'IKKN (1954, sous la direction de Z. Kormanowa) ; à partir de 1953, employé à l'école du Parti puis à l'École supérieure des sciences sociales du Parti ; professeur (1962) ; directeur de l'Institut des sciences politiques de l'UW (1968).

celles de ses collègues de l'université, ce qui n'est pas étonnant de la part d'un chercheur dont la carrière s'est construite largement dans le giron du Parti :

« Pour ce qui concerne plus particulièrement l'histoire universelle, nous avons une tache blanche à partir de 1917, puisque non seulement il n'y a pas de spécialistes, mais il n'y a pas non plus de laboratoire, c'est pourquoi je proposerais de s'interroger sur l'allure à laquelle nous pourrions garantir la mise en œuvre de ce nouveau programme du point de vue de la formation des cadres scientifiques, en tenant compte entre autres de l'histoire internationale du mouvement ouvrier. Je verrais favorablement la création à titre expérimental de laboratoires consacrés à l'histoire contemporaine universelle, l'histoire de l'occupation et de la Pologne populaire. »

Concluant les échanges, le directeur du Département des études universitaires du ministère de l'enseignement supérieur, Franciszek Bielecki, semble prendre acte des critiques émises par les universitaires : il admet que l'histoire contemporaine pose problème (il la qualifie de « victime », sans davantage de précisions) et lie l'enjeu de l'augmentation des heures de cours qui lui sont consacrées au développement de la recherche sur cette période et à la formation future de spécialistes en la matière. La mise en œuvre de cette réforme a d'ailleurs été très inégale, les instructions du ministère laissant aux recteurs le soin d'apprécier sa faisabilité, en fonction des moyens à leur disposition[549]. Du reste, la question de l'enseignement de l'histoire à l'université est rediscutée à intervalles réguliers tout au long des années 1960 avec, fréquemment, l'argument du manque de cadres opposé à l'introduction de nouveaux enseignements. Ces discussions font donc généralement long feu et ne sont que rarement suivies d'effets[550]. Elles permettent cependant de constater la permanence des polarités identifiées en 1956, qui voient s'opposer les historiens en fonction de leur degré de proximité à un pôle hétéronome de production de l'histoire, autour du Parti, sur les enjeux spécifiques de cet espace, qu'il s'agisse de recherche ou d'enseignement. Le constat de l'existence d'enjeux de luttes internes à la discipline, même si ces luttes demeurent pour une bonne part circonscrites au microcosme varsovien, permet en outre de souligner la complexité du fonctionnement du monde universitaire en contexte de régime autoritaire. En nuançant l'image souvent plus fantasmée qu'objectivée d'un pouvoir politique omnipotent imposant sa volonté par la force, il s'agit de s'interroger sur les marges de manœuvre dont peuvent bénéficier les acteurs. De fait, l'exemple des tentatives plus ou moins avortées de réintroduire dans les cursus universitaires des enseignements à forte charge idéologique après 1956 démontre qu'il existe une relative autonomie de la discipline.

[549] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 385−386.
[550] *Ibid.*, p. 387−388.

Conclusion du chapitre 2

Le « tournant » de 1956 n'est donc pas sans effets sur la discipline historique, au sein de laquelle il est acquis, même pour les historiens partisans, que les activités scientifiques ne peuvent plus se résumer à un instrument de lutte politique et requièrent une certaine autonomie[551]. L'autonomie relative de la discipline est maintenue, dans la mesure où il n'y a pas prise de contrôle de la production historiographique par le PZPR et ses représentants au sein de la discipline. Paradoxalement, cette autonomie contribue à aller dans le sens de la contrainte d'idéologisation de la discipline : concrètement, le refus par les historiens revendiquant l'autonomie de leur science (Manteuffel, Kula, entre autres) de s'occuper d'histoire contemporaine les conduit à laisser le champ libre en la matière aux historiens *partyjni*, mais aussi aux amateurs et aux profanes, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

Se revendiquer d'une histoire marxiste permet également aux historiens universitaires de tirer bénéfice de la conjoncture de déstalinisation autour de 1956, en évinçant de la discipline (ou du moins des positions de pouvoir au sein de la discipline) les historiens les plus partisans. C'est la réhabilitation d'une forme de marxisme originel après le 20e Congrès du PCUS et la dénonciation des « erreurs » de la période stalinienne, qui seraient liées à des interprétations erronées du marxisme, qui leur en offre l'opportunité. En cela, la critique de l'historiographie de la première décennie de la Pologne populaire au nom du marxisme peut apparaître comme hétéronome, puisque concomitante des changements politiques du moment. Kula fait d'ailleurs référence à plusieurs reprises au 20e congrès du PCUS pour appuyer ses critiques de l'historiographie stalinienne. C'est oublier cependant que les arguments en faveur de la déstalinisation sont réfractés dans l'espace de production historiographique, où ils sont mobilisés par les tenants de l'autonomie de l'histoire, qui utilisent cette référence au marxisme pour délégitimer et exclure des positions de pouvoir sur la discipline les historiens *partyjni* les moins dotés en ressources académiques[552]. La référence au marxisme est donc mobilisée au service de la revendication d'une science plus autonome et non partisane.

Surtout, en dépit de la réaffirmation de l'équivalence entre science et marxisme, à la fin des années 1950, l'identité de la discipline est avant tout définie par l'usage des sources et

[551] *Ibid.*, p. 381.
[552] Dans un tout autre contexte, Gisèle Sapiro a montré comment le recours à des forces extérieures afin d'arbitrer les conflits internes au champ intellectuel avait en fait renforcé les défenseurs de l'autonomie. Cf. G. Sapiro, *La guerre des écrivains*, *op. cit.*

le recours à l'empirie, perçus comme des moyens de limiter l'ingérence de l'idéologie dans le travail de recherche. L'importance de faire science se donne également à voir après 1956 dans le soin qu'apportent les historiens *partyjni* à respecter au moins en apparence les formes du discours scientifique : écriture de l'histoire par des individus disposant des qualifications requises et sans manipulation des sources. Après 1956, les principes de légitimation du discours scientifique ainsi redéfinis sont difficiles à remettre en cause au nom de l'idéologie, même si celle-ci prétend incarner la science véritable. Les débats autour de la façon d'interpréter le passé perdurent, mais c'est désormais principalement sur le terrain de la science qu'ils se jouent, et plus dans les attaques *ad hominem* ou les accusations de déviance idéologique. Ce qui implique d'accepter certains termes du débat, comme la relative autonomie du travail scientifique.

Cependant, en dépit de la récurrence des discours sur la « démocratisation » et la « liberté » de parole retrouvée après 1956, les velléités de contrôle idéologique sur la discipline sont loin d'avoir disparu, comme en attestent les discours que tiennent les dirigeants du PZPR sur l'histoire contemporaine dans les années 1960 et 1970, ou comme l'illustre la réflexion sur le limogeage de Manteuffel au profit de Daniszewski à la direction de l'IH PAN, en 1958. Ce n'est qu'avec la fin du régime de la Pologne populaire et l'abandon du principal outil de contrôle politique de la production historiographique, la censure, que ce contrôle cessera réellement d'être effectif. Le moment 1956 montre cependant que l'intensité du contrôle idéologique sur la discipline varie selon les configurations successives du pouvoir en Pologne populaire, et la façon dont les acteurs de la discipline cherchent à en tirer profit dans les concurrences internes à l’espace de production historiographique.

Comme cela a été suggéré dans ce chapitre, la question de l'autonomie de la recherche en histoire du temps présent se pose avec une plus grande acuité que pour le reste de la discipline. Il s'agit d'observer à présent ce qui se joue au niveau de cette sous-discipline dans les années qui suivent 1956. Là aussi, le changement de configuration politique produit ses effets, avec une volonté d’inscrire davantage la recherche en histoire du temps présent dans une cadre académique, à travers la création d’équipes de recherches sur la Seconde Guerre mondiale et la Pologne populaire, à l’Institut d’histoire de l’Académie des sciences.

CHAPITRE 3

1956 et ses conséquences : la relative autonomisation de l'histoire du temps présent

Les changements induits par le « tournant » de 1956 au niveau des positions de pouvoir académique en histoire, se traduisent également au niveau de la production historiographique en histoire du temps présent. Si cette sous-discipline continue à faire l'objet d'un fort contrôle politique, la réaffirmation d'une méthodologie de recherche soucieuse de l'empirie ouvre la voie à sa professionnalisation. D'une manière générale, les universitaires demeurent réticents à travailler sur le 20e siècle. Nous avons vu au chapitre précédent que le projet d'introduction de l'histoire du temps présent dans l'enseignement supérieur avait suscité de fortes réticences de la part des enseignants. Néanmoins, des recherches académiques consacrées au temps présent se développent à partir de la fin des années 1950 et tout au long des années 1960 et 1970, notamment à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences.

Le développement de la recherche en histoire du temps présent est toutefois contraint, car cette sous-discipline se caractérise par l'importance d'instituts de recherche para-académiques, liés au Parti et au ministère de la Défense. Du point de vue de son organisation et de la façon dont elle est conçue, par le pouvoir politique comme par une partie de ses producteurs, l'histoire du temps présent s'apparente alors à une science de gouvernement. Non pas au sens où elle offrirait des outils de contrôle bureaucratique des populations, comme la statistique ou la démographie[553], mais au sens où elle contribue à la fabrication d'un « tradition » nationale, essentielle à la légitimation du régime de la Pologne populaire[554]. C'est en effet dans le passé récent que cette dernière puise son récit des origines, notamment dans le combat pour la libération de la Pologne de l'occupation allemande. Par conséquent, l'histoire du temps présent, à l'instar des discours savants sur l'éducation étudiés par Franck

[553] Voir à ce sujet Olivier Ihl, Martine Kaluszynski et Gilles Pollet (dir.), *Les sciences de gouvernement*, Paris, Economica, 2003.

[554] Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales : Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2001 ; Eric John Hobsbawm et Terence Osborn Ranger (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 2012.

Poupeau, se caractérise par une « dualité des principes de hiérarchisation », entre l'univers scientifique et l'univers bureaucratique, entre « critères scientifiques et normatifs.[555] »

Il s'agit de montrer à présent comment, en dépit de cette contrainte politique persistante (section I), l'histoire du temps présent connaît une certaine autonomisation après 1956, avec la création de centres de recherche spécifiques au sein de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences et la professionnalisation des historiens travaillant sur cette période. Cette histoire se distingue cependant par ses spécificités, tant du point de vue des objets qu'il est alors possible d'étudier, nécessairement limités, que du point de vue des profils de ses producteurs, qui ne sont pas tous savants (section II).

Ce chapitre porte sur la période qui sépare le milieu des années 1950 de la fin des années 1970. Il s'agit de voir plus spécifiquement comment émerge, dans les années 1960 et 1970, une recherche historique spécialisée dans l'étude de la Seconde Guerre mondiale et de la Pologne populaire. Seront étudiés tant les producteurs que les productions de cette recherche alors embryonnaire. Les bornes chronologiques adoptées dans ce chapitre permettent de distinguer deux configurations politiques sensiblement différentes. Si le « tournant » de 1956 favorise le processus d'autonomisation étudié dans ce chapitre, les conditions de production de l'histoire savante sont profondément transformées à partir de la fin des années 1970, avec l'apparition d'un réseau clandestin de publication et d'édition. Ces *samizdats* permettent un renouvellement de l'histoire du temps présent, les « taches blanches » étant comblées dans les publications clandestines, qui échappent au contrôle de la censure. La configuration correspondant à l'essor de la dissidence est donc étudiée au chapitre suivant.

[555] Franck Poupeau, *Une sociologie d'État : l'école et ses experts en France*, Paris, Raisons d'agir, 2003, p. 51.

Section 1. Une sous-discipline faiblement autonome :

La plus grande dépendance de l'histoire 20e siècle vis-à-vis de la contrainte politique explique que nombre d'historiens universitaires aient préféré s'en tenir éloignés. Les objections répétées de Tadeusz Manteuffel en offrent la meilleure illustration. A l'occasion du congrès de l'Association historique polonaise (PTH) de 1958, le directeur de l'Institut d'histoire de l'Académie estime ainsi que la plupart des historiens renoncent à travailler sur l'histoire contemporaine en raison de la subordination des recherches à la demande politique. De même, Witold Kula considère l'histoire la plus récente comme exclue du champ d'études de la discipline. Tous deux définissent septembre 1939 comme le moment au-delà duquel il n'est plus possible de parler d'histoire, abandonnant l'histoire du temps présent aux « publicistes », c'est-à-dire aux chroniqueurs de presse qui ne seraient pas journalistes de profession, et aux « politiques »[556]. Si cette méfiance initiale des historiens universitaires à l'égard de l'histoire du temps présent n'est en rien une spécificité polonaise ou soviétique, elle est renforcée par le contrôle idéologique des publications dans les États du bloc de l'Est. Ainsi que l'écrit Pieter Lagrou, dans l'Europe d'après-guerre, « l'avant-garde intellectuelle et l'élite académique – celle qui tenait les grandes revues et les chaires universitaires – dédaignaient son exercice et laissaient la basse besogne de l'histoire événementielle et des batailles récentes à des historiens de seconde zone.[557] » En Pologne populaire, le « tournant » de 1956 et la dénonciation d'une histoire au service du Parti cible tout particulièrement l'histoire du temps présent, essentiellement produite aux marges du champ académique, comme au Département (devenu Atelier) d'histoire du Parti. Ces critiques ouvrent la voie à un début de professionnalisation de la recherche en histoire du temps présent.

[556] Voir notamment Witold Kula, « W sprawie naszej polityki naukowej » [Au sujet de notre politique scientifique], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1956, p. 151-166. Et Tadeusz Manteuffel, « Warunki rozwoju nauki historycznej w dziesięcioleciu 1948-1958 » [Les conditions du développement de la science historique au cours de la décennie 1948-1958] dans Juliusz Łukasiewicz, Maciej Mycielski et Jan Tyszkiweciz (dir.), *Tradycje i Współczesność. Księga pamiątkowa Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego 1930-2005*, Varsovie, Wydawnictwo DiG, 2005, p. 360−372.

[557] Pieter Lagrou, « L'histoire du temps présent en Europe depuis 1945, ou comment se constitue et se développe un nouveau champ disciplinaire », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 2003, n° 9, p. 4−15.

I.1. « Une atmosphère de sujétion » : la dénonciation d'une contrainte politique :

Le moment 1956 est l'occasion de pointer l'indigence de la production savante consacrée à la Seconde Guerre mondiale et aux débuts de la Pologne populaire, au cours de la première décennie de l'après-guerre, préalable indispensable à la progressive académisation de la recherche en histoire du temps présent. Si cette recherche apparaît faiblement autonome, c'est précisément parce qu'elle s'est dès le départ structurée aux marges du monde académique, dans des institutions relevant d'un pôle de production étatique-partisan (Atelier d'histoire du Parti, écoles du Parti, Institut d'histoire militaire) ou bien d'un pôle d'expertise publique, auquel peuvent être rattachés l'éphémère Institut de la mémoire nationale (1944-1950) et la Commission de recherche sur les crimes nazis (cf. chap. 1). Concernant ce dernier pôle, la création d'institutions *ad hoc* consacrées à la production d'une expertise historienne dont le but est d'évaluer et de quantifier les dommages de guerre et, souvent, de documenter les crimes nazis afin d'appuyer d'éventuelles poursuites judiciaires, est loin d'être une spécificité polonaise : « A y regarder de plus près, les historiographies européennes, des deux côtés du rideau de fer, partageaient jusqu'aux années 1960 bien plus de caractéristiques qu'il n'y paraît. Institutionnellement d'abord, l'histoire la plus récente fut pratiquée dans des instituts d'État et académies des sciences, plutôt que dans les universités. […] tous les États d'après-guerre se sont empressés de gérer leur histoire récente de la façon la plus directe possible, par des institutions relevant le plus souvent du Premier ministre.[558] »

En Pologne populaire, les premiers travaux consacrés à l'après 1939 sont donc fortement associés à des objectifs qui, au-delà de la connaissance du passé, ont à voir avec les besoins de la propagande du Parti ou d'une expertise à des fins judiciaires. Dans ces conditions, une histoire analytique du temps présent semble difficile. Ainsi, lorsque l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) organise en mars 1956 une conférence consacrée à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, seules des institutions extra-académiques y participent : l'Institut occidental (formellement rattaché à l'université de Poznań, mais fonctionnant de manière autonome) ; le ministère de la Défense nationale ; l'Atelier d'histoire du Parti ; la Commission de recherche sur les crimes nazis ; l'Institut historique juif ; l'Institut des sciences sociales du Parti. Ni universités donc, ni équipes de chercheurs de l'IH PAN. L'initiative de cette conférence, supposée dresser un bilan des recherches consacrées à la guerre, est d'ailleurs incertaine : si elle est hébergée dans ses

[558] Pieter Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », *Vingtième Siècle*, 2013, n° 118, p. 107.

locaux et que l'Institut en revendique la paternité selon le compte-rendu paru dans *Kwartalnik Historyczny*[559], T. Rutkowski mentionne que c'est le Département de la culture et de la science du Parti qui en est à l'initiative[560]. Quoi qu'il en soit, cette conférence intervient dans un contexte propice à l'examen critique des résultats d'une décennie de recherche historique en Pologne populaire. Cependant, par comparaison avec d'autres moments d'expression d'une critique à l'égard du mot d'ordre de « science partisane » autour de 1956, dont il a été fait état précédemment, cette conférence consacrée à l'histoire récente apparaît bien moins revendicative et clivée. Sans doute faut-il y voir un effet de la composition de l'assistance qui, outre les institutions déjà mentionnées, comprend des représentants du Département de la science du PZPR, de la Direction générale des archives d'État, mais également des « publicistes et juristes s'occupant de la problématique de l'histoire de la Pologne à l'époque de la Seconde Guerre mondiale ». Il s'agit donc davantage d'une rencontre entre représentants de l'histoire officielle, bien loin donc d'une assistance avant tout composée d'universitaires, comme ce peut être le cas dans d'autres arènes telles que le conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie.

[559] Lucjan Dobroszycki, « W sprawie badań historycznych nad okresem II wojny światowej » [Au sujet des recherches historiques sur la Seconde Guerre mondiale], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1956, pp. 215-220.
[560] Tadeusz Paweł Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970: zagadnienia polityczne i organizacyjne*, [Les sciences historiques en Pologne, 1944-1970], Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2007, p. 277.

Encadré 9. Notices biographiques des participants à la conférence sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (Institut d'histoire de l'Académie des sciences, 20 mars 1956)

Szymon Datner (1902-1989) : études de philosophie à l'Université Jagellon, doctorat en 1927 ; enseignant dans différentes écoles juives ; durant la guerre, enfermé dans le ghetto de Białystok avant de rejoindre la résistance juive (intégrée par la suite aux partisans prosoviétiques) ; après-guerre, préside le Comité des juifs de la voïvodie de Białystok (institutions de représentation des survivants de l'Holocauste auprès du gouvernement communiste, 1944-1946) ; en Palestine de 1946 à 1948, avant de rejoindre l'Institut historique juif (ZIH), puis la Commission de recherche sur les crimes nazis en 1953 ; membre du PPR puis du PZPR ; directeur du ZIH (1969-1970) ; habilitation en 1969 ; contraint de démissionner de ses fonctions après la purge antisémite de 1968, mais ne quitte pas la Pologne.

Janusz Gumkowski (1905-1984) : juriste et historien, directeur de la Commission de recherche sur les crimes nazis.

Helena Kamińska (1905-1998) : militante communiste depuis les années 1920 ; plusieurs fois emprisonnée ; en URSS (1930-1936), puis retour en Pologne où elle est employée par le parti communiste (KPP) ; ouvrière et enseignante après 1938 et la dissolution du KPP ; à Białystok (zone d'occupation soviétique) puis en URSS pendant la guerre, travaille pour le compte de l'Union des patriotes polonais (ZPP), où elle est directrice adjointe du département de l'édition ; retour en Pologne en 1945, dirige l'école du parti de la voïvodie, puis le comité de voïvodie du PPR à Gdańsk ; à partir de 1947, directrice du Département de la propagande du comité de voïvodie du PPR puis du PZPR ; directrice adjointe du Département d'histoire du Parti (1949-1956), où elle reste employée jusqu'en 1968.

Bernard Mark (1908-1966) : études de droit à l'université de Varsovie (1932) ; militant communiste dès 1928 ; journaliste et publiciste ; en URSS pendant la guerre (comité antifasciste juif puis co-fondateur de l'Union des patriotes polonais (ZPP) ; retour en Pologne en 1946, où il préside le Comité central des juifs de Pologne ; de 1949 à sa mort, directeur du ZIH ; professeur en 1954.

Stanisław Okęcki (1908-1991) : militant socialiste puis communiste dès les années 1920 ; émigre en URSS dans les années 1930, où il adhère au Parti bolchévique ; carrière militaire à partir de 1941 : officier politique au sein de l'armée polonaise recréée en URSS, puis chef de la propagande ; intègre après-guerre l'Institut scientifique (*Institytut Naukowo-badawczy*) de l'armée polonaise, puis l'Institut d'histoire militaire ; nommé professeur en 1956, il préside la Commission d'histoire militaire du ministère de la Défense et enseigne à l'Académie de l'état-major de l'armée, tout en siégeant au sein de la Commission de qualification des travailleurs scientifiques (qui gère le recrutement et l'avancement des carrières académiques), du Conseil central de l'association des anciens combattants (ZBoWiD) et du Conseil pour la protection de la mémoire des luttes et du martyr (*Rada Ochrony Pamięci Walk i Męczeństwa*)[561].

Edmund Osmańczyk (1913-1989) : études à l'université de Varsovie (1938) et à l'étranger (Bordeaux et Berlin) ; docteur en sciences politiques (1974) ; journaliste tout au long des années 1930 ; employé à la radio polonaise à Varsovie à partir de septembre 1939 ; sous l'occupation, travaille pour la radio clandestine ; correspondant de guerre, il relate notamment la conférence de Potsdam et le procès de Nuremberg ; à partir de 1947, travaille quelques années en tant que correspondant à l'étranger de la radio polonaise, puis journaliste en Pologne, tout en publiant quelques livres sur la guerre et les relations internationales ; plusieurs fois député au *Sejm* de la Pologne populaire (1952-1961 et 1969-1985) ; membre du conseil central de l'Association des anciens combattants (ZBoWiD).

Stanisław Płoski (1899-1966) : études d'histoire à l'université de Varsovie ; doctorat en 1932 ; à partir de 1922, employé de l'Institut scientifique de l'armée polonaise, puis du Bureau d'histoire militaire ; membre du PPS ; rejoint la résistance durant la guerre (Armée de l'Intérieur, AK) ; participe à l'insurrection de Varsovie puis est emprisonné en Allemagne ; retour en Pologne après-guerre, membre du PPS puis du PZPR ; directeur de l'Institut de la mémoire nationale ; président de la Commission historique du PPS ; à l'IH PAN à partir de 1953 ; directeur de l'atelier d'histoire de la Pologne de 1939 à 1945, à partir de 1956 ; nommé professeur en 1956.

Karol Marian Pospieszalski (1909-2007) : études de droit à l'université de Poznań, travaille ensuite en tant qu'assesseur puis juge au tribunal de Poznań ; pendant la guerre, membre de l'organisation de résistance

[561] Créée en 1947 et rattachée au ministère de la Culture, cette dernière association a pour but la préservation des lieux de mémoire de la martyrologie polonaise, notamment ceux liés à la Seconde Guerre mondiale.

« *Ojczyzna* » (Patrie) ; prépare des rapports décrivant le statut juridique des juifs sous le 3e Reich, qu'il reconvertit après-guerre en recherche académique (docteur en 1945) ; intègre la chaire de droit constitutionnel de l'université de Poznań et l'Institut occidental ; nommé professeur en 1957 ; se spécialise dans les crimes allemands commis durant la guerre et collabore avec la Commission de recherche sur les crimes nazis en Pologne.

Władysław Poterański (1917-1972) : militant communiste à partir de 1933 ; études de philologie polonaise à l'université de Varsovie (1936-39) ; résistance communiste (Garde populaire/Armée populaire) pendant la guerre ; participe à l'insurrection de Varsovie, puis est emprisonné ; membre du PPR/PZPR à partir de 1945 ; études à l'Institut de formation des cadres scientifiques du Parti (1950-54) puis « travailleurs scientifique » au Département d'histoire du parti ; directeur des archives centrales du ministère de l'Intérieur (1960-65).

Jan Sehn (1909-1965) : juge à partir de 1945, docteur en droit (1949) ; nommé professeur en 1961 ; chargé par le ministère de la Justice de l'instruction des crimes nazis ; expert auprès de la Commission de recherche sur les crimes nazis : a notamment enquêté sur Auschwitz et a rédigé l'acte d'accusation à l'encontre de l'ancien commandant du camp, Rudolf Höss.

Waldemar Tuszyński (dates inconnues) : colonel, rattaché à l'Institut d'histoire militaire (WIH) ; plusieurs publications consacrées à l'histoire militaire de la Seconde Guerre mondiale, notamment au mouvement de résistance polonais.

Sources : notices biographiques in T. P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970, op. cit.* ; nécrologies parues dans la presse et les revues spécialisées ; encyclopédies en ligne (*Państwowe Wydawnictwo Naukowe* et *Wikipédia*).

Un examen plus approfondi de la composition de cette assemblée confirme la rareté des profils universitaires. Présidée par Leon Grosfeld, en sa qualité de directeur adjoint de l'IH PAN, la conférence se résume à deux exposés supposés introduire une discussion générale. Ils sont prononcés par Czesław Madajczyk, alors *docent* à l'IH PAN, et le général de brigade Stanisław Okęcki*[562]. Madajczyk (1921-2008), qui a obtenu son doctorat à l'Institut des sciences sociales du Parti sous la direction de Grosfeld deux ans plus tôt, est membre du PZPR mais fait partie des historiens revendiquant davantage d'autonomie pour la discipline (cf. chap. 2). Par ailleurs, les profils des participants à la « discussion vivante » rapportée dans *Kwartalnik Historyczny* donnent une idée assez juste de qui sont les interprètes de l'histoire du temps présent à l'époque. Se trouvent parmi eux des militants historiens de l'Atelier d'histoire du Parti sans aucune attache académique (Helena Kamińska*, Władysław Poterański*), des juristes (Jan Sehn*, Janusz Gumkowski*), des militaires (outre Okęcki, Waldemar Tuszyński*), un député et ancien journaliste (Edmund Osmańczyk*), et des chercheurs rattachés à des institutions para-académiques : Szymon Datner* et Bernard Mark* à l'Institut d'histoire juive, Karol Marian Pospieszalski* à l'Institut occidental. Bien qu'elle se soit tenue dans l'enceinte de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, cette conférence semble donc désertée par les chercheurs de l'Institut qui, à de très rares exceptions près, ne travaillent pas sur cette période : parmi les participants, seuls Czesław Madajczyk et Stanisław Płoski*

[562] Les individus marqués du symbole « * » font l'objet d'une notice biographique à l'encadré 9.

sont rattachés à l'IH PAN. Les ressources académiques des protagonistes de la conférence apparaissent donc faibles, voire inexistantes pour certains. En revanche, la plupart sont ou ont été militants communistes (cf. Encadré 9).

Bien que les profils des participants reflètent la faible autonomie de la recherche consacrée à la Seconde Guerre mondiale en Pologne à la fin des années 1950, la conférence est l'occasion de dénoncer « l'atmosphère » et le « climat » de la décennie précédente :

« Les participants à la discussion se sont accordés sur le fait qu'au cours des dernières années, existait un mauvais climat autour de la problématique de l'occupation, allant jusqu'à pousser certains historiens à s'éloigner de la problématique de la Seconde Guerre mondiale. Il a été souligné plus loin que le manque de coordination et de collaboration entre les différents centres scientifiques et de recherche, l'absence d'échange d'opinions et d'expériences entre les historiens de cette période, n'ont pas permis l'adoption de projets de recherche communs et à une large échelle. Ils n'ont pas permis non plus une réelle planification de ce travail, provoquant parfois le traitement d'un même problème par plusieurs centres. (...) En règle générale, il n'y a pas eu de contacts entre les centres menant des recherches sur la politique d'extermination de l'occupant (Commission centrale de recherche sur les crimes nazis, Institut occidental et Institut historique juif) et les centres menant des recherches sur la lutte nationale contre l'occupant (Département d'histoire du Parti, Commission d'histoire militaire). Il a été souligné dans la discussion qu'un tel état des choses a conduit à détacher la politique de l'occupant de l'objet de cette politique, c'est-à-dire de la nation et de son combat.[563] *»*

Le constat posé à l'occasion de la conférence est donc celui d'une histoire de la Seconde Guerre mondiale éclatée entre plusieurs lieux de production d'envergure modeste, souvent monothématiques et donc très spécialisés, qui ne communiquent guère entre eux et sont isolés du monde académique. De ce fait, l'état des recherches sur cette période est jugé « insatisfaisant » et « très modeste ». En particulier, C. Madajczyk juge irréaliste la réalisation d'un cinquième tome (qui traiterait de la période post-1939) de la vaste synthèse de l'histoire de la Pologne, en chantier à l'Académie des sciences, compte tenu de la très faible quantité de monographies consacrées à cette période jusqu'alors. En effet, les publications savantes consacrées au second conflit mondial sont restées cloisonnées dans les revues et collections éditoriales spécialisées, éditées par les institutions mentionnées : *Documenta Occupationis Teutonicae* (revue éditée par l'Institut occidental), Bulletin de la Commission de recherche sur les crimes nazis en Pologne, éditions de l'Institut historique juif ou du ministère de la Défense, etc. Les thèmes liés à la guerre, à l'occupation ou à la résistance n'ont pour ainsi dire trouvé aucun écho du côté de la recherche académique, produite dans les universités et à l'Académie des sciences (IH PAN). Du fait de la spécialisation des centres de recherches qui se consacrent à cette période, les thèmes traités sont en outre jugés très limités car focalisés sur la martyrologie nationale ou la responsabilité allemande dans l'extermination des populations polonaise et juive. Afin de remédier à cet éclatement, les conclusions de la conférence proposent la création d'une commission de coordination des recherches en histoire

[563] Lucjan Dobroszycki, « W sprawie badań historycznych nad okresem II wojny światowej », art. cit., p. 216.

contemporaine auprès de l'IH PAN, qui sera effectivement mise sur pieds et accueillera des représentants des différents instituts de recherche s'occupant de la période 1939-1945. De même, est proposée la création d'une revue scientifique spécialisée sur l'histoire la plus récente, idée qui donnera naissance à plusieurs revues à partir de la fin des années 1950 (voir infra).

Deux enjeux apparaissent centraux en matière d'histoire du temps présent, car ils se posent avec une plus forte acuité au sujet de cette sous-discipline. Leur caractère problématique sera discuté pratiquement jusqu'à 1989 et même au-delà. Il s'agit de la formation des chercheurs et de l'accès aux archives. La question de la formation est l'occasion de pointer les réticences du monde académique à s'emparer de l'histoire du temps présent. Les participants à la conférence de mars 1956 regrettent notamment l'absence de chaire consacrée à la période post-1939 dans les facultés d'histoire, ainsi que la très faible quantité de mémoires de fin d'études ou de doctorats consacrés à cette période. En revanche, la question des archives renvoie plus spécifiquement à l'action (et à l'inaction) du Parti-État. Si des destructions d'archives sont à déplorer du fait de la guerre, le compte-rendu de la conférence mentionne également des « négligences » commises par les autorités polonaises après-guerre, de l'absence d'inventaire aux mauvaises conditions de conservation des documents, en passant par la destruction pure et simple de documents jugés inutilisables (voire compromettants, même si cela n'est jamais mentionné ainsi[564]). Surtout, il s'agit d'archives éclatées, dont la collecte pose de multiples problèmes : si Henryk Altman, directeur des archives d'État omniprésent dans les conférences dédiées au bilan historiographique de la décennie stalinienne, promet de publier progressivement des inventaires des collections placées sous sa responsabilité, les centres de recherche spécialisés disposent de leurs propres collections archivistiques, qui ne sont pas toujours inventoriées. C'est notamment le cas de l'Institut historique juif et de la Commission de recherche sur les crimes nazis, qui détiennent des archives centrales pour l'écriture d'une histoire de l'occupation allemande en Pologne. De plus, les archives privées, telles que la correspondance et les mémoires conservés par d'éventuels témoins, sont difficiles à rassembler, là encore du fait de « l'atmosphère » ambiante :

« Au cours de la période précédente, du fait de la mauvaise atmosphère existante autour du problème de l'occupation, beaucoup de gens ont adopté une attitude très réticente vis-à-vis de la révélation de leur propre

[564] Le compte-rendu paru dans *Kwartalnik Historyczny* mentionne ainsi que l'un des participants a fait allusion à un « fait répréhensible », en l'occurrence la destruction « par la faute de l'ambassade de Pologne à Moscou » de l'ensemble de la presse émigrée en URSS de 1939 à 1941, soit avant l'entrée en guerre de l'Union soviétique contre l'Allemagne nazie. Cf. Lucjan Dobroszycki, « W sprawie badań historycznych nad okresem II wojny światowej », art. cit., p. 218.

histoire. Même des membres actifs de l'Armée populaire, sans même parler des anciens combattants de l'Armée de l'Intérieur ou des Bataillons paysans, ont parfois refusé de donner des informations. […] Il y a même eu des cas de destruction par le feu de matériaux précieux de la période de l'occupation, motivées par la crainte que la possession de tels documents puisse causer certains désagréments.[565] »

Pour toutes ces raisons, les participants à la conférence proposent donc d'associer les facultés d'histoire et les enseignants à un vaste programme de collecte des archives privées. Une manière de dépolitiser le travail de constitution d'une base documentaire qui, lorsqu'il est confié à des institutions comme le Département d'histoire du Parti ou la Commission d'enquête sur les crimes nazis, n'incite pas toujours les témoins et survivants à livrer leurs souvenirs, par crainte d'éventuelles conséquences judiciaires.

Si les critiques exprimées à l'occasion de cette conférence de mars 1956 apparaissent plus feutrées que celles évoquées au chapitre précédent, ce qui s'explique en partie par une assistance composée d'individus qui, de par leurs trajectoires et propriétés sociales, sont moins disposés à endosser un discours en défense de l'autonomie de la recherche historique, elle aboutit malgré tout à la dénonciation du « climat » et de « l'atmosphère » des années précédentes. Quelques mois plus tard, dans un contexte différent tant du point de vue de l'avancement de la « déstalinisation » de la science historique que de la composition de l'assistance, la réflexion sur la recherche en histoire du temps présent aboutit à des critiques autrement plus vives. Au moment du congrès du jubilée de l'Association historique polonaise (PTH), en octobre 1956, c'est la section d'histoire contemporaine qui donne lieu à la « discussion la plus animée »[566]. Ici encore, c'est Czesław Madajczyk[567] qui tient le rôle d'exposant principal, un second exposé étant présenté par le directeur des archives d'État, Henryk Altman. Si l'exposé de Madajczyk est reproduit dans la rubrique « discussions et polémiques » de *Kwartalnik Historyczny*, celui d'Altman n'a droit qu'à une simple mention dans le compte-rendu du congrès, qui rapporte également quelques éléments de la discussion collective. C'est donc l'exposé du jeune Madajczyk (il a alors 35 ans) qui retient l'attention, d'autant qu'Altman est moins un chercheur qu'un haut-fonctionnaire. Tous deux exposent un bilan critique de l'historiographie d'après-guerre consacrée à la période récente (après 1918), qui fait écho à d'autres critiques émises au même moment et en particulier à celle de W.

[565] *Ibid*. « L'armée populaire » (*Armia Ludowa*) est la dénomination de la résistance « antifasciste » communiste, tandis que l'Armée de l'intérieur (*Armia Krajowa*) était fidèle au gouvernement polonais en exil à Londres. Issus du parti agrarien PSL, les « bataillons paysans » (*Bataliony chłopskie*) constituaient la seconde plus importante force combattante (après l'AK) en Pologne occupée.

[566] Andrzej Czyżewski, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku*, Varsovie, Polskie Wydawnictwo Naukowe, 2007, p. 47.

[567] Czesław Madajczyk, « W sprawie badań z zakresu najnowszej historii Polski » [Au sujet des recherches en histoire contemporaine de la Pologne], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1957, p. 47-56.

Kula[568] : remise en question du rôle du Département d'histoire du Parti et de son travail scientifique ; dénonciation du « dogmatisme » et du « schématisme » en histoire, ainsi que de la subordination des travaux de recherche à la ligne politique du Parti ; crise de confiance du lectorat vis-à-vis de la science historique. A quoi s'ajoute la revendication d'un meilleur accès aux archives, dont les contemporanéistes sont les plus dépourvus.

Le ton de l'exposé de Madajczyk apparaît bien plus combatif à l'occasion du congrès de la PTH que lors de la conférence sur la Seconde Guerre mondiale du mois de mars. Assumant sa volonté de développer les critiques générales formulées avant lui par W. Kula en examinant plus spécifiquement les problèmes de l'histoire contemporaine, il cherche aussi à se démarquer des autocritiques formulées par les employés du Département d'histoire du Parti dans la presse partisane (*Nowe Drogi*). Ce faisant, Madajczyk se range dans le camp des tenants de l'autonomie de la discipline, contre ses éléments les plus militants. A Józef Kowalski, directeur adjoint du Département d'histoire du Parti (WHP), qui assume une politique de vulgarisation de l'histoire contemporaine à des fins de propagande, Madajczyk reproche ne pas tenir compte des effets néfastes de cette politique sur l'image de la science historique auprès de ses différents publics. Et Madajczyk d'ajouter : « Le constat de l'un de ces historiens [du WHP] qu'après le 20e Congrès nous avons compris qu'il ne faut pas falsifier les documents historiques n'améliore pas la situation.[569] » Ce qui l'amène à insister sur la nécessité d'une réflexion, parmi les contemporanéistes, sur les méthodes de la recherche consacrée au passé récent. Après avoir moqué l'ignorance et l'incompétence de certains de ses collègues *partyjni*, qui ont pu publier des interprétations contradictoires des mêmes évènements de l'histoire du « mouvement ouvrier » en fonction des évolutions de la « ligne du Parti », il observe que les historiens plus âgés ont préféré abandonner l'histoire contemporaine aux *partyjni* pour se réfugier dans les périodes plus anciennes. Alors qu'il vient d'intégrer l'Institut d'histoire de l'Académie, Madajczyk entend occuper une tierce position, jusqu'ici à peu près inédite, celle de l'historien du temps présent souhaitant s'affranchir de la contrainte politique pour revendiquer une identité d'universitaire et non de militant : « Je représente une génération plus jeune », dit-il. Ce faisant, et bien qu'il soit lui-même membre du PZPR et issu de l'École des cadres scientifiques du Parti, il cherche à occuper une position différente de celle de ses mentors, à commencer par son directeur de thèse, Leon Grosfeld, qui sont restés pour la plupart en-dehors du monde académique. La position de Madajczyk n'est pas isolée, puisqu'il ressort du compte-rendu du congrès que ses critiques ont reçu un écho favorable du

[568] Witold Kula, « w sprawie naszej polityki naukowej », art. cit.
[569] Czesław Madajczyk, « W sprawie badań z zakresu najnowszej historii Polski », art.cit., p. 47.

côté des quelques doctorants en histoire contemporaine que compte alors la discipline, eux aussi formés par les historiens *partyjni* : Jerzy Tomaszewski[570], Roman Wapiński[571], Andrzej Ajnenkiel[572]. Un peu comme si, en voulant former de futurs cadres scientifiques marxistes, les historiens les plus militants avaient encouragé chez les candidats potentiels des aspirations à une carrière académique, laquelle est difficilement compatible avec la subordination de la science aux *desiderata* du PZPR, compte tenu de la réaffirmation de l'autonomie de la discipline en 1956. De fait, Tomaszeski, Wapiński et Ajnenkiel, tous trois nés au début des années 1930, connaîtront par la suite des trajectoires similaires à celle de Madajczyk, avec des carrières universitaires menées en-dehors des institutions partisanes, avant de quitter le PZPR au début des années 1980, soit au moment où est fondée *Solidarność*. Pour eux comme pour Madajczyk, il s'agit donc de faire primer les loyautés professionnelles sur les loyautés militantes.

La dénonciation d'une histoire sur commande du Parti prend également la forme, dans les propos de Madajczyk, d'une critique des historiens profanes. Si la recherche en histoire du temps présent peine à respecter les standards académiques, c'est selon lui en raison de la forte présence de « publicistes », au lieu de « véritables chercheurs », parmi les auteurs de cette histoire[573]. Dans le même ordre d'idée, il plaide pour une transformation du cadre institutionnel de la recherche en histoire contemporaine. Réfutant l'argument, notamment avancé par Józef Kowalski, consistant à excuser les manipulations du Département d'histoire du Parti au motif que celui n'est pas un centre de recherches, Madajczyk affirme ainsi :

« Le département d'histoire du Parti jouait de facto le rôle d'une institution scientifique, il était celui à qui revenait souvent "le dernier mot", et pas seulement en matière de vulgarisation scientifique. C'est pourquoi ses éditions de documents des années 1918-1944, à défaut d'autres disponibles et indépendamment des intentions de leurs auteurs et de leur respect des règles scientifiques élémentaires, étaient considérées en tant que sources.[574] »

Par conséquent il est nécessaire, selon Madajczyk, de déterminer à quelle institution scientifique doit revenir la charge d'écrire l'histoire du mouvement ouvrier à l'époque contemporaine, mais aussi et surtout ne plus isoler ce thème du reste de l'histoire nationale. Il

[570] Jerzy Tomaszewski (1930-2014) : membre du PZPR (1949-1981) ; études à l'École centrale de la planification et de la statistique (SGPiS, 1954) ; doctorant à l'Institut des sciences sociales du Parti (1954-56) puis à la SGPiS ; *docent* dans une école de commerce (1965-1970), puis à l'Institut des sciences politiques de l'université de Varsovie (1970-1990).

[571] Roman Wapiński (1931-2008) : membre du PZPR (1953-1980) ; études d'histoire à l'université de Varsovie (1955) puis assistant à l'école supérieure de pédagogie de Gdańsk (doctorat en 1961, *docent* en 1965) ; habilitation en 1964, professeur en 1971 (rejoint l'université de Gdańsk en 1970).

[572] Andrzej Ajnenkiel (1931-2015) : membre du PZPR (1959-1981) ; études de droit à l'université de Varsovie (1949-1954) ; employé aux archives d'État puis à l'Institut des sciences juridiques de l'Académie des sciences (à partir de 1958) avant de rejoindre l'Institut d'histoire (1961) ; doctorat en 1960 ; habilitation en 1970 ; professeur en 1976.

[573] Czesław Madajczyk, « W sprawie badań z zakresu najnowszej historii Polski », art.cit., p. 49.

convient donc de remettre en cause la séparation institutionnelle entre histoire de la Pologne et histoire du Parti. Madajczyk va plus loin en se prononçant en faveur de la transformation de la Commission de recherche sur les crimes nazis en véritable centre de recherches, arguant du fait que l'activité de cette Commission est de plus en plus réduite (cf. chap. 1).

Les critiques exprimées par C. Madajczyk au sujet de l'état de l'histoire contemporaine à l'occasion du congrès de la PTH vont donc bien au-delà des conclusions de la conférence sur la Seconde Guerre mondiale, à laquelle il avait participé quelques mois plus tôt, qui consistaient pour l'essentiel à réclamer une collaboration plus étroite entre les instituts de recherche. Comment expliquer une évolution aussi rapide ? La conjoncture joue certainement un rôle dans cette subite libération de la parole : le congrès de l'Association historique polonaise (PTH) de 1956 intervient après l'exposé de W. Kula devant le conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences et en même temps que l'élection de Władysław Gomułka au poste de Premier secrétaire du PZPR. L'évolution des prises de positions de Madajczyk peut donc se lire comme un « coup » joué à un moment où la perception du changement politique en cours se fait plus claire[575]. Mais sans doute faut-il y voir aussi un effet lié à la composition de l'assistance : loin du huis-clos des spécialistes de la Seconde Guerre mondiale au sein duquel les universitaires étaient très minoritaires, le congrès de la PTH rassemble des historiens et enseignants plus attachés à l'autonomie de la discipline, dans une arène et dans un contexte où la dénonciation de la politique du Parti apparaît bien plus aisée. C'est là que se donne à voir toute la complexité de la position d'un Madajczyk, dont la trajectoire jusqu'à 1956 suggère qu'il a tout pour être un défenseur de l'orthodoxie marxiste[576], à quoi il est réduit par Daniel Beauvois[577], et qui pourtant s'en prend avec virulence au Département d'histoire du Parti et aux historiens *partyjni*. Il suffit pour s'en convaincre de lire les dernières pages de sa présentation au congrès de la PTH, qui mettent en branle certains des dogmes les mieux établis de l'interprétation stalinienne de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale :

« (...) Peut-on étiqueter les programmes de tous les partis politiques et de tous les dirigeants de ces partis à l'époque de l'occupation (et à l'exclusion du PPR) comme réactionnaires ? Certains programmes ne méritent pas cette dénomination, par exemple le programme du RPPS[578] allait plus loin que celui du PPR sur les questions

---

[574] *Ibid.*, p. 51.

[575] Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

[576] Il adhère au parti socialiste (PPS) dès 1946, à l'âge de 25 ans, puis au PZPR, obtient son doctorat à l'Institut de formation des cadres scientifiques du Parti et enseigne à l'École supérieure des sciences sociales du Parti ainsi qu'à l'Académie politique militaire.

[577] Daniel Beauvois, « Être historien en Pologne : les mythes, l'amnésie et la "vérité" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1991, vol. 38, n° 3, p. 372.

[578] *Robotnicza Partia Polskich Socjalistów*, Parti ouvrier des socialistes polonais : éphémère parti politique de gauche (1943-1944) ayant participé à la formation du Comité polonais de libération nationale (dominé par les

sociales. […] Les classifications de l'ensemble des partis politiques, à l'exclusion du PPR, comme un ensemble monolithique, réactionnaire et pro-hitlérien n'ont pas permis de documenter la thèse de l'existence d'un véritable front national de lutte contre l'occupant nazi, rassemblé autour de la force la plus active, le PPR.[579] *»*

Emboîtant le pas aux critiques formulées par Madajczyk, les conclusions de la section d'histoire contemporaine à l'issue du congrès reprennent des revendications assez proches de celles de la conférence sur la Seconde Guerre mondiale, mais exprimées dans un style plus direct en appelant au développement de recherches « authentiquement scientifiques » :

« Considérant,
1) que l'état des recherches dans le domaine de l'histoire contemporaine de la nation polonaise (années 1918-1945) est grandement insatisfaisant,
2) que ces recherches ont été particulièrement et sévèrement paralysées par l'atmosphère régnant à l'époque du stalinisme, de sujétion de la liberté des recherches authentiquement scientifiques en général et des recherches historiques en particulier,
3) que le large développement dans le pays des processus de démocratisation crée un climat propice à la liquidation rapide des dépravations de la période écoulée et au développement large de recherches authentiquement scientifiques sur l'histoire contemporaine,
Le Congrès général de la PTH, après en avoir délibéré à Varsovie du 19 au 21 octobre 1956, reconnaît comme l'une des tâches les plus urgentes de la science historique polonaise l'accélération et l'amplification des recherches sur l'histoire de l'entre-deux guerres et de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que la garantie pour les travaux de recherche dans ce domaine d'un niveau scientifique élevé.[580] *»*

Suivent des recommandations visant à renforcer le rôle de l'Association dans l'organisation des recherches sur la période 1918-1945, notamment pour ce qui concerne l'histoire régionale et la collecte des archives. Par ailleurs, l'association fait sienne les propositions de C. Madajczyk concernant les institutions spécifiquement dédiées à l'étude de la Seconde Guerre mondiale, comme la transformation de la Commission d'enquête sur les crimes nazis en centre de recherche, ou la création au sein de l'Institut occidental d'un laboratoire régional de recherche sur l'occupation nazie. La spécificité de l'histoire contemporaine quant à son autonomie se donne à voir une nouvelle fois dans les conclusions du congrès suivant de la PTH, en 1958, où se lisent à peu de choses près les mêmes critiques et recommandations : la première revendication adressée au ministère de l'enseignement supérieur porte en effet sur l'intensification des recherches en histoire moderne et contemporaine, « en particulier sur les années de l'entre-deux guerres, la Seconde Guerre mondiale et l'occupation », et exige que le ministère « garantisse le niveau scientifique de ces travaux.[581] » Cette nouvelle résolution invite ensuite à remédier à la « crise de l'histoire politique » et à améliorer la formation des chercheurs. Reste à examiner quelles sont les traductions concrètes de ces revendications dans

communistes) en 1944.

[579] Czesław Madajczyk, « W sprawie badań z zakresu najnowszej historii Polski », art.cit., p. 52.

[580] « Z obrad Jubileuszowego Zjazdu Polskiego Towarzystwa Historycznego » [Au sujet du congrès du Jubilée de l'Association historique polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1957, p.174-175.

[581] « Rezolucja VIII PZHP » [Résolution du 8e Congrès de l'Association historique polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1958, p. 1031 et suivantes.

les faits, en évaluant les conditions politiques dans lesquelles s'effectue l'écriture de l'histoire du temps présent à partir de la fin des années 1950.

I.2. S'accommoder de la censure et du Parti :

Même après 1956, l'histoire du temps présent continue à apparaître comme un repoussoir pour la plupart des universitaires. Cette sous-discipline à fuir symbolise en quelque sorte les tentatives persistantes d'idéologisation de l'histoire. A lire les prises de position des historiens de l'époque, la recherche sur cette période pose des difficultés spécifiques et difficiles à surmonter. Ceux qui entreprennent de telles recherches prennent régulièrement la parole dans *Kwartalnik Historyczny* pour souligner les effets de ces difficultés sur le développement de l'historiographie, tout en justifiant la nécessité d'une recherche historique sur la période contemporaine par le besoin de ne pas laisser le champ libre aux publicistes et aux auteurs profanes. Ainsi, lorsque Janusz Żarnowski, qui soutient sa thèse en 1960 sous la direction de Madajczyk, reconnaît qu'il existe des doutes fréquemment exprimés « dans le milieu scientifique et au sein de la société » quant à la possibilité d'une histoire scientifique de la période contemporaine (après 1914), c'est pour mieux défendre l'importance de cette recherche au nom de la demande sociale : l'intérêt porté à cette période au sein de la société attesterait du besoin de production scientifique[582]. En d'autres termes, il s'agit pour le contemporanéiste de justifier de son utilité au regard d'un supposé besoin d'histoire, souvent mis en avant pour justifier des usages politiques du passé[583]. Tout en reconnaissant que l'histoire du 20e siècle est plus soumise que d'autres époques à la contrainte politique, l'argumentaire de Żarnowski opère un renversement qui aboutit à voir en elle une science plus en prise avec le réel, et donc plus fiable :

« Si les recherches sur d'autres périodes historiques sont débarrassées – au moins partiellement – d'une actualité politique souvent embarrassante, ce qui favorise des recherches paisibles et subordonnées uniquement aux critères scientifiques, l'historien travaillant sur l'histoire contemporaine peut capturer la vie sociale et l'anatomie de la société dans toute ses aspects ; par contre, l'historien des autres époques ne dispose pas d'une telle possibilité, forcé à plusieurs reprises de se satisfaire de constructions basées sur des fragments de sources

[582] Janusz Żarnowski, « Badania nad historią najnowszą » [Les recherches en histoire contemporaine], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1960, p. 836-850.

[583] La rhétorique du besoin d'histoire est souvent mobilisée pour justifier divers usages du passé. Qu'il s'agisse de l' « histoire publique » : Guy Zelis, « Vers une histoire publique », *Le Débat*, 2013, vol. 177, n° 5, p. 153−162. De la promotion d'un récit mythifié des origines à travers l'école : Laurence de Cock et Emmanuelle Picard (dir.), *La fabrique scolaire de l'histoire : illusions et désillusions du roman national*, Marseille, Agone, 2009. Ou de la mise en récit du passé dans le cadre des musées : Isabelle Backouche et Vincent Duclert (dir.), *Quel musée d'histoire pour la France ?*, Paris, Armand Colin, 2011.

assez douteux, des constructions qui témoignent de son bon sens de la réflexion, mais invérifiables dans la réalité.[584] »

Ce raisonnement conduit à mettre en doute les travaux d'historiens basés sur l'étude d'archives anciennes, forcément douteuses, à partir desquelles la réalité d'une époque est reconstruite *a posteriori*, soit la définition même du métier d'historien, telle qu'elle est alors défendue par la direction de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. Żarnowski élargit ainsi le spectre des sources mobilisables par l'historien, dont les travaux ne seraient plus aussi dépendants des archives lorsqu'il s'agit de travailler sur le passé récent, pour lequel d'autres types de sources (la presse, les témoignages écrits ou oraux) sont plus aisément disponibles. Ce qui lui permet de relativiser l'importance de l'accès aux archives. La plus grande diversité des sources mobilisables par les historiens du temps présent doit dès lors permettre de contourner le problème de l'accès aux archives. La recherche de C. Madajczyk consacrée aux différentes conceptions de la réforme agraire des organisations politiques polonaises sous l'occupation, repose ainsi essentiellement sur l'exploitation de journaux édités par ces organisations.

Les difficultés rencontrées par les contemporanéistes polonais dans l'accès aux archives sont autant dues à la volonté délibérée de la direction du PZPR de restreindre l'accès aux documents les plus sensibles aux individus les plus fiables idéologiquement[585], qu'aux conditions matérielles de conservation des archives d'État, régulièrement déplorées par les spécialistes. Krystyna Kersten, l'une des toutes premières à mener des recherches sur la Pologne populaire à l'Institut d'histoire de l'Académie, décrit ainsi les conditions d'accès aux archives d'État concernant cette période :

« […] j'avais raison d'écrire que l'historien de la Pologne populaire "doit patauger dans plusieurs dizaines de mètres linéaires de sources absolument désordonnées, qui le plus souvent n'ont jamais été touchées par la main d'un archiviste professionnel. Parmi les piles de correspondance manipulée sans valeur et de papiers les plus divers, qui même dans les premières années, quand la machine bureaucratique n'avait même pas commencé à grandir, étaient produits avec zèle, on trouve avec peine les documents utiles et de valeur". Ce n'est sans doute pas par hasard que certains, parmi les plus importants et les plus expérimentés employés des services archivistiques, sont résolument opposés à la mise à disposition des documents de la période post-1945 pour les recherches scientifiques, tant qu'ils n'ont pas été pris en charge par les archives et dûment ordonnés. […] L'absence d'inventaire entrave la consultation de la totalité de la documentation, l'absence de cotes dans la plupart des entrepôts rend impossible la consultation répétée du matériau, c'est au plus grand des hasards que l'on doit la conservation de documents parfois inestimables. Ce sont là des faits dont l'importance peut être difficilement niée.[586] »

---

[584] Janusz Żarnowski, « Badania nad historią najnowszą », art.cit., p. 836.

[585] Ainsi Beata Bińko rapporte-t-elle qu'à l'Institut de formation des cadres scientifiques, les étudiants pouvaient consulter les documents et ouvrages « prohibés », conservés dans une armoire fermée à clé située dans le bureau du directeur de la bibliothèque, uniquement sur autorisation écrite du directeur de l'école. Cf. Beata Bińko, « Skąd przychodzili, dokąd zmierzali... aspiranci pierwszego rocznika Instytut Kształcenia Kadr Naukowych przy KC PZPR » [Les aspirants de la première promotion de l'Institut de formation des cadres scientifiques du Comité central du PZPR], dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*, Varsovie, Neriton, 2001, p. 174−191.

[586] Krystyna Kersten, « O niektórych metodach badania historii najnowszej » [Sur quelques méthodes de la recherche en histoire contemporaine], *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1961, p. 1030.

L'accès des chercheurs aux documents concernant la période récente apparaît donc également fortement contraint par le manque de moyens affectés à la conservation des archives, mais aussi par les routines institutionnelles, les archivistes pouvant jouer le rôle de *gate keepers* contrariant l'accès aux documents[587]. Si les remarques de K. Kersten sont formulées au début des années 1960, la situation ne semble pas avoir sensiblement évolué une décennie plus tard, lorsqu'une conférence sur l'histoire de la Pologne populaire organisée à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) est l'occasion pour les participants de pointer des « trous » dans les statistiques officielles et les archives, notamment pour les documents issus du comité central du PZPR[588]. Aux difficultés posées par le contrôle politique de l'accès aux archives, s'ajoutent donc les conditions de leur conservation et de leur mise à disposition. Il n'est pas surprenant, par conséquent, que peu de chercheurs aient investi l'histoire du temps présent. A titre d'illustration, un rapport de la direction principale des archives d'État mentionne ainsi qu'au cours du second semestre 1958, sur 385 personnes ayant consulté les collections, une seule s'est intéressée à la thématique de la Pologne populaire, sous l'angle des dépenses de santé[589].

Les conditions pratiques de la recherche en histoire du temps présent ne sont donc pas favorables à son développement. De plus, ou de ce fait, la direction de l'IH PAN persiste après 1956 à considérer l'étude du temps présent comme ne faisant pas partie des tâches des historiens en Pologne populaire. Cette ligne de conduite est explicitement défendue par le directeur de l'Institut, T. Manteuffel, à de multiples reprises. En 1963, il adresse par exemple un courrier au secrétariat du Département I (sciences sociales) de l'Académie, dans lequel il explique que l'Institut refuse de travailler en collaboration avec l'Académie des sciences soviétiques, dans le cadre d'un projet qui doit notamment porter sur « Les révolutions populaire-démocratiques et socialistes dans les pays d'Europe centrale et du Sud-Est » :

« La thématique indiquée dans le plan de coopération scientifique en histoire est un diktat unilatéral de la partie soviétique, et jusqu'à présent les tentatives pour modifier cet état des choses n'ont pas donné de résultat positif. Par conséquent, dans le plan pour l'année 1963, l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences est activement intéressé uniquement par la question de la publication de sources jusqu'à l'insurrection de 1863. Nous souhaiterions toujours maintenir cette proposition.[590] *»*

---

[587] De telles observations sont régulièrement formulées par les chercheurs travaillant sur archives. Des problèmes similaires se posent après 1989, notamment pour les archives du ministère de l'Intérieur, cf. Agnès Bensussan, Dorota Dakowska et Nicolas Beaupré, « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne », *Genèses*, 2003, vol. 52, n° 3, p. 4−32.

[588] Tomasz Szarota, « Badania nad dziejami Polski Ludowej » [Les recherches sur l'histoire de la Pologne populaire], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1972, p. 498-500.

[589] Tadeusz Kotarbiński, « O potrzebie historii najnowszej », *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1960, p. 390-391.

[590] Lettre de Tadeusz Manteuffel au secrétariat du Département I (sciences humaines et sociales) de l'Académie polonaise des sciences, le 12 août 1963. Citée d'après Zbigniew Romek, « "Cenzura kreatywna" w PRL a środowisko historyków » [La censure "créative" en Pologne populaire et le milieu des historiens], *Przegląd Historyczny*, 2006, n° 1, p. 27.

De fait, il n'y aura aucune coopération effective entre les académies des sciences polonaise et soviétique dans le domaine de l'histoire du temps présent jusqu'à 1989. Le constat par la direction de l'impossibilité d'une histoire de la période contemporaine se donne encore à voir à travers la question récurrente de la production d'une vaste synthèse de l'histoire de la Pologne par l'Institut d'histoire de l'Académie. En 1968 est lancé un « plan de perspective d'État pour le développement de la science historique en Pologne jusqu'en 1985 », qui consiste à planifier et anticiper les travaux de recherche pour les dix-sept années à venir[591]. Même dans cette perspective pourtant lointaine, la direction de l'IH PAN refuse d'envisager l'intégration de la Pologne populaire dans ladite synthèse :

« Dans la gamme des grandes synthèses, l'Institut devrait achever celles sur lesquelles il travaille actuellement. Il semble donc que d'ici la fin de l'année 1985 il pourra terminer non seulement les tomes III (1864-1918) et IV (1919-1939) de L'histoire de la Pologne, mais également, si les conditions sont réunies, le tome V comprenant les années 1939-1945. Il ne semble pas cependant qu'il soit possible dans le même temps d'inclure l'histoire de la Pologne populaire.[592] »

Ce qui donne une idée de la perception qu'a alors la direction de l'Institut de l'état encore embryonnaire de la recherche sur le passé le plus récent. En 1968, les recherches en histoire sur la Pologne populaire sont encore balbutiantes, malgré les incitations en ce sens de la part des historiens *partyjni*, depuis la fin des années 1950. Même l'achèvement, pour 1985, du tome sur la Seconde Guerre mondiale apparaît conditionné par des facteurs qui ne sont pas mentionnés, mais apparaissent explicitement dans la suite du texte. Si Manteuffel délivre un jugement si pessimiste en apparence, c'est que les conditions du développement de la recherche en histoire contemporaine ne sont selon lui pas réunies. Non pas par manque de personnel, mais pour des raisons « extrascientifiques », explicitement mentionnées :

« Du point de vue de ses effectifs, l'Institut est préparé pour réaliser ces objectifs. Toutefois, leur réalisation dans le domaine de l'histoire contemporaine dépend aussi de questions extrascientifiques. Car si, pour des raisons politiques, il n'est pas possible de soulever des questions ayant un sens essentiel pour la compréhension du processus historique, toute recherche historique sur cette période devient irréaliste. Il reste bien sûr la vulgarisation simplifiée, mais elle n'est pas du ressort de l'IH PAN.[593] »

Ici, Manteuffel conditionne clairement l'existence d'une recherche en histoire du temps présent à des facteurs indépendants des historiens eux-mêmes et, ce faisant, réaffirme l'autonomie politique de la discipline : si de telles conditions ne sont pas réunies, alors il n'est pas recherche historique possible, et donc le temps présent relève d'autres domaines que l'histoire, c'est-à-dire d'autres disciplines, ou bien de la simple vulgarisation. Le directeur de

[591] Andrzej Wyczanski, « Niektóre zagadnienia rozwoju nauki historycznej w Polsce do 1985 roku », *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1968, p. 81-89.
[592] Tadeusz Manteuffel, « W piętnastolecie Institytutu Historii » [A l'occasion des quinze ans de l'Institut d'histoire], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1968, p. 362.
[593] Tadeusz Manteuffel, « W piętnastolecie Institytutu Historii », *art.cit.*, p. 362-363.

l'IH PAN trace ici une frontière qui se veut nette entre le savant et le profane, mais qui n'est que faiblement opératoire dans les faits : parmi ceux qui réclament la publication d'une synthèse sur la genèse de la Pologne populaire se trouvent également des chercheurs, dont certains en poste à l'IH PAN (Madajczyk, Kersten), et parmi les vulgarisateur de l'histoire ne se trouvent pas que des profanes, mais aussi des auteurs se réclamant du statut d'historien professionnel, qu'il s'agisse d'universitaires ou des militants historiens du Parti.

De ce fait, il serait erroné de voir dans les déclarations de Manteuffel l'affirmation de l'opposition d'une discipline artificiellement homogénéisée à un pouvoir politique despotique (lui-même homogénéisé). Un tel biais est fréquent dans les travaux polonais, qui s'inscrivent en cela dans une opposition paradigmatique entre le pouvoir politique et la société, héritée d'approches en termes de totalitarisme. De par leurs engagements militants, les historiens, ou du moins une partie d'entre eux, jouent un rôle actif dans la promotion d'une histoire conçue comme science partisane. Comme le discours savant sur l'éducation étudié par Franck Poupeau, le discours savant sur l'histoire oscille entre critères scientifiques et critères normatifs[594]. En témoignent certaines prises de positions exprimées à l'occasion du Second congrès de la science polonaise, en 1973. Assez éloignées de celles de Manteuffel, elles sont le fait d'historiens *partyjni* qui occupent néanmoins des positions académiques :

« C'est un truisme de rappeler que ce sont les humanités, influençant directement et indirectement la conscience, l'attitude et la vision du monde des Polonais au 19e siècle, qui ont été la principale source de la survie nationale. De la même façon, sans conscience historique développée de la nation, il serait difficile d'expliquer un lutte aussi héroïque et opiniâtre à l'époque de l'occupation nazie.[595] *» (Jerzy Topolski*[596]*)*

« Comme on le sait communément, la vérité historique a ceci de particulier, qu'elle peut être interprétée différemment et différemment exploitée politiquement. Il s'agit de faire en sorte que cette vérité soit pleinement assimilée par la société, dans le but de renforcer l'unité de notre nation autour du programme de construction du socialisme en Pologne[597] *» (Antoni Czubiński**[598]*)*

« Dans la totalité des recherches historiques, les travaux sur l'histoire de la classe ouvrière polonaise et le mouvement ouvrier occupent une place importante. Ceci résulte du rôle joué par la classe ouvrière et son parti marxiste-léniniste dans le passé de notre nation, et qu'ils remplissent encore aujourd'hui en Pologne populaire. L'importance de cette problématique a trouvé confirmation dans les déclarations du 6e congrès du PZPR ainsi que dans la décision, directement après le congrès, de travailler à une histoire du mouvement ouvrier polonais en plusieurs tomes. [...]
Pour le fonctionnement courant du Parti, l'histoire du mouvement ouvrier polonais possède une importance particulière de juillet 1944 à décembre 1948. Ces années constituent la période ayant précédé la fondation du PZPR. C'est alors qu'il a fait la preuve de sa maturité pour remplir ce rôle historique. » (Henryk Rechowicz[599]*)*

---

[594] F. Poupeau, *Une sociologie d'État*, *op. cit.*, p. 51.
[595] « II Kongres nauki polskiej » [Le second congrès de la science polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1974, p. 78.
[596] Jerzy Topolski (1928-1998) : emprisonné avec sa famille sous l'occupation allemande ; membre du PZPR ; études d'histoire à l'université de Poznań (1950) ; doctorat à l'université Nicolas Copernic de Toruń (1951) ; études postdoctorales à l'Institut de formation des cadres scientifiques ; *docent* à l'IH Pan (1956) ; enseignant à l'université Adam Mickiewicz de Poznań à partir de 1959 ; nommé professeur en 1961.
[597] « II Kongres nauki polskiej », *art. cit.*, p. 78.
[598] Les individus marqués du symbole « * » font l'objet d'une notice biographique à l'encadré 10.
[599] Henryk Rechowicz (1929-2004) : membre du PPR/PZPR à partir de 1947 ; études en URSS (entamées en

Par conséquent, les historiens eux-mêmes ne sont pas étrangers à la conception de l'histoire, et notamment de l'histoire du temps présent, en tant que science de gouvernement utile à la légitimation du pouvoir politique et à l'invention d'une tradition nationale[600]. La dimension normative que prend parfois le discours savant sur l'histoire vise à mettre en avant l'expertise que la discipline est susceptible de fournir au pouvoir politique et à la société[601]. En Pologne populaire, la notion de science partisane traduit cette conception normative de l'histoire. La demande sociale et politique d'histoire est cependant susceptible d'évoluer selon les configurations, la « ligne du Parti » n'étant pas univoque. Le Parti n'est pas une entité monolithique, mais un espace de luttes et de concurrences. A cet égard, si l'après-1956 se caractérise par une tolérance relativement plus importante quant aux interprétations du passé exprimées, c'est aussi parce que les usages du passé sont un des moyens mobilisés dans les luttes internes au Parti. Avec l'arrivée de Gomułka au poste de Premier secrétaire, s'opère un tournant nationaliste qui se manifeste par une politique active en matière de commémorations, avec la célébration du martyr et de l'héroïsme du peuple polonais au cours de son histoire, notamment au cours de la Seconde Guerre mondiale[602]. Cette approche tend à présenter l'action des combattants polonais de la Seconde Guerre mondiale comme une contribution à une lutte de libération nationale, plutôt qu'au combat antifasciste, contrairement au récit qui prévalait au cours de la période stalinienne. Ce qui se traduit concrètement par un intérêt accru de la direction du Parti pour l'histoire récente de la Pologne :

« Politiquement, l'histoire contemporaine est la plus importante, car c'est elle qui agit le plus directement sur l'attitude des gens. Or, le nombre des historiens qui s'occupent de cette période est beaucoup moins grand que celui des spécialistes d'époques plus anciennes […], en conséquence l'influence sociale de ces recherches scientifiques importantes est réduite. Les historiens et publicistes doivent en tirer les conclusions qui s'imposent. La liberté de discussion dans les sociétés historiques scientifiques ne doit pas être comprise comme une possibilité de mettre sur un même pied des points de vue différents sans que les prétentions erronées n'aient été soumises à des polémiques résolues.[603] »

1949 mais interrompues pour cause de maladie) ; études de physique à l'école supérieure de pédagogie de Katowice (1953) ; études à l'Institut des sciences sociales du Parti ; directeur du Département d'histoire du Parti pour la voïvodie de Katowice (1952-1962) ; doctorat (université de Wrocław, 1962) ; habilitation (université Jagellon, 1966) ; en poste à l'université de Silésie à partir de 1972.

[600] Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales : Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2001 ; Eric John Hobsbawm et Terence Osborn Ranger (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 2012.

[601] Voir, dans le cas de la France, Thomas Ribémont, *L'expertise historienne dans la France contemporaine : la fonction politique de l'histoire en question*, Thèse de doctorat, Université Paris-Dauphine, France, 2006, 529 p ; Marie-Claire Lavabre et Dominique Damamme, « Les historiens dans l'espace public », *Sociétés contemporaines*, 2000, vol. 39, n° 1, p. 5−21.

[602] Voir à ce sujet Marcin Zaremba, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm: nacjonalistyczna legitymizacja władzy komunistycznej w Polsce*, [Communisme, légitimation, nationalisme. La légitimation nationaliste du pouvoir communiste en Pologne], Varsovie, TRIO, 2001. En particulier le 8e chapitre consacré au « nationalisme progressiste » des années 1957-1970.

[603] Extrait du discours de W. Gomułka à l'occasion du 13e plénum du Comité central, le 4 juillet 1963. Cité in D. Beauvois, « Être historien en Pologne », art cit, p. 374.

Cependant, les concurrences internes au PZPR contribuent à un relatif relâchement de la contrainte politique sur l'histoire du temps présent[604]. A partir de 1956 et jusqu'en 1968, une faction active au sein du PZPR, les « partisans », composée principalement d'anciens combattants de la résistance communiste (Garde populaire et Armée populaire), entreprend de réhabiliter une rhétorique nationaliste à partir du récit de la résistance au nazisme. Cette faction, officieuse puisqu'elle ne peut exister légalement au sein du PZPR, rassemble des militants de la jeune génération, qui aspirent à progresser dans la hiérarchie du Parti. Elle est rassemblée autour du général Mieczysław Moczar, vice-ministre (à partir 1956) puis ministre (1964-1968) de l'Intérieur, lui-même ancien commandant des partisans. Du fait de leur passé de combattants, les « partisans » sont intéressés à l'histoire récente et cherchent à s'appuyer sur l'association des anciens combattants (ZBoWiD)[605]. Ils se réfèrent aux traditions de lutte armée pour la libération de la Pologne, afin de se distinguer des militants de la génération précédente, membres du Parti communiste polonais de l'entre-deux guerres (KPP), pour la plupart réfugiés en URSS pendant le conflit. A partir de 1956, la fraction dirigée par Moczar propage l'idée selon laquelle les juifs seraient responsables des crimes du stalinisme, mettant en avant leur surreprésentation au sein du ministère de l'Intérieur[606], mais aussi l'origine juive de plusieurs dirigeants staliniens, comme les frères Berman[607]. Le mythe de la « judéo-commune », qui perdure en Pologne jusqu'à nos jours, est donc exploité jusqu'au cœur du Parti.

Ces concurrences au sein du PZPR, qui traduisent en partie des différences biographiques entre ceux qui se sont battus sur le sol polonais et ceux qui sont revenus en Pologne avec l'armée soviétique, ont des répercussions sur les prises de position en matière d'histoire des factions opposées. Si les changements post-1956 du point de vue des conditions de production de l'histoire savante sont précisément moins visibles en histoire du temps présent, c'est, selon Andrzej Friske, parce que ceux qu'il appelle les « libéraux » du Parti, issus du KPP et de l'Union des patriotes polonais (ZPP) fondée en Union soviétique, sont moins favorables au « révisionnisme » en histoire que dans d'autres disciplines, comme la

[604] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 412 et suivantes.

[605] Sur le rôle du ZBoWiD (Union des combattants pour la liberté et la démocratie), association rassemblant anciens combattants et anciens prisonniers des camps nazis créée en 1949 et subordonnée au PZPR, dans les commémorations de la Seconde Guerre mondiale en Pologne, cf. Joanna Wawrzyniak, *ZBoWiD i pamięć drugiej wojny światowej, 1949-1969*, [Le ZBoWiD est la mémoire de la Seconde Guerre mondiale 1949-1969], Varsovie, Trio, 2009.

[606] Andrzej Friszke, « Historia najnowsza i historycy », *Zeszyty Historyczne*, 1981, n° 56, p. 100.

[607] Jakub Berman fut notamment responsable de la sécurité intérieure au cours de la période stalinienne. Sur la trajectoire des frères Berman, cf. Marci Shore, « Children of the Revolution: Communism, Zionism, and the Berman Brothers », *Jewish Social Studies*, 2004, vol. 10, n° 3, p. 23−86.

sociologie ou l'économie[608]. Compte tenu de leurs propres trajectoires politiques et sociales, ils ne sont guère disposés à accepter une révision de la lecture communiste et internationaliste de l'histoire de la Pologne, de la Seconde République à l'avènement de la Pologne populaire. Rappelons que la Pologne de l'entre-deux guerres est assimilée, dans la mémoire de ces individus qui l'ont connue en tant que militants communistes et, pour beaucoup d'entre eux, polonais d'origine juive, à un régime de type fasciste. A l'inverse, les « partisans » défendent une histoire de l'indépendance nationale qui peut s'accommoder d'une réhabilitation partielle du régime de Piłsudski. La faction de Moczar s'oppose en cela aux historiens de l'Atelier d'histoire du Parti (ZHP), principalement issus du KPP, qui tentent depuis l'après-guerre de produire une histoire internationaliste du « mouvement ouvrier ».

Plus que la conjoncture de déstalinisation autour de 1956, c'est l'intérêt des « partisans » de Moczar pour le passé récent qui contribue à assouplir la contrainte politique sur la recherche en histoire du temps présent. Les historiens du temps présent bénéficient indirectement des luttes internes au Parti, dans le contexte de la réévaluation du passé national des années Gomułka. La volonté d'accorder plus de place à la martyrologie nationale et au rôle des combattants polonais au cours de la guerre, favorise en effet une plus grande liberté de recherche et autorise des écarts avec les interprétations « progressistes » auparavant en vigueur. Ce sont les historiens de la jeune génération qui en bénéficient, à l'image des contemporanéistes formés en Pologne populaire, comme Czesław Madajczyk, Antoni Czubiński*[609], Tadeusz Jędruszczak*, Janusz Żarnowski*, Marian Marek Drozdowski*, Jerzy Holzer*. Une génération qui a entre vingt et trente ans en 1950. Ces auteurs commencent à publier après 1956, d'abord essentiellement sur l'histoire de l'entre-deux guerres, puis progressivement sur la Seconde Guerre mondiale et la Pologne populaire. Tous ont en commun d'appartenir à une génération trop jeune pour avoir milité au sein du KPP, contrairement à leurs aînés qui les ont formés dans les diverses écoles du Parti après-guerre. Ils sont donc moins liés, biographiquement, à leur objet d'études lorsqu'il s'agit de la vie politique de la Seconde République polonaise. Ce qui les amène à entrer en « révolte intellectuelle », selon les mots de Friszke, contre la génération de leurs aînés[610]. Cette révolte, feutrée, les amène notamment à adopter une grille de lecture moins exclusivement centrée sur le parti communiste KPP et plus sensible à la question de l'indépendance nationale. Ainsi, le régime de Piłsudski n'est plus qualifié de « fasciste » par ces auteurs, qui bénéficient de la

[608] Andrzej Friszke, « Historia najnowsza i historycy », *Zeszyty Historyczne*, 1981, n° 56, p. 100.
[609] Les individus marqués du symbole « * » font l'objet d'une notice biographique à l'encadré 10.
[610] A. Friszke, « Historia najnowsza i historycy », art cit, p. 100.

protection politique de la faction de Moczar, indépendamment du fait qu'ils partagent ou non les orientations de cette faction[611]. Antoni Czubiński en constitue une bonne illustration. Au début des années 1960, l'ouvrage issu de sa thèse de doctorat et consacré au *Centrolew* (« centre-gauche », coalition de partis socialistes, agrariens et chrétiens-démocrates opposés à Piłsudski et au gouvernement de *sanacja*), est d'abord interdit de publication par l'office de censure. L'ouvrage est jugé trop conciliant à l'égard des socialistes du PPS et trop critique vis-à-vis des communistes du KPP. Czubiński, qui est alors Premier secrétaire de la section du PZPR à l'université Adam Mickiewicz de Poznań, bénéficie cependant de soutiens au sein du Parti et a la possibilité de s'expliquer avec des historiens de l'Atelier d'histoire du Parti, qui lui indiquent les corrections à apporter à son manuscrit afin que sa publication soit acceptée[612].

Les usages du passé jouent également un rôle important dans la rhétorique antisémite de la faction de Moczar, qui aboutit à une purge en 1968, à l'issue de laquelle de nombreux Polonais d'origine juive sont expulsés de Pologne. Leur nombre est estimé à 20 000, dont un quart aurait émigré en Israël[613]. Cette purge touche également les institutions officielles du Parti-État : 6 membres du gouvernement, 97 dirigeants du Parti et plus de 1400 adhérents, essentiellement d'origine juive, sont exclus du Parti. De même, 14 généraux et plus de 200 autres officiers sont démis de leur fonctions. Beaucoup sont expulsés de Pologne au motif de leur supposé « sionisme »[614]. Moczar échoue cependant à prendre le contrôle du Parti et Gomułka reste Premier secrétaire.

A partir du milieu des années 1960 et surtout après la Guerre des six jours de juin 1967, le ministère de l'Intérieur, en lien avec les anciens combattants, est à l'origine d'une campagne de presse hostile aux Éditions scientifiques d'État (PWN), qui préparent une *Grande encyclopédie universelle* (*Wielka encyklopedia powszechna*) en plusieurs volumes[615]. La rédaction des passages de cette encyclopédie consacrés à l'occupation allemande sert de prétexte à la dénonciation des « révisionnistes » et des « juifs », qui chercheraient à falsifier l'histoire nationale. Signe de son importance, l'affaire est suivie au ministère de l'Intérieur par le directeur de cabinet de Moczar[616]. Dépassant le cadre de ses compétences, le ministère procède à une évaluation du contenu de l'encyclopédie, critique l'absence d'un ensemble

[611] A. Friszke, « Historia najnowsza i historycy », art cit.
[612] Voir Andrzej Choniawko, « Antoniego Czubińskiego potyczki nie tylko z cenzurą » [Les ennui d'Antoni Czubiński avec la censure], dans Stanisław Sierpowski (dir.), *Śladami Mistrza. Prace z historii najnowszej dedykowane Profesorowi Antoniemu Czubińskiemu*, Poznań, UAM, 2013, p. 19−34.
[613] Jerzy Eisler, *Polski rok 1968*, [L'année 1968 en Pologne], Varsovie, IPN, 2006 p. 130.
[614] Carl Tighe, « Adam Michnik: a life in opposition », *Journal of European Studies*, 1997, vol. 27, n° 3, p. 327.
[615] Voir à ce sujet Jerzy Eisler, *Polski rok 1968*, *op. cit.*, p. 158−164.

d'entrées qu'il juge pertinentes, et formule des propositions de modifications. Les thèmes dont l'absence est dénoncée renvoient tous à l'occupation allemande en Pologne, entre autres : « Action AB[617] » ; « exécutions » ; « extermination » ; « crimes hitlériens » ; « camps de travail hitlériens » ; « camps de prisonniers de guerre hitlériens » ; « Kripo[618] »[619]. La rédaction de l'entrée « camps de concentration » est critiquée, au motif qu'elle mettrait trop l'accent sur l'extermination des juifs, et pas assez sur le sort des citoyens polonais dans leur ensemble.

Ce type de polémique contribue à justifier la purge antisémite de 1968. Dans ce contexte, le qualificatif « juif » a peu à voir avec la confession des intéressés, la plupart des communistes d'origine juive se revendiquant athées[620]. Par ailleurs, la rhétorique antisémite de 1968 est particulièrement extensive, l'accusation de « sionisme » étant parfois proférée sans aucune considération pour la confession ou l'origine de l'accusé. De ce point de vue, « juif » est ici synonyme d'étranger, d' « ennemi de la nation », comme dans la rhétorique de Roman Dmowski, leader du mouvement nationaliste de l'entre-deux guerres. Cette purge touche également les historiens, mais dans des proportions moindres que d'autres disciplines comme la philosophie, la sociologie et l'économie[621]. C'est surtout l'Atelier d'histoire du Parti qui est touché : sa direction est démise de ses fonctions et cette institution définitivement supprimée en 1971. En outre, la plupart des chercheurs de l'Institut historique juif (*Żydowski Instytut Historyczny*, ZIH) émigrent[622].

La purge du ZIH s'inscrit dans un mouvement de délégitimation des travaux portant sur l'histoire de la Shoah en Pologne, comme l'illustre la polémique autour de l'encyclopédie publiée par les Éditions scientifiques d'État. Dès 1967, une campagne de presse, vraisemblablement inspirée par le ministère de l'Intérieur, reproche au ZIH de ne pas avoir publié de documents d'archives attestant de l'aide apportée par des Polonais aux juifs sous l'occupation[623]. Au mois de mai 1968, le directeur du ZIH, Artur Eisenbach, est auditionné au Département I (Humanités) de l'Académie des sciences. Le travail de son institut est critiqué

---

[616] *Ibid.*, p. 159.
[617] *Außerordentliche Befriedungsaktion* : action de « pacification » menée par l'occupant allemand sur le territoire du « Gouvernement général » (territoires polonais placés sous administration allemande) au printemps 1940, au cours de laquelle plusieurs milliers de civils, essentiellement représentants de l'élite politique et intellectuelle, furent déportés et/ou tués.
[618] *Kriminalpolizei* : police criminelle allemande, incorporée à la SS au cours de la Seconde Guerre mondiale.
[619] Voir la liste complète in *Ibid*.
[620] *Ibid.*, p. 89.
[621] A. Friszke, « Historia najnowsza i historycy », art cit, p. 105.
[622] Tadeusz Paweł Rutkowski, « Władze PRL i historycy. Okres gomułkowski (1956-1970) », *Biuletyn IPN*, 2008, n° 86, p. 102.
[623] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 491.

par Czesław Madajczyk, secrétaire adjoint du Département I. Madajczyk considère que les documents publiés par le ZIH relèvent de la propagande sur l'antisémitisme et les pogroms en Pologne. Au fond, se pose une question qui se posera encore à l'avenir, celle de l'inclusion de l'histoire des juifs de Pologne dans l'histoire de ce pays. Madajczyk affirme ainsi :

« Cet institut [L'Institut d'histoire juive] devrait être transformé en Institut de recherche sur l'histoire des juifs, où se retrouveraient des chercheurs non pas sur une base nationale, ce qui serait discriminatoire, mais sur la baser de leurs compétences scientifiques.[624] *»*

Se lit entre les lignes une accusation de partialité à l'endroit des historiens du ZIH qui, en vertu de leur « nationalité » juive, auraient travaillé isolément du reste de la discipline, développant une histoire des juifs pour les juifs, une histoire particulière, en contradiction avec l'histoire nationale, qui préfère la promotion de récits du sauvetage des juifs par des Polonais sous l'occupation. Comme en atteste la promotion de l'ouvrage de Wladysław Bartoszewski, évoquée plus loin dans ce chapitre. Ici, la régulation des oppositions au sein de l'espace de production historiographique, entre le ZIH et les autres historiens travaillant sur la Seconde Guerre mondiale, s'appuie donc sur une ressource externe, fournie par la faction de Moczar au sein du Parti[625].

[624] *Ibid.*, p. 495.

[625] Pour une analogie sur le recours à des modes de régulation externes dans les controverses intellectuelles, cf. Gisèle Sapiro, « La raison littéraire. Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996, vol. 111, n° 1, p. 3−35.

Encadré 10. Notices biographiques d'historiens du temps présent entrés dans la carrière académique après 1956

Antoni Czubiński (1928-2003) : membre du PZPR à partir de 1950 ; études d'histoire à l'université de Poznań (1955) ; doctorat en 1959, puis enseignant à l'université de Poznań ; habilitation en 1963, professeur en 1968 ; vice-recteur de l'École supérieur des sciences sociales du Parti (1971-1974).

Marian Marek Drozdowski (1932-) : membre du PZPR à partir de 1949 ; doctorant à l'Institut des sciences sociales du Parti ; employé à l'Atelier d'histoire du Parti et à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (à plein temps à l'Académie à partir de 1963) ; doctorat en 1960 (dir. L. Grosfeld) ; habilitation en 1966 ; professeur en 1972 ; directeur adjoint de l'Institut d'histoire de l'Académie (1968-1973).

Jerzy Holzer (1930-2015) : membre du PZPR (1948-1979) ; études d'histoire à l'université de Varsovie (1954) ; doctorant à l'Institut des sciences sociales du Parti et à l'université de Varsovie ; doctorat en 1961 (dir. Z. Kormanowa) ; habilitation en 1969 ; professeur en 1989.

Tadeusz Jędruszczak (1924-1993) : membre du PZPR à partir de 1947 ; soldat de l'armée populaire polonaise à partir de 1944, officier politique (1945-1948) ; études droit à l'université de Varsovie (1951) ; doctorant à l'Institut des sciences sociales du Parti ; doctorat (1954) ; enseignant à l'Académie militaire politique (1954-1968) ; chercheur à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences à partir de 1955 ; habilitation en 1961 ; professeur en 1968 ; directeur de l'Institut d'histoire militaire (1968-1973) ; vice-président de l'Association historique polonaise (1978-1982).

Janusz Żarnowski (1932-) : membre du PZPR à partir de 1949 ; études d'histoire à l'université de Varsovie (1954) ; doctorant à l'Institut des sciences sociales du Parti et à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences ; doctorat en 1960 (dir. C. Madajczyk) ; habilitation en 1964 ; professeur en 1972.

Source : notices reproduites d'après T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*

S'il est difficile d'objectiver les effets concrets des déclarations des dirigeants du PZPR sur le travail des historiens, le relais direct des injonctions du pouvoir dans *Kwartalnik Historyczny*, notamment à l'occasion des congrès, montre que la discipline historique est régulièrement sous pression. La revue relaie ainsi de larges extraits du discours de Jarema Maciszewski[626], directeur adjoint du Département de la science du PZPR, lors d'une conférence du Parti dédiée aux sciences humaines et sociales. Intitulé « Les sciences humaines et sociales dans les activités idéologiques et politiques du Parti, au service de la réalisation du programme d'accélération du développement économique et social de la Pologne », son propos est sans ambiguïté quant au rôle politique que le pouvoir espère voir jouer par ces sciences :

« La caractéristique singulière de la majorité des disciplines scientifiques définies comme sciences sociales et humaines est leur engagement direct dans la lutte des classes et des idéologies, et souvent même dans la lutte politique. Il n'est pas besoin de justifier que le simple choix d'un thème de recherche, d'une méthode de recherche, d'une manière de présenter les résultats, la sélection des sources, etc. ne peuvent éviter un engagement partisan, c'est-à-dire se prononcer idéologiquement en faveur de l'un ou l'autre côté de la lutte des classes.[627] *»*

[626] Jarema Maciwszewski (1930-2006) : militant du PPS puis du PZPR après-guerre, études d'histoire à l'université de Wrocław (doctorat en 1957) ; en poste à l'université de Varsovie à partir de 1958 : habilitation (1966), professeur (1972) ; député au *Sejm* de la PRL (1969-1981), directeur du Département de la science et de l'éducation du PZPR (1975-1981) puis membre du Comité central (jusqu'en 1990).

[627] « O dalszy rozwój polskiej humanistyki » [Sur le développement futur des humanités polonaises], *Kwartalnik*

Par conséquent, les sciences humaines et sociales sont, à de rares exceptions nommément citées (langues, statistique et démographie, histoire de l'art, musicologie), considérées comme parties prenantes de la confrontation entre États « socialistes » et « capitalistes ». Parmi les disciplines considérées comme de première importance dans cette lutte idéologique se trouvent la philosophie, la sociologie, l'économie politique et l'histoire, surtout contemporaine. L'influence du contexte de la guerre froide est patente dans le texte qui, en dépit du passage qui vient d'être cité, admet qu'en matière de recherche scientifique, il existe des limites à la confrontation idéologique :

« Si nous parlons du besoin d'une lutte plus intensive et plus dynamique avec les idéologies bourgeoises, dans le même temps nous ne devons pas oublier la dialectique de cette lutte. A l'époque de la coexistence pacifique, nous ne refusons pas l'échange d'opinions. Il faut dire clairement que dans différents travaux (occidentaux), bien qu'ils soient basés sur une méthodologie et des hypothèses idéologiques qui nous sont étrangères, nous pouvons trouver une série de solutions intéressantes et correctes sur des points de détail, une série de thèses justes et d'assertions fragmentaires, également plusieurs techniques de recherche intéressantes et novatrices. Tout ceci peut et doit être utilisé par notre science. Dans beaucoup de travaux issus de cercles scientifiques néo-marxistes – chez nous comme à l'étranger – se trouve un noyau rationnel. Il ne s'agit pas de disqualifier toutes les humanités bourgeoises en tant que diversion idéologique ou arme de la guerre psychologique. Notre tâche est de surmonter ce qui n'est pas en accord avec notre positionnement idéologique et politico-idéologique, tout en utilisant dans le même temps tous les éléments qui font avancer la connaissance.[628] *»*

Ici se donne à voir ce qui a changé depuis la période stalinienne. En dépit des apparences d'un discours figé sur le rôle idéologique dévolu aux sciences, considérées comme outils de gouvernement, l'évolution est considérable puisqu'un haut-responsable de la politique scientifique du PZPR non seulement admet qu'il existe, au sein de la science « bourgeoise » et néo-marxiste, des éléments susceptibles d'enrichir le travail des chercheurs du bloc soviétique, mais incite ces mêmes chercheurs à s'en emparer. Sur le fond il s'agit donc d'un changement assez radical, qui conduit à reconnaître une forme de pluralisme scientifique, « chez nous comme à l'étranger », bien que la science demeure officiellement subordonnée au paradigme marxiste. Cette relative tolérance ne semble cependant pas s'appliquer uniformément à l'histoire :

« Concernant plus précisément le conditionnement des dispositions psychologiques des Polonais, l'histoire joue ici un rôle exceptionnellement important, et avant tout, mais pas seulement, l'histoire contemporaine. Les résultats des recherches scientifiques en histoire, sûrement davantage que n'importe laquelle autre discipline des humanités, pénètrent relativement facilement dans la conscience sociale, sont acceptés avec le plus grand intérêt, suscitent des discussions intenses. (…) Sont apparues cependant des tendances dangereuses à la minimisation du regard de classe sur les évènements historiques, se manifestant avant tout dans les appréciations positives de la bourgeoisie polonaise et de ses gouvernements. De ce fait, les historiens portent une grande responsabilité quant aux mots écrits et prononcés dans leurs travaux, surtout si ceux-ci sont présentés avec une étiquette de "scientificité". Les travaux dans le domaine de l'histoire jouent un rôle immense dans la formation des sentiments et attitudes patriotiques de la nation.[629] *»*

Historyczny, n° 4, 1973, p. 886.
[628] *Ibid*., p. 887.
[629] *Ibid*., p. 888.

La croyance dans le rôle joué par la science historique dans la formation d'une conscience patriotique collective, ou d'une mémoire historique, définie comme « norme mémorielle officielle, visant l'homogénéisation des représentations[630] », se trouve ici très clairement exprimée. Elle concerne avant tout l'histoire contemporaine, dans la mesure où la mémoire des « attitudes patriotiques » est encore vive et entretenue en particulier par les anciens combattants. Pour autant, il est difficile d'évaluer les effets des injonctions du pouvoir sur le travail et la production des historiens. Il n'est pas possible de postuler que des intentions du pouvoir découlent des comportements réels, quand bien même celui-ci serait autoritaire[631]. Les prises de positions idéologiques des historiens, dans leurs déclarations ou dans leurs écrits, peuvent procéder tout autant de l'intériorisation de la contrainte politique, qui se manifeste principalement à travers la censure, que d'un engagement militant reposant sur la croyance dans le rôle politique dévolu à l'histoire.

La traduction concrète des injonctions du pouvoir sur le travail des historiens peut s'observer au niveau des congrès de l'Association historique polonaise (PTH). Et ce pour des raisons déjà évoquées : les congrès de la PTH constituent des moments particuliers d'exposition médiatique et politique de l'état de la discipline, auprès d'un public plus large que les seuls cercles savants. Avec plus d'un millier de participants, essentiellement enseignants, à chaque édition, l'audience de ces congrès dépasse le circuit de diffusion restreint des résultats de la science historique. Par conséquent, le Département de la science et de l'éducation du Parti supervise, via sa commission historique, l'organisation de l'ensemble des congrès des années 1960 à la fin des années 1980. Afin d'éviter que ceux-ci ne se transforment en arènes de dénonciation de la contrainte politique, les services de sécurité sont mis à contribution pour surveiller les échanges[632]. De ce fait, les congrès de la PTH ne témoignent pas d'une grande autonomie politique de la discipline. Le 9e, organisé à Varsovie en 1963, accorde une large place à la commémoration des vingt ans de la Pologne populaire. Onze exposés sur vingt-trois lui sont consacrés, ce qui laisse une place conséquente aux historiens *partyjni* et aux militants de l'Atelier d'histoire du Parti, puisque les recherches en la matière sont alors à l'état

[630] Marie-Claire Lavabre et Sarah Gensburger, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : la sociologie de la mémoire comme tierce position » dans Bertrand Müller (dir.), *L'histoire entre mémoire et épistémologie*, Lausanne, Payot, 2005, p. 91−92.

[631] Vincent Dubois, Valérie Lozac'h et Jay Rowell, « Jeux bureaucratiques en regime communiste », *Sociétés contemporaines*, 2005, vol. 1, n° 57, p. 5−19.

[632] Tadeusz Paweł Rutkowski, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich w Polsce Ludowej: dokumenty i materiały*, [Les congrès des historiens polonais en Pologne populaire], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2014.

embryonnaire[633]. La contrainte politique s'y donne également à voir à travers le long discours d'ouverture du congrès prononcé par le secrétaire du Comité central du PZPR, Witold Jarosiński, qui y insiste sur les liens entre recherche historique, formation de la conscience historique collective et construction du socialisme en Pologne[634]. Les congrès suivants présentent des caractéristiques similaires et voient le Département de la science encourager l'évocation de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de la Pologne populaire en ces occasions, avec des exposés qui sont la plupart du temps le fait des historiens *partyjni*[635]. Si elle facilite le contrôle de l'expression de l'histoire la plus récente dans les congrès, en assurant la promotion des interprétations défendues par le Parti, cette préférence donnée aux historiens *partyjni* conduit en revanche à exposer ces derniers à la critique publique. A la suite du 11e congrès de la PTH (Toruń, 1974), Jerzy Tomaszewski, historien de l'économie en poste à l'École centrale de planification et de statistique, publie un article dans *Polityka* intitulé « Réflexions sceptiques », dans lequel il écrit que :

« Les séances consacrées à l'histoire contemporaine se sont distinguées par une atmosphère d'indifférence : peu d'interventions ont suscité des remarques. […] Il n'est pas étonnant que dans les premiers jours du congrès, les historiens du 20e siècle se soient plus souvent passionnés, dans les couloirs, pour les gaffes de leurs collègues, que pour des problèmes scientifiques.[636] »

Il pointe en fait les participants à la section dédiée à l'histoire de la Pologne populaire, parmi lesquels Marian Orzechowski (politologue, alors recteur de l'université de Wrocław, futur ministre des affaires étrangères), Andrzej Werblan (membre du comité central du PZPR, ancien responsable des départements de la propagande et de la culture, alors directeur du Département de la science et de l'éducation du Parti), Andrzej Kwilecki (sociologue, alors en poste à l'université de Poznań) et trois historiens universitaires membres du Parti (Hanna Jędruszczak, Franciszek Ryszka, Roman Wapiński, ce dernier ayant été durant quatre ans membre du comité de Voïvodie du PZPR à Gdańsk). Du point de vue des trajectoires des exposants, les sections d'histoire contemporaine ont pour caractéristique d'accueillir des non-historiens, qu'il s'agisse d'universitaires issus d'autres disciplines, comme ici la sociologie et les sciences politiques, ou de profanes, dirigeants du Parti intervenant en tant que grands témoins. Cette cohabitation entre savants et profanes parmi les producteurs de discours

[633] *Ibid.*, p. 148.
[634] *Ibid.*, p. 149. Les discours d'ouverture des congrès suivants sont également confiés à un ou plusieurs officiels du PZPR.
[635] Voir à ce sujet les documents rassemblées in T.P. Rutkowski, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich*, *op. cit.*
[636] Jerzy Tomaszewski, « Refleksje speptyczne » [Réflexion sceptiques], *Polityka*, 21 septembre1974. Cité in T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 277.

savants sur l'histoire du temps présent constitue une caractéristique majeure de cette sous-discipline (voir infra).

Cette dernière se caractérise également par le contrôle plus étroit exercé par la censure, moins contraignante dans le cas de périodes plus anciennes. La censure constitue le principal instrument d'exercice de la contrainte politique sur l'histoire savante. Pour être efficace, elle requiert le concours d'une partie des historiens, à même de produire une expertise historique dans l'évaluation des publications. Il ne s'agit donc pas d'une contrainte entièrement externe à la discipline. Sa mise en œuvre nécessite des relais en son sein : conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, comités de rédaction des revues, comités éditoriaux, évaluations et recensions scientifiques, etc. En effet, le processus de publication des textes savants requiert une évaluation par les pairs. En matière d'histoire du temps présent, l'Office de propagande s'appuie sur les opinions éditoriales de l'Atelier d'histoire du Parti (ZHP) et de l'Institut d'histoire militaire (WIH)[637]. Les historiens du pôle le plus hétéronome jouent donc un rôle majeur dans le contrôle des publications. Toutefois, Z. Romek a montré qu'à partir de 1956, les logiques de la censure évoluent[638] : il ne s'agit plus d'accuser les historiens déviants de « diversion idéologique », ou de « servir le capitalisme ». La justification de la censure se borne désormais à signaler à l'auteur qu'il expose des faits ou des interprétations non-conformes à la « ligne du Parti », qui ne peuvent être diffusées en l'état. La situation des historiens vis-à-vis de la censure devient ainsi plus ambiguë. En pratique, rien ne leur est formellement interdit sur le plan de la recherche. Mais la publication et la diffusion des résultats, en-dehors du circuit de diffusion restreint au monde savant, est susceptible d'être interdite. Une pratique courante consiste alors à autoriser la soutenance publique des travaux académiques consacrés à des thèmes sensibles de la Seconde République, de la Seconde Guerre mondiale ou de la Pologne populaire, mais à interdire ou à retarder de plusieurs années leur publication sous forme d'ouvrage. Ces travaux peuvent ainsi être connus des spécialistes, à travers les soutenances publiques, la circulation des manuscrits et la publication d'articles dans des revues académiques à faible tirage, mais largement ignorés du lectorat profane.

L'adhésion au PZPR et la proximité au pôle hétéronome de l'espace de production historiographique ne constituent en rien une garantie contre l'ingérence de la censure dans les travaux. Celle-ci frappe également les contemporanéistes membres du Parti. Au début des

[637] Zbigniew Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, Varsovie, Wydawnictwo Neriton, 2010, p. 129.
[638] Z. Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970, op. cit.*

années 1970, l'ouvrage de Maria Turlejska, *Histoire de la première décennie 1944-1954* (1972) et celui d'Antoni Czubiński, *Le pays des soviets. Années de luttes et de victoires* (1973), sont retirés des rayons des librairies et passés au pilon[639]. A Turlejska est reproché un traitement biaisé des relations polono-soviétiques. A Czubiński, sa critique de la collectivisation forcée de l'agriculture en Union soviétique. Les deux auteurs n'ont pourtant pas des profils de dissidents : Turlejska, en poste à l'université de Varsovie, enseigne également à l'Académie politique militaire, qui forme les officiers politiques de l'armée, dont elle est renvoyée suite à la publication de cet ouvrage. Elle sera par la suite affectée à la Direction des archives d'État, une promotion aux allures de relégation aux marges du monde académique. Czubiński conserve son poste à l'université de Poznań, mais est renvoyé de l'École supérieur des sciences sociales du PZPR, où il cumulait les fonctions de directeur de l'Institut d'histoire du mouvement ouvrier et de vice-recteur. Ces exemples illustrent le fait que les historiens *partyjni* formés en Pologne populaire sont loin de jouer le même rôle que les militants historiens au lendemain de la guerre. Tant leur formation que leurs carrières traduisent leur ancrage au sein du monde académique. Cette différence se traduit dans la revendication du statut d'historien universitaire, qui passe par le maintien d'une certaine distance vis-à-vis du Parti et de ses discours sur l'histoire. Czesław Madajczyk explique ainsi son refus d'intégrer l'Atelier d'histoire du Parti (ZHP) :

« Au printemps 1957, Jerzy Morawski, alors secrétaire du Comité central, et Ostap Dłuski, conseiller du Bureau politique, ont tenté de me convaincre d'accepter la fonction de directeur adjoint du ZHP. Je n'ai pas accepté, ayant pleinement conscience du fait que j'aurais été entièrement subordonné à mes supérieurs, à la fois formellement compte-tenu de leur position dans le Parti, mais aussi essentiellement du fait que je ne disposais pas d'une connaissance approfondie du mouvement ouvrier.[640] »

Au sein de cette génération de jeunes historiens, qui devait constituer, dans l'esprit des dirigeants du Parti, les futurs cadres scientifiques marxistes au sein du monde académique, les loyautés professionnelles priment sur les loyautés militantes. A cet égard, le soutien des membres de la cellule du Parti à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) aux « révisionnistes », en 1956, peut être considéré comme annonciateur de la prise d'importance, qui devient plus évidente après 1956, d'une génération d'universitaires passés par les jeunesses communistes et les écoles du Parti, qui refusent de jouer le rôle d'idéologues au sein du monde académique. Cette génération connaît une forme de consécration, à la fois institutionnelle (Madajczyk succède à Manteuffel au poste de directeur de l'IH PAN en 1972)

[639] T.P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.*, p. 273.
[640] Entretien avec C. Madajczyk in Zbigniew Romek, *Cenzura w PRL: relacje historyków*, [La censure en Pologne populaire : témoignages d'historiens], Varsovie, Neriton, 2000, p. 179.

et scientifique, puisque ses membres forment le noyau d'une recherche émergente en histoire du temps présent.

Section 2. Entre savant et profane, la production historiographique en histoire du temps présent (1957-1979) :

Après la dénonciation publique des « erreurs » de la période stalinienne et la réaffirmation de l'autonomie de la recherche en histoire, le développement de l'histoire du temps présent s'inscrit davantage au sein du monde académique, et plus seulement à ses marges. Cependant, le manque de cadres universitaires compétents et désireux de mener des recherches sur cette période, le contrôle politique (censure et autocensure) sur les publications et le manque de sources fiables expliquent la faible quantité de publications savantes consacrées à cette période, jusque dans les années 1970.

En matière d'histoire savante, plus les recherches sont consacrées au passé récent, moins les publications sont nombreuses. En témoigne le plan de recherches rendu public par l'Institut d'histoire de l'Académie (IH PAN) au lendemain de la déstalinisation, en 1958[641]. Le principal centre de recherches historiques en Pologne populaire recense un total de 194 publications en projet ou déjà réalisées depuis sa création en 1953, parmi lesquelles 29 (18 %) sont consacrées au Moyen-Âge, 28 (17 %) à l'époque féodale (15e – 18e siècles), 37 (23 %) à la période 1764-1864, 26 (16 %) à la période 1864-1918, 19 (12 %) à l'entre-deux guerres, 9 (6 %) à la Seconde Guerre mondiale et à la Pologne populaire[642]. Ceci reflète la quasi-absence de travaux consacrés à la période post-1939 à l'IH PAN jusqu'alors, sans même mentionner les universités. C'est seulement à partir de la fin des années 1950 que des équipes de recherche dédiées à cette période sont créées au sein de l'Institut.

Entre la fin des années 1950 et la fin des années 1970, soit au cours des vingt années qui succèdent au stalinisme et qui précèdent la transformation des conditions de publication offerte par le circuit de diffusion clandestin mis en place par la dissidence, la production historiographie en histoire du temps présent est quantitativement réduite et limitée dans ses objets. Nous cherchons ici à donner à voir les contours de cet espace de production savante, en abordant successivement les productions (2.2.A), puis leurs producteurs (2.2.B). Cet espace apparaît alors fortement éclaté entre différents pôles de production, inégalement autonomes.

[641] « Plan IH PAN na rok 1958 » [Le programme de l'IH PAN pour l'année 1958], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1958, p. 278-282.

[642] Les pourcentages sont calculés à partir d'un nombre total de 161 publications classées par ordre chronologique. Le reste correspond à d'autres thèmes ou périodes.

II.1. La production savante des années 1957-1979 au prisme des revues académiques :

Nous étudierons la production savante consacrée à la Seconde Guerre mondiale et à la Pologne populaire à partir des revues historiques. Le dépouillement systématique des sommaires de ces dernières permet de repérer l'ensemble des textes (articles, recensions, débats) consacrés au passé récent parus entre la fin des années 1950 et la fin des années 1970, qui constituent les bornes chronologiques de ce chapitre. En rapportant les caractéristiques des textes publiés, notamment les thèmes et périodes étudiés, aux propriétés de leurs auteurs, notamment leur position au sein de l'espace de production historiographique, il s'agit d'évaluer l'autonomie de cette production savante.

Tout d'abord, un premier examen au niveau d'une revue généraliste comme *Kwartalnik Historyczny* permet de rendre compte des résultats de la recherche tels que communiqués à l'ensemble de la discipline, principalement à travers les recensions, et de formuler quelques constats et hypothèses quant à la nature de la production et aux profils de ses auteurs. Ensuite, un travail plus quantitatif, mené sur quatre revues spécialisées en histoire du temps présent et éditées par l'Institut d'histoire de l'Académie, permet de systématiser la mise en relation des propriétés des auteurs avec le type de récit produit.

II.1.A. Sur la Seconde Guerre mondiale : le combat « antifasciste » et la martyrologie polonaise :

Il convient de déspécifier le cas de l'historiographie polonaise de la Seconde Guerre mondiale. Après-guerre, de nombreuses historiographies européennes sont marquées par l'émergence d'une histoire du temps présent aux marges du champ académique, délaissée par certains universitaires qui y voient une spécialité trop faiblement autonome du politique, comme le rappelle Pieter Lagrou :

*« A Paris et à Amsterdam comme à Bucarest et à Varsovie, le contrôle politique sur l'histoire du temps présent privilégiait au sein de ces institutions les carrières d'anciens résistants reconvertis en historiens, alors que l'élite intellectuelle des historiens professionnels choisissait la stratégie de l'*innere Emigration *(l'histoire de périodes plus anciennes, la longue durée des structures profondes de l'histoire économique, ou des mentalités), qui offrait de plus amples marges de liberté intellectuelle.*[643] *»*

Il en résulte, selon Lagrou, une « trame narrative omniprésente tant dans la production historiographique que mémorialiste et qui correspond incontestablement à un moment européen », les historiographies de la Seconde Guerre mondiale qui se développent de part et d'autre du rideau de fer présentant des caractéristiques assez similaires :

« Pourtant, les deux historiographies étaient bien moins antagonistes qu'on pourrait de prime abord le penser. Elles partageaient une lecture antifasciste, qui reliait à la fois l'engagement collaborationniste et l'engagement résistant aux combats d'avant-guerre, eux-mêmes nés des instabilités et injustices d'un système capitaliste débridé. Chacune pratiquait avant tout une historiographie héroïque du combat et de l'engagement, gouvernée par une interprétation patriotique, voire nationaliste. »

Sans minimiser l'importance du contexte particulier que constitue en Pologne le régime autoritaire de type soviétique, force est de constater que ni le développement d'une historiographie du temps présent en lien étroit avec la commande étatique, ni sa focalisation sur un récit héroïque et martyrologique à forte connotation patriotique, ne sont spécifiques à ce type de régime.

A la fin des années 1950 est créé l'Atelier d'histoire de la Pologne entre 1939 et 1945, premier du genre au sein de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, confié au *docent* Stanisław Płoski, ancien militaire et résistant, spécialiste d'histoire militaire. Si l'objectif affiché de cette équipe de chercheurs doit être de rendre « plus scientifique » l'histoire de la guerre en dépassant les « tendances à l'apologie ou à la commémoration », le cahier des charges apparaît bien balisé, puisqu'il s'agit avant tout d'étudier la résistance à l'occupation allemande[644]. Plus précisément encore, la feuille de route insiste sur les recherches à consacrer à la résistance communiste, même si l'Armée de l'intérieur (AK), fidèle au gouvernement polonais à Londres, est également mentionnée. Par conséquent, les rares textes consacrés au second conflit mondial parus dans *Kwartalnik Historyczny* de 1957 à 1979 accordent une large place à la résistance polonaise. Celle-ci est le plus souvent présentée comme un mouvement d' « union nationale », même si les divergences politiques (fidélité au gouvernement de Londres ou au Parti ouvrier polonais créé à Moscou) ne sont pas passées sous silence. L'alliance avec l'Union soviétique est systématiquement présentée comme la seule option réaliste, l'intégration dans le bloc de l'Est après-guerre comme inéluctable. Les circonstances précises de l'accession au pouvoir du Parti ouvrier polonais (PPR) à partir de 1944 ne sont en revanche jamais détaillées. Les arrestations et déportations vers l'Union soviétique des officiers de l'AK ne sont jamais mentionnées. Au sein d'une revue généraliste comme *Kwartalnik Historyczny*, très peu d'articles sont consacrés à l'histoire du temps présent. La revue publie essentiellement sur l'histoire médiévale et moderne, ce qui reflète la composition de son comité de rédaction, où siègent entre autres Herbst, Gieysztor, Kula, Małowist, Serejski. L'histoire du temps présent apparaît alors essentiellement dans la rubrique

[643] P. Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », art cit, p. 107.
[644] « Plan IH PAN na rok 1958 », art.cit., p. 278-282.

recensions. Plusieurs ouvrages consacrés à la Seconde Guerre mondiale, la plupart édités par le ministère de la Défense, paraissent en effet dans les années 1960 et 1970.

La résistance à l'occupation allemande est de loin le thème le plus fourni. A l'image du livre de Władysław Ważniewski, chercheur à l'Atelier d'histoire du Parti, consacré au « combat des partisans » dans la région de Nida[645] (Lituanie). L'auteur y établit un lien entre la lutte contre le « *Drang nach Osten* hitlérien », menée par l'URSS, et le rétablissement de la frontière polonaise sur la ligne Oder-Neisse, faisant ainsi correspondre antifascisme et lutte de libération nationale. Une telle interprétation se retrouve dans un article de Marian Orzechowski, qui présente le nouveau tracé frontalier comme justifié par des « éléments de nature historique, ethnographique, stratégique, économique et démographique » et soutenu par « les pays de la coalition antihitlérienne […] en tant qu'une des conditions fondamentales de la future paix dans l'Europe d'après-guerre : l'arrêt du *Drang nach Osten* hitlérien par la coalition des pays démocratiques, parmi lesquels le principal rôle militaire revint à l'Union soviétique.[646] » Orzechowski, né en 1931, adhère au PZPR dès 1952. Après des études à l'université de Leningrad, il soutient en 1960 une thèse à l'université de Wrocław, puis une habilitation en 1964. Nommé professeur en 1971, il oscille entre l'histoire et la science politique, avant d'occuper des fonctions politiques (notamment membre du comité central du PZPR à partir de 1981, ministre des affaires étrangères de 1985 à 1988).

La recension de l'ouvrage de Ważniewski est publiée dans *Kwartalnik Historyczny* (n° 2, 1970) par Zygmunt Bieszczanin, ancien combattant de l'Armée populaire, lui-même auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet, publiés par le ministère de la Défense dans les années 1960. Le même Bieszczanin consacre une autre recension à un ouvrage sur les partisans communistes écrit par Bodgan Hillebrandt (chercheur au Département d'histoire puis à l'École supérieure des sciences sociales du Parti, à partir de 1954), consacré aux partisans communistes de la région de Kielce[647]. L'auteur, qui a consacré de nombreuses autres publications au PPR et à l'Armée populaire, est lui aussi édité par le ministère de la Défense. Tous ces auteurs sont donc très liés au PZPR. La place des militaires et des anciens combattants parmi les auteurs de ce type de publications est également prégnante. *Kwartalnik*

[645] Władysław Ważniewski, *Walki partyzanckie nad Nida 1939-1945*, [Les combats des partisans dans la région de Nida, 1939-1945], Varsovie, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1969.
[646] Marian Orzechowski, « Spór o źródła powrotu Polski nad Odrę, Nysę, Baltyk » [La controverse sur les sources du retour de la Pologne sur l'Oder, la Neisse et la Baltique], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1970, p. 404-427.
[647] Bogdan Hillebrandt, *Partyzantka na Kieleczyźnie 1939-1945*, [Les partisans dans la région de Kielce, 1939-1945], Varsovie, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1967.

Historyczny publie par exemple une recension d'un ouvrage qualifié de « vulgarisation scientifique » (*popularno-naukowy*) portant sur la libération de la Poméranie par l'armée rouge en 1945[648]. L'auteur, Edmund Kosiarz, est un officier de la marine de guerre, directeur du Département d'histoire de la marine de guerre, qui se consacre pleinement à l'écriture à partir des années 1970. Il est l'auteur d'une vingtaine de livres publiés entre les années 1960 et 1980, consacrés à la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement aux différentes batailles ayant eu lieu sur la côte baltique en septembre 1939.

Les recensions d'ouvrages consacrés à l'Armée de l'intérieur (AK) sont plus rares[649]. Se donne donc à voir une nette préférence pour les travaux portant sur la résistance communiste, le PPR et le rôle de l'URSS dans la libération de la Pologne et la victoire sur le 3e Reich. Le ministère de la Défense et l'Institut d'histoire militaire apparaissent comme des lieux privilégiés de production de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, qui est largement le fait de militants, notamment à l'Atelier d'histoire du Parti, et de militaires ou anciens combattants. Les articles consacrés à cette période affichent une nette coloration politique. Mieczysław Wrzosek[650] évoque ainsi la « mobilisation du peuple polonais » en 1944-1945 et souligne là encore le rôle libérateur de l'armée rouge[651]. Henryk Batowski, professeur à l'université Jagellon, publie quant à lui un article consacré à « l'année 1945 dans l'histoire universelle »[652], dans lequel il se réjouit que le tracé des nouvelles frontières en Europe centrale après la victoire contre « l'axe fasciste » respecte « le principe ethnique », et pointe la responsabilité de « l'impérialisme » américain dans le déclenchement de la guerre froide. Enfin, Bolesław Drukier*, un autre militant historien, consacre un article à la « question polonaise » au moment de la création par les communistes du Comité polonais de libération nationale à Lublin en 1944[653]. Il s'agit surtout pour l'auteur de ce texte de condamner l'insurrection de Varsovie de l'été 1944 comme une aventure militaire dirigée par le gouvernement de Londres contre les soviétiques (« Ainsi une action dirigée militairement

[648] *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1969, p. 509-511. Il s'agit de l'ouvrage d'Edmund Kosiarz, *Wyzwolenie Polski Północnej*, [La libération de la Pologne du Nord], Gdynia, 1945.
[649] Ireneusz Caban, *Związek Walki Zbrojnej i AK w okręgu lubelskim 1939-1944*, [L'Union de la lutte armée et l'Armée de l'Intérieur dans la région de Lublin, 1939-1944], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1971. L'auteur, membre du PZPR, enseigne à l'Université Marie Curie-Skłodowska de Lublin.
[650] Il ne nous a pas été possible de trouver des informations biographiques sur l'auteur correspondant à cette époque. Il a achevé sa carrière académique à l'université de Białystok au début des années 1990.
[651] Mieczysław Wrzosek, « Wysiłek mobilizacyjny narodu polskiego w latach 1944-1945 » [L'effort de mobilisation de la nation polonaise dans les années 1944-1945], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1970, p. 762-774.
[652] Henryk Batowski, « Rok 1945 w historii powszechnej » [L'année 1945 dans l'histoire générale], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1965, p 567-586.
[653] Bolesław Drukier, « Sprawa polska w okresie powstania polskiego komitety wyzwolenia narodowego » [La question polonaise à l'époque de la création du Comité polonais de libération nationale], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1966, p. 327-354.

contre les Allemands l'était politiquement contre l'URSS ») et d'attribuer à ce même gouvernement la responsabilité de l'échec des négociations avec les soviétiques au sujet du futur gouvernement polonais. Drukier, qui fait toute sa carrière dans le giron du Parti et en-dehors de l'université, publie à la même époque un ouvrage consacré aux « débuts de la Pologne populaire »[654].

Au sein de cette revue de textes consacrés à la résistance à l'occupation allemande, l'Insurrection de Varsovie constitue un évènement central, abordé de manière récurrente, là encore avant tout à partir de témoignages d'anciens combattants. *Kwartalnik Historyczny* reproduit le discours du ministre de la Défense, prononcé lors d'une rencontre avec « des historiens » à l'occasion du 20e anniversaire de l'Insurrection[655]. L'auteur, le maréchal Marian Spychalski*, est d'autant mieux placé pour évoquer « les problèmes de la libération et de la reconstruction de Varsovie », qu'il a lui-même joué un rôle de premier plan dans la reconstruction de la capitale polonaise, en sa qualité de président du comité pour la reconstruction de Varsovie (1944-1945). Le point de vue de ce responsable politique de la Pologne populaire sur l'Insurrection est par conséquent très critique vis-à-vis des insurgés et de leurs motivations politiques. Si l'auteur présente son texte comme un témoignage devant servir de source à de futures recherches, les témoins qui, comme lui, ont la possibilité de s'exprimer à travers les revues d'histoire sont en fait très liés à l'armée et au PZPR, et donc peu susceptibles de délivrer des interprétations hostiles au régime de la Pologne populaire.

Bien que leurs témoignages soient privilégiés, les anciens combattants prosoviétiques ne sont toutefois pas les seuls à accéder aux pages de *Kwartalnik Historyczny*. Jerzy Kirchmayer* publie en 1958 une recension[656] de l'ouvrage d'Adam Borkiewicz*, *Insurrection de Varsovie 1944. Résumé des actions militaires*[657]. Ce livre se distingue singulièrement des publications similaires à cette époque. De par son éditeur, d'abord, puisqu'il est publié par une maison d'éditions catholique, Pax (*Instytut wydawniczy PAX*), indépendante du pouvoir politique, mais pas moins soumise à la censure que les éditions d'État, spécialisée dans les publications religieuses et l'histoire contemporaine[658]. De par la trajectoire de l'auteur, ensuite, qui n'est pas universitaire, mais un ancien résistant de l'Armée de l'intérieur (AK). Sa

[654] Bolesław Drukier, *Początki Polski Ludowej: szkice i przyczynski*, [Les débuts de la Pologne populaire], Varsovie, Książka i Wiedza, 1966.
[655] « Problemy wyzwolenia i odbudowy Warszawy. Spotkanie z marszałkiem Marianem Spychalskim » [Les problèmes de la libération et de la reconstruction de Varsovie], Kwartalnik Historyczny, n° 1, 1966, p. 55-68.
[656] *Kartalnik Historyczny* n° 2, 1958, p. 516-529.
[657] Adam Borkiewicz, *Powstanie Warszawkie 1944. Zarys działań natury wojskowej*, [L'Insurrection de Varsovie 1944. Description des activités de nature militaire], Varsovie, Pax, 1957.
[658] Cette maison d'éditions publie par la suite plusieurs ouvrages consacrés à la résistance polonaise et à l'insurrection de Varsovie, le plus souvent produits par d'anciens combattants de l'Armée de l'intérieur.

biographie personnelle tranche donc avec celle des militants et militaires précédemment évoqués. La trajectoire de J. Kirchmayer, auteur de la recension, présente des similitudes avec celle de Borkiewicz. Tout comme Borkiewicz, c'est un vétéran de l'AK. Tous deux ont également pour particularité d'être issus des rangs de l'armée de la Seconde République polonaise, ce qui les rend automatiquement suspects de sympathies pro-Piłsudski aux yeux des autorités communistes et précipite la fin de leurs carrières militaires, à la fin des années 1940. L'ouvrage de Borkiewicz peut être considéré comme un évènement éditorial, puisqu'il s'agit du premier ouvrage consacré à l'Insurrection publié indépendamment des lieux de production officiels, qu'il s'agisse du Parti ou de l'armée. Paru peu après 1956, il tranche avec la production partisane et aurait de ce fait été très demandé par les lecteurs à l'époque, mais nous ne disposons pas des chiffres de vente[659]. La recension de l'ouvrage par Kirchmayer reflète de manière emblématique l'état de la recherche sur l'Insurrection de Varsovie à la fin des années 1950. Le contenu du livre s'inscrit dans la lecture alors dominante de la Seconde Guerre mondiale, définie par Madajczyk et Turlejska à l'occasion du congrès de la PTH de 1958, qui fait de la résistance polonaise au nazisme un mouvement de libération nationale comprenant des orientations politiques distinctes[660]. Il ne s'agit donc plus de résumer le récit de la résistance à la seule action des partisans communistes. Kirchmayer fait ainsi de l'Insurrection un témoignage de la bravoure des combattants polonais, soulignant l'attitude « solidaire, intransigeante, héroïque » de la « nation » défendant sa « liberté perdue ». Il regrette cependant que l'ouvrage traite surtout du volet militaire de l'Insurrection et insuffisamment de sa dimension politique, ce qui s'explique par la difficulté à produire une critique de l'attitude de l'Union soviétique du fait de la censure. La recension est également éloquente quant à l'organisation de la recherche en histoire du temps présent, puisque Kirchmayer y déplore l'absence d'institution scientifique compétente pour mener des recherches sur la Seconde Guerre mondiale. Il a donc fallu compter sur l' « initiative privée » de Borkiewicz pour voir un tel ouvrage publié. L'auteur a en effet pu s'appuyer les archives de l'ancien Institut de la mémoire nationale, dont il a dirigé le service de recherche sur le mouvement de résistance, service dont il était l'unique employé, « ce qu'il est important de souligner en passant, alors que nous nous interrogeons sur l'ampleur des négligences commises dans les études sur la participation de la Pologne à la Seconde Guerre

[659] Jerzy Kulak, « Wokół powstania » [Autour de l'insurrection], *Biuletyn IPN*, 2002, n° 8−9, p. 89−98.
[660] Rafał Stobiecki, « Rok 1945 w polskiej debacie historycznej » [L'année 1945 dans le débat historique polonais], *Dzieje Najnowsze*, 2005, vol. 37, n° 4, p. 5−17.

mondiale.[661] » A travers sa recension de l'ouvrage de Borkiewicz, Kirchmayer pointe donc également les manques de la recherche consacrée à la Seconde Guerre mondiale.

L'histoire de la résistance à l'occupation allemande telle qu'elle se donne à lire dans *Kwartalnik Historyczny*, revue éditée par l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, apparaît donc rarement écrite par des universitaires. Très faiblement professionnalisée au regard des statuts de ses producteurs, elle est aussi très orientée politiquement, en conformité avec les interprétations promues par le PZPR, systématiquement favorables à l'URSS et exagérant le rôle de la résistance communiste. Le poids des anciens combattants, de l'Atelier d'histoire du Parti et surtout des institutions militaires (Institut d'histoire militaire et ministère de la Défense) dans la production de cette histoire, montre qu'il s'agit moins de produire de la connaissance sur le passé que de commémorer et de promouvoir des héros, via le recueil de souvenirs et de témoignages. L'histoire du combat « antifasciste » vise donc à construire une mémoire d'État, une norme mémorielle officielle, qui fait office de mythe fondateur de la Pologne populaire. La situation de la Pologne dans les années 1960 et 1970 n'est cependant pas isolée : la contribution des combattants communistes à la défaite du nazisme est érigée en norme mémorielle officielle dans l'ensemble du bloc soviétique. En France, des pratiques similaires sont à l'œuvre dans la mise à distance du passé vichyste au profit d'une représentation enchantée de la nation résistante[662].

[661] *Kartalnik Historyczny* n° 2, 1958, p. 516-529.
[662] Éric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Pluriel, 2013.

Encadré 11. Notices biographiques des auteurs se consacrant à l'histoire de la résistance à l'occupation allemande, cités dans *Kwartalnik Historyczny*

Adam Borkiewicz (1896-1958) : vétéran de l'armée polonaise de l'entre-deux guerres, participe à la guerre polono-soviétique de 1920 ; employé par la suite au Bureau historique de l'armée ; rejoint l'AK après la campagne de septembre 1939 et participe à l'Insurrection de Varsovie ; reprend une activité de chercheur après-guerre, en étant successivement employé à la bibliothèque nationale, puis à l'Institut de la mémoire nationale ; retraite en 1950.

Bolesław Drukier (1913-2006) : militant communiste, en URSS pendant la guerre ; chef du Département d'information politique du Ministère de l'information et de la propagande (1945-1947) ; instructeur à l'école du PPR/PZPR (1947-1953) ; rattaché à la chaire d'histoire de l'URSS de l'Institut de formation des cadres scientifiques à partir de 1951 ; vice-recteur de l'Institut des sciences sociales du Parti à partir de 1953 ; vice-recteur de l'École supérieure des sciences sociales du Parti à partir de 1957.

Jerzy Kirchmayer (1895-1959) : militaire de carrière, vétéran de la guerre de 1920 ; rejoint l'AK durant la Seconde Guerre mondiale ; réintègre l'armée régulière en 1944 (directeur du bureau historique) ; renvoyé en 1948, puis arrêté et condamné à la prison à vie ; réhabilité en 1956 ; professeur à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, se consacre notamment à l'histoire de l'Insurrection de Varsovie.

Marian Spychalski (1906-1980) : architecte de profession ; militant communiste depuis le début des années 1930 ; au cours de la guerre, successivement membre de l'état-major de la Garde populaire, de l'Armée populaire puis de l'Armée polonaise ; membre du Comité central du PPR puis du PZPR ; après-guerre, sa carrière est à la fois militaire et politique (vice-ministre de la Défense de 1945 à 1949) ; tombé en disgrâce et emprisonné pour cause de « déviation nationaliste », réhabilité en 1956 ; ministre de la Défense (1956-1968) ; président du Conseil d'État de la République populaire de Pologne, fonction équivalente à celle de chef de l'État (1968-1970).

Source : élaboration à partir de notices biographiques issues de sources diverses : T. P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970*, *op. cit.* ; Encyclopédies en lignes (*Panstwowe Wydawnictwo Naukowe* et *Wikipédia*).

Le combat « antifasciste » mené par l'URSS et les partisans communistes semble résumer à lui seul l'histoire militaire du conflit, puisque *Kwartalnik Historyczny* ne publie pratiquement aucun texte consacré à la campagne de septembre 1939. Ce qui est compréhensible dans la mesure où faire la genèse de la Seconde Guerre mondiale impliquerait d'évoquer le pacte Ribbentrop-Molotov et son protocole secret, en vertu duquel l'URSS envahit la Pologne le 17 septembre. Significativement, le seul ouvrage consacré à l'invasion de la Pologne recensé dans la revue entre la fin des années 1950 et la fin des années 1970 est écrit par un anglais, Nicholas Bethell[663]. Cet ouvrage, construit à partir des archives britanniques, porte avant tout sur les relations diplomatiques entre le Royaume-Uni, la France, l'Union soviétique et la Pologne au moment du déclenchement du conflit. L'auteur, né en 1938, siège à la chambre des Lords de 1967 à 1999 et peut être considéré comme un historien amateur. Il publie plusieurs ouvrages sur l'Europe centrale et orientale, avant d'obtenir un doctorat sur le tard, en 1987. Sur un sujet proche, l'Institut polonais des relations

[663] Nicholas Bethell, *The war Hitler won. September 1939*, Londres, Allan Lane, 1972. Recensé in *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1974, p. 215-216.

internationales publie en 1967 un tome de documents revenant sur la « question polonaise dans l'arène internationale » au moment de la Seconde Guerre mondiale[664], comprenant plus de 500 documents d'archives. Le découpage chronologique de ce recueil n'est pas anodin puisqu'il commence en 1934, année de la signature du pacte de non-agression germano-polonais passé entre le 3e Reich et le régime de Piłsudski. La signature de ce pacte sert à prouver, dans l'interprétation soviétique, l'hostilité du régime de *sanacja* vis-à-vis de l'URSS et ses sympathies vis-à-vis de l'Allemagne nazie. Et justifie en creux le pacte germano-soviétique de 1939, qui n'est cependant jamais explicitement mentionné.

D'autres textes consacrés à l'occupation allemande paraissent à cette période dans *Kwartalnik Historyczny,* sous la plume d'universitaires cette fois. C'est le cas d'un court article de Tadeusz Manteuffel, consacré à l'enseignement clandestin à Varsovie sous l'occupation[665]. Ici, le médiéviste se fait témoin puisqu'il a lui-même été l'un des animateurs de l'université de Varsovie clandestine. Ainsi, le témoignage semble devenu le moyen privilégié de narration de l'histoire pour ce qui concerne le passé le plus récent. Les travaux de recherche universitaire sur la Seconde Guerre mondiale existent, mais sont peu nombreux. Ils sont pour l'essentiel publiés par les chercheurs du laboratoire de l'Académie des sciences déjà mentionné. Y sont employés de jeunes historiens comme Tomasz Szarota (né en 1940), dont la thèse de doctorat, soutenue en 1966, porte sur la vie quotidienne sous l'occupation à Varsovie. Il en tire un ouvrage[666], publié en 1973, qui fait l'objet d'une recension dans *Kwartalnik Historyczny* par l'un de ses collègues au sein du même laboratoire, Tomasz Strzembosz (né en 1930, il soutient en 1972 une thèse de doctorat consacrée aux prisons varsoviennes sous l'occupation)[667]. Aucun d'entre eux n'est membre du PZPR. Les travaux produits par des universitaires semblent davantage consacrés à des problématiques renvoyant à une histoire économique et sociale. Celle-ci n'est pas pour autant exempte de considérations politiques, à l'image de l'ouvrage que Czesław Madajczyk consacre aux projets de réforme agraire au cours des années de guerre[668]. Il s'agit en fait d'un examen des programmes des différents groupements politiques polonais en la matière. Le récit présenté dans l'ouvrage relève donc tout autant de l'histoire politique, à l'image du plan en cinq parties qui le structure :

---

[664] PISM, *Sprawa polska w czasie drugiej wojny światowej na arenie międzynarodowej. Zbiór dokumentów*, [La question polonaise au cours de la Seconde Guerre mondiale dans l'arène internationale], Varsovie, Pantstwowe Wydawnictwo Naukowe, 1965.

[665] Tadeusz Manteuffel, « Formy tajnego nauczania akademickiego w Warszawie, 1939-1945 » [Les formes de l'enseignement supérieur clandestin à Varsovie, 1939-1945], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1970, p. 748-753.

[666] Tomasz Szarota, *Okupowanej Warszawy dzień powszedni*, [La vie quotidienne à Varsovie sous l'occupation], Varsovie, Czytelnik, 1973.

[667] *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1975, p. 480-483.

[668] Czesław Madajczyk, *Sprawa reformy rolnej w Polsce, 1939-1944. Programy – taktyka*, [La question de la

« 1/ Les principaux groupements politiques nationaux et le problème de la réforme agraire ; 2/ L'attitude du gouvernement de Londres vis-à-vis de la réforme agraire ; 3/ La position des représentants de ce gouvernement, les délégations[669] *et les commandements de l'AK ; 4/ La position du PPR, de la KRN*[670] *et du ZPP*[671] *; 5/ Commentaires finaux ».*

Où un travail portant sur un aspect précis de politique économique permet de dresser un panorama des forces politiques en présence au cours de la guerre, sans omettre les groupements politiques concurrents du parti communiste. La recension de cet ouvrage est rédigée par Henryk Słabek, dont le profil se rapproche de celui des militants historiens : formé à l'Institut de formation des cadres scientifiques et à l'École supérieur des sciences sociales du Parti, il y fait carrière de 1957 à 1968 et y obtient un doctorat en 1960. Il connaît toutefois par la suite une carrière académique : habilitation en 1964, recrutement à l'IH PAN en 1968, professeur en 1972. A l'instar de Madajczyk, il s'agit donc d'un universitaire membre du Parti, passé par ses écoles de formation, dont le profil tranche cependant avec celui des plus militants, puisqu'il fait une carrière académique. Ceci se ressent dans son écriture, puisque sa recension est dépourvue des considérations polémiques ou normatives qui émaillent généralement les textes des militants historiens[672]. Dans sa critique de l'ouvrage de Madajczyk, Słabek s'en tient à une lecture de chercheur, soulevant des points de discussion quant aux sources mobilisées par l'auteur (en l'occurrence essentiellement la presse partisane) et leur fiabilité, l'interprétation des faits ou encore la manière de caractériser les programmes politiques étudiés. La recension se veut positive et souligne le caractère pionnier de cette recherche, réalisée à partir de sources limitées qui commencent alors seulement à être exploitées. En bref, il s'agit là d'une recension académique assez classique, chose suffisamment rare dans les textes consacrés à cette période de l'histoire pour être soulignée[673].

D'autres travaux portent sur le système concentrationnaire nazi et la politique d'extermination des juifs et des slaves. Ces travaux se distinguent en deux catégories : d'un

---

réforme agraire en Pologne 1939-1944], Warszawa, Polskie Wydwanictwo Naukowe, 1961.

[669] La délégation du gouvernement de Londres recouvre les institutions civiles de l' « État clandestin » polonais, qui consistait à reproduire dans la clandestinité les structures d'un État polonais avec différents départements comprenant notamment les activités d'éducation, de propagande, de documentation des crimes nazis, entre autres.

[670] *Krajowa Rada Narodowa* (Conseil national d'État) : institution créée par le PPR, faisant office de parlement polonais de 1944 à 1947.

[671] *Związek Patriotów Polskich* (Union des Patriotes polonais) : organisation politique créée en URSS à l'initiative de Staline et subordonnée à l'URSS, destinée à mener des actions de propagande en direction des Polonais établis en URSS et à préparer la prise du pouvoir par les communistes en Pologne après-guerre (1943-1946).

[672] Henryk Słabek, « O programach reformy rolnej w latach 1939-44 » [Sur les programmes de réforme agraire dans les années 1939-1944], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1962, p. 463-474.

[673] Słabek lui-même a travaillé sur la question en consacrant un ouvrage à la politique agraire du PPR : *Polityka agrarna PPR (Geneza i realizacja)*, [La politique agraire du PPR, genèse et réalisation], Varsovie, 1967.

côté, ceux qui portent sur l'extermination des juifs en Pologne, de l'autre, ceux qui portent sur la politique de l'occupant allemand vis-à-vis de la population polonaise non-juive. Les travaux de la première catégorie sont le fait d'historiens d'origine juive, travaillant dans le cadre de l'Institut historique juif (ZIH). Ceux de la seconde catégorie sont produits par des auteurs non-juifs et portent plus spécifiquement sur le sort des Polonais non-juifs, n'accordant qu'une importance marginale à l'Holocauste, dont la spécificité n'est pas soulignée. Précisons ici qu'en Pologne, sous la Seconde République comme en République populaire, les juifs sont considérés comme une minorité nationale :

« En Pologne, comme dans une grande partie de l'Europe centrale et du monde germanique, l'habitude distingue les "nations", ou "nationalités", des États. Entre les deux guerres, on comptait 31,9 millions de "citoyens polonais", dont 64,7 % de Polonais, 16 % d'Ukrainiens, 6,1 % de Biélorusses et 2,4 % d'Allemands. Les Juifs n'étaient pas formellement une nation, mais une minorité religieuse, ils étaient pourtant recensés séparément.[674] *»*

Ce qui permet de mieux comprendre pourquoi il s'agit de deux types d'histoire qui dialoguent peu entre eux, comme si l'histoire de la Pologne (ou des Polonais) et l'histoire des juifs de Pologne constituaient deux disciplines distinctes. Cette séparation des récits de l'occupation allemande et du génocide des juifs, qui se met en place en Pologne après-guerre, est restée en vigueur jusqu'à une époque récente, avec un premier regain d'intérêt pour la thématique des relations polono-juives dans la dissidence des années 1980, et un autre au début des années 2000 (cf. chapitres suivants). La marginalité des historiens de l'Holocauste en Pologne populaire est exprimée ainsi par Andrzej Żbikowski, chercheur au ZIH où il a fait l'essentiel de sa carrière d'historien :

« A l'Institut [il s'agit du ZIH] ne travaillaient d'ailleurs que des personnes d'origine juive. Elles n'étaient pas intégrées au milieu des historiens. La société polonaise oubliait ou bien refoulait cette mémoire. Elle ne savait pas grand-chose sur le sujet ; à part quelques individus, personne ne s'en préoccupait. Après l'épuration de 1968, la crise s'est encore approfondie : les historiens juifs n'étaient plus là, tandis que les Polonais ne s'intéressaient pas encore à l'histoire juive. Il faut attendre le milieu des années 1980 pour voir un début de changement, bien que les résultats des travaux entrepris alors n'aient paru que cinq à dix ans plus tard.[675] *»*

Conséquemment, les rares ouvrages recensés dans *Kwartalnik Historyczny* sur ce sujet sont le fait d'auteurs du ZIH, souvent membres du Parti. En 1959 paraît un ouvrage du directeur de l'institut, Bernard Mark, consacré au ghetto de Varsovie, publié par le ministère de la Défense[676]. La recension du livre est emblématique de cette coupure entre histoire polonaise et histoire juive, et illustre la connaissance lacunaire qu'ont les historiens polonais de ce passé. Le principal reproche adressé à l'auteur porte en effet sur la trop grande spécialisation de

[674] Jean-Yves Potel, *La fin de l'innocence : la Pologne face à son passé juif*, Paris, Editions Autrement, 2009, p. 11.
[675] Cité in J.-Y. Potel, *La fin de l'innocence*, *op. cit.*, p. 47−48.
[676] Bernard Mark, *Walka i zagłada warszawskiego getta*, [Le combat et l'extermination du ghetto de Varsovie], Varsovie, Ministerstwo Obrony Narodowej, 1959.

l'ouvrage, jugé trop peu accessible pour le lecteur non spécialisé[677]. Peu de temps après paraît un autre ouvrage d'un historien du ZIH, Artur Eisenbach, sur la politique d'extermination des juifs[678]. La recension illustre là encore le désintérêt des historiens non-spécialistes pour ce sujet. Son auteur, Franciszek Ryszka, qui s'intéresse au nazisme dans une perspective d'histoire des idées, ne discute pas le contenu de l'ouvrage et s'estime même incompétent pour le faire. Il polémique en revanche sur la pensée politique nazie, considérant qu'Eisenbach surestime le rôle de l'antisémitisme et du racisme dans le déclenchement de l'Holocauste, et invite à prendre en considération le rôle du contexte de la guerre[679]. Surtout, cette recension de Ryszka reprend le récit promu par les autorités communistes, qui récuse toute participation ou collaboration des Polonais dans l'Holocauste, tout en pointant, dans le respect de la phraséologie alors en vigueur, l'absence de réflexion sur les manifestations d'hostilité à l'égard des juifs :

« La Pologne en tant que lieu principal du génocide de la population juive, c'est encore un problème de notre histoire. Nous savons par ailleurs que dans l'opinion mondiale on rencontre des opinions diverses sur le thème de "l'antisémitisme polonais", inspirées par des milieux politiques qui nous sont hostiles. La question n'est sûrement pas facile, bien que l'on puisse rejeter avec indignation la thèse des Polonais collaborateurs – même moralement – dans l'histoire sombre du génocide. Nous savons que de telles thèses sont colportées à l'Ouest. C'est pourquoi il est sûrement regrettable que A. Eisenbach n'ait pas adressé clairement le problème, en se limitant aux diverses actions d'aide apportées aux Juifs persécutés, principalement de la part de la fraction la plus progressiste de la nation combattante (PPR). »

Bien qu'alambiqué, ce type de formulation est alors courant dans les écrits des historiens, qui limitent ainsi les éventuelles accusations de déviation idéologique, tout en pointant de réels problèmes historiographiques : si l'examen des comportements hostiles aux juifs est nécessaire, c'est parce qu'il permettrait de mieux contrecarrer les accusations d'antisémitisme en provenance de l'Ouest. Il n'en demeure pas moins que le récit dominant récuse toute responsabilité polonaise dans l'Holocauste. Ceci n'est pas spécifique à la Pologne populaire, comme nous le verrons dans les chapitres de la seconde partie et en particulier au chapitre 5[680]. Il s'agit donc moins ici de l'idéologie officielle de l'époque que d'une conception de l'histoire nationale qui refuse de qualifier d'antisémitisme les manifestations d'hostilité de la population polonaise à l'égard des juifs. Selon cette conception, les explications seraient à chercher ailleurs et notamment du côté des inégalités économiques entre les deux populations

[677] *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1959, p. 1293-1295.
[678] Artur Eisenbach, *Hitlerowska polityka zagłądy żydów*, [La politique hitlérienne d'extermination des juifs], Varsovie, Książka i Wiedza, 1961.
[679] *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1962, p. 760-764. Les termes de ce débat rappellent la controverse historiographique au sujet de la Shoah, entre « intentionnalistes » (mettant l'accent sur le rôle de l'idéologie nazie) et fonctionnalistes (pour qui les explications sont circonstancielles). Pour une analyse de ces débats, voir en particulier Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, 2003.
[680] Voir aussi Sarah Gensburger et Agnieszka Niewiedzial, « Figure du Juste et politique publique de la mémoire

(les juifs étant surreprésentés parmi les commerçants), ou bien, dans les territoires occupés par l'URSS de 1939 à 1941, du côté du soutien de la population juive aux soviétiques.

La représentation enchantée d'une « nation sans Quisling » ayant massivement porté assistance aux juifs durant la guerre est activement entretenue par l'État-Parti, qui encourage la diffusion du livre dirigé par Władysław Bartoszewski, en collaboration avec Zofia Lewinówna, éditrice scientifique, qui paraît 1966[681]. Intitulé *Celui-là est de ma patrie. Les Polonais en aide aux Juifs 1939-1945*, l'ouvrage se présente comme un volumineux recueil de témoignages (635 pages pour la première édition, plus de 1000 pour la seconde). Les témoignages concernant l'aide apportée aux juifs ont été recueillis suite à un appel publié dans *Tygodnik Powszechny* par Bartoszewski en mars 1963. L'ouvrage se singularise par l'inclusion des juifs dans l'histoire nationale, mise en évidence dans le titre. L'ouvrage n'est pas issu de l'historiographie officielle. Il est édité par Znak (*Społeczny Instytut Wydawniczy Znak*), une maison d'éditions catholique créée en 1959, liée à l'hebdomadaire *Tygodnik Powszechny* et spécialisée dans les thématiques religieuses, philosophiques et politiques. Bartoszewski, lui, connaît une trajectoire singulière. Né en 1922, il est emprisonné à Auschwitz de 1940 à 1941, avant de rejoindre l'Armée de l'intérieur. Au sein de la résistance, il s'engage dans le comité d'assistance aux Juifs actif sous le cryptonyme « Żegota ». Après-guerre, il est emprisonné à deux reprises (1946-1948 et 1949-1954) sur la base de fausses accusations d'espionnage. Après 1956, il collabore au journal *Tygodnik Powszechny*. Surtout, la nouvelle configuration politique lui permet d'être mis à l'honneur, puisqu'il est décoré de la Croix de chevalier de l'ordre de la Renaissance de la Pologne (la deuxième plus haute distinction civile) en 1963, avant de se voir attribuer le titre de « Juste parmi les nations » par l'Institut Yad Vashem la même année. Il fait donc partie des premiers récipiendaires de cette distinction créée précisément en 1963. Bartoszewski devient ainsi un symbole de l'aide apportée aux juifs par les Polonais au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ce qui explique que son livre connaisse un certain succès en étant réédité dès 1969 et en étant traduit simultanément en français[682], anglais et allemand l'année suivante, par les éditions Interpress, qui ont notamment la charge de la diffusion des ouvrages officiels à l'étrangers. Comme l'écrivent Sarah Gensburger et Agnieszka Niewiedzial, « Dans la Pologne de la fin des années 1960, la rapidité de cette diffusion à l'international, et en anglais, est un indice fort, d'une

---

en Pologne (1945-2005) », *Critique internationale*, 2007, vol. 1, n° 34, p. 127−148.

[681] Władysław Bartoszewski et Zofia Lewinówna, *Ten jest z ojczyzny mojej: polacy z pomocą Żydom, 1939-1945*, Cracovie, Znak, 1966.

[682] Władysław Bartoszewski, *Le sang versé nous unit : sur l'histoire de l'aide aux Juifs en Pologne pendant l'occupation*, Varsovie, Editions Interpress, 1970.

part, de la récupération officielle de l'ouvrage, d'autre part, de l'importance de cette récupération dans le cadre de la politique étrangère.[683] » L'ouvrage connaît un fort succès, porté par la politique publique de la mémoire mise en place sous Gomułka, dans le contexte de la commémoration de l'Insurrection du ghetto de Varsovie en 1963[684] et de la purge antisémite de 1968. La mise à l'honneur des « Justes » polonais vise précisément à promouvoir, vis-à-vis de l'étranger, une image positive de la Pologne. Et, au plan interne, à justifier la purge antisémite au motif que les Juifs « ingrats » seraient favorables aux « milieux étrangers hostiles »[685].

La recension de l'ouvrage de Bartoszewski paraît dans *Kwartalnik Historyczny* en 1968. Elle est rédigée par Jan Górski, un sociologue qui vient alors de rejoindre l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. Górski ne néglige pas le rôle politique de cette publication, puisqu'il se sent obligé de mentionner au début de son texte que la « valeur de ce livre du point de vue de la propagande est involontaire[686] ». Façon de s'extraire de la temporalité politique pour replacer l'ouvrage dans son contexte historiographique, au moment d'en produire un compte-rendu dans une revue académique. La suite de la recension insiste une fois encore sur l'image d'une nation ayant massivement porté assistance aux juifs, au-delà des clivages politiques :

« Parmi les participants à l'assistance [aux juifs] se trouvaient des gens très divers : communistes, socialistes, catholiques… le recueil montre également que les divisions d'avant-guerre n'avaient plus de signification face à la réalité de l'occupation : parmi les aidants ne manquaient pas non plus les antisémites d'avant-guerre. Du point de vue de l'assistance apportée à la population juive, il n'y avait pas de différence fondamentale entre le camp londonien et la résistance révolutionnaire, rassemblée autour du PPR.[687] »

Un passage qui n'est pas sans rappeler les récits mythifiés de la résistance à l'occupation nazie qui ont cours à la même époque dans d'autres pays d'Europe, à commencer par la France. Il est frappant de constater qu'au mythe de l'assistance massive apportée à la population juive, s'ajoute ici celui d'une résistance principalement communiste et que ni l'AK, ni « Żegota » ne sont mentionnées, alors même que le principal auteur du recueil fut actif au sein de ces deux organisations. Si les faits de collaboration avec l'occupant ne sont pas complètement tus, ils sont attribués aux marginaux, aux « gangsters » et autres « bandits », qui auraient profité du contexte d'occupation pour se livrer à des activités moralement condamnables. De telles interprétations se retrouvent après 1989.

---

[683] S. Gensburger et A. Niewiedzial, « Figure du Juste et politique publique de la mémoire », art cit, p. 132.
[684] Qui avait déjà donné lieu à la promotion à l'étranger d'un ouvrage consacré à l'aide aux Juifs en Pologne, écrit par des historiens du ZIH. Cf. Tatiana Berenstein et Adam Rutkowski, *Aide aux Juifs en Pologne, 1939-1945*, Varsovie, Polonia, 1963.
[685] S. Gensburger et A. Niewiedzial, « Figure du Juste et politique publique de la mémoire », art cit.
[686] *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1968, p. 963-966.
[687] *Ibid*., p. 964.

Du côté des historiens universitaires, l'Holocauste n'est jamais étudié en tant que tel. Les publications consacrées à l'occupation nazie se focalisent sur le sort des Polonais non juifs. Plusieurs publications parues dans les années 1970 sont ainsi consacrées à la « politique nationale » du 3e Reich, c'est-à-dire aux lois raciales et à la destruction de la « culture polonaise », au sens large : déportation des intellectuels, germanisation de l'enseignement, etc. Sur cette thématique précise, les auteurs d'ouvrages et de recensions parues dans *Kwartalnik Historyczny* sont plus souvent employés dans les universités qu'à l'Académie des sciences, et plus précisément au sein des universités des « territoires recouvrés » (Poznań, Toruń, Wrocław), situées sur des territoires anciennement allemands, où se développe une histoire locale du passé récent. Lorsque Czesław Madajczyk publie, en 1971, un ouvrage qui se veut une synthèse de la « politique du 3e Reich en Pologne occupée[688] », en deux tomes totalisant près de 1200 pages, la revue donne la parole à quatre universitaires[689]. S'ils reviennent dans le détail sur les dommages subis par la population polonaise, ils mentionnent à peine l'extermination des juifs, mais soulignent en revanche la résistance active et l'absence de collaboration. Pourtant, la cinquième et dernière partie de la synthèse de Madajczyk s'intitule « Terreur et génocide ». Mais aucun des quatre universitaires convoqués pour assurer la critique de l'ouvrage ne travaille sur l'Holocauste : Landau est spécialiste d'histoire économique, Jonca est juriste, Mankowski a surtout travaillé sur l'Allemagne et Drewniak sur la Poméranie. A la même époque paraissent d'autres ouvrages consacrés à cette thématique, mais à partir de terrains plus localisés : sur la législation nazie en Silésie[690], sur l'extermination de l'intelligentsia polonaise en Poméranie[691], sur le camp de concentration de Sachsenhausen[692], sur le camp de concentration de Stutthof, près de Gdańsk[693].

Outre la prédominance déjà mentionnée des universités de l'Ouest du pays et de l'Institut occidental parmi les lieux de rattachement des auteurs de ces ouvrages et recensions, il faut noter que les auteurs de monographies consacrées aux camps de concentration sont

---

688 Czesław Madajczyk, *Polityka III Rzeszy w okupowanej Polsce*, [La politique du 3e Reich en Pologne occupée], Varsovie, Panstwowe Wydawnictwo Naukowe, 1970.

689 *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1971, p. 664-682.

690 Franciszek Polomski, *Ustawodawstwo rasistowskie III Rzeszy i jego stosowanie na Sląsku*, [La législation raciste du 3e Reich et sa mise en application en Silésie], Katowice, Wydawnictwo Sląskie, 1970. Recension in *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1972, p. 466-469.

691 Barbara Bojarska, *Eksterminacja inteligencji polskiej na Pomorzu Gdańskim (wrzesień-grudzień 1939)*, [L'extermination de l'intelligentsia polonaise sur la côte de Gdańsk], Poznań, Instytut Zachodni, 1972. Recension in *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1973, p. 752-754.

692 Tadeusz Cieslak, *Oranienburg-Sachsenhausen, hitlerowskie obozy koncentracyjne (1933-1945)*, [Oranienburg-Sachsenhausen, un camp de concentration hitlérien], Varsovie, Książka i Wiedza, 1972. Recension in *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1973, p. 492-494.

693 Krzysztof Dunin-Wąsowicz, *Obóz koncentracyjny Stutthof*, [Le camp de concentration Stutthof], Gdynia, Wydawnictwo Morskie, 1966. Recension in *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1967, p. 234-235.

eux-mêmes d'anciens déportés : Tadeusz Cieślak a passé l'essentiel des années de guerre à Sachsenhausen, d'avril 1940 à la libération du camp par les soviétiques, en avril 1945. Krzysztof Dunin-Wąsowicz a quant à lui été emprisonné à Stutthof sur la fin de la guerre (1944-45). Quant à Wanda Kiedrzynska, elle a été déportée au camp de femmes de Ravensbrück, auquel elle consacre ses recherches après-guerre. Ici encore, le travail d'écriture de l'histoire oscille entre recherche et témoignage, le choix des objets s'inscrivant dans les expériences biographiques des chercheurs. Il est par ailleurs significatif que sur ces sujets, système concentrationnaire nazi et Holocauste, pour lesquels il existe une vaste littérature internationale en développement à cette époque, *Kwartalnik Historyczny* n'ait recensé aucun ouvrage étranger entre 1957 et 1979. Ceci alors que le travail des historiens étrangers et les publications étrangères, en particulier en langue française, allemande et anglaise, sont rapportés de manière régulière dans les pages de la revue pour d'autres objets de recherche, y compris les plus contemporains. Le contexte idéologique de la Guerre froide affecte donc inégalement les différents objets et époques. L'histoire du temps présent apparaît d'autant plus nationalo-centrée que les auteurs travaillant sur les camps allemands s'intéressent avant tout au sort des déportés polonais non juifs, et guère au fonctionnement général du système concentrationnaire. Les quelques textes consacrés à des auteurs étrangers sont explicitement polémiques et visent à dénoncer l'histoire « réactionnaire » et « chauvine » ouest-allemande[694]. Ici encore, l'histoire apparaît comme un instrument de politique nationale et étrangère, puisqu'il s'agit de dénoncer « l'impérialisme allemand » qui menace la « paix mondiale » et en particulier la frontière occidentale de la Pologne, mais aussi la non-reconnaissance à l'Ouest des crimes nazis commis à l'encontre de la population polonaise non-juive.

La similitude des profils entre les auteurs des ouvrages et les auteurs des recensions correspondantes, soulignée jusqu'ici, suggère un cloisonnement entre les spécialités, au sein de la recherche en histoire de la Seconde Guerre mondiale. Entre, d'un côté, un pôle savant (académique) et, de l'autre, un pôle profane (militant/militaire). Cette hypothèse est vérifiée plus loin dans ce chapitre.

[694] Rudolf Graf, « Historycy i publicyści zachodnio-niemieccy o hitlerowskiej polityce w Polsce w okresie drugiej wojny światowej » [Les historiens et les publicistes ouest-allemands au sujet de la politique hitlérienne en Pologne ua cours de la Seconde Guerre mondiale], *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1958, p. 1336-1341. Et Franciszek Ryszka, « Najnowsza Historia Polski w historiografii zachodno-niemieckiej » [L'histoire contemporaine de la Pologne dans l'historiographie ouest-allemande], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1960, p. 392-403.

II.1.B. Sur la Pologne populaire : Histoire du Parti, histoire de la société

Dans *Kwartalnik Historyczny*, les publications sur la Pologne populaire sont encore plus rares que sur la Seconde Guerre mondiale. Le thème est pour ainsi dire inexistant jusqu'au début des années 1960, moment des célébrations du 20e anniversaire de la naissance du Parti ouvrier polonais (en 1962), puis de la Pologne populaire (en 1964). Ce qui témoigne de la sensibilité de cette histoire sur commande politique, dans le contexte des années Gomułka marquées par la valorisation du passé national.

La première commémoration est l'occasion de plusieurs publications, dûment signalées dans la revue[695]. Parmi elles se trouve l'édition du premier volume des « Œuvres choisies » du Premier secrétaire du PZPR, Władysław Gomułka. Les autres titres se veulent plus savants, mais sont tous édités par l'Atelier d'histoire du Parti (ZHP). Ils portent avant tout sur les succès attribués au Parti dans l'organisation de la résistance à l'occupation allemande, puis la création d'un nouveau régime « populaire et démocratique » après-guerre. La totalité des neuf auteurs sont tous des militants historiens du ZHP, ayant fait l'intégralité de leur carrière au sein des institutions partisanes et en-dehors du monde académique, qui pour la plupart n'ont pas de doctorat. A l'exception de Janusz Gołębiowski, historien de l'économie à l'École centrale de planification et de statistique, puis à l'université de Varsovie, auteur d'une monographie sur la nationalisation de l'industrie après-guerre. L'histoire du Parti reste donc aux mains des historiens du Parti, la recherche académique sur cette période étant encore balbutiante.

Le second numéro de *Kwartalnik Historyczny* de l'année 1964 est entièrement consacré aux vingt ans de la République populaire de Pologne (PRL). Parmi les auteurs des articles publiés pour l'occasion, les profils sont un peu plus académiques. Le numéro s'ouvre toutefois sur un article intitulé « La question polonaise à la veille de la création du Comité polonais de Libération nationale », signé par le vice-recteur de l'École supérieure des sciences sociales du Parti, Bolesław Drukier, qui n'a aucune formation d'historien. Il y défend sans surprise l'établissement d'un pouvoir communiste en Pologne après-guerre comme la seule option légitime. Mais les autres auteurs ont des profils assez différents. Krystyna Kersten et Jan Borkowski sont chercheurs à l'Institut d'histoire de l'Académie (IH PAN), ce dernier après être passé par les écoles du Parti et l'Institut d'histoire militaire. Henryk Słabek est alors à l'École supérieure des sciences sociales du PZPR, mais rejoint l'IH PAN en 1968. Tous trois sont membres du Parti. Leur positionnement au sein du monde académique n'est pas pour

[695] *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1962, p. 246-248.

autant une garantie contre des interprétations politiquement orientées, puisque l'article de Borkowski fait clairement l'apologie du camp « progressiste ». L'auteur s'y intéresse au rapport de forces entre les partis politiques, Parti ouvrier et parti socialiste d'un côté, parti paysan pro-londonien de l'autre, au lendemain de la guerre. De fait, l'histoire politique se résume alors essentiellement à « l'histoire du mouvement ouvrier », spécialité revendiquée par Drukier et Borkowski. Cet objet de recherche est essentiellement investi par les plus militants, tandis que ceux qui cherchent à s'affranchir de la contrainte politique s'orientent au contraire vers des objets moins immédiatement politiques, qui permettent de se ménager des espaces de liberté intellectuelle. C'est ainsi que Krystyna Kersten consacre ses premiers travaux à l'études des migrations et des déplacements de population au lendemain de la guerre. D'autres travaillent à une histoire économique de la Pologne populaire, notamment à l'École centrale de planification et de statistique à Varsovie, à laquelle les trois derniers auteurs de ce dossier thématique (Zbigniew Landau, Janusz Gołębiowski et Grzegorz Kurkiewicz) sont rattachés. La recherche au sein de cette école, qui forme avant tout des économistes, semble elle aussi fonctionner en circuit fermé : significativement, les recensions des ouvrages publiés par ces auteurs, parues dans *Kwartalnik Historyczny*, sont généralement rédigées par des enseignants de la même école.

De même, la production de l'Atelier d'histoire du Parti (ZHP) demeure isolée du reste de la recherche académique. Dans le même numéro paraît une recension d'un ouvrage collectif de synthèse produit par le ZHP, intitulé *Le PPR en lutte pour l'indépendance et le pouvoir du peuple*[696]. Les textes qui y sont rassemblés sont issus d'une conférence organisée à l'occasion des vingt ans du PPR, à laquelle ont participé le ZHP, l'École supérieure des sciences sociales du Parti, l'Institut d'histoire militaire et le Département des sciences sociales de l'Académie des sciences, mais pas l'Institut d'histoire. La recension d'Eugeniusz Duraczyński, un autre militant du PZPR passé de l'École supérieure des sciences sociales à l'Institut d'histoire de l'Académie (en 1966), pose la question des conditions de possibilité d'une histoire scientifique du PPR :

« Si l'on parle de méthodologie, il est important d'attirer l'attention sur les efforts des auteurs (également novateurs dans un certain sens) afin d'appréhender le PPR dans sa réalité concrète, en tant qu'organisme social vivant, qui en dernière instance a décidé du devenir de la pensée politique. De ce point de vue, le livre discuté est une tentative, bien qu'incomplètement cohérente, de s'affranchir de la pression du canon d'écriture sur le PPR, qui se réduisait jusqu'à il y a peu à l'analyse hermétique de sa conception politique, et se substituait ainsi à l'analyse de la genèse, du développement et des relations de cette conception avec ses destinataires, ainsi qu'aux conditions sociales de cette réalisation.[697] *»*

[696] *PPR w walcę o niepodległość i władzę ludu. Materiały sesji naukowej poswięconej X rocznicy powstania PPR*, [Le PPR dans la lutte pour l'indépendance et le pouvoir populaire], Varsovie, Książka i Wiedza, 1963.
[697] *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1964, p. 584.

De fait, si l'histoire de la genèse de la Pologne populaire apparaît toujours comme la spécialisation la moins autonome vis-à-vis de la contrainte politique, l'investissement de cette thématique, après 1956, par des historiens aux profils plus académiques et moins strictement militants, se traduit par de timides réflexions sur la méthodologie, les sources et le développement de cette historiographie naissante. De telles réflexions sont également alimentées par des universitaires. Dans le même numéro, Marian Wojciechowski, titulaire de la chaire d'histoire générale à l'université Nicolas Copernic de Toruń, formule des propositions pour renforcer cette histoire, principalement en l'inscrivant davantage dans l'histoire générale et l'opposition entre blocs socialiste et capitaliste[698]. Une telle prise de position n'est pas isolée et se retrouve dans d'autres textes publiés dans les années 1960 et 1970, qui pointent l'isolement de l'histoire de la Pologne populaire de son contexte global, et posent également la question de la spécificité de l'histoire du temps présent par rapport à d'autres disciplines des sciences sociales (économie, sociologie, psychologie).

A la même époque, le 9e congrès de l'Association historique polonaise (PTH) se déroule à Varsovie en 1963. Il donne lieu à des critiques plus explicites quant à la rareté et à la faible qualité des sources disponibles pour les historiens de l'après-guerre. Signe des enjeux politiques associés à cette question, c'est dans la presse partisane que le débat est posé en marge du congrès. Czesław Madajczyk et Henryk Zieliński, tous deux professeurs à l'Académie des sciences et membres du PZPR, prononcent le jour de l'ouverture du congrès l'un des trois exposés en séance plénière, intitulé « Recherches sur l'histoire de la Pologne populaire ». Ils avaient au préalable fait parvenir le texte de leur exposé à la rédaction de *Polityka,* qui le publie en plein congrès[699]. Or, Madajczyk et Zieliński y proposent une critique assez explicite des restrictions imposées aux historiens quant à l'accès aux sources, en pointant le manque d'archives, la faible qualité des éditions de sources (ils qualifient les documents publiés par le ZHP, qui détient le monopole sur l'édition des archives du Parti, de « peu de valeur ») et, surtout, le peu d'intérêt de la presse publiée à l'époque stalinienne :

« Au cours de la période finale de la guerre elle [la presse] était soumise à la censure militaire. Durant la lutte du camp démocratique contre la presse pro-Mikolajczyk[700], la presse a avant tout rempli une fonction d'instrument de lutte politique, et elle peut avant tout servir en tant que source pour l'histoire de cette lutte.

[698] Marian Wojciechowski, « Nauczanie historii PRL » [L'enseignement de l'histoire en Pologne populaire], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1964, p. 497-503.
[699] Czesław Madajczyk et Henryk Zieliński, « Warsztat historyka » [L'atelier de l'historien], *Polityka*, n° 37, 14 septembre 1963.
[700] Dirigeant du parti paysan PSL, principale alternative au PPR dans la lutte de pouvoir au lendemain de la guerre. Vice-premier ministre de 1945 à 1947.

Dans la période 1950-1955, la presse était paralysée par le phénomène de culte de la personnalité. Elle a retrouvé pleinement son rang seulement à partir d'octobre 1956.[701] »

Ce qui amène les auteurs à juger que les progrès en matière de recherches sur l'après-guerre sont plus importants en Europe occidentale. Leur texte est d'autant plus mal perçu au niveau du Département de la science et de l'éducation du PZPR, qui supervise l'organisation des congrès, que les auteurs ont explicitement ignoré les recommandations critiques émises par ce département, sur la base de l'expertise de l'Atelier d'histoire du Parti (ZHP). Ces critiques portaient précisément sur l'existence de documents du comité central du PPR publiés par le ZHP et considérés par le Parti comme des sources historiques fondamentales.

Il s'agit là d'un cas rare, mais suggestif, des marges de manœuvre existantes et dont les acteurs font usage, en dépit du contexte autoritaire dans lequel ils évoluent. Mais aussi des potentiels jeux et rivalités au sein même du PZPR et entre ses différents organes, dans la mesure où un journal du Parti publie le texte de deux historiens membres du Parti, qui critiquent implicitement la politique du Parti (tout en prenant soin de souligner le « tournant » de 1956), lesquels historiens ont ignoré les remarques censoriales du Département de la science du Parti, qui se basait sur l'expertise de l'Atelier d'histoire du Parti. A l'instar des « jeux bureaucratiques »[702], cette observation invite à prendre en compte les logiques qui régissent le comportement des différents acteurs (les historiens, la presse, les bureaucrates du PZPR), qui sont inégalement assujettis à la direction du Parti et peuvent, dans certaines conditions, faire preuve d'une relative autonomie. Et ce d'autant plus qu'il s'agit d'historiens *partyjni*, dont les publications ne remettent pas fondamentalement en cause l'ordre politique hérité de la Seconde Guerre mondiale. Ces écarts à la règle rappellent utilement que les « intentions totalitaires » ne s'inscrivent pas mécaniquement dans la « réalité sociale », le système politico-administratif ne fonctionnant pas « comme un seul homme »[703].

Par conséquent, l'évocation de l'histoire de la Pologne populaire à l'occasion du congrès de 1963 se solde par un renouvellement de la revendication d'approfondissement des recherches sur la Seconde Guerre mondiale et l'après-guerre, conditionnée par les possibilités de publication et d'accès aux archives :

« Les exposants [Madajczyk et Zieliński] ont avancé les demandes suivantes : la recherche doit couvrir l'histoire politique de la période post-1947 ; les archives devraient mettre en place des moyens facilitant l'accès rapide à des documents définis, ce qui est essentiel compte tenu de la dissémination significative et de la diversité des collections archivistiques ; dans le développement de l'histoire de la Pologne populaire, il faut plus largement utiliser les résultats des recherches d'autres branches des sciences sociales ; garantir l'information scientifique

[701] Czesław Madajczyk et Henryk Zieliński, « Warsztat historyka », art. cit.
[702] V. Dubois, V. Lozac'h et J. Rowell, « Jeux bureaucratiques en regime communiste », art cit.
[703] *Ibid.*, p. 11. Plus généralement, pour une réflexion sur les ressorts sociaux de la domination politique exercée par les régimes autoritaires, cf. Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011.

sur les vingt années de la PRL pour l'étranger en langues étrangères ; augmenter les publications de journaux, mémoires et témoignages, bien réfléchir à la conception d'éditions de sources pour la période de la Pologne populaire.[704] »

Le constat formulé par Madajczyk et Zieliński n'est pas isolé, puisque le Comité des sciences historiques de l'Académie des sciences, structure collégiale supposée réfléchir aux orientations de la recherche à l'échelle nationale, formule des remarques similaires au mois de juin 1964. Il y pointe pêle-mêle l'absence d'une synthèse pour la période 1944-1964, des éditions de documents qui « n'ont pas toujours de valeur scientifique ou didactique », ou encore les points de vue « schématiques » exprimés par certains auteurs[705].

En matière de recherche sur la Pologne populaire, se croisent donc plus qu'ils ne se côtoient des historiens appartenant à deux mondes qui échangent peu, ne se consacrent pas aux mêmes objets d'étude et défendent des conceptions divergentes de l'histoire savante. Schématiquement, des historiens disposés à produire une histoire science de gouvernement, au service des intérêts du Parti, et des historiens revendiquant une forme d'autonomie politique, à travers la maîtrise de leur agenda de recherche. La confrontation entre ces deux types d'historiens s'exprime de manière directe en certaines occasions. Par exemple, à travers la recension, par trois historiens de l'université de Varsovie alors en début de carrière et membres du PZPR, Andrzej Garlicki, Jerzy Holzer et Antoni Mączak, du *Précis d'histoire de la Pologne*[706] rédigé par deux professeurs de l'École supérieure des sciences sociales du Parti, Stanisław Arnold et Marian Zychowski[707]. Ce court ouvrage de synthèse d'un peu plus de 200 pages est avant tout destiné à un public étranger : des traductions paraissent rapidement en anglais et français[708]. Significativement, les principales critiques formulées dans la recension concernent le 20e siècle, et ce alors que le livre embrasse une large chronologie, « des débuts de l'État à la période la plus récente ». Du reste, l'ouvrage lui-même est très déséquilibré en faveur de l'histoire moderne et contemporaine, les auteurs de la recension relevant que les trois quarts de ses pages sont consacrés à la période allant de la fin du 18e siècle (époque des partages) au 20e siècle. La recension recourt à un ton polémique, n'hésitant pas à qualifier, parfois avec ironie, certaines affirmations d' « absurdes » ou de « choquantes ».

« La thèse selon laquelle "l'hitlérisme allemand en 1933 renforce la position des gouvernements de sanacja en Pologne" (p. 158) paraît douteuse. Par contre, l'affirmation selon laquelle le pacte de non-agression avec

[704] « O Zjezdźie Warszawskim. Wrażenia i refleksje » [Sur le congrès de Varsovie, impressions et réflexions], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1964, p. 219-222.
[705] *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1965, p. 251-253.
[706] Stanisław Arnold et Marian Zychowski, *Zarys historii Polski. Od początków państwa do czasów najnowszych*, Varsovie, Wydawnictwo Polonia, 1962.
[707] *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1963, p. 969-974.
[708] Stanisław Arnold et Marian Zychowski, *Précis d'histoire de Pologne. De ses origines à nos jours*, Varsovie, Polonia, 1963.

l'Union soviétique de 1932 "joue le rôle d'écran de fumée cachant la véritable politique de rapprochement avec Hitler" (p. 159) est absurde. Sur quelle base affirme-t-on plus loin que "la négation déjà manifeste du pacte avec l'Union soviétique devient claire avec le pacte de non-agression conclu entre la Pologne et l'Allemagne, le 28 janvier 1934" (p. 159) ? Cela n'était sûrement pas si évident, puisque l'Union soviétique n'a pas résilié son pacte avec la Pologne.
L'affirmation selon laquelle "pour la clique de la sanacja, qui connaissait bien la valeur des engagements anglo-français en tant qu'alliés de la Pologne", il ne pouvait pas y avoir de surprise, lorsque "au moment du tragique mois de septembre l'Angleterre et la France ont laissé la Pologne seule à seule avec l'agresseur allemand" (p. 163) ne trouve pas de confirmation dans les sources disponibles à ce jour. Au contraire, toutes les sources contredisent cela.
(...)
A un autre endroit nous lisons : "Le PPR, dans sa déclaration programmatique de janvier 1942, considérait judicieux un accord entre le gouvernement en exil et l'URSS. Ainsi voyait le PPR, en dépit du fait qu'il était conscient de la substance de classe du gouvernement en exil et connaissait les activités peu glorieuses du général Władysław Anders, qui avec l'armée polonaise quitta le territoire de l'URSS à la veille de la bataille de Stalingrad" (p. 168). Comment, en janvier 1942, le PPR pouvait-il savoir qu'Anders allait quitter le territoire de l'URSS[709] ?
(...)
Le Comité polonais de libération nationale[710] n'a pas du tout été choisi par le Conseil national d'État[711] le 22 juillet et encore moins à Lublin, comme le suggère le livre mentionné (p. 170). De même, l'affirmation selon laquelle Berlin a été conquise par les armées soviétique, polonaise et… alliées est choquante (p. 171).
En prétendant que la Pologne possède actuellement une vingtaine de ports sur la Baltique (p. 178), on a sans doute également pris en considération les petits ports de pêche. Et juste à côté, dans le décompte des villes détruites au cours de la Seconde Guerre mondiale, il manque Varsovie (p. 179) !
Il ne semble pas que la multiplication d'exemples similaires soit nécessaire.[712] »

Et les trois auteurs de conclure :

« Ce livre a été traduit dans plusieurs langues à destination de l'étranger. Il constitue en quelque sorte la carte de visite de notre historiographie pour les étrangers. Malheureusement le produit, qui a été également conçu pour le marché national, n'est pas conforme aux normes admises.[713] »

Bien qu'elle soit clairement à charge, cette recension s'en tient à un niveau de lecture académique de l'ouvrage. Le caractère savant du livre ou de ses auteurs n'est à aucun moment contesté pour être rejeté du côté du politique. Alors-même qu'elle serait envisageable, une lecture de l'ouvrage qui le requalifierait en publication de propagande ou en essai, ou bien qui émettrait un jugement sur les motivations idéologiques qui se cachent derrière les erreurs relevées, n'est jamais adoptée. Une telle lecture exposerait, sans doute, les auteurs de la recension à d'éventuelles sanctions, compte tenu du contexte idéologique de l'époque. Mais si elle n'est pas adoptée, c'est sans doute aussi en raison du statut des auteurs de l'ouvrage : tous

[709] Władysław Anders (1892-1970) : officier de l'armée polonaise, est fait prisonnier par les troupes soviétiques lors de l'invasion de septembre 1939. Emprisonné en URSS, il se voit confier en 1941 le commandement des forces armées polonaise en Union soviétique, créées suite à la reprise des relations diplomatiques entre le gouvernement polonais à Londres et l'URSS après l'invasion de cette dernière par l'Allemagne nazie (accords Sikorski-Maïski de juillet 1941). Du fait de dissensions récurrentes quant à l'emploi de cette armée, « l'armée Anders » obtient finalement son évacuation vers l'Iran en mars 1942 et fait sa jonction avec l'armée britannique en Afrique du Nord. Elle participera par la suite à la libération de l'Italie.
[710] PKWN : gouvernement procommuniste de Lublin, créé en réalité à Moscou à l'initiative des soviétiques.
[711] KRN (Conseil national d'État) : parlement créé à l'initiative du PPR dès 1943, afin de concurrencer le gouvernement en exil à Londres.
[712] *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1963, p. 969-974.
[713] *Ibid*.

deux sont professeurs d'histoire et mènent des carrières universitaires de premier plan (Arnold préside à l'époque le conseil scientifique de l'Institut d'histoire de l'Académie), même s'ils coopèrent également aux activités des institutions scientifiques partisanes. La volonté de contredire l'historiographie la plus explicitement militante sur le terrain savant peut aussi être un moyen de préserver, consciemment ou inconsciemment, les apparences savantes de la production historiographique, en refusant sa réduction à un usage politique, lorsqu'elle est produite par des universitaires. Contester la qualité de savant à des auteurs qui possèdent l'essentiel des ressources spécifiques au champ académique reviendrait à prendre le risque de discréditer une profession qui se veut autonome. Admettre que des savants puissent produire des travaux politiques et donc non-savants, reviendrait à brouiller les frontières entre le savant et le profane, la qualité d'historien étant insuffisante à garantir la fiabilité des travaux. Dès lors, la préservation des apparences du débat académique, à travers une formule convenue dans ce genre d'exercice, qui salue « chaleureusement » l' « investissement ambitieux » des auteurs, renvoie sans doute autant à l'intériorisation de la contrainte de la censure, qu'à la nécessité d'entretenir la croyance en la neutralité politique de la science historique.

L'entretien de la croyance en la neutralité de la science historique se donne également à voir dans le rejet des interprétations du passé concurrentes exprimées par des individus extérieurs au monde savant. Lorsqu'un responsable politique, Feliks Baranowski, ancien ministre et député de la Pologne populaire, mais aussi ancien militant du Parti socialiste polonais (PPS) avant que celui-ci ne fusionne avec le PPR, publie dans *Kwartalnik Historyczny* une critique d'une étude précédemment publiée par Juliusz Bardach, lui-même ancien militant du PPS et ancien officier politique de l'armée polonaise, devenu historien universitaire après-guerre, ce dernier se prévaut de sa qualité d'historien pour disqualifier la critique profane. Dans son court texte[714], Baranowski revient sur un article de Bardach paru un an plus tôt[715], où le militant devenu historien proposait un aperçu de l'histoire du PPS au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Si tous deux sont à la fois acteurs et témoins directs des évènements sur lesquels ils polémiquent, au sujet de la façon de présenter les luttes internes au PPS, Bardach disqualifie le point de vue de son adversaire au nom de son autorité de savant. Baranowski est renvoyé à sa qualité de témoin, ignorant les règles et la méthode du discours savant : « je m'attendais à ce que mon article rencontre un écho dans les milieux qui ont vécu l'histoire du PPS dans les années 1944-1948 comme une partie de leur propre vie ».

[714] Feliks Baranowski, « W związku z artykułem Juliusza Bardacha o dziejach powojennych PPS » [Au sujet de l'article de Juliusz Bardach sur l'histoire du PPS après-guerre], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1973, p. 668-671.
[715] Juliusz Bardach, « O dziejach powojennej PPS » [Sur l'histoire du PPS après-guerre], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1973, p. 668-699.

Il reproche en outre à Baranowski d'adopter un « schéma en noir et blanc » en « s'identifiant au milieu politique auquel il a appartenu ». *In fine*, il apparaît que Bardach discrédite la critique de Baranowski au motif que ce dernier n'est pas historien et que l'histoire du PPS fait partie intégrante de sa biographie personnelle. Toutefois, ce reproche peut tout aussi bien s'appliquer à Bardach lui-même et à son passé militant, lui-même étant témoin et acteur des processus qu'il prétend d'écrire avec objectivité. Ici, la revendication d'une identité d'historien apparaît comme un moyen commode pour le chercheur d'éviter d'avoir à justifier ses interprétations, qui peuvent elles aussi dissimuler des sympathies politiques, vis-à-vis d'une critique profane.

Ce type de confrontation entre interprétations antagonistes de l'histoire, qui met aux prises des savants et des profanes, apparaît plus fréquent dans le cas de l'histoire du temps présent que pour d'autres périodes. Notamment car le pôle de production officiel ou partisan, autour du Parti et du ministère de la Défense, joue un rôle majeur dans la production savante consacrée à cette période. Ce qui ne signifie pas pour autant qu'il n'y ait pas de contrainte politique ou de polémiques d'ordre idéologique à propos d'autres périodes. Mais après 1956 et à mesure que l'on se rapproche des années 1980, c'est l'histoire du temps présent qui suscite des discussions régulières autour de l'interprétation du passé dans *Kwartalnik Historyczny*.

II.1.C. L'espace des revues scientifiques en histoire du temps présent (fin des années 1950 – fin des années 1970) :

L'examen des textes, articles et recensions, consacrés à l'histoire du temps présent parus dans *Kwartalnik Historyczny* entre la fin des années 1950 et la fin des années 1970, suggère un espace de production de l'histoire du temps présent éclaté entre pôles antagonistes. Une analyse quantitative menée sur les principales revues spécialisées en histoire contemporaine permet de systématiser cette hypothèse. En effet, les revendications en faveur d'une histoire « authentiquement scientifique » du passé récent conduisent à la création, à la fin des années 1950, de deux revues éditées par l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN). L'une consacrée à la première guerre mondiale et à l'entre-deux guerres[716] (*Najnowsze Dzieje: studia i materiały z okresu 1914-1939* ; *Histoire contemporaine : études et matériaux de la période 1914-1939*), l'autre à la Seconde Guerre mondiale (*Najnowsze Dzieje: studia i materiały z okresu drugiej wojny światowej – Histoire*

[716] Bien qu'elle soit consacrée à la période 1914-1939, elle publie en fait essentiellement des articles portant sur

contemporaine : études et matériaux de la Seconde Guerre mondiale). Peu après, une troisième revue, toujours éditée par l'IH PAN, est créée au début des années 1960 pour accueillir les recherches consacrées à la Pologne populaire (*Polska Ludowa: studia i materiały – Pologne populaire : études et matériaux*). Ce faisant, la recherche en histoire contemporaine se voit dotée de débouchés éditoriaux à prétention savante, là où auparavant ce sont les publications des institutions para-académiques qui font office d'édition scientifique en la matière. Après une petite décennie d'existence, ces trois revues fusionnent à la fin des années 1960, pour faire place à une revue unique, simplement intitulée *Histoire contemporaine : trimestriel consacré au 20e siècle* (*Dzieje najnowsze: kwartalnik poswiecony XX wieku*). A partir de 1969, cette nouvelle revue publie quatre numéros par an, là où les trois revues précédentes publiaient un numéro annuel. La composition des comités de rédaction de ces différentes revues donne une première idée de leur autonomie.

La quasi-totalité des membres des comités de rédaction des revues consacrées à l'entre-deux guerres et à la Pologne populaire, composés respectivement de six et sept membres, sont en poste à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. A la seule exception de Stefan Zółkiewski pour *Polska Ludowa*, historien de la littérature et député au *Sejm*. A une exception près à chaque fois, tous sont également membres du PZPR, et environ la moitié d'entre eux sont passés par les institutions partisanes (Institut de formation des cadres scientifiques, Institut des sciences sociales, École supérieure des sciences sociales). Parmi eux se retrouvent les noms déjà cités de Leon Grosfeld, Czesław Madajczyk, Tadeusz Jędruszczak, Stanisław Arnold. La présence d'Arnold et Grosfeld, qui ne travaillent pas sur le 20e siècle, apparaît ici justifiée davantage par leur fidélité idéologique que par leurs compétences scientifiques spécifiques. Surtout, le comité de rédaction de *Polska Ludowa* accueille en son sein deux membres du comité central de PZPR : Henryk Jabłoński (ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur de 1965 à 1972 et membre du bureau politique) et Stefan Zółkiewski (également ministre de l'enseignement supérieur de 1956 à 1959). Le pouvoir politique est donc directement représenté au sein du comité de rédaction de la revue scientifique consacrée à l'histoire la plus récente. Et la plupart des individus présents dans ces comités de rédaction sont des historiens universitaires qui se situent entre les pôles académique et partisan de l'espace de production historiographique.

---

l'entre-deux guerres.

La revue dédiée à la Seconde Guerre mondiale présente pour sa part quelques spécificités, avec seulement cinq des dix membres de son comité de rédaction titulaires d'un doctorat et, corrélativement, une moins forte présence d'historiens universitaires en son sein. Les profils militants y sont également moins présents, puisque si la moitié des membres du comité de rédaction sont membres du PZPR, un seul (Madajczyk) est passé par les institutions scientifiques partisanes. Les profils non-universitaires sont ceux des militaires (Jerzy Kirchmayer, Stanisław Okęcki, Stanisław Płoski, Jan Rzepecki) employés à l'Institut d'histoire militaire, ou bien des chercheurs de l'Institut historique juif (Artur Eisenbach, Bernard Mark). Les profils des militaires sont loin d'être homogènes sur le plan de la trajectoire. Si Stanisław Okęcki, ancien officier politique de l'armée, passé par le bureau de la propagande du Parti avant de se faire chercheur, présente une trajectoire assez commune pour l'époque, celle de Jan Rzepecki sort du commun : officier de carrière de l'armée polonaise avant-guerre, il rejoint l'Armée de l'intérieur dans la résistance et devient le premier commandant du mouvement « Liberté et Indépendance » (*Wolność i Niepodległość*, WiN), groupe de résistance anticommuniste fondé en 1945. Arrêté par les services de sécurité communistes à la fin de l'année 1945, il obtient sa réintégration dans l'armée régulière en échange d'informations et d'un appel aux combattants anticommunistes à déposer les armes. Emprisonné malgré tout entre 1949 et 1954, il intègre l'Institut d'histoire de l'Académie à sa sortie de prison, où il soutient une thèse de doctorat. La présence de militaires et d'anciens combattants au sein du comité de rédaction traduit la contribution active des acteurs et témoins de la guerre à l'écriture de son histoire, ainsi qu'un choix délibéré de la revue, qui indique dans son texte fondateur que l'histoire de la Seconde Guerre mondiale suscite de l' « insatisfaction », « non seulement dans les cercles historiens, mais aussi au sein de larges pans de la société »[717], par quoi il faut comprendre en premier lieu les anciens combattants. En conséquence, la revue entend publier également des fragments de mémoires et des récits de témoins.

[717] Éditorial, *Najnowsze Dzieje Polski: Studia i materialy z okresu drugiej wojny swiatowej*, n° 1, 1957.

Le comité de rédaction de *Dzieje Najnowsze,* créé plus tard, à un moment où l'histoire contemporaine tend à s'académiser davantage, apparaît pour sa part plus spécifiquement universitaire. Il est d'abord bien plus conséquent que les trois autres, avec vingt-trois membres entre 1969 et 1979, contre moins d'une dizaine pour les autres revues au cours de leur existence. Tous sont titulaires d'un doctorat et historiens universitaires, à l'exception de Marian Malinowski, un ancien officier politique de l'armée, qui fait toute sa carrière au sein des institutions scientifiques partisanes. L'Institut d'histoire de l'Académie y apparaît moins hégémonique, bien que treize des vingt-trois individus y soient en poste. Cinq sont en poste en-dehors de Varsovie. Si les profanes ont disparu de ce comité, seize de ses membres adhèrent au PZPR, dont douze sont passés par les institutions scientifiques partisanes, mais seulement deux sont chercheurs à l'Institut d'histoire militaire (Tadeusz Jędruszczak et Jan Borkowski).

La composition des comités de rédaction suggère donc une historiographie encore peu professionnalisée, au sein de laquelle l'appartenance au PZPR semble être la norme, et où les représentants d'institutions académiques (Académie des sciences et universités) côtoient ceux des institutions scientifiques militaires et partisanes. La fusion des trois revues consacrées à l'histoire de la Pologne au 20e siècle, une dizaine d'années seulement après leur création, reflète surtout le faible développement de cette historiographie jusqu'aux années 1970, d'autant plus qu'elle n'est pratiquée que par un « groupe réduit de spécialistes »[718]. A l'origine, *Najnowsze Dzieje Polski* est conçue davantage comme une série éditoriale publiant un ouvrage collectif annuel pour chacune des trois thématiques, l'entre-deux guerres, la Seconde Guerre mondiale et la Pologne populaire, que comme un ensemble de revues. Quantitativement, le nombre d'articles composant la rubrique principale est faible, surtout pour ce qui concerne les périodes les plus récentes : les séries consacrées à la Seconde Guerre mondiale et à la Pologne populaire ont publié en moyenne un peu moins de quatre articles par numéro, quand celle consacrée à l'entre-deux guerre en publiait environ six. *Dzieje Najnowsze*, la revue qui leur succède, publie en moyenne plus de six articles par numéro au cours d'une période de temps comparable (de 1969 à 1979), et alors que la périodicité de la publication est passée d'un à quatre numéros par an (cf. Tableau 16).

Tableau 16. Nombre d'articles parus dans les principales revues d'histoire du temps présent

REVUE	Najnowsze Dzieje 1914-1939 (1958-69)	Najnowsze Dzieje 1939-1945 (1957-68)	Polska Ludowa (1962-68)	Dzieje Najnowsze (1969-79)
Nombre de numéros parus	14	12	7	43
Nombre d'articles parus	78	48	27	282 (168)
Moyenne articles/numéros	5,57	4	3,86	6,56 (3,91)

Source : élaboration personnelle à partir des sommaires des revues.
Champ : l'ensemble des articles parus dans ces revues entre 1957 et 1979.
Lecture : entre 1958 et 1969, la revue consacrée à l'entre-deux guerres a publié 14 numéros, comprenant un total de 78 articles, soit 5,57 articles en moyenne par numéro. Les chiffres placés entre parenthèses dans la dernière colonne correspondent aux articles consacrés à l'histoire de Pologne, la revue *Dzieje Najnowze* publiant également des articles consacrés à d'autres aires géographiques.

Cette croissance du nombre d'articles parus s'explique en grande partie par l'élargissement de l'espace géographique couvert par la revue : seulement 60 % des articles parus dans *Dzieje Najnowsze* sont consacrés à l'histoire polonaise, ce qui constitue une innovation par rapport aux revues précédentes, qui ne publient pratiquement aucun article consacré à l'étranger (à l'exception d'un article dans la série consacrée à la Seconde Guerre mondiale et de deux dans celle consacrée à la Pologne populaire). En excluant du calcul les articles ne portant pas sur l'histoire polonaise, le nombre moyen d'articles parus dans *Dzieje Najnowsze* est inférieur à quatre. Du point de vue de la publication d'articles de recherche, la création de *Dzieje Najnowsze* ne se traduit donc pas par une augmentation significative de la production consacrée à l'histoire polonaise, mais cumule plutôt la production auparavant répartie dans les trois revues : 153 articles en cumulant les totaux des trois revues précédentes, 168 dans *Dzieje Najnowsze*). Ce qui suggère que la production historiographique consacrée au 20e siècle est plutôt stable entre la fin des années 1950 et la fin des années 1970. En fait, elle régresse même légèrement pour l'histoire la plus récente : en dix ans, *Dzieje Najnowsze* publie 42 articles sur la Seconde Guerre mondiale et 22 sur la Pologne populaire, soit moins que les deux revues précédemment spécialisées sur ces périodes (48 et 27), pour un nombre de numéros quatre à sept fois supérieur. La faiblesse quantitative de la production spécialisée s'illustre aussi dans la quasi-absence de recensions, en dépit des intentions proclamées dans les manifestes, dans les trois premières revues. La revue sur l'entre-deux guerres en publie quatre (deux dans son n° 1 de 1958, deux dans son n° 9 de 1965), celle sur la Seconde Guerre mondiale, trois dans le premier numéro et plus aucune par la suite, *Polska Ludowa*, aucune. La rubrique « recensions » de *Dzieje Najnowsze* est également inexistante dans les premiers numéros,

[718] Éditorial, *Dzieje Najnowsze*, n° 1, 1969.

avant de s'étoffer par la suite. Outre le faible nombre d'ouvrages, *a fortiori* savants, consacrés à l'histoire la plus récente jusqu'aux années 1980, comme nous avons déjà eu l'occasion de le montrer à partir de *Kwartalnik Historyczny*, il faut peut-être y voir également une plus grande réticence des contemporanéistes à faire état ouvertement de leurs désaccords avec une partie des publications consacrées au 20e siècle, dans la mesure où cette période revêt une sensibilité politique particulière.

Seconde Guerre mondiale et Pologne populaire apparaissent donc bien comme les parents pauvres de l'historiographie polonaise du 20e siècle entre la fin des années 1950 et la fin des années 1970. Sur un total de 318 articles consacrés à l'histoire polonaise parus dans l'ensemble des quatre revues, 42 % sont consacrés à l'entre-deux guerres, 29 % à la Seconde Guerre mondiale et 15 % à la Pologne populaire. Le reste se répartit entre les périodes antérieures du 20e siècle et la catégorie « autre période », qui regroupe surtout des articles de bilan historiographique et de réflexion théorique ou méthodologique (cf.Tableau 17). Du point de vue des thèmes étudiés par cette historiographie, l'histoire politique apparaît nettement privilégiée par les auteurs (47 % des articles), devant l'histoire économique ou sociale (35 %). La définition de ces catégories mérite cependant d'être précisée. Le codage a été réalisé à partir des titres et des résumés des articles. Ont été codés en « histoire politique » les textes relevant principalement de l'histoire des institutions et des groupements politiques, de la diplomatie et de l'armée. Ont été codés en « histoire économique et sociale » les textes relevant de problématiques économiques (industrialisation, agriculture, commerce, monnaie), sociales (démographie, groupes sociaux), ou culturelles (éducation, art, littérature). Un tel codage présente toutefois des limites, le caractère plus ou moins politique de certains objets de recherche étant dépendant du traitement qui en est fait par les auteurs : ainsi, la réforme agraire ou l'industrialisation après-guerre peuvent-elles être étudiées sous un angle d'histoire économique (quantifier la part respective des deux secteurs dans l'économie globale), sociale (étudier les transformations dans la vie quotidienne des groupes sociaux concernés) ou politique (voir en quoi ces politiques publiques suscitent des affrontements). Nous nous sommes cependant efforcés de réduire au maximum ce biais en nous appuyant sur les résumés des articles.

Tableau 17. Répartition des articles parus dans quatre revues historiques entre 1957 et 1979, selon la période et le thème traités

PÉRIODE	NOMBRE D'ARTICLES	Part du total des articles (en %)
Entre-deux guerres	132	42
Seconde Guerre mondiale	91	29
Pologne populaire	47	15
Période antérieure	23	7
Autre période	25	8
THÈME		
Histoire politique, diplomatique et militaire	148	47
Histoire économique, sociale et culturelle	110	35
Histoire du Parti et du mouvement ouvrier	30	9
Historiographie/méthodes	28	9
TOTAL	**318**	**100**

Source : élaboration personnelle à partir des sommaires des revues.
Champ : L'ensemble des articles consacrés à l'histoire de Pologne, parus dans ces revues entre 1957 et 1979.
Lecture : Entre 1957 et 1979, ces quatre revues ont publié 132 articles consacrés à l'entre-deux guerres, soit 42 % du total.

Si l'histoire politique apparaît ainsi davantage privilégiée par les contemporanéistes que par les médiévistes ou les modernistes de l'époque, la comparaison entre les histoires de la Seconde Guerre mondiale et de la Pologne populaire permet de nuancer ce constat (cf.Tableau 18). L'histoire politique, essentiellement militaire, constitue sans surprise le gros de la production consacrée à la guerre (62 %), mais c'est l'inverse pour la Pologne populaire, puisque 64 % de la production consacrée à cette période relève de l'histoire économique ou sociale. Il s'agit là d'une caractéristique centrale de l'historiographie naissante de la Pologne populaire, qui se développe davantage sur des objets relativement moins sensibles politiquement, tels que les transformations économiques et sociales, les problématiques plus spécifiquement politiques étant assez largement délaissées par les universitaires au profit des historiens du Parti, confirmant en cela ce que nous pouvions déduire à partir du dépouillement de *Kwartalnik Historycny*. L'histoire politique de la Pologne populaire se confond d'ailleurs assez largement avec celle du Parti lui-même, puisqu'il n'est pas question de travailler sur les mouvements de protestation à l'encontre du pouvoir en place. Il est frappant de constater l'absence d'articles portant sur l'historiographie ou la méthodologie pour l'histoire de la période post-1939. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'existe pas de réflexion sur ces questions, mais elles apparaissent alors dans les rubriques « discussions et polémiques » et ont une portée plus générale : il n'existe pas de véritable débat historiographique dans les colonnes de ces revues.

Tableau 18. Répartition des articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale et à la Pologne populaire, parus dans trois revues historiques entre 1957 et 1979, selon la période et le thème traités

THEME	Articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale	Articles consacrés à la Pologne populaire	TOTAL/thème
Histoire politique, diplomatique et militaire	57 (62 %) 57 (89 %)	7 (15 %) 7 (11 %)	64 (46 %)
Histoire économique, sociale et culturelle	25 (27 %) 25 (45 %)	30 (64 %) 30 (55 %)	55 (40 %)
Histoire du Parti et du mouvement ouvrier	9 (10 %) 9 (47 %)	10 (21 %) 10 (53 %)	19 (14 %)
Historiographie/méthodes	0	0	0
TOTAL/période	**91 (66 %)**	**47 (34 %)**	**138 (100 %)**

Source : élaboration personnelle à partir des sommaires des revues.
Champ : L'ensemble des articles consacrés à l'histoire de Pologne, parus dans ces revues entre 1957 et 1979.
Lecture : Entre 1957 et 1979, 57 articles publiés sur la Seconde Guerre mondiale étaient consacrés à des thématiques d'ordre politique, diplomatique ou militaire ; ce chiffre correspond à 62 % des publications consacrées à la Seconde Guerre mondiale et à 89 % des publications consacrées à des thématiques d'ordre politique, diplomatique ou militaire.

II.2. Une histoire éclatée : trois pôles de production de l'histoire du temps présent :

Qui sont les auteurs de cette histoire de la Seconde Guerre mondiale et de la Pologne populaire ? Des indications ont déjà été données plus haut, qui suggéraient que cette histoire mettait aux prises de auteurs savants et des auteurs profanes. Lesquels auteurs ont d'ailleurs conscience de cette concurrence, qui s'exprime avec d'autant plus d'acuité dans le cas de l'histoire la plus récente que celle-ci fait, dès l'époque de la Pologne populaire, l'objet d'une demande sociale de vulgarisation en direction de publics profanes (écoles, presse, associations d'anciens combattants). Ce qui donne matière à débat parmi les universitaires, la question de la vulgarisation de l'histoire apparaissant de manière récurrente dans *Kwartalnik Historyczny* tout au long des années 1960 et 1970. Cet intérêt pour la vulgarisation historique n'est pas déconnecté d'enjeux politiques, puisque Gomułka lui-même en fait un enjeu :

« La faiblesse de la popularisation historique marxiste a pour conséquence que nous abandonnons le terrain de l'intervention sociale aux historiens ou écrivains conservateurs, qui se réfèrent encore aux modèles de pensée bourgeois, sans comprendre le sens fondamental de l'histoire. Les historiens marxistes publient des livres précieux et utiles, mais accessibles seulement aux spécialistes. Et en matière de popularisation ce sont les Mackiewicz[719], Jasienica[720] et Wańkowicz[721] qui règnent en maîtres.[722] »

[719] Stanisław Mackiewicz (1896-1966) : publiciste, juriste de formation ; soutien de Piłsudski durant l'entre-deux guerres ; en exil en France puis à Londres à partir de septembre 1939 ; retour en Pologne en juin 1956 ; publie des livres sur l'histoire de la Pologne, en particulier sur Piłsudski et le régime de *sanacja* ; signataire en 1964 de la « Lettre des 34 » intellectuels opposés à la censure et à la politique culturelle, adressée au premier ministre Józef Cyrankiewicz.

[720] Paweł Jasienica (1909-1970) : après des études d'histoire à Vilnius, travaille comme enseignant puis comme speaker radiophonique durant l'entre-deux guerres ; officier de l'Armée de l'intérieur sous l'occupation ; après-guerre, rejoint la rédaction de *Tygodnik Powszechny* et l'association Pax ; auteur (entre autres) d'une très

Du côté des historiens universitaires, les discussions sur la vulgarisation donnent à voir, en creux, la difficulté d'affirmer le caractère scientifique de l'histoire, une science faible non seulement de par le nombre réduit d'historiens de métier en Pologne populaire, mais surtout de par sa plus grande exposition à la concurrence d'auteurs profanes, exprimée ainsi par Adam et Krystyna Kersten dans une réponse à Tadeusz Łepkowski, qui reprochait en 1959 à ses collègues d'écrire de manière « illisible » et de ne pas être accessibles à la « masse des lecteurs »[723] :

« Les historiens, et personne d'autre qu'eux, devraient développer la publicystyka[724] historique. Actuellement, ce n'est pas par eux qu'elle est le plus souvent cultivée. Si quelqu'un qui n'est pas médecin saisit un scalpel et réalise une opération de chirurgie, il est plus que probable qu'il provoque la mort du patient et aille en prison ; malheureusement pour l'histoire, dans cette discipline tout individu qui sait écrire, ou plutôt qui sait tenir un stylo en main, se considère autorisé à prendre la parole sur les thèmes historiques ; il semble que le remplacement d'une telle publicystyka par une publicystyka scientifique fiable soit le seul moyen pour rapprocher les croyances sociales de la science.
Et pour conclure, nous croyons pour notre part et nous nous efforçons de convaincre les autres, que l'histoire est bien une science. Une science qui a le droit de ne pas se soumettre aux opinions enracinées, qui est différente d'elles. Nous devons convaincre la société que les belles traditions nationales n'ont rien à voir avec la science. Et nous devons nous battre, afin que le développement de la science soit indépendant des traditions, afin que la science puisse dire toute la vérité, sans se soucier de savoir à qui elle pourrait déplaire.[725] »

Ici se trouve posée, outre la question de savoir qui est autorisé à écrire sur le passé, à travers l'analogie avec la médecine, celle des publics de l'histoire savante, étant entendu que le grand public ou la « masse des lecteurs », pour reprendre les termes de l'époque, accède à l'histoire non pas à travers les travaux des chercheurs, mais via les manuels scolaires et les publications de vulgarisation. Ici, le couple Kersten, tous deux historiens universitaires, revendique pour les savants le monopole de la parole sur l'histoire, comme si le statut d'historien universitaire suffisait à prémunir des abus ou des dérives, ou garantissait une récit neutre et dépassionné (Krystyna Kersten est elle-même membre du PZPR jusqu'en 1968). Se donne aussi à voir, dans les propos des deux historiens, une croyance dans les effets vertueux du discours

---

populaire synthèse de l'histoire de Pologne en trois tomes, parus dans les années 1960 ; signataire en 1964 de la « Lettre des 34 » intellectuels opposés à la censure et à la politique culturelle, adressée au premier ministre Józef Cyrankiewicz.

[721] Melchior Wańkowicz (1892-1974) : journaliste et reporter ; en exil en Angleterre puis aux États-Unis, auteur après 1945 de nombreux livres consacrés à la bataille de Monte Cassino (qu'il a couverte en tant que correspondant de guerre) et aux combats des forces armées polonaises durant la Seconde Guerre mondiale ; retour en Pologne populaire, après avoir obtenu la citoyenneté américaine, en 1956 ; signataire en 1964 de la « Lettre des 34 » intellectuels opposés à la censure et à la politique culturelle, adressée au premier ministre Józef Cyrankiewicz.

[722] Cité d'après T.P. Rutkowski, « Władze PRL i historycy », art cit, p. 100.Tadeusz Paweł Rutkowski, « Władze PRL i historycy. Okres gomułkowski (1956-1970) » [Les pouvoirs de la Pologne populaire et les historiens au cours de la période Gomułka], *Biuletyn IPN*, 2008, n° 86, p. 100.

[723] Tadeusz Łepkowski, « Popularnonaukowa książka historyczna » [Un livre historique de vulgarisation scientifique], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1959, p. 458-464.

[724] Vulgarisation, à travers la presse et l'essayisme notamment.

[725] Adam Kersten et Krystyna Kersten, « O popularyzacji historii – nieco szerzej » [Sur la population de l'histoire], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1960, p. 133.

scientifique, supposé « rapprocher les croyances sociales de la science », c'est-à-dire de la vérité[726]. En creux, il nous semble que ce type de prise de position traduit aussi la faible académisation, et donc, la faible autonomisation, d'une science concurrencée par des producteurs profanes, qui lui contestent son monopole du savoir sur l'histoire. Cette concurrence peut être objectivée à partir de la prosopographie des auteurs d'articles parus dans les revues étudiées.

Si 324 auteurs au total ont publié au moins un article dans l'une des quatre revues entre la fin des années 1950 et la fin des années 1970, ils ne sont que 66 (20 %) à en avoir publié deux et davantage. Or, le fait d'avoir publié plus d'un article peut constituer un indicateur de spécialisation et de professionnalisation dans l'activité d'historien du temps présent. Plus généralement, la prosopographie des auteurs d'articles consacrés à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de la Pologne populaire donne à voir un espace encore peu professionnalisé, où se côtoient des individus issus de différents mondes sociaux. Bien que le taux élevé de non réponses, dû à une information biographique absente ou incomplète dans de nombreux cas, invite à la prudence dans l'interprétation des résultats, ceux-ci fournissent des indications précieuses qui concordent avec des informations disponibles de manière éparse dans la littérature, que nous tentons ici de systématiser (cf.Tableau 19).

[726] Zbigniew Romek revient sur cette discussion, dont l'enjeu est également l'articulation de l'histoire savante avec la mémoire vive des individus qui composent la société. Cf. Zbigniew Romek, « Krystyna Kersten — historyk dziejów najnowszych » dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*, Varsovie, Neriton, 2001, p. 217–232. Consulté en ligne : http://kerstens.org/fundacja/Krystyna/biografia/prace/Romek_KK_1.shtml.

Tableau 19. Propriétés sociales et politiques des auteurs d'au moins un article consacré à la Seconde Guerre mondiale ou à la Pologne populaire, parus dans quatre revues historiques entre 1957 et 1979 (N = 104)

PROPRIETES	OUI (%)	NON (%)	NON RENSEIGNE (%)
INDICATEURS DE PROXIMITE AU CHAMP ACADEMIQUE			
Doctorat	43	15	41
Historien universitaire	30	33	40[727]
Employé à Varsovie	23	38	39
INDICATEURS DE PROXIMITE AU CHAMP POLITIQUE			
Membre du PZPR	26	23	51[728]
Passé par une institution scientifique partisane	33	25	42

Source : élaboration personnelle à partir de données biographiques, issues de T. P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce, 1944-1970, op. cit.* ; nécrologies parues dans la presse et les revues spécialisées ; encyclopédies en ligne (*Państwowe Wydawnictwo Naukowe* et *Wikipédia*).
Champ : L'ensemble des auteurs d'articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale ou à la Pologne populaire, parus dans ces revues entre 1957 et 1979.
Lecture : 43 % des auteurs d'articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale ou à la Pologne populaire, entre 1957 et 1979, sont titulaires d'un doctorat.
NB : l'effectif total (104) étant proche de 100, on se contente ici donner les pourcentages, les effectifs étant la plupart du temps identiques, à plus ou moins une unité près.

Il ressort de ce premier examen des données que le profil des auteurs d'articles parus dans les revues consacrées à l'histoire du temps présent est loin d'être homogène : ni tout à fait universitaire (moins de la moitié ont un doctorat, environ un tiers sont universitaires), ni franchement partisan (environ un quart sont membres du PZPR, même si ce chiffre est vraisemblablement sous-évalué, et un tiers sont passés par les institutions scientifiques partisanes). En regardant de manière plus qualitative quel type d'auteur écrit sur un thème donné, il apparaît qu'outre les universitaires et les militants historiens de l'Atelier d'histoire du Parti, les revues ouvrent largement leurs pages aux témoins (anciens combattants, anciens déportés, voire journalistes ou hommes politiques) qui s'improvisent historiens sans avoir de formation universitaire correspondante. La plupart du temps, les articles publiés sont issus de monographies en cours de rédaction, notamment des thèses de doctorat, mais il peut s'agir également de travaux commis par des historiens amateurs. Plusieurs cas peuvent être cités à titre d'exemple, comme celui d'un ancien ministre de la Seconde République ayant supervisé

[727] Parmi eux, il y a sans doute davantage de non-universitaires que d'universitaires, ces derniers ayant généralement une biographie ou une nécrologie consultable dans les dictionnaires biographiques, les revues ou sur le site web de leur université.
[728] Le taux de membres du PZPR est probablement sous-estimé, cette information n'étant pas la mieux renseignée dans les notices biographiques (elle est par exemple très rarement mentionnée dans les nécrologies, qui constituent dans certains cas l'unique source disponible).

la construction du port de Gdynia entre les deux guerres, puis l'aménagement de la côte baltique après 1945, qui raconte ces expériences (Eugeniusz Kwiatkowski) ; ou celui d'un ancien journaliste de la radio polonaise devenu historien sur le tard, pour se consacrer à la fin de sa vie à l'histoire de la radio (Maciej Józef Kwiatkowski). Un cas assez fréquent est celui d'un ancien combattant de l'Armée de l'intérieur écrivant sur le groupe de résistance auquel il a appartenu. Parmi les auteurs se trouvent aussi quelques universitaires issus d'autres disciplines que l'histoire, notamment des économistes ou historiens de l'économie, comme à l'École centrale de planification et de statistique, ou des juristes et historiens du droit, employés dans les universités ou bien à la Commission centrale de recherche sur les crimes nazis.

La focalisation sur les auteurs ayant publié au moins deux articles permet de confirmer l'hypothèse de spécialisation d'un groupe restreint d'individus sur l'écriture de l'histoire du temps présent. Les caractéristiques de ce groupe d'une vingtaine d'individus apparaissent plus spécifiquement académiques (cf. **Tableau 20**) : les historiens universitaires composent la moitié de ce groupe, qui compte aussi une moitié de membres du PZPR, et deux tiers sont titulaires d'un doctorat. Surtout, les membres de ce groupe sont plus fréquemment en poste au sein d'une institution académique varsovienne, souvent l'Institut d'histoire de l'Académie.

Tableau 20. Propriétés sociales et politiques des auteurs d'au moins deux articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale ou à la Pologne populaire, parus dans quatre revues historiques entre 1957 et 1979

PROPRIETES	OUI	NON	NON RENSEIGNE
INDICATEURS DE PROXIMITE AU CHAMP ACADEMIQUE			
Doctorat	14	3	3
Historien universitaire	10	7	3
Employé à Varsovie	8	9	3
INDICATEURS DE PROXIMITE AU CHAMP POLITIQUE			
Membre du PZPR	11	4	5
Passé par une institution scientifique partisane	11	5	4

Source : élaboration personnelle à partir de données biographiques, issues de T. P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce, 1944-1970, op. cit.* ; nécrologies parues dans la presse et les revues spécialisées ; encyclopédies en ligne (*Państwowe Wydawnictwo Naukowe* et *Wikipédia*).
Champ : L'ensemble des auteurs d'au moins deux articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale ou à la Pologne populaire, parus dans ces revues entre 1957 et 1979.
Lecture : 14 individus ayant publié au moins deux articles sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ou de la Pologne populaire, entre 1957 et 1979, sont titulaire d'un doctorat.

Les propriétés distinctives des auteurs les distinguent-elles également du point de vue de l'histoire qu'ils pratiquent ? Autrement dit, leurs positions dans l'espace des producteurs d'articles de revues éclairent-elles leurs prises de positions en matière d'écriture de l'histoire ? La comparaison des propriétés des auteurs revue par revue donne à voir des populations assez homogènes du point de vue de l'appartenance au Parti (environ un quart des auteurs), de la fréquentation des institutions scientifiques partisanes (environ un tiers) et de la détention d'un doctorat (environ la moitié). En revanche, quelques indicateurs suggèrent des différences intéressantes, comme la plus forte proportion d'individus non membres du PZPR et non-universitaires parmi les auteurs de la revue consacrée à la Seconde Guerre mondiale, qui est celle qui publie le plus d'anciens combattants. Ou la plus forte proportion d'historiens universitaires (un tiers, contre un quart pour les autres revues) parmi les auteurs de *Dzieje Najnowsze*. La revue la plus récente apparaît donc aussi la plus académique, ce qui n'est guère étonnant puisqu'elle est créée en 1969, soit au moment où des équipes de chercheurs en histoire du temps présent ont été mises en place à l'Institut d'histoire de l'Académie, et où l'Atelier d'histoire du Parti a été démantelé. Pour autant, il faut souligner que les profils universitaires ne sont jamais majoritaires parmi les auteurs.

Tableau 21. Propriétés des auteurs d'articles, revue par revue

INDICATEURS	Dzieje Najnowsze	Najnowsze Dzieje 2GM	Polska Ludowa
PZPR			
Non	11	12	3
Oui	15	11	5
NR	28	16	12
INSTITUTIONS PARTISANES			
Non	14	11	4
Oui	17	14	7
NR	23	14	9
DOCTORAT			
Non	7	7	3
Oui	26	17	8
NR	21	15	9
HISTORIEN UNIVERSITAIRE			
Non	14	15	6
Oui	20	10	5
NR	20	14	9
TOTAL/revue	**54**	**39**	**20**

Source : élaboration personnelle à partir de données biographiques, issues de T. P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce, 1944-1970, op. cit.* ; nécrologies parues dans la presse et les revues spécialisées ; encyclopédies en ligne (*Państwowe Wydawnictwo Naukowe* et *Wikipédia*).
Champ : L'ensemble des auteurs d'articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale ou à la Pologne populaire, parus dans ces revues entre 1957 et 1979.
Lecture : 11 des auteurs d'articles sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ou de la Pologne populaire ayant publié dans *Dzieje Najnowsze* ne sont pas membres du PZPR.

En outre, la mise en relation des propriétés des individus avec le type d'histoire pratiqué donne à voir une histoire politique à double titre, puisqu'elle est également plus fréquemment pratiquée par des membres du PZPR, des individus passés par les institutions partisanes, et plus rarement titulaires d'un doctorat ou historiens universitaires. C'est tout l'inverse pour les auteurs en histoire économique et sociale, moins souvent encartés, mais mieux dotés en ressources académiques et plus présent au sein des institutions scientifiques varsoviennes.

Tableau 22. Propriétés des auteurs en fonction du type d'histoire pratiqué

PZPR	**Histoire politique**	**Histoire économique**	**Histoire du Parti**
Non	10	12	2
Oui	16	9	6
NR	27	20	9
INSTITUTIONS PARTISANES			
Non	11	14	2
Oui	20	11	9
NR	22	16	6
DOCTORAT			
Non	10	6	1
Oui	20	21	10
NR	23	14	6
HISTORIEN UNIVERSITAIRE			
Non	18	13	5
Oui	14	14	6
NR	21	14	6
VARSOVIE			
Non	21	14	6
Oui	11	14	5
NR	21	13	6
TOTAL	**53**	**41**	**17**

Source : élaboration personnelle à partir de données biographiques, issues de T. P. Rutkowski, *Nauki historyczne w Polsce, 1944-1970, op. cit.* ; nécrologies parues dans la presse et les revues spécialisées ; encyclopédies en ligne (*Państwowe Wydawnictwo Naukowe* et *Wikipédia*).
Champ : L'ensemble des auteurs d'articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale ou à la Pologne populaire, parus dans ces revues entre 1957 et 1979.
Lecture : 10 des auteurs d'articles sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ou de la Pologne populaire ayant publié sur l'histoire politique, ne sont pas membres du PZPR.
NB : La somme des auteurs pour les trois types d'histoire ici présentés est supérieure à 104, car certains ont écrit dans plusieurs domaines (mais cette pratique demeure assez rare et concerne moins d'une dizaine d'auteurs).

Si ces résultats suggèrent une histoire du temps présent plurielle, opposant notamment un pôle de production académique à un pôle de production partisan, les auteurs ne se distinguent pas très nettement du point de vue de leurs propriétés et les forts taux de non-réponses invitent à la prudence dans l'interprétation. Une analyse géométrique des données permet de représenter la population des auteurs d'articles en histoire du temps présent sous la forme d'un espace polarisé, à même de faire ressortir les propriétés distinctives des individus. L'analyse des correspondances multiples (ACM) permet de construire un espace des auteurs ayant publié au moins un article sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de la Pologne populaire, dans trois des quatre revues (celle consacrée à l'entre-deux guerres est par définition exclue).

L'analyse est construite à partir de 65 individus. Les 39 pour lesquels nous n'avons pu obtenir aucune information biographique ont été exclus de l'analyse. L'analyse réalisée est une ACM spécifique avec choix des modalités, dont les non-réponses ont été exclues : elles

ne contribuent pas à la construction des axes. L'espace est construit à partir de quatre variables représentant huit modalités actives : membre du PZPR (oui/non) ; titulaire d'un doctorat (oui/non) ; historien universitaire (oui/non) ; employé d'une institution académique varsovienne (oui/non). Ce faisant, l'espace représenté est structuré par les propriétés objectives des individus (indicateurs de proximité au champ politique d'une part, au champ académique d'autre part). Les modalités supplémentaires renvoient au type d'histoire pratiqué (histoire politique ; économique et sociale ; du Parti), au nombre d'articles publiés (un ou deux et plus) et aux revues dans lesquelles les auteurs ont publié (*Dzieje Najnowsze* ; *Najnowsze Dzieje 1939-45* ; *Polska Ludowa*[729]). Afin d'aider à l'interprétation des résultats, ont été également placées en supplémentaires les variables « membre de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences » (redondante avec la variable « membre d'une institution académique varsovienne »), « membre d'une institution partisane » (redondante avec la variable « membre du PZPR »), la variable « profession » pour les historiens non-universitaires (avec les modalités « politique », « ancien combattant » et « autre universitaire »), enfin une variable de génération avec trois modalités renvoyant à l'année de naissance (1880-1915 ; 1920-1926 ; 1928-1945)[730].

L'espace est construit à partir de deux axes, représentant près de 70 % de l'inertie totale. Le premier axe (46,05 % de l'inertie totale) oppose les profils les plus académiques (Ouest de la figure) aux profils les moins académiques (Est de la figure). Les variables qui contribuent le plus à sa construction sont la qualité d'historien universitaire, le rattachement à l'Institut d'histoire de l'Académie (IH PAN) et la détention d'un doctorat. Les modalités qui y contribuent le plus sont l'absence de doctorat, la présence au sein d'une institution académique varsovienne, et la distinction entre historiens universitaires et non-universitaires. Le second axe (22,19 % de l'inertie totale) est principalement construit à partir de la variable d'appartenance au PZPR, qui contribue à sa construction à hauteur de 87 %. Il oppose les membres du Parti (Nord de la figure) aux non-membres (Sud de la figure).

L'espace ainsi construit permet de constater que les points « historien universitaire » et « Varsovie » sont situés dans le quart Nord-Ouest de la figure, ce qui est cohérent avec l'appartenance partisane de nombreux universitaires contemporanéistes, en particulier ceux de l'IH PAN (Madajczyk, Kersten, Turlejska, etc.). A noter également que les points

[729] Notées respectivement « Dzieje Najnowsze », « DN2GM » et « Polska ludowa » dans la figure.
[730] Cette variable d'âge est renseignée pour 66 individus répartis comme suit dans les trois modalités : 1888-1915 (15 individus) ; 1920-1926 (18 individus) ; 1928-1945 (32 individus). Ces classes d'âge ont été déterminées de façon à distinguer les individus entrés dans la vie active avant-guerre (première génération), ceux pour lesquels la guerre a coïncidé avec leur entrée dans l'âge adulte (seconde génération), et ceux devenus adultes en Pologne

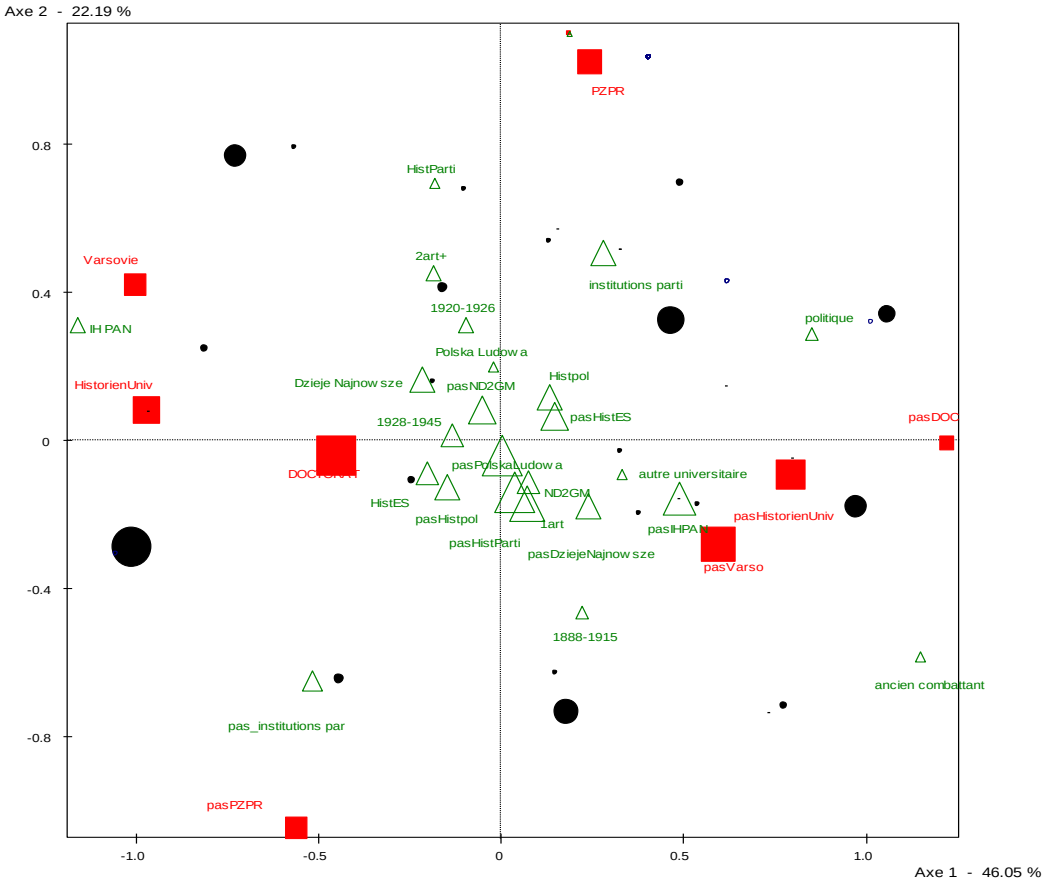
correspondants aux auteurs non-historiens universitaires et non-membres d'une institution académique varsovienne (quart Sud-Est de la figure) sont également éloignés de l'appartenance au PZPR, ce qui suggère que les profils militants ne résument pas à eux seuls le groupe des auteurs profanes.

La projection des variables supplémentaires permet de mieux interpréter le graphique et d'identifier trois pôles de production aux populations inégales. Les points noirs correspondent aux individus actifs et leur taille est proportionnelle à la superposition, ce qui signifie qu'un point de grande taille indique un effectif élevé. Le premier pôle est constitué des profils les plus académiques, mais apparaît assez étiré entre les quarts Nord-Ouest et Sud-Ouest de la figure, du fait de la variable d'appartenance au Parti, qui distingue deux points extrêmes au Nord et au Sud. A noter que le milieu varsovien et l'IH PAN apparaissent plus proches des profils politisés, membres du Parti. Les auteurs se rattachant à ce pôle académique ont davantage publié que les autres (deux articles et davantage), et plutôt dans la revue *Dzieje Najnowsze* et pas dans la revue consacrée à la Seconde Guerre mondiale. Ils semblent se distinguer assez nettement du point de vue de leur proximité au pôle de production partisan (au Nord de la graphique), les profils les moins politisés (ni membres du PZPR, ni passés par une institution partisane), au Sud de la figure, pratiquant davantage une histoire économique et sociale et pas politique, tandis qu'au Nord les points correspondant à des publications dans la revue *Polska Ludowa* et à la pratique de l'histoire du Parti apparaissent dans un entre-deux, entre le pôle académique et le pôle partisan, traduisant la porosité des frontières entre ces pôles. Du côté des auteurs profanes à l'Est de la figure, deux groupes se distinguent nettement. Au Nord-Est se trouvent les profils les plus politiques ou militants : membres du PZPR, passé par les institutions scientifiques partisanes au cours de leurs études et/ou en tant qu'enseignants, anciens ou actuels officiers de l'armée de la Pologne populaire. L'histoire qu'ils pratiquent est avant tout politique ou militaire et pas économique ou sociale. C'est sans surprise parmi eux que se retrouvent les profils de « politiques », dont la carrière professionnelle se fait dans le giron du Parti et en-dehors du monde académique.

populaire (troisième génération).

Au Sud-Est se trouvent d'autres profils d'historiens profanes ou amateurs, plus rarement membres du PZPR. Il s'agit avant tout d'anciens combattants et résistants, ou de témoins du second conflit mondial, mais aussi d' « autres universitaires », parmi lesquels des sociologues, des juristes et des économistes, auxquels ont été ajoutés les quelques historiens non-universitaires employés dans les archives ou musées. Conséquence du poids des témoins et anciens combattants parmi cette population, ils ont davantage publié dans la revue spécifiquement dédiée à la Seconde Guerre mondiale, et en général un article unique. Ils ont aussi moins fréquemment publié dans *Dzieje Najnowsze*, qui est la revue la moins spécialisée et la plus académique des trois (de par les profils des membres de son comité de rédaction et de ses auteurs). A l'instar des auteurs du pôle partisan, ils pratiquent principalement une histoire politique (et même surtout militaire) de la guerre.

Figure 1. L'espace des auteurs d'articles en histoire du temps présent (1957-1979)
Méthode : ACM spécifique avec choix des modalités



Ces trois pôles sont à considérer de manière idéale-typique, leurs frontières étant loin d'être clairement définies. La figure, tout comme les données, suggèrent une certaine porosité entre les profils académiques et les profils militants, concordante avec nos observations préalables sur le nombre d'universitaires membres du PZPR et/ou formés en partie au sein des institutions partisanes. Ainsi l'histoire du Parti est-elle coproduite par des individus évoluant à l'intersection des deux pôles, académique et partisan, qui ont également en commun les publications consacrées à l'histoire de la Pologne populaire. L'autonomie de la production historiographique consacrée à la période la plus récente apparaît variable, avec une histoire économique et sociale produite essentiellement par des individus aux profils moins partisans. De la même manière, du côté des historiens profanes, la distinction entre militants et anciens combattants ne doit pas être trop durcie, notamment du fait de la présence d'anciens combattants procommunistes rattachés au pôle militant en raison de leur appartenance à l'Institut d'histoire militaire, qui consacre en quelque sorte une forme de récit officiel du second conflit mondial. Un récit orienté, qui exclut de la narration la résistance fidèle au gouvernement de Londres. Le classement de ces individus parmi les profils « politiques » plutôt que parmi les « anciens combattants » se justifie par leur adhésion au PZPR et leur passage par la résistance procommuniste, puis par l'armée régulière de la Pologne populaire, tandis que les « anciens combattants » sont tous (sauf un) issus des rangs de l'Armée de l'intérieur.

Ainsi représenté, l'espace des auteurs d'articles savants en histoire du temps présent invite à nuancer l'autonomie de la production historiographique consacrée à la Seconde Guerre mondiale et à la Pologne populaire au cours des années 1960 et 1970. Certes, il y a bien une spécialisation et une professionnalisation de chercheurs sur cette période, qui se donne à voir à travers l'existence de revues et d'équipes de recherche spécialisées. Mais il ne s'agit là que d'une partie des producteurs de cette histoire, qui est largement coproduite par le PZPR. C'est ici qu'il conserve l'essentiel de son influence sur l'écriture de l'histoire, notamment via l'Atelier d'histoire du Parti, l'École supérieure des sciences sociales et l'Institut d'histoire militaire. Mais aussi par des universitaires issus d'autres disciplines et par les historiens amateurs (témoins, anciens combattants, historiens non-universitaires tels que les archivistes). A cet égard, l'histoire du temps présent apparaît moins autonome que les sous-disciplines se consacrant aux périodes plus anciennes, pour lesquelles il y a moins d'enjeux politiques, pas de témoins vivants et surtout pas d'institutions parascientifiques pour concurrencer le travail des chercheurs du monde académique. Le caractère scientifique des textes publiés dans les revues savantes apparaît relativement incertain, puisque celles-ci

ouvrent leurs pages aux auteurs profanes. La définition de l'histoire savante du temps présent ne passe donc pas à l'époque par la reconnaissance du statut de savant accordé aux auteurs. Les historiens universitaires travaillant sur la période contemporaine sont pour la plupart membres du PZPR, mais se distinguent assez nettement des militants historiens du fait qu'ils ont embrassé des carrières académiques et non exclusivement partisanes. Du reste, les militants historiens sont progressivement dépossédés du monopole sur l'histoire du temps présent au cours des années 1960 et 1970, au profit des équipes créées au sein de l'Institut d'histoire de l'Académie. Il s'agit du laboratoire dédié à la Seconde Guerre mondiale sous la direction de S. Płoski à la fin des années 1950, mais aussi du laboratoire consacré à la Pologne populaire créé en 1961, dont la direction est confiée dans un premier temps à S. Arnold, avant d'être reprise en 1962 par F. Ryszka (à noter que ni Arnold, ni Ryszka ne travaillent sur la Pologne populaire). Il s'agit cependant à chaque fois d'équipes aux effectifs très réduits : au début des années 1960 le laboratoire consacré à la Pologne populaire compte, en plus de son directeur, cinq chercheurs (H. Jędruszczak, K. Kersten T. Szarota, M Sokolowski, J. Borkowski), dont deux doctorants (Szarota et Sokolowski)[731]. Tous travaillent sur des problématiques d'histoire économique ou sociale (emploi, immigration), la seule pour laquelle il est admis, au sein du monde académique, que les sources disponibles sont satisfaisantes. A l'exception de Borkowski, qui a un profil plus militant et se consacre au « mouvement ouvrier ». Les effectifs des équipes de recherche de l'IH PAN consacrées à la Seconde Guerre mondiale et à la Pologne populaire sont donc anecdotiques : environ 10 % de ses chercheurs, sans tenir compte des doctorants, se consacrent à la Seconde Guerre mondiale ou à la Pologne populaire. En 1967, l'IH PAN compte 158 historiens, dont dix travaillent sur la guerre et six sur la PRL. A comparer aux médiévistes (26) et modernistes (36), et surtout aux historiens du 19e siècle (49), voire à ceux de l'entre-deux guerres (20)[732], l'histoire du temps présent compte donc bien les effectifs les plus réduits. Cette proportion d'environ 10 % de chercheurs de l'IH PAN se consacrant à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de la Pologne populaire reste inchangée jusqu'à la fin des années 1980.

Il n'en demeure pas moins que l'histoire du temps présent connaît un important développement en Pologne dans les années 1960 et 1970. Ce développement passe d'abord par l'IH PAN, qui publie davantage de travaux consacrés au 20e siècle à partir de la seconde moitié des années 1960. Il se traduit également dans la démographie des historiens, l'histoire contemporaine apparaissant de loin comme la sous-discipline la plus jeune au début des

[731] *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1961.
[732] Tadeusz Manteuffel, « W piętnastolecie Institytutu Historii », art. cit., p. 360.

années 1970, avec 40 % de chercheurs âgés de moins de 35 ans (pourcentage le plus fort) et 28 % âgés de plus de 50 ans (pourcentage le plus faible), à comparer avec l'histoire médiévale, qui compte au même moment 40 % de chercheurs âgés de plus de 50 ans (cf. Tableau 23).

Tableau 23. Répartition des historiens engagés dans des activités de recherche par tranches d'âges et par domaines d'étude (en %)

Age	Archéologie		Antiquité		Histoire médiévale		Histoire moderne		Histoire contemporaine	
	%	% cumulé	%	% cumulé	%	% cumulé	%	% cumulé	%	% cumulé
Jusqu'à 35 ans	23	23	25	25	21	21	34	34	40	40
36-50 ans	48	71	47	72	39	60	33	67	32	72
Plus de 50 ans	29	100	28	100	40	100	33	100	28	100

Source : d'après « II Kongres nauki polskiej », *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1973, p. 263.
Lecture : la source ne fournit pas les effectifs.

Ces données, issues du rapport présenté par la section d'histoire à l'occasion du 2e Congrès de la science polonaise, tiennent également compte des doctorants, qui se recrutent alors principalement en histoire contemporaine et surtout à Varsovie, qui constitue toujours au début des années 1970 le principal centre de recherches historique du pays (cf.Tableau 24), et détient le quasi-monopole de la production scientifique en histoire contemporaine, spécialité souvent absente en province.

Tableau 24. Répartition des chercheurs en histoire par centres de recherche (en %)

Varsovie	32
Cracovie	15
Wrocław	10
Poznań	10
Lódź	7
Gdańsk	5
Lublin	6
Katowice	4
Opole	1
Autres	10

Source : d'après « II Kongres nauki polskiej », *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1973, p. 263.
Lecture : la source ne fournit pas les effectifs.

Conclusion du chapitre 3

Rafał Stobiecki écrit que l'historiographie polonaise des années 1960 et 1970 est caractérisée par une « schizophrénie *sui generis* », citant un exposé de Stefan Kieniewicz prononcé lors d'une réunion du Comité historique de l'Académie des Sciences, en 1980 :

« […] the division of the entire field of vision of our research into two separate categories, each of which functions under differing conditions: the early centuries on the one hand, and contemporary history on the other. A researcher of medieval history or even of modern history up to the end of the 19th century is free to choose his topic, formulate views and pass judgement. One may say that even here we encounter obstacles… But you will agree with the opinion that such instances are marginal. In general – and as far as research into early history is concerned – there appear and coexist in Poland: monographs and dissertations openly invoking Marxist methodology, works that utilise this methodology with greater or lesser efficiency without invoking it, and, finally, those which ignore the Marxist doctrine carefree, even if they do not openly disagree with it. […] The situation in contemporary history is altogether different. Three categories of problems meet with obstacles when research and publications are involved: the history of antecedents of the grouping that is currently in power; political history (and, in a certain sense at least, the economic history of the People's Republic); the history of Polish-Soviet, and – looking back – Polish-Russian relations.[733] »

Les conditions de production de l'histoire du temps présent ne permettent alors pas d'évoquer un ensemble de sujets qualifiés de « taches blanches » laissées par la censure. Les historiens du temps présent pratiquent ainsi une forme d'autocensure, évitant d'eux-mêmes les sujets et les périodes dont ils savent qu'ils sont tabous, à moins qu'ils ne soient disposés à produire une histoire sur commande politique[734]. Cette situation ne commence à évoluer qu'à partir du moment où la structuration des organisations dissidentes permet, à la fin des années 1970, l'apparition d'un circuit de diffusion clandestin, qui remet en cause le monopole du Parti-État sur l'édition (cf. chap. 4).

Au cours des années 1960 et 1970, la production historiographique consacrée au 20e siècle et plus particulièrement à la Seconde Guerre mondiale et à la Pologne populaire, apparaît fragmentée en trois pôles. Schématiquement : une histoire militaire de la guerre, produite par des anciens combattants ; une histoire sociale de la République populaire de Pologne, produite par des universitaires ; et une histoire politique du Parti, produite par des militants. La présence de profils aussi différenciés parmi les auteurs (l'universitaire, le militant, l'ancien combattant ou le militaire) montre donc que dès ses origines, l'histoire savante de la période post-1939 place les auteurs savants en concurrence avec des auteurs profanes. Nous avons pu observer ce phénomène à partir des revues savantes, mais le constat

[733] Rafał Stobiecki, « Between Continuity and Discontinuity: A Few Comments on the Post-war Development of Polish Historical Research », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung*, 2001, vol. 50, n° 2, p. 8−9.
[734] Rafał Stobiecki, *Historiografia PRL: ani dobra, ani mądra, ani piękna... ale skomplikowana*, [L'historiographie de la Pologne populaire], Varsovie, TRIO, 2007, p. 140−141.

serait le même au niveau de l'édition de livres, marquée par la forte présence de mémoires de guerre ou de témoins. Il nous semble que cette observation doit aussi conduire à nuancer les représentations généralement admises d'une « vague mémorielle » apparue à l'Ouest à partir des années 1970, les prémisses de « l'ère du témoin »[735] apparaissant bien avant[736]. Du point de vue des historiens contemporanéistes, la concurrence des profanes dans l'écriture de l'histoire et l'influence de la demande étatique ou sociale sont présents dès l'après 1945[737].

Ce chapitre est resté focalisé sur les évolutions internes au monde savant, largement compris puisque nous y incluons les instituts de recherche para-académiques. Ce n'est qu'à partir de la fin des années 1970 que se développe une historiographie dissidente, venant concurrencer l'historiographie officielle. Si elle est favorable à une relative autonomisation de la discipline, la conjoncture de 1956 ne constitue pas un moment d'engagement politique des historiens contre le pouvoir politique en place. C'est là encore à la fin des années 1970, et en particulier avec la fondation du Comité de défense des ouvriers (KOR) en 1976, que des intellectuels, et parmi eux plusieurs historiens, entrent en dissidence (cf. chap. 4).

[735] Annette Wieviorka, *L'ère du témoin*, Paris, Pluriel, 2013.
[736] C'est aussi ce que montrent les premiers chapitres de Jean-Michel Chaumont, *La concurrence des victimes : génocide, identité, reconnaissance*, Paris, la Découverte, 2002.
[737] P. Lagrou, « L'histoire du temps présent en Europe depuis 1945 », art cit.

Conclusion de la première partie

Nous avons décrit, dans les trois chapitres de cette première partie, les conditions de production de l'histoire savante, du sortir de la Seconde Guerre mondiale à la fin des années 1970, soit au cours de la majeure partie de la Pologne populaire. Durant cette période, la forte contrainte politique, que nous avons proposé de qualifier d'idéologisation, imposée aux espaces de production culturelle et scientifique, se traduit en histoire par l'adoption officielle d'une méthodologie unique, le marxisme-léninisme. Néanmoins, nous avons montré que cette contrainte politique faisait l'objet d'appropriations et d'usages différenciés par les acteurs de l'espace de production historiographique, contribuant au maintien d'une certaine autonomie de cet espace.

Après-guerre, la conjoncture d'idéologisation des sciences sociales permet à des historiens qui n'avaient pas encore conquis de position académique avant-guerre, extérieurs au Parti mais favorables au développement d'une science historique inspirée par le marxisme, de mener une rénovation historiographique, contre la génération de leurs prédécesseurs. Cette rénovation historiographique, caractérisée par un fort intérêt pour les problématiques économiques et sociales, en lien avec l'écho international reçu par l'école des Annales, touche essentiellement l'histoire médiévale et moderne. L'histoire du temps présent suscite peu d'intérêt au sein du monde académique, d'autant qu'elle est fortement investie par le Parti-État, qui entend contrôler la production d'un récit de ses origines. Cette sous-discipline se développe alors essentiellement aux marges du monde académique, au sein d'instituts de recherche liés au Parti et au ministère de la Défense, ou bien dans le cadre d'institutions menant un travail de documentation des crimes nazis, comme c'est le cas de la Commission générale de recherche sur les crimes nazis (chap. 1).

Au milieu des années 1950, la conjoncture de déstalinisation est propice à la dénonciation des « erreurs » commises par le Parti-État au cours de la première décennie d'existence de la Pologne populaire. Réfractée au sein de la discipline historique, cette conjoncture politique se traduit par la critique de la « politique historique » du Parti et l'éviction des individus les moins dotés en ressources académiques, mais les plus dotés en ressources partisanes, des positions de pouvoir sur la discipline. L'autonomie de la recherche historique est réaffirmée à partir de la valorisation du travail sur les sources. Si l'histoire du temps présent est au cœur de la critique des « errements » de la période stalinienne, avec la

dénonciation des falsifications de sources opérées par le Département d'histoire du Parti, elle reste essentiellement pratiquée par des historiens *partyjni* (chap. 2).

Bien qu'elle reste sous forte contrainte politique après 1956, l'histoire du temps présent connaît une relative autonomisation et un début de professionnalisation au cours des années 1960 et 1970. Ce processus se traduit notamment par l'apparition d'une nouvelle génération de chercheurs, formés en Pologne populaire, qui se distinguent des militants historiens de la période précédente par des carrières qui se déroulent au sein du champ académique et non plus sur ses marges. La recherche en histoire du temps présent continue à être dominée par les instituts de recherche liés au Parti et au ministère de la Défense, notamment pour ce qui concerne l'histoire politique et la Seconde Guerre mondiale, mais une histoire académique du temps présent se développe également, essentiellement sur des problématiques économiques et sociales. Cette sous-discipline est marquée par la forte présence d'auteurs profanes, notamment des témoins et anciens combattants.

La fin des années 1970 marque le début d'une nouvelle configuration politique. Nous verrons dans la seconde partie de cette thèse comment l'essor de la dissidence a permis un renouvellement de l'historiographie du temps présent. La genèse exposée dans cette première partie conditionne en partie le développement futur de l'histoire savante, notamment à travers son rapport aux sources, conçu comme un moyen d'échapper aux contraintes politiques. Mais aussi à travers son rapport au politique, entre engagement et mise à distance, promotion d'une histoire science de gouvernement ou défense de l'autonomie de la discipline.

Cette histoire est aussi celle d'une mémoire de la discipline, mémoire qui s'incarne à travers les continuités personnelles : nous retrouverons, dans la seconde partie, bon nombre des protagonistes présentés dans cette première partie, jouant un rôle dans la contestation de l'historiographie officielle au cours des années 1980, et/ou contribuant à une nouvelle rénovation historiographique, à partir de 1989. Cette mémoire de la discipline se donne à voir dans les débats historiographiques les plus contemporains, qui se réfèrent régulièrement aux conditions de production de l'histoire savante en Pologne populaire. L'évaluation de la production savante de cette période demeure un objet de controverses. Elle est le plus souvent associée à une mémoire négative, un exemple typique de sujétion de la science à des impératifs idéologiques. Mais elle renvoie aussi à une mémoire positive, une forme de nostalgie pour une sorte d'âge d'or des sciences sociales polonaises. Une époque où des chercheurs et intellectuels polonais connaissaient un rayonnement international, notamment en histoire (médiévale et moderne), philosophie ou sociologie. Une mémoire toujours présente chez les universitaires polonais contemporains, comme en atteste l'entretien donné par

Małgorzata Mazurek au moment de son recrutement à la chaire d'histoire polonaise de l'université de Columbia à New York. Interrogée sur son parcours (diplômée en histoire et en sociologie à Varsovie au début des années 2000, elle a notamment travaillé à une histoire sociale de la Pologne populaire), Mazurek évoque ainsi cette mémoire :

« There is a strong tradition in interdisciplinarity that was strengthened by this kind of Golden Age of postwar Polish humanities, you know, a kind of open Marxism, represented by people like Witold Kula, Bauman, and Philosophy, Andrzej Walicki, … other people like Kołakowski … there was something about being an East-Central European intellectual, … you had to be inspired by different political theories, I think this is what makes this phenomenon of East-Central European intellectuals so distinct.[738] *»*

Dans le cas plus spécifique de l'histoire du temps présent, cette période correspond à une genèse un peu honteuse, qui sert essentiellement de référence négative, à partir des années 1980 et surtout après 1989. Néanmoins, c'est aussi une période au cours de laquelle des travaux pionniers et fondateurs paraissent, notamment sous un angle économique et social. C'est aussi à cette période que sont entreprises des recherches visant à quantifier le bilan des années d'occupation allemande, ou les performances économiques de la Pologne populaire, qui constituent jusqu'à aujourd'hui des sources indispensables aux historiens du temps présent[739]. La judiciarisation du passé communiste, qui sera évoquée au chapitre 5, est également en partie héritée de la Pologne populaire elle-même, puisqu'elle s'appuiera sur l'expérience de la judiciarisation du passé nazi : après 1989, la Commission de recherche sur les crimes nazis, mise en place au sortir de la guerre, voit ses compétences élargies aux crimes communistes, avant d'être intégrée à l'Institut de la mémoire nationale, créé à la fin des années 1990.

Des formes de continuité s'observent donc entre la période étudiée dans cette première partie, marquée par l'existence d'une l'historiographie officielle, et celle qui s'ouvre à partir de la fin des années 1970, qui voit le développement d'une historiographie basée sur sa contestation, que nous étudions dans la seconde partie.

[738] Retranscrit par nos soins, d'après un entretien audible en ligne : https://ecommons.cornell.edu/handle/1813/36494.

[739] Ainsi Christian Ingrao, dans son dernier livre, s'appuie entre autres sur un ouvrage de C. Madajczyk, V*om Generalplan Ost zum Generalsiedlungsplan*, certes publié en 1994, mais par un chercheur qui travaille sur ce sujet depuis les années 1960. Cf. Christian Ingrao, *La Promesse de l'Est. Espérance nazie et génocide (1939-1943)*, Paris, Seuil, 2016.

Deuxième partie
Le changement de régime politique et ses effets sur l'espace de production historiographique

La reconnaissance, en août 1980, de *Solidarność* en tant que premier syndicat autonome d'un parti communiste dans le bloc soviétique, est précédée par les mobilisations d'intellectuels dissidents, qui entendent s'opposer au régime de la Pologne populaire. Ces mobilisations d'intellectuels ont lieu à partir du milieu des années 1970, l'année 1976 marquant la naissance du Comité de défense des ouvriers (*Komitet Obrony Robotników*, KOR) à Varsovie, au sein duquel se rassemblent des universitaires, artistes, écrivains et journalistes. Issus pour la plupart du courant « révisionniste » qui avait tenté, depuis 1956, de mener la contestation de la politique du Parti (PZPR) de l'intérieur, ils rompent progressivement avec ce dernier à partir de 1968 et entreprennent d'exprimer leurs critiques en-dehors des instances partisanes. Leur stratégie politique consiste désormais à soutenir les ouvriers grévistes, la détérioration de l'économie polonaise suscitant des mouvements de protestation réguliers tout au long des années 1970. Se produit ainsi, à la faveur de la grève des chantiers navals de Gdańsk à l'été 1980, ce que l'historien britannique Timothy Garton Ash a nommé « *that tacit alliance of workers, intelligentsia, and the Church, unprecedented in Polish history* », qui donne naissance à *Solidarność*[740].

Les années 1976-1989 constituent, du point de vue de la production historiographique, une période de profond renouveau des contenus et des interprétations en histoire du temps présent, qui pose les fondations des développements historiographiques de l'après-1989. Dans la configuration de la déstalinisation et de ses suites, étudiées dans les chapitres 2 et 3, la contestation de l'idéologisation du récit historique passait par une mobilisation au sein du monde académique, qui remettait en cause, autour de 1956, le pôle de production le plus proche des structures du Parti et de l'État – sans toutefois transformer profondément le système de contraintes idéologiques limitant le développement de l'histoire du temps présent. Dans les années 1976-1989, c'est le fait de sortir le débat historiographique du seul cercle des professionnels pour le constituer en composante de la lutte politique qui permet de renouveler l'histoire du temps présent. Ce déplacement contribue à modifier la contrainte politique externe qui s'exerce sur l'histoire du temps présent. Dans le contexte de la dissidence, l'enjeu de l'écriture de l'histoire est étroitement lié à un autre enjeu bien plus large : celui de la transformation, voire de la chute, du régime communiste. L'histoire n'est ici qu'un moyen parmi d'autres d'atteindre cet objectif politique. Bien entendu, les luttes pour la définition du récit historique revêtent toujours une dimension politique. Et dans le contexte d'un régime de

[740] Timothy Garton Ash, *The Polish revolution: Solidarity*, Londres, Granta Books, 1983, p. 27. Plus spécifiquement sur le rapprochement entre intellectuels dissidents et ouvriers au moment de la naissance de *Solidarność*, cf. Juan Carlos Vidal, *L'historien et le politique. Entretiens avec Bronisław Geremek*, Montricher, Les éditions Noir sur Blanc, 1999, p. 93 et suivantes.

type soviétique, la mise en récit de l'histoire est aussi la mise en récit du régime. La spécificité du développement de l'histoire du temps présent dans le cadre de la dissidence, dans la Pologne des années 1976-1989, est précisément que ce développement ne peut se faire que dans le cadre dissident. C'est ce constat qui amène des contemporanéistes à publier dans la clandestinité, s'affranchissant ainsi de la contrainte de la censure. Ainsi réfractée dans l'espace de production historiographique, la confrontation politique opposant la dissidence au Parti permet à certains producteurs d'histoire, dont nous analyserons les propriétés sociales, de faire œuvre d'innovation scientifique (chapitre 4). Leur positionnement du côté des vainqueurs de cette confrontation politique leur permet d'apparaître comme des précurseurs du renouvellement de l'histoire du temps présent et les consacre, après 1989, comme des figures d'autorités de la science historique, dans le contexte de la Pologne postcommuniste. Le métier d'historien contemporanéiste reste cependant durablement marqué par le moment *Solidarność*, qui suscite des évolutions diffuses notamment en matière de rénovation historiographique, mais aussi en termes de redéfinition du métier d'historien et de son rôle social et politique (chapitre 5). Le choix de traiter dans une même partie l'avant et l'après 1989 vise précisément à relativiser le sens de la césure de 1989, qui n'est évidente ni dans le cas du type de récits historiques proposés, ni dans le cas des définitions du métier d'historien[741]. A bien des égards, la confrontation entre histoire officielle (également qualifiée de communiste ou marxiste) et histoire dissidente (également qualifiée d'oppositionnelle ou d'indépendante) ne disparaît pas complètement après 1989. Au cours des années 1990, l'histoire du temps présent se recompose en effet largement sur la base de l'histoire dissidente des années 1980. Les principaux protagonistes des années 1990 sont largement issus des rangs de la dissidence et certains d'entre eux vivent leur activité d'historien comme un prolongement de leur engagement anticommuniste passé. En outre, la « transition démocratique[742] » et le changement de régime politique, qui s'inscrivent dans un changement de « régime d'historicité[743] » plus vaste lié à la chute du bloc soviétique, font de l'héritage de l'ancien régime un enjeu central dans la compétition politique post-communiste. L'histoire est alors amenée à jouer un rôle d'outil au service de la « transition démocratique », qu'il s'agisse de

[741] Qualifier le changement politique, dans le cas de « crises » ou « révolutions », est en soi un enjeu de lutte politique, autant sinon plus qu'un enjeu analytique. Cf. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

[742] Sur cette notion problématique, au sujet de laquelle on peut toujours se demander ce qu'il s'agit de caractériser au juste à travers la notion de « transition » et à quel moment celle-ci peut être considérée comme achevée, voir les réflexions plus que jamais d'actualité proposée par Michel Dobry, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de "path dependence" », *Revue française de science politique*, 2000, vol. 50, n° 4, p. 585−614.

[743] François Hartog, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

criminaliser l'ancien régime ou d'entretenir la mémoire collective de la dictature. Cette idée contribue à renouveler la conception de l'histoire en tant que science auxiliaire de gouvernement et se traduit par la création d'un Institut de la mémoire nationale à la fin des années 1990, mais aussi par l'affirmation d'une politique historique d'État justifiée par la nécessité de redresser les torts de la politique historique menée en Pologne populaire (chapitre 6). L'histoire contemporaine des années post-1989 est donc loin d'être affranchie de toute contrainte politique, même si celle-ci a changé de nature.

CHAPITRE 4

Faire de l'histoire en contexte de changement de régime : la contestation de l'historiographie officielle

L'objet de ce chapitre est de montrer comment et en quoi la nouvelle configuration politique ouverte par la naissance de la dissidence intellectuelle, puis celle de *Solidarność*, modifie les conditions de production de l'histoire contemporaine. Ces productions, jusqu'ici largement contraintes par la politique historique officielle et la censure, trouvent à s'exprimer dans de nouveaux espaces et en particulier dans le « second circuit de diffusion » clandestin (*drugi obieg wydawniczy*), expression qui désigne les publications (journaux, revues et livres) éditées dans la clandestinité par diverses organisations dissidentes et diffusées par colportage, à partir de la fin des années 1970 et jusqu'à 1989[744]. Organisations et publications dissidentes vont donc permettre le développement d'une historiographie alternative à l'historiographie officielle, affranchie de la contrainte de la censure. Les thèmes historiques sont abondamment investis par la dissidence, en particulier pour ce qui concerne la Seconde Guerre mondiale et la genèse du régime communiste en Pologne, soit les aspects les plus tabous de l'histoire nationale, généralement désignés par l'expression « taches blanches » (*białe plamy*), en référence aux blancs laissés par la censure dans les publications officielles. Les années 1976-1989 marquent une évolution des contraintes externes qui pèsent sur le travail des historiens. En effet, si la montée de l'opposition au régime de la Pologne populaire offre aux auteurs des débouchés éditoriaux affranchis de la censure et du contrôle du Parti, la revendication d'une histoire « vraie », « défalsifiée », traduit une conception qui fait de l'histoire un objet mais aussi un moyen de la lutte politique. Bien qu'elle ne soit pas de même nature et qu'elle n'emploie pas les mêmes moyens que la contrainte extérieure constituée par la politique d'idéologisation de l'histoire menée par le PZPR, cette conception exerce elle aussi une contrainte hétéronome sur le développement de l'histoire du temps présent. Les connaissances sur le passé et leur diffusion doivent alors servir à délégitimer le régime communiste en Pologne, en montrant comment il fut établi par la force et avec le soutien d'une puissance

[744] Si la reconnaissance de *Solidarność* confère au syndicat une existence légale lui permettant d'éditer plusieurs publications, le syndicat est interdit avec la proclamation de l'état de guerre, en décembre 1981. Son existence légale n'aura donc duré que 16 mois, entre 1980 et 1981.

étrangère au sortir de la guerre, mais aussi à inscrire l'opposition au régime dans un continuum historique de luttes de la population polonaise pour son indépendance. Incités à contribuer à ce mouvement, accusés d'avoir participé à la falsification de l'histoire nationale, et confrontés à la production d'une histoire alternative dont les auteurs sont rarement des professionnels, les historiens se voient donc sommés de prendre parti.

Nous verrons dans ce chapitre que si les historiens sont assez bien représentés parmi les universitaires ayant pris une part active à la dissidence, ceux qui se mobilisent occupent souvent des positions aux marges du monde académique : il s'agit plutôt d'aspirants historiens (étudiants, doctorants, assistants). « Historien » doit donc s'entendre ici au sens large, la dénomination englobant les professionnels (universitaires et enseignants), mais aussi les historiens de formation et les historiens amateurs, qui écrivent et publient sur l'histoire dans le contexte de la dissidence. Ce constat n'est toutefois pas spécifique à la dissidence. Il reflète plutôt la diversité des acteurs contribuant à la mise en récit de l'histoire et pouvant se prévaloir du statut d'historien (ou se le voir attribuer), comme nous l'avons montré au chapitre 3. Cette diversité de statuts prend néanmoins un sens particulier dans la configuration politique nouvelle qui s'ouvre au milieu des années 1970 : avec le développement, dans le cadre de la dissidence, d'une histoire du temps présent alternative, l'innovation historiographique s'élabore en dehors du monde de la recherche académique, c'est-à-dire aux marges de la discipline. Cette histoire dissidente est donc alternative à double titre : par son contenu bien sûr, mais aussi par ses conditions de production, puisque même lorsqu'elle est faite par des universitaires, ceux-ci publient les résultats de leurs recherches dans la clandestinité.

Mais opter pour la clandestinité, c'est opter pour des conditions dérogatoires au fonctionnement ordinaire de la recherche académique et de l'édition scientifique : publier sous pseudonyme, s'affranchir de l'évaluation par les pairs, adopter un ton parfois pamphlétaire. De plus, le simple fait de publier des propos qui seraient interdits dans le circuit de diffusion officiel revient à prendre une position politique. C'est prendre le risque d'être assimilé à l'opposition au régime, aussi bien par les autorités (et donc, prendre le risque de s'exposer à des représailles) que par tous ceux qui s'identifient à cette opposition, et attendent d'un récit alternatif qu'il conforte leurs propres conceptions politiques. User des opportunités offertes par la dissidence pour renouveler l'histoire du temps présent, c'est donc aussi s'engager politiquement, adhérer même tacitement à l'agenda dissident. Pour les intellectuels dissidents, il s'agit aussi de renouer avec un imaginaire, celui d'un groupe social aspirant à

jouer un rôle en politique[745]. Nous aurons l'occasion d'en donner plusieurs illustrations au fil de ce chapitre, à l'image de cet extrait de la conclusion d'un texte publié par Adam Michnik dans la revue *Esprit* en 1977, soit peu après la création du KOR :

« Formuler des alternatives et défendre des valeurs, telle est la tâche de l'intelligentsia, celle qui veut poursuivre la tradition de l'intelligentsia "insoumise" du début du 20e siècle […]. Je me sens solidaire de cette tradition et de ceux qui, aujourd'hui, la prolongent. Ce sont les intellectuels qui créent une opinion publique indépendante et développent des attitudes non-conformistes.[746] *»*

Nous étudierons dans ce chapitre trois aspects de l'engagement intellectuel en faveur de la production d'une histoire du temps présent alternative, en lien avec le développement de la dissidence et de l'opposition au régime de la Pologne populaire. Tous permettent de montrer comment, au cours du moment *Solidarność*, l'affranchissement d'une contrainte externe (le contrôle idéologique exercé par le Parti), qui pèse sur la production historiographique, s'accompagne de l'apparition d'une autre (l'engagement intellectuel au côté de l'opposition au régime). Nous verrons tout d'abord comment la production et la diffusion d'un savoir alternatif à l'idéologie officielle sont au cœur des préoccupation de la dissidence intellectuelle, avec la création dès la fin des années 1970 par des intellectuels proches du KOR, de l'Association des cours scientifiques (TKN), plus connue sous le nom d' « université volante » (section I). Nous étudierons ensuite la tentative de réformer les programmes d'enseignement de l'histoire, menée par *Solidarność* au cours de ses seize mois d'existence, en 1980-1981, et ce qu'elle nous apprend des rapports de force et des conflits de légitimité qui structurent alors l'espace de production historiographique (section II). Nous évoquerons ensuite les effets du moment *Solidarność* sur la production de l'histoire savante proprement dite, en particulier à travers la production des contemporanéistes ayant choisi de publier dans la clandestinité (section III).

[745] Ce constat n'est pas non plus propre aux intellectuels polonais : Christophe Charle relève que l'idéal d'intervention politique s'accompagne également, chez les intellectuels, d'un certain élitisme, cf. Christophe Charle, « Intellectuels, Bildungsburgertum et professions au XIXème siècle. Essai de bilan historiographique comparé (France Allemagne) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1995, vol. 106, n° 1, p. 91−92.
[746] Adam Michnik, « Une stratégie pour l'opposition polonaise », *Esprit*, 1977, vol. 1, n° 1, p. 39.

Section 1. L'intelligentsia en dissidence :

I.1. La place des historiens dans la dissidence intellectuelle :

Il ne s'agit pas de refaire ici une histoire de la dissidence polonaise, qui dépasse le cadre de cette analyse et a déjà fait l'objet de nombreux travaux[747]. Il est cependant nécessaire de fournir quelques éléments de contexte quant à l'engagement des intellectuels polonais dans la dissidence, afin de cerner le rôle et la place qu'y tiennent les historiens. Il nous faut aussi comprendre d'où viennent les tentatives de produire un récit de l'histoire nationale débarrassé de la vulgate marxiste et de la contrainte de la censure. Il s'agit enfin de donner à voir quelles sont les conceptions du monde qui animent les intellectuels engagés dans la dissidence, conceptions qui alimentent un rapport instrumental au savoir sur le passé.

I.1.A. La rupture progressive entre les intellectuels et le Parti :

Dans la chronologie de l'opposition au régime de la Pologne populaire, les années 1970 occupent une place charnière[748]. Après la déstalinisation des années 1950 et les espoirs déçus de transformation du régime entretenus par les « révisionnistes » du Parti, la seconde moitié des années 1960 voit la naissance d'une opposition politique au régime, qui ne se contente plus de critiquer les travers bureaucratiques du système en place, mais entend œuvrer à sa transformation. Cette opposition est d'abord le fait d'universitaires, d'écrivains, de journalistes et d'artistes, c'est-à-dire de membres de l'intelligentsia. Ils sont convaincus de l'impossibilité de réformer le régime après l'échec des mobilisations contre la censure, dont le mouvement étudiant de mars 1968 marque une étape importante. Cette entrée en dissidence d'intellectuels qui, pour beaucoup, ont quitté le Parti, s'accompagne d'une réflexion stratégique sur la façon de transformer le régime. L'échec du mouvement étudiant de 1968, concomitant de la répression du printemps de Prague, est suivi de celui des émeutes ouvrières des chantiers navals de Gdańsk, en décembre 1970, qui se solde par plusieurs morts du côté des grévistes. De ces échecs successifs, les intellectuels dissidents tirent le constat de l'impossibilité d'opérer le changement via l'opposition frontale au pouvoir en place. Ce constat les amène à envisager des mots d'ordre plus consensuels et moins susceptibles de susciter une violente répression. Les accords d'Helsinki, signés en 1975 par des États situés des deux côtés du rideau de fer, offrent un point d'appui, dans le contexte de la Guerre froide, à des revendications en faveur des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Un groupe d'intellectuels, essentiellement varsoviens, crée ainsi en 1976 le Comité de défense des ouvriers (*Komitet Obrony Robotników*, KOR), dans le but d'apporter aux ouvriers grévistes un soutien juridique, lorsqu'ils sont poursuivis en justice, et symbolique, en rédigeant des lettres ouvertes et pétitions signées par des personnalités du monde de la culture et des universitaires. La publication par le KOR, en 1977, d'une pétition exigeant l'établissement d'une commission d'enquête parlementaire sur les abus des forces de police et des services de sécurité, signée par plusieurs dizaines

[747] Voir entre autres : Barbara J. Falk, *The dilemmas of dissidence in East-Central Europe: citizen intellectuals and philosopher kings*, Budapest, Central European University Press, 2003 ; David Ost, *Solidarity and the politics of anti-politics: opposition and reform in Poland since 1968*, Philadelphie, Temple university press, 1990 ; Andrzej Friszke, *Opozycja polityczna w PRL 1945-1980* [L'opposition politique en Pologne populaire], Londres, Aneks, 1994 ; Andrzej Friszke, *Anatomia buntu: Kuroń, Modzelewski i komandosi* [Anatomie de la révolte : Kuroń, Modzelewski et les commandos], Cracovie, Znak, 2010.

[748] Maria Holubowicz, « L'intelligentsia polonaise (1989-2003) : l'ethos malmené », *Questions de communication*, 2004, n° 6, p. 45−61.

d'intellectuels, permet de médiatiser la question des victimes de répression politique[749]. La référence aux accords d'Helsinki est également reprise en Tchécoslovaquie, où des intellectuels signent, également en 1976, la « Charte 77 »[750].
Avec la fondation du KOR, la stratégie privilégiée par ces intellectuels dissidents, dont l'engagement politique initial s'est effectué dans le giron du PZPR, consiste à rechercher un compromis avec le pouvoir en place. Compte tenu de l'échec des mobilisations précédentes, il ne s'agit plus de revendiquer des changements politiques, comme le faisaient les « révisionnistes » en 1956, ou de s'opposer aux mesures adoptées par le gouvernement. Le KOR entend mener des activités qu'il qualifie de « sociales » (aide médicale, assistance à la recherche d'emplois, aide financière, soutien moral) et non de « politiques », une labellisation qui se veut moins hostile au pouvoir en place[751], ce que David Ost nomme « the politics of anti-politics »[752]. En septembre 1977, le nom du Comité évolue d'ailleurs pour devenir « KSS-KOR », soit Comité d'autodéfense sociale – Comité de défense des ouvriers. En apportant une aide juridique aux ouvriers poursuivis en justice, il s'agit de « demander au régime communiste de respecter ses propres lois[753] ». L'action du KOR s'inscrit donc dans le cadre institutionnel de la PRL, ce qui lui vaut un assez large soutien. Ses membres rendent publics leurs noms et adresses, afin de ne pas passer pour des conspirateurs[754]. L'objectif est pourtant bien d'obtenir, à terme, des transformations politiques profondes du régime. Mais, contrairement à la pensée « révisionniste », les conceptions politiques défendues par le KOR ne visent plus à obtenir un changement *dans* le régime, mais un changement *de* régime. Les tenants de cette ligne, favorables à un compromis avec le régime communiste afin d'obtenir des évolutions graduelles, puisent leur inspiration dans les processus de transition démocratique des années 1970, en Espagne et au Portugal[755]. Le KOR préfigure, sur le plan doctrinal, la stratégie qui sera adoptée par *Solidarność*. Le KOR fournira d'ailleurs au syndicat ses experts. Il s'auto-dissout à la veille du premier Congrès de *Solidarność* en 1981, ses membres rejoignant le syndicat.

Cette histoire, esquissée ici à grands traits, est aussi celle d'intellectuels qui, après s'être engagés dans les rangs du PZPR, s'en sont progressivement émancipés : d'abord via le révisionnisme entre 1956 et le début des années 1960 ; puis en prenant le parti d'organiser le changement politique en dehors du Parti, après 1968. L'université de Varsovie occupe une place centrale dans la genèse de cette dissidence intellectuelle. Deux diplômés de la faculté d'histoire, Jacek Kuroń et Karol Modzelewski, publient le 18 mars 1965 une analyse critique du régime de la Pologne populaire, popularisée sous le titre de « Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais[756] ». Kuroń, diplômé en 1957, est instructeur au sein du mouvement scout, où il a contribué à l'émergence d'un courant laïc, en lien avec les organisations de jeunesse du Parti. Il est également affilié à la faculté de pédagogie de l'université. Modzelewski est quant à lui doctorant (médiéviste) et assistant à la faculté d'histoire. Âgés respectivement de 30 et 28 ans, ils ont été exclus du PZPR à la fin de l'année 1964 et

[749] A. Friszke, *Opozycja polityczna w PRL 1945-1980*, *op. cit.*, p. 356.
[750] Georges Mink, *La Pologne au coeur de l'Europe : de 1914 à nos jours*, Paris, Buchet-Chastel, 2015, p. 349.
[751] B.J. Falk, *The dilemmas of dissidence in East-Central Europe*, *op. cit.*, p. 36.
[752] D. Ost, *Solidarity and the politics of anti-politics*, *op. cit.*
[753] G. Mink, *La Pologne au coeur de l'Europe*, *op. cit.*, p. 350.
[754] Ce qui n'empêche pas les services de sécurité d'adopter à l'endroit du KOR une « stratégie de la peur » : mises sur écoute, filatures ostentatoires, perquisitions, interrogatoires, licenciements … mais, contrairement à ce à quoi ils s'attendaient, les membres du KOR ne sont pas arrêtés. Cf. A. Friszke, *Opozycja polityczna w PRL 1945-1980*, *op. cit.*, p. 347−348.
[755] A. Michnik, « Une stratégie pour l'opposition polonaise », art cit, p. 34 ; A. Friszke, *Opozycja polityczna w PRL 1945-1980*, *op. cit.*, p. 370−371.

Modzelewski s'est vu retirer sa bourse doctorale, en raison de leurs activités subversives : avec quelques collègues de l'université, ils ont en effet fondé en 1962 un « Club de discussion politique », dans le cadre duquel ils se sont employés à élaborer une critique marxiste du régime communiste en Pologne. C'est dans le cadre de ce club qu'ils ont rédigé la « Lettre ouverte » [757], dont les sources d'inspiration sont multiples : révisionnisme polonais des années 1956-1957, mais aussi trotskisme et écrits de Milovan Djilas[758]. Cette forme d'opposition à la « ligne du Parti[759] », toujours dirigé par Gomułka, trouve donc son origine, comme le révisionnisme de 1956, au sein des organisations partisanes officielles, où il s'agit de porter la critique du « socialisme réel » au nom de la doctrine marxiste. Il s'agit là, selon Georges Mink, du « dernier avatar d'une critique marxiste du régime communiste[760] ».

La diffusion (par colportage auprès des étudiants de l'université de Varsovie) de la « Lettre ouverte » vaut à ses auteurs un procès et des peines d'emprisonnement. En outre, huit étudiants de l'université de Varsovie, accusés de soutenir les thèses de la « Lettre ouverte », passent en commission de discipline en novembre 1965[761]. Parmi eux se trouve un étudiant de la faculté d'histoire, Adam Michnik, déjà identifié par les plus hautes instances du PZPR comme un opposant politique, qui sera rendu célèbre à l'occasion du mouvement étudiant de mars 1968. A l'occasion de cette commission de discipline, un historien dont la trajectoire et les prises de position ont déjà été abondamment évoquées dans la première partie de cette thèse, Witold Kula, se fait l'avocat de l'un des accusés, Seweryn Blumsztajn, étudiant de la faculté d'économie politique, où Kula est alors enseignant. Le texte rédigé par Kula en défense de Blumsztajn, versé au procès-verbal de la commission disciplinaire, donne une idée du type de critique qu'il est possible d'émettre publiquement dans ce type d'arène, mais aussi

---

[756] Ce titre, qui suggère que la lettre s'adressait aux dirigeants du Parti, est en fait trompeur, la lettre étant adressée aux membres de la cellule de base du PZPR et à ceux de l'Association de la jeunesse socialiste, à l'université de Varsovie.

[757] Pour un résumé en français des thèses défendues dans ce texte, voir le compte-rendu paru dans les *Annales* en 1967 : Pierre-François Souyri, « Sur les difficultés économiques des pays de l'Est », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1967, vol. 22, n° 1, p. 213−216.

[758] Sur les contacts de Modzelewski avec le trotskisme, notamment à l'occasion de ses voyages à l'étranger (il séjourne en Italie en mars 1961 dans le cadre de ses recherches), cf. Jerzy Eisler, *Polski rok 1968* [L'année 1968 en Pologne], Varsovie, IPN, 2006, p. 60−61.

[759] Nous mettons cette expression, omniprésente dans la littérature de l'époque, entre guillemets car la définition d'une telle « ligne » était en soi un enjeu de lutte constant entre les différentes fractions d'un Parti loin d'être homogène. L'expression renvoie donc à des orientations politiques susceptibles de changer dans le temps. Est jugé contraire à la « ligne du parti », par les autorités, tout ce qui s'apparente à une remise en question du rôle directeur du PZPR dans la vie politique.

[760] G. Mink, *La Pologne au coeur de l'Europe*, *op. cit.*, p. 11.

[761] Franciszek Dąbrowski, « Przed marcem. Orzeczenie komisji dyscyplinarnej dla studentów UW z 11 listopada 1965 r. » [Avant mars. La décision de la commission disciplinaire pour étudiants de l'université de Varsovie, 11 novembre 1965] , *Biuletyn Instytutu Pamięci Narodowej*, 2008, 3 (86), p. 77−83.

de la façon dont elle peut être formulée[762]. En conclusion de sa plaidoirie, il justifie ainsi sa proposition de n'infliger qu'un blâme à Blumsztajn, menacé d'exclusion définitive de l'université :

« Disons-le clairement : ils [les étudiants accusés] veulent la même chose que nous tous. Ils veulent ce à quoi aspire toute la nation polonaise, ce à quoi aspirent le gouvernement et le Parti au pouvoir. Ils veulent avant tout une plus forte participation des masses au gouvernement des affaires du pays, ils veulent un accroissement rapide du niveau de vie, ils veulent un rehaussement rapide de la culture des masses, ils veulent davantage de libertés intellectuelles. Ils veulent ce qui est le programme officiel de la Pologne populaire – seulement, avec l'impatience de leur jeunesse, ils veulent cela hic et nunc, immédiatement. Ils sous-estiment les immenses réalisations que nous avons déjà accomplies sur ce chemin, ils sous-estiment les immenses difficultés auxquelles nous faisons encore face sur ce chemin.
J'ai dit qu'ils sous-estiment ce que nous avons déjà accompli sur ce chemin.
Mais gardez à l'esprit que Seweryn Blumsztajn, par exemple, avait dix ans en octobre 1956 et sept au moment du décès de Staline. Il serait bon que les membres de la commission de discipline s'interrogent sur cela un long moment.
Comment un garçon de cet âge peut-il comprendre le chemin vers la démocratie que nous avons parcouru entre 1953 et 1956 ? Sûrement pas en puisant dans ses propres souvenirs. Et s'il n'a pas été instruit de cela par notre propagande et notre système éducatif – ce n'est pas à lui qu'en incombe la faute. Ce n'est pas de sa faute, si nous parlons aussi peu à la jeunesse des erreurs et des perversions de la période précédente, si nous analysons aussi peu leurs causes. Si nous l'avions fait – alors peut-être que l'étudiant Seweryn Blumsztajn et ses camarades auraient mieux compris à la fois la complexité historique du processus, et l'immensité de nos réalisations.[763] *»*

Witold Kula défend ici, dans le langage du Parti (« réalisations » ; « erreurs et perversions »), les agissements d'étudiants dont les aspirations politiques n'entrent pas, selon lui, en contradiction avec le programme du Parti lui-même. Cette argumentation présente des similitudes avec celle qui sera adoptée quelques années plus tard par le KOR, pour qui il s'agit en quelque sorte de prendre au sérieux le discours que le régime tient sur lui-même, de s'opposer à lui sur la base de ses propres textes de loi et des accords internationaux dont il est signataire. Kula fait en outre référence à l'absence de transmission de la mémoire des évènements de 1956, manière de dénoncer les contraintes que fait toujours peser la censure sur l'écriture d'une histoire politique de la Pologne populaire. A l'issue de la commission de discipline, les peines prononcées sont plutôt clémentes : aucun des huit étudiants n'est exclu définitivement de l'université, alors que l'acte d'accusation requérait l'exclusion définitive de quatre d'entre eux, dont Blumsztajn et Michnik. Trois (dont Michnik) sont exclus pour une durée d'un an, trois autres (dont Blumsztajn) font l'objet d'un blâme et deux sont innocentés.

Cet épisode permet d'illustrer le positionnement ambivalent de Witold Kula, un historien qui aura connu en Pologne populaire une carrière universitaire de premier plan, lui valant une renommée internationale en tant que médiéviste, sans jamais être inquiété par le

[762] Witold Kula n'était pas physiquement présent à la commission de discipline, car il recevait à ce moment le doctorat *honoris causa* de l'université de Besançon : sa lettre en défense de Blumsztajn fut lue par son collègue Henryk Greniewski, professeur d'économétrie. Cf. Marcin Kula, « Gra z władzą (przypadek pewnej dyscyplinarki) » [Jeu avec le pouvoir], dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*, Varsovie, Neriton, 2001, p. 303−312.

pouvoir, ce alors même que ses prises de positions publiques lui valent d'être identifié par les services de sécurité et les instances du PZPR comme un sympathisant de l'opposition. Il est au premier rang de ceux qui dénoncent les effets de la politique stalinienne sur la recherche historique, en 1956. Une politique dont il ne peut tout à fait s'exonérer lui-même : bien que n'ayant jamais adhéré au PZPR, il a pris part à la direction de l'Institut de l'histoire de l'Académie des sciences, ainsi qu'aux activités de l'Association des historiens marxistes, au côté des historiens les plus engagés dans le processus de stalinisation de l'enseignement supérieur au début des années 1950. S'il a à plusieurs reprises critiqué ouvertement la « ligne du Parti », Kula l'a toujours fait avec subtilité, sans jamais aller jusqu'à s'engager formellement dans la dissidence. Il est de ce point de vue emblématique de l'attitude d'une génération d'historiens universitaires née au début du 20e siècle, qui aura su trouver sa place dans une discipline en reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, bénéficiant du cadre offert par la Pologne populaire. Une génération, celle de Kula, Gieysztor, Małowist, Manteuffel, dont la trajectoire collective a déjà été abordée dans les chapitres précédents, qui se distingue nettement de celle de Kuroń, Modzelewski, Michnik et autres, formés à la faculté d'histoire de l'université de Varsovie à partir de la seconde moitié des années 1950. Eux aspirent au milieu des années 1960 non pas, comme leurs aînés, à contribuer à une science historique autonome, mais à transformer en profondeur le régime de la Pologne populaire. Ce qui suppose un autre rapport au savoir historique, plus instrumental, la mise en évidence des « falsifications » de l'histoire par le PZPR permettant de délégitimer le régime. Mais cela implique aussi un autre rapport à l'engagement politique, reposant sur la croyance dans le rôle politique des intellectuels, dont la mission serait d'éclairer la masse des citoyens ordinaires sur les réalités du régime communiste :

« The logic underlying Michnik's preference for the educated elite (as the primary agency of change) can be retraced along the following lines: Those who wielded the "power of the spoken and the written word", to borrow Joseph Schumpeter's phrase, were best predisposed to introduce new ideas and alternative concepts into social consciousness. They had access to information unavailable to the public, thus they could better conceptualize the need for profound changes. They brought in strong beliefs about the discrepancy between the unrealized ideas and the existing reality. They combined the ethos of intellectual disobedience, criticism, and moral obligation to "take a stance vis-à-vis the reality", with ethical and political prerogatives.[764] »

Il ne s'agit pas là d'une conception innovante du rôle politique des intellectuels dans le contexte polonais. Michnik se réfère à l'engagement de l'intelligentsia polonaise en faveur de l'indépendance nationale à l'époque des partages, au 19e siècle. Dans le contexte d'un État « périphérique » comme la Pologne[765], critique de l'ordre établi et combat pour

[763] *Ibid.*, p. 312.
[764] Jacek Dalecki, « Historicizing with Adam Michnik », *Constellations*, 1998, vol. 4, n° 3, p. 407.
[765] T. Zarycki, R. Smoczyński et T. Warczok, « The Roots of Polish Culture-Centered Politics », art cit.

l'indépendance nationale sont donc étroitement liés. Les modalités d'engagement des intellectuels dissidents polonais sont proches de celles des « intellectuels critiques universalistes », de par les valeurs universelles défendues (liberté, justice, indépendance), mais empruntent également à la figure de « l'intellectuel collectif », qui inaugure « un nouveau mode d'intervention politique collectif sur la base de travaux scientifiques », selon les modèles définis par Gisèle Sapiro[766]. De fait, leurs actions consistent à mettre en avant leur capital symbolique à travers la signature de pétitions, mais aussi à fonder leur critique du régime de la Pologne populaire sur la base d'un savoir scientifique, notamment à travers l'Association des cours scientifiques (*Towarzystwo Kursów Naukowych*, TKN), étudiée ci-après.

I.1.B. Le « tournant » de 1968 :

L'épisode de la « Lettre ouverte » et ses conséquences à l'université de Varsovie illustre l'agitation que connaît une partie de la jeunesse polonaise dans les années 1960. Une jeunesse contestataire séduite par les thèses de Modzelewski et Kuroń, que beaucoup, comme Michnik, ont connu au sein du mouvement scout laïc. C'est cette jeunesse qui est à l'origine du mouvement étudiant de mars 1968, puis de la fondation du KOR, avant de conseiller les dirigeants de *Solidarność* au cours de la décennie 1980-1989 et de jouer un rôle actif dans la vie politique polonaise après 1989. Ce groupe est aujourd'hui connu en Pologne sous le nom de « *Komandosi* », « les commandos », un nom dont les concernés ne se sont jamais prévalus, attribué par les fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur[767]. Le terme « commandos » aurait été choisi en référence à la réputation qu'avaient ces étudiants d'infiltrer les organisations de jeunesse du Parti, pour y orienter les discussions sur des thèmes politiques jugés subversifs. Parmi ces sujets de discussion, les « taches blanches » de l'histoire polonaise figuraient en bonne place : le pacte Ribbentrop-Molotov de 1939, l'invasion soviétique de septembre 1939, le massacre d'officiers polonais par le NKVD à Katyń en 1940, le rôle des services secrets soviétiques dans la guerre d'Espagne, … autant de sujets rarement ou jamais évoqués dans les publications officielles[768]. Les « *Komandosi* » étaient d'autant mieux préparés à cet exercice, que plusieurs d'entre eux avaient eu l'opportunité de voyager à l'Ouest, ou bien étaient issus de familles de la nomenklatura communiste. Ce qui leur offrait un accès aisé à la revue

[766] G. Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », art cit.
[767] J. Eisler, *Polski rok 1968*, *op. cit.*, p. 56.
[768] *Ibid.*, p. 85.

Kultura, éditée à Paris par des émigrés polonais, ainsi qu'à d'autres écrits publiés à l'Ouest et qui n'étaient alors diffusés en Pologne que dans des cercles restreints[769].

Au sein de la dissidence, Michnik œuvre à un rapprochement entre l'intelligentsia de gauche et l'intelligentsia catholique. Michnik se revendique lui-même de la gauche : ses parents étaient militants communistes et il se réclame pour sa part d'un « socialisme démocratique », qu'il qualifie aussi de « socialisme antitotalitaire », par opposition à ceux qui, au sein de la dissidence, sont partisans de ce qu'il nomme une « restauration capitaliste »[770]. Il publie en 1977 un ouvrage favorable à l'établissement d'un dialogue entre l'Eglise et la gauche, dans lequel il argumente en faveur d'un rapprochement entre les différents courants de l'opposition (« révisionnistes », ex-membres du PZPR, gauche non-communiste, catholiques de gauche), dont il estime que les préoccupations sont très proches les unes des autres[771]. L'enjeu est à la fois de faire converger les oppositions, mais aussi d'offrir au KOR et à la dissidence une façade légale. Les organisations catholiques de gauche (KIK[772] et Znak[773]) sont en effet légales en Pologne populaire, de même qu'un ensemble de publications (l'hebdomadaire *Tygodnik Powszechny*, les mensuels *Więź* et *Znak*). Le soutien de l'Eglise catholique à la dissidence se renforce encore après l'élection d'un pape polonais, Karol Wojtyła (Jean-Paul II), en 1978. Ses pèlerinages successifs en Pologne, en 1979, 1983 et 1987, sont perçus comme des signes de soutien adressés à la dissidence[774].

Ce rapprochement avec l'Eglise catholique n'a rien d'évident compte tenu du profil sociologique des « *Komandosi* » : issus de familles engagées à gauche, socialistes ou communistes, ils sont marqués par cette socialisation. Non-croyants, se référant aux valeurs d'égalité et de justice sociale, ces jeunes considérés comme « éléments antisocialistes » par les instances dirigeantes du Parti et par le ministère de l'Intérieur sont en fait des enfants de l'intelligentsia communiste de l'entre-deux guerres et des premières années de la Pologne populaire[775]. Au mitan des années 1960, l'université de Varsovie est considérée par les autorités comme un foyer du révisionnisme et plusieurs de ses facultés (notamment celles de philosophie et d'histoire) sont placées sous surveillance par les services de sécurité (*Służby Bezpieczeństwa*, SB), qui y recrutent des collaborateurs. L'université compte alors un peu plus de 1600 « travailleurs scientifiques » pour 12 000 étudiants. Le PZPR y compte 345 membres parmi les travailleurs scientifiques (22 %) et 276 parmi les étudiants (2 %), scindés en 18 sections au niveau des facultés. L'association de la jeunesse socialiste (ZMS) compte 2300 étudiants (19 %)[776].

L'année 1968, généralement considérée comme celle du divorce entre les intellectuels et le Parti, a dont été précédée de nombreux signes avant-coureurs, parmi lesquels la publication, en 1964, d'une lettre ouverte de protestation contre la censure et les conditions matérielles d'exercice des métiers de la culture, signée par 34 écrivains et universitaires. Libérés de prison en 1967, Kuroń et Modzelewski prennent une part active dans l'organisation du mouvement de protestation étudiant de mars 1968, particulièrement suivi à l'université de Varsovie. Si ce mouvement tire son origine d'une protestation contre la censure, suite à l'interdiction d'une pièce d'Adam Mickiewicz, *Les Aïeux*, dont la critique du tsarisme passe pour une dénonciation du système soviétique, il s'inscrit plus largement dans une série de manifestations de la jeunesse de part et d'autre du rideau de fer[777]. Une partie des intellectuels se joint à la protestation contre la censure : à la fin du mois de février, l'Association des écrivains polonais dénonce, à travers la censure des *Aïeux*, l'ingérence du pouvoir politique dans la vie culturelle[778]. Les universitaires ayant soutenu le mouvement s'exposent à des sanctions.

---

[769] *Ibid.*, p. 56.

[770] B.J. Falk, *The dilemmas of dissidence in East-Central Europe*, *op. cit.*, p. 169−170.

[771] Adam Michnik, *Kościół, lewica, dialog* [L'Eglise, la gauche, un dialogue], Paris, Instytut Literacki, 1977.

[772] *Klub Inteligencji Katolickiej*, Club de l'intelligentsia catholique, dont plusieurs antennes sont créées, principalement dans les grandes villes, après 1956.

[773] Maison d'éditions fondée en 1959, qui édite le mensuel du même nom.

[774] G. Mink, *La Pologne au coeur de l'Europe*, *op. cit.*, p. 346−348.

[775] Jerzy Eisler note d'ailleurs avec ironie que le passé communiste de ces opposants au régime a été systématiquement rappelé par la direction du Parti, comme si cet engagement était censé les discréditer aux yeux de la société polonaise. Cf. J. Eisler, *Polski rok 1968*, *op. cit.*, p. 58.

[776] Andrzej Friszke, « Nad genezą marca 1968. Konflikt w PZPR na uniwersytecie warszawskim 1965-1967 » [Sur la genèse de mars 1968. Le conflit au sein du PZPR à l'université de Varsovie] dans *Przystosowanie i opór. Studia z dziejów PRL*, Varsovie, Biblioteka « Więzi », 2007, p. 141.

[777] « Mai 68 dans le monde. Le jeu d'échelles », *histoire@politique*, 2008, vol. 3, n° 6 ; Justine Faure et Denis Rolland (dir.), *1968 hors de France : histoire et constructions historiographiques*, Paris, L'Harmattan, 2009. Sur les représentations politiques, sociales et culturelles de la « génération 68 » en Pologne, voir Tom Junes, *Student politics in Communist Poland: generations of consent and dissent*, Lanham, Lexington Books, 2015. Sur le climat politique de 1968 en Pologne et ses liens avec d'autres mouvements de protestation au sein de la jeunesse en Europe occidentale, voir le chapitre sur 1968 in G. Mink, *La Pologne au coeur de l'Europe*, *op. cit.*

[778] J. Eisler, *Polski rok 1968*, *op. cit.*, p. 199.

Si l'heure n'est plus aux procès politiques ni aux purges comme à l'époque stalinienne, le pouvoir cherche, à l'issue du mouvement de mars 1968, à « couper de la jeunesse » les universitaires contestataires. Il s'agit de les isoler en les privant d'enseignement. Parmi ceux qui ont pris le parti des étudiants mobilisés en 1968, l'historien Tadeusz Manteuffel est renvoyé de la faculté d'histoire, mais conserve son poste de directeur de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN)[779], laquelle n'accueille pas d'étudiants. Witold Kula et son épouse, Nina Assorodobraj, sont à l'initiative d'une lettre de protestation contre la répression du mouvement étudiant, signée par 17 universitaires membres du PZPR, dont les historiens Juliusz Bardach, Boguslaw Leśnodorski et Henryk Samsonowicz. Ces formes de répression sont toutefois à comparer avec celles qui frappent au même moment les intellectuels dissidents tchécoslovaques, dont certains sont envoyés aux travaux forcés[780]. Les universitaires polonais échappent à une purge massive. Bien que le PZPR ait identifié, à l'occasion des évènements de mars 1968, un groupe de « révisionnistes » à l'IH PAN (Bronisław Geremek, Jerzy Holzer, Jerzy Jedlicki, Krystyna Kersten, Tadeusz Łepkowski), aucun d'entre eux n'est renvoyé. Ils quittent en revanche le Parti la même année : Jedlicki est le seul à rendre sa carte en mars, mais Geremek, Kersten et Łepkowski l'imitent suite à l'intervention des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Holzer quitte quant à lui le Parti en 1978, mais il est actif au sein de la dissidence avant cette date, publiant notamment sous pseudonyme plusieurs textes consacrés à l'histoire politique de la Pologne au 20e siècle[781]. Ce qui montre encore une fois que la seule appartenance au PZPR est un critère bien insuffisant pour déterminer l'orientation politique des individus en Pologne populaire, l'adhésion au Parti n'étant pas incompatible avec des engagements dissidents, officieux ou non.

La purge antisémite menée par le gouvernement en 1968 est quant à elle plus lourde de conséquences sur le personnel universitaire. Elle est directement liée aux rivalités au sommet du PZPR, où la fraction dirigée par le ministre de l'Intérieur, Mieczysław Moczar, exploite le thème du complot juif au sein de l'appareil d'État, afin d'évincer Gomułka. Les ressorts de cette rhétorique antisémite sont multiples : depuis 1956, la fraction dirigée par Moczar a propagé l'idée selon laquelle les juifs étaient responsables des crimes du stalinisme, mettant en avant la surreprésentation de juifs au sein du ministère de l'Intérieur[782], mais aussi l'origine juive de plusieurs

[779] Tadeusz Paweł Rutkowski, « Władze PRL i historycy. Okres gomułkowski (1956-1970) » [Les pouvoirs de la PRL et les historiens. Période Gomułka], *Biuletyn IPN*, 2008, n° 86, p. 101.

[780] Marcin Kula, « PRL zniuansowany: Wspomnienia historyka z dawnego zakładu pracy » [La Pologne populaire nuancée : les souvenirs d'un historien de son ancien lieu de travail], *Liberté!*, 18 août 2011, n° 29 : http://liberte.pl/category/wydania/numer-29/.

[781] Andrzej Friszke, « Historycy przed przełomem. Z dziejów IH UW 1975-1979 » dans Grażyna Raj et Izabela Komorowska (dir.), *Tradycje i współczesność. Księga pamiątkowa Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego, 1930-2005*, Varsovie, DiG, 2005, p. 574.

[782] Andrzej Paczkowski, « Żydzi w UB: próba weryfikacji stereotypu » [Les juifs au sein de l'office de sécurité. Essai de vérification d'un stéréotype] dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*, Varsovie, Neriton, 2001, p. 192−204.

dirigeants staliniens (comme les frères Berman en Pologne[783]). A ce mythe de la « judéo-commune », qui conserve des partisans jusqu'à aujourd'hui en Pologne, s'ajoute un facteur plus structurel : au sein du PZPR, Moczar et ses fidèles sont surnommés « les partisans », en référence à leur passé de résistants communiste sur le sol polonais au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ils s'opposent aux dirigeants communistes polonais venus d'URSS à la fin de la Seconde Guerre mondiale, dont la plupart sont d'origine juive. Enfin, deux facteurs plus conjoncturels vont favoriser la stigmatisation des « sionistes » en Pologne : la « Guerre des six jours » de juin 1967 d'abord, au cours de laquelle les pays arabes, alliés du camp soviétique, sont battus par Israël ; le mouvement étudiant de mars 1968 ensuite, l'origine juive de certains leaders étudiants (Blumsztajn, Michnik) étant abondamment soulignée par la propagande du Parti[784]. Dans ce contexte, le qualificatif « juif » a peu à voir avec la confession des intéressés[785]. Il faut plutôt raisonner en termes d'origine et parler d' « origine juive » (rappelons que la nationalité juive est officiellement distincte de la nationalité polonaise entre les deux guerres mondiales) que de confession, la plupart des communistes d'origine juive se revendiquant athées. Par ailleurs, la rhétorique antisémite de 1968 est particulièrement extensive, l'accusation de « sionisme » étant parfois proférée sans aucune considération pour la confession de l'accusé. De ce point de vue, « juif » est ici synonyme d'étranger, d' « ennemi de la nation », comme dans la rhétorique de Roman Dmowski, leader du mouvement nationaliste de l'entre-deux guerres.
Conséquence de la purge antisémite de 1968, de nombreux Polonais d'origine juive sont expulsés de Pologne. Leur nombre est estimé à 20 000, dont un quart aurait émigré en Israël[786]. Cette purge touche également les institutions officielles et le PZPR : 6 membres du gouvernement, 97 dirigeants du Parti et plus de 1400 adhérents, essentiellement d'origine juive, sont exclus du Parti. De même, 14 généraux et plus de 200 autres officiers sont démis de leur fonctions. Beaucoup sont expulsés de Pologne au motif de leur supposé « sionisme »[787]. Moczar échoue cependant à prendre le contrôle du Parti et Gomułka reste Premier secrétaire.

Cette purge touche également les historiens, mais dans des proportions moindres que d'autres disciplines comme la philosophie, la sociologie et l'économie[788]. C'est surtout le Département d'histoire du Parti qui est touché : sa direction, essentiellement composée de communistes d'origine juive venus d'URSS après-guerre, est démise de ses fonctions et le Département définitivement supprimé en 1971. En outre, la plupart des chercheurs de l'Institut historique juif (*Żydowski Instytut Historyczny*, ZIH) émigrent[789]. Les évènements de 1968 donnent enfin l'occasion au PZPR d'exclure certains universitaires jugés hostiles, et d'en promouvoir d'autres a priori moins enclins à s'engager dans la dissidence. Les « révisionnistes » identifiés de longue date sont exclus de l'université de Varsovie et passent à l'Ouest : il s'agit des philosophes Leszek Kołakowski, Bronisław Baczko et Krzysztof Pomian, ainsi que du sociologue Zygmunt Bauman[790]. Cet épilogue souligne l'incapacité du PZPR à produire des « cadres scientifiques marxistes » qui lui soient fidèles : Baczko, Bauman, Kołakowski et Pomian ont tous été membres du Parti et, pour certains d'entre eux, formés à l'École des cadres scientifiques du Parti. Les historiens sont en revanche relativement épargnés par ce phénomène. Sans doute parce que les principales figures de la

[783] Marci Shore, « Children of the Revolution: Communism, Zionism, and the Berman Brothers », *Jewish Social Studies*, 2004, vol. 10, n° 3, p. 23−86.
[784] Sur tous ces éléments, cf. J. Eisler, *Polski rok 1968*, *op. cit.*, p. 112 et suivantes.
[785] *Ibid.*, p. 89.
[786] *Ibid.*, p. 130.
[787] Carl Tighe, « Adam Michnik: a life in opposition », *Journal of European Studies*, 1997, vol. 27, n° 3, p. 327.
[788] Andrzej Friszke, « Historia najnowsza i historycy », *Zeszyty Historyczne*, 1981, n° 56, p. 105.
[789] T.P. Rutkowski, « Władze PRL i historycy », art cit, p. 102.
[790] A. Friszke, « Nad genezą marca 1968 », art cit, p. 172−175.

discipline se sont abstenues de prendre position sur les aspects de la politique du Parti qui ne concernent pas directement l'histoire. De fait, les historiens contestataires se recrutent plutôt parmi les étudiants et les assistants : ils n'occupent qu'une place marginale au sein de la discipline. Ils s'exposent par conséquent à des sanctions plus lourdes : ce n'est pas l'exclusion de l'université et l'émigration qui les guettent, mais la prison. En 1969, Michnik, Kuroń et Modzelewski sont condamnés à trois ans de prison pour le premier, à trois ans et demi pour les deux autres. Il s'agit des peines d'emprisonnement les plus lourdes prononcées suite au mouvement de mars 1968. Tous bénéficieront d'une libération anticipée.

Après la création du KOR, en 1976, suivie par celle d'autres organisations dissidentes, apparaissent des dizaines de publications et maisons d'édition clandestines. Le KOR publie à lui seul plusieurs revues et journaux. Ces textes, ronéotypés, tirés à plusieurs milliers d'exemplaires et colportés par des militants, forment un « second circuit de diffusion », des samizdats qui échappent à la censure. Le KOR diffuse progressivement trois périodiques : *Biuletyn informacyjny* (Bulletin d'information), tiré à 6000 exemplaires, *Głos* (La Voix), tiré à 3000 exemplaires et *Robotnik* (l'Ouvrier), destiné aux travailleurs, tiré à 20 000 exemplaires. Le KOR est également à l'origine de la création d'une maison d'édition clandestine, NOWA (*Niezależna Oficyna Wydawnicza*, Maison d'édition indépendante), qui édite des revues mais aussi des livres. L'ambition est de remettre en cause le monopole sur l'information détenu par le régime. L'initiative du KOR n'est pas isolée et bénéficie du soutien de l'émigration polonaise à l'Ouest. La revue *Kultura*, établie à Paris, qui édite également des « Cahiers historiques » (*Zeszyty historyczne*), publie les textes de Polonais en exil, mais aussi ceux de dissidents établis en Pologne, ainsi que des livres qui lui parviennent de Pologne sous forme de manuscrits. La revue *Aneks* et les éditions du même nom, créées par des Polonais juifs émigrés après 1968 (le politiste Aleksander Smolar et le sociologue Jan Tomasz Gross, entre autres) se réclame de la pensée de Leszek Kołakowski et soutient également le KOR[791]. Se met ainsi en place une coopération étroite entre différents secteurs de la dissidence et de l'émigration polonaise, dans le but d'organiser la circulation, en Pologne, de textes dissidents. En vertu de la défense de la « culture nationale » promue dans ces samizdats, ceux-ci accordent une place importante aux thèmes historiques et offrent aux historiens un débouché éditorial affranchi de la contrainte de la censure, dont bénéficieront certains contemporanéistes.

A la fin des années 1970, la dissidence reste avant tout l'affaire des intellectuels. La faculté d'histoire de l'université de Varsovie y tient une place à part. Un « cercle de recherches historiques » y est créé, sous le patronage de l'Association des étudiants socialistes, qui fait office de paravent. Ce club fonctionne comme un lieu de libre parole, sur le principe de l'autogestion étudiante. En apparence apolitique, il organise des excursions et séminaires au cours desquels sont discutées les « taches blanches » de l'histoire polonaise[792]. Les publications de l'émigration polonaise, ainsi que d'autres revues et ouvrages venus de l'Ouest, sont consultables à la bibliothèque universitaire, sur simple autorisation de professeurs qui semblent l'accorder largement[793]. Mais la faculté d'histoire n'est pas qu'un foyer de la dissidence : s'y côtoient, parmi le personnel enseignant, aussi bien des opposants que des dignitaires du régime :

[791] Mikołaj Tyrchan, « "Aneks" - post-March émigré quarterly », *Studia Medioznawcze - Media Studies*, 2009, vol. 2, n° 37.
[792] T. Junes, *Student politics in Communist Poland*, *op. cit.*
[793] A. Friszke, « Historycy przed przełomem », art cit, p. 554.

« La faculté d'histoire de l'université de Varsovie constituait un milieu spécifique : parmi les enseignants se trouvaient d'éminents représentants du PZPR (le professeur Jarema Maciszewski – directeur du Département de la science et de l'éducation du Comité central du PZPR, le professeur Andrzej Bartnicki – directeur adjoint du même Département, le professeur Marian Wojciechowski – secrétaire adjoint du Département des sciences sociales de l'Académie des sciences)[794]*, mais aussi des universitaires contestant la politique du PZPR : certains en étaient membres (Jerzy Holzer, Antoni Mączak, Henryk Samsonowicz) et d'autres non : Barbara Grochulska, Ireneusz Ihnatowicz, Jerzy Skowronek, Andrzej Zahorski, Benedykt Zientara, ainsi qu'une part significative des jeunes travailleurs scientifiques. Dans la seconde moitié des années 1970 sont apparus parmi ces jeunes travailleurs de la faculté des attitudes ouvertement oppositionnelles, en lien avec les activités du KOR et du Mouvement pour la défense des droits de l'Homme et du citoyen.*[795] *»*

Afin de cerner plus finement l'attitude des historiens universitaires vis-à-vis de la dissidence, nous avons cherché à évaluer leur participation aux nombreuses pétitions adressées au pouvoir : quatre d'entre elles ont été retenues, pour l'importance qui leur est aujourd'hui accordée dans l'historiographie et l'amplitude temporelle qu'elles représentent, de la première du type en 1964 (« Lettre des 34 » contre la censure), à la déclaration de soutien aux ouvriers grévistes de Gdańsk, en 1980[796]. La prosopographie des 151 signataires de ces pétitions donne à voir une part importante d'universitaires (43 %). Le reste est essentiellement composé d'écrivains et d'artistes. Les historiens sont bien représentés : 13 % du total et 30 % des universitaires, soit 20 individus. Il s'agit essentiellement de médiévistes et d'historiens de l'art, de la littérature ou des idées. L'histoire est ainsi la discipline universitaire la plus représentée, devant les lettres et la philosophie (plus rarement la sociologie ou l'économie). Les contemporanéistes sont en revanche pratiquement absents, puisqu'ils ne sont que deux sur l'ensemble des signataires. La prosopographie permet en outre de distinguer entre deux types d'engagements intellectuels dans la dissidence : celui des signataires qui sont également actifs au sein d'organisations de la dissidence telles que le KOR (25 %) ou l'Association des cours scientifiques (*Towarzystwo Kursów Naukowych*, TKN) (28 %). Et la grande majorité de ces intellectuels fortement dotés en capital symbolique (« il faut un nom ou un titre pour signer une pétition[797] »), dont l'engagement ne va pas au-delà de la signature de pétitions ou de l'écriture de textes à destination des publications

[794] Il faudrait encore ajouter à cette liste Henryk Jabłonski, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Varsovie, mais aussi, de 1972 à 1985, Président du Conseil d'État et donc chef de l'État polonais, bien que cette fonction ne confère pas, dans le régime politique de la Pologne populaire, un pouvoir supérieur à celui du Premier secrétaire du PZPR.

[795] Tadeusz Paweł Rutkowski, « IH UW w czasach „Solidarności" i stanu wojennego (1980-1983) » [L'institut d'histoire de l'université de Varsovie du temps de Solidarité et de l'état de guerre] dans Grażyna Raj et Izabela Komorowska (dir.), *Tradycje i współczesność. Księga pamiątkowa Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego, 1930-2005*, Varsovie, DiG, 2005, p. 448.

[796] Les pétitions retenues sont les suivantes : « Lettre des 34 » contre la censure (1964) ; « Lettre des 59 » contre la révision constitutionnelle (signée en réalité par 66 personnes, en 1975-1976) ; « Lettre des 14 » dénonçant la répression des ouvriers grévistes (1976) ; « Appel des 64 intellectuels » favorables à l'instauration d'un dialogue avec les ouvriers grévistes de Gdańsk (1980). Le total des signataires est supérieur à 151 individus, car certains d'entre eux ont été signataires de plusieurs de ces pétitions.

[797] G. Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », art cit, p. 21.

clandestines. Ceux qui s'engagent dans les organisations dissidentes sont plus jeunes et en général moins avancés dans la carrière universitaire. L'âge moyen[798] des signataires de ces pétitions ayant participé aux activités de la TKN est ainsi de 51,5 ans (médiane à 50 ans), contre 60,7 ans pour ceux qui n'y ont pas participé (médiane à 62 ans) ; pour le KOR, ces chiffres sont de 54,8 ans (médiane à 50 ans) pour les participants, contre 59,2 ans (médiane à 60 ans) pour les non-participants. Notons encore que les signataires universitaires ont été bien plus enclins à s'investir au sein de l'université clandestine que constitue la TKN (35 %) qu'au sein du KOR (15 %).

Au terme de cet exposé de la place occupée par les historiens dans la dissidence intellectuelle à la veille de la fondation de *Solidarność*, le constat d'une participation significative d'une partie des historiens s'impose. Signe de la centralité qu'occupe la capitale dans la vie intellectuelle polonaise, diplômés et enseignants de la faculté d'histoire de l'université de Varsovie sont nombreux parmi les principaux leaders de la dissidence. Leur rôle se distingue toutefois de celui des philosophes qui, comme Kołakowski ou Baczko, ont réalisé une carrière académique de premier plan (avant de s'exiler) et dont la contribution à la dissidence est celle d'une production doctrinale, analysant les travers du communisme bureaucratique. De leur côté, les jeunes diplômés en histoire tels que Kuroń, Modzelewski, Michnik, Moczulski ou Macierewicz tiennent une place prépondérante dans les comités de rédaction des samizdats, et organisent des groupements dissidents tels que le KOR[799]. Du fait de leur engagement dans ces activités, leur carrière universitaire a été soit empêchée, soit tardive : Modzelewski obtient son doctorat en 1974, dix ans après avoir été renvoyé de ses études doctorales suite à la publication de la « Lettre ouverte » ; Moczulski soutient sur le tard (à 75 ans) une thèse de doctorat en science politique, en 2005. Les universitaires évoqués au cours de la période précédente, Kula, Manteuffel, Gieysztor, Małowist, apparaissent relativement en retrait, se contentant d'un soutien aux étudiants mobilisés et apposant parfois

[798] En 1976 (au moment de la création du KOR).

[799] Moczulski, qui effectue une carrière de journaliste spécialisé (il dirige notamment la rubrique historique de l'hebdomadaire varsovien *Stolica*, de 1961 à 1977), est le porte-parole du Mouvement de défense des droits de l'Homme et du citoyen (*Ruch Obrony Praw Człowieka i Obywatela*, ROPCiO), créé en 1977. Ce mouvement se différencie du KOR en ce qu'il s'inscrit davantage dans une filiation catholique que dans une filiation de gauche (il correspond donc plutôt à la droite de la dissidence, à condition d'employer les catégories de « droite » et de « gauche » en fonction des systèmes de valeurs auxquels se réfèrent les acteurs). Ces différences ont alors une importance secondaire : les désaccords au sein de la dissidence sont minimisés afin de présenter un visage uni face au Parti. Notons encore que Moczulski et Macierewicz partagent une orientation hostile à tout compromis avec le PZPR. Cette orientation concurrente de celle du KOR se donnera à voir au moment des Accords de la Table ronde en 1989, lorsqu'une partie (minoritaire) de la dissidence refusera le principe d'une transition négociée avec le PZPR. Cette polarisation alimente encore de nos jours un conflit récurrent, entre anciens dissidents, autour de l'interprétation de la transition de 1989 (cf. chapitres suivants).

leurs noms sur des pétitions. Quelques figures d'intellectuels engagés dissimulent donc une discipline dont les plus établis ne se sont guère investis au-delà de l'apport de leur capital symbolique. Bronisław Geremek, décrit dans une nécrologie comme « le type même de l'intellectuel engagé[800] », fait ici figure d'exception, en tant qu'universitaire investi dès 1980 dans le Comité d'experts auprès de *Solidarność*. Cet engagement lui vaudra un an d'internement durant l'état de guerre entre 1981 et 1982, une exclusion de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences en 1985 et l'obtention tardive du titre de professeur, en 1989, soit 17 ans après avoir passé son habilitation.

Les historiens les plus engagés dans la dissidence sont bien à la marge du monde universitaire, dominés au sein de l'espace de production historiographique. Des historiens de formation et de vocation[801], mais rarement de profession, empêchés de faire carrière à l'université du fait de leurs engagements politiques, qui sont allés chercher ailleurs, dans les publications et les séminaires clandestins, un autre usage à faire de leur savoir, en lien avec l'action politique. Cela leur a permis d'entreprendre, à leur échelle, la production d'une histoire politique concurrençant le récit officiel, posant ainsi les jalons d'une histoire politique du temps présent affranchie de la contrainte idéologique exercée par le pouvoir – mais pas affranchie pour autant de toute contrainte politique, puisque cette pratique de l'histoire se veut avant tout militante. A l'image des conceptions qui président aux activités de la TKN, fondée par des membres du KOR en 1977.

I.2. « L'université volante » : une histoire dissidente sans historiens ?

Il s'agit d'interroger ici la signification de l'expérience de l'Association des cours scientifiques (TKN), popularisée sous le nom d' « université volante », en référence à une université informelle et secrète fondée à Varsovie (alors sous domination russe) à la fin du 19e siècle. L'analogie revendiquée avec l'université va bien au-delà de la dénomination : outre des enseignements, la TKN met en place une « Caisse d'assistance scientifique », fonds permettant de financer des études doctorales[802], mais aussi des publications scientifiques ou

[800] Anne Dulphy et Christine Manigand, « Bronisław Geremek », *Histoire@Politique*, 2010, n° 6, p. 13.
[801] Alors qu'il n'a jamais occupé la moindre position universitaire, ni même entamé de doctorat, Michnik est systématiquement présenté, dans les notices biographiques, comme « historien », de même que Kuroń.
[802] Au cours de ses quatre années d'existence, la TKN délivrera néanmoins quelques doctorats, comme celui d'Aleksander Hall, l'un des principaux militants du ROPCiO, consacré à la « Pensée politique polonaise au tournant des 19e et 20e siècles », réalisé sous la direction de Marcin Król, philosophe et historien des idées alors

de vulgarisation, voire des manuels scolaires alternatifs. Les règles d'attribution de ces financements imitent les procédures académiques, avec évaluation des dossiers de candidature par un panel d'experts et prise de décision par un conseil scientifique. L'objectif de cette caisse d'assistance est de financer les travaux de chercheurs sanctionnés pour des motifs extrascientifiques, mais aussi de permettre aux étudiants exclus de l'université d'achever leurs études[803]. Engagement politique et travail scientifique (ou intellectuel) sont donc étroitement liés au sein de la dissidence intellectuelle. De fait, les acteurs investis au sein de la TKN n'entendent pas faire autre chose que ce qui se pratique au sein de l'université, mais ils entendent le faire mieux, au nom d'une science qui se veut autonome du contrôle étatique. Pour autant, cette conception du travail intellectuel ne saurait se réduire à celle d'une reproduction des formes universitaires, dans un cadre affranchi de ce contrôle. Il s'agit d'un modèle alternatif de production et d'échange des savoirs, au service non pas tant de la production d'une science autonome, que de la formation d'une intelligentsia conçue comme une élite éduquée et critique, dont la fonction assumée est de participer à la lutte pour la défense de la « culture nationale ».

Il s'agit, en s'intéressant d'abord aux profils de ses membres, dans cette sous-partie, puis à ses activités en rapport avec la production d'un récit historique alternatif, dans la sous-partie suivante, de montrer comment la TKN entend réaffirmer l'autonomie du savoir scientifique vis-à-vis de la contrainte du pouvoir politique. La contrainte dont il convient de s'affranchir, pour les membres de la TKN, est avant tout celle qu'exerce la censure. D'où l'idée d'organiser, clandestinement, des cours privés, délivrés dans des appartements particuliers, souvent au domicile de l'enseignant. La volonté de qualifier cette initiative dans un langage qui est celui du monde académique (« université volante » ; « cours scientifiques »), dénote une volonté de l'inscrire non pas dans le champ politique (la TKN, bien qu'initiée par des membres du KOR au premier rang desquels Kuroń et Michnik, ne se définit pas comme une organisation dissidente), mais dans celui de l'éducation et de la recherche. Pour autant, elle poursuit bien, au nom de la liberté d'enseignement et de recherche, des objectifs qui remettent en cause l'organisation de la politique universitaire en Pologne populaire. En cela, l'engagement d'universitaires et d'intellectuels dans la TKN peut être qualifié de militant.

---

en poste à l'Académie des Sciences. Ce doctorat n'a d'autre valeur que symbolique et Hall en obtiendra un autre en 2004 à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, consacré cette fois à la pensée politique de Charles de Gaulle.

[803] Ryszard Terlecki, *Uniwersytet Latający i Towarzystwo Kursów Naukowych 1977-1981* [L'université volonte et l'Association des cours scientifiques], Varsovie, Instytut Europejskich Studiów Społecznych, 2000, p. 128.

Trois raisons fondent à nos yeux la pertinence d'une étude de cas centrée sur la TKN. Premièrement, la TKN se présente comme une alternative à une université jugée trop soumise au contrôle de l'État-Parti pour être en mesure de garantir la production d'un savoir autonome, en particulier dans certaines disciplines, dont l'histoire contemporaine. De ce fait, il est possible d'étudier, à partir de la TKN, non seulement les logiques de production et les contenus d'une histoire qui se veut alternative, mais aussi les divisions qui traversent et structurent le monde académique, entre un pôle dissident, qui choisit d'enseigner en-dehors de l'enceinte universitaire, et un pôle qui refuse cette démarche, jugée militante. Ces deux pôles s'opposent sur la définition de l'autonomie de la science. Deuxièmement, la TKN offre la forme la plus institutionnalisée d'une série d'initiatives ayant pour but la popularisation d'une histoire « libre », c'est-à-dire affranchie de la censure et de l'idéologie du Parti. En cela, elle est caractéristique d'une pratique de l'histoire répandue dans la dissidence polonaise. Compte tenu du retour aux « traditions nationales » ou « patriotiques » dont elle se réclame, cette pratique incarne une autre forme d'hétéronomie des discours sur l'histoire. De la fin des années 1970 à l'introduction de l'état de guerre, qui met fin à l'essentiel des activités dissidentes en décembre 1981, de nombreuses initiatives visent en effet à la vulgarisation d'une histoire affranchie du contrôle de l'État-Parti : à partir du milieu des années 1970, certains membres de la future TKN organisent déjà, dans leurs appartements privés, des cours d'histoire contemporaine de la Pologne ; le Club de l'intelligentsia catholique (KIK) organise de son côté des séminaires consacrés à l'histoire de la PRL, et le Mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen (ROPCiO) des clubs de discussion libre[804]. Par la suite et jusqu'à 1989, des cours et conférences « libres » sont organisés dans les Eglises, mais aussi dans les comités locaux d'étudiants ou de travailleurs organisés en collectifs autonomes. Autogestion et volonté d'accéder à un savoir autonome de la contrainte d'État vont donc de pair dans la dissidence polonaise. En tant qu'organisation plus institutionnalisée annonçant publiquement la tenue de ses cours et publiant régulièrement des communiqués, la TKN a laissé davantage de traces de cette histoire que d'autres initiatives. Nous avons pu consulter les archives de la TKN conservées au centre Karta de Varsovie, dédié à la conservation des archives des organisations dissidentes. Enfin, relativement peu de travaux ont été consacrés jusqu'à présent à la TKN. L'ouvrage de référence sur le sujet est celui de Ryszard Terlecki[805]. L'institut de la mémoire nationale (IPN) a publié un tome de sources regroupant 163

[804] Łukasz Kamínski et Grzegorz Waligóra (dir.), *Kryptonim « Pegaz »: Służba Bezpieczeństwa wobec Towarzystwa Kursów Naukowych 1978-1980* [Les services de sécurité face à l'Association des cours scientifiques], Varsovie, IPN, 2008, p. 32.
[805] R. Terlecki, *Uniwersytet Latający i Towarzystwo Kursów Naukowych 1977-1981*, *op. cit.*

documents d'archives issues des services de sécurité (SB) et concernant la surveillance de la TKN. Celle-ci fait également l'objet de développements intéressants dans le livre qu'a consacré Andrzej Friszke à l'histoire de l'opposition politique en Pologne populaire[806]. Toutefois, ces publications sont généralement assez descriptives et ont le plus souvent tendance à se focaliser sur la répression des cours clandestins par les SB. Du fait même de leur origine, les documents publiés par l'IPN nous en apprennent très peu quant au contenu des enseignements de la TKN, ou sur les conceptions politiques des enseignants. Les archives conservées au centre Karta, si elles comprennent elles aussi un grand nombre de documents consacrés à la perturbation des cours par des groupes d'étudiants pilotés par le PZPR ou par les SB et les forces de police, permettent d'accéder à d'autres informations grâce aux plans de cours, communiqués et publications conservés. En focalisant notre attention sur la conception du savoir et de l'histoire qui prévaut au sein de l'organisation, ainsi que sur la place qu'y tiennent les historiens (universitaires ou non), il nous est possible d'enrichir la littérature existante.

I.2.A. Contester l'université au nom de la science :

Fonctionnant d'abord sous le nom d' « université volante » durant un semestre, puis sous la forme de l'Association des cours scientifiques, la TKN est active quatre ans durant, de novembre 1977 à décembre 1981. Sa création formelle, le 22 janvier 1978, est annoncée par la publication d'une déclaration fondatrice, signée par une soixantaine d'intellectuels, essentiellement universitaires. Elle réduit ses activités suite à la légalisation de *Solidarność*, en août 1980, et disparaît avec l'état de guerre, la criminalisation de l'opposition rendant impossible l'organisation de cours clandestins.

[806] Voir le chapitre qu'il consacre à la dissidence intellectuelle : A. Friszke, *Opozycja polityczna w PRL 1945-1980, op. cit.*, p. 490−525.

Encadré 12. Déclaration fondatrice la TKN, 22 janvier 1978[807]

« Nous soussignés, donnons naissance à l'Association des cours scientifiques.
De par cette initiative, nous souhaitons aboutir à l'élargissement, l'enrichissement et l'accompagnement des connaissances qui, depuis un certain temps, sont revivifiées dans les milieux de la jeunesse étudiante et de la jeune intelligentsia en Pologne. Ces aspirations sont particulièrement vivantes dans le domaine des sciences sociales et humaines. Elles naissent du besoin de comprendre l'époque et la société dans laquelle nous vivons, ainsi que de la volonté d'approfondir la connaissance de soi-même.
Aussi bien cette revivification intellectuelle que ses motivations sont des phénomènes extrêmement précieux socialement. Sans recherche de la vérité sur le monde et sur soi-même, il n'est pas possible de former des comportements créatifs, citoyens et autonomes. Afin de former de tels comportements, l'obtention de qualifications spécifiques ne suffit pas. La compréhension de l'ensemble de la vie sociale est également nécessaire, tout comme une large connaissance de la genèse historique du jour présent dans toutes ses dimensions.
Nulle part au monde, le système scolaire n'est en mesure de faire face aujourd'hui à ce besoin. Orienté avant tout pragmatiquement, il favorise – aussi bien dans l'enseignement que dans la recherche – un rétrécissement vers la spécialisation la plus étroite. […] Il convertit l'intellectuel en exécutant de tâches, à la formulation desquelles non seulement il ne participe pas, mais à laquelle il ne peut même pas sensément participer – précisément du fait de sa spécialisation professionnelle étroite – puisqu'il n'est pas en état de comprendre leur caractère et leurs conséquences. La structure du pouvoir politique dans notre pays approfondit cela dangereusement. Ceci porte dommage à la société, à sa science et à sa culture. La jeunesse est celle qui le ressent le plus profondément. C'est pour cela qu'elle cherche à assouvir ses besoins, en prenant des initiatives d'auto-éducation.
Les insuffisances de l'enseignement officiel ainsi que les limitations politiques et idéologiques de la liberté scientifiques sont connues et critiquées depuis des siècles. Cherchant à y remédier, les sociétés ont créé et créent des institutions ainsi que des formes d'enseignement et d'auto-éducation en-dehors des systèmes de l'enseignement officiel. A cet égard, l'histoire de la science et de l'éducation en Pologne a pour sa part les traditions illustres de plusieurs associations éducatives, « l'université volante[808] », le « Guide de l'autodidacte[809] » ou encore l'Université polonaise libre[810] de l'entre-deux guerres.
Conscients de cette tradition ainsi que des besoins contemporains, nous nous présentons avec notre initiative, qui a pour but d'aider tous ceux qui, à travers l'auto-formation, sont désireux d'enrichir leurs connaissances. Dans la mesure de nos moyens, nous voulons apporter nos conseils, nos informations et notre aide aussi bien didactique que scientifique, à tous ceux qui souhaiteront se tourner vers nous. La Commission programmatique que nous mettons en place prendra sur elle la responsabilité substantielle du niveau et des programmes de nos activités, de nos méthodes et directions, de la liberté de discussion et d'enquête.
L'ébauche de ces activités est constituée par le travail d'un groupe d'autodidactes, qui au cours de l'année académique en cours étudient et étudieront des questions choisies en histoire, sociologie, économie, littérature, philosophie et pédagogie. Les enseignements sont ouverts à tous et gratuits. Y participent des étudiants et des diplômés issus de presque tous les cursus d'études, ainsi que des enseignants travaillant de façon désintéressée. Bien que la participation à cette auto-formation n'ouvre aucun droit et ne procure aucun diplôme, l'intérêt de la jeunesse [pour cette formation] est sérieux, ce qui confirme la demande sociale pour de telles activités.
Nous menons notre entreprise avec la conviction qu'une action de ce genre est aujourd'hui urgemment nécessaire. Nous avons subordonné le développement de cette initiative à son adoption par la jeunesse étudiante elle-même, ainsi qu'au soutien de la société. »

[807] Karta, AO IV/128.1, document 2 : « Deklaracja TKN » [Déclaration de la TKN], 22 janvier 1978.
[808] Université clandestine fondée en 1885 à Varsovie, alors sous domination russe, où il n'existe pas d'université polonaise. Ses activités se sont poursuivies en 1905 sous le nom d'Association des cours scientifiques (TKN).
[809] Dans le même esprit que l' « université volante », il s'agit d'une encyclopédie en plusieurs tomes présentant différents domaines du savoir, éditée à la fin du 19e siècle dans le but d'offrir aux Polonais privés d'enseignement supérieur dans leur langue nationale, la possibilité de s'auto-former.
[810] Université spécialisée en sciences sociales et délivrant des diplômes équivalents à ceux des universités, qui prend le relais des universités clandestines dans la Pologne nouvellement indépendante après 1918. Ouverte à tous ceux qui sont âgés d'au moins 17 ans, elle poursuit l'œuvre des universités clandestines en offrant des enseignements gratuits le dimanche. Elle se distingue des autres établissements supérieurs de par la population accueillie, qui compte une forte proportion de femmes et de juifs, très peu nombreux dans les autres universités.

La déclaration fondatrice de l'association, reproduite intégralement ici, mérite un commentaire, tant elle se distingue d'autres textes produits à la même époque et sur le même sujet par les organisations dissidentes. Constatant la demande sociale de connaissances émanant d'une jeunesse présentée comme assoiffée de savoir, les signataires prennent le soin de décrire ce désir d'apprendre comme désintéressé et apolitique : un enjeu consensuel et philosophique, voire existentiel (la recherche de « la vérité sur le monde et sur soi-même »). Dans le texte de la déclaration, cet enjeu n'est jamais lié à des questions politiques : la vérité qu'il s'agit de rechercher n'est pas dissimulée par un pouvoir autoritaire. Si le système éducatif est critiqué pour ses manquements, la faute n'en incombe pas au régime de la Pologne populaire : « Nulle part au monde, le système scolaire n'est en mesure de faire face aujourd'hui à ce besoin » ; « Les insuffisances de l'enseignement officiel ainsi que les limitations politiques et idéologiques de la liberté scientifiques sont connues et critiquées depuis des siècles ». Autrement dit, le problème de la formation de la jeunesse à une forme d'autonomie de pensée n'est propre ni à la Pologne, ni au système de type soviétique, mais se pose partout et de tout temps. La seule allusion au régime de la Pologne populaire, « La structure du pouvoir politique dans notre pays approfondit cela dangereusement », demeure évasive et n'est jamais développée. La rédaction d'un document de 1979, présentant les activités de la TKN, est encore plus explicite. Elle intervient après que plusieurs de ces cours clandestins aient été interrompus suite à l'intervention des forces de l'ordre :

« La liberté d'enseignement et de discussion ainsi que la prise d'initiatives, en accord avec la Constitution de la République populaire de Pologne et les accords internationaux concernant les droits de l'Homme ratifiés par la Pologne, ne constituent pas une menace pour l'ordre social, mais au contraire elles le renforcent, en le soutenant sur la base de règles éthiques et sages.[811] *»*

A la lecture de sa déclaration fondatrice, la TKN se présente donc comme une association d'enseignants, de chercheurs et de lettrés, mobilisés en faveur d'une éducation qui forme des hommes et des esprits plutôt que des travailleurs d'exécution, dénonçant le rétrécissement de système éducatif vers « la spécialisation la plus étroite ». La référence à la « tradition » nationale d'éducation populaire, clandestine et légale, « en dehors de l'enseignement officiel », vise à rattacher la TKN à des expériences connues, renvoyant à des mobilisations en faveur d'un enseignement et d'une culture indépendants de l'État. S'il est possible d'y lire, entre les lignes, une critique de la censure et de l'idéologisation de l'enseignement supérieur

[811] Archives Karta, AO IV/128.1, document 32 : « Informator TKN (rok 3): plan odczytow i seminariow w Warszawie w roku 1979/1980 » [Informateur sur la TKN, troisième année : plan des conférences et des séminaires organisés à Varsovie pour l'année 1979/1980], 1979.

et de la recherche, le texte de la déclaration est bien plus mesuré que d'autres textes équivalents, ainsi que le relève Ryszard Terlecki :

« La déclaration avait été formulée avec prudence, de façon à ne pas offrir de prétexte facile à une répression. Il n'y était pas fait mention du pouvoir totalitaire, des falsifications communistes de la science, des mensonges dans les manuels et dans les enseignements officiels, des répressions à l'encontre des étudiants et des scientifiques, de la censure et de l'isolement vis-à-vis du monde libre. L'intention des auteurs était d'acquérir le plus grand nombre de signatures parmi les personnes jouissant d'une certaine autorité scientifique ou bien connus de par leurs écrits. De ce fait, la déclaration fondatrice de la TKN se distinguait des autres documents émis à cette époque par l'opposition politique.[812] *»*

En effet, si le souci de l'indépendance de la science est alors communément partagé au sein de la dissidence, les prises de position rendues publiques par certaines organisations dissidentes dans les mois qui précèdent la création de la TKN sont bien plus directes. Dans le dixième point de son programme, révélé au printemps 1976, l'Entente pour l'indépendance de la Pologne (PPN) affirme :

« Le développement de la science polonaise a été freiné au cours des dernières années par les ingérences impitoyables des organes du Parti et du Ministère de l'Intérieur dans le travail des universités et de l'Académie des Sciences. On impose des plans de travail, on restreint la liberté de recherche et d'enseignement, on remplace les directeurs de centres scientifiques par des exécutants dociles, révocables selon les caprices du pouvoir, on espionne les étudiants, on harcèle les employés de la science les plus courageux. Ceci cause des pertes à la culture et à l'économie nationale et il en résulte que la science polonaise reste à la traîne de la science mondiale.
Les universités polonaises doivent retrouver leur autonomie. L'élection des pouvoirs académiques devrait se tenir sans aucune sorte de pression politico-policière. L'Académie des sciences doit recouvrer le statut de corps autonome, composé d'universitaires ayant fait preuve des meilleures réalisations et de la plus haute autorité.[813] *»*

De telles déclarations interviennent dans un contexte caractérisé à la fin des années 1970 par une plus grande tolérance du pouvoir vis-à-vis de l'opposition politique. En effet, Edward Gierek, qui a remplacé Władysław Gomułka au poste de Premier secrétaire du PZPR en 1970, mène une politique économique fortement dépendante des crédits occidentaux. Afin de préserver de bonnes relations avec ses créanciers, Gierek applique une politique moins répressive à l'égard des oppositions, qui bénéficient d'une publicité et d'un soutien à l'Ouest. La création de la TKN, en particulier, est relayée par des intellectuels occidentaux qui publient au mois de janvier 1980, dans *The New York Review of Books*, un appel en faveur de la liberté d'enseignement en Pologne[814]. Ryszard Terlecki décrit ainsi le climat de la fin des années 1970 :

« Pour des actes qui du temps de Bierut auraient valu à leurs auteurs la peine de mort, et du temps de Gomułka une longue peine de prison, on était au milieu des années 1970 menacé le plus souvent d'un licenciement ou

[812] R. Terlecki, *Uniwersytet Latający i Towarzystwo Kursów Naukowych 1977-1981*, *op. cit.*, p. 42.
[813] Cité in R. Terlecki, *Uniwersytet Latający i Towarzystwo Kursów Naukowych 1977-1981*, *op. cit.*, p. 178.
[814] Cet appel sera notamment signé par trois prix Nobel (Henrich Böll, André Lwoff et Gunnar Myrdal), ainsi que plusieurs intellectuels polonais émigrés après mars 1968 : Adam Baczko, Zygmunt Bauman, Maria Hirszhowicz, Leszek Kołakowski, Krzysztof Pomian. Cf. Łukasz Kamínski et Grzegorz Waligóra (dir.), *Kryptonim « Pegaz »*, *op. cit.*, p. 40.

d'un renvoi d'études, d'une arrestation pour 48 heures, d'une perquisition d'appartement ou d'une surveillance démonstrative.[815] »

Pour autant, l'idée de donner des cours supposés pallier les insuffisances de l'enseignement supérieur officiel en abordant précisément les sujets qui, en histoire et dans d'autres disciplines, font l'objet d'une censure, ne suscite pas facilement l'adhésion des universitaires en poste. Dans une interview accordée à un journal étudiant et jamais publiée du fait de la censure, l'historien Jerzy Jedlicki souligne le fort intérêt des étudiants pour ce type d'enseignement, conçu comme une réponse à la demande incarnée par les discussions organisées par les Comités étudiants de Solidarité (SKS)[816]. Il admet cependant que la TKN n'a pu fonctionner qu'avec le concours d'un nombre restreint d'enseignants :

« Il n'y avait pas beaucoup de volontaires pour ce travail quand même assez risqué. En comptant ceux qui donnaient seulement un cours unique et pas un cycle permanent, nous étions environ une vingtaine à Varsovie, et peut-être une dizaine de plus dans toute la Pologne. Parfois il était difficile de trouver des enseignants compétents […].[817] »

Adam Michnik décrit pour sa part en ces termes la position de la TKN vis-à-vis des institutions universitaires :

« Ces institutions offrent tout de même à beaucoup de gens des perspectives tellement attractives que la crainte de les perdre est compréhensible et souvent justifiée. La TKN a donc actuellement une position bien plus faible face aux institutions officielles de la culture polonaise que la TKN du début du 20e siècle. Et par conséquent, elle a aussi un moindre soutien de la part du milieu scientifique et de l'intelligentsia, et une popularité considérablement plus faible auprès des étudiants.[818] »

De fait et comme l'assume Jedlicki, la création de la TKN se donne aussi à voir comme un acte de défiance à l'égard de l'université :

« Nos enseignements étaient une charge à l'encontre du système pédagogique scolaire et universitaire. Si ce système avait été bon, nous n'aurions rien eu à faire. Tout le monde critiquait l'école et leur critique n'allait pas au-delà des mots. Quant à nous, nous avons prouvé qu'il était possible de faire quelque chose, afin de s'opposer à un abrutissement prolongé de la jeunesse. […][819] »

Qui sont, dès lors, les enseignants de la TKN ? Ryszard Terlecki comme Andrzej Friszke soulignent qu'ils sont pour la plupart universitaires, sympathisants de la dissidence intellectuelle (plusieurs d'entre eux ont par exemple publié dans les revues catholiques *Znak*, *Więź* ou *Tygodnik Powszechny*), sans être pour autant identifiés comme opposants politiques,

---

[815] R. Terlecki, *Uniwersytet Latający i Towarzystwo Kursów Naukowych 1977-1981*, *op. cit.*, p. 12−13.

[816] Karta, AO IV/128.1, document 68 : « Rozmowa Miroslawa Kowalskiego z Jerzym Jedlickim o dzialalnosc TKN-u » [Entretien de Mirosław Kowalski avec Jerzy Jedlicki sur le fonctionnement de la TKN], non daté, vraisemblablement publié après la cessation des activités de la TKN (fin 1981 ?), l'entretien étant entièrement rédigé au passé. Les Comités étudiants de solidarité, dont le premier est créé à Cracovie en 1977, sont des organisations de discussion libres, autonomes du Parti et souvent proches du KOR.

[817] *Ibid*.

[818] Karta, AO IV/128.1, document 55 : Adam Michnik, « Uwagi o dzialalnosci TKN » [Remarques sur les activités de la TKN], 1980.

[819] Karta, AO IV/128.1, document 68 : « Rozmowa Miroslawa Kowalskiego z Jerzym Jedlickim o dzialalnosc TKN-u ».

à l'exception notable d'Adam Michnik et Jacek Kuroń, mais aussi de Władysław Bartoszewski[820]. Ce dernier, qui enseigne l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de l'occupation à l'université catholique de Lublin de 1973 à 1982, est davantage journaliste ou essayiste qu'universitaire (il est d'ailleurs diplômé en philologie et non pas en histoire). Contrairement aux « *komandosi* », Bartoszewski n'est pas issu de la gauche, puisqu'il est plutôt associé aux milieux catholiques, ayant longtemps été collaborateur du journal *Tygodnik Powszechny*.

Or, ce sont précisément Bartoszewski et Michnik qui assurent les enseignements en histoire contemporaine parmi l'offre de formation de la TKN : Bartoszewski pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, Michnik pour celle de la Pologne populaire. Si la TKN symbolise la contribution des universitaires à la dissidence, l'absence de contemporanéistes en son sein, ce alors même que l'histoire contemporaine occupe une place de choix dans son offre de formation, renseigne sur la singularité de cette spécialité en Pologne populaire.

I.2.B. Des intellectuels engagés :

Ce constat peut être systématisé à partir d'une étude prosopographique portant sur 90 individus, dont 19 femmes, membres et enseignants de la TKN, mais aussi sympathisants de l'organisation ayant publicisé leur soutien en signant la déclaration fondatrice, sans pour autant participer directement à ses activités. Comme dans le cas du KOR, la stratégie de la TKN, à sa création, consiste à rendre publics les noms de ses soutiens, pour la plupart des intellectuels de renom dont certains sont connus à l'Ouest, sans pour autant être identifiés comme des opposants actifs et explicites[821]. Cette stratégie de mise en avant du capital symbolique d'intellectuels soutenant l'organisation a pour but de rendre plus délicates tant l'assimilation de l'organisation à une forme d'opposition politique que l'arrestation de ses membres. Les individus étudiés ont été identifiés à partir de la liste qu'en donne Ryszard Terlecki en annexe de son livre[822], complétée par celle des signataires de la déclaration fondatrice de la TKN, consultée aux archives du centre Karta[823]. Nous avons ensuite cherché à renseigner un ensemble d'indicateurs sociographiques (plus d'une trentaine) portant

[820] Plusieurs fois arrêté et emprisonné entre la fin des années 1940 et le milieu des années 1950, en tant que militant du Parti populaire polonais (PSL), il fait en outre l'objet d'une interdiction de publication de 1970 à 1974, ainsi que d'autres mesures répressives (suspension de passeport, perquisitions, etc.).
[821] T. Junes, *Student politics in Communist Poland*, *op. cit.*
[822] R. Terlecki, *Uniwersytet Latający i Towarzystwo Kursów Naukowych 1977-1981*, *op. cit.*

sur le profil et la carrière de ces individus : âge, études, carrière professionnelle et surtout universitaire, engagements politiques et dissidents. Les informations ont été collectées à partir de différentes notices biographiques, issue du livre de Terlecki, mais aussi de l'encyclopédie en ligne de *Solidarność*, réalisée par des historiens de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), de l'encyclopédie en ligne *Wikipedia* et du dictionnaire biographique de l'opposition politique en Pologne populaire, édité par le centre Karta[824]. Ce travail permet de mieux cerner la place des historiens, qu'ils soient ou non universitaires, dans la TKN.

Les historiens de formation apparaissent d'abord peu nombreux (11 individus). Ils font jeu égal avec les diplômés en philosophie et sociologie, mais sont supplantés par les littéraires[825], deux fois plus nombreux, et les scientifiques[826]. A noter que la totalité des 90 individus a effectué des études supérieures et que près des deux tiers ont obtenu un doctorat, ce qui atteste du fait que cette mobilisation est avant tout le fait d'intellectuels et d'universitaires.

Tableau 25. Type d'études des membres et sympathisants de la TKN

Type d'études	Arts	Droit	Economie	Histoire	Lettres	Sciences et mathématiques	Philosophie	Sociologie	**Total**
Effectif	**5**	**5**	**8**	**11**	**23**	**16**	**11**	**11**	**90**

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Lecture : Parmi les membres et sympathisans de la TKN, cinq ont effectué des études d'arts.

Les historiens sont en revanche mieux représentés parmi les universitaires : ils sont les plus nombreux, avec 16 individus (cf. tableau 26). Ce qui s'explique par le fait que certains d'entre eux n'ont pas été formés en histoire, mais surtout par le fait qu'ils sont souvent spécialisés dans des domaines (histoire de la littérature, des idées, de l'art) qui recrutent souvent parmi les diplômés d'autres cursus en sciences humaines (lettres, philosophie, etc.). Un seul de ces historiens universitaires, Jerzy Holzer, est contemporanéiste, mais il n'enseigne pas dans le cadre de la TKN. La catégorie « écrivain, journaliste » peut paraître englobante, mais elle correspond bien à des identités professionnelles hybrides, les deux dimensions étant souvent liées : beaucoup d'écrivains, d'essayistes, de poètes, de traducteurs sont en même temps

[823] Cette vérification a permis d'ajouter les noms de trois personnes absentes du décompte de Terlecki : Bohdan Cywiński, personnage pourtant central de l'histoire de la TKN, Miroslawa Chamcowna et Izydora Dambska.
[824] Jan Skórzyński, Paweł Sowiński et Małgorzata Strasz, *Opozycja w PRL: słownik biograficzny 1956-89*, Varsovie, Karta, 2000, 3 volumes.
[825] Ecrivains, critiques littéraires, acteurs de cinéma ou de théâtre.
[826] Biologistes (beaucoup d'agronomes) et ingénieurs, essentiellement.

critiques littéraires, membres de rédactions de revues littéraires, feuilletonistes, etc.[827]. C'est dans cette catégorie que se trouvent en outre les profils les plus militants, dont l'essentiel de l'activité à l'époque de la PRL a consisté à publier des textes, articles ou essais (Tadeusz Mazowiecki, Adam Michnik, Jacek Kuroń). Les professions scientifiques sont bien représentées, notamment du côté des soutiens de la TKN : la plupart d'entre eux ont exercé des responsabilités académiques, une information qu'il faut lire en lien avec la volonté du KOR et de la TKN d'obtenir le soutien de personnalités issues des mondes de la science ou de la culture, fortement dotées en capital symbolique. Ainsi, tous les biologistes (sauf un) ont occupé des responsabilités dans la direction d'universités ou de laboratoires, ce qui est le cas de seulement quatre historiens. Force est de constater que la TKN mobilise exclusivement des gens de sciences ou de lettres, exerçant soit à l'université, soit dans les monde de la culture. Deux tiers de la population (60 individus) a pour activité principale celle d'universitaire. Parmi les autres, essentiellement journalistes, artistes ou écrivains, huit ont enseigné, au titre d'activité secondaire, souvent à l'université.

Tableau 26. Profession exercée par les membres et sympathisants de la TKN[828]

Profession	Effectif
Ecrivain, journaliste	26
Artiste	3
Historien	16
Philosophe	7
Sociologue	11
Economiste	8
Mathématicien	5
Biologiste	6
Autre universitaire (humanités)	4
Autre universitaire (sciences)	3
Responsable politique	1
Total	**90**

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Lecture : Parmi les membres et sympathisants de la TKN, 26 exercent la profession d'écrivain ou de journaliste.

Cette intelligentsia rassemblée dans le cadre de la TKN est essentiellement varsovienne, employée à l'université (11) ou à l'académie des sciences (21). Un individu sur

[827] On retrouve une tension entre l'art pour l'art (marché restreint) et la grande production « orientée vers la satisfaction des attentes du public », cf. Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992, en particulier le passage consacré à « l'art et l'argent » p. 204−210.
[828] L'indicateur concerne la profession en 1976 ou bien, dans le cas des retraités et émigrés, la principale profession exercée.

deux (44) travaille à Varsovie, auxquels il faut encore ajouter une bonne partie des 14 retraités. Quelques villes universitaires de province (Cracovie, Wrocław, où ce sont les mathématiciens et autres scientifiques qui sont mobilisés) sont représentées mais leurs effectifs sont faibles (6 à Cracovie, 8 à Wrocław). Cela ne fait que traduire la faible implantation de la TKN en-dehors de Varsovie, malgré plusieurs tentatives de délocaliser certains cours.

Enfin, la distribution des individus en fonction de l'âge donne à voir un important contingent d'intellectuels déjà âgés en 1978 : si la moyenne d'âge est de 50,4 ans et la médiane de 49 ans, si la tranche d'âge la plus nombreuse est celle des 41-50 ans (28 individus), 22 (un sur quatre) ont 62 ans et plus au moment de la signature de la déclaration fondatrice de l'organisation (cf. tableau 27) : une hypothèse ici serait que la prise de parole critique et publique est d'autant plus aisée pour ceux qui sont retraités, ou bien dont l'essentiel de la vie professionnelle est derrière eux, qui ont moins à perdre en affichant leur soutien à une initiative qui défie le pouvoir. Parmi les historiens universitaires soutenant la TKN, Marian Małowist a 71 ans et Henryk Wereszycki 80 ans. La philosophe Izydora Dambska, âgée de 74 ans en 1978, a connu une carrière perturbée par les sanctions disciplinaires : en poste à l'université de Lviv avant 1939, elle enseigne à partir de 1946 aux universités de Varsovie puis de Poznań, avant d'être renvoyée et interdite de publication, en tant que représentante de la « philosophie bourgeoise ». Réintégrée en 1956, elle enseigne à l'université de Cracovie avant d'être à nouveau interdite d'enseignement en 1964 et transférée à l'Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie des sciences. D'autres, comme elle, ont été un temps interdits de publication ou renvoyés de l'université. Ceux qui s'engageront davantage sont de la génération suivante : nés au début des années 1930 et formés en Pologne populaire, ils n'ont pas 50 ans en 1978 (Bronisław Geremek, Jerzy Holzer, Jerzy Jedlicki, Adam Kersten).

Tableau 27. Distribution des membres et sympathisants de la TKN en fonction de l'âge

Moyenne d'âge en 1978	50,4 ans
Médiane	49 ans
Classe d'âge	**Effectif**
Moins de 30 ans	7
31 – 40 ans	17
41 – 50 ans	28
51 – 60 ans	17
62 ans et plus	22

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Lecture : Parmi les membres et sympathisants de la TKN, sept ont moins de 30 ans.

Afin d'incarner davantage ces chiffres, nous présentons ci-après les biographies des membres actifs de l'association, définis comme les participants à sa Commission programmatique (sorte de conseil scientifique), ainsi que celles des enseignants du premier semestre de cours délivrés par l' « université volante ».

Encadré 13. La commission programmatique de la TKN

Stefan **Amsterdamski**, né en 1929. Après des études de chimie à l'école polytechnique de Łódź, il obtient un doctorat en philosophie à l'université de Varsovie (1961). Philosophe, spécialiste de l'étude des sciences, il enseigne à partir de 1954 à l'université de Łódź, où il obtient une habilitation en 1963. Il est exclu de cette université (et du PZPR) en 1968 : considéré comme révisionniste, il a publiquement pris le parti des étudiants grévistes. Il rejoint l'Académie des sciences (Institut d'histoire des sciences et techniques) en 1970. Il est signataire en décembre 1975 d'une pétition contre le projet de révision constitutionnelle, ainsi que de « l'appel des 64 » (1980) en soutien aux ouvriers grévistes de Gdańsk. Membre du KOR, il rejoint *Solidarność* à la création du syndicat. Il y fera office d'expert, participant notamment à la délégation de *Solidarność* lors des accords de la Table ronde (1989). Interné après la proclamation de l'état de guerre (1981). Après 1989, il sera vice-ministre de la recherche du gouvernement Mazowiecki (1989-90), premier gouvernement non-communiste formé à l'issue des élections partiellement libres de 1989.

Bohdan **Cywiński**, né en 1939. Après des études de lettres à l'université de Varsovie et de philosophie à l'université catholique de Lublin, obtient un doctorat en philosophie (année inconnue). Spécialiste d'histoire des idées, il ne s'engage cependant pas dans une carrière universitaire. Il sera publiciste pour le mensuel catholique (d'inspiration mouniériste) *Więź*[829]. Proche des milieux catholiques, il adhère au Club de l'intelligentsia catholique (KIK) en 1960 et rejoint la rédaction de la revue *Znak* en 1967. Il en devient le rédacteur en chef en 1973. Signataire de « l'appel des 64 » contre la censure (1964) et d'une pétition contre la révision constitutionnelle (janvier 1976), il rejoint *Solidarność* en 1980 et devient membre de la commission d'experts du syndicat. Après 1989, il sera successivement conseiller de Lech Walesa, élu à la présidence de la République en 1990, puis du premier ministre Jan Olszewski (1991-1992).

Jerzy **Jedlicki**, né en 1930. Après des études de sociologie à l'université de Varsovie, il obtient un doctorat en histoire à l'Académie des sciences en 1961, puis une habilitation en 1967. Il passe l'essentiel de sa carrière de chercheur à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. Membre de l'Association de la jeunesse polonaise (ZMP), équivalent polonais du Komsomol, puis du PZPR (1953-1968), il quitte le parti après la répression du mouvement étudiant de mars 1968. Il fréquente également le *Klub Krzywego Koła*, club de discussion des révisionnistes du PZPR. Collaborateur du mensuel catholique *Więź*, il est aussi signataire d'une pétition contre la révision constitutionnelle (janvier 1976) et de « l'appel des 64 » en soutien aux grévistes de Gdańsk (1980). Il rejoint *Solidarność* en 1980 et est interné durant l'état de guerre.

Tadeusz **Kowalik**, né en 1926. Après des études de droit à l'université de Varsovie, il obtient un doctorat en économie (1958) et une habilitation en 1964. Economiste, spécialiste de l'histoire de la pensée économique, il est chercheur à l'Académie des sciences à partir de 1961. Membre du PZPR (1948-1968), il en est exclu en 1968. Il fréquente également le club révisionniste *Klub Krzywego Koła* et est signataire d'une lettre ouverte rédigée par sept intellectuels, adressée en 1975 à Edward Gierek au sujet de promesses de réformes non tenues. Il rejoint *Solidarność* en 1980 et fera office d'expert pour le syndicat.

[829] Piotr H. Kosicki, « L'avènement des intellectuels catholiques : Le mensuel Więź et les conséquences polonaises du personnalisme mounierien », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009, vol. 102, n° 2, p. 31−48.

Encadré 14. Le premier semestre de cours de la TKN et les profils des enseignants (1977-1978)[830]

Tomasz Burek – *La littérature en tant que manifestation de la conscience sociale*.
Bohdan Cywiński – *La question polonaise dans la pensée politique et la mentalité sociale de l'époque des partages*.
Jerzy Jedlicki – *Idéologies politiques contemporaines*.
Tadeusz Kowalik – *Histoire économique et histoire de la pensée économique de la Pologne contemporaine*.
Adam Michnik – *Histoire politique de la Pologne populaire*.
Jan Strzelecki – *Panorama des grandes discussions au cours des trois décennies d'après-guerre*.
Andrzej Tyszka – *Traditions et réalisations de la culture socialiste*.

Tomasz **Burek**, né en 1938. Il effectue des études de journalisme à l'université de Varsovie et devient critique littéraire. De 1970 à 1985, il est aussi employé en tant que « travailleur scientifique » à l'Institut de recherches littéraires de l'Académie des sciences, où il obtient un doctorat en 1980. Signataire de la pétition de janvier 1976 contre le projet révision constitutionnelle et de la « lettre des 175 » en faveur de la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les abus de la Milice citoyenne[831] (MO) et des services de sécurité (SB) en 1977, il est également membre du KOR et adhère à *Solidarność* en 1980.

Jan **Strzelecki,** né en 1919. Après des études de droit, de philosophie et de sociologie à l'université de Varsovie, il obtient un doctorat en sociologie (1949). Enseignant aux universités de Łódź puis de Varsovie. Ancien militant socialiste et membre de la résistance polonaise, vétéran de l'insurrection de Varsovie, il est exclu de l'université en 1952, du fait des opinions politiques exprimés. Il intègre en 1957 l'Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie des sciences, où il obtient une habilitation en 1984. Publiciste des revues catholiques *Więź* et *Znak*, il est membre du PZPR (1948-1979), dont il est exclu du fait de sa contribution à la dissidence. Il fréquente également le *Klub Krzywego Koła* et signe la lettre ouverte de sept intellectuels adressée en 1975 à Edward Gierek au sujet de promesses de réformes non tenues. Il adhère à *Solidarność* en 1980 et rejoint l'équipe d'experts du syndicat. Il est interné durant l'état de guerre.

Andrzej **Tyszka**, né en 1934. Il étudie la sociologie à l'université de Varsovie et obtient un doctorat en 1970. Il enseigne à l'université de Varsovie de 1969 à 2000 et obtient une habilitation en 1981. Signataire de la « lettre des 175 » en faveur de l'établissement d'une commission d'enquête parlementaire sur les abus de la MO et des SB (1977), il est interné durant l'état de guerre.

L'examen de ces biographies fait bien ressortir un profil commun à ces individus investis au sein de la TKN. Tous ont effectué des études supérieures (à l'université de Varsovie), cumulant souvent plusieurs cursus, poussées jusqu'au doctorat. Tous ont fait carrière au sein du monde académique, à l'exception de Cywiński, qui enseignera toutefois aux universités de Fribourg et Genève au cours de sa période d'émigration, entre 1981 et 1990, avant de connaître une reconnaissance académique dans la Pologne post-1989 : il passe une habilitation en histoire en 1995 et devient professeur à l'université Cardinal Stefan Wyszyński de Varsovie en 1999. Il a alors 60 ans et n'a pas attendu cette reconnaissance académique pour publier de nombreux livres, dont une *Histoire de l'Eglise catholique en Pologne*, parue aux éditions clandestines NOWA en 1980. Sur le plan de leur engagement politique, tous ces hommes se sont également investis, à des degrés divers, dans la dissidence avant de rejoindre la TKN : au sein du courant révisionniste du PZPR, des organisations

[830] R. Terlecki, *Uniwersytet Latający i Towarzystwo Kursów Naukowych 1977-1981*, *op. cit.*, p. 23−24.

catholiques indépendantes ou du KOR. Ils ont tous signé une ou plusieurs pétitions adressées au pouvoir et tous (sauf Tyszka) rejoindront *Solidarność* à la création du syndicat, dont ils conseilleront les dirigeants. Les enseignants de la TKN forment donc un groupe d'interconnaissance aux carrières et aux engagements homogènes.

Le profil d'Adam Michnik, déjà évoqué plus haut, se distingue toutefois des autres. Né en 1946, il est d'abord le plus jeune (il est le seul à ne pas avoir 40 ans au moment de la fondation de la TKN). Son engagement dissident de jeunesse, avant même qu'il n'intègre l'université, lui vaut comme nous l'avons évoqué précédemment d'être définitivement exclu de l'université de Varsovie et emprisonné en 1968. Libéré en septembre 1969, il travaille d'abord comme soudeur aux ateliers de lampes électriques « Rosa Luxembourg », à Varsovie (1970-1971), puis, sur recommandation de Jacek Kuroń, comme secrétaire particulier de l'écrivain Antoni Slonimski (1973-1976). C'est à cette période qu'il obtient enfin son diplôme en histoire, à l'université Adam Mickiewicz de Poznań, en 1975. D'août 1976 à mai 1977, il est à Paris, où il a été invité par Jean-Paul Sartre. Il y rencontre plusieurs représentants de la gauche européenne et de l'émigration polonaise, et publie des articles sur la situation polonaise dans des journaux français, allemands et italiens. De retour en Pologne, il prend une part active aux activités du KOR. Ses différentes biographies ne font plus alors mention que de ses activités au sein des comités de rédaction de plusieurs journaux clandestins et de la direction des éditions NOWA. Après avoir rejoint *Solidarność* en 1980, Michnik fait lui aussi partie de l'équipe de conseillers du syndicat et participera aux négociations des accords de la Table ronde. En 1989, il devient rédacteur en chef du quotidien *Gazeta Wyborcza* (La Gazette électorale), fondé par *Solidarność* dans le cadre de la campagne pour les élections partiellement libres. Il occupe cette fonction jusqu'à aujourd'hui.

L'identité professionnelle de Michnik est donc floue : historien, comme le rappellent toutes ses biographies, bien qu'il n'ait jamais entrepris de doctorat et n'ait jamais enseigné à l'université ? Journaliste ? Ecrivain ? Intellectuel ? Carl Tighue écrit à son sujet :

« Michnik is something of an enigma in Polish letters: a historian who has never held an academic post; a writer who has published only two books; a journalist and editor who has had a job only since 1989. With the exception of a very brief period in the Sejm[832] *he has held no public office. Yet his influence has been enormous.*[833] *»*

Michnik ne s'est pas intéressé par hasard, dans son mémoire de fin d'études et dans ses articles publiés dans *Więź* ou dans les samizdats, à la pensée politique polonaise de la fin du

[831] Force de police anti-émeutes en Pologne populaire, notamment employée à l'occasion des grèves et manifestations.
[832] Chambre basse du Parlement polonais, où Michnik est député de 1989 à 1991.

19e siècle. Son rapport à l'histoire consiste à tirer du passé des généralisations susceptibles à ses yeux d'expliquer la logique historique des évènements dont il est à la fois l'acteur et le témoin[834]. On retrouve, dans sa production intellectuelle, un intérêt pour des auteurs qui sont aussi acteurs, intellectuels engagés, hommes politiques et non pas penseurs demeurés éloignés de l'engagement politique :

« The authors whom he analyzed had been, with minor exceptions, committed politicians rather than pure thinkers. They left their mark on history as doers, leaders, and activists rather than as noncommittal savants, academic pundits, and politically agnostic philosophers. Hence, thought should be understood, so it seems, more colloquially as patterns and dilemmas of political thinking, plans for action, and visions of the future – not merely as general intellectual constructs, but as specific political programs and a living testimony, apparent after 1905, of actual political undertaking.[835] »

Se donne à voir, là encore, une volonté de s'inscrire dans une tradition d'engagement intellectuel, une croyance dans le rôle politique moteur de l'intelligentsia, qui se réfère à l'engagement de penseurs et savants polonais en faveur de l'indépendance nationale, depuis le 19e siècle. Il n'est pas anodin que ce soit précisément Michnik qui ait proposé, dans le cadre de la TKN, un enseignement consacré à « l'Histoire politique de la Pologne populaire », dont il est déjà, en 1978, l'un des protagonistes majeurs. La position d'extériorité vis-à-vis de l'université d'un Michnik se retrouve ailleurs chez les précurseurs de l'histoire du temps présent, avant-gardes intellectuelles ou membres de l'administration publique d'État, comme le remarque Pieter Lagrou, notamment au sujet de l'Allemagne[836].

Parallèlement, il convient de constater l'absence d'historiens contemporanéistes de métier et la faible présence d'historiens universitaires parmi les enseignants et membres actifs de la TKN. Une première explication pourrait être le caractère éminemment sensible, politiquement, des « taches blanches » abordées dans leurs cours par Adam Michnik et Władysław Bartoszewski. Ce qui expliquerait que les chercheurs en histoire contemporaine de l'Académie des sciences (Jerzy Holzer, Krystyna Kersten, entre autres) n'aient pas enseigné dans le cadre de la TKN. Déjà identifiés comme opposants politiques, Michnik et Bartoszewski ont moins à perdre en rendant publique leur intention d'enseigner les « taches blanches ». Ils ont déjà fait l'expérience de l'internement et jouissent d'une réputation internationale leur offrant une relative protection : leurs noms sont connus à l'Ouest où Bartoszewski, en tant que spécialiste de l'histoire de la Shoah, s'est rendu plusieurs fois dès les années 1960 et a noué des contacts avec l'émigration polonaise. A l'inverse, des

---

833 A. Michnik, *Kościół, lewica, dialog*, *op. cit.*, p. 324.
834 J. Dalecki, « Historicizing with Adam Michnik », art cit, p. 399−400.
835 *Ibid.*, p. 400.
836 Pieter Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », *Vingtième Siècle*, 2013, n° 118, p. 101−119.

universitaires en poste prennent le risque d'être renvoyés de l'université ou de l'Académie en apportant leur concours à des activités dissidentes. Est-ce à dire que la crainte de la répression constitue la seule explication à ce qui serait une forme de conformisme des historiens contemporanéistes vis-à-vis de la TKN ? Sans doute pas, puisque Holzer, Kersten et d'autres universitaires spécialistes d'histoire contemporaine se prêteront eux aussi à l'exercice du cours ou de la conférence « libre » et publieront des textes majeurs via les circuits de diffusion clandestins ou émigrés, à partir de 1980 (cf. infra). Ils le feront au cours d'une période où *Solidarność* est légalisé, d'août 1980 à décembre 1981, ce qui a certes pour effet de réduire les risques encourus. Mais cette période est aussi celle de l'état de guerre, entre décembre 1981 et juillet 1983, au cours duquel *Solidarność* est interdit et des milliers d'opposants sont internés.

Il nous semble qu'un autre type d'explication à la faible implication des historiens universitaires dans les activités de la TKN est à rechercher du côté de ce que peut incarner, à leurs yeux, le projet de la TKN en lui-même. Celui-ci se définit, comme nous l'avons mentionné plus haut, en opposition au monde académique tel qu'il est en 1978, perçu comme sclérosé par l'ingérence du pouvoir et la censure, incapable de produire une recherche autonome, « abrutissant » la jeunesse. Pourtant, une recherche autonome y existe, comme nous l'avons montré dans les chapitres de la première partie. Et les réflexions sur la production d'une histoire autonome, fiable, à rebours d'une histoire partisane décriée dès 1956 en ce qu'elle risquerait d'hypothéquer la crédibilité de la discipline aux yeux du lectorat, sont omniprésentes chez les historiens universitaires au cours des années 1960 et 1970, comme nous l'avons montré dans les chapitres 2 et 3. Par conséquent, les jugements sur l'université et la recherche formulés par les fondateurs de la TKN, comme ceux de Jedlicki et Michnik cités plus haut, ont tout pour froisser des universitaires en place. En particulier, le positionnement d'extériorité de Michnik vis-à-vis de l'université l'amène à exprimer des critiques virulentes à son endroit :

« La conduite des cours, dans les centres scientifiques robustes comme à Varsovie, Cracovie ou Poznań, ainsi que dans les séminaires des instituts de l'Académie des sciences, n'est pas contrôlée dans l'ensemble. Il y règne une assez grande liberté, sans véritable ingérence extérieure limitant les programmes. Par conséquent, si ces enseignements sont mauvais, la faute en incombe avant tout à ceux qui les donnent.
[…]
L'accès à plusieurs titres importants de la littérature occidentale, et à des revues plus connues, n'est pas particulièrement difficile. D'une façon ou d'une autre, elles parviennent [en Pologne] avec beaucoup de retard et sont consultables dans les salles de lecture et les bibliothèques, mais très peu d'étudiants en profitent. »
[…]
« Il est également difficile de rendre le manque de financement responsable de l'état de notre science. Avec la quantité d'argent dilapidée chaque année, dans un grand nombre d'institutions, pour des recherches n'ayant

aucun sens, on pourrait financer le minimum indispensable au développement de travaux de recherches [...].[837] »

Aux yeux d'une partie du monde universitaire, la TKN apparaît vraisemblablement comme une arène trop politisée, affranchie de la contrainte de la censure, certes, mais qui présente un autre type de contrainte, celle d'une science appliquée aux besoins de la lutte politique, enseignée par des militants[838]. Or, jusqu'à présent, la contestation de l'historiographie officielle s'est faite au sein de la discipline, entre professionnels ou du moins au nom d'une conception scientifique de l'histoire. Avec la TKN et dans la configuration inaugurée par la création des organisations dissidentes à partir de 1976, la critique de la science officielle n'est plus l'apanage des professionnels, mais devient un élément de la critique politique du régime de la Pologne populaire. En d'autres termes, si dissidents et universitaires peuvent partager des intérêts communs en termes de revendication d'une science plus autonome, ils n'en partagent pas nécessairement les mots d'ordre (revendication d'un art pour l'art d'un côté, d'une science appliquée aux besoins de la lutte politique de l'autre), ni la définition (la science peut-elle être produite par des profanes, en-dehors du monde académique ?). Les discours tenus par la dissidence sur la science en général, et sur l'histoire en particulier, ont donc pu être perçus par une partie des universitaires comme la manifestation d'une nouvelle forme de pression politique sur leur activité.

En effet, bien qu'il reproduise de nombreuses formes du fonctionnement universitaire[839], le projet de la TKN suscite des réserves jusqu'en son sein. La position de défiance de Michnik à l'égard du monde académique n'est pas partagée par tous les membres et sympathisants de la TKN. Les archives consultées au centre Karta permettent de retrouver la trace de controverses autour du positionnement de l'association. Si la documentation conservée ne permet malheureusement pas de reconstituer ces échanges épistolaires, deux courriers méritent d'être mentionnés. Dans une lettre datée du 16 mars 1979 et adressée à Jerzy Jedlicki, le professeur de philosophie à l'Académie des sciences Andrzej Walicki critique le positionnement idéologique de l'association. Il juge la TKN trop marquée politiquement du côté de la dissidence, ce qui nuit à ses yeux à sa crédibilité scientifique.

[837] Archives Karta, AO IV/128.1, document 55 : Adam Michnik, « Uwagi o dzialalnosci TKN » [Commentaires sur les activités de la TKN], 1980.

[838] Alors que les universitaires polonais émigrés ont été nombreux à co-signer l'appel de soutien à la TKN publié par des intellectuels occidentaux dans *The New York Review of Books* en 1980, il n'y a pas eu d'initiative équivalente en Pologne, hormis la déclaration fondatrice de l'association. Łukasz Kamínski et Grzegorz Waligóra (dir.), *Kryptonim « Pegaz »*, *op. cit.*, p. 40.

[839] Karta, AO IV/128.1, document 19 : « Projekt uchwaly o utworzeniu Kasy Pomocy Naukowej » [Projet de résolution sur la création d'une Caisse d'Assistance Scientifique], mars 1979. Et document 33 : « Uchwala TKN o powolaniu Kasy Pomocy Naukowej » [Résolution de la TKN sur la création de la Caisse d'Assistance Scientifique], 1979.

Walicki se place résolument du côté de la science, contre des activités qui risquent à ses yeux de passer pour une « provocation politique »[840]. Dans le même ordre d'idée, le sociologue Jakub Karpiński, exclu en 1969 de la faculté de philosophie de l'université de Varsovie en raison de son soutien au mouvement étudiant de 1968, compare le fonctionnement de cette université avec celui de la TKN, dans un courrier adressé à la Commission programmatique de l'association :

« L'université de Varsovie est considérée comme une institution pas trop libérale. Pour autant, je n'ai pas entendu que l'on y ait dit d'en haut aux enseignants de quoi ils ne doivent pas parler dans leurs cours. Il me semble que l'université ou ses pouvoirs ne se considèrent pas comme responsables du contenu des enseignements. A l'université de Varsovie, ce sont les enseignants qui sont responsables du contenu de leurs enseignements. Quand bien même la TKN serait une université, elle pourrait être aussi libérale vis-à-vis des enseignants que l'est actuellement l'université de Varsovie. Mais pourquoi la TKN devrait-elle être une université ? La TKN apporte ses soins aux activités éducatives, elle apporte ses conseils, conçoit des programmes, recommande des thèmes de discussion. Elle est un organe social de conseil pour les questions liées à la science. Elle peut aider à l'organisation d'entreprises d'enseignement ou de recherche. Mais il n'y a pas de raison pour que la TKN affirme qu'elle est responsable de ce que font ses protégés. Le KOR était-il responsable à la place des ouvriers ? Le KOR les aidait. Il ne distinguait pas entre les siens et les autres, les ouvriers à qui il accordait sa protection et ceux à qui il ne l'accordait pas. Le KOR ne vérifiait pas si les ouvriers correspondaient à quelques standards éthiques ou autres. Une telle vérification était inutile, car le KOR ne considérait pas qu'il était responsable à la place des ouvriers.[841] »

Dans cet extrait de correspondance, Karpiński réfute donc la pertinence de la comparaison entre la TKN et l'université. La TKN n'est pas (ou ne peut pas être), selon lui, une université, mais une association de soutien à l'enseignement et à la recherche, qui ne saurait représenter une alternative aux institutions universitaires telles qu'elles sont, et encore moins prétendre se substituer à elles. En dépit de l'absence de tout document, dans les archives du centre Karta, permettant de savoir quels sont les faits concrètement reprochés par Karpiński à la TKN, se donne bien à lire une défense de l'autonomie des enseignants de l'association. Ceux-ci n'ont pas, selon Karpiński, à répondre des contenus de leurs enseignements auprès de la direction de l'association. Celle-ci devrait garantir une forme de pluralisme des points de vue exprimés dans le cadre des enseignements, et non pas tendre vers une homogénéisation des points de vue et des approches.

De fait, il n'est pas certain que l'engagement des intellectuels dissidents, motivé par la référence au rôle politique de l'intelligentsia polonaise du 19e siècle, c'est-à-dire à une époque où les sciences sociales en étaient encore à un stade préscientifique en Pologne, ait été partagé par une majorité d'universitaires. Car cette forme d'engagement, ainsi que le rappelle Friszke,

[840] Karta, AO IV/128.1, document 13 : « List Andrzeja Walickiego do Jerzego Jedlickiego w sprawie TKN » [Lettre d'Andrzej Walicki à Jerzy Jedlicki au sujet de la TKN], 19 mars 1979.
[841] Karta, AO IV/128.1 ; document 65 : Jakub Karpiński, « Uwagi o TKN » [Réflexions sur la TKN], non daté.

implique de fait un renoncement à la neutralité, qui est au fondement de bien des définitions du travail scientifique[842] :

« Les intellectuels de l'opposition souhaitaient être indépendants du Parti, de la censure et aussi de l'autocensure. Ils n'avaient pas pour autant l'intention d'être neutres. Au contraire, leurs pensées et conceptions étaient au service de la lutte pour les droits de l'Homme, les droits citoyens, les droits de la nation, ces pensées et conceptions soutenaient cette lutte, l'alimentaient en argumentaires, élargissaient la réflexion. Par conséquent, les intellectuels indépendants n'ont jamais vraiment été et n'ont jamais voulu être entièrement indépendants. Le motif et l'ethos de leur engagement était alimenté par la tradition de l'intelligentsia polonaise de l'époque des partages. Ils étaient désireux de poursuivre cette tradition.[843] »

Cet attrait pour l'engagement politique se donne à voir dans les biographies des membres et soutiens de la TKN (cf. tableau 28). 28 d'entre eux, soit environ un tiers, ont adhéré au PZPR. Tous l'ont quitté entre 1956 et 1980. La grande majorité (19) l'avaient déjà quitté en 1968 ; seulement six l'ont quitté après 1976[844]. La participation à la contestation du régime ou à la dissidence constitue un autre indicateur d'engagement politique. 19 ont participé au mouvement de mars 1968 ou l'ont publiquement soutenu, alors qu'ils étaient soit étudiants, soit en poste à l'université (plus souvent assistants que professeurs). De même, ils sont nombreux à avoir participé à des groupements dissidents : 32 au KOR, 13 au KIK, 10 au *Klub Krzywego Koła*… En outre, un tiers d'entre eux au moins (31) a publié dans le circuit de diffusion clandestin. Ils sont nombreux à avoir adhéré à *Solidarność* (41) et à avoir conseillé les dirigeants du syndicat (22). Cet engagement n'a pas été sans coût pour eux-mêmes, puisque 19 d'entre eux ont vu leurs études ou leur carrières professionnelle interrompues du fait de leur engagement dissident, et 32 ont été arrêtés et internés durant l'état de guerre. Certains avaient en outre fait l'expérience de la détention avant 1981 (Kuroń, Michnik et Bartoszewski, entre autres). Leur engagement politique ne prend pas fin en 1989, puisque nous avons pu relever un engagement politique pour 27 d'entre eux après cette date, parmi lesquels 9 ont été ministres, 10 parlementaires, 10 conseillers du prince ou ambassadeurs, les cumuls entre ces positions étant possibles.

[842] Bien que la neutralité axiologique au sens wébérien ne soit pas équivalente à une complète indifférence à l'égard des affaires de la Cité, cf. Max Weber, *La science, profession et vocation*, traduit par Isabelle Kalinowski, Marseille, Agone, 2005.
[843] A. Friszke, *Opozycja polityczna w PRL 1945-1980*, *op. cit.*, p. 490.
[844] Trois de ces six adhérents au PZPR qui l'ont quitté après 1976 sont historiens universitaires : Jerzy Holzer, Maria Janion, Adam Kersten.

Tableau 28. Indicateurs d'engagement politique des membres et soutiens de la TKN

INDICATEUR	EFFECTIF (total = 90)
Membre du PZPR	28[845]
Participation/soutien au mouvement étudiant de mars 1968	19
Etudes/carrière interrompues	19[846]
Arrêté/interné pendant l'état de guerre (1981-83)	32
Signature de pétitions/lettres ouvertes	64
Membres/collaborateurs du KOR	32
Membres/collaborateurs des KIK	13[847]
Fréquentation du Klub Krzywego Koła	10
Publications dans le circuit de diffusion clandestin	31
Membres du PPN	5
Membres *Solidarność*	41
Solidarność (expert, conseiller)	22
Solidarność (participation aux négociations des accords de la Table ronde)	10

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Lecture : Parmi les membres et sympathisants de la TKN, 28 ont été membres du PZPR.

En somme, la prosopographie des membres et soutiens de la TKN donne à voir une élite universitaires et intellectuelle, essentiellement varsovienne et dont plusieurs membres sont fortement investis dans la dissidence. Ce tropisme pour la chose politique se poursuivra, pour certains d'entre eux, dans la vie politique de la Pologne post-1989. Il est d'autant plus remarquable que l'on trouve également, parmi les sympathisants de la TKN, un nombre important d'universitaires ou de figures de la culture polonaise (écrivains, notamment) qui n'ont pas pris part aux activités de la dissidence au-delà de leur soutien affiché à la TKN. Celle-ci apparaît donc comme une initiative de l'intelligentsia à destination de l'intelligentsia, qui cherche, à travers sa confrontation avec le régime communiste, à assurer sa reproduction et son organisation. Au sein de cette intelligentsia dissidente, les historiens universitaires occupent une place marginale, les enseignements portant sur l'histoire contemporaine étant délivrés par des non-universitaires, comme Michnik et Bartoszewski. En résulte une

[845] Dont un membre du Parti communiste de l'Union soviétique.
[846] Dont dix-sept renvois de travail et trois d'études : un individu cumule les deux.
[847] Dont trois sont également membres du KOR.

conception de l'histoire singulière, liée tant au profil de ces enseignants qu'aux circonstances particulières dans lesquelles ils enseignent, dans la clandestinité. C'est à cette conception que nous allons à présent nous intéresser.

I.3. Combler les « taches blanches » : la mise en place d'un récit alternatif :

Les cours proposés par la TKN sont calqués sur l'organisation et le vocabulaire de l'université, mais ils en diffèrent sur de nombreux points. Organisés dans des appartements privés, leur forme est laissée à la discrétion des enseignants. Ils sont cependant le plus souvent tournés vers le débat d'idées, entre science et politique : ils visent autant à transmettre des connaissances qu'à susciter débat et réflexion politique au sein de la « jeune intelligentsia ». Par conséquent, les intitulés des cours renvoient généralement à des problématiques politiques : « La littérature en tant que manifestation de la conscience sociale » (Tomasz Burek), « La question polonaise dans la pensée politique et la mentalité sociale de l'époque des partages » (Bohdan Cywiński), « Idéologies politiques contemporaines » (Jerzy Jedlicki), etc. Ils restent cependant confinés au sein d'un petit groupe d'interconnaissance : au printemps 1978, la Commission programmatique de la TKN chiffre à 69 le nombre de membres de l'association[848] et estime à 300 le nombre d'auditeurs des treize cours jusqu'ici ouverts. La majorité d'entre eux sont étudiants ou diplômés de l'université de Varsovie[849]. Entre 10 et 60 auditeurs assisteraient à chaque cours, celui de Michnik, sur l'histoire politique de la PRL, étant de loin celui qui rencontre le plus franc succès (certaines sources avancent que jusqu'à 100 personnes y auraient assisté).

Ce succès est alimenté par la nature des thèmes abordés. A bien regarder le programme des enseignements proposés par la TKN, la notion de savoir autonome se confond souvent avec le fait d'aborder les « taches blanches » laissées par la censure. Ceci est flagrant dans le cas des cours d'histoire contemporaine délivrés par Michnik et Bartoszewski, les premiers à expérimenter cet exercice. Le cours de Władysław Bartoszewski est consacré à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, qu'il a vécue personnellement. Né en 1922, il a rejoint les rangs de l'Armée de l'intérieur (*Armia Krajowa*, AK), la résistance polonaise non-

[848] Dont 45 à Varsovie, 11 à Cracovie, 6 à Wrocław, 3 à Lublin, 3 à Toruń et un à Poznań.
[849] Archives Karta, AO IV/128.1, document 66 : « Referat Komisji Programowej TKN na temat jego dzialalnosci w okresie od 22 I do 12 III 1978 » [Exposé de la Commission programmatique de la TKN au sujet de ses activités pour la période du 22 janvier au 12 mars 1978], non daté, vraisemblablement mars ou avril 1978.

communiste, bras armé d'un « État clandestin » (*Państwo podziemne*) fidèle au gouvernement polonais établi à Londres après l'invasion de septembre 1939. Auparavant, Bartoszewski a été détenu plusieurs mois au camp de concentration d'Auschwitz, avant d'en être libéré. Au sein de l'AK, il est affecté au Département de l'Information et de la Propagande, comme beaucoup de jeunes gens instruits (il a obtenu l'équivalent polonais du baccalauréat en 1939). Témoin direct des années d'occupation, Bartoszewski est l'un des fondateurs de *Żegota*, organisation de la résistance polonaise venant en aide aux juifs, et prend part à l'Insurrection de Varsovie au mois d'août 1944. Cette expérience lui vaut de collaborer après-guerre avec l'éphémère Institut de la mémoire nationale et la Commission d'enquête sur les crimes nazis, institutions chargées de documenter les crimes commis sous l'occupation. Après-guerre, Bartoszewski travaille comme journaliste et entreprend des études de philologie polonaise à l'université de Varsovie, où il étudie de 1948 à 1949, puis de 1958 à 1962 : entre-temps, il est exclu de l'université, plusieurs fois emprisonné et jugé, en raison de ses prises de parole au sujet de l'insurrection de Varsovie, mais aussi pour espionnage, comme de nombreux anciens combattants de l'AK. A partir du milieu des années 1970, soit peu avant de rejoindre la TKN, il donne à l'université catholique de Lublin des cours consacrés aux années de guerre et d'occupation. Il est également l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à la résistance polonaise et à l'extermination des juifs, dont le fameux *Ten jest z ojczyzny mojej*, évoqué au chapitre précédent[850].

[850] Władysław Bartoszewski et Zofia Lewinówna, *Ten jest z ojczyzny mojej: polacy z pomocą Żydom, 1939-1945*, Cracovie, Znak, 1966.

Encadré 15. Plan de cours de Władysław Bartoszewski, TKN, 1978

« Histoire de la Pologne 1938-1945 »[851]

Leçon 1 : La situation internationale et domestique de la Pologne 1938-1939 (de la crise de Munich au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale).
Leçons 2 et 3 : Le déclenchement de la guerre. L'occupation. La situation de la société. Les nouvelles structures administratives. La création et les activités du gouvernement polonais en émigration (jusqu'en juin 1943). La Pologne sur la scène internationale. Les fondations de l'État polonais clandestin (armée, pouvoir politique).
Leçon 4 : Juin 1941 – juin 1943 : la vie sociale et politique dans le pays sous occupation. La situation de la Pologne dans la coalition antihitlérienne. La politique du gouvernement polonais à Londres.
Leçon 5 : Juin 1943 – août 1944 : De la rupture des relations politiques de l'URSS avec le gouvernement polonais à l'Insurrection de Varsovie. Le gouvernement polonais après le décès de Sikorski. Le fonctionnement de l'État polonais clandestin. La délégation du gouvernement – RJN[852] – AK – l'opposition de droite et de gauche. Téhéran. Le déplacement du front sur le territoire de la Pologne. L'action « Tempête[853] ». PKWN[854].
Leçon 6 : L'insurrection de Varsovie. Les résultats politiques. Les changements à Londres.
Leçon 7 : La position du pays de l'automne 1944 au printemps 1945. La fin de l'État polonais clandestin. La conférence de Yalta. Du gouvernement provisoire au gouvernement provisoire d'unité nationale[855].

S'il n'est pas possible, faute de traces, d'avoir davantage de détails sur le contenu du cours de Bartoszewski, la lecture de son plan donne à voir des éléments qui tranchent avec le récit alors dominant, évoqué au chapitre précédent. Le plan semble accorder une large place à la résistance polonaise (État clandestin et AK), mais ne fait aucune mention de la résistance procommuniste, à l'exception du gouvernement provisoire du PKWN. Le gouvernement polonais en exil à Londres est nommé à plusieurs reprises « gouvernement polonais », une dénomination jamais utilisée dans les publications officielles, qui lui préfèrent celles de « gouvernement de Londres » ou de « gouvernement en exil » ou « émigré ». La dénomination en elle-même est un enjeu de lutte, puisqu'il s'agit de déterminer qui détenait le pouvoir politique légitime (et pouvait donc légitimement prétendre incarner le gouvernement de la Pologne) durant la période où le pays était sous occupation. Une leçon entière est dédiée

[851] Archives Karta, « Deklaracja TKN » [Déclaration de la TKN], 1978, AO IV/128.2, document 20. La version présentée ici est celle, plus détaillée, donnée par R. Terlecki, *Uniwersytet Latający i Towarzystwo Kursów Naukowych 1977-1981*, *op. cit.*, p. 292−293.
[852] *Rada Jedności Narodowej* (Conseil d'Unité Nationale) : organe politique clandestin composé de quatre partis fidèles au gouvernement polonais en exil à Londres (Parti socialiste polonais, Parti national, Parti populaire, Parti du travail), fondé en janvier 1944 en réplique à la création par les communistes polonais, en décembre 1943, d'un Conseil d'État National (*Krajowa Rada Narodowa*). Ces initiatives s'inscrivent dans le cadre de la lutte qui oppose le Parti communiste polonais (Parti ouvrier polonais, PPR) au gouvernement de Londres, et dont l'enjeu est la définition de l'orientation politique du gouvernement provisoire établi après la libération du pays par l'armée soviétique, qui intervient au cours de l'année 1944.
[853] Opération militaire menée par l'AK à l'été 1944, dans le but de libérer une partie du territoire polonais en harcelant les troupes allemandes qui se replient face à l'avancée des troupes soviétiques. L'insurrection de Varsovie, déclenchée au mois d'août, en constitue l'élément principal.
[854] *Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego* (Comité polonais de libération nationale) : gouvernement provisoire établi par les communistes polonais dans la ville de Lublin, à l'est du pays, en juillet 1944. Souvent décrit dans la littérature sur le sujet comme un gouvernement fantoche prenant ses ordres de Staline.
[855] *Tymczasowy Rząd Jedności Narodowej* (Gouvernement provisoire d'unité nationale) : fondé en 1945 suite à des accords conclus à Moscou, il rassemble communistes et partisans du gouvernement de Londres, dont

à l'insurrection de Varsovie et à ses « résultats politiques », soit l'échec d'une libération de la capitale par la résistance polonaise, écrasée par les troupes allemandes avec la complicité passive des soviétiques, qui ont stoppé leur avancée sur la Vistule et arrêteront, dans plusieurs villes de Pologne, les résistants fidèles au gouvernement de Londres. Pourtant, la rédaction du document reste sobre et parfois allusive : il n'est pas fait mention, au sujet du « déclenchement de la guerre », de la double invasion du pays en 1939 (par les troupes allemandes, le 1er septembre, et soviétiques, le 17)[856]. Aucune mention non plus du massacre de Katyń, dont la découverte par les Allemands en 1943 est pourtant au principe de la « rupture des relations politiques de l'URSS avec le gouvernement polonais », la même année. Peut-être parce que ce document est destiné à être colporté, auprès des étudiants potentiels de l'association. Une rédaction trop polémique aurait plus aisément attiré l'œil des services de sécurité.

L'histoire politique de la Pologne populaire d'Adam Michnik accorde pour sa part une large place à l'opposition au régime communiste. Elle débute en 1943, au moment de la rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et le gouvernement de Londres, ce qui permet de revenir sur la genèse du pouvoir communiste en Pologne, marquée par l'élimination de ses opposants (Mikołajczyk, chef du Parti populaire). L'histoire de la Pologne populaire proprement dite est organisée autour de ses grandes scansions politiques : le décès de Staline en 1953 et les crises politiques successives de 1956, 1968 et 1970.

Stanilaw Mikołajczyk, ancien chef du gouvernement de Londres et dirigeant du Parti populaire (*Stronnictwo Ludowe*).

[856] Le pacte Ribbentrop-Molotov est toutefois évoqué dans la version du cours publiée par les éditions NOWA, sous la forme d'une brochure de 35 pages : Bartoszewski, *Polskie Państwo Podziemne 1939–1945*, Varsovie, NOWA, 1979. Si cette brochure est aujourd'hui introuvable, une recension parue dans la revue *Zeszyty Historyczne*, éditée à Paris, donne quelques éléments quant à son contenu : Stefan Korbonski, « Polskie Państwo Podziemne 1939-1945 », *Zeszyty Historyczne*, n° 54, 1980, p. 177-181.

Encadré 16. Plan de cours d'Adam Michnik

« Histoire politique de la Pologne populaire »[857]

Leçon 1 : Introduction à l'histoire politique de la Pologne d'après-guerre : de la rupture par l'URSS de ses relations avec le gouvernement en exil au retour de S. Mikołajczyk en Pologne.
Leçon 2 : La lutte pour le pouvoir politique en Pologne, 1945-1947.
Leçon 3 : La confrontation au sujet de la voie du développement de la Pologne au sein du camp gouvernemental.
Leçon 4 : La grande époque du stalinisme en Pologne, 1949-1953.
Leçon 5 : La phase de dégel, 1954-1956.
Leçon 6 : L'octobre polonais : juin 1956 – octobre 1956.
Leçon 7 : Notre petite stabilisation, 1958-1963.
Leçon 8 : Sur la voie de la crise sociale.
Leçon 9 : Mars 1968 et ses conséquences.
Leçon 10 : Décembre 1970.
Leçon 11 : Le bilan de la direction du Parti après décembre.
Leçon 12 : Perspectives.

Il s'agit donc d'une présentation de l'histoire politique du régime rythmée par ses crises successives, élaborée dans les milieux dissidents et devenue dominante après 1989. Ce cours de Michnik s'achève sur une énigmatique douzième leçon intitulée « perspectives », peut-être consacrée à des propositions prospectives sur l'avenir du mouvement d'opposition au régime, de la part de celui qui en est l'un des principaux protagonistes[858]. Ces enseignements ont donc une fonction politique latente : dans le cadre de la lutte contre le régime communiste, il s'agit de dévoiler la « vérité » sur les origines du régime communiste et son histoire, réduite ici à la confrontation entre le pouvoir et son opposition.

Par la suite, d'autres cours d'histoire contemporaine seront introduits, mais Michnik et Bartoszewski resteront les seuls à s'aventurer sur le terrain de l'histoire politique de la période post-1939. Pour la troisième année d'existence de la TKN (1979/1980), Bartoszewski enseigne ainsi les « relations polono-juives depuis 1918 » et Michnik les « visions du monde de l'intelligentsia polonaise depuis 1945 ». Deux autres enseignants, l'économiste Waldemar Kuczyński et le journaliste Zdzisław Szpakowski (qui dirige la rubrique « histoire » du mensuel catholique *Więź*), explorent respectivement la « politique économique de la PRL » et la « question agricole et le mouvement paysan polonais au 20e siècle »[859]. Pour sa quatrième et dernière année d'activités (1980/1981), la TKN inaugure, en plus de ses cours, un cycle de

[857] Archives Karta, AO IV/128.2, document 14 : « Deklaracja TKN », 1978.
[858] Andrzej Friszke, étudiant à l'université de Varsovie dans les années 1970, impute le succès du cours de Michnik autant au thème traité qu'à la personnalité de l'enseignant, qui est déjà à l'époque une « légende » de la dissidence : A. Friszke, « Historycy przed przełomem », art cit, p. 561.
[859] Karta, AO IV/128.1, document 32 : « Informator TKN (rok 3) : plan odczytow i seminariow w Warszawie w roku 1979/1980 » [Informateur de la TKN (3e année) : plans des conférences et séminaires pour l'année 1979/1980], 1979.

conférences au cours duquel Adam Michnik commente cette fois l'histoire en train de se faire (et dont il est toujours un acteur majeur). Sa conférence est intitulée « Août 1980 dans l'histoire contemporaine de la Pologne ». Signe, peut-être, des possibilités nouvelles offertes à la critique de l'historiographie officielle par la reconnaissance de *Solidarność*, la TKN annonce une autre conférence, de Zdzisław Szpakowski, consacrée cette fois à la « guerre clandestine de 1944-1952 », qui renvoie à la lutte armée de résistants polonais contre l'implantation d'un régime communiste en Pologne, soit l'un des thèmes les plus tabous[860].

Nous disposons de très peu d'éléments concernant la posture professorale d'enseignants comme Michnik ou Bartoszewski, qui sont autant, si ce n'est plus, acteurs de l'histoire qu'ils enseignent, qu'analystes. A ce sujet, Jerzy Jedlicki, membre de la Commission programmatique de la TKN, déclare :

« La seule chose que nous exigions d'eux [les enseignants de la TKN], c'est que leurs cours n'aient rien à voir avec de l'agitation [politique]. Et il me semble que même chez les plus suspects d'agitation – Kuroń et Michnik – les cours n'avaient pas un tel caractère. De temps à autre, nous organisions des inspections, et l'opinion de professeurs sur l'honnêteté de nos enseignants et leur façon de faire cours était excellente. Adam Michnik est un historien professionnel et il réalisait cet exercice sans difficulté. Mais Jacek Kuroń, me semble-t-il, a dû modérer son tempérament. Il m'a même dit, une fois, qu'il était militant 13 jours durant et qu'un jour toutes les deux semaines, il se transformait en froid enseignant des conceptions pédagogiques.[861] »

Qualifier Michnik d' « historien professionnel » est discutable, compte tenu de ce que nous avons déjà écrit sur son parcours. De plus, ses propres écrits historiques, essentiellement consacrés à la pensée politique polonaise du 19e siècle, donnent à voir un rapport bien spécifique au savoir historique. Si les questions auxquelles Michnik s'intéresse sont anciennes, il s'agit bien pour lui d'inviter ses lecteurs à les transposer dans le présent, c'est-à-dire dans le contexte de la lutte pour un changement de régime en Pologne populaire.

« Michnik's historical consciousness is of a prospective nature and, as it usually happens, is formed by his vision of the future. In his essays, history reveals itself as a teleological sequence of yesterday-today-tomorrow where everything that "has been" is geared towards the becoming of what "will be." He focuses on those elements of Polish political heritage that, in his view, belong to a sacrum of European culture and, considering their provenance and longevity, are assigned a distinct, positive connotation. Human community, he believes, should therefore take account of its historical genealogy and should continue the values of the ancestors for not-only-instrumental reasons.[862] »

Une telle pratique de l'histoire n'est pas celle de Geremek, historien universitaire et médiéviste de surcroît. Celui-ci déclare ainsi, au sujet de sa pratique de l'histoire en Pologne populaire :

---

[860] Karta, AO IV/128.1, document 54 : « Informator TKN (rok 4), 1980/1981 » [Informateur de la TKN, 4e année, 1980-1981], 1980.
[861] Entretien Jedlicki TKN.
[862] J. Dalecki, « Historicizing with Adam Michnik », art cit, p. 412−413.

« Mon travail d'historien me tenait éloigné de la réflexion intellectuelle révisionniste, qui se développait surtout en philosophie, mais aussi en sociologie et en économie. Dans les milieux philosophiques polonais, les travaux de Kołakowski et de Baczko avaient un immense retentissement.[863] *»*
« Je me sentais infiniment peu concerné. Je m'occupais du Moyen-Âge, mon univers était un univers de livres, et je pouvais pratiquer, comme historien, un marxisme dégagé des canons officiels. Quelqu'un qui s'occupait de philosophie ou d'esthétique, en revanche, se trouvait en posture plus délicate, car il était sur la ligne de front du combat idéologique. Mais, en histoire, cette ligne n'affectait que l'histoire contemporaine, et les périodes antérieures étaient largement préservées, si bien que les chercheurs y disposaient d'une grande liberté. Le médiéviste que j'étais peut certifier qu'il a été très peu brimé par les contraintes de l'idéologie officielle.[864] *»*

Chez Michnik, pratique de l'histoire et engagement politique apparaissent inextricablement liés. Le choix de ses objets d'étude, qu'il s'agisse de la pensée politique polonaise de l'époque des partages ou de l'histoire politique de la Pologne populaire, alimentent à la fois la pensée et l'action politique qu'il entend mener dans le présent et dans l'avenir. Par conséquent, consacrer un enseignement clandestin à dévoiler la vérité sur les « taches blanches » de l'histoire récente, ce n'est pas seulement faire œuvre d'approfondissement de la connaissance historique, c'est aussi et surtout faire usage de cette connaissance dans le but d'éveiller les consciences et de pousser à la révolte.

Les usages de l'histoire aux fins de délégitimation du régime communiste en Pologne se donnent encore à voir, dans le cas de la TKN, à travers l'intérêt porté à la question scolaire. Sont ici à l'œuvre des réflexions sur la façon de réformer les programmes d'enseignement, de manière à y combler les fameuses « taches blanches ». Ces réflexions se traduisent par la publication, en 1979, d'un ouvrage intitulé *Czego nie ma w podręcznikach* [Ce qu'il n'y a pas dans les manuels scolaires], dont les auteurs de la partie consacrée à l'enseignement de l'histoire sont fraîchement diplômés de la faculté d'histoire de l'université Jagellon de Cracovie[865]. La TKN prend notamment position sur la question de l'enseignement scolaire à travers sa « Lettre ouverte aux enseignants et pédagogues », adoptée par son assemblée générale et rendue publique au moins de juin 1980.

[863] J.C. Vidal, *L'historien et le politique*, *op. cit.*, p. 84.
[864] *Ibid.*, p. 87.
[865] Il s'agit de Waldemar Czyż, Janusz Nowak, Zbigniew Solak et Ryszard Terlecki. Ce dernier obtiendra l'année suivante un doctorat et fera une carrière académique, mais aussi politique : élu député du parti Droit et Justice (PiS) en 2007, il préside depuis 2015 le groupe parlementaire de ce parti au *Sejm* (chambre basse du Parlement polonais).

Encadré 17. Lettre ouverte de la TKN aux enseignants et pédagogues (extraits), 14 juin 1980

« Les déformations de notre système éducatif, qui vont loin et causent des effets irréversibles, nous préoccupent. […]
Nous comprenons très bien la situation exceptionnellement difficile, sur tous les plans, qui est celle des enseignants et pédagogues, des conditions de travail qui sont celles de l'école dans notre pays […].
Il est notoire que l'éducation n'occupe pas la place qui lui est due dans le budget d'État. Ceci a des effets sur les bâtiments scolaires, sur l'équipement des écoles, ainsi que sur le faible niveau de rémunération des enseignants. […] Cet état des choses rend impossible l'amélioration des conditions élémentaires du travail pédagogique.
On manque souvent d'équipements scolaires de base. L'équipement en manuels, atlas, dictionnaires, encyclopédies, et surtout en littérature appartenant au canon de la culture polonaise et mondiale, est un scandale de la politique éditoriale, qui s'est maintenu et aggravé au cours des dernières années. […]
L'école doit préparer à la cohabitation avec d'autres personnes, enseigner l'autonomie, créer les conditions pour un choix libre et conscient de ses opinions et de ses engagements. Elle doit préparer à un rôle professionnel futur, mais aussi ouvrir un large espace à la culture humaine, ainsi qu'un espace d'espoir, nécessaire à la jeunesse qui, demain, sera amenée à transformer l'existant. […]
Les manuels et les directives éducatives sont marqués par un marxisme superficiel, érigé au rang de jugement ultime et indiscutable pour la science, réduisant dans le même temps à un stade primitif les positions différentes et contraires, surtout lorsqu'elles ont à voir avec la pensée religieuse.
L'histoire contemporaine porte le stigmate le plus profond du mensonge et de la dissimulation. L'exposé de l'histoire nationale de cette époque, la perte de l'indépendance et sa récupération, les positions des différentes factions politiques sur cette question, la présentation des éminents dirigeants politiques, les faits d'armes et le développement de la pensée politique, le développement et l'état des forces politiques dans la Pologne indépendante, l'histoire de l'État polonais clandestin dans les années de la Seconde Guerre mondiale et le sort historique du pays dans les années d'après-guerre, les drames et la complexité de ces périodes – tout cela fait l'objet de mensonges, de silences et de manipulations. Il est difficile de surestimer le grand tort ainsi causé à la jeune génération.[866] *»*

Redoublée par le projet de création d'une « bibliothèque de l'enseignant », qui aurait vocation à publier des manuels scolaires alternatifs, cette initiative montre combien l'enseignement scolaire constitue une préoccupation essentielle de la dissidence intellectuelle[867]. La volonté de la démystifier et de remplir les « taches blanches » de l'historiographie officielle, amorcée avec la TKN, s'exprime après la légalisation de *Solidarność*, à travers les propositions formulées par les membres de ce syndicat en matière de réforme des programmes d'enseignement de l'histoire.

[866] Karta, AO IV/128.1, document 36 : « List otwarty TKN do nauczcieli i wychowawcow » [Lettre ouverte de la TKN aux enseignants et pédagogues], 14 juin 1980.
[867] Karta, AO IV/128/1, document 78 : « Projekt 'Biblioteki nauczyciela' » [Projet de « bibliothèque de l'enseignant »], non daté.

Section 2. Changer d'histoire pour changer de régime ? L'histoire scolaire comme enjeu de lutte politique au cours du moment *Solidarność* :

L'importance des débats historiographiques, dans une configuration qui voit se renforcer une opposition légale au régime communiste, peut être illustrée par le projet de réforme de l'histoire scolaire proposé par *Solidarność* dès la fin de l'année 1980 et adopté par le ministère de l'Education à l'été 1981. A travers ce processus se donnent à voir les polarités qui structurent alors l'espace du débat sur l'histoire et son rôle politique. Les enjeux de ce débat sont la définition du récit historique légitime, mais aussi celle du rôle social et politique de l'histoire. En creux se joue aussi une autre lutte, dont l'enjeu est la définition des acteurs légitimes pour concourir à la définition des programmes scolaires. Loin de se réduire à une confrontation binaire entre l'État-Parti et son opposition, le débat sur l'enseignement de l'histoire révèle un jeu complexe mettant aux prises une pluralité d'acteurs (le ministère, le Parti, les syndicats enseignants, les institutions scientifiques académiques et partisanes), porteurs de discours qui ne se laissent pas enfermer dans une dichotomie pouvoir/société, souvent adoptée par les travaux s'inscrivant dans le cadre conceptuel du « totalitarisme », qui interrogent peu la consistance de ces entités supposés homogènes[868].

La réforme ici analysée prend place dans une configuration politique correspondant au bref intermède au cours duquel *Solidarność* est reconnu comme interlocuteur légal du pouvoir communiste. Cet intermède débute à la suite des Accords de Gdańsk, signés le 31 août 1980, qui octroient aux travailleurs le droit de fonder des organisations syndicales autonomes. Fédérant différents comités autonomes, l'Union syndicale indépendante et autonome « Solidarité » (*Niezależny Samorządny Związek Zawodowy « Solidarność »*) est formellement créée le 10 novembre 1980. Elle connaît une croissance éclair puisqu'à la fin de l'année 1980, elle compte environ 10 millions de membres. La configuration ouverte par la légalisation de *Solidarność* est caractérisée par une forte incertitude politique : un syndicat autonome, fédérant en son sein des membres aux orientations politiques diverses, allant de la gauche non-communiste et autogestionnaire aux nationalistes, défie ouvertement le pouvoir d'un Parti qui compte en 1980 trois fois moins de membres (3 millions[869]) et doit faire face à des grèves à répétition, dans un pays dont la situation économique peine à s'améliorer depuis le début des années 1970 (la Pologne est au bord de la banqueroute et fortement dépendante des crédits occidentaux). Bien que bénéficiant d'une forte médiatisation et de soutiens à l'Ouest, chose que le gouvernement ne peut négliger tant il est dépendant de l'aide financière internationale, *Solidarność* et ses membres sont sous la menace d'un possible revirement de la part du PZPR. Douze ans après l'intervention des armées du pacte de Varsovie à Prague, une intervention militaire soviétique en Pologne paraît plausible. C'est d'ailleurs cette menace qui servira de prétexte au général Jaruzelski, ministère de la Défense et Premier secrétaire du PZPR, pour proclamer l'état de guerre le 13 décembre 1981. Dans la nuit du 12 au 13, les principaux dirigeants du syndicat sont arrêtés et emprisonnés. Jaruzelski prend la tête d'un « Comité militaire de Salut national » (*Wojskowa Rada Ocalenia Narodowego*) et devient *de facto* chef du gouvernement.

[868] Sandrine Kott, « Pour une histoire sociale du pouvoir en Europe communiste », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2002, vol. 49, n° 2, p. 5−23.

[869] Le PZPR est pourtant à son apogée en termes d'adhérents : des années 1950 au milieu des années 1960, il oscille entre 1 et 1,5 millions d'adhérents.

C'est au cours de cet intermède de seize mois que la branche éducation du syndicat *Solidarność* entame des négociations avec le ministère de l'Education, au sujet d'une réforme de l'enseignement de l'histoire[870]. Le projet porté par *Solidarność* prévoit une refonte complète des programmes, de l'école primaire au lycée, en passant par l'enseignement professionnel. Le but affirmé est l'élimination des contenus relevant de la propagande partisane, ainsi que l'introduction des thèmes tabous (« taches blanches »). Ce projet ambitieux, rendu public par le syndicat au mois de février 1981, est adopté par le ministère de l'Education (avec des modifications mineures) en juillet de la même année. Un rythme rapide et qui peut surprendre, au regard de l'importance des enjeux soulevés. Le tableau 29 présente les différentes étapes ayant abouti à l'adoption de la réforme des programmes. Derrière la rapidité du processus se dissimulent de fortes tensions. Il suffit de quatre réunions, sous la forme de groupes de travail bilatéraux, pour aboutir à un accord entre *Solidarność* et le ministère : l'ensemble du programme, de l'Antiquité à 1947, fait l'objet d'un accord dès la première réunion, le 13 mars ; les trois rendez-vous suivants sont consacrés à l'histoire de la Pologne populaire, de 1947 à 1970[871]. *Solidarność* se passe cependant de l'accord du ministère pour rendre public le programme issu des négociations. De son côté, le Département de la science et de l'instruction (WNiO) du Parti, très hostile aux « Propositions » de *Solidarność*, commandite des expertises à différentes institutions scientifiques et partisanes, afin d'empêcher la publication officielle du programme, ou de contraindre le ministère à reprendre les négociations. Ceci n'empêche pas le ministère d'approuver le nouveau programme le 10 juillet 1981, alors qu'il doit entrer en vigueur à la rentrée 1981/1982, et que sa mise en œuvre nécessite l'élaboration de nouveaux manuels scolaires et de matériels pédagogiques, rendant son application illusoire.

Le dépouillement des archives du WNiO du Parti permet de revenir sur l'ensemble de ce processus, afin d'analyser les prises de position très contrastées auxquelles il a donné lieu, et donc de montrer l'importance de la lutte sur l'histoire dans le cadre de la confrontation politique ente le PZPR et *Solidarność*, mais aussi le positionnement des historiens dans le cadre de cette lutte. Il s'agit donc toujours d'interroger, à partir de cette étude de cas, l'autonomie de la mise en récit de l'histoire du temps présent en Pologne populaire. Ce travail

[870] Les dénominations exactes du ministère et de la branche correspondante du syndicat renvoient à « l'Instruction et l'Education » (*Oświaty i Wychowania*). Afin de faciliter la lecture, nous ne conservons ici que le second terme.

[871] Aleksander Achmatowicz, *Jak doszło do zmiany w programie nauczania historii w szkole* [Comment en est-on arrivé à la modification du programme d'enseignement de l'histoire], Varsovie, Instytut Wydawniczy Związków Zawodowych, 1981, p. 17.

nous a semblé d'autant plus nécessaire que cet épisode de l'histoire de *Solidarność*, mentionné dans plusieurs publications, n'a jamais fait l'objet d'une analyse systématique[872].

Tableau 29. Chronologie des discussions sur la réforme des programmes d'enseignement de l'histoire

DATE	EVENEMENT
17/11/1980	Signature à Gdańsk, par le ministre de l'éducation K. Kruszewski, d'un accord sur les corrections à apporter aux programmes et manuels scolaires.
04/02/1981	Publication par la branche éducation de *Solidarność* des « Propositions de changements urgents du matériel d'enseignement de l'histoire dans l'enseignement primaire et secondaire » (35 p.)
05/03/1981	Rencontre entre les représentants de la branche éducation de *Solidarność* et la direction du ministère de l'Education, au cours de laquelle le syndicat présente ses « Propositions ».
13/03/1981-15/04/1981	Mise en commun des travaux des groupes de travail mis en place le 05/03/1981. Ces groupes se réunissent quatre fois : 13/03, 21/03, 14/04 et 15/04.
Fin avril - début mai 1981	*Solidarność* publie à nouveau ses « Propositions », dans une version à jour des résultats des négociations menées avec le ministère, sans l'accord de celui-ci.
26/05/1981	Le Département de la science et de l'instruction (WNiO) du Parti commandite plusieurs expertises sur les nouveaux programmes.
29/06/1981	Opinion de l'Ecole supérieure des sciences sociales (WSNS) du Parti (6 p.).
06/07/1981	Opinion de l'Institut d'histoire militaire (WIH) (11 p.).
10/07/1981	Synthèse des différentes opinions reçues par l'Institut des programmes scolaires (IPS) sur les nouveaux programmes d'enseignement de l'histoire (11 p.)[873].
10/07/1981	Approbation du nouveau programme par le ministère (reprend pour l'essentiel le programme publié par *Solidarność*, avec quelques corrections).

[872] Le livre d'Achmatowicz, publié en 1981, tient plus de la chronique des évènements, destinée aux adhérents de *Solidarność* et rédigée par un observateur engagé au côté du syndicat, que de l'analyse. L'ouvrage présente cependant de précieux éléments factuels, qui complètent les traces conservées dans les archives. En consultant les fiches cartonnées où figurent les noms des demandeurs des documents, nous avons pu constater que certains cartons n'avaient encore jamais été consultés. L'épisode des négociations sur l'enseignement de l'histoire entre le PZPR et *Solidarność* est également brièvement évoqué par Sébastien Urbanski, « L'expression de croyances dans les manuels d'histoire pour l'école publique : le cas de la Pologne avant et après 1989 », *Le Télémaque*, 2015, n° 47, p. 121−138 ; et Christine Parker, *History Education Reform in Post-communist Poland, 1989-1999: Historical and Contemporary Effects on Educational Transition*, The Ohio State University, Columbus, 2003.

[873] L'IPS est un service rattaché au ministère de l'Education. Cette synthèse se base sur les opinions de la WSNS et du WIH, mais aussi sur celles de l'Union des enseignants polonais (ZNP, syndicat officiel) ainsi que sur quatre évaluations individuelles rédigées par des historiens (A. Gieysztor, S. Kieniewicz, J. Maternicki, H. Samsonowicz).

05/08/1981	Opinion de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) : deux évaluations individuelles (9 pages chacune).
12/08/1981	Opinion de l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences (IKS PAN) (6 p.).

Nous verrons d'abord en quoi consiste le projet de révision des programmes porté par *Solidarność*, qui parvient à coaliser des enseignants, essentiellement varsoviens, des historiens universitaires et l'Association historique polonaise (PTH) pour faire adopter ce projet par le ministère (2.1). A partir des contre-expertises, scientifiques et partisanes, commanditées par le Département de la science et de l'instruction (WNiO) du Parti, nous montrerons quelles sont les interprétations concurrentes de l'histoire du temps présent qui s'opposent dans ce contexte (2.2). Si ces contre-expertises n'ont pas permis de faire échouer la réforme, elles donnent cependant à voir les luttes interprétatives alors à l'œuvre au sein de l'espace de production historiographique : les prises de position concurrentes sur l'histoire peuvent en effet s'expliquer par des différences de positions au sein de cet espace (2.3).

II.1. Les « Propositions » de *Solidarność* : « Une composante intégrale du processus de rénovation » :

La création d'un comité fondateur de la branche éducation de *Solidarność*, le 3 septembre 1980, vise à concurrencer l'Union des enseignants polonais (*Związek Nauczycielstwa Polskiego*, ZNP), créée au début du 20e siècle. En Pologne populaire, la ZNP est le syndicat officiel d'une profession qui se caractérise par un fort taux d'encadrement partisan : 90 % des cadres de direction (chefs d'établissements scolaires, par exemple) sont alors membres du PZPR[874]. Début novembre 1980, la branche enseignante de *Solidarność* déclenche à Gdańsk une grève qui s'étend rapidement à d'autres villes et régions. A l'issue de cette grève, un accord est signé avec le ministère le 17 novembre. Le ministère s'engage alors à adopter l'essentiel des 148 « postulats » énoncés par les grévistes, dont le quatrième ouvre la voie à une révision des programmes d'enseignement de l'histoire :
« Il convient de vérifier et de compléter les manuels d'histoire et de littérature, surtout les manuels d'histoire contemporaine, afin que l'élève ait la possibilité de connaître l'histoire et la culture de la patrie dans toute son ampleur. […][875] *»*
En accord avec ce postulat, le ministère s'engage à mener une « réactualisation systématique des programmes et manuels scolaires », en y associant *Solidarność*, et à rendre publiques les propositions de modifications et les résultats des discussions[876].

Intitulé « Propositions de changements urgents du matériel d'enseignement de l'histoire dans l'enseignement primaire et secondaire », le projet de *Solidarność* prend la forme d'un document d'une quarantaine de pages détaillant les thèmes à aborder pour chaque

[874] Natalia Jarska, « „Szkoła ma służyć dziecku". Solidarność nauczycielska 1980–1981 » ["L'école doit être au service de l'élève". Solidarité enseignante], *Biuletyn IPN*, 2010, n° 9−10 (118−119), p. 150.
[875] Cité par A. Achmatowicz, *Jak doszło do zmiany...*, *op. cit.*, p. 10.
[876] *Ibid.*, p. 11.

niveau d'enseignement, de l'école primaire au lycée général, en passant par l'enseignement technique et professionnel[877]. Les auteurs revendiquent une entrée en vigueur des modifications proposées pour l'année universitaire 1981/1982. Ces modifications portent aussi bien sur les programmes que sur les manuels scolaires, l'inclusion de nouveaux thèmes (les « taches blanches ») requérant une réécriture du matériel pédagogique. L'introduction du document, assortie de « considérations générales », explicite les motivations des changements souhaités par le syndicat : « Nous considérons que la question de la modification de l'enseignement de l'histoire à l'école polonaise est une composante intégrale du processus de rénovation entamé dans notre pays depuis août 1980. »

La publication des « Propositions » intervient dans une configuration politique qui partage des traits communs avec les « conjonctures politiques fluides » qui caractérisent, selon Michel Dobry, les situations de crises politiques[878]. En effet, le moment *Solidarność* correspond bien à des « mobilisations multisectorielles » localisées dans plusieurs « sphères sociales »[879]. Surtout, cette configuration est marquée par une forte incertitude pour les acteurs, tant les règles du jeu politique ont été modifiées par l'apparition du syndicat autonome et sa rapide croissance. Dès lors, la façon dont les acteurs « calculent » est affectée par cette incertitude, qui déroge au caractère routinier des échanges politiques[880]. Il est difficile de déterminer si les auteurs des « Propositions » estiment avoir de bonnes chances d'obtenir, en quelques mois, la mise en œuvre d'une réforme de grande envergure, ou bien s'il s'agit avant tout pour eux de tester la réaction du pouvoir, de pousser le plus loin possible leur avantage dans un contexte favorable. Par exemple, en obtenant une modification des directives ministérielles dans un sens plus favorable à l'autonomie des enseignants, qui leur offrirait la possibilité d'aborder plus librement les « taches blanches », sans qu'une telle modification entraîne nécessairement un engagement actif du ministère dans la production du

[877] WNiO, LVIII-673 : Krajowa Komisja Koordynacyjna Oświaty i Wychowania NSZZ « Solidarność », « Propozycje doraznych zmian w materiale nauczania historii w szkolnictwie podstawowym i ponadpodstawowym » [Propositions de modifications du matériel d'enseignement de l'histoire à l'école élémentaire et secondaire], 4 février 1981. Sauf mention contraire, les citations des « Propositions » sont toutes conservées telles qu'elles dans la version résultant des négociations avec le ministère, publiée par *Solidarność* en avril-mai 1981.

[878] M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*

[879] Georges Mink note ainsi que, « fait inédit dans l'histoire de l'opposition polonaise au communisme », *Solidarność*, qui se considère à la fois comme un syndicat et comme un mouvement social, parvient à regrouper « l'ensemble des couches sociales : les ouvriers, la petite paysannerie, les intellectuels, les artisans, les étudiants. » cf. G. Mink, *La Pologne au coeur de l'Europe*, *op. cit.*, p. 369.

[880] Il n'est cependant pas alors question de prise du pouvoir politique par l'opposition au régime, dont aucun des leaders n'affirme ce but : « La révolution pacifique dessine donc une nouvelle organisation de l'espace sociopolitique dont les frontières encore mouvantes délimitent deux ensembles de nature contradictoire mais condamnés à la symbiose : d'un côté le PZPR, dont les prérogatives tiennent à la situation géopolitique de la

matériel pédagogique idoine. Il ne s'agit pas là d'une pure spéculation de notre part : *Solidarność* revendique une organisation du travail selon les principes de l'autogestion, et les « Propositions » insistent particulièrement sur l'importance de l'autonomie des enseignants dans le choix du matériel et de la forme de l'enseignement. Elles plaident notamment pour la suppression des « remarques sur la réalisation » (*Uwagi o realizacji*) des programmes, sortes d'instructions officielles imprégnées de l'idéologie du régime, comme l'illustre cet extrait des « remarques introductives » du programme d'histoire en vigueur à l'école primaire avant la réforme de 1981 :

« La tâche de l'histoire, en tant que sujet d'enseignement à l'école primaire, est :

- *De faire connaître aux élèves l'histoire de Pologne et des éléments choisis de l'histoire générale, avec les plus grandes réalisations de notre nation et de l'humanité dans les domaines de la science et de la culture ;*
- *De faire connaître les éléments de l'histoire du développement des moyens de production et des relations sociales ; l'introduction à l'histoire des luttes sociales à différentes étapes historiques, avec un accent particulier sur le rôle de la classe ouvrière dans la lutte de libération sociale ;*

[…]

L'enseignement de l'histoire a pour objectif le renforcement de l'amour pour la Patrie, la liaison de la jeunesse avec les traditions progressistes et révolutionnaires ; le développement des sentiments d'affection et de respect pour les autres nations ainsi que l'esprit de solidarité avec les peuples en lutte pour la libération sociale et nationale.[881] *»*

Les critiques apportées aux programmes officiels dans les « Propositions » pointent notamment les références récurrentes au marxisme :

« Il convient d'éliminer certaines formulations imprécises, telles que "formation d'une vision scientifique du monde". Ou bien il s'agit d'un concept "vide", sans aucun sens concret, ou bien il s'agit d'une référence au marxisme, qui ne saurait être un objectif de l'enseignement dans un État qui reconnaît le pluralisme d'opinions au sein de sa société.[882] *»*

Par conséquent, l'enjeu autour des « Propositions » est sans doute moins celui de la mise en œuvre effective de la réforme, qui apparaît bien hypothétique comme nous le verrons plus loin, que l'adoption d'un cadre (un programme, des directives officielles) qui autorise des modifications substantielles dans les pratiques d'enseignement. Dans sa chronique des négociations sur les « Propositions », publiée après l'adoption du nouveau programme par le ministère et avant la proclamation de l'état de guerre, Aleksander Achmatowicz ne semble pas se faire d'illusions quant à la mise en œuvre de la réforme, bien qu'il souligne la singularité du contexte dans lequel elle a été adoptée :

« La victoire est immense, mais elle a été obtenue relativement facilement. On peut l'attribuer à la situation générale du pays, au grand renversement historique que nous vivons depuis août 1980. En quelque sorte, ni la

---

Pologne, et de l'autre diverses composantes de la société, classes et groupes disposant de représentations autonomes ». Cf. *Ibid.*, p. 365.

[881] Cité par A. Achmatowicz, *Jak doszło do zmiany...*, *op. cit.*, p. 42.

[882] WNiO, LVIII-673 : Krajowa Komisja Koordynacyjna Oświaty i Wychowania NSZZ « Solidarność », « Propozycje doraznych zmian w materiale nauczania historii w szkolnictwie podstawowym i ponadpodstawowym » [Propositions de modifications du matériel d'enseignement de l'histoire à l'école élémentaire et secondaire], 4 février 1981, p. 17.

société elle-même, ni les structures éducatives, ne sont prêtes à un changement de cette ampleur dans la pratique scolaire. Par conséquent, il est possible que les concessions de la part du pouvoir aient été froidement calculées afin de mettre "Solidarność" en échec.[883] *»*

Comme dans le cas de la TKN, le discours de *Solidarność* en faveur d'une histoire affranchie de la contrainte idéologique incarnée par le Parti est aussi un discours sur ce que devrait être le rôle politique et social de l'histoire, ainsi qu'une critique de la complaisance ou de la passivité d'une partie des historiens universitaires. La branche enseignante du syndicat propose ainsi une (re)définition du métier d'historien, considérant que la « rénovation » souhaitée par le syndicat « est impossible si le travail des historiens ne s'appuie pas sur des règles cardinales d'éthique, dont l'observation est une obligation citoyenne et professionnelle de l'historien.[884] » A travers les « Propositions », il s'agit donc aussi de pointer du doigt les historiens universitaires, ciblés dès l'introduction de l'ouvrage d'Achmatowicz pour avoir délaissé l'histoire contemporaine :

« Les historiens compétents, conscients des limites à ne pas dépasser, déclinaient le plus souvent de telles recherches, au prétexte que les archives nécessaires à l'histoire contemporaine ne sont pas accessibles. C'est la vérité. Mais la vérité, c'est aussi qu'il est primordial de mettre de l'ordre au plus vite [dans l'histoire contemporaine] […]. Les historiens ont donc été remplacés par des écrivains occasionnels ou des spécialistes d'autres disciplines. […] La science a produit différents ouvrages historiques, sans la participation des historiens.[885] *»*

Les « Propositions » constituent, à bien des égards, un acte de réaffirmation de l'autonomie de l'histoire, en tant que discipline scolaire et scientifique, vis-à-vis du pouvoir politique et des interprétations idéologiques imposées par l'État-Parti. Elles sont rédigées par une équipe d'enseignantes (il n'y a aucun homme parmi les rédacteurs, signe de la féminisation du métier d'enseignant) travaillant sous la direction d'Anna Radziwiłł, titulaire d'un doctorat en histoire obtenu à l'université de Varsovie et enseignante en lycée. Cette équipe reçoit le soutien d'historiens universitaires membres ou proches du syndicat : Bronisław Geremek, Aleksander Gieysztor, Jerzy Holzer, Henryk Samsonowicz. Tous médiévistes, à l'exception d'Holzer, alors que les principaux changements demandés concernent l'histoire contemporaine. Ici comme dans le cas de la TKN, la dénonciation de la contrainte externe exercée par le Parti se fait sans les contemporanéistes. Il est difficile de dire que ces formes d'engagement intellectuel sont courantes au sein de la profession, tant ce sont toujours les mêmes noms qui reviennent au premier plan. Là encore, l'histoire est conçue comme outil de lutte contre le régime communiste, cette lutte étant inscrite dans la continuité

[883] A. Achmatowicz, *Jak doszło do zmiany…*, *op. cit.*, p. 25.
[884] *Ibid.*, p. 10.
[885] *Ibid.*, p. 5.

de la lutte en faveur de l'indépendance nationale menée aux 19e et 20e siècles. Achmatowicz résume ainsi l'enjeu :

« La chose se passe en Pologne, où en classe d'histoire l'âme de la jeunesse se forme à l'appui de la tradition nationale de gloire et de martyr. Notre société ne peut faire autrement et c'est pourquoi elle rejette toute autre version de l'histoire, lorsqu'elle néglige ces piliers de la conscience nationale des Polonais, d'autant plus si elle est foncièrement fausse. De la même façon, les Polonais ne peuvent accepter les professions de foi et les spéculations de pensée caustiques au sujet du processus historique, où le résultat de l'histoire découle des luttes égoïstes de classes et d'autres intérêts.[886] »

L'enjeu ainsi exposé va au-delà de la dénonciation de la falsification de l'histoire. Davantage que la vérité factuelle, c'est une interprétation générale de l'histoire de Pologne qui est défendue ici. Un métarécit dans lequel la « conscience nationale des Polonais » ne se définit que comme « la tradition nationale de gloire et de martyr », le combat d'une nation pour sa survie et son indépendance. Dans ce cadre, l'approche « marxiste » n'est pas rejetée seulement en ce qu'elle conduit à tronquer la réalité des évènements passés, mais en ce qu'elle propose une conception de l'histoire jugée en soi étrangère à ce que devrait être la conception de l'histoire nationale. Une telle prise de position n'est pas isolée au sein de la production historiographique de la dissidence polonaise. Dans un livre retraçant les seize mois d'existence légale de *Solidarność*, Jerzy Holzer inscrit la genèse du syndicat dans l'histoire longue de la Pologne :

« Les Polonais forment une "nation historique", ils ont disposé de leur propre État du Moyen-Âge au 18e siècle, et ont été une grande puissance en Europe de l'Est du 15e au 18e siècle. Du 18e siècle à 1918 s'est déroulée la lutte pour le retour à l'indépendance […]. Le sentiment national est particulièrement fort en Pologne, et a été encore renforcé par le retour à l'indépendance aux cours de deux décennies après 1918, mais surtout par la menace qu'ont fait peser sur la nation les répressions génocidaires de l'Allemagne nazie et de l'Union soviétique, au cours de la Seconde Guerre mondiale.[887] »

Holzer souligne ensuite le rôle de deux éléments caractéristiques de la nation polonaise : les sentiments antirusses (dont dérive l'anticommunisme) et le catholicisme. C'est dans cette filiation historique et politique que s'inscrirait *Solidarność*. A côté de ce type de discours, qui fait de l'histoire un élément de définition de l'identité nationale polonaise, les « Propositions » sont motivées par des arguments en apparence plus consensuels, mettant en avant la défense de la « vérité historique ». C'est ce second type de discours qui apparaît le plus explicitement dans la formulation des « Propositions » :

« Nous nous rendons bien compte que l'enseignement de l'histoire ne peut être entièrement "neutre" idéologiquement, et que la "vérité historique" constitue un concept que l'on peut toujours interroger. Et l'on sait aussi qu'aucun État ne renonce complètement à fixer certains objectifs à l'enseignement scolaire. Il s'agit cependant du niveau de subordination de l'enseignement à des objectifs non-pertinents, issus du domaine de l'idéologie et de la politique.[888] »

---

[886] *Ibid.*, p. 7.
[887] Jerzy Holzer, *« Solidarność » 1980-1981. Geneza i historia*, Paris, Instytut Literacki, 1984, p. 48.Voir en particulier le chapitre 3.
[888] « Propositions », p. 4.

Le même registre de discours s'observe dans le cas de l'Association historique polonaise (*Polskie Towarzystwo Historyczne*, PTH), qui, sollicitée par *Solidarność*, approuve les « Propositions » par l'intermédiaire de sa Commission didactique, présidée par Marek Marian Drozdowski. Ce dernier, professeur à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, est à la fois membre de *Solidarność* et du PZPR, qu'il quittera plus tard en 1981. Au sein du Parti, il s'inscrit dans l'héritage du Parti socialiste polonais (PPS), auquel il consacre une partie de ses travaux d'historien. A l'issue des quatre réunions bipartites entre le syndicat et le ministère, le conseil d'administration de la PTH apporte officiellement son soutien aux « Propositions », dans un courrier adressé au ministre de l'Education, Bolesław Faroń :

« Les règles principales poursuivies par les "Propositions" consistent à apporter à l'élève des informations historiques concrètes et conformes à la réalité, déchargées d'interprétations politiques et idéologiques. Il s'agit de montrer l'histoire avec le respect qui est dû à ses réalisations, mais en introduisant simultanément l'élève à la pluralité des jugements historiographiques, ainsi qu'au cours objectivement déterminé du processus historique. Ces principes devraient servir à la fois l'élargissement de la conscience patriotique et la formation de comportements favorables au système universel des valeurs humanistes, ainsi qu'à la formation au sein de la jeunesse d'une mentalité favorable à la production autonome du jugement. La problématique de l'histoire contemporaine, en particulier, a exigé une vérification plus profonde, surtout concernant la Seconde République, la Seconde Guerre mondiale ainsi que la République populaire de Pologne. Les auteurs du projet ont cherché ici à présenter chacune de ces périodes d'une façon conforme à la vérité, et à proposer une vision équilibrée et objective de leurs réalisations et de leurs faiblesses, sans dissimuler les faits et les évènements jusqu'ici passés sous silence et répandus dans la conscience sociale, ce qui rend extrêmement difficiles les tâches pédagogiques de l'enseignant et retire à sa fonction le prestige qui lui est dû, inséparablement lié à la crédibilité de l'enseignement.[889] *»*

La prise de position de la PTH en faveur des « Propositions » se réfère donc moins, comme les écrits d'Achmatowicz ou Holzer, à une conception de l'histoire comme élément fondamental de la conscience nationale des Polonais. Sa lettre au ministre de l'Education prend position en faveur d'une histoire « déchargée d'interprétations politiques et idéologiques » en introduisant l'élève à la « pluralité des jugements historiographiques ». Mais l'argumentaire employé consiste aussi à mettre en avant la dissonance entre l'histoire officielle, ou « mémoire historique », comprise comme « norme mémorielle officielle, visant l'homogénéisation des représentations » et la « mémoire vive », pour reprendre le cadre conceptuel proposé par Marie-Claire Lavabre et Sarah Gensburger dans le sillage des travaux

[889] « Pismo uczestników Ogólnopolskiej Konferencji PTH do ministra oświaty i wychowania w sprawie "Propozycji doraźnych zmian w materiale nauczania historii w szkolnictwie podstawowym i ponadpodstawowym" » [Lettre des participants à la conférence de la PTH au ministère de l'Education au sujet des propositions de réforme des programmes d'enseignement de l'histoire], 24 avril 1981, dans Jacek Żurek (dir.), *Wybór źródeł do historii Solidarności Oświaty i Wychowania 1980-1989*, Varsovie, Tysol, 2000, p. 215-216.

de Maurice Halbwachs[890]. Or, pour ces deux auteurs, l'une des conditions d'efficacité de la norme mémorielle officielle est qu'elle soit au moins pour partie en adéquation avec la mémoire vive de la société. L'histoire « conforme à la réalité » mise en avant dans les « Propositions » doit, pour ses promoteurs, permettre de réhabiliter la profession d'enseignant, décrédibilisée par des programmes présentant une histoire tronquée, dissonante au regard de la « conscience sociale » des Polonais : la mémoire des « taches blanches » est en effet entretenue via des instances de transmissions telles que la famille ou l'Eglise.

Sur le plan des contenus des programmes, le point principal des « Propositions » consiste à revoir l'histoire du 20e siècle en Pologne, qui requiert les « transformations les plus profondes[891] », plus particulièrement la Seconde Guerre mondiale et la Pologne populaire. Il s'agit d'introduire des éléments « dont l'omission produit une image de l'histoire contemporaine non conforme à la réalité[892] ». Sans surprise, les propositions de modifications remettent en cause le récit officiel promu par le Parti depuis l'après-guerre. Au point que pour le programme du lycée général, le plus conséquent, les auteurs des « Propositions » ne prennent plus la peine de se référer au programme existant, mais proposent une reconstruction d'ensemble du programme, présentée comme « une nécessité due à la vérité historique »[893] . Nous concentrerons notre attention sur ce programme, qui est le plus détaillé et dont s'inspirent les modifications introduites dans les programme de l'école primaire et de l'enseignement technique et professionnel[894].

De fait, le récit de la Seconde Guerre mondiale et de l'histoire de la Pologne populaire, jusqu'à 1970[895], fait l'objet de corrections et ajouts notables. A commencer par l'introduction d'un nouveau thème, « la violation des frontières de la Pologne par l'Union soviétique le 17 septembre 1939 », jusqu'ici absent des programmes et manuels scolaires. L'inclusion de cette « tache blanche » permet en outre d'évoquer le sort des « confins orientaux », absorbés après-guerre par les républiques soviétiques de Lituanie, Biélorussie et Ukraine. Mais aussi de

[890] Marie-Claire Lavabre et Sarah Gensburger, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : la sociologie de la mémoire comme tierce position » dans Bertrand Müller (dir.), *L'histoire entre mémoire et épistémologie*, Lausanne, Payot, 2005, p. 75−96.
[891] « Propositions », p. 3.
[892] « Propositions », p. 16.
[893] « Propositions », p. 24.
[894] A noter qu'en Pologne populaire, le système d'enseignement ne comprend pas de niveau intermédiaire entre l'école primaire et le lycée : l'école élémentaire consiste en un cursus de dix années, après quoi les élèves sont orientés vers le lycée général, ou bien vers les différents niveaux de l'enseignement technique et professionnel.
[895] Cette césure chronologique ne correspond pas à un allongement dans le temps par rapport aux programmes précédents : ceux-ci se poursuivaient déjà jusqu'aux dernières années de la Pologne populaire. Le changement

présenter l'Union soviétique comme un agresseur de la Pologne en 1939, au même titre que l'Allemagne nazie, en vertu d'un protocole secret du pacte Ribbentrop-Molotov. L'introduction de ce thème permet la comparaison des politiques menées par l'Union soviétique et l'Allemagne nazie, dans les territoires polonais annexés ou occupés par ces puissances en 1939 (cf. Annexe 1) :

« Il convient de discuter du partage du territoire de la Seconde République entre le Gouvernement Général[896]*, les territoires annexés par le Reich et ceux situés au-delà de la rivière Bug, ainsi que de relier ce partage à la politique de chaque État vis-à-vis de la population de ces territoires et des prisonniers de guerre.*[897] *»*

Dans le même ordre d'idée, les auteurs des « Propositions » prônent un changement de dénomination du gouvernement polonais établi à Londres après 1939, dont il est demandé qu'il soit qualifié de « gouvernement polonais », et non plus de « gouvernement en émigration » ou de « gouvernement de Londres », afin de souligner la légalité de ce gouvernement et la continuité avec la seconde République de l'entre-deux guerres. A ce sujet, le thème de Katyń est ajouté au programme en tant que « circonstance » de la décision de l'Union soviétique de rompre ses relations diplomatiques avec le gouvernement polonais à Londres, en 1943, sans qu'il ne soit fait aucune mention des auteurs du massacre : en Pologne populaire, le récit officiel continue d'attribuer aux nazis ce massacre perpétré par le NKVD. Ici se donne à voir toute l'ambiguïté de la rédaction des « Propositions », les formulations souvent allusives permettant l'inclusion des « taches blanches », sans heurter trop frontalement le récit officiel. Ce qui se traduit ici par une formulation relativement imprécise (« l'affaire de Katyń » comme « circonstance » de la rupture des relations diplomatiques), qui, sans préciser qui furent les auteurs du massacre, doit permettre aux enseignants d'évoquer ce sujet, jusqu'ici tabou. Ce qui conduit à ne pas travestir la « vérité historique » dont se réclament les auteurs des « Propositions », tout en laissant le moins de prise possible à ceux qui, dans le giron du PZPR, ne pourraient admettre qu'il soit fait mention de quelconques « crimes soviétiques ». Car après tout, reconnaître que c'est bien à la suite de « l'affaire de Katyń » que l'URSS a mis un terme à ses relations avec le gouvernement polonais à Londres n'empêche en rien de continuer à prétendre que le massacre fut perpétré par l'armée allemande. Alors que mentionner le thème de Katyń au moment d'évoquer la situation de la population polonaise sous occupation (allemande et soviétique), comme c'était l'intention

---

est plutôt qualitatif : les programmes antérieurs mettaient l'accent sur les « réalisations » économiques, sociales et cultures de la Pologne populaire, tandis que les « Propositions » se concentrent sur l'histoire politique.

[896] Entité administrative correspondant aux territoires polonais placés sous administration allemande, sans être incorporés au 3e Reich.

[897] « Propositions », p. 14.

initiale des auteurs des « Propositions », impliquerait forcément de désigner les auteurs du massacre, mais aussi de comparer les politiques d'occupation nazie et soviétique[898].

Le même type de formulation ambiguë se retrouve ailleurs dans les propositions concernant la résistance à l'occupation allemande en Pologne. Il est clairement demandé que les programmes accordent à l'Armée de l'intérieur (*Armia Krajowa*, AK), organisation de résistance fidèle au gouvernement polonais de Londres, la place qui lui revient, « en accord avec la vérité historique »[899]. C'est-à-dire que soient respectées les « véritables proportions » entre l'AK, principale organisation de la résistance polonaise, et les organisations de partisans communistes, aux effectifs bien moindres. En revanche, la mention des « évaluations controversées de l'insurrection de Varsovie » reste allusive, comme celle de Katyń : difficile de mentionner ces controverses sans rappeler que les insurgés de Varsovie, commandés par l'AK, ont espéré en vain, en août 1944, l'assistance des troupes soviétiques, qui avaient atteint les faubourgs de Varsovie. Là encore, la responsabilité de tester plus loin les limites du dicible est reportée sur les enseignants, ou bien sur les auteurs des nouveaux manuels scolaires censés accompagner les programmes.

L'ordre politique de la Pologne d'après-guerre fait lui aussi l'objet de propositions de modifications substantielles. Sont proposés les ajouts suivants : « les formes de la lutte contre les organisations subordonnées au gouvernement polonais en émigration » (il s'agit principalement du parti agrarien PSL, dont le dirigeant, Stanisław Mikołajczyk, revient de Londres à Varsovie en 1945 afin d'organiser l'opposition au Parti ouvrier polonais, PPR) ; « le problème épineux du déplacement des populations allemandes » (qui implique de mentionner la modification des frontières polonaises en 1945, avec des territoires gagnés aux dépends de l'Allemagne à l'Ouest, cf. Annexe 2) ; « la limitation progressive de l'opposition légale » (différentes formes de répression politique) ; « les élections législatives [de 1947] – les pressions administratives et les abus » (c'est à l'issue de ces élections, largement truquées, que le PPR obtient la majorité au Parlement).

Concernant l'histoire de la Pologne populaire proprement dite, les propositions de modifications concernent d'abord la période stalinienne (dans un chapitre intitulé « La période des erreurs et des distorsions »), avec des thèmes tels que « le fonctionnement de l'appareil de sécurité » ; « l'ampleur de la répression » ; « les relations polono-soviétiques et le rôle des "conseillers soviétiques" auprès de l'Armée populaire polonaise ». Cette période

[898] Archives WNiO LVIII-673 : Ministère de l'Education, « Aktualny stan prac nad programami nauczania historii » [État actuel des travaux sur les programmes d'enseignement de l'histoire], 7 septembre 1981, p. 2.
[899] « Propositions », p. 15.

n'est pas abordée uniquement à travers un prisme politique, puisqu'est également proposé un thème consacré à la « formation du nouveau modèle économique » : « le centralisme de l'administration » ; « la règle de l'autarcie » ; « les tentatives de collectivisation de l'agriculture ». Un autre traite de « l'offensive idéologique dans la propagande et la culture », mettant notamment l'accent sur la « lutte contre l'Eglise ».

Enfin, un chapitre consacré à l'histoire politique de la Pologne populaire après 1956 est articulé autour de la chronologie de l'opposition au régime : « la lutte idéologique à propos des changements post-octobre [1956] » ; « les relations entre l'État et l'Eglise » ; « les milieux intellectuels et la jeunesse face à la politique du pouvoir » ; « les évènements de mars 1968 » ; « l'approfondissement de la crise politique et les symptômes du mécontentement social » ; « décembre 1970 ».

Ces propositions de modification des programmes mettent donc l'accent sur l'histoire contemporaine et plus particulièrement sur ses aspects politiques. Nous en avons relevé les principaux éléments, qui sont aussi les plus sensibles sur le plan politique. Bien d'autres propositions de modifications portent sur des thèmes moins controversés (histoire sociale, économique, culturelle) présentant de ce fait des enjeux moindres. Il en va de même pour l'histoire générale, où les « Propositions » consistent moins à remettre en cause les interprétations générales qu'à organiser le récit d'une manière moins binaire, autour de l'opposition entre les deux blocs antagonistes de la Guerre froide. Bien que formulées de manière souvent laconique voire allusive, les « Propositions » visent donc bien à promouvoir, à travers l'enseignement, des interprétations qui conduisent à remettre en cause le récit officiel. En cela, elles contestent les mythes fondateurs de la Pologne populaire, qui érigent le Parti en principal défenseur des intérêts de la nation polonaise au cours de la Seconde Guerre mondiale, et font du régime communiste et de son alliance avec l'URSS les horizons indépassables de la vie politique. C'est d'ailleurs pour cette raison que, craignant que le ministère revienne sur ses engagements, *Solidarność* s'empresse de rendre publiques ses « Propositions », d'abord une première fois en février 1981, puis à l'issue des négociations menées avec les représentants du ministère, qui prennent fin à la mi-avril de la même année. De leur côté, le ministère et le Département de la science et de l'instruction (WNiO) du Parti commanditent, à la fin du mois de mai, diverses expertises à opposer aux « Propositions » de *Solidarność*. A partir de ces contre-expertises, il s'agit à présent de voir comment les « Propositions » ont été reçues, au sein de différentes fractions de l'espace de production historiographique.

II.2. Des propositions « politiquement tendancieuses » :

Les contre-expertises commanditées à la fin du mois de mai permettent d'apprécier les réactions suscitées par les « Propositions » de *Solidarność*. Elles donnent à voir les interprétations concurrentes de l'histoire qui s'opposent dans cette configuration particulière. Un total de neuf évaluations des « Propositions » a été rédigé entre le printemps et la fin de l'été 1981. Leurs auteurs relèvent de différents statuts : instituts de recherche de l'Académie des sciences (Institut d'histoire et Institut des pays socialistes), Institut d'histoire militaire (rattaché au ministère de la Défense), Institut du mouvement ouvrier (rattaché à l'École supérieure des sciences sociales du Parti), syndicat enseignant officiel (*Związek Nauczycielstwa Polskiego*, ZNP), mais aussi historiens sollicités à titre individuel (Aleksander Gieysztor, Stefan Kieniewicz, Jerzy Maternicki, Henryk Samsonowicz). Ces universitaires occupent des positions de pouvoir au sein de la discipline : Gieysztor est sollicité en tant que président de l'Académie des sciences ; Kieniewicz préside le Comité des sciences historiques de l'Académie ; Samsonowicz est recteur de l'université de Varsovie et président de l'Association historique polonaise (PTH) ; Maternicki dirige l'Atelier d'histoire de l'historiographie et de didactique de l'histoire à l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie. L'exercice de fonctions officielles permet ainsi à Gieysztor et Samsonowicz, qui ont conseillé les auteurs des « Propositions » au moment de leur élaboration, d'être ensuite sollicités par le pouvoir pour en évaluer le contenu. Chose rare, leur position d'autorité dans la discipline, mais aussi le fait qu'ils se tiennent à distance raisonnable des débats qui ne concernent pas leur domaine de compétences, fait d'eux des experts qui passent pour fiables aux yeux des deux parties en présence[900].

Les circonstances dans lesquelles la commande de ces contre-expertises a été passée ne sont pas très claires. Au vu des archives du Département de l'Education du Parti (WNiO), il apparaît que c'est son directeur, Eugeniusz Duraczyński, qui sollicite par un courrier du 26 mai 1981 les opinions des deux instituts de recherche de l'Académie des sciences (IH PAN et IKS PAN), de l'École supérieure des sciences sociales du Parti (WSNS) et de l'Institut d'histoire militaire (WIH). Nous avons pu retrouver ces quatre évaluations dans les archives du WNiO. Nulle trace, en revanche, des quatre évaluations individuelles et de celle du syndicat enseignant ZNP[901]. Celles-ci ont pu être commanditées par le ministère et non par le WNiO : une note de l'Institut des programmes

[900] Gieysztor participera même aux négociations des Accords de la Table ronde en tant que représentant du PZPR.

[901] Nous avons consulté l'inventaire de l'ensemble des cartons d'archives du WNiO (plusieurs dizaines) susceptibles d'accueillir des documents correspondant aux réflexions sur les programmes d'enseignement de l'histoire, de 1980 au milieu des années 1980 (afin de suivre le devenir des textes adoptés). Au total, ce sont 37 documents (programmes et projets de programmes, évaluations, notes d'informations, correspondance) issus de 5 cartons différents qui alimentent les développements de ce chapitre. Dans la mesure où les *Archiwum Akt Nowych* ne disposent pas d'un inventaire complet des archives du PZPR, on est contraint de se fier aux indications des archivistes qui décrivent, pour chaque carton, le type de documents conservés et la période à laquelle ils ont été produits. Il est donc envisageable que certains documents se rapportant aux « Propositions » de *Solidarność* soient conservés dans d'autres cartons que ceux que nous avons consultés.

scolaires (IPS) du ministère, datée de juillet 1981 (avant que les instituts de recherche de l'Académie des sciences n'aient rendu leurs conclusions), attribue au WNiO la commande des évaluations de la WSNS et du WIH, suggérant que les autres évaluations ont été commandées par le ministère[902]. Dans une note postérieure émanant du ministère, celui-ci s'attribue, sans plus de précisions, la responsabilité d'avoir demandé des « évaluations scientifiques et politiques approfondies » du programme avant d'en autoriser l'impression[903]. Quoi qu'il en soit, les évaluations émanant de la WSNS, du WIH, de l'IH PAN et de l'IKS PAN sont bel et bien adressées au directeur du WNiO, en réponse à son courrier du 26 mai 1981.

II.2.A. Des évaluations entre science et politique :

Ce sont ces évaluations institutionnelles que nous analyserons ici. Nous savons en effet, grâce à d'autres documents d'archives et en particulier au rapport de synthèse de l'Institut des programmes scolaires (IPS), que l'essentiel du contenu des évaluations individuelles et de la ZNP n'a pas soulevé de problème majeur concernant l'histoire contemporaine. En effet, aucun des auteurs des évaluations individuelles n'est contemporanéiste (Gieysztor et Samsonowicz sont médiévistes et Kieniewicz, moderniste), à l'exception de Maternicki, dont l'évaluation ne porte que sur le programme de l'école professionnelle élémentaire. Or, ce sont les programmes destinés à l'école primaire et au lycée qui font l'objet des discussions les plus approfondies. Quant au texte de la ZNP, il porte davantage sur la méthode et les conditions de mise en œuvre du nouveau programme que sur les contenus. Les évaluations des quatre instituts de recherche sont en revanche très détaillées concernant l'évaluation des interprétations promues dans les « Propositions » de *Solidarność*, si bien que ce sont elles qui permettent de restituer la discussion sur le fond des changements envisagés. Nous nous contenterons de présenter dans cette sous-partie les prises de position de ces différents acteurs sur les « Propositions » de *Solidarność*. Dans la sous-partie suivante, nous rapporterons ces prises de position aux positions différenciées qu'occupent ces acteurs dans l'espace de production historiographique.

A travers la commande de ces contre-expertises, il s'agit vraisemblablement pour le Parti de retarder l'adoption officielle du nouveau programme, dont la rédaction issue des négociations bilatérales diffère peu, sur les points essentiels, de la version initiale des « Propositions » de *Solidarność*. Dans la « conjoncture fluide » de 1981, le Parti joue un « coup » destiné à modifier une situation qui a tourné à l'avantage de *Solidarność*[904]. A cette

[902] Archives WNiO LVIII-673 : Institut des programmes scolaires, « Ustosunkowanie sie do uwag recenzentow dotyczacych projektow programow historii » [Positions sur les évaluations des projets de programmes d'histoire], 10 juillet 1981, 11 pages.

[903] Archives WNiO LVIII-673 : Ministère de l'Education, « Aktualny stan prac nad programami nauczania historii ».

[904] Dans son modèle, Michel Dobry définit les « coups » comme « les actes et les comportements individuels ou collectifs qui auront pour propriété d'affecter soit les attentes des protagonistes d'un conflit concernant le comportement des autres acteurs, soit ce que Goffman appelle leur « situation existentielle » (c'est-à-dire, en

fin, il convient de remettre en cause le bien-fondé des négociations menées en mars et avril par le ministère avec *Solidarność*, au motif qu'elles n'auraient pas été suffisamment ouvertes à d'autres interlocuteurs légitimes. La remise en question des négociations entre *Solidarność* et le ministère est clairement exprimée dans une note à destination des historiens conseillant le Parti, rédigée par Władysław Kąta, le directeur adjoint du WNiO. Dans cette note, les « Propositions » sont réduites à l'expression d'intérêts particuliers, au motif que le syndicat ZNP et les « instituts scientifiques » auraient été évincés des négociations :

« La question des programmes d'enseignement, surtout en science humaines, ne peut pas être le domaine exclusif d'un syndicat professionnel donné, de certaines associations (formelles et informelles) ou de groupes de pression. Elle doit faire l'objet de discussions par des équipes compétentes. Aucun État, a fortiori le nôtre, ne peut renoncer à l'approbation des programmes d'enseignement.[905] *»*

Pourtant, des représentants de la ZNP ont bien assisté aux négociations bilatérales, sans véritablement s'opposer aux propositions de *Solidarność*[906]. Quant aux « instituts scientifiques », certains de leurs représentants ont bien participé aux négociations, à commencer par Gieysztor et Samsonowicz. Au fond, se joue la question de savoir qui sont les acteurs légitimes pour concourir à l'élaboration et à l'approbation d'une réforme de l'enseignement scolaire, en lien avec une donne politique jusqu'à présent inédite en Pologne populaire. Ce qui amène le directeur adjoint du WNiO à formuler des propositions en vue d'adopter des méthodes de concertation tenant compte de cette nouvelle donne :

« - Le ministère de l'Instruction et de l'Education devrait élaborer le plus vite possible des règles et modalités d'élaboration des programmes scolaires. Ce document devrait également comprendre des indications sur le besoin d'une large discussion avec la ZNP, le NSZZ "Solidarność", les comités scientifiques de l'Académie des sciences, les associations scientifiques, les milieux scientifiques, la participation du ministère et des Editions Scolaires et Pédagogiques.
- Il est urgent de publier, sous la forme d'un décret du Ministère de l'Instruction et de l'Education, un acte juridique sur les modalités de désignation et de composition d'équipes disciplinaires, en tant qu'organes permanents de conseil auprès du ministre, sur les questions concernant le contenu des enseignements.[907] *»*

Ces propositions n'ont rien d'inédit : les acteurs mentionnés (scientifiques, pédagogiques et syndicaux) étaient déjà associés, d'une manière ou d'une autre, au processus d'élaboration des programmes et manuels scolaires. En revanche, la question de l'organisation de cette

---

gros, les rapports entre ces acteurs et leur environnement), soit encore, bien entendu, les deux simultanément, la modification de cette situation existentielle s'accompagnant presque toujours d'une transformation des attentes et des représentations que se font de la situation les différents acteurs. » cf. M. Dobry, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, p. 11−12.

[905] AAN, WNiO LVIII-673 : Władysław Kąta, « Wprowadzenie do dyskusji w gronie partyjnych historyków w dniu 20.III.1981 r. w sprawie programów szkolnych i podręczników z przedmiotów humanistycznych » [Introduction à la discussion des historiens *partyjni* du 20 mars 1981 sur la question des programmes et manuels scolaires en sciences humaines », 20 mars 1981, p. 2.

[906] A. Achmatowicz, *Jak doszło do zmiany...*, *op. cit.*, p. 24−25.

[907] AAN, WNiO LVIII-673 : Władysław Kąta, « Wprowadzenie do dyskusji w gronie partyjnych historyków w dniu 20.III.1981 r. w sprawie programów szkolnych i podręczników z przedmiotów humanistycznych » [Introduction à la discussion des historiens *partyjni* du 20 mars 1981 sur la question des programmes et manuels scolaires en sciences humaines », 20 mars 1981, p. 6.

concertation, sous la forme de l'institutionnalisation d'un dialogue multipartite dans le cadre d'organes de conseil permanents, se pose pour la première fois en 1981[908]. En effet, la légalisation de *Solidarność* rend possible l'expression d'intérêts fortement divergents de ceux du Parti, ce qui pose avec une acuité nouvelle la question du mode de gouvernement en Pologne populaire. Tout l'enjeu pour le Parti est d'éviter une situation où, comme en mars-avril 1981, *Solidarność* semble en mesure de coaliser, avec l'appui de l'Association historique polonaise (PTH) et de quelques historiens occupant des responsabilités académiques de premier plan, des acteurs dotés de ressources suffisantes pour obtenir un engagement du ministère à réformer l'ensemble des programmes scolaires d'histoire.

Au-delà de la procédure de négociation, Władysław Kąta dénonce le « caractère politique et idéologique » des « Propositions » :

« Certains points faisant l'objet des discussions suscitent de sérieuses réserves de nature idéologique et politique. Il est proposé d'ajouter, au programme d'histoire et à la liste des mots-clés, des sujets au caractère antirusse et antisoviétique explicite. On a augmenté les chapitres traitant du rôle de l'Eglise dans l'histoire de Pologne, on a ajouté des mots-clés concernant la Seconde République, le rôle du gouvernement en exil et l'Armée de l'intérieur ; on a nettement diminué le rôle du mouvement ouvrier dans la lutte de libération sociale et nationale, ainsi que les réalisations économiques et sociales de la République populaire de Pologne.
(...)
Il y a un besoin urgent de définir clairement la position du Parti et du gouvernement sur la question de l'éducation socialiste. Dans le cas contraire, l'Eglise, en collaboration avec le NSZZ "Solidarność", conduira à transformer l'école laïque et socialiste en avant-poste éducatif social-chrétien-démocrate [socjalchadecki].[909] *»*

Il ne s'agit plus ici de réfléchir à la bonne manière de réformer les programmes, mais de défendre un enseignement de l'histoire qui soit « en accord avec les acquis de l'historiographie marxiste », face aux « sources extra-scolaires déformées » propagées par les « brochures diffusées par le Comité de Défense des Ouvriers, la Confédération pour une Pologne indépendante et *Solidarność* »[910].

A l'instar du directeur adjoint du WNiO, les évaluations de l'École supérieure des sciences sociales du Parti (WSNS), de l'Institut d'histoire militaire (WIH), de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) et de l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences (IKS PAN), mobilisent deux types d'arguments : l'un, savant, consiste à mettre en regard les « Propositions » de *Solidarność* avec l'état des connaissances historiographiques ; l'autre, idéologique, mesure la distance qui sépare les « Propositions »

[908] Il n'en est aucunement question, par exemple, dans les nombreux articles consacrés par la revue *Wiadomości Historyczne* (revue officielle à destination des enseignants) aux révisions successives des programmes d'enseignement de l'histoire, pour la période antérieure à 1981.
[909] AAN, WNiO LVIII-673 : Władysław Kąta, « Wprowadzenie do dyskusji w gronie partyjnych historyków w dniu 20.III.1981 r. w sprawie programów szkolnych i podręczników z przedmiotów humanistycznych » [Introduction à la discussion des historiens *partyjni* du 20 mars 1981 sur la question des programmes et manuels scolaires en sciences humaines », 20 mars 1981, p. 3.
[910] AAN, WNiO, LVIII-673 : Ministère de l'Instruction et de l'Education, « Aktualny stan prac and programami nauczania historii », p. 3.

des interprétations « marxistes » jusqu'alors dominantes. Les deux se recoupent largement, tant l'histoire du temps présent est alors dominée par la production officielle, et tant les interprétations prosoviétiques et procommunistes tendent à être présentées comme « scientifiques », au nom du marxisme (cf. chap. 2 et 3). Cependant, ces deux types d'arguments sont formulés différemment : la critique des « Propositions » est énoncée tantôt au nom de la science, tantôt au nom de la « ligne du Parti ». Chaque évaluation oscille entre ces deux registres, dans des proportions toutefois variables selon la position des acteurs dans l'espace de production historiographique : les interprétations défendues et leurs formulations ne sont pas les mêmes selon que l'on se situe à proximité du pôle de production officielle (WSNS, WIH), ou du pôle plus autonome que représente l'Académie des sciences (IH PAN et dans une moindre mesure IKS PAN).

Rédigée par « une équipe d'employés » (dont les noms ne sont pas précisés) de l'Institut du mouvement ouvrier, l'évaluation de l'École supérieure des sciences sociales du Parti (WSNS) est celle qui adopte le ton le plus polémique et situe le plus explicitement son argumentaire sur le terrain idéologique[911]. Les « commentaires généraux » sur le programme du lycée général sont ainsi formulés :

« En général, ce programme est bien plus riche que l'actuel. Il évite les dissimulations, il aborde les problèmes controversés et ceux considérés jusqu'ici comme "tabous". […] Ceci concerne surtout la période jusqu'à l'année 1939, qui ne suscite pas de doutes importants.
Dans sa seconde partie (c'est-à-dire après le 1er septembre 1939), le programme est controversé en de nombreux points et suscite des réserves. Elles tiennent avant tout au caractère politiquement tendancieux de nombre de formulations et mots clés, qui remplacent des notions objectives et scientifiques. Dans sa version actuelle, le programme ouvre aux enseignants la possibilité d'interpréter les périodes et problèmes difficiles de l'histoire nationale dans l'esprit d'évaluations et d'interprétations non-socialistes.[912] »

L'évaluation de l'Institut d'histoire militaire (WIH), rédigée par une dizaine de chercheurs qui sont aussi, pour la plupart, des militaires, se focalise sur les aspects ayant trait à l'armée et aux opérations de guerre, avec un luxe de détails concernant la participation des troupes polonaises aux batailles de la Seconde Guerre mondiale sur les différents fronts[913]. Le constat général est ici le même que celui de la WSNS :

« Les projets de programmes sont dans l'ensemble élaborés correctement et ne suscitent pas d'importantes réserves pour ce qui concerne l'histoire ancienne (avant l'année 1939). […] [Pour les autres périodes], il est indiqué de recourir aux employés de l'Institut d'histoire militaire dans la préparation de la version définitive des programmes.[914] »

---

[911] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia Wyższa Szkoła Nauk Społecznyczh przy KC PZPR (Instytut Ruchu Robotniczego) » [Opinion de l'École supérieure des sciences sociales près le Comité central du PZPR (Institut du mouvement ouvrier], 29 juin 1981, 6 p.
[912] *Ibid.*, p. 1.
[913] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia Wojskowego Instytutu Historycznego » [Opinion de l'Institut d'histoire militaire], 6 juillet 1981, 11 p.
[914] *Ibid.*, p. 1.

L'enjeu, pour les instituts de recherche que sont le WIH et la WSNS, outre la défense d'une certaine orthodoxie « marxiste », « socialiste » ou « partisane » (termes qui sont généralement employés comme synonymes), est donc aussi d'affirmer leur légitimité à être consultés dans le cadre de l'élaboration des programmes scolaires.

L'Institut des pays socialistes (IKS PAN) occupe pour sa part une position singulière au sein de l'Académie des sciences : centre de recherches pluridisciplinaires sur les pays « frères » du bloc soviétique, il accueille en son sein des chercheurs qui sont pour la plupart membres du Parti et proches du pouvoir : ils ont donc des profils plus académiques que leurs homologues de la WSNS et du WIH, qui détiennent rarement des titres universitaires (comme le doctorat) et occupent une position d'extériorité par rapport au monde académique ; mais ils sont aussi *partyjni*, membres du Parti ou du moins considérés comme ses fidèles représentants dans le monde de la science. A l'image du contemporanéiste Wieslaw Balczerak, directeur de l'IKS PAN de 1981 à 1984, membre du PZPR et surtout du conseil national du « Mouvement patriotique pour la renaissance nationale » (*Patriotyczny Ruch Odrodzenia Narodowego*, PRON), créé par le PZPR et soutenu par les organisations satellites du Parti au moment de l'état de guerre, afin de mettre en scène le soutien de la société polonaise à la politique du général Jaruzelski. La position singulière de l'IKS PAN, entre science et politique, se traduit dans la rédaction de l'évaluation des « Propositions » élaborée collectivement par trois chercheurs de cet institut[915]. Très hostile sur le fond aux interprétations avancées par *Solidarność*, ce rapport se distingue cependant de celui de la WSNS en ce qu'il mobilise essentiellement des arguments techniques et scientifiques, laissant entendre que les « Propositions » ne reflètent pas l'état des recherches en histoire :

« Le tempo dans lequel ont été élaborées les transformations des programmes suscite l'admiration, et encore plus l'intention d'introduire les nouveaux programmes dès cette année scolaire. Les programmes devraient indubitablement être régulièrement modifiés. […] La nouvelle situation politique du pays l'exige également. Cependant, même les plus belles et les plus justes des intentions ne peuvent aboutir à rien de bon, sans garantie des moyens les plus élémentaires de leur réalisation. »
[…]
« Les changements concernent en général la problématique contemporaine. L'état des recherches permet-il un élargissement substantiel du programme dans ce domaine ? A cette question, on ne peut pas encore répondre clairement par l'affirmative. Les recherches sur la période post-1945 ont de nombreuses lacunes.
[…]
Sur la base de quelle aide scientifique l'enseignant est-il supposé appliquer le nouveau programme d'enseignement de l'histoire, surtout de l'histoire contemporaine, puisqu'il n'y a aucune information sur plusieurs des nouveaux thèmes dans les manuels scolaires […] ?[916] *»*

[915] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia Instytutu Krajów Socjalistycznych PAN » [Opinion de l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences], 12 août 1981, 6 p.
[916] *Ibid.*, p. 1-2.

Ici, une hostilité idéologique (cf. infra) aux « Propositions » de *Solidarność* s'exprime à travers des contraintes scientifiques (l'impossibilité d'aborder en classe des thèmes de l'histoire contemporaine pour lesquels la recherche est encore balbutiante) et techniques (l'impossibilité pour les éditeurs de fournir en temps voulu le matériel pédagogique requis). En concluant sur la nécessité de conditionner la modification des programmes scolaires à l'élaboration de matériaux scientifiques et pédagogiques, les auteurs de l'évaluation de l'IKS PAN (un institut de l'Académie) peuvent rendre un avis globalement défavorable aux « Propositions » sur l'histoire contemporaine, sans que cet avis soit motivé essentiellement, comme dans le cas de la WSNS (un institut du Parti), par des considérations d'ordre idéologique. En apparence, le registre d'argumentation propre au monde académique est donc bien respecté.

Le même type d'argumentation et un ton bien plus neutre caractérisent les deux évaluations issues de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN). Contrairement aux autres instituts de recherche, celui-ci ne produit pas une évaluation collective des « Propositions », mais deux évaluations individuelles de neuf pages chacune, rédigées par un médiéviste, Jerzy Dowiat, et un contemporanéiste, Janusz Żarnowski[917]. Les remarques formulées par Dowiat se concentrent sur l'impossibilité de traiter l'ensemble du programme dans les délais impartis (une critique qui s'adresse également aux programmes précédents). S'il considère les programmes pour l'école primaire et le lycée général comme insuffisamment aboutis pour être appliqués dès septembre 1981 (les évaluations de l'IH PAN sont datées du début du mois août), il propose de transmettre aux enseignants des instructions comprenant des listes de thèmes complétant les programmes actuels, et de reporter l'adoption de nouveaux programmes à l'organisation d'une consultation scientifique plus large. Żarnowski, pour sa part, rédige une évaluation plutôt critique des modifications apportées à l'enseignement de l'histoire contemporaine, sans pour autant remettre en cause la pertinence de l'introduction de « nouvelles informations jusqu'alors dissimulées ou camouflées » :

« Cela [l'introduction de nouvelles informations] concerne surtout la période contemporaine et plus particulièrement la Pologne populaire et la réalité d'après-guerre. Ceci est parfois fait de façon un peu obsessionnelle, avec une concentration sur ces éléments "dissimulés". C'est compréhensible dans la situation actuelle et face à l'état émotionnel actuel, mais les programmes doivent servir pour une plus longue période. […] Il y a là d'immenses incohérences, énormément de raccourcis et d'approches irréalisables. Si l'approbation et la réalisation de ces programmes dans un avenir très proche n'engendrera pas de catastrophe, le véritable travail sur les programmes doit commencer dès maintenant, et ce dans une atmosphère de souci pour le bien de l'enseignement, et moins dans une atmosphère de marchandage à propos de telle ou telle interprétation.[918] *»*

[917] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IH PAN » [Opinion de l'IH PAN], 5 août 1981, deux fois 9 p.
[918] *Ibid.*, évaluations de Janusz Żarnowski, p. 1.

Comme pour d'autres évaluations, les « Propositions » sont rapportées au contexte politique spécifique de l'année 1981. Pour les auteurs des évaluations comme pour ceux des « Propositions », la « conjoncture fluide » de 1981 est vraisemblablement la source d'une forte incertitude quant aux résultats du processus. Les nombreuses références au contexte politique qui émaillent des évaluations suggèrent que leurs auteurs estiment logique que cette conjoncture aboutisse à des modifications des programmes. Mais ils n'entendent pas pour autant se laisser déposséder de leur expertise en la matière, que cette expertise procède d'une légitimité académique ou partisane. Il est sous-entendu que le « véritable travail sur les programmes » invoqué par Żarnowski devrait être l'affaire de spécialistes du savoir historique, motivés par la seule recherche du « bien de l'enseignement » et affranchis des contraintes de la « situation actuelle », propice au « marchandage » politique. Pour autant, les deux historiens de l'IH PAN ne se privent pas non plus de livrer des appréciations idéologiques, d'ailleurs étonnamment proches dans leur formulation, sur les « Propositions » de *Solidarność* :

« Le programme proposé est essentiellement un ouvrage éclectique. Il adopte des formulations témoignant de ce que son cadre est né du temps de Gomułka. Il s'y trouve aussi des approches qui résonnent avec les traditions de Piłsudski [piłsudczykowskie].[919] *» (Dowiat)*
« D'une façon générale, toute la périodisation porte la trace des pseudo-historiens du temps de Gomułka et Gierek, qui voulaient maquiller les véritables tournants et conflits.[920] *»* (Żarnowski)

Ces phrases, elliptiques, renvoient à la réhabilitation, dans les « Propositions » de *Solidarność*, de mouvements politiques et de personnages non-communistes, tels que Piłsudski, principal protagoniste de la vie politique polonaise du début du 20e siècle. Mais elles trahissent aussi l'identification de leurs auteurs au Parti et à ses réalisations : Żarnowski, qui sera membre du PZPR jusqu'en 1989, considère que les « Propositions » ne rendent pas suffisamment justice à l'action du Parti ouvrier de Pologne (PPR) dans les années d'après-guerre, avant la stalinisation (« les programmes économiques et sociaux », « l'effort de reconstruction »). Les « pseudo-historiens du temps de Gomułka » sont sans doute ceux qui, après s'être éloignés du PZPR, entreprennent l'écriture d'une histoire politique du régime communiste en Pologne qui s'écarte de l'hagiographie. A l'instar de Maria Turlejska, qui après avoir incarné la « ligne du Parti » en histoire (elle dirige un temps le Département d'histoire du Parti et contribue à la rédaction de manuels scolaires caractéristiques des interprétations promues par le PZPR), publie en 1972 un ouvrage consacré à la première

[919] *Ibid.*, évaluation de Jerzy Dowiat, p. 1.
[920] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IH PAN » [Opinion de l'IH PAN], 5 août 1981, évaluation de Janusz Żarnowski, p. 8.

décennie de la Pologne populaire[921]. Cet ouvrage est passé au pilon au motif de ses contenus « antisoviétiques ». Intime de Gomułka, elle a eu accès, par son entremise, à des documents secrets qui lui permettent de publier, clandestinement, un ouvrage consacré aux tribunaux militaires ayant condamné les opposants politiques après-guerre[922].

II.2.B. Une confrontation entre histoire officielle et histoire dissidente :

Afin de présenter une information plus systématique, les trois tableaux ci-dessous synthétisent, pour une série de thèmes ou évènements de l'histoire polonaise après 1939, les interprétations concurrentes qui en sont données dans les « Propositions » ainsi que dans les évaluations. S'il y a peu de différences entre le projet initial de Solidarność (février 1981) et sa version amendée après négociations avec le ministère (mars-avril 1981), les évaluations donnent à voir des positions bien plus clivées. Les évaluations produites par les deux instituts de recherche de l'Académie des sciences ont été rendues trop tardivement pour être prises en compte avant l'adoption du programme par le ministère le 10 juillet 1981. Mais celles de la WSNS et du WIH n'ont guère produit d'effet non plus, la version finale du programme ne différant pas, pour les évènements sélectionnés ici, de la version issue des négociations de mars-avril. Ces évènements ont été choisis en fonction de la récurrence des remarques apportées et de leur caractère substantiel. Il s'agit donc de propositions de *Solidarność* ayant suscité plusieurs réactions du côté des auteurs de évaluations, et des critiques ou suggestions de reformulation qui ont des implications quant au sens donné à ces évènements. N'ont donc pas été retenues les suggestions portant soit sur des points isolés[923], soit sur des ajouts ou des reformulations stylistiques n'impliquant pas une interprétation différente de celle initialement formulée dans les « Propositions ». Il n'est donc pas étonnant de retrouver, dans notre sélection, les principales « taches blanches » de l'histoire de Pologne au cours de la Seconde Guerre mondiale et de la période communiste : les relations polono-soviétiques au cours de la guerre (tableau 30) ; la résistance polonaise et l'insurrection de Varsovie (tableau 31) ; l'histoire politique de la Pologne populaire (tableau 32). Mais pas les accords de Yalta ni la problématique de la modification des frontières polonaises après-guerre, qui ne font pas

[921] Maria Turlejska, *Zapis pierwszej dekady : 1945-1954* [L'héritage de la première décennie], Varsovie, Książka i Wiedza, 1972.
[922] Maria Turlejska, *Te pokolenia żałobami czarne: skazani na śmierć i ich sędziowie 1944-1954* [Ces générations en vêtements de deuil : les condamnés à mort et leurs juges], Londres, Aneks, 1989.

l'objet d'amples polémiques : la remise en cause des frontières héritées de la guerre n'est pas à l'agenda de *Solidarność*. De même, la Shoah ne fait pas non plus l'objet de controverses, sans doute parce que l'histoire des juifs de Pologne demeure à part de l'histoire nationale : en proposer un récit alternatif à celui du PZPR (qui en fait un élément du « combat antifasciste » ou de la « lutte de libération nationale » sans en souligner la singularité), ou bien remettre en cause le récit enchanté d'une Pologne sans auxiliaires de la politique d'extermination nazie, ne constitue pas un enjeu des « Propositions ».

Les éléments cités dans les tableaux ci-dessous sont issus des programmes pour l'école élémentaire et le lycée, dont la rédaction est très proche pour les thèmes concernant la période qui nous intéresse ici. Le tableau 6 montre que la proposition de *Solidarność* d'inclure la mention de l'invasion soviétique de la Pologne le 17 septembre 1939 est finalement retenue à l'issue des négociations avec le ministère. Les programmes antérieurs ne faisaient référence qu'à l'invasion allemande, ou bien mentionnaient « l'intervention » soviétique afin de protéger les minorités ukrainienne et biélorusse établies sur le territoire polonais. En revanche, la proposition d'établir une comparaison entre le 3e Reich et l'Union soviétique quant à l'attitude vis-à-vis des populations polonaises (et des prisonniers de guerre) placées sous leur administration, matérialisée à travers la formule « la politique des deux États » n'est pas retenue : dans la version finale, la politique du 3e Reich et celle de l'URSS sont séparées en deux phrases distinctes, qui ne suggèrent plus la comparaison initialement proposée. L'évaluation de l'École supérieure des sciences sociales (WSNS) du PZPR récuse la formule « le partage des territoires de la Seconde République », qui « suggère les mêmes raisons pour les deux parties divisant ces territoires. Dans le cas de l'URSS il s'agissait plutôt d'une revendication[924] ». De même, « sur les territoires occupés par l'URSS, il n'y avait pas de "prisonniers de guerre" mais des internés ; l'URSS demeurait alors malgré tout un État neutre[925] ». Ces formules ambigües (« revendication » ; « internés ») jouent un rôle essentiel : faire ressortir la spécificité de l'attitude l'Union soviétique et éviter que son action en septembre 1939 ne soit assimilée à celle d'un allié objectif de l'Allemagne nazie, en dépit de l'existence du pacte Ribbentrop-Molotov. Dans la phase finale d'adoption du programme, le terme de « revendication » est habilement rejeté par les auteurs des « Propositions », qui

[923] L'institut d'histoire militaire suggère ainsi de nombreux ajouts concernant l'action des différents corps d'armée polonais au cours de la Seconde Guerre mondiale, sans que cela conduise à des remarques substantielles concernant la philosophie générale des « Propositions ».
[924] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia WSNS », p. 2.
[925] *Ibid.*

soulignent qu'il établirait une continuité politique entre l'empire tsariste et l'Union soviétique, continuité qui est précisément récusée par l'historiographie officielle :

« Le terme "revendication" par l'URSS est pour le moins discutable. […] Il signifie la reconnaissance des droits [russes] sur les territoires de l'ancien royaume de Pologne et la force juridique des traités de partage [de la Pologne à la fin du 18e siècle] qui – comme on le sait – ont été annulés par l'Union soviétique peu après la révolution [d'octobre 1917]. Nous considérons donc qu'il convient de maintenir la formulation actuelle, adoptée lors des négociations, auxquelles ont participé entre autres des représentants de l'École supérieure des sciences sociales du Parti.[926] *»*

Une logique similaire à celle de la WSNS est à l'œuvre dans l'évaluation de cet évènement par l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences (IKS PAN), dans un style toutefois moins direct que celui de la WSNS :

« Il y a des doutes sur le fait de savoir, par exemple, comment l'enseignant doit comprendre la suggestion […] comprise dans la thèse : "L'intervention de l'Armée soviétique sur les territoires de l'Ukraine occidentale et de la Biélorussie" (en 1939). Pourquoi n'est-il fait aucune mention du rejet, par les États occidentaux et la Pologne, des propositions de sécurité collective émises par l'URSS avant la guerre ?[927] *»*

Ici, l'IKS PAN, plutôt que de substituer aux propositions de *Solidarność* de nouvelles formulations plus conformes aux interprétations de la Seconde Guerre mondiale promues par l'Union soviétique et les partis communistes, comme le fait la WSNS, propose plus subtilement l'ajout de précisions qui conduisent à nuancer l'évaluation de l'attitude de l'URSS en septembre 1939 : rappeler les propositions de sécurité collective émises par l'URSS revient à fournir une justification à l'intervention des troupes soviétiques en Pologne orientale. De ce point de vue, la critique émise à ce sujet par Jerzy Dowiat, de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) est plus neutre, puisque le médiéviste se borne à remarquer que si les « Propositions » décrivent en détail la « politique hitlérienne » en Pologne occupée, la politique soviétique, en revanche, est « laissée à l'invention de l'enseignant, qui n'est guidé en aucune manière[928] ».

La dénomination du gouvernement polonais établi à Londres après l'occupation du pays pose d'autres difficultés. Pour *Solidarność*, il s'agit de faire admettre l'idée d'une continuité entre ce gouvernement et l'État polonais d'avant-guerre, mais aussi et surtout d'en faire l' « unique centre de pouvoir de la nation polonaise », jusqu'au 31 décembre 1943, c'est-à-dire jusqu'à la création par les communistes polonais du PPR d'un Conseil national d'État (*Krajowa Rada Narodowa*, KRN) qui entend devenir l'organe de représentation politique de la nation polonaise. Un telle formulation va à l'encontre du récit officiel, qui érige les partisans communistes du PPR (créé en 1942) en alternative au gouvernement de Londres :

[926] Archives WNiO LVIII-673 : Institut des programmes scolaires, « Ustosunkowanie sie do uwag recenzentow dotyczacych projektow programow historii » p. 5.
[927] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IKS PAN », p. 3.
[928] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IH PAN », évaluation de Jerzy Dowiat, p. 3.

« S'agit-il vraiment de dire qu'en dépit de la situation changeante dans le monde et au sein du pays[929] *seul le gouvernement bourgeois en émigration, responsable de la défaite de septembre […] avait le droit de représenter les intérêts de l'État et de la nation, et que les différentes forces politiques actives au sein du pays devaient s'y soumettre absolument ? […] Si c'est ainsi qu'il faut comprendre ces suggestions, alors elles n'ont rien à voir avec la vérité historique.*[930] *»*

Là encore, la critique de l'historien universitaire Jerzy Dowiat est remarquablement plus nuancée et précise :

« La formulation sur la fondation du gouvernement en émigration n'est pas claire : "La continuité de l'État polonais/la légalité du gouvernement". Il s'agit ici de l'acceptation de la constitution d'avril [1934] et des motivations de cette fondation.[931] *»*

In fine, les auteurs des « Propositions » renoncent aux termes « nation polonaise », au profit d'une formulation qui ne remet pas en cause le sens de la proposition : « Le gouvernement polonais en émigration en tant qu'unique centre de pouvoir jusqu'en 1943 »[932].

Enfin, l'épisode de la rupture, en 1943, des relations diplomatiques entre le gouvernement polonais à Londres et l'Union soviétique, qui avaient été établies suite à l'entrée en guerre de cette dernière au côté des Alliés en 1941, et le rôle joué par la découverte du charnier de Katyń dans la rupture de ces relations, ne sont pas aussi controversés. Sans doute pour la raison, évoquée plus haut, que la mention de Katyń dans les « Propositions » se garde bien d'attribuer la responsabilité de l'exécution de prisonniers de guerre polonais à l'Union soviétique. Il n'y a ici que le WIH pour s'opposer à la mention de Katyń dans le programme de l'école primaire (mais pas au lycée), au motif qu'elle ne peut qu' « embrouiller » les élèves. La position du syndicat enseignant ZNP est plus explicite à ce sujet :

« Nous savons qu'elle [l'affaire de Katyń] a eu lieu, mais nous ne connaissons pas tous les éléments qui y ont conduit. […] Ce sujet devrait être évoqué dans les cours d'histoire sur la base de sources fiables, ou bien de travaux scientifiques traitant du problème dans toute la complexité de cette époque. Ainsi, nous considérons qu'il est justifié de conserver la formulation actuelle, négociée, sans modification.[933] *»*

[929] Il est fait mention dans la phrase précédente de la création du PPR en 1942.
[930] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IKS PAN », p. 4.
[931] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IH PAN », évaluation de Jerzy Dowiat, p. 3.
[932] Archives WNiO LVIII-673 : Institut des programmes scolaires, « Ustosunkowanie sie do uwag recenzentow dotyczacych projektow programow historii » p. 5.
[933] Archives WNiO LVIII-673 : Institut des programmes scolaires, « Ustosunkowanie sie do uwag recenzentow dotyczacych projektow programow historii » p. 3.

Tableau 30. Les relations polono-soviétiques au cours de la Seconde Guerre mondiale

	EVENEMENT CONSIDERE		
AUTEUR	**17 septembre 1939 ; comparaison entre l'attitude du 3e Reich et celle de l'URSS en Pologne après 1939**	**Sur Katyń et les relations entre le gouvernement polonais à Londres et l'Union soviétique**	**Sur la dénomination du gouvernement polonais en exil à Londres après 1939**
« Propositions de *Solidarność* » (février 1981)	Mentionner le partage du territoire de la Seconde République de Pologne entre le Gouvernement Général (allemand), les territoires annexés au 3e Reich et ceux annexés par l'URSS ; ainsi que la politique de ces deux États vis-à-vis des populations polonaises et des prisonniers de guerre.	Mentionner Katyń et préciser que c'est l'URSS qui a pris l'initiative de rompre ses relations diplomatiques avec le « gouvernement polonais » en 1943.	Privilégier la mention « gouvernement polonais en exil » plutôt que « gouvernement en exil » ou « gouvernement de Londres ». Présenter ce gouvernement comme l' « unique centre de pouvoir de la nation polonaise » jusqu'en 1943.
Opinion de l'École supérieure des sciences sociales du PZPR (WSNS), 29 juin 1981	La notion de « partage des territoires polonais » est « ahistorique ». Sur les territoires occupés par l'URSS il n'y avait pas de « prisonniers de guerre » mais des « internés » : l'URSS était à ce moment-là un État neutre.		La qualification de ce gouvernement en tant que « centre de pouvoir de la nation polonais » a « un caractère politique et non factuel ».
Opinion de l'Institut d'histoire militaire (WIH), 6 juillet 1981		Juge « controversée » la mention de Katyń dans le programme de l'école primaire. Elle ne peut qu' « embrouiller » au lieu d' « éclairer ».	
Opinion de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN), 5 août 1981	Dowiat : Le thème de la politique de l'URSS dans les territoires annexés nécessite des précisions.	Dowiat : « La mention de l'affaire de Katyń a été formulée correctement. »	Dowiat : Les formulations « continuité de l'État polonais » et « légalité du gouvernement » ne sont pas claires.

Opinion de l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences (IKS PAN), 12 août 1981	« Pourquoi n'y a-t-il aucune mention des propositions de sécurité collective formulées par l'URSS avant la guerre et rejetées par les États occidentaux ? »		La formule « le gouvernement polonais en exil en tant qu'unique centre du pouvoir de la nation polonaise » n'a « rien à voir avec la vérité historique ».
« Propositions » amendées à l'issue des négociations avec le ministère (avril-mai 1981), adoptées par le ministère le 10 juillet 1981	Il n'est plus question de « la politique des deux États » ; 3e Reich et URSS sont séparés dans deux phrases distinctes.	« Il convient de préciser, que c'est l'URSS qui a suspendu [et non pas rompu] les relations diplomatiques avec le gouvernement polonais en 1943 et mentionner les circonstances de cette décision (affaire de Katyń). »	Idem que formulation initiale.

La résistance et surtout l'insurrection de Varsovie constituent un autre bloc thématique sujet à controverse. Les propositions de *Solidarność* consistant à réaffirmer le rôle de l'Armée de l'intérieur (AK) et de « l'État clandestin », structures politiques et militaires établies en Pologne occupée avec l'accord du gouvernement polonais à Londres, sont dans l'ensemble reprises à l'identique à l'issue des négociations. En revanche, la proposition consistant à insérer une mention des « évaluations controversées » de l'insurrection de Varsovie suscite de nombreuses critiques dans les évaluations. Cette proposition, retenue dans la version finale du programme, consiste à inciter les enseignants à discuter avec leurs élèves de l'opportunité, pour la résistance polonaise, de déclencher une insurrection en août 1944, afin de libérer la capitale de l'occupation allemande, tandis que l'armée soviétique n'apporte aucun soutien aux insurgés, dont la défaite favorise le projet de soviétisation du pays. L'École supérieure des sciences sociales du Parti (WSNS), dans une formule alambiquée, estime que « les évaluations de l'Insurrection de Varsovie ne sont pas "controversées", mais il existe des évaluations différentes de ses aspects établis[934] ». L'institut d'histoire militaire (WIH) propose pour sa part de substituer à la formule « l'attente d'une offensive soviétique rapide » un intitulé « la situation militaire sur le territoire polonais à la veille du déclenchement de l'insurrection de Varsovie »[935]. Quant aux auteurs de l'évaluation de l'Institut des pays socialistes (IKS PAN), ils mettent une fois de plus en avant l'absence de sources et de travaux scientifiques pour justifier leur scepticisme quant à l'inclusion des « taches blanches » dans le programme : « Comment l'enseignant est-il supposé exposer le thème intéressant : "Les évaluations controversées de l'Insurrection de Varsovie ?". Sur la base de quelles sources et

[934] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia WSNS », p. 3.

travaux ? »[936]. Il est notamment fait allusion aux publications sur ce sujet parues à l'étranger, un « genre de matériau » auquel les enseignants « n'ont jusqu'à présent pas accès ». Les historiens de l'IH PAN ne relèvent pas, pour leur part, cette proposition. La formulation issue des « Propositions » est cependant inchangée dans le programme adopté par le ministère le 10 juillet 1981.

Tableau 31. La résistance polonaise et l'insurrection de Varsovie

	EVENEMENT CONSIDERE	
AUTEUR	**Sur la résistance polonaise au cours de la Seconde Guerre mondiale**	**Sur l'Insurrection de Varsovie**
« Propositions de *Solidarność* » (février 1981)	Mentionner la fragmentation de la résistance polonaise entre différentes organisations, communistes et non-communistes, et mentionner les effectifs inégaux de ces différentes organisations. Renommer le thème « La création du Parti ouvrier polonais (PPR), tournant de l'histoire de Pologne » en « La fondation du PPR dans le pays sous occupation. »	Mentionner les causes politiques et militaires de l'insurrection ; la participation du mouvement scout ; l'ampleur des pertes civiles et les conditions de la capitulation ; les évaluations controversées de l'insurrection.
Opinion de l'École supérieure des sciences sociales du PZPR (WSNS), 29 juin 1981	La notion d' « État clandestin » est « très controversée » et « inadéquate au regard des faits », puisqu'il y avait au moins deux organisations concurrentes.	« Les évaluations de l'insurrection de Varsovie ne sont pas "controversées", mais il existe différentes évaluations de ses aspects établis. »
Opinion de l'Institut d'histoire militaire (WIH), 6 juillet 1981	« La fondation du PPR et son programme de lutte pour la libération nationale et sociale. »	Evoquer les « raisons de la décision de déclencher une insurrection à Varsovie » plutôt que le « caractère dramatique de la décision du déclenchement de l'insurrection. » Plutôt que « l'attente d'une offensive soviétique rapide », mentionner la « situation militaire sur le territoire polonais à la veille du déclenchement

[935] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia WIH » p. 6.
[936] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IKS PAN », p. 4.

		de l'insurrection de Varsovie ».
Opinion de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN), 5 août 1981		
Opinion de l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences (IKS PAN), 12 août 1981		Les enseignants ne disposent pas du matériau nécessaire à la description des « évaluations controversées de l'insurrection de Varsovie ».
« Propositions » amendées à l'issue des négociations avec le ministère (avril-mai 1981), adoptées par le ministère le 10 juillet 1981	« La signification de la fondation du PPR dans le pays sous occupation. »	Idem que formulation initiale.

Vient enfin l'aspect le plus innovant du nouveau programme : l'inclusion de larges développements consacrés à l'histoire politique de la Pologne populaire, jusqu'en 1970. Deux aspects peuvent être ici distingués (tableau 32) : ce qui relève de la situation politique en Pologne à l'issue de la guerre, avec la prise du pouvoir par les communistes ; et ce qui relève des développements politiques ultérieurs, qui forment dans les « Propositions » un bloc thématique hétéroclite au sein duquel sont passés successivement en revue une série d'évènements au rythme des crises politiques et sociales successives : 1956, 1968, 1970. Concernant les circonstances de la prise du pouvoir par le PPR (Parti ouvrier polonais), devenu PZPR (Parti ouvrier unifié de Pologne) après avoir fusionné avec le parti socialiste polonais (PPS), il s'agit pour *Solidarność* de souligner les moyens l'ayant favorisée : violence politique, répression des opposants et pressions diverses. Mais aussi de proposer un récit de cette période qui ne soit pas centré sur le PPR, comme l'est l'historiographie officielle, en mentionnant les différences programmatiques entre les principaux partis alors en compétition : PPR, PPS et surtout PSL (Parti populaire polonais), le principal parti opposé aux communistes. Ce qui amène les auteurs des « Propositions » à inclure des mots-clés tels que « pressions administratives et abus » dans le cadre des élections législatives de 1947, qui voient la victoire de la coalition emmenée par les communistes. Cette première série de

propositions est acceptée sans retouches majeures dans la version finale du programme mais fait, là aussi, l'objet de critiques émanant de la WSNS :

« "Pressions administratives" lors des élections de 1947. Une formulation aussi politique et scientifiquement injustifiée est-elle nécessaire ? A-t-elle été incluse ici comme une accusation à l'adresse des pouvoirs d'alors ? Il serait préférable de remplacer par : Les causes et les conditions de la victoire électorale. D'autant plus qu'y figurent également la terreur exercée par la résistance [anticommuniste].[937] *»*
« En Pologne il n'y pas eu de "lutte pour le pouvoir". Il y a eu une lutte contre le pouvoir populaire et une lutte pour sa défense.[938] *»*

Ici se donne à voir avec le plus d'acuité le discours d'autolégitimation tenu par le Parti sur sa propre histoire : « la victoire électorale », celle des communistes, est celle de la nation toute entière, ou plus exactement celle du « pouvoir populaire », qui a triomphé de ses adversaires en dépit d'une résistance armée à l'implantation du régime communiste, qui fut principalement le fait d'anciens combattants de l'Armée de l'intérieur. Dans les « Propositions », cette résistance est mise en regard avec les ressources offertes par la maîtrise de l'appareil d'État (police, justice, armée), à laquelle renvoie la formule « pressions administratives ». Les autres évaluations sont muettes ou plus nuancées sur ce point. Celle de Janusz Żarnowski, pour l'IH PAN, mentionne simplement que parmi les différents partis politiques de l'après-guerre, « c'est sans doute le PPR qui a joué un rôle de premier plan, indépendamment du fait que cela nous plaise ou non aujourd'hui.[939] »

Les propositions de *Solidarność* concernant l'histoire politique de la Pologne populaire (PRL) sont celles qui subissent le plus de reformulations entre la version initiale et celle qui est issue des négociations avec le ministère (trois des quatre réunions de travail ont été consacrées à la période post-1947). Si les thèmes abordés sont souvent proches, les formulations visent à équilibrer la présentation en ne donnant pas de la PRL un portrait qui soit uniquement à charge, ou focalisé sur les crises et les échecs des équipes dirigeantes successives. C'est ainsi qu'il faut comprendre, dans la version finale du programme, l'ajout d'intitulés tels que « la politique agricole ; la politique culturelle ; l'ouverture sur le monde » (après 1956), ou bien, concernant la période Gierek (à partir de 1970) : « la modernisation technique et l'amélioration du niveau de vie ». Ici le ton des évaluations est, paradoxalement, moins critique que pour les aspects concernant la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences. La WSNS se contente de faire part de sa « grande incompréhension » et de la « simplification » qu'implique l'intitulé « les milieux intellectuels et la jeunesse face à la politique du pouvoir en 1968 », plaidant pour un complément au sujet de l'attitude des « principales classes sociales » : la thèse du PZPR concernant les évènements de mars 1968

[937] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia WSNS », p. 3.
[938] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia WSNS », p. 4.

consiste en effet à réduire ce mouvement à la protestation de la jeunesse éduquée, qui aurait tenté de faire valoir ses propres intérêts, contre ceux de la classe ouvrière[940]. L'IKS PAN porte cette fois ses critiques sur le terrain de l'histoire des « pays frères » du bloc soviétique, toujours au prétexte de l'absence de matériel pédagogique sur lequel les enseignants pourraient s'appuyer :

« Qu'est supposé suggérer à l'enseignant le thème : "La situation intérieure de la Hongrie et l'intervention de l'armée soviétique (1956)" […] ? Certes, il existe des publications scientifiques concernant ce sujet, entre autres dans les éditions à faible tirage de l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences, ainsi que dans les publications des éditions émigrées. […] Il faut constater que ni l'enseignant, ni encore moins l'élève, n'a la possibilité d'utiliser les publications mentionnées plus haut. […] Les mêmes interrogations s'adressent au thème "Les transformations intérieures en Tchécoslovaquie et l'intervention des armées des États du pacte de Varsovie en 1968".[941] »

L'Institut d'histoire militaire (WIH) suggère pour sa part des ajouts concernant la place de l'armée en Pologne populaire et parmi les forces du Pacte de Varsovie. En revanche, l'évaluation de J. Żarnowski (IH PAN) critique la focalisation des propositions de *Solidarność* sur l'histoire politique de la Pologne populaire, au détriment des réalisations économiques et sociales de cette période. Un point régulièrement évoqué après 1989 :

« D'accord, à l'époque du plan sexennal, il y eut "le centralisme gestionnaire, le retour à l'autarcie, la lutte des classes dans les campagnes, la collectivisation forcée de l'agriculture, la lutte contre les koulaks, la tendance à la liquidation du commerce privé et de l'artisanat […]"[942] mais n'y a-t-il pas eu aussi autre chose ? N'y a-t-il pas eu de grands investissements, dont il faudrait tout de même se souvenir, car jusqu'à aujourd'hui il existe d'immenses ateliers avec des dizaines de milliers d'ouvriers, qui ont récemment joué un rôle politique en Pologne… L'aspiration suprême à la défalsification de l'histoire ne devrait pas conduire à tordre le bâton dans l'autre sens. L'exagération biaisée est toujours dommageable, peu importe dans quel sens et avec quelles intentions.[943] »

Au-delà des sympathies affichées de Żarnowski pour le PZPR, cette dernière remarque est aussi celle d'un universitaire déplorant la lutte interprétative suscitée par une configuration politique exceptionnelle, qui aboutit à faire de l'histoire un objet de lutte politique.

---

[939] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IH PAN », évaluation de Janusz Żarnowski, p. 6.
[940] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia WSNS », p. 3.
[941] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IKS PAN », p. 4.
[942] Citation extraite des « Propositions » de *Solidarność*.
[943] AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IH PAN », évaluation de Janusz Żarnowski, p. 6.

Tableau 32. L'histoire politique de la Pologne populaire

	EVENEMENT CONSIDERE	
AUTEUR	**Sur la situation politique en Pologne après 1945**	**Sur l'histoire politique de la Pologne populaire (1956-1970)**
« Propositions de *Solidarność* » (février 1981)	Présenter les différences programmatiques entre les principaux partis : Parti ouvrier polonais (PPR) ; Parti socialiste polonais (PPS) ; Parti populaire polonais (PSL). Mentionner les « pressions administratives et les abus » lors des élections législatives de 1947.	Introduire les thèmes suivants : lutte idéologique au sujet des changements d'octobre 1956 ; changements de personnel au sein de l'appareil du pouvoir ; relations État/Eglise ; les milieux intellectuels et la jeunesse face à la politique du pouvoir ; les évènements de mars 1968 ; l'approfondissement de la crise politique et les symptômes du mécontentement social ; décembre 1970 ; le changement de l'équipe gouvernementale ; le programme d'Edward Gierek.
Opinion de l'École supérieure des sciences sociales du PZPR (WSNS), 29 juin 1981	La mention de « pressions administratives » lors des élections de 1947 est « politique et scientifiquement sans fondement » ; la remplacer par « Les raisons et les circonstances de la victoire électorale ». « En Pologne populaire il n'y a pas eu de "lutte pour le pouvoir", mais une lutte contre le pouvoir populaire et une lutte pour sa défense. »	Le thème « Les milieux intellectuels et la jeunesse face à la politique du pouvoir – mars 1968 » est incompréhensible et fortement simplificateur ; le compléter par la « position des principales classes sociales ». Outre « Les processus de démocratisation et leur freinage », mentionner également leurs « mérites durables » tels que le « retour de l'État de droit » et la « nouvelle politique agricole ».
Opinion de l'Institut d'histoire militaire (WIH), 6 juillet 1981		
Opinion de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN), 5 août 1981	Żarnowski : A cette époque, « c'est sans doute le PPR qui a joué un rôle de premier plan ».	Żarnowski : Ne pas oublier les réalisations économiques, sociales et culturelles de la Pologne populaire.

Opinion de l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences (IKS PAN), 12 août 1981		
« Propositions » amendées à l'issue des négociations avec le ministère (avril-mai 1981), adoptées par le ministère le 10 juillet 1981	Formulation très proche de la formulation initiale, si ce n'est que les « abus » ne sont plus mentionnés à côté des « pressions administratives ».	Plusieurs reformulations par rapport à la version initiale : les éléments durables et non durables des transformations ; la politique agricole ; la politique culturelle ; l'ouverture sur le monde ; les congrès successifs du Parti ; la centralisation de la gestion de l'économie ; les relations État/Eglise ; les milieux intellectuels et la jeunesse face à la politique du pouvoir : mars 1968 ; l'approfondissement de la crise économique et politique ; les symptômes du mécontentement social ; décembre 1970 ; Edward Gierek Premier secrétaire du PZPR ; le programme d'investissements intensifs ; la modernisation technique et l'amélioration du niveau de vie.

In fine, le programme officiellement adopté par le ministère de l'Education le 10 juillet 1981 est extrêmement proche de la version initiale des « Propositions » de *Solidarność*. Les multiples évaluations ont certes abouti à l'amender à la marge, mais pas à modifier substantiellement les interprétations nouvelles et controversées concernant l'histoire contemporaine. Au moment de prendre en compte les évaluations dans une ultime révision du programme au début de l'été 1981, les auteurs des « Propositions » et leurs interlocuteurs au ministère indiquent avoir retenu la quasi-totalité des observations formulées dans les évaluations individuelles rédigées par des historiens non-contemporanéistes[944], mais seulement la moitié de celles formulées par l'École supérieure des sciences sociales du Parti (WSNS) et l'Institut d'histoire militaire (WIH)[945]. Le rapport de forces semble alors pencher en faveur de *Solidarność*, les auteurs des « Propositions » écrivant au sujet des évaluations :

« Toutes les évaluations acceptent en général les textes des programmes présentés, en apportant nombre de réserves et de remarques. L'opinion la plus critique est formulée par l'équipe de l'École supérieure des sciences sociales du Parti ; cependant, cette opinion ne trouve pas de pleine traduction dans des remarques concrètes concernant le texte [des programmes] et, ce qui est le plus important, elle est isolée.[946] *»*

Toutefois, la mise en œuvre du programme, adopté en juillet pour une entrée en vigueur prévue en septembre de la même année, rend illusoire une transformation radicale de

[944] Gieysztor : 18 remarques, toutes acceptées ; Kieniewicz : 10 remarques, toutes acceptées ; Samsonowicz : 26 remarques, 21 acceptées.
[945] WSNS : 23 remarques, 12 acceptées ; WIH : idem. Cf. Archives WNiO LVIII-673 : Institut des programmes scolaires, « Ustosunkowanie się do uwag recenzentów dotyczących projektów programów historii » p. 4-5.
[946] Archives WNiO LVIII-673 : Institut des programmes scolaires, « Ustosunkowanie się do uwag recenzentów dotyczących projektów programów historii » p. 11.

l'enseignement de l'histoire à brève échéance. Les auteurs des « Propositions » admettent eux-mêmes que, compte tenu des délais d'impression, les nouveaux programmes ne pourront parvenir dans les établissements scolaires pour le 1er septembre 1981. Sans même parler des manuels scolaires qui, au moins pour les parties du programme concernant l'histoire contemporaine, restent à écrire. L'inquiétude quant à la mise en œuvre du programme, qui dépend désormais du ministère, transparaît dans les toutes dernières phrases de la note que lui adressent les auteurs des « Propositions » à la veille de l'adoption des programmes :

« Nous attirons enfin l'attention sur le fait que toute la société est informée des modifications des programmes, y compris les élèves. En ne diffusant pas à temps les nouveaux programmes, le ministère et le pouvoir susciteraient une crise de confiance vis-à-vis d'eux-mêmes, et ce aussi bien parmi les enseignants qu'au sein du reste de la société.[947] *»*

Ces craintes sont fondées : dans un courrier adressé au ministère daté du 19 octobre 1981, le président de la branche enseignante de *Solidarność*, Jerzy Roman, observe que non seulement les nouveaux programmes d'histoire ne sont pas encore parvenus à l'ensemble des écoles, mais que rien n'a été entrepris pour élaborer de nouveaux manuels scolaires[948]. La proclamation de l'état de guerre, le 13 décembre 1981, et l'interdiction de *Solidarność* qui s'ensuit, n'enterrent pas complètement la réforme de l'enseignement de l'histoire, puisque le programme négocié avec *Solidarność* reste en vigueur jusqu'en 1986, après qu'un nouveau programme ait été adopté en 1984. Celui-ci revient sur l'essentiel des modifications issues des « Propositions » et fait à nouveau la part belle à une lecture « marxiste » de l'histoire de Pologne au 20e siècle. Indépendamment de leur postérité, les « Propositions » de *Solidarność* ont suscité des prises de position concurrentes, qui traduisent les positions différenciées qu'occupent leurs auteurs dans l'espace de production historiographique.

[947] Archives WNiO LVIII-673 : Institut des programmes scolaires, « Ustosunkowanie się do uwag recenzentów dotyczących projektów programów historii » p. 11.

[948] « Pismo Jerzego Romana, przewodniczącego Krajowej Rady Sekcji Oświaty i Wychowania NSZZ "Solidarność", w sprawie realizacji przez Ministerstwo Oświaty ustaleń dotyczących nauczania historii w Szkołach », 19 octobre 1981. Dans Jacek Żurek (dir.), *Wybór źródeł do historii Solidarności Oświaty i Wychowania 1980-1989, op. cit.*, p. 275−276.

II.3. Des positions différentes dans l'espace de production historiographique, au principe de prises de position concurrentes :

Afin de situer plus finement les positions qu'occupent dans l'espace de production historiographique les différents acteurs du débat sur l'enseignement de l'histoire en 1981, nous avons élaboré une prosopographie de ceux des protagonistes que nous avons pu identifier avec certitude. Ils ont été identifiés au moyen de trois sources différentes : les archives du Département de la science du Parti (WNiO) ; celles de la branche enseignante de *Solidarność*, consultées dans une édition de sources[949] ; le livre d'A. Achmatowicz[950]. Ce travail de collecte n'est cependant pas exhaustif, en l'absence d'une liste complète des participants aux négociations entre *Solidarność* et le ministère[951]. Ainsi, c'est un total de 65 individus qui constitue la population étudiée. Les sources étant plus riches du côté de *Solidarność* que du PZPR, le syndicat est davantage représenté que le Parti au sein de cette population, avec 36 membres ou sympathisants.

Pour chaque individu, un ensemble de variables a été renseigné au moyen de sources diverses. Outre les archives et sources secondaires précitées, ont été mobilisées un ensemble d'autres sources utilisées jusqu'ici dans le cadre de nos enquêtes prosopographiques : Encyclopédie de *Solidarność*[952] et autres encyclopédies en ligne (*Państwowe Wydawnictwo Naukowe* ; *Nauka Polska* ; *Wikipedia*) ; notices biographiques et nécrologiques disponibles dans la presse ou sur les pages web des instituts de recherche ou des éditeurs. Les variables renseignées concernent essentiellement le parcours étudiant (type et lieu d'études ; doctorat) et professionnel (universitaire ou autre) ; des indicateurs de politisation (adhésion au PZPR, à *Solidarność* ou à d'autres organisations politiques) ; des indicateurs de prises de position (à quel titre prennent-ils part aux discussions sur les programmes et de quel côté se positionnent-ils ?).

Le recueil de ces données biographiques a permis de réaliser une analyse des correspondances multiples (ACM simple), construite à partir des variables de position au sein de l'espace de production historiographique :

- Un indicateur synthétique de la profession, comprenant quatre modalités : historien universitaire (en poste à l'université ou à l'Académie des sciences) ; historien non-universitaire (en poste dans un institut de recherche non-académique, tel que le WIH ou la WSNS ; enseignants, etc.) ; universitaire non-historien (autre discipline :

[949] Jacek Żurek (dir.), *Wybór źródeł do historii Solidarności Oświaty i Wychowania 1980-1989*, *op. cit.*
[950] A. Achmatowicz, *Jak doszło do zmiany...*, *op. cit.*
[951] Dans les archives du WNiO, nous n'avons retrouvé qu'une liste d'émargement correspondant à la réunion d'un groupe de travail : le document est cependant en grande partie illisible et n'a pas permis d'identifier des noms que nous ne connaissions pas déjà.
[952] http://www.encysol.pl/wiki/Strona_g%C5%82%C3%B3wna.

sociologie, droit, etc.) ; non-universitaire (enseignants ou fonctionnaires dépourvus de formation en histoire)[953].

- Un indicateur synthétique du niveau d'études comprenant trois modalités : diplôme de fin d'études (magister, mgr) ; doctorat (dr) ; habilitation (hab)[954].
- Un indicateur de statut correspondant au titre auquel ces protagonistes interviennent ou sont sollicités dans le cadre de ces discussions, comprenant cinq modalités : représentant du ministère ou du Parti (regroupés en raison de la faiblesse des effectifs, MOiW-PZPR) ; chercheur de l'Institut d'histoire militaire (WIH) ; chercheur d'un institut de l'Académie des sciences (PAN) ; universitaire (université) ; enseignant de l'enseignement primaire ou secondaire (enseignant)[955].

Par ailleurs, ont été placées en supplémentaires deux variables. L'une renvoie au côté duquel se placent les protagonistes : en faveur des « Propositions » de *Solidarność* (Solidarność) ou bien contre (PZPR), en sachant que les auteurs des évaluations commanditées par le WNiO ont été placés dans cette seconde catégorie, au motif que c'est le Parti qui sollicite leur intervention dans ce débat. L'autre est un indicateur de sexe (homme ou femme), mobilisé ici afin de faire ressortir le fait que la féminisation de cette population (14 femmes), inédite jusqu'ici tant les populations précédemment étudiées étaient presque exclusivement masculines, est essentiellement due à la présence de nombreux enseignants : seules trois de ces femmes sont universitaires.

L'analyse ainsi construite s'articule autour de deux axes, représentant près de 50 % de l'inertie totale. Le premier axe (27,73 % de l'inertie totale) est construit par les modalités liées à la profession, qui y contribuent fortement. Il oppose les enseignants (contribution de 18,5 %), à l'Est du graphique, au monde académique (PAN : contribution de 7,2 % ; et université : contribution de 8,4 %), à l'Ouest. Ce qui va de pair avec une opposition entre historiens universitaires (contribution de 13,9 %) du côté du pôle académique et non-universitaires (contribution de 17,8 %) du côté du pôle enseignant. Ce premier axe traduit aussi une opposition entre les deux catégories professionnelles dont les effectifs sont les plus nombreux au sein de notre population, avec 23 historiens universitaires et 19 non-universitaires (dont 17 enseignants). Conséquemment, ce premier axe est également construit

[953] Les effectifs de ces catégories sont les suivants : historien universitaire (n = 23) ; historien non-universitaire (n = 13) ; universitaire non-historien (n = 10) ; non-universitaire (n = 19).
[954] Les effectifs de ces catégories sont les suivants : mgr (n= 20) ; dr (n= 17) ; hab (n= 28).
[955] Les effectifs de ces catégories sont les suivants : MOiW-PZPR (n= 9) ; WIH (n= 10) ; PAN (n= 13) ; université (n= 16) ; enseignant (n= 17).

autour d'une opposition entre le diplôme le plus élevé (habilitation, contribution de 13,9 %) et le diplôme le moins élevé (magister, contribution de 13 %).

Le second axe de l'ACM (21,18 % de l'inertie totale) distingue entre eux les non-universitaires, entre les enseignants et les historiens non-universitaires. Y contribuent fortement les modalités « Institut d'histoire militaire » (WIH, contribution de 35,4 %) et « enseignant » (contribution de 11 %). Les modalités de diplôme ne contribuent pratiquement pas à la construction de cet axe (contribution de 0,4 % en pourcentage cumulé). En revanche, les modalités « historien non-universitaire » (contribution de 37,4 %) et « non-universitaire » (contribution de 10,3 %) y contribuent fortement.

En somme, la projection des modalités actives et supplémentaires (figure 2) donne à voir deux principes d'opposition au sein de notre population. Entre le monde savant et le monde profane, sur le premier axe. Et au sein du monde profane, entre le pôle enseignant et le pôle de production d'une histoire officielle, incarné ici par le WIH et, dans une moindre mesure par le ministère et le Parti (MOiW-PZPR, où se trouvent aussi les membres identifiés de la WSNS), quantitativement bien moins représentés dans notre population, sur le second axe. La projection des variables supplémentaires de prises de position donne à voir un point « PZPR » plus proche du pôle de production officiel, et un point « Solidarność » plus proche du pôle enseignant. Le premier axe du graphique, qui oppose profanes et savants, n'est cependant pas réductible à un axe hétéronomie/autonomie du monde savant. Le pôle de production de l'histoire savante apparaît partagé entre les points « Solidarność » et « PZPR », ce qui traduit le fait que les prises de position des historiens universitaires ne se laissent pas réduire au refus ou à l'acceptation des « Propositions » de *Solidarność*. De fait, des historiens universitaires occupant des positions académiques similaires prennent des positions opposées, certains en faveur de *Solidarność*, d'autres en faveur du PZPR.

La projection des individus (figure 2[956]) rend bien compte de cette division du monde académique : au pôle de production de l'histoire savante se trouvent des universitaires qui prennent position du côté de *Solidarność* (Drozdowski, Geremek, Gieysztor, Holzer, Samsonowicz), tous à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN) ou à

[956] Sur les 65 individus projetés sur le graphe 2, deux individus (Krystyna Kersten et Wojciech Roszkowski) ont été placés en supplémentaires : ils ne contribuent pas à la construction des axes, puisqu'ils n'ont pas pris position dans le débat sur les « Propositions » de *Solidarność*. Il s'agit cependant de deux représentants emblématiques de l'historiographie clandestine de la période post-1939 au cours des années 1980. C'est pourquoi nous avons souhaité les projeter, afin de pouvoir les situer dans cet espace, puisque leurs travaux sont étudiés dans la troisième section de ce chapitre. Ils se situent ici clairement du côté du pôle de production de l'histoire savante, compte tenu de leurs positions académiques respectives : à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences pour Kersten ; à l'École centrale de planification et de statistique pour Roszkowski. Ce second graphe a été rendu plus

l'université de Varsovie ; et d'autres qui prennent position du côté du PZPR : Wojciechowski (Université de Toruń), Dowiat, Kieniewicz et Żarnowski (IH PAN), les experts de l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences (Donath, Makowski, Rudziński). Le tableau suivant donne une idée plus précise de cette division du monde académique.

Tableau 33. Prises de position dans le débat sur les « Propositions », en fonction du statut professionnel

STATUT	PRISES DE POSITION		TOTAL
	PZPR	*SOLIDARNOŚĆ*	
Historien universitaire	8	15	23
Historien non-universitaire	13	0	13
Universitaire non-historien	5	5	10
Non-universitaire	3	16	19
TOTAL	**29**	**36**	**65**

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.
Lecture : Parmi les protagonistes du débat ayant pris position en faveur du PZPR contre *Solidarność*, 8 sont hisotriens universitaires.

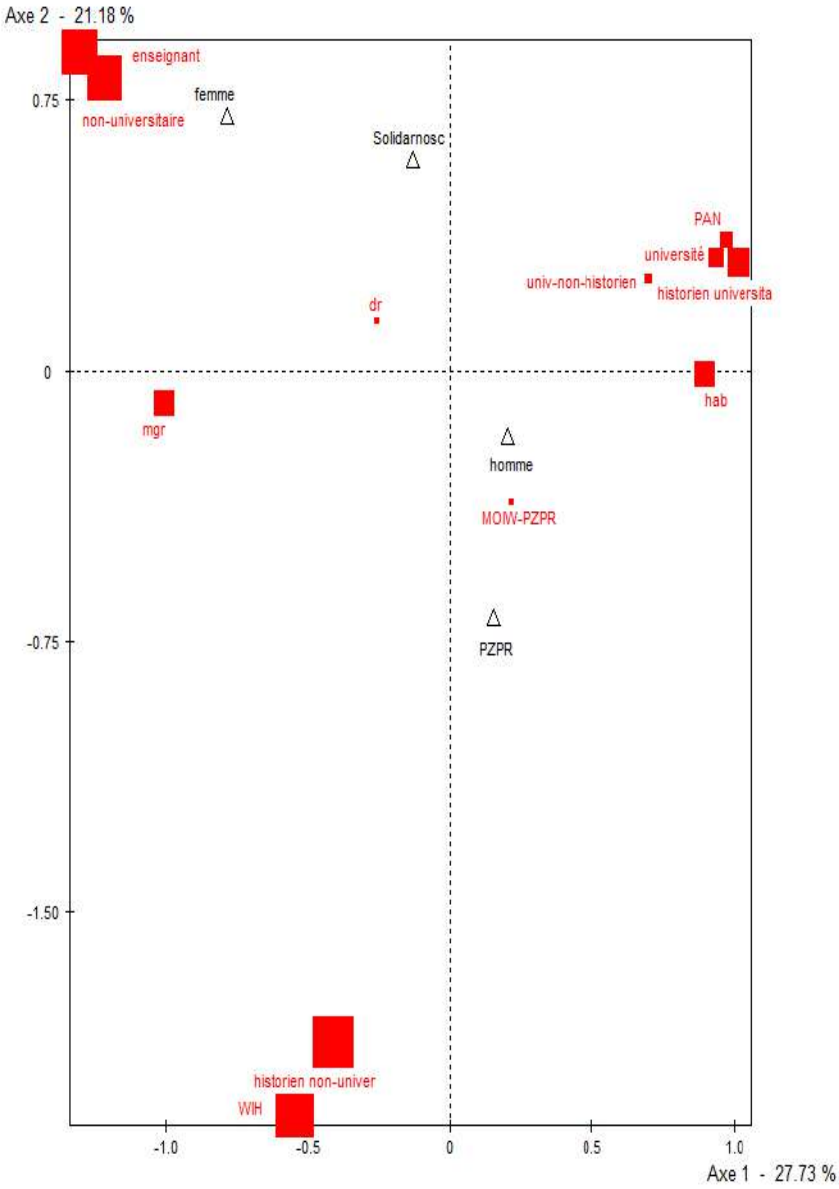
Du point de vue des prises de positions, le monde académique apparaît nettement plus partagé, entre *Solidarność* et le PZPR, que le monde profane. Les profanes, quant à eux, penchent clairement d'un côté ou de l'autre : du côté de *Solidarność* pour les non-universitaires (essentiellement enseignants) et du côté du PZPR pour les historiens non-universitaires, rattachés aux instituts de recherche du Parti et de l'armée. Cette division du monde universitaire peut éventuellement être interprétée comme un indicateur d'autonomie relative du monde académique, au sens où ce dernier ne penche pas aussi nettement d'un côté du débat que ne le font les profanes. Il apparaît partagé entre les deux types de tensions hétéronomes, caractéristiques de la configuration spécifique des années 1980 : la contrainte exercée par un Parti-État qui entend toujours dire l'histoire ; et celle qui provient de la demande d'une « histoire vraie » émanant de *Solidarność*. Le statut d'historien universitaire, c'est-à-dire d'expert du savoir historique, permet de se saisir de ces deux types de contraintes

lisible, mais beaucoup d'individus sont en fait superposés sur un même point, car ils partagent des propriétés identiques (statut professionnel, diplôme, affiliation institutionnelle).

pour se positionner soit en faveur du maintien d'une forme d'histoire officielle, soit en faveur de la révolution historiographique que prétend mettre en œuvre *Solidarność*.

Figure 2. Analyse des correspondances multiples, projection des modalités actives et illustratives

Méthode : ACM simple



Lecture : les carrés rouges correspondent aux modalités actives (taille proportionnelle à la contribution), les triangles noirs aux modalités illustratives.

Figure 3. Analyse des correspondances multiples, projection des individus

Méthode : ACM simple

L'analyse présentée ici ne saurait résumer à elle seule l'espace de production historiographique au début des années 1980. Compte tenu de son principe de construction, il s'agit davantage d'un espace des prises de position sur les « Propositions » de *Solidarność*. Ce débat s'inscrit cependant dans une confrontation plus profonde, dont l'enjeu est le refus ou l'acceptation de l'entreprise de révision historiographique majeure qu'entendent mener les opposants au régime de la Pologne populaire. Il faudrait détailler de manière plus approfondie les trajectoires des uns et des autres pour comprendre ce qui les amène à se positionner du

côté du statu quo, ou bien de l'innovation historiographique. En resserrant l'analyse sur les historiens universitaires, il est possible de voir ce qui distingue ceux qui apportent leur concours à cette entreprise de ceux qui ne le font pas. Bien que cela ne soit pas visible au niveau de l'ACM, les historiens qui prennent position en faveur de *Solidarność* se distinguent de ceux qui prennent position en faveur du PZPR du point de vue de la dynamique de leurs carrières. Les tableaux 34 et 35 en donnent un aperçu, inspiré par les analyses de séquences[957].

Les carrières académiques des historiens universitaires présents dans notre population ont été ici résumées à l'obtention des principaux diplômes et titres universitaires : doctorat (dr) ; habilitation (hb) ; professeur (pr)[958]. Une couleur a été attribuée à chacun de ces états, afin de pouvoir les distinguer facilement : jaune pour le doctorat, orange pour l'habilitation, rouge pour le professorat. La succession des étapes de carrière est présentée année par année, de 1967 (date à laquelle la quasi-totalité de la population a entamé sa carrière académique) à 1991, afin de pouvoir apprécier les évolutions de carrière favorisées par la reconfiguration politique entraînée par le changement de régime politique en 1989. Il en ressort deux tableaux assez nettement contrastés, avec d'un côté des historiens partisans de *Solidarność* qui, en 1981, sont pour la plupart au début ou au milieu de leur carrière académique (plus souvent docteurs ou habilités) et rarement professeurs (seulement trois sur les onze retenus). Au contraire des huit universitaires favorables au PZPR qui, en 1981, sont six à être professeurs, les deux autres étant habilités.

[957] Voir notamment Claire Lemercier, « Les carrières des membres des institutions consulaires parisiennes au XIXe siècle », *Histoire & mesure*, 2005, vol. 20, n° 1−2, p. 59−95.

[958] Quatre historiens ne figurent pas dans le tableau, du côté de *Solidarność* : ont été retirés Błoński et Janion, historiens de la littérature, dont la carrière se déroule dans des facultés et instituts spécifiques (tous deux sont professeurs en 1981), ainsi qu'Ajnenkiel et Mączak, dont nous n'avons pas pu reconstituer l'intégralité de la carrière (nous savons cependant qu'il sont tous deux professeurs en 1981, à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences et à l'université de Varsovie, respectivement). Tous les quatre ayant pris position en faveur des « Propositions » de *Solidarność*, leur absence affaiblit d'autant la représentation des professeurs dans le tableau 34.

Tableau 34. Carrières des historiens universitaires prenant position en faveur du *Solidarność* (1967-1991)

Nom	1967	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
Wyroszumska	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr
Zakrzewski	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr
Roszkowski												dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	hb	hb	hb	hb	hb
Kałembka	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	pr	pr	pr	pr
Skowronek		dr	dr	dr	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr
Geremek	dr	dr	dr	dr	dr	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	pr	pr	pr
Kersten	dr	dr	dr	dr	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	pr	pr
Holzer	dr	dr	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	pr	pr
Drozdowski	hb	hb	hb	hb	hb	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr
Samsonowicz	hb	hb	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr
Gieysztor	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.

Tableau 35. Carrières des historiens universitaires prenant position en faveur du PZPR (1967-1991)

Nom	1967	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91
Duraczyński	dr	dr	dr	dr	dr	dr	dr	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	**hb**	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr
Wołoszyński	dr	dr	dr	dr	dr	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	**hb**	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	pr
Maternicki	dr	dr	dr	dr	hb	hb	hb	hb	hb	hb	hb	pr	pr	pr	**pr**	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr
Żarnowski	hb	hb	hb	hb	hb	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	**pr**	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr
Słabek	hb	hb	hb	hb	hb	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	**pr**	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr
Wojciechowski	hb	hb	hb	hb	hb	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	**pr**	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr
Dowiat	hb	hb	hb	hb	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	**pr**	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr
Kieniewicz	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	**pr**	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr	pr

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.

Ces dynamiques de carrière différenciées renvoient pour partie à des écarts d'âge entre les deux populations : côté *Solidarność*, la moyenne d'âge des onze individus est de 47,8 ans, pour une médiane à 49 ans. Le plus jeune (Roszkowski) a 34 ans et le plus âgé (Gieysztor) 65. Ces chiffres sont sensiblement plus élevés côté PZPR, avec une moyenne d'âge à 54,8 ans et une médiane à 53 ans. Le plus jeune (Maternicki) a 46 ans et le plus âgé (Keniewicz[959]) 74. Outre ces différences d'âge, des différences remarquables quant à la dynamique de la carrière sont à souligner. Les historiens universitaires les plus investis au côté de *Solidarność* et de la

[959] L'inclusion de Kieniewicz côté PZPR est motivée par le fait qu'il est sollicité par le Département de la science du Parti pour évaluer le programme de *Solidarność*, en sa qualité de président du Comité des sciences

dissidence intellectuelle, tels que Geremek, Holzer et Kersten, qui ont tous quitté le Parti, connaissent des trajectoires très similaires : nés au début des années 1930 (Holzer en 1930, Kersten en 1931, Geremek en 1932), ils obtiennent leur doctorat au début des années 1960 (respectivement en 1960, 1962 et 1960) et leur habilitation une dizaine d'années plus tard (respectivement en 1969, 1971 et 1972), soit au moment où ils commencent à s'éloigner du PZPR pour entrer progressivement en dissidence (rappelons que Geremek et Kersten rendent leur carte du Parti en 1968). Cela a eu pour effet de freiner la progression de leur carrière (Geremek, notamment, a été plusieurs fois interné et privé de séjour à l'étranger ; les travaux de Kersten et Holzer ont été régulièrement censurés jusqu'à ce qu'ils publient dans la clandestinité) ; ils devront ensuite patienter près d'une vingtaine d'années avant d'être nommés professeurs, au moment du changement de régime (Geremek en 1989, Kersten et Holzer en 1990). En d'autres termes, entre l'obtention du doctorat et l'accession au titre de professeur, la carrière académique d'Holzer aura duré 30 ans, celle de Kersten 27 ans, celle de Geremek 29 ans. Parmi les historiens universitaires également nés dans les années 1930 et ayant pris position en faveur de *Solidarność*, cette durée est de 24 ans pour Kałembka, 16 ans pour Skowronek et 15 ans pour Samsonowicz. Pour les historiens appartenant à la même génération et prenant position en faveur du PZPR, ces délais apparaissent bien plus courts : 17 ans pour Duraczyński ; 12 seulement pour Żarnowski, Maternicki et Słabek (mais 30 pour Wołoszyński).

Parmi les historiens universitaires, partisans du PZPR et partisans de *Solidarność* connaissent donc des dynamiques de carrière différenciées. D'un côté, des historiens plus âgés et plus avancés dans la carrière, dont la progression a pu être facilitée par la fidélité au Parti. De l'autre, des historiens relativement plus jeunes, qui se situent alors au début ou au milieu de leur carrière académique. Les prises de position politiques de ces deux groupes sont distinctes au-delà du regard qu'ils portent sur les « Propositions » de *Solidarność* en matière d'enseignement de l'histoire : d'un côté, Duraczyński, Maternicki, Słabek, Wojciechowski et Żarnowski sont membres du PZPR (et Duraczyński dirige le Département de la science du Parti) ; de l'autre, plus aucun des historiens qui soutiennent *Solidarność* n'est membre du PZPR en 1981. En revanche, Drozdowski, Geremek, Holzer, Kersten, Roszkowski, Samsonowicz et Wyroszumska sont membres de *Solidarność*, et Gieysztor a soutenu les activités de la TKN. La lutte politique pour l'histoire menée par les opposants au régime de la Pologne populaire a donc des répercussions au sein de l'espace de production

historiques de l'Académie des sciences. Il n'en demeure pas moins qu'il a également soutenu, quelques années plus tôt, la création de l'Association des cours scientifiques (TKN).

historiographique, où elle se réfracte en une lutte entre universitaires établis défenseurs du statu quo et partisans d'un renouveau historiographique en histoire contemporaine. De ce point de vue, les critiques adressées aux experts de *Solidarność* par ceux du PZPR sont également les critiques d'universitaires aux parcours les plus légitimes, marquant ainsi leur prise de distance vis-à-vis d'un projet jugé militant, qui remet en cause leurs prérogatives en matière de discours sur le passé (cf. les remises en cause de la profession d'historien de la part de militants de *Solidarność*, citées plus haut).

Section 3. Les effets du moment *Solidarność* sur le développement de l'historiographie savante :

Il s'agit pour finir de voir ce que le moment *Solidarność*, qui correspond moins à une rupture franche qu'à une évolution plus latente, produit sur la production savante en histoire du temps présent. Cette production savante est entendue ici au sens large, comme la production éditoriale officielle des années 1980, mais aussi la production clandestine et la production émigrée. Nous verrons d'abord quelles sont les caractéristiques principales de ces productions (3.1), avant d'étudier plus en détails la production clandestine, à travers les exemples de deux auteurs, Krystyna Kersten et Wojciech Roszkowski, qui publient au cours des années 1980 des ouvrages considérés jusqu'à aujourd'hui comme des apports majeurs à l'histoire politique du temps présent en Pologne (3.2).

III.1.L'offre éditoriale des années 1980 :

III.1.A. Le marché de l'édition :

Dans son article consacré au métier d'historien en Pologne, Daniel Beauvois croit déceler (à partir du nombre de titres enregistrés à la Bibliothèque nationale de Varsovie) une forte croissance de la production éditoriale en histoire dans la Pologne des années 1980, signe selon lui du « besoin d'histoire » que connaît alors la société polonaise[960]. Au regard du nombre de titres répertoriés dans la Bibliographie de l'histoire de Pologne, source la plus fiable en la matière, ce constat mérite d'être relativisé, dans le cas de l'histoire du temps présent. Surtout, l'examen des supports de diffusion (maisons d'édition et revues) révèle à quel point cette production est investie par des acteurs profanes, l'histoire académique étant réduite à portion congrue. Les réticences longtemps exprimées par les universitaires à l'encontre de l'histoire du temps présent contribuent sans doute à expliquer cet état de fait[961]. Krystyna Kersten raconte ainsi son orientation vers l'histoire du temps présent :

« I mentioned "choice", but the words "I chose" do not accurately represent the facts. I should rather say, "I was chosen" by my masters and teachers. Moreover, this choice was not meant to be an honour or distinction. On the

[960] Daniel Beauvois, « Être historien en Pologne : les mythes, l'amnésie et la "vérité" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1991, vol. 38, n° 3, p. 378.

[961] Voir, dans le cas français, Institut d'histoire du temps présent, *Écrire l'histoire du temps présent : en hommage à François Bédarida*, Paris, CNRS éditions, 1993.

contrary, prof. Małowist and prof. Manteuffel did not waste better students than I to work on the most recent history.[962] »

Encadré 18. la Bibliographie de l'histoire de Pologne

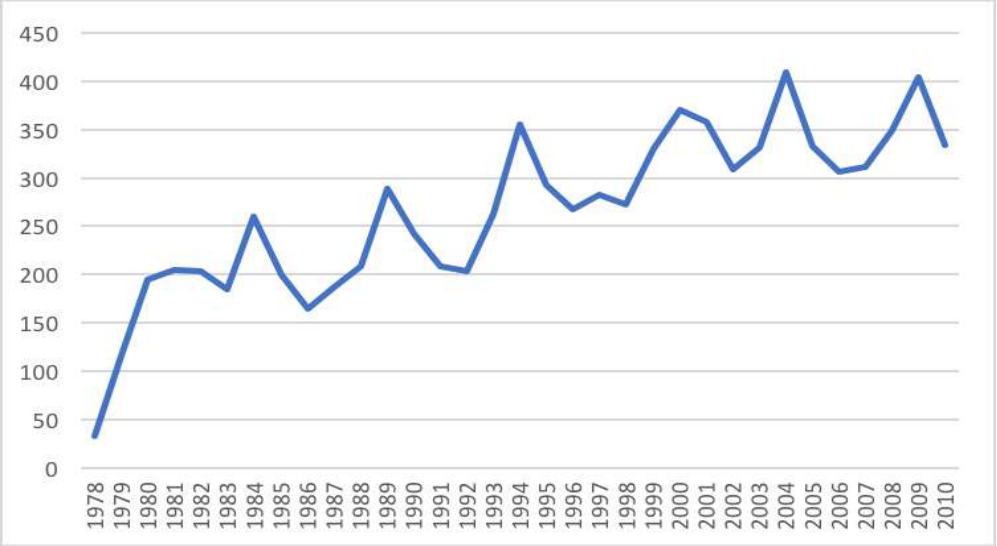
Depuis 1952, une bibliographie (*Bibliografia historii polskiej*) recense un vaste ensemble de publications se rapportant à l'histoire de Pologne, de l'Antiquité à la période contemporaine. D'abord publiée en version papier avec le soutien de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, elle fait depuis 2008 l'objet d'un travail de digitalisation de ses notices, mené par cet institut en partenariat avec l'Institut de la mémoire nationale. A l'heure actuelle, c'est l'ensemble de la bibliographie pour la période 1980-2011 qui est consultable en ligne[963]. La bibliographie comprend plus précisément des livres (monographies, mémoires, éditions de sources), mais aussi des articles issus de revues scientifiques et de vulgarisation, parus en Pologne comme à l'étranger. Pour les années 1980, la bibliographie répertorie également les publications (ouvrages, articles, brochures) clandestines, bien que nous ayons pu constater certains oublis, compréhensibles du fait de la confidentialité d'une bonne partie de cette production. Compte tenu de la composition variable des équipes ayant mené le travail de collecte des références, il apparaît que les règles d'élaboration de la bibliographie ont été variables dans le temps : ainsi, entre 1990 et 2001, les articles ne sont plus répertoriés, du moins pour la période 1939-1989. L'inclusion de certains titres de presse (hebdomadaire et mensuelle) et l'exclusion d'autres n'est pas explicitée. Certains choix peuvent également paraître curieux, comme le fait que le livre de Krystyna Kersten consacré à l'implantation du régime communiste en Pologne soit classé parmi les ouvrages consacrés à la Seconde Guerre mondiale, pour la version originale polonaise, puis parmi les ouvrages consacrés à la Pologne populaire, pour sa traduction anglaise[964]. Quelques précautions sont donc à prendre dans l'analyse, dont nous avons exclu les notices incomplètes. Cette bibliographie de l'histoire de Pologne n'en constitue pas moins un outil extrêmement précieux dont l'exploitation permet de mieux situer, de manière certes très générale, la production historiographique des années 1980. Un grand merci à Etienne Ollion, dont les connaissances en matière de *big data* et de données du web ont permis d'extraire l'ensemble des notices correspondant aux entrées « Histoire de Pologne 1939-1945 » (21034 entrées entre 1978 et 2010) et « Histoire de Pologne 1945-1989 » (25178 entrées) et de les rassembler dans deux bases de données, sans quoi leur exploitation quantitative aurait été impossible.

Les figures 4 et 5 montrent l'évolution, année par année, du nombre de titres répertoriés par la Bibliographie de l'histoire de Pologne, respectivement pour les périodes 1939-1945 et 1945-1989. La pente des courbes pour la période 1978-1980 ne doit pas induire en erreur : le nombre de titres enregistrés avant 1980 est résiduel du fait que les notices disponibles en ligne n'ont été systématiquement répertoriées qu'à partir de cette année. Dans le cas des ouvrages consacrés à la Seconde Guerre mondiale (figure 4), la croissance observée (le nombre de titres passe de 195 en 1980 à 289 en 1989) est tout sauf linéaire au cours de la décennie 1980-1989. Elle est plus marquée à partir du milieu des années 1990. Au total, entre 1978 et 2010, ce sont 8778 ouvrages consacrés à l'histoire de la Pologne au cours de la Seconde Guerre mondiale qui ont été publiés, dont 2099 entre 1980 et 1989. Dans le cas des ouvrages consacrés à la Pologne populaire (figure 5), les années 1980-1989 sont plutôt celles d'une décroissance du nombre de titres enregistrés, par rapport à l'année 1980 : de 320 à 245 ouvrages entre 1980 et 1989, avec un creux à 175 ouvrages en 1988. C'est là aussi à partir du

[962] Krystyna Kersten, « My Adventure with Contemporary History », consulté en ligne : http://kerstens.org/foundation/Krystyna/research/KK_Adventure.shtml.
[963] http://www.bibliografia.ipn.gov.pl/.
[964] Krystyna Kersten, *The establishment of communist rule in Poland, 1943-1948*, Berkeley, University of California Press, 1991.

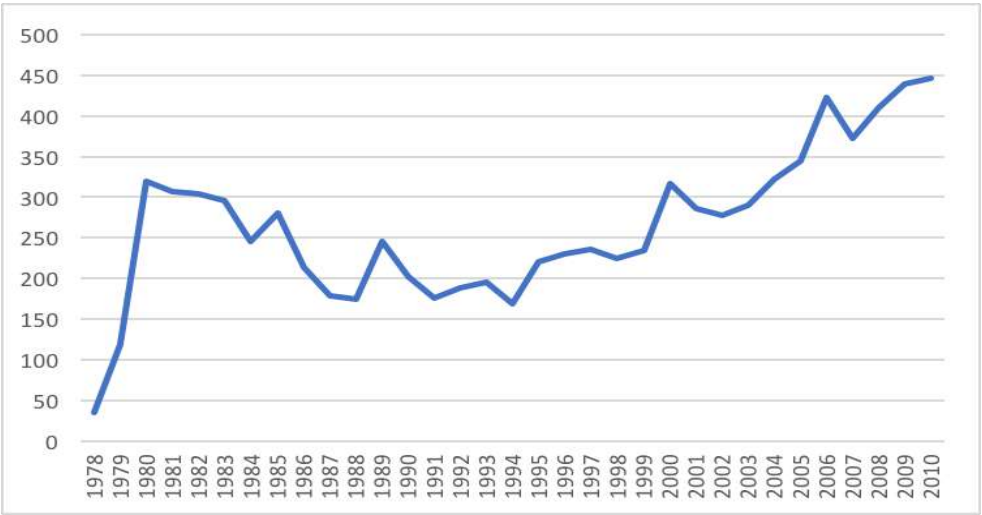
milieu des années 1990 que la hausse est la plus significative, le nombre de titres consacrés à la Pologne populaire ayant plus que doublé entre 1995 et 2010. Ici, c'est un total de 8617 ouvrages qui ont été répertoriés entre 1980 et 2010, dont 2566 parus entre 1980 et 1989[965].

Figure 4. Nombre d'ouvrages d'histoire de Pologne (1939-1945) répertoriés dans la *Bibliografia Historii Polskiej* (1978-2010)



Source : Élaboration personnelle à partir d'une base de données comprenant les notices bibliographiques.

Figure 5. Nombre d'ouvrages d'histoire de Pologne (1945-1989) répertoriés dans la *Bibliografia Historii Polskiej* (1978-2010)



Source : Élaboration personnelle à partir d'une base de données comprenant les notices bibliographiques.

[965] Ces totaux sont en fait inférieurs au nombre de titres enregistrés dans la *Bibliografia historii polskiej*, puisque nous avons exclu de l'analyse les notices pour lesquelles la date de publication n'était pas renseignée.

Nous avons cherché à caractériser plus finement cette production en nous penchant sur les éditeurs de ces ouvrages. Nous sommes pour cela partis du principe que connaître les éditeurs dominants sur le marché de l'édition en histoire du temps présent nous fournirait des indications, certes parcellaires mais néanmoins pertinentes, du poids respectif des différents types de production : ouvrages savants, littérature de vulgarisation, circuit officiel/circuit clandestin, etc. Nous avons pour cela cherché à produire un classement des principaux éditeurs présents sur ce marché.

Pour les ouvrages consacrés à la période 1939-1945, vingt éditeurs comptent plus de dix titres dans la *Bibliografia* parus entre 1978 et 1989 (soit environ un titre par année). Ils ont publié à eux seuls 45 % de la production totale pour cette période, soit 1014 titres. Les neuf premiers éditeurs (tableau 36) ont publié plus du tiers (35 %) de la production totale[966]. A la seule exception de la maison d'éditions « Pax », qui relève de l'organisation catholique éponyme, il s'agit exclusivement d'éditions d'État. Le type de publication s'en ressent, puisque les titres parus chez « Pax » font la part belle à la résistance fidèle au gouvernement de Londres (AK) et à l'histoire des troupes polonaises engagées sur le front occidental, au côté des alliés anglo-américains. De leur côté, les maisons d'édition officielles traitent plus volontiers des partisans communistes et des combats sur le front de l'Est. C'est particulièrement flagrant dans le cas de « Książka i Wiedza » la maison d'édition du Parti. Les éditions du ministère de la Défense sont de loin le premier éditeur sur ce marché où prédominent l'histoire militaire et celle de la résistance à l'occupation allemande. En revanche, l'Holocauste est un thème peu traité[967] : nombre de titres consacrés au système concentrationnaire nazi se penchent plutôt sur le sort des déportés polonais non-juifs et des prisonniers de guerre. Cette histoire-bataille est enfin caractérisée par l'importance des ouvrages écrits par des témoins : anciens combattants, survivants des camps, chefs militaires ou de partis… Un grand nombre de titres sont des mémoires, journaux ou témoignages rédigés pendant la guerre ou sur la base des souvenirs laissés par celle-ci. Les éditeurs de littérature (« Czytelnik », « Wydanictwo Literackie ») sont logiquement très présents sur ce créneau. Par conséquent, les ouvrages relevant d'un travail de recherche fondé sur des sources, originales ou de seconde main, sont bien plus l'exception que la règle. Les monographies spécialisées côtoient les manuels et ouvrages de synthèse à destination du grand public, y compris parmi les titres publiés chez les éditeurs scientifiques (« Państwowe

[966] La part des ouvrages pour lesquels l'éditeur n'est pas renseigné est de 9 % (n = 193).
[967] Voir à ce sujet Jean-Yves Potel, *La fin de l'innocence : la Pologne face à son passé juif*, Paris, Editions Autrement, 2009.

Wydawnictwo Naukowe »). Ce constat rejoint celui formulé au chapitre 3 au sujet des auteurs publiés dans les revues de recherche en histoire contemporaine, où nous observions que les historiens universitaires y côtoyaient des profanes (témoins et anciens combattants, militants du Parti).

En matière d'histoire de la Seconde Guerre mondiale et contrairement à ce que nous pouvons observer dans le cas de l'histoire de la Pologne populaire, les éditeurs polonais établis à l'Ouest sont très peu présents. Ils le sont davantage au niveau des revues : les Cahiers historiques (*Zeszyty Historyczne*), trimestriel publié par l'Institut littéraire polonais de Paris, publient 119 articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale entre 1978 et 1989, se classant au second rang parmi les périodiques retenus dans la *Bibliografia*. Nous nous arrêtons plus loin sur les spécificités de cette production émigrée et la nature de ses liens avec l'historiographie domestique. Là aussi, l'histoire-bataille domine largement puisque la principale revue du secteur est le Journal d'histoire militaire (*Wojskowy Przegląd Historyczny*) édité par l'Institut d'histoire militaire (WIH), avec 283 articles. Se classent également parmi les principales revues consacrées à la Seconde Guerre mondiale le Journal des troupes blindées et de cavalerie (*Przegląd Kawalerii i Broni Pancernej*), édité à Londres par des soldats polonais vétérans de la campagne de 1939 reconvertis en historiens de l'armée (52 articles) ; la revue académique *Dzieje Najnowsze*, étudiée au chapitre 3 (66 articles), dans laquelle prédomine également l'histoire militaire ; le Bulletin de l'Institut historique juif de Varsovie, spécialisé dans l'histoire de l'Holocauste (57 articles). A côté de ces publications scientifiques et spécialisées, figurent également des titres de presse, notamment catholiques (*Tygodnik Powszechny*, 67 articles, et *Więź*, 54 articles) ou officiels (*Polityka*, 64 articles). Les revues historiques généralistes apparaissent en revanche nettement en retrait, avec 17 articles parus dans *Kwartalnik Historyczny* et 11 dans *Przegląd Historyczny*, ce qui atteste une fois de plus de la spécialisation de cette historiographie. Ce constat est en partie valable également du point de vue de l'édition d'ouvrages, où les éditeurs généralistes côtoient des maisons bien plus spécialisées : Ministère de la Défense, « Voenizdat », mais aussi la « Ludowa Spółdzielna Wydawnicza », qui se consacre exclusivement à l'histoire du mouvement paysan. Le marché de l'édition consacrée à la Seconde Guerre mondiale est donc caractérisé par la présence de nombreux éditeurs et auteurs profanes et fait l'objet d'un grand nombre de publications à destination d'un large public. Ce constat n'est en rien spécifique à la Pologne ou aux années 1980, comme en attestent les succès réguliers rencontrés par des ouvrages ou des films à sensation consacrés à ce conflit majeur.

Tableau 36. Principaux éditeurs en histoire de la Seconde Guerre mondiale (1978-1989)

Editeur	Nombre de titres publiés	Description de la maison d'édition et de ses publications
Czytelnik [Le lecteur]	43	Fondée en 1944, Varsovie. A sa création, cette maison d'édition a pour but de contribuer à la propagande du Parti (PPR). *Témoignages et mémoires (résistance, occupation, Holocauste).*
Ludowa Spółdzielna Wydawnicza [Coopérative populaire d'édition]	51	Fondée en 1949, Varsovie. Maison d'édition issue du mouvement coopératif paysan et du parti paysan PSL (puis ZSL, allié du PZPR). *Publie essentiellement sur la résistance (« bataillons paysans »).*
Voenizdat [Editions militaires]	51	Fondée en 1919, Moscou. Editions du ministère de la Défense russe. *Histoire militaire, essentiellement sur le front de l'Est.*
Wydawnictwo Literackie [Editions littéraires]	56	Fondée en 1953, Cracovie. *Publie essentiellement sur l'occupation (littérature, témoignages et mémoires, quelques ouvrages scientifiques et de vulgarisation).*
Państwowe Wydawnictwo Naukowe [Editions scientifiques d'État]	61	Fondée en 1951, Varsovie. *Publications scientifiques (manuels, encyclopédies, dictionnaires), essentiellement sur la résistance, l'occupation et l'histoire militaire.*
Instytut Wydawniczy « Pax » [Maison d'édition « Pax »]	77	Fondée en 1949, Varsovie. Maison d'édition fondée par l'organisation catholique éponyme. *AK (résistance non-communiste) et forces armées polonaises à l'Ouest. Publie également des auteurs émigrés.*
Książka i Wiedza [Livre et savoir]	99	Fondée en 1948, Varsovie. Produit de la fusion des maisons d'édition du Parti ouvrier (PPR) et du parti socialiste (PPS). *Occupation, partisans communistes, PPR et front de l'Est.*
Krajowa Agencja Wydawnicza [Agence nationale d'édition]	106	Fondée en 1974, Varsovie. *Publications scientifiques et de vulgarisation : occupation, histoire militaire (sur tous les fronts), Holocauste.*
Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej [Editions du ministère de la Défense]	248	Fondée en 1947, Varsovie. Editions du ministère de la Défense polonais. *Histoire militaire sur tous les fronts (mais plus de titres sur le front de l'Est) ; résistance (AK et partisans communistes).*

Source : Élaboration personnelle à partir de la *Bibliografia Historii Polskiej*.

Le constat est un peu différent dans le cas de l'histoire de la Pologne populaire. Le marché éditorial apparaît ici bien moins concentré que dans le cas de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Pour la période 1978-1989, ce sont trente éditeurs qui publient au moins dix titres en histoire de la Pologne post-1945, totalisant 1075 titres, soit 39 % du marché. Les onze premiers éditeurs totalisent 744 titres, soit 27 %[968]. Là aussi, le marché apparaît dominé par les éditions d'État, mais un éditeur émigré, l'Institut littéraire de Paris, se classe parmi les principaux éditeurs du secteur. D'autres maisons d'éditions émigrées[969] ou clandestines[970] sont ici plus présentes que pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, bien qu'elles publient trop peu de titres pour figurer parmi les principaux éditeurs. Là aussi, figurent parmi

[968] La part des ouvrages pour lesquels l'éditeur n'est pas renseigné est de 13 % (n = 365).
[969] Les maisons d'éditions londoniennes « Aneks » (20 titres), « Odnowa » (13 titres) et « Polonia Book Fund » (20 titres) sont ici plus présentes.

les principaux éditeurs des maisons très spécialisées, comme celles des deux partis alliés du PZPR, le parti démocrate (*Stronnictwo Demokratyczne*) et le Parti populaire unifié (*Zjednoczone Stronnictwo Ludowe*) qui, comme le PZPR avec « Książka i Wiedza » (leader du secteur), publient leur propre histoire et des documents partisans. Surtout, il s'agit ici d'une histoire de l'immédiatement présent, d'où l'importance de documents officiels (rapports, bilans, statistiques) publiés par les partis ou les administrations. C'est la raison de la présence ici des Editions économiques d'État. Les éditions scientifiques (Atelier national Ossolineum et Editons scientifiques d'État) sont ici mieux représentées, avec des ouvrages de recherche portant sur l'histoire économique et sociale, ou bien sur l'histoire politique. Cette dernière se confond cependant largement avec l'histoire du PZPR et des institutions de la Pologne populaire.

Au niveau des revues s'observe là aussi la part résiduelle des revues historiques généralistes (19 articles parus dans *Kwartalnik Historyczny*). La revue spécialisée *Dzieje Najnowsze* publie moins d'articles ici que dans le cas de la Seconde Guerre mondiale (34 articles). Prédominent les revues académiques issues d'autres disciplines que l'histoire : *Kultura i Społeczeństwo* (« Culture et société », de l'Institut d'études politiques de l'Académie des sciences) ; *Sprawy Międzynarodowe* (« Questions internationales », édité par l'Institut polonais des affaires étrangères) ; *Państwo i Prawo* (« État et droit », revue du comité des sciences juridiques de l'Académie des sciences). Mais aussi les revues éditées par les partis politiques et notamment le PZPR : *Nowe Drogi* (« Voies nouvelles »), *Z Pola Walki* (« Du champ de bataille », spécialisée en histoire contemporaine), *Wieś Współczesna* (« La campagne contemporaine », revue du ZSL). Là encore se retrouvent les titres de presse généraliste précédemment mentionnés (*Polityka*, *Tygodnik Powszechny*, *Więź*) et les revues du pôle de production officiel de l'histoire : *Wojskowy Przegląd Historyczny* (Institut d'histoire militaire) et *Zeszyty Naukowe WSNS* (Cahiers scientifiques de l'École supérieure des sciences sociales du Parti). Et toujours, mais à un degré moindre, la revue émigrée, *Zeszyty Historyczne*.

Plus encore que dans le cas de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, la production éditoriale apparaît largement dominée par des acteurs profanes ou non-historiens. L'éclatement de la production traduit ici le fait que concernant la Pologne populaire, les historiens ne sont pas les seuls producteurs d'analyses et côtoient les autres disciplines des sciences humaines et sociales, notamment le droit, la sociologie, l'économie et la science politique. Comme pour la Seconde Guerre mondiale, la production est dominée non pas par

[970] Les éditions « Nowa » publient ici 9 titres.

des travaux de recherche originaux, mais par la publication de documents divers, de manuels, d'ouvrages de vulgarisation et de propagande partisane.

Tableau 37. Principaux éditeurs en histoire de la Pologne populaire (1978-1989)

Editeur	**Nombre de titres publiés**	**Description de la maison d'éditions**
Epoka [L'époque]	30	Varsovie. Editions du parti démocrate (*Stronnictwo Demokratyczne*), allié du PZPR. *Publie exclusivement des ouvrages se rapportant à ce parti (histoire, fonctionnement, congrès, etc.).*
Instytut Literacki [Institut littéraire]	30	Fondée en 1947, Paris. Fondée par des émigrés polonais qui éditent également les revues *Kultura* et *Zeszyty Historyczne*. *Publie essentiellement sur les oppositions au régime communiste.*
Ludowa Spółdzielna Wydawnicza [Coopérative populaire d'édition]	33	Fondée en 1949, Varsovie. Maison d'édition issue du mouvement coopératif paysan et du parti paysan PSL (puis ZSL, allié du PZPR). *Publie essentiellement de l'histoire (vulgarisation) et de la littérature, sur la politique agricole, le monde rural et le ZSL.*
Interpress [Agence de presse]	38	Fondé en 1967, Varsovie. Service extérieur de l'agence de presse polonaise : en charge de la publication de traductions d'ouvrages polonais. *Publications officielles : rapports sur la politique économique, documents du PZPR, etc.*
Państwowe Wydawnictwo Ekonomiczne [Editions économiques d'État]	38	Fondée en 1949, Varsovie. Manuels et publications scientifiques. *Publie exclusivement sur la politique économique en Pologne populaire.*
Instytut Wydawniczy Związków Zawodowych [Institut d'édition des unions syndicales]	45	Maison d'édition des syndicats de travailleurs. *Publie des documents sur les activités des syndicats officiels, mais également quelques ouvrages d'histoire politique (*Solidarność*).*
Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej [Editions du ministère de la Défense]	62	Fondée en 1947, Varsovie. Editions du ministère de la Défense polonais. *Histoire militaire : pacte de Varsovie, coopération militaire avec l'URSS, mais aussi discours officiels, politique de défense.*
Zakład Narodowy im. Ossolińskich [Atelier national Ossolineum]	65	Wrocław. Importante fondation culturelle créée à Lviv en 1817, déménagée à Wrocław en 1945. *Histoire culturelle, économique et sociale ; institutions politiques de la PRL.*
Krajowa Agencja Wydawnicza [Agence nationale d'édition]	76	Fondée en 1974, Varsovie. Publications scientifiques et de vulgarisation (histoire, philosophie, politique, mais aussi littérature de jeunesse). *Histoire politique : PZPR, mais aussi les oppositions et les crises du régime.*
Państwowe Wydawnictwo Naukowe [Editions scientifiques d'État]	115	Fondée en 1951, Varsovie. *Publications scientifiques (manuels, encyclopédies, dictionnaires), essentiellement en histoire politique (PZPR) et économique.*
Książka i Wiedza [Livre et savoir]	212	Fondée en 1948, Varsovie. Produit de la fusion des maisons d'édition du Parti ouvrier (PPR) et du parti socialiste (PPS). *Histoire du Parti et de la Pologne populaire. Plusieurs titres sur* Solidarność *et l'état de guerre.*

Source : Élaboration personnelle à partir de la *Bibliografia Historii Polskiej*.

Ces quelques données de cadrage permettent de prendre conscience de l'abondance, mais aussi de la grande diversité de la production historiographique consacrée à la Pologne des années 1939-1989. Elles ne nous apprennent cependant pas grand-chose sur ce qui se joue au cours de la décennie 1980 dans l'écriture de l'histoire, et comment cette écriture a pu être influencée par le moment *Solidarność*, pour l'historiographie clandestine bien sûr, mais aussi pour l'historiographie officielle. Surtout, ces données quantitatives mélangent circuit de diffusion large et circuit de diffusion restreint. Or, les deux n'obéissent pas aux mêmes logiques et si l'image qui se dégage d'une vue d'ensemble trop large peut être celle d'une historiographie encore très largement dominée par le discours du Parti, un examen des quelques rares textes consacrés à l'histoire du temps présent dans une revue historique centrale de la discipline, mais à la diffusion confidentielle, vient nuancer cette impression. Quelques mois avant les accords de Gdańsk et la création du syndicat, l'historien Stefan Kieniewicz résume ainsi la situation de l'histoire contemporaine vis-à-vis de la censure, dans le texte d'un exposé présenté au Comité des sciences historiques de l'Académie des sciences au mois de janvier 1980 :

« La liberté de parole, pour ce qui concerne la Seconde Guerre mondiale, augmente à mesure que l'auditoire rétrécit. Dans les équipes de recherche comptant quelques personnes, on discute, de ce que je sais, de manière entièrement libre des sujets les plus épineux, sur la base des sources, de la littérature étrangère sur le sujet […]. Lorsque l'auditoire augmente de quelques dizaines, ou même centaines de personnes, le conférencier peut dire à peu près la même chose qu'en chambre, pour peu qu'il emploie un vocabulaire neutre. Les difficultés arrivent à partir du moment où entre en jeu l'impression. Lorsqu'il s'agit d'un tirage quelques centaines d'exemplaires, on peut pratiquer la méthode de la dissimulation de ce que l'on ne peut pas divulguer. Peu importe ici que ce soit le fait de l'autocontrôle de l'auteur, des suggestions de l'éditeur, ou bien du "rapport" de l'Office de contrôle[971]*. On exige davantage des tirages à plusieurs milliers d'exemplaires : le rapprochement des arguments de l'auteur des interprétations obligatoires. […] Je parle toujours ici de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ; lorsqu'il en va de l'histoire de l'après-guerre, nous sommes en état de mener des recherches sur certains aspects seulement de la tranche 1944-1948, mais d'à peu près aucun pour les trois décennies suivantes.*[972] »

Quelques extraits de recensions parues dans *Kwartalnik Historyczny* au début des années 1980 permettent d'attester d'une certaine liberté de ton dans le circuit de diffusion restreint, mais aussi de constater quelques effets différés du moment *Solidarność*.

[971] Office de contrôle de la presse, des publications et des spectacles (*Główny Urząd Kontroli Prasy, Publikacji i Widowisk*, GUKPPiW), institution étatique centrale chargée de la censure a priori des publications en Pologne populaire.

[972] Stefan Kieniewicz, « Przeszłość narodowa w oczach społeczeństwa i w oczach historyka » [Le passé national aux yeux de la société et aux yeux de l'historien », *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1980, p. 442-443.

Encadré 19. Aperçu des discours sur l'histoire du temps présent dans le circuit de diffusion restreint (1980-1983)

Antoni Czubiński, recension de Henryk Rechowicz, *Polska Partia Robotnicza na Górnym Śląsku i w Zagłębiu Dąbrowskim* [Le parti ouvrier polonais en Haute-Silésie], Katowice, Śląski Instytut Naukowy, 1978 ; in *Kwartalnik Historyczny*, n° 3-4, 1980.
« Les témoignages informant qu'en novembre 1939, des communistes silésiens se seraient rendus à Brest [Biélorussie] pour y recevoir des autorités soviétiques des instructions leur enjoignant d'organiser un mouvement de résistance (p. 33) paraissent peu crédibles. Il ressort des recherches de M. Turlejska[973] *qu'à cette période, les communistes polonais étaient perçus avec méfiance en URSS. De plus, l'URSS avait à ce moment un accord d'amitié et de coopération avec l'Allemagne, et ne pouvait pas s'exposer à des accusations de sabotage de cet accord. On sait que les autorités soviétiques ont observé une grande prudence à ce sujet jusqu'au 22 juin 1941*[974]*. […] D'une manière générale, le lecteur perçoit le grand engagement personnel de l'auteur, qui s'identifie en quelque sorte au mouvement [qu'il étudie] et s'efforce de le présenter sous le jour le plus favorable. »* (p. 796)
Si Rechowicz, ancien recteur de l'université de Silésie, est un membre actif du PZPR silésien, il faut souligner que l'auteur de cette recension, Antoni Czubiński, est lui-même membre du Parti et considéré comme un historien *partyjni* fidèle, ce dont atteste sa production de l'époque.

Lech Trzeciakowski, recension croisée de deux ouvrages collectifs consacrés aux émeutes ouvrières de Poznań (juin 1956) : Jarosław Maciejewki et Zofia Trójanowiczowa (dir.), *Poznański Czerwiec 1956 r.* [Juin 1956 à Poznań], Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 1981 ; Edmund Makowski (dir.), *Wydarzenia czerwcowe w Poznańiu 1956 r. Materiały z konferencji zorganizowanej przez Instytut Historii UAM w dniu 4 V 1981 roku*, [Les évènements de juin 1956 à Poznań. Actes de la conférence organisée par l'Institut d'histoire de l'Université Adam Mickiewicz, 4 mai 1981], Poznań, Wydawnictwo Naukowe UAM, 1981 ; in *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1982.
« Dans l'historiographie de la Pologne populaire, s'est formée une situation étrangère à la tradition historiographique polonaise. Il existe en effet des thèmes que l'on ne remuait pas, ou alors au moyen de manœuvres de propagande. Jusqu'à aujourd'hui, nous ne disposons pas de beaucoup de monographies adressant ces thèmes, ce qui fait que nous n'avons pas non plus de synthèse de la Pologne populaire qui soit satisfaisante. Les évènements qui se sont déroulés à Poznań en juin 1956 ont fait partie de ces thèmes tabous durant près de 20 ans. […] On sait que c'est la "raison d'État" qui en a décidé ainsi. […] Ce sont seulement les grands évènements d'août 1980 qui ont créé une situation dans laquelle il fut possible non seulement d'entreprendre de telles recherches, mais aussi de publier les fruits de son travail. » (p. 153)

Enfin, la recension d'un ouvrage consacré à la campagne de septembre 1939 en Pologne[975] reproche à son auteur de ne pas avoir mobilisé les témoignages d'officier parus dans la revue émigrée *Zeszyty Historyczne*, mais aussi… la littérature sur le sujet parue en Allemagne de l'Ouest.

Il ne s'agit-là que de quelques exemples destinés à rappeler le constat, dressé au chapitre 3, d'un circuit de diffusion restreint où, dans la confidentialité de revues académiques à faible tirage, les ingérences de la censure et la contrainte idéologique entravant le développement de l'histoire du temps présent sont régulièrement dénoncées. C'est toutefois aux marges de cette production académique que se joue l'apparition de travaux quantitativement négligeables, au regard des publications officielles, mais d'une importance déterminante pour le développement d'une histoire politique du temps présent, de la Pologne populaire en particulier. Avant d'évoquer ces publications clandestines, il faut rappeler que

[973] Maria Turlejska, *Prawdy i fikcje. Wrzesień 1939 – Grudzień 1941*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1966.
[974] Date de l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie.
[975] Jerzy Izdebski, recension de Konrad Ciechanowski, *Armia « Pomorze » 1939* [L'armée « Poméranie »], Varsovie, Ministère de la défense nationale, 1982, in *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1983, p. 667.

ces publications ont été précédées, parfois inspirées, de la production historiographique émigrée, difficilement accessible en Pologne, mais que les historiens professionnels pouvaient malgré tout consulter. Cette production émigrée va constituer l'un des points d'appui pour les historiens au pays comme Kersten et Roszkowski, qui citent tous deux plusieurs ouvrages polonais parus à l'étranger, ainsi que des articles de la revue *Zeszyty Historyczne*.

III.1.B. La production émigrée :

Deux traits caractéristiques de l'historiographie polonaise émigrée doivent être ici soulignés. Premièrement, elle est produite par des auteurs considérablement isolés non seulement de leurs pairs demeurés en Pologne populaire, mais aussi des sciences historiques de leurs pays de résidence. Deuxièmement, ces auteurs émigrés sont rarement, et ont rarement été avant d'émigrer, des historiens de métier.

L'isolement des historiens polonais émigrés est un fait dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Formés dans la Pologne du début du 20e siècle, les grands noms de l'historiographie émigrée tels que Oskar Halecki (médiéviste, ancien professeur de l'université de Varsovie) et Marian Kukiel (contemporanéiste, ancien chef du bureau d'histoire militaire et enseignant à l'université de Cracovie, ministre des armées du gouvernement polonais à Londres de 1942 à 1949), demeurent attachés à la pratique d'une histoire politique dans un cadre théorique qui emprunte à l'individualisme méthodologique[976]. Une telle conception de l'histoire apparaît fortement démonétisée dans le contexte de l'après-guerre, qui voit l'affirmation de l'école des Annales, assimilée par ces historiens polonais émigrés à une variante du marxisme, synonyme pour eux d'assujettissement des sciences historiques dans les pays du bloc de l'Est. Plusieurs travaux consacrés à ces historiens émigrés soulignent le désarroi qui fut le leur à l'occasion des congrès historiques internationaux de l'après-guerre, Marian Kukiel allant jusqu'à déceler dans la consécration de l'école des Annales au congrès de Paris de 1950 les signes d'une crise de l'historiographie occidentale[977]. L'isolement des historiens polonais émigrés à l'Ouest est redoublée par leur absence d'affiliation académique : à quelques rares exceptions comme Halecki, qui enseignera dans plusieurs universités nord-américaines, essentiellement catholiques, la plupart d'entre eux travailleront en-dehors du monde universitaire. D'où la création d'instituts polonais, comme à Londres où est créée une université polonaise, ainsi qu'un Institut Piłsudski, à l'initiative de Kukiel. Un grand nombre d'auteurs considérés comme des historiens polonais émigrés sont ainsi des historiens amateurs, exerçant d'autres activités professionnelles. Władysław Pobóg-Malinowski en est un exemple : militaire de carrière dans la Pologne d'entre-deux-guerres, reconverti en historien au Bureau d'histoire militaire, établi à Paris à partir de 1940, il contribue après-guerre à la création de la section polonaise de Radio France, et publie à Londres une histoire politique de la Pologne contemporaine[978], en trois tomes parus entre 1953 et 1962, considérée comme l'un des classiques de l'historiographie polonaise émigrée. Réédité à de nombreuses reprises, ce livre est régulièrement cité dans les travaux publiés clandestinement en Pologne populaire, et est consacré comme un chef-d'œuvre après 1989[979].

[976] Artur Mękarski, « In Whose Name is the Story Told? The Emigré Critique of Method in the Historiography of the Polish People's Republic » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 343−359.
[977] *Ibid.*
[978] Władysław Pobog-Malinowski, *Najnowsza historia polityczna Polski 1864-1945* [Histoire politique de la Pologne contemporaine], trois tomes, 1953-1962.
[979] Sur les conditions d'écriture de cet ouvrage, voir Anna Prokopiak-Lewandowska, « "Instytut jednego człowieka" - Władysław Pobóg-Malinowski w okresie życia na emigracji. Przyczynek do biografii » [L'institut

Cet ouvrage accorde une large place au maréchal Piłsudski, héros de ces historiens émigrés dont la plupart sont d'anciens militaires, vétérans de la guerre polono-bolchévique de 1920 et de la Seconde Guerre mondiale. Il se caractérise aussi par son écriture romanesque, typique de la production émigrée[980].

Pour Rafał Stobiecki, ce statut amateur de nombre d'historiens émigrés favorise une écriture essayiste et romanesque, mais aussi leur intérêt pour l'histoire contemporaine, en particulier celle de la Seconde République de l'entre-deux guerres, et la Seconde Guerre mondiale[981]. Pourtant, parmi les revues d'histoire polonaise publiées à l'Ouest, la seule qui soit explicitement consacrée à l'histoire contemporaine, *Zeszyty Historyczne* (Cahiers historiques), est éditée par l'Institut littéraire polonais de Paris et dirigée par le fondateur de la revue *Kultura*, Jerzy Giedroyc, un journaliste se décrivant lui-même comme passionné d'histoire. Entre 1978 et 1989, les *Zeszyty Historyczne* publient 187 articles sur la période qui nous intéresse ici (119 sur la Seconde Guerre mondiale et 68 sur la Pologne populaire), ce qui les place très loin devant les autres revues émigrées : dans le même temps, la *Polish Review* américaine fait paraître neuf articles sur la guerre et 14 sur la Pologne populaire ; les revues *Teki Historyczne* (Londres) et *Antemurale* (Rome), qui se concentrent plutôt sur l'histoire médiévale et moderne pour la première, l'histoire de l'Eglise catholique pour la seconde, ne publient aucun article ni sur la guerre, ni sur la Pologne populaire, tout au long des années 1980.

Les *Zeszyty Historyczne* se singularisent par le profil amateur des auteurs publiés (cf. Figure 6) : ce sont plus souvent des témoins des évènements au sujet desquels ils écrivent (militaires et anciens combattants, dirigeants politiques ou diplomates, journalistes reporters de guerre) que des historiens universitaires. Ceci reflète la faiblesse des historiens de métier parmi les auteurs émigrés, la revue publiant très peu d'auteurs résidant en Pologne populaire, jusqu'aux années 1980 (cf. Figure 7). Il s'agit donc de ce que Piotr Wandycz nomme « un large éventail des élites émigrées : politiques, diplomatiques, militaires, publicistes.[982] » L'un des collaborateurs les plus prolifiques des *Zeszyty Historyczne* est un historien amateur du nom de Zbigniew Siemaszko, électrotechnicien employé durant plus de trente ans dans l'industrie britannique, qui dit de lui-même la chose suivante : « Am I an historian ? I think I am rather someone writing about history.[983] » A partir des années 1980 et surtout après 1989, la part des historiens universitaires parmi les auteurs des *Zeszyty Historyczne* croît significativement, en lien avec l'augmentation de la part des auteurs établis en Pologne. La chose s'explique par les moindres difficultés rencontrées par les chercheurs désireux d'exporter leurs textes (certains, comme Andrzej Paczkowski ou Andrzej Friszke, publient déjà dans *Zeszyty Historyczne* avant 1989, sous pseudonyme), mais aussi par le fait que les historiens demeurant en Pologne investissent davantage l'histoire contemporaine dans le contexte de la montée de l'opposition au régime et après 1989.

---

d'un seul homme - Władysław Pobóg-Malinowski au cours de sa vie en émigration. Contribution à une biographie], *Archiwum Emigracji*, 2009, 1 (10), p. 91–116.

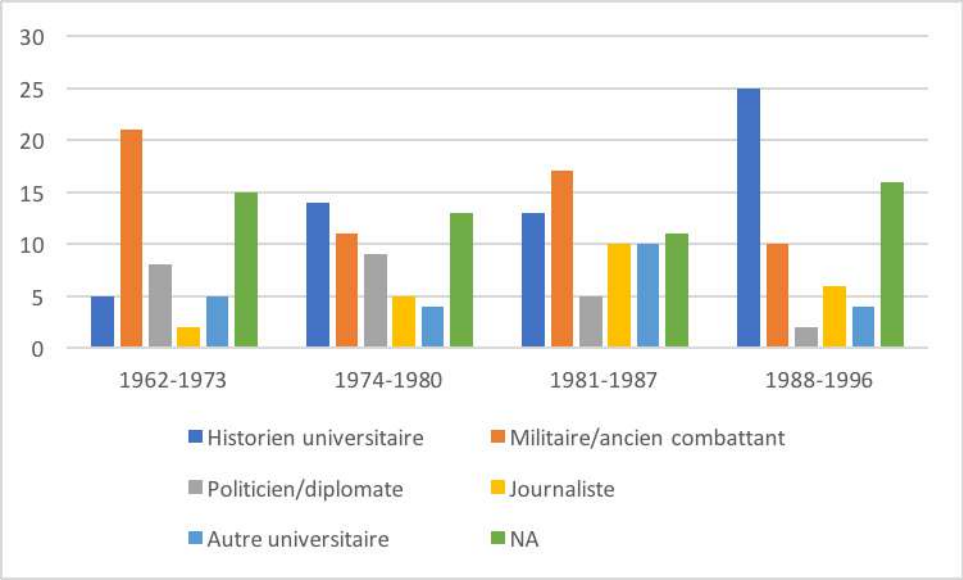
[980] Maria Zadencka, « The Shape of Europe in the Works of Oskar Halecki, Józef Mackiewicz, and Marian Kukiel » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European history Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 276.

[981] Rafał Stobiecki, « To Be a Polish Historian in Exile: Semantic and Methodological Remarks » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 190−202.

[982] Piotr Wandycz, « O "Zeszytach Historycznych" », *Zeszyty Historyczne*, 2010, n° 171, p. 70−80.

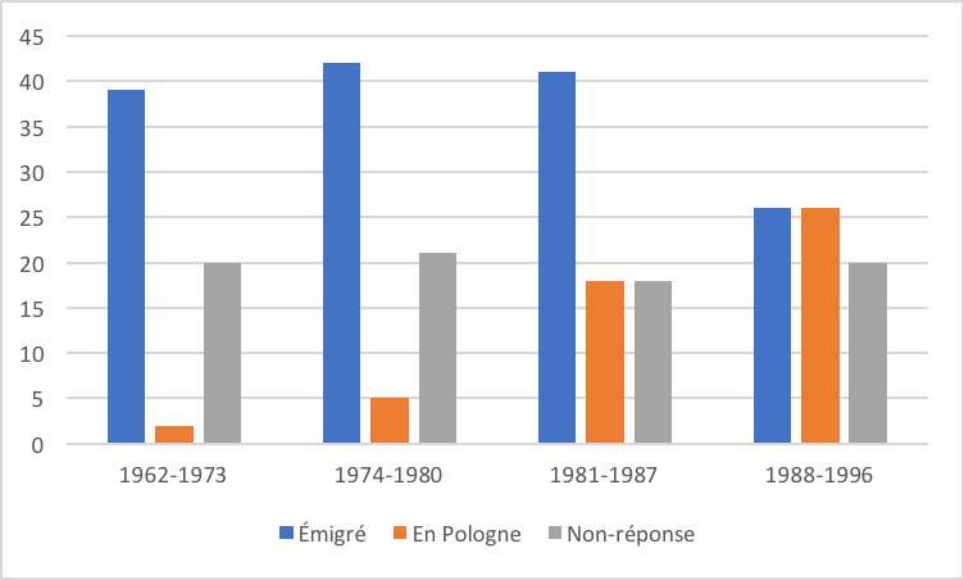
[983] R. Stobiecki, « To Be a Polish Historian in Exile: Semantic and Methodological Remarks », art cit, p. 194.

Figure 6. Profession des auteurs publiés par *Zeszyty Historyczne*, selon la période de publication (1962-1996)[984]



Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.

Figure 7. Lieu de résidence des auteurs publiés par *Zeszyty Historyczne*, selon la période de publication (1962-1996)



Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques.

Le caractère amateur des *Zeszyty Historyczne* se donne encore à voir dans la définition de la revue qui, bien qu'elle entende présenter une histoire conforme à la « vérité objective », ne se présente pas comme une revue scientifique, mais se veut littéraire et agréable à lire :

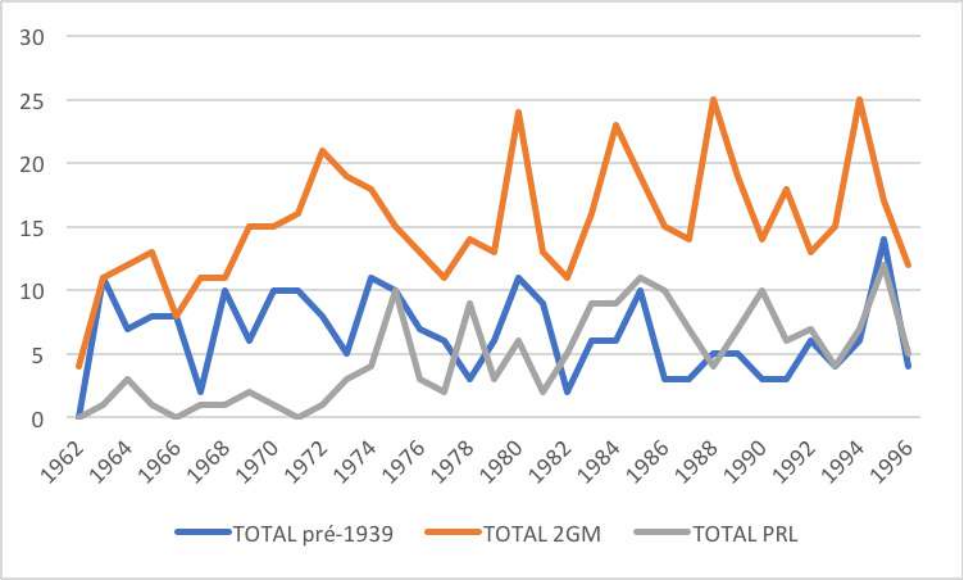
[984] Seules les modalités aux effectifs les plus importants ont été conservées. Le découpage chronologique est celui des bibliographies complètes publiées par *Kultura* et *Zeszyty Historyczne*, consultables en ligne : http://www.kulturaparyska.com/pl/historia/publikacje/1975/9643.

Giedroyc souhaite ainsi des textes qui « évitent le jargon pseudo-scientifique et les précisions futiles[985] ». Tout au long de ses près de cinquante années d'existence, entre 1962 et 2010, la revue ne dispose pas de comité de rédaction[986]. Le statut des textes publiés est quant à lui très hétérogène. Les articles de type académique sont rares et les témoignages constituent l'essentiel de la revue. Plus qu'à des sources écrites, les auteurs se réfèrent à leurs propres souvenirs des évènements qu'ils décrivent. Dans ce cadre, la rubrique « Lettres à la rédaction », qui publie elle aussi essentiellement des témoignages, a valeur de complément et apporte des précisions aux textes parus dans les précédents numéros. Par ce moyen, les *Zeszyty Historyczne* rassemblent des archives et documents qui ont parfois nourri la réflexion des historiens établis en Pologne. Ces documents sont cependant publiés sans qu'un travail de vérification ou de commentaire critique ne soit assuré par la rédaction de la revue.

Les articles publiés par *Zeszyty Historyczne* se concentrent presque exclusivement sur la Pologne. Pour l'histoire de la guerre et de la Pologne populaire, le prisme dominant est clairement celui de l'histoire militaire et politique. La Seconde Guerre mondiale est, de loin, le thème le plus traité dans la revue. Elle l'est encore davantage, comparativement aux autres périodes, à partir de 1980 (cf. Figure 8). Les textes consacrés à la Seconde Guerre mondiale se concentrent sur trois thèmes principaux : l'occupation allemande en Pologne, avec la résistance fidèle au gouvernement de Londres (Armée de l'intérieur, État polonais clandestin, insurrection de Varsovie) et le système concentrationnaire nazi (abordé là encore davantage sous l'angle des victimes polonaise non-juives) ; le rôle des forces armées polonaises sur les fronts occidentaux ; les crimes soviétiques commis contre les populations polonaises, civiles (déportations en URSS) et militaires (Katyń). Ceux qui sont consacrés à la Pologne populaire portent presque exclusivement sur l'opposition au régime : KOR, *Solidarność*, état de guerre, prisonniers politiques.

[985] Cite par P. Wandycz, « O "Zeszytach Historycznych" », art cit, p. 80.
[986] Andrzej Paczkowski, « 25 lat Zeszytów Historycznych », *Zeszyty Historyczne*, 1987, n° 82, p. 5−6.

Figure 8. Périodes traitées par les articles d'histoire de Pologne parus dans *Zeszyty Historyczne* (1962-1996)[987]



Source : Élaboration personnelle à partir de la bibliographie des *Zeszyty Historyczne*.

Ce cadre posé, il est à présent possible de présenter plus en détails deux types de productions clandestines, qui traduisent deux manières de se positionner vis-à-vis de la contrainte extérieure.

III.2. Deux livres d'histoire politique clandestins et leurs auteurs :

Le projet indissociablement politique et scientifique de renouveler l'historiographie de la période contemporaine se traduit par la publication clandestine de plusieurs ouvrages consacrés à l'histoire du 20e siècle, rédigés au cours des années 1980 par des chercheurs qui sont également militants ou sympathisants de *Solidarność*. Il s'agit à présent de donner à voir ce que cette pratique de l'histoire a de spécifique : comment une autre forme de contrainte politique, à savoir l'engagement intellectuel au côté de *Solidarność*, est-elle gérée par ces savants qui entendent contribuer à l'opposition au régime communiste, tout en restant savants et donc en revendiquant un rapport au savoir qui se veut désintéressé, c'est-à-dire une certaine autonomie ? Ecrire sur l'histoire du temps présent dans la Pologne des années 1980, alimenter des publications clandestines ou émigrées, c'est forcément prendre parti vis-à-vis d'une entreprise de délégitimation politique du régime communiste. Décrivant ses déboires avec la

[987] Ce décompte comprend à la fois les articles, les recensions et lettres à la rédaction.

censure, à une époque où il entreprend de contribuer à l'opposition en publiant quelques textes sur le massacre de Katyń dans des périodiques officiels, l'historien Jerzy Eisler, qui avait jusque-là travaillé sur la France de Vichy, admet a posteriori que « les choses au sujet desquelles j'écrivais étaient du reste absolument évidentes, voire banales, mais j'avais alors le sentiment de participer à une lutte pour l'élargissement de la liberté d'expression.[988] » Dans le contexte spécifique du régime autoritaire de la Pologne populaire, la naissance d'un second circuit de diffusion clandestin permet avant tout aux historiens désireux d'explorer le passé récent d'échapper à la censure et autres interdictions de publication. Krystyna Kersten l'exprime très simplement : « J'ai commencé à publier après 1956. Mes ennuis avec la censure ont commencé dans les années 1970 et se sont achevés dans les années 1980, lorsque j'ai migré vers le second circuit, hors-censure.[989] » Cependant, si ce renouveau historiographique pose des jalons pour des travaux futurs, les conditions dans lesquelles il s'effectue ne sont pas neutres en termes de définition du métier d'historien. En publiant dans la clandestinité, ces historiens n'écrivent pas uniquement pour leurs pairs du monde académique, bien qu'ils entendent toujours en obtenir la reconnaissance, faire œuvre de production d'une connaissance qui se veut objective. Ecrire l'histoire des périodes et événements auparavant tabous, c'est aussi contribuer à la délégitimation du régime communiste. Publier dans la clandestinité, c'est en quelque sorte écrire pour *Solidarność*, ou du moins pour les opposants au régime. Faire la lumière sur les « taches blanches », c'est adopter nécessairement une posture de dévoilement. Revendiquer pour soi la pratique d'une « histoire vraie », c'est satisfaire aux demandes d'un lectorat désireux d'accéder à un récit historique purifié de la contrainte idéologique exercée par les autorités, mais pas nécessairement demandeur d'analyses complexes et nuancées. C'est donc s'engager politiquement et s'exposer à d'autres jugements politiques, émanant d'un lectorat qui puise dans la connaissance du passé des justifications à son agenda politique présent. La perception de cette double contrainte se donne à voir dans un article publié à la fin des années 1980 par l'historien du droit Andrzej Ajnenkiel, membre du PZPR jusqu'en 1981, qui évoque la « pression » émanant de la « communauté » des lecteurs :

« The historians can be, and they really are, under double pressure. The first one is the expectation of the community, that "our own historian" will confirm common opinions. From time to time a historian can receive a letter, sometimes anonymous, stating that the author knows the fact better since he or she witnessed them. […] Sometimes a historian is accused during a public lecture, given for example in a church, that he is a "liar" or a "Communist agitator" or, on the other hand, an "open praiser of Marshal Piłsudski". After this kind of

[988] Zbigniew Romek, *Cenzura w PRL: relacje historyków*, Varsovie, Neriton, 2000, p. 68.
[989] *Ibid.*, p. 125.

accusation we are dealing with a violent dispute. […] But generally speaking this kind of pressure is not dangerous. Another issue is the problem of the second sort of pressure, this one from the authorities.[990] »

S'affranchir de la contrainte de la censure, ce n'est donc pas s'affranchir de toute contrainte politique. Dès lors, comment les contemporanéistes proches de *Solidarność* gèrent-ils cette contrainte ? L'examen approfondi de deux ouvrages élaborés et publiés au cours de la décennie 1980-1989 permet de fournir des éléments de réponse.

Tous deux publiés par les éditions *Krąg* (le Cercle), maison d'édition clandestine fondée par des collaborateurs du Comité de défense des ouvriers (KOR), les ouvrages de Krystyna Kersten et Wojciech Roszkowski ont durablement marqué l'historiographie du temps présent en Pologne. Celui de Krystyna Kersten, consacré à la genèse de la Pologne populaire[991], *Narodziny systemu władzy* (La naissance du système de pouvoir), est plusieurs fois réédité par la suite, dont en 1986 à Paris par les éditions Libella. L'ouvrage est alors publié « sans l'accord ni la connaissance de l'auteur » (« *bez wiedzy i zgody autora* »), selon la formule consacrée qui introduit nombre d'ouvrages publiés dans la clandestinité, afin de protéger leurs auteurs d'éventuelles représailles. Très souvent cité jusqu'à aujourd'hui dans les travaux d'historiens polonais, ce livre et son auteur sont considérés comme fondateurs de l'histoire politique de la Pologne populaire. Wojciech Roszkowski publie pour sa part (sous le pseudonyme d'Andrzej Albert) une synthèse de l'histoire de Pologne au 20e siècle (1918-1980), publiée par *Krąg* en quatre volumes entre 1983 et 1987[992]. Cet ouvrage a lui aussi été maintes fois réédité, tant par des maisons d'édition émigrées (Polonia Book Fund, 1989) que domestiques. Au fil des éditions, sa chronologie a été considérablement élargie, la dernière édition en date couvrant la période 1914-2011[993]. Ce succès éditorial a valu à son auteur une grande notoriété en tant que vulgarisateur. Après 1989, Wojciech Roszkowski est également co-auteur, avec Anna Radziwiłł (coordinatrice de l'équipe d'enseignants de *Solidarność* chargée de la rédaction des « Propositions » sur l'enseignement de l'histoire) d'une série de manuels scolaires d'histoire du 20e siècle, destinée aux lycéens préparant la *matura* (équivalent polonais du baccalauréat).

Relevant de deux registres différents (monographie académique pour l'un, ouvrage de vulgarisation pour l'autre), ces ouvrages nous intéressent ici non seulement pour leur notoriété et leur longévité, attestée par leurs nombreuses rééditions, mais aussi pour les différences

[990] Andrzej Ajnenkiel, « Blank Pages in Polish History », *The Polish Review*, 1988, vol. 33, n° 3, p. 333.
[991] Krystyna Kersten, *Narodziny systemu władzy, Polska 1943-1948* [Naissance du système de pouvoir], Varsovie, Krąg, 1984.
[992] Andrzej Albert (Wojciech Roszkowski), *Najnowsza Historia Polski 1918-1980*, Varsovie, Krąg, 4 volumes publiés en 1983 pour les deux premiers (Seconde République et Seconde Guerre mondiale), en 1987 pour les deux suivants (Pologne populaire).

remarquables qui opposent les deux auteurs, tant du point de vue de la trajectoire que de la pratique de l'histoire. S'ils ont en commun l'exercice du métier d'historien universitaire et une proximité objective avec *Solidarność*, dont ils sont tous deux membres, ils occupent en effet des positions différenciées dans l'espace de production historiographique qui expliquent, nous semble-t-il, les différences qui existent entre leurs deux récits. Le constat de ces différences permet enfin de ne pas réifier une opposition entre historiographie officielle et historiographie dissidente, qui risquerait de masquer l'hétérogénéité interne de ces deux ensembles, surtout dans le cas de la production dissidente.

III.2.A. Deux auteurs aux trajectoires dissemblables :

Bien des choses opposent en effet Krystyna Kersten et Wojciech Roszkowski, qui sont pourtant tous deux historiens universitaires et occupent en conséquence des positions très proches dans l'analyse des correspondances présentée précédemment. Kersten, dont il a déjà été question à plusieurs reprises, est née en 1931 dans une famille de l'intelligentsia polonaise, aux opinions éloignées du nationalisme :

« J'ai été élevée dans la tradition anti-insurrectionnelle, plutôt positiviste […]. Westerplatte[994]*, la charge face aux chars*[995]*, […] étaient pour moi des "péchés capitaux" avec lesquels il était temps d'en finir. La vertu, c'est-à-dire le réalisme, exigeait de se réconcilier avec les faits et de vivre dans la réalité telle qu'elle est. C'était la posture d'une partie significative de l'intelligentsia après 1945. […] Ce fut le pont par lequel des masses de personnes entrèrent en coopération avec le pouvoir établi par les communistes.*[996] *»*

C'est ainsi qu'elle et son mari, Adam Kersten, dont la trajectoire est similaire (lui-même est historien du 18e siècle), s'engagent au sein du mouvement communiste :

« In 1954, I was this enthusiastic girl wearing a red Polish Youth Union (Związek Młodzieży Polskiej) tie, convinced that if I was to fall, I should fall from the highest horse. […] The realities of that period force me realize to what extent my professional curriculum vitae is influenced by the path followed by myself as a participant engaged in evolving historical events. "Influenced" does not mean totally subjected to but it does not mean totally independent either[997]*. »*

---

[993] Wojciech Roszkowski, *Najnowsza historia Polski 1914-2011*, Varsovie, Świat Książki, 2011 (7 volumes).

[994] Nom de l'avant-poste fortifié polonais défendant l'accès au port de Gdańsk, dont le nom est associé au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le 1er septembre 1939. Dans l'historiographie polonaise, Westerplatte a été érigé en symbole de l'héroïsme des combattants polonais, sa garnison ayant résisté une semaine à l'offensive allemande.

[995] Allusion au mythe, persistant, de cavaliers polonais chargeant à cheval des chars allemands en septembre 1939, autre symbole de la bravoure du soldat polonais. Pour une déconstruction de ce mythe, voir Andrzej Nieuwazny, « Lanciers contre Panzers ? À voir… », *Revue historique des armées*, 2007, n° 249, p. 88−92.

[996] Krystyna Kersten, « Społeczeństwo i historia po 1945 r. » [La société et l'histoire après 1945] dans *Między wyzwoleniem a zniewoleniem*, Londres, Aneks, 1993, p. 172−179. Consulté en ligne (p. 2) : http://kerstens.org/fundacja/Krystyna/badania/KK_Spoleczenstwo1.shtml.

[997] Krystyna Kersten, « My Adventure with Contemporary History », consulté en ligne (p. 2) : http://kerstens.org/foundation/Krystyna/research/KK_Adventure.shtml.

A cette époque, K. Kersten est une historienne dans la « ligne du Parti », comme en attestent ses travaux jusqu'aux années 1970, moment où elle s'éloigne du PZPR : elle rend sa carte du Parti suite à l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, en 1968. En 1975 elle est signataire, en compagnie de six autres intellectuels, dont Bronisław Geremek, de la « lettre des sept » adressée au Premier secrétaire du PZPR, Edward Gierek, lui faisant remarquer que ses engagements suite aux grèves ouvrières de décembre 1970 n'ont pas été tenus[998].

Ses travaux de chercheuse reflètent sa trajectoire politique. Son premier article, publié en 1954 dans *Kwartalnik Historyczny*, est intitulé « Les aspirations agressives de l'historiographie réactionnaire allemande »[999]. L'année suivante, elle en publie un autre consacré à *Past and present*, « la revue progressiste des historiens anglais »[1000]. Elle fait alors partie des rares historiens universitaires à mener des recherches sur l'histoire de l'après Seconde Guerre mondiale, se consacrant d'abord à l'étude des déplacements de populations en Pologne après 1945, dans le contexte du déplacement des frontières polonaises. Dans les années 1960, elle est également l'auteur de quelques textes consacrés au Comité polonais de libération nationale (*Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego*, PKWN), auquel elle consacre une monographie dans laquelle elle reprend le discours officiel du Parti, prenant clairement parti en faveur des communistes contre le gouvernement de Londres et l'Armée de l'intérieur (AK)[1001]. Au milieu des années 1970, lassée des contraintes exercées par la censure et les difficultés d'accès aux sources partisanes, elle aurait envisagé de renoncer à son projet d'écrire une histoire politique des débuts de la Pologne populaire, pour travailler sur le 17e siècle, une période moins soumise à la contrainte idéologique[1002]. La décennie 1980 donne un nouvel élan à la carrière de cette chercheuse, qui profite à plein des possibilités de publications offertes par *Solidarność* et le « second circuit de diffusion » clandestin : à partir de 1980, la plupart de ses publications[1003] paraissent dans l'hebdomadaire de *Solidarność* (*Tygodnik Solidarność*) ou des revues clandestines (sous le pseudonyme de Jan Bujnowski).

---

998 Zbigniew Romek, « Krystyna Kersten — historyk dziejów najnowszych » dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*, Varsovie, Neriton, 2001, p. 217–232. Consulté en ligne (p. 6) : http://kerstens.org/fundacja/Krystyna/biografia/prace/Romek_KK_1.shtml.

999 Krystyna Kersten, « Agresywne dazenia reakcyjnej historiografii niemieckiej » [Les aspirations agressives de l'historiographie réactionnaire allemande], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1954, p. 378-386.

1000 Krystyna Kersten, « *Past and present*. Postepowe czasopismo historykow angielskich » [*Past and present*. La revue progressiste des historiens anglais], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1955, p. 290-297.

1001 Krystyna Kersten, *Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego 22 VII – 13 XII 1944* [Le comité polonais de Libération nationale], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1965.

1002 Z. Romek, « Krystyna Kersten — historyk dziejów najnowszych », art cit. Consulté en ligne (p. 6) : http://kerstens.org/fundacja/Krystyna/biografia/prace/Romek_KK_1.shtml.

1003 Dont la liste est consultable à cette adresse : http://kerstens.org/fundacja/Krystyna/biografia/prace/biblio54-69.shtml.

Kersten peut enfin s'atteler à une histoire de l'implantation du régime communiste dans la Pologne d'après-guerre, qui débouche sur la publication d'un premier livre, sous la forme d'une brochure d'une centaine de pages, dans laquelle elle évoque, entre autres, le rôle de l'Union soviétique dans la prise du pouvoir par le PPR/PZPR et la falsification des élections de 1947[1004]. Elle n'hésite pas non plus à prendre des positions allant à contre-courant des idées dominantes au sein de la dissidence, comme en atteste son premier article paru dans *Tygodnik Solidarność*, consacré au pogrom de Kielce en 1946[1005]. Ce pogrom d'après-guerre avait été largement exploité par la propagande communiste, qui l'attribuait aux « bandits » de la résistance anticommuniste ; Kersten rejette cette interprétation, mais également la thèse, répandue dans la dissidence et toujours défendue dans les milieux nationalistes, d'un pogrom orchestré par les services de sécurité communistes. Elle interroge au contraire la force des sentiments antisémites au sein de la société polonaise, un thème abordé par quelques rares auteurs dans le cadre de la dissidence, dont l'historien de la littérature Jan Błoński, auteur du célèbre texte « Les pauvres polonais regardent le ghetto »[1006].

Le moment *Solidarność* correspond aussi, pour Krystyna Kersten, chercheuse à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences (IH PAN), lieu central de la recherche historique en Pologne populaire, à la mise en place d'un « séminaire indépendant » consacré à la genèse de la Pologne populaire. Elle anime ce séminaire en compagnie, entre autres, de Jerzy Holzer, Adam Michnik, Andrzej Paczkowski[1007], Anna Radziwiłł et Maria Turlejska. Kersten est donc insérée dans un collectif de chercheurs liés à *Solidarność* qui partagent un intérêt précoce pour l'histoire politique de la Pologne populaire. Cette insertion lui permet de bénéficier du regard de ses pairs sur ses travaux de recherche. Son livre *Narodziny systemu władzy*, bien que publié clandestinement, a ainsi pu bénéficier d'un travail d'évaluation scientifique avant sa publication : si les noms de ces évaluateurs sont tus dans la première édition clandestine, Kersten les mentionne dans la postface de la réédition de 1990[1008]. Il s'agit de Maria Turlejska, Tadeusz Łepkowski (IH PAN, membre de *Solidarność*) et Jerzy Tomaszewski (université de Varsovie). En revanche, les conditions d'écriture de Roszkowski pour *Najnowsza historia Polski* sont toutes autres. Le livre n'a pas fait l'objet d'un véritable

[1004] Krystyna Kersten, *Narodziny systemu władzy, Polska 1943-1948*, op. cit.
[1005] Krystyna Kersten, « Kielce – 4 lipca 1946 roku » [Kielce, 6 juillet 1946], *Tygodnik Solidarność*, n° 36, 1981, p. 8-9.
[1006] Jan Błonski, « Biedni Polacy patrzą na getto » [Les pauvres polonais regardent le ghetto], *Tygodnik Powszechny*, n° 2, 1987.
[1007] Historien rattaché d'abord à l'Institut d'études littéraires de l'Académie, jusqu'en 1974, puis à la bibliothèque nationale, avant de rejoindre l'IH PAN en 1980.

travail d'édition, comme en attestent les nombreuses fautes de frappe et d'orthographe[1009]. La confection de cet imposant ouvrage de mille pages semble avoir reposé de bout en bout sur un seul homme, Roszkowski ne mentionnant aucune personne l'ayant aidé dans la préparation de son livre. *Najnowsza historia Polski* apparaît donc, dans ses premières éditions, comme un produit bien moins fini que *Narodziny systemu władzy* de Kersten. Même en tenant compte des conditions particulières de publication dans la clandestinité, l'ouvrage de Roszkowski donne l'impression d'avoir été publié « à la va-vite[1010] », ce qui s'explique sûrement par l'intérêt anticipé pour cette première synthèse de l'histoire de Pologne au 20e siècle publiée en Pologne hors contrôle de la censure. L'auteur lui-même indique que *Najnowsza historia Polski* a été envoyé à l'impression sans corrections, tant pour ses éditions clandestines (Krąg et Pokolenie) que pour sa première réédition (Polonia Book Fund). C'est seulement à partir de la réédition parue chez Puls en 1991 que le texte fait l'objet des corrections élémentaires[1011].

Les différences entre ces deux livres tiennent également aux sources et références mobilisées par les deux auteurs. La monographie de Kersten accorde une large place aux archives diplomatiques occidentales, britanniques et états-uniennes. De même, elle fait plusieurs fois référence aux mémoires de certains des acteurs ayant contribué au règlement de la « question polonaise » après-guerre (dirigeants politiques tels que Winston Churchill, diplomates). Mais elle se réfère également aux fonds d'archives polonais (étatiques et partisans) et aux éditions de sources publiées en Pologne. Sa bibliographie accorde une large place aux publications polonaises parues dans la clandestinité ou en émigration qui, avec les ouvrages étrangers, sont majoritaires par rapport aux références polonaises issues du circuit officiel. Les sources de Roszkowski se présentent un peu différemment : elles sont citées en notes de bas de page (l'ouvrage ne comporte pas de bibliographie), et essentiellement constitués de travaux déjà publiés. Pour les chapitres consacrés à la Seconde Guerre mondiale, les références publiées dans la clandestinité ou en émigration (essentiellement dans la revue *Zeszyty Historyczne*) représentent 42 % du total des références citées (61 % en incluant les références étrangères). Il n'en va pas de même pour les chapitres consacrés à la Pologne populaire, pour lesquels l'essentiel des références (76 %) a été publié en Pologne dans le circuit officiel.

[1008] Krystyna Kersten, *Narodziny systemu władzy, Polska 1943-1948*, Poznań, SAWW, 1990, p. 412. L'édition originale étant aujourd'hui introuvable, c'est sur cette réédition que nous nous appuyons. Le texte n'a cependant pas été modifié entre ces deux éditions.

[1009] Nous nous basons sur la réédition parue chez Polonia Book Fund en 1989, qui n'a pas fait l'objet de corrections par rapport à l'édition d'origine.

[1010] Grzegorz Mazur, « Refleksje nad historią Polski XX w. », *Zeszyty Historyczne*, 1991, n° 96, p. 217.

[1011] Wojciech Roszkowski, « Odpowiedź Grzegorzowi Mazurowi », *Zeszyty Historyczne*, 1991, n° 98, p. 227.

A l'IH PAN, Kersten bénéficie de conditions de travail qui sont un « luxe » en Pologne populaire.

« Admittedly, work in the Institute of History of Polish Academy of Sciences (Instytut Historii Polskiej Akademii Nauk) was a luxury. We did not have any directives or pressures, we were free to choose topics, being limited only by state censorship. However, this institutional freedom had another side. We did not get creative inspiration or supervision of our research, particularly at the beginning.[1012] *»*

Marcin Kula, également chercheur à l'IH PAN (avant de rejoindre l'université de Varsovie en 1990), dresse un constat similaire de son passage à l'institut. Si, dans le contexte de la Pologne populaire, les conditions matérielles de la recherche étaient sommaires (Kula rapporte que les chercheurs devaient acquérir à leurs frais les machines à écrire et le papier nécessaires à leur travail), l'encadrement de ces chercheurs déchargés d'enseignement était surtout d'ordre formel, même dans le cadre d'une organisation du travail centralisée et planifiée :

« Il était notoire que le pouvoir avait du mal à comprendre que nous ne venions pas tous les matins au travail et que nous n'y restions pas jusqu'à seize heures. […] On imagina donc une solution sous la forme d'une liste de présence signée quotidiennement et remise une fois par semaine, le jour de réunion d'une équipe ou d'un atelier donné. Sur une fiche correspondant à chaque jour de la semaine on pouvait écrire "travail à la maison" ou "travail aux archives", etc. Il était interdit d'inscrire des signes de répétition, il fallait écrire en toutes lettres. C'était une description humiliante et idiote de nos activités, mais en vérité, elle n'avait pas grand sens. J'inscrivais habituellement "travail à la maison". Puis, afin de modifier quelque chose, une fois par semaine j'écrivais "AAN" pour Archiwum Akt Nowych. […] La chose était par-dessus tout invérifiable. Je n'avais même pas l'obligation de décrocher le téléphone à la maison. Du reste, je ne l'ai pas eu pendant longtemps.[1013] *»*

Kersten occupe donc une position centrale dans la production historiographique en histoire contemporaine, et bénéficie à l'IH PAN de conditions de travail parmi les plus favorables que puissent rencontrer un chercheur en Pologne populaire. Aussi bien dans *Narodziny systemu władzy* que dans ses textes postérieurs, elle livre des réflexions sur le métier d'historien contemporanéiste et ne fait pas mystère de ses hésitations et états d'âme. En cela, son écriture tranche avec le ton de bien d'autres textes dissidents des années 1980, à l'image du livre de Roszkowski, qui adoptent une posture bien plus affirmée au nom de la reconquête de la « vérité historique », dans un contexte où les contraintes qui s'exercent sur le métier d'historien sont exacerbées. Kersten s'efforce de maintenir une sorte d'éthique du chercheur autonome, tout en ayant conscience de la spécificité de la recherche en histoire contemporaine, qui l'amène à travailler sur une histoire dans laquelle elle est elle-même impliquée. Dans un discours prononcé devant l'association des amateurs d'histoire (*Towarzystwo Miłośników Historii*), le 27 octobre 1986, elle exprime ainsi cette implication :

« I feel […] aware of the illusion which I held for a long time - the illusion that it is possible to escape from the entanglement of historical research and the history in which I am, was and will be personally engaged. That is,

[1012] Krystyna Kersten, « My Adventure with Contemporary History », art. cit., consulté en ligne (p. 8) : http://kerstens.org/foundation/Krystyna/research/KK_Adventure.shtml.
[1013] M. Kula, « PRL zniuansowany », art cit.

a possibility of freeing myself from the pressures of what I am going through, of which I am a part, so that I may write and speak as a historian. And also, the other way round, i.e., freeing myself from the influence of my knowledge of the past on the views, attitudes and behaviour concerning the issues of today[1014]*. »*

Refusant de s'inscrire dans un paradigme interprétatif divisant le monde entre « eux » (les communistes) et « nous » (les opposants), qu'elle estime en passe de devenir dominant au sein de la dissidence, Kersten cherche le ton juste, refusant de substituer une « propagande » (celle de l'anticommunisme) à une autre, s'attachant à trouver « des mots et expressions libres de contenu idéologique et politique, des mots qui reflètent la réalité de la meilleure façon possible.[1015] » Ce faisant, elle affirme qu'il est nécessaire que l'historien aille à l'encontre des attentes de ses lecteurs, en adoptant une écriture scientifique qu'elle revendique comme « froide ». Sa position pourrait se résumer ainsi :

« Restoring de-falsified history for Polish society cannot be limited to the rehabilitation of some stories or condemnation of other stories and actors in the historical drama. What I find essential is the necessity to limit the use of epithets and focus on a reflection on political concepts and their realization.[1016] *»*

Dans la postface de *Narodziny systemu władzy*, rédigée en 1989, cinq ans après la première édition, Kersten revient sur les critiques dont son livre a fait l'objet. A ceux qui qualifient son écriture de « froide », elle rétorque qu'il s'agit pour elle d'un « compliment », une preuve qu'elle a su « rester dans le cadre de la rigueur scientifique » en ne s'inscrivant pas dans le clivage « eux » / « nous » attendu par nombre de ses lecteurs[1017]. Tout en prenant une part active au travail de « défalsification » de l'histoire entrepris dans le cadre de *Solidarność*, elle adopte donc une posture de mise en garde vis-à-vis des excès qu'elle perçoit dans cette « défalsification » et entend parler au nom d'une science objective et analytique. Cette posture est partagée par son mari, Adam Kersten, professeur à l'Université Marie Curie-Skłodowska de Lublin. Revenant sur une conférence de vulgarisation qu'il a donnée devant près de 800 étudiants grévistes de son université en 1980, celui-ci se félicite ainsi d'avoir « déçu » les membres de son auditoire venus pour entendre un discours politique, et formule le vœu que viennent l'écouter à l'avenir des auditeurs « réellement intéressés par l'histoire »[1018].

A bien des égards, Wojciech Roszkowski occupe une position différente dans l'espace de production historiographique, qui se traduit par des prises de position opposées. Né en 1947 à Varsovie, Roszkowski étudie le commerce international à l'École supérieure de planification et de statistique (*Szkoła Główna Planowania i Statystyki*, SGKPiS), principale

[1014] Krystyna Kersten, « My Adventure with Contemporary History », art. cit., consulté en ligne (p. 1) : http://kerstens.org/foundation/Krystyna/research/KK_Adventure.shtml.
[1015] *Ibid*., p. 4.
[1016] *Ibid*., p. 6.
[1017] K. Kersten, *Narodziny systemu władzy, Polska 1943-1948*, *op. cit.*, p. 410−411.

école de formation des économistes et statisticiens en Pologne populaire, devenue Ecole supérieure de commerce (*Szkoła Główna Handlowa*, SGH) en 1991, aujourd'hui principale *business school* polonaise. Ses études achevées en 1971, Roszkowski travaille un an et demi dans le commerce international, avant de devenir doctorant à l'IH PAN en 1973. A partir de 1974, il est parallèlement assistant à la chaire d'histoire économique de la SGPiS. C'est là qu'il obtient finalement, en 1978, un doctorat de sciences économiques consacré à la politique économique (industrielle et bancaire) de la Seconde République d'entre-deux guerres. Il est ensuite recruté comme enseignant permanent de la même chaire. L'essentiel de sa carrière académique se déroule donc au sein d'une école supérieure assez périphérique en matière de recherche historique. Tout en enseignant à la SGKPiS, puis SGH, dont il est vice-recteur de 1990 à 1993, Roszkowski intègre l'Institut d'études politiques de l'Académie des sciences (ISP PAN) en 1990, en tant que responsable de l'atelier de recherche sur l'Europe du Centre-Est. Il sera directeur de cet Institut de 1994 à 2000. Outre ses travaux d'histoire économique, la bibliographie de Roszkowski ne fait état d'aucune monographie consacrée à l'histoire politique du 20e siècle, de la Pologne populaire en particulier. Ses publications sont essentiellement des manuels et des synthèses.

En résumé, Roszkowski est un personnage beaucoup moins central dans la recherche historique polonaise sur le 20e siècle que Krystyna Kersten. En dépit de la notoriété acquise avec la publication de *Najnowsza historia Polski*, sa carrière académique se déroule dans des institutions périphériques : école de commerce puis Institut d'études politiques de l'Académie, où il n'est pas affilié à l'atelier de recherche sur l'histoire politique du temps présent (*Zakład Najnowszej Historii Politycznej*), fondé par Andrzej Paczkowski et Andrzej Friszke au début des années 1990, rapidement devenu l'une des principales équipes de recherche sur la période. Illustration de cette position moins centrale dans l'espace de production historiographique, Roszkowski est un quasi-inconnu dans le petit monde de la recherche en histoire du temps présent, jusqu'à ce qu'il révèle être Andrzej Albert, l'auteur de *Najnowsza historia Polski* : dans un entretien donné en 1990 au sujet de ce livre, l'un des intervieweurs, l'historien Eugeniusz C. Król, révèle ainsi que les spéculations sur l'identité d'Andrzej Albert pariaient plutôt sur un historien émigré, Andrzej Ajnenkiel ou encore un collectif de chercheurs proches de *Solidarność*[1019].

[1018] Adam Kersten, « Nasze jest dobro i zlo » [Le bien et le mal sont nôtres], entretien paru dans *Kameny*, n° 25 (719), 7 décembre 1980. Consulté en ligne : http://kerstens.org/fundacja/Adam/wywiady/NaszeDobroZlo1.shtml.
[1019] « Ujawnienie » [Révélation], *Przegląd Powszechny*, n° 5, 1990, p. 167-179.

Roszkowski se distingue de Kersten également du point de vue de sa trajectoire politique : jamais membre du PZPR, il participe aux activités de l'Entente polonaise pour l'indépendance (PPN) de 1978 à 1981 et rejoint *Solidarność* en 1981. Il définit son identité politique comme étrangère à la gauche et se revendique du catholicisme. Dans la préface de son ouvrage, il se qualifie de « chrétien » et de « patriote polonais »[1020]. Il précise plus tard cet autoportrait :

« Je ne me sens pas nationaliste. Néanmoins je considère le sentiment national comme un élément assez important de l'âme. Bien sûr, ce n'est pas l'élément le plus important. Comme le conservatisme ou le libéralisme, ce sont des concepts très extensibles et différemment interprétés. Moi je me reconnais dans l'un et dans l'autre, mais avec modération et en conservant une saine logique. […] Si je devais présenter mes opinions, je placerais en premier la pensée chrétienne, les concepts de dignité de la personne humaine, de bien commun, le principe de subsidiarité, la vie en général selon certaines valeurs. Je pense que les valeurs chrétiennes permettent le mieux d'éviter les différents pièges des idéologies.[1021] *»*

S'il affirme n'avoir jamais adhéré à un parti politique, Roszkowski soutient publiquement plusieurs partis et candidats de la droite chrétienne après 1989, et a siégé de 2004 à 2009 au Parlement européen, après avoir été élu sur les listes du parti Droit et Justice (PiS).

Il situe les origines de son livre à l'année 1978 lorsque, peu après l'obtention de son doctorat, il participe à des discussions sur l'histoire dans des appartements privés, à l'occasion du 60e anniversaire de l'indépendance polonaise retrouvée en 1918. Il prépare alors des présentations sur novembre 1918 et la guerre polono-soviétique de 1920. C'est à ce moment que lui serait venue l'idée d'aller plus loin et de travailler à une histoire contemporaine complète de la Pologne, que les maisons d'édition clandestines pourraient publier. Le type d'histoire pratiqué par Roszkowski reflète ces préférences politiques : il défend dans *Najnowsza historia Polski* une vision assez traditionnelle de l'histoire nationale, proche par exemple de celle qui est défendue par les auteurs émigrés.

III.2.B. La Pologne au 20e siècle par Wojciech Roszkowski : une histoire de valeurs :

De ces différences biographiques découlent deux livres d'histoire sensiblement différents. *Najnowsza Historia Polski* de Roszkowski se présente comme une synthèse conséquente (l'auteur aurait voulu en faire un manuel ou une encyclopédie), de plus de mille pages, réparties en vingt chapitres et quatre parties : la Seconde République (1918-1939), la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) et la Pologne populaire, scindée en deux parties

[1020] Wojciech Roszkowski, *Najnowsza historia Polski 1918-1980*, Londres, Polonia Book Fund, 1989, p. 9.
[1021] « Ujawnienie » [Révélation], art. cit., p. 169.

(1945-1956 et 1956-1980). Les deux dernières parties du livre sont les plus importantes et occupent plus de la moitié de l'ensemble (586 pages). C'est ce qui fait l'originalité de l'ouvrage, l'un des tous premiers, parmi les publications hors-censure, à aborder l'histoire de la Pologne populaire. Dans la préface, Roszkowski inscrit son livre dans le combat idéologique mené contre le pouvoir communiste. Après avoir dénoncé tant la censure que les « interprétations de classe des phénomènes économiques, sociaux et culturels »[1022], il écrit, citant tour à tour le programme de la PPN et le maréchal Piłsudski :

« Quel est le résultat ? "Sytématiquement abrutis par la dissimulation et la déformation des informations, nous serons sans défense et perdus face à la réalité. Nous risquons d'atteindre le même niveau d'ignorance et de stupidité auquel la propagande et la censure ont conduits la population de l'URSS.[1023]" Nous ne nous comprenons plus nous-mêmes, nous ne savons pas où nous allons et qui nous sommes, nous sommes incapables d'identifier nos valeurs et nos faiblesses ; nous risquons de perdre notre identité nationale.[1024] »

Comme Kersten, Roszkowski s'interroge dans son livre sur le « sens de l'écriture de l'histoire », identifiant une tension entre le « registre neutre » et une histoire qu'il qualifie de « didactique », qui guide le lecteur et contribue à former ses opinions. L'auteur laisse la question ouverte et bien qu'il se fixe comme « but méthodologique » la pratique d'une histoire neutre, il la considère comme « pratiquement impossible ». De fait, les préférences politiques de l'auteur apparaissent assez nettement à la lecture de l'ouvrage. La thèse centrale de celui-ci consiste à présenter la Pologne comme la victime innocente de « deux ennemis », l'Allemagne nazie et la Russie soviétique, au cours du 20e siècle. Cette thèse est résumée dans une nouvelle citation, cette fois d'un texte de l'écrivain Kazimierz Brandys, paru dans la revue littéraire clandestine *Zapis*, fondée en 1977 :

« Il n'existe probablement pas, dans l'histoire de l'Europe, d'autre pays qui ait commis dans le passé si peu de fautes à l'endroit du monde extérieur. […] Entre la puissante Allemagne et la Russie aliénée, s'est efforcée de vivre une nation qui a pris depuis longtemps au sérieux les principes les plus louables de l'humanité – la chrétienté, l'humanisme, la démocratie, la liberté de la personne humaine et la foi.[1025] »

Il n'y a que peu de place, dans un telle narration, pour un discours plus critique des choix effectués par les dirigeants polonais au cours du 20e siècle. Roszkowski fait ainsi l'éloge du mouvement de résistance polonais au cours de la Seconde Guerre mondiale et relativise les « erreurs » du gouvernement de Londres et de l'Armée de l'intérieur (AK), souvent soulignées dans l'historiographie officielle : « sans cette volonté de résistance les choses

[1022] W. Roszkowski, *Najnowsza historia Polski 1918-1980, op. cit.*, p. 7.
[1023] Extrait du programme de l'Entente polonaise pour l'indépendance (PPN), Varsovie, 1977.
[1024] W. Roszkowski, *Najnowsza historia Polski 1918-1980, op. cit.*, p. 8.
[1025] Cité dans *Ibid.*, p. 10.

auraient sûrement été pires[1026] » ; « s'il y a une leçon à retenir de l'histoire récente de la Pologne, c'est qu'il faut entrer en résistance[1027] ».

Le contenu du livre est à l'image de la déclaration d'intentions contenue dans la préface. Nous nous contentons ici de souligner quelques points qui nous paraissent caractéristiques de l'interprétation générale de la période 1939-1980 par Roszkowski. Symbole de l'entente entre les « deux ennemis » héréditaires de la Pologne, le pacte Ribbentrop-Molotov est présenté comme un nouveau « partage » (*rozbiór*) de la Pologne, Hitler et Staline incarnant ici la continuité de la politique des puissances impérialistes allemande et russe. Les pages consacrées à la Seconde Guerre mondiale accordent peu de place au génocide des juifs, mis sur le même plan que le sort de la population polonaise non-juive à travers l'expression « extermination de la population polonaise et juive[1028] » : le terme d'« extermination » de la population polonaise revient à plusieurs reprises, sans que la spécificité du sort des juifs ne soit soulignée. Si Roszkowski écrit (p. 370) que l'extermination de la population juive par les nazis constitue un « chapitre spécifique » de l'histoire du conflit, il n'y consacre que trois paragraphes. L'attitude de la résistance et de la population polonaise non-juive vis-à-vis de l'Holocauste est par ailleurs présentée sous un jour favorable, l'accent étant mis sur l'assistance apportée à la population juive et sur le rôle de Jan Karski dans la transmission d'informations sur le génocide aux alliés[1029]. Les phénomènes d'hostilité aux juifs sont mentionnés uniquement sous l'angle des « *szmalcownicy* » (maîtres-chanteurs), qui se livraient à des extorsions à l'encontre des juifs ou des civils leur apportant leur aide. Le livre de Roszkowski est en cela typique d'une historiographie polonaise qui présente ces maîtres-chanteurs comme des malfaiteurs ordinaires, en se gardant de mentionner les phénomènes plus explicitement antisémites comme les pogroms ou les battues. Si Roszkowski mentionne que « certains détachements » de la résistance polonaise s'en sont pris à des juifs en fuite[1030], sa thèse reste celle de « larges segments de la société » adoptant une « attitude héroïque d'assistance aux juifs », en dépit du fait qu'une telle assistance était punie de mort par l'occupant[1031]. Il faut dire que ce récit enchanté des relations polono-juives au cours de la Seconde Guerre mondiale restera dominant jusqu'au début des années 2000, avec le retentissement rencontré par certains travaux comme ceux de Jan Gross[1032]. Il n'empêche

[1026] *Ibid.*, p. 11.
[1027] *Ibid.*, p. 12.
[1028] *Ibid.*, p. 316.
[1029] *Ibid.*, p. 380−381.
[1030] *Ibid.*, p. 409.
[1031] *Ibid.*
[1032] J.-Y. Potel, *La fin de l'innocence*, *op. cit.*

que sur ce thème précis, les prises de position de Kersten et Roszkowski divergent sensiblement.

Roszkowski établit une équivalence entre les intentions d'Hitler et de Staline vis-à-vis de la Pologne : la faire disparaître en tant qu'État et exterminer ou réduire en esclavage sa population. L'auteur constate seulement une différence de mots d'ordres entre les deux dictateurs :

« Si l'Allemagne nazie[1033] a réalisé ses buts impériaux en Pologne vaincue en invoquant la supériorité de la race allemande, le pouvoir stalinien a usé de l'arsenal idéologique marxiste et révolutionnaire.[1034] »

A l'appui de cette thèse, répandue dans les historiographies des pays d'Europe centrale et orientale et également chez des auteurs comme Stéphane Courtois[1035], l'auteur mobilise notamment les exemples de Katyń et de l'insurrection de Varsovie. L'exécution des prisonniers de guerre polonais à Katyń visait à priver la Pologne de ses meilleurs éléments, qui constituaient un obstacle à la soviétisation du pays[1036]. En choisissant délibérément d'abandonner les insurgés de Varsovie, Staline aurait « profité de l'insurrection pour réaliser son plan de destruction de Varsovie et des insurgés au moyens de mains allemandes.[1037] » Roszkowski défend le sens de l'insurrection, dont le déclenchement a souvent été controversé au vu de son bilan humain (les estimations oscillent entre 150 000 et 200 000 civils tués) et politique (défaite de l'Armée de l'intérieur affaiblissant la position du gouvernement de Londres dans le règlement de la « question polonaise »). Il considère pour cela que l'insurrection aurait évité à la Pologne de devenir après-guerre une République de l'Union soviétique, Staline ayant été impressionné par la capacité de résistance des Polonais. A cette thèse, répandue parmi les défenseurs de l'insurrection, Roszkowski ajoute l'argument suivant : en durant d'août à octobre, l'insurrection de Varsovie aurait stoppé l'offensive soviétique de longs mois, laissant le temps aux Alliés d'atteindre la frontière occidentale de l'Allemagne, évitant ainsi une mainmise complète de Staline sur le territoire du 3e Reich[1038]. Cet argument n'est pas sans rappeler la thèse selon laquelle au cours de la bataille de Varsovie

---

[1033] L'adjectif « nazi » est rarement employé en polonais. Le terme le plus souvent usité est *hitlerowski* (« hitlérien »). Nous faisons le choix d'employer ici le terme le plus familier du lecteur francophone.
[1034] W. Roszkowski, *Najnowsza historia Polski 1918-1980*, *op. cit.*, p. 320.
[1035] Stéphane Courtois (dir.), *Le livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1998. Pour une critique de la mise en équivalence du nazisme et du communisme, voir : Enzo Traverso, « De l'anticommunisme », *L'Homme et la société*, 2001, vol. 2, n° 140−141, p. 169−194 ; Henry Rousso (dir.), *Stalinisme et nazisme : histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Editions Complexe, 1999 ; Ian Kershaw et Moshe Lewin (dir.), *Stalinism and nazism: dictatorships in comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.
[1036] W. Roszkowski, *Najnowsza historia Polski 1918-1980*, *op. cit.*, p. 324−325.
[1037] *Ibid.*, p. 440.
[1038] *Ibid.*, p. 445.

d'août 1920, les troupes polonaises menées par Piłsudski auraient sauvé le continent européen de la bolchévisation en stoppant l'avancée de l'armée rouge[1039]. Ce type d'interprétation est difficilement vérifiable et l'était encore davantage à l'époque où écrivait Roszkowski, compte tenu de l'état du savoir historique et de la fermeture des archives soviétiques. Elle renforce cependant le propos de l'auteur, qui consiste à valoriser le sacrifice héroïque des insurgés de Varsovie.

Mais ce sont les passages consacrés aux communistes polonais qui donnent à voir avec le plus de clarté les préférences politiques de l'auteur. Les jugements sont ici très explicites : si les rangs du PPR croissent rapidement, c'est avant tout car ce parti évite les mots d'ordre communistes et proclame un programme populaire et patriotique, ainsi que des « appels démagogiques à la lutte armée ». Les membres de ce parti, qui compte environ 8 000 membres en 1942, sont ainsi décrits : « un tiers d'anciens du KPP[1040], le reste – une jeunesse paysanne et ouvrière désorientée et des juifs cherchant à se cacher.[1041] » La direction du parti regroupait quant à elle des « gens à la mentalité formée par la pratique du système soviétique », entretenant un « rapport cynique à la vérité, à la réalité et à la dignité humaine, motivés par l'appétit du pouvoir, la haine et la peur, dont l'efficacité diabolique reposait sur le mensonge, la provocation et le chantage.[1042] » Ce ton est entretenu par les titres des chapitres et sous-chapitres : les pages consacrées aux grèves ouvrières de décembre 1970 et à leur répression, qui fait 45 tués et plus de mille blessés, sont introduites par les formules « Décembre sanglant » et « le massacre ». Il ne s'agit pas d'exemples isolés : dans une recension de l'ouvrage, l'historien Gregorz Mazur (université Jagellon) regrette la présence de trop nombreuses épithètes qui trahissent les appréciations « très émotionnelles » de l'auteur et nuisent selon lui à la qualité de l'ensemble. Et Mazur de livrer un florilège des portraits de dirigeants communistes dressés par Roszkowski, qui relèvent selon lui moins du vocabulaire de l'historien que celui d'un « chargé de propagande politique » :

« On lit des choses sur le "fonctionnaire primitif du PPR" Kazimierz Witaszewski (p. 544), "le terne protégé de Staline" Edward Ochab (p. 627), "l'ex-fasciste du mouvement PAX" Jan Dobraczynski (p. 648), "l'alcoolique primitif du groupe des 'partisans'" le général Tadeusz Pietrzak (p. 806) ; apparaissent les opinions suivantes : "le colonel Teodor Kufel, demi-analphabète mais fonctionnaire zélé des services de sécurité" (p. 806), Jarosław

[1039] Dans sa recension de l'ouvrage de Roszkowski, Grzegorz Mazur discute cette thèse en estimant que le potentiel militaire du 3e Reich avait été déjà considérablement affaibli par le succès de l'offensive soviétique. Cette dernière n'aurait de toute façon pas pu se poursuivre au-delà de Varsovie, même sans l'insurrection, du fait de l'étirement des voies de ravitaillement sur plusieurs milliers de kilomètres. Cf. G. Mazur, « Refleksje nad historią Polski XX w. », art cit, p. 209.
[1040] Parti communiste polonais d'avant-guerre.
[1041] W. Roszkowski, *Najnowsza historia Polski 1918-1980, op. cit.*, p. 382.
[1042] *Ibid.*

Iwaszkiewicz est un "opportuniste" (p. 809), Franciszek Szlachcic est "une brute terne mais 'racialement pure'" (p. 816), […], le général Florian Siwicki est "l'instrument passif des services soviétiques" (p. 969), […].[1043] »

Dans la réponse qu'il apporte à ces critiques, Roszkowski procède à une importante distinction entre « opinions politiques » et « évaluations morales ». S'il reconnaît que les premières sont à proscrire dans le cadre d'un travail de recherche, il revendique de se donner pour « critères d'évaluation » les valeurs suivantes : indépendance, justice et démocratie. Et c'est sur la base de ces critères que se fonde son appréciation dépréciative de la Pologne populaire et du rôle des communistes polonais dans l'histoire. Ces derniers n'admettant pas le socle de valeurs préalablement défini par l'auteur, il serait légitime de les rejeter « en-dehors du cercle des gentlemen », ce qui semble justifier les qualifications dont il use à leur endroit :

« Bien sûr, il existe des différences de point de vue entre les socialistes, les libéraux, les chrétiens-démocrates, mais sur les questions morales essentielles ils devraient trouver un terrain d'entente. Je pense qu' "entre gentlemen" il ne devrait pas y avoir de discussion sur les valeurs essentielles. Je rejette en-dehors du cercle des "gentlemen" ceux qui ne respectaient pas ces valeurs (les communistes et les extrémistes de droite).[1044] »

Ainsi, Roszkowski conteste que les appréciations qu'il porte sur certains personnages de son récit soient motivées par l'émotion, comme Mazur lui en fait le reproche : « il appelle émotions ce que j'appelle pour ma part évaluation morale. » Par conséquent, les adjectifs qu'il emploie ne servent selon lui qu'à signaler ces évaluations morales. Les « valeurs morales » ainsi définies deviennent bien plus que les opinions propres de l'auteur : elles constituent le prisme interprétatif à travers lequel le passé est analysé. Elles deviennent une méthode de recherche, au même titre que d'autres méthodes, à commencer par le marxisme, lui-même réduit à un système de valeurs concurrent. Loin d'être isolée, une telle conception de l'écriture de l'histoire se retrouve parmi d'autres historiens d'inspiration chrétienne. Lors d'un entretien avec l'un de ces historiens, spécialiste de l'histoire de l'Eglise catholique en Pologne populaire, nous lui suggérons que les oppositions qui traversent la discipline peuvent être autant politiques que scientifiques. Il rétorque alors qu'il s'agit moins de politique que de « système de valeurs », citant dans le cas de Roszkowski, dont il a été question plus tôt dans l'entretien, la nation et le patriotisme[1045]. Dans un autre entretien avec le même historien, il précise sa pensée et oppose un paradigme marxiste, matérialiste, qu'il juge toujours dominant aujourd'hui dans l'historiographie polonaise (au motif que nombre de travaux étudient le passé au prisme des groupes sociaux et négligent l'autonomie des individus), à un paradigme religieux :

[1043] G. Mazur, « Refleksje nad historią Polski XX w. », art cit, p. 216.
[1044] W. Roszkowski, « Odpowiedź Grzegorzowi Mazurowi », art cit, p. 224−225.
[1045] Entretien avec Z, 26 juin 2013.

« L'Homme ne se définit pas qu'à travers son travail et sa place dans le processus de production et son rapport à la propriété, comme le prétend la théorie marxiste ; il est un être créé par Dieu et donc un être qui a une liberté de pensée, ses choix sont conscients et pas liés à ses fonctions naturelles, matérielles et de production.[1046] *»*

Cette conception apparaît très proche de celle de Roszkowski : le travail de l'historien est ici considéré comme reflétant un « système de valeurs »[1047]. Il n'est pas surprenant, par conséquent, que *Najnowsza historia Polski* soit avant tout un livre d'histoire politique, accordant une large place au rôle de l'Eglise catholique, notamment en Pologne populaire (ce rôle est systématiquement inscrit dans une opposition binaire : répression de l'Eglise par le pouvoir / l'Eglise comme acteur de l'opposition au pouvoir). Les aspects économiques et culturels sont systématiquement relégués en fin de chapitres, ou bien dans des chapitres autonomes du reste du développement et assez descriptifs, en forme d'inventaire. Du fait de cette focalisation sur l'histoire politique, les chapitres consacrés à la Pologne populaire se concentrent sur les jeux de pouvoir au sein du PZPR, la montée des oppositions et les différentes formes de répression.

III.2.C. La genèse de la Pologne populaire par Krystyna Kersten : une histoire « froide » :

Dans la préface de *Narodziny systemu władzy*, Krystyna Kersten, consacre de longs développements à l'explication de sa démarche d'historienne[1048]. Il s'agit pour elle de décrire le processus ayant conduit les communistes polonais à prendre le pouvoir dans la Pologne de l'après-guerre, la manière dont ils ont évincé les autres formations politiques et par quels moyens ils se sont maintenus à la tête de l'État. Kersten affirme ne s'être appuyée sur aucun cadre théorique dans la rédaction de son ouvrage, lassée par « des années de discussions stériles » sur le fait de savoir si la période 1943-1948 à laquelle elle consacre son livre fut celle d'une révolution et, si oui, comment la qualifier. L'auteur revendique plutôt la volonté d'écrire cette histoire « *jak to naprawdę było* », « comme elle s'est réellement passée » - « *wie*

[1046] Entretien avec Z, 2 juillet 2013.

[1047] Le 10 décembre 2016, l'Association historique polonaise (PTH) organisait à Varsovie un « Forum des historiens contemporanéistes », destiné à discuter de la politique historique menée par le gouvernement Droit et Justice (PiS), qui s'appuie sur le travail de certains historiens idéologiquement proches de ce parti. A la proposition d'adopter une charte déontologique, sur le modèle de celle de l'*American Historical Association*, Andrzej Nowak, un historien de la mouvance chrétienne et nationaliste, rétorque que le décalogue constitue à ses yeux un code déontologique suffisant pour l'historien.

[1048] Comme pour l'ouvrage de Roszkowski, nous nous basons ici sur la réédition de l'ouvrage parue en Pologne en 1990, l'édition originale étant aujourd'hui introuvable. Ici également, le texte de la réédition ne diffère pas de l'original, l'auteur a simplement ajouté une postface rédigée en 1989. Cf. K. Kersten, *Narodziny systemu władzy, Polska 1943-1948, op. cit.*

es eigentlich gewesen ist », selon la formule attribuée à Leopold Von Ranke[1049]. Certes, il s'agit avec cet ouvrage de combler les lacunes de la « connaissance parcellaire » résultant de plusieurs décennies au cours desquelles la société polonaise a été « privée d'histoire contemporaine ». Pour autant, Kersten entend le faire dans une démarche qui contribue à la formation de l' « esprit critique » de ses lecteurs :

« Si au lieu de "les bandits du WiN" nous nous mettons à écrire "les partisans du WiN", […] si nous remplaçons l'expression "dictature du prolétariat" par celle de "totalitarisme", nous changeons la langue et la marque des valeurs, mais nous ne comprenons pas mieux notre histoire de l'après-guerre.[1050] »

D'où une histoire qui se veut objective. Il s'agit pour l'historienne d' « informer » plutôt que d' « interpréter ». Là où elle estime ne pas disposer d'éléments suffisamment probants, Kersten laisse le problème ouvert à plusieurs interprétations concurrentes, le lecteur étant chargé de se former son propre jugement. A l'inverse de Roszkowski, elle refuse de qualifier les choix et les décisions des acteurs du « drame » dont elle raconte l'histoire. Kersten s'intéresse plutôt à leurs « motivations » et aux « conditions dans lesquelles ils ont pris leurs décision »[1051]. Cette posture se traduit par la volonté d'accorder le même traitement aux différentes parties en présence, qui se disputent le pouvoir au sortir de la guerre. Kersten ne prend pas parti et ne juge pas un camp meilleur que l'autre. Elle adopte au contraire une approche compréhensive, en insistant sur les convictions fortes qui animaient les membres des deux camps opposés : « je suis convaincue […] que même parmi les membres du PPR, dominait la conviction qu'en dépit d'un nombre important de victimes, on s'orientait vers l'idéal d'une Pologne plus juste.[1052] » Non seulement Kersten refuse de porter des jugements sur le comportement des acteurs, mais elle va jusqu'à mettre en regard les crimes communistes avec ceux commis par les nationalistes polonais au sortir de la guerre :

« Il me semble que la spécificité de la situation polonaise au moment du passage de la guerre à la paix fut justement que toutes les considérations [morales] se sont trouvées relativisées. Dire ceci ne revient pas à innocenter les tortionnaires de l'UB[1053] ou les NSZ[1054] ayant assassiné des juifs et des "rouges" désarmés […]. Où passait, dans la Pologne du milieu des années quarante, la frontière des moyens acceptables dans la "lutte pour le pouvoir populaire" ou la "lutte contre le danger rouge" ? C'est encore un problème que le lecteur devrait résoudre seul.[1055] »

Il s'agit-là d'une prise de position singulière, qui tranche avec les caractéristiques dominantes des récits historiques produits dans la dissidence. Kersten pose les questions qui l'animent en des termes qui font écho aux débats sur l'écriture de l'histoire les plus

[1049] *Ibid.*, p. 7.
[1050] *Ibid.*, p. 8.
[1051] *Ibid.*, p. 9.
[1052] *Ibid.*, p. 9‑ 10.
[1053] *Urząd Bezpieczeństwa* (Office de Sécurité du ministère de l'Intérieur).
[1054] *Narodowe Siły Zbrojne* (Forces armées nationales), terme désignant la résistance polonaise.

contemporains, en Pologne et ailleurs : comment éviter les jugements de valeur ; comment éviter de choisir « ses » héros ou ennemis dans l'écriture du récit ; l'auteur doit-il proposer des conclusions tranchées, ou au contraire partager avec ses lecteurs ses doutes et ses hésitations ? La conception de l'histoire qui se donne à voir dans *Narodziny systemu władzy* pourrait donc se résumer sous la forme d'une division des rôles entre le chercheur et le lecteur : au chercheur, la production d'une connaissance la plus objective et la plus neutre possible ; au lecteur dûment informé de se forger ensuite sa propre opinion. Une telle conception se distingue assez nettement de celle de Roszkowski, qui choisit clairement le camp qui a sa préférence. Il en résulte de la part de Kersten un récit bien plus équilibré, où l'évocation des « taches blanches » (procès tronqués d'anciens résistants accusés de s'opposer au Parti, trucage des élections législatives de 1947) est accompagnée de critiques adressées au gouvernement polonais de Londres et en particulier à Mikołajczyk, dont la vision de l'ordre politique de l'après-guerre est jugée naïve et irréaliste.

Narodziny systemu władzy ne peut donc pas être accusé de complaisance à l'égard du Parti et des circonstances de son accession au pouvoir dans la Pologne de l'après-guerre. Simplement, Kersten se refuse à y voir simplement la main de l'étranger :

« Bien que créé à Moscou sur ordre de Staline, le PKWN[1056] était polonais, créé par des Polonais en qui, j'en suis profondément convaincue, il n'est pas possible de voir simplement des "agents de Moscou".[1057] »

Ce qui ne l'empêche pas de mentionner plus loin le rôle de l'armée rouge et du NKVD, sans qui le PKWN n'aurait pu s'imposer en tant que gouvernement polonais après-guerre. Les livres de Kersten et Roszkowski diffèrent donc davantage sur la forme que sur le fond. Le livre de Kersten consacre de longs développements à Katyń ou à l'insurrection de Varsovie. Mais son écriture reste analytique et évite le lyrisme, les accentuations de la martyrologie et de l'héroïsme qui caractérisent le récit de Roszkowski. Il serait erroné, par conséquent, de considérer que ces livres relèvent de paradigmes interprétatifs différents ou que leurs thèses s'opposent radicalement. Ce qui distingue les deux auteurs, c'est une posture dans l'analyse, la description des faits et l'interprétation générale qui en est donnée étant somme toute assez proches.

Dans le cas de Kersten, cette posture de neutralité est d'autant plus propice aux critiques de tous bords que sa propre biographie (militante communiste ayant rompu avec le Parti avant de rejoindre *Solidarność*) se prête à une lecture politique de ses travaux. Après sa

---

[1055] K. Kersten, *Narodziny systemu władzy, Polska 1943-1948*, *op. cit.*, p. 10.
[1056] *Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego* (Comité polonais de libération nationale).
[1057] K. Kersten, « Społeczeństwo i historia po 1945 r. », art cit. Consulté en ligne (p. 1) : http://kerstens.org/fundacja/Krystyna/badania/KK_Spoleczenstwo1.shtml.

publication, *Narodziny systemu władzy* est accusé tantôt, par le camp nationaliste, de complaisance à l'endroit des communistes polonais, tantôt, par la gauche communiste et postcommuniste, de minimiser au contraire le rôle et les réalisations du Parti. Pour les uns, comme Antoni Macierewicz, Kersten dissimule la dépendance de fait du PPR et du PKWN vis-à-vis du Kremlin. Pour les autres, les appréciations radicalement différentes portées par l'auteur sur le PKWN, entre ses publications des années 1960 et celles des années 1980, ne sont que le reflet du changement de ses préférences politiques[1058]. Pour Krystyna Kersten, ces critiques contradictoires offrent une preuve supplémentaire de la qualité scientifique de son ouvrage[1059]. Sa postface de 1989 s'achève sur une nouvelle mise en garde au sujet des usages politiques de l'histoire qu'elle perçoit dans le contexte des transformations politiques à l'œuvre en Pologne :

« La tendance visible […] à la construction de nouvelles légendes et de nouveaux mythes constitue une nouvelle menace sérieuse. Ceux-ci sont souvent basés sur des témoignages et souvenirs qui, lorsqu'ils ne font l'objet d'aucune analyse critique sérieuse, offrent une matière idéale pour la création d'une image du passé conforme à la commande de l'instant présent.[1060] »

Kersten fait ici montre d'une certaine acuité quant à la perception du contexte politique dans lequel s'écrit l'histoire du temps présent. Ses mises en garde ne sont pas sans rappeler celles d'autres historiens dérangés par les usages politiques du passé[1061]. Après 1989, Krystyna Kersten continue à écrire, mais publie davantage des recueils de courts textes que des monographies[1062] : affaiblie par la maladie, elle décède en 2008, à l'âge de 77 ans.

L'examen des ouvrages de Krystyna Kersten et Wojciech Roszkowski parus via le circuit de diffusion clandestin des années 1980 reflète deux types d'attitudes vis-à-vis de la contrainte externe : l'une qui s'efforce de tenir le programme d'une histoire scientifique et objective ; l'autre qui assume d'écrire en accord avec un système de valeurs, une philosophie générale en vertu de laquelle il est concevable que l'histoire constitue un outil de la lutte politique. Ces deux types d'attitudes se retrouvent après 1989, entre les tenants d'une histoire refroidie et ceux qui sont partisans d'une approche résolument plus appliquée, où l'histoire est un élément d'identification politique, une construction qui doit répondre aux objectifs

---

[1058] Z. Romek, « Krystyna Kersten — historyk dziejów najnowszych », art cit. Consulté en ligne (p. 7) : http://kerstens.org/fundacja/Krystyna/biografia/prace/Romek_KK_1.shtml.

[1059] K. Kersten, *Narodziny systemu władzy, Polska 1943-1948*, *op. cit.*, p. 410.

[1060] *Ibid.*, p. 411−412.

[1061] François Hartog et Jacques Revel (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.

[1062] Notamment : Krystyna Kersten, *Polacy, Żydzi, komunizm: anatomia półprawd, 1939-68* [Les Polonais, les Juifs et le communisme. Anatomie d'une demi-vérité], Varsovie, Niezależna Oficyna Wydawnicza, 1992 ; Krystyna Kersten, *Między wyzwoleniem a zniewoleniem: Polska 1944-1956* [Entre libération et esclavage], Londres, Aneks, 1993.

politiques de la nation, et donc une science qui ne peut être neutre. Ceci ne veut pas dire pour autant que l'une de ces deux approches soit plus politisée que l'autre (revendiquer une science neutre et objective est aussi une prise de position politique), ou que l'un des deux types d'historien soit plus engagé que l'autre. La biographie de Kersten en constitue un démenti formel, elle qui n'a cessé de lier travail historien et engagement politique tout au long de sa vie. Il s'agit plutôt de deux types de pratiques de l'histoire, deux manières différentes de faire avec la contrainte externe, qui s'impose aux historiens comme un contexte (le moment *Solidarność*) dans lequel ils sont pris, mais vis-à-vis duquel ils ne réagissent pas de manière univoque. Après 1989, la plupart des travaux en histoire du temps présent oscillent entre ces deux types, dont nous avons donné ici des illustrations.

Conclusion du chapitre 4

Alors que l'histoire, en particulier contemporaine, joue un rôle central dans la stratégie de délégitimation du régime communiste entreprise par la dissidence polonaise à partir de la fin des années 1970, illustrée dans ce chapitre à travers les exemples de l' « université volante » (TKN) et des programmes d'enseignement de l'histoire élaborés par *Solidarność*, les historiens contemporanéistes sont peu nombreux à prendre part à cette entreprise. Ceci peut s'expliquer par le faible degré d'autonomie de l'histoire du temps présent en Pologne populaire, avec le poids persistant d'un pôle de production officiel autour du Parti et du ministère de la Défense. Mais ceci traduit sans doute aussi, du côté du pôle le plus autonome, c'est-à-dire du côté du monde académique, les réticences de certains historiens à s'engager dans une entreprise politique qui, comme dans le cas de la TKN, porte une critique virulente de la recherche universitaire. Le moment *Solidarność* est aussi un moment qui voit de nouveaux acteurs profanes s'emparer de thèmes historiques, pour en offrir une lecture confortant leur agenda politique présent. A l'image d'Adam Michnik ou d'Antoni Macierewicz, qui ont tous deux une formation d'historiens. Leurs trajectoires sont celles de militants engagés très tôt dans la contestation du régime communiste. Ils appartiennent à une génération qui a 20 ans en 1968 et arrive donc à l'âge adulte au moment où s'organise la dissidence. Leur engagement politique leur ferme les portes d'une carrière universitaire, mais leur ouvre des voies alternatives : tous deux seront des publicistes actifs, membres des comités de rédaction de différentes publications clandestines. Ils peuvent ainsi apparaître, aux yeux des historiens universitaires, comme incarnant des manières non légitimes de faire de l'histoire. Ce type de critique se donne notamment à voir dans les évaluations des « Propositions » de *Solidarność* en matière d'enseignement de l'histoire, jugées en décalage avec l'état de l'historiographie par certains historiens de l'Académie des sciences.

Le moment *Solidarność* correspond, du point de vue de la production historiographique, à l'apparition d'une nouvelle contrainte externe, vis-à-vis de laquelle les historiens universitaires adoptent des attitudes contrastées, y compris lorsqu'ils font le choix de publier dans la clandestinité, comme le montrent les exemples de Krystyna Kersten et Wojciech Roszkowski dans ce chapitre. C'est un moment de confrontation entre histoire officielle et histoire dissidente, cette dernière offrant des récits alternatifs via les publications clandestines. L'histoire « vraie », renouvelée, de l'après-1989, naît dans cette confrontation et

en restera durablement marquée dans la pratique des historiens contemporanéistes, comme nous le verrons dans le chapitre suivant (chap. 5).

CHAPITRE 5

L'héritage de la Pologne populaire et les reconfigurations de l'histoire du temps présent

Césure politique consacrée, la chute des régimes communistes d'Europe centrale et orientale, puis de l'Union soviétique, entre 1989 et 1991, marque pour certains la fin du 20e siècle[1063], voire pour d'autres la « fin de l'histoire[1064] ». C'est-à-dire, une transformation des modes de rapport au temps, le passage d'un régime d'historicité à un autre. Pour François Hartog en effet, 1989 constitue une césure dans l'ordre du temps, en Europe et dans une partie du monde[1065]. Ce changement dans le rapport au temps n'est pas sans incidence sur le métier d'historien, *a fortiori* en Pologne et dans les anciens pays du bloc soviétique. Dorénavant, écrire sur la Pologne populaire, c'est écrire sur une expérience historique achevée, et non plus en cours. Une époque révolue aux bornes chronologiques clairement établies, qui devient un objet d'étude et d'enseignement pleinement légitime pour la discipline historique. Par ailleurs, le passage d'un régime politique à un autre se traduit par une situation d'incertitude qui offre des opportunités aux acteurs[1066] : redéfinition de la discipline, de ses méthodes (abandon du marxisme-léninisme), de ses objets d'études et interprétations légitimes[1067].

Le changement de régime politique marque aussi, dans les pays de l'ancien bloc soviétique, un changement des conditions de production des biens symbolique, avec l'abolition de la censure, effective en Pologne en 1990. Si ces changements affectent l'ensemble des productions scientifiques et culturelles, les conditions de production de l'histoire du temps présent sont également modifiées par l'ouverture des archives de l'ancien régime. En Pologne, les archives du Comité central du PZPR et de ses différents départements (plus d'un kilomètre linéaire de documents) sont transférées aux archives nationales

[1063] Eric John Hobsbawm, *L'âge des extrêmes : histoire du court XXe siècle : 1914-1991*, Bruxelles, André Versaille éditeur et Le Monde Diplomatique, 2008.
[1064] Francis Fukuyama, « The End of History? », *The National Interest*, Summer 1989.
[1065] François Hartog, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.
[1066] Voir à ce sujet Michel Dobry, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de "path dependence" », *Revue française de science politique*, 2000, vol. 50, n° 4, p. 585−614.
[1067] Pour une analogie, voir Maria Bigday, *L'engagement intellectuel sous régime autoritaire : les « think tankers » biélorusses entre expertise et dissidence*, Thèse de doctorat, Université de Strasbourg, 2015, p. 85−93.

(*Archiwum Akt Nowych*) dès 1990, après l'autodissolution du Parti[1068]. La consultation des documents n'est toutefois possible que trente ans après leur date de production. Cette limite est abolie par le ministère de la Justice en 2000. Les documents produits par les services de sécurité de la Pologne populaire deviendront quant à eux accessibles avec la création de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), à la fin des années 1990.

Ainsi, des archives qui, dans la plupart des États du monde, ne sont généralement accessibles au public et aux chercheurs qu'après un délai de carence de plusieurs décennies, se trouvent soudainement et massivement accessibles dans les pays de l'ancien bloc soviétique[1069]. Une telle « révolution archivistique[1070] » modifie considérablement les possibilités de recherche sur cette période. Toutefois, cette ouverture n'est pas pensée principalement pour les chercheurs ou les historiens, mais résulte de revendications liées à la chute de ces régimes. La question de la conservation et de la mise à disposition des archives est étroitement liée à celle de la gestion de l'héritage des anciens régimes de type soviétique, qui se traduit par des politiques dites de décommunisation et de lustration, c'est-à-dire de transformation des structures institutionnelles et d'éviction des responsables de l'ancien régime des positions de pouvoir.

Par conséquent, la transformation des conditions de production de l'histoire du temps présent après 1989 s'inscrit dans le cadre plus général des transformations politiques liées à la « transition démocratique ». L'emploi de ce terme vise simplement à rendre compte du passage à un système de compétition politique plus ouvert, qualifié de démocratique par la plupart des acteurs, mais n'implique pas que ce passage « se réalise au moyen ou par le biais d'institutions ou de procédures elles-mêmes démocratiques »[1071]. Il n'en demeure pas moins que la fin de la République populaire de Pologne (PRL) marque l'avènement d'un nouveau régime politique, qualifié par l'usage, puis par la constitution adoptée en 1997, de Troisième République polonaise. Un décompte qui revient à placer la PRL entre parenthèses, la Seconde République ayant formellement existé jusqu'à la remise des insignes à Lech Walesa, premier président de la Troisième République, par le dernier président en exil, Ryszard Kaczorowski, en 1990.

[1068] Le descriptif des collections conservées est consultable sur le site des archives nationales : http://www.aan.gov.pl/strona-glowna.

[1069] Au sujet de l'accès aux archives pour les historiens du temps présent en Europe occidentale, voir Pieter Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », *Vingtième Siècle*, 2013, n° 118, p. 110.

[1070] Etienne François, « Révolution archivistique et réécritures de l'histoire : la RDA » dans Henry Rousso (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 331−352.

[1071] Au sujet des défis que pose aux sciences sociales l'étude de ces transitions, voir M. Dobry, « Les voies incertaines de la transitologie », art cit.

Une telle transition politique s'accompagne de luttes interprétatives dont l'objet est précisément la qualification de cette transition, de l'ancien régime politique et de celui qui lui succède. La transformation des règles de la compétition politique, désormais plus ouverte et pluraliste, contribue à une recomposition de l'espace politique. Les différences idéologiques entre les composantes de *Solidarność*, de la gauche non communiste aux catholiques nationalistes, qui revêtaient une importance secondaire avant 1989, lorsque toutes ces composantes s'accordaient sur un programme commun minimal de rupture avec le régime de la Pologne populaire, sont au contraire exacerbées au début des années 1990[1072]. La compétition politique implique en effet que les protagonistes mettent en avant les différences idéologiques qui les distinguent les uns des autres, d'autant que les héritiers du PZPR et de ses satellites, désignés comme « postcommunistes », apparaissent dans un premier temps fortement délégitimés. La compétition politique introduit donc de la concurrence entre des acteurs qui appartenaient auparavant au même camp : il en va ainsi de la « guerre au sommet » qui oppose, lors de l'élection présidentielle de 1990, Tadeusz Mazowiecki et Lech Walesa, revendiquant tous deux l'héritage de *Solidarność*. Or, ces luttes politiques ont un arrière-plan historique : la plupart des protagonistes ont été impliqués d'une manière ou d'une autre dans la vie politique de la Pologne populaire. Les élites politiques tirant leur légitimité du passé, l'écriture de l'histoire revêt également à leurs yeux un enjeu biographique[1073].

Dans un tel contexte, les lectures de l'histoire de la Pologne populaire ne se résument pas à la production savante, mais au contraire sont omniprésentes dans le débat public. Indépendamment des intentions de leurs auteurs, les productions savantes en histoire du temps présent deviennent partie prenante de luttes politiques dont l'enjeu est la qualification de l'ancien régime et de sa place dans l'histoire nationale. Les historiens prennent parfois directement part à ces luttes, auxquelles ils contribuent en tant qu'experts, au nom de leur légitimité de savants. Ou bien leurs prises de position savantes font l'objet de retraductions en prises de position politiques, par les acteurs de ces débats. Faire de l'histoire du temps présent, c'est donc aussi prendre position dans ces débats politiques ; et ce d'autant plus que le débat historiographique se déroule essentiellement dans la presse, c'est-à-dire en-dehors du champ académique. La césure politique de 1989 contribue à un renversement du rapport de forces entre histoire dissidente et officielle : la rupture avec l'ancien régime conduit à

[1072] Andrzej Friszke, « Spor o PRL w III Rzeczypospolitej (1989-2001) » [Le débat au sujet de la PRL], *Pamiec i Sprawiedliwosc*, 2002, n° 1, p. 9-28.

[1073] Annie Collovald, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1988, vol. 73, n° 1, p. 29−40. Voir, par analogie, ce que dit Karima Direche du rôle joué par la référence à la guerre d'Algérie

condamner l'ancienne historiographie officielle, jugée incompatible avec les standards scientifiques communément admis au sein de la discipline ; quant à l'ancienne historiographie dissidente, elle se trouve érigée en modèle, précurseur d'une rénovation historiographique rendue nécessaire par la nouvelle situation politique. Toutefois l'engagement politique, et plus précisément la pratique de l'écriture historique des auteurs proches de l'opposition au régime de la Pologne populaire, qui inscrivaient leurs travaux sur le passé dans la lutte politique présente, demeure un élément caractéristique de l'histoire du temps présent après 1989. Ceci est surtout vrai pour l'histoire de la Pologne populaire, qui suscite les principales querelles historiographiques après 1989[1074]. Nous évoquerons donc essentiellement l'histoire de l'ancien régime dans ce chapitre (section I).

L'un des enjeux de la compétition politique post-1989 consiste à déterminer jusqu'à quel point il convient de condamner l'ancien régime. Les lectures concurrentes du passé communiste de la Pologne deviennent donc un élément de la compétition politique. Dans ces conditions, la disparition du système organisé de contraintes, qui caractérisait la production historique en Pologne populaire (censure et idéologisation), ne marque pas la fin de ses usages politiques, bien que ceux-ci soient désormais moins explicites et moins visibles. S'il n'y a plus de politique historique étatique et centralisée, des usages politiques plus subtils et diversifiés sont rendus possibles par de nouvelles conditions de production. L'abolition de la censure, l'autonomie des universités et des centres de recherche, le pluralisme politique, traduisent bien l'affaiblissement de la contrainte étatique sur les sciences sociales, dans le contexte des transformations post-communistes. Mais l'intérêt politique et médiatique porté à l'histoire, récente et en train de se faire, est source de nouvelles contraintes extérieures à la discipline historique (section II).

A la censure visible de la production historienne par le Parti-État se substitue une censure invisible et plus diffuse, exercée par les médias, le lectorat et la profession elle-même, qui tend à soupçonner les travaux ne dénonçant pas explicitement l'ancien régime comme mauvais, criminel ou totalitaire, de complaisance à l'égard de ce régime. A l'instar des « censures invisibles » identifiées par Patrick Champagne dans le champ médiatique, la disparition d'une censure officielle et étatique laisse la place à des formes d'autocensure, liées

dans les stratégies de présentation de soi des élites politiques algériennes, dans la citation placée en exergue de l'article de P. Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », art cit.

[1074] Les débats portant sur les relations polono-juives au cours de la Seconde Guerre mondiale interviennent plus tard, à partir du début des années 2000, dans une configuration qui voit les conditions de production de l'histoire savante modifiées par la création de l'Institut de la mémoire nationale, étudié au chapitre 6.

notamment à l'intériorisation des impératifs économiques[1075]. A la raréfaction des financements publics, due au désengagement de l'État, s'ajoutent la dépendance vis-à-vis d'un secteur de l'édition devenu marchand et d'un marché de l'emploi universitaire caractérisé par l'apparition d'un important secteur d'enseignement supérieur privé (section III).

Encadré 20. Les « Accords de la table ronde » et les élections « partiellement libres » de juin 1989[1076]

En Pologne, le processus d'abandon du pouvoir par le PZPR est initié par les « Accords de la Table ronde », au cours desquels les représentants de l'équipe Jaruzelski au pouvoir et ceux de *Solidarność* s'accordent sur les modalités d'une relative ouverture politique, dans le contexte des politiques *Glasnost* et de *Perestroïka* promues par Gorbatchev. Il apparaît certain que les autorités communistes polonaises n'avaient pas l'intention de céder leur pouvoir à une opposition que beaucoup de dirigeants communistes jugeaient illégitime, mais plutôt d'associer l'opposition à des réformes économiques impopulaires. Les accords prévoient l'organisation d'élections dites « partiellement libres », au cours desquelles un tiers seulement des sièges de la Diète - le *Sejm* - sont ouverts à la concurrence entre les candidats officiels soutenus par le Parti et ceux de *Solidarność*. L'accord prévoit également la création d'un Sénat et l'élection de sénateurs, entièrement ouverte à la concurrence. Au terme d'une courte campagne électorale, les résultats se révèlent désastreux pour le pouvoir, les candidats de *Solidarność* remportant l'intégralité des sièges ouverts à la concurrence au *Sejm*, ainsi que l'intégralité des sièges au Sénat. Pire, l'absence de quorum électoral contraint plusieurs candidats officiels, pourtant sans concurrence, à un second tour organisé en urgence. Le *Sejm* élit ensuite Wojciech Jaruzelski à la présidence de la République, mais la formation du gouvernement est confiée à Tadeusz Mazowiecki, l'un des principaux dirigeants de *Solidarność*, qui devient Premier ministre. Son gouvernement associe des ministres issus du PZPR et de ses partis satellites (ZSL et SD). Le PZPR conserve ainsi les portefeuilles stratégiques de la Défense et de l'Intérieur. Adam Michnik, directeur de publication du quotidien *Gazeta Wyborcza* (« la Gazette électorale ») fondé à l'occasion des élections, résume la nouvelle donne politique par la formule « Votre président. Notre Premier ministre ». La Pologne se dote ainsi, au mois d'août 1989, soit trois mois avant la chute du mur de Berlin, du premier gouvernement non-communiste dans une démocratie populaire. Il résulte de ce processus de transition négociée à laquelle les communistes ont été associés, une difficulté politique à entreprendre une politique active de décommunisation des institutions publiques et de la vie politique.

[1075] Patrick Champagne, « Censure(s) », *Les Dossiers de l'Audiovisuel*, 2002, n° 106, p. 8−11.

[1076] Jérôme Heurtaux, « L'amont et l'aval d'une loi électorale. Les "élections de changement de régime" en Pologne en juin 1989 sous l'angle d'une sociologie politique du droit », *Revue française de science politique*, 2013, vol. 63, n° 3, p. 519−544.

Section 1. Une histoire du temps présent en recompositions :

En lien avec la fin du régime politique de la Pologne populaire, l'abandon du contrôle politique exercé par le Parti-État et l'ouverture des archives, le métier d'historien du temps présent est redéfini au cours des années 1990. La transformation des conditions d'exercice du métier et la demande sociale et politique de rénovation historiographique contribuent à rendre la sous-discipline plus attractive. En conséquence, davantage d'historiens, notamment parmi ceux qui sont formés après 1989, se consacrent à l'histoire du temps présent, qui puise l'inspiration de sa rénovation dans l'expérience de la dissidence. L'intérêt suscité par cette entreprise de rénovation historiographique a pour effet que le débat historiographique se tient pour l'essentiel au sein de la presse généraliste et de revues intellectuelles, avec la participation d'acteurs profanes. Les historiens se font donc « publicistes », c'est-à-dire chroniqueurs et éditorialistes de presse, sans pour autant être journalistes de métier. Comme au cours de la configuration des années 1980, qui correspondait à la confrontation entre histoire officielle et histoire dissidente, le débat historiographique se déroule en dehors du champ académique. Ce qui a pour effet de faciliter une redéfinition de la pratique historienne autour d'un ensemble de valeurs normatives.

I.1. Anciens et nouveaux spécialistes de l'histoire du temps présent après 1989 :

I.1.A. Un regain d'intérêt pour l'histoire du temps présent :

Après 1989, la Pologne populaire devient un objet d'étude plus attractif pour les chercheurs. En histoire, mais aussi dans d'autres disciplines des sciences sociales (sociologie, science politique et économie notamment), la recherche académique se renouvelle profondément, en lien avec la disparition de la contrainte politique auparavant exercée par le Parti-État. La fin de la République populaire de Pologne (PRL) et le besoin de comprendre cette période de l'histoire désormais close suscitent l'intérêt de chercheurs qui, pour beaucoup, ne travaillaient pas sur cet objet auparavant. Ce sont pour la plupart des nouveaux venus dans l'espace de production de cette histoire savante, soit qu'ils travaillaient auparavant

sur d'autres objets, soit qu'ils appartiennent à une génération plus jeune, qui investit le monde de la recherche après 1989.

Pour autant, l'histoire du temps présent demeure un peu à part au sein de la discipline historique. *Kwartalnik Historyczny*, qui reste la principale revue de la discipline après 1989, lui consacre toujours aussi peu de place. Entre 1990 et 2012, cette revue publie en tout et pour tout 25 articles portant sur la période 1939-1989, chiffre qui comprend les (rares) textes consacrés à d'autres pays que la Pologne. L'histoire médiévale et moderne demeurent prépondérantes, avant comme après 1989. Le constat est similaire au niveau du comité de rédaction, qui compte en 1990 quatre historiens du temps présent (1939-1989) - Mieczysław Jaworski, Tadeusz Jędruszczak, Czesław Madajczyk et Andrzej Skrzypek -, mais plus que deux en 1991, après les départs de Jaworski et Jędruszczak, et un seul en 1994 (départ de Skrzypek). De 1990 à 2012, une seule spécialiste d'histoire du temps présent, Magdalena Hułas, intègre le comité de rédaction de la revue, en 1997. Dans la hiérarchie interne de la discipline historique, l'histoire du temps présent demeure donc une sous-disciple relativement isolée[1077]. A bien des égards, elle se développe de manière autonome : elle a ses revues, ses équipes de recherche, ses débats méthodologiques et historiographiques.

Il n'est pas aisé de caractériser de manière précise et rigoureuse la population des historiens spécialistes de la Pologne populaire après 1989. En 2000, Antoni Dudek, l'un des spécialistes de cette sous-discipline, recense environ cinquante personnes travaillant sur cet objet de recherche[1078]. Ce chiffre constitue vraisemblablement une estimation basse, qui ne doit tenir compte que des chercheurs se consacrant exclusivement ou principalement à cet objet, et sans doute pas les chercheurs issus d'autres disciplines, bien que l'auteur de cette estimation ait lui-même obtenu son doctorat et son habilitation en science politique. Il est probable également que l'auteur n'ait pas pris en compte ceux qu'il qualifie dans une interview de « propagandistes du temps de la PRL.[1079] » Il est indéniable que la transformation des conditions de production de l'histoire de la Pologne populaire, mais aussi les demandes sociale et politique de révision de cette historiographie, ont considérablement

[1077] Cet isolement a également à voir avec l'importance politique et morale accordée à l'écriture de l'histoire de la Pologne populaire, ce qui a pour conséquence d'isoler l'étude de cet objet du reste de l'histoire nationale. Cf. Leszek Kuk, « Les aléas d'une entreprise de rééducation historique en Pologne », *Transitions*, 2005, vol. 44, n° 2, p. 93−110.

[1078] *Arcana* « Jak pisać o komunizmie ? Jak pisac o PRL-u ? » [Comment écrire sur le communisme ? Comment écrire sur la PRL ?], n° 32, 2002, p. 11-12

[1079] « Je me souviens, quand j'ai commencé à travailler sur [la Pologne populaire] au début des années 1990, il devait y avoir vingt ou trente personnes travaillant sur la PRL. Je ne parle pas des propagandistes du temps de la PRL, je ne les compte pas ici, seulement ceux qui voulaient s'en occuper honnêtement. » Cf. « O PRL-u? Odważnie i bez nudy! Rozmowa z prof. Antonim Dudkiem » [Sur la PRL ? Couragement et sans monotonie. Entretien avec Andrzej Dudek], *Histmag*, 20 juillet 2010.

renforcé l'attractivité de cette sous-discipline pour de nombreux historiens et futurs historiens. Mais il est difficile de produire un indicateur statistique fiable, attestant par exemple de l'augmentation du nombre de thèses de doctorat consacrées à l'histoire du temps présent[1080]. A partir de la liste des doctorats soutenus à l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie, nous avons par exemple pu constater une augmentation des thèses consacrées la période 1939-1989 en pourcentage (de 11 % à 17 %), entre la période 1953-1989 et la période 1990-2002[1081]. Mais la hausse est faible en valeur : de 42 thèses consacrées à cette période entre 1953 et 1989, à 15 entre 1990 et 2002, soit dans les deux cas, environ une thèse soutenue chaque année.

Il est toutefois possible de cerner la population des chercheurs travaillant sur la Pologne populaire après 1989, à partir de l'exploitation des résultats d'une enquête parue en 2008. Cette enquête a été menée par la revue *Polska 1944/45-1989*, consacrée à l'histoire de la Pologne populaire et éditée par l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences depuis 1995. Le comité de rédaction de la revue a adressé en 2006 un questionnaire aux spécialistes de la Pologne populaire. Six questions leur étaient posées, qui interrogeaient le regard porté par ces spécialistes sur les développements de l'historiographie depuis 1989. L'une des questions demandait notamment aux enquêtés de nommer les chercheurs qui, à leurs yeux, faisaient figure d' « autorités scientifiques » sur la Pologne populaire. L'intégralité des 42 réponses reçues fut publiée dans la revue[1082]. Sur 42 répondants au questionnaire, 29 seulement ont accepté de citer les noms de chercheurs qu'ils considèrent comme des « autorités », citant un total de 71 noms. En compilant ces réponses, il est possible de produire un classement des spécialistes de la Pologne populaire, dont les 27 premiers noms, tous cités par au moins deux enquêtés différents, sont présentés dans le tableau 38.

[1080] La base en ligne *Nauka Polska*, qui recense pour tous les enseignants-chercheurs en poste en Pologne depuis le début des années 1990, un ensemble d'informations relatives aux diplômes et aux lieux de travail, ne permet pas de le faire. L'information sur les dates de soutenances de thèse est par exemple renseignée de manière lacunaire, ce qui ne permet pas de déterminer si la thèse a été soutenue avant ou après 1989. Surtout, il n'est pas possible d'isoler les thèses consacrées à la Pologne populaire, les thèmes et périodes de recherche étant renseignés de manière trop hétérogène pour que la population puisse être cernée avec précision.
[1081] Calculé par nos soins d'après la liste de l'ensemble des thèses soutenues à l'Institut d'histoire de l'université de Varsovie entre 1953 et 2002, en notre possession.
[1082] *Polska 1944/45-1989*, n° 8, 2008.

Tableau 38. Classement des « autorités scientifiques s'occupant de l'histoire de la Pologne populaire »

Rang	Nom et prénom	Nombre de citations
1	Kersten Krystyna	19
2	Paczkowski Andrzej	18
3	Friszke Andrzej	15
4	Eisler Jerzy	10
5	Dudek Antoni	9
6	Jarosz Dariusz	9
7	Kula Marcin	9
8	Machcewicz Paweł	7
9	Szarota Tomasz	6
10	Roszkowski Wojciech	5
11	Garlicki Andrzej	4
12	Stola Dariusz	4
13	Słabek Henryk	4
14	Borodziej Włodzimierz	3
15	Holzer Jerzy	3
16	Kamiński Łukasz	3
17	Cenckiewicz Sławomir	2
18	Czubiński Antoni	2
19	Jedlicki Jerzy	2
20	Miernik Grzegorz	2
21	Osękowski Czesław	2
22	Stobiecki Rafał	2
23	Strzembosz Tomasz	2
24	Tomaszewski Jerzy	2
25	Władyka Wiesław	2
26	Zaremba Marcin	2
27	Żaryn Jan	2

Source : décompte personnel à partir des résultats d'une enquête de la revue *Polska 1944/45-1989*, publiés dans le numéro 8, 2008.
Champ : Seuls sont indiqués ici les noms des chercheurs ayant été cités par au moins deux répondants à l'enquête.
Lecture : Krystyna Kersten a été citée par 19 enquêtés différents comme « autorité scientifique » et se classe ainsi au premier rang.

Ce classement est à manipuler avec précaution. D'abord, il reflète la perception d'un nombre limité d'individus, une petite trentaine, dont la représentativité ne va pas de soi. De plus, les enquêtés, lorsqu'ils acceptent de répondre à cette question, le font de manière très différente, la forme du questionnaire (ouvert), leur laissant une grande latitude pour ce faire. Certains citent un nom, ou bien deux ou trois, là où d'autres dressent une liste d'une dizaine

de noms, parfois davantage. Il nous paraît néanmoins raisonnable de considérer que cette liste reflète fidèlement la perception des membres de la discipline sur celle-ci : la liste des noms, notamment de ceux qui reviennent le plus fréquemment, n'a rien d'étonnant pour qui connaît la production polonaise en histoire contemporaine des vingt à trente dernières années (cf. annexe 3 pour la liste complète des noms cités). Parmi les 27 premiers noms figurent, à peu de choses près, les auteurs cités dans les textes en forme de bilan historiographique publiés par Friszke[1083], Kula[1084], Paczkowski[1085] et Stobiecki[1086]. Ce sont aussi les auteurs aujourd'hui incontournables dans les bibliographies des travaux universitaires consacrés à cette période.

Il faut également garder à l'esprit que ce classement est établi dans les années 2006-2008, soit près de vingt ans après 1989. Il traduit donc une perception de l'espace de production historiographique qui n'est pas celle qu'en avaient les acteurs au début des années 1990. Établi *a posteriori*, ce classement consacre les vainqueurs des luttes historiographiques et des conflits de légitimité internes à la discipline, qui se déroulent dans les années 1990 et que nous évoquerons plus loin dans cette section. De fait, ce classement compte peu d'historiens *partyjni* restés fidèles au Parti jusqu'à la fin du régime de la Pologne populaire. Czubiński, Garlicki, Osękowski, Słabek et Władyka sont les seuls à être restés membres du PZPR après l'état de guerre de 1981. Les autres n'ont jamais été membres du Parti, ou bien l'ont quitté entre 1968 et 1981 (Jedlicki, Kersten, Holzer, Tomaszewski) Le risque est donc grand de valider à partir de ce classement le résultat de luttes dont il s'agit précisément ici de restituer la teneur. Pour autant, la diversité des auteurs cités, en termes de génération, de trajectoires au sein de la discipline et de positionnement aussi bien politique qu'historiographique, amène à la présence, au sein de l'ensemble de la population et plus seulement des 27 premiers, de nombreux auteurs ayant publié en histoire du temps présent bien avant 1989 et pour certains, membres actifs du PZPR : Banasiak (ancien directeur de l'institut d'histoire de l'université de Łódź, auteur d'ouvrages sur l'expulsion des populations allemandes des territoires « recouvrés » après 1945), Długoborski et Landau (spécialistes d'histoire économique), Dominiczak (ancien officier de la Milice citoyenne, reconverti en histoire de l'armée populaire), Turlejska (l'une des premières à travailler sur la violence politique sous le stalinisme), et quelques autres, souvent spécialistes d'histoire locale. Leur relégation au bas du classement, du fait qu'ils ne sont jamais cités par plus d'un enquêté,

[1083] A. Friszke, « Spor o PRL w III Rzeczypospolitej (1989-2001) », art cit.
[1084] Marcin Kula, *Komunizm i po komunizmie*, Varsovie, Trio, 2006, p. 57 et suivantes.
[1085] Andrzej Paczkowski, *Od sfałszowanego zwycięstwa do prawdziwej klęski: szkice do portretu PRL*, Kraków, Wydawnictwo Literackie, 1999, p. 208−225.

traduit leur perte d'influence au sein de cet espace de production savante après 1989. Leurs noms sont associés à la mémoire honteuse de la discipline, c'est-à-dire à une historiographie sur commande du Parti-État, responsable des « taches blanches ». Ce dont Rose-Marie Lagrave, qui a œuvré à la mise en place d'ateliers de formation aux sciences sociales de l'EHESS en Europe centrale dans les années 1990, se souvient dans un livre :

« Toute antériorité à 1989 était stalinienne, sorte d'éternel octobre noir qui continuait à exercer une terreur métaphorique. C'est contre ce temps d'avant que s'affirmaient les identités et les disciplines en sciences sociales. Cette opposition fondatrice a engendré un mouvement de balancier réglé sur 1989. Désormais les sciences sociales entendaient faire contrepoids et aller à contre-courant. Mais toutes les disciplines n'avaient pas à faire le même travail de remonte-pente. Selon la fonction qui leur avait été assignée dans ce temps d'avant, elles étaient plus ou moins en état de marche. L'histoire était la discipline la moins sinistrée, parce qu'elle avait su trouver des lieux et des temps de refuge, parce qu'elle bénéficiait d'un véritable héritage professionnel. Forts d'une praxis bien comprise, certains historiens avaient laissé filer le matérialisme historique, pour travailler sur des archives ou des périodes perçues comme anodines par les pouvoirs en place. […] Tel n'était pas le cas des contemporanéistes, contraints de courber l'échine devant le pouvoir, seul légitimé à faire l'histoire, c'est-à-dire à la réécrire. Ces historiens du temps présent, nous n'avons jamais vu leur visage. A chaque rendez-vous, ils faisaient défection, spectres honteux d'une indignité professionnelle, mais dont certains continuaient à enseigner dans les facultés.[1087] »

En Pologne, la disqualification des représentants de l'ancienne historiographie officielle a été symbolique, mais ne s'est pas accompagnée de politiques d'épuration ou de départs forcés de l'université[1088]. Ainsi, parmi les auteurs cités ayant travaillé sur la Pologne populaire avant 1989, se trouvent plusieurs spécialistes d'histoire économique (Długoborski, Landau, Tomaszewski), qui ont notamment publié des statistiques sur le développement économique du pays. Ces publications ont aujourd'hui valeur de sources. De nombreux enquêtés indiquent dans leurs réponses se servir de ces publications, car elles conserveraient un intérêt pour la recherche, au contraire des publications en histoire politique, décriées pour leur contenu idéologique.

A condition de garder à l'esprit que le classement qui en découle traduit le résultat des luttes dont nous rendrons compte plus loin dans ce chapitre, il nous semble que la liste des chercheurs cités comme « autorités » constitue un bon point de départ pour tenter de caractériser la population des historiens du temps présent après 1989, en tout cas de ceux qui comptent ou ont suffisamment compté aux yeux d'une partie significative de leurs collègues.

Notons tout d'abord que le trio arrivé en tête de ce classement, composé de Krystyna Kersten (19 citations), Andrzej Paczkowski (18) et Andrzej Friszke (15), est emblématique de

---

[1086] Rafał Stobiecki, *Historiografia PRL: ani dobra, ani mądra, ani piękna... ale skomplikowana*, Varsovie, TRIO, 2007, p. 313−334.

[1087] Rose-Marie Lagrave, *Voyage aux pays d'une utopie déchue : plaidoyer pour l'Europe centrale*, Paris, PUF, 1998, p. 38−40.

[1088] Contrairement à l'ex-RDA, cf. Konrad H. Jaraush, « Déstruction créatrice. Transformer le système universitaire est-allemand. Le cas de l'Histoire », *Sociétés contemporaines*, 2000, vol. 39, n° 1, p. 39−60.

l'évolution de l'historiographie de la Pologne populaire après 1989. A l'issue de cette évolution, entamée dans le cadre de la dissidence, l'histoire politique devient dominante après 1989. Comme en attestent les choix d'objets de ces trois auteurs : Paczkowski a travaillé sur l'appareil de sécurité et publié la synthèse de référence sur la période 1939-1989, en 1995[1089]. Friszke est un spécialiste de l'histoire de l'opposition et notamment du Comité de défense des ouvriers (KOR). Kersten fait figure de pionnière avec son ouvrage consacré aux origines de la Pologne populaire, publié en 1984 et étudié au chapitre précédent. Bien qu'elle publie moins dans les années 1990, affaiblie par la maladie, ses textes constituent une source d'inspiration pour les auteurs travaillant sur cette période. Il y a donc une certaine proximité intellectuelle entre les trois premiers auteurs du classement, qui ont en commun d'avoir contribué à poser les jalons d'une histoire politique de la Pologne populaire avant la chute du régime, dans des textes publiés à l'étranger – dans la revue *Zeszyty Historyczne* éditée à Paris – ou bien clandestinement.

D'importants écarts d'âge séparent les auteurs cités comme des « autorités » par au moins deux enquêtés : le plus âgé, Czubiński, est né en 1928 ; le plus jeune, Cenckiewicz, en 1971. Peu d'entre eux ont publié sur la Pologne populaire avant 1989. A l'exception d'Eisler, Friszke, Holzer, Kersten, Paczkowski, Roszkowski, qui ont surtout publié dans la clandestinité avant 1989, et de Czubiński, Osękowski, Słabek, Szarota, Tomaszewski et Władyka, dans le circuit officiel. Ce sont donc des nouveaux venus dans cet espace de production savante. Certains étaient déjà historiens en Pologne populaire, mais travaillaient sur d'autres objets ou périodes : Borodziej, Eisler, Garlicki, Kula, Jedlicki. Par exemple, Garlicki a essentiellement travaillé avant 1989 sur l'histoire politique de l'entre-deux guerre, avant de s'intéresser après 1989 à la Pologne populaire, publiant notamment une biographie de Bolesław Bierut en 1994[1090]. Jedlicki, historien de l'intelligentsia et figure importante de la dissidence intellectuelle, a consacré quelques textes à l'histoire de cette dernière. Borodziej, Eisler et Kula travaillaient avant 1989 sur des terrains étrangers. L'Allemagne fédérale pour Borodziej, dont la thèse d'habilitation, en 1991, est consacrée à la Pologne dans le système des relations internationales après 1945. La France de Vichy pour Eisler, auteur d'une biographie du maréchal Pétain[1091], qui consacre en 1993 son habilitation aux manifestations de mars 1968 en Pologne, dont il est aujourd'hui un spécialiste reconnu. Et l'Amérique latine

[1089] Andrzej Paczkowski, *Pół wieku dziejów Polski, 1939-1989*, [Un demi-siècle d'histoire de la Pologne], Varsovie, Polskie Wydawnictwo Naukowe, 1995.
[1090] Andrzej Garlicki, *Bolesław Bierut*, Varsovie, Wydawnictwa Szkolne i Pedagogiczne, 1994.
[1091] Jerzy Eisler, *Philippe Pétain*, Wrocław, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1991.

pour Kula, qui choisit en 1990 de quitter l'Institut d'histoire de l'Académie pour l'université de Varsovie, où il forme de nombreux étudiants à une histoire sociale de la Pologne populaire.

Les autres chercheurs cités par au moins deux enquêtés sont plus jeunes, entrés dans la carrière académique après 1989 et immédiatement spécialisés en histoire de la Pologne populaire : Cenckiewicz, Dudek, Jarosz, Machewicz, Stola, Kamiński, Miernik, Stobiecki, Zaremba, Żaryn. Leurs sujets de thèse reflètent les nouvelles possibilités de recherche offertes par la transformation des conditions de production de l'histoire savante après 1989 : l'émigration politique pour Cenckiewicz (en 2003) et Stola (1994) ; la crise politique de 1956 pour Machcewicz (1993) ; les relations État/Église pour Dudek (1994) et Żaryn (1996) ; les formes de « résistance sociale » entre 1944 et 1948 pour Kamiński (1999) ; les usages du nationalisme par le pouvoir pour Zaremba (2000) ; le monde paysan pour Jarosz (1990) ; la collectivisation de l'agriculture sous le stalinisme pour Miernik (1995) ; et la stalinisation de l'histoire dans les années 1940 et 1950 pour Stobiecki (1992).

Cela atteste de l'attractivité nouvelle de l'histoire du temps présent pour des historiens confirmés, auparavant réfugiés dans des objets ou périodes moins sensibles[1092], qui profitent de la transformation des conditions de production de l'histoire savante, mais aussi de la demande sociale et politique pour une histoire de l'ancien régime. Ou bien pour des historiens débutants, désireux de contribuer à une recherche alors en plein renouvellement. Au début des années 1990, l'histoire du temps présent est donc une histoire en chantier, avec un fort potentiel d'innovation, mais aussi des possibilités d'engranger des profits de notoriété et de consécration académique. Tout en accompagnant ce qui s'apparente, aux yeux de certains, à une entreprise de rééducation historique, dans le contexte de transition politique[1093]. Antoni Dudek explique en ces termes ce qui l'a motivé à investir cet objet de recherche :

« Pour ma part, je m'occupe de l'histoire de la PRL non pas seulement parce que cela m'intéresse, mais parce que je ressens une injonction à caractère moral : je lis des choses sur les centaines de torts que l'État a infligés à des milliers de personnes et je considère qu'on ne peut pas oublier cela. Quand bien même la majorité de la société l'a déjà oublié. Il faut transmettre cette connaissance aux générations suivantes.[1094] »

Par conséquent, il n'est pas surprenant de retrouver, au sein de ce classement, un grand nombre d'historiens membres de *Solidarność*, ou compagnons de route de la dissidence (Friszke, Kersten, Holzer, Jedlicki, Paczkowski, Roszkowski, Żaryn). Pour certains, leurs recherches pionnières en histoire de la Pologne populaire sont allées de pair avec une forme d'engagement dissident. Paczkowski écrit ainsi :

[1092] Certains le reconnaissent en entretien.
[1093] L. Kuk, « Les aléas d'une entreprise de rééducation historique en Pologne », art cit.
[1094] Cité in Rafał Stobiecki, « Reaktualizacja mitu historii "prawdziwej" w historiografii polskiej po 1989 r. » dans *Pamiętnik XVI Powszechnego Zjazdu Historyków we Wrocławiu*, Toruń, 2002, p. 11−23.

« Je reconnais que j'ai été un participant conscient [à la dissidence]. Et pas en tant qu'activiste ou leader syndical (ce dont s'occupaient principalement les médiévistes), mais précisément en tant qu'historien professionnel : auteur (sous pseudonymes) de publications, organisateur de la collecte et de l'organisation de documents, ou conférencier.[1095] *»*

Paczkowski et Friszke ont d'ailleurs mis à profit leur proximité avec la dissidence pour réaliser, au cours des dix-huit mois d'existence de *Solidarność* entre août 1980 et décembre 1981, une série d'entretiens avec plusieurs membres du Comité de défense des ouvriers (KOR), publiés depuis[1096]. La thèse de Friszke, consacrée à l'opposition « pré-*Solidarność* » de 1968 à 1980 et soutenue en 1994, s'appuie entre autres sources sur ces entretiens. La galerie de portraits des principales figures de la dissidence, qui accompagne l'ouvrage tiré de cette thèse, est essentiellement composée de clichés pris personnellement par l'auteur à cette époque[1097].

Parmi ceux qui n'ont été cités que par un enquêté unique, se trouvent davantage de représentants de l'ancienne historiographie officielle, mais aussi, des individus moins cités, car plus périphériques par rapport au cœur de la discipline : ceux qui ont des objets moins légitimes ou très spécialisés (histoire de la presse, histoire de la littérature) ; ceux qui sont étrangers ou émigrés ; ceux qui sont issus d'autres disciplines que l'histoire ; et les individus les plus jeunes, qui ont une trentaine d'années au moment de l'enquête.

Ainsi, aucun chercheur étranger ou polonais résidant à l'étranger ne figure parmi les vingt-sept premiers, alors qu'ils sont sept parmi les quarante-quatre autres. Un résultat qui renseigne sur l' « insularité » de l'historiographie polonaise du temps présent, regrettée récemment à l'occasion d'une conférence par Jan Grabowski, historien polonais spécialiste de la Shoah, en poste à l'université d'Ottawa[1098]. Même le britannique Norman Davies, pourtant auteur d'une très populaire synthèse de l'histoire de la Pologne, des origines à nos jours, et de plusieurs autres ouvrages sur la Pologne au 20e siècle, n'est pas cité plus d'une fois[1099].

[1095] A. Paczkowski, *Od sfałszowanego zwycięstwa do prawdziwej klęski*, *op. cit.*, p. 189.

[1096] Andrzej Friszke et Andrzej Paczkowski, *NiepoKORni : rozmowy o Komitecie Obrony Robotników*, [Insoumis. Entretiens sur le Comité de défense des ouvriers], Cracovie, Znak, 2008.

[1097] Andrzej Friszke, *Opozycja polityczna w PRL 1945-1980*, Londres, Aneks, 1994.

[1098] Jan Grabowski, « Miejsce Holokaustu w polskiej polityce historycznej » [La place de l'Holocauste dans la politique historique polonaise], école d'été sur l'enseignement de l'Holocauste, Cracovie, 1er juillet 2017. Cette insularité nous semble toutefois devoir être relativisée par le travail de commissions bilatérales d'historiens, dont le rôle est certes de mettre l'histoire au service de politiques de réconciliation, mais qui contribuent, de par leurs publications, à produire un récit moins nationalo-centré. Voir notamment Anne Bazin, « La réconciliation à travers l'écriture d'une histoire commune : l'exemple des commissions d'historiens germano-tchèque et germano-polonaise », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2000, vol. 31, n° 1, p. 33−65 ; Andrzej Paczkowski, « Pologne et Ukraine. Questions délicates, réponses difficiles » dans Georges Mink et Laure Neumayer (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, p. 143−155.

[1099] Norman Davies, *God's playground: a history of Poland*, Oxford, Clarendon press, 1981.

Thimothy Snyder n'est pas cité une seule fois, ce qui ne serait sans doute plus le cas aujourd'hui, après la publication de son ouvrage consacré aux « terres de sang »[1100].

Les « autorités » en matière d'histoire de la Pologne populaire citées par les enquêtés sont donc essentiellement polonaises et regroupées autour d'un petit nombre de centres de recherche, essentiellement varsoviens. Parmi les vingt-sept premiers, douze sont rattachés à l'Académie des sciences, dont sept à l'Institut d'histoire et cinq à l'Institut d'Études politiques, où Andrzej Paczkowski dirige à partir de 1990 une équipe de recherche composée d'Andrzej Friszke et de plusieurs anciens élèves de Marcin Kula : Paweł Machcewicz, Adam Leszczyński, Piotr Osęka, Krzysztof Persak, Dariusz Stola, Marcin Zaremba. Outre l'Académie, six autres chercheurs cités parmi les vingt-sept premiers sont en poste à l'université de Varsovie. Les autres (neuf) enseignent dans d'autres universités, jamais plus d'un au même endroit. En outre, cinq sur vingt-sept occupent un poste de chercheur à l'Institut de la mémoire nationale (IPN), qui vient s'ajouter à un emploi académique, sauf dans un cas (Cenckiewicz). Ces « autorités » ont pour la plupart étaient formées en Pologne populaire (seize sur vingt-sept ont obtenu leur doctorat en Pologne populaire), mais ont connu une progression de carrière après 1989, comme nous l'avons montré au chapitre 4 pour plusieurs d'entre eux (Kersten, Paczkowski, Roszkowski, notamment). Ainsi, ils sont dix-huit à avoir accédé au rang de professeur après 1989, contre six auparavant.

A l'inverse, parmi les quarante-quatre autres noms cités seulement une fois, seulement trois sont en poste à l'Académie des sciences (tous à l'Institut d'histoire) et cinq à l'université de Varsovie. Le reste se répartit dans d'autres universités et centres de recherche : Institut d'études littéraires de l'Académie des sciences, École supérieure de commerce, universités de province (trois à Cracovie), ou bien à l'Institut de la mémoire nationale (huit, dont six pour lesquels il s'agit de l'unique employeur). Signe de la disqualification des représentants de l'ancienne historiographie officielle, les chercheurs formés en Pologne populaire sont ici plus nombreux que les nouveaux entrants après 1989. Ceci s'observe aussi bien au niveau des doctorats (vingt-trois soutenus avant 1989, onze après) que des promotions au rang de professeur (douze avant 1989, dix après).

[1100] Timothy Snyder, *Terres de sang : l'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012.

Tableau 39. Positions professionnelles des « autorités scientifiques s'occupant de l'histoire de la Pologne populaire »

Position	27 premiers individus (cités au moins deux fois)	44 derniers individus (cités une seule fois)
DIPLOME		
Doctorat PRL	16	23
Doctorat III RP	11	11
Professeur PRL	6	12
Professeur III RP	18	10
LIEU DE TRAVAIL		
IH PAN	7	3
ISP PAN	5	0
Université de Varsovie	6	5
IPN	5	8
Autre	9	14
Total	**27**	**44**

Source : Les positions professionnelles ont été identifiées à partir du portail *Nauka Polska*.
Champ : L'ensemble des 71 individus cités dans l'enquête.
Lecture : Parmi les 27 premiers invidius cités, 16 ont obtenu leur doctorat en Pologne populaire, contre 23 parmi les 44 suivants.
PRL = République populaire de Pologne ; III RP = Troisième République ; IH PAN = Institut d'histoire de l'Académie des sciences ; ISP PAN = Institut d'études politiques de l'Académie des sciences ; IPN = Institut de la mémoire nationale.

Par comparaison avec la Pologne populaire, l'université de Varsovie et l'Académie des sciences demeurent donc les principaux lieux de production de l'histoire du temps présent après 1989. Si ce n'est que l'équipe formée à l'Institut d'Études politiques de l'Académie sous la direction de Paczkowski vise précisément à renouveler cette recherche en la confiant à d'anciens compagnons de route de la dissidence et à de jeunes chercheurs entrés dans la profession après 1989. Tandis qu'à l'université de Varsovie et à l'Institut d'histoire de l'Académie, restent en place des chercheurs dont la carrière a été entamée en Pologne populaire. C'est le cas par exemple de Szarota, à l'Institut depuis 1962, qui prend la direction de l'équipe de recherche consacrée à l'histoire polonaise post-1945. Le principal changement institutionnel intervient une dizaine d'années après 1989, avec la création de l'Institut de la mémoire nationale (cf. section II). Le fait que, dans l'enquête publiée en 2008, peu de chercheurs en poste à cet institut soient cités parmi les « autorités » scientifiques, traduit leur position symboliquement dominée au sein du monde académique (cf. section III et chap. 6).

Si le paysage institutionnel de la recherche en histoire du temps présent n'est donc pas bouleversé immédiatement après 1989, tel n'est pas le cas du paysage éditorial, profondément transformé par l'apparition de maisons d'édition privées et la réduction drastique des subventions publiques. En 1991, Daniel Beauvois s'inquiétait de ces évolutions sur le développement futur de la recherche en histoire :

« La possibilité d'une recherche sérieuse est menacée par la situation économique du pays, la fin d'un mécénat d'État dont on s'aperçoit qu'il n'avait pas que des inconvénients, les difficultés d'approvisionnement des bibliothèques, de gestion des archives, de publication des résultats (la plupart des revues universitaires ou académiques sont en faillite), d'obtention de bourses de tous niveaux, l'écroulement des éditions d'État et l'incompatibilité des critères commerciaux avec les publications sérieuses, tout cela fait craindre que seuls des besoins sélectionnés en vertu de nouveaux paramètres (la rentabilité) soient satisfaits.[1101] *»*

En effet, à partir de 1990 et durant plusieurs années, la revue *Kwartalnik Historyczny* s'ouvre sur une note d'information aux auteurs leur demandant de respecter scrupuleusement plusieurs règles de présentation de leurs manuscrits, la revue n'ayant plus de budget pour les frais de mise en page et de correction des textes. Du point de vue de l'édition, les transformations économiques se traduisent par la disparition de la place prépondérante qu'occupaient auparavant les grands éditeurs d'État. A partir de la *Bibliografia Historii Polskiej*, nous avons calculé que les Éditions scientifiques d'État (*Państwowe Wydawnictwo Naukowe*, PWN), l'un des principaux éditeurs en histoire de la Pologne populaire dans les années 1980 (cf. chap. 4), n'arrivaient plus qu'en quatrième position après 1989. Entre 1990 et 2001, les PWN publient trente-trois ouvrages sur la Pologne populaire, soit trois fois moins qu'entre 1978 et 1989, et sont devancées par des éditeurs académiques (université de Wrocław et Institut d'études politiques de l'Académie des sciences), mais aussi par les publications à compte d'auteur, cette dernière modalité étant la plus fréquente (soixante-deux ouvrages). Le constat est un peu différent concernant l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, dominée par la maison d'édition privée *Bellona*, issue des anciennes éditions du Ministère de la Défense, principal éditeur sur ce marché avant 1989. Les principaux éditeurs suivants sont également privés, devant les éditeurs académiques, mais là aussi la modalité « compte d'auteur » est importante : avec soixante-douze ouvrages, elle arrive en seconde position. Ces chiffres sont moins élevés que ceux de la décennie précédente. En matière d'édition scientifique, le début des années 1990 est donc caractérisé par une baisse du nombre d'ouvrages édités, comme nous l'avons montré dans le chapitre 4.

Après 1989, l'édition en histoire du temps apparaît donc bien moins concentrée qu'en Pologne populaire, éclatée entre de nombreux petits éditeurs privés ou académiques, avec un

[1101] Daniel Beauvois, « Être historien en Pologne : les mythes, l'amnésie et la "vérité" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1991, vol. 38, n° 3, p. 384.

nombre important d'ouvrages publiés à compte d'auteurs. Parmi ces derniers se trouvent toujours des profils non académiques. Toujours à partir de la *Bibliografia Historii Polskiej*, nous avons cherché à identifier la profession des auteurs ayant publié au moins trois ouvrages (y compris les traductions et rééditions) entre 1990 et 2001. Concernant la production éditoriale consacrée à la Pologne populaire, un peu plus de la moitié des quatre-vingt-deux auteurs ayant publié trois ouvrages sont des chercheurs professionnels, historiens (trente-six, dont quatre étrangers) ou issus d'autres disciplines (dix). Les autres sont extérieurs au monde académique. Il s'agit essentiellement d'écrivains (vingt individus), de journalistes ou d'hommes politiques, donc beaucoup (quinze) ont été acteurs de l'histoire sur laquelle ils écrivent[1102]. Comparativement, l'histoire de la Seconde Guerre mondiale apparaît moins professionnalisée, avec moins de la moitié des auteurs issus du monde académique (cinquante-cinq sur cent trente-quatre, dont quarante-trois historiens comprenant huit auteurs étrangers). Les anciens combattants sont presque aussi nombreux (quarante-six), le reste se composant là encore essentiellement d'écrivains et de journalistes[1103]. Dans les deux cas, le faible nombre d'auteurs étrangers, mais aussi de chercheurs polonais traduits dans une langue autre que le polonais (sept en histoire de la Pologne populaire, huit en histoire de la Seconde Guerre mondiale), renforce le constat d'insularité dressé par Grabowski[1104].

Le succès de l'histoire du temps présent après 1989 ne se laisse donc pas résumer au fait que des historiens se revendiquant auparavant du « marxisme-léninisme » auraient subitement révisé leurs positions théoriques, conformément à « une aptitude particulièrement développée en Union soviétique dans le milieu des sciences humaines, à tenir compte des réalités politiques », selon le constat dressé Andriy Portnov au sujet de l'historiographie ukrainienne, souvent partagé par de nombreux acteurs et commentateurs, y compris en Pologne[1105]. L'engagement dissident apparaît bien comme une ressource facilitant l'accès ou la progression dans la carrière universitaire, pour ceux qui font de l'étude de l'ancien régime leur spécialité après 1989, à l'image de Paczkowski ou Friszke. Cette sous-discipline se renouvelle via l'arrivée de nouveaux entrants, historiens ayant changé d'objet de recherche, ou bien accédant à la profession académique après 1989. Ce renouvellement ne s'accompagne cependant pas d'une épuration des représentants de l'ancienne historiographie officielle, ce

[1102] Aucune information n'a pu être trouvée pour 3 auteurs.
[1103] Aucune information n'a pu être trouvée pour 22 auteurs.
[1104] Les positions professionnelles des individus ont été renseignées à partir d'encyclopédies en ligne.
[1105] Andriy Portnov, « Soviétisation et désoviétisation de l'histoire en Ukraine », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2014, vol. 45, n° 2, p. 96.

que regrettent aujourd'hui certains, notamment parmi les historiens de la jeune génération aux prises de position anticommunistes :

« Après 1989, pratiquement aucun historien n'a assumé la responsabilité civile ou disciplinaire d'avoir publié des falsifications. L'absence de vérification des cadres scientifiques se révèle être le principal obstacle à une discussion sur l'héritage intellectuel de la PRL.[1106] *»*

Citant ces propos, Stobiecki estime que leur auteur, Piotr Gontarczyk, adopte inconsciemment un discours similaire à celui tenu par les historiens *partyjni* qui, au début des années 1950, dénonçaient les « historiens bourgeois ». Si des chercheurs qui incarnent l'ancienne historiographie officielle restent en place après 1989, ceux d'entre eux qui ne révisent pas leurs pratiques de l'histoire s'exposent à des rappels à l'ordre, comme l'illustre une polémique aujourd'hui rarement mentionnée dans les discussions sur le bilan de l'historiographie de la Pologne populaire, pourtant emblématique de la révision du regard porté sur cette période après 1989.

I.1.B. Une polémique emblématique d'une rénovation historiographique :

La polémique qui oppose, en 1992, Jerzy Eisler à Antoni Czubiński dans les pages de la revue *Wiadomości Historyczne*, illustre à la fois la rénovation historiographique impliquée par les évolutions politiques de la Pologne après 1989, et la prise d'importance de nouveaux entrants, souvent sympathisants de *Solidarność*, parmi les historiens du temps présent. Cette polémique, rarement évoquée dans les textes revenant sur les controverses autour de la Pologne populaire, constitue un rare exemple de confrontation entre un historien persistant à s'inscrire dans le cadre de l'historiographie officielle d'avant 1989 (Czubiński) et un historien venu à l'histoire de la Pologne populaire à la faveur de la montée de l'opposition à l'ancien régime (Eisler). Le fait qu'elle se tienne dans une revue destinée aux enseignants en histoire n'est pas anodin. Il illustre à la fois l'ampleur de la rénovation historiographique en cours, qui implique de réviser les programmes et contenus scolaires (réalisant ainsi une ambition ancienne de *Solidarność*, cf. chap. 4), mais aussi le large écho de cette rénovation en-dehors de l'espace académique, puisque les controverses historiographiques se tiennent dans des supports à large diffusion, et non pas restreinte au seul espace académique. Cette polémique illustre le basculement qui s'opère, dans un laps de temps très court, avec la disqualification de l'ancienne historiographie officielle et de ses représentants, et l'érection de

[1106] Cité d'après R. Stobiecki, « Reaktualizacja mitu historii "prawdziwej" w historiografii polskiej po 1989 r. », art cit.

l'historiographie dissidente en littérature de référence pour la période. Dès 1989, les publications des historiens dissidents sont rééditées, légalement, souvent via des maisons d'édition établies à l'étranger. Elles bénéficient alors de tirages bien moins confidentiels que lorsqu'elles paraissaient dans la clandestinité. C'est notamment le cas pour les travaux de Krystyna Kersten et Wojciech Roszkowski, mentionnés au chapitre précédent. L'ancienne historiographie officielle du 20e siècle est, quant à elle, largement délégitimée. D'abord aux yeux du grand public, qui tend à considérer que toute publication parue avant 1989 relève d'une histoire falsifiée au service de l'ancien régime. Conséquemment, les éditeurs sont peu disposés à publier des auteurs assimilés à l'ancienne historiographie officielle, surtout si ceux-ci ne corrigent pas leur écriture pour se conformer à la nouvelle situation politique. Mais aussi aux yeux des historiens professionnels, comme l'illustre la polémique qui nous intéresse ici.

Les prises de position antagonistes de Czubiński et Eisler, en matière d'histoire, reflètent des trajectoires académiques et politiques différentes. Antoni Czubiński, né en 1928, a 64 ans en 1992. Nommé professeur « ordinaire » (plus haut titre universitaire) en 1976, il appartient à une génération qui a atteint les sommets de la consécration académique en Pologne populaire. Contemporanéiste, il se consacre essentiellement à l'histoire de la Seconde République polonaise de l'entre-deux-guerres, ce qui lui vaut quelques ennuis avec la censure (cf. chap. 3). Son parcours est donc celui d'un historien du Parti qui s'est plusieurs fois écarté de la ligne, ce qui montre une fois encore que des interprétations historiques divergentes existaient au sein même du groupe des historiens *partyjni*. Ce qui ne l'empêche pas d'être considéré comme un digne représentant de l'historiographie officielle. En 1983, son nom figure ainsi dans une liste d'historiens pressentis pour participer à une conférence « sur la nécessité de défendre le système de valeurs socialiste dans l'enseignement », en réaction aux activités des « forces antisocialistes et antimarxistes » regroupées autour de *Solidarność*[1107]. La même année, il est parmi les signataires d'une note des « historiens *partyjni* auprès du Comité central du PZPR », dans laquelle il est question de défendre « l'historiographie officielle » (ainsi dénommée dans le texte) dans l'éducation et la *publicystyka*, mais aussi de lever les « tabous » en histoire[1108]. La conjoncture ouverte par la légalisation de *Solidarność*, propice à l'examen critique de l'histoire de la Pologne populaire, a en effet indirectement bénéficié à cet historien du Parti, en légitimant sa tentative d'écrire une histoire de la Pologne

[1107] AAN, LVIII/802, Courrier de l'Institut des programmes scolaires (IPS) au directeur du Département de la Science et de l'Éducation du Parti (WNiO), 28 février 1983, 4 p.

[1108] « Opinia zespołu partyjnego historyków przy KC PZPR opracowana przez komisje w składzie: Jerzy Maternicki (przewodniczący), Jerzy Centkowski, Antoni Czubiński, Jarema Maciszewski, Adam Suchonski,

populaire, testant ainsi les limites de la censure. En 1987, il publie dans le circuit officiel, aux Éditions scientifiques d'État, une synthèse consacrée à l'histoire de la Pologne au 20e siècle, de 1914 à la fin de l'état de guerre en 1983[1109]. C'est alors la seule synthèse de ce type disponible, avec celle de Roszkowski parue dans la clandestinité. Czubiński y reprend les thèses classiques de l'historiographie officielle et apparaît en cela en décalage par rapport à l'historiographie dissidente, qui s'attaque au même moment aux « taches blanches ». Il choisit par exemple de présenter le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale comme une conséquence des erreurs politiques des dirigeants polonais, à qui il est reproché de s'être isolés sur la scène internationale en refusant une alliance avec Moscou[1110]. Quant à la République populaire de Pologne elle-même, elle est décrite sur un ton hagiographique, comme un régime ayant permis un formidable développement économique et social, ainsi que la renaissance d'une Pologne indépendante sur la scène internationale. Évoquant les conflits sociaux qui ont agité la Pologne dans les années 1980 et l'état de guerre, l'auteur considère que les dirigeants du PZPR ont agi « dans l'intérêt des masses populaires et donc dans l'intérêt de la nation.[1111] »

La trajectoire de Jerzy Eisler est différente. Plus jeune, il a quarante ans en 1992. Chercheur à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, il y a dirigé la cellule du PZPR, avant d'adhérer à *Solidarność* en 1981. Contemporanéiste lui aussi, il consacre ses recherches et sa thèse de doctorat à la France de Vichy. Eisler met toutefois à profit la conjoncture ouverte par la montée de l'opposition au régime pour publier plusieurs articles consacrés à l'histoire du temps présent et en particulier à la Pologne populaire, tant dans le circuit officiel que dans le circuit clandestin. Ces travaux initiés dans les années 1980 lui permettent de soutenir, en 1993, une thèse d'habilitation consacrée au mouvement étudiant de mars 1968. Les deux auteurs occupent donc des positions distinctes au sein de la discipline : Czubiński est un professeur consacré dont la carrière d'historien *partyjni* le place en porte-à-faux par rapport à la rénovation historiographique d'ampleur qui s'annonce, d'autant qu'il n'entend pas remettre en cause les lignes directrices héritées de l'historiographie officielle. Eisler fait

---

Marian Wojciechowski, Czerwiec 1983 » [Opinion de l'équipe des historiens *partyjni* auprès du Comité central du PZPR], publiée in *Wiadomości Historyczne*, n° 156 (5-6), 1984, p. 426-430.

[1109] Antoni Czubiński, *Najnowsze dzieje Polski: 1914-1983*, [Histoire contemporaine de la Pologne 1914-1983], Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1987.

[1110] Ce qui se traduit notamment par le choix de rattacher la partie intitulée « L'agression hitlérienne de la Pologne » au chapitre consacré à la Seconde République polonaise, plutôt qu'à celui dédié à la guerre elle-même. Pour une remarque analogue dans un autre contexte voir Brigitte Gaïti, « Les manuels scolaires et la fabrication d'une histoire politique », *Genèses*, 2001, vol. 44, n° 3, p. 50−75.

[1111] L'ouvrage fait l'objet d'une recension acerbe dans la revue émigrée *Zeszyty Historyczne*, où il est notamment reproché à l'auteur de n'évoquer que les partisans communistes et d'ignorer le rôle de l'Armée de l'intérieur dans la résistance à l'occupation allemande. Cf. Tadeusz Wyrwa, « Najnowsze dzieje Polski w komunistycznym

quant à lui partie de ces historiens sympathisants de *Solidarność*, dont l'engagement dissident constitue une ressource symbolique permettant un repositionnement bénéfique dans l'espace disciplinaire, profitant du changement de conjoncture politique pour investir l'histoire de la Pologne populaire. Les deux auteurs publient la même année, en 1992, des synthèses consacrées à la période 1944-1989 et se trouvent donc en concurrence sur ce créneau éditorial prisé au début des années 1990. La publication de synthèses est en effet propice à la présentation d'une histoire révisée, à destination d'un large public avide d'une histoire épurée des « falsifications » propagées sous l'ancien régime.

Dans ce contexte, le livre de Czubiński se distingue par le parti-pris de l'auteur et de son éditeur : publier un livre qui se présente explicitement comme une tentative de défendre l'héritage de la « gauche » polonaise, c'est-à-dire du PZPR et de la République populaire de Pologne[1112]. L'éditeur présente ainsi l'ouvrage comme « la première histoire contemporaine écrite par un auteur de gauche, publiée après le changement de régime en Pologne », et sans ingérence de la censure. Les orientations politiques de l'auteur se transforment ici en argument de vente, le livre apparaissant comme une singularité sur le marché éditorial de l'après-1989. Signe des effets produits par le changement de configuration politique sur les conditions de production de l'histoire savante, cet auteur reconnu en Pologne populaire voit son manuscrit refusé par les Éditions scientifiques d'État et n'obtient pas la subvention qu'il avait sollicitée auprès du ministère de l'Éducation[1113]. Le livre paraît par conséquent chez un éditeur plus confidentiel de Poznań. De fait, Czubiński apparaît dans les années 1990 comme défendant une position singulière dans la production historiographique consacrée à l'histoire du temps présent, tentant de faire une synthèse entre communisme et nationalisme. Il s'agit pour lui de présenter les communistes polonais du PPR et du PZPR comme des défenseurs réalistes des intérêts nationaux polonais : après que la nation polonaise ait été sauvée d'une destruction totale souhaitée par Hitler et Staline, il s'agissait de garantir sa survie et son indépendance en tenant compte de la situation internationale en 1945. Dans ce contexte, seule la position des communistes polonais consistant à établir un régime de type soviétique, mais néanmoins relativement indépendant de Moscou, est jugée réaliste (l'alternative étant l'incorporation pure et simple de la Pologne dans l'Union soviétique). Czubiński va jusqu'à affirmer que les réformes économiques et sociales entreprises par le PZPR ont obtenu le soutien d'une large

---

wydaniu », [L'Histoire récente de la Pologne dans une édition communiste], *Zeszyty Historyczne*, n° 86, 1988, p. 216-223.

[1112] Antoni Czubiński, *Dzieje najnowsze Polski: Polska Ludowa (1944-1989)*, [Histoire contemporaine de la Pologne : La Pologe populaire], Poznań, Wielkopolska Agencja Wydawnicza, 1992.

partie de la population. Il attribue enfin un rôle décisif aux dirigeants réformistes du Parti dans la négociation des « Accords de la table ronde » et la transition vers la démocratie, accusant les héritiers de l'opposition anticommuniste de s'attribuer tous les mérites de la transition politique :

« Ils [les communistes] ont rendu le pouvoir dès que cela fut possible. Plus tôt cela aurait été inimaginable. […] Sans la bonne volonté des autorités politiques de l'époque, les Accords de la table ronde auraient été irréalistes. […] Le PZPR s'y était préparé depuis plusieurs années. Il s'agit de son service historique rendu à la nation polonaise et face à l'Europe. […] C'était un parti réaliste, dont les possibilités d'agir étaient limitées.[1114] *»*

Dans une conclusion amère, l'auteur affirme encore que le triomphe de *Solidarność* ne constitue pas un véritable retour à l'indépendance, considérant que la Pologne a été entièrement placée sous la domination du capital financier occidental et notamment américain : « Le temps montrera quelle dépendance est la moins mauvaise pour la Pologne.[1115] »

C'est peu dire qu'une telle prise de position tranche radicalement avec les lectures de la Pologne populaire qui dominent alors au sein de l'espace public. Si elle est isolée, elle montre aussi comment prises de position sur l'histoire et prises de position politiques sont imbriquées dans la littérature savante sur l'histoire du temps présent, dans la Pologne du début des années 1990. En atteste la remise en cause de l'historiographie dissidente par Czubiński. Évoquant la censure, l'essor des publications clandestines et les « taches blanches », il regrette que l'historiographie officielle (qu'il qualifie lui-même ainsi) ait fait l'objet d'un dénigrement de la part des auteurs dissidents. Les publications de ces derniers sont réduites à leur dimension politique, qualifiées de « tendancieuses » et assimilées à des « pamphlets ». « Ces publications nient généralement toute valeur à la Pologne populaire. Leurs auteurs glorifient unanimement J. Piłsudski et son camp politique, […] ils jugent négativement la gauche polonaise.[1116] ». Dans une autre synthèse publiée deux ans plus tard, consacrée cette fois à l'entre-deux-guerres et à la Seconde Guerre mondiale, Czubiński disqualifie ainsi Wojciech Roszkowski et sa synthèse parue clandestinement dans les années 1980 :

« Ce travail est né d'une commande de l'opposition d'alors et toute l'histoire de l'entre-deux-guerres, de la Seconde Guerre mondiale et de la Pologne populaire y est présentée d'une manière univoque du point de vue des conceptions de Pilsudski et de Solidarność.[1117] *»*

[1113] Czubiński, « W odpowiedzi na krytyke pana Eislera » [En réponse à la critique de monsieur Eisler], *Wiadomości Historyczne*, 1994, n° 206 (2), p. 124.
[1114] A. Czubiński, *Dzieje najnowsze Polski*, *op. cit.*, p. 664.
[1115] *Ibid.*, p. 665.
[1116] *Ibid.*
[1117] Antoni Czubiński, *Dzieje najowsze Polski. Do roku 1945*, [Histoire contemporaine de la Pologne jusqu'en 1945] Poznań, Wielkopolska Agencja Wydawnicza, 1994, p. 8.

La publication de synthèses historiques, au cours de cette période charnière de transition politique, et la signification politique que leur donnent leurs auteurs participent donc de la redéfinition des interprétations légitimes du passé récent et du rôle dévolu à l'histoire dans les transformations politiques en cours. Dans ce contexte spécifique, les divergences en termes d'interprétations historiographiques ont tendance à être rapportées aux divergences de vues politiques entre les protagonistes. La lutte politique se prolonge dans l'espace historiographique en une lutte pour la définition de la bonne histoire et de ses sources, dissidentes et/ou officielles. La critique de Czubiński par Eisler en est emblématique.

Cette polémique s'inscrit dans le contexte d'une réflexion sur les références historiographiques jugées adaptées à un usage scolaire. Elle est inaugurée par un membre de la rédaction de *Wiadomości Historyczne*, Robert Kupiecki, alors fraîchement diplômé de la faculté d'histoire de l'université de Varsovie, dans un article intitulé « Histoire contemporaine à l'école – à partir de quoi enseigner ?[1118] » L'auteur y met en garde ses lecteurs au sujet de certaines publications issues de la dissidence, rédigées dans le contexte de la lutte contre le régime politique de la Pologne populaire, réédités sans qu'il n'y soit apporté de corrections majeures au début des années 1990, dont le ton est à ses yeux inadapté à l'enseignement. Le manuel de Witold Pronobis, historien de l'université Nicolas Copernic de Toruń, est ici particulièrement visé : il fait l'objet de nombreuses critiques, car l'auteur, ancien collaborateur *Radio Free Europe*, y adopte une posture très anticommuniste et ne fait pas mystère de ses sympathies nationalistes, ce qui ne l'empêche pas de remporter un certain succès dont atteste les nombreuses rééditions de ce manuel tout au long des années 1990[1119]. Précisons que l'enjeu de ces discussions sur les mérites respectifs des publications pouvant être utilisées dans le cadre scolaire par les élèves ou les enseignants est d'autant plus important qu'après 1989, l'abandon de l'idéologie officielle et du monopole étatique sur la production des manuels scolaires se traduit par une politique de laisser-faire de la part du ministère de l'Éducation. Une grande liberté est accordée tant aux auteurs qu'aux éditeurs privés, sur un marché qui devient concurrentiel et peu encadré. Les programmes sont peu contraignants et en pratique, la sélection des évènements abordés et la manière de les présenter sont laissées à la discrétion des auteurs. Par conséquent, « la liberté accordée aux auteurs des manuels scolaires provoque leur prolifération, souvent aux dépens de leur qualité, et l'intrusion de croyances personnelles dans ce qui est, officiellement, un enseignement

[1118] Robert Kupiecki, « Historia najnowsze w szkole – z czego uczyc ? », [L'histoire contemporaine en Pologne, à partir de quoi enseigner ?] *Wiadomości Historyczne*, 1992, n° 195 (1), p. 45-55.
[1119] Witold Pronobis, *Polska i świat XX wieku*, Varsovie, Wydawnictwo Spotkania, 1990.

universel.[1120] » Les manuels reflètent d'autant plus facilement les opinions personnelles de leurs auteurs, qu'ils sont le plus souvent élaborés par un ou deux auteurs, et non par un collectif. Obtenir l'accréditation du ministère est relativement aisé : l'éditeur choisit des évaluateurs (trois aujourd'hui) parmi une liste ministérielle établie pour chaque discipline, forte de plusieurs dizaines de noms (80 pour l'histoire, en 2001)[1121]. Ces experts reconnus par le ministère n'étant pas obligatoirement universitaires, la question de leurs compétences s'est parfois posée[1122]. Le choix des experts, laissé à la discrétion de l'éditeur, peut donc se faire en fonction d'une option idéologique précise[1123]. En résulte une prolifération de manuels, certains d'entre eux, comme ceux de Witold Pronobis, Andrzej Leszek Szcześniak, Anna Radziwiłł et Wojciech Roszkowski, étant réédités jusqu'à aujourd'hui en dépit de critiques dénonçant certains passages jugés biaisés, pour leur anticommunisme voire leur antisémitisme.

C'est dans ce contexte propice à l'évaluation des publications historiques susceptibles d'être utilisées dans le cadre scolaire que Jerzy Eisler réagit à une recension élogieuse de la synthèse de Czubiński, parue dans la même revue et rédigée par un élève de Czubiński[1124]. Eisler y qualifie Czubiński de « national-communiste » écrivant par moments « dans le langage scandaleux des brochures de propagande du PZPR » et lui reproche de ne pas se livrer à un bilan critique de la Pologne populaire et de ses aspects criminels :

« L'auteur s'efforce de défendre les accomplissements de la République populaire de Pologne, mais il y a là quelque chose comme la défense de sa propre biographie et de ses propres choix politiques. Puisqu'il est question des "services rendus à la nation par la gauche polonaise", il faut aussi évoquer ses fautes à l'égard de cette nation. Peut-être, en effet, n'y avait-il pas de réelle alternative à un pouvoir communiste en Pologne dans les années 1944-1945. Mais que dire des accomplissements de ce pouvoir par la suite : des procès des patriotes de l'AK et des forces armées polonaises à l'Ouest, des tirs sur les manifestants à Poznań en juin 1956 et sur la côte en décembre 1970, de la campagne de haine antisémite et anti-intelligentsia de 1968, […] de l'état de guerre, des dizaines, des centaines de victimes anonymes du système. Cela aussi, il faut "l'ajouter au bilan de la Pologne d'après-guerre".[1125] »

Tout ceci s'explique, selon Eisler, par le fait que Czubiński « ignore pratiquement l'historiographie de ces dernières années et déprécie dès l'introduction les accomplissements des chercheurs en émigration ou publiant dans la clandestinité dans les années 1980.[1126] » De

---

[1120] Sébastien Urbanski, « La démocratisation des contenus d'enseignement de l'école publique en Pologne : essai d'analyse des justifications politiques des réformes scolaires à la sortie du communisme », *Education et sociétés*, 2011, n° 27, p. 148.
[1121] Sébastien Urbanski, « L'expression de croyances dans les manuels d'histoire pour l'école publique : le cas de la Pologne avant et après 1989 », *Le Télémaque*, 2015, n° 47, p. 127.
[1122] *Ibid.*
[1123] *Ibid.*
[1124] Stanisław Sierpowski, « Syntez najnowszych dziejów Polski » [Une synthèse de l'histoire contemporaine de la Pologne], *Wiadomości Historyczne*, n° 2, 1993, p. 103-104. Et, dans le même numéro, Jerzy Eisler, « O najnowszej pracy A. Czubińskiego, krytycznie », [Sur le dernier ouvrage d'Antoni Czubiński], p. 108-111.
[1125] Jerzy Eisler, « O najnowszej pracy A. Czubińskiego, krytycznie », art. cit.
[1126] *Ibid.*

fait, si Kersten, Roszkowski et Eisler lui-même sont cités dans la bibliographie de l'ouvrage de Czubiński, celui-ci ne semble pas accorder une grande importance à leurs analyses. En conclusion, Eisler invite donc les enseignants à ne recommander « en aucun cas » cette synthèse à leurs élèves.

Dans sa réponse, Czubiński retourne l'accusation de politisation contre son adversaire, qu'il accuse de vouloir le censurer[1127]. « Selon lui [Eisler], il n'y a que lui et son camp politique qui peuvent avoir raison. […] Il ne polémique pas, mais il censure le livre au nom d'une certaine opinion politique.[1128] » Il n'est pas question, pour Czubiński, d'accorder du crédit à une historiographie dissidente qu'il ne distingue pas du projet politique porté par *Solidarność* :

« L'opposition politique, jusqu'en 1989, et les dirigeants du camp politique vainqueur cette année-là, ont formulé une évaluation clairement négative de la Pologne des années 1944-1989. Les cercles dirigeants ou les gens liés au système politique antérieur ont été accablés de tous les maux. On a considéré que ce système avait détruit la Pologne et l'avait asservie à l'URSS […]. De l'armée polonaise, on a dit qu'il s'agissait de soldats russes habillés en uniformes polonais. On a même tenté de rejeter la responsabilité de la conférence de Yalta sur la gauche […].[1129] »

Plus loin, Czubiński se présente comme la victime d'une censure orchestrée par le camp post-*Solidarność*, qui aurait cherché à empêcher la publication de son livre, puis aurait tenté de passer sous silence sa parution. L'auteur en veut pour preuve l'absence de recension de son livre dans les principaux quotidiens (*Gazeta Wyborcza* et *Rzeczpospolita*) et l'hebdomadaire *Polityka*, au contraire des « journaux de gauche », c'est-à-dire affiliés au parti héritier du PZPR, le SDRP (Social-démocratie de la République de Pologne), que sont *Trybuna* et *Dziś*[1130]. Significativement, il ne cite ici que des journaux de la presse généraliste et aucune revue académique. C'est donc bien en dehors de l'espace académique que se déroule alors le débat historiographique, que les historiens du temps présent entendent mener à l'extérieur de l'espace savant. Du début à la fin, la réponse de Czubiński se place donc sur le terrain politique, comparant la critique d'Eisler à la censure en Pologne populaire :

« Je dois admettre que j'ai eu affaire à la censure depuis quarante ans. […] On a retiré l'un de mes livres des librairies et on m'a renvoyé de mon lieu de travail. Est-ce que d'après monsieur Eisler, c'est cette biographie que je défends dans le travail critiqué ? Au cours de ces quarante années, je n'ai jamais fait l'objet d'une attaque aussi brutale. Est-ce ainsi que la démocratie actuelle est censée se différencier de l'ancienne dictature ? J'espère que ce ne sont pas monsieur Eisler et ses amis qui décideront du sort de cette démocratie et de ce qui est autorisé ou interdit en Pologne.[1131] »

La confrontation entre ces deux historiens traduit un bouleversement des références mobilisables dans l'historiographie savante. Il n'est plus possible d'écrire une histoire de la

[1127] Czubiński, « W odpowiedzi na krytyke pana Eislera », art. cit.
[1128] *Ibid*.
[1129] *Ibid*., p. 120.
[1130] *Ibid*., p. 120-121.

Pologne populaire qui ne prendrait pas appui sur la littérature dissidente, laquelle est érigée, du fait qu'elle échappait à la censure, en littérature plus fiable que celle publiée dans les circuits de diffusion officiels de l'ancien régime. Ce que Eisler confirme dans une ultime réponse : « Le livre est faible et inachevé, […] non pas au regard des opinions politiques de ceux qui ont pris le pouvoir en Pologne en 1989, mais au regard de l'état actuel des recherches historiques.[1132] » Eisler reproche ainsi à Czubiński d'avoir négligé cette littérature clandestine et émigrée, qui a dévoilé les falsifications de l'histoire sous l'ancien régime. Le ton employé, la revue dans laquelle ces textes sont publiés, le fait de ramener les oppositions à leur dimension politique ou idéologique, est ici caractéristique d'une conjoncture dans laquelle les frontières entre usages savants et usages politiques de l'histoire apparaissent brouillées[1133]. La révision des interprétations légitimes de l'histoire du temps présent revêt ici une dimension politique, car cette révision ne constitue pas un enjeu limité au seul espace académique, mais a des implications majeures dans d'autres espaces, notamment scolaire comme ici, mais aussi politique, puisqu'il s'agit en définitive de se doter d'un récit des origines de la Troisième République polonaise. Dans la conclusion de son ouvrage, Czubiński qualifie ainsi un discours de Jan Olszewski, Premier ministre de décembre 1991 à juin 1992, dont le mandat a été marqué par une volonté affichée de décommunisation des structures étatiques (cf. infra), de « pure démagogie ». En introduction comme en conclusion, ce livre d'histoire se positionne donc explicitement par rapport au contexte politique présent. Ce type d'écriture n'est pas propre à Czubiński ou aux historiens nostalgiques de la Pologne populaire : dans sa synthèse parue la même année[1134], Eisler revendique pour sa part d'avoir rédigé un court « essai historique » visant à « démystifier » l'historiographie de la Pologne populaire. Il affirme explicitement vouloir non pas synthétiser l'histoire de la PRL, mais la « remettre à plat ». Corollairement, l'auteur adresse son livre non pas aux historiens professionnels, mais prioritairement aux élèves et aux enseignants. Ici aussi, se donne à voir une volonté de s'adresser à un public plus large et profane, en lien avec les transformations politiques et le besoin de révision de l'historiographie. Si elle illustre la disqualification de

---

[1131] *Ibid*., p. 124.

[1132] Jerzy Eisler, « Polemika z polemiką bez polemiki » [Polémique avec la polémique sans polémique], *Wiadomości Historyczne*, n° 2, 1994, p. 125-126.

[1133] A cet égard, la conjoncture politique de la Pologne du début des années 1990 partage des similitudes avec les « conjonctures fluides » étudiées par Michel Dobry. Cf. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

[1134] Jerzy Eisler, *Zarys dziejów politycznych Polski, 1944-1989*, [Précis d'histoire politique de la Pologne], Varsovie, Polska Oficyna Wydawnicza BGW, 1992.

l'historiographie officielle et de ses représentants[1135] au profit de nouveaux venus dans l'histoire du temps présent après 1989, la polémique opposant Antoni Czubiński et Jerzy Eisler ne reflète que très imparfaitement les débats historiographiques et la redéfinition du métier d'historien à l'œuvre dans les années qui suivent la fin de la Pologne populaire.

I.2. Une révision de l'histoire de la Pologne populaire, entre science et politique :

I.2.A. Histoire « vraie » et retour du positivisme :

Sous forte contrainte politique en Pologne populaire, l'histoire du temps présent est aussi la branche de la discipline historique pour laquelle le renouvellement histororiographique est le plus profond après 1989. L'abandon de la censure et l'ouverture des archives, dont les contemporanéistes avaient été sevrés durant de longues années, se traduisent par une redéfinition du métier d'historien autour de la notion de vérité. C'est que Rafał Stobiecki nomme « la réactualisation du mythe de l'histoire vraie », dans un exposé au congrès de l'Association historique polonaise à Wrocław, en 1999[1136]. L'histoire vraie s'entend alors par opposition à l'ancienne histoire officielle. Elle constitue donc un prolongement de l'histoire dissidente des années 1980. Dès 1990, la revue cracovienne *Arka* (l'Arche), considérée comme l'un des foyers de la pensée conservatrice polonaise[1137], invite une dizaine d'historiens et d'intellectuels à faire part de leurs réflexions sur la « fin d'une époque »[1138]. Le cadrage proposé par la rédaction de la revue, dans lequel s'inscrivent la plupart des contributeurs, est celui de la confrontation entre histoire officielle et histoire vraie, c'est-à-dire entre « eux » (les anciens communistes) et « nous » (les anciens opposants). La rédaction d'*Arka* pose en outre la question des leçons à tirer de l'histoire : y a-t-il quelque chose à en apprendre ? La question n'est pas anodine, à l'heure où Francis Fukuyama publie

[1135] La délégitimation des représentants de l'ancienne historiographie officielle est parfois plus explicite : dénonçant l'hypocrisie de ceux qui, après avoir contribué à falsifier l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, déclarent après 1989 avoir toujours su quelle était la vérité, l'historien Jerzy Wojciech Borejsza considère que ces agissements devraient « les priver du titre d'historien ». Voir *Arka*, n° 29, 1990, p. 30.
[1136] R. Stobiecki, « Reaktualizacja mitu historii "prawdziwej" w historiografii polskiej po 1989 r. », art cit.
[1137] Fondée en 1983, elle est renommée *Arcana* en 1995. Cette revue défend des positions politiques qui la rapprochent de la droite conservatrice, nationaliste et catholique, correspondant peu ou prou aux conceptions mises en avant par le parti Droit et Justice (PiS) aujourd'hui.
[1138] « Koniec epoki » [La fin d'une époque], *Arka*, n° 29, 1990.

un article remarqué intitulé « La fin de l'Histoire »[1139]. Une expression à laquelle il est directement fait allusion dans l'introduction de la rédaction. Les historiens sollicités se rejoignent autour de l'idée selon laquelle le métier d'historien est lié à un devoir de vérité, « chercher et dire la vérité », selon la formule proposée par Jan Kieniewicz[1140]. Adoptant une métaphore médicale, Andrzej Paczkowski voit en l'histoire un « remède » pour une société « infectée par le totalitarisme.[1141] » Ainsi entendu, le métier d'historien relève d'une mission à caractère moral, politique ou religieux. Une telle conception de l'histoire découle directement de l'expérience de la dissidence et d'une écriture historique conçue comme un dévoilement des « taches blanches » (cf. chapitre 4).

Dans la pratique, la revendication d'une histoire vraie se traduit par la valorisation du travail sur les sources, selon une conception qui renvoie à la définition de la science historique de Langlois et Seignobos : pas de sources, pas d'histoire[1142]. Dès 1989, un historien engagé au côté de l'opposition, Adolf Juzwenko, écrit dans l'hebdomadaire de *Solidarność* :

« Les historiens devraient être conscients qu'ils assument la responsabilité sociale d'une profession, dont l'obligation fondamentale est la Vérité. Celle-ci est accessible via des recherches honnêtes, solidement documentées, critiques et courageusement publiées. […] Les années 1980 ont libéré de nombreux Polonais de la peur de s'occuper de la politique. […] Ayons bon espoir que tout cela créera pour les historiens un climat plus paisible pour le travail de recherche, et de plus grandes chances de traiter l'histoire comme une discipline scientifique, et non comme une science auxiliaire de la politique.[1143] »

Cette conception positiviste de la recherche historique apparaît comme une réaction à l'idéologisation du récit historique en Pologne populaire. Elle est renforcée par la volonté affirmée par de nombreux historiens du temps présent de se tenir à distance de la théorie et des concepts, et d'accorder peu d'importance à la réflexion préalable au travail sur les sources. Les sources parleraient d'elles-mêmes, en quelque sorte[1144]. Il en ressort une croyance, de prime abord un peu naïve, en la possibilité d'une science historique factuelle et objective, ainsi exprimée par Paczkowski :

« Par bonheur, je pratique une histoire factuelle et même si je peux considérer l'une ou l'autre définition comme pertinente, cela ne signifie pas que je l'utiliserai. Je préfère montrer plutôt que qualifier.[1145] »

[1139] F. Fukuyama, « The End of History? », art cit.
[1140] « Koniec epoki », art. cit., p. 37.
[1141] « Koniec epoki », art. cit., p. 40.
[1142] R. Stobiecki, « Reaktualizacja mitu historii "prawdziwej" w historiografii polskiej po 1989 r. », art cit.
[1143] Adolf Juzwenko, « Historycy pokorni, historia sterowana » [Humbles historiens, histoire contrôlée], *Tygodnik Solidarność*, n° 15, 1989. Cité in *Ibid.*
[1144] A la même époque en Ukraine, « une partie des historiens estimait qu'un des moyens de sortir de la "crise" était de publier des sources à grande échelle et de se détourner des discussions théoriques. » Cf. A. Portnov, « Soviétisation et désoviétisation de l'histoire en Ukraine », art cit, p. 117.
[1145] Cité in R. Stobiecki, « Reaktualizacja mitu historii "prawdziwej" w historiografii polskiej po 1989 r. », art cit.

Une telle déclaration d'intention n'est pas isolée et semble partagée jusqu'à aujourd'hui par un grand nombre d'historiens polonais du temps présent, vraisemblablement la majorité d'entre eux. Marcin Kula, tenant d'une approche socio-historique, le déplore régulièrement avec ironie :

« Écrivant ce livre en accord avec les règles en vigueur dans la science historique, je devrais le commencer plus ou moins ainsi : j'ai lu la littérature, pour ne pas découvrir à nouveau l'Amérique. J'ai retravaillé toutes les sources qui pouvaient avoir un lien avec le thème de ma recherche, dans les archives du monde entier. J'en ai extrait toutes les informations et j'ai utilisé uniquement les informations issues de ces archives. Je me suis servi d'informations vérifiées, aucune fantaisie. J'ai écrit un travail au vrai ennuyeux, mais solide et de grande qualité, dont témoigne une longue liste de sources. […] Mais je mentirais si j'écrivais tout cela. La vérité, c'est qu'étant historien et vivant dans un pays où la pensée sur l'histoire a joué un grand rôle dans les transformations récentes, je me levais le matin et j'observais, j'écoutais. J'ai lu les journaux, j'ai réfléchi et j'ai interprété ces observations.[1146] »

Kula, qui apparaît le plus critique à l'égard de l'approche factuelle en histoire du temps présent et incarne, au sein de la discipline, une école de pensée alternative (cf. chap. 6), présente une trajectoire singulière de par sa formation et sa revendication d'une forme d'interdisciplinarité en sciences sociales. Lui-même diplômé à la fois en histoire et en sociologie, il est aussi l'héritier d'un couple d'universitaires ayant eux-mêmes œuvré à la rénovation historiographique d'inspiration marxiste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : un père historien de l'économie très lié à l'école des Annales, une mère socio-historienne (cf. chap. 1). Cette trajectoire personnelle se reflète dans la conception défendue du métier d'historien, qui tranche avec celle d'un Paczkowski. Il n'est sans doute pas anodin que les historiens qui ont paru, au début des années 1990, résister à l'avènement d'une histoire factuelle et se sont montrés plus attachés à une pratique de la recherche sensible à la réflexion conceptuelle, comptent aussi parmi ceux qui, en Pologne populaire, ont pris au sérieux, en général dans des travaux d'histoire économique ou sociale, le recours au marxisme en histoire. C'est le cas, à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, de Marcin Kula, mais aussi de Krystyna Kersten, qui a consacré des textes stimulants aux notions de totalitarisme ou d'État-nation[1147]. Si Paczkowski appartient à la même génération, sa trajectoire est un peu différente. Sa biographie et ses propres écrits ne laissent pas paraître le moindre attrait pour le marxisme ou le communisme. Se consacrant essentiellement à l'histoire de la presse d'entre-deux-guerres au début de sa carrière, il est d'abord employé à l'Institut d'études littéraires de l'Académie, d'où il en est renvoyé « pour raisons politiques » en 1974. Il rejoint alors la Bibliothèque nationale avant de réintégrer l'Académie, cette fois à l'Institut d'histoire, en 1980.

[1146] Marcin Kula, *Krótki raport o użytkowaniu historii*, [Petit rapport sur l'instrumentalisation de l'histoire], Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 2004, p. 9.
[1147] Voir Krystyna Kersten, *Pisma rozproszone*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2006.

L'ouverture des archives contribue à normaliser l'histoire du temps présent par rapport aux périodes antérieures. La formation méthodologique dispensée dans les facultés d'histoire est désormais focalisée sur l'étude des sources. Cependant, le souci d'écrire une histoire au plus près des sources et de faire science en marquant une rupture avec l'historiographie d'avant 1989, se traduit souvent par une écriture extrêmement descriptive. Un peu comme si l'abandon du paradigme marxiste en histoire avait pour longtemps décrédibilisé toute tentative de donner au travail de l'historien un cadre conceptuel susceptible de proposer des façons d'interroger les archives, de peur que la théorie ne vienne contredire la vérité des documents, en forçant les interprétations. Les tenants d'approches pluridisciplinaires mettant l'accent sur l'élaboration de questions et d'hypothèses à mettre à l'épreuve d'un terrain d'études occupent une position marginale au sein de l'histoire du temps présent, comme nous le verrons au chapitre 6. Par effet de bascule, 1989 marque aussi, en histoire du temps présent, un retour de l'histoire politique et une délégitimation des approches revendiquant une forme d'interdisciplinarité en sciences sociales, assimilées par raccourci à une survivance du marxisme-léninisme, tant l'histoire économique et sociale avait été vigoureusement encouragée en Pologne populaire.

Afin d'illustrer le refus persistant de la conceptualisation, nous pouvons ici rapporter l'une de nos observations. A l'occasion d'un colloque organisé à Łódź pour les dix ans de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), les publications de ce dernier (savantes et de vulgarisation) font l'objet d'une série d'exposés critiques par des universitaires extérieurs à l'institut. Alors que l'un d'eux a la parole et déplore l'absence d'articles théoriques ou méthodologiques parus dans les revues éditées par l'IPN, il est interrompu par une remarque d'Andrzej Paczkowski, qui suscite des rires dans la salle : « Et qu'y publierait-on ? Le dernier article de Braudel ?[1148] » Plusieurs années après avoir déploré « le mythe de l'histoire vraie », Stobiecki constate que les choses n'ont guère changé :

« [L'historiographie de la Pologne populaire] est dominée par l'abstinence vis-à-vis de la théorie, le retour à la "pure" factographie, l'aspiration à l'accentuation des aspects moraux de l'écriture historique. La discussion vivante, dans l'historiographie européenne ou mondiale, autour des défis posés aux historiens par la philosophie postmoderniste, est passée pratiquement inaperçue chez nous, en dehors du cercle étroit des théoriciens de l'histoire.[1149] »

De fait, postmodernisme, *linguistic turn*, histoire croisée ou globale, sont autant de notions qui, si elles ont suscité des débats et discussions chez les historiens de par le monde[1150], n'ont suscité que peu de réactions parmi les historiens polonais du temps présent. L'adjectif

[1148] Compte-rendu d'observation, conférence de Łódź, 8-10 décembre 2010.
[1149] R. Stobiecki, *Historiografia PRL*, *op. cit.*, p. 209.
[1150] Voir par exemple, dans le cas français, Gérard Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, 1996.

« postmoderne », s'il est par exemple parfois cité (le plus souvent péjorativement), n'est jamais clairement défini. La réflexion sur ces sujets semble abandonnée aux historiens de l'historiographie, qui font office de théoriciens de l'histoire. Il est d'autant plus délicat d'expliquer ce relatif isolement de l'histoire polonaise du temps présent sur la scène internationale, que la rareté des prises de position sur ces débats internationaux ne permet pas de déterminer si cette ignorance est volontaire ou non. Il nous semble toutefois que ces débats, tout comme celui autour de la « fin de l'histoire », ont pu être perçus, à tort ou à raison, comme risquant de remettre en cause non seulement la conception positiviste de l'histoire, mais aussi le récit national[1151]. Les pays d'Europe occidentale sont souvent perçus par certains intellectuels conservateurs comme porteurs de valeurs contradictoires avec des éléments considérés comme constitutifs de la culture politique polonaise, à commencer par le christianisme. Par ailleurs, la construction du récit national a été peu remise en cause dans l'historiographie polonaise. Il n'y a pas eu, par exemple, de déclinaison polonaise des travaux de Thiesse, Hobsbawm ou Anderson consacrés à la construction des identités nationales[1152]. Ce constat est à mettre en lien avec la position périphérique de la Pologne en Europe, mais aussi avec le rôle dévolu aux historiens, au récit national et à ses mythes, dans un pays dont l'indépendance a été contrariée dans l'histoire récente. Les propos rapportés ci-après et les observations développées au chapitre 6, au sujet des argumentaires déployés par les tenants de la politique historique au milieu des années 2000, dans le contexte de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, nous semblent aller dans ce sens. L'isolement de l'histoire polonaise du temps présent est sans doute encore renforcé par le fait que la situation périphérique du pays se traduit également par un moindre intérêt des historiens et des chercheurs étrangers pour la Pologne, à quoi s'ajoutent des difficultés linguistiques : hormis quelques articles, très peu de travaux d'historiens polonais sont traduits dans d'autres langues.

La conception positiviste de l'histoire, qui tend à mettre à distance les concepts et modèles d'analyse, soupçonnés de véhiculer des présupposés idéologiques, laisse paradoxalement une large place aux valeurs (morales, politiques ou religieuses) supposées guider l'historien dans sa recherche de la vérité. Certains historiens, aux opinions généralement anticommunistes, revendiquent ainsi une écriture de l'histoire s'appuyant sur

[1151] Portnov note qu'en Ukraine, « autant les critiques que les défenseurs du "postmodernisme" ukrainien considéraient qu'il s'agissait de l'antithèse du "positivisme", c'est-à-dire d'une histoire *exclusivement descriptive*, orientée vers la reconstitution et s'attelant à montrer "ce qui s'était réellement passé". » Cf. A. Portnov, « Soviétisation et désoviétisation de l'histoire en Ukraine », art cit, p. 118−119.

[1152] Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales : Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2001 ; Eric John Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780 : programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1997 ;

une vision du monde plus ou moins définie. L'histoire vraie ne se résume donc pas à une approche platement factuelle, mais peut reposer sur des présupposés normatifs plus ou moins explicitement assumés. Nous avons déjà évoqué, au chapitre précédent, comment Wojciech Roszkowski entendait puiser l'inspiration de son travail d'historien dans « le décalogue et la démocratie », une position qui n'est pas isolée en Pologne. Stobiecki relève ainsi que « vérité devient synonyme de valeurs » :

« Dans cette situation, l'image de l'histoire devient donc une arène de confrontation entre systèmes axiologiques, et donc un conflit idéologique. Devient "vrai" ce qui s'adapte au catalogue de valeurs correspondant à la vision du monde de l'historien. S'il considère la tradition de gauche comme synonyme de mal, cette constatation devient la directive de sa démarche de recherche. Rien de surprenant, donc, à ce que pour une partie des participants au débat historique sur l'histoire récente de la Pologne, la Pologne populaire ne soit rien d'autre que l'incessante confrontation entre "un pouvoir mauvais, étranger et totalitaire" et "une société esclave, pénétrée par l'idée de résistance".[1153] *»*

Pour Stobiecki, il s'agit alors moins de raconter l'histoire « comme elle s'est réellement passée » que « comme elle devrait être ». La revendication de la pratique d'une histoire vraie va ainsi de pair avec le sentiment, chez certains spécialistes de la Pologne populaire, d'un devoir de vérité qui s'apparente à un devoir de mémoire. Antoni Dudek, dont nous avons rapporté plus haut les propos, considère ainsi qu'il répond à une « injonction à caractère moral » en travaillant sur la Pologne populaire. Ce type de prise de position va parfois de pair avec une forme de sociologie spontanée, qui perçoit la nostalgie pour la PRL comme une maladie héritée de l'ancien régime, une survivance de l'*homo sovieticus*.

« Les fanatiques de Gierek en Pologne et d'Honecker en Allemagne forment un groupe irréformable, vivant de souvenirs sélectionnés et hermétiques à tout argument rationnel. Leur conscience historique a été infectée par la nostalgie pour la petite stabilisation[1154] *communiste et de ce point de vue, ils sont incurables. De plus, cette maladie a un caractère héréditaire et même si le virus sera plus faible dans les générations suivantes, je peux très bien m'imaginer que dans une dizaine d'années, un étudiant cherchera à me convaincre – suivant les traces des comparaisons favorites de Gomulka – que du temps de la PRL, la Pologne a accompli un immense bon en avant au niveau de la production, de la fusion, de l'extraction et Dieu sait quoi encore. Ou bien, prenant en compte le nombre de théâtres, de centres culturels, ou le nombre moyen de livres, que la 3e République est un désert culturel et intellectuel comparé à la PRL. Et je ne préfère pas parler des futurs défenseurs du "moindre mal" du 13 décembre*[1155]*, ou de la légende blanche de la "table ronde".*[1156] *»*

Ici se donne donc à voir une conception de l'histoire (ou « mémoire historique ») comme devant servir à transformer la « mémoire vive » de la société, afin d'en effacer les survivances

---

Benedict Anderson, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002.

[1153] R. Stobiecki, « Reaktualizacja mitu historii "prawdziwej" w historiografii polskiej po 1989 r. », art cit. Les propos rapportés sont ceux de Tomasz Strzembosz.

[1154] L'expression « petite stabilisation » (*Mała stabilizacja*) désigne la période de gouvernement de Gomułka, à partir de 1956.

[1155] 13 décembre 1981, date du début de l'état de guerre.

[1156] « Jak pisać o komunizmie », *Arcana*, art. cit., p. 12-13.

de l'ancien-régime[1157]. Ces survivances peuvent être définies bien plus largement que la seule nostalgie :

« Lorsque je m'assois dans un train de la compagnie d'État, j'ai l'impression que je reviens au pays de la PRL. Les services de santé, c'est aussi une relique de la PRL, bien que nous ayons de nouveaux médicaments, de nouvelles installations, du point de vue de la gestion et de l'organisation, c'est toujours la PRL. Il y a quelques autres exemples, comme la façon de penser dans les administrations. Certains comportements sociaux, le fait d'attendre que l'État donne, fasse quelque chose pour les citoyens – c'est aussi la PRL.[1158] »

A cet égard, l'objectif politique dévolu à l'histoire n'est pas sans rappeler celui qui prévalait dans les instances du PZPR : contribuer à transformer la société. Néanmoins, la mémoire négative d'une histoire au service du Parti sous l'ancien régime est toujours présente au sein de la discipline après 1989. Ce qui amène Dudek, qui s'exprime dans une revue (*Arcana* qui a succédé à *Arka*) considérée comme l'un des creusets intellectuels de la droite anticommuniste et nationaliste, à mettre en garde ceux qui partageraient ses vues. Il ne s'agit pas pour lui de mener une « croisade idéologique », selon ses propres mots, mais de convaincre les réticents en écrivant de manière objective. Ne surtout pas faire de l'histoire une arme au service de la lutte politique. A travers ces propos se donne à voir toute l'ambiguïté de la pratique du métier d'historien du temps présent en Pologne, entre devoir de mémoire et donc, de condamnation morale de l'ancien régime, et affirmation de l'autonomie d'une discipline qui refuse d'être réduite à une science auxiliaire du politique.

La condamnation morale de l'ancien régime a cependant tôt de fait de déboucher sur des prises de position anticommunistes de la part de certains protagonistes de ces débats. A l'image des prises de position de Tomasz Strzembosz, spécialiste de l'histoire de la résistance anticommuniste sur les territoires polonais occupés par l'URSS de 1939 à 1941, très investi dans le mouvement scout et renvoyé de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences au début des années 1980, en raison de ses engagements dissidents. Strzembosz, qui est issu d'une famille où l'engagement patriotique semble prégnant[1159], enseigne ensuite à l'université catholique de Lublin, avant de rejoindre l'Institut d'études politiques de l'Académie en 1992. Bien que ses recherches ne portent pas sur la République populaire de Pologne, il fait partie des publicistes les plus actifs dans les débats sur cette période. Dans une discussion intitulée

[1157] Nous reprenons ici les notions de « mémoire historique » et de « mémoire vive », selon la définition qu'en donnent Lavabre et Gensburger : Marie-Claire Lavabre et Sarah Gensburger, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : la sociologie de la mémoire comme tierce position » dans Bertrand Müller (dir.), *L'histoire entre mémoire et épistémologie*, Lausanne, Payot, 2005, p. 75−96.

[1158] « O PRL-u? Odważnie i bez nudy! Rozmowa z prof. Antonim Dudkiem », *Histmag*, art. cit.

[1159] Son père était collaborateur du gouvernement de Londres et a combattu durant l'insurrection de Varsovie ; sa mère s'est engagée comme infirmière lors de la guerre polono-bolchévique de 1920. Voir à ce sujet Magdalena Bajer, *Rody uczone: kreski do szkicu*, Warszawa, Pologne, Fundacja na Rzecz Nauki Polskiej, 2013, p. 433-439. Son frère, juriste, a présidé l'équipe de *Solidarność* consacrée à la réforme du droit et de la justice lors des Accords de la table ronde en 1989, puis la Cour suprême polonaise de 1990 à 1998.

« Comment écrire sur le communisme ? Comment écrire sur la PRL ? », cet historien répond qu'« il ne suffit pas de décrire, il faut avertir, immuniser, se prémunir de cette peste. Ce sont les obligations des historiens polonais d'aujourd'hui, mais aussi des publicistes, des penseurs et des politiques.[1160] » Dans la même discussion, Tomasz Wituch dresse un « Bilan national du 20e siècle » dont il tire un programme politique très explicite :

« Il est plus que temps de prendre conscience du point où nous nous trouvons. Le temps d'un bilan approfondi est venu. […] Nous ne pouvons en aucun cas compter sur l'aide de l'Ouest sur ce point. Là-bas [à l'Ouest], la connaissance de la condition contemporaine est encore plus faible, et ils sont considérablement plus éloignés que nous d'un retour à la normalité et aux principes. Nous devons rejeter et nier radicalement toute la tradition de gauche – à commencer par le jacobinisme. Parce que cette tradition et cette mentalité sont en contradiction avec les fondements de notre identité – catholique, chrétienne, polonaise et nationale, mais aussi latine et occidentale. Il s'agit d'un impératif urgent et absolu. […] Nous ne nous libérerons pas, intellectuellement, moralement et donc politiquement, tant que nous ne visualiserons pas pleinement ce qui nous asservit.[1161] »

Commentant ces propos, Rafał Stobiecki en déduit qu'aux yeux de l'auteur, tout ce qui est « bon », dans l'histoire polonaise, est lié au catholicisme, au christianisme, à la nation, à la civilisation occidentale, et tout ce qui est « mauvais » est associé aux valeurs de gauche. Un tel discours de condamnation symbolique du communisme et, par extension, de tout un courant de pensée révolutionnaire dont les origines remontent à la Révolution française, présente des similitudes avec les thèses défendues peu ou prou à la même époque par des auteurs comme François Furet[1162] et Stéphane Courtois, dont le *Livre noir du communisme*, traduit en polonais en 1999, comprend un chapitre consacré à la Pologne rédigé par Andrzej Paczkowski[1163]. Mais aussi avec la thèse d'Ernst Nolte, selon lequel la violence nazie aurait constitué une réaction à la violence soviétique, inaugurant de vifs débats, connus sous le nom de « querelle des historiens » (*Historikerstreit*) en Allemagne à la fin des années 1980. Furet, Courtois et Nolte, dont les prises de position ne se confondent pas, ont néanmoins en commun d'avoir contribué à construire des représentations négatives du communisme, alimentant ainsi les discours anticommunistes[1164]. Même si les auteurs polonais font rarement explicitement référence au *Historikerstreit* allemand ou au livre de Courtois, ils constituent la toile de fond intellectuelle de leurs discussions, notamment pour ce qui concerne la mise en équivalence du nazisme et du communisme. Dans la discussion précitée sur l'écriture de l'histoire du communisme en Pologne, Strzembosz considère par exemple qu'en créant la SS, Hitler n'a

[1160] « Jak pisać o komunizmie », *Arcana*, art. cit., p. 7.
[1161] Tomasz Wituch, « Narodowy bilans XX wieku » [Bilan national du 20e siècle], *Arcana*, n° 2, 1999, p. 25.
[1162] François Furet, *Le passé d'une illusion : essai sur l'idée communiste au 20e siècle*, Paris, Le Grand Livre du Mois, 1995.
[1163] Stéphane Courtois (dir.), *Le livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1998.
[1164] Enzo Traverso, « De l'anticommunisme », *L'Homme et la société*, 2001, vol. 2, n° 140−141, p. 169−194.

fait que copier Dzerjinski, fondateur de la Tchéka[1165]. Mais il y a plus. Se donne également à voir dans les propos de Wituch une perception de l'Europe occidentale comme s'éloignant de ses racines identitaires, notamment chrétiennes, car la gauche y serait encore puissante, davantage que dans les pays de l'ancien bloc soviétique (au moment de la publication de ce texte, des ministres communistes participent aux gouvernements français et italien).

S'ils contribuent et sont régulièrement invités à contribuer aux débats sur l'écriture de l'histoire de la Pologne populaire après 1989, ni Strzembosz, ni Wituch, spécialiste de l'Italie, ne consacrent leurs travaux de recherche à cette période. Néanmoins, tous deux s'expriment au titre d'historiens, c'est-à-dire de savants, détenteurs d'un savoir expert. Ici, le statut d'historien autorise ces auteurs à intervenir dans ces débats pour y défendre des positions politiques, exprimées toutefois au nom d'une légitimité scientifique[1166].

Aussi, les récits historiques diffusés par les historiens sont loin de se résumer au seul discours savant (champ de diffusion restreint), mais englobent l'ensemble des discours tenus sur l'histoire par ceux qui se réclament du titre d'historien et interviennent dans le champ de diffusion large (et notamment les médias), où ils contribuent à la construction de représentations du passé. Faire de l'histoire savante c'est donc aussi s'engager intellectuellement, comme le faisaient les dissidents des années 1980. Stobiecki conclut ainsi :

« Comme en témoignent plusieurs des déclarations précitées, le danger de l'idéologisation de l'histoire n'a pas disparu avec la méta-science unique – le marxisme-léninisme. J'estime que les historiens y seront d'autant plus exposés qu'ils continueront à déclarer leur mépris pour la théorie en matière de recherche historique.[1167] »

Au début des années 1990, la revendication d'une histoire vraie va de pair avec une forte médiatisation des débats historiographiques. Cette médiatisation prolonge le fort intérêt pour l'histoire du temps présent dans les publications dissidentes des années 1980. Si plusieurs historiens de cette période constatent et parfois déplorent un moindre intérêt pour l'histoire après 1989, il n'en demeure pas moins que le débat historiographique, même lorsqu'il se fait entre historiens professionnels, se déroule alors essentiellement dans les colonnes de la presse[1168]. L'intérêt du grand public pour une histoire débarrassée des falsifications de l'époque communiste rencontre ici les préoccupations des historiens. De fait,

---

[1165] « Jak pisać o komunizmie », *Arcana*, art. cit., p. 6.

[1166] Comme le fait remarquer Enzo Traverso, « tout travail historique véhicule aussi, implicitement, un jugement sur le passé » : Enzo Traverso, *Le passé, modes d'emploi : histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005, p. 76.

[1167] R. Stobiecki, « Reaktualizacja mitu historii "prawdziwej" w historiografii polskiej po 1989 r. », art cit.

[1168] Paweł Machcewicz, *Spory o historię 2000-2011*, [Conflits sur l'histoire, 2000-2011], Kraków, Wydawnictwo Znak, 2012.. De même Andryi Portnov constate que dans l'Ukraine des années 1990, « le rôle principal dans la démocratisation de l'histoire et dans la mise au jour des "taches blanches" était tenu non pas par des revues historiques mais par des revues de lettres ou culturelles. », cf. A. Portnov, « Soviétisation et désoviétisation de l'histoire en Ukraine », art cit, p. 107.

l'approche par l'histoire vraie est assez bien ajustée aux demandes et interrogations des journalistes et du grand public : que s'est-il réellement passé ? Qui est coupable ? Qui est complice ? Qui a lutté pour l'indépendance ? Une forme de pression sociale s'exerce alors sur les historiens du temps présent, pour qui la tentation est grande de confirmer le sens commun sur « l'héroïsme, le martyr, la trahison des alliés », ce que Krystyna Kersten perçoit comme un danger plus difficile à surmonter que la pression politique exercée par le pouvoir[1169]. L'accès soudain à des archives auparavant inaccessibles, sauf à une poignée d'initiés, renforce alors la tentation de rechercher le scoop avec la publication rapide des documents les plus susceptibles d'être relayés par les médias et de rencontrer l'intérêt du public[1170], voire d'instrumentaliser les dossiers des services de sécurité dans la compétition politique (cf. section II). L'évolution de l'histoire du temps présent vers une histoire vraie, caractérisée tant par une approche positiviste et factuelle, que par un discours normatif sur les valeurs qui tend à remplacer la conceptualisation, est toutefois progressive. Au cours des années 1990, la discipline est agitée par un ensemble de « grandes questions », selon une formule d'Andrzej Friszke, qui traduisent une interrogation sur la façon de qualifier l'ancien régime.

I.2.B. La question de la qualification de la République populaire de Pologne et de sa place dans l'histoire de Pologne :

Auteur de plusieurs articles de synthèse sur l'historiographie de la Pologne populaire (PRL), Andrzej Friszke identifie trois questions auxquelles les historiens ont cherché à répondre, au cours des années 1990[1171] : La PRL était-elle indépendante de l'Union soviétique, ou non ? Était-ce un régime totalitaire ? Ce régime a-t-il contribué à moderniser la Pologne, sur le plan économique et social, ou bien a-t-il ralenti son développement ? Ces questions témoignent bien du souci des protagonistes de ces débats – historiens, mais aussi publicistes (journalistes, intellectuels ou hommes politiques) – de caractériser le régime, dans le contexte de transition démocratique. Notre propos ici n'est pas de résumer ces débats en détaillant les prises de position des différents protagonistes, qui s'opposent moins sur la

[1169] Krystyna Kersten, « Oblicza prawdy », entretien donné en 1993 à *Rzeczpospolia*, reproduit in K. Kersten, *Pisma rozproszone*, *op. cit.*, p. 26−28.

[1170] Voir par exemple ce que dit Paczkowski au sujet des premiers travaux portant sur les archives des services de sécurité communiste, qui sont essentiellement des éditions de sources. Cf. Andrzej Paczkowski, « Les archives de l'appareil de sécurité de la République populaire de Pologne en tant que source », *Genèses*, 2003, vol. 52, n° 3, p. 58−79.

[1171] Andrzej Friszke, « Jakim panstwem była Polska po 1956 roku? » [Quel était la nature de l'État polonais après 1956 ?], *Więź*, 1996, n° 2, p. 131−146 ; A. Friszke, « Spor o PRL w III Rzeczypospolitej (1989-2001) », art cit.

nature de leurs réponses que sur les nuances qu'ils y apportent. Les réponses à ces questions, telles qu'elles se dégagent des textes de Friszke et des débats précédemment évoqués, peuvent être résumées ainsi :

- La PRL présente des caractéristiques totalitaires, notamment à travers la volonté de ses dirigeants de contrôler de larges secteurs de la société et le recours à la terreur d'État. Néanmoins, ces caractéristiques sont présentes avec plus ou moins d'intensité selon les périodes : si la plupart des acteurs s'accordent pour décrire ainsi les années du stalinisme (1947-1956), la qualification du régime en tant que totalitaire est plus discutée dans le cas des périodes ultérieures. Bien qu'elle soit utilisée par de nombreux auteurs, la notion de totalitarisme est rarement utilisée autrement que comme un moyen de marquer sa désapprobation à l'égard de l'ancien régime[1172].
- La PRL n'était pas un État souverain, car placé sous la dépendance de l'Union soviétique. Les principales décisions, par exemple en matière de politique étrangère, étaient prises à Moscou. Le régime politique de la PRL s'apparente de ce point de vue à d'autres États à la souveraineté limitée, tels que les satellites du Troisième Reich (France de Vichy, Hongrie, Pays-Bas). Là aussi, le degré d'indépendance du régime est jugé variable selon les époques[1173]. Les discussions sur le degré de dépendance du PZPR vis-à-vis de Moscou s'achèvent généralement par un constat : faute d'avoir accès aux archives soviétiques, la question ne peut pas être tranchée.
- La période 1944-1989 a certes été celle d'une transformation d'ampleur des structures économiques et sociales de la Pologne (industrialisation, massification de l'enseignement, réduction des écarts de niveaux de vie), mais les discussions portent sur le fait de savoir si la Pologne aurait connu un développement économique plus favorable si le pays avait connu un autre type de régime politique. A cet égard, les performances économiques de long terme de la Pologne sont souvent comparées à celles d'autres pays n'ayant pas connu de régime de type soviétique. Comme la Grèce, dont les indicateurs macroéconomiques sont à peu près au même niveau que ceux de la Pologne en 1938, mais sensiblement supérieurs à la fin des années 1980.

[1172] Sur ce dernier point, voir Marcin Zaremba et Blażej Brzostek, « Polska 1956–1976 : w poszukiwaniu paradygmatu », *Pamięć i Sprawiedliwość*, 2006, n° 2, p. 25–37.

[1173] Friszke en donne plusieurs exemples : en 1976, la réforme constitutionnelle mentionnant l'amitié avec l'URSS serait une initiative de Varsovie, sans pression de Moscou. En août 1980, Gierek aurait choisi d'ignorer la suggestion soviétique de recourir à la force contre les grévistes de Gdańsk, préférant entamer des pourparlers qui débouchent sur la création de *Solidarność*. En revanche, les soviétiques auraient par la suite exercé de fortes pressions sur la direction du PZPR afin qu'elle durcisse la confrontation avec le syndicat, et contribué à l'introduction de l'état de guerre. Cf. A. Friszke, « Spor o PRL w III Rzeczypospolitej (1989-2001) », art cit, p. 17.

Plutôt que d'examiner en profondeur les différentes lectures de l'histoire de la Pologne populaire qui se donnent à voir à travers ces débats, nous cherchons ici à rapporter ces prises de position divergentes aux positions et trajectoires, tant académiques que politiques, qui caractérisent leurs auteurs. Ce faisant, il s'agit de montrer ce que ces débats disent des oppositions qui structurent l'espace de production de l'histoire savante, au-delà du simple constat de l'existence d'interprétations divergentes. Les prises de position historiographiques, mais aussi les conceptions du métier d'historien qui se donnent à voir à travers elles, doivent en effet beaucoup aux trajectoires personnelles de ceux qui les expriment[1174].

La discussion qui se déroule, entre mai 1994 et novembre 1995, dans l'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny*, l'un des rares organes de presse indépendants en Pologne populaire, offre un condensé des débats consacrés au passé communiste dans les années 1990. Des années plus tard, elle continue à être considérée comme emblématique des débats historiographiques de l'époque[1175]. Ces textes ont été publiés dans un recueil intitulé *Spór o PRL* (« Le conflit sur la PRL »), paru en 1996[1176]. Leurs auteurs sont principalement des historiens, parmi lesquels se retrouvent les principaux spécialistes de cette période, en poste à l'université de Varsovie ou à l'Académie des sciences (Eisler, Kersten, Paczkowski, Friszke, Kula, Holzer, Roszkowski), pour la plupart engagés au côté de *Solidarność*. Mais aussi des profanes, comme Jerzy Turowicz, directeur de publication de *Tygodnik Powszechny* depuis 1945[1177], et Jan Nowak Jeziorański, ancien combattant de l'Armée de l'Intérieur (AK), émigré en Angleterre après-guerre où il travaille comme journaliste pour la BBC et *Radio Free Europe*.

Le contexte de cette discussion est significatif de l'époque : les élections législatives de 1993, les premières à se dérouler dans le cadre d'un scrutin entièrement libre après les élections de 1989, sont remportées par l'Alliance de la gauche démocratique (*Sojusz Lewicy Demokratycznej*, SLD). Ce parti, qui se revendique social-démocrate, est l'héritier du PZPR et accueille en son sein de nombreux anciens dirigeants de ce parti, à commencer par Aleksander Kwaśniewski, ancien ministre de la Jeunesse sous Jaruzelski, qui devient Premier ministre en 1993. Le SLD gouverne alors en coalition avec un autre parti qualifié de postcommuniste, le

[1174] Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992.
[1175] Andrzej Czyżewski, « Historycy polscy wobec destalinizacji - proba analizy postaw (Les historiens polonais face à la déstalinisation) » dans Andrzej Wierzbicki (dir.), *Klio polska. Studia i materialy z dziejow historiografii polskiej po II wojnie swiatowej*, Varsovie, Neriton, 2008, vol.3, p. 12−13.
[1176] Marta Fik (dir.), *Spór o PRL*, Cracovie, Znak, 1996.
[1177] Avec toutefois une interruption de trois ans entre 1953 et 1956, après qu'il ait été démis de ses fonctions pour avoir refusé de publier une nécrologie de Staline.

parti paysan PSL, héritier du ZSL d'avant 1989[1178]. Cet événement est analysé par de nombreux commentateurs, locaux comme étrangers, en termes de « retour » des anciens communistes au pouvoir, perçu avec d'autant plus d'angoisse que les élections hongroises de 1994 débouchent sur un résultat similaire, laissant craindre une remise en cause des processus de transition démocratique entamés en 1989. Pour les responsables politiques et les intellectuels issus de *Solidarność*, cet événement est perçu comme une conséquence de la division des partis politiques issus des oppositions à l'ancien régime[1179]. La passation de pouvoir négociée avec le PZPR à l'occasion des « Accords de la table ronde », mais aussi l'absence de politique de décommunisation (voir infra) sont alors pointées comme des erreurs stratégiques par la droite anticommuniste. La discussion initiée par l'hebdomadaire catholique porte donc sur la signification historique de la Pologne populaire, mais aussi sur son héritage dans la Pologne contemporaine.

La discussion sur le passé se confond ici pour partie avec une discussion sur la situation politique présente. Les protagonistes extérieurs au monde savant défendent alors les positions les plus explicitement hostiles à l'ancien régime. Introduisant le débat, Turowicz justifie la nécessité de procéder à une évaluation de la PRL par la victoire du SLD à l'occasion des élections législatives de 1993. Entretenir la mémoire de la Pologne populaire et de sa nature dictatoriale devrait à ses yeux permettre de prévenir toute tentative de « réhabilitation » politique de l'ancien régime[1180]. C'est donc un discours en faveur d'un devoir de mémoire, prêtant à la mémoire, transmise via l'institution scolaire en particulier, la vertu de former des citoyens plus alertes et plus attachés aux valeurs démocratiques. Ce cadrage renvoie aux prises de position sur le communisme évoquées précédemment, mais est aussi caractéristique du discours porté par les promoteurs de la politique historique au milieu des années 2000 (cf. chapitre 6). Afin d'empêcher la réhabilitation, ou pire, la restauration de l'ancien régime, Turowicz se livre à un appel en faveur de la décommunisation :

« La décommunisation, c'est avant tout la reconstruction de la démocratie et de l'État de droit. Et donc la fin de l'anarchie, l'adoption d'une nouvelle constitution, une réforme approfondie de l'ensemble du système juridique. La décommunisation, c'est l'auto-libération de la société, et donc la construction d'une société citoyenne et l'autonomie démocratique de cette société. La décommunisation, c'est enfin le processus difficile et de long terme de réparation des destructions que des années de communisme ont fait à la mentalité de la société, la défalsification de sa conscience, l'effacement des réminiscences de ce que l'on a nommé avec raison l'homo sovieticus.[1181] *»*

[1178] Sur l'histoire de ce parti, voir Frédéric Zalewski, *Paysannerie et politique en Pologne : trajectoire du parti paysan polonais du communisme à l'après communisme, 1945-2005*, Paris, Michel Houdiard, 2006.
[1179] Sur la partisanisation de la compétition politique en Pologne voir Jérôme Heurtaux, *Une partisanisation controversée : Codification de la compétition politique et construction de la démocratie en Pologne (1989-2001)*, Thèse de doctorat, Université du droit et de la santé, Lille, France, 2005, 721 p.
[1180] Jerzy Turowicz, « PRL dla dorosłych » [La PRL pour les adultes], in *Spór o PRL*, *op. cit.*, p. 176-177.
[1181] *Ibid.*, p. 185-186.

Ce qui passe selon lui par l'adoption d'une loi de lustration, c'est-à-dire d'épuration des collaborateurs de l'ancienne police politique (cf. section II). Une autre thèse anticommuniste classique se retrouve dans l'argumentaire de Nowak-Jeziorański, qui souligne la nature « étrangère » de la Pologne populaire. Les communistes polonais sont ainsi assimilés à des « agents soviétiques » œuvrant à l'encontre de l'intérêt national. Dans cette perspective, l'interprétation défendue repose sur une double opposition : entre l'État et la société, selon une grille de lecture typique de la vulgate totalitaire, mais aussi entre le national et l'étranger.

« Je suis tombé quelque part sur l'opinion d'un historien, selon laquelle puisque l'on condamne les ubeks[1182] *qui ont assassiné des soldats de l'AK*[1183] *après-guerre, il faudrait aussi condamner les soldats de l'AK qui ont assassiné des ubeks. On omet dans cette équation le fait essentiel que l'Armée populaire et les services de sécurité étaient des instruments de l'Union soviétique, brisant la résistance populaire face à la mise en esclavage de l'État.*[1184] *»*

Ce type d'interprétation est plus courant chez ceux qui, comme Turowicz et Nowak-Jeziorański, sont à la fois profanes et ont un passé d'opposants au régime de la Pologne populaire. Mais il se retrouve également dans le monde savant. Wojciech Roszkowski, dont les travaux sont caractérisés par un fort anticommunisme (cf. chap. 4), exprime un point de vue similaire dans ce débat, considérant le « système » de la PRL comme un monolithe uniforme tout au long de la période :

« Il y a des périodes plus ou moins bonnes, mais il y a avant tout des systèmes plus ou moins bons. Le système politique de la PRL fut l'un des pires possible. Il était basé sur la dictature d'un petit groupe de révolutionnaires professionnels, soumis au Kremlin et réalisant ses plans via l'appareil centralisé du Parti et des forces de coercition.[1185] *».*

Se donne ici à voir une conception de la PRL que Stobiecki qualifie de « statique et anhistorique », comme si le régime était demeuré inchangé au cours de son existence. Dans cette perspective, la césure de 1956, au-delà de laquelle la plupart des spécialistes considèrent qu'il est discutable de qualifier la PRL de régime totalitaire, est analysée comme un simple changement de la forme prise par l'occupation étrangère, moins évidente et plus « camouflée »[1186]. La conception de la PRL en tant que régime imposé de l'étranger

[1182] Nom formé à partir des initiales UB, pour *Urząd Bezpieczeństwa* (Office de sécurité), nom des services de sécurité de la Pologne populaire, de 1944 à 1956.
[1183] *Armia Krajowa* (Armée de l'Intérieur).
[1184] Jan Nowak-Jeziorański, « Gigantyczne oszustwo » [La grande supercherie], in *Spór o PRL, op. cit.*, p. 77.
[1185] Wojciech Roszkowski, « Wczoraj czy dziś ? » [Aujourd'hui ou demain ?], in *Spór o PRL, op. cit.*, p. 99.
[1186] R. Stobiecki, *Historiografia PRL, op. cit.*, p. 318. Un telle représentation des anciens régimes communistes comme reposant sur la coercition et imposés par une puissance étrangère n'est pas non plus propre à la Pologne, mais au contraire répandue dans la plupart des pays de la région. Voir notamment Péter Apor, « Eurocommunism Commemorating Communism in Contemporary Eastern Europe », *Eurhistxx. The European Network for Contemporary History*, 2007.

s'accompagne souvent d'une présentation de la société polonaise comme résistant de manière héroïque à un pouvoir oppresseur :

« Grâce aux ouvriers, les grandes explosions des années 1956, 1970, 1980 ont débouché sur les changements successifs des équipes dirigeantes. Chacune de ces dates a été le début d'un nouveau chapitre et chacune a conduit à une extension de la marge de liberté. […] Aucune autre nation n'a payé un prix aussi cruel et aussi élevé pour retrouver la liberté, aucune n'a démontré un tel esprit de sacrifice […].[1187] *»*

Significativement, l'auteur ne mentionne pas, dans son énumération des « grandes explosions » ayant conduit à la chute du régime de la Pologne populaire, l'année 1968. Pas plus que les mobilisations d'intellectuels, dont mars 1968 est précisément la plus importante (cf. chap. 4). Il s'agit-là d'une lecture de l'opposition à la Pologne populaire typique de la droite radicale issue de *Solidarność*, pour qui les intellectuels issus de la gauche « révisionniste » (Geremek, Kuroń, voire Michnik) ne sont pas de véritables opposants, car issus de la gauche et du PZPR. En lien avec la rhétorique anticommuniste, il s'agit ici de disqualifier non seulement les héritiers politiques de l'ancien régime, mais aussi ceux qui, parmi les anciens opposants à ce régime, ne sont pas considérés comme de véritables défenseurs des valeurs nationales. Le discours sur le passé a donc ici des résonances avec la politique au présent, puisque la droite conservatrice issue de *Solidarność* s'oppose à un « centre », parfois aussi qualifié de « libéral », correspondant à l'ancienne aile gauche du syndicat (cf. section II). Le lien avec la politique au présent se retrouve jusque dans le titre du texte de Nowak-Jeziorański, « De la 3e République à la seconde Pologne populaire », le « retour » des anciens communistes au pouvoir menaçant selon lui de faire advenir un régime politique similaire à l'ancien.

Des positions plus nuancées sont défendues par les historiens universitaires, notamment lorsqu'ils se réclament, comme Marcin Kula, d'une approche sociologique. Ce qui le conduit à critiquer le paradigme totalitaire et notamment l'opposition entre État et société, qui ignore les attitudes des différents groupes sociaux ayant servi le système ou en ayant bénéficié (élites politiques, fonctionnaires, officiers de police, syndicalistes). A cet égard, ses prises de position historiographiques sont très proches de celles exprimées par d'autres spécialistes de l'histoire sociale du communisme, tels que Sandrine Kott et Thomas Lindenberg, avec qui il a édité un ouvrage comparant la vie quotidienne en RDA et en Pologne populaire[1188] :

[1187] Jan Nowak-Jeziorański, « Od trzeciej Rzeczypospolitej do drugiej Polski ludowej » [De la Troisième République à la deuxième Pologne populaire], in *Spór o PRL*, *op. cit.*, p. 86.

[1188] Sandrine Kott, Marcin Kula et Thomas Lindenberg (dir.), *Socjalizm w życiu powszednim. Dyktatura a społeczeństwo w NRD i PRL*, [Le socialisme dans la vie quotidienne. Dictarure et société en RDA et PRL], Varsovie, TRIO, 2006.

« On dit que la PRL était un système "totalitaire". En effet, il n'était sûrement pas démocratique. Néanmoins un totalitarisme dans lequel des milliers de personnes se rendaient légalement à l'étranger, dans lequel au moins l'élite intellectuelle était up to date *avec la littérature publiée dans le monde, dans lequel dans de larges domaines de la vie sociale il n'y avait pas de peur généralisée... n'était peut-être pas vraiment totalitaire, pas vrai ? Je me risquerais même à en dire plus : la Pologne fut à la première place pour résister au communisme non pas parce qu'ici la situation était mauvaise, mais parce qu'elle n'était relativement pas mauvaise. […] L'élite gouvernement non seulement gouvernait mal, était perçue comme illégitime et n'était pas estimée, mais en plus elle ne suscitait pas la peur.*[1189] »

Signe qu'une telle prise de position est facilement soupçonnable de sympathies à l'égard de l'ancien régime, Kula conclut son texte en précisant qu'il n'écrit pas « en défense de la PRL », mais cherche à en pointer les ambivalences, en réponse à une *publicystyka* qu'il juge insuffisamment nuancée. En s'affranchissant de la chronologie politique et en s'attachant à montrer les mécanismes sociaux ordinaires qui caractérisent aussi les sociétés de type autoritaire, l'histoire sociale peut en effet entretenir une forme de nostalgie à l'égard de ces régimes, voire fournir des arguments à ceux qui entendent les réhabiliter[1190].

Le jugement porté sur la notion de totalitarisme ne se réduit cependant pas à une opposition entre histoire politique et histoire sociale, puisque les spécialistes de l'histoire politique de la Pologne populaire ayant pris part à cette discussion se montrent prudents dans l'usage de cette notion. La plus critique est Krystyna Kesten, pour qui l'emploi du qualificatif « totalitaire » interdit de voir la dynamique du système et ses évolutions[1191]. Elle consacre dès 1991 un long texte à « l'usage du concept de totalitarisme dans les recherches sur l'histoire de la PRL », considérant que la popularité de ce terme dans les travaux des historiens doit moins à son adéquation avec la réalité décrite, qu'à des raisons plus conjoncturelles[1192] : la nécessité de qualifier ce régime ; la connotation négative du terme de totalitarisme, qui était en phase avec le contexte politique de l'après-1989 ; la possibilité d'inscrire la PRL dans un cadre plus général et international[1193]. L'historienne considère cependant qu'il a manqué en Pologne « les éléments fondamentaux d'un système totalitaire », notamment car le recours à la violence physique par le pouvoir communiste en Pologne a été sans commune mesure avec la violence totalitaire soviétique : « On a déporté dans les profondeurs de la Russie des dizaines de milliers de personnes, mais on aurait pu en déporter deux, trois, quatre fois plus ou

[1189] Marin Kula, « Nieboszczka PRL. Ani dobra, ani mądra, ani piękna … ale skomplikowana » [La PRL décédée, ni intelligente, ni belle, mais compliquée], in *Spór o PRL, op. cit.*, p. 104-105.
[1190] Nolan montre par exemple comment une partie de la droite s'est appuyée, au cours du *Historikerstreit*, sur les acquis de l'*Alltagsgeschichte*, en en détournant certaines conclusions, dans sa révision de l'analyse du national-socialisme : Mary Nolan, « The Historikerstreit and Social History », *New German Critique*, 1988, n° 44, p. 51−80.
[1191] Krystyna Kersten, « Bilans zamknięcia », in *Spór o PRL, op. cit.*, p. 17-27
[1192] Krystyna Kersten, « O użyteczności konceptu totalitaryzmu w badaniach historii PRL » [Sur l'usage du concept de totalitarisme dans les recherche sur la PRL], in K. Kersten, *Pisma rozproszone*, *op. cit.*, p. 366−376.
[1193] *Ibid.*, p. 366.

davantage encore.[1194] » Considérant que « paradoxalement, il n'y a pas eu en Pologne de mouvement totalitaire, mais il y a eu un mouvement antitotalitaire », Kersten conclut : « Je serais inclinée à voir dans la PRL davantage de caractéristiques coloniales que totalitaires.[1195] » A l'inverse, l'approche sociologique ne garantit pas une mise à distance critique du paradigme totalitaire. Dans la discussion organisée par *Arcana* en 2000, le sociologue Jakub Karpiński évoque essentiellement la société polonaise sous l'angle de la violence et de la résistance au régime[1196].

Quant à la question de l'indépendance de l'ancien régime, les positions des universitaires sont là aussi plus nuancées que celles des publicistes. Holzer compare la situation de la Pologne vis-à-vis de l'Union soviétique après 1956 à celle des pays satellites du Troisième Reich. Eisler décèle des éléments de « partenariat » entre la Pologne et l'URSS après 1956. Paczkowski souligne l'indépendance de l'Église catholique et le maintien de la petite propriété agraire, qui ont ôté au pouvoir « le monopole sur les âmes et le monopole sur la propriété ». Friszke qualifie quant à lui la PRL de « partie autonome de l'empire soviétique » et fait, comme Kula, une analogie avec le royaume de Pologne au sein de l'empire russe de 1815 à 1839.

Les protagonistes de ce débat ont tous en commun d'appartenir à une génération ayant atteint l'âge adulte en Pologne populaire et dont la carrière académique a débuté avant 1989 : la plupart d'entre eux sont nés dans les années 1930 et 1940, les plus jeunes, Eisler et Friszke, étant nés respectivement en 1952 et 1956. Ils sont plus jeunes que les publicistes aux positions les plus hostiles à l'ancien régime : Turowicz est né en 1912 et Nowak-Jeziorański en 1914. Cette différence de génération fait qu'ils ont « connu de près », selon les mots de Nowak-Jeziorański, les débuts de la Pologne populaire et l'imposition forcée d'un régime de type soviétique en Pologne[1197]. Le fait d'avoir connu ou pas la période stalinienne expliquerait, selon lui, les différences de prises de position entre les différents protagonistes. A cette différence générationnelle s'ajoutent des différences de trajectoire politique, entre ceux qui ont été socialisés dans un environnement plutôt favorable au PZPR ou aux idéaux officiellement défendus par le Parti, comme Eisler, Holzer et Kersten, qui en furent tous trois membres avant de rejoindre *Solidarność*, ou Kula, dont les parents furent des membres actifs de l'Association des historiens marxistes. Et ceux qui à l'inverse, comme Roszkowski,

[1194] *Ibid.*, p. 373−374.
[1195] *Ibid.*, p. 376. Cette comparaison avec les systèmes coloniaux fait écho à l'approche défendue par T. Zarycki in Tomasz Zarycki, *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe*, London, Routledge, 2014.
[1196] « Jak pisać o komunizmie », *Arcana*, art. cit., p. 6-7.
[1197] Jan Nowak-Jeziorański, « Od trzeciej Rzeczypospolitej do drugiej Polski ludowej » art. cit., p. 78.

Strzembosz, Turowicz et Nowak-Jeziorański, ont pris une part active dans l'opposition à l'ancien régime, et se singularisent par des prises de position radicalement anticommunistes et un catholicisme revendiqué, davantage que les historiens compagnons de route de *Solidarność* comme Friszke ou Paczkowski. Les prises de position de ces historiens et publicistes sur le passé communiste de la Pologne se lisent donc également comme des prolongements de leurs prises de position politiques à cette époque.

Malgré les nuances et les discussions autour de la périodisation, la notion de totalitarisme fait donc un « étonnant retour » en tant que catégorie d'analyse, en Pologne comme dans beaucoup d'autres anciennes démocraties populaires[1198]. Ce que regrette Dariusz Jarosz, un autre tenant d'une histoire sociale de la Pologne populaire, spécialiste de la paysannerie, dans un texte publié en 2000, soit avant que le paradigme totalitaire ne soit encore renforcé par la production historiographique de l'Institut de la mémoire nationale (cf. chap. 6)[1199]. Jarosz juge d'autant plus négativement la grille d'analyse binaire entre « eux », le pouvoir et « nous », la société, qu'elle s'impose dans l'historiographie polonaise à un moment où elle apparaît relativement démonétisée aux yeux des historiens occidentaux, et où même certains de ses concepteurs du temps de la Guerre froide, comme Brzezinski et Friedrich, ont considérablement nuancé leur position[1200]. Qui plus est, ce succès du totalitarisme en tant que paradigme majeur, si ce n'est dominant, de l'historiographie du communisme en Pologne, ne s'est paradoxalement pas accompagné d'une ferme volonté de conceptualiser plus finement les cadres d'analyse de la part des historiens polonais. Pour Jarosz, ce succès du totalitarisme dans l'historiographie polonaise s'expliquerait par le fait que les historiens seraient trop enclins à répondre à la « commande sociale », « ce qui signifie le plus souvent davantage de possibilités d'obtenir des financements pour les recherches et les publications.[1201] »

« A mes yeux, la tâche la plus importante de ceux qui écrivent scientifiquement sur la PRL doit être de s'affranchir de l'omnipotence de la politique, comprise traditionnellement comme le centre d'intérêt des chercheurs. Personnellement, je parcours avec toujours plus d'ennui les travaux successifs se livrant à une exégèse des déclarations successives des membres du Bureau politique lors des plénums successifs du Parti, desquels il ressort que le camarade X, disant ceci et cela, avait autre chose à l'esprit. Ce qui est pire, c'est que certains, surtout les jeunes auteurs, ont des difficultés palpables avec l'analyse de la novlangue partisane et prennent ce que disent les camarades pour ce qu'ils voulaient réellement dire et – ce qui est encore pire – pour

[1198] Jay Rowell, « L'étonnant retour du "totalitarisme". Réflexions sur le"tournant" de 1989 et l'historiographie de la RDA », *Politix*, 1999, vol. 12, n° 47, p. 131−150 ; Michel Christian et Emmanuel Droit, « Écrire l'histoire du communisme : l'histoire sociale de la RDA et de la Pologne communiste en Allemagne, en Pologne et en France », *Genèses*, 2005, vol. 61, n° 4, p. 118−133.
[1199] « Jak pisać o komunizmie », *Arcana*, art. cit., p. 10.
[1200] *Ibid.*
[1201] « Jak pisać o komunizmie », *Arcana*, art. cit., p. 9.

ce qu'ils pensaient. Dans ce genre de travaux, comme dans beaucoup d'autres, il me manque ce qui est le plus important – les gens.[1202] »

Un constat similaire pourrait vraisemblablement s'appliquer à l'étude de bien d'autres régimes de type soviétique, comme le suggère Jay Rowell dans un texte sur les usages des archives de l'ex-RDA :

« *Comme une loi d'airain, les archives de la RDA s'appauvrissent en fonction de la proximité du centre décisionnel et du passage du temps. La frustration cède à l'ennui, lorsque le chercheur voit défiler des séries interminables de textes rédigés dans la plus pure "langue de bois" commentant des statistiques dont les catégories ne semblent pas être pertinentes pour écrire l'histoire d'une institution ou d'un groupe social. Au lieu de fournir des réponses au moins partielles aux questions et hypothèses énoncées par les recherches antérieures à 1989, l'accès aux documents "internes" semble au contraire avoir élargi l'espace d'interprétation, comme en témoignent la renaissance du paradigme totalitaire et le florilège d'étiquettes utilisées pour décrire la RDA.*[1203] »

Mais une histoire sociale des régimes communistes se heurte à des obstacles majeurs, notamment car elle épouse moins la demande sociale évoquée par Jarosz. De fait, les genres historiques rencontrent un succès inégal. A cet égard, l'attrait pour la synthèse, parmi les historiens spécialistes d'histoire politique, s'explique aussi par le succès de ce genre auprès du grand public. Czubiński, Roszkowski, Paczkowski, Eisler, mais aussi Friszke et Dudek ont tous publié et souvent réédité des synthèses consacrées à l'histoire du temps présent.

Si la confrontation entre historiographie officielle et historiographie dissidente perd de son sens après 1989, elle se prolonge et se renouvelle d'une certaine façon à travers les luttes d'interprétation ayant pour objet la nature du régime communiste. Celles-ci opposent les tenants d'une approche avant tout dénonciatrice de l'ancien régime, à ceux qui cherchent désormais à en produire une analyse plus nuancée, et donc plus autonome des enjeux politiques liés à l'écriture de cette histoire. A la faveur du changement de régime politique, les historiens dissidents ou sympathisants de la dissidence, qui occupaient des positions dominées ou périphériques, avant 1989, deviennent dominants dans l'espace de production historiographique. Outre leurs propres engagements politiques, cette évolution a été favorisée par un déplacement de la hiérarchie des objets légitimes, concomitant de la « transition démocratique ». Ce déplacement favorise le développement d'une histoire politique de la Pologne populaire et rapproche les historiens du temps présent de discours à connotation morale et normative, plus compatibles avec la demande de judiciarisation du passé communiste qui émerge parallèlement dans le champ politique.

[1202] *Ibid.*

[1203] Jay Rowell, « Quand les archives ne parlent pas : quelques remarques sur l'usage des archives de la RDA », texte non publié, p. 2.

Section 2. Solder les comptes du communisme, une nouvelle contrainte hétéronome :

Les sorties de régimes autoritaires sont propices au déploiement de politiques de justice transitionnelle, entendue comme un ensemble de mesures juridiques et judiciaires qui, après un changement de régime, visent à rendre justice aux individus dont les droits civils et politiques ont été violés par l'ancien régime[1204]. C'est le cas dans le contexte de la chute du bloc soviétique[1205], mais aussi dans d'autres contextes historiques et politiques, comme en Espagne ou en Amérique du Sud[1206]. Ce ne sont pas ces processus en tant que tels qui nous intéressent ici, mais plutôt la façon dont les discours en faveur de la criminalisation, judiciaire et symbolique, de la République populaire de Pologne (PRL) contribuent à définir le rôle dévolu à l'histoire et aux historiens dans ce qu'Andrzej Paczkowski décrit comme une « guerre civile » :

« D'une façon ou d'une autre, depuis 1990 (avec des antécédents remontant à l'époque de "l'opposition d'avant août" [1980]), se déroulent actuellement en Pologne deux "guerres civiles pour la tradition" : l'une, qui se déroule à une large échelle, est "l'ancienne guerre" entre les postcommunistes et leurs anciens opposants ; l'autre – encore "plus civile", si l'on peut dire – entre différents courants de l'ancien camp anticommuniste. Elle connaît son apogée sur le terrain purement politique, mais est toujours très liée au passé de la PRL.[1207] »

Sur le plan judiciaire, cette criminalisation prend, dans la plupart des anciens États du bloc soviétique, deux formes complémentaires. Des politiques de lustration, définies comme la vérification du passé des candidats à d'importantes fonctions politiques ou administratives, auxquelles il leur est interdit d'accéder lorsqu'il est prouvé qu'ils ont collaboré avec les services de sécurité de l'ancien régime. Et des politiques de décommunisation, consistant à exclure de ces mêmes fonctions les dirigeants des anciens partis communistes. En pratique, ces deux types de politiques sont souvent liés dans le débat public, mais ils font l'objet de législations distinctes. Par extension, les différentes mesures visant à marquer une rupture

[1204] Pour une mise en perspective de la littérature sur la justice transitionnelle, voir Liora Israël et Guillaume Mouralis (dir.), *Dealing with wars and dictatorships: legal concepts and categories in action*, The Hague, Springer, 2014.

[1205] Voir notamment : Lavinia Stan (dir.), *Transitional justice in Eastern Europe and the former Soviet Union: reckoning with the Communist past*, London, Routledge, 2009.

[1206] Voir par exemple : « Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 3‑ 4, n° 111−112 ; Marcia Esperenza et Nina Schneider (dir.), *Legacies of State Violence and Transitional Justice in Latin America: A Janus-faced Paradigm*, Lexington Books/Rowman and Littlefield, 2015.

[1207] A. Paczkowski, « Les archives de l'appareil de sécurité de la République populaire de Pologne en tant que source », art cit, p. 219.

avec l'ancien régime, par exemple la modification des noms de rues ou le déboulonnage de statues, sont souvent qualifiées de mesures de décommunisation[1208].

Sur le plan symbolique, la criminalisation de la PRL consiste à qualifier ce régime comme un État criminel ou criminogène, bafouant les droits individuels et politiques de ses citoyens, dont la légitimité aurait reposé avant tout sur le recours à la violence d'État. Une sorte d'antithèse de la démocratie contre laquelle entend se construire la Troisième République de Pologne. Cette seconde dimension de la criminalisation de l'ancien régime est *a priori* celle qui a le plus à voir avec l'écriture de l'histoire. Condamner symboliquement l'ancien régime implique en effet d'en produire un récit et de le diffuser, via des discours, des publications, des programmes scolaires.

La criminalisation judiciaire des régimes autoritaires a cependant elle aussi des effets sur les manières de faire de l'histoire. La judiciarisation du passé implique en effet le recours à une expertise historique fournie par des chercheurs, invités à éclairer le tribunal sur les faits reprochés à l'accusé, qui se sont généralement déroulés plusieurs dizaines d'années en arrière[1209]. Cette modalité d'expertise historique dans le contexte judiciaire n'est toutefois pas la plus répandue en Pologne, notamment car il y a eu en définitive très peu de procès d'individus considérés comme responsables de la violence d'État[1210]. Les tentatives répétées de poursuivre Wojciech Jaruzelski et Czesław Kiszczak pour avoir introduit l'état de guerre en 1981 en constituent une bonne illustration. Leurs procès ont souvent été reportés du fait de l'état de santé des deux anciens dirigeants, les peines prononcées réduites ou annulées en appel. Seul Kiszczak a finalement été condamné en juin 2015, quelques mois avant de décéder. L'expertise historienne n'a pas joué ici un rôle majeur dans le processus judiciaire. Par conséquent, la question de la présence des historiens dans le prétoire n'a pas suscité, en Pologne, de débats comparables à ceux qu'ont suscité, parmi les historiens français, les procès Papon, Touvier ou Barbie[1211]. Au sujet du procès Papon, Jean-Noël Jeanneney a par exemple relevé la dimension politique du débat autour de la notion de « responsabilité collective » :

[1208] Barbara A. Misztal, « How not to deal with the past: lustration in Poland », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 1999, vol. 40, n° 1, p. 31−32.

[1209] Sur les différentes modalités de l'expertise historienne, voir Marie-Claire Lavabre et Dominique Damamme, « Les historiens dans l'espace public », *Sociétés contemporaines*, 2000, vol. 39, n° 1, p. 5−21.

[1210] Le procès d'Adam Humer, ancien officier des services de sécurité condamné en 1994 à dix ans de prison, est souvent cité en exemple. Sur la judiciarisation du passé communiste en Pologne, voir Lavinia Stan, « The Politics of Memory in Poland: Lustration, File Access and Court Proceedings », *Studies in Post-Communism*, 2006, Occasional Paper n° 10, p. 1−29.

[1211] Voir à ce sujet le numéro spécial du Débat consacré au procès Papon : « Vérité judiciaire, vérité historique », *Le Débat*, 1998, n° 102. En particulier, sur les « conflits de frontières » entre histoire et justice, la contribution de Yan Thomas : Yan Thomas, « La vérité, le temps, le juge et l'historien », *Le Débat*, , n° 102, p. 17−36.

« En définitive, il revient au citoyen de décider s'il peut agréer la notion de responsabilité collective pour la France ou pour tel ou tel groupe humain et d'autre part admettre qu'un acteur unique puisse l'assumer seul, en en concentrant sur lui-même la charge symbolique. Ce débat n'est ni judiciaire ni historiographique. Il est politique.[1212] *»*

Mais la judiciarisation du passé communiste de la Pologne a d'autres effets sur les conditions de production de l'histoire savante. En intensifiant l'attention politique et médiatique sur les questions liées à l'héritage de l'ancien régime, à la condamnation d'éventuels responsables de la violence d'État, ou à la chasse aux anciens « agents », collaborateurs officieux des services de sécurité, elle contribue à lier la mise en récit de la Pologne populaire à des enjeux régulièrement débattus dans le champ politique. Et ce d'autant plus qu'après 1989, l'historiographie évolue, comme nous l'avons vu précédemment, vers des interrogations autour de la qualification politique de l'ancien régime, compatibles avec un cadrage en termes de criminalisation. Les deux phénomènes, judiciarisation du passé et évolution de l'historiographie, se développent selon des logiques partiellement autonomes, mais interagissent. Et ce d'autant plus que le débat historiographique n'est pas confiné au sein de l'espace académique, mais tend à se dérouler dans la presse, c'est-à-dire dans le circuit de diffusion étendue. Par conséquent, les historiens deviennent, plus ou moins consciemment et volontairement, parties prenantes de débats qui ont autant à voir avec la production de savoir sur le passé qu'avec une compétition politique devenue plus ouverte.

Ces débats se déroulent essentiellement à l'extérieur de l'espace de production historiographique, mais ils ont à voir avec la définition de la vérité historique et/ou judiciaire. Ils constituent une forme de contrainte politique externe renouvelée sur le discours savant, concurrencé par des discours politiques et judiciaires qui énoncent une certaine vision de la République populaire de Pologne.

[1212] Jean-Noël Jeanneney, *Le passé dans le prétoire : l'historien, le juge et le journaliste*, Paris, Seuil, 1998, p. 80.

II.1. Recompositions politiques et gestion de l'héritage de la République populaire de Pologne :

Après 1989, le champ politique polonais se recompose autour d'oppositions qui ont à voir avec des lectures concurrentes du passé communiste de la Pologne[1213]. Devenue pluraliste, la compétition politique polonaise se structure essentiellement autour d'un clivage opposant le parti héritier du PZPR, l'Alliance de la gauche démocratique (SLD)[1214] et, dans une moindre mesure, le parti paysan PSL, lui aussi qualifié de postcommuniste, aux anciens dissidents[1215]. Ces derniers sont dispersés au sein de nombreux partis se revendiquant du centre ou de la droite, issus des différentes tendances de *Solidarność*[1216]. Si, du fait de la transition négociée dans le cadre des « Accords de la table ronde », les politiques de décommunisation ne figurent pas en tête de l'agenda politique, plutôt dominé par les questions de politique économique immédiatement après 1989, les rhétoriques partisanes puisent fréquemment dans l'histoire récente.

Conséquence de cette transition négociée, les politiques de décommunisation sont loin d'être la priorité des premiers gouvernements de l'après 1989[1217]. L'urgence est aux réformes économiques et sociales, incarnées par le ministre de l'Économie Leszek Balcerowicz et son plan de redressement qualifié de « thérapie de choc ». Mais le premier gouvernement non-communiste, formé à l'issue des élections « semi-libres » de 1989, assume une politique dite du « gros trait » sur le passé, selon une formule du Premier ministre Tadeusz Mazowiecki. Inspirée du personnalisme chrétien, cette politique vise à maintenir le consensus incarné par les « Accords de la table ronde »[1218]. Plusieurs facteurs expliquent ce choix politique. La

[1213] Sur ces recompositions politiques, cf. Jérôme Heurtaux, « Démocratisation en Pologne : la première loi sur les partis (1989-1990) », *Critique internationale*, 2006, vol. 1, n° 30, p. 161−175 ; Frédéric Zalewski, « Crise et changement chez Pierre Bourdieu : une mise à l'épreuve à partir du passage à la démocratie en Pologne », *Transitions*, 2004, vol. 43, n° 2, p. 11−22. Pour une mise en perspective, cf. Jérôme Heurtaux et Frédéric Zalewski, *Introduction à l'Europe postcommuniste*, Bruxelles, De Boeck, 2012.

[1214] Sur la transformation du PZPR et la création du SLD, cf. Bruno Drewski, « Du parti ouvrier à la gauche démocratique. Les métamorphoses d'un parti de pouvoir polonais (1989-2001) » dans Jean-Michel De Waele (dir.), *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, éditions de l'Université libre de Bruxelles, 2002, p. 71−82.

[1215] Le recours à la notion de clivage permet ici de souligner que ces oppositions politiques s'enracinent dans un état antérieur du champ (ou de la compétition) politique, correspondant à l'opposition entre le PZPR et la dissidence avant 1989. Voir à ce sujet Antony Todorov, « Un clivage centré sur le passé communiste » dans Jean-Michel De Waele (dir.), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, éditions de l'Université libre de Bruxelles, 2004.

[1216] A ce sujet, voir Aleks Szczerbiak, *Poles together?: the emergence and development of political parties in postcommunist Poland*, Budapest, CEU Press, 2001.

[1217] Pour une synthèse à ce sujet, voir Aleksander Smolar, « Les aventures de la décommunisation », *Critique internationale*, 1999, vol. 5, n° 4, p. 155−166.

[1218] Leszek Koczanowicz, « Memory of Politics and Politics of Memory. Reflections on the Construction of the Past in Post-Totalitarian Poland », *Studies in East European Thought*, 1997, vol. 49, n° 4, p. 263.

Pologne vit alors une expérimentation politique inédite, avec un gouvernement dirigé par des individus issus de *Solidarność*, mais dont les principaux ministères régaliens (Intérieur et Défense notamment) sont aux mains de ministres du PZPR, de même que la présidence de la République nouvellement créée est confiée à Jaruzelski. Trois mois avant la chute du mur de Berlin, il n'est pas encore question d'épurer les structures étatiques de l'ancienne *nomenklatura*. Le caractère pacifique et négocié de la transition politique ne favorise pas non plus la mise en œuvre de ce type de politiques de décommunisation. D'où les difficultés à qualifier cette transition : « Comment définir une révolution organisée avec le consentement de ses ennemis ?[1219] » La relative libéralisation du régime politique de la PRL dans la seconde moitié des années 1980, en lien avec la *Perestroïka* et la *Glasnost* de Gorbatchev, constitue un autre facteur explicatif de cette politique du « gros trait ». Marcin Kula l'exprime ainsi :

« Des étudiants m'ont demandé pourquoi en Pologne on n'avait pas introduit de loi de décommunisation, comme on l'a fait dans d'autres États de l'ancien bloc de l'Est. La réponse est simple – c'était plus difficile [en Pologne] entre autres parce que le communisme de la période tardive était considérablement plus flou. Deux délégations du Primat [de Pologne] ont officiellement pris part aux discussions de la Table ronde et l'Église – en dépit d'affrontements avec le pouvoir – était une institution puissante. A peu près au même moment, en Tchécoslovaquie, le futur cardinal Miroslav Vlk, archevêque de Prague, gagnait sa vie en lavant les vitrines des magasins. En Pologne c'était différent, et ça n'aide pas à formuler des postulats nets.[1220] »

Comparativement aux États voisins, les politiques de lustration et de décommunisation polonaises apparaissent en effet tardives, puisque les législations et dispositifs correspondant à ce type de politiques sont adoptés à la fin des années 1990. En Allemagne, l'institut Gauck, chargé de « vérifier » le passé des fonctionnaires de l'ex-RDA, est formellement créé dès le mois d'octobre 1990. La réunification de l'Allemagne favorise ce processus, mais aussi le fait que le recours à des « collaborateurs officieux » par la *Stasi* a pris en Allemagne de l'Est une dimension bien plus importante qu'en Pologne populaire. En 1989 en RDA, leur nombre est estimé à 173 000 (contre 20 à 30 000 au milieu des années 1950), pour 91 000 fonctionnaires employés par le ministère de l'Intérieur à la même époque et une population totale de 16 700 000 habitants. Au même moment en Pologne, le ministère de l'Intérieur peut compter sur 50 000 « collaborateurs officieux », sur une population totale de 38 000 000 d'habitants[1221]. En République tchèque, le régime communiste est formellement déclaré « illégal » et « criminel »

[1219] *Ibid.*, p. 261. Sur la question de la qualification des transitions politiques, voir M. Dobry, « Les voies incertaines de la transitologie », art cit.

[1220] Marcin Kula, « historyk to nie prokurator » [L'historien n'est pas un procureur], *Kultura Liberalna*, n° 373, 2016 : http://kulturaliberalna.pl/2016/03/01/marcin-kula-wywiad-lech-walesa-teczka-sb/.

[1221] Les chiffres sont cités par Agnès Bensussan, Dorota Dakowska et Nicolas Beaupré, « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne », *Genèses*, 2003, vol. 52, n° 3, p. 7. D'autres estimations sont toutefois supérieures, cf. : Paweł Piotrowski, « Przemiany w MSW w latach 1989-1990 », *Biuletyn IPN*, 2004, 39 (4), p. 45−52. Ce dernier estime le nombre de collaborateurs à 90 000, sans toutefois préciser s'ils étaient tous encore actifs en 1989. Cette estimation reste très inférieure aux chiffres avancés dans le cas est-allemand, surtout rapportée à la population totale.

par le Parlement en 1993[1222]. Ce pays est, avec l'Allemagne, le premier à adopter une loi de lustration, en 1991.

En Pologne, la politique du « gros trait » est également inspirée par la transition espagnole, qui sert alors de modèle aux dirigeants de *Solidarność*. Elle est parfois regrettée par certains de ses partisans d'alors, comme Bronisław Geremek :

« La transition espagnole a donc eu beaucoup d'importance pour nous, et, lorsque je repense à cette question, je me demande si la principale ressemblance entre les deux processus n'est pas à rechercher dans la faiblesse du combat pour la mémoire historique. Après la fin du franquisme, les Espagnols se sont, en quelque sorte, juré le silence, ils se sont dit qu'il y avait certaines choses dont on ne parlerait pas, et parmi ces choses, il y avait la guerre civile. […] Peut-être avons-nous cru, nous aussi, qu'il ne fallait pas laisser le passé interférer avec le présent, mais je pense que c'était une erreur. […] Si nous avons assisté, en 1994-1995, au retour des ex-communistes, c'est parce que, pendant les quelques années où les forces démocratiques ont gouverné, nous n'avons pas su convaincre la société de la responsabilité écrasante des partis communistes dans les souffrances endurées par les peuples d'Europe centrale. Ils ont donc pu reparaître sur la scène politique sans porter ce poids de l'histoire et de la responsabilité historique. Et il en a été ainsi parce que nous avons mésestimé dès le début l'importance de la mémoire et cru, au contraire, que l'oubli était nécessaire à la réussite du pacte, à la réussite du compromis.[1223] *»*

Dans le cas des anciens pays du bloc soviétique, la concomitance de la transformation politique et de la transformation économique, avec le passage d'un régime de propriété étatique à un régime de propriété privée, constitue une différence essentielle avec la sortie du franquisme en Espagne. Elle a des effets sur la formation des clivages politiques de l'après-1989, puisque la contestation de la politique du « gros trait » s'accompagne parfois de celle de la reconversion des élites de l'ancien régime dans le monde des affaires[1224]. Dans le camp opposé à celui de Geremek, une fraction de la droite issue de *Solidarność* déploie ainsi un discours selon lequel les responsables de l'ancien régime non seulement n'ont pas eu à rendre de comptes aux victimes de la violence d'État, mais n'ont pas eu non plus à payer le prix de transformations économiques durement ressenties dans le reste de la population, notamment chez les ouvriers qui avaient été au cœur des mobilisations contre l'ancien régime. Cette fraction de la droite défend vigoureusement l'adoption d'une loi de lustration. Elle contribue à faire exister un autre principe de division au sein du champ politique, entre ceux qui doivent leur légitimité aux « Accords de la table ronde » et ceux qui fondent leur identité politique sur sa contestation[1225]. Opposée à ces accords, qu'elle considère comme le « péché originel » de

---

[1222] Muriel Blaive, « La question épineuse de la collaboration dans l'appréciation du passé communiste tchèque : quelques réflexions » dans Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2011, p. 217−230.

[1223] Juan Carlos Vidal, *L'historien et le politique. Entretiens avec Bronisław Geremek*, Montricher, Les éditions Noir sur Blanc, 1999, p. 139−140.

[1224] Sur ces reconversions, cf. Georges Mink et Jean-Charles Szurek, *La grande conversion : le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, le Grand livre du mois, 1999.

[1225] Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen, « La Table ronde : un meuble politiquement encombrant » dans *1989 à l'Est de l'Europe : une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2009, p. 23-56.

la Troisième République, cette droite anticommuniste fait un passage éphémère au gouvernement de décembre 1991 à juin 1992. Au moment où sont votées la loi de lustration et la création de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), elle constitue l'une des composantes de la majorité entre 1997 et 2001. Ensuite, elle dirige à nouveau le gouvernement entre 2005 et 2007, puis une nouvelle fois depuis 2015. L'interprétation du passé récent dont elle fait la promotion tend à exclure l'expérience communiste de l'histoire nationale polonaise. La République populaire de Pologne est assimilée à une énième occupation étrangère du pays. Elle ne s'expliquerait que par des facteurs exogènes : un contexte international défavorable avec le « sacrifice » de la Pologne par les alliés à Yalta et Potsdam ; une occupation militaire soviétique ; la « trahison » de quelques communistes locaux et de leurs alliés.

L'un des groupements politiques les plus actifs dans la promotion de cette interprétation de la PRL est l'Entente du Centre (*Porozumienie Centrum*, POC), l'une des nombreuses formations issues de l'éclatement de *Solidarność*, dont l'une des figures dirigeantes est Jarosław Kaczyński. Jan Olszewski, qui dirige le gouvernement entre décembre 1991 et juin 1992, est issu des rangs de ce parti et parvient à former une coalition gouvernementale[1226]. Remettant en cause la politique du « gros trait », le gouvernement Olszewski entend mettre la décommunisation à l'agenda politique. Dans son discours inaugural, Olszewski déclare souhaiter que son mandat « signifie la fin du communisme dans notre patrie.[1227] » Signe de la fragmentation parlementaire qui caractérise alors la Diète (*Sejm*), la coalition gouvernementale, qui s'appuie sur quatre groupes parlementaires (sur dix-sept), n'est soutenue que par 114 députés sur 460 sièges. Outre la faiblesse de ses soutiens parlementaires, le gouvernement Olszewski est en conflit avec le président de la République élu en 1990, Lech Walesa. Alors que le gouvernement est sous la menace d'un vote de censure, le ministre de l'Intérieur, Antoni Macierewicz, un ancien dissident aux prises de position radicalement anticommunistes, transmet aux groupes parlementaires, la veille du vote, une liste de 64 noms de collaborateurs officieux des services de sécurité de la Pologne populaire, et une seconde de 37 noms plus importants aux présidents des deux chambres du Parlement[1228]. La « liste Macierewicz », sur laquelle figurent les noms de plusieurs parlementaires et ministres, mais aussi celui de Walesa, est alors perçue comme une tentative

[1226] En Pologne, le mode de scrutin aux élections législatives (élection proportionnelle à un tour) favorise un éclatement de la représentation parlementaire. A l'issue des élections législatives d'octobre 1991, 17 groupes parlementaires sont formés au *Sejm* (Diète), dont deux seulement comptent plus de cinquante députés. A partir de 1993, la loi électorale fixe un seuil de 5 % des voix obtenues au niveau national lors des élections législatives, en-dessous duquel les partis ne peuvent accéder à la représentation parlementaire (8 % pour les coalitions électorales regroupant plusieurs organisations).
[1227] Antoni Dudek, *Historia polityczna Polski 1989-2012*, Cracovie, Znak, 2013, p. 455.

de règlement de compte au sein du camp post-*Solidarność*, une manœuvre politique grossière de la part d'un gouvernement aux abois. Le scandale qu'elle suscite se solde par la chute du gouvernement à l'issue du vote de censure. S'il décrédibilise pour un temps les politiques de lustration et de décommunisation, perçues comme de simples instruments du jeu politique, l'épisode de la « liste Macierewicz » devient un symbole du combat de la droite anticommuniste contre ce qu'elle nomme l'*układ* (« arrangement », ou « système ») entre les forces politiques se revendiquant de l'héritage des « Accords de la table ronde ». L'échec du gouvernement Olszewski marque la marginalisation durable de la droite la plus anticommuniste, qui ne reprendra la tête d'un gouvernement qu'en 2005. Mais elle lui permet de se présenter comme une force politique vierge de toute compromission avec l'ancien régime et ses héritiers, déterminée à mener une politique radicale de réforme de l'État. La chute du gouvernement Olszewski, qui serait sans doute intervenue même sans cette affaire, est présentée par le camp anticommuniste comme une preuve de l'existence d'arrangements au sommet de l'État afin d'éviter une véritable rupture avec l'ancien régime. Une telle lecture permet de recourir à une rhétorique complotiste d'autant plus aisée à développer que, en l'absence d'accès aux archives des services de sécurité, il n'est pas possible de déterminer si les rumeurs sur la collaboration de personnalités politiques de premier plan sont fondées ou non (cf. encadré 21).

Le paradoxe de la question de la lustration des anciens collaborateurs des services de sécurité, telle qu'elle est posée par le gouvernement Olszewski et à travers les accusations de collaboration, est qu'elle vise nombre de dirigeants de l'opposition à l'ancien régime. Alors même que l'idée générale consiste à contester le fait que la Troisième République aurait véritablement rompu avec l'ancien régime, au motif que d'anciens membres du PZPR occupent une place de choix dans les institutions publiques et/ou la vie politique, ces derniers sont précisément ceux qui sont les moins susceptibles de faire l'objet d'accusations de collaboration, puisque les services de sécurité n'étaient pas autorisés à recruter des collaborateurs parmi les membres du Parti[1229].

[1228] B.A. Misztal, « How not to deal with the past », art cit, p. 38.
[1229] L. Koczanowicz, « Memory of Politics and Politics of Memory », art cit, p. 265.

Encadré 21. Extrait d'entretiens réalisés par Teresa Torańska avec Jarosław Kaczyński (1990-1994)

Ces entretiens, réalisés entre 1990 et 1994, ont été publiés sous la forme d'un entretien-fleuve dans un ouvrage, *My* (« Nous ») qui se présente comme un recueil d'entretiens avec plusieurs personnalités de la dissidence reconverties en politique après 1989[1230]. Ce recueil répond à un premier ouvrage du même genre, intitulé *Oni* (« Eux »), comprenant une série d'entretiens avec des dignitaires du PZPR, publié clandestinement en 1985[1231]. Dans cet extrait, Torańska interroge Kaczyński au sujet de la chute du gouvernement Olszewski. Kaczyński, alors à la tête de l'Entente du centre, qui avait soutenue le gouvernement Olszewski, semble se diriger vers une traversée du désert à l'issue incertaine.

« T. Torańska : Olszewski savait qu'il était en train de perdre ?
J. Kaczyński : Tout le monde savait que ce gouvernement tomberait. Même les journalistes qui déambulaient au *Sejm* avaient prédit sa chute deux semaines avant. […] Macierewicz était convaincu de sa chute au moins un mois avant. Je l'ai vu quelque part et il m'a dit : nous avons seulement un mois pour le faire.
T. T. : Faire quoi ?
J. K. : Eh bien, démasquer les agents.
T. T. : Et que lui as-tu répondu ?
J. K. : Tu sais, j'avais auparavant une attitude ambivalente à ce sujet.
T. T. : Quand ça, auparavant ?
J. K. : Un an, un an et demi plus tôt. Je l'avais même dit à l'époque dans un meeting électoral à Lublin, que je connaissais la liste des collaborateurs de l'UB [Office de sécurité] et que je n'étais pas complètement sûr de ce qui y figurait.
T. T. : Et qu'as-tu répondu à Macierewicz ?
J.K. : Que oui, qu'il le fasse, que c'était d'accord. Fillette, si tu connaissais tout ce répertoire de noms tel qu'il est !
T. T. : Je connais ceux qui ont été révélés.
J. K. : Aha, ça c'est de la rigolade, si tu le connaissais comme moi ! En réalité, cette liste est incomparablement plus longue. Moi je ne te la donnerai pas, simplement parce que je ne peux pas, mais si tu connaissais tout ce répertoire, alors seulement tu verrais ce qui se passe ici et pourquoi cela se passe ainsi.
T. T. : Ils y sont tous ?
J. K. : Non, pas tous, mais lorsqu'on lit ce matériau, on a une image de l'histoire complètement modifiée. Moi c'est seulement après avoir lu tout cela que j'ai compris que je devais revoir cette image.
T. T. : Parce que notre victoire a été programmée par le KGB à Moscou ?
J. K. : A un degré considérable. La résistance était profondément, très profondément infiltrée, même si le mécanisme de cette infiltration, follement compliqué, n'est pas complètement clair à mes yeux. Et donc si ça n'a pas été programmé, tout cela a été étroitement tenu sous contrôle. Depuis 1980. »

A l'issue des élections législatives de 1993, la coalition gouvernementale est formée de deux partis dits postcommunistes, le SLD (Alliance de la gauche démocratique) et le PSL (Parti paysan polonais), héritiers respectivement du PZPR et du ZSL d'avant 1989. Aleksander Kwaśniewski, candidat du SLD, remporte l'élection présidentielle de 1995 en ayant pour slogan, « choisissons le futur ! ». A l'occasion de sa première visite à l'étranger, à Paris, il rend visite à Jerzy Gieydroc, incarnation de l'opposition émigrée contre l'ancien régime, à qui il assure que la lecture de sa revue *Kultura* a toujours été une source de stimulation intellectuelle[1232]. Par cette déclaration, Kwaśniewski, ancien ministre de Jaruzelski, cherche à se revendiquer lui aussi de l'opposition à l'ancien régime. Or, ces victoires du camp postcommuniste sont perçues par de nombreux anciens opposants comme

[1230] Teresa Torańska, *My*, Varsovie, Oficyna Wydawnicza MOST, 1994.
[1231] Teresa Torańska, *Oni*, Londres, Aneks, 1985.
[1232] L. Koczanowicz, « Memory of Politics and Politics of Memory », art cit, p. 260−261.

la preuve d'une « amnésie » vis-à-vis du passé de la Pologne populaire[1233]. *A posteriori*, Geremek en fait le symbole d'une défaite dans ce qu'il qualifie de « guerre de la mémoire » :

« Nous n'avons pas estimé à sa juste valeur l'importance de la mémoire en politique, de sorte que la mémoire du communisme a disparu avec le communisme lui-même. Le souvenir des difficultés de la vie matérielle, des files d'attente pour les produits les plus élémentaires, des magasins vides, de la pénurie chronique et générale, tout cela a très vite quitté l'horizon psychologique de la population, et nous nous rendons compte aujourd'hui que les jeunes générations refusent de penser la réalité en termes historique. Nous avons perdu la guerre de la mémoire, et ce n'est pas sans conséquence sur les comportements politiques et sociaux.[1234] »

Pourtant, après que plusieurs projets de loi aient été déposés et rejetés, c'est paradoxalement cette Diète, dont la première force politique est le SLD, qui adopte la loi de lustration, le 11 avril 1997. Fragilisé par la démission du Premier ministre Oleksy, impliqué dans un scandale d'espionnage et accusé d'avoir collaboré avec des agents russes, le SLD cherche alors à éviter d'apparaître comme le parti des héritiers l'ancien régime. Aleksander Kwaśniewski entreprend de soumettre de sa propre initiative un projet de loi de lustration au Parlement[1235]. A l'issue du processus parlementaire, qui voit quatre partis politiques déposer des projets de loi concurrents, la loi de lustration est finalement adoptée par 214 voix contre 162, principalement issues des rangs du SLD[1236].

Destinée à priver les anciens membres et collaborateurs des services de sécurité d'accès aux fonctions publiques et politiques, la loi de lustration polonaise concerne 26 000 fonctions, politiques et administratives. Y figurent les parlementaires, les fonctionnaires des administrations d'État, les juges et procureurs, ainsi que les dirigeants de médias publics[1237]. Elle apparaît moins radicale que d'autres lois équivalentes adoptées dans les pays voisins, notamment parce qu'elle repose sur la déclaration volontaire des intéressés. Ces déclarations sont ensuite vérifiées par un tribunal *ad hoc*, sur la base des archives des services de sécurité de la Pologne populaire. Les intéressés ne sont sanctionnés que dans le cas où ils omettraient de mentionner des faits passés de collaboration. La loi de lustration polonaise ne prévoit donc de sanction qu'en cas de fausse déclaration. A la différence de la loi tchèque, elle ne prévoit pas non plus de mesures d'exclusion à l'encontre des anciens membres du parti communiste[1238]. C'est donc une lustration sans décommunisation.

[1233] En ouverture de son « histoire personnelle de l'Institut de la mémoire nationale », Antoni Dudek voit dans les élections de 1993 et 1995 « La défaite symbolique de l'ancien camp de *Solidarność* ». Cf. Antoni Dudek, *Instytut: osobista historia IPN*, Varsovie, Wydawnictwo Czerwone i Czarne, 2011, p. 12.
[1234] J.C. Vidal, *L'historien et le politique*, *op. cit.*, p. 154. Souligné par nous.
[1235] B.A. Misztal, « How not to deal with the past », art cit, p. 42.
[1236] *Ibid.* Voir également Piotr Grzelak, *Wojna o lustrację*, [La guerre de la lustration] Varsovie, Trio, 2005.
[1237] A. Dudek, *Instytut: osobista historia IPN*, *op. cit.*, p. 25.
[1238] A. Szczerbiak, *Poles together?*, *op. cit.*, p. 567−568.

La loi de 1997 est cependant rendue presque inopérante du fait des difficultés que rencontre sa mise en œuvre, en raison notamment des réticences des juges à se porter volontaires pour siéger au tribunal *ad hoc*, qui en requiert vingt et un[1239]. A la mi-1999, les travaux de la cour en charge de la lustration avancent lentement. Le procureur général l'explique par l'état des archives des services de sécurité, dans lesquelles il est difficile de trouver des éléments autres que fragmentaires, souvent insuffisants pour instruire à charge. Des journalistes calculent alors qu'à cette allure, il faudrait 1 333 années au tribunal pour vérifier l'ensemble des déclarations[1240]. C'est d'abord et avant tout la volonté d'améliorer l'efficacité du processus de lustration qui aboutit à mettre à l'agenda politique la question de l'accès aux archives des services de sécurité de la Pologne populaire et, *in fine*, à la création de l'Institut de la mémoire nationale (IPN).

Après sa victoire aux élections législatives de 1997, la coalition gouvernementale entre l'AWS (*Akcja Wyborcza Solidarność*, Action électorale Solidarité) et l'UW (*Unia Wolności*, Union de la Liberté), deux partis se revendiquant de l'héritage de *Solidarność*, entreprend d'approfondir la décommunisation. En 1998, le *Sejm* adopte une résolution par laquelle il condamne officiellement le « communisme totalitaire »[1241]. Mais surtout, à l'initiative de Janusz Pałubicki, ancien dissident et ministre en charge de la coordination des services de sécurité, une loi adoptée en décembre 1998 décide de la création de l'IPN. Sur le modèle de l'institut Gauck, l'IPN est destiné à conserver et mettre à disposition les archives des services de sécurité de la Pologne populaire, afin que les victimes de l'ancien régime puissent accéder à leurs dossiers personnels. Le transfert des archives des services de sécurité du ministère de l'Intérieur à un fonds d'archives *ad hoc* est supposé faciliter la procédure de vérification du passé des individus concernés par la lustration. Signe de la prégnance de cet enjeu dans la compétition politique, trois candidats à l'élection présidentielle de 2000, Andrzej Olechowski, Lech Walesa et le futur vainqueur, le sortant Aleksander Kwaśniewski, sont soupçonnés au cours de la campagne d'avoir été des collaborateurs des SB[1242]. L'IPN, qui devient rapidement, au cours des années 2000, le principal centre de recherches en histoire du temps présent, est donc créé avant tout comme une institution au service de la justice transitionnelle. Une genèse qui détermine en partie les conditions d'exercice de la recherche au sein de cet institut.

[1239] B.A. Misztal, « How not to deal with the past », art cit, p. 46.
[1240] L. Stan, « The Politics of Memory in Poland », art cit, p. 20.
[1241] « Uchwała Sejmu Rzeczypospolitej Polskiej z dnia 18 czerwca 1998 r. w sprawie potępienia totalitaryzmu komunistycznego » [Déclaration du *Sejm* du 18 juin 1998 au sujet de la condamnation du communisme totalitaire].

II.2. La question des archives policières et de leurs usages :

Les archives des services de sécurité des régimes de l'ancien bloc soviétique posent un ensemble de problèmes liés tout d'abord à leur gestion. Ces fonds « pas comme les autres[1243] » ont été transférés, à partir de la fin des années 1990 et dans les années 2000, à des institutions spécifiques dans de nombreux pays de l'Europe postcommuniste, dont la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie. Au moment où l'Institut de la mémoire nationale (IPN) est créé en Pologne, c'est l'institut Gauck qui sert de modèle[1244]. Cependant, le cas de l'ex-Allemagne de l'Est diffère de celui des autres États d'Europe centrale et orientale. La création de l'Institut Gauck a en effet été encouragée par la réunification des deux Allemagne : il s'agissait de protéger les documents de la *Stasi* autant des anciennes élites communistes que des élites ouest-allemandes, soupçonnées de vouloir empêcher l'accès à ces archives[1245]. D'où les mobilisations citoyennes en faveur de l'ouverture de ces fonds à la fois aux victimes et aux chercheurs. La situation est toute autre en Pologne, du fait des conditions déjà évoquées dans lesquelles s'est effectuée la transition politique, qui n'est pas allée de pair avec une pression en faveur de l'ouverture des archives. Mais aussi du fait que l'institution ayant autorité sur ces fonds d'archives, le ministère de l'Intérieur, ne disparaît pas après 1989 comme son homologue est-allemand. En avril 1990, les services de sécurité de la Pologne populaire (*Służby Bezpieczeństwa*, SB) sont remplacés par le Bureau de protection de l'État (*Urząd Ochrony Państwa*, UOP). Les anciens fonctionnaires des SB souhaitant être réembauchés à l'UOP subissent une procédure de vérification, à l'issue de laquelle ceux qui sont considérés comme ayant enfreint la loi, violé les droits de l'homme ou usé de leur position pour leur bénéfice personnel sont disqualifiés[1246]. Après cette première purge, les gouvernements successifs sont réticents à approuver de nouvelles procédures de vérification, considérant qu'elles pourraient affaiblir la sécurité nationale et priver le pays d'un personnel compétent en matière de renseignement. Par conséquent, « l'absence de rupture institutionnelle et personnelle radicale » entraîne une certaine inertie[1247].

[1242] *Ibid.*, p. 20−21.
[1243] A. Bensussan, D. Dakowska et N. Beaupré, « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne », art cit, p. 5.
[1244] A. Bensussan, D. Dakowska et N. Beaupré, « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne », art cit.
[1245] *Ibid.*, p. 12.
[1246] L. Stan, « The Politics of Memory in Poland », art cit, p. 7−8.
[1247] A. Bensussan, D. Dakowska et N. Beaupré, « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne », art cit, p. 14.

Les conditions particulières de sortie du régime communiste en Pologne, avec le maintien du général Kiszczak à la tête du ministère de l'Intérieur dans le gouvernement Mazowiecki de septembre 1989 à août 1990, se traduisent aussi par d'importantes destructions d'archives au cours de cette période. Si des documents compromettants pour les élites de l'ancien régime ont vraisemblablement disparu à cette occasion, l'ampleur des destructions demeure inconnue et nourrit des doutes sur le degré de fiabilité des archives aujourd'hui conservées à l'IPN. Mais aussi des spéculations sur la nature des « secrets » ainsi dissimulés. Or, les documents des anciens SB sont les seuls qui permettent de déterminer si un individu a effectivement collaboré avec les services. Outre le problème des destructions commises en 1989-1990, se pose aussi la question de savoir comment ces fonds ont été gérés durant les années qui séparent la fin de la Pologne populaire de la création de l'IPN. Ce qui alimente là aussi les discours autour de la manipulation des documents[1248].

Les difficultés sont également d'ordre pratique : le transfert des archives du ministère de l'Intérieur à l'IPN s'est étalé sur de nombreuses années et a nécessité un minutieux travail de tri et d'inventaire des collections, qui n'étaient pas classées selon les règles en vigueur aux archives nationales[1249]. Ce constat vaut également pour les archives du PZPR : « Il y a des dizaines de milliers de dossiers qui ne portent pas les références de leur bureau d'origine, qui ne sont pas décrits, n'ont pas de pagination, n'ont aucun classement interne.[1250] » En 2002, les responsables du service des archives de l'IPN, qui compte alors 550 employés, estiment que le transfert des documents du ministère de l'Intérieur à l'Institut prendra « au moins dix ans »[1251]. En effet, la solution consistant à transférer à l'IPN la gestion des bâtiments du ministère de l'Intérieur abritant les archives des services de sécurité ayant été refusée par la direction de l'institut, contrairement à ce qui fut fait en Allemagne avec l'institut Gauck, il a fallu déménager l'ensemble des documents vers des entrepôts acquis par l'IPN. Les collections archivistiques de l'institut, qui accueille également, en vertu de la loi, des archives issues des services de police et de douane, mais aussi des tribunaux, n'ont cessé de s'agrandir tout au long des années 2000 et 2010, pour atteindre aujourd'hui plus de 90 kilomètres linéaires de documents.

A ces difficultés pratiques s'ajoute la question des usages, judiciaires et scientifiques, de ces archives complexes, parfois difficiles à interpréter. Comme l'explique Andrzej Friszke,

---

[1248] *Ibid.*, p. 23.

[1249] A. Paczkowski, « Les archives de l'appareil de sécurité de la République populaire de Pologne en tant que source », art cit, p. 70.

[1250] Andrzej Paczkowski, « L'ouverte des archives, profits et dangers. Le cas polonais » dans Georges Mink et Jean-Charles Szurek (dir.), *Cet étrange postcommunisme*, Paris, La Découverte, 1992, p. 199−209.

bon connaisseur de ces documents, seul l'accès aux « dossiers » permet de savoir si une personne enregistrée comme « collaborateur secret » a effectivement transmis des informations :

« Sans accès aux dossiers, on ne peut pas savoir si une personne [dont le nom figurerait sur les registres de collaborateurs] a été collaborateur, ou seulement candidat à la collaboration. Les SB cherchaient souvent des candidats à la collaboration, par exemple parmi les proches d'un opposant connu. Ils s'efforçaient alors de collecter le plus d'informations possible sur le candidat potentiel. A mon avis, sur dix cas de ce type, sept refusaient de collaborer et trois acceptaient. Je connais le dossier d'une personne qui a dit "non" et s'y est fermement opposée, ce que les SB ont noté. Malgré cela, son dossier se trouve aux archives en tant que candidat à la collaboration.[1252] *»*

Par conséquent, les listes diffusées en 1992 par Antoni Macierewicz, ou par le journaliste Bronisław Wildstein[1253], issues de registres des archives des services de sécurité, comprennent les noms d'individus enregistrés par les services comme collaborateurs ou candidats potentiels, sans que ces individus aient nécessairement transmis des informations. Plusieurs personnes figurant sur ces listes ont d'ailleurs été blanchies par le tribunal chargé de la lustration.

La définition des personnes ayant accès à ces documents soulève également un ensemble d'enjeux. Outre les chercheurs et les journalistes, la loi autorise les personnes « lésées » (*poszkodowani*) à accéder à leur dossier personnel. Significativement, ni le texte de loi polonaise ni le texte allemand (qui évoque les « personnes visées » par la surveillance) ne parlent de « victimes », « dans la mesure où l'on pouvait être l'objet d'une surveillance de la police politique tout en étant, par exemple, un collaborateur de celle-ci ou encore un membre éminent du Parti.[1254] » En pratique, la complexité de la vie sociale en Pologne populaire rend parfois malaisée l'identification des personnes « lésées » (cf. encadré 22). Elle est pourtant primordiale, puisqu'elle revient à confier à l'IPN les compétences d'un « quasi-tribunal », selon les mots d'Antoni Dudek. L'IPN, via son service des archives, est en effet seul à même de déterminer si une personne peut se voit attribuer ou non le statut de personne « lésée »[1255],

---

[1251] « Sto kilometrów teczek » [100 kilomètres de dossiers], *Biuletyn IPN*, 2002, 4 (15), p. 4−21.

[1252] « Rozmowa z Andrzejem Friszke o lustracji » [Entretien avec Andrzej Friszke sur la lustration], *Gazeta Wyborcza*, 12 janvier 2005.

[1253] En 2005, Bronisław Wildstein, militant actif au sein de la dissidence à partir de la fin des années 1970, entend accélérer le processus de lustration en publiant sur internet une liste de 160 000 noms, parmi lesquels figurent collaborateurs secrets, candidats éventuels à la collaboration et victimes des SB. La liste est issue de l'IPN, mais les circonstances de la fuite demeurent inconnues. En conséquence, Wildstein est renvoyé de la rédaction du quotidien *Rzeczpopolita*. Cf. L. Stan, « The Politics of Memory in Poland », art cit, p. 30−31. Des faits similaires s'étaient produits en République tchèque en 1992, avec la diffusion liste de la « liste Cibulka ». Cf. Muriel Blaive, « L'ouverture des archives d'une police politique communiste : le cas tchèque, de Zdene Salivarova à Milan Kundera » dans Sonia Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte, 2009, p. 203−225.

[1254] A. Bensussan, D. Dakowska et N. Beaupré, « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne », art cit, p. 17.

[1255] A. Dudek, *Instytut: osobista historia IPN*, *op. cit.*, p. 43.

sur la base des registres de « collaborateurs » et des archives conservées à l'institut. Pour Dudek, cet article de loi contribue à l'image « négative » de l'Institut. En effet, comme nous le verrons au sujet de l'affaire Walesa dans le chapitre suivant, le fait d'attribuer ou de refuser le statut de personne « lésée » revient, de fait, à se prononcer également sur la collaboration de l'intéressé avec les services de sécurité, puisque l'accès à leurs dossiers personnels ne peut être refusé qu'aux fonctionnaires ou collaborateurs de ces services. Il s'agit néanmoins de deux décisions distinctes et délivrées par deux instances différentes : les archives pour le statut de personne « lésée », le tribunal compétent en matière de lustration pour la collaboration. Les deux verdicts peuvent donc, dans certains cas, être contradictoires entre eux.

Si elle est d'abord pensée en lien avec la lustration, l'ouverture des archives des services de sécurité intéresse également les chercheurs. Ceux-ci ont accès aux documents « ouverts » (*jawne*) dans leur forme originale et sans anonymisation. Les dossiers personnels sont quant à eux protégés en vertu de la loi sur la protection des données personnelles (29 août 1997)[1256]. Pour ces derniers, le service des archives de l'IPN remet aux chercheurs des photocopies anonymisées des dossiers. Un délai assez long peut séparer la demande de documents de leur mise à disposition. D'une part, le Bureau des archives de l'IPN doit répondre à de nombreuses demandes, ces archives étant davantage consultées par des particuliers et journalistes que d'autres fonds, comme ceux du PZPR. D'autre part, la sensibilité de ce type d'archives policières implique une longue chaîne d'autorisations hiérarchiques, via les chefs de service du Bureau des archives. En outre, les archivistes ont la charge de vérifier l'adéquation entre la demande adressée par le chercheur, qui précise l'objet de ses recherches, et les documents mis à sa disposition. Comme dans tout contexte bureaucratique, le pouvoir discrétionnaire des agents se traduit par un traitement inégal des demandes, selon les interprétations des archivistes ou de leur hiérarchie[1257] :

« L'archiviste doit juger si le document que le chercheur a demandé est en accord avec le sujet de recherche qu'il avait indiqué, et si ce n'est pas en accord il peut lui refuser l'accès, et pour cela les chercheurs sont vraiment de temps en temps énervés ; ça dépend de l'archiviste ; il y en a de très bons, qui font une thèse par exemple, mais il y a aussi des archivistes qui sont bêtes ; il y a eu par exemple une affaire avec le professeur Friszke […] [qui] faisait une recherche, je sais plus sur quoi, mais il a fait des recherches sur les années 60 et 70, sur l'activité d'une organisation ; du coup il a demandé un dossier concernant cette organisation, mais l'archiviste a jugé que [comme] ce dossier concernait l'année 1980, alors le professeur Friszke n'avait pas le droit de voir ce dossier ; ça ne s'invente pas! » (Entretien avec A., archiviste IPN)

[1256] « Sto kilometrów teczek », art cit, p. 15.
[1257] Voir, par analogie, Vincent Dubois, *La vie au guichet: relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 2010.

Au pouvoir discrétionnaire des archivistes s'ajoutent encore les difficultés liées à l'état des inventaires, dont les chercheurs déplorent souvent la piètre qualité : les notices ne sont pas renseignées de manière homogène, ce qui implique de croiser les entrées par mots-clés ; l'absence d'index ne permet pas de recherche exhaustive sur un individu.

Encadré 22. La définition des personnes « lésées » dans la loi sur l'IPN

Nous reproduisons ici un extrait de l'entretien paru dans le quatrième numéro du *Bulletin de l'IPN* de l'année 2002, dans lequel l'un des chercheurs employés à l'Institut, Krzysztof Persak, interroge la directrice du service des archives de l'Institut, Bernadetta Gronek, sur la définition des personnes « lésées » au sens de la loi sur l'IPN[1258].

« Krzysztof Persak : Qui est considéré comme lésé ?
Bernadetta Gronek : Selon la loi, est considérée comme lésée toute personne au sujet de laquelle les organes de sécurité ont collecté des informations et sur la base [de ces informations], délibérément et secrètement rassemblé des données [sur cette personne]. Parallèlement, ne peut pas être considérée comme lésée une personne qui a été employé, fonctionnaire ou collaborateur des organes de sécurité de l'État, même si elle a fait l'objet de répressions auparavant.
K. P. : Le cas qui m'intéresse est celui que le législateur n'a sans doute pas prévu : que se passe-t-il dans la situation opposée, si quelqu'un qui a d'abord été employé ou collaborateur des organes de sécurité devient par la suite un opposant. Ces gens-là peuvent-ils être considérés comme lésés dans l'esprit de la loi ? Et que faites-vous dans le cas où une personne dans cette situation demande à accéder à son dossier ?
B. G. : Nous transmettons l'affaire au bureau juridique avec une demande d'avis. Jusqu'à présent, aucun cas de cette nature ne s'est présenté à nous.
K. P. : En clair donc – est lésé celui qui a été surveillé par les organes de sécurité.
B. G. : Oui, mais je voudrais le souligner fortement, par les organes de sécurité de l'État. Se présentent à nous énormément de personnes qui se sentent lésées, car : elles n'ont pas été promues au travail, quelque chose leur a été refusé dans leur carrière professionnelle, ou bien dans leur vie privée. Nous, nous cherchons et nous ne trouvons aucune information. […] Si quelqu'un a eu des problèmes au travail à cause d'un autre qui était membre du Parti et lui a mené la vie dure, nous nous ne trouvons aucune preuve de cela. »

Ici se donne à voir la complexité de la définition des personnes « lésées » au sens de la loi sur l'IPN de 1998. Le cas de figure évoqué par K. Persak n'a rien de fictif : il s'agit précisément de celui de Lech Walesa, dont la collaboration avec les services de sécurité remonte aux années 1970-1974, avant qu'il ne devienne l'un des chefs de file des grèves ouvrières de Gdańsk de l'été 1980, puis le principal dirigeant de *Solidarność*. Cet extrait d'entretien révèle également les incompréhensions autour de la définition de ce qui est généralement appelé « l'appareil de sécurité » (politique et judiciaire) de la Pologne populaire : ici B. Gronek évoque le cas de requérants persuadés d'avoir été lésés sous l'ancien régime, mais au sujet desquels les archives des services de sécurité ne conservent aucune trace. Pour autant, les employés de l'IPN ont l'obligation légale de mener des recherches suite à chaque requête, dont la grande majorité ne débouche pas sur la mise à disposition de documents, faute de documents à transmettre. Plus loin dans l'entretien, B. Gronek rapporte qu'au moment de l'entretien, 261 personnes ont pu consulter leur dossier personnel. Si elle n'est pas en mesure de dire dans combien de cas aucune information sur le requérant n'a pu être trouvée dans les archives, elle précise toutefois qu'ils sont « bien plus nombreux que ceux qui ont obtenu leurs "dossiers" ».

Comme le souligne Andrzej Paczkowski, c'est essentiellement au parlement qu'a eu lieu le débat sur la valeur heuristique des archives des services de sécurité[1259]. Les historiens n'ont pas été acteurs des discussions sur l'ouverture de ces archives. D'autres auteurs relèvent

[1258] « Sto kilometrów teczek », art cit, p. 11−13.
[1259] A. Paczkowski, « Les archives de l'appareil de sécurité de la République populaire de Pologne en tant que source », art cit.

que « les enjeux complexes que soulève l'ouverture d'archives de type policier ont été ramenés à des spéculations sur le contenu des dossiers personnels.[1260] » Ces documents constituent pourtant des sources exceptionnelles pour l'étude des anciens régimes communistes, de par leur étendue et l'accès facilité permis par leur transfert à une institution spécifiquement chargée de leur mise à disposition. Paczkowski souligne ainsi que les rapports des services de police offrent une alternative à l'absence d'enquêtes d'opinion publique du temps de la Pologne populaire :

« Les informations relatives aux perceptions et aux comportements des personnes qui se trouvent dans les documents de l'appareil de sécurité ont une signification d'autant plus grande qu'avant 1956, il n'existait en Pologne aucun sondage d'opinion publique (il n'y avait pas d'institut approprié) et, même plus tard, les sondages évitaient de poser la question du rapport au système ou des questions politiques.[1261] »

Ce qui l'amène à conclure que des recherches approfondies sur l'histoire sociale du communisme requièrent de recourir aux archives des services de sécurité. Marcin Kula formule un constat similaire[1262]. Les historiens spécialistes de la Pologne populaire sont donc unanimes pour estimer que ces archives constituent un apport essentiel aux recherches sur cette période. Cependant, l'usage de telles sources n'est pas sans poser plusieurs problèmes. Tout d'abord, compte tenu des circonstances particulières dans lesquelles ces documents ont été rédigés, ils ne permettent d'entrevoir que certains aspects de la vie quotidienne en Pologne populaire :

« Ces mêmes services s'intéressaient en général aux activités, évènements ou formulations qui étaient dysfonctionnels par rapport au système qu'ils avaient pour mission de défendre. Ainsi, on s'employait à rassembler avant tout des informations d'ordre négatif, qu'il s'agisse d'informations sur les discours ou les comportements supposés hostiles au régime, sur une mauvaise gestion réelle ou imaginaire, sur "l'incapacité" d'une personne à exercer certaines fonctions.[1263] »

Un enquêté, chercheur à l'IPN, résume la chose ainsi :

« Parce que dans ces documents [de l'appareil de sécurité] d'une certaine manière le monde est perverti ; on voit que cent personnes ont manifesté contre le pouvoir, mais on ne voit pas que dans le même temps cent mille autres personnes sont allées défiler le 1er mai avec des fanions » (Entretien avec E., chercheur IPN)

De plus, les travaux reposant sur ce type de sources n'ont pas permis, jusqu'ici, de formuler « des réflexions plus générales sur la nature du pouvoir communiste ou sur une approche plus

[1260] A. Bensussan, D. Dakowska et N. Beaupré, « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne », art cit.
[1261] A. Paczkowski, « Les archives de l'appareil de sécurité de la République populaire de Pologne en tant que source », art cit, p. 63.
[1262] Marcin Kula, « Was ich aus den legendären "Mappen" efahren möchte » dans Agnès Bensussan, Dorota Dakowska et Nicolas Beaupré (dir.), *Die Überlieferung der Diktaturen*, Essen, Klartext, 2004, p. 195−203.
[1263] A. Paczkowski, « Les archives de l'appareil de sécurité de la République populaire de Pologne en tant que source », art cit, p. 61.

sociologique des pratiques des fonctionnaires.[1264] » Cependant ceci ne s'explique pas seulement par le type d'information accessible à travers ces documents, mais également par la façon dont les historiens les ont interrogés jusqu'à présent[1265]. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce constat dans le chapitre suivant. De l'avis de la plupart des spécialistes, ce sont les archives du Parti qui constituent le fonds majeur pour l'histoire de la République populaire de Pologne[1266].

II.3. La mise en place d'un ministère de l'histoire. L'Institut de la mémoire nationale :

Si la loi sur l'IPN est adoptée le 18 décembre 1998, l'institut ne commence à exercer ses activités qu'à partir du début des années 2000. La mise à disposition des documents des services de sécurité aux chercheurs commence en 2000[1267]. La même année paraissent les premiers titres publiés par l'IPN. La mise en place de l'Institut est retardée, car il s'agit d'une création institutionnelle de grande ampleur, mais aussi parce que cette création suscite des résistances politiques[1268].

Si la question des archives des services de sécurité de la Pologne populaire est centrale dans la décision de créer l'IPN, celui-ci se voit dès le départ octroyer des prérogatives bien plus larges. Trois objectifs lui sont initialement assignés : la mise à disposition des archives, la poursuite des crimes contre la nation polonaise et la conduite de travaux académiques et pédagogiques sur la période 1939-1989. A chacun de ces trois types d'activités correspond un service dédié : Bureau de mise à disposition et d'archivage des documents (BUiAD), Bureau d'éducation politique (BEP) et Commission générale pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise. Outre les archives de l'appareil de sécurité communiste, le BUiAD conserve également des documents issus des services de sécurité nazis et soviétiques produits en Pologne à partir du 1er septembre 1939, ce qui élargit le champ de compétences de l'IPN à la

[1264] A. Bensussan, D. Dakowska et N. Beaupré, « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne », art cit, p. 30.
[1265] Voir à ce sujet les remarques concordantes de Kula et Friszke, qui déplorent l'absence de travaux sociologiques ou anthropologiques sur le fonctionnement de l'appareil de sécurité : M. Kula, « Was ich aus den legendären "Mappen" efahren möchte », art cit ; Andrzej Friszke, « Postawy wobec aparatu przemocy w badaniach IPN. Katalog problemów » dans Andrzej Czyżewski et al. (dir.), *Bez taryfy ulgowej. Dorobek naukowy i edukacyjny Instytutu Pamięci Narodowej 2000-2010*, Łódź, IPN, 2012, p. 191-204.
[1266] A. Paczkowski, « Les archives de l'appareil de sécurité de la République populaire de Pologne en tant que source », art cit, p. 79.
[1267] « Sto kilometrów teczek », art cit, p. 15.
[1268] Voir, par analogie, Vincent Dubois, *La politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, 2012.

Seconde Guerre mondiale. Il s'agit là d'une singularité qui distingue l'IPN de l'institut Gauck, qui conserve uniquement les archives des services de sécurité de l'ex-RDA. Le BUAiD, qui emploie le plus de personnel à l'IPN (environ 40 %), a la charge de « l'enregistrement, la collecte, la conservation, la préparation, la protection, la mise à disposition et la publication » des documents conservés à l'Institut. Le BEP, lui-même subdivisé en deux sections, scientifique et éducative, a la charge d'écrire une histoire de la période 1939-1989, en se basant notamment sur les documents conservés à l'IPN. Il emploie environ deux cents historiens, dont nous évoquerons les conditions de travail dans le chapitre suivant.

La Commission générale pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise est l'héritière directe de la Commission générale de recherche sur les crimes nazis, mise en place en Pologne au lendemain de la guerre. L'élargissement des compétences de cette commission aux crimes « staliniens », et non pas communistes, date de 1991. Elle est alors compétente pour instruire les crimes commis par le régime de la Pologne populaire, jusqu'au 31 décembre 1956. C'est seulement avec la création de l'IPN que la définition des « crimes contre la nation polonaise » englobe les crimes nazis et communistes, de 1939 à 1989. C'est à ce moment également que la Commission change de nom et troque le terme « recherche » (*badania*) pour « poursuite » (*ścigania*). Ce changement n'est pas que sémantique, puisqu'il implique que désormais la Commission est compétente pour entamer des poursuites judiciaires auprès des tribunaux, alors que sa fonction se limitait précédemment à la préparation d'actes d'accusation transmis ensuite au procureur général[1269]. Cet organe judiciaire de l'IPN le distingue des autres instituts similaires créés en Europe centrale et orientale, qui ne disposent pas d'attributions similaires (cf. tableau 40). Bien que ses effectifs soient les moins nombreux, la Commission emploie un peu plus d'une centaine de procureurs. Les chiffres fournis par l'IPN indiquent qu'elle instruit environ un millier de procédures judiciaires chaque année, dont les deux tiers concernent des crimes communistes et un tiers des crimes nazis. Une part résiduelle concerne des crimes de guerre divers. Les enquêtes menées par la Commission concernent aussi bien des crimes individuels, comme l'assassinat du prêtre catholique Jerzy Popiełuszko par les services de sécurité en 1984, que des massacres de masse tels que celui commis à Katyń en 1940.

La structure institutionnelle de l'IPN a évolué par la suite, notamment en 2006 avec la création d'un Bureau de la lustration. L'élargissement des compétences de l'IPN à la lustration devait permettre d'accélérer le processus de vérification des candidats aux fonctions visées par la loi. Le fait de réunir au sein de la même institution la conservation des archives

et leur exploitation dans le cadre de la lustration a en effet permis de réduire les délais de « vérification » des candidats. Néanmoins, en 2009, Antoni Dudek qualifiait la lustration de « fiction complète » et relevait que si le Bureau de la lustration parvenait à vérifier environ 5000 cas individuels chaque année, le stock de personnes à vérifier s'élevait à 140 000 individus. Dudek calculait donc que la vérification de l'ensemble des dossiers prendrait 28 années, sans compter le fait que chaque élection amène à vérifier de nouveaux candidats[1270].

Bien que la Commission d'enquête judiciaire et le Bureau de la lustration fonctionnent de manière entièrement autonome du BEP, la coexistence au sein de la même institution des fonctions d'éducation et de recherche et de la fonction judiciaire contribue à entretenir la confusion des genres, à l'origine de la plupart des critiques adressées à l'Institut. Toute l'ambiguïté originelle de l'institution est d'ailleurs contenue dans son nom au complet, Institut de la mémoire nationale – Commission pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise (*Instytut Pamięci Narodowej – Komisja Ścigania Zbrodni Przeciwko Narodowi Polskiemu*). Le nom même d'Institut de la mémoire nationale n'est pas original et rappelle celui de l'institut éponyme créé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (cf. chap. 1). De plus, la formule « Institut de la mémoire nationale » est adossée au nom de la Commission générale d'enquête sur les crimes nazis en 1984[1271]. L'idée d'associer les fonctions de recherche scientifique à celles d'instruction des crimes du passé remonte donc à la Pologne populaire. Le préambule de la loi sur l'IPN renvoie cependant davantage à une logique de commémoration[1272] qu'à une logique de recherche. Il indique la nécessité de

« Préserver la mémoire des dommages subis par la nation polonaise durant la Seconde Guerre mondiale et la période de l'après-guerre ; des traditions patriotiques de lutte contre les occupants, le nazisme et le communisme ; des efforts des citoyens dans la lutte en faveur d'un État polonais indépendant, de la défense de la liberté et de la dignité humaine. Afin de manifester notre conviction qu'aucune atteinte de l'État aux droits de ses citoyens ne peut être protégée par le secret ni tomber dans l'oubli, nous déclarons ce qui suit.[1273] »

A la lecture de ce préambule, toutes les leçons de l'histoire semblent déjà avoir été tirées par le législateur.

Fort d'un effectif ayant dépassé les 2000 employés en l'espace de quelques années, l'IPN est également une structure décentralisée, comprenant une administration centrale à

[1269] A. Dudek, *Instytut: osobista historia IPN*, *op. cit.*, p. 38.
[1270] Antoni Dudek, « IPN a współczesna polska historiografia » [L'IPN et l'historiographie contemporaine], dans Andrzej Czyżewski et al. (dir.), *Bez taryfy ulgowej. Dorobek naukowy i edukacyjny Instytutu Pamięci Narodowej 2000-2010*, Łódź, IPN, 2012, p. 377.
[1271] A. Dudek, *Instytut: osobista historia IPN*, *op. cit.*, p. 37.
[1272] La traduction anglaise officielle du nom de l'Institut est d'ailleurs « Institute of National Remembrance » et non « Institute of National Memory », formule adoptée dans certains textes en langue anglaise consacrés à l'IPN.
[1273] Voir Loi du 18 décembre 1998 sur l'Institut de la mémoire nationale : https://ipn.gov.pl/pl/o-ipn/ustawa/24216,Ustawa.html.

Varsovie et onze agences locales (*oddziały*) dans les voïvodies, dont la structure reprend les subdivisions entre Bureau des archives, Bureau d'éducation publique et Commission judiciaire. A ces agences s'ajoutent encore sept délégations dans de plus petites villes de province. Le budget de l'Institut, en progression constante depuis sa création, est aujourd'hui stabilisé autour de 55 millions d'euros annuels, après avoir plus que doublé entre 2005 et 2008, lorsque le gouvernement était dirigé par le PiS. Les gouvernements suivants n'ont pas revu le budget de l'Institut à la baisse. Tant et si bien que l'IPN apparaît, selon la formule de Dariusz Stola, comme « *a kind of special ministry for the difficult past*[1274] ».

Comme nous l'avons déjà mentionné, la création d'un tel institut est loin d'être une spécificité polonaise. De nombreux autres pays de l'Europe postcommuniste se sont dotés d'institutions similaires depuis 1989 : Allemagne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Roumanie et Bulgarie notamment (cf. tableau 40). La création de tels instituts, plus de dix années après la chute du bloc soviétique, semble attester de l'importance politique accordée aux enjeux liés à l'héritage des anciens régimes dans la région, comme le remarque Georges Mink :

« Dans aucun des pays post-communistes il n'y a aujourd'hui de consensus sur la clôture définitive du dossier du passé communiste. Bien au contraire on a l'impression qu'avec le temps son importance dans la vie politique s'accentue au prétexte que ses conséquences morales et sociopolitiques n'ont pas été enrayées. En Allemagne, où la loi prévoyait une extinction des procédures légales après quinze années d'accès aux archives, les délais ont été repoussés.[1275] *»*

[1274] Dariusz Stola, « Poland's Institute of National Remembrance: A Ministry of Memory? » dans Alexeï Miller et Maria Lipman (dir.), , CEU Press., Budapest, 2012, p. 48.

[1275] Georges Mink, « Les usages des instituts de la mémoire nationale (I.M.N.) dans les recompositions partisanes (1989-2008) » dans Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2011, p. 171−172.

Tableau 40. Caractéristiques principales de quelques institutions en charge des archives des services de sécurité communistes

Pays	Nom de l'institution	Année de création	Lois de lustration et/ou réglementant l'accès aux documents	Compétences	Mode de désignation de la direction	Taille du fonds d'archives (kml)	Publics ayant accès aux archives	Budget 2012 (M€)	Nombre d'employés (2012)
Pologne	Institut de la mémoire nationale – Commission pour la poursuite des crimes contre la nation polonaise	1998	1997	archivage, lustration, poursuite des crimes du passé, recherche et éducation	élection parlementaire sur proposition des partis politiques et du PR	90	personnes lésées, chercheurs et médias	53	2200
Allemagne	Bureau fédéral pour les archives de la sécurité d'État de l'ex-RDA	1991	1991	archivage, lustration, recherche et éducation	élection parlementaire sur proposition du gouvernement	111	personnes lésées, chercheurs et médias	102	1600
Hongrie	Archive historique de la sécurité d'État hongroise	1997	1994	archivage, lustration, recherche	nomination par la présidence du parlement	3,8	personnes lésées et chercheurs	2,3	99
République tchèque	Institut pour l'étude des régimes totalitaires et archives des services de sécurité	2007	1991	archivage, recherche et éducation	élection parlementaire sur proposition du PR, de la chambre basse et d'associations civiques	18	toute personne majeure, nationale ou étrangère, sans restriction particulière	10 (2009)	248
Roumanie	Conseil national pour l'étude des archives de la *Securitate*	2000	1999	archivage, lustration, recherche et éducation	élection parlementaire sur proposition des partis politiques, du PR et du PM	24	tous les citoyens roumains ainsi que les ressortissants des États membres de l'UE et de l'OTAN	2,4	238
Slovaquie	Institut de la mémoire nationale	2002	1991	archivage, recherche et éducation	élection parlementaire et nomination par le PR	1,8	personnes privées et chercheurs	1,5	70

Source : Élaboration personnelle à partir de *The "European Network of Official Authorities in Charge of the Secret Police Files". A Reader on the Legal Foundations, Structures and Activities*, 2014.

Note de lecture : PR = Président de la République ; PM = Premier ministre ; kml = kilomètres linéaires ; M€ = millions d'euros.

Au moment de la création de l'IPN, la tâche première des directeurs des différents bureaux consiste d'abord à acquérir des locaux. Il s'agit également de recruter des centaines d'employés. En effet, le parti pris par la direction de l'IPN consiste à embaucher un personnel jeune, souvent diplômé après 1989, supposé mieux disposé à un examen critique de la Pologne populaire (PRL). Ce parti pris valide en quelque sorte les discours sur l'absence de rupture franche avec l'ordre institutionnel hérité de la PRL. Il est partagé ailleurs, notamment en Slovaquie[1276]. Ainsi, si la directrice du Bureau des archives, Bernadetta Gronek, et son adjoint, Leszek Postołowicz, sont issus des archives du ministère de l'Intérieur, qu'ils avaient intégré au début des années 1990, ce Bureau recrute principalement des archivistes fraîchement diplômés, dont certains poursuivent encore leurs études sous forme de cours du soir[1277]. Le constat vaut également pour le Bureau d'éducation publique (BEP), subdivisé en deux sections, l'une scientifique, l'autre éducative. La direction du BEP est confiée à Paweł Machcewicz (doctorat en 1993), alors chercheur à l'Institut d'études politiques de l'Académie des sciences, celle de la section scientifique à Antoni Dudek (doctorat en 1994), alors *adiunkt* à l'université Jagellon de Cracovie. Significativement, très peu d'historiens ayant entamé leur carrière en Pologne populaire rejoignent l'IPN, à quelques rares exceptions. Comme Jerzy Eisler, qui prend la direction de l'agence locale de l'IPN à Varsovie. Les spécialistes de l'histoire de la PRL les plus en vue, Marcin Kula, Andrzej Paczkowski ou Andrzej Friszke, n'intègrent pas le BEP, bien que les deux derniers soient élus au Collège (*Kolegium*) chargé de superviser les activités de l'IPN. La majorité des chercheurs employés au BEP sont alors doctorants.

Mais la mise en place de l'IPN est surtout rendue compliquée par les rapports de force politiques de la fin des années 1990. L'acquisition de locaux et l'embauche du personnel sont retardées par le long processus de désignation, par le Parlement et le pouvoir exécutif, de la direction de l'Institut. Dix-huit mois s'écoulent entre l'adoption de la loi du 18 décembre 1998 et l'élection du juriste Leon Kieres à la présidence de l'IPN, le 30 juin 2000. Ce processus a été bien décrit par Paweł Machcewicz[1278], Dariusz Stola[1279] et Antoni Dudek[1280], dans des textes consacrés à la genèse de l'IPN et aux débats politiques qui l'ont accompagnée.

[1276] *Ibid.*, p. 178.
[1277] « Sto kilometrów teczek », art cit, p. 20.
[1278] Paweł Machcewicz, « Das Institut für Nationales Gedenken. Das polnische Modell der Abrechnung mit der totalitären Vergangenheit » dans Agnès Bensussan, Dorota Dakowska et Nicolas Beaupré (dir.), *Die Überlieferung der Dikaturen*, Essen, Klartext, 2004.
[1279] D. Stola, « Poland's Institute of National Remembrance: A Ministry of Memory? », art cit.
[1280] A. Dudek, *Instytut: osobista historia IPN*, *op. cit.*

Le gouvernement formé par l'Alliance électorale *Solidarność* (AWS) et l'Union de la liberté (UW) est un gouvernement de cohabitation. Le projet de loi gouvernemental créant l'IPN se voit opposer le veto du président Aleksander Kwaśniewski (SLD). Ce veto présidentiel est notamment motivé par le fait que le projet de loi conditionne l'accès aux documents des services de sécurité aux seuls individus reconnus comme « lésés » par l'IPN. Kwaśniewski se déclare au contraire en faveur de la possibilité pour tous les citoyens d'accéder à leur dossier personnel, y compris pour les anciens fonctionnaires ou collaborateurs secrets des services de sécurité[1281]. Ce veto est finalement surmonté par un vote des trois cinquièmes des députés. C'est le seul veto présidentiel (sur vingt-huit) à avoir été contredit par le *Sejm* au cours de cette période de cohabitation, entre 1997 et 2001[1282]. L'apport du parti agrarien (PSL) est décisif dans ce vote. Comme le souligne Antoni Dudek, le soutien du PSL à la création de l'IPN n'est toutefois pas « gratuit » : en contrepartie, le texte de loi est modifié afin que le président (*Prezes*) de l'IPN soit élu à la majorité des trois cinquièmes des députés, et non pas à la majorité simple comme initialement prévu. En outre, de cette genèse tourmentée résulte un statut juridique particulièrement protecteur pour le président de l'Institut, inédit pour un dirigeant d'administration publique. Dariusz Stola le compare à celui d'un chef d'État : le président de l'IPN est en effet pratiquement inamovible au cours de son mandat de cinq ans. A moins qu'il soit jugé coupable d'un crime ou que son état de santé nécessite de le remplacer. Un collège d'experts, le *Kolegium*, élu par le Parlement sur proposition des partis politiques, complète la direction de l'Institut. La durée du mandat du Collège, initialement calquée sur celle des membres du Tribunal constitutionnel et de la Cour suprême, c'est-à-dire à neuf ans, est réduite à sept années. Une durée qui demeure plus longue que celles des mandats parlementaire (quatre ans) et présidentiel (cinq ans), afin de réduire l'influence des changements de majorité politique sur la direction de l'IPN.

Les craintes exprimées vis-à-vis de la création de l'IPN ne se limitent pas au seul camp postcommuniste. Les anciens dissidents favorables au compromis de la Table ronde de 1989 sont notamment très hostiles à la création de l'IPN. Ils bénéficient de peu de relais au Parlement, aussi cette critique s'exprime-t-elle principalement dans la presse, notamment via le quotidien *Gazeta Wyborcza* dirigé par Adam Michnik, et l'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny*. Ces anciens dissidents partagent les craintes de la gauche post-communiste concernant la possible instrumentalisation des documents des services de sécurité dans la lutte politique. Le nom même de l'Institut est source d'inquiétudes, certains

[1281] *Ibid.*, p. 45.
[1282] *Ibid.*, p. 46.

éditorialistes remettent en cause le fait de constituer la mémoire nationale à partir des archives de l'appareil de sécurité communiste. La crainte principale la plus régulièrement exprimée est celle de voir des personnes publiques accusées à partir de ce type de documents, comme ce fut le cas au moment de l'affaire de la « liste Macierewicz ». Ces craintes seront confirmées par la publication de la liste Wildstein en 2005.

La désignation des onze membres du Collège est relativement aisée. Deux sont désignés par le Conseil supérieur de la magistrature (*Krajowa Rada Sądownictwa*) et neuf élus à la majorité simple par les députés, sur proposition des groupes parlementaires. Les membres élus reflètent donc les rapports de force parlementaires : deux ont été proposés par le PSL, quatre par l'AWS, deux par l'UW et un par le SLD. Parmi eux se trouvent Andrzej Friszke et Andrzej Paczkowski, proposés par l'UW. Le Collège, désigné en juillet 1999, est essentiellement composé d'universitaires, dont certains ont également effectué un passage en politique (cf. chap.6). Le processus de désignation du Président de l'IPN s'avère plus chaotique. Conformément à la loi, les candidats se déclarent auprès du Collège qui se prononce à la majorité de ses membres (six sur onze). Le candidat ainsi désigné par le Collège doit ensuite se présenter devant les groupes parlementaires qui l'auditionnent avant de procéder au vote, à la majorité des trois cinquièmes. Leon Kieres, élu à la tête de l'IPN en juin 2000, est le vingtième candidat à avoir déposé sa candidature auprès du Collège et le troisième à s'être présenté devant les parlementaires[1283]. Parmi ces candidats figurent des juristes, des historiens (dont Wojciech Roszkowski et Włodzimierz Borodziej), mais aussi des ministres et parlementaires. Le premier à obtenir l'investiture du Collège est Witold Kulesza, professeur de droit et directeur, depuis 1998, de la Commission centrale de recherches sur les crimes contre la nation polonaise, destinée à intégrer la structure de l'IPN. Il échoue cependant à obtenir l'approbation des trois cinquièmes des députés à quatorze voix près. Cet épisode révèle les difficultés à obtenir le soutien, pour des raisons différentes, du SLD postcommuniste et de la droite anticommuniste. Le SLD craint que l'IPN ne soit un instrument politique au service de ses adversaires politiques, et la droite anticommuniste tend à percevoir la plupart des candidats comme trop modérés. Ce qui achève de convaincre la majorité gouvernementale de l'apport indispensable du PSL. Une nouvelle sélection par le *Kolegium* permet de désigner Andrzej Chwalba, professeur d'histoire et vice-recteur de l'université Jagellon de Cracovie. A son tour, il n'obtient pas l'aval des députés, notamment après que la droite anticommuniste et notamment le quotidien *Nasz Dziennik*, qui définit sa

[1283] Décompte réalisé par nos soins à partir de *Ibid.*, p. 49−57.

ligne éditoriale comme nationale-catholique, l'aient accusé d'avoir dissimulé aux parlementaires son ancienne adhésion au PZPR du temps de la Pologne populaire. L'accusation a suffi à discréditer sa candidature, bien que le fait d'avoir été membre du PZPR n'ait jamais été inscrit dans la loi comme étant incompatible avec la fonction de président de l'IPN.

Après les échecs successifs de Kulesza et Chwalba au *Sejm*, le *Kolegium* rejette la candidature de Bogdan Boruszewicz, vice-ministre de l'Intérieur, issu de l'Union de la liberté (UW), l'une des composantes de la majorité parlementaire. Andrzej Grajewski, qui préside le Collège, remet alors sa démission, mais les membres du Collège lui renouvellent leur confiance à l'unanimité. La situation semble toutefois inextricable et le Premier ministre, Jerzy Buzek, suggère à Grajewski de se déclarer lui-même candidat. Grajewksi refuse et c'est seulement alors qu'un groupe de sénateurs entreprend de convaincre Leon Kieres, professeur de droit et sénateur (sans étiquette) de déposer sa candidature. Ce « bon chrétien modéré » (entretien avec S.) parvient à obtenir l'approbation des trois cinquièmes des députés (cf. Encadré 23). Son élection marque l'aboutissement du processus législatif de création de l'IPN.

Encadré 23. Notice biographique de Leon Kieres, premier président de l'IPN (2000-2005)

Né en 1948, Leon Kieres effectue des études de droit à Wrocław. Docteur en 1975, il obtient l'habilitation en 1985 et le titre de professeur en 1991. Bien que n'ayant jamais adhéré à un parti politique, il est membre de *Solidarność* de 1980 à 2000. Il est contraint de quitter le syndicat, ainsi que ses mandats politiques, au moment de son élection au poste de président de l'IPN. A partir de 1990, il obtient plusieurs mandats électifs : conseiller municipal de Wrocław de 1990 à 1994, élu au *Sejmik* (assemblée régionale) de Haute-Silésie en 1998, sur une liste soutenue par l'UW (Union de la Liberté), sénateur de la voïvodie de Wrocław en 1997. A partir de 1992, il est également représentant polonais à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et officiera en tant qu'observateur international dans le cadre d'élections locales en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Élu à la tête de l'IPN en juin 2000, il échoue à obtenir une majorité de six voix au *Kolegium* pour candidater à sa réélection en 2005. Son mandat à la tête de l'IPN achevé, il restera en fonction de juin à décembre 2005, le temps qu'aboutisse la procédure de sélection de son successeur. Il réintègre ensuite la vie politique, en étant à nouveau élu au *Sejmik* de Haute-Silésie en 2006, puis sénateur en 2007, à chaque fois en tant que candidat de la Plateforme civique (PO). En 2012, il est élu par le *Sejm* pour siéger au Tribunal constitutionnel.

A travers la judiciarisation du passé communiste de la Pologne et la création de l'IPN, se pose la question de la redéfinition du métier d'historien du temps présent :

« Ce qui est à craindre, en effet, est que par les jeux des nominations partisanes, ces Instituts ne soient que des instruments de compétition politique entre des mains indélicates. D'autant que ses employés cumulent plusieurs fonctions : de classification, d'instruction à charge, d'opinion sur les individus ayant besoin d'un feu vert pour occuper certaines positions administratives. Ainsi, la science historique risque d'être amenée à jouer le rôle d'auxiliaire du droit pénal. Une telle variante du métier d'historien séduit les médias, qui, au lieu de s'interroger sur le contexte et la complexité du passé, adorent l'historien-juge qui devant les caméras sort les dossiers pour accuser. Ils l'aiment d'autant plus qu'il s'aligne sur leurs questions (qui a donné l'ordre, qui l'a ratifié, pourquoi les criminels n'ont-ils pas été punis ?) en oubliant les précautions d'usage. Dans ce climat de dénonciation

généralisée, les batailles politiques, si elles n'annoncent pas la fin du politique, montrent néanmoins la dégradation du débat.[1284] »

Les contraintes externes, politique et judiciaire, offrent néanmoins de nouveaux débouchés professionnels aux historiens, de même qu'un prestige et une visibilité accrus. Elles s'accompagnent donc d'une revalorisation du rôle social et politique de l'historien du temps présent. Ce dernier détient en effet une compétence qui constitue une ressource légitimant sa prise de parole publique. Si les historiens n'ont pas été au cœur des débats sur la lustration, le devenir des archives des services de sécurité ou encore la judiciarisation du passé qui se sont essentiellement déroulés au parlement, ces débats ont contribué à ériger l'histoire du temps présent en enjeu politique et judiciaire majeur. Ainsi, l'intervention des historiens dans le débat public, via les prises de position exprimées dans la presse (*publicystyka*), s'en est trouvée légitimée. Les interventions dans la presse et la création de l'Institut de la mémoire nationale constituent pour les historiens du temps présent des marchés extra-académiques porteurs. Il s'agit de voir à présent comment les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche menées après 1989 ont créé un contexte favorable à l'investissement des historiens sur ces marchés.

[1284] G. Mink, « Les usages des instituts de la mémoire nationale (I.M.N.) dans les recompositions partisanes (1989-2008) », art cit, p. 179.

Section 3. Contrainte politique et contrainte économique :

Après 1989, les contraintes externes à l'espace de production historiographique ne sont pas que politiques et judiciaires. Elles sont aussi d'ordre économique. Ce type de contrainte ne concerne pas uniquement l'histoire, mais vaut pour l'ensemble des disciplines des sciences humaines et sociales. Dans le cas de l'histoire du temps présent, toutefois, la contrainte économique contribue à rehausser l'attrait des marchés extra-académiques identifiés précédemment. Après 1989, elle se traduit par le passage d'un système d'enseignement supérieur et de recherche intégralement nationalisé, à un système concurrentiel marqué par l'importance du secteur privé. En outre, les réformes conduites au cours des années 1990 ont contribué à déclasser les professions académiques et le secteur public en général, avec l'apparition d'un secteur marchand plus attractif pour les jeunes diplômés. Universitaires et intellectuels, qui jouissaient d'un certain prestige social dans les États du bloc soviétique, voient donc leurs conditions matérielles d'existence considérablement modifiées :

« Ce sont les contraintes matérielles de sociétés se réclamant d'un nouveau libéralisme économique qui ont provoqué les mutations les plus importantes. En se libérant et en se transformant, les États centre-européens ont perdu le confort - en grande partie factice - dont ils jouissaient et qui profitait - modestement, il est vrai - aux intellectuels. Les intellectuels ont changé à la fois de fonction et de cadre. Pour reprendre un propos de Dan Mihailescu en 1992, "comme les soldats russes, ils sont rentrés à la maison". Le choc de la concurrence a été rude : il a touché les individus et les institutions. La planète historienne s'est paupérisée au moment précis où les tâches qui l'attendent sont énormes : quelques centaines d'historiens-chercheurs, quelques milliers pour les pays les plus grands, ont à reconstruire l'enseignement, à écrire des manuels, à exploiter des kilomètres de rayonnage d'archives, à faire face à la demande sociale, à répondre aux sollicitations des médias etc. alors que leurs bases matérielles (salariales, professionnelles, éditoriales) s'amenuisent ou se dérobent. Dans de telles conditions, la tentation est grande - pour l'historien, et plus encore pour l'apprenti-historien -, de céder aux sirènes de la presse, de la politique, voire des affaires.[1285] *»*

Ceci entraîne des transformations majeures du point de vue des carrières universitaires, qui ne sont pas sans incidence sur le développement de l'historiographie à partir des années 1990. Avant 1989, ces conditions économiques ne revêtent pas la même importance. Les critiques alors exprimées au sujet des conditions matérielles de la recherche historique portent essentiellement sur l'état de conservation des archives, le soutien à l'édition scientifique ou à la recherche en général (frais de déplacement ou de traduction). Les revendications liées aux emplois scientifiques portent le plus souvent sur le niveau de formation des candidats, notamment en histoire contemporaine, mais pas sur le manque de débouchés professionnels.

[1285] Antoine Marès, *Histoire et pouvoir en Europe médiane*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 22.

Les historiens de formation ne trouvant pas à s'insérer sur le marché académique n'ont guère de difficultés à intégrer des marchés alternatifs, dans l'enseignement ou aux archives, notamment. Après 1989, les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche se traduisent par un sous-financement chronique des universités, mais aussi par le développement d'un vaste secteur d'enseignement supérieur privé. En résulte une plus grande diversification des carrières académiques. Ces transformations des conditions matérielles d'exercice du métier d'historien ont notamment pour effet de rendre plus attractives des carrières alternatives ou hybrides, notamment via l'Institut de la mémoire nationale (IPN). Elles favorisent aussi la diversification de la production écrite, via la publicystyka ou les publications à large diffusion, qui sont plus rémunératrices. Ces arènes alternatives au monde académique offrent donc des rétributions tant symboliques que matérielles. Ces transformations conduisent certains historiens à multiplier les investissements sur des marchés extra ou para-académiques. Elles renforcent donc en quelque sorte la contrainte politique externe. Là encore, ce type de transformation n'est pas spécifique au cas polonais : des constatations similaires ont été établies dans d'autres pays de l'ancien espace soviétique[1286]. Mais aussi, avec des logiques et des conséquences différentes, en Europe occidentale et aux États-Unis, comme le montre Gérard Noiriel[1287].

III.1.Les lois du marché :

En Pologne comme dans la plupart des anciennes démocraties populaires, les réformes du système universitaire adoptées après 1989 visent à rendre le monde académique plus autonome du champ politique, en abandonnant le contrôle auparavant exercé par le Parti-État sur les nominations des pouvoirs académiques et le déroulement des carrières. La spécificité polonaise, par rapport à l'ex-RDA notamment, réside dans l'absence de politique d'épuration des facultés : les enseignants et chercheurs membres du Parti communiste ne sont pas écartés des universités et de l'Académie des sciences[1288].

Le passage d'une économie de type socialiste à une économie de marché, dans un contexte de transformations socio-économiques lourdes caractérisées par un désengagement généralisé de l'État au profit de la sphère privée, s'est traduit au niveau universitaire par le passage d'un système d'enseignement supérieur public, encore très sélectif socialement malgré

[1286] Carole Sigman, Ioana Cirstocea et Dorota Dakowska (dir.), « Les transformations des espaces académiques centre-est-européens depuis 1989 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2014, vol. 45, n° 1.
[1287] G. Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, *op. cit.*, p. 13.
[1288] Sur le cas est-allemand, voir K.H. Jaraush, « Déstruction créatrice », art cit.

une première massification enregistrée en Pologne populaire, et surtout entièrement contrôlé par l'État, à un système caractérisé par la mise en concurrence des universités publiques avec un nombre croissant d'écoles supérieures privées, qui proposent à partir des années 1990 des cursus onéreux à des étudiants qui sont de plus en plus nombreux : en l'espace d'une décennie, le nombre d'étudiants est multiplié par trois entre 1990 et 1999, passant de 400 000 à 1,4 million[1289]. Après avoir atteint près de deux millions dix ans plus tard, ce nombre est en constante diminution depuis, du fait d'une démographie déclinante, et a retrouvé son niveau de 1999.

Dès le début des années 1990, plusieurs réformes du système de l'enseignement supérieur sont entreprises en Pologne, à l'instar des logiques à l'œuvre dans d'autres pays de l'Europe centrale et orientale[1290]. Pour les promoteurs de ces réformes, décentralisation et désidéologisation du système universitaire sont souvent synonymes de libéralisation et de mise en concurrence, dans une forme de mimétisme justifiée par un supposé « retard » vis-à-vis du monde occidental[1291]. Les premiers textes de loi adoptés en la matière visent ainsi à réaliser l'autonomie institutionnelle des structures d'enseignement et de recherche, universités et Académie des sciences, et à consacrer les libertés académiques, mises à mal par la conception d'une science au service de l'État dans les pays du « socialisme réel » [1292]. Trois phases peuvent être distinguées au sein du processus non linéaire des réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche en Pologne depuis 1989 : les réformes du début des années 1990, qui visent à décommuniser les structures et à consacrer les libertés académiques ; les réformes du début des années 2000, qui accompagnent le processus d'intégration européenne ; les réformes des années 2010-2011, qui consacrent l'orientation du système universitaire vers le secteur privé. De façon générale, les réformes de l'enseignement supérieur et de la recherche en Pologne n'ont pas suivi un parcours linéaire depuis le début des années 1990, même si les logiques de privatisation ont accompagné ce processus, marqué à la fois par un vaste mouvement de libéralisation, puis par la mise en œuvre du Processus de

[1289] Marek Kwiek, « Academe in transition: Transformations in the Polish academic profession », *Higher Education*, 2003, vol. 45, n° 4, p. 455−476.
[1290] Carole Sigman, Ioana Cirstocea et Dorota Dakowska (dir.), « Les transformations des espaces académiques centre-est-européens depuis 1989 », art cit.
[1291] Sur les références à un supposé « retard » à rattraper comme justification des réformes de l'ESR en Pologne, voir Dorota Dakowska, « Polish Higher Education and the Global Academic Competition: University Rankings in the Reform Debate » dans Tero Erkkil¨a (dir.), *Global University Rankings: Challenges for European Higher Education*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 107−123.
[1292] M. Kwiek, « Academe in transition », art cit.

Bologne[1293]. Malgré les nombreux textes adoptés, le constat établi par Marek Kwiek au début des années 2000 d'une profession académique ayant bénéficié d'une autonomie accrue, mais dont les perspectives de carrière individuelles demeurent incertaines, reste valable jusqu'à aujourd'hui.

Ces changements s'inscrivent dans des tendances plus larges, notamment la démocratisation de l'enseignement supérieur et l'apparition d'un nombre important d'écoles privées, aboutissant au développement d'un secteur d'enseignement supérieur privé parmi les plus importants au monde[1294]. Ce secteur s'est rapidement développé : sur 310 établissements d'enseignement supérieur en 2000, 195 étaient privés[1295], soit près de deux sur trois. Cette proportion est restée inchangée depuis. Ces écoles supérieures privées, généralement implantées en province, offrent des formations principalement tournées vers le management et les études commerciales, mais accordent également une place importante aux sciences sociales. Elles recrutent en conséquence quelques professeurs d'histoire. En lien avec les transformations du marché du travail, la valeur relative des disciplines des sciences humaines, dont l'histoire, a été dévaluée au profit de cursus plus appliqués tels que les sciences de gestion ou le management, mais aussi le droit. Ainsi, en 2011, le bloc « sciences humaines », qui comprend, entre autres disciplines, l'histoire et les lettres, représente 9 % du total des étudiants inscrits en Pologne, loin derrière le bloc « sciences sociales, économie et droit », qui représente plus du 36 % du total[1296]. En revanche, le bloc « sciences humaines » perd relativement moins d'étudiants que le bloc « sciences sociales, économie et droit » au cours des dernières années.

La massification de l'enseignement supérieur a largement bénéficié au secteur privé, qui accueille environ un étudiant sur trois, essentiellement en formation continue, avec des cours du soir ou durant les week-ends. Là aussi, la tendance est commune à de nombreux pays d'Europe centrale et orientale : dans ces pays, la part des effectifs étudiants inscrits dans le secteur privé est de 27,7 %, contre 6,3 % dans les pays d'Europe occidentale[1297]. En outre, la logique de privatisation a conduit les universités publiques à proposer à leur tour des cursus payants à destination d'étudiants « extra-muros ». Le secteur d'enseignement supérieur privé

[1293] Dorota Dakowska, « Between Competition Imperative and Europeanisation: The Case of Higher Education Reform in Poland », *Higher Education: The International Journal of Higher Education and Educational Planning*, 2015, vol. 69, n° 1, p. 129-141.
[1294] *Ibid.*
[1295] Dorota Dakowska, « L'université compétitive ? L'économisation de l'enseignement supérieur et de la recherche en Pologne », communication au Congrès de l'AFSP 2011, ST 27.
[1296] Ministerstwo Nauki i Szkolnictwa Wyższego, « Szkolnictwo Wyższe w Polsce », 2013.
[1297] Carole Sigman, Ioana Cirstocea et Dorota Dakowska (dir.), « Les transformations des espaces académiques centre-est-européens depuis 1989 », art cit.

fournit aux universitaires de nouveaux emplois et la possibilité de cumuler les rémunérations[1298]. En conséquence, certains connaissent des situations de pluri-emploi, cumulant un emploi principal à l'université publique et un emploi secondaire, souvent plus lucratif, au sein d'une école privée[1299].

Ces nouveaux débouchés sont d'autant plus attractifs que les réformes successives de l'enseignement supérieur ne se sont pas traduites par une évolution significative de la rémunération des enseignants-chercheurs dans le secteur public. Les salaires restent bas, tant au regard des standards européens que de l'échelle des salaires en Pologne[1300]. En effet, la rémunération moyenne mensuelle brute des docteurs employés au sein des écoles supérieures et de l'Académie des sciences a peu évolué depuis le début des années 2000. Elle s'établit entre 800 et 1000 euros pour les *adiunkt*, de 1300 à 1500 euros pour les professeurs, ce qui place les universitaires à un niveau de rémunération dans la moyenne des employés du secteur public, mais très inférieur à la moyenne des rémunérations dans le secteur privé, à part pour les professeurs. Par conséquent, une part importante des universitaires (50 à 60 % selon les chiffres donnés par Marek Kwiek en 2003) fait le choix d'enseigner de manière additionnelle dans le secteur privé, complétant ainsi leur rémunération en cumulant deux salaires, et même parfois davantage. Ainsi, la plupart des enseignants des écoles privées, qui se focalisent sur l'enseignement au détriment de la recherche, ont un emploi principal dans le secteur public, généralement au sein d'une université ou à l'Académie des sciences. Cette situation est rendue possible par une quantité d'heures de cours relativement faible au sein des universités publiques polonaises (de six à huit heures de cours hebdomadaires en moyenne, selon le niveau d'avancement dans la carrière), qui permet aux enseignants-chercheurs de fournir plusieurs heures d'enseignement supplémentaires dans le secteur privé (jusqu'à 20 heures hebdomadaires)[1301]. Cela se traduit concrètement par une surcharge de travail, la multiplication des heures de cours et des obligations administratives, ayant pour conséquence un désinvestissement dans la recherche.

Si les universités publiques sont en situation de concurrence avec les écoles privées sur le marché de l'enseignement supérieur, elles se partagent donc le personnel enseignant. La loi impose en effet aux écoles privées d'engager au moins huit universitaires ayant le titre de

---

[1298] Des observations similaires ont été formulées au sujet d'autres pays de l'ancien bloc soviétique. Voir notamment M. Bigday, *L'engagement intellectuel sous régime autoritaire*, *op. cit.*, p. 174−178.
[1299] Marie-Christine Bureau, Marc Perrenoud et Roberta Shapiro (dir.), *L'artiste pluriel : démultiplier l'activité pour vivre de son art*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009.
[1300] M. Kwiek, « Academe in transition », art cit.
[1301] *Ibid.*

docteur habilité ou de professeurs[1302]. Si les gouvernements polonais successifs ont encouragé l'essor de l'enseignement supérieur privé, l'État conserve un rôle en matière d'accréditation des établissements et de définition des standards d'enseignement[1303]. Ces politiques d'inspiration néolibérale ont conduit à considérer l'enseignement supérieur comme une marchandise privée plutôt que comme un bien public, une tendance commune au niveau des États membres de l'Union européenne[1304]. Les transformations à l'œuvre en Pologne depuis les années 1990 ne sont donc pas indépendantes d'évolutions plus globales à l'échelle européenne. Les références à un « retard » polonais et au rattrapage d'un supposé « modèle européen » sont d'ailleurs nombreuses dans la littérature du ministère de l'Enseignement supérieur[1305].

III.2. Des dynamiques de carrières différenciées :

Les transformations que nous venons de décrire n'ont pas été sans effets sur le travail des historiens universitaires. Notamment, les trajectoires professionnelles ont été affectées par l'apparition de nouveaux débouchés et de nouveaux types de carrières. Dans le secteur de la recherche en histoire du temps présent, l'apparition des écoles supérieures privées et la création de l'Institut de la mémoire nationale (IPN) ont modifié le déroulement des carrières académiques. Une base de données, constituée par nos soins, regroupe un échantillon de 323 historiens, tous spécialistes d'histoire contemporaine et titulaires du doctorat, en poste dans une université ou un centre de recherche polonais en 2012. Ils sont issus des principales institutions de recherche en histoire contemporaine, soit quatorze universités publiques[1306], une université catholique privée (Université catholique de Lublin), l'Institut d'histoire et l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences, et le département de recherches du Bureau d'éducation publique de l'IPN (BEP). La spécialisation sur la période contemporaine a été définie par le fait d'avoir mené des recherches (il s'agit souvent de la thèse de doctorat) sur le 20e siècle, plus précisément sur la période qui s'étend de 1918 à nos jours. Elle est donc plus large que notre définition de l'histoire du temps présent (1939-1989),

[1302] *Ibid.*
[1303] D. Dakowska, « Between Competition Imperative and Europeanisation », art cit.
[1304] Sandrine Garcia, « L'Europe du savoir contre l'Europe des banques ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2007, vol. 166−167, n° 1, p. 80−93.
[1305] D. Dakowska, « Between Competition Imperative and Europeanisation », art cit.
[1306] Il s'agit des universités suivantes : Université de Varsovie, Université Jagellon (Cracovie), Université de Łódź, Université du Cardinal Stefan Wyszyński (Varsovie), Université Adam Mickiewicz (Poznań), Université de Gdańsk, Université Nicolas Copernic (Toruń), Université Marie Curie- Skłodowska (Lublin), Université de

ce qui s'explique par le fait qu'en dehors des centres de recherche spécialisés sur la Seconde Guerre mondiale et la Pologne populaire à Varsovie, les centres de recherche des universités de province sont généralement consacrés au 20e siècle en général, avec plusieurs chercheurs travaillant sur l'entre-deux-guerres et la guerre elle-même.

Pour les universités et l'Académie des sciences, nous avons pris en compte tous les membres des instituts et départements consacrés à l'histoire contemporaine ou du 20e siècle, ainsi que ceux d'autres instituts ou départements plus spécialisés, par exemple en histoire de l'art ou de la littérature, dont les travaux portent sur la période contemporaine. Les chercheurs du BEP ont été pris en compte de manière exhaustive, étant donné que leurs travaux portent par définition exclusivement sur la période contemporaine. Pour chaque individu, nous avons cherché à retracer la carrière universitaire : les différents emplois et postes occupés, ainsi que l'obtention des différents diplômes et titres scientifiques. Les données ont été recueillies à partir de la base de données *Nauka Polska*, constituée par le Centre de traitement de l'information, un organe dépendant du ministère de la Science et de l'enseignement supérieur[1307]. Cette base regroupe des informations sur les chercheurs et les institutions de recherche en Pologne. Leur actualisation dépend des mises à jour, qui sont réalisées ponctuellement à la demande des universitaires, et de manière exhaustive, par questionnaire, tous les quatre ans. Le croisement des données de la base *Nauka Polska* avec celles recueillies via les sites institutionnels, ainsi que les biographies et CV en ligne, a permis de consolider les données et de corriger d'éventuelles erreurs et omissions. Les différents indicateurs renseignés donnent une idée fiable de l'état de la profession d'historien contemporanéiste en Pologne et de l'évolution des carrières depuis 1989, notamment en mesurant l'importance prise par des institutions telles que les écoles supérieures privées et l'IPN, qui n'existaient pas à l'époque de la République populaire de Pologne et constituent de nouveaux débouchés pour les historiens.

Silésie, Université d'Opole, Université de Białystok, Université de Zielona Góra, Université Casimir le Grand (Bydgoszcz), Université Jan Kochanowski (Kielce).

Tableau 41. Répartition de la population de l'échantillon en fonction du titre scientifique

Docteurs	Docteurs habilités	Professeur
171 (53 %)	82 (25 %)	70 (22 %)

Source : Élaboration personnelle à partir du portail *Nauka Polska* et de sources institutionnelles.
Champ : Les historiens contemporanéistes en poste dans un établissement d'enseignement supérieur ou un centre de recherches polonais en 2012 (n = 323).
Lecture : 171 individus composant notre échantillon sont docteurs au moment de l'enquête, soit 53 % du total.

Tous les historiens n'ont pas accès de la même façon aux nouveaux débouchés professionnels que constituent les établissements d'enseignement supérieur privés et l'IPN. L'avancement dans la carrière universitaire, mesuré à l'aune du titre scientifique, détermine fortement l'accès au cumul de postes. Si les données collectées ne permettent pas d'évaluer la dynamique de la carrière - la base *Nauka Polska* n'indiquant pas les dates de passage par les différentes positions professionnelles -, il est néanmoins possible de mettre en rapport le type d'institutions fréquentées avec l'avancement dans la carrière académique.

Le tableau 41 résume les différents scénarii de carrière identifiés à partir des données, en recensant les institutions par lesquelles sont passées les individus étudiés. Le tableau renseigne les différents postes occupés au cours de la carrière, mais pas nécessairement simultanément. Un individu peut par exemple avoir débuté sa carrière académique au sein d'une université avant de la poursuivre à l'Académie des sciences. Il faut cependant souligner que le passage par une école supérieure privée correspond nécessairement à une situation de cumul, puisqu'aucun individu n'a fait sa carrière uniquement au sein d'une de ces écoles.

[1307] Voir : http://nauka-polska.pl/#/home/search?_k=wfnixs.

Tableau 42. Institutions académiques fréquentées au cours de la carrière

Institution fréquentée	Effectif	Pourcentage
Université	147	46
Ecole supérieure privée	0	0
Académie des sciences	23	7
IPN	42	13
Université + école supérieure privée	40	12
Université + Académie des sciences	14	4
Université + IPN	17	5
Académie des sciences + école supérieure privée	7	2
IPN, école supérieure privée	9	3
IPN + Académie des sciences	0	0
Cumul de trois institutions	13	4
Non réponses	11	3
TOTAL	**323**	**100**

Source : Élaboration personnelle à partir du portail *Nauka Polska* et de sources institutionnelles.
Champ : Les historiens contemporanéistes en poste dans un établissement d'enseignement supérieur ou un centre de recherches polonais en 2012 (n = 323).
Lecture : 147 individus composant notre échantillon ont occupé un poste à l'université sans fréquenter par ailleurs une autre institution académique, soit 46 % du total.

La prise en compte de l'ensemble des parcours rencontrés au sein de la population des historiens contemporanéistes donne à voir qu'un peu moins de la moitié (46 %) d'entre eux font carrière uniquement au sein des universités. En y ajoutant ceux qui font uniquement carrière à l'Académie des sciences ainsi que ceux qui fréquentent ces deux institutions, ce sont 57 % des historiens qui font carrière uniquement au sein de la recherche académique publique classique. 43 % des historiens contemporanéistes passent donc au cours de leur carrière par des institutions (écoles supérieures privées et IPN) qui n'existaient pas du temps de la République populaire de Pologne, ce qui donne une idée de la diversification des débouchés et des carrières après 1989. L'IPN, plus dépendant de la commande politique et au sein duquel la recherche se rapproche davantage de la *public history* (cf. chapitre suivant), est fréquenté de manière exclusive par 13 % des historiens qui composent la population enquêtée. Plus d'un historien contemporanéiste sur 10 est donc employé exclusivement par l'IPN. Ce

pourcentage serait encore supérieur en réduisant la population uniquement aux spécialistes de la période 1939-1989. Si 65 % des historiens ne fréquentent qu'un seul et unique type d'institution au cours de leur carrière (une université, l'Académie des sciences ou l'IPN), 35 % (plus du tiers) en connaissent deux ou trois. La combinaison la plus fréquente est celle qui associe l'université et une école supérieure privée (12 % de l'échantillon).

Surtout, l'avancement dans la carrière joue un rôle déterminant dans l'accès aux différentes institutions d'enseignement et de recherche, comme le montrent les tableaux suivants, qui distinguent la population en fonction du niveau d'avancement dans la carrière.

Tableau 43. Institutions académiques fréquentées au cours de la carrière (population = docteurs)

Institution fréquentée	Effectif total	Dont femmes
Université	70 (43 %)	26
Académie des sciences	14 (9 %)	4
IPN	43 (26 %)	7
Université + école supérieure privée	12 (7 %)	1
Université + Académie des sciences	3 (2 %)	2
Université + IPN	10 (6 %)	2
Académie des sciences + école supérieure privée	1 (1 %)	1
Cumul de trois institutions	10 (6 %)	0
TOTAL	**163**	**43**

Source : Élaboration personnelle à partir du portail *Nauka Polska* et de sources institutionnelles.
Champ : Les docteurs en histoire contemporaine, en poste dans un établissement d'enseignement supérieur ou un centre de recherches polonais en 2012 (n = 163).
Lecture : 70 individus composant notre échantillon ont occupé un poste à l'université sans fréquenter par ailleurs une autre institution académique, soit 43 % du total.

Tableau 44. Institutions académiques fréquentées au cours de la carrière (population = habilités et professeurs)

Institution fréquentée	Effectif	Dont femmes
Université	79 (52 %)	8
Académie des sciences	11 (7 %)	1
IPN	0	0
Université + école supérieure privée	29 (19 %)	3
Université + Académie des sciences	9 (6 %)	1
Université + IPN	6 (4 %)	0
Académie des sciences + école supérieure privée	6 (4 %)	1
IPN + école supérieure privée	1 (1 %)	0
Cumul de trois institutions	11 (7 %)	0
TOTAL	**152**	**14**

Source : Élaboration personnelle à partir du portail *Nauka Polska* et de sources institutionnelles.
Champ : Les historiens contemporanéistes titulaires de l'habilitation ou professeurs, en poste dans un établissement d'enseignement supérieur ou un centre de recherches polonais en 2012 (n = 152).
Lecture : 79 individus composant notre échantillon ont occupé un poste à l'université sans fréquenter par ailleurs une autre institution académique, soit 52 % du total.

Les tableaux 43 et 44 permettent d'affiner les résultats et de montrer que le type d'institution fréquentée varie considérablement selon le niveau d'avancement dans la carrière universitaire, mesuré à l'aune du titre scientifique (docteur, docteur habilité, professeur). Les docteurs sont proportionnellement plus nombreux à n'avoir fréquenté qu'une seule institution au cours de leur carrière : 78 %, contre 59 % pour les habilités et les professeurs, alors que la moyenne sur l'ensemble de la population est de 65 %. Ce résultat est logique, dans la mesure où les carrières des docteurs sont dans l'ensemble moins longues que celles des habilités et professeurs au moment de l'enquête. Signe de la diversification progressive des carrières après 1989, les docteurs connaissent moins fréquemment des carrières exclusivement tournées vers la recherche publique (universités et Académie des sciences) : 52 % contre 59 % des habilités et professeurs. La différence est particulièrement marquée concernant les carrières au sein des universités : 43 % des docteurs ont fait carrière uniquement à l'université, contre 52 % des habilités et professeurs. Les chiffres sont encore plus parlants concernant l'IPN : 26 % des docteurs font carrière uniquement à l'IPN, ce qui n'est le cas d'aucun des docteurs habilités et

des professeurs : ceux d'entre eux qui sont employés à l'IPN font parallèlement carrière au sein d'une université ou à l'Académie des sciences. Ces chiffres donnent une idée de l'extension des débouchés et, *in fine*, de la croissance démographique de la population des historiens contemporanéistes du fait de la création de l'IPN, puisque ce dernier emploie plus du quart des docteurs présents dans l'échantillon. Les situations correspondant au passage par deux institutions ou plus au cours de la carrière confirment que l'avancement dans la carrière académique accroît les chances de pluri-emploi, notamment dans les écoles supérieures privées. Près du quart (23 %) des docteurs habilités et professeurs sont passés par une université ou l'Académie des sciences et une école supérieure privée, contre seulement 8 % des docteurs. La fréquence plus importante d'universitaires avancés dans la carrière parmi le personnel des écoles supérieures privées est à mettre en relation avec le fait qu'embaucher des universitaires reconnus constitue un enjeu de prestige pour ces écoles, qui cherchent ainsi à se distinguer de leurs concurrentes et des universités publiques sur le marché de l'enseignement supérieur.

Ces résultats permettent de tirer plusieurs conclusions. L'Institut de la mémoire nationale constitue un débouché professionnel majeur pour les jeunes historiens, docteurs, mais aussi doctorants, en l'absence de bourses doctorales conséquentes. Il s'agit donc d'une institution qui accueille principalement de nouveaux entrants au sein de la discipline. A l'IPN, ceux-ci se voient offrir des rémunérations supérieures de 20 à 30 % à celles qui sont pratiquées au sein du monde académique. Il s'agit d'un argument non négligeable pour de jeunes historiens qui connaissent un début de carrière difficile et sont souvent contraints de trouver un emploi alimentaire pour financer leur thèse de doctorat. D'autant que les débouchés au sein du monde académique sont rares, surtout en histoire. L'IPN est donc souvent présenté en entretien comme une opportunité de carrière. D'autant que l'institut emploie de nombreux historiens y compris en dehors de son centre de recherches, au Bureau des archives, à la section éducative ou encore dans son service d'édition. Autant de postes de travail attractifs pour les diplômés en histoire, y compris parfois lorsqu'ils sont spécialisés en histoire moderne ou médiévale. Pour un doctorant en histoire, un poste à l'IPN est souvent recherché en tant que substitut à un financement de thèse.

« L'IPN paye mieux les doctorants, tu as un vrai travail, c'est complètement différent. Tu ne vis pas des bourses ou des crédits... Pendant mes deux premières années de thèse j'ai travaillé comme professeur d'espagnol, je gagnais à peu près autant, mais c'était plus fatigant... je donnais mes cours le soir après avoir été aux archives... » (Entretien avec N., chercheur IPN)

« J'ai échoué aux épreuves pour les études doctorales à l'université, mais je voulais absolument... je voulais absolument faire ma thèse à l'université parce que [...] c'était mon plus grand rêve, [...], mais... j'ai échoué à l'épreuve. [...] j'ai commencé à travailler au Château royal, en tant que guide... je donnais des leçons

thématiques pour les élèves de l'école primaire et secondaire ; on m'a très mal payé, je n'ai pas eu un emploi fixe et j'ai eu des problèmes d'argent, c'est la raison pour laquelle ma famille m'a suggéré de peut-être choisir un emploi où je pourrais avoir un salaire et gagner ma vie en fait ; quand on a vingt-six ans il est grand temps d'être indépendant non ? » (Entretien avec A., archiviste IPN)

Outre la rémunération, les conditions d'emploi à l'IPN sont également attractives, puisque passées des périodes d'essai qui durent en général de trois à six mois, l'institut offre des contrats à durée indéterminée, qui assurent une sécurité de l'emploi et facilitent l'accès au crédit.

Les femmes sont relativement peu nombreuses dans notre échantillon : une soixantaine, soit moins de 20 % du total. Leurs carrières donnent cependant à voir des différences significatives par rapport à la moyenne, notamment au niveau des docteurs (tableau 43). Ici, 60 % des femmes sont employées uniquement au sein d'une université publique, contre 43 % de la population totale. Conséquemment, leurs carrières impliquent moins fréquemment des passages au sein des écoles supérieures privées et de l'IPN, où elles ne sont que sept. Les femmes apparaissent moins multi-positionnées de manière générale : aucune d'entre elles ne cumule plus de deux positions, et ce quel que soit le grade scientifique.

Les carrières centrées sur la recherche académique publique classique sont plus fréquentes parmi les historiens les plus avancés dans la carrière, qui sont également les plus âgés. Les deux tiers des docteurs habilités et des professeurs font carrière uniquement au sein des universités et de l'Académie, contre seulement la moitié des docteurs. Ici, les différences entre hommes et femmes sont moins notables, mais ces dernières ne sont que quatorze dans l'échantillon (tableau 44). Là aussi, elles cumulent moins fréquemment un poste à l'université publique avec un autre poste au sein d'un établissement privé. Outre la faible féminisation de la discipline, ces résultats permettent donc de constater des dynamiques de carrière différenciées selon le genre. Parmi les explications à ce phénomène, il est probable que le pluri-emploi soit moins fréquent chez les femmes du fait des disparités et inégalités entre hommes et femmes au travail, mises en évidence par de nombreux travaux[1308]. Notamment, le fait que les femmes assument l'essentiel des tâches domestiques les rend moins disponibles pour cumuler les postes d'enseignant au sein de plusieurs établissements. Mais ceci n'explique pas pourquoi les femmes docteurs sont en proportion plus nombreuses au sein des universités publiques qu'à l'IPN. Un élément de réponse réside dans le type d'histoire

[1308] Pour une synthèse sur la France, voir Margaret Maruani, *Travail et emploi des femmes*, Paris, La Découverte, 2017.

pratiqué et le choix des objets de recherche, qui se différencient selon le genre et ne donnent pas accès au même type de carrière, comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

Les résultats que nous venons de présenter, s'ils révèlent l'importance des situations de cumul et du passage par plusieurs institutions en cours de carrière, ne doivent pas masquer la faible mobilité des enseignants-chercheurs polonais, notamment entre les universités publiques. Cette mobilité, qui peut être mesurée par le fait d'être employé dans une institution différente de celle du lieu d'obtention du doctorat, est bien plus faible en Pologne que dans les autres pays européens[1309]. Au sein de la population enquêtée, plus de 45 % des historiens sont employés dans la même institution que celle au sein de laquelle ils ont obtenu leur diplôme de doctorat. Au contraire, 27 % sont employés dans une institution différente. Le pourcentage de non-réponses est important (28 %) et masque vraisemblablement un écart plus important encore, à en croire les résultats d'une enquête réalisée sur l'ensemble des docteurs polonais, selon laquelle la part des employés d'une institution académique ayant obtenu leur doctorat au sein de la même institution atteint, dans certaines disciplines, 95 %[1310]. De même, rares sont les historiens qui ont changé d'université au cours de leur carrière : seuls onze individus (sur 323) ont connu deux universités au cours de leur carrière. Cette faible mobilité s'expliquerait principalement par le faible niveau de rémunération des universitaires polonais, qui compliquerait les déménagements d'une ville à l'autre[1311], mais également par l'absence de législation encourageant la mobilité des enseignants-chercheurs[1312]. Les données présentées ici ne permettent pas d'apprécier la mobilité internationale des historiens, notamment car ceux d'entre eux qui obtiennent un poste à l'étranger, ou qui y effectuent leurs études doctorales, reviennent rarement travailler en Pologne[1313].

[1309] *Diagnoza mobilnosci instytucjonalnej i geograficznej osob ze stopniem doktora w Polsce*, Université de Varsovie, 2010.
[1310] *Ibid.*
[1311] M. Kwiek, « Academe in transition », art cit.
[1312] Portnov fait le même constat dans le cas de l'Ukraine, cf. A. Portnov, « Soviétisation et désoviétisation de l'histoire en Ukraine », art cit, p. 109.
[1313] Andriy Portnov dresse là aussi un constat similaire : *Ibid.*, p. 109−110.

III.3. Une situation qui favorise les investissements sur le marché de diffusion étendue :

Les transformations du système de l'enseignement supérieur et de la recherche ont donc rendu plus attractifs les débouchés professionnels extra ou para-académiques, tels que le secteur de l'enseignement supérieur privé et l'Institut de la mémoire nationale (IPN). Elles ont sans doute également contribué à favoriser l'investissement des historiens sur le marché de diffusion étendue. La faiblesse des rémunérations académiques est en effet l'un des facteurs explicatifs du développement de la *publicystyka*, c'est-à-dire des interventions dans la presse[1314]. Plus généralement, le fait que les historiens diplômés ne trouvent pas de postes à l'université favorise le « contournement des institutions académiques[1315] », comme le permet l'IPN en Pologne. Dans l'arène médiatique, à l'instar de la « querelle des historiens » allemands, les enjeux politiques soulevés par l'histoire du temps présent « expliquent l'attrait exercé sur la presse, et les médias en général, pour des combats souvent obscurs »[1316] :

« Une partie de la corporation des historiens s'entre-déchire et prétend résoudre, en une colonne ou deux, des divergences d'interprétation que des articles savants et pensants ont bien du mal à trancher dans le registre académique.[1317] »

Pour les historiens publicistes, la presse et plus largement le circuit de diffusion élargie constituent des instances de rétribution et de consécration alternatives aux instances académiques.

Après 1989, la *publicystyka* devient pratiquement une catégorie à part entière de l'historiographie. La *Bibliografia historii polskiej* recense par exemple les articles parus dans la rubrique « histoire » de l'hebdomadaire *Polityka*, diffusé à plus de 150 000 exemplaires. Plusieurs historiens publient parfois sous forme d'ouvrage des recueils de leurs différents articles de vulgarisation ou de polémique[1318]. Outre le fait qu'il confirme le caractère toujours problématique et conflictuel de l'écriture de l'histoire la plus récente, le succès de cette catégorie informe également sur les conditions d'exercice du métier d'historien du temps présent en Pologne. Si les titres de presse s'intéressent autant au passé, c'est aussi que la vulgarisation de l'histoire rencontre la demande d'un public. La place importante accordée aux rubriques « histoire » traduit aussi la marchandisation de cette dernière. L'histoire fait vendre et génère des revenus, dont les auteurs bénéficient également : un article de *publicystyka* dans

[1314] Marcin Kula, *O co chodzi w historii?*, Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2008, p. 76.
[1315] G. Noiriel, *Sur la « crise » de l'histoire*, *op. cit.*, p. 20−21.
[1316] Olivier Dumoulin, *Le rôle social de l'historien : de la chaire au prétoire*, Paris, Albin Michel, 2003, p. 38.
[1317] *Ibid.*, p. 37.
[1318] Entre autres : Andrzej Nowak, *Strachy i Lachy: przemiany polskiej pamięci 1982-2012*, Cracovie, Biały Kruk, 2012 ; Jan Żaryn, *Polska pamięć. O historii i polityce historycznej*, Gdańsk, Patria Media, 2017 ; P. Machcewicz, *Spory o historię 2000-2011*, *op. cit.*

un grand hebdomadaire tel que *Polityka* est rémunéré à hauteur de quelques centaines d'euros, une somme non négligeable compte tenu du niveau des rémunérations précédemment décrites. Mais la *publicystyka* offre également à ses auteurs des profits de notoriété : en touchant un public bien plus large que leurs seuls pairs, les universitaires peuvent ainsi faire connaître leurs travaux. En rendant publiques leurs prises de position lorsqu'ils participent à des polémiques, ils peuvent aussi être plus aisément identifiés par les acteurs politiques et médiatiques, et donc multiplier leurs chances d'être sollicités pour des interventions futures.

Cette reconnaissance autorise également à commenter la vie politique contemporaine, dont la plupart des protagonistes majeurs ont connu la Pologne populaire. Antoni Dudek, formellement rattaché à la science politique, peut ainsi publier une histoire politique de l'après 1989[1319] et tenir un blog comptant plus de 750 000 vues[1320]. Sławomir Cenckiewicz, qui a connu un franc succès avec la publication de l'ouvrage consacré à la collaboration de Walesa avec les services de sécurité (cf. chap. 6), compte plus de 45 000 abonnés sur Twitter et est suivi par plus de 31 000 personnes sur Facebook. Jan Żaryn, élu récemment sénateur (PiS), est pour sa part suivi par 19 000 personnes sur Facebook (et 5000 sur Twitter). Andrzej Nowak, dont nous verrons dans le chapitre suivant qu'il a joué un rôle important dans la définition de la politique historique promue par le PiS, est suivi par plus de 13 000 personnes sur Facebook et publie actuellement une vaste synthèse de l'histoire de Pologne, des origines à nos jours, qui semble rencontrer un certain succès, à en juger par les invitations de l'auteur dans les médias. Ces historiens de renom sont certes peu nombreux, mais leur succès atteste de l'existence d'un lectorat relativement étendu, intéressé par l'histoire du temps présent et les discussions qu'elle suscite. Leur investissement sur les réseaux sociaux leur permet de relayer leurs publications, d'annoncer leurs passages dans les médias audiovisuels et de diffuser leurs interviews. Outre l'aspect financier et les rétributions symboliques, il s'agit sans doute également, pour ces universitaires, de renouer avec une figure plus ou moins mythifiée de l'intellectuel polonais engagé dans la vie publique du pays[1321]. Il n'est pas rare d'entendre ces professeurs se référer au rôle des historiens auprès de *Solidarność* et dans la vie politique post-1989, et d'insister sur le rôle joué par l'histoire dans l'opposition au régime politique de la Pologne populaire.

[1319] A. Dudek, *Historia polityczna Polski 1989-2012*, *op. cit.*
[1320] Voir : https://www.salon24.pl/u/antoni-dudek/.
[1321] Pour une mise en perspective historique et sociologique, voir Tomasz Zarycki, Rafał Smoczyński et Tomasz Warczok, « The Roots of Polish Culture-Centered Politics: Toward a Non–Purely Cultural Model of Cultural Domination in Central and Eastern Europe », *East European Politics and Societies*, 2017, vol. 31, n° 2, p. 360–381.

Conséquence de cet investissement sur le marché de grande diffusion, le discours historique ne revêt pas les mêmes formes selon le public auquel il s'adresse. Une chose est d'écrire un article scientifique pour ses pairs du monde académique, une autre d'écrire en quelques signes le commentaire d'un document d'archives publié dans un quotidien ou un hebdomadaire. A mesure que le discours s'adresse à un public plus large et plus profane, les contraintes liées au support (faire court) et au plus faible degré de connaissance de ce public (faire simple) tendent à rendre le récit historique plus direct, moins aseptisé, et l'implication personnelle de l'auteur plus évidente. Ainsi, les synthèses historiques ou les articles de *publicystyka* se prêtent plus facilement au jeu des conjectures et des hypothèses invérifiables ou faiblement étayées, laissant une plus grande place aux interprétations personnelles de l'auteur, illustré par l'usage récurrent du « je ». Au-delà des interventions dans la presse, ce constat vaut également pour les synthèses et ouvrages de vulgarisation, dont la présentation fait le plus souvent l'économie de notes ou de références bibliographiques, et où l'écriture se fait plus littéraire. Les synthèses offrent un récit épuré et reçoivent un écho médiatique (comptes-rendus de lecture, interviews avec l'auteur) bien supérieur à celui des monographies spécialisées. Au début des années 1990, ces synthèses font d'ailleurs souvent office de manuels scolaires et/ou universitaires, comme nous l'avons vu précédemment. Ce type de publications, qui se présentent comme de grands récits des principaux évènements politiques, offrent un récit qui suit les grandes scansions politiques (1944/1945, 1947/1948, 1953, 1956, 1968, 1980 et 1989) et sont par conséquent très similaires tant dans leur découpage chronologique que dans le choix des faits traités. Les synthèses proposent une histoire politique, diplomatique et militaire classique, dans laquelle les faits sociaux ne sont que marginalement abordés. Si elles connaissent en général un fort succès éditorial, elles sont souvent pauvres sur le plan de l'innovation historiographique[1322]. Elles offrent en revanche à leurs auteurs, outre des profits financiers et de notoriété supérieurs à ceux qu'offre la publication de monographies à faible tirage, la possibilité de s'affranchir d'une écriture académique jugée parfois trop contraignante, ainsi que le sentiment de contribuer à la vulgarisation du savoir sur l'histoire. Un tel point de vue est clairement exprimé par Antoni Dudek :

« […] L'historiographie polonaise a été inculquée par ce que j'appelle "la tradition historiographique allemande". C'est-à-dire qu'un livre ne compte que s'il a un grand nombre de notes, qu'il est très épais et écrit de manière terriblement ennuyeuse. Si un livre n'a pas de notes et a été écrit de façon légère, alors assurément il n'est pas scientifique et celui qui l'a écrit est considéré dans le milieu comme un fantaisiste […]. On l'appellera

[1322] John Connelly, « Historikerstreit in Post-Socialist Poland and Czech Republic » dans Michael Minkenberg et Timm Beichelt, (dir.), *Cultural Legacies in Post-Socialist Europe. The Role of Various Pasts in the Current Transformation Process*, Francfort sur l'Oder, Frankfurter Institut für Transformationsstudien, 2003, p. 49−56.

au mieux "vulgarisateur". […] J'essaye de changer cela. Jusqu'à présent je ne le pouvais pas, parce que je devais accéder au titre de professeur. Maintenant que j'ai ce titre, je peux écrire ce qui me plaît et je promets que je n'écrirai plus de livres avec une immense quantité de notes, et sûrement pas d'aussi ennuyeux. Je me destine à la vulgarisation, je n'écrirai plus de longs ouvrages pour mes collègues professionnels.[1323] »

Mais ce type de récit grand public ne va que rarement à rebours des attentes du lectorat, comme le regrette Zbigniew Romek en évoquant « l'autocensure » qu'implique ce genre historique :

« Le lecteur attend le plus souvent la confirmation de sa vision du passé, et pas une réponse à la question : comment était-ce en réalité. Du chercheur on attend qu'il célèbre par son exposé une commémoration, un jubilé, une célébration locale ou nationale importante. Les anciens combattants, les différents cercles et associations, invitent volontiers les historiens à participer à de telles célébrations […]. Comment dire à ces gens que leur modèle, oncle, grand-père ou père n'était pas un idéal, que la bataille qu'ils célèbrent pompeusement n'a pas été une manifestation d'héroïsme, de bravoure invincible et de noblesse. Il est difficile dans ces conditions de lutter contre les mythes nationaux, la conviction de la noblesse congénitale des Polonais et des intrigues fourbes et infamantes des autres nations.[1324] »

Le choix d'un support de diffusion n'est pas neutre et renseigne sur les dispositions de l'auteur à médiatiser ses connaissances, mais aussi à s'adresser à un lectorat particulier. Compte tenu de la forte polarisation de la presse sur les questions liées au passé récent, publier dans *Gazeta Wyborcza*, dont la ligne éditoriale est souvent qualifiée de « libérale », ou « libérale de gauche » par ses détracteurs, ne revêt pas la même signification que le fait de publier dans *Rzeczpospolita*, journal plus conservateur. Le premier est plutôt favorable au compromis de la « Table ronde » et hostile aux mesures de décommunisation prônées par la droite anticommuniste. Le second a publié des prises de position favorables à la lustration et à la politique historique du PiS. Au-delà des interventions d'historiens dans ces quotidiens aux tirages en baisse depuis plusieurs années[1325], l'attrait pour une histoire grand public se mesure également à l'apparition récente de publications de vulgarisation historique liées à la presse dite « politique et sociétale » (*społeczno-polityczna*). Ainsi en 2012, *Gazeta Wyborcza* a inauguré son hebdomadaire *Ale historia !* (« Quelle histoire ! »). La même année, d'anciens membres de la rédaction de *Rzeczpospolita* ayant fondé les hebdomadaires *Uwarzam Rze* et *W Sieci* lancent les mensuels *Uwarzam Rze Historia* et *W Sieci Historii*, ce dernier étant sous-titré « le mensuel de l'histoire victorieuse de la Pologne ». Un troisième hebdomadaire se positionnant sur un créneau éditorial similaire, *Do Rzeczy*, inaugure lui aussi son mensuel historique, *Historia Do Rzeczy*, en 2013. De ces trois titres, seul le tirage de *W Sieci* est

[1323] « O PRL-u? Odważnie i bez nudy! Rozmowa z prof. Antonim Dudkiem », art. cit.

[1324] Zbigniew Romek, « Historiografia bez cenzury? » [L'historiographie sans censure ?], *Mazowieckie Studia Humanistyczne*, 2002, n° 1, p. 114.

[1325] Ces deux quotidiens bénéficient d'un tirage important, bien qu'en baisse : *Gazeta Wyborcza* demeure le premier quotidien du pays, avec un tirage proche de 250 000 exemplaires (contre 500 000 par le passé), mais des ventes moyennes plus proches de 150 000 exemplaires. *Rzeczpospolita*, son principal concurrent, a longtemps été tiré à plus de 200 000 exemplaires, mais moins de 100 000 en 2015. Ces chiffres de diffusion sont issus des données publiées par l'Union de contrôle de la distribution de la presse : https://www.zkdp.pl/.

renseigné par l'Union de contrôle de la distribution de la presse, qui indique que le tirage de l'hebdomadaire est comparable à celui de *Polityka*, avec environ 150 000 exemplaires, dont la moitié seulement est vendue en moyenne. Le mensuel historique *W Sieci Historii*, dont la rédaction en chef est assurée par l'historien Jan Żaryn, tire à 60 000 exemplaires, mais les ventes moyennes s'établissent à 25 000 exemplaires. Les tirages ne sont donc pas anecdotiques et le fait que trois mensuels historiques se disputent le créneau d'une histoire nationale héroïque atteste de l'existence d'un lectorat.

Cette histoire grand public est coproduite par les historiens universitaires, qui rédigent une partie des contenus, voire participent aux comités de rédaction. C'est le cas de Żaryn ou d'Adam Leszczyński. Ce dernier, après avoir obtenu un doctorat sous la direction de Marcin Kula, a intégré la rédaction de *Gazeta Wyborcza*, poste qu'il cumule avec celui de chercheur à mi-temps à l'Institut d'études politiques de l'Académie des sciences. Ainsi, cette histoire reproduit les clivages disciplinaires : les publications de la presse du pôle conservateur et nationaliste consacrent une histoire-bataille, comme en attestent les couvertures, dont bon nombre sont consacrées à la Seconde Guerre mondiale ou aux crimes communistes[1326]. A l'inverse, l'hebdomadaire publié par *Gazeta Wyborcza*, *Ale historia !*, donne à voir une histoire bien moins nationalo-centrée et moins contemporaine, mais aussi plus éloignée de l'histoire-bataille et de l'histoire politique, avec un nombre important de sujets consacrés à la vie quotidienne, à la culture, au sport ou encore à la gastronomie.

La forte polarisation de la presse sur les questions liées au passé communiste (mais aussi, nous le verrons, sur la question de la participation polonaise à l'Holocauste), favorise l'identification des historiens publicistes à un camp politique. Ainsi, lorsqu'Andrzej Friszke, alors membre du conseil de l'Institut de la mémoire nationale, s'oppose à la publication par l'Institut de certains ouvrages dont il juge la qualité scientifique insatisfaisante, un organe de presse se revendiquant de la droite le présente comme un historien écrivant « du point de vue de *Gazeta Wyborcza* »[1327]. Une association qui suffit à assimiler l'auteur au camp dit « libéral de gauche » et sa critique à une manœuvre politique. Le fait que des savants investissent l'arène médiatique contribue ainsi à transposer le débat historiographique sur le terrain politique, ce qui tend à relativiser l'autonomie de la production savante. En investissant le

[1326] Voir en particulier les couvertures de *W Sieci Historii* à cette adresse : https://www.wsieciprawdy.pl/archiwum/sieci-historii.html?y=2013. Et celles de *Historia Do Rzeczy* : https://superhistoria.pl/historia-do-rzeczy/archiwum/.

[1327] « Prof. Andrzej Friszke – ulubiony historyk "Gazety Wyborczej", mimo wielkich checi ni da rady wstrzymac drukowania publikacji IPN » [Le professeur Andrzej Friszke ne parvient pas, malgré tous ses efforts, à empêcher certaines publications de l'IPN], *Wpolityce*, 2 janvier 2013.

marché de grande diffusion, les historiens contribuent eux-mêmes aux usages politiques du passé.

Conclusion du chapitre 5

Après 1989, les historiens du temps présent entendent pratiquer une histoire vraie, dont la fiabilité est supposée reposer sur l'accès aux sources, permis par la chute de la Pologne populaire. Les conceptions de l'histoire alors défendues s'appuient néanmoins sur un supposé devoir de mémoire, qui favorise des prises de position normatives, notamment anticommunistes. Ces conceptions, combinées à la volonté de réviser en profondeur l'histoire de la Pologne populaire et au primat accordé à l'histoire politique, contribuent à rapprocher les orientations dominantes de l'historiographie de la demande politique et sociale. Adopter une posture moralisatrice, dénoncer la République populaire de Pologne comme régime totalitaire, revient alors à « nager avec le courant », pour paraphraser le constat posé par Pieter Lagrou au sujet de l'historiographie de la France de Vichy :

« Travailler sur les mêmes objets ne produit plus les mêmes effets politiques et sociaux. Il s'agit même en partie d'effets inverses. Choisir les "années noires", quelles qu'elles soient, n'est plus ni courageux ni difficile, mais revient à nager avec le courant […].[1328] *»*

En effet, dans le même temps se déroulent au sein du champ politique des débats récurrents sur la lustration et la décommunisation. Si les historiens restent relativement éloignés de ces débats, le fait est qu'au cours des années 1990, le débat historiographique tel qu'il se donne à voir dans la presse, et le débat politique sur la gestion du passé communiste, portent sur des enjeux proches, autour de la qualification de l'ancien régime, de la justice transitionnelle et des enjeux liés à l'ouverture des archives. Par ailleurs, le fait que le passé soit érigé en enjeu de la compétition politique contribue à légitimer les interventions des historiens dans les médias. En ce sens, ces débats politiques légitiment les investissements des historiens sur des marchés extra ou para-académiques. Les historiens sont d'autant plus incités à investir ces marchés qu'ils offrent des profits financiers et de notoriété non négligeables, dans un contexte qui voit l'enseignement supérieur et la recherche publique connaître une relative paupérisation.

Ainsi, l'abolition de la censure et la disparition de l'historiographie officielle promue par le Parti-État n'impliquent pas pour autant que l'histoire savante cesse d'être soumise à des contraintes extérieures. Les transformations politiques et économiques que connaît la Pologne contribuent, selon des logiques différentes, mais complémentaires, à renouveler ces

[1328] P. Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », art cit, p. 117.

contraintes, en maintenant un rôle politique à l'histoire et en créant les conditions favorables au développement d'un marché de grande production pour l'histoire du temps présent.

Bien que les présupposés idéologiques et normatifs qui sous-tendent ces injonctions ne soient pas les mêmes que ceux qui étaient défendus par le Parti-État, et qu'aucun gouvernement ne prétende alors mener une politique historique, des formes de continuités avec la période précédente se donnent à voir du point de vue du rôle politique dévolu à l'histoire et aux historiens, dans un contexte de transition démocratique et de luttes politiques autour de la gestion de l'héritage de l'ancien régime. La création de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), qui comprend un centre de recherches historiques, traduit la volonté politique d'encourager le développement d'une recherche proche de la commande étatique, même si cet enjeu n'est pas la motivation première qui préside à la création de l'Institut. La combinaison des transformations politiques et économiques des années 1990 crée donc les conditions favorables au déploiement d'une nouvelle politique historique d'État, revendiquée comme telle, promue par le gouvernement dirigé par le parti Droit et Justice (PiS) à partir de 2005. Le succès de la catégorie de politique historique, associé au fait que l'IPN ait progressivement acquis une position centrale dans la production historiographique en histoire du temps présent, invitent à réinterroger les rapports entre l'État et la science historique, dans une configuration cette fois bien différente de la Pologne populaire. L'étude de cette nouvelle configuration fait l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE 6

État et histoire dans les années IPN

Dans ce dernier chapitre, nous cherchons à montrer ce qu'il en est de l'écriture de l'histoire contemporaine en Pologne, dix à vingt ans après la fin du régime de la Pologne populaire. Le début des années 2000 marque une intervention accrue de l'État dans le domaine de l'histoire, que l'on pouvait croire révolue après 1989. Tant la littérature savante[1329] que celle produite par les acteurs ici étudiés[1330] ont souligné que les années 2000 avaient marqué en Pologne un regain d'intérêt, aussi bien politique que social, pour l'histoire et la mémoire dans le débat public. La querelle suscitée par la publication en 2000 du livre de l'historien américain d'origine polono-juive Jan T. Gross, qui y raconte le massacre de la population juive de la localité de Jedwabne, dans l'Est de la Pologne, par leurs voisins polonais à l'été 1941, est souvent citée comme emblématique de ce regain d'intérêt[1331]. Mais d'autres débats ou polémiques ayant le passé pour objet illustrent également ce phénomène, comme la question de la mise en récit du sort des Allemands expulsés de Pologne à la fin du second conflit mondial[1332], ou la publication par l'IPN d'un livre documentant la collaboration de Lech Walesa avec les services de sécurité de la Pologne populaire[1333], pour ne citer que les plus bruyantes de ces affaires, qui ont reçu un écho en dehors de Pologne.

Si ces polémiques éclatent plus d'une décennie après 1989, nous verrons qu'elles ont toutes à voir, d'une façon ou d'une autre, avec un état antérieur de la configuration des rapports entre science historique et politique, héritée soit de la Pologne populaire, soit de la configuration qui lui a immédiatement succédé. Des facteurs plus institutionnels ont favorisé leur développement au début des années 2000. C'est bien sûr, au niveau de l'organisation de l'histoire du temps présent, le moment où l'Institut de la mémoire nationale (IPN) acquiert une position centrale non seulement dans la production de l'histoire savante, mais aussi plus

[1329] Voir en particulier : Georges Mink et Laure Neumayer, *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007.

[1330] Voir notamment l'introduction du livre de Paweł Machcewicz, *Spory o historię 2000-2011*, [Conflits sur l'histoire], Kraków, Wydawnictwo Znak, 2012.

[1331] Jan Tomasz Gross, *Les voisins : 10 juillet 1941, un massacre de Juifs en Pologne*, Paris, Fayard, 2002. D'abord paru en polonais en 2000, l'ouvrage est traduit en anglais l'année suivante.

[1332] Dorota Dakowska, « Le "Centre contre les expulsions" : les enjeux d'un débat transnational » dans Georges Mink et Laure Neumayer (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, p. 128−139.

généralement dans la politique publique de l'histoire promue par les gouvernements successifs. Mais c'est aussi, de façon plus générale et plus diffuse, mais régulièrement évoquée en arrière-plan de ces discussions, l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne en 2004, qui invite certains acteurs à s'interroger sur la façon de définir l'identité nationale polonaise, face au risque de sa dilution dans un monde globalisé décrit comme coupé de ses racines.

Au regard de ce qui précède, les années 2000 s'inscrivent d'abord dans la continuité de tendances déjà à l'œuvre au cours des années 1990, à savoir les débats autour de l'histoire vraie et de la criminalisation de la Pologne populaire. Ces débats ont sans nul doute fortement contribué au cadrage historiographique promu par l'IPN. Mais ces années 2000 donnent également à voir au moins deux évolutions par rapport aux configurations antérieures, qui nous paraissent significatives, d'abord au niveau de l'intervention de l'État dans la production du récit historique. Avec l'IPN c'est un nouveau centre de recherches historiques qui est créé, dont l'ampleur et les moyens sont sans commune mesure avec les centres de recherche académiques. Si la définition de l'histoire, en tant que catégorie d'intervention publique, émane de la mobilisation d'intellectuels, c'est l'existence de l'IPN qui permet de passer de la politique de l'histoire (*politics*) à la politique publique de l'histoire (*policies*). Ensuite, la seconde évolution s'observe dans la façon de concevoir le rôle politique de l'histoire. A travers la notion de politique historique telle qu'elle est définie et mise en pratique à partir du milieu des années 2000, l'histoire n'est plus seulement conçue comme un instrument de légitimation stato-nationale, mais également comme un outil de promotion de l'image de la Pologne vis-à-vis de l'étranger. La politique historique ainsi définie se déploie donc à deux niveaux : en politique intérieure et en politique étrangère. Bien davantage qu'à l'époque de la Pologne populaire ou même que durant les années 1990, la question se pose de l'articulation entre les représentations du passé produites en Pologne et les représentations concurrentes élaborées à l'étranger. A cet égard, l'histoire savante du temps présent est comme prise en étau entre deux tensions contradictoires : au plan international, des tendances à la dénationalisation des récits historiques, qui menacent de marginalisation ceux qui n'y prêtent pas attention ; et au plan domestique, une contrainte politique externe réaffirmée, qui fait au contraire la promotion d'un récit national, voire nationaliste, ne se souciant guère de prendre en compte des récits alternatifs perçus comme concurrents. Cette idée se traduit par une

[1333] Sławomir Cenckiewicz et Piotr Gontarczyk, *SB a Lech Wałęsa: przyczynek do biografii*, [Les services de sécurité et Lech Walesa : contribution à la biographie] IPN, Gdańsk, 2008.

formule, celle de la défense et de la promotion du « point de vue polonais » dans l'arène internationale.

Nous montrerons dans un premier temps que la conception et la mise en œuvre, à partir du milieu des années 2000, d'une politique publique de l'histoire, dotée d'une institution *ad hoc* - l'Institut de la mémoire nationale (IPN) - promue par les ministères, notamment ceux des Affaires étrangères, de l'Éducation et de la Culture, dépasse le degré d'intervention étatique généralement identifié à travers la notion de politique mémorielle[1334] (section I). Le débat suscité par cette politique donne à voir des formes d'engagements intellectuels, de la part des historiens, mais aussi d'autres secteurs de l'intelligentsia, qui prolongent et actualisent les débats sur l'histoire vraie et la criminalisation de la Pologne populaire, étudiés dans le chapitre précédent. Krzysztof Pomian décrit ainsi la politique historique comme une « guerre civile virtuelle qui se joue en tant que guerre mémorielle », une guerre civile qui n'a pas eu lieu en 1989 et se joue dans les années 2000[1335]. Pomian constate que l'historiographie polonaise a été partie prenante de ce conflit, ce dont nous apporterons des éléments d'objectivation dans les sections suivantes.

La politique historique s'inscrit également dans l'héritage de plusieurs décennies d'usages politiques du passé, comme en atteste la référence récurrente à l'époque de la Pologne populaire. D'une certaine façon, les usages politiques passés du passé justifieraient les usages politiques présents du passé. Nous montrerons que loin de se résumer à l'idée fixe d'une droite conservatrice et nationaliste volontiers présentée comme archaïque par la vulgate médiatique, l'histoire continue d'être traitée comme une catégorie d'intervention publique après le terme du premier gouvernement Droit et Justice (PiS) en 2007. Ce qui invite à considérer la relative autonomie de cette catégorie d'intervention publique, notamment au niveau de l'Institut de la mémoire nationale, qui offre des ressources bureaucratiques considérables aux historiens qui en assurent la direction. Il faut donc également tenir compte des logiques internes à l'espace de production historiographique d'appropriation de ces ressources[1336]. Ce qui invite à examiner plus attentivement la façon dont la politique historique affecte le métier d'historien et la production historiographique.

[1334] Sarah Gensburger, *Les Justes de France : politiques publiques de la mémoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

[1335] Voir Krzysztof Pomian, « Politiques du passé en Pologne depuis 1945 : entre l'histoire et la mémoire », exposé dans le cadre du séminaire virtuel en sciences sociales 2007-2008, « Mémoires historiques d'ici et d'ailleurs : regards croisés », 25 janvier 2008. Cette présentation peut être revue à cette adresse : https://vimeo.com/28423554.

[1336] Voir, par analogie : Michael Pollak, « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976, vol. 2, n° 2, p. 105−121 ; Franck Poupeau, *Une sociologie d'État : l'école et ses experts en France*, Paris, Raisons d'agir, 2003.

Dans un second temps, au niveau des transformations du métier d'historien, nous montrerons en quoi la promotion d'une politique historique d'État implique une participation active des historiens à sa réalisation (section II). A la direction de l'IPN notamment, certains d'entre eux acquièrent un statut proche de celui de haut fonctionnaire. L'hybridation des registres historique et judiciaire a des effets sur les manières de faire de l'histoire. De plus, la recherche historique au sein de l'IPN se distingue de la recherche académique par sa plus grande dépendance à l'égard de la commande politique et sa fonction experte, qui la rapproche de la *public history*[1337]. La création d'une institution en charge de la production d'une forme de récit officiel a donc des effets ambivalents sur la production historiographique. D'une part, l'autonomie de la recherche historique semble en partie remise en cause par la politique historique. D'autre part, la production historiographique doit néanmoins se conformer aux principes de fonctionnement autonomes, essentiels à la légitimation du travail de l'IPN : production d'une histoire qui respecte les formes de l'évaluation par les pairs ; embauche d'historiens universitaires ; création de revues et collections éditoriales académiques. Si la politique historique des années 2000 semble donc partager une certaine parenté avec l'historiographie officielle qui caractérisait la Pologne populaire, elle ne s'y réduit pas. Notamment du fait de ce que Pierre Bourdieu appelle « l'allongement des circuits de légitimation », c'est-à-dire que du fait de la différenciation du champ du pouvoir, la question de la légitimation des pouvoirs se pose différemment : l'efficacité symbolique « a pour condition une certaine autonomie de l'instance légitimatrice », ici en l'occurrence de l'histoire savante[1338].

Enfin, dans un troisième temps, au niveau de la production historiographique elle-même, nous montrerons comment cette production a été durablement affectée par le renforcement et le renouvellement d'un pôle de production d'une histoire officielle autour de l'IPN (section III). Nous étudierons la place que ce dernier a acquis dans l'espace de production de l'histoire savante, à travers l'exemple de l'histoire de la République populaire de Pologne, qui est, avec la question de la coresponsabilité polonaise dans l'Holocauste, l'enjeu le plus clivant, non seulement au sein de la discipline, mais aussi, d'une manière générale, dans le débat public et politique.

[1337] Henry Rousso, « L'histoire appliquée ou les historiens thaumaturges », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 1984, vol. 1, n° 1, p. 105-122.
[1338] Pierre Bourdieu, *La noblesse d'État : grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, p. 548-559.

Section 1. Une politique publique de l'histoire :

Jusqu'à présent, nous avons parlé de politique historique en un sens générique, pour désigner la façon dont l'État organise et promeut la recherche historique, via l'allocation de financements publics ou la création de centres de recherche, mais aussi la façon dont il encourage ou restreint le pluralisme des interprétations historiques. Parce qu'elle traduit mieux le fait que les politiques que nous regroupons sous ce label s'appliquent essentiellement à la production de l'histoire savante, la notion de politique historique nous a paru plus adaptée à notre objet d'étude que celle de politique publique de la mémoire, qui désigne de manière plus large des « actions publiques qui relèvent de l'évocation du passé.[1339] » Néanmoins, la politique historique n'est pas désignée comme telle par les acteurs avant le milieu des années 2000. Auparavant, l'action des pouvoirs publics en direction de l'histoire savante est désignée par d'autres termes tels qu'historiographie officielle, histoire du Parti ou encore politique scientifique. A partir du milieu des années 2000, la notion de politique historique (*polityka historyczna*) fait son entrée dans le vocabulaire politique en Pologne. Elle désigne un ensemble plus ou moins coordonné d'actions publiques dans le domaine de l'histoire savante. Mais elle ne se réduit pas à ces dernières. En effet, ses promoteurs entendent également inciter la production et la diffusion de représentations du passé à destination du grand public, via des supports culturels aussi divers que les musées, le cinéma ou la musique ; supports qui ne seront pas étudiés ici. En ce sens, la *polityka historyczna* contribue bien à ériger l'histoire en catégorie d'intervention publique, mais également plus largement le passé ou la mémoire. Rafał Stobiecki la définit ainsi comme un « ensemble de mesures conscientes et précises qui visent à "fixer" dans la société une vision définie du passé.[1340] » Il en distingue deux variantes : l'une « totalitaire », assimilée à de la propagande ; l'autre « démocratique ».

Afin de distinguer la notion de politique historique au sens de *polityka historyczna* de la catégorie plus générale de politique historique employée précédemment, notamment pour qualifier l'action des pouvoirs publics du temps de la Pologne populaire, nous la désignerons dorénavant par une majuscule en écrivant « Politique historique ».

[1339] S. Gensburger, *Les Justes de France : politiques publiques de la mémoire*, *op. cit.*, p. 12.

[1340] Rafał Stobiecki, « Historycy wobec polityki historycznej » [Les historiens face à la politique historique], dans Sławomir M. Nowinowski, Jan Pomorski et Rafał Stobiecki (dir.), *Pamięć i polityka historyczna: doświadczenia Polski i jej sąsiadów*, Łódź, IPN, 2008, p. 175.

Ainsi entendue, la Politique historique a donné lieu à des polémiques nombreuses et récurrentes, surtout entre 2006 et 2009, c'est-à-dire après que le gouvernement formé par le parti Droit et Justice (PiS) en ait fait une composante importante de son action publique. Il s'agissait par-là de constituer l'histoire en domaine d'intervention publique, ce qui ne va pas de soi s'agissant d'un domaine - l'histoire savante - ayant acquis historiquement une relative autonomie[1341]. Et ce d'autant plus que l'action publique en matière d'enseignement supérieur et de recherche après 1989 avait consisté, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, à restituer aux institutions académiques l'autonomie formelle dont elles avaient été privées par le régime politique de la Pologne populaire. En apparence, la conception de l'histoire comme catégorie d'intervention publique évoque donc une certaine continuité entre la période communiste et la période postcommuniste. Ici encore, il ne s'agit pas d'appréhender cette continuité simplement comme une contrainte politique externe qui perturberait le travail des historiens, mais de montrer comment une fraction de l'espace de production historiographique est partie prenante de cette action publique.

Avant de devenir une catégorie d'intervention publique, la Politique historique est en effet une conception de l'histoire promue par des intellectuels, et parmi eux des historiens. Elle relève donc à la fois des politiques publiques (*policies*) et de l'engagement d'intellectuels dans le champ politique, où leurs prises de position contribuent à faire exister un clivage non seulement sur la gestion du passé communiste de la Pologne, mais également sur les conceptions de l'identité nationale au 21e siècle. En ce sens, la Politique historique est donc aussi un élément de la compétition politique (*politics*). Après avoir restitué la genèse de la Politique historique promue par le PiS au pouvoir, nous montrerons en quoi le débat entourant cette notion reflète la configuration nouvelle des rapports entre l'espace de production historiographique et les champs académique, politique et bureaucratique. Nous verrons enfin que loin de n'avoir été qu'un épiphénomène associé à la coalition gouvernementale au pouvoir entre 2005 et 2007, la Politique historique semble s'être imposée durablement comme une catégorie d'intervention publique légitime en Pologne.

[1341] Voir, par analogie, Vincent Dubois, *La politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, 2012.

I.1. Les habits neufs d'une idée ancienne :

A l'instar du travail mené par Vincent Dubois sur l'institutionnalisation des politiques culturelles, il s'agit tout d'abord de restituer ici les prises de position à l'origine de la conception de l'histoire comme catégorie d'intervention publique, une quinzaine d'années après la chute de la République populaire de Pologne, durablement associée, aussi bien dans les discours politiques que savants, à un état d'exception dans lequel la science était inféodée au pouvoir politique. Le principe même de la Politique historique n'est donc pas complètement neuf au moment où il émerge dans le débat public polonais au milieu des années 2000. Mais un travail de légitimation d'une telle politique demeure nécessaire, dans la mesure où la Politique historique partage avec les politiques culturelles le fait que ni sa légitimité ni son existence ne sont fermement établies :

« Si l'on prend au sérieux le postulat selon lequel une "politique" existe avant tout par les représentations qui en sont produites, revenir sur de tels écrits et sur la polémique dans laquelle ils s'insèrent s'impose comme un préalable indispensable à l'analyse. […] Préalable d'autant plus nécessaire pour les politiques culturelles que les débats qui les entourent revêtent une importance particulière. Ni leur légitimité ni leur existence n'étant fermement établies, elles reposent, plus encore que d'autres "politiques", sur les paroles qui leur donnent corps et sens. Les dénonciations et remises en cause dont elles peuvent faire l'objet en exercent donc d'autant plus de force.[1342] *»*

Il est délicat de dater avec précision l'invention de la Politique historique. Si son apparition dans le débat public est concomitante des succès électoraux du PiS, l'action de l'État dans le domaine du passé constitue un phénomène plus ancien, comme nous avons eu l'occasion de le voir dans la première partie de cette thèse, et commun à de nombreux autres États, comme en atteste la création d'instituts équivalents à l'IPN dans la plupart des États d'Europe centrale et orientale (cf. chap. 5). Aussi bien les détracteurs que les promoteurs de la Politique historique n'hésitent d'ailleurs pas à dresser un parallèle avec les usages de l'histoire par les régimes communistes avant 1989.

Selon ses promoteurs - un groupe de philosophes et d'historiens dont nous montrerons plus loin les propriétés sociales - la Politique historique renvoie à l'idée d'une nécessaire intervention de l'État dans le domaine de l'histoire, afin de promouvoir le récit national. Considérant que chaque État mène et doit mener sa propre politique historique, notamment à travers l'enseignement de l'histoire, ils entendent imposer l'idée selon laquelle l'État polonais devrait promouvoir le « point de vue polonais » sur l'histoire. Ils adoptent cette position en réaction aux points de vue concurrents exprimés par d'autres États, mais également en réaction à une historiographie qualifiée de « critique » qui trouverait ses prolongements dans

[1342] Vincent Dubois, « Politiques culturelles et polémiques médiatiques. Lectures croisées en guise d'introduction », *Politix*, 1993, vol. 6, n° 24, p. 5.

le champ politique. Il s'agit donc de déployer la Politique historique à la fois au plan domestique et en direction de l'étranger. L'idée n'est en soi pas nouvelle et les promoteurs de la Politique historique n'hésitent pas à en justifier la nécessité au regard de la politique historique menée par la République populaire de Pologne avant 1989. La notion de Politique historique est donc employée extensivement, par ses promoteurs et les commentateurs, pour désigner toutes formes de politiques ayant le passé pour objet. Certains de ses promoteurs, comme Dariusz Gawin, la considèrent ainsi comme synonyme de la notion de politique mémorielle[1343].

Ces discours apparaissent dans un contexte bien spécifique, celui de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. Les premières prises de position en faveur de la Politique historique sont exprimées au tout début des années 2000, après les commémorations du 20e anniversaire des accords de Gdańsk d'août 1980, à partir du constat suivant : le fait que la chute du mur de Berlin ait été érigée en symbole de la fin du communisme en Europe attesterait de la victoire de la « politique historique allemande », alors que « tout a commencé à Gdańsk », avec la naissance de *Solidarność* en 1980. Par la suite, les commémorations en 2005 du 60e anniversaire de la libération d'Auschwitz et de la fin de la Seconde Guerre mondiale ont suscité en Pologne des prises de position similaires, autour de l'idée d'un dissensus mémoriel entre l'Est et l'Ouest de l'Europe[1344]. L'idée principale exprimée ici, partagée par de nombreux autres États de l'Europe postcommuniste, consiste à exiger la mise en équivalence symbolique des crimes communistes et des crimes nazis[1345]. Dans le cas polonais, l'emploi récurrent, dans les médiaux occidentaux et surtout américains, de l'expression « camps polonais » pour désigner les camps d'extermination nazis en Pologne occupée, est également particulièrement dénoncé comme une preuve de l'ignorance de l'histoire polonaise à l'étranger[1346]. Entre-temps, la discussion sur Jedwabne suscitée par la publication du livre de Jan T. Gross en 2001, a directement posé la question de l'inclusion dans le récit national polonais de la participation, parfois également désignée comme une

[1343] Dariusz Gawin, « Polityka historyczna – próba bilansu » [La politique historique, tentative de bilan], *Arcana*, 2010, n° 90.

[1344] Emmanuel Droit, « Le Goulag contre la Shoah », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, vol. 94, n° 2, p. 101−120 ; Maria Mälksoo, « The Memory Politics of Becoming European: The East European Subalterns and the Collective Memory of Europe », *European Journal of International Relations*, 2009, vol. 15, n° 4, p. 653−680.

[1345] Laure Neumayer, « Integrating the Central European Past into a Common Narrative: The Mobilizations Around the "Crimes of Communism" in the European Parliament », *Journal of Contemporary European Studies*, 2015, vol. 23, n° 3, p. 344−363.

[1346] A ce sujet et plus généralement au sujet du rôle de la mémoire dans les relations germano-polonaises, voir Christian Schülke, *Les usages politiques du passé dans les relations germano-polonaises (1989-2005)*, Paris, L'Harmattan, 2009.

coresponsabilité, de la Pologne ou des Polonais dans l'extermination de la quasi-totalité de l'importante minorité juive polonaise (près de trois millions d'individus)[1347].

L'élaboration du terme de « Politique historique » est ainsi intimement liée à la lecture que font ses promoteurs des relations internationales. Pour eux, l'affaire de Jedwabne, celle du « Centre contre les expulsions » ou encore la glorification du passé stalinien par Vladimir Poutine sont autant de manifestations de mises en récit du passé concurrentes du « point de vue polonais » sur l'histoire. L'ambiguïté d'une telle formule mérite d'être soulignée. Son emploi récurrent – toujours au singulier – par les entrepreneurs de Politique historique masque la diversité des points de vue possibles. En homogénéisant les points de vue, il tend à créer une grille d'interprétation unique de l'histoire, nationalo-centrée.

En matière de réflexion sur l'histoire et son rôle social et politique, le début des années 2000 est donc marqué par l'expression récurrente de l'idée selon laquelle des récits concurrents du récit national polonais ternissent l'image de la Pologne à l'étranger. A travers ces discours, c'est la possibilité d'intégrer au récit national des points de vue autres que le point de vue national qui est remise en cause par les promoteurs de la Politique historique. Sur ce point, la Politique historique polonaise s'oppose presque terme à terme à la *Geschichtspolitik*[1348] allemande, qui renvoie notamment à la place de la mémoire de l'Holocauste dans la construction politique de la République fédérale allemande. Au contraire, la Politique historique se définit comme la promotion d'une histoire hagiographique qui s'oppose à la « pédagogique de la honte », une formule qui n'est pas sans rappeler les discours français sur la « repentance[1349] ». Ainsi lorsque l'IPN organise en 2006 une discussion entre historiens polonais et allemand autour de la notion de politique historique, Jan Żaryn, alors directeur du Bureau d'éducation publique (BEP) de l'Institut, définit ainsi sa conception du dialogue transnational : « d'abord la présentation de sa propre position, et ensuite le dialogue.[1350] » A l'historien allemand Jürgen Hensel, qui invite ses collègues polonais à tenir compte de la place singulière occupée par l'Holocauste dans les mémoires allemande et européenne, Żaryn répond ainsi :

[1347] Jan Tomasz Gross, *Les voisins : 10 juillet 1941, un massacre de Juifs en Pologne*, Paris, Fayard, 2002. Pour une mise en perspective des débats récurrents sur ce sujet et un bilan des travaux récents qui y ont été consacrés, voir Audrey Kichelewski, « Chasse aux Juifs et moissons d'or. Nouvelles recherches sur la Shoah en Pologne », *La vie des idées*, 3 novembre 2011.

[1348] Stefan Berger, « German History Politics and the National Socialist Past » dans Alexeï Miller et Maria Lipman (dir.), CEU Press., Budapest, 2012, p. 21−44.

[1349] Laurence de Cock et al. (dir.), *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France : dictionnaire critique*, Marseille, Agone, 2008.

[1350] « Polityka historyczna w Polsce i w Niemczech » [La politique historique en Pologne et en Allemagne], *Biuletyn IPN*, 2006, n° 8−9, p. 141.

« Je ne suis pas favorable à la construction d'une mémoire commune. Mon objectif n'est pas la création via l'État d'une politique historique commune, européenne […]. La crédibilité des historiens polonais ne dépend pas de la relation à l'Holocauste. Ce n'est pas notre problème, ce n'est pas notre expérience, nous n'avons pas assassiné de juifs. Nous nous avons d'autres priorités. En Pologne, à juste titre ou non, la priorité des quinze dernières années a été de représenter à la société en quoi a consisté le caractère de la PRL.[1351] »

Une telle déclaration, cinq ans après la publication du livre de Gross sur Jedwabne, atteste non seulement de la coupure entre une histoire des Polonais et une histoire des juifs de Pologne, déjà évoquée au sujet de la Pologne populaire, mais aussi de la persistance de certains historiens à considérer cette coupure comme pertinente et même à refuser de prendre en compte les acquis d'une partie de la recherche ayant considérablement nuancé le mythe de l'innocence polonaise[1352] (voir infra).

Au plan domestique, la Politique historique devient un slogan politique essentiel des campagnes électorales de Droit et Justice (PiS) en 2005, au moment où ce parti remporte successivement les élections présidentielle puis législatives. L'accession de ce parti au pouvoir ouvre la voie à la mise en œuvre d'une politique publique active en ce domaine, qui se traduit notamment par la mise en chantier d'un grand musée d'histoire de la Pologne (*Muzeum Historii Polski*) et la désignation d'individus en phase avec l'idée de Politique historique à la direction de l'IPN. Le Musée de l'insurrection de Varsovie, inauguré par Lech Kaczyński lorsqu'il était maire de Varsovie entre 2002 et 2005, avant d'être élu Président de la République, est ici érigé en modèle de ce que devrait être la Politique historique. Ce musée, dont l'exposition vise à faire vivre l'expérience de l'insurrection au visiteur, par des jeux de lumière et la reproduction du bruit assourdissant des bombardements et fusillades, met en récit une histoire bataille épurée des points de discussion autour du bilan politique et humain de l'insurrection.

Dans le cadre de la compétition politique, la notion de Politique historique permet au PiS de se distinguer de la Plateforme civique (PO), son principal rival sur la scène politique depuis 2005, le SLD postcommuniste ayant été durablement affecté par les scandales de corruption qui ont marqué son dernier passage au gouvernement, entre 2001 et 2005[1353]. PiS et PO sont les héritiers d'une quinzaine d'années de fragmentation partisane du camp post-

[1351] *Ibid.*, p. 144.

[1352] Il ne s'agit pas là d'une prise de position isolée. Voir, dans un contexte similaire de discussion entre historiens polonais et allemands : « Z ojców na synów? » [De pères en fils ?], *Więź*, 2010, n° 2−3, p. 52−67.

[1353] Voir à ce sujet Tomasz Zarycki, « The Power of the Intelligentsia: The Rywin Affair and the Challenge of Applying the Concept of Cultural Capital to Analyze Poland's Elites », *Theory and Society*, 2009, vol. 38, n° 6, p. 613−648. Plus précisément sur les conditions de l'accession du PiS au pouvoir, voir Aleks Szczerbiak, « 'Social Poland' Defeats "Liberal Poland"? The September–October 2005 Polish Parliamentary and Presidential Elections », *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 2007, vol. 23, n° 2, p. 203−232.

Solidarność. Ces deux partis sont cependant issus d'une même famille politique et ont été formés à partir de groupements politiques, notamment l'Action électorale *Solidarność* (AWS) et l'Union de la liberté (UW), qui ont régulièrement gouverné ensemble au cours de la décennie 1990. L'alternance politique se jouait alors entre le camp post-*Solidarność* et le camp post-communiste, représenté par le SLD et le PSL. En 2005 cependant, l'enjeu est moins la victoire sur le SLD, qui semble évidente, que le leadership sur le futur gouvernement. A l'origine, PiS et PO envisagent de former un gouvernement de coalition à l'issue des élections. Mais l'exacerbation des tensions entre les deux partis au cours de la campagne électorale aboutit à la formation d'un gouvernement de coalition entre le PiS, la Ligue des familles polonaise (LPR), un parti de la droite nationaliste, et *Samoobrona*, mouvement politique formé à partir d'un syndicat agricole[1354]. Si l'attitude vis-à-vis du passé communiste ne constitue pas le seul point de désaccord entre PiS et PO, la Politique historique mise en avant par le PiS a vraisemblablement constitué un élément central de distinction entre les deux partis. A travers la Politique historique se joue la remise en cause des « Accords de la Table ronde », qui seraient à l'origine des crises économique, politique et morale, traversées par la Pologne depuis 1989. Le PiS, dirigé par Jarosław Kaczyński depuis 2003, inscrit sa vision du passé dans la lignée de l'Entente du Centre (POC), dont était issu le Premier ministre Jan Olszewski en 1992. Le parti se situe clairement du côté des anticommunistes radicaux pour qui la « Table ronde » représente le « péché originel » de la transition polonaise, la compromission d'une partie de l'élite de *Solidarność* avec le pouvoir communiste. Il entend donc incarner une rupture véritable et authentique avec le régime de la Pologne populaire[1355]. La Politique historique devient ainsi le moyen pour la droite conservatrice et nationaliste rassemblée autour du PiS de disqualifier ses adversaires dits libéraux au motif de leur incapacité à représenter et défendre l'intérêt national. A cet égard, les débats sur la Politique historique contribuent également à prolonger le clivage sur la « Table ronde » apparu dans les années 1990[1356].

La Politique historique est donc aussi un instrument dans la compétition politique. Elle s'inscrit pleinement dans les luttes politiques contemporaines et propose une lecture

[1354] Sur la structuration de ce mouvement politique, souvent qualifié de « populiste », voir Cédric Pellen, *Sociologie d'un groupement politique illégitime : le mouvement Samoobrona (Autodéfense) en Pologne (1991-2010)*, Thèse de doctorat, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Bordeaux, 2010.

[1355] Georges Mink, « Pologne : un bilan politique contrasté », *Politique étrangère*, 2009, n° 3, p. 503−515.

[1356] Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen, « La Table ronde : un meuble politiquement encombrant » dans *1989 à l'Est de l'Europe : une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2009, p. 23−56.

« radicale » des transformations postcommunistes[1357]. Il n'est donc pas surprenant qu'elle ait été mobilisée au profit de PiS lors de la campagne de 2005, les cadres de ce parti étant ceux qui depuis le début des années 1990 critiquent le plus vivement la transition négociée. En 2005, ils entendent promouvoir une « Quatrième République », devant mettre un terme à la collusion des élites dirigeantes favorables au compromis de la « Table ronde ». Ceci permet aux promoteurs de la Politique historique de dénoncer l'inaction des gouvernements précédents, tant en matière de lustration et décommunisation que de mise en production d'un grand récit de l'histoire nationale.

L'histoire se trouve ainsi instrumentalisée dans la compétition politique, mais les enjeux sont également internes à l'espace de production historiographique. Telle qu'elle apparaît dans le débat public à partir du début des années 2000, en amont de l'accession du PiS au pouvoir, la Politique historique peut être définie comme un ensemble de prescriptions enjoignant à l'État de promouvoir l'histoire nationale, essentiellement l'histoire du temps présent, couvrant la période 1939-1989. Cette promotion de l'histoire, dont les modalités recouvrent l'écriture, l'enseignement et la mise en forme symbolique du récit historique, doit se faire conformément aux intérêts supposés de l'État. C'est donc une histoire publique, sur commande publique, produite par des institutions d'État au sein desquelles l'autonomie des chercheurs est réduite. Le courant de la *public history*, né aux États-Unis, s'il présente des similitudes en termes de réduction de l'autonomie des historiens et de production d'une histoire sur commande, renvoie toutefois davantage au développement d'une histoire au service du privé[1358].

Ainsi définie, la Politique historique devient une composante de plusieurs politiques sectorielles : étrangère, éducative, scientifique, culturelle et muséale, dont le but est de « modeler et rehausser le niveau de la culture historique », selon les mots de l'un des promoteurs de cette politique, Marek Cichocki[1359]. La mise en œuvre de cette politique passe par l'institutionnalisation du discours public sur l'histoire, désormais confié à des institutions spécifiques, dont l'Institut de la mémoire nationale est le pivot.

Les entrepreneurs de la Politique historique affirment ainsi vouloir en finir avec une historiographie qualifiée de « critique », dominante selon eux depuis 1989. Cette

[1357] Aleksander Smolar, « Les radicaux au pouvoir et la transformation de la Pologne », *Pouvoirs*, 2006, vol. 118, n° 3, p. 101−112.
[1358] Guy Zelis, « Vers une histoire publique », *Le Débat*, 2013, vol. 177, n° 5, p. 153−162.
[1359] « Polityka historyczna – za i przeciw » [La politique historique, le pour et le contre], *Mówią Wi*eki, 2006, n° 8.

historiographie critique aurait trop lourdement insisté sur les aspects « négatifs » de l'histoire polonaise, tels que les massacres de civils, juifs ou Allemands, perpétrés par des Polonais pendant et après la Seconde Guerre mondiale. En dénonçant ce qu'ils qualifient d'histoire critique ou de « patriotisme critique », les promoteurs de la Politique historique se positionnent contre une précédente génération d'intellectuels, incarnée par Jerzy Jedlicki, Jan Błonski, Jan Józef Lipski, Jerzy Szacki ou Andrzej Walicki, à qui il est reproché d'avoir introduit ce « patriotisme critique », c'est-à-dire une attitude de méfiance vis-à-vis de la mythification du passé à des fins d'identification nationale. Ces philosophes et historiens, dissidents, qualifiés d'« intellectuels catholiques libéraux » ou, parfois d'intelligentsia « libérale de gauche », ont en effet signé des textes hostiles au nationalisme dès les années 1980, au moment où l'histoire nationale est relue dans un sens hagiographique à travers les publications dissidentes[1360]. Ils sont à l'origine des réflexions sur la coresponsabilité des Polonais dans la Shoah[1361]. A travers ces intellectuels identifiés à la « gauche » de *Solidarność*[1362], il s'agit aussi pour les promoteurs de la Politique historique de dénoncer la politique du « gros trait » de 1989 et donc, l'ordre politique hérité des « Accords de la Table ronde ». En cela, la Politique historique fait écho au projet politique porté par la droite anticommuniste depuis le début des années 1990 et facilite son appropriation dans la compétition politique décrite précédemment.

A l'appui de leurs thèses, les promoteurs de la « politique historique » ne citent aucun ouvrage d'histoire caractéristique de cette historiographie « critique », pourtant dominante d'après eux sous la Troisième République. Ainsi que le fait remarquer Adam Leszczyński, leur critique se borne à citer les historiens des idées précités, dont les textes incriminés ont été publiés dans les années 1980, et le quotidien *Gazeta Wyborcza*, caractéristique selon eux de cette posture « critique », car il s'est largement fait le relais du débat sur Jedwabne[1363].

Pour les promoteurs de la Politique historique, la mémoire collective constitue un fondement de la communauté nationale. Le terme est opposé à la thèse de la « fin de l'histoire » de Francis Fukuyama. Dariusz Gawin, notamment, dénonce dans ses écrits le consumérisme et le libéralisme économique, qu'il identifie comme des facteurs de perte de

[1360] Voir en particulier Jan Józef Lipski, *Dwie ojczyzny, dwa patriotyzmy*, Varsovie, Nowa, 1981 ; Jan Błonski, « Biedni Polacy patrzą na getto », *Tygodnik Powszechny*, 1997, n° 2.
[1361] Audrey Kichelewski, « Quand la Pologne redécouvre ses Juifs », *La vie des idées*, 14 mai 2009.
[1362] Nous mettons ici le mot « gauche » entre guillemets car ceux qui sont ainsi qualifiés par leurs adversaires ne se revendiquent pas nécessairement de la gauche. Il s'agit davantage d'une assignation employée par leurs adversaires, qui se veut stigmatisante. Sont ainsi souvent qualifiés de « libéraux de gauche » Adam Michnik et le journal *Gazeta Wyborcza*, dont la ligne éditoriale en matière de politique économique, par exemple, serait davantage qualifiée de « libérale » que de « gauche » si nous devions la transposer dans le contexte français.

valeurs et d'identité[1364]. La Politique historique doit permettre de réaffirmer cette identité. Se retrouve également chez les promoteurs de la Politique historique la croyance dans le fait que l'élaboration et la promotion d'une vision du patriotisme devrait échoir à l'intelligentsia. Il s'agit donc bien d'imposer un certain modèle idéologique de rapport au passé, une philosophie de l'histoire, basée sur l'identité et le lien national qu'il conviendrait de retrouver ou de renforcer. Le courant de philosophie politique dont se réclament les promoteurs de la Politique historique est par ailleurs très marqué par la lecture de penseurs conservateurs, notamment par celle de Carl Schmitt, que Marek Cichocki a traduit en polonais et auquel il a consacré sa thèse de doctorat. L'argumentaire en faveur de la Politique historique reprend ainsi certaines des thèses de Carl Schmitt, comme la nécessité pour l'État de se doter d'un système de valeurs et d'une tradition, ainsi que la construction d'une communauté politique basée sur la distinction entre « amis » et « ennemis ».

Le positionnement des entrepreneurs de la Politique historique contre les dissidents des années 1980 et le quotidien *Gazeta Wyborcza*, auquel est reproché son rôle dans l'affaire de Jedwabne et plus généralement son soutien à la politique du « gros trait » sur le passé, atteste de la dimension spécifiquement politique du projet. La thèse selon laquelle les années 1990 auraient été marquées par une forme d'amnésie vis-à-vis du passé récent ignore les publications et débats historiographiques dont nous avons fait état dans le chapitre précédent. Elle néglige également les politiques de décommunisation et de criminalisation du régime de la Pologne populaire. Dans une discussion sur la politique historique, un historien comme Andrzej Friszke s'oppose ainsi fermement à la thèse selon laquelle les historiens n'auraient pas travaillé à la révision de l'histoire de la Pologne populaire depuis 1989. Dans la réponse que lui adresse Dariusz Gawin, l'un des théoriciens de la Politique historique, se donne à voir la façon dont cette dernière réinterroge la dialectique entre science et politique :

« Les historiens évitent la discussion sur les conséquences politiques de la mémoire, car, disent-ils, ce n'est pas leur terrain de jeu – et ceci est vrai : ce n'est pas le domaine des historiens académiques. Mais il est aussi vrai que les historiens académiques sont exploités par les différentes forces en présence dans les luttes politiques et eux-mêmes y prennent part, car – comme tout citoyen dans une société démocratique – ils ont eux aussi des opinions politiques. […] Si nous devons discuter de la politique historique et pas de l'historiographie, il serait bon de déplacer le terrain de la discussion dans la sphère citoyenne et politique. Il convient donc de s'interroger sur les liens entre la mémoire historique et l'identité des Polonais après 1989, ainsi que sur l'identité de la Troisième République et de la démocratie libérale à la polonaise.[1365] »

[1363] « Czy państwo ma rządzic historią ? » [L'État doit-il gouverner au moyen de l'histoire ?], *Gazeta Wyborcza*, 17 juin 2016.

[1364] D. Gawin, « Polityka historyczna – próba bilansu », art cit.

[1365] Paweł Skibiński, Tomasz Wiścicki et Michał Wysocki (dir.), *Historycy i politycy: polityka pamięci w III RP*, [Historiens et politiciens : la politique de la mémoire de la Troisième République] Warszawa, Wydawnictwo DiG, 2011, p. 15.

Ici Gawin distingue donc ce qui doit être laissé aux historiens, ce qu'il nomme l'historiographie et définit comme « les conférences, les livres, les doctorats, les thèses d'habilitation », reconnaissant une certaine autonomie à l'histoire savante, tout en lui contestant une plus grande légitimité ou compétence à discuter de ce qui relève selon lui de la Politique historique, c'est-à-dire de l'action de l'État dans la promotion de certaines interprétations du passé. Tout l'enjeu d'une telle distinction consiste à ne pas remettre en cause ce qui peut difficilement l'être après l'expérience de la Pologne populaire, à savoir l'autonomie de la science historique, tout en légitimant le rôle actif de l'État dans la production de représentations du passé. Ceci nous semble directement faire écho à l'hypothèse de l'allongement des circuits de légitimation formulée par Pierre Bourdieu[1366]. Mais l'enjeu consiste également à contester aux historiens la primauté dans les débats sur le passé, tout en autorisant d'autres intellectuels et publicistes, comme Gawin, à y intervenir. Dans la même discussion, Rafał Stobiecki semble déplorer, dans des termes proches de ceux employés par Hartog et Revel, que les historiens soient confrontés à la concurrence des profanes dans le débat public[1367] :

« Nous devons nous départager avec le juge, qui prononce le verdict pour dire si quelqu'un était collaborateur [des services de sécurité communistes], ou non. Nous sommes concurrencés par le journaliste, qui raconte l'histoire dans une convention complètement différente. Nous vivons une époque de déprofessionnalisation de l'histoire. Actuellement chacun peut parler d'histoire et nous sommes sans défense face à cela.[1368] »

Le débat sur la politique historique vient donc poser avec une acuité renouvelée la question du rôle et de la place des historiens dans le débat public. Ce que traduit bien l'introduction d'un ouvrage collectif consacré à la politique historique et publié par l'IPN en 2008 :

« On ne peut pas ne pas poser les questions suivantes : quel rôle social veulent jouer les historiens ? Veulent-ils être des participants actifs au débat public, ou bien plutôt des gardiens de la mémoire nationale, ou bien seulement des outsiders cultivant leurs parcelles de recherche.[1369] »

Pour les promoteurs de la politique historique, la chose est entendue : il s'agit de substituer à l'histoire dite critique un récit mettant en valeur les pages glorieuses du passé national, suscitant ainsi un sentiment de « fierté » et renforçant l'« identité collective » des Polonais[1370].

[1366] P. Bourdieu, *La noblesse d'État*, *op. cit.*, p. 548−559.

[1367] François Hartog et Jacques Revel (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001.

[1368] Paweł Skibiński, Tomasz Wiścicki et Michał Wysocki (dir.), *Historycy i politycy: polityka pamięci w III RP*, *op. cit.*, p. 26.

[1369] Sławomir M. Nowinowski, Jan Pomorski et Rafał Stobiecki (dir.), *Pamięć i polityka historyczna: doświadczenia Polski i jej sąsiadów*, [La politique historique : les expériences de la Pologne et de ses voisins], Łódź, IPN, 2008, p. 8.

[1370] Marek Cichocki, *Władza i pamięć*, [Pouvoir et mémoire], Kraków, Ośrodek Myśli Politycznej, 2005 ; Robert Kostro et Tomasz Merta, *Pamięć i odpowiedzialność*, [Mémoire et responsabilité] Kraków, Ośrodek Myśli Politycznej, 2005. Pour une discussion critique de ces conceptions, voir Dorota Szeligowska, *La « politique historique » polonaise en tant que politique publique et l'effet d'européanisation*, mémoire de recherche, IEP de Paris, 2007.

Si des institutions *ad hoc* telles que l'IPN ou les musées sont présentées comme les instruments de cette politique de diffusion d'un récit hagiographique en direction du grand public, il s'agit également de faire en sorte que cette politique s'applique à l'enseignement et à la recherche, en favorisant les travaux portant sur des objets compatibles avec cette vision de l'histoire nationale. Sont présentés comme capitaux des thèmes tels que la résistance, le plus souvent armée, au nazisme et au communisme[1371] ; le rôle des « Justes » polonais dans le sauvetage des juifs sur le territoire du « Gouvernement général » établi par l'occupant allemand[1372] ; mais aussi les éléments souvent désignés comme constitutifs de la « martyrologie » (*martyrologia*) polonaise, tels que les crimes de masse perpétrés à l'encontre de la population polonaise par les Allemands, les Soviétiques ou les Ukrainiens (massacres de Volhynie), lesquels permettent de revendiquer le statut de victime de génocides, dans une logique de concurrence des victimes à travers la mise en équivalence du sort des juifs et des Polonais au cours de la guerre[1373]. Le principe de la Politique historique ainsi définie est antérieur au succès de la notion. Le préambule de la loi ayant créé l'IPN apparaît rétrospectivement comme une déclaration programmatique avant la lettre de la Politique historique : « Préserver la mémoire des dommages subis par la nation polonaise durant la Seconde Guerre mondiale et la période de l'après-guerre ; des traditions patriotiques de lutte contre les occupants, le nazisme et le communisme ; […].[1374] » L'histoire y est réduite à sa fonction normative, celle du devoir de mémoire, dont l'objectif doit être la construction d'une identité collective.

Ironiquement, ou paradoxalement, c'est le scandale suscité par la publication en 2001 de l'ouvrage de Gross consacré au pogrom de Jedwabne qui a été à l'origine de la première grande enquête menée par l'IPN. L'affaire a joué un rôle important dans le déploiement d'un argumentaire hostile à l'histoire dite critique, souvent aussi qualifiée d'« anti-polonaise ». En décrivant le massacre des habitants juifs d'une localité de l'Est de la Pologne par des civils

---

[1371] D'où la mythification des « soldats maudits », expression inventée au début des années 1990 par une organisation de jeunesse nationaliste, désignant les groupes armés, souvent issus de la résistance à l'occupation allemande, ayant entrepris des actions contre les soviétiques au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Voir à ce sujet Robert Jurszo, « „Żołnierzy wyklętych" wymyślono w 1993 r. OKO.press przedstawia historię politycznego mitu » [Les « soldats maudits » ont été inventés en 1993. OKO.press présente l'histoire de ce mythe politique], *Oko.press*, 1er mars 2017 : https://oko.press/zolnierzy-wykletych-wymyslono-1993-r-oko-press-przedstawia-historie-politycznego-mitu/.

[1372] Voir à ce sujet Sarah Gensburger et Agnieszka Niewiedzial, « Figure du Juste et politique publique de la mémoire en Pologne (1945-2005) », *Critique internationale*, 2007, vol. 1, n° 34, p. 127−148.

[1373] Jean-Michel Chaumont, *La concurrence des victimes : génocide, identité, reconnaissance*, Paris, la Découverte, 2002.

[1374] Loi du 18 décembre 1998 sur l'Institut de la mémoire nationale : https://ipn.gov.pl/pl/o-ipn/ustawa/24216,Ustawa.html.

polonais en 1941, l'ouvrage de Gross a été perçu par les promoteurs de la Politique historique comme une tentative d'imputer aux Polonais une partie de la responsabilité de l'Holocauste. Cette discussion soulève la question de la responsabilité collective de la nation polonaise, en l'absence de gouvernement collaborateur polonais équivalent à ceux de Pétain ou Quisling. Plusieurs auteurs, souvent étrangers[1375] ou issus d'autres disciplines que l'histoire[1376], ou encore historiens polonais en poste à l'étranger[1377], ont pourtant montré que des civils polonais, mais aussi la « police bleue marine[1378] » (*policja granatowa*) avaient pu dans certaines circonstances servir d'auxiliaires de la politique d'extermination des juifs de Pologne. La question de la collaboration est donc centrale ici en ce qu'elle remet en cause la vision victimaire de la Pologne au cours de la Seconde Guerre mondiale et amène à envisager la question d'une responsabilité collective. Elle pose également la question du rôle joué par l'antisémitisme dans les massacres tels que celui de Jedwabne[1379]. Or, depuis la Pologne populaire, c'est essentiellement sous l'angle de la délinquance ordinaire de quelques individus marginaux, ou d'un antisémitisme présenté comme « économique », mais pas « racial », que la question des rapports entre Polonais et juifs a été posée dans l'historiographie dominante. Dans le champ politique, toute une partie de la droite nationaliste refuse d'envisager une forme de responsabilité collective, endossée par les pouvoirs publics, dans des massacres tels que celui de Jedwabne. Ainsi, après qu'Aleksander Kwaśniewski, alors président de la République, ait présenté des excuses officielles au cœur de la polémique sur Jedwabne, en avril 2001, le député Antoni Macierewicz, alors élu avec le soutien de la Ligue des familles polonaises, cherche à intenter un procès à son encontre :

« En tant que citoyen polonais, je considère qu'Aleksander Kwaśniewski, en accusant sans motif les Polonais de crime de génocide lors du massacre de 1600 juifs à Jedwabne, a porté atteinte à ma réputation, à mon honneur et à mon droit à ne pas être diffamé en tant que Polonais. »

[1375] John Connelly, « Why the Poles Collaborated so Little: And Why That Is No Reason for Nationalist Hubris », *Slavic Review*, 2005, vol. 64, n° 4, p. 771−781.

[1376] Voir en particulier les travaux de l'anthropologue Joanna Tokarska-Bakir. Pour un aperçu en français : Joanna Tokarska-Bakir, « L'obsession de l'innocence », *Plurielles*, 2001, n° 9, p. 75−82. Et plus généralement : Joanna Tokarska-Bakir, *Légendes du sang : pour une anthropologie de l'antisémitisme chrétien*, Paris, Albin Michel, 2015.

[1377] Outre Gross, Jan Grabowski a consacré de nombreux travaux à la question de la collaboration en Pologne : Jan Grabowski, *Hunt for the Jews: betrayal and murder in German-occupied Poland*, Bloomington, Indiana University Press, 2013 ; Jan Grabowski, *« Je le connais, c'est un Juif ! » : Varsovie 1939-1943, le chantage contre les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.

[1378] L'expression désigne la police polonaise auxiliaire de la police allemande sur le territoire du Gouvernement général. Voir à ce sujet Jan Grabowski, « The Polish Collaboration in the Holocaust », 2017 Ina Levine Annuela Lecture, 17 novembre 2016 : https://www.ushmm.org/research/scholarly-presentations/past-lectures-and-symposia/levine-annual-lecture/2017-ina-levine-annual-lecture-transcript.

[1379] Sur le rôle de l'antisémitisme dans la vie politique en Pologne, après 1989, voir Paul Zawadzki, « Antisémitisme en Pologne à l'heure de la transition vers le post-communisme », *Lignes*, 1993, vol. 2, n° 19, p. 122−157.

Plus loin, Macierewicz exige que le président de la République *« déclare publiquement et personnellement que ses déclarations exagérant le rôle des Polonais dans les évènements de Jedwabne en tant que meurtriers étaient fausses et mensongères.*[1380] *»*

Le livre de Gross a permis de révéler au grand public le massacre de Jedwabne, jusqu'ici connu essentiellement des spécialistes[1381], et son ampleur, bien que l'estimation du nombre de victimes fournie par l'auteur (de 1500 à 1600) ait été depuis revue à la baisse (plusieurs centaines). Il a surtout ébranlé le mythe de « l'innocence » polonaise au cours de la Seconde Guerre mondiale[1382]. Chargé d'instruire les aspects juridiques et historiographiques de l'affaire, l'IPN s'est ainsi trouvé saisi d'un crime commis *par des Polonais*, alors que la loi lui enjoignait d'enquêter sur les crimes *contre la nation polonaise*. La vision enchantée de l'histoire de la Pologne au cours de la Seconde Guerre mondiale, mise en place dès l'époque de la Pologne populaire et guère remise en cause sur cet aspect après 1989, qui se résumait jusqu'alors à une histoire forcément héroïque et martyrologique, est donc mise à mal. Dans ce débat, est d'emblée posée la question du rôle de l'Institut de la mémoire nationale (IPN) en matière d'écriture de l'histoire : l'Institut doit-il devenir un outil de promotion du « point de vue polonais », ou bien fonctionner comme un centre de recherches académique, auquel une certaine autonomie serait concédée ? Marcin Kula, très critique du fonctionnement de l'Institut et de son principe même, exprime en ces termes sa position :

« L'IPN a été créé en tant qu'agence gouvernementale de diffusion de certains contenus historiques. Et j'ai peur que l'on confie les contenus historiques à l'État. Je comprends que l'on ne peut pas y échapper complètement – le président doit décider quelles tombes il va fleurir, et quelles commémorations il va célébrer. Mais à mon avis, cette ingérence de l'État devrait être réduite au minimum. Cependant, on a accordé à l'IPN le rôle de propagateur d'une certaine vision de l'histoire. Je n'ai aucun doute sur le fait que parmi la masse des employés de l'IPN il se trouve aussi des historiens éminents, mais nous parlons de la place de cette institution dans la structure de l'État.[1383] *»*

Avec Jedwabne, il s'agit notamment de savoir si une institution originellement créée pour enquêter sur les crimes commis « contre la nation polonaise » devrait inclure dans son champ d'activité des crimes commis par des Polonais.

Parmi les historiens du temps présent, l'affaire de Jedwabne a agi comme un révélateur de dissensions très fortes quant au rôle de l'histoire et à l'intervention de l'État dans ce domaine. La polémique opposant Andrzej Nowak, professeur à l'université Jagellon de Cracovie et proche des positions de la droite nationaliste, à Paweł Machcewicz, alors

[1380] Propos rapportés in Marcin Kula, *Krótki raport o użytkowaniu historii*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 2004, p. 458−459.

[1381] En Pologne populaire, le massacre de Jedwabne avait d'ailleurs donné lieu à un procès, en 1949, sur les archives duquel Gross s'est appuyé pour rédiger son ouvrage.

[1382] Jean-Yves Potel, *La fin de l'innocence : la Pologne face à son passé juif*, Paris, Editions Autrement, 2009.

[1383] Marcin Kula, « historyk to nie prokurator » [L'historien n'est pas un procureur], *Kultura Liberalna*, n° 373, 2016 : http://kulturaliberalna.pl/2016/03/01/marcin-kula-wywiad-lech-walesa-teczka-sb/.

directeur du Bureau d'éducation publique (BEP) de l'IPN, en constitue une excellente illustration. Elle contient à elle seule les principaux arguments qui seront mobilisés, à partir de 2005, à l'occasion du débat sur la Politique historique. Dans un article intitulé « Westerplatte ou Jedwabne », paru dans le quotidien conservateur *Rzeczpospolita*, Nowak reproche aux historiens de l'IPN de s'être laissés entraîner sur la pente de l'histoire « critique » en enquêtant sur les crimes commis par des Polonais, que lui-même estime marginaux[1384]. Il plaide, au contraire, en faveur d'une histoire « monumentale », celle des « héros », qui puisse « servir à la construction de la communauté nationale ». En ce sens, l'IPN devrait selon lui concentrer ses travaux sur les évènements glorieux du passé polonais, tels que la défense héroïque de la forteresse de Westerplatte assiégée par les Allemands en septembre 1939, l'insurrection de Varsovie ou le massacre de Katyn, plutôt que sur Jedwabne. Signe de la polarisation de la presse polonaise sur ces questions, c'est *Gazeta Wyborcza* qui publie la réponse de Machcewicz, intitulée « Et Westerplatte et Jedwabne »[1385]. Le directeur du BEP codirige alors la contre-enquête menée par l'IPN sur Jedwabne, dont les conclusions confirment celles de Gross et mettent en évidence le fait que d'autres massacres similaires ont été commis à l'Est de la Pologne à l'été 1941, au moment de l'avancée allemande en Union soviétique[1386]. Dans sa réponse à Nowak, Machcewicz défend le bilan des travaux publiés par l'institution qu'il représente et refuse une histoire « monumentale », qu'il associe à une forme de censure, pour lui substituer un récit de « vérité objective », au sein duquel coexistent « les faits positifs et les faits négatifs » pour l'image de la Pologne. Paradoxalement, les publications de l'IPN s'inscrivent, déjà à l'époque, davantage dans la conception de l'histoire « monumentale » défendue par Nowak que dans celle de l'histoire « objective » de Machcewicz, comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre. C'est donc bien la question des manières de faire de l'histoire savante qui est posée. Si les contempteurs de la Politique historique craignent le plus souvent, sans toujours le formuler ainsi, que le récit national soit marqué de nouvelles « taches blanches », en référence à l'ingérence de la censure dans les publications historiques en Pologne populaire, ses promoteurs mettent en avant une histoire science de gouvernement. Les prises de position ici exposées renvoient aux positions distinctes occupées par ceux qui les expriment, dans l'espace de production historiographique.

[1384] « Westerplatte czy Jedwabne » [Westerplatte ou Jedwabne], *Rzeczpospolita*, 1er août 2001.
[1385] « I Westerplatte i Jedwabne » [Et Westerplatte et Jedwabne], *Gazeta Wyborcza*, 9 août 2001.
[1386] Paweł Machcewicz et Krzysztof Persak (dir.), *Wokół Jedwabnego*, Varsovie, IPN, 2002.

I.2. La lutte dans lutte : une analyse sociologique du débat sur la Politique historique :

Dans la littérature consacrée à la Politique historique, le débat qu'elle a suscité est généralement présenté comme une polémique opposant des intellectuels aux orientations politiques opposées[1387]. Ces orientations sont très peu rapportées aux positions occupées par leurs auteurs, dans l'espace de production historiographique et plus généralement dans les champs politique et académique. Il faut dire aussi que la littérature consacrée à la Politique historique a été jusqu'à présent principalement produite par des historiens : ceux qui suscitent le débat et en font l'objet sont donc aussi souvent ceux qui le commentent. S'en tenir aux prises de positions exprimées par les protagonistes du débat ne permet pas d'appréhender les logiques sociales qui permettent d'expliquer ces prises de position. Nous avons donc mené un travail prosopographique sur trente-deux individus, sélectionnés en fonction de la récurrence de leurs prises de position et de leurs citations par d'autres protagonistes, ayant pris position en faveur ou en défaveur de la politique historique entre 2006 et 2010. Afin de comprendre comment la politique historique s'est imposée en tant que « mode politiquement légitimé de régulation des rapports entre champs[1388] », nous proposons une lecture du débat qu'elle a suscité, inspirée de la sociologie des champs[1389], à même de restituer les rapports de forces au sein de l'espace des luttes pour la définition de cette intervention. Ce faisant, il s'agit de mieux cerner les profils des producteurs et des critiques de la politique historique, mais aussi, en postulant une relation d'homologie entre les positions et les prises de position, de comprendre ce qui fait que les protagonistes du débat se positionnent « en faveur de » ou bien « contre » la Politique historique. Une telle analyse permet de comprendre quelles sont les logiques sociales sous-jacentes à ce débat politique, logiques qui demeurent invisibles au vu des seules prises de position des protagonistes.

Les principaux protagonistes du débat ont été identifiés à partir d'un corpus de textes comprenant une soixantaine d'articles parus dans les deux principaux quotidiens polonais, *Gazeta Wyborcza* et *Rzeczpospolita* : le premier est hostile à la Politique historique, le second y est favorable. Ce corpus est enrichi de plusieurs débats publiés dans des journaux et revues spécialisées. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons sélectionné les individus qui paraissent les plus centraux. Peu nombreux, ils sont ceux qui ont véritablement fait le débat

[1387] D. Szeligowska, *La « politique historique » polonaise en tant que politique publique et l'effet d'européanisation*, *op. cit.* ; Paweł Skibiński, Tomasz Wiścicki et Michał Wysocki (dir.), *Historycy i politycy: polityka pamięci w III RP*, *op. cit.*

[1388] Vincent Dubois, « L'action de l'État, produit et enjeu des rapports entre espaces sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014, vol. 1, n° 201−202, p. 25.

sur la Politique historique autour de 2005. Ainsi, c'est un échantillon de 32 individus (18 en faveur de la politique historique, 14 contre) qui a pu être constitué. Précisons que les nuances exprimées dans les prises de position des individus – qui peuvent se déclarer favorables ou défavorables à la politique historique en vertu d'arguments divers – nous intéressent moins ici que les logiques sociales et politiques qui font que les uns et les autres se positionnent d'un côté ou de l'autre du débat. Les trajectoires sociales et politiques des protagonistes ont été retracées via différentes sources, sites institutionnels et dictionnaires biographiques[1390]. Le tableau 45 résume les propriétés distinctives des deux groupes. La liste complète des individus ainsi que leurs propriétés distinctives sont résumées dans les tableaux 46 et 47.

Tableau 45. Résumé des propriétés distinctives des individus

Propriétés	**Promoteurs de la politique historique (n= 18)**	**Critiques de la politique historique (n = 14)**
Champ académique	positions plus secondaires (moins de professeurs et d'habilités)	positions centrales (plus de professeurs et d'habilités)
Champ politique	PiS, nombreux élus (5)	Dissidence (KOR, Solidarité) ; peu d'élus (2)
Publicystyka	presse conservatrice (*Rzeczpospolita, Gość Niedzielny*) et nationaliste (*Nasz Dziennik, Gazeta Polska*)	presse libérale (*Gazeta Wyborcza, Tygodnik Powszechny*)
Champ bureaucratique	plusieurs experts et hauts fonctionnaires (6) ; ministère de la Culture	néant
Institutions mémorielles	IPN (4), musée de l'Insurrection de Varsovie et musée d'Histoire de la Pologne (11)	IPN (1)

Source : Élaboration personne à partir de données biographiques.

Le tableau 45 rend compte des propriétés les plus saillantes des deux groupes d'individus, marqués par leur multipositionnalité. Ils évoluent pour la plupart à l'intersection

[1389] Pierre Bourdieu, *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992.

[1390] Pour les positions académiques, le portail *Nauka Polska* constitue la source la plus fiable. Les sites institutionnels (universités, IPN, musées, etc.) offrent également des biographies plus ou moins complètes. La presse, dans laquelle ces individus s'expriment régulièrement, offre également des informations sur leurs carrières professionnelles. La plupart des protagonistes font l'objet d'une notice biographique dans les encyclopédies en ligne (*Państwowe Wydawnictwo Naukowe* et *Wikipedia*) ou bien sur les sites web des institutions qui les emploient.

de plusieurs champs ou espaces sociaux : champ académique, champ politique, champ bureaucratique, champ journalistique (*publicystyka*) et institutions mémorielles (IPN et musées). Au sein du champ académique se trouvent les individus occupant un emploi d'enseignant ou de chercheur à l'université ou à l'Académie de sciences (PAN). Au sein du champ politique ceux ayant été élus, conseillers politiques ou simplement membres ou soutiens affichés d'une organisation partisane. Au sein du champ bureaucratique, ceux ayant exercé des fonctions de direction au sein d'une administration, généralement un ministère. Tous sont également publicistes et jouent donc un rôle de faiseurs d'opinion au sein du champ journalistique. Enfin, plusieurs occupent des positions d'administrateurs de musées ou d'historiens à l'IPN, deux types d'institutions chargées de mettre en œuvre la politique historique.

La multi-positionnalité des individus est remarquable. La plupart d'entre eux sont universitaires et prennent une part active dans le débat public sur les questions historiques. Nombre d'entre eux sont également positionnés dans le champ politique (13/18 pour les promoteurs de la politique historique contre 8/14 pour les critiques). La proximité au champ politique n'est cependant pas de même nature selon le camp considéré. Du côté des contre, l'engagement politique est le plus souvent daté et renvoie à l'époque de la République populaire de Pologne (PRL) et de la transition démocratique. Ce groupe comprend en effet de nombreux intellectuels dont la trajectoire militante débute autour du PZPR puis, après qu'ils aient quitté le Parti ou en aient été évincés, prennent une part active dans l'organisation de l'opposition au régime autour du Comité de défense des ouvriers (KOR) et de Solidarité. Si certains d'entre eux connaissent une courte expérience élective après 1989 (Michnik, Lipski), leur participation à la vie politique prend par la suite d'autres formes, plus intellectuelles. La situation est tout à fait différente parmi les promoteurs de la Politique historique, qui ont bien plus souvent été élus (5/18, auxquels s'ajoutent deux candidats malheureux à une élection législative) et même ministres pour deux d'entre eux (Legutko et Ujazdowski). Tous ceux qui ont été élus l'ont été sur des listes soutenues par le PiS. De plus, ceux qui n'ont jamais été élus ont souvent été des soutiens affichés de ce parti (Żaryn, Nowak, Krasnodębski) et/ou conseillers de ses dirigeants (Kostro, Merta).

Relever les titres de presse au sein desquels les individus publient renforce la distinction politique entre les deux groupes. D'un côté, des titres de presse correspondant à des orientations conservatrices, voire nationalistes, de l'autre des titres renvoyant à une orientation plus libérale, adoptant un cadrage généralement plus critique du récit national. Le positionnement au sein du champ bureaucratique constitue un autre indicateur de proximité au

sommet de l'État. Les promoteurs de la Politique historique sont les seuls à avoir occupé des postes de hauts fonctionnaires (6/18), principalement au sein du ministère de la Culture (5) au moment où il était dirigé par Ujazdowski (2000-2001 et 2005-2007). Ce ministère fut précisément au cœur de la Politique historique entre 2005 et 2007, lançant notamment le chantier du Musée d'histoire de la Pologne à Varsovie. De nombreux promoteurs de la Politique historique figurent aussi dans les organigrammes des musées, notamment au musée de l'Insurrection de Varsovie (6), considéré par eux comme un modèle d'initiative à reproduire dans le cadre de la Politique historique, et au musée d'Histoire de la Pologne (5). Enfin, les principaux dirigeants de l'IPN après 2005 se situent également du côté de la Politique historique. Parmi les critiques de la Politique historique, seul Paweł Machcewicz, directeur du musée de la Seconde Guerre mondiale et conseiller de Donald Tusk lorsque celui-ci était Premier ministre, également ancien responsable de l'IPN, connaît une trajectoire similaire à celle d'un Gawin ou d'un Merta, au croisement du champ académique et de la bureaucratie d'État (voir encadré).

Encadré 24. Quelques trajectoires typiques

Promoteurs de la Politique historique :

Dariusz Gawin (1964-), docteur en philosophie (Académie des sciences, PAN), membre du comité de rédaction de plusieurs revues politiques de droite, participe au club « Critique politique » (avec Marek Cichocki, Tomasz Merta, Dariusz Karłowicz), qui rassemble des intellectuels conservateurs. Membre du comité de programmation historique du Centre européen *Solidarność* à Gdańsk, directeur adjoint du Musée de l'Insurrection de Varsovie depuis 2005.

Tomasz Merta (1965-2010), historien des idées, docteur de l'Université de Varsovie, contribue à la rédaction de plusieurs revues politiques conservatrices dans les années 1990. Conseiller d'Ujazdowski au ministère de la Culture (2000-2001), co-auteur du programme de PiS pour la culture lors de l'élection législative de 2005, membre du comité de programmation du musée de l'Insurrection de Varsovie, sous-secrétaire d'État au ministère de la Culture. Décédé dans le crash de Smoleńsk le 10 avril 2010.

Kazimierz Michał Ujazdowski (1964-), militant de l'opposition anticommuniste dans les années 1980, plusieurs fois député (1991-1993 et depuis 1997), membre de plusieurs partis du centre puis de la droite (Action électorale *Solidarność* puis PiS). Deux fois ministre de la Culture (2000-2001 et 2005-2007), il fut à l'initiative de plusieurs projets mémoriels (Musée d'histoire de la Pologne à Varsovie, Centre « Mémoire et Futur » à Wrocław).

Critiques de la politique historique :

Paweł Machcewicz (1966-), professeur d'histoire contemporaine (Université de Varsovie et PAN), directeur du Bureau d'éducation publique de l'IPN (2000-2006), conseiller principal au sein du cabinet du Premier ministre Donald Tusk et directeur du musée de la Seconde Guerre mondiale à Gdańsk (2008-2017).

Jan Józef Lipski (1926-1991), historien de la littérature (PAN), membre du PZPR, co-fondateur du KOR en 1976, membre de *Solidarność*, participe à la fondation du Parti socialiste polonais (PPS) à la fin des années 1980, sénateur (1989-1991).

L'analyse permet donc de mettre en évidence des logiques d'opposition entre les deux groupes. Les promoteurs de la Politique historique occupent des positions proches des sommets de l'État et sont en outre plus souvent multi-positionnés (3,72 positions par individu en moyenne contre 2,64). Se dessine ainsi une opposition entre intellectuels occupant des positions de pouvoir temporel et universitaires dont l'activité principale demeure académique. Ce constat est renforcé par le fait qu'au sein du champ académique, les promoteurs de la Politique historique occupent des positions relativement plus reléguées. Seuls six d'entre eux sont professeurs (contre onze parmi les critiques de la Politique historique), sept sont titulaires de l'habilitation (contre douze) et deux n'ont été qu'assistants à l'époque de leur doctorat (Kowal et Merta). L'occupation de positions académiques moins prestigieuses traduit un moindre degré d'avancement dans la carrière, qui s'explique pour partie par une différence de génération. Les promoteurs de la Politique historique sont plus jeunes de vingt ans en moyenne. Les intellectuels à l'origine de la notion, c'est-à-dire Gawin, Kostro, Merta, Cichocki et Karłowicz, sont tous nés au milieu des années 1960, tandis que les historiens des idées auxquels ils s'opposent (Błoński, Lipski, Jedlicki, Szacki et Walicki) sont de trente ans leurs aînés. A ce titre, l'entreprise de promotion de la Politique historique se lit également comme une tentative, pour une nouvelle génération d'intellectuels, de marquer sa différence vis-à-vis d'une école antérieure et concurrente, mais aussi vraisemblablement de prendre une revanche politique sur une génération de dissidents assimilés à la « gauche » de *Solidarność*. D'un côté des historiens de la littérature et des idées formés à l'époque de la Pologne populaire et ayant connu des carrières universitaires de premier plan, de l'autre des philosophes formés au début des années 1990, ayant très tôt investi un rôle d'intellectuels engagés, notamment au sein du Centre la pensée politique (*Ośrodek Myśli Politycznej*) de Cracovie, un think tank conservateur.

Cette hypothèse paraît d'autant plus plausible que le groupe de philosophes à l'origine de la notion de Politique historique apparaît extrêmement cohérent du point de vue idéologique et intellectuel : Gawin, Karłowicz, Cichocki, Merta, mais également Legutko, ont tous été membres du Centre de la Pensée politique (*Ośrodej Myśli Politycznej*) à Cracovie. En outre, Gawin, Karłowicz et Cichocki ont cofondé et dirigé la revue *Teologia Polityczna* (Théologie politique), qui tente de concilier religion et politique. Enfin, ces trois intellectuels conservateurs ont animé ensemble un programme, *Trzeci punkt widzenia* (« Le troisième point de vue ») sur la chaîne publique TVP Kultura entre 2007 et 2010. Ainsi, leur entreprise de légitimation scientifique par l'investissement du champ médiatico-politique n'est pas sans

rappeler les « Nouveaux philosophes » français[1391]. Mais il s'agit aussi pour eux de « faire date » dans le champ de production idéologique :

« Le vieillissement des auteurs, des œuvres ou des écoles est tout autre chose que le produit d'un glissement mécanique au passé : il s'engendre dans le combat entre ceux qui ont fait date et qui luttent pour durer, et ceux qui ne peuvent faire date à leur tour sans renvoyer au passé ceux qui ont intérêt à arrêter le temps, à éterniser l'état présent ; entre les dominants qui ont partie liée avec la continuité, l'identité, la reproduction, et les dominés, les nouveaux entrants, qui ont intérêt à la discontinuité, à la rupture, à la différence, à la révolution. Faire date, c'est inséparablement faire exister une nouvelle position au-delà des positions établies, en avant de ces positions, en avant-garde, et, en introduisant la différence, produire le temps.[1392] »

Le clivage générationnel entre promoteurs et critiques de la Politique historique s'illustre dans cet échange entre Marek Cichocki et Marcin Kula, à l'occasion d'un débat organisé par la revue de vulgarisation historique *Mowią Wieki*[1393].

Cichocki : « Je représente une génération plus jeune. […] Lorsque j'entends la critique de la politique historique, j'ai l'impression que la génération de ceux qui auraient pu, de par leur potentiel intellectuel, leurs contacts internationaux et leur influence sur le débat public et politique en Pologne dans les années 1990, faire beaucoup [pour valoriser l'héritage de Solidarność], nous critique parce que nous faisons ce qu'elle n'a pas fait. »

Kula : « Mais n'y a-t-il pas de centre qui mène des recherches sur Solidarność ? L'Association des Archives de Solidarność existe depuis l'état de guerre. […] Elle a publié plusieurs dizaines de tomes jusqu'à présent. L'association fonctionne uniquement grâce à la volonté d'un petit groupe de personnes, qui doit se battre pour financer le moindre tome. Si le ministre Ujazdowski, au lieu de populariser une grande politique historique, ajoutait un peu d'argent pour le prochain tome, alors je pense que nous nous comprendrions mieux. »

Cette différence générationnelle et positionnelle se traduit par une insertion différenciée dans des réseaux professionnels transnationaux, qui a sans doute à voir avec les façons de concevoir l'histoire nationale et sa relation aux récits développés à l'étranger. Ainsi les promoteurs de la Politique historique apparaissent relativement plus internationalisés, mais aussi plus ouverts à une histoire transnationale, à l'image de Robert Traba, en poste à l'Institut d'histoire de l'antenne berlinoise de l'Académie polonaise des sciences, qui a notamment contribué à un vaste projet de recherche sur les lieux de mémoire germano-polonais[1394]. Ou de Krzysztof Pomian, directeur du Musée de l'Europe à Bruxelles, précisément décrié par les promoteurs de la Politique historique au motif qu'il accorderait trop peu de place à l'histoire de la Pologne. Plusieurs de ces derniers ont fréquenté l'antenne du Collège d'Europe à Natolin, notamment en tant que *visiting professors* (Cichowki, Kowal et Nowak), mais leurs prises de position historiographique apparaissent bien moins sensibles à l'intégration d'une dimension transnationale. Andrzej Nowak est en revanche très investi sur

[1391] Louis Pinto, *Le café du commerce des penseurs : à propos de la doxa intellectuelle*, Bellecombe-en-Bauges, France, Editions du Croquant, 2009.
[1392] P. Bourdieu, *Les règles de l'art*, *op. cit.*, p. 261.
[1393] « Polityka historyczna – za i przeciw », *op. cit.*
[1394] Hans Henning Hahn et Robert Traba (dir.), *Deutsch-Polnische Erinnerungsorte. Band 2: Geteilt /Gemeinsam*, Berlin, Ferdinand Schöningh, 2012.

le marché de grande production, avec sa synthèse de l'histoire de Pologne déjà évoquée, mais aussi à travers sa *publicystyka.* Son recueil publié en 2012 est ainsi présenté par l'éditeur, spécialisé dans les livres « religieux et patriotiques », en quatrième de couverture[1395] : « Vivons-nous vraiment encore dans notre propre pays ? C'est la question suggérée par cette lecture. Un livre indispensable dans chaque maison patriotique. »

La conception de la Politique historique apparaît donc comme le fait d'un petit groupe d'intellectuels évoluant à l'intersection des champs académique, journalistique, bureaucratique et politique, parvenu à investir les positions de pouvoir indispensables à la réalisation de son projet et à y associer, dans une configuration politique favorable, des hommes politiques (Legutko, Ujazdowski) et des historiens (Kurtyka, Żaryn, Dudek) socialement et politiquement disposés à contribuer à la mise en œuvre d'une politique publique de l'histoire. Pour le musée de l'Insurrection de Varsovie comme pour le musée d'histoire de la Pologne, tous deux mis en chantier à l'initiative de PiS, les mêmes individus sont aux commandes à chaque phase du projet, changeant de fonctions à mesure que celui-ci avance. A l'origine de sa conceptualisation, ils en sont également maîtres d'œuvres au moment de leur passage au ministère de la Culture, puis en deviennent administrateurs. Le débat sur la Politique historique renvoie à des oppositions tant politiques que sociales, les protagonistes occupant des positions différentes au sein de l'espace social, qui indique des conceptions opposées en termes de rôle social et politique des intellectuels.

A travers ces résultats se donne donc à voir une confrontation entre différents modèles de carrières et d'engagements intellectuels : les critiques de la Politique historique ont des profils plus universitaires. Plus âgés, ils sont bien souvent professeurs des universités et prennent ponctuellement position dans le débat public au nom de leur expertise sur les questions historiques. A l'inverse, les promoteurs de la Politique historique sont plus jeunes et occupent des positions académiques relativement plus reléguées : bien souvent ils se contentent d'un doctorat et enseignent à l'université sans que cela soit leur activité professionnelle principale. Ceci suffit à leur conférer un statut d'intellectuel à même de légitimer leurs prises de position politiques, tandis que l'essentiel de leur carrière se déroule à l'intersection des champs académique, bureaucratique et politique.

[1395] Andrzej Nowak, *Strachy i Lachy: przemiany polskiej pamięci 1982-2012*, [Les transformations de la mémoire polonaise], Cracovie, Biały Kruk, 2012.

Tableau 46. Multipositionnalité des promoteurs de la politique historique

Nom	Année naissance	Etudes	Champ académique	Champ journalistique	Champ bureaucratique	Champ politique	Musées	IPN	TOTAL
Andrzej Nowak	1950	Histoire (hab.)	Professeur (UJ et IH PAN)	Publiciste (presse conservatrice et nationaliste), rédacteur en chef du bimensuel *Arcana*		Solidarité, proche de PiS	Membre du conseil du MHP		4
Bronisław Wildstein	1962	Littérature (mag.)		Journaliste, ancien directeur de TVP		KOR, Solidarité			2
Łukasz Michalski	1971	Histoire (doc.)	Enseignant (UW)	Publiciste (presse conservatrice)	Expert auprès du ministère de l'Education nationale		Concepteur MPW	Directeur de la section éducative du BEP	5
Jan Ołdakowski	1972	Littérature (mag.)		Ancien employé du magazine conservateur « *Nowe Państwo* »	Chef de département au ministère de la Culture, puis directeur de cabinet du ministre (2000-2001)	Deux fois député (PiS puis PJN) (2005-2011)	Directeur MPW		4
Jan Żaryn	1958	Histoire (hab.)	Professeur (UKSW)	Publiciste (presse conservatrice et nationaliste), rédacteur en chef du mensuel *wSieci Historii*		Solidarité, Proche de PiS, deux fois candidat lors d'élections parlementaires, sénateur (PiS) depuis 2015		BEP (directeur de 2006 à 2009)	4
Janusz Kurtyka	1960	Histoire (hab.)	Professeur (IH PAN)	Publiciste (presse conservatrice)		Solidarité, militant de plusieurs partis de droite chrétienne dans les	Membre du conseil du MHP	IPN (président de 2005 à 2010)	5

						années 1990 (une fois candidat à l'élection législative)			
Kazimierz Michał Ujazdowski	1964	Droit (doc.)		Publiciste (presse conservatrice et nationaliste)		Parti conservateur, PiS ; Député (1991-1993 ; 1997-2007) ; ministre de la Culture et du patrimoine (2000-2001 ; 2005-2007)			2
Paweł Kowal	1975	Science politique (doc.)	Ancien assistant (PAN)	Publiciste (presse conservatrice et nationaliste)	Directeur de département à la chancellerie du Premier ministre puis au Ministère de la culture (1998-2001)	PiS, PJN (président du parti, 2011-2013) ; député (2005-2007) ; député européen (depuis 2009)	Concepteur MPW		5
Paweł Skibiński	1973	Histoire (doc.)	Adiunkt (UW)	Publiciste (presse conservatrice et nationaliste)			Directeur adjoint MHP ; directeur du musée Jean Paul II et Cardinal Wyszyński		3
Ryszard Legutko	1949	Philosophie (hab.)	Enseignant (UW)	Publiciste (presse conservatrice)		PiS ; Député (2005-2007) ; ministre de l'Education (2007) ; eurodéputé (depuis 2009)	Membre du conseil du MHP		4
Wojciech Roszkowski	1947	Economie et histoire (hab.)	Professeur (ISP PAN)	Publiciste (presse conservatrice)	Expert auprès du ministère de la Culture	PPN, PiS ; eurodéputé (2004-2009)			4
Zdzisław Krasnodębski	1953	Philosophie (hab.)	Professeur (UW,UKSW)	Publiciste (presse conservatrice et nationaliste)		Proche de PiS			3
Dariusz Gawin	1964	Philosophie (doc.)	Adiunkt (IFiS PAN)	Publiciste (presse conservatrice) ; animateur			Directeur adjoint MPW (depuis 2004)		3

				d'une émission sur la chaîne TVP Kultura					
Dariusz Karłowicz	1964	Philosophie (doc.)	Enseignant (UW)	Publiciste (presse conservatrice) ; animateur d'une émission sur la chaîne TVP Kultura			Membre du conseil du MPW		3
Marek Cichocki	1966	Philosophie (doc.)	Adiunkt (UW) ; directeur des programmes au Collège d'Europe (Natolin)	animateur d'une émission sur la chaîne TVP Kultura		Conseiller du président Lech Kaczynski			3
Robert Kostro	1967	Histoire (mag.)	Enseignant (école supérieure de commerce à Varsovie)	Publiciste (presse conservatrice)	Directeur de département à la chancellerie du premier ministre (1997-2000) puis directeur de cabinet du ministre de la Culture (2000-20001)	RMP, parti conservateur ; Conseiller auprès du groupe « Union pour une Europe des nations » au Parlement européen	Directeur MHP		5
Tomasz Merta	1965	Philosophie (doc.)	Assistant (UW)	Publiciste (presse conservatrice)	Conseiller du ministre de la Culture (2000-2001) ; plusieurs fonctions au sein du ministère de la Culture depuis 2005)	Proche de PiS	Membre du conseil du MPW		5
Antoni Dudek	1966	Science politique (hab.)	Professeur (UJ)	Publiciste (presse conservatrice) ;				Directeur du département scientifique du BEP,	3

				animateur d'une émission sur la chaîne TVP Historia				conseiller du président Kurtyka, membre du conseil de l'IPN	
TOTAL			**15**	**18**	**6**	**13**	**11**	**4**	

Source : Élaboration personne à partir de données biographiques.

Lecture :

mag = master ; doc = docteur ; hab = habilitation.

UJ = Université Jagellon (Cracovie) ; UW = Université de Varsovie ; UKSW = Université cardinal Stefań Wyszyński ; ISP PAN = Institut d'études politiques de l'Académie des sciences ; IFiS PAN = Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie des sciences.

TVP = *Telewizja Polska*, chaîne publique ; Presse libérale = *Gazeta Wyborcza, Tygodnik Powszechny, Polityka* ; Presse conservatrice = *Rzeczpospolita, Gość Niedzielny* ; Presse nationaliste = *Nasz dziennik, Gazeta Polska*.

KOR = Comité de défense des ouvriers ; PJN = *Polska jest najważniejsza* (« La Pologne est la plus importante », parti dissident de PiS) ; PPN = *Polskie Porozumienie Niepodległościowe* (« Entente pour l'indépendance de la Pologne », opposition anticommuniste à partir du milieu des années 1970) ; RMP = *Ruch Młodej Polski* (« Mouvement de la jeune Pologne, opposition anticommuniste à partir de la fin des années 1970).

MHP = Musée d'histoire la Pologne ; MPW = Musée de l'insurrection de Varsovie.

Tableau 47. Multipositionnalité des critiques de la politique historique

Nom	Année naissance	Etudes	Champ académique	Champ journalistique	Champ bureaucratique	Champ politique	Musée	IPN	TOTAL
Adam Michnik	1946	Histoire (mag.)		Rédacteur en chef de *Gazeta Wyborcza* (depuis 1989)		KOR, Solidarité, député (1989-1991)			2
Andrzej Romanowski	1951	Littérature (hab.)	Professeur (UJ et IH PAN)	Publiciste (presse libérale)		UD, UW, parti démocrate			3
Andrzej Walicki	1930	Philosophie (hab.)	Professeur (IFiS PAN)	Publiciste (presse libérale)					2
Anna Wolff-Powęska	1941	Science politique (hab.)	Professeur UAM)	Publiciste (presse libérale)					2
Jan Błonski	1931	Histoire (hab.)	Professeur (UJ)	Publiciste (presse libérale)					2
Jan Józef Lipski	1926	Littérature (hab.)	Chercheur (Institut de recherches littéraires)	Journaliste, critique littéraire		Membre de plusieurs clubs d'intellectuels dissidents, KOR, Solidarité, parti socialiste polonais ; sénateur (1989-1991)			3
Jerzy Jedlicki	1930	Philosophie (hab.)	Professeur (IH PAN)	Publiciste (presse libérale)		PZPR, Solidarité			3
Jerzy Szacki	1929	Sociologie (hab.)	Professeur (PAN et UW)			PZPR, co-fondateur en 1991 de Solidarność -Pracy (éphémère parti de gauche)			2
Marcin Król	1944	Philosophie (hab.)	Professeur (PAN)	Publiciste (presse libérale)		Soutient Mazowiecki en 1990			3
Macin Kula	1943	Histoire (hab.)	Professeur (IH PAN, UW)	Publiciste (presse libérale)					2
Adam Leszczyński	1975	Histoire (doc.)	Chercheur (IH PAN)	Journaliste (*Gazeta Wyborcza*)					2
Paweł Machcewicz	1966	Histoire (hab.)	Professeur (UW)	Publiciste (presse libérale)		Conseiller du premier ministre Donald Tusk	Directeur du musée de la Seconde Guerre	Directeur du BEP (2000-2006)	5

							mondiale		
Robert Traba	1958	Histoire (hab.)	Professeur (IH PAN, université libre de Berlin	Publiciste (presse libérale)					2
Krzysztof Pomian	1934	Philosophie (hab.)	Professeur (CNRS, EHESS, UMK)	Publiciste (presse libérale)		PZPR	Directeur du musée de l'Europe à Bruxelles		4
TOTAL			**13**	**13**	**0**	**8**	**2**	**1**	

Source : Élaboration personne à partir de données biographiques.
Lecture :
mag = master ; doc = docteur ; hab = habilitation.
UJ = Université Jagellon (Cracovie) ; UW = Université de Varsovie ; UKSW = Université cardinal Stefań Wyszyński ; ISP PAN = Institut d'études politiques de l'Académie des sciences ; IFiS PAN = Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie des sciences ; UAM = Université Adam Mickiewicz (Poznań) ; UMK = Université Nicolas Copernic (Toruń).
TVP = *Telewizja Polska*, chaîne publique ; Presse libérale = *Gazeta Wyborcza*, *Tygodnik Powszechny*, *Polityka* ; Presse conservatrice = *Rzeczpospolita, Gość Niedzielny* ; Presse nationaliste = *Nasz dziennik, Gazeta Polska.*
KOR = Comité de défense des ouvriers ; UD = Union démocratique ; UW = Union de la liberté ; PZPR = Parti ouvrier unifié de Pologne.

I.3. Défendre le « point de vue polonais » : le legs de la Politique historique :

Au départ associée à la droite nationaliste, la Politique historique semble être devenue en l'espace de quelques années une catégorie d'intervention publique légitime, bien qu'il n'y ait pas de consensus sur les interprétations du passé à promouvoir. La presse évoque la Politique historique de la « gauche »[1396], tandis que la Plateforme civique (PO), arrivée au pouvoir après avoir remporté les élections législatives anticipées de l'automne 2007, a entrepris de bâtir à Gdańsk un musée de la Seconde Guerre mondiale dans le but de concurrencer le musée de l'Insurrection de Varsovie en proposant un récit non pas focalisé sur une histoire bataille mythifiée, mais mettant au contraire en perspective le sort des populations des différents pays belligérants, notamment l'Allemagne, la Russie et la Pologne.

La Politique historique n'a donc pas disparu avec l'alternance politique de 2007. Les gouvernements successifs de la Plateforme civique n'ont pas remis en question l'idée d'une nécessaire promotion du « point de vue polonais », notamment dans l'arène internationale. Si ces discours sur le passé se veulent moins passionnés, voire plus apaisants, notamment vis-à-vis de l'Allemagne et de la Russie, les mesures adoptées invitent à réfléchir à la persistance des usages du passé à des fins de légitimation politique, aussi bien au niveau domestique, pour donner à voir la façon dont le gouvernement défend les intérêts nationaux, qu'en politique étrangère, en supposant que le dialogue entre des mémoires désaccordées favorise les processus de réconciliation[1397]. La Politique historique apparaît ainsi comme une action publique à géométrie variable, ce qu'illustrent plusieurs exemples récents concernant les relations polono-juives au cours de la Seconde Guerre mondiale. Ce sujet est en effet l'un des plus investis au nom de la Politique historique, notamment vis-à-vis de l'étranger. Ainsi en 2012, le ministère des Affaires étrangères annonce qu'il cherche à inciter des historiens étrangers spécialistes de la Pologne, surtout aux États-Unis, à réagir « indépendamment des pouvoirs publics polonais » aux « mensonges historiques concernant la Pologne » diffusés

[1396] *Gazeta Wyborcza*, « Polityka historyczna według SLD » [La politique historique selon le SLD], 14 octobre 2008.

[1397] Sur les usages de l'histoire à des fins de réconciliation, voir notamment : Valérie Rosoux, « Pièges et ressources de la mémoire dans les relations internationales », *Revue internationale et stratégique*, 2002, vol. 2, n° 46, p. 43−50. Sur les commissions bilatérales d'historiens : Anne Bazin, « Les acteurs publics de la réconciliation en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », *Les Cahiers Sirice*, 2016, vol. 1, n° 15, p. 41−51 ; Andrzej Paczkowski, « Pologne et Ukraine. Questions délicates, réponses difficiles » dans Georges Mink et Laure Neumayer (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, p. 143−155.

dans leur pays de résidence[1398]. Il s'agit toujours de lutter contre l'expression « camps polonais », qui apparaît parfois dans la presse occidentale au sujet de l'Holocauste. Vraisemblablement également destinée à la compétition politique domestique, dans la mesure où la Plateforme civique a été régulièrement accusée par le PiS de ne pas suffisamment agir en faveur de la promotion de l'histoire polonaise à l'étranger, cette annonce n'a pas été suivie d'effets concrets.

En revanche, le même ministère a assuré la même année la promotion d'un ouvrage consacré aux relations polono-juives au cours de la Seconde Guerre mondiale, via son réseau d'ambassades[1399]. Composé d'un recueil de textes d'historiens polonais, cet ouvrage traduit en anglais était téléchargeable gratuitement sur le site de nombreuses ambassades polonaises. L'annonce de la promotion de cet ouvrage par le ministère des Affaires étrangères a suscité les réactions d'historiens et de publicistes aux prises de position proches du camp nationaliste, considérant que les contributions réunies au sein de l'ouvrage accordaient trop d'importance à l'antisémitisme polonais, au détriment de l'évocation du rôle de la population polonaise dans le sauvetage de nombreux juifs. Dans *Rzeczpospolita*, à la pointe de l'offensive, des historiens et journalistes proches du PiS ont reproché à l'ouvrage son « manque d'objectivité », cinq contributions sur sept évoquant les attitudes hostiles des Polonais à l'égard des juifs (dénonciations à l'occupant, pillage des biens …). Le ministère s'est ainsi vu accusé de « trahison » en diffusant un livre sur l'antisémitisme polonais, susceptible de nuire à l'image de la Pologne à l'étranger. Du côté des historiens polonais favorables à la Politique historique, Piotr Gontarczyk a notamment reproché aux responsables du ministère des Affaires étrangères leur « incompétence[1400] », tandis que Bogdan Musiał a qualifié cet épisode d' « exemple typique de la pédagogie de la honte[1401] ».

La défense du ministère, par la voix de son porte-parole Marcin Bosacki, a consisté à justifier cette publication au moyen d'arguments similaires à ceux employés par les concepteurs de la Politique historique : il s'agit, en donnant une image « objective » des faits historiques, de montrer que l'aide apportée aux juifs a été le phénomène le plus répandu, afin d'améliorer l'image de la Pologne à l'étranger. Bosacki souligne ainsi que les textes présentés dans l'ouvrage insistent sur le contexte de l'occupation et rappellent à plusieurs reprises que

[1398] « Historycy pomogą MSZ walczyć o dobre imię Polski » [Les historiens aideront le ministère des Affaires étrangères à lutter pour la réputation de la Pologne], *Rzeczpospolita*, 12 septembre 2012.
[1399] Sebastian Rejak et Elzbieta Frister (dir.), *The Inferno of Choices*, Varsovie, Oficyna Wydawnicza Rytm, 2012.
[1400] « Gontarczyk o *Inferno of Choices* » [Gontarczyk à propos d'*Inferno of Choices*], *Wpolityce*, 7 août 2012.
[1401] « MSZ promuje ksiażkę o polskim antysemityzmie » [Le ministère des Affaires étrangères fait la promotion d'un livre sur l'antisémitisme polonais], *Rzeczpospolita*, 7 août 2012.

280 à 300 000 Polonais ont aidé des Juifs, et que 6000 d'entre eux se sont vus accorder le titre de « Justes parmi les Nations »[1402]. La promotion d'un tel ouvrage par le gouvernement relève indubitablement d'une volonté de valoriser le passé polonais auprès des partenaires d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, en prouvant que l'État polonais est capable d'assumer les épisodes controversés de son histoire. La communication du ministère se félicite notamment à plusieurs reprises que l'ouvrage en question ait reçu l'approbation de l'Institut Yad Vashem. La rédaction de l'introduction a par ailleurs été confiée à Maciej Kozłowski, historien et diplomate, ancien ambassadeur de Pologne à Tel-Aviv, qui considère que l'ouvrage permettra de répondre aux attaques injustes contre la Pologne émanant de l'étranger : « S'il n'y avait eu [dans l'ouvrage] que des textes sur les Justes parmi les Nations, [l'ouvrage] aurait été traité comme une nouvelle publication de propagande, n'apportant rien à la discussion.[1403] »

Pour les tenants d'une Politique historique nationaliste, cependant, l'État ne devrait promouvoir que les aspects positifs de l'histoire nationale :

« Mais le ministère des Affaires étrangères n'est pas un institut scientifique […]. Il est une institution de la République polonaise, dont l'obligation est de présenter au monde des informations justes et positives sur notre pays. Il ne s'agit pas de falsifier l'histoire, mais d'exposer les fragments de celle-ci qui montrent que nous pouvons être grands.[1404] »

Et plus loin :

« La défaite de notre diplomatie est telle, que le symbole mondial de l'aide apportée aux Juifs est l'Allemand Oskar Schindler, qui vint à Cracovie pour s'enrichir durant la guerre, et non la cheffe de Żegota[1405] Irena Sendlerowa, qui au péril de sa vie a fait échapper 2500 enfants du ghetto de Varsovie. »

Cette controverse démontre la force et l'ancrage de la conception de la Politique historique en tant que politique de promotion d'un récit historique dont les contenus peuvent être nuancés, mais qui doit permettre de valoriser l'image de la Pologne à l'étranger.

Le souci de la promotion de l'image de la Pologne à l'étranger se traduit ainsi par des prises de positions concordantes entre conservateurs et libéraux dans le champ politique polonais, dont les actions publiques en la matière se distinguent moins de par leur nature qu'au niveau de leurs modalités : à une politique historique conservatrice mettant l'accent sur la martyrologie nationale en cherchant à ériger la Pologne en une victime de génocide, ayant connu un sort comparable à celui des juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale, répondrait une politique historique libérale mettant au contraire l'accent sur les « péchés »

[1402] « Gontarczyk o *Inferno of Choices* », art cit.
[1403] *Ibid.*
[1404] « Obowiązkiem MSZ jest pokazywanie naszych dokonań » [L'obligation du ministère de Affaires étrangères est de montrer nos réussites], *Rzeczpospolita*, 9 août 2012.
[1405] Organisation de la résistance polonaise chargée de l'aide aux Juifs.

polonais, dans une logique visant à démontrer que cet État est capable de faire le bilan des aspects négatifs de son passé national[1406].

La conception du musée de la Seconde Guerre mondiale envisagé à Gdańsk, avant que le retour du PiS au pouvoir ne mette un coup d'arrêt au projet au moment de l'inauguration de l'exposition, illustre cette différence d'appréciation entre les deux partis politiques qui se disputent le pouvoir depuis 2005. C'est le fait même d'intégrer, dans le récit national élaboré avec le soutien d'État, c'est-à-dire dans la Politique historique, un autre point de vue que le point de vue national, qui est directement remis en cause par le PiS et ses soutiens. Dariusz Gawin rejette ainsi toute tentative d'européanisation de l'histoire et critique la construction du musée de la Seconde Guerre mondiale à Gdańsk en ces termes : « Pourquoi devrions-nous prendre en considération l'histoire des autres, quand les autres ne veulent pas prendre en considération la nôtre ?[1407] »

Alors que l'avenir de ce musée semblait compromis après l'alternance de 2015, Sławomir Cenckiewicz, un historien aux prises de position proches du PiS, écrivait sur son profil *Facebook*, suivi par plus de 31 000 abonnés :

« Je viens de prendre connaissance du catalogue de l'exposition permanente du Musée de la Seconde Guerre mondiale. […] En aucun cas la "mondialisation" (et plus seulement l'européanisation) de la mémoire de la Seconde Guerre sous cette forme n'est acceptable à mes yeux. Ce devrait être un projet de l'union [européenne] ou de l'ONU, mais pas un MUSEE POLONAIS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE FINANCE PAR LE BUDGET POLONAIS[1408] ! […] La présentation sur la même planche des NSZ[1409] et des agents soviétiques de l'AL[1410] suscite mon opposition la plus totale aux idées de Machcewicz-Marszalec-Majewki[1411]. […] Je ne suis pas surpris par la forte défense internationale de cette vision de la Seconde Guerre mondiale. Dans tous les cas, avec nos moyens budgétaires on a créé quelque chose qui non seulement ne nous aidera pas nous, Polonais, dans le combat pour la mémoire de la Seconde Guerre mondiale, mais en plus nous affaiblira de manière considérable. Pourquoi ces messieurs les directeurs sont-ils toujours en place…[1412] »

Au-delà de ces polémiques sur les représentations de la Seconde Guerre mondiale, la Politique historique se donne également à voir à travers le récit des relations polono-juives au cours du conflit, tel qu'il a été produit par l'Institut de la mémoire nationale ces dix dernières années. La coalition gouvernementale dirigée par le PiS entre 2005 et 2007 a en effet désigné une direction de l'Institut favorable à sa Politique historique. Janusz Kurtyka a succédé à Leon Kieres à la présidence de l'Institut, s'entourant de Jan Żaryn et Antoni Dudek. Sous leur direction, l'IPN s'est fermement engagé en faveur de la promotion de l'histoire du sauvetage

[1406] C'est notamment la lecture proposée par Tomasz Zarycki, *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe*, London, Routledge, 2014, p. 92.
[1407] « Oczekujemy szacunku dla naszej historii » [Nous attendons du respect pour notre histoire], *Rzeczpospolita*, 3 décembre 2008.
[1408] En majuscules dans le texte.
[1409] *Narodowe Siły Zbrojne* : forces armées de la résistance non communiste.
[1410] *Armia Ludowa* : armée populaire, fidèle au Parti ouvrier polonais (PPR).
[1411] Noms des membres de l'équipe dirigeante du musée.
[1412] Profil Facebook de Sławomir Cenckiewicz, post du 1er août 2016.

des Juifs par des Polonais au cours du second conflit mondial. Żaryn préside d'ailleurs la commission historique du Comité pour la mémoire des Polonais ayant secouru des Juifs (*Komitet dla Upamiętnienia Polaków ratujących Zydów*). Leur action en ce domaine révèle comment, au moyen des ressources bureaucratiques fournies par l'IPN, il est possible d'orienter la production historiographique de l'Institut dans une direction prédéfinie.

Cette nouvelle équipe dirigeante de l'IPN s'est singulièrement distinguée de la précédente en rebaptisant le programme de recherches consacré à « L'extermination des Juifs sur les territoires polonais » en « Les Polonais au secours des Juifs ». Elle a par ailleurs choisi de publier, en réponse à l'ouvrage de Jan Gross consacré au pogrom de Kielce[1413], qui a suscité une polémique comparable à celle des *Voisins*, un ouvrage de Jan Marek Chodakiewicz consacré aux mêmes questions[1414]. Or Chodakiewicz, historien américain d'origine polonaise, défend des positions controversées et notamment la thèse du judéo-communisme, souvent invoquée par la droite nationaliste polonaise comme une sorte de circonstance atténuante à l'hostilité envers les juifs durant la guerre et à l'issue du conflit[1415]. La surreprésentation des juifs parmi les membres du Parti et notamment au sein de l'appareil de sécurité serait un facteur explicatif de ces pogroms[1416]. C'est également sous l'impulsion de cette nouvelle direction que l'IPN a lancé une nouvelle collection éditoriale spécifiquement consacrée au sauvetage des Juifs par des Polonais durant l'Holocauste. Ainsi, en dépit de l'ouvrage coédité par Paweł Machcewicz au sujet de Jedwabne[1417], le récit historique produit par l'IPN est massivement celui d'une histoire des Polonais au sein de laquelle les épisodes héroïques sont mis en avant sans que les motivations réelles des protagonistes ne soient jamais interrogées, tandis que les actes de violence commis à l'égard des Juifs sont largement minimisés et l'antisémitisme réfuté.

Au-delà des ouvrages savants, l'IPN produit de nombreux travaux de vulgarisation diffusés sur une grande variété de supports. Ainsi le portail truthaboutcamps.eu constitue une sorte d'archétype du « point de vue polonais »[1418]. Mis en ligne en 2012 et réalisé par une équipe d'historiens de l'IPN, dirigée par Jan Żaryn, il est dédié à la déconstruction de

---

[1413] Jan Tomasz Gross, *La peur : l'antisémitisme en Pologne après Auschwitz*, Paris, Calmann-Lévy, 2010.
[1414] Marek Jan Chodakiewicz, *Po zagładzie : Stosunki polsko-żydowskie 1944-1947*, [Après l'Holocauste : les relations polono-juives] Varsovie, IPN, 2008.
[1415] Audrey Kichelewski, « La peur des Juifs ou des Juifs qui ont peur ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2009, 64e année, n° 5, p. 1091−1104.
[1416] Cette thèse a été notamment discutée par Paczkowski : Andrzej Paczkowski, « Żydzi w UB: próba weryfikacji stereotypu » dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*, Varsovie, Neriton, 2001, p. 192−204.
[1417] Paweł Machcewicz et Krzysztof Persak (dir.), *Wokół Jedwabnego*, *op. cit.*
[1418] Voir : http://www.fr.truthaboutcamps.eu/.

l'expression « camps polonais ». Ce faisant, il s'agit également d'aborder la question des relations entre Polonais et juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Le paragraphe d'accueil du site est éloquent :

« La vitrine éducative de l'IPN présente les informations élémentaires au sujet des camps d'extermination et de concentration fondés par le IIIe Reich allemand sur le territoire de la Pologne occupée durant la Seconde Guerre mondiale. Alors que dans les médias étrangers apparaissent des qualifications injurieuses, imputant l'organisation de ces camps à la nation occupée, nous rappelons que les Allemands portent l'entière et unique responsabilité pour l'invention des « usines de la mort. »

L'enjeu consiste surtout à donner à voir la dureté de l'occupation nazie en Pologne vis-à-vis de la population polonaise et le rôle de cette population dans le sauvetage de nombreux juifs. En rappelant que ce sont les « Allemands » (le terme « nazi » est rarement employé, car perçu comme déculpabilisant pour l'Allemagne, notamment du côté de la droite nationaliste) qui furent les inventeurs des camps, le texte d'accueil, intitulé « Au nom de la vérité historique », précise qu'il faudrait que « cette vérité, évidente en Pologne, devienne la vérité reconnue dans le monde entier ». Outre le sauvetage des juifs, les textes insistent sur la dureté de la répression infligée aux Polonais par l'occupant et l'importance du mouvement de résistance nationale. Les seuls responsables de la politique d'extermination des juifs d'Europe mentionnés sont les Allemands et certains auxiliaires slaves (baltes et ukrainiens notamment), mais jamais les Polonais. Les actes commis par des Polonais à l'encontre de juifs sont à peine évoqués et renvoyés à des comportements individuels. Les pogroms comme celui de Jedwabne sont attribués à une population polonaise « inspirée ou forcée par les Allemands ». Si ces aspects négatifs des relations polono-juives, dont il est écrit qu'ils suscitent « de grandes controverses », font l'objet de très courts développements, l'assistance portée aux juifs par des Polonais fait l'objet de récits très détaillés, à partir des récits de témoins.

Or, la description d'une situation générale à partir de quelques témoignages pose exactement les mêmes problèmes méthodologiques que les travaux de Jan Gross :

« Le problème de cette méthode est que l'on peut arriver à des conclusions totalement opposées à celles de Gross en sélectionnant autrement les témoignages. En se concentrant par exemple sur les récits des sauveteurs ou de ceux qui ont bénéficié de leur aide, l'image des campagnes polonaises serait toute autre.[1419] *»*

L'IPN, en se contentant d'opposer aux témoignages recueillis par Gross d'autres témoignages contradictoires, échoue à proposer des recherches novatrices à même de dresser un bilan précis. En souhaitant déconstruire un mythe, les « camps polonais », il en consolide un autre, celui de Polonais forcément victimes ou héros. Tout ce qui pourrait venir écorner ce mythe, comme les faits invitant à considérer la coresponsabilité des Polonais dans l'Holocauste, est

marginalisé alors même que des travaux récents produits par des chercheurs polonais permettent de complexifier l'histoire des rapports polono-juifs au cours de cette période[1420]. Ces travaux initient un nouveau chantier de recherche, qui vise à produire un bilan chiffré de cette période, interroge les profils sociologiques des « bourreaux » et reconsidère le rôle de la police polonaise et des autorités municipales, qui servirent parfois d'auxiliaires de la politique d'extermination. Elles demeurent cependant à l'écart de la Politique historique telle qu'elle s'élabore à l'IPN. Elles sont même perçues comme concurrentes et contribuant à la diffusion de points de vue « anti-polonais » et s'exposent par conséquent aux contre-feux de l'association « Redoute pour la bonne réputation de la Pologne » (*Reduta dobrego imienia*), dont le nom anglais est traduit par *Polish League against Deffamation*. Cette association, créée en 2012 avec le soutien de l'historien Andrzej Nowak, qui est membre de son bureau, se donne pour objectif d' « initier et soutenir des actions dans le but de corriger les informations erronées sur l'histoire de la Pologne, en particulier la Seconde Guerre mondiale, le rôle des Polonais au cours de la guerre, les attitudes des Polonais vis-à-vis des Juifs et les camps de concentration allemands.[1421] » Cette ONG semble être aujourd'hui l'un des interlocuteurs du ministère de la Culture dans le cadre de la conduite de la Politique historique.

Ceci montre donc bien qu'au cours des années 2000, l'idée de la nécessité de mener une politique publique de l'histoire semble s'être durablement ancrée dans le paysage politique et intellectuel polonais. Labellisée « Politique historique », elle est souvent justifiée par la nécessité de promouvoir une image positive de la Pologne à l'étranger. Mais il s'agit aussi, à travers la mise en avant d'une histoire hagiographique ou « monumentale », selon les mots d'Andrzej Nowak, d'entretenir ou de susciter une identification nationale perçue comme menacée par les processus de globalisation et d'européanisation, qui se traduisent par une « mondialisation de la mémoire »[1422]. A cet égard, la Politique historique traduit également la réaction d'une partie des historiens polonais du temps présent au développement d'approches transnationales en histoire. Du point de vue de l'écriture de l'histoire contemporaine, cette politique publique de l'histoire favorise une dichotomie entre deux registres d'écriture : l'un, plus académique, l'autre, moins attaché à l'étude du passé qu'à sa contribution à la construction nationale. Cette dichotomie recoupe une opposition entre deux profils

---

[1419] A. Kichelewski, « Chasse aux Juifs et moissons d'or. Nouvelles recherches sur la Shoah en Pologne », art cit.
[1420] J. Grabowski, *Hunt for the Jews*, *op. cit.* ; J. Tokarska-Bakir, « L'obsession de l'innocence », art cit.
[1421] Voir le site de l'organisation : http://rdi-plad.org/.
[1422] Henry Rousso, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, vol. 94, n° 2, p. 3−10.

d'historiens : l'un plus proche du pôle académique, l'autre plus proche du pôle de la Politique historique, comme à l'IPN.

A la contrainte externe imposée par le Parti-État dans le contexte du régime de la Pologne populaire (censure, planification centralisée de la recherche, idéologisation) s'est substituée une contrainte interne, issue de la volonté d'un sous-groupe d'historiens de mettre leur savoir et leur compétence au service de cette Politique historique. Ce constat invite à évaluer plus précisément en quoi la Politique historique et l'IPN contribuent à transformer la pratique des historiens et le métier de chercheur en histoire du temps présent, ce qui fait l'objet de la section suivante.

Section 2. Politique historique et transformations du métier d'historien :

Avec l'Institut de la mémoire nationale (IPN) et la Politique historique, l'histoire devient une catégorie d'intervention publique, ce qui ouvre des perspectives professionnelles nouvelles aux historiens du temps présent, à l'intersection des champs académique, politique et bureaucratique, c'est-à-dire à l'intersection de l'académie et de l'État. Nous nous intéressons dans cette section à trois types de positions et aux rôles institutionnels, au sens que Jacques Lagroye donne à cette notion[1423], qui leur sont associés. Ces trois types de positions et de rôles nous paraissent significatifs de ces nouvelles manières d'être historien du temps présent et d'écrire l'histoire, en lien avec la Politique historique, ainsi que du système de contraintes qu'elles impliquent.

Nous verrons d'abord comment l'occupation de postes de direction au sein de l'IPN confère aux historiens un rôle de *policy-makers*, c'est-à-dire de producteurs de la Politique historique, dépassant ainsi la seule sphère du savoir pour se faire codécideurs et directeurs d'administrations centrales. En ce sens, l'érection de l'histoire en catégorie d'intervention publique se traduit également par la promotion d'historiens à un rôle proche de celui de haut fonctionnaire. Ce qui invite à poser la question de « la frontière entre connaissance et action » et à envisager un rôle autre que celui d'expert ou d'intellectuel engagé à ces historiens d'un genre nouveau, que nous appellerons ici historiens bureaucrates[1424].

Nous illustrerons ensuite, à partir de l'exemple de Sławomir Cenckiewicz et Piotr Gontarczyk, les coauteurs du livre retentissant ayant documenté la collaboration de Lech Walesa avec les services de sécurité communistes, de nouvelles manières de faire de l'histoire sur la base des archives des services de sécurité. Cet exemple traduit une tendance à l'hybridation des registres historique et judiciaire à l'œuvre dans de nombreuses publications et prises de position de la part d'historiens en poste à l'IPN et qui se donnent à voir dans d'autres types de travaux historiques consacrés à la Pologne populaire.

[1423] « Le rôle tel que j'essaie de le concevoir, c'est l'ensemble des comportements qui sont liés à la position qu'on occupe et qui permettent de faire exister cette position, de la consolider et, surtout, de la rendre sensible aux autres. » Cf. « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, 1997, vol. 10, n° 38, p. 7-17.

[1424] Marie-Claire Lavabre et Dominique Damamme, « Les historiens dans l'espace public », *Sociétés contemporaines*, 2000, vol. 39, n° 1, p. 5−21 ; Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, vol. 1, n° 176−177, p. 8-31.

Nous montrerons enfin comment s'organise et se réalise la recherche historique au sien du Bureau d'éducation publique (BEP) de l'IPN, où les chercheurs sont soumis à des routines bureaucratiques et hiérarchiques qui contraignent leur travail de recherche, indépendamment de la dimension militante que certains d'entre eux peuvent investir dans leurs travaux, à l'image de Cenckiewicz et Gontarczyk[1425].

II.1. Des historiens bureaucrates, producteurs de la Politique historique :

Nous avons eu l'occasion d'interroger plusieurs historiens parmi ceux qui ont occupé, entre 2000 et 2016, les principaux postes de direction à l'Institut de la mémoire nationale (IPN), notamment en tant que directeurs des services centraux du Bureau d'éducation publique (BEP) ou membres du Collège de l'Institut. Nous avons rencontré la plupart d'entre eux au printemps 2010, dans les locaux de la centrale de l'IPN à Varsovie, alors abrités dans l'un des nombreux immeubles de bureaux du centre-ville[1426]. L'accès aux locaux par badge magnétique, les portes vitrées, les locaux et le matériel neufs, les bureaux relativement spacieux, tout tranche avec les locaux vieillis de l'université de Varsovie ou de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences, où nous avons rencontré ceux de nos enquêtés qui ne sont pas en poste à l'IPN et se plaisent parfois à dire que sur leur lieu de travail, « le mobilier n'a pas trop changé depuis Gierek ». Aucun de nos entretiens menés avec un membre de la direction de l'IPN n'a pas été interrompu par une sonnerie de téléphone. Ils semblent en permanence sollicités par des journalistes, qui leur demandent une réaction sur un fait marquant de l'actualité de l'IPN (publication, verdict prononcé dans le cadre de la lustration), des écoles ou associations d'anciens combattants, qui sollicitent l'intervention d'un historien du BEP pour une conférence ou une manifestation, ou encore un autre service de l'IPN, comme celui de l'édition, qui s'inquiète du retard dans l'envoi de textes pour une publication. Parfois, c'est un subordonné ou une secrétaire qui interrompt l'entretien pour faire signer un formulaire quelconque. Parfois, c'est un collègue, avec lequel l'enquêté prépare une publication commune. Pour obtenir un entretien avec tel enquêté, il faut s'y reprendre à plusieurs fois et passer le filtre d'une secrétaire ; tel autre a quitté l'IPN et doit être rencontré

[1425] Pour une analogie à ce sujet, voir Philippe Bezes, Michel Chauvière et Jacques Chevallier (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales : la fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*, Paris, La Découverte, 2005.

dans les locaux d'un ministère, puisqu'il a intégré le cabinet du ministre. En comparaison, les entretiens avec les universitaires extérieurs à l'IPN sont bien plus aisés à obtenir. Un simple échange de mails suffit souvent à obtenir un rendez-vous, qui se prolonge bien souvent au-delà de l'heure convenue. Ces différences ne sont pas anodines et permettent de mesurer la distance symbolique qui sépare des collègues appartenant à la même discipline, se fréquentant depuis des années dans les colloques et se tutoyant. Cette distance est celle qui sépare l'historien universitaire de l'historien bureaucrate.

Du fait de la structure organisationnelle spécifique de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), la planification du travail de recherche dépend de la direction de l'Institut[1427]. Nous avons vu au chapitre précédent que le pouvoir politique joue un rôle déterminant dans la désignation de cette direction : le président de l'IPN et les membres du Collège (ou Conseil, entre 2011 et 2016) de l'Institut sont élus par le Parlement, à l'exception de certains sièges du Collège, pourvus par nomination du Président de la République. Dès lors, la nomination de la direction de l'IPN est fortement dépendante du rapport de forces politique. Elle favorise la désignation d'individus identifiés à un camp politique, ou bien apparaissant comme des experts dans le champ de compétences de l'Institut. Les individus désignés pour occuper ces fonctions sont donc essentiellement des historiens et des juristes ayant déjà exercé par le passé des responsabilités publiques, ou bien ayant pris une part active aux débats publics sur le passé.

La fonction de Président de l'IPN est en partie une fonction de représentation politique. Il est amené à prendre publiquement position sur les sujets intéressant l'Institut : lustration, procès, recherche et éducation, accès aux archives et définition des personnes « lésées ». A bien des égards, il incarne donc l'institution qu'il dirige et porte la parole d'une administration perçue comme un « ministère de l'histoire », voire de la « vérité historique ».

Quatre hommes se sont succédé à cette fonction depuis 2000 : Leon Kieres, professeur de droit et élu local de centre-droit (2000-2005) ; Janusz Kurtyka, historien proche du PiS et spécialiste de la résistance anticommuniste, dont le mandat a été le plus controversé (2005-2010) ; Łukasz Kamiński, historien moins marqué politiquement, qui a cherché à rapprocher le Bureau d'éducation publique (BEP) du monde académique (2011-2016)[1428] ; Jarosław Szarek, historien également, élu en 2016. Tous, sauf Kieres, sont donc historiens. Et tous, à

[1426] Ces locaux, jugés trop coûteux, ont depuis été abandonnés et les services de l'IPN déménagés dans le quartier de Wilanów, plus excentré.

[1427] Paul Gradvohl, « État-parti et société : nouvelles lectures » dans Sonia Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés post-communistes*, Paris, La Découverte, 2009, p. 157-172.

l'exception de Kieres, étaient déjà employés à l'IPN au moment de se porter candidats à la présidence de l'Institut : Janusz Kurtyka (né en 1960) a été le premier directeur de l'agence cracovienne de l'IPN ; Łukasz Kamiński (né en 1973) a intégré l'agence de l'IPN à Wrocław en 2000, avant d'être promu directeur adjoint du BEP en 2006 (par Kurtyka), puis directeur en 2008, après la mise à pied de son supérieur hiérarchique, Jan Żaryn ; Jarosław Szarek (né en 1963) a intégré l'agence cracovienne de l'IPN à sa création en 2000. La pratique semble donc avoir consacré les savoirs et savoir-faire bureaucratiques accumulés par l'expérience au sein de l'IPN en critère de recrutement pour le poste de directeur de cette administration de plus de 2000 employés, environ 55 millions d'euros de budget annuel et des ramifications sur l'ensemble du territoire polonais. Ce fut évident lors des dernières auditions des candidats à cette fonction par les membres du Collège de l'Institut[1429], retransmises sur la chaîne *YouTube* de l'IPN, au cours desquelles les candidats extérieurs à l'Institut se sont systématiquement vus reprocher leur absence d'expérience des routines bureaucratiques de l'institution. Alors qu'au moment de la création de l'Institut, les candidats déclarés ou envisagés étaient issus d'horizons professionnels divers (parlementaires, hauts fonctionnaires, universitaires) et que le premier Président élu était un juriste, la pratique a resserré la procédure de recrutement sur les seuls historiens : parmi les quatre candidats auditionnés en 2016, trois sont historiens universitaires et un professeur d'histoire en lycée. Des historiens issus du monde académique ont ainsi été consacrés en bureaucrates de la Politique historique. Ils se sont glissés dans un rôle institutionnel original qui emprunte à la fois à celui d'un directeur d'administration centrale et à celui d'un ministre en charge de la Politique historique. Il leur a donc fallu changer de rôle, tout en continuant à se prévaloir du titre de chercheur ou de professeur d'histoire. Ce qui se traduit par des formes d'hybridation de leurs discours, qui oscillent le plus souvent entre les registres commémoratif, politique et juridique.

Ainsi Łukasz Kamiński, lorsqu'il rédige l'introduction d'un numéro spécial de l'hebdomadaire *Newsweek Polska* consacré au 30e anniversaire de « l'état de guerre » et préparé en collaboration avec l'IPN, écrit-il :

« Il y a trente ans, les aspirations polonaises étaient en ruines. Il s'agissait d'aspirations à la liberté, à la souveraineté, à l'autonomie, à un meilleur futur. Ces aspirations s'incarnaient dans Solidarność. […] Des dizaines de milliers de personnes, non seulement ont décidé de résister à la dictature, mais ont persévéré durant des années. […] Nous sommes libres. Rappelons-nous à qui nous le devons.[1430] *»*

[1428] Suite au décès accidentel de Kurtyka dans le crash de Smolensk, le 10 avril 2010, la présidence par intérim de l'IPN a été assurée par Franciszek Gryciuk, historien et membre du Collège.

[1429] Rappelons que le Collège auditionne les candidats au poste de Président de l'Institut avant que ceux-ci ne se présentent devant les députés qui doivent l'élire, initialement à la majorité des trois cinquièmes, à la majorité simple depuis 2011.

[1430] Stan Wojenny, odtajnione archiwa IPN » [Étatde guerre, les archives déclassées de l'IPN], *Newsweek Polska*, numéro spécial, 2011.

Lorsque ces bureaucrates de la Politique historique prennent la plume, c'est souvent pour apposer un sceau officiel à une publication qui se voit alors conférer un statut supérieur, celui de déclaration officielle de l'IPN. Ainsi les introductions des ouvrages publiés en réaction aux livres de Jan Gross sur les pogroms de Jedwabne et Kielce ont été rédigées respectivement par Kieres et Kurtyka (et à chaque fois codirigés par le directeur du BEP)[1431].

D'une manière générale, la communication des présidents de l'IPN dans l'espace public traduit le mélange des genres entre histoire (ou mémoire) et justice. Lors de l'affaire Walesa, Janusz Kurtyka s'est impliqué personnellement rédigeant l'introduction de l'ouvrage contesté, ce qui revenait à faire de ce livre se présentant comme un ouvrage de recherche une déclaration officielle de l'Institut sur la culpabilité de Walesa.

C'est sous la mandature de Kurtyka, désigné par la majorité parlementaire issue de la victoire du PiS en 2005, que le mélange des genres a été critiqué avec le plus de vigueur. Cet historien se distingue par des prises de position anticommunistes et favorables à la lustration[1432], mais il n'est pas pour autant l'homme du PiS. Il est élu à la majorité des trois cinquièmes avec le soutien enthousiaste de la Plateforme civique, qui aurait elle aussi envisagé d'en faire son candidat pour ce poste si elle avait gagné les élections[1433]. S'il n'a pas eu la carrière politique de son prédécesseur, Janusz Kurtyka penche clairement en faveur des milieux nationalistes et anticommunistes. Dans ses prises de position préalables à son élection, il se fait l'avocat de la lustration.

Son prédécesseur Leon Kieres fut lui aussi sévèrement critiqué pour sa communication au sujet de la lustration. En effet, bien que la lustration n'était pas encore une compétence de l'Institut (elle le devient à partir de 2006 suite à une réforme du gouvernement PiS), elle se basait sur le fond d'archives de l'Institut. Début 2005, suite à la diffusion sur internet de la « liste Wildstein » comprenant les noms de plus de 160 000 supposés « collaborateurs officiers » des services de sécurité de la Pologne populaire, obtenue via une fuite de l'IPN (cf. chap. 5), le scandale avait conduit Kieres à devoir s'expliquer devant les parlementaires. Le Président de l'IPN avait alors présenté ses excuses à tous ceux qui avaient pu « souffrir » de la présence de leur nom sur cette liste, avant d'être confronté aux réactions très contrastées des différents groupes parlementaires. Si certains membres du SLD, alors au pouvoir, en appelaient à sa démission, à droite Jarosław Kacyzński, dirigeant du PiS, affirmait voir dans

[1431] Paweł Machcewicz et Krzysztof Persak (dir.), *Wokół Jedwabnego*, *op. cit.* ; Łukasz Kamiński et Jan Żaryn (dir.), *Wokół pogromu kieleckiego*, Varsovie, IPN, 2006.
[1432] « Kurtyka szefem IPN » [Kurtyka chef de l'IPN], *Rzeczpospolita*, 23 décembre 2005.
[1433] C'est ce qu'affirme Krzysztof Jasiewicz à l'occasion d'une discussion sur l'IPN : « IPN — niezależność mimo wszystko », *Więź*, 2006, 6 (572).

la publication de la liste Wildstein « le début de la nouvelle révolution morale polonaise », n'hésitant pas à apostropher Kieres en ces termes : « Monsieur le Président, vous n'avez aucune raison de vous expliquer. Vous devriez être fier de vous[1434] ».

Peu de temps après, Leon Kieres fait face à un second scandale de lustration qui révèle la polarisation du champ politique polonais autour de cette question, mais les données du problème sont cette fois assez différentes. Au printemps 2005, il annonce en personne que le père Hejmo, qui fut un proche du pape Jean-Paul II au Vatican, était un collaborateur des services de sécurité (SB)[1435]. Une telle déclaration, qui dépend en principe du tribunal compétent pour la lustration, a tout d'un écart au rôle[1436]. Kieres fait immédiatement face aux critiques des politiques de tous bords, qui lui reprochent la méthode employée[1437]. Paradoxalement, celui qui apparaissait jusqu'ici comme trop timoré sur la lustration s'attire les critiques de la droite radicale au moment où il s'implique personnellement dans un dossier de ce type. Ces réactions s'expliquent par le fait qu'il s'attaque à un homme d'Église. Le président de la Ligue des familles polonaises (LPR), Roman Giertych, menace même de le poursuivre en justice[1438]. La droite radicale reproche alors à l'IPN de rechercher d'anciens collaborateurs des SB parmi les membres du clergé plus volontiers qu'ailleurs.

L'implication personnelle et parfois maladroite des dirigeants de l'IPN dans ces affaires de lustration illustre les contraintes politiques qui pèsent sur l'Institut, mais aussi la délicate définition d'un rôle institutionnel inédit, celui de porte-parole d'une administration mêlant les fonctions d'archivage, d'éducation, de recherche, de lustration et d'enquête judiciaire. Ce qui explique les scandales répétés autour des prises de position des membres de sa direction, qui traduisent sans doute autant des écarts au rôle que l'indéfinition de ce rôle ambivalent. Ainsi Jan Żaryn, nommé directeur du Bureau d'éducation publique de l'IPN en 2006, est mis à pied en avril 2009 après le scandale suscité par ses propos tenus dans une interview radiophonique. Interrogé sur Walesa, dont la collaboration avec les SB a été établie dans le livre de Cenckiewicz et Gontarczyk publié par l'IPN l'année précédente, Żaryn estime que le statut de personne « lésée » par les SB a été attribué à tort par l'IPN à Walesa en 2005. Il qualifie peu après l'attribution de ce statut à Walesa de « furoncle sur le corps de l'IPN ». La presse, *Gazeta Wyborcza* en tête, s'empresse de critiquer l'IPN et Kurtyka démet Żaryn de

[1434] « Kieres przeprasza za listę » [Kieres s'excuse pour la liste], *Gazeta Wyborcza*, 19 février 2005.
[1435] « Ojciec Hejmo był informatorem bezpieki » [Le père Hejmo était un informateur des services de sécurité], *Rzeczpospolita*, 28 avril 2005.
[1436] « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », art cit.
[1437] « Kieres krytykowany » [Kieres critiqué], *Rzeczpospolita*, 2 mai 2005.
[1438] « Giertych chce podać Kieresa do prokuratury » [Giertych veut traîner Kieres chez le procureur], *Gazeta Wyborcza*, 4 mai 2005.

ses fonctions, qui reste néanmoins à l'IPN en tant que conseiller de son Président. L'interview donnée peu après ce scandale par Żaryn au quotidien *Dziennik* (encadré 25) traduit la difficulté pour un historien bureaucrate, dont les prises de position sont très proches de celles du PiS, de se glisser dans le rôle de porte-parole d'une administration d'État. Interrogé par un journaliste qui cherche à le pousser dans ses retranchements, Żaryn peine à trouver le ton juste, ne cherche pas à dissimuler sa vision du monde et son hostilité à l'égard du « milieu de *Gazeta Wyborcza* », accuse son interlocuteur de vouloir s'en prendre à l'IPN et finit par mettre prématurément un terme à l'entretien, lorsque l'intervieweur suggère à demi-mot que cet historien spécialiste de l'Église catholique dissimulerait des informations sur la collaboration du clergé avec les services de sécurité communistes, s'il en trouvait dans les archives.

Encadré 25. Extrait de l'interview de Jan Żaryn parue dans *Dziennik* le 18 avril 2009

Peu de temps après son éviction de la direction du Bureau d'éducation publique de l'IPN, conséquemment aux propos tenus le 9 avril 2009 dans une interview radiodiffusée, dans laquelle il a estimé que Lech Walesa s'était vu octroyer le statut de « personne lésée » par l'IPN à tort, Jan Żaryn répond aux questions du journaliste Robert Mazurek[1439] :

« Jan Żaryn : Je sais que je suis une personne qui dérange le milieu de *Gazeta Wyborcza*. Ce sont eux qui ont donné le signal de l'action. Moi en tant que Jan Żaryn j'ai été plusieurs fois pris à partie par ce journal avec lequel j'ai un certain passif.
Robert Maruzek : A qui d'autre avez-vous déplu ?
J. Z : A beaucoup de gens. Je ne vous donnerai pas leurs noms, car je devrais avoir des preuves solides, et je n'en ai pas […].
R. M. : Vous dites "ils m'ont fait du tort" et quand je vous demande qui "ils", vous esquivez la question.
J. Z. : J'ai parlé du milieu de *Gazeta Wyborcza*, qui sur la base d'un entretien de quelques minutes à la radio a fait un article au titre mensonger, et la juxtaposition du nom du président Walesa et du mot "furoncle" a déclenché toute ce tumulte. Et le Président [Kurtyka], afin de couper court à cette hystérie, a été contraint de me révoquer. Je ne vous dirai rien de plus. Je ne m'exprimerai pas davantage au sujet de *Gazeta Wyborcza*, que j'ai l'intention de poursuivre en justice. La tactique du Président Kurtyka a consisté à me révoquer afin de protéger une institution publique [l'IPN], car nous avons de nombreux adversaires.
R. M. : Qui avez-vous en tête ?
J. Z. : Indubitablement, nous menons un travail qui doit éclairer l'obscurité de la PRL, et cette génération qui a le plus d'influence sur le pouvoir, dans le business, les médias, est la plus intéressée par le fait que l'on répande une version hagiographique de l'histoire de la Pologne.
R. M. : Je ne comprends rien de ce que vous dites.
J. Z. : Eh bien c'est difficile.
R. M. : Est-ce que néanmoins, en tant qu'ancien directeur du Bureau d'éducation publique, vous pourriez m'éduquer et éclairer un peu l'obscurité de vos propos ?
J. Z. : Dans les archives de l'Institut de la mémoire nationale se trouvent des documents qui décrivent les actuels quadragénaires et quinquagénaires, pas seulement des agents, mais en général des gens de tous milieux, de *Solidarność* et de l'appareil de pouvoir, et ces documents ne les présentent pas sous leur meilleur jour. Notre devoir est de décrire la vérité, même si elle est déplaisante pour les intéressés, qui voudraient contrôler leur image. Et ainsi, bizarrement, ce ne sont pas les recherches sur la Seconde Guerre mondiale ou l'époque stalinienne qui suscitent le tumulte, mais précisément [les recherches sur] la génération des gens actifs dans les années 1970 et 1980, et pourtant nous avons recours aux mêmes méthodes historiques. Le résultat est que tout cela est mal reçu par différents milieux politiques, car nous touchons à l'image de la génération qui exerce le pouvoir.
R. M. : Qui a une biographie si importante qu'elle met en danger la recherche historique ?
J. Z. : Énumérez donc les vingt noms des gens les plus influents en Pologne.
R. M. : Les Kaczyński, Tusk, Schetyna, Michnik, Pawlak, Komorowski – ce sont eux qui ne veulent pas que l'on connaisse la vérité sur leur passé ?
J. Z. : Pas eux en leur nom propre, mais ils représentent cette génération qui est intéressée par l'hagiographie, et l'IPN n'est pas là pour dresser des lauriers, mais pour connaître la vérité.
[…]
R. M. : Vous dites que l'IPN est attaqué. Qui, parmi ceux qui vous attaquent, donne le ton et qui s'en fait simplement l'écho ?
J. Z. : Si vous essayez constamment d'obtenir de moi une réponse à cette question, c'est que vous êtes animé de mauvaises intentions. Vous m'interrogez avec de mauvaises intentions, vous aussi vous voulez attaquer l'Institut de la mémoire nationale !
R. M. : Ne vous mettez pas en colère, mais c'est de la paranoïa.
J. Z. : Attendre une réponse à cette question, c'est attaquer l'institution nationale qu'est l'IPN ! Pourquoi exigez-vous de moi des noms ? Allez donc voir ce que nous faisons, et ensuite regardez qui cela dérange. »

La composition du Collège (*Kolegium*) d'experts (historiens et juristes) supposés évaluer les grandes orientations de l'Institut, notamment en matière de recherche, traduit elle aussi la participation des historiens à la conduite de la Politique historique. Ce Collège, initialement composé de onze personnes élues pour sept ans, est devenu Conseil (*Rada*) en vertu de la réforme de l'IPN voulue par le gouvernement de Donald Tusk (loi du 18 mars 2010). Le nombre de ses membres a été réduit à neuf, leur mandat raccourci à six années et leur mode de désignation modifié : plutôt que d'être investis par les partis politiques, les candidats sont alors désignés par les deux corporations les plus intéressées au fonctionnement de l'IPN, les juristes et les historiens. Une partie des sièges est pourvue parmi les candidats proposés par le personnel scientifique des établissements de recherche et d'enseignement supérieur en histoire, l'autre parmi ceux proposés par le Conseil national de la magistrature. Ils doivent en outre obligatoirement être titulaires du doctorat, ceci afin de garantir la légitimité universitaire des membres du Conseil. Une nouvelle réforme de l'IPN, soutenue par le gouvernement PiS en 2016, a acté le retour au nom de Collège et une nouvelle fois modifié la procédure de désignation de ses membres, désormais choisis par le *Sejm* (cinq sièges), le Sénat (deux sièges) et le Président de la République (deux sièges). L'exigence du doctorat a en outre été supprimée par cette dernière réforme. Nous n'évoquerons pas ici les profils des membres du Collège désigné en 2016, mais la mention de ces réformes successives suffit à démontrer l'instabilité du cadre légal qui définit les conditions de désignation de la direction de l'Institut. Elle constitue également un indicateur des jeux politiques que suscite la détermination de la Politique historique[1440].

Le Collège dispose de peu de prérogatives, si ce n'est celle, non négligeable, de proposer aux parlementaires un candidat pour la fonction de Président. Il s'agit d'un organe consultatif discutant de l'orientation générale des activités de l'Institut. Bien qu'il soit composé de nombreux universitaires et qu'il se prononce sur le programme de recherches, son agenda est le plus souvent occupé par des enjeux d'ordre juridique, comme la protection des données personnelles contenues dans les documents archivés à l'Institut.

Comme pour la désignation du Président de l'Institut, la procédure d'élection des membres du Collège reflète le rapport de forces politiques du moment. Les membres du premier Collège, élus en 1999, représentent l'ensemble des grandes formations politiques qui siègent alors à la chambre-basse, y compris le SLD postcommuniste, pourtant hostile à la

---

[1439] « Żaryn: Kurtyka mnie zwolnił, by ratować IPN » [Żaryn : Kurtyka m'a révoqué pour sauver l'IPN], *Dziennik*, 18 avril 2009.

[1440] Voir par analogie la difficile institutionnalisation de la politique culturelle en France à partir de la IIIe République : V. Dubois, *La politique culturelle*, *op. cit.*

création de l'IPN. Le second Collège, élu en 2007, ne compte qu'un seul membre n'ayant pas été présenté par un parti de la majorité gouvernementale (PiS, Ligue des familles polonaises et *Samoobrona*).

Les membres de ces deux premiers Collèges de l'IPN (tableau 48) présentent des profils assez divers. S'y côtoient des universitaires, principalement historiens, pas toujours spécialistes de la période 1939-1989 qui fait l'objet des travaux de l'Institut, mais aussi des militants politiques, anciens dissidents, parlementaires ou ministres. Sur les onze membres du premier Collège figurent quatre docteurs, un titulaire de l'habilitation et deux professeurs. Le second comprend trois docteurs, deux titulaires de l'habilitation et trois professeurs. Si la plupart d'entre eux sont diplômés en histoire, tous ne sont pas spécialistes de la période dont l'IPN a la charge. A côté des spécialistes reconnus comme Andrzej Paczkowski (collèges 1 et 2), Andrzej Friszke (1) et Sławomir Radoń (1 et 2), on trouve des profils plus atypiques à l'instar de Teofil Wojciechowski (1 et 2), spécialiste de l'histoire des mines de sel, ou Barbara Fedyszak-Radziejowska (2), sociologue du monde rural.

S'il leur est interdit d'adhérer à un parti politique, bon nombre des membres du Collège ont une expérience militante antérieure, d'autant plus importante qu'il leur faut obtenir le soutien d'un groupe parlementaire pour briguer un siège. Aussi, nombreux sont ceux qui ont milité par le passé, occupé des mandats électifs ou encore des responsabilités dans le domaine des médias. Alors que c'est souvent le second Collège qui a été dénoncé comme « politisé », c'est au sein du premier que se trouve le plus grand nombre d'anciens politiciens : un ancien maire (Teofil Wojciechowski), un ancien député (Stanisław Bartoszek), un ancien sénateur (Jan Draus) et un ancien ministre (Jerzy Łankiewicz). Deux membres du second Collège sont cependant souvent présentés, dans la presse et dans les entretiens, comme devant leur nomination uniquement à leur engagement politique passé. Leur présence au sein de l'Institut est souvent contestée au motif de leur supposée incompétence. Il s'agit d'Andrzej Gwiazda, un ancien militant de l'opposition démocratique et co-fondateur de *Solidarność*, concurrent de Walesa au sein du syndicat. Il a souvent affirmé qu'il considérait Walesa comme un ancien agent communiste. De même, est contestée la présence d'Andrzej Urbański, fidèle compagnon de route de Lech Kaczyński, dont il a été collaborateur à la mairie de Varsovie puis à la chancellerie présidentielle, avant d'être nommé directeur de la chaîne de télévision publique TVP.

Une stricte opposition entre profils experts et militants ne suffit pas à rendre compte de la composition du Collège. La plupart des membres cumulent ressources académiques et

politiques, dans une multipositionnalité qui rappelle celle observé précédemment au sujet des promoteurs de la Politique historique.

Du fait de la réforme de 2010, le conseil élu en 2011 est exclusivement composé d'individus issus du monde académique : sept historiens et deux juristes, dont la majorité sont professeurs des universités. Six d'entre eux exerçaient déjà auparavant des responsabilités au sein de l'Institut, ce qui atteste d'une forme d'autonomisation et de spécialisation progressive dans le recrutement de la direction de l'IPN.

Si la composition de la direction de l'IPN apparaît donc assez sensible au contexte politique, la dépendance politique de l'Institut reste limitée aux moments de désignation de sa direction. En dehors de ces moments bien spécifiques, l'alternance politique ne se traduit pas systématiquement par une alternance au niveau de la direction de l'IPN, qui jouit d'un statut lui conférant une certaine autonomie. Ainsi le SLD postcommuniste, pourtant très hostile à la création de l'IPN, n'a pas entrepris de révoquer sa direction ou de limiter les compétences de l'IPN autrement qu'en n'augmentant pas son budget, entre 2001 et 2005.

Tableau 48. Membres des deux premiers Collèges de l'IPN (1999-2011)

Nom	Année d'entrée Collège	Année de naissance	Type d'études	Thèmes de recherche	Grade universitaire	Emploi(s) exercés avant d'intégrer le Collège	Engagement politique	Mandats et responsabilités politiques	Candidat recommandé par
Stanislaw Bartoszek	1999	1947	droit			fonctionnaire local	PSL	député PSL (1993-97)	PSL
Andrzej Friszke	1999	1956	histoire	Pologne populaire	habilitation	chercheur (académie des sciences)	KIK		UW
Andrzej Grajewski	1999	1953	science politique	Histoire contemporaine de l'Europe Centrale	doctorat (2001)	journaliste	Ruch Stu		AWS
Franciszek Gryciuk	1999	1948	histoire	Histoire régionale	doctorat	professeur (université)			PSL, AWS
Jerzy Lankiewicz	1999	1942	droit			juriste et homme politique	SLD	secrétaire d'État (2001-2004)	SLD
Maria Myslinska	1999	1946	droit			magistrate			KRS
WŁódźimierz Olszewski	1999	1941	droit			magistrat			KRS
Jan Draus	1999 et 2007	1952	histoire	Histoire régionale	professeur (2000)	professeur (université)	*Solidarność*	sénateur (1991-1993)	AWS puis PiS
Andrzej Paczkowski	1999 et 2007	1938	histoire	Pologne populaire	professeur	chercheur (académie des sciences)	*Solidarność*		UW puis PO
Sławomir Radon	1999 et 2007	1957	histoire		doctorat	archives d'État			AWS puis PiS
Teofil Wojciechowski	1999 et 2007	1939	histoire	Histoire locale	doctorat	historien auprès d'un musée	*Solidarność* ; AWS	maire ; élu régional	AWS puis PiS
Andrzej Chojnowski	2007	1945	histoire	Entre-deux guerres	professeur	professeur (université)	PZPR ; *Solidarność*		PiS
Barbara Fedyszak-Radziejowska	2007	1949	sociologie, ethnographie	Sociologie	doctorat	chercheuse (académie des sciences)	*Solidarność*		Lech Kaczyński
Andrzej Gwiazda	2007	1935	électronique			ingénieur	*Solidarność*		PiS

Jacek Niemir	2007	1970	histoire			bibliothécaire			LPR et Samoobrona
Boguslaw Polak	2007	1945	histoire	Histoire contemporaine	habilitation	professeur (université)	Samoobrona		LPR, Samoobrona
Mieczyslaw Ryba	2007	1969	histoire	Histoire contemporaine	habilitation	professeur (université)	PiS	conseiller municipal (PiS)	LPR, Samoobrona
Andrzej Urbanski	2007	1954	philologie polonaise			journaliste	*Solidarność* ; POC ; AWS	député (1991-1993), sous-secrétaire d'État (2001-2002)	Lech Kaczyński

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques : portail *Nauka Polska*, encyclopédies en ligne et biographies publiées par l'IPN.
Lecture : AWS = Alliance électorale *Solidarność* ; KIK = Club de l'intelligentsia catholique ; KRS = Conseil supérieur de la magistrature ; LPR = Ligue des familles polonaise ; PiS = Droit et justice ; POC = Entente du centre ; PO = Plateforme civique ; PSL = Parti paysan polonais ; PZPR = Parti ouvrier unifié de Pologne ; Ruch Stu = parti conservateur libéral (1995-2001) ; Samoobrona = parti dit « populiste » issu d'un syndicat agricole, forme la coalition gouvernementale avec PiS et LPR entre 2005 et 2007 ; SLD = Alliance de la gauche démocratique ; UW = Union de la liberté.

Tableau 49. membres du Conseil de l'IPN (2011-2016)

Nom	Année de naissance	Type d'études	Thèmes de recherche	Grade universitaire	Emploi(s) exercés avant d'intégrer le Conseil	Engagement politique	Mandats et responsabilités politiques
Andrzej Chojnowski	1945	histoire	Entre-deux guerres	professeur	professeur (université)	PZPR ; *Solidarność*	
Antoni Dudek	1966	science politique	Pologne populaire	professeur	professeur (université)		
Andrzej Friszke	1956	histoire	Pologne populaire	professeur	chercheur (académie des sciences)	KIK	
Antoni Kura	1950	droit			procureur (IPN)		
Grzegorz Motyka	1967	histoire	Conflits polono-ukrainiens	habilitation	professeur (université)		
Boleslaw Orlowski	1934	polytechnique	Histoire des sciences	professeur	professeur (académie des sciences)	*Solidarność*	
Andrzej Paczkowski	1938	histoire	Pologne populaire	professeur	chercheur (académie des sciences)	*Solidarność*	
Andrzej Wasilewski	1939	droit		professeur	juge (cour suprême)		
Tadeusz Wolsza	1956	histoire	Pologne populaire	professeur	professeur (université)	*Solidarność*	

Source : Élaboration personnelle à partir de données biographiques : portail *Nauka Polska*, encyclopédies en ligne et biographies publiées par l'IPN.
Lecture : PZPR = Parti ouvrier unifié de Pologne.

Pour ces historiens bureaucrates, l'accès à une position de décideur en matière de Politique historique peut être vécu comme un prolongement des engagements intellectuels, notamment anticommunistes. Ainsi Antoni Dudek, dont il a été dit au chapitre précédent qu'il justifiait son intérêt pour l'histoire de la République populaire de Pologne par l'obligation « morale » ressentie, déclare avoir intégré l'IPN pour influer sur la « conscience historique » de la jeune génération. A l'Institut, il a successivement exercé les fonctions de directeur du service des recherches du BEP, conseiller du Président Janusz Kurtyka et membre du Conseil, entre 2000 et 2016 :

« Il y a cinq ou six ans […] j'ai publié un texte sur l'éducation historique, sur la conscience historique, la conscience historique des Polonais. J'y écrivais que le combat pour la décommunisation en Pologne a été perdu dans tous les domaines à l'exception de la conscience historique. Cela signifie : les systèmes de nomenklatura dans l'économie, les médias, se sont déjà formés et on ne pourra pas les supprimer, car il n'y a pas en Pologne de force qui serait capable de s'y opposer. Le dernier secteur qui reste, c'est le champ de bataille pour la conscience de la jeune génération, l'élite, sur le fait de savoir comment nous évaluerons la PRL. Celle bataille a déjà été en grande partie perdue, ce dont témoignent les résultats des dernières élections présidentielles[1441] *[…]. Je suis venu à l'IPN, car je considère qu'il est une chance pour un changement partiel de la conscience, peut-être pas de toute la société […], mais de son élite – sur la question de la PRL, sur l'évaluation du passé communiste.*[1442] *»*

Si des historiens aux prises de position anticommunistes peuvent espérer influencer la « conscience » - nous dirions plutôt la mémoire - de la société polonaise, c'est précisément parce que l'IPN offre des ressources bureaucratiques qui permettent d'impulser de vastes chantiers de recherche déclinés à l'échelle du pays tout entier, d'organiser des expositions itinérantes largement diffusées, ou encore de distribuer gratuitement dans chaque école des publications de vulgarisation et autres « matériaux éducatifs » à destination des élèves et enseignants.

D'autres, aux prises de position politiques moins tranchées, estiment pour leur part que les ressources bureaucratiques offertes par l'IPN et les conditions de travail dérogatoires à la recherche académique qu'elles impliquent sont un moyen inédit de développer l'historiographie. Ainsi Łukasz Kamiński, bien qu'il ait défendu l'idée de faire du BEP un institut scientifique similaire à un centre de recherches lorsqu'il en était directeur, loue-t-il les possibilités offertes par l'organisation hiérarchique de la recherche à l'Institut, peu de temps avant d'en être élu Président :

« L'IPN ne peut pas être un institut scientifique. Sur ce point nous sommes d'accord. Néanmoins, au sein de l'IPN il peut exister un institut scientifique, en accord avec la loi actuellement en vigueur. Ni le premier ni le second Président ne sont parvenus à le faire. […] Pour ma part, je considère que c'est une perspective qui comprend aussi un certain risque. Parce qu'à ce moment-là [si le BEP devenait un institut scientifique], une certaine partie de notre activité perdrait cette valeur administrative, surtout lorsqu'il s'agit de la réalisation de

[1441] Les propos ici relatés sont exprimés en 2001. En 2000, Aleksander Kwaśniewski (SLD) a été réélu à la présidence de la République.

[1442] Cité in Rafał Stobiecki, *Historiografia PRL: ani dobra, ani mądra, ani piękna... ale skomplikowana*, Varsovie, TRIO, 2007, p. 302.

grands projets, qui exigent une discipline plus grande que dans le monde académique. Il ne s'agit donc pas de faire de l'ensemble du BEP un institut scientifique, nous avons du reste un important département éducatif.[1443] »

Se retrouve ici la tension entre logiques bureaucratiques et logiques académiques identifiée par Franck Poupeau dans le cas de la sociologie de l'éducation, les ressources bureaucratiques pouvant contribuer à renforcer des positions dans le champ académique[1444]. Les historiens bureaucrates sont certes moins autonomes dans la définition de leurs projets de recherche à l'IPN que dans un cadre académique, puisque la loi sur l'IPN définit un périmètre assez large, mais néanmoins balisé de leurs activités, mais ils disposent à l'IPN de la capacité de mobiliser d'importantes ressources humaines, archivistiques et financières. Ils peuvent ainsi faire travailler plusieurs équipes de recherche sur un même projet et attribuer des financements de recherche, y compris en partenariat avec des institutions académiques. Il s'agit de ressources non négligeables et attrayantes pour ces historiens bureaucrates qui conservent un pied dans le monde académique, en tant qu'enseignants et chercheurs.

En outre, l'IPN offre la possibilité d'articuler production du récit historique et procédures judiciaires. Cela permet donc de combiner les deux types de criminalisation, judiciaire et symbolique, distingués dans le chapitre précédent. Bien qu'il n'existe pas, formellement, de travail en commun entre le Bureau d'éducation publique et les deux branches judiciaires (Bureau de la lustration et Commission de poursuite des crimes contre la nation polonaise), les travaux de recherche sont néanmoins exploitables par les procureurs, qui peuvent y puiser des éléments pour leurs enquêtes – comme ils le feraient avec toute autre publication historique. La direction de l'Institut peut ainsi chercher à articuler son programme de recherches avec des impératifs de justice transitionnelle, ce qu'a d'ailleurs cherché à faire la direction de la seconde mandature, lorsque Janusz Kurtyka était Président de l'Institut.

« Les années 70 et 80 étaient une priorité certaine pour notre équipe [l'équipe Kurtyka]; pour plusieurs raisons […]; la première c'est que ces recherches faciliteraient la poursuite des criminels par l'autre branche de l'IPN ; la poursuite des criminels des années 40 ou 50 est sans doute moins effective puisque ces personnes sont mortes ou bien sont dans un état de vieillesse si avancé que personne ne songerait à les mettre en prison […] ; si cette justice doit se faire, elle pourra s'exercer à l'encontre des criminels des années 70 et 80.
VB : Donc il y a aussi cette mission de l'IPN, il faut punir…
C'est une autre branche qui s'en occupe, moi je parle des programmes de recherche, mais évidemment les résultats de ces recherches peuvent être utiles à d'autres structures ; il y a une certaine coopération essentielle entre les branches. » (Entretien avec Z, historien, poste de direction à l'IPN)

Ainsi la nouvelle équipe arrivée à la tête de l'IPN après 2005, dans un contexte de renforcement de la rhétorique de décommunisation, a pris en compte les applications

[1443] Łukasz Kamiński, « Jakiego IPN potrzebuje historiografia polska? » [De quel IPN a besoin l'historiographie polonaise ?] dans Andrzej Czyżewski et al. (dir.), *Bez taryfy ulgowej. Dorobek naukowy i edukacyjny Instytutu Pamięci Narodowej 2000-2010*, Łódź, IPN, 2012, p. 400.
[1444] F. Poupeau, *Une sociologie d'État*, *op. cit.*

judiciaires possibles des recherches menées à l'Institut. Ce qui n'est pas très surprenant compte tenu des orientations politiques, globalement anticommunistes, de ceux qui la composaient au sommet : Dudek, Kurtyka, Żaryn. Cet exemple montre que la définition du programme de recherche dépend largement des priorités de l'équipe dirigeante, qui peuvent avoir des motivations idéologiques. En choisissant de focaliser les recherches sur les vingt dernières années de la PRL, elle n'entendait pas seulement combler un vide de l'historiographie, mais également contribuer à la judiciarisation du passé. L'équipe dirigeante prenait ainsi le risque de faire éclater des scandales du type de celui qui a concerné Lech Walesa étant donné que l'élite politique polonaise actuelle a commencé à militer au cours des dernières années d'existence de la République populaire de Pologne. Cet exemple montre que certains historiens bureaucrates s'accommodent parfaitement de l'ambiguïté des missions de l'Institut, entre popularisation de l'histoire et judiciarisation du passé.

II.2. Historiens militants ou « flics de la mémoire » ? Ce que dit l'affaire Walesa de l'hybridation des discours historique, judiciaire et militant :

Thomas Ribémont constate, à travers l'intervention des historiens dans l'arène judiciaire à partir de la fin des années 1970, en lien avec l'adoption du régime de l'imprescriptibilité et la multiplication des revendications mémorielles, que « l'hybridation croissante entre le champ judiciaire et celui de la recherche en histoire semble avoir très largement contribué à la transformation de l'univers des pratiques de l'histoire, au point que la logique judiciaire tend à se répercuter dans le champ académique.[1445] » En Pologne, cette répercussion de la logique judiciaire dans la pratique de l'histoire se donne à voir de manière nette à travers certaines publications de l'IPN. L'exemple le plus emblématique est la publication, en 2008, de l'ouvrage *SB a Lech Walesa* (Les services de sécurité et Lech Walesa), rédigé par deux historiens alors en poste à l'IPN, Sławomir Cenckiewicz et Piotr Gontarczyk. Ce n'est pas l'ouvrage en tant que tel qui a suscité la polémique en apportant des preuves de la collaboration de l'ancien dirigeant de *Solidarność* avec les services de sécurité de la Pologne populaire qui constitue l'objet d'étude de cette sous-section mais ses auteurs et leur pratique de l'histoire. Si leurs trajectoires professionnelles rapprochent Cenckiewicz et

[1445] Thomas Ribémont, *L'expertise historienne dans la France contemporaine : la fonction politique de l'histoire en question*, Thèse de doctorat, Université Paris-Dauphine, France, 2006, p. 457.

Gontarczyk des historiens bureaucrates étudiés au point précédent, leur pratique de l'histoire leur confère une place spécifique au sein de l'espace de production historiographique.

II.2.A. Cenckiewicz et Gontarczyk, entre historiens bureaucrates et historiens militants :

Au regard de leurs trajectoires et prises de position, Cenckiewicz et Gontarczyk semblent correspondre au portrait que dresse Muriel Blaive de certains historiens tchèques ayant tiré profit de l'ouverte des archives des services de sécurité pour proposer une réécriture de l'histoire du régime communiste : « une nouvelle génération d'historiens anticommunistes apparue à la fin des années 1990, a acquis une position institutionnelle forte. Elle utilise l'ouverture des archives pour radicaliser la vision du pays sur son passé.[1446] » Ces deux historiens polonais ont également inspiré la catégorie d'historiens militants, proposée par Georges Mink :

« On enregistre curieusement l'influence croissante d'une profession que l'on a l'habitude de placer ailleurs, celle de l'historien et de l'archiviste, plus exactement d'un sous-groupe d'historiens et d'archivistes militants, n'ayant plus de complexes à avouer et revendiquer une filiation partisane. Ils s'appuient sur un statut hybride pour démultiplier la rentabilité de l'impact de leurs stratégies d'historicisation (addition du métier académique à la légitimité de l'archive et au statut d'expert, etc.). C'est aussi une caractéristique du clivage générationnel dans la corporation des historiens, notamment en Europe post-communiste. Pour certains d'entre eux, seul compte le fait (comportement), si possible attesté par l'archive, et pas le contexte du fait. Peu importe qui a fabriqué l'archive, y compris si c'était le bourreau et son complice l'officier traitant. En tant qu'auteurs de la note policière, ils auraient droit aux mêmes égards que les professionnels du récit historique. Parfois ils supplantent l'opinion du professionnel. Les éclairages en demi-teinte sont rejetés : un traître est un traître, un héros un héros. Cette attitude qui se veut froide et objective s'appuie pourtant sur des convictions morales.[1447] »

Ici se trouve résumée la problématique concernant ces historiens d'un genre nouveau, parfois qualifiés de « flics de la mémoire » par leurs détracteurs[1448].

Il nous paraît nécessaire de revenir sur les trajectoires des deux auteurs, rarement évoquées dans leur totalité. Ces trajectoires sont emblématiques des nouvelles positions professionnelles offertes aux historiens du temps présent depuis la création de l'IPN et la mise en œuvre de la politique historique du parti PiS, évoquées précédemment. Mais elles sont également significatives d'une nouvelle pratique de l'histoire, reposant sur l'exploitation des

[1446] Muriel Blaive, « L'ouverture des archives d'une police politique communiste : le cas tchèque, de Zdene Salivarova à Milan Kundera » dans Sonia Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte, 2009, p. 204.

[1447] Georges Mink, « Les usages des instituts de la mémoire nationale (I.M.N.) dans les recompositions partisanes (1989-2008) » dans Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2011, p. 178.

archives des services de sécurité de la République populaire de Pologne. Nous nous appuyons ici sur une série d'articles parus principalement dans les deux principaux quotidiens polonais, *Gazeta Wyborcza* et *Rzeczpospolita*, mais aussi dans d'autres journaux[1449]. Au moment de la publication de l'ouvrage sur Walesa, les deux quotidiens adoptent des postures résolument opposées : *Gazeta Wyborcza* critique copieusement les thèses de Cenckiewicz et Gontarczyk dans les articles qui leurs sont consacrés. *Rzeczpospolita*, au contraire, accueille avec bienveillance la publication de l'ouvrage et dresse un portrait plutôt élogieux des deux auteurs.

Cenckiewicz et Gontarczyk présentent des trajectoires similaires. Tous deux appartiennent à la première génération d'historiens de la Pologne populaire arrivée à l'âge adulte après 1989.

Piotr Gontarczyk, né en 1970, étudie la science politique et l'histoire à l'université de Varsovie au début des années 1990. Il consacre sa thèse de doctorat au Parti ouvrier polonais (PPR). Cette thèse, soutenue en 2003, en science politique et non en histoire, a été très critiquée par les spécialistes de cet objet. Tomasz Strzembosz, l'un des historiens aux prises de position les plus anticommunistes (cf. chap. 5), était membre du jury de thèse. Le portrait de Gontarczyk publié par *Gazeta Wyborcza*, peu après la sortie du livre sur Walesa, revient sur la thèse de doctorat de l'auteur :

« L'ouvrage scientifique le plus important de Gontarczyk est le livre tiré de son doctorat sur l'histoire du PPR dans les années 1941-1944, décrivant l'accession des communistes au pouvoir. Nous avons demandé à quelques historiens contemporanéistes ce qu'ils en pensaient. Peu d'entre eux ont souhaité se prononcer autrement que sous couvert de l'anonymat.
[…] Ce n'est pas sans raison qu'il a soutenu sa thèse en science politique, chez nous un pamphlet de ce genre ne serait pas passé – dit un historien de l'université de Varsovie.[1450] »

L'ouvrage tiré de la thèse est notamment contesté pour son parti-pris ouvertement anticommuniste. L'auteur y décrit les militants du PPR comme alcooliques et intellectuellement limités, et s'attache à souligner l'origine juive de certains d'entre eux[1451]. Le livre paraît d'ailleurs chez un éditeur, *Fronda*, dont la présentation indique qu'il se consacre à trois types de livres : « la *publicystyka* conservatrice de droite ; les livres

---

[1448] Un stigmate volontiers approprié et détourné par les deux auteurs, qui posent fièrement avec des t-shirts floqués « *Policjant pamięci* » (« policier de la mémoire ») lors de la promotion de leur livre sur Walesa : https://twitter.com/Cenckiewicz/status/826351539296010241.

[1449] Une revue de presse comprenant 95 articles parus entre 2006 et 2017 a été réalisée. Elle a permis de suivre les développements de l'affaire Walesa, mais aussi de réunir une grande quantité d'informations sur les biographies et les prises de position des deux auteurs.

[1450] « Gontarczyk: maczuga na komunistów » [Gontarczyk, la massue à abattre les communistes], *Gazeta Wyborcza*, 22 juin 2008.

[1451] Piotr Gontarczyk, *Polska Partia Robotnicza: droga do władzy, 1941-1944*, [Le Parti ouvrier polonais : la route vers le pouvoir], Varsovie, Fronda, 2003.

historiques combattant les mensonges sur l'histoire de la Pologne et du monde ; la littérature catholique.[1452] »

La publication d'une recension enthousiaste du livre de Gontarczyk dans la revue *Dzieje Najnowsze* suscite une polémique et la démission de deux membres du comité de rédaction, Jerzy Borejsza et Tomasz Szarota, qui déplorent de ne pas avoir pu consulter ce texte avant sa publication. Une démission saluée par Gontarczyk, dans la préface à la seconde édition de son livre, comme « une victoire de la vérité » et « un coup porté à l'historiographie de la PRL », Borejsza et Szarota ayant entamé leurs carrières de chercheurs en Pologne populaire[1453].

Gontarczyk débute sa carrière professionnelle en 1998 au bureau du *Rzecznik Interesu Publicznego*, le « Défenseur de l'intérêt public », organe judiciaire en charge de l'acte d'accusation dans le cadre de la procédure de lustration.

« On pouvait l'apercevoir dans les procès de lustration. Un jeune homme modeste et silencieux, portant des lunettes, installé à la table de l'accusation au côté du Défenseur de l'intérêt public Bogusław Nizieński ou bien de ses suppléants. Il s'assurait qu'à tout moment ils aient sous la main les documents nécessaires à la lustration des collaborateurs officieux des SB.[1454] »

Gontarczyk rejoint ensuite l'IPN sur proposition de son Président, Janusz Kurtyka, qui l'embauche en tant que directeur adjoint du Bureau des archives, en 2006, puis directeur adjoint du Bureau de la lustration. Recherche historique et lustration sont donc étroitement liées dans le parcours professionnel de Gontarczyk, qui est aujourd'hui chercheur au Bureau d'éducation publique de l'IPN.

Le long portrait, résolument à charge, que lui consacre *Gazeta Wyborcza* après la publication de livre sur Walesa s'achève sur une description de ses opinions politiques :

« Ses camarades d'études se souviennent de Gontarczyk comme du leader d'un cercle d'étudiants de droite. – Lors d'un cours sur la Révolution française, il essayait de prouver qu'il s'agissait d'un complot de la franc-maçonnerie, de même que le déclenchement de la guerre civile en Espagne. Il était capable d'énumérer les loges maçonniques qui étaient derrière ces évènements. Dans les cours sur l'Holocauste, il répétait les thèses de John Irving[1455], selon lesquelles les Allemands n'avaient pas planifié l'extermination des juifs d'Europe, se souvient August Grabski, un collègue d'études, aujourd'hui employé à l'Institut historique juif. – Il affichait publiquement des opinions nationalistes et antisémites. Il ne désignait pas Jacek Kuroń autrement que par la formule "żydolewak" [judéo-gauchiste] – ajoute Grabski.[1456] »

Si le portrait de Gontarczyk publié par *Gazeta Wyborcza* n'est pas flatteur et doit être replacé dans le contexte de la polémique soulevée par la publication de l'ouvrage *SB a Lech Walesa*, il permet d'objectiver des prises de position qui rattachent cet auteur à la droite nationaliste et anticommuniste. Ce que confirme d'ailleurs la *publicystyka* et les autres prises de position

[1452] Voir la présentation sur le site de l'éditeur : https://wydawnictwofronda.pl/o-nas.
[1453] « Gontarczyk: maczuga na komunistów » , art. cit.
[1454] *Ibid.*
[1455] Il s'agit plus vraisemblablement de l'historien britannique David Irving.

publiques de l'auteur, exprimées dans des titres de la presse du pôle conservateur : *Rzeczpospolita*, *Nasz Dziennik*, *Gazeta Polska*, entre autres.

Sławomir Cenckiewicz, né en 1971, sort diplômé de la faculté d'histoire de l'université de Gdańsk en 1997. Il fait partie de ces historiens ayant entamé leur carrière professionnelle à l'IPN. Il rejoint d'abord l'agence de l'IPN de sa ville d'origine, Gdańsk, où il travaille de 2001 à 2006 en tant que chercheur. C'est à cette époque, en 2003, qu'il soutient sa thèse de doctorat, consacrée à Tadeusz Katelbach, un politicien piłsudskien de la Seconde République, émigré politique du temps de la Pologne populaire. A partir de 2006, il est en congé sans solde pour exercer les fonctions de conseiller du ministre Antoni Macierewicz, sous-secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur du gouvernement de coalition dirigé par le PiS. Cenckiewicz préside alors la commission du ministère chargée de la « vérification » du renseignement militaire (*Wojskowe Służby Informacyjne*, WSI). Il s'agit surtout d'examiner le passé des officiers du renseignement actifs du temps de la Pologne populaire et de démasquer d'éventuels agents russes, mais aussi d'évaluer les coopérations passées entre le KGB et les services de sécurité de la Pologne populaire. A l'issue de cette mission, Cenckiewicz est nommé par le gouvernement comme administrateur d'une firme d'État chargée de la distribution de carburant, *Operator Logistyczny Paliw Płynnych*. Une promotion qui peut être interprétée comme une rétribution pour services rendus, ce que l'auteur concède lui-même[1457]. Comme Gontarczyk, Cenckiewicz est promu à l'IPN par Janusz Kurtyka, qui le fait venir à Varsovie pour prendre la direction de la section des éditions de sources, au Bureau des archives. Il quitte rapidement ce poste pour retourner à Gdańsk dès 2007, où il est promu directeur de l'OBEP (Bureau d'éducation publique de la branche locale de l'IPN). A l'issue de la publication du livre sur Walesa, en 2008, Cenckiewicz démissionne volontairement de son poste à l'IPN. L'année suivante, il est recruté comme professeur à l'École supérieure de journalisme, un établissement privé fondé à Toruń par le père Rydzyk, fondateur de plusieurs médias catholiques et nationalistes, dont la célèbre *Radio Maryja* et le quotidien *Nasz Dziennik*. Sa carrière prend un tour nouveau en 2016, lorsqu'il est nommé par le ministre de la Défense du nouveau gouvernement PiS, Antoni Macierewicz, directeur des Archives militaires. Une nomination qui n'est pas anodine : comme à l'époque de la commission consacrée au renseignement militaire, Cenckiewicz a pour mission de contribuer à solder l'héritage de l'Armée populaire polonaise. Les archives militaires ont en effet la réputation de ne pas accorder facilement l'accès de leurs fonds aux chercheurs. C'est donc un historien qui

[1456] « Gontarczyk: maczuga na komunistów », art. cit.
[1457] « Historycy na froncie » [Les historiens sur le front], *Rzeczpospolita*, 7 juin 2008.

qualifie ce fonds d'archives de « dernière redoute de l'Armée populaire polonaise » qui a la charge de sa réorganisation[1458].

Dès 2006, *Gazeta Wyborcza* évoque Sławomir Cenckiewicz comme « le liquidateur du WSI » et pointe sa proximité avec Antoni Macierewicz. Mais aussi son intérêt pour Walesa, en signalant que le premier président de l'IPN, Leon Kieres, lui a interdit de publier dans la revue conservatrice et pro-lustration *Arcana* des documents au sujet de la collaboration de l'ancien dirigeant de *Solidarność* avec les SB[1459]. Plus encore que Gontarczyk, Cenckiewicz est devenu un objet d'attention médiatique. Sa proximité de longue date avec Macierewicz, attestée par leur collaboration lors des deux passages de ce dernier dans les gouvernements PiS, sa notoriété due à la publication sur Walesa, dont il a été le principal artisan, lui valent d'être régulièrement présenté comme un candidat potentiel à la présidence de l'IPN.

Cenckiewicz comme Gontarczyk présentent donc des carrières qui sont autant celles de hauts fonctionnaires que de chercheurs, avec une expertise particulière sur les archives policières et militaires, mais aussi une proximité politique avérée avec la droite anticommuniste et catholique (Cenckiewicz est lefebvriste revendiqué). S'ils mettent leurs compétences d'historiens au service de politiques de lustration et de « vérification » des administrations, cela leur permet en retour d'occuper des positions d'historiens bureaucrates qui leur permettent d'accéder plus aisément aux archives sensibles qui les intéressent pour leurs recherches personnelles. Lorsqu'ils racontent leur recherche sur Walesa, les deux auteurs mettent en avant l'accès privilégié aux archives de l'IPN dont ils ont pu bénéficier, l'un en tant que directeur adjoint du Bureau des archives à la centrale de Varsovie, l'autre en tant que directeur de l'OBEP de Gdańsk. Ils ont ainsi pu croiser ces deux fonds d'archives, les plus susceptibles de contenir des documents concernant Walesa[1460].

Leurs carrières montrent également que ces deux auteurs sont loin d'être des inconnus au moment de la publication de leur livre sur Walesa. Au moment de la publication de ce livre en 2008, ils ont déjà signé plusieurs textes dans lesquels ils relativisent les engagements dissidents de la « gauche » de *Solidarność*. Notamment en 2006, lorsque Piotr Gontarczyk publie dans l'une des revues de l'IPN, *Aparat represji w Polsce Ludowej 1944-1989*

[1458] « Wojskowe Archiwum dla Sławomira Cenckiecza » [Les Archives militaires pour Sławomir Cenckiewicz], *Rzeczpospolita*, 2 novembre 2015.
[1459] « Cenckiewicz : historyk – likwidator WSI » [Cenckiewicz, historien et liquidateur du WSI], *Gazeta Wyborcza*, 8 novembre 2006.
[1460] « Historycy na froncie », art. cit.

[L'appareil de répression en Pologne populaire 1944-1989], un article dans lequel il décrit les « *komandosi* », ces étudiants dissidents regroupés autour de Jacek Kuroń et à l'origine du mouvement de mars 1968, comme participant à une « lutte de fractions internes au PZPR ». Une prise de position qui lui vaut d'être critiqué dans *Gazeta Wyborcza* par un professeur de l'université de Varsovie, Henryk Samsonowicz. En guise de réponse, Gontarczyk adresse à la rédaction du quotidien le scan d'un document attestant de l'adhésion de Samsonowicz au PZPR dans les années 1960[1461].

II.2.B. Une « contribution à la biographie » de Walesa et sa réception :

Sous-titré « contribution à la biographie », l'ouvrage de Cenckiewicz et Gontarczyk entend donc apporter des preuves irréfutables, sur la base des archives des services de sécurité (SB) de la Pologne populaire, de la collaboration de Lech Walesa avec les SB dans la première moitié des années 1970. Cette collaboration est reprochée à l'ancien dirigeant de *Solidarność* de longue date, puisque son nom figurait déjà sur la « liste Macierewicz » révélée par le ministre de l'Intérieur en 1992. Mais elle demeurait un objet de spéculation et aucune preuve n'en avait été apportée jusqu'à la publication de l'ouvrage. Le tribunal en charge de la lustration n'avait rien trouvé à redire à la candidature de Walesa à l'élection présidentielle de 2000 et l'IPN lui avait accordé le statut de personne « lésée » par les SB en 2005, l'autorisant ainsi à accéder à son dossier personnel. Sur le fond, les documents exhumés par les deux auteurs, dont l'authenticité est rapidement admise par les historiens spécialistes de la Pologne populaire et de ce type d'archives (dont les figures d'autorité de la discipline telles que Paczkowski et Friszke), prouvent que Lech Walesa est bien l'agent ayant pris pour pseudonyme « Bolek », enregistré comme « collaborateur officieux » des SB entre 1970 et 1976 à Gdańsk. Les faits sont assez clairs : en décembre 1970, Walesa travaille comme électricien depuis 1967 au chantier naval Lénine de Gdańsk et participe à la grève qui est violemment réprimée par les forces de police. Comme des centaines d'autres grévistes, Walesa est arrêté, interrogé, et signe une déclaration par laquelle il s'engage à transmettre des informations aux services de sécurité. Il rencontre plusieurs fois son officier traitant jusqu'en 1974, mais demeure enregistré comme collaborateur jusqu'en 1976, ce qui s'expliquerait par l'inertie habituelle dont faisaient preuve les SB avant de clore définitivement le dossier d'un collaborateur. Au moment où éclatent les grèves d'août 1980 et où se forme *Solidarność*,

[1461] « Gontarczyk: maczuga na komunistów », art. cit.

Walesa n'est plus considéré comme collaborateur officieux par les SB depuis plusieurs années.

La polémique suscitée par la publication de *SB a Lech Walesa* ne concerne donc pas tant les faits que la façon de les raconter, de les contextualiser et d'en tirer des conclusions. A cet égard, les principaux reproches adressés aux deux auteurs par la plupart de leurs critiques, et notamment par des historiens comme Friszke, sans doute le plus actif dans la contestation des thèses avancées par Cenckiewicz et Gontarczyk, sont sensiblement les mêmes que ceux relevés par Muriel Blaive au sujet de « l'affaire Kundera » en République tchèque, qui présente des similitudes avec l'affaire Walesa :

« Aucune interrogation sur une éventuelle échelle de culpabilité n'a jamais vu le jour en République tchèque : l'Institut[1462] *a simplement repris à son compte la "méthodologie" simpliste traditionnelle des courants les plus anticommunistes en République tchèque : "La personne est-elle ou non présente sur la liste ? Si oui, nous avons affaire à un agent, point final." Une question qui apparaîtrait pourtant autrement plus pertinente serait de savoir si une personne a rapporté sur quelqu'un d'autre une fois, cinq fois ou cent fois, quelles ont été les conséquences pour le "dénoncé", si elle l'a faite en une occasion ou pendant vingt ans, si elle l'a faite sous la menace ou par volonté délibérée de nuire et quel était le degré de cette menace : le danger d'être condamné à mort est plus "excusable" que le danger de voir ses vacances en Bulgarie reportées à l'année suivante, par exemple. Si la personne a par ailleurs été, au même moment ou plus tard, dissidente ou qu'elle a activement lutté contre le régime de l'étranger, son degré de culpabilité est-il le même ? Le débat n'a finalement j'ai été publiquement posé de savoir s'il n'appartenait pas de punir les coupables même avérés à une échelle de "peines" plus subtiles qu'une unique condamnation morale aussi irréversible que sentencieuse et bien-pensante – bien souvent préconisée par des personnes trop jeunes pour avoir été elles-mêmes confrontées à ce type de dilemme. La question de savoir ce qu'un citoyen pouvait faire lorsqu'il était contacté par la police secrète n'a été posée ni par les médias, ni par l'Institut.*[1463] *»*

Si les deux auteurs affirment souhaiter que leur livre « ne soit pas lu autrement qu'au prisme de notre profession, dont le fondement est l'exploration et l'étude du passé[1464] », l'ouvrage se singularise par plusieurs aspects. Premièrement, et en lien avec les remarques formulées par Muriel Blaive au sujet de l'affaire Kundera, cette « contribution à la biographie » de Walesa ne cherche aucunement à contextualiser le fait de collaboration rapporté. Deuxièmement, les deux auteurs laissent entendre que la collaboration de Walesa avec les SB a pu influer sur son comportement après que cette collaboration ait officiellement pris fin, c'est-à-dire au moment où il était à la tête de *Solidarność*, puis président de la République de 1990 à 1995. Le livre apparaît ainsi comme corroborant les thèses de la droite anticommuniste défendues par L'Entente du Centre puis Droit et Justice (PiS), Jarosław Kaczyński en tête (cf. chap. 5), au sujet de « l'accord » passé entre les dirigeants de *Solidarność* et le PZPR en 1989, dont la politique du « gros trait » de Mazowiecki serait une manifestation. Troisièmement, le fait que l'introduction du livre ait été rédigée par le Président de l'IPN de l'époque, Janusz Kurtyka,

[1462] Il s'agit de l'Institut tchèque pour l'étude des régimes totalitaires, équivalent de l'IPN.
[1463] M. Blaive, « L'ouverture des archives d'une police politique communiste : le cas tchèque, de Zdene Salivarova à Milan Kundera », art cit, p. 221.
[1464] S. Cenckiewicz et P. Gontarczyk, *SB a Lech Wałęsa*, *op. cit.*, p. 44.

est interprété comme une sentence officielle de l'Institut. L'introduction de Kurtyka, qui s'achève en affirmant que l'IPN « a l'obligation de s'attaquer aux thèmes les plus importants de l'histoire contemporaine », est d'ailleurs rédigée d'une manière suggestive. Le Président de l'IPN y indique la nécessité « d'éclaircir le problème particulier de la relation de Lech Walesa avec les SB dans la première moitié des années 1970, mais aussi si et comment ces relations ont été utilisées par les services de sécurité une décennie plus tard, enfin si ce fait a influé sur le mandat présidentiel de L. Walesa au début des années 1990.[1465] » Ici, à travers la biographie de Walesa, l'histoire de la Pologne populaire rejoint celle de la Troisième République et la collaboration de Walesa avec les SB jette le soupçon sur les circonstance dans lesquelles a été défini l'ordre politique post-1989.

Le registre d'écriture de l'ouvrage de Cenckiewicz et Gontarczyk emprunte donc au mythe de l'histoire vraie et à la croyance dans la vérité révélée des archives, décrits dans le chapitre précédent, mais également à l'écriture de dévoilement typique de l'historiographie dissidente des années 1980. Revenant sur leur itinéraire de recherche dans le chapitre intitulé « Lech Walesa – postulat de recherches historiques », les deux auteurs présentent cet aspect de la biographie de l'ancien président de la République comme un tabou que l'intéressé se serait efforcé de dissimuler depuis 1989. A bien des égards, l'ouvrage correspond à certains travers des « scoops historiques » identifiés par Jeanneney :

« Pour valoriser une trouvaille, réelle ou illusoire, on exagère la représentativité du fait exhumé. Pour en augmenter la portée, on affirme qu'il témoigne des turpitudes que leurs auteurs ont eu le pouvoir pervers de dissimuler, l'absence de preuve étant finalement considérée plus démonstrative que la preuve elle-même. Pour dénoncer plus sûrement les coupables, on pratique l'amalgame. Pour mettre en exergue son propre courage, on multiplie les insinuations avec ce discours implicite : "Comprenez-moi entre les lignes, la méchanceté de mes adversaires m'empêche seule, pour l'heure, d'en dire plus...".[1466] »

Le livre se présente néanmoins comme un ouvrage scientifique. Il fait plus de 600 pages, dont la moitié dédiée à la publication de 86 documents d'archives en annexes. Il a fait l'objet d'une évaluation, signalée en début d'ouvrage comme pour toutes les publications scientifiques de l'IPN, menée par quatre universitaires : Andrzej Chojnowski, Marek Kazimierz Kamiński, Andrzej Nowak et Andrzej Zybertowicz. Aucun n'est spécialiste de la Pologne populaire, de *Solidarność* ou des archives des services de sécurité. Nowak et Zybertowicz sont par ailleurs proches du PiS, le second ayant conseillé Jarosław Kaczyński et côtoyé Cenckiewicz en tant qu'expert de la Commission de vérification du renseignement militaire.

Si le volume du livre et sa rédaction, émaillée de nombreuses notes de bas de page, en font un objet d'apparence austère, le sujet a tout pour en faire un succès de librairie. Et ce

[1465] *Ibid.*, p. 15.

d'autant plus que sa publication est précédée de nombreuses interventions médiatiques des auteurs et du Président de l'IPN, qui s'apparentent à une campagne promotionnelle. Dans *Rzeczpospolita*, Cenckiewicz et Gontarczyk racontent les coulisses de leur recherche, mais aussi les pressions de leurs collègues et de la direction précédente de l'IPN pour qu'ils n'aillent pas au bout de leur projet de publication[1467]. Tant et si bien qu'avant même que le livre soit publié, il constitue déjà un événement. Ceci contribue à un phénoménal succès de librairie. L'ouvrage se classe de très loin en tête des meilleures ventes de l'IPN et fait partie des livres d'histoire les plus diffusés en Pologne. Dans son ouvrage consacré à son expérience en tant que cadre de la direction de l'IPN, Antoni Dudek publie une photo de la longue file d'attente qui s'étire sur le trottoir devant le hall d'entrée de la librairie de l'IPN à Varsovie, le jour de la sortie officielle du livre[1468]. Le premier tirage du livre est de 44 000 exemplaires, sachant qu'un livre d'histoire est considéré comme un « best-seller » au-delà de 20 000 exemplaires[1469]. En Pologne, seuls des auteurs comme Norman Davies et Anne Appelbaum atteindraient des tirages de cette ampleur. Finalement, les ventes s'établissent à 50 000 exemplaires. L'ensemble du tirage a été rapidement épuisé[1470]. Pour Cenckiewicz, ce succès éditorial est encore amplifié par la publication la même année d'un autre livre, plus grand public, également consacré à l'affaire Walesa, dont 40 000 exemplaires sont vendus[1471].

Parmi les spécialistes d'histoire du temps présent, Cenckiewicz et Gontarczyk trouvent un soutien de poids en la personne d'Andrzej Paczkowski. Celui qui fait figure de principale autorité en matière d'histoire de la Pologne populaire réfute l'idée selon laquelle les auteurs seraient des historiens peu fiables, avant même la sortie du livre :

« Ce sont de très bons analystes des documents [des services de sécurité]. Ils sont capables d'analyser les détails. Ils connaissent parfaitement non seulement les documents des SB, mais aussi les procédures liées à leur production, ce qui est un savoir subtil et unique. Il se meuvent très bien dans ces documents, ce qui leur donne un avantage sur les autres historiens. Mais je les accuse un peu de sacrifier à la théorie du complot. Je ne sais pas si cela résulte de leur vision du monde, ou bien si du fait qu'ils s'occupent de ces documents, ils en sont imprégnés et ne voient pas toute la perspective.[1472] *»*

[1466] Jean-Noël Jeanneney, *Le passé dans le prétoire : l'historien, le juge et le journaliste*, Paris, Seuil, 1998, p. 102.
[1467] Propos rapportés in « Historycy na froncie », art. cit.
[1468] Antoni Dudek, *Instytut: osobista historia IPN*, Varsovie, Wydawnictwo Czerwone i Czarne, 2011.
[1469] « Dziś premiera książki IPN o Lechu Wałęsie » [Jour de première pour le livre de l'IPN sur Lech Walesa], *Rzeczpospolita*, 23 juin 2008.
[1470] « Polaków kręcą spory o najnowszą historię », *Rzeczpospolita*, 23 février 2011.
[1471] Sławomir Cenckiewicz, *Sprawa Lecha Wałęsy*, [L'affaire Lech Walesa], Poznań, Wydawnictwo Zysk i S-ka, 2008.
[1472] Propos rapportés in « Historycy na froncie », art. cit.

C'est encore Paczkowski qui signe la première recension de l'ouvrage, quelques jours seulement après sa sortie, dans les colonnes du quotidien *Dziennik*[1473]. Les commentaires du livre par des historiens universitaires seront tous publiés sur le marché de grande production[1474]. La recension de Paczkowski paraît sous le titre « Le livre sur Walesa est fiable ». L'auteur y conclut que la thèse des auteurs est « très probablement vraie ». Il n'y voit qu'un problème : le fait que les auteurs aient dû s'appuyer sur des photocopies du dossier de l'agent « Bolek » et non pas sur les documents originaux, qui ont probablement été détruits[1475]. Ce qui laisse planer un léger doute sur l'authenticité des archives publiées. A l'image de sa conception d'une histoire positiviste surtout intéressée par la description des archives (cf. chap. 5), Paczkowski se contente ici d'un commentaire factuel de l'ouvrage de Cenckiewicz et Gontarczyk, sans montrer trop de considération pour le contexte des faits décrits par les auteurs ni pour le contexte dans lequel le livre est publié. Tout juste regrette-t-il l'introduction rédigée par Kurtyka. Cette focalisation exclusive sur le fait et l'archive n'est sans doute pas pour rien dans la position en retrait des polémiques récurrentes sur l'histoire du temps présent adoptée par Paczkowski. Elle contribue à sa position de figure d'autorité dans la discipline, qui lui a permis de siéger dans les trois Collèges successifs de l'IPN, de 1999 à 2016.

Parmi les autres spécialistes de la Pologne populaire, Antoni Dudek accueille lui aussi plutôt favorablement la publication de *SB a Lech Walesa*, ce qui n'est pas très surprenant compte tenu de sa relative proximité idéologique au camp anticommuniste. En tant que conseiller de Kurtyka à la direction de l'IPN, Dudek s'est néanmoins fermement opposé à la publication de ce livre par l'IPN, craignant des représailles politiques à l'encontre de l'Institut[1476].

« J'ai une opinion modérément positive à leur sujet. [...] Je reconnais qu'ils présentent parfois des opinions extrêmes. Après l'ouverture des archives de l'IPN, Cenckiewicz considérait qu'il fallait réécrire toute l'histoire de l'opposition en partant de zéro. Ce n'est pas vrai. Mais je ne peux pas non plus leur reprocher de ne pas avoir de compétence d'historiens, car ce n'est pas vrai non plus.[1477] »

Ces propos tranchent nettement avec ceux d'un Friszke ou d'un Machcewicz, qui reprochent à Cenckiewicz et Gontarczyk de fétichiser les archives des services de sécurité et de faire

[1473] « Paczkowski : Książka o Wałęsie jest rzetelna » [Paczkowski : le livre sur Walesa est fiable], *Dziennik*, 26 juin 2008.
[1474] Paweł Machcewicz polémique par exemple avec les deux auteurs dans les colonnes de *Rzeczpospolita*. Voir les pages qu'il consacre à l'affaire Walesa dans P. Machcewicz, *Spory o historię 2000-2011*, *op. cit.*
[1475] Une bonne partie de ces documents originaux a en fait été saisie par l'IPN au domicile de la veuve du général Kiszczak en 2015. Ce sont ces documents qui ont fait l'objet d'une expertise graphologique récente menée par l'IPN, qui a confirmé qu'ils avaient été signés de la main de Walesa.
[1476] Voir le chapitre qu'il consacre à l'affaire Walesa dans son livre : A. Dudek, *Instytut: osobista historia IPN*, *op. cit.*

abstraction du contexte des faits rapportés et de celui de la production de ces documents. Friszke déclare ainsi :

« Gontarczyk a de manière évidente la compétence et la passion pour utiliser les archives. Et c'est précieux. Il faut utiliser les archives, mais il faut aussi avoir la capacité de sentir le contexte social, l'horizon intellectuel et mental du milieu que l'on décrit. Et Gontarczyk n'a pas cela, ce que l'on pouvait voir dans son livre sur le PPR. [Cenckiewicz] absolutise les archives. Ces archives concrètes [celles des services de sécurité], car les autres ne l'intéressent pas. Il n'a pas d'approche critique vis-à-vis des matériaux rassemblés. Ses recherches sont dirigées par une forte motivation idéologique, ce qui limite extrêmement sa capacité à comprendre l'époque et les gens.[1478] *»*

Dans le champ politique, ce livre suscite des prises de position à l'égard du mélange des genres à l'IPN. Spécificité de l'histoire du temps présent, les témoins vivants de l'époque de la dissidence se font entendre. Les plus critiques des thèses de Cenckiewicz et Gontarczyk sont les anciens militants du Comité de défense des ouvriers (KOR) et de *Solidarność*. A l'image de Władysław Frasyniuk et Jan Lityński, qui furent tous deux députés de l'Union démocratique et de l'Union de la liberté après 1989 :

Frasyniuk : « Ce genre de livre ne devrait pas paraître sous le patronage d'une institution d'État comme l'est l'Institut de la mémoire nationale. On l'a publié avec l'argent des contribuables, avec mon argent, et je ne suis pas d'accord avec ça.[1479] *»*
Lityński : « L'IPN est placé dans une situation schizophrénique. C'est une institution scientifique, mais avec des compétences de procureur, et aussi une fonction judiciaire. Les mêmes gens cherchent, accusent et jugent. Car de fait ce sont toujours les chercheurs de l'IPN qui décident de qui était un agent.[1480] *»*

Les auteurs s'en défendent, eux qui demandaient que leur livre ne soit pas lu autrement qu'au prisme de leur profession. Mais les prises de position futures de Cenckiewicz montrent bien qu'il estime avoir clôt le débat sur la collaboration de Walesa. Ainsi, lorsque l'IPN, début 2009, refuse à Walesa l'accès aux documents le concernant pour la période 1970-1976, soit la période au cours de laquelle il était enregistré comme collaborateur des services de sécurité, Cenckiewicz estime que :

« Une telle décision, à la lumière des documents rassemblés dans les archives de l'IPN, est évidente. […] La seule chose qui m'étonne, c'est que la prise de cette décision ait duré aussi longtemps. Elle aurait dû tomber immédiatement après la publication du livre, qui est en un sens la position de l'IPN au sujet de la collaboration de Lech Walesa. Du reste c'est le Président Janusz Kurtyka qui a personnellement rédigé l'introduction du livre.[1481] *»*

De même, Kurtyka déclare à cette occasion :

« Sans aucun doute, messieurs Gontarczyk et Cenckiewicz dans leur livre ont apporté la preuve que dans la première moitié des années 1970, monsieur Lech Walesa était considéré par les services de sécurité comme un collaborateur officieux. Cela peut avoir des conséquences juridiques, mais ça ne signifie pas l'interdiction d'accès à tous les documents. Il n'y a pas d'obstacles à ce qu'une personne dans cette situation reçoive les

---

[1477] Propos rapportés in « Historycy na froncie », art. cit.
[1478] Propos rapportés in « Historycy na froncie », art. cit.
[1479] « Władysław Frasyniuk: Trzeba rozwiązać IPN » [Frasyniuk : il faut défaire l'IPN], *Gazeta Wyborcza*, 23 juin 2008.
[1480] « Ograniczymy kompetencje IPN » [Limitons les compétences de l'IPN], *Rzeczpospolita*, 20 juin 2008.
[1481] « Dla IPN Wałęsa to agent » [Pour l'IPN, Walesa est un agent], *Rzeczpospolita*, 20 février 2009.

documents créés au cours de la période où elle était surveillée par les services. Ces deux périodes doivent être traitées séparément.[1482] »

Et encore en 2010, lorsque Walesa perd un procès en diffamation qu'il a attenté à un ancien militant de *Solidarność*, Krzysztof Wyszkowski (élu en 2016 au Collège de l'IPN), qui l'avait accusé publiquement d'avoir collaboré avec les services, Cenckiewicz annonce : « C'est un grand jour pour la liberté des recherches scientifiques en Pologne[1483] ». Paczkowski, invité à se prononcer à ce sujet, dresse une fois encore un constat on ne peut plus factuel : « Le tribunal n'a pas établi la vérité historique, mais il s'est rapporté à l'état des recherches sur le sujet. C'est une décision très sensée. » La liberté des recherches scientifiques est souvent invoquée par Cenckiewicz et Gontarczyk dans la polémique suscitée par la publication de leur ouvrage sur Walesa. Elle s'accompagne souvent de références à la République populaire de Pologne, comme si leurs adversaires, en critiquant leur travail, menaçaient la « vérité historique » et agissaient en censeurs.

C'est à travers ce type de pratique de l'histoire que se donne à voir avec le plus d'acuité l'hybridation des discours historique, judiciaire et militant. Car le livre sur Walesa s'inscrit également dans l'entreprise de relecture de l'histoire de la Pologne populaire menée de longue date par les dirigeants du PiS. Aussi, il est difficile de ne pas voir une contribution supplémentaire à cette entreprise avec la biographie consacrée par Cenckiewicz à Anna Walentynowicz, qui est aussi l'objet de sa thèse d'habilitation[1484]. Intitulé « Anna Solidarność », ce livre consacré à une autre figure marquante de l'histoire du syndicat cherche à présenter Walentynowicz comme une sorte d'anti-Walesa, l'incarnation d'un combat sans compromis et sans compromission avec le pouvoir communiste. Dans un article paru dans *Rzeczpospolita*, Cenckiewicz suggère que Walesa et « les élites de la Troisième République », comme les services de sécurité, auraient contribué à effacer son héroïne de l'histoire :

« La relation des élites de la Troisième République rappelle le scénario prévu par les fonctionnaires des SB, qui en 1985 lui avaient dit droit dans les yeux [à Walentynowicz] : "Walesa est déjà dans l'encyclopédie, et vous, vous n'y êtes pas et n'y serez jamais. Nous le savions dès 1980".[1485] »

S'il est difficile de trouver un équivalent au type d'histoire judiciaire évoqué ici, ailleurs que dans les États postcommunistes[1486], les objets choisis par des auteurs comme Cenckiewicz et Gontarczyk s'inscrivent dans une vision du monde cohérente qui paraît très proche des

[1482] *Ibid.*
[1483] « Wałęsę można nazwać TW » [On peut appeler Walesa collaborateur officieux], *Rzeczpospolita*, 1er septembre 2010.
[1484] Sławomir Cenckiewicz, *Anna Solidarność: życie i działalność Anny Walentynowicz na tle epoki (1929-2010)*, Poznań, Wydawnictwo Zysk i S-ka, 2010.
[1485] « Matka „Solidarności" » [La maman de *Solidarność*], *Rzeczpospolita*, 13 août 2009.

interprétations du passé récent de la Pologne telles qu'elles sont défendues par le PiS. En ce sens et bien qu'ils restent formellement à l'écart de ce parti, ces historiens militants illustrent des formes d'engagement intellectuel assez proches des catégories d'intellectuels organiques ou d'institution identifiées par Gisèle Sapiro, qui ont « pour principale tâche d'illustrer et de défendre la doctrine et/ou la ligne idéologique de l'instance qu'ils ont choisi de rejoindre.[1487] »

Nous nous sommes intéressés jusqu'ici essentiellement à ceux des historiens du temps présent qui sont les plus visibles dans le débat public, ou qui occupent les positions les plus élevées dans la hiérarchie de l'IPN. Il s'agit à présent de s'intéresser à ceux qui, à l'IPN, mettent concrètement en œuvre la Politique historique, parfois avec réticence, ainsi qu'aux conditions concrètes de la recherche dans ce type d'institution para-académique.

II.3. Des historiens de bureau, chercheurs à l'IPN :

Si l'IPN et sa production historiographique sont régulièrement critiqués au sein de la discipline, il faut d'emblée préciser que l'opposition entre « historiens de l'IPN » et « historiens universitaires », souvent formulée par les acteurs eux-mêmes, si elle permet de distinguer aisément les deux populations, ne doit pas masquer les liens étroits qui les unissent. Contrairement à d'autres instituts similaires en Europe postcommuniste[1488], la direction scientifique de l'IPN, celle du Bureau d'éducation publique (BEP), a toujours été confiée à des universitaires, reconnus au sein de la discipline et spécialistes de la période 1939-1989. Quant aux doctorants et docteurs, qui constituent le gros des historiens de l'IPN, ils ne sont pas coupés du monde universitaire : l'IPN n'étant pas habilité à délivrer des doctorats, tous ont effectué leur thèse ou sont inscrits en thèse dans une université ou à l'Académie des sciences. Certains cumulent leur poste à l'IPN avec un poste d'enseignant à l'université ou de chercheur à l'Académie, mais la chose est rare (cf. chap. 5). De même, il serait artificiel de distinguer rigidement la production de l'IPN de celle du monde académique. D'une part, les historiens du temps présent, qui ne sont pas très nombreux, se croisent et se côtoient dans les conférences ou séminaires, et publient dans les mêmes revues. D'autre part, l'IPN finance des

[1486] M. Blaive, « L'ouverture des archives d'une police politique communiste : le cas tchèque, de Zdene Salivarova à Milan Kundera », art cit.
[1487] G. Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », art cit, p. 22.

manifestations scientifiques et publie des historiens qui n'ont aucun lien institutionnel avec lui. Ce qui contribue à ce que les logiques de fonctionnement, les méthodes et l'agenda de recherche de l'Institut pénètrent le champ académique. L'école d'été organisée chaque année par le BEP vise par exemple à former de jeunes historiens à l'analyse des archives des services de sécurité et constitue un vivier de recrutement de nouveaux chercheurs. L'IPN et le monde universitaire sont donc bien plus imbriqués qu'ils ne s'opposent. Ce qui explique aussi pourquoi, en dépit des polémiques récurrentes, aucun historien du temps présent ne revendique la suppression de l'Institut[1489]. Ce type de revendication est plutôt exprimé par des publicistes, anciens dissidents ou politiciens.

L'IPN et ses historiens sont donc pleinement intégrés à la discipline, ce qui les distingue assez nettement de la recherche para-académique de la Pologne populaire telle qu'elle s'élaborait dans le huis clos du Département d'histoire du Parti ou de l'Institut d'histoire militaire. Les historiens de l'IPN cherchent d'ailleurs à éviter à tout prix le stigmate d'historien « officiel », en développant des partenariats avec des institutions académiques, notamment via la co-organisation de colloques ou la co-publication d'ouvrages. Les éditions de l'IPN reproduisent les procédures d'un éditeur scientifique, avec trois ou quatre évaluations préalables à la publication d'un ouvrage dans les collections scientifiques. Les revues éditées par l'Institut ont toutes des comités de lecture.

La revendication et l'affichage d'une certaine autonomie vis-à-vis du pouvoir politique, au moins pour la partie scientifique des activités de l'IPN, apparaissent ainsi comme une condition *sine qua non* de la reconnaissance par les pairs au sein du monde académique, en même temps qu'elle est une condition de l'efficacité de la Politique historique. S'il manifeste le renforcement d'une nouvelle contrainte politique externe sur la discipline, l'IPN est aussi un pourvoyeur de ressources dans les concurrences internes à celle-ci. Il offre en effet à ceux qui ont une faible reconnaissance au sein du monde académique un statut d'historien qui leur permet de se présenter comme tels, quand bien même ils auraient échoué à obtenir un poste universitaire après leur doctorat. Il permet également de compenser la faiblesse du financement public de la recherche académique, en offrant des débouchés professionnels, mais aussi des financements pour la recherche et les publications. Une forme d'échange

[1488] G. Mink, « Les usages des instituts de la mémoire nationale (I.M.N.) dans les recompositions partisanes (1989-2008) », art cit.

[1489] Ainsi, si Marcin Kula apparaît comme l'un des historiens les plus critiques de l'IPN, au sujet duquel il n'hésite pas à parler de « ministère de la vérité historique », c'est un de ses élèves, Paweł Machcewicz, qui a été le premier directeur du BEP. Parmi les doctorants de Kula, Krzysztof Persak, Patryk Pleskot, Tomasz Kozłowski travaillent ou ont travaillé au BEP. L'IPN est donc un aussi un endroit où les historiens peuvent espérer placer leurs élèves, pour faire école et, éventuellement, influer sur le cours des recherches menées à l'Institut.

s'établit alors entre l'IPN et les historiens extérieurs à l'Institut : ceux-ci apportent à celui-là une reconnaissance académique qui lui fait défaut en s'associant aux manifestations scientifiques qu'il organise ; et l'Institut offre en retour les financements et débouchés éditoriaux qui font défaut au monde académique.

« [Les historiens de l'IPN] ce ne sont pas les plus grands spécialistes, parce que les plus grands spécialistes travaillent à l'université ou bien à la PAN [Académie des sciences]. A un moment la PAN était prête à collaborer avec l'IPN, mais en revanche on a demandé à l'IPN qu'il permette à ses jeunes historiens, aux chercheurs, de rencontrer les personnes de la PAN, d'assister aux séminaires... parce que les professeurs de la PAN voulaient aussi avoir des élèves à l'IPN et les influencer pour influencer l'IPN... avoir des agents d'influence quoi... […] alors à un certain moment on est tombé d'accord pour que les doctorants de l'IPN puissent aller au séminaire à la PAN. La PAN, évidemment, est très pauvre ; surtout l'institut d'histoire de la PAN est très pauvre, mais en revanche il a un plus grand prestige ; c'est un jeu entre l'IPN et la PAN. » (Entretien avec A., archiviste IPN)

Ces précisions apportées, il convient de décrire les conditions d'exercice de la recherche historique à l'IPN. Celle-ci s'y fait largement sous contrainte, puisque le programme de recherches est élaboré par la direction, qui dans l'esprit du préambule de la loi sur l'IPN poursuit un agenda focalisé sur les aspects les plus répressifs de la période communiste et la résistance polonaise au nazisme et au communisme. En dépit des changements à la tête de l'Institut, l'orientation générale du programme de recherches y est demeurée relativement inchangée depuis ses débuts (cf. infra).

Ne participant pas directement à l'élaboration du programme du travail, les historiens employés à l'IPN sont avant tout des exécutants, qui se définissent eux-mêmes comme « fonctionnaires » (*urzędnicy*), pour souligner les contraintes liées à leur statut particulier.

« C'est un travail de bureau. Ici tu es un fonctionnaire. » (Entretien avec N., chercheur IPN)

L'IPN est une administration d'État, au sein de laquelle les employés se doivent d'être présents huit heures par jour, de 8h15 à 16h15. Ils signent un registre de présence et doivent signaler à l'avance s'ils comptent s'absenter pour aller travailler aux archives ou en bibliothèque. A bien des égards, ce sont donc des historiens de bureau, astreints à travailler à heures fixes, dans des délais courts et sur des objets de recherche qu'ils ne contribuent à définir qu'à la marge. Ce type d'organisation bureaucratique de la recherche ne favorise pas les échanges entre les chercheurs de l'IPN et le monde académique, comme le déplore Friszke :

« L'Institut s'est trop fermé sur lui-même, créant une catégorie à part de travailleurs scientifiques, qui se confrontent peu aux autres historiens. Ils travaillent essentiellement sur les archives de l'IPN, sur les documents des services spéciaux, et beaucoup moins sur d'autres – partisans, sociaux. Les historiens de l'IPN participent très rarement à des séminaires scientifiques "extérieurs", enseignent rarement à l'université. En un mot, il existe un danger croissant de fermeture sur un entre-soi, avec ses concepts, sa langue, son système de valeurs et ses centres d'intérêt. Les institutions qui ont suivi ce chemin ont souvent mal terminé et sont devenues des sectes de chercheurs. […] C'est peut-être un résultat de l'adoption de cette conception en vertu de laquelle les historiens de l'IPN travaillent huit heures par jour, comme tous les autres fonctionnaires. C'est une manière de

les discipliner, mais d'un autre côté ça complique leur circulation dans d'autres milieux, ce qui est indispensable à toute institution scientifique.[1490] *»*

Il résulte également de cette organisation bureaucratique du travail un déroulement de carrière qui n'est pas le même que celui des institutions académiques. Les échelons de carrière au BEP ne correspondent pas à ceux en vigueur au sein du monde académique (*asystent*, *adiunkt*, *docent*, *profesor*), mais à une nomenclature interne : inspecteur (*inspektor*), inspecteur supérieur (*starszy inspektor*), spécialiste (*specjalista*), spécialiste supérieur (*starszy specjalista*), spécialiste principal (*główny specjalista*). La progression se fait à l'ancienneté, en fonction des moyens budgétaires alloués à l'Institut, et au mérite, via une évaluation des chercheurs au moyen d'un système de points attribués en fonction du nombre de publications. L'obtention de titres universitaires (doctorat, habilitation) n'est pas obligatoirement prise en compte dans l'avancement.

L'organisation du travail est donc très différente de celle qui prévaut à l'Académie des sciences, où les chercheurs ne sont pas astreints à une présence quotidienne. Si les conditions de travail sont donc plus contraignantes à l'IPN, les chercheurs du BEP interrogés soulignent aussi plusieurs avantages. Outre les rémunérations plus élevées que dans le monde académique, l'accès privilégié aux archives, la bibliothèque bien approvisionnée, les possibilités de financer la participation à de nombreuses conférences, y compris à l'étranger, sont souvent évoqués comme des éléments contribuant à rendre un poste à l'IPN plus attractif qu'un poste à l'université ou à l'Académie. La plupart cherchent donc à cumuler un poste à l'IPN, qui garantit de bonnes conditions d'existence matérielle et une forte productivité scientifique, avec un poste à l'université ou à l'Académie, offrant prestige et reconnaissance académique, mais aussi une autonomie accrue dans l'organisation de son travail personnel.

« […] s'il y avait une possibilité d'obtenir un poste à l'université, je préférerais y aller, mais aussi garder mon poste ici à l'IPN pour des raisons financières tout simplement, et aussi à cause de la possibilité de publication ; donc c'est peut-être un peu cynique, mais scientifiquement je sais que ce serait mieux pour moi à l'université parce que c'est plus libre et c'est plus facile pour faire une carrière académique. » (Entretien avec P., chercheur IPN)

A l'IPN, la hiérarchisation et la planification du travail impliquent une temporalité plus courte de la recherche. Si l'Institut édite de nombreuses monographies, l'essentiel de sa production est composé de formats moins exigeants : articles savants et de vulgarisation ; matériaux éducatifs tels que les manuels ; expositions ; synthèses collectives ; dictionnaires et encyclopédies. L'agenda de recherche est en grande partie déterminé par les grands projets collectifs, souvent calés sur le calendrier des différentes commémorations, pour lesquelles l'IPN produit systématiquement des livrables à destination des médias, mais aussi des

[1490] « IPN — niezależność mimo wszystko », art cit.

ouvrages plus ambitieux. Ainsi, au moment où nous réalisons la plupart de nos entretiens au BEP, au printemps 2010, la quasi-totalité des chercheurs est mobilisée par la réalisation d'une vaste synthèse de l'histoire de *Solidarność* en sept volumes, à livrer pour le trentième anniversaire des accords de Gdańsk[1491]. La temporalité plus courte de la recherche et son adossement à la « demande sociale » rappellent davantage les formes de l'expertise ou de la *public history* que celles du monde académique[1492]. Cette contrainte peut s'avérer frustrante pour les chercheurs, comme lorsqu'ils doivent renoncer à croiser les sources de différents fonds d'archives pour tenir les délais.

« Le travail est plus intensif à l'IPN qu'à l'université. Ici au début on travaille douze heures par jour. Ce qu'on peut faire en un an à l'université, ici il faut le faire en un mois. » (Entretien avec B., chercheur IPN)

Au sein du BEP, les postulats méthodologiques et le rythme des publications sont déplorés par certains chercheurs, souvent les plus proches du pôle académique :

« Le travail n'est pas toujours scientifique; […] je voudrais qu'on écrive une histoire qui soit de l'historiographie et pas de la mémoire nationale uniquement ; je ne veux pas qu'on se contente d'écrire la liste des partisans qui se sont battus contre les communistes, qui ont résisté longtemps, etc. ; […] parfois j'ai l'impression que ce n'est pas de la science; […]c'est comme avec le dossier sur Solidarność ; il faudrait décrire son fonctionnement, les différentes factions... au lieu de ça on fait une compilation … on lit ça, ça et ça et on écrit "ok, c'était comme ça" ; c'est pas une grande affaire, des textes comme ça on peut vraiment en écrire dix par an [...] ça n'apporte rien de nouveau » (Entretien avec N., chercheur IPN)

Si la plupart des chercheurs de l'IPN ont également un agenda de recherche plus personnel et plus exigeant, comme une thèse de doctorat ou une monographie, le temps qu'ils peuvent y consacrer est plutôt résiduel. Le but premier de leur travail demeure la publication de travaux de vulgarisation à destination du grand public, peu innovants sur le plan scientifique. D'où la tension entre une commande à satisfaire rapidement et des aspirations intellectuelles plus exigeantes. La recherche telle qu'elle se pratique à l'IPN est donc faiblement autonome dans le choix de ses questionnements et objets. En revanche, ce type d'organisation du travail favorise la constitution de CV académiques très étoffés, ce qui conduit souvent les chercheurs de l'IPN à s'estimer plus productifs que leurs homologues du monde académique. Bien qu'ils n'aient pas de charge d'enseignement, les historiens du BEP doivent néanmoins satisfaire à un ensemble d'obligations « administratives » ou « de service » en fonction des sollicitations : animer des conférences, présenter ou représenter l'IPN dans divers évènements et à destination du grand public, participer aux manifestations de vulgarisation (pique-nique scientifique, organisation de l'école d'été, démonstrations des

[1491] Łukasz Kamínski et Grzegorz Waligóra (dir.), *NSZZ Solidarność, 1980-1989*, Varsovie, IPN, 2010.

[1492] Voir par analogie, sur les liens entre recherche appliquée en sciences sociales et l'État dans le cas de la France : M. Pollak, « La planification des sciences sociales », art cit ; Philippe Bezes, Michel Chauvière et Jacques Chevallier (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales*, *op. cit.* Mais aussi le travail de Maria Bigday

jeux de plateau produits par l'IPN). Autant de contraintes qui font que les chercheurs employés au BEP contribuent aussi à la dimension éducative des activités de l'IPN.

Au-delà de la volonté politique de confier la recherche sur les archives des services de sécurité à nouvelle génération de chercheurs n'ayant pas directement vécu l'expérience communiste, ces conditions dérogatoires à la recherche académique expliquent sans doute également un recrutement privilégiant les jeunes diplômés, doctorants et docteurs sans poste académique, vraisemblablement mieux disposés à se conformer aux injonctions de la direction, composée pour sa part d'universitaires reconnus, souvent professeurs à l'université. Le BEP est un choix de début de carrière, et pour les plus jeunes historiens un tremplin potentiel vers le monde universitaire. Les jeunes diplômés en histoire se voient offrir à l'IPN l'opportunité de mener une carrière scientifique qu'ils n'auraient pas pu – ou difficilement – connaître à l'université en raison du manque de financements publics. Mais la promotion rapide de ces nouveaux entrants dans la discipline s'accompagne parfois de tensions, comme l'évoque cet enquêté en parlant de ses débuts à l'IPN :

« Les vieux professeurs regardaient ce qui se passait au niveau de l'IPN avec une certaine distance, et même de la méfiance... et le comportement de certains jeunes collègues a contribué à ce climat... ils disaient avec arrogance que maintenant c'étaient eux qui écrivaient la vraie histoire, qu'ils étaient les gardiens du feu sacré... vous comprenez le mécanisme... les choses ont commencé à changer, parce qu'à la PAN [Académie des sciences] et dans les universités aussi on a commencé à voir arriver des jeunes qui avaient entre 20 et 30 ans. Et entre autres animosités, les questions d'argent ont fait surface. A l'IPN on gagne mieux... beaucoup mieux qu'à la PAN ou à l'université. » (Entretien avec E., poste de direction IPN)

Tant du point de vue de ses effectifs (entre 200 et 300 historiens, soit environ autant qu'à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences) que de ses activités éditoriales (150 à 200 ouvrages et périodiques publiés chaque année), l'IPN est devenu au cours des années 2000 le principal centre de recherches en histoire du temps présent en Pologne. Il a ainsi considérablement contribué à faire évoluer l'historiographie de la période 1939-1989. En l'espace de dix années, l'IPN est devenu la première édition historique de Pologne pour cette période. Une partie de cette production est éditée en partenariat avec d'autres éditeurs, publics ou privés. Ainsi en 2008, le département d'histoire de l'Académie des sciences (PAN) a édité 35 publications, contre 156 pour l'IPN. Les tableaux 50 et 51 permettent de situer la place de l'IPN dans l'édition d'ouvrages historiques consacrés à la Seconde Guerre mondiale et à la Pologne populaire. Entre 2001 et 2010, l'IPN a publié 135 ouvrages consacrés à la Seconde Guerre mondiale, se classant nettement en tête du secteur, devant les principaux éditeurs

---

sur les « think tankers » biélorusses : Maria Bigday, *L'engagement intellectuel sous régime autoritaire : les « think tankers » biélorusses entre expertise et dissidence*, Paris, Dalloz, 2017.

privés. En proportion, la production de l'IPN représente 4 % du total des ouvrages édités sur cette période recensés par la *Bibliografia Historii Polskiej*. Au cours de la même période, l'Institut publie 360 ouvrages sur la Pologne populaire, soit 10 % du total. Dans les deux cas, il apparaît nettement comme le premier éditeur, loin devant les éditeurs privés et surtout Neriton, principal partenaire éditorial de l'Académie des sciences.

Tableau 50. Principaux éditeurs en histoire de la Seconde Guerre mondiale (2001-2010)

Editeur	Nombre d'ouvrages publiés
IPN	135
Rytm	77
Bellona	70
Norbertinum	44
Musée d'Auschwitz-Birkenau	41
Znak	36
Neriton	31

Source : *Bibliografia Historii Polskiej*
Lecture : Entre 2001 et 2010, l'IPN a publié 135 ouvrages consacrés à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Tableau 51. Principaux éditeurs en histoire de la Pologne populaire (2001-2010)

Editeur	Nombre d'ouvrages publiés
IPN	360
Adam Marszałek	93
Trio	64
Neriton	32
Znak	31

Source : *Bibliografia Historii Polskiej*
Lecture : Entre 2001 et 2010, l'IPN a publié 360 ouvrages consacrés à l'histoire de la Pologne populaire.

Le statut d'historien à l'IPN n'est pas sans poser quelques problèmes spécifiques : les publications de l'Institut sont généralement perçues par le grand public comme une forme d'histoire officielle, une histoire d'État. Une perception que les pratiques de certains historiens conduisent à renforcer, comme nous l'avons vu précédemment. Paweł Machcewicz, premier directeur du BEP entre 2000 et 2006, note à ce sujet :

« Nous avons parfois été attaqués, par exemple par des associations d'anciens combattants qui contestaient certaines publications et ne voulaient pas comprendre que l'historien qui avait écrit l'article, ne représente par l'administration et a le droit en tant que chercheur de publier ce qu'il a préparé de bonne foi.[1493] *»*

[1493] « IPN — niezależność mimo wszystko », art cit.

Le cumul des fonctions de recherche historique et judiciaire pose des cas de conscience du même ordre à certains enquêtés.

« C'est un mélange de politique et de science ; la science c'est disons les historiens et les archivistes, et la politique c'est les procureurs et la lustration ; […] c'est toujours une tension; dans une même institution vous avez cet objectif contradictoire, objectif politique et objectif scientifique... […] ces deux départements politiques impliquent cette image négative de l'IPN.... heureusement nous [les historiens] ne sommes pas contrôlés par les procureurs ou lustrateurs ; j'ai même jamais vu un procureur de l'IPN ou une personne de la lustration ». (Entretien avec P., historien IPN)

Chez cet enquêté, l'activité judiciaire de l'IPN est jugée « politique » et par conséquent disqualifiée par le scientifique qu'il entend incarner. Pour le chercheur, la judiciarisation du passé est parfois difficilement compréhensible, comme pour cet enquêté qui a du mal à concevoir l'intérêt d'une enquête judiciaire sur un crime comme celui de Katyn :

« On sait que ceux qui ont tiré sur les officiers polonais ne vivent plus depuis longtemps ; ceux qui leur en ont donné l'ordre ne vivent plus depuis plus longtemps encore... dans le cadre de la justice on ne peut punir que les vivants, il n'y a pas à discuter, dans un pays normal et censé on ne condamne que les gens vivants […] On pourrait faire le procès d'Hitler, mais ce serait ridicule pas vrai ? […] alors je me demande pourquoi diable nous menons une enquête [judiciaire] sur Katyn. » (Entretien avec E., poste de direction IPN)

Le fait d'être employé à l'IPN peut en outre compliquer la tâche des historiens, notamment lorsqu'ils envisagent de travailler à partir de sources orales :

« C'était en 2001 ou 2002, nous devions discuter avec un ancien fonctionnaire de la MO [Milicja Obywatelska – Milice citoyenne] qui avait été envoyé à Radom en juin 1976 pour y pacifier la révolte ouvrière ; nous avions quelques contacts du côté des manifestants, mais nous ne connaissions personne de l'autre côté ; à ce moment-là cet homme a déclaré qu'il nous répondrait, qu'il était d'accord pour qu'on l'enregistre, etc. ; mais il nous a dit qu'il ne voulait pas que son témoignage le place lui ou ses collègues dans une situation où il risquerait de rencontrer un procureur ; vous savez, on ne pouvait pas donner une telle garantie, parce que lorsque nous aurions publié le livre, tout le monde pourrait le lire... et si par la suite un procureur voulait [engager des poursuites], nous ne pouvions évidemment pas en être tenus pour responsables ; il [l'ancien officier de la MO] a dit "ok, mais messieurs vous n'irez pas le répéter [au procureur]"; bien sûr qu'on n'allait pas courir chez le procureur dire "regardez!" […] si nous avions été procureurs il aurait sûrement parlé différemment avec nous. » (Entretien avec E., poste de direction IPN)

Cet extrait d'entretien illustre le type de difficulté auquel peuvent être confrontés les historiens de l'IPN dans leur travail, victimes de l'ambiguïté intrinsèque de l'Institut, chargé à la fois de produire du savoir sur le passé et d'en solder les comptes. Cette méfiance vis-à-vis des historiens de l'IPN se retrouve parfois avec humour au sein du monde académique. Lors d'une conférence consacrée à la politique historique organisée par des politistes à l'université de Lódź, à laquelle nous assistons, un historien de l'IPN est au nombre des intervenants. L'un des participants, assis à quelque distance de lui, dit suffisamment fort pour être entendu par l'intéressé : « Attention, l'IPN est parmi-nous ! ». Conscients de cette mauvaise réputation, les intéressés en plaisantent souvent. En entretien, l'un de nos enquêtés ironise : « On en plaisante entre nous ; lorsqu'on croise un collègue, le soir en sortant du bureau, on désigne

parfois sa mallette en disant “qu’est-ce que tu as là ? Sûrement quelques *teczki* [dossiers]”. » (Entretien avec K., poste de direction IPN)

Ainsi, s’il est clair que l’IPN a accueilli et accueille de nombreux historiens aux sympathies nationalistes, tandis que les universités sont réputées plus « libérales »[1494], le sous-groupe d’historiens militants reste marginal et se résume à quelques noms : Cenckiewicz, Gontarczyk ou encore Żaryn. Au-delà des divergences politiques, il nous semble que c’est avant tout le rapport qu’ils entretiennent à leur rôle (institutionnel, politique et social) qui distingue les historiens du BEP : entre ceux qui cherchent à s’éloigner le moins possible des standards académiques, ce qui implique de se tenir à distance des jugements civiques et moraux ; et ceux qui sont les plus enclins à se conformer à un rôle d’ « historien salarié de l’État »[1495], dont l’action est parfois guidée par le sentiment de participer à une entreprise d’assainissement démocratique.

Reste à examiner la façon dont cette nouvelle historiographie officielle se distingue et est concurrencée au sein de l’espace de production historiographique, à partir du cas de l’histoire de la Pologne populaire, qui est à la fois la production la plus importante de l’IPN au plan quantitatif, et celle qui fait le plus souvent l’objet de controverses récurrentes.

[1494] Dudek Antoni, *Instytut, op. c*it., p. 128.
[1495] M.-C. Lavabre et D. Damamme, « Les historiens dans l’espace public », art cit, p. 11.

Section 3. Une historiographie de la Pologne populaire à deux vitesses :

Plus de vingt ans après la fin du régime de la Pologne populaire (PRL), l'historiographie de cette période apparaît nettement dominée par un paradigme totalitaire reposant sur l'opposition État vs société, apparu comme nous l'avons vu précédemment dès les années 1980, renforcé depuis la création de l'Institut de la mémoire nationale (IPN). Ce paradigme dominant est néanmoins concurrencé par d'autres approches, moins uniformes dans leurs questions et objets de recherche, qui peuvent être regroupées sous le terme d'histoire sociale. La confrontation, inégale, entre ces deux types d'approches, donne à voir deux visions assez radicalement opposées de la Pologne populaire qui s'expliquent en partie par les positions distinctes qu'occupent ses producteurs au sein de l'espace de production historiographique. Se donne à voir ici une histoire à deux vitesses : une histoire politique ou totalitaire, sur commande étatique et faiblement autonome ; et une histoire sociale plus critique et plus autonome.

III.1. Deux genres d'histoire :

Schématiquement, deux courants historiographiques d'ampleurs inégales se consacrent à l'histoire du régime communiste en Pologne. D'un côté, une histoire politique dominante depuis 1989, qui s'intéresse avant tout aux enjeux de pouvoir, au contrôle de la population via la censure et la propagande, à la dissidence et, surtout depuis la création de l'IPN, aux crimes et répressions commis par le régime communiste à l'encontre de la population. De l'autre, une histoire sociale plus attentive à la vie quotidienne, aux groupes sociaux éloignés du centre du pouvoir (paysans et ouvriers), aux pratiques de consommation, à la culture et, plus récemment, au genre et à la sexualité.

Ainsi, l'histoire produite à l'IPN est largement une histoire en noir et blanc, ce qu'Antoni Dudek justifie par les « attentes » du lectorat vis-à-vis de l'Institut :

« Il faut se souvenir de ce que sont les attentes de l'opinion publique [vis-à-vis de l'IPN]. Elles concernent surtout l'histoire politique, la martyrologie, les recherches sur les manifestations de résistance et d'opposition. Si nous organisions une conférence titrée "La vie sociale en PRL" nous aurions énormément de matériau à ce sujet, mais je suspecte qu'une partie des gens serait révoltée ; comment peut-on s'occuper de la vie sociale en PRL, alors qu'on n'a pas encore décrit l'histoire de beaucoup des groupes dont les membres ont été emprisonnés […].[1496] »

Le statut officiel de l'IPN, de même que la loi sur laquelle il se fonde, qui évoque les crimes contre la nation polonaise, offrent une excuse commode à des historiens dont les prises de position anticommunistes s'accommodent assez bien d'une telle conception manichéenne de l'histoire.

A l'inverse, Marcin Kula se prononce en faveur d'une histoire science sociale :

« Je souhaiterais une histoire-science sociale, en coopération avec d'autres disciplines. La politique historique, en tout cas dans la version dont on en entend parler le plus souvent, n'y conduit pas […]. La question demeure de savoir si nous-mêmes en tant qu'historiens nous sommes en état d'aller vers une histoire entendue comme science sociale. J'ai des doutes à ce sujet. J'ai le sentiment que s'y opposent la façon dont les étudiants sont formés, les normes internes à la discipline quant au type de travaux pouvant servir à obtenir les titres scientifiques successifs, les critères de reconnaissance des collègues, […] la plus grande considération pour la monographie que pour d'autres formes de réflexion, l'étroitesse fréquente de nos perspectives, l'orientation plus factographique que problématique, la limitation fréquente au recueil du matériau et à l'ajout d'éléments de discussion, la crainte de la généralisation, la réticence à l'égard de l'analyse sur de longues périodes de temps, […] l'isolement vis-à-vis des autres disciplines. […] Il ne s'agit pas là de problèmes spécifiquement polonais, bien qu'ils se manifestent avec une force particulière en Pologne à mon sens.[1497] *»*

La série « *W krainie PRL* », publiée par les éditions Trio, illustre en partie cette histoire-problème que Kula appelle de ses vœux. Elle est codirigée par Andrzej Paczkowski, Marcin Kula, Paweł Machcewicz, Tomasz Szarota et Marin Zaremba. Tous sont des historiens spécialistes de la Pologne populaire passés par l'université de Varsovie ou l'Académie des sciences. La série, fondée à l'initiative de Kula, est souvent présentée, au sein de la discipline, comme une alternative à l'historiographie dominante de la Pologne populaire. Le nom de la série lui-même, « Au pays de la PRL », traduit ce décalage en suggérant que la Pologne populaire est un pays lointain, imaginaire, voire folklorique : en polonais, « *kraina* » ne désigne pas le même pays que « *kraj* ». « *Kraina* », c'est le pays d' « Alice au pays des merveilles ».

Marcin Zaremba, qui a fait sa thèse sous la direction de Kula, justifie ainsi le cadrage analytique de la collection publié par Trio :

« Tout ne se passait pas comme si les Polonais vivaient d'un soulèvement à l'autre – ça n'est tout simplement pas vrai. Les livres publiés chez Trio montrent qu'entre ces "mois Polonais", […] il y avait une sorte de vie : culturelle, sociale, professionnelle. Les gens achetaient des appartements, lisaient des livres, et nous devrions aussi écrire à propos de cela.[1498] *»*

L'opposition entre histoire politique et histoire sociale transparaît à travers la comparaison des ouvrages consacrés à la Pologne populaire publiés par Trio et l'IPN. Nous avons compilé des informations sur un échantillon de 161 monographies publiées par l'IPN (107) et Trio (54), afin d'objectiver les différences entre les deux collections. L'échantillon est

---

[1496] « IPN — niezależność mimo wszystko », art cit.

[1497] Marcin Kula, *O co chodzi w historii?*, [Que se passe-t-il en histoire ?] Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2008, p. 9−10.

pratiquement exhaustif puisqu'ont été inclus dans l'analyse toutes les monographies consacrées à la PRL publiées dans les deux collections, à partir de leur création, en 2000 pour Trio et 2002 pour l'IPN, jusqu'en 2011 pour Trio (la collection a été interrompue depuis) et 2012 pour l'IPN. Seuls les titres correspondants à des publications collectives ont été exclus de l'analyse, et ce afin de faciliter la prosopographie des auteurs.

Les thèmes de recherche abordés dans les publications de l'IPN reflètent les priorités de l'Institut telles qu'elles sont définies dans ses projets de recherche. Le couple « oppression » / « résistance » y est omniprésent. Les différentes crises politiques et sociales du régime, les fameux « mois polonais » (juin et octobre 1956, mars 1968, décembre 1970, août 1980, décembre 1981) font partie des thèmes privilégiés. Les différentes formes d'opposition au régime communiste comprennent également la résistance armée menée par d'anciens combattants de l'Armée de l'intérieur (AK) jusqu'à la fin des années 1940 et dans les années 1950. Les travaux abordant des thèmes économiques ou sociaux sont en revanche résiduels. Cette situation ne résulte pas simplement des priorités de recherche définies à l'Institut ou bien des contraintes légales qui ne lui permettraient pas d'inciter ses chercheurs à explorer ces sujets : dans la mesure où l'Institut publie également des travaux produits par des chercheurs extérieurs, il s'agit bien d'un choix de politique éditoriale. Ainsi, sous la présidence de Łukasz Kamiński, à partir de 2011, le Bureau d'éducation publique a entrepris de diversifier, à la marge, son offre éditoriale. Notamment en intégrant les questions de genre, bien qu'elles aient été abordées essentiellement sous l'angle de la résistance au régime[1499].

La tendance, perceptible à la lecture des titres et résumés des ouvrages, consiste à décrire tous les mouvements sociaux de l'époque communiste comme nécessairement dirigés contre le régime[1500]. Ce qui revient parfois à donner une signification politique *a posteriori* à des comportements sociaux qui n'avaient pas nécessairement pour objectif la remise en cause de l'ordre politique. Ainsi, à l'occasion de la conférence de Łódź, déjà mentionnée, qui avait pour objet de faire le bilan de dix années de production éditoriale de l'IPN, un participant rapporte une anecdote :

« J'ai participé un jour à une conférence de l'IPN, au cours de laquelle j'ai fait un exposé sur la vie quotidienne des ouvriers à Varsovie dans les années 1950. On m'a proposé de publier mon texte dans le livre tiré de la conférence et j'ai accepté. C'est seulement quand le livre a été publié que je me suis aperçu qu'on avait modifié

[1498] « Czym innym jest pamięć, czym innym historia » [La mémoire est une chose, l'histoire en est une autre], *Rzeczpospolita*, 26 April 2008.

[1499] Voir notamment Natalia Jarska et Jan Olaszek (dir.), *Płeć buntu. Kobiety w oporze społecznym w Polsce w latach 1944–1989 na tle porównawczym*, [Le sexe de la révolte. Les femmes dans la résistance sociale en Pologne dans les années 1944-1989 dans une perspective comparée], Varsovie, IPN, 2014.

[1500] Pour un constat similaire, voir Michel Christian et Emmanuel Droit, « Écrire l'histoire du communisme : l'histoire sociale de la RDA et de la Pologne communiste en Allemagne, en Pologne et en France », *Genèses*, 2005, vol. 61, n° 4, p. 118−133.

le titre de mon texte ! Le nouveau titre disait "Varsovie, ville combattante", suggérant que le texte décrivait je ne sais quel conflit avec le pouvoir. Mais mon texte ne portait pas du tout sur ce sujet ![1501] »

Le récit des « luttes sociales et politiques » ainsi produit par l'IPN conduit à établir une chaîne d'évènements successifs ayant progressivement contribué, de 1956 à 1989, à faire chuter le régime communiste, comme si tous ces mouvements de contestation avaient fait partie d'un même continuum de luttes pour l'indépendance, la démocratie, ou contre le communisme. Une telle démarche participe d'une reconstruction des évènements *a posteriori*, à la lumière de l'histoire advenue[1502]. Elle est critiquée jusqu'au sein de l'IPN par certains chercheurs, qui y voient une façon de déterminer *a priori* le résultat des recherches :

« Il y a un "méta-projet" disons, le pouvoir face à l'opposition, quelque chose comme ça ; […] c'est une thèse ; […] c'est faux de dire que l'histoire de la PRL se résume à une partie des Polonais qui résistait et l'autre partie qui collaborait ; il y a un danger et on le voit... par exemple lorsqu'on accuse untel d'être un agent » (Entretien avec N., chercheur IPN)

« […] alors ils [les historiens du BEP] retiennent une grève de 20 minutes dans une usine, tout, absolument tout ce qui est, comme ils disent, "hostile au pouvoir". » (Entretien avec E., poste de direction IPN)

Ainsi les travaux de l'IPN décrivent-ils la période communiste principalement à travers l'histoire de l'appareil de sécurité communiste et sa confrontation avec les différents secteurs de la société, sur le modèle des projets de recherche adoptés au cours du mandat de Janusz Kurtyka à la présidence de l'Institut (encadré 26). L'histoire sociale, culturelle, intellectuelle, lorsqu'elle est abordée, l'est essentiellement à travers les archives de la police politique et sous l'angle des infiltrations, arrestations et répressions diverses. Les travaux publiés se bornent alors à décrire la surveillance d'une partie de la population (artistes, intellectuelles, universitaires).

[1501] Compte-rendu d'observation, conférence de Łódź, 8-10 décembre 2010.

[1502] Ce type de lecture téléologique a notamment été critiqué par Michel Dobry : Michel Dobry, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la "Révolution fasciste" », *Revue française de sociologie*, 1989, vol. 30, n° 3, p. 511−533 ; « Michel Dobry : « Penser = classer ? » », *Genèses*, 2005, vol. 59, n° 2, p. 151−165.

Encadré 26. Programme de recherches de l'IPN – seconde direction (2005-2010)

« Structure et méthodes de fonctionnement de l'appareil de répression de la Pologne populaire »

« L'appareil de sécurité en lutte contre la résistance politique et armée 1944-1956 »

« L'appareil de sécurité en lutte contre l'Église »

« Le pouvoir de la PRL face aux crises sociales et à l'opposition démocratique »

« L'appareil de sécurité face à l'émigration »

« L'appareil de sécurité face aux minorités nationales »

« L'appareil de sécurité face aux milieux culturels et scientifiques »

« Dictionnaire biographique *Conspiration et résistance sociale 1944-1956* »

« Guerre et occupation 1939-1945 »

« Dictionnaire des deux occupations »

« Les Polonais ayant secouru des Juifs au cours de la Seconde Guerre mondiale »

La grande quantité de travaux publiés par l'IPN n'apparaît donc pas très diversifiée et repose essentiellement sur l'exploitation des archives de l'appareil de sécurité. Antoni Dudek décrit ainsi l'intensification de production éditoriale au cours du mandat de Janusz Kurtyka à la présidence de l'Institut :

« Alors que mes armoires commençaient à se remplir de publications de plus en plus mauvaises à tous égards, j'ai essayé de convaincre le président de limiter leur nombre et de rehausser leur niveau. Car il était clair que l'augmentation du nombre d'employés de la branche scientifique ne pouvait se traduire par la multiplication de bonnes monographies. C'est pourquoi ils produisaient de plus en plus des publications des actes des conférences, dont l'épaisseur était parfois inversement proportionnelle à l'importance du thème traité.[1503] »

[1503] A. Dudek, *Instytut: osobista historia IPN*, *op. cit.*, p. 279.

Tableau 52. Thèmes des ouvrages consacrés à la période communiste publiés par IPN et Trio

Thèmes	IPN	TRIO	Total
Crises politiques et sociales	11 (10 %)	0	11 (7 %)
Opposition politique au communisme	14 (13 %)	2 (4 %)	16 (10 %)
Oppression communiste	29 (27 %)	0	29 (18 %)
Résistance armée au communisme	10 (9 %)	0	10 (6 %)
Thèmes politiques	9 (8 %)	15 (28 %)	24 (15 %)
Thèmes économiques	6 (6 %)	3 (6 %)	9 (6 %)
Église	9 (8 %)	3 (6 %)	12 (7 %)
Vie quotidienne	1 (1 %)	15 (28 %)	16 (10 %)
Culture/médias	6 (6 %)	8 (15 %)	14 (9 %)
Minorités nationales	9 (8 %)	2 (4 %)	11 (7 %)
Historiographie	0	3 (6 %)	3 (2 %)
Pays étrangers	0	3 (6 %)	3 (2 %)
Émigration polonaise	3 (3 %)	0	3 (2 %)
Total	**107**	**54**	**161**

Source : Élaboration personnelle à partir des catalogues de ces collections éditoriales.
Lectures : 11 ouvrages publiés par l'IPN sont consacrés aux crises politiques et sociales de la République populaire de Pologne, soit 10 %.

Les monographies publiées par Trio, en revanche, se concentrent principalement sur la vie quotidienne : monde de l'usine, ouvriers, loisirs, mode, etc. Mais, il s'agit aussi d'une histoire sociale du politique. En effet, la collection « *W krainie PRL* » a également édité plusieurs travaux consacrés au Parti (PZPR), aux élites politiques et aux organisations partisanes de jeunesse. Et même davantage que l'IPN sur ces sujets. La différence entre les deux collections est donc autant une différence en termes d'approches que d'objets : l'histoire dite politique de la Pologne populaire telle que produite à l'IPN est en fait essentiellement une histoire de l'appareil de sécurité, qui s'intéresse très peu au fonctionnement du Parti-État, à la production et à la reproduction des élites dirigeantes, ou bien aux mécanismes concrets de la domination, sujets qui sont davantage abordés dans les livres parus chez Trio[1504]. En revanche, les thèmes de l'oppression communiste et de la résistance armée sont des thèmes absents du catalogue de Trio, tout comme l'est la vie quotidienne à l'IPN.

« Les sujets de doctorat qui sont acceptés sont ceux qui ont pour thème une certaine histoire, dans laquelle il y a de bons et de mauvais héros nationaux ; […] et tout le monde écrit aussi de manière à ce que cet appareil de sécurité soit toujours présent » (Entretien avec E., poste de direction IPN)

Similairement, le clivage entre les collections de l'IPN et de Trio se donne également à voir à travers les périodes étudiées. Jusqu'à aujourd'hui, l'historiographie de la PRL s'est

[1504] Sur les enjeux d'une histoire sociale du pouvoir communiste, voir Sandrine Kott, « Pour une histoire sociale du pouvoir en Europe communiste », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2002, vol. 49, n° 2, p. 5−23.

davantage intéressée à la première (1944-1956) et à la dernière (1980-1989) décennie de son existence. Mis à part les épisodes de « crises » du régime, les publications de l'IPN ne s'écartent guère de ces périodes. En revanche, les monographies publiées chez Trio tendent à s'intéresser à la longue période d'entre-deux (1956-1976), qui correspond à la « Petite stabilisation » à partir de 1956, après l'accession de Gomułka au poste de Premier secrétaire, puis à la période Gierek, de 1970 à 1980. Ces années correspondent à un certain nombre de changements dans l'articulation des rapports entre gouvernants et gouvernés : décollectivisation de l'agriculture, amélioration des relations État/Église, amoindrissement de la politique de Terreur et amélioration des conditions de vie[1505]. Elle correspond donc à ce que le sociologue Andrzej Leder qualifie de « compromis » passé entre la société et le pouvoir, dont l'étude permettrait de mieux comprendre les mécanismes de domination et de légitimation du Parti[1506]. Par ailleurs, la moitié des ouvrages publiés chez Trio ne se limitent pas à une courte période d'analyse, mais explorent un aspect donné de la vie sociale et ses évolutions à travers l'intégralité de la période de la Pologne populaire, tandis que la moitié des ouvrages publiés par l'IPN portent sur la période dite stalinienne.

Tableau 53. Périodes des ouvrages consacrés à la période communiste publiés par IPN et Trio

Périodes	IPN	TRIO	Total
1944-1956	53 (50 %)	12 (22 %)	65 (40 %)
1956-1976	3 (3 %)	9 (16 %)	8 (5 %)
Années 1980	17 (16 %)	5 (9 %)	22 (14 %)
1944-1989	23 (21 %)	27 (50 %)	50 (31 %)
Crises de la PRL	11 (10 %)	1 (2 %)	12 (7 %)
Total	**107**	**54**	**161**

Source : Élaboration personnelle à partir des catalogues de ces collections éditoriales.
Lecture : 53 ouvrages publiés par l'IPN sont consacrés à la période 1944-1956, soit 50 %.

L'ouverture des archives du PZPR et des services de sécurités (ministères de l'Intérieur, police), rendues largement accessibles aux chercheurs grâce à l'IPN, ne s'est donc pas accompagnée d'effets significatifs en termes de production de nouvelles interprétations du passé communiste. Les ouvrages publiés par Trio, qui proposent de nouvelles pistes de

[1505] Jerzy Eisler, « Jakim państwem była PRL w latach 1956-1976? » [Quel État était la PRL dans les années 1956-1976], *Pamięć i Sprawiedliwość*, 2006, vol. 10, n° 2, p. 11−24 ; Marcin Zaremba et Blażej Brzostek, « Polska 1956–1976: w poszukiwaniu paradygmatu » [Pologne 1956-1976: à la recherche d'un paradigme], *Pamięć i Sprawiedliwość*, 2006, vol. 10, n° 2, p. 25–37.
[1506] Andrzej Leder, « La révolution des somnambules », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2016, vol. 47, n° 4, p. 29−55.

réflexion et de nouveaux objets à explorer, sont plutôt l'exception que la norme, les interprétations totalitaires ayant plutôt été renforcées par les productions de l'IPN. Ainsi, assez paradoxalement, l'IPN ne s'est que très marginalement intéressé au Parti lui-même. S'il a récemment publié, en partenariat avec le laboratoire d'histoire politique contemporaine de l'Institut d'études politiques de l'Académie des sciences (ISP PAN), un ouvrage collectif consacré au PZPR, les contributions d'historiens employés à l'IPN y sont peu nombreuses[1507]. Les deux directeurs de l'ouvrage, Dariusz Stola et Krzysztof Persak, sont tous deux d'anciens doctorants de Marcin Kula. Et les chercheurs de l'ISP PAN représentent le plus gros contingent des contributeurs (Stola, Friszke, Paczkowski, Osęka)[1508]. Ainsi que l'écrit John Connelly, « la chose intéressante à propos des nouvelles archives disponibles, y compris celles de la police secrète, c'est de constater à quel point elles ont peu changé les récits fondamentaux que nous possédons déjà au sujet de la période de l'après-guerre.[1509] »

III.2. Deux genres d'historiens :

Les interprétations divergentes du passé que nous venons de mettre en évidence ne peuvent pas s'expliquer uniquement par des prises de positions scientifiques et/ou politiques divergentes de la part de leurs auteurs. Elles s'expliquent notamment par les différences de positions de leurs auteurs au sein de l'espace de production historiographique[1510]. Cette hypothèse est vérifiée à partir de la prosopographie des auteurs publiés dans les deux collections éditoriales analysées ici.

Ainsi la comparaison des niveaux de diplôme ou du titre universitaire, qui indique le niveau d'avancement dans la carrière scientifique, révèle qu'au moment d'être publiés dans l'une ou l'autre des deux séries, les auteurs publiés par l'IPN et Trio sont relativement jeunes dans la carrière. 71 % des auteurs publiés à l'IPN sont docteurs, et près de 19 % titulaires d'un master (il s'agit le plus souvent de doctorants). Les débutants sont encore plus fortement représentés chez Trio avec 40 % d'historiens au niveau master (beaucoup plus rarement doctorants) et 54 % de docteurs. Les universitaires plus avancés dans la carrière,

[1507] Dariusz Stola et Krzysztof Persak (dir.), *PZPR jako machina władzy*, [Le PZPR en tant que machine de pouvoir], Varsovie, IPN et ISP PAN, 2012.
[1508] Pour une critique des publications de l'IPN voir Andrzej Czyżewski et al. (dir.), *Bez taryfy ulgowej: dorobek naukowy i edukacyjny Instytutu Pamięci Narodowej 2000-2010*, Łódź, IPN, 2012.
[1509] John Connelly, « Historikerstreit in Post-Socialist Poland and Czech Republic » dans Michael Minkenberg et Timm Beichelt, (dir.), *Cultural Legacies in Post-Socialist Europe. The Role of Various Pasts in the Current Transformation Process*, Francfort sur l'Oder, Frankfurter Institut für Transformationsstudien, 2003, p. 49−56.
[1510] P. Bourdieu, *Les règles de l'art*, *op. cit.* ; Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Les éditions de Minuit, 1984.

titulaires de l'habilitation ou professeurs, sont rares, spécialement parmi les auteurs publiés chez Trio.

Tableau 54. Grade universitaire des auteurs au moment de la publication

Grade	**IPN**	**TRIO**	**Total**
Master	20 (19 %)	22 (41 %)	42 (26 %)
Docteur	76 (71 %)	29 (54 %)	105 (65 %)
Habilitation	5 (5 %)	1 (2 %)	6 (4 %)
Professeur	6 (6 %)	2 (4 %)	8 (5 %)
Total	**107**	**54**	**161**

Source : Élaboration personnelle à partir de données issues du portail *Nauka Polska*, de sites institutionnels (IPN et universités), de la presse et de l'encyclopédie en ligne *Wikipedia*.
Lecture : Parmi les auteurs publiés par l'IPN, 20 (19 %) ont un niveau master.

La surreprésentation de jeunes auteurs s'explique par le fait que les deux collections éditent principalement des travaux universitaires, mémoires de master et thèses de doctorat, principalement. Ainsi, Trio publie principalement des thèses (48 %) et des mémoires (41 %). L'IPN publie environ autant de thèses (45 %), mais moins de mémoires. Qui plus est, il publie un nombre relativement important de monographies issues de ses propres projets de recherche (renseignées dans la catégorie « autre »). Ceci explique en partie la surreprésentation des thèmes privilégiés dans les programmes de recherche de l'Institut, comme l'oppression communiste et la résistance au régime.

Tableau 55. Origine des monographies publiées

Type de recherche	**IPN**	**TRIO**	**Total**
Mémoire de master	7 (7 %)	22 (41 %)	29 (18 %)
Thèse de doctorat	48 (45 %)	26 (48 %)	74 (46 %)
Thèse d'habilitation	14 (13 %)	2 (4 %)	16 (10 %)
Autre	38 (36 %)	4 (7 %)	42 (26 %)
Total	**107**	**54**	**161**

Source : Élaboration personnelle à partir de données issues du portail *Nauka Polska*, de sites institutionnels (IPN et universités), de la presse et de l'encyclopédie en ligne *Wikipedia*.
Lecture : Parmi les auteurs publiés par l'IPN, 20 (19 %) ont un niveau master.

Les auteurs des deux collections se distinguent également au niveau du genre. Sur un total de 161 auteurs figurent seulement 31 femmes. 15 d'entre elles sont publiées par Trio et 16 par l'IPN. Ces chiffres, rapportés au nombre total des auteurs publiés par chacun des deux éditeurs, donnent donc une part de 28 % de femmes parmi les auteurs publiés par Trio et 15 %, moitié moins, parmi ceux publiés par l'IPN. Ce constat semble corroborer l'intuition de

Marcin Zaremba, qui requalifie l'opposition entre « histoire politique » et « histoire sociale » en termes d' « histoire masculine » et d' « histoire féminine »[1511]. Il définit l'histoire « masculine » comme l'histoire politique, centrée sur l'étude de la répression communiste et de l'opposition de la société à ce régime (en d'autres termes, l'histoire de la PRL vue à travers le paradigme totalitaire). Et l'histoire « féminine » comme s'intéressant aux phénomènes sociaux, économiques et culturels. Selon Zaremba, ces thèmes seraient plus facilement choisis par des chercheuses. Racontant son double cursus en sociologie et histoire à l'université de Varsovie dans les années 1990, Małgorzata Maruzek indique pour sa part avoir trouvé une atmosphère de travail « plus intellectuelle » en sociologie et décrit ses camarades étudiants en histoire comme « fascinés par les batailles » et « portant des habits militaires »[1512]. Si la distinction entre histoire masculine et histoire féminine peut paraître séduisante, l'historiographie de la Pologne populaire telle qu'elle se donne à voir à partir de notre échantillon, qui comprend moins de 20 % de femmes, apparaît essentiellement masculine.

En définitive, le clivage entre les deux collections est avant tout de nature institutionnelle. En effet, la majorité (plus des deux tiers) des auteurs publiés par l'IPN sont employés à l'Institut et rarement au sein d'une institution académique (université ou Académie des sciences). Au contraire, 56 % des auteurs publiés par Trio sont employés au sein d'une institution académique, principalement à l'université. Ils sont quasiment exclus de l'IPN et 38 % d'entre eux n'occupent pas une position d'historien professionnel, ni à l'IPN ni au sein d'une institution académique. Cela signifie qu'après des études d'histoire, *a priori* réussies puisqu'elles se soldent par la publication d'une monographie scientifique, ils font carrière ailleurs. Ceux dont nous avons pu retracer le devenir professionnel sont enseignants, journalistes ou fonctionnaires. Il s'agit là de la principale différence entre les deux collections et qui révèle la faiblesse institutionnelle de l'histoire sociale au sein de l'histoire du temps présent. Les auteurs publiés par Trio sont principalement de jeunes historiens issus des institutions académiques les plus prestigieuses (40 % d'entre eux sont diplômés de l'université de Varsovie ou de l'Académie des sciences), parvenus à publier leur mémoire de fin d'études grâce au soutien de leurs directeurs de recherche, mais qui n'ont pas pu trouver leur place au sein du monde académique du fait de la faiblesse des financements publics (absence de bourses de thèses, faiblesse des recrutements).

Les auteurs de l'IPN, quant à eux, sont davantage issus des universités de province (Cracovie, Poznań, Wrocław, …) et ont été embauchés par l'IPN ou l'une de ses branches

[1511] « Czym innym jest pamiec, czym innym historia », art. cit.
[1512] Interview de Małgorzata Maruzek publiée en ligne : https://ecommons.cornell.edu/handle/1813/36494.

locales à la fin de leurs études, ce qui leur permet de financer leur thèse de doctorat. Outre les ressources financières qu'il procure, un poste à l'IPN permet également à un jeune historien de s'insérer plus facilement dans le monde académique, en participant à des projets collectifs et en publiant de nombreux articles et ouvrages, ce qui favorise la reconnaissance par les pairs au sein du champ académique.

Par conséquent, le récit dominant de la période communiste n'est concurrencé que sur ses marges. L'IPN permet à de nombreux historiens qui n'auraient pas pu faire une carrière académique de faire malgré tout carrière en tant qu'historiens professionnels. Dans ces conditions, le développement d'une histoire sociale du communisme repose partiellement sur des étudiants qui, du fait de leur position d'outsiders, peuvent se risquer à explorer de nouveaux thèmes de recherche, autrement considérés comme dévalués au sein de la discipline.

Tableau 56. Positions professionnelles des auteurs

Lieu de travail	IPN	TRIO	Total
IPN	53 (60 %)	2 (4 %)	55 (40 %)
IPN et position académique	16 (18 %)	1 (2 %)	17 (13 %)
Université	6 (7 %)	18 (38 %)	24 (18 %)
Académie des sciences	1 (1 %)	8 (17 %)	9 (7 %)
Ni monde académique ni IPN	13 (15 %)	19 (38 %)	32 (23 %)
Total	**89**	**48**	**137**

Source : Élaboration personnelle à partir de données issues du portail *Nauka Polska*, de sites institutionnels (IPN et universités), de la presse et de l'encyclopédie en ligne *Wikipedia*.
Lecture : Parmi les auteurs publiés par l'IPN, 20 (19 %) ont un niveau master.

Ainsi, l'état de l'historiographie polonaise du communisme reflète la structure de l'espace de production historiographique. Le récit dominant demeure marqué par l'opposition totalitaire entre l'État et la société. Il semble même avoir été renforcé du fait de la création de l'IPN. L'histoire sociale de la Pologne populaire s'est développée sur les marges grâce à une nouvelle génération de jeunes historiens, qui demeurent cependant exclus du champ académique. Du reste, les interprétations hétérodoxes apparaissent difficilement audibles en dehors du champ académique. En effet, la défense d'approches méthodologiques plus compréhensives est souvent perçue dans le débat public comme une posture de défense, voire de réhabilitation de l'ancien régime[1513].

Signe de la saillance du clivage entre histoire sociale et histoire politique au sein de la discipline, ce sont essentiellement d'anciens élèves de Marcin Kula qui sont invités à critiquer les travaux de l'IPN à l'occasion de la conférence de Łódź en 2010 : Błażej Brzosztek, Adam Leszczyński, Piotr Osęka, Dariusz Stola, Marin Zaremba. A côté des figures d'autorités incontournables au sein de la discipline, comme Paczkowski, Friszke et Szarota, l'organisation de la conférence a donc donné à voir une confrontation entre les deux types d'histoire et les deux types d'historiens identifiés ici ; une confrontation entre l'IPN d'un côté, l'Académie des sciences et l'université de l'autre. Ce qui correspond *in fine* à une confrontation entre un pôle de production officiel de l'histoire et un pôle plus autonome et plus critique.

Ces deux types d'histoire ont des chances de consécrations différenciées. Sur le marché de grande production, le lectorat potentiel pour des livres du type de ceux publiés par Trio apparaît considérablement plus réduit. La série a d'ailleurs été interrompue par l'éditeur en 2011 car il ne la considérait pas assez rentable. L'IPN, parce qu'il n'a pas de problèmes d'argent, mais aussi parce que le type de récit qu'il produit cherche à coller à la demande politique et sociale, s'adresse à un marché plus étendu. Sur le marché restreint en revanche, les chances de consécration d'une histoire science sociale telle que la conçoit Kula semblent plus élevées, comme en atteste le fait que la plupart des chercheurs employés par le principal laboratoire de recherche académique consacré à la Pologne populaire, à l'Institut d'études politiques de l'Académie des sciences, font partie de ses anciens élèves.

Ce type d'histoire semble également plus à même de s'exporter et d'être lu à l'étranger, par les pairs du monde académique. En cherchant à échapper aux débats stériles autour du caractère totalitaire ou souverain de la Pologne populaire, ces travaux posent d'autres questions, plus innovantes, au prix d'un effort de construction de l'objet. Ainsi la thèse de Marcin Zaremba, consacrée aux usages du nationalisme par le PZPR, s'appuie sur une vaste littérature internationale, en langue anglaise et allemande, et pluridisciplinaire, notamment en histoire, sociologie et science politique[1514]. Similairement, le livre issu de sa

---

[1513] Voir notamment une controverse récente entre Marcin Kula et Bronislaw Wildstein : http://histmag.org/Wildstein-trafia-Kula-w-plot-82. Plus généralement à ce sujet : Mary Nolan, « The Historikerstreit and Social History », *New German Critique*, 1988, n° 44, p. 51‑ 80.

[1514] Marcin Zaremba, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm: nacjonalistyczna legitymizacja władzy komunistycznej w Polsce*, [La légitimation nationaliste du pouvoir communiste en Pologne], Varsovie, TRIO, 2001.

thèse d'habilitation se positionne dans une perspective de psychologie sociale[1515]. De tels travaux, parce qu'ils offrent des éléments de réflexion originaux et prennent à rebours le sens commun, peuvent être plus facilement traduits et exportés à l'étranger que des recherches se fixant pour seul horizon la description la plus complète d'une vaste base archivistique, ou bien la promotion du « point de vue polonais ».

Les historiens polonais du temps présent qui apparaissent aujourd'hui comme les plus internationalisés, à l'image de Małgorzata Mazurek, titulaire de la chaire d'histoire polonaise de l'université de Columbia, Robert Traba ou Maciej Górny, tous deux à l'antenne de l'Académie polonaise des sciences à Berlin, ne sont pas ceux qui définissent leur métier comme la défense du « point de vue polonais ». Mazurek, après une thèse consacrée aux pratiques de consommation en Pologne populaire, réalisée sous la direction de Kula, participe aujourd'hui à un projet intitulé « *Socialism Goes Global: Cold War Connections between the "Second" and "Third World" 1945-1991* », financé par le *British Arts and Humanities Research Council*. Górny - après une thèse d'histoire comparée consacrée aux historiographies marxistes en Europe centrale - et Traba se consacrent aujourd'hui notamment à une histoire germano-polonaise croisée. Ces chercheurs sont cependant quasiment absents des débats et polémiques qui se tiennent dans les colonnes de la presse, devenue depuis 1989, et même avant en tenant compte des publications du circuit de diffusion clandestin établi par la dissidence, le lieu principal de la discussion historiographique en histoire du temps présent.

L'historiographie dominante telle qu'elle se pratique à l'IPN, mais pas seulement, semble toujours marquée par le culte de l'archive et de la factographie, accompagné de la mise à distance de la conceptualisation. Cette méthodologique puise ses sources dans l'héritage de la Pologne populaire et sa mise à distance en 1989, au nom d'une histoire vraie qui semble toujours constituer le programme de travail de bien des historiens du temps présent. Le constat formulé par Pieter Lagrou résonne ainsi avec une acuité particulière dans le cas polonais :

« Apparaît le risque d'une séparation radicale entre des historiens "globalisés" aux analyses innovantes et pertinentes pour leurs pairs, mais ignorés d'un plus large public, et des historiens bouffons continuant d'abreuver éditeurs et publics nationaux avides de scoops, de tabous brisés et de projets historiographiques, dont la date de péremption est dépassée depuis des décennies.[1516] »

[1515] Marcin Zaremba, *Wielka trwoga: Polska 1944-1947: ludowa reakcja na kryzys*, [La grande peur] Kraków, Znak, 2012.

[1516] Pieter Lagrou, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », *Vingtième Siècle*, 2013, n° 118, p. 111−112.

Conclusion du chapitre 6

Au milieu des années 2000, dans le contexte de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, un groupe d'intellectuels - philosophes et historiens - politiquement proches du parti Droit et Justice (PiS), parvient à imposer dans le débat public la légitimité d'une Politique historique. Cette dernière, entendue comme une politique publique de l'histoire, constitue une nouvelle contrainte politique qui s'exerce sur la production de l'histoire savante. Promue par le PiS au pouvoir de 2005 à 2007, maintenue dans son principe par les gouvernements suivants, cette politique a contribué à renforcer un pôle de production officiel de l'histoire, autour de l'Institut de la mémoire nationale (IPN). Si elle constitue une contrainte, la Politique historique procure également aux historiens du temps présent des ressources. Avec le renforcement du pôle officiel de production de l'histoire, les historiens se voient offrir des perspectives professionnelles et des instances de consécration nouvelles, notamment sur le marché de grande diffusion. Dès lors, accéder à la direction de l'IPN permet le contrôle bureaucratique de l'allocation de ces ressources dans l'espace de production historiographique. Ce type de position professionnelle permet en outre de coproduire et mettre en œuvre la politique publique de l'histoire, ce qui peut constituer un prolongement des engagements intellectuels dans l'action publique.

A l'instar de ce que nous avons observé dans la première partie de cette thèse, au sujet de la Pologne populaire, contrainte politique externe et logiques internes spécifiques à l'espace de production historiographique s'agencent pour contribuer à la réduction de l'autonomie de cet espace. Néanmoins, le cadre institutionnel dans lequel se déploie la Politique historique promue par le PiS n'est pas celui de la Pologne populaire. En raison notamment de la différenciation croissante du champ du pouvoir, l'allongement des circuits de légitimation implique le maintien de l'autonomie de l'espace de production historiographique[1517]. Du fait des importances ressources procurées par la Politique historique et du maintien de la relative autonomie de la production savante, rares sont les historiens du temps présent qui revendiquent le démantèlement de l'IPN, ou bien qui remettent en cause le principe même de la politique historique.

Ainsi, plusieurs effets notables de la Politique historique se donnent à voir sur le métier d'historien du temps présent. Une fraction réduite de la profession se fait coproductrice de la politique publique de l'histoire, en briguant les postes de direction de l'IPN et en se

spécialisant dans l'occupation de ce type de poste dans la durée. Apparaissent ainsi des historiens bureaucrates, aux carrières comparables à celles de hauts fonctionnaires. Le mélange des genres à l'IPN se traduit ensuite par la pratique d'une histoire judiciaire, illustrée à partir de l'affaire Walesa. Cette histoire judiciaire, si elle est étroitement liée à l'IPN, procède également de conceptions du métier (histoire vraie et positivisme) héritées de la configuration antérieure de l'espace de production historiographique. Enfin, la recherche historique au sein de l'IPN se caractérise par son autonomie réduite du fait de la pratique d'une recherche sur commande étatique.

La Politique historique, mais aussi l'héritage de la Pologne populaire, se traduisent pour finir par une historiographie de la Pologne populaire à deux vitesses. Histoire totalitaire et histoire sociale offrent deux lectures clairement opposées de la Pologne populaire. Ces lectures antagonistes renvoient aux positions différenciées qu'occupent leurs producteurs dans l'espace de production historiographique. Ces deux types d'histoire sont placés dans des situations distinctes au regard de leur rapport à la commande étatique, mais aussi de leur insertion dans des réseaux internationaux de recherche.

[1517] P. Bourdieu, *La noblesse d'État*, *op. cit.*, p. 548−559.

Conclusion générale

Nous avons pris le parti d'appréhender les historiens non seulement comme des chercheurs et des professionnels de l'histoire, ce qu'ils revendiquent comme leur identité professionnelle, mais aussi comme des acteurs de luttes politiques, contribuant par leur pratique à faire de l'histoire des usages politiques. En ce sens, la science du passé est aussi la politique au présent : « en parlant d'hier on pense à aujourd'hui[1518] ». Forts de leur légitimité de savants, les historiens, comme d'autres intellectuels[1519], interviennent dans le débat public pour y défendre des positions qui ne se résument pas à leur seule expertise sur le passé, mais mettent en jeu des visions du monde et des systèmes de valeurs : au fil de notre récit de la genèse de l'histoire du temps présent en Pologne et de ses développements jusqu'aux années récentes, marquées par la « politique historique » et la prépondérance d'un Institut de la mémoire nationale occupant aujourd'hui une position hégémonique en matière de production historiographique, nous avons croisé des historiens se revendiquant : communistes, anticommunistes, chrétiens, catholiques, nationalistes ou socialistes. Certains d'entre eux se proclamaient porte-paroles de « l'historiographie officielle » en Pologne populaire, à laquelle ils accolaient tantôt l'épithète « progressiste », tantôt « nationale », parfois les deux ensembles ; d'autres ont contesté cette historiographie au nom des valeurs « patriotiques », « catholiques » ou « nationales » ; d'autres encore entendent promouvoir aujourd'hui un « point de vue polonais » qui ne semble se décliner qu'au singulier, et en finir avec une supposée « pédagogie de la honte ». Tous se réclament d'une « vérité historique » qui paraît souvent bien plus axiologique qu'historique.

Nous avons ainsi cherché à interroger les rapports entre science et politique, à partir de l'étude de la genèse et de l'institutionnalisation de l'histoire du temps présent, dans une perspective socio-historique permettant de mettre en évidence les continuités existant entre la Pologne populaire et la Troisième République polonaise, tant du point de vue du rôle dévolu à l'histoire dans le cadre de l'action publique, que du point de vue de l'engagement politique des historiens. Nous avons ainsi montré comment l'histoire polonaise du temps présent,

[1518] Marcin Kula, « En parlant d'hier on pense à aujourd'hui » dans Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2011, p. 231−249.
[1519] Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, vol. 1, n° 176‑177, p. 8−31.

depuis sa genèse au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, oscillait entre deux contraintes, l'une que nous avons appelée externe, consistant à faire de l'histoire une catégorie d'intervention publique, l'autre que nous avons appelée interne, renvoyant à l'engagement intellectuel et au rôle que les historiens entendent jouer dans l'espace public.

Les deux types de contraintes s'agencent et permettent de relativiser l'importance de la césure de 1989, sur le plan de la production historiographique et des manières de concevoir le rôle des historiens dans l'espace public. L'articulation de ces deux types de contraintes permet de comprendre les logiques fluctuantes de la relation qui se noue entre l'histoire savante et l'État, dans des configurations aussi différentes que celles allant de la période stalinienne du début des années 1950, aux années 2010. A cet égard, les controverses historiographiques qui se donnent à voir aujourd'hui doivent moins aux effets différés de la rupture de 1989, qu'à un prolongement sous des formes actualisées, des luttes dont l'enjeu principal est l'autonomie de l'histoire du temps présent vis-à-vis du pouvoir politique, qui structurent la discipline depuis ses origines au lendemain de la guerre.

En Pologne populaire, l'histoire et en particulier celle du temps présent, fait comme la plupart des autres sciences humaines et sociales l'objet d'un strict contrôle idéologique. Censure, propagande, création de lieux de production d'une historiographie officielle, tels que le Département d'histoire du Parti, constituent autant de limites au développement d'une science historique autonome[1520]. Nous avons montré cependant que la rénovation historiographique menée en Pologne au lendemain de guerre ne pouvait se résumer à l'imposition d'une idéologie par le nouveau pouvoir, mais que le ralliement d'une partie de la discipline, en l'occurrence d'un sous-groupe d'historiens proches du marxisme et des Annales, nouveaux venus dans la discipline après-guerre, avait été un facteur contribuant à ce processus d'idéologisation.

L'histoire de la Seconde Guerre mondiale et du régime communiste lui-même, essentielle à la légitimation du pouvoir, est indéniablement la plus soumise à la contrainte politique. Elle demeure aux marges du champ académique jusqu'à ce que la conjoncture de déstalinisation, en 1956, ne remette en question l'idéologisation de la science promue par le Parti et ne favorise le développement, à partir des années 1960, d'une histoire du temps présent plus autonome dans le cadre de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. Cette

[1520] Rafał Stobiecki, *Historiografia PRL: ani dobra, ani mądra, ani piękna... ale skomplikowana*, Varsovie, TRIO, 2007 ; Zbigniew Romek, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, Varsovie, Wydawnictwo Neriton, 2010.

histoire est produite par des chercheurs souvent membres du Parti, dont les recherches évitent soigneusement l'histoire politique et se consacrent à des problématiques économiques, démographiques et sociales, ce qui est un moyen de contourner la contrainte d'idéologisation. Dans la ligne d'une méthodologie positiviste héritée du 19e siècle et de Ranke, la définition du métier d'historien comme consistant avant tout en l'étude des sources a permis de préserver des marges d'autonomie vis-à-vis d'un pouvoir qui prétendait non seulement dire l'histoire, mais aussi l'incarner.

A partir de la fin des années 1970, la dissidence constitue un réseau de diffusion de publications clandestines, dont une partie des contenus donne à voir une histoire non-censurée : des thèmes tels que le massacre de prisonniers de guerre polonais par le NKVD à Katyn, en 1940, l'invasion soviétique du 17 septembre 1939, l'Insurrection de Varsovie ou encore les différentes révoltes anti-communistes (1956, 1968, 1970, 1976), jusqu'ici exclus ou travestis dans l'historiographie officielle, y sont abondamment traités. Certains historiens peuvent ainsi publier, sous pseudonyme et via les *samizdats* ou les maisons d'édition clandestines, les premiers textes consacrés aux « taches blanches ». Les conditions de production de l'histoire savante s'en trouvent modifiées puisqu'il est désormais possible de s'affranchir de la contrainte exercée par le pouvoir. L'engagement dissident constitue cependant un autre type de contrainte politique, en ce qu'il conduit lui aussi à mettre l'histoire au service d'une cause. Sur le plan de la pratique de l'histoire, le rejet du marxisme s'accompagne d'une méfiance prononcée à l'égard de la théorie. Dans la dissidence comme après 1989, la majorité des spécialistes d'histoire du temps présent se réclame d'une approche factuelle et positiviste.

Cette contre-histoire née dans la dissidence devient dominante à la faveur de la « transition démocratique » amorcée en 1989. L'historiographie de la période 1939-1989 entend offrir une « histoire vraie », libérée de la censure et de l'idéologie. A l'instar de nombreux récits produits dans la dissidence, cette nouvelle historiographie véhicule de nouvelles représentations politiques, à partir d'une posture de dévoilement et de dénonciation : la Pologne populaire est disqualifiée en tant que régime « totalitaire », « criminel » voire « étranger », profondément inadapté à la société polonaise qui l'aurait massivement rejeté. L'histoire de la Pologne entre 1939 et 1989 serait celle d'une nation luttant pour son indépendance contre deux régimes, nazi et soviétique, dont les crimes envers la nation polonaise seraient équivalents.

Le paradigme totalitaire ainsi défini se trouve encore renforcé avec la création de l'Institut de la mémoire nationale (IPN). Ce dernier, en lien avec la définition d'une politique

historique entreprise à partir du milieu des années 2000, incarne une nouvelle forme de contrainte extérieure, celle d'une nouvelle histoire officielle. Celle-ci est toutefois produite dans un cadre résolument différent de celui de la Pologne populaire : ses moyens sont moins politiques qu'économiques et financiers. Si le principe de centres de recherches en sciences sociales intégrés à la bureaucratie d'État et réalisant une recherche appliquée sur commande publique n'est pas original en soi[1521], l'IPN dispose de ressources si démesurées au regard d'un système universitaire relativement peu doté en moyens financiers et d'une sous-discipline, l'histoire du temps présent, dont les effectifs sont réduits, qu'il tend à écraser la concurrence. Une telle situation aboutit à ce que, schématiquement, l'historiographie de la République populaire de Pologne oppose aujourd'hui, d'un côté, une histoire politique ou totalitaire dont le paradigme interprétatif repose sur l'opposition État/société, et une histoire sociale dont les orientations de recherche sont plus originales, mais les moyens réduits et le lectorat étriqué.

Nous avons donc montré que les politiques de l'histoire, ou politiques historiques successives, ne se comprennent pas uniquement comme l'ingérence des pouvoirs publics dans la recherche savante : il s'agit aussi de la politique des historiens. L'érection de l'histoire en catégorie d'intervention publique permet en effet à certains historiens, souvent les mieux disposés à se fondre dans le rôle d'acteurs de ces politiques publiques, d'accéder à des ressources bureaucratiques exploitables dans les concurrences internes à l'espace de production historiographique.

Afin d'illustrer ce qui précède, nous souhaitons à présent revenir sur quelques résultats de notre enquête en soulignant quelques trajectoires typiques ou emblématiques d'individus ayant occupé une position centrale dans les débats historiographiques étudiés, dont les parcours dérogent à la vision idéalisée d'universitaires autonomes. Evoluant à la frontière entre science et politique, ils font de la politique en tant qu'historiens, au nom d'une compétence savante ou experte. Dès lors, les modalités de leur engagement politique relèvent plutôt de l'intervention d'intellectuels, selon le modèle esquissé par Gisèle Sapiro[1522]. Afin d'illustrer la porosité des frontières entre science et politique, nous avons retenu ici trois

[1521] Voir par analogie, dans le cas français : Philippe Bezes, Michel Chauvière et Jacques Chevallier (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales : la fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*, Paris, La Découverte, 2005 ; Franck Poupeau, *Une sociologie d'État : l'école et ses experts en France*, Paris, Raisons d'agir, 2003.
[1522] G. Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », art cit.

modalités d'engagement politique des historiens contemporanéistes polonais : le militant historien, intellectuel d'organisation ; l'intellectuel critique devenu conseiller du prince, typique des reconversions politiques des anciens dissidents ; les historiens bureaucrates, qui oscillent entre la figure de l'expert et celle de l'intellectuel dissident. Les différents types d'engagement intellectuels étudiés dans notre travail ne se résument pas à ces trois modalités, mais ces dernières donnent à voir des variantes de l'articulation des rapports entre science et politique, issues de différentes configurations des rapports entre le champ académique et le champ politique.

Un cas limite de la contrainte exercée par l'État sur la recherche historique se donne à voir dans le Département d'histoire du Parti (WHP), fondé en 1946 auprès du Comité central du Parti. Chargé de la production et de la vulgarisation d'une histoire officielle du « mouvement ouvrier », c'est-à-dire du Parti et des mouvements l'ayant précédé, le WHP incarne une histoire sur commande du Parti-État. Prenant ses instructions directement auprès du Comité central, voire du Premier secrétaire, il fonctionne jusqu'à sa suppression, en 1971, isolément du reste de la discipline historique. Y sont employés des militants du Parti, souvent dépourvus de formation universitaire. A l'image de Tadeusz Daniszewski, directeur du WHP de 1948 à 1968. Militant communiste dès les années 1920 (il adhère au Parti à 17 ans), il est nommé directeur de l'école du Parti en 1944, avant de prendre la tête du WHP. Il dirige parallèlement la chaire d'histoire du mouvement ouvrier à l'Institut de formation des cadres scientifiques, lui aussi rattaché au Comité central du Parti. Promu professeur en 1956 alors qu'il n'a pas de doctorat, il sera ensuite nommé à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences. A l'instar de Daniszewski, les employés du WHP sont pour l'essentiel des militants historiens, c'est-à-dire des profanes disposant rarement d'une formation universitaire, arrivés sur le tard dans le monde scientifique, après avoir connu des carrières de militants professionnels au sein du Parti (où ils ont le plus souvent été en charge des activités intellectuelles, telles que la propagande ou la formation des militants). Le contexte de l'après-guerre est très favorable à ces nouveaux-venus dans le champ historien, qui de par leur expérience au service du Parti, sont les plus à mêmes de maîtriser la vulgate marxiste qui fournit alors le cadre conceptuel de la recherche historique. Pour ces intellectuels d'organisation qui doivent tout ce qu'ils sont à leur engagement militant, investir une carrière académique est également une opportunité de promotion sociale.

Tout autre est le cas des intellectuels dissidents, compagnons de route de *Solidarność*, où ils font office de conseillers. Parmi eux se trouvent de nombreux universitaires de carrière, qui passent en politique après 1989. Si, parmi les historiens, les noms les plus connus sont ceux de médiévistes (Bronisław Geremek, ministre des Affaires étrangères entre 1997 et 2000 ; Karol Modzelewski, fondateur de l'Union du travail, un parti social-démocrate), il s'y trouve aussi quelques rares contemporanéistes. Władysław Bartoszewski est l'un d'eux. Arrêté à 18 ans lors d'une rafle, il est emprisonné au camp d'Auschwitz de 1940 à 1941, puis rejoint la résistance. Au sein de l'Armée de l'intérieur (AK), il s'occupe de l'aide apportée aux juifs au sein de l'organisation *Żegota*. Bien qu'il ne soit pas historien de formation, son expérience d'ancien combattant lui vaut de faire office d'expert après-guerre. Il collabore ainsi aux travaux de la Commission centrale de recherche sur les crimes allemands en Pologne, avant de publier son ouvrage majeur, consacré à l'aide apportée par des Polonais aux juifs durant la guerre, paru en 1966[1523]. Il consacre plusieurs autres ouvrages à l'histoire de la résistance et de l'Insurrection de Varsovie, à laquelle il a participé, dont certains sont publiés dans la clandestinité. Bartoszewski enseigne également l'histoire contemporaine, à l'Université catholique de Lublin, une université privée, affranchie du pouvoir, dans les années 1970 et 1980, puis dans diverses universités allemandes, en tant que professeur invité. Il participe également aux activités de l'Association des cours scientifiques (TKN) en donnant des cours sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale et de la résistance. A l'instar d'autres historiens proches de la dissidence, ses compétences lui valent d'être nommé ambassadeur en Autriche de 1990 à 1995. Il sera ensuite par deux fois ministre des Affaires étrangères en 1995 puis de 2000 à 2001, succédant à Geremek. De 2007 à sa mort, en 2015, il est enfin secrétaire d'État à la chancellerie du Premier ministre (Donald Tusk puis Ewa Kopacz, libéraux de la Plateforme civique), chargé du dialogue international. Son passage en politique ne l'empêche pas de continuer à publier des livres d'histoire et de présider le Conseil international du Musée d'Auschwitz-Birkenau (1990-2014). La trajectoire de Bartoszewski illustre donc bien celle d'intellectuels critiques, issus de la dissidence, passés en politique à la faveur des transformations initiées en 1989, en devenant conseillers du prince ou en occupant des fonctions politiques. Le phénomène ne s'est pas tari depuis : ces dernières années, plusieurs historiens du temps présent siègent ou ont siégé à la Diète (Ryszard Terlecki), au Parlement européen (Wojciech Roszkowski) ou au Sénat (Jan Żaryn), sans parler des conseillers du prince, membres de cabinets ministériels.

[1523] Władysław Bartoszewski et Zofia Lewinówna, *Ten jest z ojczyzny mojej: polacy z pomocą Żydom, 1939-1945*, Cracovie, Znak, 1966.

Les experts, ou intellectuels d'institution, pour reprendre la formule suggérée par Gisèle Sapiro, offrent une troisième modalité d'engagement intellectuel. Les besoins engendrés par la politique historique ont ouvert aux historiens des carrières politico-administratives. Sławomir Cenckiewicz est un bon exemple de ceux que G. Mink qualifie d'historiens militants. Employé à l'IPN à partir de 2001, il obtient son doctorat en 2003 à l'université de Gdańsk. Ce spécialiste des archives des services de sécurité de la Pologne populaire quitte brièvement l'IPN entre juillet et octobre 2006, après avoir été nommé président de la Commission de « liquidation » du renseignement militaire, établie par le premier gouvernement PiS (2005-2007). Il travaille alors sous les ordres du vice-ministre de la Défense, Antoni Macierewicz, dont il est réputé proche. Nommé ministre de la Défense dans le gouvernement PiS formé suite aux élections de 2015, Macierewicz fait à nouveau appel à Cenckiewicz, à qui il confie la direction des archives militaires. La proximité idéologique de Cenckiewicz avec le PiS se donne également à voir dans le type d'histoire qu'il pratique : il est le co-auteur d'un ouvrage à charge contre Lech Walesa, accusé de collaboration avec les services de sécurité communistes, mais aussi d'une biographie d'Anna Walentynowicz (intitulée *Anna Solidarność*), icône des grèves ouvrières de Gdańsk en 1980, qui fait figure d'héroïne alternative à Walesa. Les recherches de Cenckiewicz, de même que sa focalisation sur les archives des services de sécurité, où résiderait la « vérité » sur l'ancien-régime, entrent donc en concordance avec l'entreprise de relecture de l'histoire récente de la Pologne menée par le PiS, qui entend remettre en question les accords de la Table ronde, conclus entre *Solidarność* et le Parti en 1989[1524].

Paweł Machcewicz défend pour sa part des interprétations historiques opposées à celles de Cenckiewicz, mais sa trajectoire est comparable. Il obtient son doctorat en 1993 à l'université de Varsovie, avant de rejoindre l'Institut d'études politiques de l'Académie des sciences, au laboratoire spécialisé dans l'étude de la Pologne populaire. Ce co-fondateur de l'IPN en dirige le Bureau d'éducation publique (centre de recherches et d'éducation) de 2000 à 2006. Non reconduit dans ses fonctions par le gouvernement PiS, il intègre en 2008 le cabinet du Premier ministre Donald Tusk, où il est en charge de la conception du musée d'histoire de la Seconde Guerre mondiale à Gdańsk, dont il est nommé directeur. L'exposition permanente du musée élaborée par Machcewicz et son équipe entend promouvoir une histoire « ouverte », présentant la guerre à travers les souffrances des populations civiles, polonaise

[1524] Frédéric Zalewski, « L'émergence d'une démocratie Antilibérale en Pologne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2016, vol. 47, n° 4, p. 57−86.

mais aussi allemande et soviétique, à l'opposé du récit nationalo-centré proposé par le PiS, dont le gouvernement entend aujourd'hui réorienter le projet.

Ont été esquissées ici différentes modalités d'intervention politique des historiens. A travers leur production, polémique ou savante, la proximité qu'il entretiennent avec certains courants politiques ou encore les responsabilités qu'ils exercent au sein du monde politico-administratif, ils prennent des positions qui sont à la fois savantes, renvoyant à une certaine pratique de l'histoire, et politiques, renvoyant à une certaine vision du monde. L'approche des débats historiographiques au prisme de la littérature consacrée aux engagements intellectuels permet de faire ressortir le rôle politique joué par les historiens dans ces débats, rôle qu'une opposition stricte entre le savant et le politique tendrait au contraire à minimiser.

Au terme de ce travail, nous espérons qu'il aura permis de mieux comprendre ce qui se joue en Pologne à travers les controverses récurrentes ayant le passé pour objet, non pas en donnant à voir « le point de vue polonais », mais en rappelant que, de la même façon que la construction européenne « ne se fait pas dans un espace historiquement vierge[1525] », les rapports entre science (historique) et politique ont eux aussi une histoire. Nous espérons ainsi que ce travail pourra apporter une contribution au projet défini par Rose-Marie Lagrave sur lequel nous avions ouvert notre récit : « refaire l'Homo Academicus de l'Est et une histoire des élites. Disserter sur la coïncidence entre champ universitaire et champ politique[1526]. »

Au cours de notre démonstration, nous avons cherché à banaliser le cas étudié sur le plan méthodologique et théorique, en lui appliquant des outils ordinairement employés par la sociologie et la science politique. Nous avons étudié les rapports entre science et politique à partir de types de contraintes qui prennent, en Pologne, des modalités particulières. L'histoire de ce pays, mais aussi sa position périphérique en Europe[1527], conditionne en partie la façon dont sont pensés le rapport à l'histoire et le rôle politique des intellectuels. Il nous semble cependant que certains des partis pris de ce travail pourraient être transposés sur d'autres terrains.

La similitude des expériences politiques vécues par les pays d'Europe centrale justifierait d'étudier dans une perspective comparée les processus d'institutionnalisation et de

[1525] Yves Déloye, « Introduction : éléments pour une approche socio-historique de la construction européenne », *Politique européenne*, 2006, vol. 1, n° 18, p. 5−15.
[1526] Rose-Marie Lagrave, *Voyage aux pays d'une utopie déchue : plaidoyer pour l'Europe centrale*, Paris, PUF, 1998.
[1527] Tomasz Zarycki, *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe*, London, Routledge, 2014.

professionnalisation de l'histoire et plus généralement des sciences sociales, dans une perspective qui tienne compte de l'héritage de la période antérieure à 1989.

Au-delà de l'espace postcommuniste ou postsoviétique, il nous semble que le présent travail pourrait apporter une contribution plus générale à l'étude des rapports entre science et politique. A travers les configurations successivement étudiées, nous avons comparé deux types de régimes politiques que tout oppose en apparence, mais dont nous avons montré qu'ils gagnaient à être mis en regard. Nous partageons à ce sujet le constat de Béatrice Hibou : à travers « la comparaison des problématiques et non des situations », il s'agit aussi de « comprendre, en creux, les démocraties contemporaines dans lesquelles nous vivons.[1528] »

[1528] Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011, p. 12.

Annexes

Annexe 1. Carte de la Pologne au cours de Seconde guerre mondiale (territoires annexés au 3e Reich et à l'URSS ; Gouvernement général) 653
Annexe 2. Carte de la Pologne au sortir de la Seconde guerre mondiale 655
Annexe 3. Liste complète des « autorités scientifiques s'occupant de l'histoire de la Pologne populaire », citées par les répondants à l'enquête menée par la revue *Polska Ludowa 1944/45-1989* en 2006-2008 657

Annexe 1. Carte de la Pologne au cours de Seconde guerre mondiale (territoires annexés au 3e Reich et à l'URSS ; Gouvernement général)

Source : https://identifinders.files.wordpress.com/2015/10/poland-partition-px800.jpg

Annexe 2. Carte de la Pologne au sortir de la Seconde guerre mondiale

Source : http://www.langdale-associates.com/poland_2010/prologue/1919%20curzon.htm

Annexe 3. Liste complète des « autorités scientifiques s'occupant de l'histoire de la Pologne populaire », citées par les répondants à l'enquête menée par la revue *Polska Ludowa 1944/45-1989* en 2006-2008

1	Banasiak	Stefan
2	Bechta	Mariusz
3	Białecki	Tadeusz
4	Borodziej	Włodzimierz
5	Cenciewicz	Sławomir
6	Chojnowski	Andrzej
7	Czubinski	Antoni
8	Davies	Norman
9	Długoborski	Wacław
10	Dominiczak	Henryk
11	Dudek	Antoni
12	Dziewanowski	Marian Kamil
13	Eisler	Jerzy
14	Fik	Marta
15	Friszke	Andrzej
16	Garlicki	Andrzej
17	Glebocki	Henryk
18	Głowiński	Michał
19	Gontarczyk	Piotr
20	Halecki	Oskar
21	Holzer	Jerzy
22	Hübner	Piotr
23	Jankowski	Stanisław
24	Jarosz	Dariusz
25	Jedlicki	Jerzy
26	Jędruszczak	Hanna
27	Kaliński	Janusz
28	Kaminski	Lukasz
29	Kaminski	Marek Kazimierz
30	Karpiński	Jakub
31	Kenney	Padraic
32	Kersten	Krystyna
33	Kochanowski	Jerzy
34	Kochański	Aleksander
35	Kołakowski	Leszek
36	Kosiński	Krzysztof
37	Kozłowski	Kazimierz
38	Kula	Marcin
39	Labuda	Gerard

40	Landau	Zbigniew
41	Lesiński	Henryk
42	Machcewicz	Pawel
43	Madajczyk	Piotr
44	Miernik	Grzegorz
45	Motyka	Grzegorz
46	Musiał	Bogdan
47	Musiał	Filip
48	Muszyński	Wojciech
49	Myśliński	Jerzy
50	Naimark	Norman
51	Osęka	Piotr
52	Osękowski	Czesław
53	Paczkowski	Andrzej
54	Persak	Krzysztof
55	Roszkowski	Wojciech
56	Słabek	Henryk
57	Stobiecki	Rafał
58	Stola	Dariusz
59	Strzembosz	Tomasz
60	Szacka	Barbara
61	Szarota	Tomasz
62	Szporluk	Roman
63	Tomaszewski	Jerzy
64	Turlejska	Maria
65	Wandycz	Piotr
66	Władyka	Wiesław
67	Wrzesiński	Wojciech
68	Wykrętowicz	Stanisław
69	Zaremba	Marcin
70	Żaryn	Jan
71	Zblewski	Zdislaw

Bibliographie

SOURCES

Liste des enquêtés interrogés par entretien

1/ T. : enseignante, 2 avril 2012, 1h10.

2/ D. : historien, poste de direction IPN, 18 avril 2010, 55 min.

3/ F. : historien, poste de direction IPN, 4 mai 2013, 1h.

4/ E. : historien, poste de direction IPN, 19 mars 2010, 2h10.

5/ A. : archiviste IPN, 7 mars 2010, 2h15.

6/ N. : historien, IPN, 25 avril 2010, 55 min.

7/ K. : historien, poste de direction IPN, 7 avril 2010, 50 min.

8/ R. : historien, IPN, 7 avril 2010, 1h10.

9/ B. : historien, historien, IPN, 17 mars 2010, 1h35.

10/ M. (x2) : historien, université de Varsovie (14 mars 2010, 55 min ; 4 avril 2012, 1h30)

11/ P. : historien, poste de direction IPN, 9 avril 2010, 40 min.

12/ J. : historien, IPN, 7 avril 2010, 1h10.

13/ I. : historien, poste de direction IPN, 30 mars 2010, 1h35.

14/ F. : historien, IPN, 2 avril 2010, 1h10

15/ P. : historien IPN, 12 mars 2010, 1h50.

16/ S. : politiste, Académie des sciences, 20 avril 2010, 40 min.

17/ Z. (x3) : historien, poste de direction IPN (6 avril 2010, 1h35 ; 26 juin 2013, 50 min ; 2 juillet 2013, 45 min)

18/ O. : historien, IPN, 21 avril 2010, 1h.

Archives

AAN – Archiwum Akt Nowych ; Wydział Nauki i Oświaty (WNiO), Département de la science et de l'éducation

AAN, WNiO, LVIII-673 : Ministère de l'Instruction et de l'Education, « Aktualny stan prac and programami nauczania historii ».

AAN, WNiO LVIII-673 : Władysław Kąta, « Wprowadzenie do dyskusji w gronie partyjnych historyków w dniu 20.III.1981 r. w sprawie programów szkolnych i podręczników z przedmiotów humanistycznych » [Introduction à la discussion des historiens *partyjni* du 20 mars 1981 sur la question des programmes et manuels scolaires en sciences humaines », 20 mars 1981.

AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia Wyższa Szkoła Nauk Społecznyczh przy KC PZPR (Instytut Ruchu Robotniczego) » [Opinion de l'École supérieure des sciences sociales près le Comité central du PZPR (Institut du mouvement ouvrier], 29 juin 1981.

AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia Wojskowego Instytutu Historycznego » [Opinion de l'Institut d'histoire militaire], 6 juillet 1981.

AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia IH PAN » [Opinion de l'IH PAN], 5 août 1981.

AAN, WNiO, LVIII-673 : « Opinia Instytutu Krajów Socjalistycznych PAN » [Opinion de l'Institut des pays socialistes de l'Académie des sciences], 12 août 1981.

Archives WNiO LVIII-673 : Institut des programmes scolaires, « Ustosunkowanie sie do uwag recenzentow dotyczacych projektow programow historii ».

AAN, LVIII/802, Courrier de l'Institut des programmes scolaires (IPS) au directeur du Département de la Science et de l'Éducation du Parti (WNiO), 28 février 1983.

Karta – Centre Karta de Varsovie

Karta, AO IV/128.1, document 2 : « Deklaracja TKN » [Déclaration de la TKN], 22 janvier 1978.

Karta, AO IV/128.1, document 13 : « List Andrzeja Walickiego do Jerzego Jedlickiego w sprawie TKN » [Lettre d'Andrzej Walicki à Jerzy Jedlicki au sujet de la TKN], 19 mars 1979.

Archives Karta, AO IV/128.2, document 14 : « Deklaracja TKN », 1978.

Karta, AO IV/128.1, document 19 : « Projekt uchwaly o utworzeniu Kasy Pomocy Naukowej » [Projet de résolution sur la création d'une Caisse d'Assistance Scientifique], mars 1979. Et document 33 : « Uchwala TKN o powolaniu Kasy Pomocy Naukowej » [Résolution de la TKN sur la création de la Caisse d'Assistance Scientifique], 1979.

Archives Karta, « Deklaracja TKN » [Déclaration de la TKN], 1978, AO IV/128.2, document 20. La version présentée ici est celle, plus détaillée, donnée par R. Terlecki, *Uniwersytet Latający i Towarzystwo Kursów Naukowych 1977-1981*, *op. cit.*, p. 292‑ 293.

Archives Karta, AO IV/128.1, document 32 : « Informateur TKN (rok 3) : plan odczytow i seminariow w Warszawie w roku 1979/1980 » [Informateur sur la TKN, troisième année : plan des conférences et des séminaires organisés à Varsovie pour l'année 1979/1980], 1979.

Karta, AO IV/128.1, document 36 : « List otwarty TKN do nauczcieli i wychowawcow » [Lettre ouverte de la TKN aux enseignants et pédagogues], 14 juin 1980.

Karta, AO IV/128.1, document 54 : « Informator TKN (rok 4), 1980/1981 » [Informateur de la TKN, 4e année, 1980-1981], 1980.

Karta, AO IV/128.1, document 55 : Adam Michnik, « Uwagi o dzialalnosci TKN » [Remarques sur les activités de la TKN], 1980.

Karta, AO IV/128.1 ; document 65 : Jakub Karpiński, « Uwagi o TKN » [Réflexions sur la TKN], non daté.

Archives Karta, AO IV/128.1, document 66 : « Referat Komisji Programowej TKN na temat jego dzialalnosci w okresie od 22 I do 12 III 1978 » [Exposé de la Commission programmatique de la TKN au sujet de ses activités pour la période du 22 janvier au 12 mars 1978], non daté, vraisemblablement mars ou avril 1978.

Karta, AO IV/128.1, document 68 : « Rozmowa Miroslawa Kowalskiego z Jerzym Jedlickim o dzialalnosc TKN-u » [Entretien de Mirosmaw Kowalski avec Jerzy Jedlicki sur le fonctionnement de la TKN], non daté, vraisemblablement

Karta, AO IV/128/1, document 78 : « Projekt 'Biblioteki nauczyciela' » [Projet de « bibliothèque de l'enseignant »], non daté.

Éditions de sources

KAMÍNSKI Łukasz et WALIGÓRA Grzegorz (dir.), *Kryptonim « Pegaz »: Służba Bezpieczeństwa wobec Towarzystwa Kursów Naukowych 1978-1980*, Varsovie, IPN, 2008, 497 p.

ŻUREK Jacek (dir.), *Wybór źródeł do historii Solidarności Oświaty i Wychowania 1980-1989*, Varsovie, Tysol, 2000.

Revues historiques et spécialisées

Arka/Arcana :

« Koniec epoki » [La fin d'une époque], *Arka*, n° 29, 1990.

Tomasz Wituch, « Narodowy bilans XX wieku » [Bilan national du 20e siècle], *Arcana*, n° 2, 1999.

Arcana « Jak pisać o komunizmie ? Jak pisac o PRL-u ? » [Comment écrire sur le communisme ? Comment écrire sur la PRL ?], n° 32, 2002, p. 11-12

Dariusz Gawin, « Polityka historyczna – próba bilansu » [La politique historique, tentative de bilan], *Arcana*, 2010, n° 90.

Biuletyn IPN

« Sto kilometrów teczek », *Biuletyn IPN*, 2002, 4 (15), p. 4‑21.

KULAK Jerzy, « Wokół powstania », *Biuletyn IPN*, 2002, n° 8‑9, p. 89‑98.

PIOTROWSKI Paweł, « Przemiany w MSW w latach 1989-1990 », *Biuletyn IPN*, 2004, 39 (4), p. 45‑52.

« Polityka historyczna w Polsce i w Niemczech » [La politique historique en Pologne et en Allemagne], *Biuletyn IPN*, 2006, n° 8‑9, p. 141.

DĄBROWSKI Franciszek, « Przed marcem. Orzeczenie komisji dyscyplinarnej dla studentów UW z 11 listopada 1965 r. », *Biuletyn Instytutu Pamięci Narodowej*, 2008, 3 (86), p. 77‑83.

JARSKA Natalia, « „Szkoła ma służyć dziecku". Solidarność nauczycielska 1980–1981 », *Biuletyn IPN*, 2010, n° 9‑10 (118‑119), p. 146‑150.

PIETROWICZ Aleksandra, « "Neutralizowanie" prof. Zygmunta Wojciechowskiego », *Biuletyn IPN*, 2011, n° 5‑6, p. 147‑156.

Kwartalnik Historyczny :

Roman Grodecki et Kazimierz Lepszy, « Słowo od redakcji » [Editorial], *Kwartalnik Historyczny*, Zeszyt 3-4 (premier numéro paru après-guerre), Cracovie, 1946.

Moszczeńska, Wanda, « Informacja naukowa – Z zagadnien organizacji nauki historycznej » [Information scientifique – au sujet des problèmes d'organisation de la science historique], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1949, p. 1-11.

Kormanowa, Żanna, « Referat podsekcji historii sekcji nauk społecznych i humanistycznych na I Kongresu Nauki Polskiej » [Exposé de la sous-section histoire de la section des sciences sociales et humaines au 1er Congrès de la science polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1950/51.

Kwartalnik Historyczny publie notamment la traduction d'un article de Jacques Blot (pseudonyme de François Furet) paru dans le numéro 30 de *La Nouvelle Critique* en 1951 : « Rewizjonizm historyczny albo szkoła Annales » [Le révisionnisme historique ou l'école des Annales], *Kwartalnik Historyczny*, 1952, p. 92-103.

« Żydowski Instytut Historyczny », *Kwartalnik Historyczny*, 1952.

Kwartalnik Historyczny, « O Powiązanie Polskiej nauki historycznej z nowym życiem narodu » [Sur l'imbrication de la science historique polonaise avec la nouvelle vie de la nation], n° 1, 1953, p. 9-32.

Kwartalnik Historyczny n° 4, 1953.

Nina Assorodobraj, « W sprawie kryterium postępowości w historii historiografii » [Au sujet du critère du progrès dans l'histoire de l'historiographie], *Kwartalnik Historyczny*, n° 60, 1953, p. 150-186.

Krystyna Kersten, « Agresywne dazenia reakcyjnej historiografii niemieckiej » [Les aspirations agressives de l'historiographie réactionnaire allemande], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1954, p. 378-386.

Celina Bobińska, « Spór o ujęcie pozytywizmu i historyków pozytywistów » [La controverse sur l'usage du positivisme et des historiens positivistes], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1954, p. 178-204.

Stefan Kienewicz, « Jeszcze na temat zadań historiografii » [Sur les tâches de l'historiographie, encore une fois], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1954, p. 197-200.

Krystyna Kersten, « *Past and present*. Postepowe czasopismo historykow angielskich » [*Past and present*. La revue progressiste des historiens anglais], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1955, p. 290-297.

Bogusław Leśnodorski, « Nauka historii w pierwszym dziesięcioleciu Polski Ludowej. Główne kierunki badań » [La science historique dans la première décennie de la Pologne populaire], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1955, p. 17-58.

Wanda Moszczeńska, « Czy historia jest wąską specjalnością » [L'histoire est-elle une spécialité étroite], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1955, p. 150-171.

Marian Henryk Serejski, « Miejsce pozytywistycznej szkoły warszawskiej w historiografii polskiej » [La place de l'école de Varsovie positiviste dans l'historiographie polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1955, p. 66-98.

Lucjan Dobroszycki, « W sprawie badań historycznych nad okresem II wojny światowej »

[Au sujet des recherches historiques sur la Seconde Guerre mondiale], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1956, pp. 215-220.

Witold Kula, « W sprawie naszej polityki naukowej » [Au sujet de notre politique scientifique], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1956, p. 151-166.

Kwartalnik Historyczny, « Dyskusja nad obecnym stanem i możliwościami rozwojymi naszej nauki historycznej » [Discussion sur l'état actuel et les possibilités de développement de notre science historique], n° 6, 1956, p. 72-87.

Jerzy Jedlicki et Krystyna Zienkowska, « Z prac organizacji partyjnej w IH PAN » [Sur les travaux de la cellule du Parti à l'IH PAN], *Kwartalnik Historyczny*, 1956, n° 4-5, p. 530-534.

Czesław Madajczyk, « W sprawie badań z zakresu najnowszej historii Polski » [Au sujet des recherches en histoire contemporaine de la Pologne], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1957, p. 47-56.

« Z obrad Julieuszowego Zjazdu Polskiego Towarzystwa Historycznego » [Au sujet du congrès du Jubilée de l'Association historique polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1957, p.174-175.

« Z obrad Julieuszowego Zjazdu Polskiego Towarzystwa Historycznego » [Au sujet du congrès du Jubilée de l'Association historique polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1957, p.158.

Kwartalnik Historyczny, n° 1, 1957, p. 183-184.

Natalia Gąsiorowska, « Nauka a historia w obliczu zadań chwili dziesiejszej » [La science historique face aux tâches du moment présent], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1957, p. 60.

Stanisław Herbst, « Zadania i perspektywy dalszej pracy PTH » [Les tâches et les perspectives de la PTH], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1957, p. 64-66.

Kwartalnik Historyczny, n° 2, 1957, p. 211-215.

Henryk Wereszycki, « Pesymizm błędnych tez » [Le pessimisme des thèses erronées], *Kwartalnik Historyczny*, n° 4-5, 1957, p. 12-30.

Kwartalnik Historyczny, n° 4/5, 1957, p 283-285.

« Plan IH PAN na rok 1958 » [Le programme de l'IH PAN pour l'année 1958], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1958, p. 278-282.

Władysław Góra, « Zakład Historii Partii przy KC PZPR » [L'atelier d'histoire du Parti du Comité central du PZPR], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1958, p. 33-37.

« Reorganizacja katedr i instytutów historycznych na uniwersytetach. Nowa struktura organizacyjna » [La réorganisation des chaires et instituts d'histoire des universités], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1958, p. 261.

Rudolf Graf, « Historycy i publicyści zachodnio-niemieccy o hitlerowskiej polityce w Polsce w okresie drugiej wojny światowej » [Les historiens et les publicistes ouest-allemands au sujet de la politique hitlérienne en Pologne au cours de la Seconde Guerre mondiale], *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1958, p. 1336-1341.

« Rezolucja VIII PZHP » [Résolution du 8e Congrès de l'Association historique polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1958, p. 1031 et suivantes.

Tadeusz Łepkowski, « Popularnonaukowa książka historyczna » [Un livre historique de vulgarisation scientifique], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1959, p. 458-464.

Kwartalnik Historyczny, n° 4, 1959, p. 1293-1295.

Adam Kersten et Krystyna Kersten, « O popularyzacji historii – nieco szerzej » [Sur la population de l'histoire], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1960, p. 133.

Tadeusz Kotarbiński, « O potrzebie historii najnowszej », *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1960, p. 390-391.

Franciszek Ryszka, « Najnowsza Historia Polski w historiografii zachodno-niemieckiej » [L'histoire contemporaine de la Pologne dans l'historiographie ouest-allemande], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1960, p. 392-403.

Gerard Labuda, « O metodyce kształcenia młodej kadry » [Sur la formation des jeunes cadres], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1960, p. 724-727.

Janusz Żarnowski, « Badania nad historią najnowszą » [Les recherches en histoire contemporaine], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1960, p. 836-850.

Józef Dutkiewicz, « Uwagi na marginesie artykułu Gerarda Labudy » [Remarques à la marge de l'article de Gerard Labuda], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1961, p. 176-178.

« Nowy program uniwersyteckich studiów historycznych », *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1961, p. 1013-1028.

Krystyna Kersten, « O niektórych metodach badania historii najnowszej » [Sur quelques méthodes de la recherche en histoire contemporaine], *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1961, p. 1030.

Kwartalnik Historyczny, n° 4, 1961.

Kwartalnik Historyczny, n° 1, 1962, p. 246-248.

Henryk Słabek, « O programach reformy rolnej w latach 1939-44 » [Sur les programmes de réforme agraire dans les années 1939-1944], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1962, p. 463-474.

Kwartalnik Historyczny, n° 3, 1962, p. 760-764.

Kwartalnik Historyczny, n° 4, 1963, p. 969-974.

« O Zjezdźie Warszawskim. Wrażenia i refleksje » [Sur le congrès de Varsovie, impressions et réflexions], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1964, p. 219-222.

Marian Wojciechowski, « Nauczanie historii PRL » [L'enseignement de l'histoire en Pologne populaire], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1964, p. 497-503.

Kwartalnik Historyczny, n° 2, 1964, p. 584.

Kwartalnik Historyczny, n° 1, 1965, p. 251-253.

Henryk Batowski, « Rok 1945 w historii powszechnej » [L'année 1945 dans l'histoire générale], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1965, p 567-586.

« Problemy wyzwolenia i odbudowy Warszawy. Spotkanie z marszałkiem Marianem Spychalskim » [Les problèmes de la libération et de la reconstruction de Varsovie], Kwartalnik Historyczny, n° 1, 1966, p. 55-68.

Bolesław Drukier, « Sprawa polska w okresie powstania polskiego komitety wyzwolenia narodowego » [La question polonaise à l'époque de la création du Comité polonais de libération nationale], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1966, p. 327-354.

Krzysztof Dunin-Wąsowicz, *Obóz koncentracyjny Stutthof*, [Le camp de concentration Stutthof], Gdynia, Wydawnictwo Morskie, 1966. Recension in *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1967, p. 234-235.

Andrzej Wyczanski, « Niektóre zagadnienia rozwoju nauki historycznej w Polsce do 1985 roku », *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1968, p. 81-89.

Tadeusz Manteuffel, « W piętnastolecie Institytutu Historii » [A l'occasion des quinze ans de l'Institut d'histoire], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1968, p. 362.

Kwartalnik Historyczny, n° 4, 1968, p. 963-966.

Kwartalnik Historyczny, n° 2, 1969, p. 509-511

Marian Orzechowski, « Spór o źródła powrotu Polski nad Odrę, Nysę, Baltyk » [La controverse sur les sources du retour de la Pologne sur l'Oder, la Neisse et la Baltique], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1970, p. 404-427.

Mieczysław Wrzosek, « Wysiłek mobilizacyjny narodu polskiego w latach 1944-1945 » [L'effort de mobilisation de la nation polonaise dans les années 1944-1945], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1970, p. 762-774.

Tadeusz Manteuffel, « Formy tajnego nauczania akademickiego w Warszawie, 1939-1945 » [Les formes de l'enseignement supérieur clandestin à Varsovie, 1939-1945], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1970, p. 748-753.

« Stan i potrzeby kadry w uniwersyteckich naukach historycznych », [L'État et les besoins en

cadres pour les sciences historiques à l'université], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1971, p. 636-640.

Kwartalnik Historyczny, n° 3, 1971, p. 664-682.

Tomasz Szarota, « Badania nad dziejami Polski Ludowej » [Les recherches sur l'histoire de la Pologne populaire], *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1972, p. 498-500.

Franciszek Polomski, *Ustawodawstwo rasistowskie III Rzeszy i jego stosowanie na Sląsku*, [La législation raciste du 3e Reich et sa mise en application en Silésie], Katowice, Wydawnictwo Sląskie, 1970. Recension in *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1972, p. 466-469.

Tadeusz Cieslak, *Oranienburg-Sachsenhausen, hitlerowskie obozy koncentracyjne (1933-1945)*, [Oranienburg-Sachsenhausen, un camp de concentration hitlérien], Varsovie, Książka i Wiedza, 1972. Recension in *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1973, p. 492-494.

Feliks Baranowski, « W związku z artykułem Juliusza Bardacha o dziejach powojennych PPS » [Au sujet de l'article de Juliusz Bardach sur l'histoire du PPS après-guerre], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1973, p. 668-671.

Juliusz Bardach, « O dziejach powojennej PPS » [Sur l'histoire du PPS après-guerre], *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1973, p. 668-699.

Barbara Bojarska, *Eksterminacja inteligencji polskiej na Pomorzu Gdańskim (wrzesień-grudzień 1939)*, [L'extermination de l'intelligentsia polonaise sur la côte de Gdańsk], Poznań, Instytut Zachodni, 1972. Recension in *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1973, p. 752-754.

« O dalszy rozwój polskiej humanistyki » [Sur le développement futur des humanités polonaises], *Kwartalnik Historyczny*, n° 4, 1973, p. 886.

Nicholas Bethell, *The war Hitler won. September 1939*, Londres, Allan Lane, 1972. Recensé in *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1974, p. 215-216.

« II Kongres nauki polskiej » [Le second congrès de la science polonaise], *Kwartalnik Historyczny*, n° 1, 1974, p. 78.

Kwartalnik Historyczny, n° 2, 1975, p. 480-483.

Stefan Kieniewicz, « Przeszłość narodowa w oczach społeczeństwa i w oczach historyka » [Le passé national aux yeux de la société et aux yeux de l'historien », *Kwartalnik Historyczny*, n° 2, 1980, p. 442-443.

Jerzy Izdebski, évaluation de Konrad Ciechanowski, *Armia « Pomorze » 1939* [L'armée « Poméranie »], Varsovie, Ministère de la défense nationale, 1982, in *Kwartalnik Historyczny*, n° 3, 1983, p. 667.

Wiadomości Historyczne

Robert Kupiecki, « Historia najnowsze w szkole – z czego uczyc ? », [L'histoire contemporaine en Pologne, à partir de quoi enseigner ?] *Wiadomości Historyczne*, 1992, n° 195 (1), p. 45-55.
« Opinia zespołu partyjnego historyków przy KC PZPR opracowana przez komisje w składzie: Jerzy Maternicki (przewodniczący), Jerzy Centkowski, Antoni Czubiński, Jarema Maciszewski, Adam Suchonski, Marian Wojciechowski, Czerwiec 1983 » [Opinion de l'équipe des historiens *partyjni* auprès du Comité central du PZPR], publiée in *Wiadomości Historyczne*, n° 156 (5-6), 1984, p. 426-430.

Jerzy Eisler, « O najnowszej pracy A. Czubińskiego, krytycznie », [Sur le dernier ouvrage d'Antoni Czubiński], *Wiadomości Historyczne*, n° 2, 1993, p. 108-111.

Stanisław Sierpowski, « Syntez najnowszych dziejów Polski » [Une synthèse de l'histoire contemporaine de la Pologne], *Wiadomości Historyczne*, n° 2, 1993, p. 103-104.

Jerzy Eisler, « Polemika z polemiką bez polemiki » [Polémique avec la polémique sans polémique], *Wiadomości Historyczne*, n° 2, 1994, p. 125-126.

Czubiński, « W odpowiedzi na krytyke pana Eislera » [En réponse à la critique de monsieur Eisler], *Wiadomości Historyczne*, 1994, n° 206 (2), p. 124.

Zeszyty Historyczne:

Andrzej Paczkowski, « 25 lat Zeszytów Historycznych », *Zeszyty Historyczne*, 1987, n° 82, p. 5‑ 6.

Tadeusz Wyrwa, « Najnowsze dzieje Polski w komunistycznym wydaniu », [L'Histoire récente de la Pologne dans une édition communiste], *Zeszyty Historyczne*, n° 86, 1988, p. 216-223.

Grzegorz Mazur, « Refleksje nad historią Polski XX w. », *Zeszyty Historyczne*, 1991, n° 96, p. 217.

Wojciech Roszkowski, « Odpowiedź Grzegorzowi Mazurowi », *Zeszyty Historyczne*, 1991, n° 98, p. 227.

Piotr Wandycz, « O "Zeszytach Historycznych" », *Zeszyty Historyczne*, 2010, n° 171, p. 70‑ 80.

Presse

Gazeta Wyborcza:

Adam Leszczyński, « Opowieść o Aleksandrze Gieysztorze » [L'histoire d'Aleksander Gieysztor], *Gazeta Wyborcza*, 14 mars 2001.

« Rozmowa z Andrzejem Friszke o lustracji » [Entretien avec Andrzej Friszke sur la lustration], *Gazeta Wyborcza*, 12 janvier 2005.

« Kieres przeprasza za listę » [Kieres s'excuse pour la liste], *Gazeta Wyborcza*, 19 février 2005.
« I Westerplatte i Jedwabne » [Et Westerplatte et Jedwabne], *Gazeta Wybor*cza, 9 août 2001.
« Cenckiewicz : historyk – likwidator WSI » [Cenckiewicz, historien et liquidateur du WSI], *Gazeta Wyborcza*, 8 novembre 2006.

« Władysław Frasyniuk: Trzeba rozwiązać IPN » [Frasyniuk : il faut défaire l'IPN], *Gazeta Wyborcza*, 23 juin 2008.

Gazeta Wyborcza, « Polityka historyczna według SLD » [La politique historique selon le SLD], 14 octobre 2008.

Tomasz Siewierski, « Małowist, historyk z Ligi Mistrzów », [Małowist, historien de la ligue des champions], *Gazeta Wyborcza*, 21 décembre 2009.

« Prof. Ludwik Kolankowski, pierwszy rektor UMK. Na trudne czasy », [Le professeur Ludwik Kolankowski, premier recteur de l'université Nicolas Copernic à une époque difficile] *Gazeta Wyborcza*, 25 avril 2015.

« Czy państwo ma rządzic historią ? » [L'État doit-il gouverner au moyen de l'histoire ?], *Gazeta Wyborcza*, 17 juin 2016.

Rzeczpospolita :

« Westerplatte czy Jedwabne » [Westerplatte ou Jedwabne], *Rzeczpospol*ita, 1er août 2001.

« Ojciec Hejmo był informatorem bezpieki » [Le père Hejmo était un informateur des services de sécurité], *Rzeczpospolita*, 28 avril 2005.

« Kieres krytykowany » [Kieres critiqué], *Rzeczpospolita*, 2 mai 2005.

« Giertych chce podać Kieresa do prokuratury » [Giertych veut traîner Kieres chez le procureur], *Gazeta Wyborcza*, 4 mai 2005.

« Oczekujemy szacunku dla naszej historii » [Nous attendons du respect pour notre histoire], *Rzeczpospolita*, 3 décembre 2008.

« Kurtyka szefem IPN » [Kurtyka chef de l'IPN], *Rzeczpospolita*, 23 décembre 2005.

« Czym innym jest pamięć, czym innym historia » [La mémoire est une chose, l'histoire en est une autre], *Rzeczpospolita*, 26 April 2008.

« Historycy na froncie » [Les historiens sur le front], *Rzeczpospolita*, 7 juin 2008.

« Ograniczymy kompetencje IPN » [Limitons les compétences de l'IPN], *Rzeczpospolita*, 20 juin 2008.

« Gontarczyk: maczuga na komunistów » [Gontarczyk, la massue à abattre les communistes], *Gazeta Wyborcza*, 22 juin 2008.

« Dla IPN Wałęsa to agent » [Pour l'IPN, Walesa est un agent], *Rzeczpospolita*, 20 février 2009.

« Matka „Solidarności" » [La maman de *Solidarność*], *Rzeczpospolita*, 13 août 2009.

« Wałęsę można nazwać TW » [On peut appeler Walesa collaborateur officieux], *Rzeczpospolita*, 1er septembre 2010.

« Polaków kręcą spory o najnowszą historię », *Rzeczpospolita*, 23 février 2011.

« Obowiązkiem MSZ jest pokazywanie naszych dokonań » [L'obligation du ministère de Affaires étrangères est de montrer nos réussites], *Rzeczpospolita*, 9 août 2012.

« MSZ promuje ksiażkę o polskim antysemityzmie » [Le ministère des Affaires étrangères fait la promotion d'un livre sur l'antisémitisme polonais], *Rzeczpospolita*, 7 août 2012.

« Historycy pomogą MSZ walczyć o dobre imię Polski » [Les historiens aideront le ministère des Affaires étrangères à lutter pour la réputation de la Pologne], *Rzeczpospolita*, 12 septembre 2012.

« Wojskowe Archiwum dla Sławomira Cenckiecza » [Les Archives militaires pour Sławomir Cenckiewicz], *Rzeczpospolita*, 2 novembre 2015.

Autres :

Czesław Madajczyk et Henryk Zieliński, « Warsztat historyka » [L'atelier de l'historien], *Polityka*, n° 37, 14 septembre 1963.

Krystyna Kersten, « Kielce – 4 lipca 1946 roku » [Kielce, 6 juillet 1946], *Tygodnik Solidarność*, n° 36, 1981, p. 8-9.

Jan Błonski, « Biedni Polacy patrzą na getto » [Les pauvres polonais regardent le ghetto], *Tygodnik Powszechny*, n° 2, 1987.

Adolf Juzwenko, « Historycy pokorni, historia sterowana » [Humbles historiens, histoire contrôlée], *Tygodnik Solidarność*, n° 15, 1989.

« IPN — niezależność mimo wszystko », *Więź*, 2006, 6 (572).

« Polityka historyczna – za i przeciw » [La politique historique, le pour et le contre], *Mówią Wi*eki, 2006, n° 8.

« Paczkowski : Książka o Wałęsie jest rzetelna » [Paczkowski : le livre sur Walesa est fiable], *Dziennik*, 26 juin 2008.

« Żaryn: Kurtyka mnie zwolnił, by ratować IPN » [Żaryn : Kurtyka m'a révoqué pour sauver l'IPN], *Dziennik*, 18 avril 2009.

« Z ojców na synów? », *Więź*, 2010, n° 2‑3, p. 52‑67.

« O PRL-u? Odważnie i bez nudy! Rozmowa z prof. Antonim Dudkiem » [Sur la PRL ? Couragement et sans monotonie. Entretien avec Andrzej Dudek], *Histmag*, 20 juillet 2010.

KULA Marcin, « PRL zniuansowany: Wspomnienia historyka z dawnego zakładu pracy », *Liberté!*, 18 août 2011, n° 29.

« Gontarczyk o *Inferno of Choices* » [Gontarczyk à propos d'*Inferno of Choices*], *Wpolityce*, 7 août 2012.

Marcin Kula, « historyk to nie prokurator » [L'historien n'est pas un procureur], *Kultura Liberalna*, n° 373, 2016.

Robert Jurszo, « „Żołnierzy wyklętych" wymyślono w 1993 r. OKO.press przedstawia historię politycznego mitu » [Les « soldats maudits » ont été inventés en 1993. OKO.press présente l'histoire de ce mythe politique], *Oko.press*, 1er mars 2017.

Sources imprimées

ACHMATOWICZ Aleksander, *Jak doszło do zmiany w programie nauczania historii w szkole*, Varsovie, Instytut Wydawniczy Związków Zawodowych, 1981.

BAJER Magdalena, *Rody uczone: kreski do szkicu*, Warszawa, Pologne, Fundacja na Rzecz Nauki Polskiej, 2013, 583 p.

BRZEZIŃSKI Szymon et FUDALEJ Krzysztof, *Pracownicy naukowo-dydaktyczni Instytutut Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego 1930-2010. Słownik biograficzny*, Varsovie, Neriton, 2012.

CHONIAWKO Andrzej, « Antoniego Czubińskiego potyczki nie tylko z cenzurą » dans Stanisław Sierpowski (dir.), *Śladami Mistrza. Prace z historii najnowszej dedykowane Profesorowi Antoniemu Czubińskiemu*, Poznań, UAM, 2013, p. 19‑34.

DULPHY Anne et MANIGAND Christine, « Bronislaw Geremek », *Histoire@Politique*, 2010, n° 6, p. 13.

KOMITET NAUK HISTORYCZNYCH POLSKIEJ AKADEMII NAUK (dir.), *La Pologne au XIIIe Congrès international des sciences historiques à Moscou*, Varsovie, Polskie Wydawnictwo Naukowe, 1970.

KUCZYŃSKI Stefan, *Instytut Historii Polskiej Akademii Nauk 1953-2003*, Varsovie, IH PAN, 2003.

LE GOFF Jacques, « In memoriam. Aleksander Gieysztor (1916-1999) », *Cahiers de civilisation médiévale*, 2002, vol. 45, n° 180, p. 419‑ 424.

ŁUKASIEWICZ Juliusz, MYCIELSKI Maciej et TYSZKIWECIZ Jan (dir.), *Tradycje i Współczesność. Księga pamiątkowa Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego 1930-2005*, Varsovie, Wydawnictwo DiG, 2005.

PROKOPIAK-LEWANDOWSKA Anna, « "Instytut jednego człowieka" - Władysław Pobóg-Malinowski w okresie życia na emigracji. Przyczynek do biografii », *Archiwum Emigracji*, 2009, 1 (10), p. 91–116.

SKÓRZYŃSKI Jan, SOWIŃSKI Paweł et STRASZ Małgorzata, *Opozycja w PRL: słownik biograficzny 1956-89*, Varsovie, Karta, 2000, vol. 3/.

SKUBALA-TOKARSKA Zofia et TOKARSKI Zbigniew, *Les universités polonaises*, Varsovie, Editions Polonia, 1959.

TERLECKI Ryszard, *Uniwersytet Latający i Towarzystwo Kursów Naukowych 1977-1981*, Varsovie, Instytut Europejskich Studiów Społecznych, 2000, 338 p.

ZESPÓŁ REKTORSKI DS. WYDAWNICTW JUBILEUSZOWYCH, *Portrety uczonych profesorowie Uniwersytetu Warszawskiego po 1945*, Warszawa, Wydawnictwo UW, 2016.

Historiographie et *publicystyka* mobilisées en tant que sources

CENCKIEWICZ Sławomir, *Sprawa Lecha Wałęsy*, Poznań, Wydawnictwo Zysk i S-ka, 2008.

CENCKIEWICZ Sławomir et GONTARCZYK Piotr, *SB a Lech Wałęsa: przyczynek do biografii*, IPN., Gdańsk, 2008.

CENCKIEWICZ Sławomir, *Anna Solidarność: życie i działalność Anny Walentynowicz na tle epoki (1929-2010)*, Poznań, Wydawnictwo Zysk i S-ka, 2010.

CHODAKIEWICZ Marek Jan, *Po zagładzie : Stosunki polsko-żydowskie 1944-1947*, Varsovie, IPN, 2008.

CICHOCKI Marek, *Władza i pamięć*, Kraków, Ośrodek Myśli Politycznej, 2005.

CZUBIŃSKI Antoni, *Najnowsze dzieje Polski: 1914-1983*, Varsovie, Panstwowe wydawnictwo naukowe, 1987.

CZUBIŃSKI Antoni, *Dzieje najnowsze Polski: Polska Ludowa (1944-1989)*, Poznań, Wielkopolska Agencja Wydawnicza, 1992.

CZUBIŃSKI Antoni, *Dzieje najowsze Polski. Do roku 1945*, Poznań, Wielkopolska Agencja Wydawnicza, 1994.

DAVIES Norman, *God's playground: a history of Poland*, Oxford, Clarendon press, 1981.

DUDEK Antoni, *Instytut: osobista historia IPN*, Varsovie, Wydawnictwo Czerwone i Czarne, 2011.

DUDEK Antoni, « IPN a współczesna polska historiografia » dans Andrzej Czyżewski, Sławomir M. Nowinowski, Rafał Stobiecki et Joanna Żelazko (dir.), *Bez taryfy ulgowej. Dorobek naukowy i edukacyjny Instytutu Pamięci Narodowej 2000-2010*, Łódź, IPN, 2012, p. 371‑ 380.

DUDEK Antoni, *Historia polityczna Polski 1989-2012*, Cracovie, Znak, 2013.

EISLER Jerzy, *Philippe Pétain*, Wrocław, Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1991.

EISLER Jerzy, *Zarys dziejów politycznych Polski, 1944-1989*, Varsovie, Polska Oficyna Wydawnicza BGW, 1992.

EISLER Jerzy, « Jakim państwem była PRL w latach 1956-1976? », *Pamięć i Sprawiedliwość*, 2006, vol. 10, n° 2, p. 11‑ 24.

FRISZKE Andrzej, « Historia najnowsza i historycy », *Zeszyty Historyczne*, 1981, n° 56, p. 93‑ 114.

FRISZKE Andrzej, *Opozycja polityczna w PRL 1945-1980*, Londres, Aneks, 1994.

FRISZKE Andrzej, « Jakim panstwem była Polska po 1956 roku? », *Więź*, 1996, n° 2, p. 131‑ 146.

FRISZKE Andrzej, « Spor o PRL w III Rzeczypospolitej (1989-2001) », *Pamiec i Sprawiedliwosc*, 2002, n° 1, p. 9‑ 28.

FRISZKE Andrzej et PACZKOWSKI Andrzej, *NiepoKORni : rozmowy o Komitecie Obrony Robotników*, Cracovie, Znak, 2008.

FRISZKE Andrzej, *Anatomia buntu: Kuroń, Modzelewski i komandosi*, Cracovie, Znak, 2010.

FRISZKE Andrzej, « Postawy wobec aparatu przemocy w badaniach IPN. Katalog problemów » dans Andrzej Czyżewski, Sławomir M. Nowinowski, Rafał Stobiecki et Joanna Żelazko (dir.), *Bez taryfy ulgowej. Dorobek naukowy i edukacyjny Instytutu Pamięci Narodowej 2000-2010*, Łódź, IPN, 2012, p. 191‑ 204.

GARLICKI Andrzej, *Bolesław Bierut*, Varsovie, Wydawnictwa Szkolne i Pedagogiczne, 1994.

GAWIN Dariusz, « Polityka historyczna – próba bilansu », *Arcana*, 2010, n° 90.

GONTARCZYK Piotr, *Polska Partia Robotnicza: droga do władzy, 1941-1944*, Varsovie, Fronda, 2003.

GONTARCZYK Piotr, *Najnowsze kłopoty z historią: publicystyka z lat 2008 - 2012*, Poznań,

Zysk Wydawnictwo, 2013.

GROSS Jan Tomasz, *Les voisins : 10 juillet 1941, un massacre de Juifs en Pologne*, Paris, Fayard, 2002.

GROSS Jan Tomasz, *La peur : l'antisémitisme en Pologne après Auschwitz*, Paris, Calmann-Lévy, 2010.

HAHN Hans Henning et TRABA Robert (dir.), *Deutsch-Polnische Erinnerungsorte. Band 2: Geteilt /Gemeinsam*, Berlin, Ferdinand Schöningh, 2012.

HERBST Stanisław, KULA Witold et MANTEUFFEL Tadeusz (dir.), *Pierwsza Konferencja Metodologiczna Historyków Polskich*, Warszawa, Polskie Wydawnictwo Naukowe, 1953.

JARSKA Natalia et OLASZEK Jan (dir.), *Płeć buntu. Kobiety w oporze społecznym w Polsce w latach 1944–1989 na tle porównawczym*, Varsovie, IPN, 2014.

KAMIŃSKI Łukasz et ŻARYN Jan (dir.), *Wokół pogromu kieleckiego*, Varsovie, IPN, 2006.

KAMÍNSKI Łukasz et WALIGÓRA Grzegorz (dir.), *NSZZ Solidarność, 1980-1989*, Varsovie, IPN, 2010.

KAMIŃSKI Łukasz, « Jakiego IPN potrzebuje historiografia polska? » dans Andrzej Czyżewski, Sławomir M. Nowinowski, Rafał Stobiecki et Joanna Żelazko (dir.), *Bez taryfy ulgowej. Dorobek naukowy i edukacyjny Instytutu Pamięci Narodowej 2000-2010*, Łódź, IPN, 2012, p. 395‑ 405.

KERSTEN Krystyna, *Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego 22 VII – 13 XII 1944*, Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1965.

KERSTEN Krystyna, *Narodziny systemu władzy, Polska 1943-1948*, Poznań, SAWW, 1990.

KERSTEN Krystyna, *The establishment of communist rule in Poland, 1943-1948*, Berkeley, University of California Press, 1991.

KERSTEN Krystyna, *Polacy, Żydzi, komunizm: anatomia półprawd, 1939-68*, Varsovie, Niezależna Oficyna Wydawnicza, 1992.

KERSTEN Krystyna, « Społeczeństwo i historia po 1945 r. » dans *Między wyzwoleniem a zniewoleniem*, Londres, Aneks, 1993, p. 172‑ 179.

KERSTEN Krystyna, *Między wyzwoleniem a zniewoleniem: Polska 1944-1956*, Londres, Aneks, 1993.

KERSTEN Krystyna, *Pisma rozproszone*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2006.

KOTT Sandrine, KULA Marcin et LINDENBERG Thomas (dir.), *Socjalizm w życiu powszednim. Dyktatura a społeczeństwo w NRD i PRL*, Varsovie, TRIO, 2006.

KOSTRO Robert et MERTA Tomasz, *Pamięć i odpowiedzialność*, Kraków, Ośrodek Myśli Politycznej, 2005.

KULA Marcin, *Krótki raport o użytkowaniu historii*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 2004.

KULA Marcin, *Krótki raport o użytkowaniu historii*, Varsovie, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 2004.

KULA Marcin, « Was ich aus den legendären "Mappen" efahren möchte » dans Agnès Bensussan, Dorota Dakowska et Nicolas Beaupré (dir.), *Die Überlieferung der Diktaturen*, Essen, Klartext, 2004, p. 195‑ 203.

KULA Marcin, *Komunizm i po komunizmie*, Varsovie, Trio, 2006.

KULA Marcin, *Komunizm i po komunizmie*, Varsovie, Trio, 2006.

KULA Marcin, *O co chodzi w historii?*, Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2008.

KULA Marcin, *Naród, historia i... dużo kłopotów*, Cracovie, Universitas, 2011.

LIPSKI Jan Józef, *Dwie ojczyzny, dwa patriotyzmy*, Varsovie, Nowa, 1981.

MACHCEWICZ Paweł et PERSAK Krzysztof (dir.), *Wokół Jedwabnego*, Varsovie, IPN, 2002.

MACHCEWICZ Paweł, *Spory o historię 2000-2011*, Kraków, Wydawnictwo Znak, 2012.

MICHNIK Adam, « Une stratégie pour l'opposition polonaise », *Esprit*, 1977, vol. 1, n° 1, p. 27‑ 39.

MICHNIK Adam, *Kościół, lewica, dialog*, Paris, Instytut Literacki, 1977.

HOLZER Jerzy, *« Solidarność » 1980-1981. Geneza i historia*, Paris, Instytut Literacki, 1984.

MACHCEWICZ Paweł, *Spory o historię 2000-2011*, Kraków, Wydawnictwo Znak, 2012.

NOWAK Andrzej, *Strachy i Lachy: przemiany polskiej pamięci 1982-2012*, Cracovie, Biały Kruk, 2012.

PACZKOWSKI Andrzej, *Pół wieku dziejów Polski, 1939-1989*, Varsovie, Polskie Wydawnictwo Naukowe, 1995.

PACZKOWSKI Andrzej, *Od sfałszowanego zwycięstwa do prawdziwej klęski: szkice do portretu PRL*, Kraków, Wydawnictwo Literackie, 1999.

PACZKOWSKI Andrzej, *The spring will be ours: Poland and the Poles from occupation to freedom*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2003.

PRONOBIS Witold, *Polska i świat XX wieku*, Varsovie, Wydawnictwo Spotkania, 1990.

REJAK Sebastian et FRISTER Elzbieta (dir.), *The Inferno of Choices*, Varsovie, Oficyna Wydawnicza Rytm, 2012.

ROSZKOWSKI Wojciech, *Najnowsza historia Polski 1918-1980*, Londres, Polonia Book Fund, 1989.

ROSZKOWSKI Wojciech, « Odpowiedź Grzegorzowi Mazurowi », *Zeszyty Historyczne*, 1991, n° 98, p. 224‑ 227.

ROSZKOWSKI Wojciech, *Najnowsza historia Polski 1914-2011*, Varsovie, Świat Książki, 2011.

STOLA Dariusz, *Kraj bez wyjścia? Migracje z Polski 1949-1989*, Warszawa, IPN et ISP PAN, 2010.

TORAŃSKA Teresa, *Oni*, Londres, Aneks, 1985.

TORAŃSKA Teresa, *My*, Varsovie, Oficyna Wydawnicza MOST, 1994.

TURLEJSKA Maria, *Prawdy i fikcje. Wrzesień 1939 – Grudzień 1941*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1966.

TURLEJSKA Maria, *Zapis pierwszej dekady : 1945-1954*, Varsovie, Książka i Wiedza, 1972.

TURLEJSKA Maria, *Te pokolenia żałobami czarne: skazani na śmierć i ich sędziowie 1944-1954*, Londres, Aneks, 1989.

WERESZYCKI Henryk, *Historia polityczna Polski 1864-1918*, Cracovie, Spółdzielnia wydawnicza, 1947.

ZAREMBA Marcin, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm: nacjonalistyczna legitymizacja władzy komunistycznej w Polsce*, Varsovie, TRIO, 2001.

ZAREMBA Marcin et BRZOSTEK Błażej, « Polska 1956–1976: w poszukiwaniu paradygmatu », *Pamięć i Sprawiedliwość*, 2006, vol. 10, n° 2, p. 25–37.

ZAREMBA Marcin, *Wielka trwoga: Polska 1944-1947: ludowa reakcja na kryzys*, Kraków, Znak, 2012.

ŻARYN Jan, *Polska pamięć. O historii i polityce historycznej*, Gdańsk, Patria Media, 2017.

REFERENCES GENERALES : science politique, sociologie, histoire

BEZES Philippe, CHAUVIERE Michel et CHEVALLIER Jacques (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales : la fonction recherche dans les administrations sous la Ve République*, Paris, La Découverte, 2005.

BOURDIEU Pierre, « Le mort saisit le vif [Les relations entre l'histoire réifiée et l'histoire incorporée] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, vol. 32, n° 1, p. 3‑ 14.

BOURDIEU Pierre, *La noblesse d'État : grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989.

BOURDIEU Pierre et CHRISTIN Rosine, « La construction du marché. Le champ administratif et la production de la "politique du logement" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, vol. 81, n° 81‑ 82, p. 65‑ 85.

BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.

COLLOVALD Annie, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1988, vol. 73, n° 1, p. 29‑ 40.

DELOYE Yves, « Introduction : éléments pour une approche socio-historique de la construction européenne », *Politique européenne*, 2006, vol. 1, n° 18, p. 5‑ 15.

DOBRY Michel, « Février 1934 et la découverte de l'allergie de la société française à la "Révolution fasciste" », *Revue française de sociologie*, 1989, vol. 30, n° 3, p. 511‑ 533.

DOBRY Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de "path dependence" », *Revue française de science politique*, 2000, vol. 50, n° 4, p. 585‑ 614.

DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

DUBOIS Vincent, « Politiques culturelles et polémiques médiatiques Lectures croisées en guise d'introduction », *Politix*, 1993, vol. 6, n° 24, p. 5‑ 19.

DUBOIS Vincent, LOZAC'H Valérie et ROWELL Jay, « Jeux bureaucratiques en regime communiste », *Sociétés contemporaines*, 2005, vol. 1, n° 57, p. 5‑ 19.

DUBOIS Vincent, *La vie au guichet: relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, 2010.

DUBOIS Vincent, *La politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, 2012.

DUBOIS Vincent, « L'action de l'État, produit et enjeu des rapports entre espaces sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014, vol. 1, n° 201‑ 202, p. 11‑ 25.

DULONG Delphine, « Le Président de la République : configuration et position prééminente » dans Alain Garrigou et Bernard Lacroix (dir.), *Norbert Elias, la politique et l'histoire*, Paris, La Découverte, 1997, p. 266‑ 289.

GAÏTI Brigitte, « Les manuels scolaires et la fabrication d'une histoire politique », *Genèses*, 2001, vol. 44, n° 3, p. 50‑ 75.

GARCIA Sandrine, « L'Europe du savoir contre l'Europe des banques ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2007, vol. 166‑ 167, n° 1, p. 80‑ 93.

HARTOG François, *Régimes d'historicité : présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

HIBOU Béatrice, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La Découverte, 2011.

LEMERCIER Claire, « Les carrières des membres des institutions consulaires parisiennes au XIXe siècle », *Histoire & mesure*, 2005, vol. 20, n° 1‑ 2, p. 59‑ 95.

MARUANI Margaret, *Travail et emploi des femmes*, Paris, La Découverte, 2017.

MATONTI Frédérique, « Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2013, vol. 5, n° 59, p. 85‑ 104.

« Michel Dobry : « Penser = classer ? » », *Genèses*, 2005, vol. 59, n° 2, p. 151‑ 165.

OFFERLE Michel, *Sociologie de la vie politique française*, Paris, La Découverte, 2004.

« On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, 1997, vol. 10, n° 38, p. 7‑ 17.

PENNETIER Claude et PUDAL Bernard, « La "vérification" (l'encadrement biographique communiste dans l'entre-deux-guerres) », *Genèses*, 1996, vol. 23, n° 1, p. 145‑ 163.

SKORNICKI Arnault et TOURNADRE Jérôme, *La nouvelle histoire des idées politiques*, Paris, La Découverte, 2015.

WEBER Max, *La science, profession et vocation*, traduit par Isabelle Kalinowski, Marseille, Agone, 2005.

SOCIOLOGIE ET HISTOIRE DES INTELLECTUELS ET DU MONDE UNIVERSITAIRE

Engagements intellectuels et professionnels

CHAMPY Florent et ISRAËL Liora, « Professions et engagement public », *Sociétés contemporaines*, 2009, vol. 73, n° 1, p. 7‑20.

CHARLE Christophe, *Naissance des « intellectuels » : 1880-1900*, Paris, les Éditions de Minuit, 1990.

CHARLE Christophe, « Intellectuels, Bildungsburgertum et professions au XIXème siècle [Essai de bilan historiographique comparé (France Allemagne)] », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1995, vol. 106, n° 1, p. 85‑95.

CHARLE Christophe, *Les intellectuels en Europe au XIXe siècle : essai d'histoire comparée*, Paris, Seuil, 1996.

DUCLERT Vincent, « L'engagement scientifique et l'intellectuel démocratique. Le sens de l'affaire Dreyfus », *Politix*, 1999, vol. 12, n° 48, p. 71‑94.

FIK Marta, *Autorytecie wróć? Szkice o postawach polskich intelektualistów po październiku 1956*, Varsovie, Errata, 1997.

HOLUBOWICZ Maria, « L'intelligentsia polonaise (1989-2003) : l'ethos malmené », *Questions de communication*, 2004, n° 6, p. 45‑61.

JEDLICKI Jerzy, « Pologne : l'intelligentsia au tournant de l'histoire », *Le Débat*, 2011, n° 76, p. 32‑39.

KERSTEN Krystyna, « Bezdomny intelektualista w poszukiwaniu ratunku » dans Dariusz Libionka et Tomasz Szarota (dir.), *Pisma rozproszone*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2006.

KOSICKI Piotr H., « L'avènement des intellectuels catholiques : Le mensuel Więź et les conséquences polonaises du personnalisme mounierien », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2009, vol. 102, n° 2, p. 31‑48.

MAUGER Gérard et PINTO Louis, « De la littérature à l'histoire, un parcours singulier. Entretien avec Christophe Charle », *Savoir/Agir*, 2015, vol. 2, n° 32, p. 73‑86.

MATONTI Frédérique, « Kołakowski le Polonais, au miroir français. Dialogue avec Krzysztof Pomian », *Archives de sciences sociales des religions*, 2014, vol. 166, n° 166, p. 17‑34.

PALSKA Hanna, *Nowa inteligencja w Polsce Ludowej: świat przedstawień i elementy rzeczywistości*, Varsovie, Wydawnictwo IFiS PAN, 1994.

PINTO Louis, *Le café du commerce des penseurs : à propos de la doxa intellectuelle*, Bellecombe-en-Bauges, France, Editions du Croquant, 2009.

SAPIRO Gisèle, « La raison littéraire. Le champ littéraire français sous l'Occupation (1940-1944) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1996, vol. 111, n° 1, p. 3‑ 35.

SAPIRO Gisèle, *La guerre des écrivains : 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999.

SAPIRO Gisèle, « De l'usage des catégories de « droite » et de « gauche » dans le champ littéraire », *Sociétés & Représentations*, 2001, n° 11, p. 19‑ 53.

SAPIRO Gisèle, « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », *COnTEXTES. Revue de sociologie de la littérature*, 15 février 2007, n° 2.

SAPIRO Gisèle, « L'internationalisation des champs intellectuels dans l'entre-deux-guerres : facteurs professionnels et politiques » dans Gisèle Sapiro (dir.), *L'espace intellectuel en Europe*, Paris, La Découverte, 2008, p. 111‑ 146.

SAPIRO Gisèle, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009, vol. 1, n° 176‑ 177, p. 8‑ 31.

SAPIRO Gisèle (dir.), *L'espace intellectuel en Europe : de la formation des États-nations à la mondialisation : XIXe-XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2009.

SZELENYI Ivan, « La position de l'intelligentsia dans la structure de classe des sociétés socialistes d'État », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1978, vol. 22, n° 1, p. 61‑ 74.

ZARYCKI Tomasz, *Ideologies of Eastness in Central and Eastern Europe*, London, Routledge, 2014.

ZARYCKI Tomasz, SMOCZYŃSKI Rafał et WARCZOK Tomasz, « The Roots of Polish Culture-Centered Politics: Toward a Non–Purely Cultural Model of Cultural Domination in Central and Eastern Europe », *East European Politics and Societies*, 2017, vol. 31, n° 2, p. 360‑ 381.

Sociologie et histoire des productions intellectuelles et scientifiques

AMIOT Michel, *Contre l'État, les sociologues : éléments pour une histoire de la sociologie urbaine en France, 1900-1980*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1986.

BALASINSKI Justyne, « La Pologne : un "cas clinique" ? Autonomie culturelle et régime de type soviétique », *Transitions*, vol. 43, n° 2, p. 23‑ 40.

BIELECKA-PRUS Joanna, « The Social Roles of Polish Sociologists after 1945 », *Comparative Sociology*, 2011, vol. 10, n° 5, p. 735‑ 765.

BIGDAY Maria, *L'engagement intellectuel sous régime autoritaire : les « think tankers » biélorusses entre expertise et dissidence*, Paris, Dalloz, 2017.

BOURDIEU Pierre, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976, vol. 2, n° 2, p. 88‑ 104.

BOURDIEU Pierre, *Homo academicus*, Paris, Les éditions de Minuit, 1984.

BOURDIEU Pierre, *L'ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, Editions de Minuit, 1988.

BOURDIEU Pierre, *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992.

BUREAU Marie-Christine, PERRENOUD Marc et SHAPIRO Roberta (dir.), *L'artiste pluriel : démultiplier l'activité pour vivre de son art*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009.

CHAMPAGNE Patrick, « Censure(s) », *Les Dossiers de l'Audiovisuel*, 2002, n° 106, p. 8‑ 11.

CHARLE Christophe et VERGER Jacques, *Histoire des universités : XIIe-XXIe siècle*, Paris, Presses universitaires de France, 2012.

CONNELLY John, *Captive university: the Sovietization of East German, Czech and Polish higher education, 1945-1956*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000.

CONNELLY Johnston et GRÜTTNER Michael (dir.), *Universities under dictatorship*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2005.

DAKOWSKA Dorota, « Polish Higher Education and the Global Academic Competition: University Rankings in the Reform Debate » dans Tero Erkkilä (dir.), *Global University Rankings: Challenges for European Higher Education*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2013, p. 107‑ 123.

DAKOWSKA Dorota, « Between Competition Imperative and Europeanisation: The Case of Higher Education Reform in Poland », *Higher Education: The International Journal of Higher Education and Educational Planning*, 2015, vol. 69, n° 1, p. 129‑ 141.

DENORD François, *Genèse et institutionnalisation du néo-libéralisme en France (années 1930- années 1950)*, Thèse de doctorat, Centre de sociologie européenne, Paris, 2003.
DUBOIS Vincent, « L'action de l'État, produit et enjeu des rapports entre espaces sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2014, vol. 1, n° 201‑ 202, p. 11‑ 25.

DENORD François, *Le néo-libéralisme à la française : histoire d'une idéologie politique*, Marseille, Agone, 2016.

FABIANI Jean-Louis, « A quoi sert la notion de discipline ? » dans Jean Boutier, Jean-Claude Passeron et Jacques Revel (dir.), *Qu'est-ce qu'une discipline ?*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2006, p. 11‑ 34.

HEILBRON Johan, « Pionniers par défaut ? Les débuts de la recherche au Centre d'études sociologiques (1946-1960) », *Revue française de sociologie*, 1991, vol. 32, n° 3, p. 365‑ 379.

HÜBNER Piotr, *Polityka naukowa w Polsce w latach 1944-1953: geneza systemu*, s.l., Zakład Narodowy im. Ossolińskich, 1992.

HÜBNER Piotr, « The Last Flight of Pegasus: The Story of the Polish Academy of Science and Letters and of the Warsaw Scientific Society, 1945-1952 », *East European Politics and Societies*, 1999, vol. 13, n° 1, p. 71‑ 116.

HÜBNER Piotr, « Polityka partyjno-rządowa wobec towarzystw naukowych w Polsce po II wojnie światowej », *Prace Komisji Historii Nauki Polskiej Akademii Umiejętności*, 1999, n° 1, p. 51‑ 71.

IHL Olivier, KALUSZYNSKI Martine et POLLET Gilles (dir.), *Les sciences de gouvernement*, Paris, Economica, 2003.

KWIEK Marek, « Academe in transition: Transformations in the Polish academic profession », *Higher Education*, 2003, vol. 45, n° 4, p. 455‑ 476.

LAGRAVE Rose-Marie, *Voyage aux pays d'une utopie déchue : plaidoyer pour l'Europe centrale*, Paris, PUF, 1998.

LASSAVE Pierre, *Les sociologues et la recherche urbaine dans la France contemporaine*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1997.

LEBARON Frédéric, *Les économistes français entre science et politique : contribution à une sociologie de la culture économique*, Thèse de doctorat, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1996.

LEBARON Frédéric, *La croyance économique : les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, 2000.

LENOIR Remi, « L'invention de la démographie et la formation de l'État », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1995, vol. 108, n° 1, p. 36‑ 61.

MINK Georges, « Approches de la structure sociale en Pologne : du dogme unique au pluralisme d'écoles », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1982, vol. 13, n° 4, p. 129‑ 155.

NORA Pierre, « Lavisse, instituteur national. Le "Petit Lavisse", évangile de la République » dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire. Tome 1*, Paris, Gallimard, 1997, p. 239‑ 275.

POLLAK Michael, « La planification des sciences sociales », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1976, vol. 2, n° 2, p. 105‑ 121.

POPA Ioana, *Traduire sous contraintes : littérature et communisme, 1947-1989*, Paris, CNRS éditions, 2010.

POUPEAU Franck, *Une sociologie d'État : l'école et ses experts en France*, Paris, Raisons d'agir, 2003.

SIGMAN Carole, CIRSTOCEA Ioana et DAKOWSKA Dorota (dir.), « Les transformations des espaces académiques centre-est-européens depuis 1989 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2014, vol. 45, n° 1.

SZACKI Jerzy, « Polish Sociology 1940-1989: In Service of Society or in Service of the Regime? », *Polish Sociological Review*, 1998, n° 122, p. 115‑ 131.

Fabrique de l'histoire et rôle social de l'historien

AJNENKIEL Andrzej, « Blank Pages in Polish History », *The Polish Review*, 1988, vol. 33, n° 3, p. 333‑ 341.

ANTOHI Sorin, TRENCSÉNYI Balázs et APOR Péter (dir.), *Narratives unbound: historical studies in post-communist Eastern Europe*, Budapest, CEU Press, 2007.

BACKOUCHE Isabelle et DUCLERT Vincent (dir.), *Quel musée d'histoire pour la France ?*, Paris, Armand Colin, 2011.

BEAUVOIS Daniel, « Être historien en Pologne : les mythes, l'amnésie et la "vérité" », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1991, vol. 38, n° 3, p. 353‑ 386.

BERGER Stefan et LORENZ Chris (dir.), *Nationalizing the past: historians as nation builders in modern Europe*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, 2010.

BERGER Stefan, « German History Politics and the National Socialist Past » dans Alexeï Miller et Maria Lipman (dir.), , CEU Press., Budapest, 2012, p. 21‑ 44.

BOULAY Morgane Le, « Investir l'arène européenne de la recherche. Le "Groupe de Liaison" des historiens auprès de la Commission européenne », *Politix*, 2010, vol. 89, n° 1, p. 103‑ 124.

CHRISTIAN Michel et DROIT Emmanuel, « Écrire l'histoire du communisme : l'histoire sociale de la RDA et de la Pologne communiste en Allemagne, en Pologne et en France », *Genèses*, 2005, vol. 61, n° 4, p. 118‑ 133.

COCK-PIERREPONT Laurence de, MADELINE Fanny, OFFENSTADT Nicolas et WAHNICH Sophie (dir.), *Comment Nicolas Sarkozy écrit l'histoire de France : dictionnaire critique*, Marseille, Agone, 2008.

CONNELLY John, « Historikerstreit in Post-Socialist Poland and Czech Republic » dans Michael Minkenberg et Timm Beichelt, (dir.), *Cultural Legacies in Post-Socialist Europe. The Role of Various Pasts in the Current Transformation Process*, Francfort sur l'Oder, Frankfurter Institut für Transformationsstudien, 2003, p. 49‑ 56.

CZYŻEWSKI Andrzej, *Proces destalinizacji polskiej nauki historycznej w drugiej połowie lat 50. XX wieku*, Varsovie, Polskie Wydawnictwo Naukowe, 2007.

CZYŻEWSKI Andrzej, « Historycy polscy wobec destalinizacji - proba analizy postaw (Les historiens polonais face à la déstalinisation) » dans Andrzej Wierzbicki (dir.), *Klio polska. Studia i materialy z dziejow historiografii polskiej po II wojnie swiatowej*, Varsovie, Neriton, 2008, vol.3, p. 187‑ 211.

CZYŻEWSKI Andrzej, NOWINOWSKI Sławomir M., STOBIECKI Rafał et ŻELAZKO Joanna (dir.), *Bez taryfy ulgowej: dorobek naukowy i edukacyjny Instytutu Pamięci Narodowej 2000-2010*, Łódź, IPN, 2012.

DUCREUX-LAKITS Marie-Élizabeth et MARES Antoine (dir.), *Enjeux de l'histoire en Europe centrale:*, Paris, L'Harmattan, 2001.

DUMOULIN Olivier, *Le rôle social de l'historien : de la chaire au prétoire*, Paris, Albin Michel, 2003.

FERRO Marc, *L'Histoire sous surveillance : science et conscience de l'histoire*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.

FILIPOWICZ Mirosław, « Polish Historiography in Exile: On Selected Works and Ideas of Oskar Halecki, Henryk Paszkiewicz and Marian Kukiel » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 249‑ 262.

KORZEC Pawel, « Etudes de l'historiographie de la Pologne populaire », *Revue de l'Est*, 1973, vol. 4, n° 3, p. 127‑ 172.

GÓRNY Maciej, « Od Lelewela do Smolenskiego. Spory historiograficzne lat piecdziesiatych (Les débats historiographiques des années 1950) » dans Andrzej Wierzbicki (dir.), *Klio polska. Studia i materialy z dziejow historiografii polskiej po II wojnie swiatowej*, Varsovie, Neriton, 2006, vol.2, p. 149‑ 177

GÓRNY Maciej, « From the Splendid Past into the Unknown Future: Historical Studies in Poland after 1989 » dans Sorin Antohi, Balázs Trencsényi et Péter Apor (dir.), *Narratives Unbound. Historical Studies in Post-Communist Eastern Europe*, Budapest and New York, CEU Press, 2007, p. 101‑ 172.

GÓRNY Maciej, « "Dialectical Negation": East Central European Marxist Historiography and the Problem of the Nation », *East Central Europe*, 2009, n° 36, p. 225‑ 253.

GRIOT Witold, « L'École historique de Cracovie : Une relecture de l'histoire de la Pologne par les conservateurs positivistes, 1867-1904 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2012, vol. 35, n° 1, p. 89‑ 101.

GRADVOHL Paul, « Europe centrale, Europe de l'Est, "terres de sang" et autres "éclats d'empires" au XXe siècle », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2014, vol. 45, n° 2, p. 175‑ 214.

HARTOG François et REVEL Jacques (dir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, Éditions de

l'EHESS, 2001.

« Histoire, mémoire, justices. De l'Espagne à l'Amérique latine », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 3‑ 4, n° 111‑ 112.

HOBSBAWM Eric John, *Aux armes, historiens : deux siècles d'histoire de la Révolution française*, Paris, Pluriel, 2014.

INGRAO Christian, « Les historiens et le nazisme. Pratiques historiographiques, légitimation et engagement », *Sociétés contemporaines*, 2000, vol. 39, n° 1, p. 79‑ 83.

INSTITUT D'HISTOIRE DU TEMPS PRESENT, *Écrire l'histoire du temps présent: en hommage à François Bédarida : actes de la journée d'études de l'IHTP, Paris, CNRS, 14 mai 1992*, Paris, CNRS éditions, 1993.

JARAUSH Konrad H., « Déstruction créatrice. Transformer le système universitaire est-allemand. Le cas de l'Histoire », *Sociétés contemporaines*, 2000, vol. 39, n° 1, p. 39‑ 60.

JASIŃSKI Łukasz, « Wybrane aspekty działalności Głównej Komisji Badania Zbrodni Hitlerowskich w Polsce (1963-1989) » dans Patryk Pleskot (dir.), *Wina i kara. Społeczeństwa wobec rozliczeń zbrodni popełnionych przez reżimy totalitarne w latach 1939-1956*, Warszawa, IPN, 2015, p. 158‑ 172.

JEANNENEY Jean-Noël, *Le passé dans le prétoire : l'historien, le juge et le journaliste*, Paris, Seuil, 1998.

KARPIŃSKI Wojciech, « Ideologia i historia », *Zeszyty Historyczne*, 1985, n° 72, p. 3‑ 17.

KOPEČEK Michal (dir.), *Past in the making: historical revisionism in Central Europe after 1989*, Budapest, CEU Press, 2008.

KICHELEWSKI Audrey, « Etre un historien juif en Pologne communiste : Bernard Mark (1908-1966), directeur de l'Institut d'histoire juive de Varsovie » dans Hélène Harter, Antoine Marès, Pierre Melandri et Catherine Nicault (dir.), *Terres promises : Mélanges offerts à André Kaspi*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2009, p. 527‑ 537.

KULA Witold, « Mon "éducation sentimentale" », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1989, vol. 44, n° 1, p. 133‑ 146.

KULA Marcin, *Mimo wszystko bliżej Paryża niż Moskwy: książka o Francji, PRL i o nas, historykach*, Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2010.

LAGROU Pieter, « L'histoire du temps présent en Europe depuis 1945, ou comment se constitue et se développe un nouveau champ disciplinaire », *Revue pour l'histoire du CNRS*, 2003, n° 9, p. 4‑ 15.

LAGROU Pieter, « De l'histoire du temps présent à l'histoire des autres », *Vingtième Siècle*, 2013, n° 118, p. 101‑ 119.

LAVABRE Marie-Claire et DAMAMME Dominique, « Les historiens dans l'espace public », *Sociétés contemporaines*, 2000, vol. 39, n° 1, p. 5‑ 21.

MARES Antoine, *Histoire et pouvoir en Europe médiane*, Paris, L'Harmattan, 1996.

MANTEUFFEL Tadeusz, « Warunki rozwoju nauki historycznej w dziesięcioleciu 1948-1958 » dans Juliusz Łukasiewicz, Maciej Mycielski et Jan Tyszkiweciz (dir.), *Tradycje i Współczesność. Księga pamiątkowa Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego 1930-2005*, Varsovie, Wydawnictwo DiG, 2005, p. 360‑ 372.

MAZUR Zbigniew, « Karol Marian Pospieszalski. Badania nad okupacją niemiecką w Instytucie Zachodnim », *Przegląd Zachodni*, 2009, n° 2, p. 125‑ 140.

MĘKARSKI Artur, « In Whose Name is the Story Told? The Emigré Critique of Method in the Historiography of the Polish People's Republic » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 343‑ 359.

MARTIN Jean-Clément, « Histoire, mémoire et oubli pour un autre régime d'historicité », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2000, vol. 4, n° 47, p. 783‑ 804.

NOIRIEL Gérard, « Naissance du métier d'historien », *Genèses*, 1990, vol. 1, n° 1, p. 58‑ 85.

NOIRIEL Gérard, *Sur la « crise » de l'histoire*, Paris, Belin, 1996.

NOIRIEL Gérard et OFFENSTADT Nicolas, « Histoire et politique autour d'un débat et de certains usages », *Nouvelles FondationS*, 2006, n° 2, p. 65‑ 75.

NOIRIEL Gérard, « De quelques usages publics de l'histoire », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 2009, n° 9, p. 123‑ 132.

NOLAN Mary, « The Historikerstreit and Social History », *New German Critique*, 1988, n° 44, p. 51‑ 80.

NOWINOWSKI Sławomir M., POMORSKI Jan et STOBIECKI Rafał (dir.), *Pamięć i polityka historyczna: doświadczenia Polski i jej sąsiadów*, Łódź, IPN, 2008.

PACZKOWSKI Andrzej, « 25 lat Zeszytów Historycznych », *Zeszyty Historyczne*, 1987, n° 82, p. 3‑ 15.

PLESKOT Patryk, *Intelektualni sąsiedzi: kontakty historyków polskich ze środowiskiem « Annales » 1945-1989*, Varsovie, IPN, 2010.

PORTNOV Andriy, « Soviétisation et désoviétisation de l'histoire en Ukraine », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2014, vol. 45, n° 2, p. 95‑ 127.

RIBEMONT Thomas, *L'expertise historienne dans la France contemporaine : la fonction politique de l'histoire en question*, Thèse de doctorat, Université Paris-Dauphine, France, 2006, 529 p.

ROMEK Zbigniew, *Cenzura w PRL: relacje historyków*, Varsovie, Neriton, 2000.

ROMEK Zbigniew, « Krystyna Kersten — historyk dziejów najnowszych » dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*, Varsovie, Neriton, 2001, p. 217–232.

ROMEK Zbigniew, « Zinstytucjonalizowana autocenzura historyków polskich w czasach stalinowskich » dans Andrzej Wierzbicki (dir.), *Klio Polska. Studia i materiały z dziejów historiografii polskiej po II wojnie światowej*, Warszawa, Neriton, 2008, p. 105‑ 142.

ROMEK Zbigniew, *Cenzura a nauka historyczna w Polsce 1944-1970*, Varsovie, Wydawnictwo Neriton, 2010.

ROUSSO Henry, « L'histoire appliquée ou les historiens thaumaturges », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 1984, vol. 1, n° 1, p. 105‑ 122.

ROWELL Jay, « L'étonnant retour du "totalitarisme". Réflexions sur le"tournan" de 1989 et l'historiographie de la RDA », *Politix*, 1999, vol. 12, n° 47, p. 131‑ 150.

RUTKOWSKI Tadeusz Paweł, *Nauki historyczne w Polsce 1944-1970: zagadnienia polityczne i organizacyjne*, Varsovie, Wydawnictwa Uniwersytetu Warszawskiego, 2007.

RUTKOWSKI Tadeusz Paweł, « Władze PRL i historycy. Okres gomułkowski (1956-1970) », *Biuletyn IPN*, 2008, n° 86, p. 97‑ 103.

RUTKOWSKI Tadeusz Paweł, « Rola Wydziału Historii Partii KC PPR/PZPR w kształtowaniu polityki historycznej w Polsce (1946-1956) » dans Sławomir M. Nowinowski, Jan Pomorski et Rafał Stobiecki (dir.), *Pamięć i polityka historyczna*, Łódź, IPN, 2008, p. 357‑ 371.

RUTKOWSKI Tadeusz Paweł, *Powszechne Zjazdy Historyków Polskich w Polsce Ludowej: dokumenty i materiały*, Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2014.

SETON-WATSON Robert William, *The historian as a political force in Central Europe: on inaugural lecture delivered on 22 november 1922*, Londres, School of Slavonic studies in the University of London, King's College : Eyre and Spottiswoode, 1922.

SIEWIERSKI Tomasz, « Komuniści i historycy. Polski ruch robotniczy w badaniach ucoznych w PRL - wybrane aspekty » dans Dariusz Magier (dir.), *Partia Komunistyczna w Polsce. Struktury. Ludzie. Dokumentacja.*, Lublin, Radzyń Podlaski, 2012, p. 463‑ 479.

STOBIECKI Rafał, « Between Continuity and Discontinuity: A Few Comments on the Post-war Development of Polish Historical Research », *Zeitschrift für Ostmitteleuropa-Forschung*, 2001, vol. 50, n° 2, p. 214‑ 229.

STOBIECKI Rafał, « Historycy polscy na uchodźstwie na Międzynarodowych Kongresach Nauk Historycznych », *Dzieje Najnowsze*, 2002, vol. 34, n° 3, p. 75‑ 93.

STOBIECKI Rafał, « Reaktualizacja mitu historii “prawdziwej” w historiografii polskiej po 1989 r. » dans *Pamiętnik XVI Powszechnego Zjazdu Historyków we Wrocławiu*, Toruń, 2002, p. 11‑ 23.

STOBIECKI Rafał, *Klio na wygnaniu: z dziejów polskiej historiografii na uchodźstwie w Wielkiej Brytanii po 1945 r*, Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2005.

STOBIECKI Rafał, *Historiografia PRL: ani dobra, ani mądra, ani piękna... ale skomplikowana*, Varsovie, TRIO, 2007.

STOBIECKI Rafał, « Historycy wobec polityki historycznej » dans Sławomir M. Nowinowski, Jan Pomorski et Rafał Stobiecki (dir.), *Pamięć i polityka historyczna: doświadczenia Polski i jej sąsiadów*, Łódź, IPN, 2008, p. 175‑ 192.

STOBIECKI Rafał, « Między dogmatem ideologa a modernizacją. Marksizm Jerzego Topolskiego » dans Wojciech Wrzosek (dir.), *Oblicza przeszłości*, Bydgoszcz, Oficyna Wydawnicza Epigram, 2011, p. 53‑ 68.

STOBIECKI Rafał, « To Be a Polish Historian in Exile: Semantic and Methodological Remarks » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 190‑ 202.

STOBIECKI Rafał, « Polish Exile Periodicals as a Dialogue Forum: Teki Historyczne, Polish Review, Zeszyty Historyczne » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 282‑ 296.

SZUREK Jean-Charles, « Etre témoin sous le stalinisme. Les premières années de l’Institut Historique Juif de Varsovie » dans Delphine Bechtel, Evelyne Patlagean, Jean-Charles Szurek et Paul Zawadzki (dir.), *Ecriture de l’histoire et identité juive. L’Europe ashkénaze 19e-20e siècle*, Paris, Les Belles Lettres, 2003, p. 51‑ 82.

THOMAS Yan, « La vérité, le temps, le juge et l’historien », *Le Débat*, , n° 102, p. 17‑ 36.

TRAVERSO Enzo, « De l’anticommunisme », *L’Homme et la société*, 2001, vol. 2, n° 140‑ 141, p. 169‑ 194.

TRAVERSO Enzo, *Le passé, modes d’emploi : histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005.

TRAVERSO Enzo, *L’histoire comme champ de bataille : interpréter les violences du XXe siècle*, Paris, La Découverte, 2010.

URBANSKI Sébastien, « La démocratisation des contenus d’enseignement de l’école publique en Pologne : essai d’analyse des justifications politiques des réformes scolaires à la sortie du communisme », *Education et sociétés*, 2011, n° 27, p. 147‑ 160.

URBANSKI Sébastien, « L'expression de croyances dans les manuels d'histoire pour l'école publique : le cas de la Pologne avant et après 1989 », *Le Télémaque*, 2015, n° 47, p. 121‑ 138.

« Vérité judiciaire, vérité historique », *Le Débat*, 1998, n° 102.

VIDAL Juan Carlos, *L'historien et le politique. Entretiens avec Bronisław Geremek*, Montricher, Les éditions Noir sur Blanc, 1999.

WANDYCZ Piotr, « O "Zeszytach Historycznych" », *Zeszyty Historyczne*, 2010, n° 171, p. 70‑ 80.

WIERZBICKI Andrzej, « L' anomalie du développement de la Pologne dans la pensée historique polonaise du XIXe siècle », *Acta Poloniae Historica*, 1985, n° 51, p. 51‑ 81.

ZADENCKA Maria, « Polish Exile Historians at the International Historical Congresses » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European History Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 156‑ 189.

ZADENCKA Maria, « The Shape of Europe in the Works of Oskar Halecki, Józef Mackiewicz, and Marian Kukiel » dans Maria Zadencka, Andrejs Plakans et Andreas Lawaty (dir.), *East and Central European history Writing in Exile 1939-1989*, Leiden et Boston, Brill Rodopi, 2015, p. 263‑ 281.

ZELIS Guy, « Vers une histoire publique », *Le Débat*, 2013, vol. 177, n° 5, p. 153‑ 162.

POLITIQUES HISTORIQUES, SOCIOLOGIE DE LA MEMOIRE ET USAGES POLITIQUES DU PASSE

Politiques mémorielles

BERTRAND Romain, *Mémoires d'empire: la controverse autour du « fait colonial »*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant, 2006.

CHAUMONT Jean-Michel, *La concurrence des victimes : génocide, identité, reconnaissance*, Paris, la Découverte, 2002.

CONAN Éric et ROUSSO Henry, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Pluriel, 2013.

ESPERENZA Marcia et SCHNEIDER Nina (dir.), *Legacies of State Violence and Transitional Justice in Latin America: A Janus-faced Paradigm*, Lexington Books/Rowman and Littlefield, 2015.

GENSBURGER Sarah et NIEWIEDZIAL Agnieszka, « Figure du Juste et politique publique de la mémoire en Pologne (1945-2005) », *Critique internationale*, 2007, vol. 1, n° 34, p. 127‑ 148.

GENSBURGER Sarah, *Les Justes de France : politiques publiques de la mémoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010, 239 p.

GENSBURGER Sarah et LAVABRE Marie-Claire, « D'une «mémoire» européenne à l'européanisation de la «mémoire» », *Politique européenne*, 2012, vol. 2, n° 37, p. 9‑ 17.

HOURCADE Renaud, *Les ports négriers face à leur histoire : politiques de la mémoire à Nantes, Bordeaux et Liverpool*, Paris, Dalloz, 2014.

ISRAËL Liora et MOURALIS Guillaume (dir.), *Dealing with wars and dictatorships: legal concepts and categories in action*, The Hague, Springer, 2014.

JUDT Tony, « The Past Is Another Country: Myth and Memory in Postwar Europe », *Daedalus*, 1992, vol. 121, n° 4, p. 83‑ 118.

LAVABRE Marie-Claire, « Usages du passé, usages de la mémoire », *Revue française de science politique*, 1994, vol. 44, n° 3, p. 480‑ 493.

LAVABRE Marie-Claire, « Usages et mésusages de la notion de mémoire », *Critique internationale*, 2000, vol. 7, n° 1, p. 48‑ 57.

LAVABRE Marie-Claire et DAMAMME Dominique, « Les historiens dans l'espace public », *Sociétés contemporaines*, 2000, vol. 39, n° 1, p. 5‑ 21.

LAVABRE Marie-Claire et GENSBURGER Sarah, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : la sociologie de la mémoire comme tierce position » dans Bertrand Müller (dir.), *L'histoire entre mémoire et épistémologie*, Lausanne, Payot, 2005, p. 75‑ 96.

MICHEL Johann, *Gouverner les mémoires : les politiques mémorielles en France*, Paris, Presses universitaires de France, 2010.

NORA Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984, vol. 7/.

ROBIN Régine, « Entre histoire et mémoire » dans Bertrand Müller (dir.), *L'histoire entre mémoire et épistémologie*, Lausanne, éditions Payot, 2005.

ROSOUX Valérie, « Pièges et ressources de la mémoire dans les relations internationales », *Revue internationale et stratégique*, 2002, vol. 2, n° 46, p. 43‑ 50.

ROUSSO Henry, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, vol. 94, n° 2, p. 3‑ 10.

Politiques historique en Pologne et en Europe

BAZIN Anne, « La réconciliation à travers l'écriture d'une histoire commune : l'exemple des commissions d'historiens germano-tchèque et germano-polonaise », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2000, vol. 31, n° 1, p. 33‑ 65.

BAZIN Anne, « Les acteurs publics de la réconciliation en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale », *Les Cahiers Sirice*, 2016, vol. 1, n° 15, p. 41‑ 51.

BENSUSSAN Agnès, DAKOWSKA Dorota et BEAUPRE Nicolas, « Les enjeux des archives des polices politiques communistes en Allemagne et en Pologne », *Genèses*, 2003, vol. 52, n° 3, p. 4‑ 32.

BLAIVE Muriel, « L'ouverture des archives d'une police politique communiste : le cas tchèque, de Zdene Salivarova à Milan Kundera » dans Sonia Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte, 2009, p. 203‑ 225.

BLAIVE Muriel, « La question épineuse de la collaboration dans l'appréciation du passé communiste tchèque : quelques réflexions » dans Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2011, p. 217‑ 230.

BONNARD Pascal et MINK Georges (dir.), *Le passé au présent: gisements mémoriels et actions historicisantes en Europe centrale et orientale*, Paris, Michel Houdiard, 2010.

DAKOWSKA Dorota, « Le "Centre contre les expulsions" : les enjeux d'un débat transnational » dans Georges Mink et Laure Neumayer (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, p. 128‑ 139.

DROIT Emmanuel, « Le Goulag contre la Shoah », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, vol. 94, n° 2, p. 101‑ 120.

FRANÇOIS Etienne, « Révolution archivistique et réécritures de l'histoire : la RDA » dans Henry Rousso (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 331‑ 352.

GRADVOHL Paul, « État-parti et société : nouvelles lectures » dans Sonia Combe (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés post-communistes*, Paris, La Découverte, 2009, p. 157‑ 172.

GRZELAK Piotr, *Wojna o lustrację*, Varsovie, Trio, 2005.

KOCZANOWICZ Leszek, « Memory of Politics and Politics of Memory. Reflections on the Construction of the Past in Post-Totalitarian Poland », *Studies in East European Thought*, 1997, vol. 49, n° 4, p. 259‑ 270.

KUK Leszek, « Les aléas d'une entreprise de rééducation historique en Pologne », *Transitions*, 2005, vol. 44, n° 2, p. 93‑ 110.

MACHCEWICZ Paweł, « Das Institut für Nationales Gedenken. Das polnische Modell der Abrechnung mit der totalitären Vergangenheit » dans Agnès Bensussan, Dorota Dakowska et Nicolas Beaupré (dir.), *Die Überlieferung der Dikaturen*, Essen, Klartext, 2004.

MÄLKSOO Maria, « The Memory Politics of Becoming European: The East European Subalterns and the Collective Memory of Europe », *European Journal of International Relations*, 2009, vol. 15, n° 4, p. 653‑ 680.

MINK Georges et NEUMAYER Laure, *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007.

MINK Georges, « Les usages des instituts de la mémoire nationale (I.M.N.) dans les recompositions partisanes (1989-2008) » dans Pascal Bonnard et Georges Mink (dir.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2011, p. 171‑ 184.

MINK Georges et NEUMAYER Laure (dir.), *History, memory and politics in Central and Eastern Europe: memory games*, Basingstoke, Palgrave Mac Millan, 2013.

MISZTAL Barbara A., « How not to deal with the past: lustration in Poland », *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 1999, vol. 40, n° 1, p. 31‑ 55.

NEUMAYER Laure, « Integrating the Central European Past into a Common Narrative: The Mobilizations Around the "Crimes of Communism" in the European Parliament », *Journal of Contemporary European Studies*, 2015, vol. 23, n° 3, p. 344‑ 363.

PACZKOWSKI Andrzej, « L'ouverte des archives, profits et dangers. Le cas polonais » dans Georges Mink et Jean-Charles Szurek (dir.), *Cet étrange postcommunisme*, Paris, La Découverte, 1992, p. 199‑ 209.

PACZKOWSKI Andrzej, « Les archives de l'appareil de sécurité de la République populaire de Pologne en tant que source », *Genèses*, 2003, vol. 52, n° 3, p. 58‑ 79.

PACZKOWSKI Andrzej, « Pologne et Ukraine. Questions délicates, réponses difficiles » dans Georges Mink et Laure Neumayer (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, p. 143‑ 155.

SCHÜLKE Christian, *Les usages politiques du passé dans les relations germano-polonaises (1989-2005)*, Paris, L'Harmattan, 2009.

SKIBIŃSKI Paweł, WIŚCICKI Tomasz et WYSOCKI Michał (dir.), *Historycy i politycy: polityka pamięci w III RP*, Warszawa, Wydawnictwo DiG, 2011.

SMOLAR Aleksander, « Les aventures de la décommunisation », *Critique internationale*, 1999, vol. 5, n° 4, p. 155‑ 166.

STAN Lavinia, « The Politics of Memory in Poland: Lustration, File Access and Court Proceedings », *Studies in Post-Communism*, 2006, Occasional Paper n° 10, p. 1‑ 29.

STAN Lavinia (dir.), *Transitional justice in Eastern Europe and the former Soviet Union: reckoning with the Communist past*, London, Routledge, 2009.

STOLA Dariusz, « Poland's Institute of National Remembrance: A Ministry of Memory? » dans Alexeï Miller et Maria Lipman (dir.), , CEU Press., Budapest, 2012, p. 45‑ 58.

SZELIGOWSKA Dorota, *La « politique historique » polonaise en tant que politique publique et l'effet d'européanisation*, mémoire de recherche, IEP de Paris, s.l., 2007.

Constructions nationales

ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002.

HOBSBAWM Eric John, *Nations et nationalisme depuis 1780: programme, mythe, réalité*, Paris, Gallimard, 1997.

HOBSBAWM Eric John et RANGER Terence Osborn (dir.), *L'invention de la tradition*, Paris, Editions Amsterdam, 2012.

KEMP Walter A., *Nationalism and communism in Eastern Europe and the Soviet Union: a basic contradiction*, New York, St. Martin's Press, 1999.

THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales : Europe, XVIIIe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 2001.

SOCIOLOGIE POLITIQUE DES ESPACES COMMUNISTES ET POSTCOMMUNISTES

DAKOWSKA Dorota, « L'Europe centrale à l'heure du repli souverainiste », *Études*, 2017, n° 5, p. 19‑ 30.

DAKOWSKA Dorota, *Le pouvoir des fondations : des acteurs de la politique étrangère allemande*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014.

DREWSKI Bruno, « Du parti ouvrier à la gauche démocratique. Les métamorphoses d'un parti de pouvoir polonais (1989-2001) » dans Jean-Michel De Waele (dir.), *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, éditions de l'Université libre de Bruxelles, 2002, p. 71‑ 82.

HEURTAUX Jérôme, *Une partisanisation controversée: Codification de la compétition politique et construction de la démocratie en Pologne (1989-2001)*, Thèse de doctorat,

Université du droit et de la santé, Lille, France, 2005, 721 p.

HEURTAUX Jérôme, « Démocratisation en Pologne : la première loi sur les partis (1989-1990) », *Critique internationale*, 2006, vol. 1, n° 30, p. 161‑ 175.

HEURTAUX Jérôme et PELLEN Cédric, « La Table ronde : un meuble politiquement encombrant » dans *1989 à l'Est de l'Europe : une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 2009, p. 23‑ 56.

HEURTAUX Jérôme et ZALEWSKI Frédéric, *Introduction à l'Europe postcommuniste*, Bruxelles, De Boeck, 2012.

HEURTAUX Jérôme, « L'amont et l'aval d'une loi électorale. Les "élections de changement de régime" en Pologne en juin 1989 sous l'angle d'une sociologie politique du droit », *Revue française de science politique*, 2013, vol. 63, n° 3, p. 519‑ 544.

LEDER Andrzej, « La révolution des somnambules », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2016, vol. 47, n° 4, p. 29‑ 55.

MINK Georges et SZUREK Jean-Charles, *La grande conversion : le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, le Grand livre du mois, 1999.

MINK Georges, « Pologne : un bilan politique contrasté », *Politique étrangère*, 2009, n° 3, p. 503‑ 515.

NEUMAYER Laure, *L'enjeu européen dans les transformations postcommunistes : Hongrie, Pologne, République tchèque, 1989-2004*, Paris, Belin, 2006.

PELLEN Cédric, *Sociologie d'un groupement politique illégitime : le mouvement Samoobrona (Autodéfense) en Pologne (1991-2010)*, Thèse de doctorat, Université Montesquieu-Bordeaux IV, Bordeaux, 2010.

SMOLAR Aleksander, « Jews as a Polish Problem », *Daedalus*, 1987, vol. 116, n° 2, p. 31‑ 73.

SZCZERBIAK Aleks, *Poles together?: the emergence and development of political parties in postcommunist Poland*, Budapest, CEU Press, 2001.

TODOROV Antony, « Un clivage centré sur le passé communiste » dans Jean-Michel De Waele (dir.), *Les clivages politiques en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, éditions de l'Université libre de Bruxelles, 2004.

ZALEWSKI Frédéric, « Crise et changement chez Pierre Bourdieu : une mise à l'épreuve à partir du passage à la démocratie en Pologne », *Transitions*, 2004, vol. 43, n° 2, p. 11‑ 22.

ZALEWSKI Frédéric, *Paysannerie et politique en Pologne : trajectoire du parti paysan polonais du communisme à l'après communisme, 1945-2005*, Paris, Michel Houdiard, 2006.

ZALEWSKI Frédéric, « L'émergence d'une démocratie antilibérale en Pologne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2016, vol. 47, n° 4, p. 57‑ 86.

ZAWADZKI Paul, « Antisémitisme en Pologne à l'heure de la transition vers le post-communisme », *Lignes*, 1993, vol. 2, n° 19, p. 122‑ 157.

HISTORIOGRAPHIE DU COMMUNISME

APOR Péter, « Eurocommunism Commemorating Communism in Contemporary Eastern Europe », *Eurhistxx. The European Network for Contemporary History*, 2007.

ASH Timothy Garton, *The Polish revolution: Solidarity*, Londres, Granta Books, 1983.

BIŃKO Beata, « Skąd przychodzili, dokąd zmierzali... aspiranci pieerwszego rocznika Instytut Kształcenia Kadr Naukowych przy KC PZPR » dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*, Varsovie, Neriton, 2001, p. 174‑ 191.

BLAIVE Muriel, *Une déstalinisation manquée : Tchécoslovaquie 1956*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2005.

BOHN Thomas M., EINAX Rayk et ABESSER Michel (dir.), *De-Stalinisation reconsidered: persistence and change in the Soviet Union*, Francfort sur le Main, Campus Verlag, 2014.

COMBE Sonia (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte, 2009.

CONNELLY John, « Internal bolshevisation? Elite social science training in stalinist Poland », *Minerva*, 1996, vol. 34, n° 4, p. 323‑ 346.

COURTOIS Stéphane (dir.), *Le livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1998.

DALECKI Jacek, « Historicizing with Adam Michnik », *Constellations*, 1998, vol. 4, n° 3, p. 399‑ 419.

EISLER Jerzy, *Polski rok 1968*, Varsovie, IPN, 2006, 809 p.

FALK Barbara J., *The dilemmas of dissidence in East-Central Europe: citizen intellectuals and philosopher kings*, Budapest, Central European University Press, 2003.

FAURE Justine et ROLLAND Denis (dir.), *1968 hors de France : histoire et constructions historiographiques*, Paris, L'Harmattan, 2009.

FRISZKE Andrzej, *Koło posłów « Znak » w Sejmie PRL: 1957-1976*, Varsovie, Wydawnictwo Sejmowe, 2002.

FRISZKE Andrzej, « Historycy przed przełomem. Z dziejów IH UW 1975-1979 » dans Grażyna Raj et Izabela Komorowska (dir.), *Tradycje i współczesność. Księga pamiątkowa*

Instytutu Historycznego Uniwersytetu Warszawskiego, 1930-2005, Varsovie, DiG, 2005, p. 552‑575.

FRISZKE Andrzej, « Nad genezą marca 1968. Konflikt w PZPR na uniwersytecie warszawskim 1965-1967 » dans *Przystosowanie i opór. Studia z dziejów PRL*, Varsovie, Biblioteka « Więzi », 2007, p. 140‑175.

FRISZKE Andrzej, « Próba portretu zbiorowego aparatu partyjnego » dans Dariusz Stola et Krzysztof Persak (dir.), *PZPR jako machina władzy*, Varsovie, IPN et ISP PAN, 2012, p. 55‑74.

FURET François, *Le passé d'une illusion : essai sur l'idée communiste au 20e siècle*, Paris, Le Grand Livre du Mois, 1995.

HOBSBAWM Eric John, *L'âge des extrêmes : histoire du court XXe siècle : 1914-1991*, Bruxelles, André Versaille éditeur et Le Monde Diplomatique, 2008.

JUNES Tom, *Student politics in Communist Poland: generations of consent and dissent*, Lanham, Lexington Books, 2015.

KICHELEWSKI Audrey, *Les survivants. Être juif en Pologne de 1945 à nos jours*, Paris, Vendémiaire, à paraître.

KOTT Sandrine, « Pour une histoire sociale du pouvoir en Europe communiste », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2002, vol. 49, n° 2, p. 5‑23.

KULA Marcin, « Gra z władzą (przypadek pewnej dyscyplinarki) » dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*, Varsovie, Neriton, 2001, p. 303‑312.

LEWIN Moshe, *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard, 2003.

« Mai 68 dans le monde. Le jeu d'échelles », *histoire@politique*, 2008, vol. 3, n° 6.

MINK Georges, *La Pologne au coeur de l'Europe : de 1914 à nos jours*, Paris, Buchet-Chastel, 2015.

OST David, *Solidarity and the politics of anti-politics: opposition and reform in Poland since 1968*, Philadelphie, Temple university press, 1990.

PACZKOWSKI Andrzej, « Żydzi w UB: próba weryfikacji stereotypu » dans Tomasz Szarota (dir.), *Komunizm. Ideologia, system, ludzie*, Varsovie, Neriton, 2001, p. 192‑204.

PUDAL Bernard, « Le soviétisme » dans Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 162‑172.

SHORE Marci, « Children of the Revolution: Communism, Zionism, and the Berman Brothers », *Jewish Social Studies*, 2004, vol. 10, n° 3, p. 23‑86.

STOLA Dariusz et PERSAK Krzysztof (dir.), *PZPR jako machina władzy*, Varsovie, IPN et ISP

PAN, 2012.

TIGHE Carl, « Adam Michnik: a life in opposition », *Journal of European Studies*, 1997, vol. 27, n° 3, p. 323‑ 366.

TYRCHAN Mikołaj, « “Aneks” - post-March émigré quarterly », *Studia Medioznawcze - Media Studies*, 2009, vol. 2, n° 37.

WASILEWSKI Jacek, « The Patterns of Bureaucratic Elite Recruitment in Poland in the 1970s and 1980s », *Soviet Studies*, 1990, vol. 42, n° 4, p. 743‑ 757.

WAWRZYNIAK Joanna, *ZBoWiD i pamięć drugiej wojny światowej, 1949-1969*, Varsovie, Trio, 2009.

ZAREMBA Marcin, *Komunizm, legitymizacja, nacjonalizm: nacjonalistyczna legitymizacja władzy komunistycznej w Polsce*, Varsovie, TRIO, 2001.

WIEVIORKA Annette, *L'ère du témoin*, Paris, Pluriel, 2013.

HISTORIOGRAPHIE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET DE LA SHOAH

BARTOSZEWSKI Władysław et LEWINÓWNA Zofia, *Ten jest z ojczyzny mojej: polacy z pomocą Żydom, 1939-1945*, Cracovie, Znak, 1966.

BARTOSZEWSKI Władysław, *Le sang versé nous unit : sur l'histoire de l'aide aux Juifs en Pologne pendant l'occupation*, Varsovie, Editions Interpress, 1970.

BERENSTEIN Tatiana et RUTKOWSKI Adam, *Aide aux Juifs en Pologne, 1939-1945*, Varsovie, Polonia, 1963.

BROSZAT Martin, *L'État hitlérien : l'origine et l'évolution des structures du IIIe Reich*, Paris, Fayard et Pluriel, 2012.

CONNELLY John, « Why the Poles Collaborated so Little: And Why That Is No Reason for Nationalist Hubris », *Slavic Review*, 2005, vol. 64, n° 4, p. 771‑ 781.

GRABOWSKI Jan, *Hunt for the Jews: betrayal and murder in German-occupied Poland*, Bloomington, Indiana University Press, 2013.

GRABOWSKI Jan, *« Je le connais, c'est un Juif ! »: Varsovie 1939-1943, le chantage contre les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 2008.

KERSHAW Ian, *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Paris, Éditions du Seuil, 2016.

KICHELEWSKI Audrey, « Quand la Pologne redécouvre ses Juifs », *La vie des idées*, 14 mai 2009.

KICHELEWSKI Audrey, « La peur des Juifs ou des Juifs qui ont peur ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2009, 64e année, n° 5, p. 1091‑1104.

KICHELEWSKI Audrey, « Chasse aux Juifs et moissons d'or. Nouvelles recherches sur la Shoah en Pologne », *La vie des idées*, 3 novembre 2011.

KOBYLARZ Renata, *Walka o pamięć. Polityczne aspekty obchodów rocznicy powstania w getcie warszawskim 1944 - 1989*, Warszawa, IPN, 2009.

INGRAO Christian, *La Promesse de l'Est. Espérance nazie et génocide (1939-1943)*, Paris, Seuil, 2016.

NIEUWAZNY Andrzej, « Lanciers contre Panzers ? À voir… », *Revue historique des armées*, 2007, n° 249, p. 88‑92.

POTEL Jean-Yves, *La fin de l'innocence : la Pologne face à son passé juif*, Paris, Editions Autrement, 2009.

SNYDER Timothy, *Terres de sang : l'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012.

SNYDER Timothy, *Terre noire : l'Holocauste, et pourquoi il peut se répéter*, Paris, Gallimard, 2016.

TOKARSKA-BAKIR Joanna, « L'obsession de l'innocence », *Plurielles*, 2001, n° 9, p. 75‑82.

TOKARSKA-BAKIR Joanna, *Légendes du sang : pour une anthropologie de l'antisémitisme chrétien*, Paris, Albin Michel, 2015.

Liste des tableaux

Tableau 1. Liste des bases de données prosopographiques constituées pour les besoins de l'enquête 37
Tableau 2. Propriétés des principaux protagonistes de la politique d'idéologisation de la science historique (fin des années 1940-début des années 1950) 78
Tableau 3. Type d'histoire pratiqué par les principaux protagonistes de la politique d'idéologisation de la science historique (fin des années 1940-début des années 1950). 81
Tableau 4. Propriétés saillantes des quatre groupes d'historiens identifiés 82
Tableau 5. Les militants historiens 84
Tableau 6. Les universitaires varsoviens 86
Tableau 7. Les néo-universitaires provinciaux 89
Tableau 8. Les universitaires provinciaux en poste avant-guerre 91
Tableau 9. Lieux de production de l'histoire du temps présent en Pologne après 1945 126
Tableau 10. Liste des débats utilisés pour l'identification des protagonistes des débats sur la déstalinisation de l'histoire 153
Tableau 11. Propriétés sociales et politiques des principaux protagonistes des débats sur la déstalinisation de l'histoire 154
Tableau 12. Liste des protagonistes des débats sur l'histoire autour du moment 1956 et principales affiliations 157
Tableau 13. Comparaison des deux premiers conseils scientifiques de l'IH PAN 197
Tableau 14. Répartition des étudiants en histoire dans les huit universités polonaises (1957/1958) 216
Tableau 15. Structures des facultés d'histoire au 1er septembre 1957 218
Tableau 16. Nombre d'articles parus dans les principales revues d'histoire du temps présent 291
Tableau 17. Répartition des articles parus dans quatre revues historiques entre 1957 et 1979, selon la période et le thème traités 293
Tableau 18. Répartition des articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale et à la Pologne populaire, parus dans trois revues historiques entre 1957 et 1979, ... 294
Tableau 19. Propriétés sociales et politiques des auteurs d'au moins un article consacré à la Seconde Guerre mondiale ou à la Pologne populaire, parus dans quatre revues historiques entre 1957 et 1979 (N = 104) 297
Tableau 20. Propriétés sociales et politiques des auteurs d'au moins deux articles consacrés à la Seconde Guerre mondiale ou à la Pologne populaire, parus dans quatre revues historiques entre 1957 et 1979 298
Tableau 21. Propriétés des auteurs d'articles, revue par revue 300
Tableau 22. Propriétés des auteurs en fonction du type d'histoire pratiqué 301
Tableau 23. Répartition des historiens engagés dans des activités de recherche par tranches d'âges et par domaines d'étude (en %) 307
Tableau 24. Répartition des chercheurs en histoire par centres de recherche (en %) 307
Tableau 25. Type d'études des membres et sympathisants de la TKN 346
Tableau 26. Profession exercée par les membres et sympathisants de la TKN 347
Tableau 27. Distribution des membres et sympathisants de la TKN en fonction de l'âge 348
Tableau 28. Indicateurs d'engagement politique des membres et soutiens de la TKN 357

Tableau 29. Chronologie des discussions sur la réforme des programmes d'enseignement de l'histoire 369
Tableau 30. Les relations polono-soviétiques au cours de la Seconde Guerre mondiale 392
Tableau 31. La résistance polonaise et l'insurrection de Varsovie 394
Tableau 32. L'histoire politique de la Pologne populaire 398
Tableau 33. Prises de position dans le débat sur les « Propositions », en fonction du statut professionnel 404
Tableau 34. Carrières des historiens universitaires prenant position en faveur du *Solidarność* (1967-1991) 408
Tableau 35. Carrières des historiens universitaires prenant position en faveur du PZPR (1967-1991) 408
Tableau 36. Principaux éditeurs en histoire de la Seconde Guerre mondiale (1978-1989) ... 416
Tableau 37. Principaux éditeurs en histoire de la Pologne populaire (1978-1989) 418
Tableau 38. Classement des « autorités scientifiques s'occupant de l'histoire de la Pologne populaire » 458
Tableau 39. Positions professionnelles des « autorités scientifiques s'occupant de l'histoire de la Pologne populaire » 465
Tableau 40. Caractéristiques principales de quelques institutions en charge des archives des services de sécurité communistes 518
Tableau 41. Répartition de la population de l'échantillon en fonction du titre scientifique... 532
Tableau 42. Institutions académiques fréquentées au cours de la carrière 533
Tableau 43. Institutions académiques fréquentées au cours de la carrière 534
Tableau 44. Institutions académiques fréquentées au cours de la carrière 535
Tableau 45. Résumé des propriétés distinctives des individus 567
Tableau 46. Multipositionnalité des promoteurs de la politique historique 573
Tableau 47. Multipositionnalité des critiques de la politique historique 577
Tableau 48. Membres des deux premiers Collèges de l'IPN (1999-2011) 598
Tableau 49. membres du Conseil de l'IPN (2011-2016) 600
Tableau 50. Principaux éditeurs en histoire de la Seconde Guerre mondiale (2001-2010) ... 622
Tableau 51. Principaux éditeurs en histoire de la Pologne populaire (2001-2010) 622
Tableau 52. Thèmes des ouvrages consacrés à la période communiste publiés par IPN et Trio 630
Tableau 53. Périodes des ouvrages consacrés à la période communiste publiés par IPN et Trio 631
Tableau 54. Grade universitaire des auteurs au moment de la publication 633
Tableau 55. Origine des monographies publiées 633
Tableau 56. Positions professionnelles des auteurs 635

Liste des figures

Figure 1. L'espace des auteurs d'articles en histoire du temps présent (1957-1979) 304
Figure 2. Analyse des correspondances multiples, projection des modalités actives et illustratives 405
Figure 3. Analyse des correspondances multiples, projection des individus 406
Figure 4. Nombre d'ouvrages d'histoire de Pologne (1939-1945) répertoriés dans la *Bibliografia Historii Polskiej* (1978-2010) 413
Figure 5. Nombre d'ouvrages d'histoire de Pologne (1945)1989) répertoriés dans la *Bibliografia Historii Polskiej* (1978-2010) 413
Figure 6. Profession des auteurs publiés par *Zeszyty Historyczne*, selon la période de publication (1962-1996) 423
Figure 7. Lieu de résidence des auteurs publiés par *Zeszyty Historyczne*, selon la période de publication (1962-1996) 423
Figure 8. Périodes traitées par les articles d'histoire de Pologne parus dans *Zeszyty Historyczne* (1962-1996) 425

Liste des encadrés

Encadré 1. La prise du pouvoir par les communistes en Pologne après la Seconde Guerre mondiale 61
Encadré 2. Le déroulement des carrières scientifiques en Pologne populaire 72
Encadré 3. Quelques trajectoires de militants historiens..... 83
Encadré 4. Quelques trajectoires d'historiens varsoviens..... 85
Encadré 5. Quelques trajectoires de néo-universitaires provinciaux 88
Encadré 6. Quelques trajectoires d'universitaires en poste avant-guerre..... 90
Encadré 7. : L'année 1956 en Pologne et ses conséquences..... 147
Encadré 8. La fronde des historiens en juin 1956 159
Encadré 9. Notices biographiques des participants à la conférence sur l'histoire de la Seconde Guerre mondiale (Institut d'histoire de l'Académie des sciences, 20 mars 1956)..... 236
Encadré 10. Notices biographiques d'historiens du temps présent entrés dans la carrière académique après 1956 256
Encadré 11. Notices biographiques des auteurs se consacrant à l'histoire de la résistance à l'occupation allemande, cités dans *Kwartalnik Historyczny*..... 271
Encadré 12. Déclaration fondatrice la TKN, 22 janvier 1978..... 341
Encadré 13. La commission programmatique de la TKN 349
Encadré 14. Le premier semestre de cours de la TKN et les profils des enseignants (1977-1978)..... 350
Encadré 15. Plan de cours de Władysław Bartoszewski, TKN, 1978..... 360
Encadré 16. Plan de cours d'Adam Michnik 362
Encadré 17. Lettre ouverte de la TKN aux enseignants et pédagogues (extraits), 14 juin 1980 365
Encadré 18. la Bibliographie de l'histoire de Pologne..... 412
Encadré 19. Aperçu des discours sur l'histoire du temps présent dans le circuit de diffusion restreint (1980-1983)..... 420
Encadré 20. Les « Accords de la table ronde » et les élections « partiellement libres » de juin 1989..... 453
Encadré 21. Extrait d'entretiens réalisée par Teresa Torańska avec Jarosław Kaczyński (1990-1994)..... 505
Encadré 22. La définition des personnes « lésées » dans la loi sur l'IPN..... 512
Encadré 23. Notice biographique de Leon Kieres, premier président de l'IPN (2000-2005) 522
Encadré 24. Quelques trajectoires typiques 569
Encadré 25. Extrait de l'interview de Jan Żaryn parue dans *Dziennik* le 18 avril 2009 594
Encadré 26. Programme de recherches de l'IPN – seconde direction (2005-2010) 629

Table des matières

Remerciements 4
Sommaire 1
Introduction générale 3
I. Entre sciences et politique : le métier d'historien en Pologne, perspective historique : 6
II. Deux hypothèses de recherche : 14
II.1. L'histoire comme catégorie d'intervention publique : 15
II.2. Les historiens comme acteurs politiques : 20
III. Un cadre conceptuel à trois dimensions : 25
III.1. Une sociologie des engagements intellectuels et professionnels : 25
III.2. Une étude de la production historiographique : 30
III.3. Une sociologie des politiques historique en contextes communiste et postcommuniste : ... 33
IV. Matériaux d'enquête : 36
IV.1. Des bases de données prosopographiques : 36
IV.2. Des corpus de publications : 40
IV.3. Des sources archivistiques : 41
IV.4. Des entretiens : 43
V. Cheminement de la démonstration : 45
V.1. Un plan chronologique : 45
V.2. Quelle borne de fin ? 48
Première partie Être historien en Pologne populaire. Entre contrainte idéologique et rénovation historiographique 51
CHAPITRE 1 59
Une politique scientifique impulsée par le Parti-État. L'avènement d'une « nouvelle histoire » 59
Section 1. Les ressorts multiples d'un relais des cadres au sein de la discipline historique 65
I.1. Vers un nouveau modèle universitaire : 65
I.2. Les profils contrastés des acteurs d'une rénovation historiographique d'inspiration marxiste : 74
I.3. Centralisation et planification de la recherche en histoire : 99
Section 2. La rénovation historiographique au concret : 107
II.1. L'imposition d'un nouveau canon méthodologique aux contours imprécis : le « marxisme-léninisme » : 107
II.2. Aux marges du monde académique, l'histoire du temps présent : 125
II.2.A. Une recherche para-académique et très spécialisée : 125
II.2.B. La relecture de l'histoire du 20e siècle au prisme de la nouvelle situation politique :.. 133
Conclusion du chapitre 1 141
CHAPITRE 2 143
La progressive remise en cause de l'idéologisation de la science historique : le « tournant » de 1956 143
Section 1. « dogmatiques » vs « révisionnistes » ? Les historiens face au changement politique : 149
I.1. Une lutte pour la définition du métier d'historien : 150
I.1.A. « dogmatiques » vs « révisionnistes » ou savants vs militants ? 152
I.1.B. La remise en cause d'une histoire au service du Parti : 158
I.1.C. Aux sources de l'antagonisme « dogmatiques » vs « révisionnistes », des trajectoires biographiques contrastées : 163
I.2. Quels usages du marxisme en histoire ? 169
I.2.A. La difficile définition du « progressisme » : 169
I.2.B. La question du marxisme en 1956 : 176
I.2.C. Le « pessimisme des thèses erronées » : 182
I.2.D. La remise en question d'une histoire au service du Parti : 185
I.2.E. Un marxisme au contenu imprécis pour un élargissement de l'espace du dicible : 191
Section 2. La redistribution des postes et des places au sein de la discipline : 195
II.1. L'éviction des historiens *partyjni* de la direction de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences : 195

II.2. L'affirmation de l'autonomie de la discipline : les congrès de l'Association historique polonaise 205
II.3. Le repli des historiens *partyjni* sur l'université et la question de la formation des futurs historiens : 213
II.3.A. La place de l'histoire dans l'enseignement supérieur : entre autonomie accrue et maintien des historiens *partyjni* 213
II.3.B. La formation des historiens comme enjeu de lutte : 222
Conclusion du chapitre 2 229
CHAPITRE 3 231
1956 et ses conséquences : la relative autonomisation de l'histoire du temps présent 231
Section 1. Une sous-discipline faiblement autonome : 233
I.1. « Une atmosphère de sujétion » : la dénonciation d'une contrainte politique : 234
I.2. S'accommoder de la censure et du Parti : 245
Section 2. Entre savant et profane, la production historiographique en histoire du temps présent (1957-1979) : 263
II.1. La production savante des années 1957-1979 au prisme des revues académiques : 264
II.2. Une histoire éclatée : trois pôles de production de l'histoire du temps présent : 294
Conclusion du chapitre 3 309
Conclusion de la première partie 311
Deuxième partie Le changement de régime politique et ses effets sur l'espace de production historiographiques 315
CHAPITRE 4 321
Faire de l'histoire en contexte de changement de régime : la contestation de l'historiographie officielle 321
Section 1. L'intelligentsia en dissidence : 325
I.1. La place des historiens dans la dissidence intellectuelle : 325
I.1.A. La rupture progressive entre les intellectuels et le Parti : 325
I.1.B. Le « tournant » de 1968 : 330
I.2. « L'université volante » : une histoire dissidente sans historiens ? 337
I.2.A. Contester l'université au nom de la science : 340
I.2.B. Des intellectuels engagés : 345
I.3. Combler les « taches blanches » : la mise en place d'un récit alternatif : 358
Section 2. Changer d'histoire pour changer de régime ? L'histoire scolaire comme enjeu de lutte politique au cours du moment *Solidarność* : 367
II.1. Les « Propositions » de *Solidarność* : « Une composante intégrale du processus de rénovation » : 370
II.2. Des propositions « politiquement tendancieuses » : 380
II.2.A. Des évaluations entre science et politique : 381
II.2.B. Une confrontation entre histoire officielle et histoire dissidente : 388
II.3. Des positions différentes dans l'espace de production historiographique, au principe de prises de position concurrentes : 401
Section 3. Les effets du moment *Solidarność* sur le développement de l'historiographie savante : 411
III.1. L'offre éditoriale des années 1980 : 411
III.2. Deux livres d'histoire politique clandestins et leurs auteurs : 425
III.2.A. Deux auteurs aux trajectoires dissemblables : 428
III.2.B. La Pologne au 20e siècle par Wojciech Roszkowski : une histoire de valeurs : 435
III.2.C. La genèse de la Pologne populaire par Krystyna Kersten : une histoire « froide » : ... 441
Conclusion du chapitre 4 447
CHAPITRE 5 449
L'héritage de la Pologne populaire et les reconfigurations de l'histoire du temps présent 449
Section 1. Une histoire du temps présent en recompositions : 455
I.1. Anciens et nouveaux spécialistes de l'histoire du temps présent après 1989 : 455
I.1.A. Un regain d'intérêt pour l'histoire du temps présent : 455
I.1.B. Une polémique emblématique d'une rénovation historiographique : 468
I.2. Une révision de l'histoire de la Pologne populaire, entre science et politique : 477
I.2.A. Histoire « vraie » et retour du positivisme : 477
I.2.B. La question de la qualification de la République populaire de Pologne et de sa place dans l'histoire de Pologne : 486
Section 2. Solder les comptes du communisme, une nouvelle contrainte hétéronome : 497

II.1. Recompositions politiques et gestion de l'héritage de la République populaire de Pologne : 500
II.2. La question des archives policières et de leurs usages : 508
II.3. La mise en place d'un ministère de l'histoire. L'Institut de la mémoire nationale : 514
Section 3. Contrainte politique et contrainte économique : 525
III.1. Les lois du marché : 526
III.2. Des dynamiques de carrières différenciées : 530
III.3. Une situation qui favorise les investissements sur le marché de diffusion étendue : 539
Conclusion du chapitre 5 545
CHAPITRE 6 547
État et histoire dans les années IPN 547
Section 1. Une politique publique de l'histoire : 551
I.1. Les habits neufs d'une idée ancienne : 553
I.2. La lutte dans lutte : une analyse sociologique du débat sur la Politique historique : 566
I.3. Défendre le « point de vue polonais » : le legs de la Politique historique : 579
Section 2. Politique historique et transformations du métier d'historien : 587
II.1. Des historiens bureaucrates, producteurs de la Politique historique : 588
II.2. Historiens militants ou « flics de la mémoire » ? Ce que dit l'affaire Walesa de l'hybridation des discours historique, judiciaire et militant : 603
II.2.A. Cenckiewicz et Gontarczyk, entre historiens bureaucrates et historiens militants : 604
II.2.B. Une « contribution à la biographie » de Walesa et sa réception : 609
II.3. Des historiens de bureau, chercheurs à l'IPN : 616
Section 3. Une historiographie de la Pologne populaire à deux vitesses : 625
III.1. Deux genres d'histoire : 625
III.2. Deux genres d'historiens : 632
Conclusion du chapitre 6 638
Conclusion générale 641
Annexes 651
Bibliographie 659
Liste des tableaux 699
Liste des figures 701
Liste des encadrés 703
Table des matières 705

Valentin BEHR

Science du passé et politique du présent en Pologne.

L'histoire du temps présent (1939-1989), de la genèse à l'Institut de la Mémoire Nationale

Résumé

La thèse étudie les relations entre science et politique, à partir de la production historiographique consacrée à l'histoire des passés dits totalitaires (nazi et communiste) en Pologne. Cette histoire du temps présent est étudiée depuis sa genèse, durant la période communiste (1945-1989), jusqu'à la période post-communiste, après 1989. Elle fait l'objet de luttes entre acteurs, savants et profanes, dont les prises de position antagonistes s'expliquent par les positions différenciées qu'ils occupent dans l'espace du débat historiographique. L'autonomie de cet espace est limitée par une contrainte politique externe, exercée par le pouvoir politique, mais aussi par les logiques, internes à cet espace, de réponse à la contrainte externe. La thèse invite à relativiser la pertinence, en matière de production historiographique, de la césure de 1989, et souligne les formes de continuité entre la République populaire de Pologne et la situation présente.

Mots clés : Pologne ; politique historique ; engagements intellectuels ; histoire du temps présent ; historiographie du communisme.

Résumé en anglais

Based on a study of the historiographical literature about the "totalitarian" pasts (nazi and communist) of Poland, this dissertation deals with the relationship between science and politics. The making of the history of these periods is studied from its genesis during the communist era (1945-1989) until the post-communist period started after 1989. Academic and non-academic actors are involved in the historiographical debate. Their stances can be explained by the various positions they occupy in the social space of this debate. The autonomy of this social space is not only limited by an external political constraint, applied by the political power, but also by this space's internal logic elaborated in response to this outside pressure. The dissertation casts doubt the 1989 caesura in the historiographical literature, and underlines continuities between the Popular Republic of Poland and the current situation.

Key words: Poland; historical policy; intellectuals' engagements; "histoire du temps présent"; historiography of communism.